BnF Gallica

Encyclopédie des gens du monde, répertoire universel des sciences, des lettres et des arts : avec des notices sur les [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

. Encyclopédie des gens du monde, répertoire universel des sciences, des lettres et des arts : avec des notices sur les principales familles historiques et sur les personnages célèbres, morts et vivans, par une société de savans, de littérateurs et d'artistes, français et étrangers. T. 8.2 DOM-DYT. 1833-1844.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisation.commerciale@bnf.fr.

ENCYCLOPÉDIE

DES

GENS DU MONDE.

TOME HUITIÈME.

Deuxième Partie.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

IMPRIMÉ

PAR LA PRESSE MÉCANIQUE DE E. DUVERGER

RUE DE VERNEUIL, N° 4.

SIGNATURES

DES AUTEURS DU SEIZIÈME VOLUME.

MM.	
Agnant (à Bourges) . . .	A. A-t.
Aimé.	A-é.
Allou.	C. N. A.
Anders	G. E. A.
Bardin (le général). . . .	Gal B.
Benoît (à Grenoble) . . .	X. B-t.
Berger de Xivrey. . .	J. B. X.
Biet.	J. B-t.
Boulatignier	J. B-r.
Boullée (à Lyon). . . .	A. B-e.
Bourges.	Mce B.
Bradi (Mme la comtesse de)	L. C. B.
Buessard.	P. B-d.
Chamrobert (de)	P. C.
Cuvier (Frédéric). . . .	F. C.
Cuvier (le pasteur Rod.).	R. C.
Deaddé.	D. A. D.
Dehèque.	F. D.
Delbare.	Th. D.
Delcasso (à Strasbourg).	L. D-c-o.
Depping.	D-g.
Derode.	D-e.
Dufau.	P. A. D.
Dumas (à Bolbec). . . .	Ant. D.
Dumersan.	D. M.
Dupin (aîné).	D.
Duvergier.	J. B. D.
Fallot (feu).	G. F-t.
Famin.	C. F-n.
Fayolle	F-le.
Feuillet de Conches .	F. de C.
Galais.	L. G-s.
Golbéry (de)	P. G-y.
Guadet.	G-t.
Guyot de Fèrr. . . .	G. D. F.
Hase.	H.
Hennequin.	J. F. G. H-n.

MM.	
Jal.	A. J-l.
Janin (Jules).	J. J.
Labouderie (l'abbé de).	J. L.
Lafaye (à Orléans) . .	L.F-e.
Laténa (de), à Chablis.	J. L-t-a.
Leclerc-Thouin. . . .	O. L. T.
Legal (à Moulins) . .	L-l.
Lepeintre-Desroches.	Lep. D.
Le Roy de Chantigny.	L. d. C.
Mac-Carthy (feu). . .	J. M. C.
Mathias.	M-s.
Miel.	M-l.
Moléon (de).	V. de M-n.
Montrol (de).	de M.
Morawski (Théodore).	Th. M-ki.
Naudet.	N-t.
Ourry.	M. O.
Ozenne (Mlle).	L. L. O.
Ozenne (Jules).	J. O.
Pascallet.	E. P-c-t.
Petit-Lafitte (à Bordeaux).	A. P. L.
Pontécoulant (le vicomte de).	A. P-t.
Prévost (Amédée) . . .	Am. P-st.
Priou (à Nantes). . . .	P. d.-m.
Ratheby.	R-y.
Ratier (Félix).	F. R.
Regnard.	E. R.
Rienzi (Domeny de). .	G. L. D. R.
Rossi (Pellegrino). . . .	P. R-i.
Royer-Collard (Paul).	P. R. C.
Saucerotte (à Lunéville).	C. S-te.
Savagner (à Dijon). . .	A. S-r.
Schnitzler.	J. H. S. et S.
Soyer.	L. C. S.

LISTE DES COLLABORATEURS.

MM.		MM.	
Spach (Édouard). . . .	Éd. Sp.	Viel-Castel (le comte Henri de).	V.
Suckau.	W. S.	Vieillard	P. A. V.
Taillandier	A. T-r.	Villenave.	V-ve.
Tissot (à Dijon)	Jh T.	Vaucher (à Genève). . .	L. V-r.
Valanthiennes (de). . .	B. de V.		

Les lettres *C. L.* indiquent que l'article est traduit du *Conversations-Lexicon.*

C. L. m. signifie *Conversations-Lexicon* modifié.

ENCYCLOPÉDIE

DES

GENS DU MONDE.

D (*suite de la lettre*).

DOMBROWSKI (Henri-Jean), général polonais, naquit dans les environs de Cracovie le 29 août 1755. Auguste III, électeur de Saxe, régnait alors en Pologne, et Michel Dombrowski, père de Henri, était colonel dans ses troupes saxonnes. L'anarchie ayant réduit l'armée polonaise à 17,000 hommes, Dombrowski, qui voulut suivre la carrière de son père, se décida à entrer dans le régiment des houlans du prince Albert de Saxe. Sous-enseigne en 1770, il fut nommé bientôt après aide-de-camp du général Bellegarde, commandant en chef la cavalerie saxonne.

En 1791 la nation polonaise, réveillée enfin de son long sommeil, résolut de porter son armée à 100,000 hommes. Kosciuszko quitta alors les drapeaux américains, Poniatowski ceux de l'Autriche, et Dombrowski l'armée saxonne, pour répondre à l'appel de la patrie. Nommé major de cavalerie, c'est dans ce grade qu'il fit la courte campagne de 1792 contre les Russes. L'insurrection de 1794 ouvrit un champ plus vaste à ses talents militaires; il était alors vice-brigadier. S'étant d'abord distingué pendant la défense de Varsovie contre Frédéric-Guillaume de Prusse (ce qui lui avait mérité, de la part du généralissime, un anneau patriotique portant l'inscription *La patrie à son défenseur*), il fut envoyé ensuite dans la Grande-Pologne pour appuyer le soulèvement de cette province. Les victoires qu'il remporta sur les Prussiens à Labiszyn et à Bromberg lui valurent le grade de lieutenant général. Mais bientôt les désastres de Macieiovice et de Praga anéantirent les espérances des Polonais. Dombrowski, rappelé à Varsovie, proposa à ses camarades de rassembler les débris de l'armée, de se frayer le chemin à travers l'Allemagne et de rejoindre les armées républicaines françaises plutôt que de se rendre à l'ennemi: les circonstances en décidèrent autrement. Amené devant Souvorof, il fut reçu avec distinction; Catherine et Guillaume lui offrirent du service dans leurs armées, mais le patriote ne se déshonora point.

Surveillé par la police prussienne, à Varsovie et à Berlin, ce ne fut que le 9 vendémiaire an V (30 septembre 1796) qu'il put arriver à Paris, où l'attendaient ses compatriotes réfugiés pour le mettre à la tête d'une sorte de représentation militaire, qu'ils résolurent de former sous la protection de la France. Mais les lois de la république interdisaient la création d'un corps étranger en France. Dombrowski sollicita donc et obtint l'autorisation d'en organiser un en Italie, et, le 3 janvier 1797, il signa, à cet effet, à Milan, une convention avec le nouveau gouvernement de Lombardie. Il publia aussitôt une proclamation à ses concitoyens, qu'il fit répandre partout, et en particulier aux avant-postes ennemis et aux dépôts des prisonniers faits dans la guerre contre l'Autriche. Un mois après, deux bataillons polonais purent entrer en campagne, et en peu de temps ce noyau des *légions polonaises* fut porté à 5,000 hommes. Après plu-

sieurs années de guerre, et malgré les énormes pertes qu'elles essuyèrent, surtout sur la Trébia et à Mantoue, les braves légions de Dombrowski comptaient à la fin jusqu'à 12,000 hommes dans leurs rangs. C'est à leur tête qu'il pacifia Reggio en 1797 et qu'il occupa le Capitole en 1798. Rome, érigée en république, confia à Dombrowski l'organisation d'une nouvelle légion polonaise. Il contribua ensuite à la conquête de Naples en 1799, et son brave lieutenant, le général Kniaziewicz (*voy.*), obtint à cette époque l'honneur fort envié de porter au Directoire les drapeaux enlevés aux armées ennemies. A la bataille de la Trébia, où Dombrowski avait un commandement important, il eut plusieurs chevaux tués et ne dut son salut qu'à l'*Histoire de la guerre de Trente-Ans* de Schiller que par hasard il portait sur lui. Quand enfin vint la paix de Lunéville, et que les légions polonaises, après avoir versé tant de sang, virent leurs espérances frustrées et leurs débris livrés à la fièvre jaune de Saint-Domingue, le plus grand nombre de leurs chefs se déterminèrent à rentrer dans leurs foyers. Dombrowski fut alors appelé à Naples où il contribua à l'organisation de la nouvelle armée de ce pays.

En 1806, lors de la campagne de Iéna, le sort parut de nouveau sourire aux Polonais. Dombrowski courut aussitôt à Poznân. Sa proclamation, datée de cette ville le 3 novembre 1806, produisit à l'instant même son effet, et à peine les armées de Napoléon entrèrent-elles en Pologne qu'elles trouvèrent déjà 30,000 Polonais sous les armes. Bientôt Dirschau, Dantzig, Friedland furent témoins de leurs exploits et de la bravoure de leur chef, qui fut grièvement blessé dans le dernier de ces combats. Après la paix de Tilsitt, Dombrowski obtint le commandement de la 3e division de l'armée du grand-duché de Varsovie. Sa renaissante patrie le gratifia, à cette époque, du domaine de Vinnagora.

Les Autrichiens envahirent la Pologne en 1809; les plus beaux régiments polonais étaient alors en Espagne, et le prince Joseph Poniatowski (*voy.*) n'avait que 8,000 hommes de troupes régulières à opposer à 40,000 Autrichiens, dans la glorieuse bataille de Raszyn. L'activité de Dombrowski fut dans ces circonstances d'une grande ressource. Après avoir fait prévaloir, dans le conseil de guerre, son avis d'abandonner Varsovie et de se jeter dans la Pologne autrichienne pour l'appeler à l'indépendance, il prit sur lui d'organiser sur les derrières de l'ennemi, dans la Grande-Pologne, une levée en masse. Deux mois après, l'archiduc Ferdinand, attaqué sur tous les points, fut forcé d'évacuer Varsovie; et au moment où Napoléon s'attendait à la nouvelle d'une complète déroute de la petite armée polonaise, il reçut celle de la délivrance de toute la Pologne autrichienne du joug étranger. La paix de Vienne ravit aux Polonais la moitié de leur glorieuse conquête. Vint ensuite la campagne de Russie. Dombrowski fit à son chef, le prince Poniatowski, une proposition de la plus hauteim portance. Prévoyant toutes les difficultés d'une guerre dans un pays aussi immense que stérile et défendu par la rigueur de son climat, il voulait que, dans le cas d'un échec éprouvé par la grande armée, la Pologne pût maintenir par elle-même son indépendance, et, à cet effet, il proposa au prince, qui était à la fois généralissime et ministre de la guerre, de distraire de chaque régiment un nombre considérable de soldats, de distribuer cette espèce de cadre sur les frontières, de les autoriser à accueillir les déserteurs russes, prussiens et autrichiens, et de former ainsi, en secret, une réserve respectable sur laquelle on pût compter aux jours de revers. Tant de fois trompés, les Polonais étaient certes en droit de prendre leurs sûretés. Quiconque se rappelle l'état des armées russes qui poursuivaient les Français dans leur retraite, conviendra que 20,000 hommes de troupes fraîches, non démoralisées, auraient certainement suffi, à cette époque, pour sauver et la Pologne et l'empereur. Le prince Poniatowski ne crut pas pouvoir accepter ce projet; sa confiance dans l'étoile de Napoléon ne lui permettait pas de prévoir un échec.

Pendant la campagne de 1812, l'observation du fort de Bobruisk fut confié à Dombrowski. Le 21 novembre, il livra la bataille de Boryssow (Borissof), pour

assurer la retraite de la grande armée sur les ponts de la Bérésina, qu'il couvrit jusqu'au dernier moment. Blessé le 26 novembre, il fut enfin forcé d'abandonner le commandement, qu'il ne reprit qu'en Saxe, au début de la campagne de 1813. Après les affaires de Teltof, d'Insterbourg et de Matran, sa division fut destinée à défendre le faubourg de Halle à la bataille de Leipzig, et sa vigoureuse résistance sur ce point empêcha la prise de la ville par assaut. Dombrowski ramena ensuite les débris de l'armée polonaise en-deçà du Rhin.

Lorsque le congrès de Vienne eut rétabli en 1815 un simulacre de la Pologne sous le sceptre d'Alexandre, Dombrowski, élevé par celui-ci au grade de général de la cavalerie (supérieur à celui de lieutenant général), décoré de l'ordre de l'Aigle-Blanc, fut nommé en outre sénateur-palatin (membre de la chambre haute) du nouveau royaume. Mais il ne jouit pas longtemps de ces distinctions qui d'ailleurs flattaient peu l'illustre patriote affligé de ne point voir d'autres résultats d'une carrière aussi longue et aussi pleine de sacrifices. Retiré dans ses terres, il y finit ses jours le 26 juin 1818, au milieu de la consternation générale. Huit ans plus tard, les patriotes polonais entendirent prononcer son nom par la commission d'enquête établie lors de la conjuration de 1826, et qui découvrit que, sur son lit de mort, Dombrowski, inquiet sur l'avenir de sa patrie, fondait encore en secret une *société patriotique*, aux soins de laquelle il confia son dernier rêve, l'indépendance de la Pologne!

La république de Cracovie, fière de posséder les tombeaux des rois et des héros de la Pologne, réclama les dépouilles mortelles de Dombrowski; mais les trois cours *protectrices* n'y consentirent point. Il fut enterré à Vinnagora, et d'après sa dernière volonté deux sabres d'honneur qu'il avait gagnés sur le champ de bataille, et trois balles retirées de son corps, furent déposées dans son cercueil. Son nom a été gravé sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile à Paris.

Dombrowski légua à la *Société des amis des sciences*, à Varsovie, dont il était membre, une collection d'antiquités et sa bibliothèque : l'une et l'autre viennent d'être enlevées, par l'ordre de Nicolas, pour être transportées à Saint-Pétersbourg. Il laissa aussi à la même société un fort manuscrit de ses mémoires : ce manuscrit a servi de fonds à l'*Histoire des légions polonaises en Italie*, que M. Léonard Chodzko a publiée à Paris en 1829, 2 vol. in-8°. TH. M-KI.

DÔME. On a vu au mot COUPOLE la synonymie qui existait entre les deux mots dans le langage des arts; on y trouvera aussi tout ce que nous aurions à dire concernant le dôme en fait d'architecture. Nous n'ajouterons donc ici que peu de mots.

En France, dans les XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, le mot *dôme* était employé ordinairement pour désigner non-seulement la construction élevée au-dessus de l'intersection des bras d'une église, mais encore tout comble composé de lignes courbes et formant un corps isolé. Ainsi, les escaliers d'apparat, les grandes salles, étaient souvent couverts *en dôme*, comme l'on disait, et comme on dit encore quelquefois aujourd'hui fort mal à propos, puisque ces combles, sur des bâtiments carrés, ne sont pour la plupart que des voûtes en arc de cloître. Telles sont celles des pavillons du Louvre et des Tuileries.

Les Italiens, par le mot *duomo* (dôme), ne se sont pas éloignés comme nous de l'étymologie du mot (δῶμα, *domus*) : ils entendent par ce nom l'église principale d'une ville. On cite, par exemple, le dôme de Milan, d'Orviette, de Sienne.

Laissons aux églises des Invalides, du Val-de-Grâce, le nom de dôme qui leur a été donné lors de leur construction; mais disons la coupole du Panthéon de Paris, monument de notre époque. Ce mot doit aussi être employé en parlant des églises d'Italie. ANT. D.

DOMERIE, titre que prenaient quelques abbayes en France, et sur le sens duquel on n'est pas d'accord. Quelques écrivains ont cru que ces abbayes étaient appelées ainsi parce qu'elles étaient des espèces de *maison-Dieu* (*quasi domus Dei*) ou d'hôpitaux dans lesquels on exerçait plus particulièrement la charité. Selon d'autres, le nom de domerie vien-

drait du titre de *dom* (abréviatif de *dominus*), que portaient certains religieux, comme les bénédictins, et qu'ainsi *domerie* signifie *seigneurie* ou *maison des seigneurs*. Cette dernière opinion est fondée sur ce qu'effectivement la plupart de ces domeries avaient la seigneurie temporelle de leur territoire. A. S-n.

DOMESDAY-BOOK, ou livre du jugement, nom anglais du grand rôle des propriétés foncières, que Guillaume-le-Conquérant fit dresser environ 20 ans après la conquête de l'Angleterre, de 1080 à 1086, d'après les procès-verbaux des enquêtes que ses délégués avaient été obligés de faire dans tous les districts du royaume, ceux du nord exceptés, en interrogeant les barons, les curés, les *reves* ou chefs de villages et un certain nombre de *vilains*. Quelques-unes de ces enquêtes partielles existent encore. Ces délégués enregistrèrent, d'après les déclarations comparées des diverses classes de la société, les noms des terres, leurs propriétaires, leurs revenus, les droits et obligations qui y étaient affectés, etc., le tout à trois époques différentes, savoir : sous le roi anglo-saxon Édouard, immédiatement après la conquête de l'Angleterre par les Normands, et enfin à l'époque où le rôle fut dressé. Ce grand livre de la propriété féodale devait servir et servit en effet, dans la cour de justice normande, à régler toutes les contestations au sujet des fiefs, des propriétés foncières quelconques, des coutumes et usages, etc. : aussi fut-il conservé précieusement aux archives de l'abbaye de Westminster, où il existe encore. C'est un document précieux et unique; on y apprend une foule de détails curieux : d'abord tous les noms des Normands tenanciers ou sous-tenanciers qui avaient reçu une part de la conquête; ceux des Anglo-Saxons qui, avant cette époque, possédaient la plus grande partie du sol anglais; ce que ce conquérant ou ses barons leur avaient laissé, ce que l'Église avait obtenu, les divisions territoriales, la valeur des biens fonciers d'alors, la constitution des classes sociales, les coutumes des villes et bourgs, même quelques détails sur le commerce et l'industrie de cette époque. Vers 1767 la chambre des lords demanda par une adresse au roi que le *Domesday-book* fût rendu public aux frais de l'état. En conséquence on fondit des caractères particuliers, indiquant toutes les abréviations du manuscrit original. En 1773 l'impression fut commencée; elle ne finit qu'en 1783, année où l'ouvrage fut publié en 2 vol. in-fol., sous le titre de *Domesday-book, seu Liber censualis Wilhelmi I, regis Angliæ*. En 1816 on publia, également en deux vol. in-fol., un complément de ce rôle, sous le titre de *Additamenta et indices*. Des savants ont fait paraître aussi diverses parties séparées du grand rôle, ainsi que les enquêtes partielles sur lesquelles le Domesday-book est fondé. Pour l'intelligence de ce grand document, on peut consulter Kelham, *Domesday-book illustrated*, 1788, et H. Ellis, *General introduction to the Domesday-book*, Londres, 1833, 2 vol. in-8°. Dans ce dernier ouvrage, imprimé aux frais de l'état par la commission des archives du royaume, on trouve des listes alphabétiques de tous les tenanciers et sous-tenanciers, normands et autres, inscrits dans le rôle authentique de Guillaume. D-g.

DOMESTICITÉ. La domesticité (de *domesticus*, mot latin dérivé de *domus*, maison), est l'état d'une personne qui loue, à prix d'argent, son temps, ses facultés et ses services à une autre, qui passe dans sa maison, qui s'incorpore, en quelque sorte, à sa famille. Celui qui s'engage ainsi prend le nom de *domestique*, mot générique auquel on peut donner une acception plus ou moins vaste; car de très grands seigneurs étaient jadis domestiques à la cour, et en Pologne une grande partie de la petite noblesse vivait en domesticité dans les palais des plus riches familles. Cependant il ne s'emploie habituellement que dans un sens restreint : on ne considère pas comme domestiques toutes les personnes attachées à une maison, et on ne donne ce nom qu'aux individus qui sont voués à des travaux manuels.

La domesticité était inconnue aux anciens : chez eux il n'y avait que des esclaves (*voy.*). Les serfs (*voy.*) attachés en si grand nombre au service particulier

des seigneurs russes, polonais, etc. et de leurs maisons, sont dans une condition très peu supérieure à celle des esclaves. Cependant de nos jours, on est arrivé à comprendre le dogme de la dignité humaine, et non-seulement il n'est par permis à un homme de réduire ses semblables en servitude, mais encore il n'est loisible à personne de faire le sacrifice entier de sa liberté : il ne peut que l'engager temporairement. Mais tous les hommes ont besoin des autres, et c'est précisément cette faiblesse *individuelle qui détermine et né*cessite la réunion des hommes en société. Du moment donc où l'on consent à engager ses services et son temps pour une rétribution déterminée, que cet échange est basé sur une convention libre, sur laquelle, d'ailleurs, on peut revenir aussitôt que les parties contractantes ont à se plaindre de leur pacte, la morale et la justice sont satisfaites ; et cette espèce de servitude gagée est, du reste, l'histoire de toutes les relations sociales.

Le fait de la domesticité impose des obligations réciproques au serviteur et au maître. Le premier est obligé de veiller avec zèle aux intérêts de celui-ci ; admis dans sa famille, il y doit l'exemple de l'ordre, d'une conduite régulière et d'une fidélité à l'épreuve. Pour le second, tout ne se *réduit* pas à payer à son serviteur le salaire convenu, à nourrir et à vêtir son corps : il lui doit aussi sa protection, et c'est à lui qu'appartient encore le soin de diriger son éducation morale et de lui apprendre, surtout par son exemple, à aimer la vertu. Le maître doit voir dans ses subordonnés autre chose que les instruments de ses fantaisies et de ses caprices, et ne jamais perdre de vue que ce sont des hommes dont il est responsable, non pas seulement devant les lois humaines, mais devant Dieu, et auxquels sa supériorité doit se révéler par des bienfaits et une assistance bienveillante, non par le despotisme et le mépris. S'il ne veut pas avoir à se plaindre de ses gens, il doit éviter d'avoir lui-même des torts avec eux ; les bons maîtres doivent seuls prétendre à avoir de bons serviteurs. Surtout, qu'il ait soin de les traiter avec douceur, et qu'il n'oublie jamais que le sort qui condamne un homme à servir son semblable est assez dur par lui-même, sans que le maître vienne encore l'aggraver par son orgueil et ses mauvais traitements.

Dans un temps où tout faisait corps dans l'état, où les relations de famille étaient chose plus sacrée qu'aujourd'hui, la domesticité était moins un métier qu'un lien naturel. Le serviteur s'attachait à son maître comme le lierre à l'arbre, lui vouait un dévouement et une affection qui allaient jusqu'au culte, entrait dans sa maison dès l'enfance et n'en sortait guère que par la mort. Mais aujourd'hui les *Caleb* (tout le monde connaît ce héros de la *Fiancée de Lammermoor*, roman de W. Scott) sont bien rares, ou plutôt le type en est presque perdu, surtout dans les grandes maisons. Là, les serviteurs, entourés d'un luxe pour lequel ils n'étaient pas nés, enchaînés dans de somptueux hôtels dont ils sont les premiers meubles, s'imprègnent de tous les vices de la civilisation et copient tous les travers de leurs maîtres, sans en avoir ni les grâces ni les vertus. Antipathique à tout ce qui souffre, le cœur du *valet* ne semble pas avoir une fibre, ses yeux pas une larme pour le malheur. Voyez ces satellites de la richesse se hisser avec orgueil derrière la voiture de leurs maîtres : grooms, laquais, jockeys ou chasseurs, tous affichent d'égales prétentions dans leur pose étudiée; ils affectent dans leur maintien je ne sais quelle dignité comique et grimaçante ; ils ont la tête haute, l'œil fier ; on voit à leurs airs qu'ils sollicitent des suffrages, qu'ils appellent l'admiration. Ils prennent en pitié le cocher qui, craignant la police et les amendes, se détourne pour éviter d'écraser la foule des piétons, et ils s'indignent de la trouver sans respect pour la bigarrure de leur livrée, le clinquant de leurs épaulettes et de leurs panaches. Hâtons-nous de dire cependant que dans les classes moyennes, où au lieu d'une opulence fastueuse on trouve cette honnête aisance qui est le fruit du travail et dont la conservation est subordonnée à la même condition, il n'est pas rare de rencontrer encore, de maître à serviteur, cette affection, ce dévouement antique qu'on chercherait vainement ailleurs. Là, jamais la dignité

d'homme n'est méconnue dans le serviteur; il est comme un membre de la famille, admis à s'asseoir avec elle autour du foyer domestique, à partager la même table, et souvent initié aux joies et aux douleurs de ses maîtres.

Il est un genre de domesticité plus relevée, dit-on, que celle dont nous venons de parler et que le préjugé a autrefois érigée en titre d'honneur : nous voulons parler de la *domesticité de cour*. Les Romains avaient des esclaves affectés uniquement au service de leurs personnes, tandis que d'autres étaient voués exclusivement à l'agriculture et aux travaux manuels; de même, les princes francs employaient à leur service personnel non pas des esclaves, mais des hommes haut placés par leur naissance, et il fut un temps où la domesticité près de nos rois devint un privilége recherché par la noblesse avec une telle fureur d'engouement qu'on eût dit que l'ambition de l'homme ne pouvait pas se proposer un but plus élevé. On sait ce qui arriva un jour à Louis XIII encore enfant. Le roi s'étant mis à table, le prince de Condé et le comte de Soissons coururent l'un et l'autre prendre sa serviette pour la lui offrir : ils la saisirent en même temps, et, chacun d'eux prétendant avoir seul le droit de remplir cet office, se disputaient le linge avec un acharnement grotesque; aucun d'eux ne voulut céder, et le roi dîna sans serviette. La révolution de 1789 enveloppa, comme on sait, la domesticité de cour dans la proscription générale dont elle frappa tant de distinctions souvent abusives. Mais Napoléon, en entourant son trône de toute la pompe impériale, lui rendit le prestige qu'elle avait un instant perdu, et les personnages les plus éminents briguèrent avec une fureur toute féodale l'honneur d'être les premiers valets du maître. Aujourd'hui la domesticité de palais a perdu à peu près toute son importance, et si l'on emploie quelquefois l'expression de *domesticité du château*, c'est pour désigner les personnes qui passent pour être le plus en crédit près du souverain.

Nous arrivons enfin à la domesticité la plus naturelle de toutes, celle des animaux. Elle semble exister même entre eux; car il est constaté maintenant qu'il y a des espèces de fourmis condamnées à travailler pour d'autres fourmis, et que, parmi les abeilles, les unes sont vouées au travail, tandis que d'autres vivent dans l'oisiveté, sans autre occupation que celle de contribuer à la reproduction de l'espèce. Mais cette domesticité des animaux existe surtout relativement à l'homme. L'asservissement des espèces animales semble être pour lui un élément indispensable de progrès, la première condition du développement qui le rend complet. L'animal domestique, en se chargeant de tout le poids de la besogne matérielle, laisse à l'homme la liberté d'esprit et le temps nécessaire à la culture de l'intelligence; et si l'antiquité compte tant de grands hommes, c'est qu'ils rejetaient sur leurs esclaves tout le faix des travaux manuels pour se livrer sans distraction aux savantes recherches et à ce recueillement d'esprit qui les ont rendus immortels et ont élargi le domaine de l'entendement humain.

Nous n'entrerons ici dans aucun détail : le lecteur consultera, outre l'article ANIMAUX DOMESTIQUES et ceux auxquels on y renvoie, les mots spéciaux, comme CHIEN, CHEVAL, CHAMEAU, etc., ainsi que le mot APPRIVOISEMENT. V. de M-N.

DOMESTIQUE (GRAND-), première dignité militaire de la cour de Constantinople pendant la seconde moitié du Bas-Empire. Le grand-domestique fut d'abord le chef du corps d'élite qui remplissait auprès de la personne des empereurs les fonctions de gardes-du-corps, sous le titre de *domestici equites*, en grec δομέστιχοι ou σχόλαι, mots si éloignés dans cette acception de nos mots *école* et *domestique*, malgré l'identité d'étymologie. Le commandant de ces chevaliers gardes du palais eut naturellement le titre de μέγας δομέστιχος ou μεγαδομέστιχος, en bas latin *megas domesticus* ou *megadomesticus*. Un grade qui rapprochait continuellement celui qui en était revêtu de la personne de l'empereur, dont la conservation reposait sur sa fidélité, était de nature à prendre une grande extension d'importance. Aussi le grand-domestique finit-il par occuper une charge qui répondait presque entiè-

rement à celle du connétable en Occident. C'est avec cette puissance qu'il paraît dans l'histoire, où Du Cange signale pour la première fois sa présence sous le règne d'Héraclius. L'historien Codinus a consacré le XVI^e^ chapitre de son traité *Des offices de la Cour impériale* aux prérogatives du grand-domestique : il portait l'épée de l'empereur, portée en son absence par le *protostrator;* il était généralissime de toutes les troupes de l'empire et tenait toujours à l'armée le premier rang après l'*empereur*, qu'il représentait en son absence. Il n'y avait pas d'exception pour les enfants de l'empereur : quelles que fussent leurs dignités, ils ne venaient qu'après le grand-domestique dans la hiérarchie militaire. Lorsqu'il se trouvait dans le même lieu que l'empereur, il avait des droits qui semblaient comporter une sorte d'*égalité*, comme celui de déployer sa bannière sans attendre que le signal en fût donné par la bannière *impériale*, et celui d'une part dans le butin égale à celle de l'empereur; car le butin devait toujours être divisé en cinq parts, dont l'empereur avait la première et le grand-domestique la seconde. Des prérogatives aussi magnifiques dans le chef de l'armée lui donnaient nécessairement une influence redoutable au *chef suprême de l'empire*, dont l'élévation dans un état sans cesse ballotté par les révolutions fut due souvent à la volonté du grand-domestique. Jean Cantacuzène échangea en 1345 l'épée de grand-domestique contre le diadème impérial, et leur fit succéder, au bout de douze ans, la tonsure de moine du mont Athos. J. B. X.

DOMICILE. Ce terme de la législation française ne désigne pas la demeure; le *domicile* est, comme le définit fort bien M. Proudhon, la relation morale de l'homme avec le lieu de la résidence où il a fixé le siége administratif de sa fortune, l'établissement de ses affaires. Il ne consiste ni dans l'existence physique, ni dans la résidence de fait, et très souvent il est séparé de la demeure. Le domicile *civil* se distingue en domicile *réel* et en domicile *élu*. Le premier est, d'après la désignation du Code civil, article 102, le lieu où l'on a son principal établissement; le domicile élu n'a que certains effets relatifs à certains actes déterminés. Nous allons succinctement indiquer les principales règles qui régissent l'un et l'autre, et nous parlerons ensuite du domicile politique.

1° Le véritable domicile (civil) s'acquiert par l'habitation de fait; il se conserve par l'habitude et par l'intention de retour quand on en sort; c'est, comme l'a dit encore M. Proudhon, un quasi-contrat qui rend le domicilié passible des charges publiques, en participant des avantages communs dans le lieu où il a voulu attacher les habitudes de sa vie. Quelques personnes ont un domicile déterminé par la loi : ce sont celles qui exercent des fonctions conférées à vie; les autres fonctionnaires ne sont pas censés avoir renoncé à leur ancien domicile quand ils changent de résidence, et en général le simple changement de résidence est insuffisant : il faut que l'intention s'y joigne et qu'elle soit manifestée par une déclaration, ou au moins par un ensemble de circonstances que les tribunaux apprécient en cas de contestation. La condition subalterne de quelques personnes les attache au domicile d'autrui, par exemple le mineur non-émancipé, l'interdit, la femme mariée, les domestiques. L'effet du domicile civil, quant à l'étranger, est de lui conférer le droit d'incolat. Le mariage ne peut être célébré qu'au domicile de l'un des époux; mais il suffit pour le constater, en ce cas, de six mois de résidence sans autre formalité; et le procès-verbal de la discussion du Code Napoléon au conseil d'état prouve clairement qu'en fait de mariage on y a entendu par domicile la simple demeure. Quand on a une action personnelle à diriger contre quelqu'un, l'assignation ne peut être donnée que devant le juge du domicile du défendeur.

Le domicile élu est de pure fiction; il suppose une personne domiciliée dans le lieu où elle ne l'est pas *réellement*. Souvent elle est commandée par la loi pour certains actes, par exemple pour la validité des inscriptions hypothécaires, pour les saisies, pour les libertés sous caution. Ces matières donnent lieu à beaucoup de questions de droit et par conséquent

à beaucoup de procès. Souvent le domicile élu est purement conventionnel; lorsque les parties choisissent un lieu pour l'exécution d'un acte, cette désignation devient attributive de juridiction. Il y a des règles particulières pour les successions, les sociétés, les faillites, etc., etc.

Le domicile politique est celui où une personne exerce ses droits de citoyen. Tout Français a le sien dans l'arrondissement électoral où il a son domicile réel; néanmoins il peut le transférer dans tout autre arrondissement électoral où il paie une contribution directe, à charge d'en faire six mois d'avance sa déclaration au greffe du tribunal, tant dans l'arrondissement qu'il quitte que dans celui où il transporte l'exercice de ses droits. Quand l'électeur a ainsi séparé son domicile politique de son domicile civil, le changement de ce dernier n'emporte pas le changement de l'autre (loi du 19 août 1831, articles 10 et 12). P. G-y.

DOMINANTE. C'est la note placée une quinte juste au-dessus de la tonique, celle que le moyen-âge nommait *quinta toni*. Le nom de *dominante* lui a été donné par Rameau, parce qu'elle est après la tonique la corde la plus essentielle, et qu'elle constitue un accord particulier du ton, ce que ne peut faire la *médiante*. De plus, elle fait partie des deux accords qui établissent le plus franchement la tonalité: ainsi en *ut, ut mi sol* et *sol si ré*. Quelques théoriciens en ont fait un point central, vers lequel convergent divers degrés de la gamme; ils ont nommé par exemple, la sixte *sus-dominante*, et la quarte *sous-dominante :* cette innovation peu importante n'a pas obtenu faveur. Dans le plain-chant, la dominante n'est autre que la note qui est le plus souvent rebattue, quelle que soit la distance qui l'éloigne de la note finale. Mce B.

DOMINATION, *voy.* Empire.

DOMINATIONS, en latin *dominationes*. L'église distingue neuf chœurs d'esprits bienheureux, qui assistent devant le trône de l'Eternel ou qui exécutent ses ordres. Un de ces chœurs porte le nom de *dominations*. Dans la plupart des préfaces les *dominations* obtiennent le quatrième rang. L'apôtre saint Paul (épître aux Éphésiens, I, 20) dit que le Père de gloire a fait paraître sa force et sa puissance en ressuscitant Jésus-Christ d'entre les morts et le faisant asseoir à sa droite dans le ciel, au-dessus de toutes les Principautés, de toutes les Puissances, de toutes les Vertus, de toutes les *Dominations*. » Il dit aussi (épître aux Colossiens, I, 16): « Tout a été créé par *le Fils bien-aimé* dans le ciel et sur la terre, les choses visibles et invisibles, soit les Trônes, *soit les Dominations*, soit les Principautés, soit les Puissances.» On voit que l'apôtre ne garde pas toujours le même ordre dans le dénombrement des chœurs angéliques. Il n'a pas été mieux conservé par les pères de l'Église et par les théologiens. On ignore pourquoi les dominations ont été ainsi nommées et à quel ministère elles sont destinées. J. L.

DOMINICAINS, ordre religieux institué à Toulouse par saint Dominique (*voy.*), dont il porte le nom, approuvé par Innocent III en 1215, confirmé par Honorius III en 1216, sous la dénomination de *frères prêcheurs*, destinés à l'instruction des peuples et à la conversion des hérétiques. En 1218 fut fondée, à Paris, la maison de la rue Saint-Jacques par saint Dominique lui-même, ce qui fit donner aux Dominicains le nom de *jacobins*. En 1220, cinq ans après l'institution des *frères prêcheurs*, Dominique, qui avait pris le titre de général par ordre du pape Honorius, tint à Bologne un chapitre auquel assistèrent tous les supérieurs; ils étaient déjà nombreux. En 1221 ils furent divisés en huit provinces. Ils étaient astreints, par la règle, à des jeûnes rigoureux, à l'abstinence perpétuelle de la viande, à la plus exacte pauvreté, sans qu'il leur fût néanmoins défendu d'avoir des biens, pourvu qu'ils fussent possédés en commun.

Le premier habit des dominicains était celui des chanoines réguliers (soutane noire et rochet); ils y substituèrent en 1219 une robe blanche avec un scapulaire et un capuchon de la même couleur; hors de leurs maisons, ils mettaient par-dessus un manteau et un capuchon noir. Le rosaire ou chapelet, suspendu à la ceinture, était leur marque distinctive, parce qu'ils en étaient les instituteurs et les propagateurs.

L'office de *maître du sacré palais*, dont saint Dominique fut revêtu, est affecté à l'ordre des frères prêcheurs. Celui qui le remplit est comme le théologien domestique du pape; il assiste à tous les consistoires, confère le degré de docteur en théologie, approuve les thèses et les livres, et nomme les prédicateurs de la cour pontificale.

Vers 1233, le pape Grégoire IX nomma deux dominicains inquisiteurs en Languedoc, au rapport de Bernard Guidonis et de Guillaume du Puy-Laurens. Depuis ce temps l'ordre a été chargé presque partout de ce terrible emploi, mais avec des modifications variées selon les temps et les pays.

Il existait une grande rivalité entre l'ordre des dominicains et celui des franciscains, si unis dans le principe. Les dominicains avaient adopté la doctrine de saint Thomas-d'Aquin, et les franciscains celle de Scot: les premiers croyaient que la Vierge Marie avait été conçue *dans le péché originel*, les autres professaient qu'elle avait été conçue sans péché. De là des discussions interminables et des scènes scandaleuses.

Les jésuites ont accusé les dominicains d'avoir soutenu la doctrine du régicide encore plus qu'eux-mêmes et de leur avoir frayé le chemin. Leur conduite, après l'assassinat de Henri III par le dominicain Jacques Clément, n'est point honorable, et il n'est pas étonnant qu'on ait voulu donner à l'exécuteur des hautes œuvres la cuculle de saint Dominique pour marque distinctive.

Dans le XVII^e^ siècle, l'ordre des dominicains, suivant le P. Hélyot et Stévens, était divisé en 45 provinces, dont le général résidait à Rome, sans y comprendre douze congrégations ou réformes particulières gouvernées par autant de vicaires généraux.

Cet ordre a donné à l'Église quatre papes, plus de soixante cardinaux, un grand nombre de patriarches, d'archevêques et d'évêques. Il a produit des savants, des prédicateurs et des écrivains célèbres. En 1719, le P. Jacques Échard, dominicain français, publia à Paris l'*Histoire des écrivains* de son ordre, 2 vol. in-fol. Depuis, le P. Touron, autre dominicain français, a publié l'histoire des grands hommes qui ont illustré le *même ordre*, 6 *vol. in-4°*.

DOMINICAINES, religieuses de l'ordre de saint Dominique, fondées en 1206 à Notre-Dame-de-la-Prouille, entre Toulouse et Carcassonne. Elles suivent, comme les dominicains, la règle de saint Augustin, qui leur fut donnée par saint Dominique.

Leur costume est le même que celui des pères: dans la maison elles sont vêtues d'une robe blanche et du scapulaire de la même couleur; au chœur, elles prennent par-dessus une chape noire. Elles mettent un voile noir sur le voile blanc.

Sainte Catherine de Sienne réforma les dominicaines dans le XIV^e^ siècle. Elles ont différentes congrégrations, comme on peut le voir dans l'*Histoire des ordres monastiques* du P. Hélyot, t. III.

Ces religieuses étaient fort répandues avant la réforme; cependant elles n'avaient pas pénétré en Angleterre, quoique les dominicains y possédassent 43 maisons, suivant Tanner. La révolution française les supprima, mais elles ont été rétablies depuis, peut-être en plus grand nombre. J. L.

DOMINICALE. On appelle ainsi un cours de sermons pour les simples dimanches de l'année.

Quant à la *lettre dominicale* nous en avons donné l'explication aux mots CALENDRIER ECCLÉSIASTIQUE ET PERPÉTUEL et CYCLE. A. S-R.

DOMINIQUE (SAINT) ou DOMINGO, naquit en 1170 à Calarhuega, dans la Vieille-Castille, diocèse d'Osma. Les dominicains le font descendre de la famille de Guzman, mais cette origine n'est nullement prouvée. Son père se nommait Félix, et sa mère Jeanne. Il n'était âgé que de 21 ans lorsque, après avoir fait de solides et brillantes études à Palencia (Léon), dont l'université fut plus tard transférée à Salamanque, il vendit ses livres, ses biens et tout ce qu'il possédait, pour en distribuer le prix aux pauvres, pendant une famine désastreuse.

En 1198, don Diego Azebedo, nommé à l'évêché d'Osma, introduisit dans son chapitre la règle de saint Augustin et y

appela Dominique, qui donnait alors des leçons publiques d'Écriture sainte à Palencia. Ses biographes racontent en détail ses prières ferventes, ses études et les austérités qu'il pratiqua dès qu'il fut nommé chanoine et sous-prieur. Il accompagna son évêque en France, quand il alla négocier le mariage d'Alphonse IX avec la fille du comte de la Marche; il l'accompagna encore quand il alla chercher la princesse, qu'ils trouvèrent morte, et quand il se rendit à Rome pour demander à Innocent III la permission d'instruire les Albigeois (*voy.*).

De retour à Montpellier en 1205, ils virent avec peine que douze abbés de Citeaux employassent, pour la conversion des Albigeois, la terreur au lieu de la persuasion; Dominique fit des représentations qui eurent quelque succès. Séparé des Cisterciens et de son évêque, le zélé missionnaire en obtint de plus grands par l'éloquence de ses sermons, par ses conférences et par les écrits qu'il composa et qu'il fit lire aux Albigeois. Il ne prit aucune part aux cruelles exécutions qui suivirent en 1208 le massacre de Pierre de Castelnau. Les dominicains et même les bollandistes ont soin d'insister là-dessus pour venger saint Dominique de l'accusation d'avoir fondé le tribunal de l'Inquisition (*voy.*), tel qu'il existait dans ces derniers temps. Selon l'abbé Fleury et plusieurs autres écrivains, le plan de ce tribunal tracé par le concile de Vérone, en 1184, reçut quelques développements en 1204 par Pierre de Castelnau et les douze abbés de Citeaux, mais ne fut parfaitement organisé qu'en 1229 par le concile de Toulouse.

En 1206 Dominique fonda le monastère de Notre-Dame-de-Prouille, qui a toujours été regardé comme le berceau et le chef-lieu des religieuses dominicaines. Quelques années après, il institua la dévotion du rosaire, et en 1215 il établit l'ordre des *frères prêcheurs* dans la ville de Toulouse (*voy.* DOMINICAINS). Il en partit aussitôt pour Rome où il assista au quatrième concile de Latran et obtint d'Innocent III l'approbation verbale de son ordre. Il ne lui manquait que d'en rédiger les constitutions et de les soumettre à l'autorité du Saint-Siége: c'est ce qu'il fit l'année suivante, ayant fait le voyage de Toulouse pour les dresser et étant retourné à Rome pour les présenter à Honorius III, successeur d'Innocent, qui les approuva et le nomma lui-même *maître du sacré Palais*. A dater de cette époque il parcourut, pendant trois ou quatre ans, l'Italie, la France et l'Espagne pour les intérêts de son ordre et la prédication de la foi. On rapporte de lui plusieurs miracles, parmi lesquels on remarque la résurrection du jeune *Napoléon*, neveu d'un cardinal, et à laquelle on attribue une prodigieuse influence. En 1219 il fixa sa résidence à Bologne, d'où il ne faisait des excursions que dans les villes voisines, employant tout son temps à la pratique des devoirs de son état. Il y mourut le 6 août 1221. Il ne reste aucun ouvrage de lui, quoiqu'il en ait composé. Il existe plusieurs *Vies* de saint Dominique, mais la plus étendue et la plus estimée est celle que publia le P. Touron en 1739, Paris, 1 vol. in-4°. J. L.

DOMINIQUE (PIERRE-FRANÇOIS BIANCOLELLI, dit), l'un des acteurs-auteurs qui surent obtenir des succès dans les deux genres, naquit à Paris en 1681. Il était fils de l'un des meilleurs comédiens de la troupe italienne appelée à Paris sous le règne de Louis XIV, de celui qui, par une ingénieuse équivoque, avait obtenu du monarque, pour lui et ses camarades, la permission de jouer des pièces en langue française. Un avocat au parlement, parrain du jeune Biancolelli, le plaça au collége des Jésuites, où il fit de très bonnes études, dont sans doute les révérends pères espéraient un autre résultat. Mais leur élève avait de bonne heure deviné sa double vocation: aussi, au sortir du collége, engagé dans une troupe de province sous le nom de *Dominique*, déjà illustré par son père, il se rendit bientôt célèbre, ainsi que lui, dans les rôles et sous le masque d'Arlequin.

Revenu à Paris en 1710, il y fut un des soutiens du théâtre forain de l'Opéra-Comique, jusqu'au moment où, par ordre du régent, il fut admis dans la troupe de la nouvelle comédie italienne, qui, malgré ce titre, ne jouait que des

pièces françaises, presque toujours mêlées de couplets.

Dominique qui, dans ses voyages dramatiques, s'était déjà exercé à la composition, fut très utile à ses camarades par sa fécondité, et surtout par l'esprit et la gaîté de ses ouvrages; ces qualités brillaient surtout dans ses parodies. *CEdipe travesti* et *le Mauvais ménage* parurent deux critiques fort plaisantes des deux premières tragédies de Voltaire, et *Agnès de Chaillot*, parodie de l'*Inès de Castro* de Lamothe, a conservé la réputation de l'un des chefs-d'œuvre du genre.

A la vérité, Dominique eut dans presque tous ces ouvrages des collaborateurs, tels que Legrand, Romagnesi et les deux Riccoboni, dont le talent secondá puissamment le sien; mais ces associations tournaient au profit des plaisirs du public, qui les adopte encore aujourd'hui; car, ainsi que l'a dit feu Piis dans la pièce où il mit Dominique en face du fameux Santeul :

Le Pégase du Vaudeville,
Comme celui des fils Aymon,
Porte souvent dans le sacré vallon
Deux, trois, quatre auteurs à la file.

On sait que ce fut le poète génovéfain, l'auteur de nos plus belles hymnes d'église, qui, à la sollicitation de Dominique, lui donna, pour le rideau de son théâtre, cette célèbre devise ou inscription *Castigat ridendo mores*, qui fut loin d'être toujours justifiée.

Dominique ne se borna pas, comme acteur, à hériter de la renommée paternelle dans les rôles d'arlequin; il créa, à la comédie italienne, le personnage de *Trivelin*, valet rusé et fécond en ressources, le pendant de notre Scapin. Regretté également du public et de sa troupe, il mourut en 1734, à peine âgé de 53 ans. M. O.

DOMINIQUE, en anglais *Dominica*, île des Indes-Occidentales, et l'une des petites Antilles située sous 15° 30′ de lat. sept. et sous 63° 36′ de long. occid., a été découverte par Christophe Colomb, qui la nomma *Dominica*, parce que le jour où il y aborda était un dimanche. Cette île petite, mais très fertile, est hérissée de montagnes volcaniques dont quelques-unes lancent encore des flammes, de la fumée et du soufre brûlant. Ces volcans chauffent aussi sans doute les sources thermales qui jaillissent au bas des montagnes; d'autres sources sont bitumineuses. Une belle végétation couvre ici, comme ailleurs, les vallées au bas des volcans. Les forêts de l'île donnent de l'acajou, du bois de rose et d'autres bois des climats tropicaux. Dans ces forêts on recueille aussi beaucoup de cire et de miel dus à des abeilles qui paraissent avoir été transportées de l'Europe. Les principales denrées coloniales de la Dominique sont le café et le coton, qui y réussissent parfaitement. Cependant on récolte aussi une quantité assez considérable de sucre, et l'on exporte en outre du rhum. On évalue les exportations annuelles à plus de 6 millions de francs. Du temps de l'esclavage, on comptait dans cette petite île, 16,000 nègres sur 4,000 blancs d'origine espagnole, anglaise et française. Ces trois nations ont en effet possédé l'île. Les Anglais la prirent en 1763, et quoique les Français la leur aient enlevée dans la guerre de l'indépendance de l'Amérique, elle leur fut restituée en 1783. Les ouragans y font quelquefois des ravages terribles. Toute l'île n'a que 10 lieues de long, et ses côtes offrent une grande ressource pour la pêche. D-G.

DOMINIQUIN (Dominique Zampieri, dit Domenichino, en français le), naquit à Bologne en 1581. Son père était cordonnier, mais il n'en fut pas moins initié de bonne heure à la connaissance des sciences et des lettres, qu'il négligea ensuite, voulant se livrer tout entier à l'étude des arts pour lesquels il avait une vocation plus déterminée. Il devint à la fois peintre, sculpteur, architecte et musicien distingué. Denis Calvart, peintre flamand établi à Bologne, lui donna les premières leçons de son art, mais il resta peu de temps sous la direction de ce maître qui, l'ayant surpris comme il dessinait d'après une gravure d'Augustin Carrache, le chassa ignominieusement de chez lui après l'avoir rudement frappé. Cette mésaventure ouvrit à Zampieri l'atelier des Carraches. Là, travaillant sans re-

lâche, effaçant, corrigeant, recommençant sans cesse le même dessin, afin d'arriver à la justesse d'expression, à la correction d'un modèle dont chaque nouvelle étude lui dévoilait de nouvelles perfections, il devint la risée de ses camarades qui, prisant davantage la prestesse d'exécution que la science, le goût et le jugement, et prenant ses éternelles irrésolutions pour de l'ineptie, de la lourdeur d'esprit, ou tout au moins pour le fait d'une intelligence bornée, crurent le caractériser en le surnommant *le bœuf*. Mais Annibal Carrache était trop bon juge pour ne pas reconnaître dans son élève une intelligence peu commune : aussi dit-il aux détracteurs de Zampieri : « Laissez, laissez faire! le bœuf un jour « labourera le champ de la peinture et « le fera prospérer plus qu'aucun de vous « peut-être. » Ce pronostic ne tarda pas à acquérir un commencement de vérité. Louis Carrache avait établi parmi ses élèves un concours trimestriel dont le lauréat devenait le *prince de l'Académie* jusqu'à ce qu'il fût détrôné par un rival plus heureux. Zampieri, trop timide pour faire ouvertement l'essai de ses forces, glissa furtivement son dessin parmi ceux de ses camarades. L'ouvrage fut remarqué et obtint la préférence; mais l'auteur, caché dans un coin, serait resté ignoré si son silence, sa rougeur, son embarras ne l'eussent trahi. On le combla de témoignages d'estime et d'amitié, et dès ce moment il jouit, sous le nom de *Domenichino* ou petit Dominique, au milieu de ses égaux, de la considération due à son talent et à son noble caractère.

Après cet éclatant succès, Zampieri se mit à peindre. Ses premiers tableaux se ressentirent de son irrésolution naturelle; néanmoins, il devint peu à peu plus expéditif. Une fois sa composition arrêtée, ses contours tracés, on le voyait travailler sans relâche et prendre à peine le temps nécessaire aux besoins de la vie, jusqu'à l'entier achèvement de l'ouvrage. Plus tard, quand il se fut lié avec l'Albane de cette amitié si pure, si désintéressée et si rare parmi les hommes exerçant une même profession, on vit les deux émules se communiquer mutuellement leurs découvertes, leurs procédés, s'aider réciproquement, sans que jamais l'envie ou la jalousie vinssent troubler leur union. Doux, affable, modeste, régulier dans ses mœurs, le Dominiquin méritait d'être aussi heureux qu'il était estimé des âmes honnêtes; mais la jalousie, l'injustice, les intrigues de ses rivaux empoisonnèrent sa vie, tissu inouï d'événements révoltants. L'acharnement de ses ennemis fut tel qu'ils réussirent à fasciner les yeux de la multitude et à faire passer pour détestables des ouvrages que la postérité a rangés au nombre des chefs-d'œuvre de l'art; ils corrompirent ses domestiques, et même son neveu pour arriver à détériorer ses peintures pendant leur exécution, et poussèrent la témérité jusqu'à le menacer du poignard et du poison s'il n'abandonnait pas les fresques de la chapelle du trésor dans l'église de Saint-Janvier de Naples, objet de leur convoitise. C'est avec peine qu'on voit figurer au nombre de ses plus implacables persécuteurs l'Espagnolet et Lanfranc. Après la mort prématurée du Dominiquin, le 15 avril 1641, causée par le chagrin et plus probablement par le poison, Lanfranc obtint l'autorisation de faire abattre plusieurs ouvrages de son rival pour faire place aux siens; non content de ce triomphe, il fit tant, par ses machinations, que la veuve de Zampieri dut rendre la majeure partie des sommes comptées à son mari pour ses travaux.

De tous les grands peintres d'histoire, le Dominiquin est peut-être celui qui a été le plus naturel dans ses compositions. S'il a été surpassé dans l'élévation des pensées, la richesse et le feu de l'imagination, rarement il a été égalé pour la correction du dessin; le sien est toujours vrai, et personne n'a porté plus loin que lui l'expression sentimentale et cette simplicité enchanteresse qui émeut l'âme en la pénétrant de doux sentiments. Le beau idéal se rencontre rarement, il est vrai, dans ses ouvrages; mais il a su si bien choisir sa nature, il l'a imitée avec une exactitude si parfaite que ses productions seront à jamais des modèles précieux. Dans ses paysages, le Dominiquin brille des qualités qui le distinguent comme peintre d'histoire. Nul avant lui n'avait aussi bien saisi le ca-

ractère du genre et ne l'avait envisagé sous un point de vue plus convenable ; le premier, il a trouvé le secret d'agrandir un site et d'ajouter à ses charmes sans en altérer la ressemblance. Son œuvre est considérable *; et comment en serait-il autrement, quand l'amour de la gloire lui faisait accepter tous les travaux qu'on lui offrait sans s'inquiéter souvent si les dépenses en modèles et en couleurs n'absorberaient pas toute la rétribution convenue? Son tableau de la *Communion de saint Jérôme*, que l'on voyait au Louvre sous l'empire, mais qui, en 1815, fut restitué au pape et que le Poussin regardait comme une des trois merveilles de la peinture, ne lui fut payé que 50 écus. Après ce tableau, comparable pour la sublimité de l'expression et du dessin à la Transfiguration de Raphaël et à la Descente de croix de Daniel deVolterre, ses ouvrages à l'huile les plus capitaux sont : le *Martyre de Sainte-Agnès*, rendu à la ville de Bologne, chef-d'œuvre d'expression qui excite au plus haut degré l'attendrissement, l'admiration et la terreur, le seul qui lui ait peut-être été raisonnablement payé (le Guide, consulté sur ce qu'on devait offrir au peintre pour un tel ouvrage, fixa la somme de 1,200 écus); le *Martyre de saint Sébastien*; la *Vierge du Rosaire ; saint Pierre délivré de prison par l'ange*, l'un de ses premiers ouvrages. Ses fresques sont pour la plupart des suites de sujets tirés d'une même histoire, comme *la Vie de la Vierge*, qu'il peignit en 15 tableaux dans la chapelle Nolfi à Fano ; *la Vie de saint Nil et de saint Barthélemy*, en 18 sujets, à Grotto-Ferrata ; l'*Histoire d'Apollon*, en 10 sujets, au Belvédère à Frascati ; les 7 compositions de l'*Histoire de Diane*, au château de Bassano; les célèbres peintures de l'église de Saint-André della Valle, et celles de l'église de Saint-Janvier à Naples, qui causèrent sa mort. Généralement, ses peintures à fresque ont l'avantage sur ses tableaux à l'huile; on y trouve une fraîcheur et une vivacité de teintes dignes des plus grands coloristes, et cette touche franche et légère qu'on ne remarque pas dans ses autres ouvrages. Beaucoup de ses tableaux ont poussé au noir par l'effet des mauvaises impressions de ses toiles ; ses fresques ont conservé leur éclat. Comme type de sa grande manière de traiter le paysage, nous citerons seulement son *Hercule et Cacus* et sa *Sainte Famille en Égypte*, conservés au Musée du Louvre, et son *Martyre de Saint-Pierre Dominicain*, à Bologne. Les titres qui placent Zampieri au nombre des architectes distingués du XVII^e^ siècle, sont : l'*Église de Saint-Ignace* à Rome, dont le plan est son ouvrage ; la grande et belle *Porte du palais Lancelotti ;* le *Casino de la villa Ludovisi*. Quelques sculptures en marbre au tombeau du cardinal Aguachi, son protecteur, sont les seules productions connues de son ciseau, mais on vante diverses statues dont il a fourni les modèles. L. C. S.

(*) Il a été recueilli par Landon, en 158 planches au trait, précédées de la vie de l'artiste, et forme 3 v. in-4°, à Paris, chez Treuttel et Würtz.

DOMINO. Cet ornement mondain, inventé dans le siècle dernier pour cacher les traits du visage et la forme du corps, au milieu des intrigues du bal masqué, est emprunté, le croirait-on, à l'un des accessoires du costume ecclésiastique. Le camail (*voy.*), qui sert à protéger les prêtres contre le froid des grands édifices, reçut le nom de *domino*, sans doute de quelque passage de la liturgie. La ressemblance que l'on remarqua entre ce costume et celui qu'adoptèrent plus tard les amateurs du bal masqué lui fit conserver son nom, quoique pour un usage bien éloigné de son origine.

Dans le principe, la mode affecta à l'un et l'autre sexe ce déguisement ; mais il est principalement réservé de nos jours aux dames; elles se couvrent de ce manteau quand elles fréquentent le bal de l'Opéra. Nul doute que sa forme peu gracieuse ne le fasse bientôt entièrement disparaître. D. A. D.

DOMINO (JEU DE). L'origine de ce jeu, que l'on a essayé de faire remonter jusqu'aux temps anciens des Grecs, des Hébreux et même des Chinois, n'est pas très reculée, du moins chez nous, où pourtant il se trouve aujourd'hui extrêmement répandu. Il consiste, comme on sait, en un certain nombre de petits

corps aplatis, en os, noirs sur le dos, et offrant, de l'autre côté, sur un fond blanc, des points divisés en deux compartiments et formant plusieurs combinaisons. Un jeu ordinaire est composé de 28 *dominos;* chaque domino contient un nombre, depuis 1 jusqu'à 6, accolé à un nombre différent ou pareil, et quelquefois à un *blanc*, représentant du zéro. Chaque joueur prend, dans le jeu mêlé du côté noir, une quantité égale de dominos; l'un deux *pose* le premier un domino, auquel le joueur opposé est forcé d'adjoindre un nombre semblable à l'un des deux que représente le domino posé; la partie continue ainsi jusqu'à ce que l'un des joueurs ait placé tous ses dominos, ou qu'il n'existe pas dans les deux jeux un nombre qui puisse s'allier avec ceux qui sont posés. Le gagnant est celui qui compte le plus de points, par suite de plusieurs parties, où son adversaire n'a pu parvenir à poser les dominos qu'il avait en main.

Les combinaisons de ce jeu ne sont ni très variées ni très savantes, puisqu'on a vu des chiens et des chats gagner en public de bons bourgeois de la capitale; cependant, on cite, dans nos cafés qui regorgent de joueurs de dominos, des experts dont la force est devenue proverbiale; mais la plupart n'y voient qu'un moyen de se disputer la dépense qu'ils ont faite dans ces sortes d'établissements. D. A. D.

DOMITIEN (Titus Flavius Sabinus Domitianus), douzième empereur romain. Ses premières années se passèrent dans l'obscurité, presque dans l'indigence; car l'illustration de cette famille Flavia venait de commencer en Vespasien pour s'éteindre en son second fils. Domitien avait vu sans émulation les travaux par lesquels son père et son frère s'étaient ennoblis; il ne put voir sans envie leur grandeur. N'ayant pas profité des leçons de la mauvaise fortune, il ne prit de son ancienne pauvreté que des inclinations basses, qui n'excluaient pas des sentiments exagérés d'orgueil et de vanité, tels qu'en inspire une élévation soudaine qu'on n'a point obtenue par soi-même et qu'on ne sait pas mériter. La lâcheté du sénat, il faut l'avouer, contribua beaucoup à exalter sa naturelle ambition et son insolence. Il était dans sa dix-neuvième année, lorsque les légions de Syrie donnèrent la souveraineté à son père (an de J.-C. 69, de Rome 822). Après être resté cinq mois dans Rome exposé aux vicissitudes des guerres civiles et aux vengeances des Vitelliens, il fut délivré par l'arrivée de Mucianus. A peine sorti du temple d'Isis, où il s'était caché, la veille, sous un habit de prêtre, dans la chambre d'un esclave, il se vit saluer César par le sénat, et ne se servit dès lors de son nouveau pouvoir que pour exercer des violences, et pour répandre sans choix, sans mesure, les dons et les honneurs en l'absence de Vespasien, qui lui écrivait : « Je te re-« mercie, mon enfant, de vouloir bien « me laisser l'empire et de ne m'avoir « pas encore nommé un successeur. » Il ne tint pas à Domitien que cette plaisanterie ne se changeât en craintes sérieuses; car il essaya d'ébranler la fidélité de Cérialis et de se mettre à la tête des légions dans la Gaule pour se révolter. Mais son impuissance lui tint lieu d'excuse, parce qu'il avait son père pour juge et son frère pour défenseur. Tant qu'ils régnèrent l'un et l'autre, vainement il sollicita un emploi militaire, vainement il engagea des rois et des peuples étrangers à solliciter pour lui le commandement des troupes qu'on envoyait à leur secours; il n'eut de participation à la fortune impériale que par le nom de César et par le rang de *prince de la jeunesse*, sans aucune autorité. Dans le désespoir de régner, il affecta de se livrer à la culture des lettres, et particulièrement de la poésie, non sans quelque succès, si les éloges qu'il reçut n'étaient pas des hommages de courtisans.

Enfin la mort de Titus, qu'on le soupçonna d'avoir hâtée par le poison, lui livra l'empire (81). Il prononça l'oraison funèbre avec des larmes qui ne durent tromper personne; car il n'était pas permis de louer son frère devant lui; on l'offensait pour peu qu'on doûtat que Vespasien et Titus lui fussent redevables de la sanction donnée par le sénat à leur élection; tous ceux qu'ils avaient aimés encouraient sa haine. Cette soif d'hon-

neurs et de pouvoirs si longtemps contrariée s'assouvit alors avec une avidité ridicule. Il se fit décerner à la fois tous les titres que les empereurs ne recevaient que successivement. Non content de la puissance consulaire perpétuelle, il prit le consulat ordinaire pour dix ans consécutifs; les historiens ont remarqué qu'il avait surpassé par le nombre de ses consulats (17) tous ses prédécesseurs. On le surnomma aussi *Germanicus*, sans qu'il eût fait la guerre, comme il triompha ensuite des Cattes et des Daces, et fut décoré vingt-deux fois du titre d'*imperator*, sans avoir vu l'ennemi ou après avoir été battu. Néanmoins les commencements de son règne furent meilleurs que son caractère ne le présageait. Les juges à Rome et les gouverneurs des provinces furent contraints de rendre exactement la justice; il augmentait les traitements pour ne laisser aucun prétexte aux gains illicites. Il rendit des ordonnances pour réprimer la licence des spectacles et le dérèglement des mœurs, pour assurer l'entretien alimentaire des clients (*cœna recta*), pour défendre de faire des eunuques; il refusa les dons testamentaires, espèce d'impôt forcé ou de rançon dont la tyrannie des empereurs avait établi l'usage. Mais tandis qu'il punissait l'adultère et condamnait des vestales à un affreux supplice, pour revenir, disait-il, aux antiques institutions, il tolérait les déportements de sa femme Domitia, indigne fille de Corbulon, qu'il avait arrachée autrefois à Élius Lamia, quand il venait d'être fait césar. Ses profusions en tout genre épuisèrent le trésor. On dit que la dorure seule du Capitole rebâti par ses soins coûta 12,000 talents (66,000,000 fr.), et que la magnificence du temple n'était rien en comparaison d'une galerie ou d'une salle de son palais. Il fallait une demeure plus qu'humaine à celui qui se faisait appeler dieu. Son naturel sanguinaire s'irrita par le besoin d'argent et par la crainte de la haine publique. Vingt pages de Dion Cassius ne sont remplies que du récit de ses meurtres et de ses crimes. Il persécuta les chrétiens, il bannit les philosophes; Épictète et Dion Chrysostôme échappèrent par la fuite à la proscription; les sénateurs Helvidius Priscus, Sénécion, Arulenus Rusticus en furent les premières victimes. Les Romains le surnommèrent Néron, Néron-le-Chauve. Cependant Quintilien, Stace, Martial lui ont prodigué les louanges; mais Pline et Tacite l'ont flétri, sans égard pour ses institutions des jeux capitolins et des fêtes de Minerve, où il décernait des prix d'éloquence et de poésie, sans lui tenir même compte des dépenses qu'il avait faites pour réparer les désastres causés par l'incendie dans la bibliothèque d'Auguste*. Domitien encourageait les littérateurs par ostentation, sans amour pour les lettres. Depuis son avénement au trône, il n'écrivit plus rien, pas même ses propres discours, et il n'eut point d'autre lecture que les mémoires de Tibère. Le jeu de dés était pour lui une passion; du reste, il n'aimait qu'à se promener seul, dans le secret et le silence, ou à s'enfermer dans son cabinet pour tuer des mouches pendant des heures entières. Quelquefois il sortait de sa tristesse sauvage et menaçante pour s'égayer encore cruellement par les terreurs des grands, qu'il avilissait; comme ce jour qu'il assembla tout à coup le sénat pour délibérer sur l'assaisonnement d'un turbot, ou lorsqu'il réunit de nombreux convives dans un *triclinium* tendu de noir, les entretint longtemps de propos funèbres, et les fit reconduire sous escorte dans leurs maisons, où ils s'attendaient à trouver l'ordre de mourir, peut-être déjà l'exécuteur, et reçurent des présents en signe de dérision plutôt que d'amitié. Après un règne de quinze années, qui ne sembla se prolonger, comme ceux de Caïus, de Claude, de Néron, que pour éprouver la patience de Rome dégénérée, il périt, comme eux, par une conspiration de ses familiers; il avait abattu tranquillement les plus illustres têtes, il fut immolé lorsqu'il menaça des affranchis et des eunuques (96-849). Le sénat renversa ses images; le peuple, qu'il avait peu flatté ou amusé, apprit sa mort avec indifférence; les soldats, dont il avait augmenté d'un tiers la paie, le vengèrent dans Rome, et furent prêts,

(*) Beaucoup de livres des dépôts d'Alexandrie furent copiés par ses ordres.

dans les autres campements, à se révolter contre la patrie. N-T.

DOMMAGES ET INTÉRÊTS. On désigne par cette expression l'indemnité due à quelqu'un pour la perte qu'il a faite et le gain dont il a été privé. On peut être soumis à des *dommages et intérêts* à raison d'une convention ou d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit.

La loi française, comme l'avait fait le droit romain (§ 7, Instit. *de verborum obligatione*), décide que toute obligation qui consiste à faire ou à ne pas faire quelque chose se résout en dommages et intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. Toutefois, s'il s'agit d'une obligation de faire, et que la chose puisse être exécutée par un tiers, par exemple, de l'impression d'un manuscrit, le créancier peut être autorisé par le juge à faire lui-même accomplir l'obligation aux dépens du débiteur; et si l'obligation est de ne pas faire, comme, par exemple, de ne pas élever un mur au-delà d'une certaine hauteur, le créancier a le droit de demander la destruction de ce qui aurait été fait au mépris de l'engagement, et il peut même se faire autoriser à le détruire aux frais du débiteur, sans préjudice, dans ces divers cas, des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Les dommages et intérêts sont dus dès que le débiteur est en demeure de remplir son obligation, ou, si l'obligation est de ne pas faire, par cela seul qu'il y est contrevenu. Ils sont dus encore bien qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de la part du débiteur, à moins que celui-ci ne prouve que c'est par suite de force majeure ou d'un cas fortuit qu'il a été empêché de donner ou de faire ce qu'il avait promis, ou qu'il a fait ce qu'il s'était interdit. Quand ce n'est pas par son dol que l'obligation n'est point exécutée, le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été ou qui pouvaient être prévus lors du contrat; et alors même qu'il y a dol, le débiteur ne doit que les dommages et intérêts qui sont une suite *immédiate* et *directe* du retard ou de l'inexécution. Les parties peuvent d'ailleurs fixer d'avance les dommages et intérêts, en convenant que celle qui manquera d'exécuter le contrat paiera, à ce titre, une certaine somme, et, dans ce cas, le juge ne peut, sous prétexte d'équité, allouer à l'autre partie une somme plus forte ou moindre. Ajoutons que dans les obligations qui consistent à payer une somme d'argent, les dommages et intérêts résultant du retard dans leur exécution ne sont autres que les intérêts fixés par la loi, sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement; mais aussi le créancier a droit à ces intérêts sans avoir à justifier d'aucune perte. Ils ne sont dus que du jour de la demande en justice, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit. E. R.

DON, fleuve de la Russie d'Europe que les Grecs avaient appelé *Tanaïs*, comme la ville bâtie auprès de son embouchure. Il naît dans le petit lac d'Ivan-Ozero, à quelque distance de Toula, traverse le gouvernement de Voronège, entre ensuite dans le pays des Cosaks du Don (*voy.* KOSAKS), et se dirige à l'est, en se rapprochant du Volga, jusqu'à la distance de 12 lieues. Mais au-dessous de Pérékopskaïa il change de nouveau de direction, coule vers le sud-ouest, arrose Staroï-Tcherkask, Nakhitchévan et Rostof, et se rend à la mer d'Azof par deux branches, dont l'une se subdivise encore en deux ramifications et passe près Azof, avant de se confondre avec la mer. Ce fleuve, dont le cours est de 320 lieues, traverse un pays généralement ouvert et plat, assez fertile au nord, mais aride dans la partie inférieure du cours du fleuve. Dans le bassin du Don se jettent un grand nombre de rivières telles que la Metcha, la Sosna et le Donetz à droite; le Khoper, le Voronège, la Medviéditza, le Sal, le Manytch sur la gauche. Entre Voronège et l'embouchure du Donetz, la rive droite est bordée de collines de craie. Plus bas, les collines disparaissent, et le fleuve porte au loin sur les deux côtés ses immenses débordements pendant la saison pluvieuse. En été, le niveau de l'eau est souvent si bas que la navigation est interrompue; à son embouchure les flots ont accumulé le détritus des bancs calcaires qu'il traverse. Par un canal qui joint le Voronège au Riaiza, un des affluents du Volga, le Don communique avec ce dernier fleuve. D-G.

DON, présent, gratification qu'on fait à quelqu'un et qui devient ainsi la matière d'une *donation* (*voy.*). Dans un sens particulier, le mot *don* se disait autrefois de certaines grâces utiles accordées par le prince.

Don gratuit. Cette expression signifie en général ce qui est donné volontairement et sans nulle contrainte, par simple libéralité, et sans intérêt ni profit pour le donateur. Mais, dans un sens plus particulier, on donnait en France, avant la Révolution, le nom de *don gratuit* aux subventions que le clergé et quelques-uns des pays d'États payaient au roi.

On a dit que, pour les pays d'États, l'usage des dons gratuits pouvait remonter aux dons ou présents que les Francs faisaient à leur roi ou chef militaire dans les premiers temps de leur établissement dans les Gaules; mais rien ne prouve la justesse de cette opinion. Le don gratuit était ce que la province payait pour tenir lieu des impositions. Il y avait, dans les pays d'États, un don gratuit ordinaire qui était d'une somme fixe par an, et un don gratuit extraordinaire dont l'intendant faisait la demande dans le temps de l'assemblée des États et que l'on réglait à une certaine somme. La province payait de plus au roi des subsides extraordinaires dans les temps de guerre et dans des circonstances graves.

Quant aux dons gratuits du clergé, c'est ici le lieu d'entrer dans quelques détails sur les impositions auxquelles cet ordre était soumis.

Tant que la religion chrétienne ne fut pas reconnue dans l'empire romain, ses ministres, qui possédaient peu d'immeubles, étaient sans doute soumis à l'impôt comme tous les autres citoyens; mais après que Constantin se fut converti à l'Évangile, les prêtres chrétiens obtinrent des priviléges et des immunités personnelles, et les églises furent richement dotées. Au milieu des faveurs qui leur furent alors prodiguées, on ne voit pas que leurs biens aient reçu l'exemption de contribuer aux charges de l'état; et si l'on trouve quelques exceptions à cette obligation, elles ne s'étendirent ni à tous les temps, ni même à la totalité de l'impôt. Quand les Francs s'établirent dans les Gaules et que Clovis embrassa le christianisme, il dut nécessairement favoriser tout particulièrement un clergé dont l'appui faisait sa principale force. Pourtant ce clergé fut soumis au droit de gîte et de procuration, c'est-à-dire qu'il dut défrayer les rois dans leurs voyages. Les monuments des époques mérovingienne et carlovingienne prouvent que les prêtres payaient leur part des tributs ordinaires et extraordinaires. Clotaire I^er^ ordonna que les ecclésiastiques paieraient le tiers de leurs revenus, et ce n'est pas la seule injonction de cette nature que nous présente l'histoire. Sous les Carlovingiens surtout, dans le temps même où le clergé devint réellement un corps de l'état, il fut traité comme tout ce qui relevait de la couronne, assujetti, non-seulement au paiement de l'impôt, mais au service militaire même; en un mot, à mesure que la féodalité s'établit, les biens de l'Église prirent tous les caractères des tenures féodales. Il est pourtant juste d'ajouter que quelques auteurs supposent, non sans apparence de raison, que sous les princes de la famille de Charlemagne chaque église avait une certaine quantité de terre (*unum mansum*), libre de toute charge et de tout service.

Mais les prêtres, surtout après la propagation des fausses décrétales, tendirent fortement à se mettre en dehors et au-dessus du droit commun, et voulurent, entre autres prétentions, rendre sacrés des biens qui, suivant eux, appartenaient sinon au Saint-Siége, du moins à l'Église en général, et dont ils ne se considéraient que comme les dépositaires. En France, comme ailleurs, on fit retentir ces maximes. Alexandre III, dans le concile de Latran de 1179, défendit aux consuls et aux recteurs des villes, sous peine d'excommunication, d'obliger les clercs à contribuer aux charges publiques. Dans le concile de Latran de 1215, Innocent III renouvela ces mêmes prohibitions sous les mêmes peines, et ajouta que le clergé ne pourrait accorder de contribution, même volontaire, sans consulter le pape. Les rois crurent devoir céder à ces injonctions. Néanmoins, les croisades fournirent quelques occasions

d'imposer des taxes sur le clergé : on s'y accoutuma insensiblement et on ne tarda pas, en France surtout, à lever des *décimes* pour les besoins de l'état, nonobstant les réclamations quelquefois menaçantes du clergé et des papes eux-mêmes. Malgré sa résistance, Boniface fut obligé, dans les modifications que Philippe-le-Bel le contraignit d'introduire dans sa bulle *Clericis laïcos,* de reconnaître formellement que, si le roi ou ses successeurs, pour la défense générale ou particulière du royaume, se trouvaient dans une nécessité urgente, la précédente bulle ne s'étendrait point à ce cas de nécessité ; que même le roi et ses successeurs pourraient demander aux prélats et autres personnes ecclésiastiques et recevoir d'eux, pour la défense du royaume, un subside ou contribution ; que les prélats et autres ecclésiastiques seraient tenus de le donner au roi et à ses successeurs, soit par forme de quotité ou autrement, même sans consulter le Saint-Siége, nonobstant toute exemption ou privilége, tel qu'il fût. Si le roi ou ses successeurs recevaient quelque chose au-delà de ce qui serait nécessaire, il en chargeait leur conscience.

Mais ces dispositions laissaient toujours subsister une foule de difficultés ; et du conflit de l'autorité des papes avec celle des rois il arriva que, dans les XIII^e^ et XIV^e^ siècles surtout, les ecclésiastiques payèrent bien cher l'exemption prétendue de ne pas contribuer aux charges ordinaires de l'état. Également pressés par les papes et par les princes, ils fournissaient souvent des décimes aux uns et aux autres. Ce tribut d'ailleurs n'était point fixé : tantôt c'était une portion du tribut annuel, tantôt c'était une partie même de la valeur intrinsèque des fonds. On appelait *décimes entières* celles qui étaient réellement le dixième des revenus ecclésiastiques.

Les subventions que le clergé fournissait aux rois de France étaient jadis toutes qualifiées d'*aides*, *dixièmes* ou *décimes*. Depuis 1516, temps auquel les décimes devinrent ordinaires et annuelles, le clergé commença à les qualifier de *dons* et de *présents* ou de *dons gratuits* et *charitatifs*. Il voulait faire naître par là l'idée que c'était une subvention offerte volontairement par lui au roi, et non une imposition faite par celui-ci. Mais si quelquefois le clergé prévint par des offres volontaires les demandes de l'autorité royale, il est réellement incontestable que souvent des sommes furent imposées sur le clergé en vertu seulement de lettres-patentes du roi ou d'arrêts du conseil.

Du reste, les dons gratuits proprement dits n'ont commencé à être distingués des décimes que depuis le contrat passé entre le roi et le clergé le 11 octobre 1561, et appelé *contrat de Poissy*. Le clergé, par ce contrat, prit deux engagements : 1° il s'obligea d'acquitter et de racheter, dans les dix années suivantes, le sort principal des rentes alors constituées sur la ville de Paris, montant à 7,560,057 livres 16 sols 8 deniers, et cependant d'en payer les arrérages en l'acquit du roi, à compter du 1^er^ janvier 1568. Ce fut l'origine des rentes assignées sur le clergé qui furent depuis plusieurs fois augmentées et dont le contrat se renouvelait avec le clergé tous les dix ans. Ce que le clergé payait, pour cet objet, retint le nom de *décimes ;* on les appelle aussi *anciennes décimes* ou *décimes ordinaires*, pour les distinguer des *dons gratuits* et autres subventions désignées parfois sous le nom de *décimes extraordinaires ;* 2° le clergé s'engagea à payer au roi, pendant six ans, la somme de 1,600,000 livres par an. C'est l'origine des dons gratuits proprement dits. Il y eut, depuis ce temps, de pareilles subventions fournies par le clergé à peu près tous les cinq ans. Il y avait encore de temps en temps d'autres dons gratuits ou subventions extraordinaires qui se payaient dans les besoins extraordinaires de l'état.

Depuis 1789, le nom a été supprimé avec la chose. En général, les dons gratuits n'étaient onéreux qu'au petit clergé.

DON, DONNA, *voy.* Dom. A. S-r.

DONALD I-VIII, rois d'Écosse, *voy.* Écosse.

DONAT, DONATISTES. Dans les premières années du IV^e^ siècle, l'Afrique romaine était agitée par des querelles religieuses. Elles avaient pris leur

origine dans une double élection faite dans l'église de Carthage : on y avait nommé deux primats d'Afrique, Cécilien et Majorin. Depuis la mort de ce dernier, Donat, évêque des Cases-Noires (*Casæ nigræ*) en Numidie, était, par ses talents supérieurs et ses vertus apparentes, le plus ferme appui de son parti. Des deux côtés il y avait quelques raisons spécieuses à faire valoir : en droit, peut-être l'avantage que Cécilien aurait pu tirer de la priorité de son ordination disparaissait par la précipitation illégale avec laquelle on l'avait élu, sans attendre l'arrivée des évêques de Numidie. Les évêques des deux factions se reprochaient mutuellement, avec une singulière fureur, d'avoir perdu tous leurs droits en livrant jadis les saintes Écritures aux officiers de Dioclétien. On discuta successivement la cause dans cinq tribunaux formés par le choix de l'empereur Constantin, et l'affaire dura plus de trois ans, depuis le premier appel jusqu'au jugement définitif. On décida en faveur de Cécilien, et ce ne fut pas sans peine que Constantin se borna à exiler les chefs de la faction des donatistes.

Cet événement, en apparence insignifiant, fut la source d'un schisme qui désola durant plus de trois siècles la province d'Afrique et n'y fut anéanti qu'avec le christianisme même. Les donatistes refusèrent d'obéir à Cécilien et à ses partisans, qu'ils traitaient d'usurpateurs; exilés, excommuniés, ils excommunièrent hardiment leurs adversaires et ceux qui les soutenaient. A leurs yeux la succession apostolique était interrompue; tous les évêques d'Europe et d'Asie étaient schismatiques; les seuls Africains donatistes avaient conservé les prérogatives de l'Église catholique en conservant la pureté de leurs préceptes et de leur discipline. Ils soumettaient à un nouveau baptême et à une nouvelle ordination les prosélytes qui leur venaient même des provinces les plus reculées de l'Orient. Ils regardaient les sacrements comme nuls lorsqu'ils avaient été administrés par des hérétiques ou par des schismatiques. Ils assujettissaient les évêques, les jeunes filles et même les enfants à une pénitence publique, avant de les admettre à leur communion. S'ils obtenaient une église occupée précédemment par les catholiques, ils la purifiaient comme si elle avait été souillée par le culte des idoles. Malgré leur double proscription civile et religieuse, les donatistes se maintinrent en nombre supérieur dans quelques provinces; surtout en Numidie, et 400 prélats reconnaissaient l'autorité de leur primat. Toutefois la secte même se divisait. Le quart des évêques donatistes suivait la doctrine indépendante des *maximianistes*; une autre petite secte, celle des *rogatiens*, affirmait que si le Christ descendait du ciel pour juger les humains, il ne reconnaîtrait la pureté de sa doctrine que dans quelques villages obscurs de la Mauritanie Césaréenne.

Au reste Donat avait donné le signal du schisme avant même le temps où Cécilien fut élu évêque de Carthage. Le prétexte qu'il prit fut que Mensurius, alors évêque de cette ville, avait reçu à la communion et rétabli dans leurs fonctions des prêtres et des évêques qui, durant la persécution de Dioclétien, avaient livré les saintes Écritures. Plus tard Donat fut l'adversaire le plus acharné de Cécilien. En 313, il se rendit à Rome avec dix évêques du parti de Majorin; il suivait Cécilien, également parti avec dix évêques de sa faction. Alors commença la série des assemblées ecclésiastiques, des condamnations et des protestations énergiques que nous avons indiquées. Donat, partout opiniâtre, fut, par le pape Miltiade, déposé et excommunié. On ne sait pas quand il mourut.

Il ne le faut pas confondre avec un autre DONAT, élu évêque de Carthage par les schismatiques après la mort de Majorin, en 316. Son autorité et sa plume furent également consacrées à soutenir la secte dont il était devenu le chef et le plus ardent promoteur. Il mourut en 355, en exil. C'est alors que commencèrent les persécutions de Constantin contre ces hommes que l'on accusait de méconnaître l'autorité impériale aussi bien que la légitime autorité ecclésiastique. Les donatistes furieux chassèrent les catholiques de leurs églises, et prirent

les armes pour contenir et défendre leur parti.

Le nom de *circoncellions* ou *scotopites* fut donné aux donatistes, parce qu'ils rôdaient autour des maisons, sous prétexte de venger les injures, de réparer les injustices, de rétablir l'égalité parmi les hommes. Ils mettaient en liberté les esclaves sans le consentement de leurs patrons, déclaraient quittes les débiteurs, et commettaient des désordres de toute espèce. Ils portèrent d'abord des bâtons, qu'ils nommaient *bâtons d'Israël*, par allusion à ceux que les Israélites devaient avoir à la main en mangeant l'agneau pascal; il prirent ensuite les armes pour opprimer les catholiques. Un faux zèle de martyre porta les circoncellions à se donner la mort : les uns se précipitèrent du haut des rochers ou se jetèrent dans les flammes; d'autres se coupèrent la gorge. Les évêques recoururent aux magistrats pour arrêter tant de fureur. On envoya des soldats dans les lieux où ils se rassemblaient les jours de marché : plusieurs furent tués et honorés par les leurs comme des martyrs.

Julien favorisa les donatistes : sous cet empereur, ils furent tout-puissants et remplirent l'Afrique de massacres; mais eux-mêmes ne tardèrent pas à se faire une guerre cruelle entre eux. Les édits sévères portés contre eux par Honorius redoublèrent leur fureur. En 412, le fils de Théodose exila leurs évêques; mais ils ne connurent alors plus de frein, et ce ne fut pas sans peine que le comte Marcellin parvint à les réprimer. Théodose-le-Jeune renouvela les lois d'Honorius contre les donatistes. Leur parti était devenu bien faible, lorsque les Vandales, après la conquête de l'Afrique, persécutèrent également les catholiques et les donatistes. Ceux-ci s'éteignirent dans l'indifférence publique, après avoir fait encore des tentatives inutiles sous l'empereur Maurice. Ils disparurent sous la domination des Arabes. Leurs principaux adversaires, au plus fort de leurs attaques, avaient été saint Augustin et saint Optat. A. S-R.

DONATELLO (diminutif de Donato, vrai nom de l'artiste), partage avec Ghiberti l'honneur d'avoir délivré la sculpture des langes dans lesquels les siècles gothiques l'avaient tenue enfermée. Il est à son art ce que furent à la peinture Giotto et Masaccio, à l'architecture Dioti le Salvi et Brunelleschi, promoteur, en Italie, d'une manière nouvelle, basée sur l'antique, et exempte de cette raideur, de ce manque d'expression et d'intelligence des formes qui caractérisent les sculptures du moyen-âge.

Donatello naquit à Florence en 1383, de parents pauvres. Un riche particulier prit soin de son éducation, lui donna pour maître de dessin un sculpteur nommé Laurent Bicci, qui, outre les éléments de son art, lui apprit la perspective et l'architecture. Son premier essai fut une *Annonciation* en pierre, aujourd'hui placée à Sainte-Croix de Florence, dans laquelle, pour la première fois, on vit une tête de vierge animée d'un aimable sentiment de candeur, d'humilité et de respect à la vue de l'ange qui lui annonce sa haute destinée; les draperies de ce bas-relief sont traitées dans ce style antique méconnu depuis tant de siècles. Les applaudissements accordés à cet ouvrage attirèrent à son auteur de nombreux travaux et la protection toute particulière de Côme de Médicis, qui, l'ayant chargé de la restauration des nombreux monuments de sculpture antique recueillis par sa famille, contribua à accélérer l'œuvre de la régénération de l'art en procurant au Donatello l'occasion d'étudier de plus près le style et la manière des anciens et de s'exercer à les imiter jusque dans le mécanisme du travail. De là, on n'en peut douter, cette sagesse d'ordonnance, cette correction des formes, cette justesse d'attitude et de mouvement, cette force et cette vérité d'expression portée quelquefois jusqu'au sublime du pathétique, dont ses ouvrages donnent de nombreux exemples; de là aussi cette habileté d'exécution qui lui permit de traiter avec un égal bonheur la terre, le bois, le marbre et surtout le bronze, matière dans laquelle sont ses plus nombreux travaux.

Parmi les ouvrages de ronde bosse du Donatello, on cite plus particulièrement le crucifix en bois placé à Sainte-Croix de Florence, imitation trop vraie de la

nature pour ne pas produire une impression désagréable; cinq statues diverses de Saint-Jean-Baptiste, dont une en marbre conservée dans la maison Nartelli à Florence; une autre dans la galerie ducale où ce saint est figuré exténué par le jeûne; une autre exécutée en bois pour le baptistère de Saint-Jean-de-Latran à Rome; celles des cathédrales d'Orviéto et de Sienne; une statue en bois de la Madeleine pénitente, au baptistère de Florence, *renommée pour son expression* de componction, mais dans laquelle le sculpteur a trop montré sa science anatomique; les trois célèbres statues de l'ancienne loge appelée d'Or-san-Michele de Florence : Saint-Pierre, Saint-Marc à qui Michel-Ange, dans un moment d'exaltation, disait : « Pourquoi ne me parles-« tu pas?, » et Saint-Georges reproduit par Raphaël dans une composition à la plume d'une beauté achevée; le célèbre *Zuecone* (chauve), qui est la plus belle des six statues du même artiste décorant l'extérieur du campanile de la cathédrale de Florence, tous ouvrages dignes de l'antiquité par la beauté idéale des formes, le choix du costume, la profondeur du caractère et la hardiesse de l'exécution. Il faut compter encore parmi ses productions capitales en ronde-bosse le *Mausolée du pape Jean XXIII*, au baptistère de Florence; le célèbre groupe en bronze de *Judith et d'Holopherne*, sous la loge des Lanzi, et surtout la statue équestre, aussi en bronze, d'*Érasme Gattamelata*, érigée sur l'une des places publiques de Padoue, le premier monument de ce genre qu'ait produit l'art moderne renouvelé.

Parmi les bas-reliefs de Donatello que le temps a conservés, les plus remarquables sont : à Naples, dans l'église de San-Angelo à Nilo, une Assomption sur le sarcophage du mausolée du cardinal Renaud Brancaccio; dans la chapelle Piccolomini à Mont-Oliveto, une nativité de Jésus-Christ; à Padoue, dans l'église Saint-Antoine, outre plusieurs bas-reliefs dont les sujets sont tirés de la vie du patron du lieu, une sépulture du Christ restée en argile, mais qu'on a dorée pour lui donner l'apparence du métal; à Florence, sur les deux tribunes ou jubés de Saint-Laurent, ouvrages plus recommandables par l'ordonnance que par l'exécution, laquelle a été achevée par Bartoldo, élève de Donatello; dans l'église du Saint-Esprit, une madone della Cintola, en bois, qui ne se montre que dans la première semaine de septembre; et, dans la cour du palais Riccardi, huit bas-reliefs, d'un travail exquis, imités de pierres gravées et camées antiques.

Donatello termina sa vie en 1466, a l'âge de 83 ans. Selon son désir, il fut enterré dans l'église de Saint-Laurent, à côté du duc Côme, son protecteur et son ami. Cet artiste était libéral, prévenant, et d'un tel désintéressement qu'il mettait son argent dans un panier suspendu au mur de sa chambre, afin que ses ouvriers et ses amis en usassent librement.

Simon Donatello, son frère, qui mourut à 55 ans, fut son imitateur. Il exécuta vers 1431 les bas-reliefs de l'une des portes de bronze de Saint-Pierre de Rome, travail auquel il consacra douze années. Un de ses principaux ouvrages est le tombeau de Martin V dans l'église de Saint-Jean-de-Latran, pour lequel, comme en d'autres occasions, son frère l'aida de ses conseils. L. C. S.

DONATION. En termes généraux, une donation est une libéralité qu'une personne fait volontairement à une autre. En droit, c'est un des deux modes que l'on peut employer pour disposer de ses biens à titre gratuit; l'autre mode est le testament (Code civil, art. 893).

Il y a deux espèces de donations, la *donation entre vifs* et la *donation à cause de mort*. L'article 894 du Code civil définit la donation entre vifs « l'acte par lequel le donateur se dépouille *actuellement* et *irrévocablement* de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte.»

Pour faire une donation il faut être majeur et sain d'esprit; pour la recevoir, il suffit de ne pas être placé dans la catégorie des personnes que la loi en déclare incapables; par exemple les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens, ainsi que les ministres des cultes, qui ont traité ou assisté une personne pendant la maladie dont elle est morte, ne peuvent profiter des dispositions entre vifs ou tes-

tamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie (Code civil., art. 909).

Une personne, si elle a des enfants ou ce que l'on appelle des héritiers à réserve, ne peut donner qu'en se conformant aux règles tracées par la loi relativement à la *portion disponible* (Code civil, art. 913 et suivants).

Tous actes portant donation entre vifs doivent être passés devant notaire, dans la forme ordinaire des contrats, et il doit en rester minute, sous peine de nullité (Code civil, art. 931). La donation entre vifs n'engage le donateur et ne produit aucun effet que du jour où elle a été acceptée en termes exprès (*id.*, art. 932); mais lorsqu'elle a été dûment acceptée, elle est parfaite par le seul consentement des parties, et la propriété des objets donnés est transférée au donataire, sans qu'il soit besoin d'autre tradition (938).

La donation entre vifs ne peut comprendre que les biens présents du donateur: si elle comprend des biens à venir, elle est nulle à cet égard (*id.*, art. 943); elle est nulle, si elle est faite sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur (944).

Nous avons dit plus haut que la donation entre vifs était *irrévocable*: il y a cependant quelques exceptions à cette règle. Ainsi elle est révoquée dans les trois cas suivants: inexécution des conditions sous lesquelles elle avait été faite, ingratitude du donataire envers le donateur, survenance d'enfants au donateur (953). Elle ne peut être révoquée pour cause d'ingratitude que si le donataire a attenté à la vie du donateur, s'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves, s'il lui refuse des aliments (955). Il y a encore exception à la règle de l'irrévocabilité des donations entre vifs dans le cas où elles sont faites entre époux pendant le mariage (1096).

Les pères et mères, les autres ascendants, les parents collatéraux des époux et même les étrangers, peuvent, par contrat de mariage, disposer de tout ou partie des biens qu'ils laisseront au jour de leur décès, tant au profit des époux qu'au profit des enfants à naître de leur mariage, dans le cas où le *donateur* survivrait à l'époux *donataire*. Pareille donation, quoique faite au profit seulement des époux ou de l'un deux, est toujours, dans le cas de survie du donateur, présumée faite au profit des enfants et descendants à naître du mariage. On appelle ces donations *institutions contractuelles*.

Telles sont les règles principales qui concernent la donation *entre vifs* dans la législation française. La donation *à cause de mort* est celle qui est faite en vue de la mort et pour n'avoir lieu qu'après le décès du donateur, en sorte qu'elle est toujours révocable tandis qu'il vit. Il ne faut pas néanmoins confondre la donation *à cause de mort* avec les testaments, dont il sera question à ce mot.

Avant le Code civil, les donations étaient régies par la célèbre ordonnance du mois de février 1731. Aujourd'hui le titre II du livre III du Code (art. 833-1100) contient les règles relatives aux donations et aux testaments, dont beaucoup sont puisées dans l'ordonnance dont on vient de parler. De savants traités ont été faits sur cette matière: nous nous contenterons de citer ici ceux de Ricard, de Furgole, de Pothier, et de M. Grenier; les ouvrages de MM. Merlin et Toullier renferment aussi des notions utiles sur cette importante partie du droit. A. T-R.

DONATISTES, *voy.* Donat.

DONATUS (Ælius) enseignait, l'an 354 de J.-C., la grammaire à Rome, où il compta saint Jérôme parmi ses auditeurs. Il a laissé deux ouvrages, l'un intitulé: *Ars sive editio prima de litteris syllabisque, pedibus et tonis*; l'autre, *editio secunda de octo partibus Orationis*. Ces deux parties réunies forment une grammaire complète, et la première grammaire systématique de la langue latine qui ait existé. Elle a été la base de tous les livres élémentaires de ce genre anciens et modernes. Ælius Donatus a aussi laissé un ouvrage intitulé: *De barbarismo, solœcismo, schematibus et tropis*, et un commentaire sur cinq comédies de Térence. Ce dernier travail, comme presque tous les commentaires anciens qui nous restent, paraît n'être qu'un

abrégé de celui que Donat avait fait. On lit, dans le troisième volume de la bibliothèque latine de Fabricius, une *vie de Donat* que Pierre Daniel a trouvée dans un manuscrit de la Bibliothèque du roi. C'est un chef-d'œuvre d'absurdité de quelque écrivain de la basse latinité.

Tiberius Claudius Donatus était également grammairien, mais on ne sait à quelle époque se rapporte son existence. Il a laissé une vie de Virgile, qui, à ce qu'il paraît, servait d'introduction à son commentaire sur les Bucoliques, qui s'est perdu, et des scholies (*Interpretationes*) sur l'Énéide, qui ont pour but principal d'expliquer les beautés de la poésie. Elles parurent pour la première fois en 1535, à Naples, in-fol., et depuis dans différentes éditions de Virgile. La vie du poète se trouve aussi dans plusieurs de ces dernières, et notamment dans le t. V de celle de Heyne. Ce même Donat est aussi l'auteur des arguments des Métamorphoses d'Ovide. A. S-r.

DONGOLAH, contrée de la Nubie centrale, qui formait jadis un royaume puissant auquel obéissaient les Chaykiés, le Barbar et plusieurs autres pays voisins. Elle a environ 45 lieues de long et s'étend sur les deux rives du Nil, par 18° 12′ de lat. N. et 28° 47′ de longitude E. Comme le reste du pays, elle est aujourd'hui sous la domination du pacha d'Égypte. Exposé depuis 60 ans aux ravages des Arabes Chaykiés ou Chakiés, le Dongolah offrait, à l'époque du voyage de M. Cailliaud, l'aspect le plus triste, un grand nombre de ses habitants s'étant expatriés et étant allés habiter la province de Barbar et celle de Chendy, et même le Kordoufan et le Darfour. Par suite de cette dépopulation, la presque totalité des terres étaient incultes quoique en général d'un bon rapport. Les productions du sol sont les mêmes que celles des régions inférieures de la Nubie (*voy.*); mais il y a peu de dattiers, et les grands acacias et les nibkas y croissent en abondance, ainsi que l'asclépias, qui atteint de 20 à 25 pieds de hauteur. On y élève des chevaux d'une belle race et des bœufs qui ont la plupart une bosse très saillante sur le dos. La population se divise en deux parties : les Barabrahs ou habitants des bords du Nil et les Arabes nomades qui sont en grand nombre. Le dialecte du Dongolah diffère de celui de la Basse-Nubie, mais pas assez cependant pour empêcher les deux peuples de se comprendre. Le chef-lieu de cette contrée, où florissaient jadis Méroé et Napata, est Dongolah, ville célèbre, aujourd'hui en majeure partie ruinée et qui s'élève sur un rocher dont la base est baignée par le Nil. On n'y comptait en 1821 que 300 familles, ou même moins encore. J. M. C.

DONJON, en basse latinité *donjo*, *dongeo*, *dominio* et *dominium*. C'est, comme nous l'avons déjà dit au mot Chateau, la partie la plus haute et la mieux fortifiée de nos vieilles demeures féodales. Le donjon était, d'ordinaire, une tour de forme ronde ou polygonale, disposée de manière à pouvoir être encore défendue quand tout le reste était occupé par l'ennemi. Par ce motif, c'était la dernière retraite des assiégés, et le lieu où l'on conservait le trésor, les archives, etc. Dans la plupart des vieux châteaux de l'intérieur de la France que nous avons visités, le *donjon* est construit en briques. Le plus célèbre de ceux que l'on peut voir encore aujourd'hui est celui de Vincennes, près de Paris, achevé par Charles V, qui y résida longtemps. Il devint par la suite une prison d'état où furent détenus successivement le cardinal de Retz, le grand Condé, Diderot, Mirabeau, Latude, et les ministres de Charles X en 1830.

La tour Blanche (*White Tower*), édifice régulier élevé au milieu des vieilles constructions dont l'ensemble porte le nom de *Tour de Londres*, peut être regardée comme un véritable donjon.

C. N. A.

DONNÉE, *voy.* Sujet pour l'acception littéraire de ce mot (donnée dramatique, etc.); et pour son acception scientifique, *voy.* Quantité (quantité connue).

DONON. Le Donon est une des principales montagnes des Vosges, et sépare la Lorraine de l'Alsace; on lui donne quelquefois le nom de *montagne de Fraumont.* Quelques auteurs ont avancé, mais sans aucun fondement, que cette déno-

mination vient de *Mons Pharamondi*, parce que le roi de ce nom aurait été inhumé sur la montagne; d'autres font dériver Framont de *Ferratus Mons*, montagne aux mines de fer; d'autres enfin veulent que *Ferratus Mons*, *Mont ferré*, provienne d'une ancienne voie romaine qui aurait servi de communication aux pays situés de l'un et de l'autre côté du Donon. Quoi qu'il en soit, c'est l'une des plus hautes montagnes des Vosges; les observations les plus récentes portent son élévation à 1010 mètres au-dessus du niveau de la mer (Jollois, *Annuaire des Vosges*).

Montfaucon, dom Calmet, Schœpflin, dom Martin ont disserté, avec plus ou moins d'étendue, sur les antiquités dont cette montagne est couverte. Depuis, le même sujet a exercé MM. Jollois, Schweighæuser et Beaulieu; ce dernier surtout, dans un ouvrage intitulé *Recherches sur le comté de Dachsbourg, aujourd'hui Dabo* (Paris, 1836).

La plate-forme de la montagne a 375 mètres de long et une largeur moyenne de 80 à 100 mètres; tout cet espace est couvert de bruyères. La cime du Donon est élevée de 40 mètres au-dessus de la plate-forme et elle offre même une plate-forme plus petite. De tous les édifices qui existaient sur la grande, on ne retrouve plus que les fondations d'un seul, quelques chapiteaux et quelques troncs de colonnes. Les fouilles font paraître souvent des briques et des débris de vases romains. Dans une anfractuosité du rocher principal de la cime est un bas-relief d'un mauvais travail, exécuté dans le creux, à la manière des Égyptiens; il représente un lion et un sanglier. Au-dessous du lion on lit : BELLICCUS, écrit avec deux C, et sous le sanglier SURBUR; aux deux extrémités de l'inscription sont figurées des espèces de boucliers. M. Jollois y voit une allégorie, une allusion à l'invasion des Gaules par les Romains: le lion serait l'emblème des armées romaines qui ont dompté les Gaulois, représentés par le sanglier, animal consacré à Mercure, l'une de leurs principales divinités; Schœpflin et dom Calmet croient que ce prétendu lion n'était qu'un chien. M. Gravier, qui vient de publier une bonne histoire de Saint-Dié, les réfute; peut être va-t-il trop loin quand il soutient que le sanglier était l'emblème particulier des *Sequani*. Une autre question plus grave et plus discutée par les antiquaires est celle du sexe des Mercures qui paraissent s'être trouvés en grand nombre sur la cime; quelques-uns ont voulu en faire des druïdesses. Nous ne pouvons entrer ici dans ces détails. M. Jollois a observé huit fragments de statues dont cinq seulement ont été publiés par Schœpflin. On s'accorde assez généralement à reconnaître que ces monuments sont postérieurs à l'invasion des Romains; M. Beaulieu, sans en faire au Donon une application spéciale, pense que le culte des statues remontait plus haut chez les Gaulois. M. Schweighæuser, à la p. 92, t. II, des *Antiquités d'Alsace*, avait déjà constaté le véritable état des figures de Mercure. On doit à ce savant une remarque plus importante: c'est que dans l'une des inscriptions du Donon Mercure paraît avoir reçu le surnom de *Vogesus;* il est d'ailleurs constaté que le dieu Vogesus avait un culte dans ces montagnes, car on a trouvé autrefois à Saverne un marbre avec ces mots : VOSEGO MAXSIIMINVS V S L L. Le renversement de la syllabe *Vosegus* pour *Vogesus* doit d'autant moins surprendre qu'elle se retrouve dans les mots *Vosges, Wasgau.* Dans le moyen-âge on disait *Vosagus.* Une autre remarque de M. Schweighæuser, c'est qu'au Donon se trouve aussi dans une inscription le nom d'*Hécate*, ce qui est fort rare dans les monuments purement romains. P. G-Y.

DONZELLE, mot emprunté à l'italien, où sans doute il a dû être un diminutif de *donna*, et dont on se sert en français, dans le langage vulgaire et familier, pour désigner une jeune fille sur le compte de laquelle on veut plaisanter. Autrefois le mot paraît avoir eu une signification plus relevée, même en français. X.

DORAT (CLAUDE JOSEPH). Il y eut au XVIII^e^ siècle un jeune homme bien né, moitié avocat, moitié mousquetaire, qui, avec un peu plus de passion dans le cœur ou seulement avec un peu plus d'ordre et de suite dans les idées, eût conquis à coup sûr une position distingu

dans cette phalange de beaux-esprits sensualistes et moqueurs qui s'agitaient en riant autour de Voltaire et de l'Encyclopédie. Dorat est cet homme. Il est né à Paris en 1734, et il y est mort le 29 avril 1780, assez à temps pour ne pas être témoin d'une révolution qui eût été plus imprévue pour lui que pour tout autre, et qui l'eût sans doute fait mourir d'épouvante comme en est mort Florian. Contrairement à la loi poétique de cette époque, Dorat le poète avait une fortune indépendante qui le mettait à l'abri des épîtres dédicatoires et des autres formules de la mendicité poétique. Cela fit qu'on l'écouta tout d'abord, et qu'on fut tout disposé à le croire sur parole quand il se mit à chanter l'amour facile, les plaisirs de la jeunesse, les transports des cœurs oisifs. Un poète qui habitait une belle maison, qui avait du beau papier pour écrire ses vers et un domestique en livrée pour les porter, cela produisit un grand étonnement parmi les contemporains du poète Gilbert. Ainsi tout commençait à sourire à Dorat. Il était homme d'épée et homme de lettres, il chantait les maîtresses qui pouvaient bien n'être pas des Iris en l'air; on disait sérieusement qu'il en avait *cinq* (*Qu'as-tu fait de tes cinq maîtresses?*). Plus tard, dans une édition plus modeste, ce nombre-là fut réduit à trois (*Qu'as-tu fait de tes trois maîtresses?*), ce qui était encore bien honnête. Il était jeune, il était bien fait de sa personne, son œil était vif et noir; il avait les mains blanches, les dents nettes, son linge et son habit étaient sans reproche; il savait entrer dans un salon et en sortir sans scandale, en un mot c'était un poète comme il y en avait peu, un poète comme il n'y en avait pas. Ainsi posé dans la bonne opinion du beau monde, Dorat aurait pu obtenir les succès les plus faciles et passer sa vie dans une gloire tranquille à l'abri de l'envie et de la critique; mais cela ne lui suffit pas. On lui eût permis d'être Ovide, je veux dire un Ovide français, moins l'esprit, moins la passion, moins l'élégante et inépuisable fécondité de l'Ovide romain: il voulut être en même temps Voltaire et Marivaux. La poésie légère qu'on lui eût laissé exercer sans conteste comme un droit que lui donnaient sa fortune et sa position dans le monde, ce pauvre et futile Dorat y renonça de gaîté de cœur pour se jeter dans les hasards du théâtre au XVIII^e^ siècle. Le malheureux jeune homme! il ne s'est jamais douté de ce qu'était le théâtre de son temps; il a cru innocemment que c'était encore le développement de quelques sentiments du cœur ou de quelque vieille intrigue comique ou tragique, pendant que le théâtre, en effet, n'était rien moins qu'une tribune du haut de laquelle le poète venait, aux grands applaudissements du parterre, déclarer la guerre, et une guerre impitoyable, à tout ce qui était la vieille société française. Sous prétexte de composer un drame, tout était remis en question, les lois, les mœurs, les croyances, le passé, le présent et l'avenir de la France. Le peuple parisien, ému et transporté de ces nouveautés brûlantes, battait des mains à toutes ces brutales hardiesses, en attendant le jour où la révolte passerait du drame dans la politique et du Théâtre-Français dans l'Assemblée constituante. Que pouvait faire, sur ces planches terribles, ce petit esprit naïf à la fois et prétentieux? comment le terrible écho du Théâtre-Français eût-il consenti à le répéter même pour en rire? Aussi son ambition a perdu l'humble poète. Dorat eût pu être le poète favori des salons féminins et des boudoirs sans conséquence: il se fit un poète honni et sifflé au Théâtre-Français. Il eût été, s'il eût voulu, le poète de cette société de petits-maîtres et de danseuses dont Montesquieu lui-même, le grand écrivain, n'a pas dédaigné de tracer le portrait dans ses *Lettres persanes*. Malheureux Dorat! pour avoir voulu se mêler aux philosophes, il tomba dans la critique de ces messieurs qui déchirèrent en lambeaux ce petit Orphée couleur de rose, aussi impitoyables que les assassins femelles de l'autre Orphée. Que de peines alors vinrent accueillir notre pauvre ami! que de douleurs cuisantes! et qu'il dut être étonné et affligé quand il se vit, lui écrivain aux rimes faciles, la gazette rimée de son temps, lui élevé sur l'édredon du sopha de Crébillon fils, jeté tout d'un coup comme un jouet qu'on déchire au milieu des haines implacables et de la

rage sans pitié du parti philosophique! Pauvre bon jeune homme, de mœurs si douces, d'un esprit si honnête, si innocent même dans sa fatuité amoureuse, le jouet de ses maîtresses et si heureux d'être leur jouet! Quelles souffrances il dut ressentir dans son petit cœur en se voyant réduit en poudre par tous les grands hommes de la littérature contemporaine! Dorat traité comme l'archevêque de Paris, et tout aussi impitoyablement! Dorat criblé d'épigrammes comme Lefranc de Pompignan ou comme Fréron! Toute la correspondance de Grimm et de Diderot, cette violente chronique où sont consignées toutes les gloires de ce fameux XVIII^e^ siècle, chargées de tant de louanges et de tant d'outrages, est remplie, qui le croirait? de l'histoire et du nom de Dorat. A chaque page survient Dorat au milieu de tous ces noms d'un si grand poids et tout étonnés de se rencontrer sur la même ligne que le nom de ce futile mousquetaire gris de lin.

Il est très facile, à l'aide de ces pages éparses çà et là, de construire l'histoire littéraire de Dorat. — « 15 janvier 1764. M. Dorat vient de faire imprimer une *espèce d'héroïde*, où il y a de belles choses: *Lettre de Barnevelt dans sa prison à son ami Frumart.* » C'était la suite d'une assez triste tragédie bourgeoise traduite de l'anglais. Un marchand, épris d'amour pour une courtisane, tue son bienfaiteur pour le voler, et au moment où il va mourir, il écrit sa petite héroïde. L'héroïde est une trouvaille de ce temps-là, et elle a été fort en usage pendant quinze jours. Un mois plus tard, le 1^er^ février : « Je ne sais, dit la même correspondance, « quel est l'indigne compilateur qui a osé « publier *l'Esprit de Caraccioli*, un des « plus détestables auteurs de ce siècle? » L'audacieux, c'était Dorat; vous voyez déjà que la critique arrive. Quinze jours plus tard Dorat publie une autre *héroïde*, *Lettre de Zeila, jeune sauvage, esclave à Constantinople, à Valcour, officier français.* C'est une touchante et terrible histoire que Dorat avait trouvée dans *le Spectateur* d'Adisson, et qu'il avait mise en vers, en ayant soin d'ôter à ce terrible récit toute sa terreur. Dans l'histoire, un jeune Anglais fait naufrage; il est sauvé par une jeune négresse, il la rend mère, et au premier navire qui passe, il vend la mère et l'enfant. La plume eût tombé des mains de Dorat s'il eût été forcé de raconter toute cette histoire. « On dit que « M. Dorat compte nous donner plu- « sieurs héroïdes dans ce goût-là. Ses « amis devraient bien lui conseiller d'al- « ler plus doucement; il ne faut pas vou- « loir être sublime tous les quinze jours. » Un mois plus tard Diderot élève la voix, et il accuse Dorat, à propos de sa première héroïde, de façon à lui ôter l'envie d'en écrire de nouvelles; « c'est un morceau faible, sans chaleur, sans poésie, sans mouvement..... *Cet homme est sans goût!* » Avouez que c'était chose cruelle de tomber ainsi entre les mains de Diderot? Cela dit, on laisse en repos notre poète jusqu'au premier novembre. « M. Dorat vient de faire imprimer *une Épître à l'auteur des Grâces*, M. de Saint-Foix, *pièce fort médiocre.* Ce poète ne fait peut-être pas trop de vers, mais il se fait certainement trop imprimer. » Un mois plus tard nouvelle héroïde : *Lettre du comte de Comminges à sa mère.* « Cette lecture me fait estimer le talent du poète, *mais je ne fais aucun cas de son ouvrage.* M. Dorat a l'élégance et la tournure du vers. » Plus tard, Dorat quitte les héroïdes pour le roman. « M. Dorat écrit l'*Abailard supposé* en société avec madame de Beauharnais. » — Mais il faut renoncer à suivre Dorat dans toutes ses œuvres, et je suis tenté de répéter avec Grimm et Diderot : *M. Dorat imprime trop!* En effet, après avoir passé de l'héroïde au roman, il repasse du roman au poème sérieux de la *saine philosophie. Épître à un ami dans sa retraite :* « bavardage d'enfant », ajoute le critique. Viennent ensuite les tragédies. « *Théagène et Chariclée* est tombé; l'auteur est M. Dorat, sa tragédie de *Zulica* ne promettait guère de succès plus brillants. » A propos de *Régulus*, Diderot se récrie avec raison contre Dorat : Dorat et Régulus! Mais en revanche le 31 juillet 1773 est un beau jour pour Dorat : « M. Dorat a joui de la triple couronne sur le théâtre de la Comédie-Française. Sa tragédie de *Régulus* (quel démenti à Diderot!) a été applaudie avec transport. Les co-

médiens ont fait pour cette pièce une grande dépense en décorations et en habits. Elle a beaucoup de spectacle, les vers en ont été trouvés beaux. Tous les jeunes gens s'embrassaient, se félicitaient; c'était, suivant eux, le triomphe de Melpomène. Il est vrai que quelques têtes rassises ont prétendu que les personnages de la tragédie de Régulus étaient tout au plus de bons catholiques romains. Après *Régulus* on a joué une petite comédie : *la Feinte par amour;* le rôle principal était joué par M^lle^ Fanier, *connue du public pour honorer l'auteur de ses bontés;* la pièce est de M. Dorat, l'actrice et la pièce ont réussi.»

Deuxième et huitième couronne. « *Le Malheureux imaginaire* (octobre 1776) de M. Dorat, avec beaucoup d'esprit, beaucoup d'élégance et de jolis vers, a paru d'un froid mortel, d'une marche également éloignée et de la nature et de l'art théâtral.» Deux ou trois mois plus tard, (j'ignore ce qu'aura fait ce pauvre Dorat), voici ce que rapporte son historien : « Philosophes, économistes, anti-économistes, jansénistes, molinistes, il n'y a presque aucun parti dont M. Dorat ne se soit attiré la haine, et cette étoile est rare sans doute, pour un faiseur de madrigaux :

Tant de fiel entre-t-il dans une âme si douce?»

Or, comment le poète aimable, qui s'était dévoué à l'insouciance, qui ne voulait chanter que Flore, Zéphyre et les Amours, peut-il se voir livré à des querelles si vives et si nombreuses? « C'est par la multitude de ses prétentions, de ses longues préfaces et de ses petits succès que M. Dorat a suscité contre lui cette nuée d'ennemis.» Et plus bas : « Le noble désespoir que lui ont inspiré les fureurs journalières de MM. de La Harpe et Palissot viennent de déterminer M. Dorat à publier ses *Prôneurs ou le Tartufe littéraire.* » Il y a d'excellents passages dans cette comédie qui rappelle tout-à-fait une comédie célèbre de nos jours, une comédie d'hier, *la Camaraderie* de M. Scribe. Dorat a fait jouer aussi deux autres comédies : *Le Chevalier français à Turin*, *le Chevalier français à Londres*; c'est le héros des mémoires du comte Hamilton, *le Chevalier de Grammont*, qui est le héros des deux pièces de Dorat. Il n'y a là ni intrigue ni intérêt, mais beaucoup de petites grâces et souvent de l'esprit. Il revenait de temps à autre à ses petits vers : « M. Dorat vient de nous faire présent des *Tourterelles de Zelmis*, poème en trois chants, orné de vignettes et d'estampes. C'est un ramage plein de grâce, un sifflement de serin, mais autant en emporte le vent! Je crains que M. Dorat ne reste toute sa vie enfant et serin. Cette volière de jeunes poètes, que nous voyons souvent se remplir, deviendra importune à la longue. Cela ne sent rien, cela n'apprend rien; cela ne veut pas étudier les modèles de l'antiquité, cela veut courir les spectacles, les cercles, les promenades, et puis chanter. L'éducation d'un poète demande autre chose! » Tout cela est de l'excellente critique, fort bonne à relire aujourd'hui. *L'Épître à Catherine II* qui était la grande préoccupation des poètes français à cette époque, n'est guère moins bourrée d'amours et de plaisirs que tout le reste. Quand le marquis de Pezay vint à mourir, Dorat écrivit à l'ombre de cet ami, qui en effet était l'ombre de Dorat, une épître funèbre. M. le marquis de Pezay était un soldat et un poète de la force de Dorat : il est l'auteur de plusieurs poèmes doratiques, *Zélis au bain*, *Épître à la maîtresse que j'aurai;* il était digne d'être chanté par Dorat, et Dorat était digne de le chanter.

Mais laissons de côté tous ces succès et toutes ces catastrophes de Dorat : *la Réponse de Valcour*, *Avis aux sages du siècle*, où l'on donne avis à M. Dorat *qu'il recevra, lui écolier, cent coups de verges bien appliqués.* Aménités littéraires! N'est-ce pas être dignement un mousquetaire et un poète? — *les Baisers*, précédé du *Mois de mai*, ouvrage tout printanier, livre charmant, *dans lequel il y a encore beaucoup plus de vignettes que de baisers.* Baisers arides et froids et sans volupté; *les Sacrifices de l'amour*, que Grimm appelle *les sacrifices du bon sens de l'auteur à la pauvreté de son imagination.* On y voit un Socrate de toilette tout affublé des fanfreluches de la philosophie; *l'Inocula-*

tion, ode. Une ode par M. Dorat! Laissons aussi de côté les violences de La Harpe contre Dorat, dont il était l'obligé, et les épigrammes sans fiel du poète contre les morsures envenimées du critique, et en un mot tous ces grands événements de la petite littérature qui agitaient tous ces grands génies et qui fait sourire de pitié nos grands génies modernes. Finissons cette longue nomenclature d'ouvrages oubliés, en donnant de justes éloges au meilleur ouvrage de Dorat, son poème didactique sur la *Déclamation* théâtrale. C'est vraiment un assemblage de vers fort jolis et très agréablement tournés. On n'aime plus assez les vers aujourd'hui, même pour lire le meilleur poème de Dorat, et c'est dommage, car ce poème est rempli de charmants passages. Jamais le gazouillement de Dorat n'a été plus frais et plus jeune. Le livre est en outre rempli d'excellents conseils, dont les comédiens de tous les temps feraient bien de profiter.

Telle est, écrite au courant de la plume, la facile biographie de ce poète qui fut trop longtemps un jeune homme, qui eut dans sa tête trop peu d'amour et trop de vers; homme qui eût dû être heureux, en sa qualité d'écrivain inoffensif, et qui passa par toutes les tortures que donne la gloire véritable. Il y a trop d'épines parmi les fleurs de Dorat, pour que cette parure orne sa tête. Il a passé sa vie à la comédie et dans son cabinet, dans la frivolité et dans le travail, sur le giron des actrices et sous la férule des censeurs, dans toutes les vanités et dans toutes les peines de la renommée. Il a passé à travers toutes les dissipations et tous les labeurs. Il a adressé des vers à tout le monde, et il s'est trouvé, tant il était un maladroit flatteur, que les hommages qu'il voulait faire se changeaient malgré lui en critique. C'est ainsi qu'à la belle Hollandaise, M^me^ Plater, Dorat adresse une satire contre la Hollande; dans une épître à David Hume il insulte les Anglais en masse; il offense M^lle^ Clairon à propos d'une tragédie, toujours sans le vouloir; il s'attaque à Jean-Jacques Rousseau qui dédaigne de lui répondre; il n'épargne même pas Voltaire, et sans respect pour le roi de l'Europe et de la France, il lui adresse des vers où il lui dit : *Je viens de rire à tes dépens!* Il fallait être bien hardi et bien insensé *pour rire aux dépens* de Voltaire. Dorat mit le comble à toutes ces faiblesses en voulant acheter la gloire à prix d'argent. Il soudoya le parterre et il acquit au prix de toute sa fortune quelques-uns de ces applaudissements de mauvais aloi qui n'étaient pas si fréquents alors qu'ils le sont de nos jours. Il était donc ruiné corps et bien, ruiné d'esprit, triste et malheureux, tout autant que le serait un grand homme méconnu de ses contemporains, quand il fut surpris par la mort au milieu de toutes ces ruines. Eh bien! la mort le trouva calme et résigné. Il était à bout de fortune, d'esprit, de plaisirs et d'amours; qu'avait-il à faire qu'à mourir? Il voulut donc mourir comme il avait vécu. Il mourut, non pas debout comme Marc-Aurèle, mais il mourut *en chenilles*, fardé, frisé et pommadé, écrivant encore et recevant des lettres d'amour. Outre les œuvres dont nous avons parlé, il a fait encore 4 livres de fables; *Alphonse*, un conte charmant; 4 tragédies, *Zulika*, *Adélaïde de Hongrie*, *Zoramis*, *Alceste*; sept comédies, un volume entier d'odes et d'épîtres; cinq volumes, *Volsidor*, *Lettres de la marquise de Syrcé*; *Floricourt*, *Point de lendemain*. Il a donné le *Journal des Dames*, et certes le Journal des Dames et Dorat étaient bien dignes l'un de l'autre. Il avait eu soin de recueillir ses œuvres en 20 *volumes in*-8°! elles ont été réduites en trois petits volumes in-12 qu'on pourrait encore réduire à un petit volume in-18. Dorat prétendait « qu'il fallait beaucoup semer dans le champ de la gloire, parce que tous les grains ne levaient pas! » il eût mieux fait de planter un seul oranger dans le petit coin de terre qui lui était donné, plutôt que d'y semer comme il a fait à pleines mains tant de fleurs inodores et étiolées. Sa biographie est la plus salutaire en réflexions qui se puisse proposer à la méditation des grands poètes et à celle des inépuisables improvisateurs de ce temps-ci. J. J.

DORDOGNE (DÉPARTEMENT DE LA). Il est formé de l'ancien Périgord et de quel-

ques parties du Limousin et de l'Angoumois, situé dans la région du sud-ouest, et borné au nord par les départements de la Charente et de la Haute-Vienne, à l'est par ceux de la Corrèze et du Lot, au sud par celui de Lot-et-Garonne, à l'ouest par la Gironde et la Charente-Inférieure. Il est presque en entier compris dans le bassin de la Garonne; cependant la ligne de partage des eaux entre ce bassin et celui de la Charente pénètre sur son territoire dans le nord et en laisse une portion peu étendue au bassin de la Charente. L'inclinaison générale des terrains est, dans tout le département de la Dordogne, à l'ouest et au sud-ouest vers le département de la Gironde, où vont se porter les eaux qui viennent généralement du Lot et de la Corrèze. Parmi ces cours d'eau nous devons remarquer la Dordogne, le plus important de tous, et qui donne son nom au département qu'elle traverse de l'est à l'ouest dans la partie méridionale. Ses sources sont au Mont-d'Or (Puy-de-Dôme); elle est flottable à Beaulieu (Corrèze) et navigable à Mayenne (Lot); son cours total est d'environ 100 lieues; dans le département elle n'est navigable toute l'année que sur une étendue de 30,000 mètres. La navigation est interrompue en été par le *Pas de la Gratasse*, lit de rochers à fleur d'eau qui n'a pas moins de 1,753 mètres de long et devient souvent une cause de sinistres. Nous devons signaler en outre la Vezère et l'Isle, affluents de droite de la Dordogne; la Haute-Vezère et la Dronne, qui se jettent dans l'Isle, et le Dropt, affluents de la Garonne. Toutes ces rivières sont navigables dans une partie de leur cours, mais elles attendent des travaux de canalisation projetés pour devenir des moyens faciles de communication. Quelques-unes sont fort poissonneuses : la Dordogne et la Vezère fournissent entre autres de magnifiques saumons. Les étangs et marais, qui sont très nombreux et couvrent environ 650 hectares, offrent aussi des produits abondants à la pêche, notamment d'énormes brochets.

Le territoire du département est coupé par un grand nombre de chaînes qui forment les dernières ramifications des montagnes d'Auvergne; les plus élevées sont dans la partie sud-est, où les sommets ne dépassent pourtant pas la hauteur de 200 mètres. Quelques-unes de ces collines paraissent recéler des feux volcaniques; d'autres renferment des cavités très curieuses : la grotte de Miremont, entre Sarlat et Périgueux, l'une des plus belles de France, offre, toutes ses branches comprises, un développement de 4,229 mètres. Les montagnes du département présentent à l'exploitation d'importantes richesses minérales, telles que du fer d'excellente qualité, du cuivre, du plomb, de la houille, du marbre, de l'albâtre, des pierres lithographiques, du gypse, etc.; il existe plusieurs sources d'eaux minérales, mais aucune n'est d'une grande importance. Le sol, en général montueux, est assis sur un fonds calcaire et aride; il n'est fertile que dans les vallées. De vastes plateaux couverts de bruyères et de genêts enlèvent à la culture 100,000 hectares, ou environ le neuvième de la superficie totale, qui est de 941,406 hectares : ce sont des déserts où l'on ne rencontre pas d'habitation. De vastes forêts de chênes et de châtaigniers couvrent les parties où le sol offre moins d'obstacles à la végétation; le loup, le renard et plusieurs espèces fauves se rencontrent dans ces forêts, qui occupent environ 167,000 hectares et que recommande également à l'attention du naturaliste une grande variété de plantes aromatiques et médicinales. Dans cette partie élevée du territoire, le climat est ordinairement froid; partout ailleurs on jouit d'une température fort douce. Les pluies sont abondantes en hiver et au printemps, et les orages, qui sont fréquents en été, causent quelquefois de grands ravages. On a cru remarquer que depuis une trentaine d'années les observations thermométriques présentent tour à tour un maximum d'élévation et d'abaissement plus considérable qu'autrefois. Les vents soufflent le plus ordinairement du nord et de l'ouest; les affections rhumatismales et pulmonaires sont les plus communes.

La portion du sol livrée à l'industrie agricole se subdivise en 348,000 hectares de terres labourables, 78,000 de prés et 90,000 de vignes; les produits sont en céréales, parmi lesquelles figurent sur-

tout le maïs et le sarrazin, 1,600,000 hectolitres; en parmentières, 1,550,000 *id.*, en avoïnes, 50,000 *id.* Les vins, dont plusieurs, entre autres ceux de Bergerac, sont très estimés, forment un produit moyen annuel de 650,000 hectolitres. Dans quelques cantons on élève les pampres de la vigne sur des arbres, comme en Orient; dans les cantons plus exposés aux coups de vent, on est obligé de les laisser ramper sur le sol. A ces produits nous devons ajouter la châtaigne, aliment important pour la population des campagnes, et qui rend annuellement 400,000 hectolitres; la noix, qui rend 72,000 hectolitres et d'où l'on extrait une quantité assez considérable d'huile; enfin la truffe, ce produit mystérieux du sol, qui y est de qualité supérieure et devient la source d'un revenu considérable Le département renferme environ 10,000 chevaux, 25,000 mulets et ânes, 20,000 bêtes à cornes, 300,000 moutons, dont la race a été améliorée dans ces derniers temps par la formation de troupeaux mérinos, et qui produisent annuellement 450,000 kilogr. de laines; 110,000 porcs qui fournissent les jambons si renommés du Périgord. Le produit moyen de l'hectare de terres labourables est évalué à 21 fr. 51 c.; le revenu territorial à 21,327,000 fr.

L'industrie métallurgique occupe le premier rang parmi les sources de richesse de ce département : il possède 37 hauts-fourneaux où l'on coule le fer, et 88 forges, dont deux à la catalane; les fabriques de papier, qui rivalisent avec celles d'Angoulême, doivent être ensuite signalées; d'autres produits très variés alimentent un commerce auquel manquent la plupart du temps de faciles moyens de communication. Le département est traversé par les grandes routes de Bordeaux et de Limoges et par douze routes départementales. Le nombre de foires est de 814, occupant un nombre de journées faiblement supérieur.

Le département est divisé en 5 arrondissements de sous-préfectures, subdivisés eux-mêmes en 47 cantons et 584 communes. Les chefs-lieux des cinq arrondissements sont : *Périgueux*, chef-lieu du département, sur l'Isle; c'est l'ancienne *Vesunna*, dont elle a conservé des ruines, entre autres celles d'une tour colossale qui devait avoir 195 pieds de circonférence et d'un vaste amphithéâtre; elle est peuplée d'environ 9,000 habitants; *Bergerac*, jolie ville dont la population approche de celle de Périgueux; *Nontron* et *Riberac*; peuplées l'une et l'autre de 8 à 4000 habitants, et *Sarlat*, qui en compte 6,000. Citons parmi les autres lieux remarquables du département *Brantôme*, petite ville située dans les environs de Périgueux, remarquable par l'abbaye que posséda le caustique biographe du XVI^e^ siècle dont le nom lui est resté, et dans l'arrondissement de Bergerac deux châteaux, celui de *Biron*, qui rappelle un nom illustre dans notre histoire, et celui de *Montaigne*, conservé encore en partie dans l'état décrit par l'immortel auteur des *Essais*.

La population était, d'après le recensement officiel fait en 1831, de 482,750 habitants; elle est, d'après celui de 1836, de 487,502 habitants, ce qui établit un accroissement d'un centième environ. Le mouvement de la population a présenté, en 1830, les résultats suivants : mariages 3,918, naissances 13,640, dont 7,258 enfants mâles; décès 10,388, dont 5,212 hommes; dans ce nombre 3 centenaires. Cette population se distingue en général par un esprit vif et une grande aptitude pour les arts et le commerce. Dans les campagnes, l'esprit de routine, encore tout-puissant, suspend ses progrès. Elle fournit annuellement à l'armée 1400 jeunes soldats; 93,491 citoyens sont inscrits sur les contrôles de la garde nationale; dans le nombre il y a 2264 électeurs qui nomment 7 députés, et 45,035 électeurs municipaux. Le nombre des cotes foncières était en 1832 de 143,110. Le département a rendu au trésor, en 1831, 7,980,488 fr. 54 c,. et en a reçu seulement, dans les divers départements ministériels, 5,707,842 fr. 11 c., Il appartient à la 20^e^ division militaire, dont Périgueux est le quartier-général, et forme le diocèse d'un siége épiscopal. Les protestants, qui sont assez nombreux, y ont deux églises consistoriales. Les tribunaux sont du ressort de la cour royale de Bordeaux, et les colléges de celui de l'Académie universitaire de la même ville; l'instruction

primaire est peu avancée : on n'y compte environ que 229 écoles fréquentées par 7,000 élèves, entre lesquels 7 ou 800 filles seulement. Périgueux possède une société d'agriculture, sciences et arts, et quelques autres établissements utiles au développement de l'instruction générale. P. A. D.

DORDRECHT, belle et riche ville commerçante de la Hollande méridionale, avec une population de 20,000 habitants. Elle est située dans une île formée, en 1421, par une inondation qui engloutit 72 villages et 100,000 individus. Parmi les édifices publics on doit mentionner la cathédrale, qui a 300 pieds de long et 125 de large, et qui est surmontée d'une haute tour; le superbe hôtel-de-ville, la bourse, l'église de Saint-Nicolas et plusieurs hôpitaux. Des anciennes fortifications il ne reste plus que deux tours. Le port est très vaste, et, à l'aide de deux canaux, les marchandises peuvent être transportées par eau jusqu'aux magasins, au milieu de la ville. Celle-ci fait un commerce considérable en vins du Rhin et en bois de charpénte; ces bois apportés sur des radeaux, sont ou débités dans les scieries voisines ou envoyés bruts en Angleterre, en Espagne et en Portugal.

Dordrecht, qui possède une école d'artillerie, se fait remarquer par ses chantiers, par ses blanchisseries, par ses sauneries (pour le sel marin), par sa pêche de saumons et par son exportation de tabac, de sel, de sucre, de blé et de toiles. Résidence des anciens comtes de Hollande, cette ville est la patrie des de Witt, de Jean-Gérard Vossius, des peintres Versteeg, et Alb. Luip, du poète Dekker (*voy.*) et d'autres hommes distingués. C'est à Dordrecht qu'eut lieu le célèbre synode dont les décrets sont encore aujourd'hui suivis par l'Église réformée de Hollande. *Voy.* ci-après. *C. L.*

Synode de Dordrecht. Les dogmes trop sévères que Calvin et ses premiers disciples avaient établis sur la prédestination, sur la justification et sur la grâce, n'avaient pas été généralement adoptés dans l'Église réformée, et ils n'y avaient pas prévalu sans une vive opposition. Ils trouvèrent notamment de nombreux et ardents antagonistes en Hollande, où ils donnèrent lieu à des disputes longues et opiniâtres. On sait qu'Arminius (*voy.*), célèbre ministre d'Amsterdam et ensuite professeur en théologie à l'université de Leyde, s'efforça de faire prévaloir des principes plus modérés : ceux qui adoptaient ces principes furent nommés *arminiens* et aussi *remontrants*, à cause d'un écrit qu'ils adressèrent en 1610 aux États-Généraux des Provinces-Unies, qu'ils avaient eux-mêmes intitulé *Remontrance* et où ils s'attachaient à démontrer l'erreur de l'Église réformée dans les points que nous avons indiqués plus haut. Arminius avait trouvé un adversaire dans Gomar, aussi professeur à l'université de Leyde, d'où est venu le nom de *gomaristes* à ceux qui partageaient ses sentiments; on les a aussi appelés *contre-remontrants*. Les États-Généraux, en 1614, exhortèrent en vain les deux partis ennemis à la tolérance et à la paix. La dispute s'envenimant de plus en plus et un tribunal civil n'étant pas reconnu apte à prononcer sur des points de religion, on jugea à propos de porter la question devant une assemblée ecclésiastique ou un synode national. Ainsi fut convoqué, en 1618 (13 novembre), surtout par l'influence du prince Maurice, qui s'était déclaré pour les gomaristes, le synode de Dordrecht, auquel assistèrent les députés ecclésiastiques des Provinces-Unies, ainsi que les députés des églises d'Angleterre, de Hesse, de Brême, de Suisse et du Palatinat. Il dura jusqu'au 9 mai 1619, et on se réunit en 154 séances. Les principaux chefs des arminiens s'y présentèrent pour défendre leur cause. Ils demandèrent de commencer leur défense par la réfutation des sociniens et des calvinistes, leurs adversaires; mais le synode rejeta cette proposition et exigea qu'ils commençassent par déclarer leurs propres opinions. Les arminiens, ayant refusé d'adopter cette marche, furent exclus; il n'y eut point de discussion, et leurs adversaires les condamnèrent. On les excommunia; leurs assemblées religieuses furent supprimées, la prédication fut interdite à leurs ministres; ils furent privés de leurs emplois

civils et ecclésiastiques. Un assez grand nombre d'entre eux se réfugièrent dans les pays étrangers. Néanmoins, cinq des Provinces-Unies refusèrent de souscrire au synode de Dordrecht; il ne fut point admis en Angleterre. Les doctrines qu'il avait proclamées ne furent point reçues dans les églises réformées de l'Allemagne; et quoique officiellement adoptées en France dans un ou deux synodes, elles n'y ont jamais compté un grand nombre de partisans. Le synode de Dordrecht reste comme un triste exemple de l'abus et des excès qui résultent du mélange de la politique avec les disputes théologiques et les haines religieuses. C'est l'opinion de graves historiens que la politique eut plus de part que les dissentiments ou l'intolérance religieuse aux décrets persécuteurs du synode de Dordrecht et à la condamnation des arminiens. Nous avons dit que ce fut surtout par l'influence du prince Maurice que ce synode fut convoqué: il parait certain que le prince méditait d'étendre son pouvoir. Plusieurs des principaux personnages de l'état, qui favorisaient les arminiens, étaient opposés à ses vues, parce qu'ils le soupçonnaient d'aspirer à la souveraineté; il y avait même eu entre eux une rupture ouverte. En faisant condamner les arminiens, c'étaient ses adversaires politiques que le stathouder voulut atteindre. Aussi des historiens tels que Mosheim et Henke, dont le nom fait autorité, ne craignent-ils pas d'affirmer que les votes ne furent pas entièrement libres, que l'influence des laïcs qui parurent dans le synode, en qualité de députés des États-Généraux et du prince d'Orange, était supérieure à celle des juges ecclésiastiques, et que le synode ne fit que prononcer une sentence déjà toute dressée par ceux qui avaient la direction principale de cette affaire. Pour les écrits qui concernent le synode de Dordrecht, on doit consulter J. Fabricius, dans sa *Biblioth. græc.*, vol. XI, p. 723. R. C.

DOREUR. L'art du doreur comprend plusieurs arts différents; car on applique l'or sur le bois, sur le cuir, le plâtre, le carton, le papier, et sur plusieurs métaux, tels que le fer, l'argent, l'étain, le bronze. Le doreur emploie plusieurs modes, selon l'objet qu'il veut dorer, et c'est à l'article Dorure qu'on les décrira. Cet art est arrivé à son dernier degré de perfection : il forme, particulièrement à Paris, une branche de commerce très productive.

Grâce aux beaux travaux de M. D'Arcet, il peut être exercé aujourd'hui sans danger pour le doreur, depuis que ce savant a remporté le prix fondé par Ravrio. Pour assainir cet art, il a d'abord donné le modèle d'un atelier entier où tout est prévu et calculé pour une ventilation bien ménagée, où le fourneau peut être réglé à volonté pour n'incommoder en rien ceux qui travaillent autour. Au moyen de *vasistas* à soufflets s'ouvrant dans l'atelier et placés à la partie supérieure des fenêtres, on est maître du degré de température de l'intérieur. A ces précautions il faut ajouter celle de défendre aux doreurs de toucher le mercure employé dans les opérations avec les mains nues : il faut des gants de taffetas ciré; et lorsque les ouvriers sortent de l'atelier pour leur repas, il faut encore qu'ils se lavent les mains et la bouche avec de l'eau tiède et puis avec de l'eau de savon. V. de M-n.

DORIA (famille des), une des quatre familles de Gênes les plus anciennes et les plus illustres. On trouve des Doria*, ainsi que des Spinola, des Grimaldi et des Fieschi, dès les commencements de l'histoire de Gênes; déjà ils occupent les premières magistratures. Cependant, depuis l'an 1100, époque au-delà de laquelle ne remontent point les chroniques, jusqu'à l'an 1200, ils restent les égaux des autres gentilshommes; dans le XIII^e^ siècle ils forment avec les trois autres familles nommées ci-dessus une orgueilleuse et turbulente oligarchie : les Doria et les Spinola se déclarent gibelins, les Grimaldi et les Fieschi s'attachent au parti guelfe; la république ne s'agite plus que pour savoir laquelle des quatre familles commandera à toutes les autres. Alors s'élevènt entre elles des querelles sanglantes, des

(*) On nous assure que des membres de cette famille, encore actuellement existante à Gênes, et qui possède le titre de marquis, signent *d'Oria*, en latin *ab Auriâ*. S.

guerres interminables; mais en 1339, le peuple, las d'épuiser ses forces dans ces dissensions, exile en même temps les Doria, les Spinola, les Grimaldi et les Fieschi. Alors fut rendue cette loi célèbre qui excluait la noblesse du gouvernement et qui donnait à la république un doge (*voy.*) essentiellement chargé de soutenir les intérêts du peuple. Cette période dura jusqu'en 1528, et l'on doit dire à la gloire de la famille Doria que c'est pendant son cours qu'elle a produit le plus de grands hommes. Déjà auparavant Gênes leur avait dû deux amiraux célèbres. En 1284, Oberto Doria gagna sur les Pisans la bataille près de l'île de Meloria : on sait que cette bataille porta aux Pisans un coup dont ils ne purent se relever et qu'elle mit ainsi fin à leur rivalité avec Gênes. — Lamba Doria, qui dirigea la seconde guerre maritime contre les Vénitiens, gagna en 1297 sur leur flotte, commandée par André Dandolo (*voy.*), une bataille dans laquelle il leur prit ou brûla 85 galères. Son fils fut tué vers la fin du combat : *Qu'on le jette à la mer*, dit-il à ceux qui lui apportaient cette nouvelle : *c'est une noble sépulture pour celui qui meurt vainqueur en combattant pour sa patrie*. — Paganini Doria, au milieu du XIV^e^ siècle, fut revêtu du commandement de 64 galères et chargé d'aller combattre dans les mers de Grèce Nicolas Pisani, l'un des plus grands amiraux qu'aient eus les Vénitiens. Il prit Ténédos, y passa les plus mauvais mois de l'hiver, et osa, au commencement de l'année 1352, menacer Constantinople. Puis il alla à la recherche de la flotte vénitienne qu'il détruisit presque entièrement à Portolongo, après un combat sanglant livré le 4 novembre 1354 et qui laissa entre ses mains un immense butin et 5,000 prisonniers. — Lucien Doria commandait les Génois dans leur quatrième guerre contre Venise, connue sous le nom de guerre de Chiozza. Ce fut lui qui, après avoir pillé et brûlé Grado et Caorlo, vint répandre l'alarme dans la ville même. Victor Pisani lui livra bataille devant Pola (1379.) Lucien fut tué dès le commencement du combat, mais ses dispositions avaient été si bien prises et furent si bien exécutées par son frère Ambroise Doria que la bataille fut gagnée. — Pierre Doria succéda à Lucien et se rendit maître de Chiozza, le 16 août 1379. Les Vénitiens, attaqués ainsi au centre même de leur puissance, demandèrent la paix à tout prix : Pierre Doria refusa avec hauteur ; mais bientôt il se vit enfermé dans Chiozza par les habiles dispositions de Victor Pisani, et, le 22 janvier 1380, il fut tué par le feu d'une pièce d'artillerie sous le couvent de Brondolo. Alors les Génois se rendirent.

Nous arrivons maintenant au plus célèbre membre de la famille, André Doria. Ce grand homme, qui eût suffi à lui seul pour en immortaliser le nom, naquit à Oreille ou à Carascosa en 1468. Gênes était alors déchirée par les factions des Frégose et des Adorne; l'arrêt lancé en 1339 contre les Doria subsistait toujours. André se sentit de bonne heure du goût pour les armes : à l'âge de 19 ans il se présenta à Gênes, et ne pouvant y faire agréer ses services, il entra dans les gardes du pape Innocent VIII, sous son oncle Dominique Doria, qui en était capitaine. Après la mort du pontife, il passa d'abord au service de Frédéric duc d'Urbin, puis à celui de Ferdinand l'Ancien, roi de Naples. On l'employa dans l'armée d'Alphonse II, son fils, et il fut le seul de tous les officiers de ce prince qui lui resta fidèle après la conquête de Naples par Charles VIII. Dans un voyage qu'il fit alors à la Terre-Sainte, il fut reçu chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem; à son retour, il s'attacha à Jean de la Rovère qui commandait les Français dans le royaume de Naples et se couvrit de gloire par la manière dont il soutint le siége de Rocca-Guillelma contre Gonsalve de Cordoue. Enfin, à 24 ans, sa vocation se révélant complétement à lui, il entra dans la marine ; avec des matelots qui ne reconnaissaient de pouvoir que le sien et avec des galères qui lui appartenaient, il fit une guerre glorieuse aux corsaires turcs et africains.

Cependant la rivalité de François I^er^ et de Charles-Quint partageait l'Italie, et quiconque y jouait un rôle de quelque importance ne pouvait rester neutre

entre eux. André Doria s'attacha à François I^er^ et il resta dans son parti, même après que sa patrie eut embrassé celui de Charles-Quint; ce fut lui qui dispersa la flotte impériale chargée de bloquer Marseille par mer, tandis que le connétable de Bourbon l'assiégeait par terre. Lorsque François I^er^ eut été fait prisonnier à la bataille de Pavie, Doria passa au service de Clément VII, où il resta deux ans. Bientôt il reprit le commandement des galères de France avec le titre d'amiral des mers du Levant. Son influence sur ses compatriotes les détacha cette même année de l'alliance de l'empereur et les fit revenir à celle de la France. L'année suivante fut marquée par la victoire de Capodono qu'il remporta sur l'amiral H. de Moncade; grâce à lui, les Français allaient s'emparer de Naples, mais le manque de bonne foi de François I^er^ qui, loin de rendre Savone à Gênes comme il s'y était engagé, songeait à asservir cette ville, la jalousie des ministres français qui se manifestait par mille petites persécutions, ulcérèrent son cœur, et il n'attendit que le terme de son engagement pour conclure avec l'Empereur un traité dans lequel il ne stipula d'autre récompense de ses services, que la restauration de la liberté de sa patrie. Le 12 septembre 1528, il chassa de devant Gênes les galères de France, et entra dans la ville où il fut reçu aux acclamations de ses concitoyens. Le pouvoir qui se trouvait alors tout entier dans ses mains ne fut employé par lui qu'à assurer le bonheur et l'indépendance de sa patrie; il mit un terme aux factions des Adorne et des Frégose et abolit jusqu'à leurs noms; il rappela les nobles aux emplois, mais sans les élever au-dessus des autres citoyens; enfin il établit la constitution qui a duré presque sans changement jusqu'à la fin du dernier siècle (*voy.* Doge). Le sénat lui décerna les titres justement mérités de père et de libérateur de la patrie; on voulait le créer doge, mais il s'y refusa, parce que cette dignité l'aurait empêché de servir l'Empereur comme il le lui avait promis. Il remporta dans les mers de Grèce plusieurs victoires sur les flottes de Soliman II; cependant, après l'heureuse expédition contre Tunis (1535), il n'eut pas, dans la Méditerranée, contre Barberousse (*voy.*) les succès qu'on avait espérés, et l'on soupçonna même un accord secret entre eux, lorsque Doria eut laissé échapper à Prévésa la flotte de Barberousse qu'il paraissait le maître de détruire (1539). Il commanda les galères en personne jusqu'à l'âge de 90 ans. Son neveu, Gianettino Doria, le secondait dans ses dernières années; c'est ce Jeannetin qui, par son arrogance, excita Jean-Louis de Fiesque à conspirer contre lui et qui périt frappé par les partisans de ce dernier au moment où Fiesque lui-même se noyait au milieu de ses galères. La douleur de la mort de son neveu poussa André Doria à des actes de cruauté dont on regrette de voir souillée sa vieillesse. André Doria avait été décoré par Charles-Quint de la Toison-d'Or et de la dignité de grand-chancelier de Naples; l'empereur lui avait donné encore la principauté de Melfi et le marquisat de Tursi. Ce grand homme mourut le 25 novembre, 1560, à l'âge de 93 ans. Sa vie a été écrite par Lorenzo Capelloni; Venise, 1565, in-4°. Il brille dans l'histoire parmi les hommes les plus éminents de toutes les époques. L. L. O.

Le fils de Gianettino, Jean-André Doria, continua cette race illustre, et elle s'est perpétuée jusqu'à nos jours, ainsi que nous l'avons dit. Elle se divisa en un grand nombre de branches qui portent divers titres, comme ceux de princes de Melfi, de Val de Turo, de ducs d'Avello, de Tursi, de marquis de Origlia (Oreille), etc. Plusieurs se sont distingués comme princes de l'Église romaine, d'autres à la tête des armées impériales, espagnoles ou napolitaines, et quelques-uns ont marqué comme hommes d'état. Tous se sont montrés chaleureux protecteurs des arts et des sciences, et l'on trouve encore dans les palais des différentes branches de la famille Doria, à Gênes, à Naples et à Rome, de riches collections dont les trésors archéologiques ou autres sont visités avec fruit par les voyageurs. S.

DORIENS. Depuis que les historiens modernes se sont arrêtés avec une sorte de prédilection sur l'étude des races, il

n'est guère possible de se reconnaître au milieu des nombreuses hypothèses dont on a entouré le berceau des peuples anciens. M. Ottfr. Müller (*Les Doriens*) et Niebuhr (*Histoire romaine*) ont surtout dépensé une immense érudition et une rare sagacité, pour la reconstruction des origines grecques et latines. Sans préjuger ici leur système, nous nous en tiendrons aux témoignages des anciens et surtout à celui du père de l'histoire.

Disons cependant que la plupart des modernes, appuyés sur les témoignages d'Apollodore, de Strabon, de Diodore et de quelques autres, font descendre les Doriens de Dorus, et les Ioniens d'Ion, l'un et l'autre issus de Deucalion par Hellen. D'après ce système, les Doriens et les Ioniens seraient deux peuples frères, deux peuples de race hellénique venus du Nord vers la fin du XVI^e^ siècle avant notre ère, pour disputer la Grèce aux Pélasges, leurs prédécesseurs.

Mais ces peuples qu'on veut faire sortir d'une même souche se présentent à nous dans une perpétuelle hostilité. Lois, mœurs, culte, langage, tout est opposé. Voyez Sparte et Athènes : n'y a-t-il pas là deux principes rivaux? Aussi, selon Hérodote (I, 56-58), les Doriens sont les mêmes que les Hellènes; cet historien voit en eux les anciens habitants du pays, tandis que les Ioniens, qu'il identifie avec les Pélasges, sont pour lui des étrangers qui vinrent civiliser la Grèce à une époque très reculée. Il dit formellement, et à plusieurs reprises, que les Pélasges s'établirent au milieu des Hellènes, les assujettirent, et se confondirent avec eux. Ils leur donnèrent leur culte, remarquable par sa simplicité et sa gravité (II, 52, *sqq.*); mais, en même temps, leur langage *étranger*, *βάρβαρος*, se transforma et se perdit par son mélange avec l'idiome des indigènes.

Le culte des Pélasges, les débris de leur architecture, le goût des arts et de la poésie qu'ils répandirent de si bonne heure dans la Thrace, cette molle douceur qui se conserva dans les mœurs et dans le dialecte des Ioniens, semblent attester une origine orientale, au lieu qu'on est tenté d'assigner une origine septentrionale à la population primitive de la Grèce.

Ce fut après l'établissement des Pélasges que des colons égyptiens, phéniciens, lydo-phrygiens* vinrent se fixer sur différents points du Péloponèse, de l'Attique et de la Béotie. Pendant que ces étrangers étendaient leur influence et modifiaient la civilisation pélasgique (Hérod., II, 52), les anciens habitants expulsés par la conquête, les Hellènes, ou, si l'on veut, les *Grecs* (*Γραικοί*), comme les appellent Aristote (*Meteor.*, lib. 1, *sub finem*) et quelques auteurs moins anciens (Pline, *H. N.*, VI, 7, etc.), s'étaient réfugiés dans les montagnes du Nord, où ils conservaient leur indépendance et leur sauvage énergie.

Hérodote (I, 56) nous les montre d'abord sous Deucalion dans la Phthiotide; puis, sous Dorus, fils d'Hellen, dans l'Histiæotide, au pied de l'Ossa et de l'Olympe. Ils furent chassés de cette résidence par les Cadméens, après que les Épigones eurent détruit Thèbes. Alors ils occupèrent le Pinde et prirent le nom de *Macédoniens*. Peu de temps après, sous la conduite d'Hyllus, fils d'Hercule, ils attaquèrent le Péloponèse. Ayant échoué dans cette tentative, ils trouvèrent leurs anciennes demeures occupées par les Perrhæbes. Alors la Dryopide leur offrit un asile. Ce fut de là qu'en 1190 ils repartirent pour la conquête du Péloponèse, où ils s'établirent sous le nom de *Doriens*. Comme ils avaient à leur tête trois descendants d'Hercule, Aristodème, Téménus et Cresphonte, l'honneur de cette grande expédition fut attribué aux Héraclides.

Ce qui empêcha les Pélasges de consolider leur puissance dans la Grèce, ce fut, selon Hérodote (I, 58), leur origine étrangère. Les Doriens, au contraire, furent reçus comme des exilés, qui marchaient à la délivrance de leurs frères et à la conquête de leur première patrie.

(*) Inachus, Ogygès, Lélex, Cécrops, Danaüs, Cadmus, Pélops. L'auteur de l'article suit l'ancienne tradition telle qu'elle nous a été conservée par Hérodote. Nous nous en sommes écartés dans les articles auxquels on renvoie ici, et nous croyons devoir persister dans notre manière d'envisager les événements de l'histoire primitive de la Grèce, mais sans l'imposer à nos lecteurs. J. H. S.

Aussi, pour exprimer leur entrée dans le Péloponèse, Pausanias se sert-il habituellement du mot *retour* (κάθοδος).

A la suite de l'expédition des Héraclides, les Doriens renouvelèrent toute la face du Péloponèse, où ils formèrent une aristocratie militaire et territoriale. Leur triomphe fut une réaction violente, qui s'appliqua à faire disparaître l'ordre de choses établi par les étrangers. On détruisit la civilisation orientale avec l'enthousiasme du patriotisme et l'aveuglement de la vengeance. La barbarie victorieuse creusa comme un abîme entre la Grèce des Pélasges et celle des Doriens. Du XII^e^ au VI^e^ siècle, les Hellènes eurent leur moyen-âge.

Les vaincus, chassés du Péloponèse, se retirèrent dans l'Attique, où s'étaient conservées religieusement les antiques semences de la culture orientale. Athènes devint la métropole des cités ioniennes; Sparte fut la capitale des Doriens. Dès lors recommence, sur un nouveau théâtre, la lutte acharnée de ces deux races, qui ont imprimé le cachet de leur génie dans les deux législations de Lycurgue et de Solon. A l'élégance des mœurs attiques, à la passion des arts, au goût des plaisirs, vous reconnaissez l'esprit pélasgique ou ionien; à la rude sévérité de Sparte, à son patriotisme ignorant et farouche, vous reconnaissez le caractère hellénique ou dorien. Ici une aristocratie fortement constituée, là une démocratie orageuse; d'un côté, l'agriculture, l'économie, les richesses du sol, des armées nombreuses et bien aguerries: de l'autre, le commerce, les entreprises aventureuses, les richesses de l'industrie, une grande puissance maritime.

L'inimitié des deux races se signala encore dans la guerre du Péloponèse. Sparte triompha sur les champs de bataille; mais Athènes dut au génie de ses artistes et de ses écrivains des conquêtes plus pures et plus durables que celles des armes. La monarchie militaire de Philippe et d'Alexandre sortit encore du milieu des Doriens; mais les écoles d'Athènes continuèrent à régner sur les intelligences. Cependant les distinctions de races s'effaçaient de plus en plus au sein d'une civilisation uniforme, et quand les Romains firent de la Grèce une province du grand empire, ils n'y laissèrent qu'un seul peuple, un seul culte, un même langage, un abaissement commun. *Voy.* GRÈCE. L. D-C-O.

Les Doriens dont on vient de parler ont attaché leur nom aux deux petits territoires helléniques appelés DORIDE. La première Doride, ayant au nord le mont OEta et que le Parnasse bornait vers le sud, faisait partie de la Hellade proprement dite en Europe; Strabon l'appelle la *Tétrapole de Doride*, à cause de ses quatre principales villes qui étaient de son temps Érinée, Bœon, Pinde et Cytinie. Il n'est pas certain toutefois qu'elles aient toujours appartenu toutes les quatre à la Doride. C'était, comme on voit, un pays de montagnes, sur les confins de la Trachinie (Thessalie) au nord, de l'Étolie à l'ouest, de la Locrie (ozolienne) et de la Phocide au sud et à l'est; pays arrosé par le Céphissus et d'une étendue très bornée (environ 4 milles carrés géographiques).

La Doride de l'Asie-Mineure, généralement comprise dans la Carie, tire son nom d'une colonie de Doriens venue d'Europe comme celle qui s'établit en Crète et y devint la race dominante. Ces colons helléniques paraissent avoir fondé sur la côte, et sur les îles voisines de Rhodes et de Cos, une fédération de villes ou de bourgs qu'on retrouve dans ce qui fut appelé ensuite l'*hexapole de Doride*, à laquelle appartenait Halicarnasse (*voy.* ce nom).

Du reste nous réservons l'importante question sur l'origine des Pélasges et celle des Hellènes pour les articles qui seront consacrés à ces deux races; et quant à la nature du dialecte dorique connu par sa rudesse et que ses formes vieillies ont rendu poétique, il en a déjà été parlé au mot DIALECTES GRECS. S.

DORIQUE (ORDRE), *voy.* ORDRES D'ARCHITECTURE.

DORIS, *voy.* NÉRÉIDES.

DOROTHÉE, dernière duchesse de Courlande, *voy.* COURLANDE.

DOROW (GUILLAUME), antiquaire prussien né le 22 novembre 1790 à Kœnigsberg, reçut à l'école de Marienbourg sa première instruction et ne revint dans

sa ville natale qu'en 1804, pour se consacrer à l'architecture. Mais bientôt le fléau de la guerre atteignit la vieille Prusse, et la misère générale qui en fut la suite dérangea les projets du jeune Dorow, qu'on fit entrer alors dans une des premières maisons de commerce à Kœnigsberg. Il y resta jusqu'en 1811, mais sans discontinuer son étude des mathématiques et autres sciences, dirigée par son beau-père, le conseiller de guerre Bock, connu par une traduction allemande de Virgile. Ces études l'éloignèrent de la carrière qu'il avait embrassée, et en 1811 il quitta Kœnigsberg pour entreprendre un voyage et visiter la France et l'Italie. Il parcourut l'Allemagne à pied, et arriva à Paris. Au bout d'un mois, l'ambassadeur prussien de Krusenmark le chargea d'une mission pour le chancelier d'état de Hardenberg, qui l'attacha, en 1812, à la légation prussienne de Paris. M. Dorow en fut rappelé au mois de décembre de la même année, et l'année suivante il entra, à Breslau, comme volontaire, dans le deuxième régiment de la garde. Le général de Scharnhorst, qui lui voulait du bien, l'envoya avec le major de Rœder au quartier-général de Winzingerode, et plus tard au près du prince de Volkhonsky. Pendant l'armistice le chancelier d'état employa M. Dorow en Pologne. A la suite de la prise de Paris il se rendit à Dijon auprès du prince, qui l'envoya à Francfort-sur-le-Mein, siége de l'administration centrale des alliés, où il fut chargé de l'inspection des hôpitaux de leurs armées. Après la guerre, M. Dorow rentra au service civil et alla, en 1816, comme secrétaire d'ambassade à Dresde, puis en 1817 dans la même qualité à Copenhague; mais une maladie dangereuse, suite d'une blessure qu'il avait reçue à la bataille de Lutzen, le força de quitter son poste pour se rendre aux eaux de Wiesbaden. Ce fut à cette époque qu'il entreprit les fouilles et recherches d'antiquités qui lui ont donné de la célébrité. Mais en même temps une enquête dirigée contre lui par la commission de Mayence le retint à Wiesbaden, bien qu'il eût été nommé en 1820 directeur des antiquités dans les provinces rhénanes et westphaliennes. On l'accusait d'avoir pris part à des menées démagogiques et de professer des idées révolutionnaires; cependant il ne fut pas donné suite à cette accusation. Il fonda alors le musée des antiquités nationales à Bonn, où il demeura jusqu'en 1822, année dans laquelle il rentra au ministère des affaires étrangères. Après la mort du prince de Hardenberg il fut mis à la retraite; mais en 1827 le roi de Prusse lui accorda un secours pour entreprendre un voyage en Italie. On sait qu'il fit des découvertes importantes dans l'ancienne Étrurie, et que c'est par ses soins que fut acquise la grande collection d'antiquités étrusques qui fait maintenant partie du musée de Berlin. Indépendamment de quelques autres écrits il a publié les ouvrages suivants relatifs à ses études archéologiques : *Lieux consacrés et tombeaux des Germains et des Romains sur le Rhin* (Wiesbaden, 1819-1821, 2 vol. in-4°); *Antiquités orientales* (Wiesbaden, 1819-1821, 2 livraisons in-4°); *Monuments germaniques et de la domination romaine dans les provinces rhénanes et westphaliennes* (Stuttgart, 1823-1827, 2 vol. in-4°); *Monuments de langue et d'art antiques* (Bonn et Berlin, 1823-1824, 2 vol. in-8°) : ces quatre ouvrages furent écrits en langue allemande; *Notizie intorno alcuni vasi etruschi* (Pesaro, 1828, in-4°); *L'Étrurie et l'Orient* (Heidelberg, 1829), aussi en allemand; *Voyage archéologique dans l'ancienne Étrurie* (Paris, 1829, in-4°). En français, M. Dorow a publié, en société avec Klaproth, un catalogue de la collection égyptienne du chevalier Palin, et on lui doit encore différents autres travaux archéologiques et paléographiques. *C. L.*

DORPAT (UNIVERSITÉ DE). Dorpat, en esthonien *Tart-Lin*, ville importante du gouvernement russe de Livonie (*voy.*), et chef-lieu d'un des districts esthoniens ou plutôt esthiens de ce gouvernement, est appelé en russe* et quelquefois aussi en allemand *Derpt*, ce qui se rapproche davantage du *Terbaten* des chroniques et des monnaies épiscopales frappées dans cette ville assez ancienne, et de *Terpa*, *Tarpata*, ou *Tarbata* et *Tarpoth*,

(*) L'ancien nom russe de Derpt est *Iourief*.

noms qui appartiennent aux premiers temps de son existence et qui se sont conservés dans le *Tehrpata* des Lettons. Traversée par la grande route qui mène de Kœnigsberg à Saint-Pétersbourg et qui y franchit, au moyen d'un beau pont de pierre, l'Embach, rivière dont les bords sont assez pittoresques, la ville est animée et commerçante, et les belles maisons de sa principale rue, rebâtie après l'incendie de 1763, annoncent l'aisance de ses habitants et la richesse des nobles du pays qui viennent y passer l'hiver.

Mais c'est à son université, renouvelée le 18 décembre 1802, que Dorpat doit surtout le nom dont cette ville jouit même dans les pays étrangers. Fondée par Gustave-Adolphe le 21 septembre 1632, puis abandonnée pendant les guerres cruelles qui ravagèrent si longtemps le pays, jusqu'à ce que Paul I^er^ s'occupât de son rétablissement enfin réalisé par son fils Alexandre, cette excellente école est pour les provinces baltiques de la Russie un foyer de lumières qui entretient dans toute la population allemande de l'empire l'ardeur pour les bonnes études, en même temps qu'il fait servir au progrès de la littérature nationale l'incontestable supériorité des Allemands dans tout ce qui est du domaine de la pensée et de l'érudition. Toutes les écoles civiles de Livonie, d'Esthonie et de Courlande relèvent de l'université de Dorpat, fréquentée annuellement par environ 550 étudiants (il y en avait 567 en 1835) et, dont les professeurs, souvent très distingués, forment de vrais savants ou de bons praticiens. Dans notre ouvrage intitulé *La Russie, la Pologne et la Finlande, Tableau historique, statistique*, etc., etc. (p. 574), nous avons donné la description de tous les établissements divers, collections, musées, cliniques, etc., qui dépendent de l'université de Dorpat; ici nous nous bornerons à dire que le jardin botanique, dirigé par M. Ledebour, et la bibliothèque, riche (1835) de 60,473 volumes de toutes grandeurs (mais en comptant les thèses!) placés dans l'édifice construit sur les ruines de l'ancien dôme (cathédrale à l'invocation de Saint-Denis) sur la montagne, sont dignes de fixer l'attention des voyageurs et offrent de grandes ressources aux habitants pour les recherches scientifiques et littéraires. L'observatoire, enrichi par les soins de M. Struve d'instruments très remarquables et tout-à-fait au niveau de la science, mérite aussi une mention particulière. Après l'université, nous devons nommer encore le gymnase de Dorpat, école supérieure organisée sur le pied allemand et dont les élèves reçoivent toute l'instruction nécessaire pour être suffisamment préparés aux cours académiques.

La population de la ville, composée d'Allemands, d'Esthiens et de Russes, s'élève à 9,500 âmes.

Son histoire certaine ne remonte pas au-delà de celle de l'évêché, qui fut fondé en 1224, quoique la ville, associée alors à la ligue anséatique, soit incontestablement plus ancienne. Ce fut l'évêque Hermann qui, le premier, y établit sa résidence, bâtit le dôme et le château, placés sur deux éminences réunies par un pont, ainsi que le château d'Odenpæ, celui de Koïkel, et un couvent qu'il peupla de dominicains appelés de la Poméranie. L'évêque de Dorpat, assez puissant seigneur, souverain dans ses terres, mais vassal du Saint-Empire, fut presque toujours en guerre avec la Russie et très souvent avec l'archevêque de Riga ou avec les chevaliers de l'Ordre teutonique, ses protecteurs naturels. Il avait le droit de régale et faisait battre monnaie au moins à partir de la fin du XIV^e^ siècle. En 1558, sa ville, déjà envahie par la réforme, fut prise par les Russes qui la gardèrent jusqu'en 1582; plus tard, elle fut sécularisée et passa avec le nouveau duché de Kettler sous la souveraineté de la république polonaise; puis elle tomba au pouvoir des Suédois et elle fut réunie enfin, avec toute la Livonie, sous la domination russe, au temps de Pierre-le-Grand (1718).

Plusieurs recueils ont été publiés à Dorpat en divers temps; aucun d'eux n'a laissé autant de regrets par sa cessation prématurée que les *Annales* de cette ville (*Dorpater Jahrbücher*). J. H. S.

DORSET (COMTES ET DUCS DE). Leur premier nom est celui *de Sachevilla*, que

portait Herbrand de Sackville lorsqu'il vint de Normandie en Angleterre, à la suite de Guillaume-le-Conquérant. Cette famille avait ses principaux domaines dans le comté de Sussex (Buckhurst). L'histoire ne parle d'eux qu'à une époque bien éloignée de leur premier établissement, et, comme pour tant d'autres familles, son silence à leur égard ne cesse qu'après les guerres terribles des deux Roses, où la noblesse vit ses chefs décimés, où les premières et les plus illustres familles, étant éteintes, firent place à de nouvelles qu'on décorait de leur nom.

Thomas Sackville, comte de Dorset, né à Witham (Sussex) en 1536, fut, à 21 ans, membre de la chambre des communes, et fit paraître son introduction au *Miroir des magistrats*, où les grands personnages de l'Angleterre racontaient en vers les malheurs qui étaient venus assaillir leur vie politique. En 1561 il fit représenter à Londres sa tragédie de *Gordobuc*, la première pièce en vers du théâtre anglais.

De nombreuses prodigalités dérangèrent sa fortune: pour échapper à ses créanciers il voyagea successivement en France et en Italie. Ce fut à Rome qu'il apprit la mort de son père, qui l'élevait à la pairie avec le titre de lord Buckhurst. Élisabeth, qui, à titre de parente, l'avait aidé à réparer le désordre de ses affaires, l'envoya à Paris en 1570 pour négocier son mariage avec le duc d'Anjou. Membre des différentes commissions qui jugèrent le duc de Norfolk et l'infortunée Marie Stuart, ce fut lui qui alla signifier à cette reine son arrêt, confirmé par le parlement. Ambassadeur en 1587 auprès des Provinces-Unies, il répara les fautes du comte de Leicester, et reçut l'exil pour récompense de ses services. Rappelé à la mort du favori, Élisabeth le créa chevalier de la Jarretière et lui confia diverses missions importantes. Élu grand-chancelier de l'université d'Oxford, et peu après, en 1599, élevé à la dignité de grand-trésorier d'Angleterre, peu s'en fallut qu'il ne devînt premier ministre. Adversaire politique du comte d'Essex, dont il réfuta les libelles et dont il soupçonnait les vues ambitieuses, ce fut lui qui présida la commission qui le condamna à mort. A l'avénement de Jacques I^er^, qu'il fut un des premiers à faire proclamer, il fut confirmé dans ses charges et dignités, et créé en outre comte de Dorset*; il mérita l'amitié du monarque, qui le combla de marques d'attachement lors de sa dernière maladie en 1607. La joie qu'en eut lord Dorset prolongea de quelque temps son existence; mais en 1608, le 19 août, il mourut subitement au milieu du conseil des ministres.

Son fils, Robert Dorset, était un savant distingué, dont l'éloquence brilla dans plusieurs parlements; il mourut à Witham en 1609, et laissa plusieurs enfants, dont l'un, Richard, comte de Dorset, né à Londres en 1589, est surtout connu pour avoir été l'époux de la célèbre Anne Clifford, successivement comtesse de Dorset, de Pembroke et de Montgommery. A sa mort, ses titres passèrent à son frère Édouard Sackville, né en 1590. La jeunesse de celui-ci fut turbulente et il eut plusieurs duels, ce qui cependant n'altéra pas l'amitié que Jacques I^er^ lui voua comme à son grand-père. Ce fut lui que ce prince mit à la tête des secours qu'il envoya à son gendre l'électeur palatin engagé dans la guerre de Trente-Ans. Il entra au conseil à son retour d'une ambassade en France. Enfin Charles I^er^, à son avénement, lui voua la même confiance que son père. Il se montra tour à tour zélé défenseur du roi et des libertés anglaises, et souvent sa voix s'opposa aux mesures inconstitutionnelles dans lesquelles Charles I^er^ fut entraîné. En 1640, étant régent du royaume pendant le voyage de Charles en Écosse, il eut connaissance des projets de massacres qui devaient avoir lieu en Irlande le 23 octobre 1641, et en les dénonçant au parlement il en prévint l'exécution. Président du conseil en 1641, il voulut réconcilier le roi avec le parlement; mais voyant tout espoir perdu après la fameuse déclaration d'York, il

(*) Ce comté de l'Angleterre méridionale, baigné par la Manche, a reçu pour sa grande fertilité le surnom de jardin de l'Angleterre. Dorchester en est le chef-lieu, et la presqu'île de Portland en dépend. S.

se voua corps et âme à la défense de la cause du prince, et déploya une bravoure extraordinaire à la bataille d'Edgehill. Signataire en 1646 de la capitulation d'Oxford, on le vit offrir ses conseils au roi lorsqu'il fut amené à Hamptoncourt, mais il fut refusé. L'horrible catastrophe de Charles I^er^ l'émut tellement qu'elle avança la fin de ses jours. Il mourut à Witham, le 17 juillet 1652. Il fut un des hommes les plus remarquables de son époque et l'un des plus dévoués et des plus éclairés défenseurs du malheureux Charles I^er^.

Son fils RICHARD, comte de Dorset, naquit en 1622. Membre du long parlement, il fut emprisonné par ordre de ses collègues, comme partisan du comte de Strafford. Sous la restauration, il fut membre de la commission qui eut à juger les régicides. Il fut ensuite nommé lord-lieutenant de Sussex et mourut en 1677. H-LT.

CHARLES, fils de Richard et sixième comte de Dorset, né à Witham en 1637, réunit à ce titre ceux de comte de Middlesex et de baron de Cranfield. Il joua sous Charles II et sous Guillaume un grand rôle comme homme d'état, et se distingua aussi comme poète (*voir* Anderson, *Complete edition of the poets of Great-Britain*, t. VI). Il mourut à Bath en 1706, et eut pour successeur dans son titre LIONEL-CRANFIELD, son fils, qui reçut en 1720 celui de duc de Dorset, qu'ont porté depuis trois autres membres de la famille de Sackville et que porte dans ce moment (depuis 1815) CHARLES-GERMAIN, duc de Dorset, comte de Dorset et Middlesex, vicomte de Sackville, baron Buckhurst, baron Cranfield et baron Bolebrooke, né le 27 août 1767, pair d'Angleterre depuis la mort de son cousin GEORGE-JOHN-FRÉDÉRIC, et qui, à défaut d'enfants, laissera sa succession à GEORGE, son frère unique. S.

DORURE. C'est l'opération chimique au moyen de laquelle on couvre d'or une surface pour lui donner le brillant ou le mat que l'objet exige, selon l'usage auquel il est consacré ou la nature du dessin qu'on veut faire ressortir. Il y a bien des procédés pour dorer; nous allons passer en revue les principaux.

Dorure sur bronze. Dans la fabrication des candélabres, des vases, des pendules, etc., on parvient à appliquer l'or sur le bronze ou plutôt sur un alliage de cuivre 72, zinc 25,2, étain 2,5, plomb 0,3, en l'amalgamant avec le mercure et en chauffant à un certain degré. Dans cet amalgame l'or doit être très pur, réduit en lames minces, pour favoriser l'action du mercure sur lui. La proportion de l'amalgame est ordinairement de 8 parties d'or sur une de mercure. La dissolution mercurielle s'applique sur le bronze en employant l'acide nitrique pur.

Ici commence l'opération de la dorure. L'ouvrier (*voy.* DOREUR) fait chauffer la pièce jusqu'à la couleur cerise et la fait refroidir lentement. Il procède ensuite au *décapage*, c'est-à-dire qu'il enlève l'oxide qui s'est mis sur la surface du bronze pendant le chauffage; et pour le bien enlever, M. d'Arcet conseille l'emploi de l'acide sulfurique. Après que la pièce est décapée, on la fait sécher en la faisant rouler dans la sciure de bois. Pour ménager la qualité d'or, il est nécessaire que la surface de la pièce, ainsi préparée, ne soit pas trop unie. C'est alors qu'on applique avec le *gratte-bosse*, ou pinceau fait avec des cordes de laiton, la dissolution dont il a été parlé plus haut. On lave et on la met au feu, pour que le mercure se volatilise lentement. Lorsque l'ouvrier juge que sa dorure est parfaite, il lave la pièce, la soumet à l'action du gratte-bosse et la plonge enfin dans une eau qu'il acidule avec du vinaigre. Il est rare que dans une pièce dorée il n'y ait pas des parties *brunies* et d'autres mises *au mat*. Ces dernières sont celles qui ne reflètent pas aussi vivement la lumière. Elles sont à la dorure ce que sont les ombres dans un tableau. Pour les obtenir, on procède à l'opération désignée par le doreur sous le nom d'*épargnes*, c'est-à-dire qu'on couvre les parties destinées à être brunies par un mélange de blanc d'Espagne, de cassonade et de gomme qu'on délaie dans de l'eau. On fait sécher la pièce et on la chauffe pour la débarrasser d'un reste de mercure. On la plonge un peu chaude dans un bain acidulé, on la lave, et elle est alors en état d'être soumise au bruni et au mat. Le *bruni* se fait

en frottant les parties avec de la pierre sanguine au moyen du *brunissoir*; la pièce est ensuite lavée, essuyée et séchée lentement. Le *mat* se donne en faisant chauffer fortement la pièce pour *caméraliser* la cassonade, ce qui teint en brun l'*épargne;* la pièce prend alors une belle teinte d'or. Elle est couverte ensuite de sel marin mélangé avec du nitre, de l'alun liquéfié, reportée au feu et chauffée jusqu'à ce que la couche saline entre en fusion; elle est retirée du feu pour être plongée subitement dans l'eau froide, ce qui fait tomber la couche saline et même l'*épargne;* on la plonge dans un bain d'acide nitrique faible et on la fait sécher. Il y a encore deux autres modifications au procédé général de la dorure: c'est lorsqu'on veut donner la couleur *d'or moulu* et la couleur *d'or rouge*. Dans le premier cas, on soumet la pièce à une moindre action du gratte-bosse; on la chauffe plus fortement que lorsqu'il s'agit de la mettre au mat, et on laisse refroidir; on y applique avec un pinceau une composition faite avec de la sanguine, de l'alun et du sel marin, mais on ménage les parties brunies; on chauffe la pièce jusqu'à ce que la couleur commence à noircir; puis elle est plongée dans l'eau froide, lavée, et la couleur orangée que présente la dorure est égalisée; ensuite la pièce est frottée avec un pinceau imbibé de vinaigre, si elle est unie, et s'il y a des ciselures, avec de l'acide nitrique faible; on termine en lavant et en faisant sécher. Dans le deuxième cas, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de la couleur *d'or rouge*, on saisit la pièce lorsqu'elle sort de la forge *à passer* et qu'on y a fait l'application de l'amalgame, ce qui s'appelle *dorer sur buis;* après l'avoir attachée à un fil de fer, on la plonge dans une composition de cire jaune, d'ocre rouge, de vert-de-gris et d'alun, connue sous le nom de *cire à dorer; on chauffe fortement* jusqu'à ce que toute la cire soit brûlée; on lave la pièce et on la gratte-bosse avec du vinaigre.

Dorure à l'huile. On se sert alors de l'huile comme fluide et on emploie l'*or-couleur* formé du reste des couleurs broyées et détrempées à l'huile qui s'amasse au fond du vase que les peintres appellent *fincelier*. Cette substance sert de fonds pour appliquer l'or en feuilles: avec un pinceau on étend sur la *teinte dure* cet or-couleur. Ce procédé à l'huile s'emploie aussi pour les équipages, pour les meubles, etc.

Dorure en détrempe. Elle exige un atelier à l'abri des grandes chaleurs et surtout des vapeurs du gaz hydrogène sulfuré et du gaz ammoniac. Pour la bien exécuter, il faut la soumettre à 17 opérations distinctes qu'il serait trop long de décrire. Beaucoup de doreurs, en exerçant leur art, suppriment une partie de ces opérations; mais il est facile de distinguer ceux qui fraudent.

Dorure au feu avec de l'or en feuilles. Le procédé à suivre est simple; il s'applique au fer et au cuivre. On râcle l'un et l'autre et on les polit avec le brunissoir. On met au feu : s'il s'agit du cuivre, il faut qu'il acquière une température égale; s'il s'agit du fer, il faut qu'il prenne une teinte bleue. Une première couche d'or est ensuite appliquée, *ravalée* avec le brunissoir, et la pièce est ensuite mise à un feux doux. Pour les ouvrages soignés on répète deux fois en appliquant à chaque fois une feuille d'or; pour les ouvrages communs une seule fois suffit.

Dorure au froid et au pouce. On fait une dissolution d'un gros d'or fin laminé et de 12 à 15 grains de cuivre rosette dans 2 onces d'eau régale. Cette dissolution est versée goutte à goutte sur de vieux chiffons de linge qu'on fait sécher et qu'on fait brûler dans un plat de porcelaine pour en obtenir les cendres qui contiennent l'or en poudre. Pour l'appliquer à un objet, on commence par lui faire subir l'opération de l'*adouci;* on trempe dans la poudre d'or un bouchon mouillé légèrement, avec lequel on frotte la pièce jusqu'à ce que la couche ait l'épaisseur convenable; avec de l'eau de savon on opère le bruni. Les grands ouvrages se brunissent avec de grands brunissoirs de sanguine et on se sert de brunissoirs d'acier pour les petits. *Voy.* BRUNISSEUR.

On a aussi des recettes fort simples pour dorer sur la couverture et la tranche des livres, sur verre et porcelaine : nous reviendrons ailleurs sur ces objets.

Autrefois on dorait sur cuir pour faire des tentures d'appartements : ceci est passé de mode; mais tout nous porte à penser que, grâce à l'invention toute nouvelle de M. Despreaux, à laquelle ont été accordés les plus grands éloges, ces tentures reprendront faveur. M. Despreaux est parvenu à appliquer et à dorer sur des panneaux en cuir, au moyen d'une gravure spéciale, les plus beaux camées et des sujets de toute nature. Les couleurs métalliques les plus brillantes peuvent être appliquées sur ces cuirs, et, quant aux sujets représentés, on croit, quand on voit l'exécution, qu'on a transporté sur ces cuirs les reliefs les plus finis et les plus délicats (*voy.* le mot TENTURE).

V. DE M-N.

DORVAL (MARIE-AMÉLIE-THOMASE DELAUNAY), la Dumesnil du drame, est née à Lorient vers 1801; son père, qui avait servi avec quelque distinction dans l'armée vendéenne, se fit ensuite acteur et alla mourir en Amérique. Sa mère, l'une des meilleures premières chanteuses de la province, était sœur du comique Bourdais, et cousine des deux Baptiste de la Comédie-Française.

La *petite Bourdais* (c'est sous ce nom qu'on la fit débuter à Lille) y joua d'abord les rôles d'enfants. Elle y remplit ensuite, ainsi que dans plusieurs autres villes des départements, ceux des *amoureuses* de la comédie, et des *jeunes Dugazons* de l'Opéra-Comique.

A l'âge de 14 ans, on l'avait mariée à un comédien nommé *Allan*, d'une bonne famille bourgeoise de Paris, qui avait pris au théâtre le nom de *Dorval*. Cet acteur assez médiocre accepta plus tard un engagement pour la troupe française de Saint-Pétersbourg, où il est mort il y a quelques années.

Ce fut à Strasbourg que M^me^ Allan-Dorval reconnut sa véritable vocation théâtrale. Renonçant au chant, et adoptant, quoique très jeune, l'emploi des premiers rôles de la comédie et du drame, elle y obtint des succès prononcés. Paris, dont la centralisation s'exerce principalement sur les talents dramatiques, fit bientôt un appel au sien. En 1818 elle fut engagée au théâtre de la Porte-Saint-Martin.

Mais quoique son début y eût été des plus heureux, on lui fournit, pendant les premières années, peu d'occasions de se faire connaître. Bornée à quelques rôles insignifiants de mélodrame, la jeune actrice aspirait à sortir de ce cercle étroit, et déjà le Théâtre-Français était le but de son ambition. Comme moyen d'y parvenir, elle avait sollicité son admission au Conservatoire; mais les professeurs, après l'avoir entendue, déclarèrent qu'*elle ne réussirait jamais dans le tragique*; en revanche, ils lui conseillèrent de prendre l'emploi des soubrettes. Heureusement M^me^ Dorval ne crut pas à leur infaillibilité, et se livra à l'étude du drame avec plus d'ardeur que jamais.

Le premier rôle où elle put se faire remarquer fut celui d'Élisabeth, dans *le Château de Kenilworth*; elle produisit aussi une vive sensation dans celui de Thérèse des *Deux Forçats*. Depuis ce temps, chacune de ses créations fut distinguée par le public. Elle contribua beaucoup à cette heureuse révolution qui fit du mélodrame phraseux et ampoulé le drame plus vrai, plus naturel de Victor Ducange (*voy.*) et de quelques autres auteurs.

Revenue à la Porte-Saint-Martin après une courte excursion à l'Ambigu-Comique, M^me^ Dorval y mit le sceau à sa réputation par le rôle d'Adèle d'Hervey, dans *Antony*. Son triomphe fut complet, et pour la première fois, sur un autre théâtre que l'Opéra italien, toutes les femmes jetèrent leurs bouquets à celle qui les avait si fortement impressionnées. Quelque temps après, on ne vit pas sans une agréable surprise la même actrice, par une heureuse souplesse dans son jeu et sa diction, saisir parfaitement dans *Jeanne Vaubernier* (M^me^ Dubarry) le caractère insouciant et léger et le ton égrillard de la dernière favorite de Louis XV.

Le drame envahissait tous les théâtres; la Comédie-Française sentit le besoin de l'accueillir et de joindre à ses antiques richesses un nouveau répertoire : M^me^ Dorval y fut appelée. Elle y débuta en février 1834, dans la pièce intitulée *Une liaison*. Deux ouvrages plus marquants, le *Chatterton* de M. de Vigny, et l'*An-*

gelo de M. Victor Hugo, lui ont fourni depuis le sujet de deux belles et grandes créations. On sait quelle touchante et suave figure elle a su faire de Kitty-Bell; un succès plus flatteur encore lui était réservé dans le second ouvrage : après avoir, dans *Catarina*, excité les plus douces émotions, on l'a vue, succédant à M^lle^ Mars et la surpassant dans le rôle de la Tysbé, y montrer l'ardente et énergique courtisane de l'Italie, et faire naître, par son jeu chaleureux et passionné, de véritables transports. Sans doute on peut signaler dans ce jeu des inégalités, et la diction de M^me^ Dorval n'a pas cette *limpidité* dont une autre grande comédienne restera le *modèle;* mais ce n'est plus ici le *diamant classique*, c'est *l'éclair romantique.* On assure que, convaincue que sa vocation est de briller ainsi dans les sombres productions de la nouvelle école, elle doit passer au second Théâtre-Français, qui leur sera spécialement destiné. En effet, puisque, à tort ou à raison, le drame (*voy.*) est la fureur du siècle, qui pourrait disputer à M^me^ Dorval d'être l'actrice de l'époque? M. O.

DORVIGNY. Bien des routes mènent à la célébrité : voici un auteur qui sut y arriver par celle des boulevards. Ajoutons cependant que ce ne fut pas sans quelques titres. Dorvigny a été créateur dans un petit genre, et la scène lui doit deux types comiques que pourraient lui envier bien des écrivains à plus hautes prétentions.

On a toujours cru que cet auteur était un des nombreux enfants naturels de Louis XV; sa ressemblance frappante avec ce monarque appuyait cette opinion. On pourrait en trouver une autre preuve dans l'observation suivante. Né vers 1733, Dorvigny ne commença à travailler pour le théâtre qu'à plus de 40 ans, en 1774, année de la mort du roi. N'est-il pas naturel de penser que jusque-là de hautes libéralités avaient fourni suffisamment à ses besoins, et qu'il sentit alors la nécessité de se créer lui-même une existence?

La sienne n'eut rien de brillant, malgré sa prodigieuse fécondité, qui a produit plus de cent ouvrages dramatiques; mais ces compositions, surtout celles qu'on destinait aux petits théâtres, étaient alors fort peu rétribuées. *Jeannot, ou les Battus payent l'amende*, joué tant de fois, ne valut pas à son auteur ce que rapporte de nos jours le quart d'un vaudeville.

Cette parade originale eut un immense succès : ce fut le *Figaro* du boulevard du Temple. Une représentation par soirée ne suffisait pas à l'avide curiosité des Parisiens, il fallut en donner deux par jour. *Jeannot* eut ses imitations, ses modes, ses critiques, son mot nouveau, le *jeannotisme*, et, de plus, l'honneur d'être attribué à un ministre homme d'esprit, M. de Maurepas, qui ne s'en défendait qu'à demi.

Quelques années après, Dorvigny trouva lui-même un rival à son niais-modèle dans l'invention de *Jocrisse*, dont les maladresses et le *désespoir* excitèrent une si vive gaîté. L'éclat de ces deux pièces de la scène française a fait pâlir ses autres productions, parmi lesquelles cependant on peut citer encore *l'Intendant comédien*, *Christophe Lerond*, dont se souvint mieux que tout autre l'auteur de l'*Optimiste*; et *Le Tu et le Toi*, la plus jolie pièce à la fois et la plus inoffensive de l'époque révolutionnaire.

Dorvigny avait joué la comédie quelque temps; mais son jeu, même dans ses pièces, n'avait pas l'originalité de ces dernières. On peut en dire autant de ses romans, plus licencieux que plaisants, et aujourd'hui tout-à-fait oubliés.

Comme quelques auteurs du dernier siècle, il composait ses ouvrages au cabaret. Malheureusement, quand l'âge vint éteindre sa verve, il avait pris l'habitude de n'en plus guère sortir : aussi est-il mort dans la misère et néanmoins à la suite d'une orgie, en 1812, âgé de près de 80 ans. M. O.

D'ORVILLE, *voy.* ORVILLE.

DOS (*dorsum*). On nomme ainsi, dans les animaux vertébrés, la partie postérieure du corps qui commence à la base du cou et s'étend jusqu'au bassin ou jusqu'à l'endroit où naissent les membres postérieurs, là où le bassin manque. Les poissons seuls font exception, et chez eux, comme dans un grand nombre d'animaux sans vertèbres, *dos* signifie simplement la région opposée au-dessous du

corps et étendue depuis la tête jusqu'à la queue, ou jusqu'à la terminaison complète de l'animal en arrière.

Dans les mammifères, ce mot prend souvent une acception différente et ne sert plus à désigner que la région postérieure du tronc correspondant à la poitrine. Dans les oiseaux et les reptiles il ne peut en être ainsi, parce que la distinction entre la poitrine et le ventre n'existe pas, par suite de l'état incomplet et souvent de l'absence totale du diaphragme (*voy.*).

La *région dorsale* considérée dans tous les animaux vertébrés, excepté les poissons, nous présente des os, des muscles, des ligaments, des vaisseaux sanguins et lymphatiques, des nerfs et la peau. Les os sont les vertèbres (*voy.*), qui forment les portions dorsale et lombaire de la colonne vertébrale. Des muscles très forts, très larges, servent à faire opérer dans la région dorsale des mouvements de flexion et d'extension d'avant en arrière, ou latéralement, des mouvements de rotation et de circumduction.

Ces divers mouvements, qui constituent l'action de se ployer dans différents sens ou de faire tourner la partie supérieure du tronc sur sa partie inférieure comme sur un pivot, ou bien enfin d'imprimer toujours à la partie supérieure un balancement successif dans tous les sens, reposent tous sur la présence et la propriété élastique des fibro-cartilages intervertébraux. En effet, que les muscles qui s'attachent d'une part au bassin et de l'autre aux saillies transversales de chaque vertèbre, viennent à se contracter, et les cartilages inter-vertébraux diminuent, le corps est penché latéralement, par suite de la moins grande hauteur de la colonne vertébrale dans ce sens. Que ce soient maintenant les muscles qui s'attachent à l'épine postérieure de la vertèbre, qui se contractent, et, par un mécanisme semblable, l'épine du dos sera portée d'abord dans sa rectitude naturelle, et, si l'action augmente, dans une légère flexion en arrière. Que si des muscles, dont la direction est d'arrière en avant et de dedans en dehors, tirent sur la saillie osseuse latérale ou sur la côte qui est son prolongement, les vertèbres, sollicitées à se mouvoir par cette tangente, vont légèrement tourner comme sur un pivot. Supposons actuellement que des muscles susceptibles d'agir sur la colonne vertébrale, en avant, en arrière, sur les côtés, se contractent et se relâchent successivement, à partir de la partie postérieure et faisant un cercle complet, alors on aura les mouvements de balancement et de tournoiement qui constituent la circumduction.

Il serait trop long de décrire ici les muscles, les vaisseaux sanguins et les nerfs de la région du corps qui nous occupe ; il en sera d'ailleurs question dans d'autres articles. C. L-R.

DOSITHÉE, Juif du temps de Jésus, qui se présenta aux Samaritains en qualité de Messie et qui fut poursuivi et chassé dans le désert, où il mourut de faim. Au IV^e^ siècle de notre ère il existait encore sous le nom de *Dosithéens* des sectateurs de ce faux Messie. S.

DOSSI. Les frères Dossi, ainsi nommés du bourg de Dosso, dans le Ferrarais, où ils prirent naissance dans les dernières décades du XV^e^ siècle, ne jouissent pas hors de leur patrie de la réputation que l'Arioste, dans ses vers, se plut à propager; on a même été injuste envers eux, fait qu'il faut expliquer par la rareté de leurs ouvrages, même en Italie, et par l'opiniâtreté de détracteurs jaloux de leur mérite qui parvinrent à en imposer à ceux qui ne pouvaient les juger d'après leurs œuvres. Les Dossi (on dit aussi en français *les Dosses*) furent les chefs influents, on pourrait dire les fondateurs de cette école ferraraise, devenue célèbre en Italie vers le milieu du XVI^e^ siècle. A ce titre ils tiennent un rang distingué dans la hiérarchie des grands peintres.

Après avoir reçu les premières leçons de Lorenzo Costa, les Dossi allèrent à Rome où ils firent un long séjour. Alors l'école de Raphaël était en grande faveur. Ils se rendirent ensuite à Venise, dont ils passèrent cinq ans à étudier les coloristes, concurremment avec la nature, et revinrent à Ferrare, où les libéralités des ducs Alphonse et Hercule d'Este parvinrent à les fixer. L'aîné, Dosso Dossi, excellait dans le genre noble de l'histoire. Le plus jeune, JEAN-BAPTISTE, réussissait princi-

palement dans les grotesques et le paysage, et bien qu'il eût la prétention de traiter aussi l'histoire, il ne parvint jamais à rien produire de passable. Envieux, présomptueux, difforme, d'une physionomie ingrate où se lisait la méchanceté de son esprit, Jean-Baptiste fut constamment en opposition avec son frère. Forcé par les ducs de travailler avec lui, il refusait de lui parler : fallait-il s'entendre pour l'exécution de quelque partie de leur ouvrage, il lui écrivait. Le plus grand sujet de leur mésintelligence était l'envie que Jean-Baptiste montrait de disposer, dessiner et peindre les figures de leurs compositions, au lieu de s'en tenir au paysage, dans lequel il a égalé les plus habiles peintres de son temps. Trop souvent Dosso céda à ses importunités, faiblesse qui lui attira des critiques méritées de rivaux passionnés et vindicatifs. Le duc d'Urbin fut même obligé de faire recommencer les peintures qu'il leur avait confiées dans sa maison de plaisance de Pesaro, dont les figures étaient de la main de Jean-Baptiste. Cet échec, qui réjouit les détracteurs de Dosso, fut bientôt réparé par le célèbre tableau de *Jésus au milieu des docteurs*, qu'il peignit pour les dominicains de Faenza, chef-d'œuvre affreusement outragé par le temps, mais dont une copie, passablement exacte, donne encore aujourd'hui une bien haute idée.

Pour rendre à ces frères rivaux la justice qui leur est due, il suffit d'appeler en témoignage de leur rare mérite quelques-uns de leurs chefs-d'œuvre, notamment ce célèbre tableau de la galerie de Dresde, où *les quatre docteurs de l'Église* sont en méditation sur la conception immaculée de la Vierge, ayant avec eux saint Bernard de Sienne, ouvrage bien conçu, riche d'ordonnance et de couleur, et dont l'exécution est digne du Titien. Le *Saint Jean de Patmos*, aux Latéraniens de Ferrare, est un prodige d'expression, au dire de tous les voyageurs amis des arts. Enfin le tableau de la *Circoncision* est l'un des plus agréables du Musée du Louvre, dit Landon, par la naïveté de l'expression, le gracieux des têtes, le bel ajustement des draperies, l'harmonie et la vigueur du coloris. Le style des figures décèle l'étude des meilleurs maîtres. On doit au pinceau de Dosso deux portraits précieux : celui de *l'Arioste*, qui l'affectionna et le choisit pour dessiner les sujets de son Roland furieux, et celui de *Corrége*, le seul qui existe, et que, sur la description donnée par Mengs, le chevalier d'Azara a reconnu dans la *villa* de la reine à Turin.

Dosso Dossi termina sa carrière vers 1560, dans un âge avancé; il signait ses ouvrages d'un os de mort enlacé dans un D. Son frère Jean-Baptiste mourut 15 ans avant lui, vers 1545. L. C. S.

DOSSIER, liasse ou assemblage de pièces, d'actes, de titres relatifs à une même affaire. Ces pièces peuvent être réunies dans une simple enveloppe appelée *chemise*, ou dans un portefeuille, ou dans un carton, suivant leur nombre et leur étendue. Un avocat, pour se faire une idée de la cause qu'il doit plaider, doit commencer par en examiner le dossier; et pour connaître tout le contenu de ce dossier, comme pour s'en servir commodément, il faut que toutes les pièces y soient bien classées par ordre de dates ou de matières. Autrefois les dossiers d'affaires ou de procédures portaient le nom de *sacs*. S.

DOT. On désigne par cette expression les biens que la femme apporte au mari pour soutenir les charges du ménage; elle est employée aussi bien lorsque les époux sont mariés sous le régime de la communauté (*voy.*) que lorsqu'ils sont placés sous le régime *dotal*. Cependant elle est plus particulièrement usitée lorsque c'est ce dernier système que les époux ont adopté*.

Sous le régime dotal, la dot est inaliénable, comme elle l'était selon la loi romaine qui considérait la conservation des dots comme intéressant l'ordre public; on connaît l'axiome : *interest reipublicæ salvas dotes mulierum esse*. Les progrès de la science économique ont révélé ce que ce principe a de nuisible et d'erroné; ils ont fait apercevoir que l'intérêt de l'état et celui des époux en général est compromis par l'inaliénabilité

(*) Un Mémoire de M. le comte Siméon *sur le régime dotal et sur le régime en communauté* vient de paraître dans le vol. Ier des Mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques. S.

des biens dotaux. Qui ne sait maintenant que c'est par la circulation des capitaux mobiliers et immobiliers que les fortunes privées, comme la fortune publique, s'accroissent et prospèrent? Néanmoins le législateur, respectant des habitudes anciennes, laisse aux contractants la liberté de se placer sous le régime qui, surtout dans le midi de la France, est encore considéré comme le plus rassurant pour les familles.

Il y a cependant quelques exceptions au principe de l'inaliénabilité de la dot. D'abord l'aliénation peut être permise par le contrat de mariage. Elle peut avoir lieu aussi avec l'autorisation de la justice, pour tirer de prison la femme ou le mari, pour fournir des aliments aux enfants ou aux ascendants des époux, pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date certaine antérieure au mariage, pour faire des réparations indispensables à la conservation d'un immeuble dotal, et enfin lorsque cet immeuble est indivis avec des tiers et qu'il est reconnu impartageable. La loi permet aussi l'échange; mais sous certaines conditions. Elle attache d'ailleurs la plus énergique sanction aux règles qu'on vient de lire : elle déclare nulle toute aliénation des biens dotaux, soit que le mari seul, soit que la femme et le mari l'aient consentie.

Sous le régime dotal, les biens qui ne sont pas expressément constitués en dot ne sont pas considérés comme dotaux : on les nomme *paraphernaux* et ils sont aliénables avec le consentement de la femme. Durant le mariage, l'administration et la jouissance des biens dotaux appartiennent au mari, celles des biens paraphernaux sont réservées à la femme. Enfin, si la dot est mise en péril par la gestion du mari, la femme peut, pour la soustraire au danger, demander la séparation de biens.

Tel est l'ensemble et la substance des règles qui constituent le régime dotal. On voit la source où il a été puisé, les reproches qu'on peut lui adresser et les modifications qu'il a déjà reçues. On comprend aussi celles qu'il serait raisonnable d'admettre, et qui, certainement, seront introduites à mesure que l'ancien préjugé s'affaiblira et que les saines doctrines économiques se répandront. J. B. D.

DOTATION. Autrefois on entendait par ce mot l'action de *doter* et aussi l'ensemble des biens donnés en *dot* (*voy.*); mais il était surtout employé pour désigner les biens, le plus souvent provenant de dons, des hôpitaux, des églises, des communautés religieuses. Ainsi il a été pourvu par les conciles et les ordonnances à la dotation des cures. En droit politique, le mot de *dotation* se confondait quelquefois avec celui de *fief*: c'est dans ce sens que chez les Lombards les portions de terres prises sur un pays conquis et données par le roi en don à ses leudes ou vassaux étaient nommées dotations; et de nos jours Napoléon employa le mot dans le même sens lorsqu'il forma avec des portions du domaine extraordinaire des *dotations* pour récompenser les services civils et surtout militaires de ses principaux fonctionnaires. Il sera traité avec détail des dotations de cette nature à la fin de l'article. S.

En France, sous le régime constitutionnel, le budget des dépenses se divise en cinq grandes parties, dont la seconde est intitulée *dotations*, et comprend quatre allocations : la dotation de la liste civile, celle de la Chambre des pairs, celle de la Chambre des députés, et le supplément à la dotation de la Légion-d'Honneur.

Sous le nom de *dotation de la liste civile* on désigne deux allocations bien distinctes, savoir : 1° la somme d'argent qui concourt avec le domaine de la couronne (*voy.*) à former la dotation de la couronne: cette somme doit, aux termes de la Charte (art. 19), être fixée, pour toute la durée du règne, par la première législature assemblée depuis l'avénement du roi; elle est aujourd'hui de 12 millions de francs par an (loi du 2 mars 1832, art. 17); 2° la somme qui est accordée au prince royal, sur les fonds du trésor public, pour soutenir l'éclat de son rang. La loi du 2 mars 1832, en réglant cette somme à un million par an, a disposé (art. 20) qu'elle serait augmentée, s'il y a lieu, et par une loi spé-

ciale, lorsque l'héritier de la couronne se marierait. Ce cas se présente dans ce moment, et la Chambre des députés vient (avril 1837) d'y ajouter encore un million, payable à partir du mariage. Le roi et le prince royal doivent recevoir, chacun la somme qui lui est assignée, par douzièmes, de mois en mois, et par avance. Elle est versée entre les mains de la personne qu'ils commettent à cet effet (art. 18 et 20). Les deniers de la liste civile sont insaisissables (art. 29). Les fils puînés du roi et les princesses ses filles n'ont point, quant à présent, de dotations. La loi du 2 mars 1832 statue qu'il pourra leur en être ultérieurement accordé, par des lois spéciales, en cas d'insuffisance du domaine privé (art. 21). La Chambre des députés a été saisie en avril 1837 d'un projet de loi destiné à constituer une dotation apanagère au second fils du roi; mais ce projet a été bientôt retiré. Enfin la loi de 1832 a disposé que, en cas de décès du roi, il serait attribué à la reine survivante un revenu annuel et viager déterminé par une loi, à titre de *douaire* (*voy.*).

La *dotation de la Chambre des pairs* consiste dans une somme d'argent allouée, chaque année, dans le budget de l'état, à cette branche du pouvoir législatif, pour subvenir aux dépenses du personnel des fonctionnaires et agents de la Chambre (le président, le grand-référendaire, les gardes des archives, les employés des bureaux, les huissiers, etc.), et aux dépenses du matériel, telle que l'entretien du palais et de ses dépendances, les impressions, les fournitures de bureau, l'éclairage, le chauffage, la correspondance, etc. C'est la Chambre des pairs qui fixe elle-même, chaque année, cette dotation. Par un motif de convenance, les deux chambres se sont réciproquement interdit de contrôler leur vote respectif quant à leur dotation. La Chambre des pairs délibère et vote sur sa dotation en séance secrète. Cette dotation figure au budget de 1837 pour la somme de 720,000 fr. Sous la Restauration elle était de 800,000 fr.

On voit, d'après les indications qui précèdent, que la dotation de la Chambre des pairs ne ressemble en rien aux dotations qui étaient accordées sous l'empire aux membres du sénat (*voy.*) et aux pensions qui, sous la Restauration, étaient affectées à la pairie (*voy.* PENSIONS).

La *dotation de la Chambre des députés* est destinée à remplir, pour cette branche du pouvoir législatif, le même objet que la dotation précédente pour la Chambre des pairs. Le taux en est aussi fixé chaque année. La Chambre des députés a pendant longtemps été dans l'usage de se former en comité secret pour voter sur cette dotation. Mais depuis la session de 1833 la discussion a eu lieu en séance publique. Au budget de 1837 la dotation de la Chambre des députés est portée pour 680,300 fr.

Le *supplément à la dotation de la Légion-d'Honneur* consiste dans une somme qui est accordée sur le budget de l'état à cet établissement, par suite des réductions que les revers de la France en 1815 et 1814 ont occasionnées dans la dotation qu'il avait reçue de l'empire. Mais ce point sera plus utilement traité au mot LÉGION-D'HONNEUR.

On désigne encore sous le nom de *dotations* les dispositions qui ont été faites à certaines époques, en France, par le chef de l'état sur le *domaine extraordinaire*. Voyons ce qu'était ce domaine.

En l'an XI, une loi du 1er floréal concéda, à titre de récompenses nationales, aux vétérans de la guerre de la liberté des terrains domaniaux compris dans la portion des pays conquis qui formait les 26^{e} et 27^{e} divisions militaires. Ces concessions étaient faites à charge de résider sur les terres, de les cultiver ou faire cultiver, d'en payer les contributions, et de concourir, en cas d'appel, à la défense des places frontières situées dans ces divisions militaires. Cinq camps de vétérans devaient être formés dans les mêmes divisions. Les propriétés qui leur étaient affectées ne pouvaient être engagées, cédées, ni aliénées pendant l'espace de 25 ans. Elles n'étaient transmissibles aux enfants des vétérans qu'autant que ceux-ci seraient nés de mariages contractés sur le territoire de la république ou aux armées, avant l'époque de la formation du camp dans lequel ils auraient été compris,

ou de mariages contractés depuis cette époque avec des filles du pays où le camp était établi. La pensée de ces établissements n'était pas seulement de récompenser le courage et d'exciter ainsi une utile émulation pour la gloire et la défense du pays : on voulait encore porter sur l'extrême frontière des contrées nouvellement réunies à la France l'élite des vieux guerriers, pour qu'ils lui servissent, au besoin, de remparts vivants. Enfin le législateur avait pour but d'acclimater peu à peu dans ces contrées les habitudes et la langue nationales, afin d'attacher les habitants par tous les liens de la famille à leur nouvelle patrie (*voir* l'exposé des motifs du projet de loi fait par M. le conseiller d'état Mathieu Dumas au corps législatif dans la séance du 21 germinal an XI). Des cinq camps projetés, deux seulement ont été établis, l'un près d'Alexandrie, dans la 27^{e} division militaire, l'autre près de Juliers, dans la 26^{e} division.

Mais la France poursuit le cours de ses conquêtes. Le traité de Presbourg, en 1806, lui abandonne les états vénitiens, et Napoléon s'empresse d'y former douze grands fiefs, dont il disposa successivement en faveur des généraux et des fonctionnaires civils que recommandaient l'éclat de leurs services ou le dévouement à sa personne. Les dotations furent déclarées être la propriété des donataires et de leur descendance masculine et légitime. En cas d'extinction de cette descendance, les dotations devaient faire retour à l'état. Elles ne pouvaient être aliénées ou échangées qu'avec l'autorisation de l'empereur. Le prix des aliénations devait servir à acquérir des biens sur le territoire de l'empire. Lorsqu'en 1809, par le traité conclu à Vienne le 14 octobre, l'Autriche fit cession à la France de diverses portions très étendues de ses provinces polonaises, allemandes, illyriennes, etc., une partie de ces acquisitions fut employée à former de nouvelles dotations, à la plupart desquelles des titres furent attachés.

Mais la pensée qui animait l'empereur, lorsqu'il distribuait ainsi les fruits de la conquête entre ses lieutenants et les fonctionnaires de l'empire, n'était plus celle qui avait dirigé le législateur de l'an XI dans la fondation des camps de vétérans. La véritable pensée de Napoléon nous a été révélée par un homme qui fut bien placé pour la connaître, M. le duc de Bassano. « Une nécessité grave, a-t-il dit, naissait pour l'empire de notre état intérieur. Les grandes familles appartenant à l'ancien régime se tenaient à l'écart du nouveau gouvernement. Si la plupart n'étaient pas évidemment hostiles, beaucoup d'entre elles usaient de la position considérable qu'elles avaient conservée pour exercer une influence ennemie. Napoléon voulut opposer à ces familles puissantes des familles qui seraient aussi puissantes qu'elles; à des fortunes dont l'emploi inquiétait son gouvernement, des fortunes qui, lui devant leur origine, auraient les mêmes intérêts que lui. Ce qui ne semblait pouvoir se faire qu'à l'aide des siècles, il voulait le faire en un jour, et il le fit : les ressources accumulées de la conquête furent distribuées en dotations. Mais cette distribution n'aurait produit qu'un effet précaire si, attachée au titre qui la décorait, la libéralité du prince avait suivi la loi de l'égalité des partages et n'avait pas subi celle de l'hérédité, comme le trône lui-même. De là la nécessité de constituer ces dotations en majorats *. » En effet, celles mêmes de ces dotations auxquelles n'étaient pas attachés des titres héréditaires étaient assimilées aux majorats, quant aux règles de possession et de transmission.

L'importance des biens acquis par la conquête et des dotations constituées sur ces biens firent créer une nouvelle branche dans le domaine national, sous le titre de *domaine extraordinaire*. D'après le sénatus-consulte du 30 janvier 1810, ce domaine se composait « des domaines et biens mobiliers et immobiliers que l'empereur, exerçant le droit de paix et de guerre, pouvait acquérir par des conquêtes ou traités, soit patents, soit secrets. » L'empereur pouvait disposer du domaine extraordinaire : 1° pour subvenir aux dépenses de ses armées; 2° pour récompenser ses soldats et les grands services civils

(*) Rapport à la Chambre des pairs, séance du 11 mars 1834.

ou militaires rendus à l'état; 3° pour élever des monuments, faire faire des travaux publics, encourager les arts et ajouter à la splendeur de l'empire. Le domaine extraordinaire avait son administration spéciale, à la tête de laquelle était un intendant général; il avait aussi son trésor particulier et une comptabilité qui lui était propre.

Le domaine extraordinaire ne comprenait pas seulement des immeubles : il comprenait aussi des actions de canaux, comme les actions des canaux du Midi, d'Orléans et du Loing en France, des rentes à l'étranger, comme les rentes sur le *Monte Napoleone* de Milan. Les donataires étaient divisés en six classes à raison de l'importance des dotations.

La pensée que nous signalions tout à l'heure comme ayant dirigé Napoléon dans la création des dotations apparaît clairement dans le décret du 8 mars 1810, qui disposa que : « Tous ceux qui avaient reçu de l'empereur des dotations en pays étranger étaient tenus de vendre lesdites dotations le plutôt que faire se pourrait, et au moins la moitié desdits biens dans un délai de 20 ans, et l'autre moitié dans les 20 années suivantes, de sorte que la totalité desdits biens eût été vendue et convertie, soit en rentes, soit en domaines dans l'intérieur de l'empire, dans l'intervalle de 40 années. »

Par une exception au principe de la législation des dotations, qui veut qu'en cas d'extinction de la ligne masculine elles fassent retour à l'état, un décret du 3 janvier 1812 statua que les dotations de la 6e classe, accordées pour cause d'amputation, de blessures graves ou en récompense de services militaires, seraient transmissibles, à défaut d'enfants mâles, aux filles des donataires, par ordre de primogéniture, sous la condition par elles d'épouser, lorsqu'elles seraient en âge de le faire, des militaires en retraite par suite d'honorables blessures ou d'infirmités contractées à la guerre. Les veuves des donataires pouvaient obtenir des pensions sur les dotations, qu'elles eussent fait ou non retour à l'état. Il devait être statué à cet égard par l'empereur.

En 1814, au moment de la première Restauration, les dotations affectées tant sur les biens à l'étranger que sur des immeubles en France, actions de canaux et inscriptions de rentes, étaient au nombre de 5,716, réparties entre 4,970 donataires. Le revenu annuel de ces dotations montait à 32,463,817 fr. Il restait encore une partie du domaine extraordinaire disponible; mais elle n'était pas à beaucoup près aussi importante que celle dont il avait été disposé.

Le gouvernement français ayant, par un article du traité de Paris, du 30 mars 1814, renoncé à toutes les réclamations qu'il pourrait faire contre les puissances étrangères, pour des dotations, des donations, des pensions et autres charges de cette nature, le domaine extraordinaire perdit ainsi près de 29 millions de revenus. Plus de 3000 donataires se trouvèrent dépouillés; 1,889 seulement conservèrent en France un revenu de 3,739,627 fr.

Quant à la partie restée disponible du domaine extraordinaire et qu'on évalue à 4 millions de revenus, elle fut considérablement diminuée par les restitutions qui furent faites aux émigrés en vertu de la loi du 5 décembre 1814. Le roi se réserva l'administration et la disposition du surplus. Quelques secours furent distribués aux vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie, aux donataires dépouillés des trois dernières classes, aux militaires des armées royales de l'Ouest et du Midi, amputés ou mis hors de service, qu'on assimilait aux donataires. Mais il paraît que des faveurs de cour avaient dissipé la meilleure partie des débris de ce patrimoine naguère si opulent. Pour prévenir de nouveaux abus, les chambres, par la loi du 15 mai 1818, réunirent le domaine extraordinaire au domaine de l'état; et, en attendant que des mesures définitives pussent être prises pour soulager les donataires dépouillés, des mesures provisoires furent adoptées, tant à leur égard qu'à celui des vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie et des militaires des armées royales de l'Ouest et du Midi. Le sort des vétérans a été réglé définitivement par la loi du 14 juillet 1819, qui leur accorda, en indemnité des terrains dont ils avaient été dépossédés, une pension égale à leur solde de retraite, et reversible sur la tête de leur veuve. Une autre loi du 26 juillet 1821

alloua aux donataires dépouillés en totalité ou en partie de modiques pensions (de 1,000 à 250 fr.), reversibles à leurs veuves et à leurs enfants. La même loi concéda aux militaires des armées royales de l'Ouest et du Midi des pensions de 300 fr. à 100 fr. Le lecteur curieux des détails peut recourir au texte de la loi. Toutes ces pensions figurent au budget sous le titre de *pensions des donataires*. Au 1er novembre 1836, elles étaient au nombre de 2,884, et montaient à 1,425,768 fr.

La loi du 2 mars 1832, constitutive de la liste civile du roi régnant, a déclaré (art. 25) qu'il ne sera plus formé de domaine extraordinaire; qu'en conséquence tous les biens meubles et immeubles acquis par droit de guerre et par des traités patents ou secrets appartiendront à l'état, sauf toutefois les objets qu'une loi donnerait à la couronne. Conformément à cette disposition, le trésor du dey d'Alger, pris par l'armée française lors de la conquête de la régence, a eté versé au trésor public et employé aux dépenses de l'état.* J. B-R.

DOTHINENTÉRITE, *voy.* FIÈVRE TYPHOÏDE et TYPHUS.

DOUAI, *Duacum*, ville de France très ancienne et aujourd'hui chef-lieu d'un des arrondissements ou sous-préfectures du département du Nord. La ville est une des places fortes de la frontière du royaume; elle est située sur les rivières de la Scarpe et de la Sensée, bien bâtie et entourée de remparts avec des promenades. Au lieu de l'ancien parlement de Flandres elle possède maintenant une cour royale, et l'ancienne université, fondée le 6 janvier 1561, est remplacée par un collége royal de deuxième classe. La bibliothèque de la ville conserve encore quelques manuscrits et livres curieux. Sous le rapport militaire Douai a de l'importance et renferme une école royale d'artillerie, un arsenal de construction et une fonderie de canons. Les arts et l'industrie y reçoivent des encouragements. Tous les deux ans il y a une exposition publique des produits de l'industrie. La ville a un musée pour les tableaux et les antiquités, des sociétés d'agriculture, d'art et d'industrie, un jardin botanique, une école de dessin, une de musique, une salle de spectacle, etc. Il paraît à Douai plusieurs journaux. Dans l'arrondissement on file et on tisse beaucoup de lin et de coton. La population de la ville est de 19,000 âmes. En 1667 elle fut enlevée aux Espagnols par Louis XIV, qui la fortifia de nouveaux ouvrages construits d'après les plans de Vauban; et comme les ennemis s'en emparèrent de nouveau en 1710, elle fut assiégée et reprise deux ans après par les Français sous les ordres du maréchal de Villars. Douai a, comme les autres villes de la Flandre française, sa fête annuelle, pendant laquelle on promène dans la ville d'énormes mannequins en osier : ils représentent Gayant et sa femme. Ce Gayant rappelle, dit-on, un chevalier qui, autrefois, on ignore à quelle époque, délivra la ville d'un siége.

Le *canal de Douai* met la ville en communication avec Béthune et Saint-Omer. D-G.

DOUAIRE. Le douaire était une espèce de pension alimentaire pour la femme qui survivait à son mari, et, dans la plupart des anciennes coutumes de France, c'était aussi une sorte de *légitime* pour les enfants qui survivaient à leurs père et mère et n'étaient pas héritiers de leur père.

Nous n'entrerons pas dans la distinction établie par les anciens jurisconsultes entre le *præmium defloratæ virginitatis* et le *præmium delibatæ pudicitiæ*. Il nous suffira de dire que, dans le plus grand nombre des coutumes, le douaire était acquis à la femme du moment de la bénédiction nuptiale, quand même le mariage n'aurait pas été consommé. Ce droit était qualifié de *dot* dans quelques-unes de ces coutumes; et, dans la basse latinité, il est appelé *dotarium*, *doarium*, *dotalitium*, *vitalitium*. Il sera, d'après ces indications, très facile de remonter à l'étymologie du mot français.

Le douaire n'etait usité que dans les pays coutumiers; on ne le connaissait pas dans les pays de droit écrit, à moins qu'il

(*) On peut consulter, pour de plus amples renseignements, le premier volume de l'ouvrage que publient M. le conseiller d'état Macarel et M. J. Boulatignier, sous ce titre : *De la fortune publique en France et de son administration*.

ne fût établi dans le contrat de mariage par une stipulation expresse. Les Romains ignoraient complétement cet usage, du moins jusqu'au temps du Bas-Empire : aussi ni le Code Théodosien, ni les différents recueils législatifs de Justinien n'en font-ils mention. On a prétendu dériver l'usage du douaire de celui des peuples germaniques connu sous le nom de *Morgengabe*, don du matin (qui suivait la noce); mais cette opinion n'est pas appuyée sur des preuves concluantes. D'autres ont cru que l'usage du douaire venait des Gaulois : ils se fondaient, soit sur les indications fournies par César, soit sur ce passage de Tacite : *Dotem non uxor marito, sed uxori maritus offert;* ce qui, en réalité, s'applique, non aux Gaulois, mais aux Germains. La loi Gombette, la loi Salique, une charte de Lothaire I^er^, et surtout les formules de Marculfe, nous prouvent qu'avant le VII^e^ siècle le douaire ou un usage analogue était en vigueur.

On ne saurait contester que, jusqu'à la fin du XII^e^ siècle, il était d'usage de donner un douaire à la femme; mais la quotité n'en était pas réglée. Philippe-Auguste, par une ordonnance ou un édit de 1214, le fixa à la jouissance de la moitié des biens que le mari avait au jour du mariage. Henri II, roi d'Angleterre, maître d'une partie de la France, régla le douaire à la jouissance du tiers des biens, et cette disposition fut confirmée par les Établissements de saint Louis. Lorsqu'au XV^e^ siècle on commença à rédiger les coutumes par écrit, on y adopta l'usage du douaire qui était déjà établi par l'ordonnance de Philippe-Auguste; mais cette ordonnance ne fut pas suivie ponctuellement partout pour la quotité du douaire, que les coutumes réglèrent différemment.

Dans certains cas la femme était privée de son douaire, par exemple, lorsqu'elle supposait un enfant à son mari; lorsqu'elle se remariait dans l'année du deuil, avant du moins qu'il y eût neuf mois révolus; lorsqu'enfin elle était condamnée à quelque peine qui emportait mort civile et confiscation. La profession religieuse de la femme entraînait aussi l'extinction du douaire, à moins qu'elle ne l'eût réservé par forme de pension alimentaire.

On distinguait le *douaire préfix* du *douaire coutumier*. Le premier était fixé, par le contrat de mariage, à une certaine somme de rente ou à la jouissance déterminée de quelque héritage. Le second, appelé aussi *douaire légal*, était fondé uniquement sur la disposition de la coutume. On donnait le nom de *demi-douaire* ou *mi-douaire* à une pension alimentaire accordée en certains cas à la femme, pour lui tenir lieu de douaire, lorsque le mari était encore vivant. Par la coutume de Lorraine, le mari, en quelques lieux, prenait douaire sur les biens de la femme.

Quant au douaire des enfants, dont il est question dans quelques *coutumes*, il n'était autre chose que la nue-propriété des biens dont l'usufruit formait le douaire de la femme.

La loi relative à la liste civile du roi Louis-Philippe prévoit le cas où un douaire pourra être voté par les Chambres, au profit de la reine, après la mort de son époux. Ces mêmes Chambres viennent de fixer (avril 1837) le douaire éventuel de la future duchesse d'Orléans. A. S-R.

DOUANES. Ce mot, considéré soit comme impôt, soit comme protection accordée à l'industrie, était inconnu des anciens; l'origine des douanes remonte au moyen-âge, à l'époque de la grande puissance commerciale de Venise. Le mot italien *dogana*, dont on a fait notre mot *douane*, était, selon toute vraisemblance, un droit *du doge* établi pour créer des ressources au trésor public. Plus tard, à mesure que chaque nation cherchait à prendre une part active dans l'immense commerce dont les républiques de l'Italie avaient alors le monopole, on l'appliqua à protéger, dans chaque pays, le commerce et l'industrie contre la concurrence étrangère. Dès lors, les lois de douanes n'ont plus dû avoir un but unique, la fiscalité, mais elles ont été faites aussi en vue de favoriser l'industrie intérieure qui, quoi qu'on en ait pu dire, est et sera toujours la source la plus abondante de la richesse nationale.

Le régime des douanes se ressentit, d'abord, de l'état politique de l'Europe,

alors que toutes les règles de l'équité et de la justice étaient méconnues, et qu'il n'y avait d'autre droit que la force. Les hauts barons et les seigneurs imposèrent des taxes aux marchands qui achetaient, par ce moyen, une protection devenue indispensable contre les pillages auxquels se livraient les bandes armées qui ne cessaient de parcourir les routes et les marchés. Puis, chaque suzerain, dans un intérêt purement personnel et fiscal, protégeait par un tarif spécial au pays qu'il dominait, ses vassaux contre la concurrence étrangère. Ensuite, lorsque les rois parvinrent à se débarrasser de la féodalité et à reconquérir une puissance unitaire, on vit s'élargir les bornes de la protection.

Ainsi que cela existe encore en Allemagne, en Italie, dans la monarchie autrichienne, et même, mais sur une bien moindre échelle, dans les pays composant la monarchie russe, il y avait autrefois en France quantité de bureaux de douanes, non-seulement aux frontières, mais encore à l'entrée de chaque province; ce qui entravait singulièrement les transactions commerciales. Les trois douanes de Lyon, de Valence et de Paris, étaient les principales; il y avait un tarif spécial aux deux premières, tandis que la douane de Paris, qui faisait règle pour toutes les autres du royaume, était régie par les tarifs de 1664 et 1667, dus au génie conservateur qui dominait chez Colbert, auquel la France est redevable de ses premiers succès dans l'industrie. Ce grand homme savait fort bien que le régime protecteur sagement appliqué est le seul qui puisse être fécond en bons résultats. C'est seulement de cette époque que date, pour la France, l'établissement d'un système de douanes régulier.

Les successeurs de Colbert suivirent religieusement sa pensée, et, pendant plus d'un siècle, il n'y eut d'autres modifications aux principes qu'il avait établis que celles qu'amènent nécessairement et la marche du temps et les progrès de ces mêmes industries que l'on voulait défendre contre la concurrence étrangère.

La révolution de 1789 ayant détruit l'ancien édifice social, l'Assemblée constituante, au milieu de la réforme générale, reconnut l'inconvénient des tarifs partiels, et, voulant ramener tout à une unité commune, brisa les barrières élevées à l'entrée de chaque province, et décida, le 1er février 1791, qu'il serait fait, sous la surveillance de ses comités d'agriculture, de commerce et des contributions publiques, un tarif uniforme pour toute la France.

En effet, le 15 mars de la même année, les comités désignés soumirent leur travail à l'assemblée qui décréta le tarif de 1791; ensuite elle compléta, par une série de lois et de décrets, dont nous citerons les principaux, le nouveau système de douanes qu'elle voulait mettre en vigueur.

Elle rendit, le 1er juillet 1791, une loi relative au commerce français au-delà du cap de Bonne-Espérance, et régla les relations commerciales de la métropole avec ses colonies; elle déclara libre, par la loi du 29 du même mois, le commerce des Échelles du Levant qui précédemment était soumis, au profit de Marseille, à diverses restrictions; elle établit, par la loi du 13 août de la même année, la police de la navigation et des ports de commerce; enfin, pour assurer l'exécution de ces diverses mesures, l'Assemblée constituante rendit en outre la loi du 22 août de la même année qui compléta ce système d'amélioration. On proclama le principe de la libre circulation des marchandises dans l'intérieur du royaume, non-seulement de celles provenant du crû ou des fabriques de France, mais aussi de toutes celles venant de l'étranger qui, une fois qu'elles ont acquitté les droits de douanes, sont réputées françaises. De plus, cette loi régla les formalités à remplir pour les déclarations et la visite des marchandises, soit à l'entrée, soit à la sortie; elle détermina les cas où elles étaient assujetties, pour leur transport, aux acquits-à-caution; ensuite elle désigna les lieux par lesquels elles devaient entrer ou sortir. Par exemple, aux termes de cette loi, les drogueries et les épiceries pouvaient entrer dans le royaume par tous les ports de mer, tandis que leur

importation par terre était restreinte à un très petit nombre de bureaux. Cette loi prévit aussi les cas de relâche forcée, et s'occupa des marchandises sauvées des naufrages, des vivres et des avitaillements des navires.

La confiscation et une amende de 500 livres étaient établies non-seulement sur les marchandises qu'on aurait tenté d'introduire en fraude dans le royaume ou d'en faire sortir, mais aussi sur les navires au-dessous de 50 tonneaux, et les voitures, chevaux et équipages qui auraient servi à les transporter.

Enfin la même loi du 22 août 1791 détermina la compétence des tribunaux en matière de douane, et régla les formes à suivre dans la procédure.

Les douanes, qui précédemment faisaient partie des cinq grosses fermes, furent organisées sous le titre de *régie des douanes nationales* et immédiatement placées sous les ordres du pouvoir exécutif (décret du 23 avril 1791). On mit à la tête de cette vaste administration huit *régisseurs;* 714 bureaux, dont 94 principaux et 620 particuliers, furent établis sur les côtes et frontières du royaume. On forma 1,775 brigades de préposés des douanes qui furent distribués le long des frontières et côtes du royaume pour assurer la perception des droits de douanes et s'opposer aux importations frauduleuses. Les bureaux et les brigades furent mis sous la surveillance d'inspecteurs sédentaires, particuliers et principaux. Vingt directions furent créées et réparties le long des côtes et frontières du royaume. A la tête de chacune de ces vingt directions on mit un directeur chargé d'entretenir la correspondance et les rapports avec la régie centrale.

Chacun des 714 bureaux était composé, suivant son importance, d'employés de tout grade, depuis l'inspecteur des douanes jusqu'au garde-magasin.

Telles sont à peu près les principales dispositions adoptées par l'Assemblée constituante pour établir en France un système de douanes régulier; depuis, l'organisation des douanes n'a pas subi de modifications en ce qui concerne le personnel de ce qu'on appelle le service *actif*, c'est-à-dire celui qui se fait le long des côtes et frontières du royaume; l'administration centrale seule a été modifiée : ainsi les huit régisseurs ont été remplacés par un directeur général et par quatre administrateurs, et le nom d'*administration générale des douanes* a été substitué à celui de régie des douanes nationales. Ces dénominations ont duré pendant l'Empire et la Restauration. Lors de la révolution de juillet, le directeur général et les quatre administrateurs furent remplacés par un directeur, président du conseil d'administration, et par quatre sous-directeurs composant le conseil de l'administration, qui continue toujours à s'appeler administration générale des douanes.

Le tarif de 1791 fit règle jusqu'en 1816, sauf les exceptions appliquées à certaines marchandises que les besoins de la politique du moment faisaient admettre ou repousser avec plus ou moins de sévérité, et même prohiber quand on en reconnaissait l'urgence. D'ailleurs les faits si divers qui se sont passés pendant cette longue période de temps prouvent assez que le tarif des douanes ne pouvait avoir sur le commerce en général qu'une action restreinte.

Un grand nombre de décrets concernant divers articles du tarif furent rendus par la Convention, mais ils n'eurent qu'une durée éphémère et se ressentaient de l'état de confusion dans lequel la France était tombée. Pendant les guerres de la république, l'Angleterre tenait nos ports dans un état de blocus constant : aussi les importations par mer étaient-elles très faibles; notre marine marchande était devenue pour ainsi dire nulle. Quand Napoléon se mit à la tête du gouvernement, il rétablit l'ordre partout : le commerce prit alors quelque développement, mais seulement du côté des frontières de terre, car nos ports restaient toujours dans le même état. La contrebande, qui se chargeait de fournir la France de denrées coloniales, fut frappée de terreur : haute police, tribunaux de douanes, peine de mort, rien n'y manquait. Enfin le décret de Trianon retira aux bâtiments hollandais et américains la faculté, qui leur avait été accordée par un décret du 1er novembre 1810, d'apporter en France,

d'après un tarif spécial et très modéré, les produits des tropiques et particulièrement les sucres.

Lors de la Restauration, une loi, celle du 17 décembre 1814, avait commencé la réforme du tarif, mais les événements de 1815 firent ajourner cette réforme jusqu'en 1816. A cette époque où la France sentait enfin le besoin de se reposer de toutes les secousses qui l'avaient si profondément agitée pendant 30 ans, vint la loi du 28 avril 1816, qui changea en entier le tarif de 1791. Notre commerce maritime anéanti avait besoin d'encouragements spéciaux : la loi précitée se chargea d'y pourvoir. En effet son article 7 dit : « Les marchandi-« ses importées autrement que par na-« vires français, à l'égard desquelles il « n'est fait aucune distinction d'origine « par les trois premiers articles de la pré-« sente, seront assujetties à un droit sup-« plémentaire, dit *surtaxe de naviga-« tion.* » Ensuite les transports directs entre la France et les colonies, qui lui furent rendues à la paix, étaient *exclusivement* réservés aux navires français.

Il n'est pas hors de propos de remarquer ici que si ces mesures ont donné à notre marine marchande un nouvel élan, elles ont cependant été impuissantes à la mettre, vis-à-vis des autres pays de grande navigation, tels que l'Amérique, l'Angleterre, etc., dans une condition qui lui permette de lutter avec avantage. Cette infériorité relative tient d'ailleurs à des causes qu'il serait trop long d'énumérer ici et qui trouveront tout naturellement leur place à l'article NAVIGATION.

Le titre II de la loi de 1816 désigne les bureaux par lesquels les marchandises taxées à plus de 20 fr. par 100 kilogr. peuvent entrer. Elle règle la police des importations par terre et du rayon frontière (titre IV).

En effet, le but de la loi était d'appeler l'attention des préposés du premier bureau sur les abus qu'on pourrait commettre en déguisant la véritable espèce de marchandises, le nombre exact et le volume des colis. Les marchandises, une fois plombées *par capacité* (car il n'y a d'astreint au plombage que les voitures bâchées ou les bateaux exactement fermés), seront envoyées du premier au deuxième bureau accompagnées par deux préposés qui porteront en même temps l'acquit-à-caution et les lettres de voiture.

Le rayon frontière est fixé à deux myriamètres; toutefois ce rayon, quand la localité l'exigera, pourra être étendu.

Pour la répression de la contrebande, la loi détermine, dans une série d'articles, les cas où les contrevenants seront passibles, soit d'une amende, soit de la prison, soit enfin de la juridiction des cours prévôtales établie en vertu de la loi de 1815.

Pour compléter son système de répression de la contrebande, la loi de 1816 prescrit la recherche dans l'intérieur des marchandises prohibées.

Depuis 1816 il n'est intervenu dans la législation des douanes d'autres lois importantes que celles du 27 juillet 1822 et du 17 mai 1826; quant à cette dernière nous en parlerons plus bas. La loi de 1822 n'a pas modifié le tarif dans son entier, mais elle a cependant changé les droits des articles principaux, par exemple des sucres, des bestiaux, des chevaux, des laines, des fers et de la fonte, du linge de table, etc., etc. : aussi tous ces changements ont-ils nécessité une nouvelle publication officielle du tarif français; depuis cette époque, ce tarif a été seul officiel.

L'énumération des diverses dispositions contenues dans les lois que nous avons citées suffit pour faire voir toute la solidité de la base sur laquelle repose le système des douanes en France, et combien sont grandes les garanties qu'il offre contre la fraude aux industries qui ont besoin de protection, et au trésor public pour la rentrée des revenus que les lois de douanes ont pour but de lui assurer.

Nous arrivons maintenant à la discussion des principes qui dominent toute cette matière et qui dirigent les législateurs dans l'adoption d'un système de douanes plus ou moins prohibitif, plus ou moins libéral.

Il y a dans les douanes deux principes bien distincts : le premier, tout fiscal, est établi en vue de créer des res-

sources à l'état : pour cela on impose les marchandises de consommation; l'autre n'a pour but que d'accorder aux industries nationales une protection sagement combinée avec les intérêts des consommateurs.

Conformément au premier principe, le sucre, le café, les épices et toutes les autres denrées coloniales acquittent, avant d'être livrés à la consommation, une taxe souvent égale et quelquefois même supérieure à la valeur réelle du produit imposé.

On doit dans l'application de ce principe apporter la plus grande réserve. L'exagération d'une taxe de consommation, loin de procurer au trésor les ressources qu'on veut lui ménager, paralyse presque totalement la consommation et tarit ainsi une source qu'on a épuisée en voulant la faire trop produire. Les exemples ne manquent pas pour prouver la vérité de ce fait, mais il suffira de citer ce qui s'est passé chez nous lorsque Napoléon, se servant des douanes comme d'un instrument politique, les appliqua à son système continental (*voy.*), et frappa les sucres du droit énorme de 300 fr. par 100 kil. Dès lors la consommation, qui suivait une marche progressive, fut tout à coup arrêtée et réduite dans une mesure plus grande encore que le renchérissement par l'énormité du droit nécessité pour cette denrée. On sait qu'en général la consommation se règle sur le prix de la marchandise : quand ce prix se trouve, par des circonstances accidentelles, porté à un taux hors de toute proportion avec la valeur réelle de la marchandise qu'il représente, la consommation devient presque nulle, par la raison que la classe la plus nombreuse, celle qui vit de son travail, ne peut plus y atteindre.

L'Angleterre a bien compris que, plus une taxe est faible, plus elle laisse de chances à l'accroissement de la consommation, et l'événement a souvent réalisé ses prévisions. C'est ainsi que la consommation des cafés s'est accrue chez elle d'une manière considérable et qui a surpassé toutes les espérances, par suite des réductions successives opérées dans le tarif d'importation de cette marchandise.

Lorsque les lois de douanes ont pour but de protéger l'industrie, elles doivent aussi être sagement combinées avec l'intérêt du consommateur. Malheureusement la fiscalité s'associe trop souvent à l'idée de protection, et les nécessités du trésor ou de la politique ont souvent forcé les gouvernements de se servir des douanes plutôt comme moyen de revenu, ou quelquefois de représailles et d'hostilité, que comme moyen protecteur; mais alors les lois de douane sont, par rapport à l'industrie, en sens inverse du but qu'elles doivent toujours se proposer, c'est-à-dire qu'elles entravent au lieu de protéger le travail, qui, on le sait, est une condition essentielle de la richesse et de la liberté des peuples : aussi doit-on chercher à en garantir la durée par une législation mise, autant que possible, en harmonie avec les besoins qui se font sentir.

Nous avons déjà dit que Napoléon fit servir les douanes à sa politique contre l'Angleterre, sa puissante et orgueilleuse rivale. Il savait très bien que la vie et la force de cet état résident dans son immense commerce : c'est pourquoi il voulut l'exclure de la France, la bannir de l'Europe, afin de l'étouffer dans d'étroites limites; mais pour cela il dut rendre plus vaste et plus complet encore le régime des prohibitions. La Restauration qui sentait le besoin de conquérir de la popularité, comprit qu'il fallait chercher à développer le mouvement commercial qui se manifestait de toutes parts : aussi, comme nous l'avons dit plus haut, elle prépara et fit rendre plusieurs lois utiles à l'industrie et au commerce. Mais plus tard, cherchant à rétablir un passé dont on ne voulait plus, elle fut obligée de s'appuyer exclusivement sur la grande propriété, et se trouva ainsi amenée à recourir aux priviléges et aux monopoles. C'est elle qui fit rendre la loi du 17 mai 1826, laquelle n'avait en vue que l'intérêt des grands propriétaires. Elle frappa les laines d'un droit d'entrée de 33 p. $^{0}/_{0}$, établit relativement aux bestiaux un régime pour ainsi dire prohibitif, et provoqua de la part de l'Allemagne, non-seulement des représailles hostiles à notre industrie qui échangeait ses produits contre les laines de Saxe et contre les bes-

tiaux du grand-duché de Bade, mais encore une concurrence qui devient chaque jour plus dangereuse. En repoussant de nos marchés les laines de la Saxe, nous avons réduit les Saxons à leur trouver un emploi chez eux. Ils étaient nos approvisionneurs : nous les avons forcés à devenir fabricants par nécessité. Aujourd'hui ils sont nos rivaux et souvent des rivaux redoutables sur les marchés étrangers.

Depuis les événements de 1830 on semble mieux comprendre l'attitude que doit prendre la France au milieu du mouvement commercial qui anime l'Europe; et sans abandonner brusquement le régime des prohibitions, on paraît vouloir arriver par une pente douce à un régime plus libéral. Plusieurs facilités importantes ont été accordées au commerce : la loi sur le transit, qui, en ouvrant la France au passage des marchandises étrangères de toute espèce, a donné un nouvel essor à l'industrie déjà si active du roulage; la loi sur les entrepôts intérieurs, que le commerce réclamait vainement depuis plusieurs années; la loi sur les grains, qui, quoique moins libérale que celle qu'avait présentée le gouvernement, n'en est pas moins un bienfait pour la classe ouvrière à laquelle elle assure sa première subsistance à un prix qui sera toujours à sa portée; enfin les lois des 3 et 5 juillet 1836, qui ont modifié le tarif des douanes dans ses parties les plus essentielles : abaissement des droits d'entrée sur les fers, les houilles, les laines, les bois de teinture, et en général sur toutes les matières les plus nécessaires à l'industrie.

Ce mouvement vers le progrès ne s'arrêtera pas là, n'en doutons pas; mais, pour qu'il soit fécond en bons résultats, il doit être, nous le répétons, lent et modéré. Car une amélioration, quelque bonne qu'elle puisse être, froisse toujours certains intérêts que l'abus qu'elle détruit avait fait naître, et, si elle est brusquement produite, elle cause une perturbation qui nuit au commerce, dont la devise est et sera toujours : *Paix et sécurité*. *Voy.* ENQUÊTE COMMERCIALE.

Depuis qu'on s'occupe sérieusement d'économie politique et de l'intérêt matériel des classes ouvrières, deux écoles se sont produites et sont en présence; chacune d'elles se dispute l'honneur de faire parvenir, à l'aide de ses principes, la France au plus haut degré de puissance commerciale. Nous ferons connaître successivement les arguments de chacune de ces deux écoles en faveur du système dont elle poursuit la réalisation. Les douanes y sont essentiellement intéressées.

L'école d'Adam Smith, c'est-à-dire les partisans du *laissez faire, laissez passer*, posent en principe absolu que chaque peuple doit, abandonnant les industries qu'il ne sait pas faire au meilleur marché possible, s'occuper exclusivement de celles dans lesquelles il excelle, et à l'appui de cette opinion Adam Smith lui-même nous fournit la comparaison suivante : « La maxime de tout « chef de famille prudent est de ne pas « essayer de faire chez soi la chose qui « lui coûtera moins à acheter qu'à faire. « Le tailleur ne cherche pas à faire ses « souliers, mais il les achète du cordon- « nier; de même le cordonnier ne fait « pas ses habits, mais il a recours au « tailleur. Le fermier ne cherche pas à « faire ni les uns ni les autres; il s'adresse « à ces deux artisans et les fait travail- « ler.... Ce qui est prudence dans la con- « duite de chaque famille ne peut guè- « re être folie dans celle d'un grand em- « pire. Si un pays étranger peut nous « fournir une marchandise à meilleur « marché que nous ne sommes en état « de la faire nous-mêmes, ne vaut-il pas « bien mieux que nous la lui achetions « que d'essayer de la produire*?

Pour adopter en tous points cette comparaison, il faudrait d'abord considérer chaque nation en particulier comme une grande famille qui aurait les mêmes goûts et les mêmes besoins. Mais en supposant qu'on pût trouver un pays dont les intérêts fussent assez homogènes pour présenter ce phénomène, jamais, en aucun cas, la comparaison que nous venons de citer ne pourrait s'appliquer à la France, pays tout à la fois agriculteur, industriel et commercial, c'est-à-dire

(*) *Richesse des nations*, liv. IV, chap. 2.

dont les intérêts et les besoins sont presque toujours en opposition. En effet, ce qui convient aux habitants du nord est loin de satisfaire ceux du midi. Et quant aux nations étrangères, il faut dire que lorsqu'on s'occupe de la richesse d'une nation, dût-on être taxé d'égoïsme, on ne doit pas s'inquiéter si on contribue d'une manière égale à la richesse de toutes les nations de la terre; car, en définitive, l'égoïsme national est étroitement lié avec le patriotisme. Mais Adam Smith, pour appuyer son système, fait une autre comparaison, et celle-ci est pleine de vérité; nous ne pouvons la passer sous silence. « Au moyen de serres chaudes, « de couches, de châssis de verres, dit-il, « on peut faire croître en Écosse de fort « bon raisin dont il serait facile aussi de « faire de bon vin, avec 30 fois autant « de dépense peut-être qu'il en coûterait « pour s'en procurer de tout aussi bon à « l'étranger. Or, qui trouverait raisonnable un réglement par lequel on pro- « hiberait l'importation de tous les vins « étrangers, uniquement pour encoura- « ger à faire du Bordeaux et du Bourgogne en Écosse* ? »

Tout en admettant la justesse de ce raisonnement, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer combien sont exagérés les termes de la comparaison. Qui voudrait, en effet, se charger de soutenir qu'une nation doit chercher à lutter avec une autre pour des produits naturels, c'est-à-dire pour des produits tenant soit au climat, soit au terroir? Laissez la Normandie faire du cidre et la Bourgogne produire du vin! Il ne peut jamais être question que des produits dus à l'emploi des forces physiques et intellectuelles de l'homme, et non pas de ceux qui sont dus uniquement à la nature du terroir et à la chaleur du climat. Encore un coup, il ne s'agit pas de transporter la Bourgogne en Écosse, mais de transporter les métiers à filer et à tisser d'Écosse, si ce n'est en Bourgogne, du moins en Flandres et en Normandie, et d'encourager les ouvriers de ces provinces à en tirer parti par une suréléva- tion de prix de main-d'œuvre, qui revient bien, si l'on veut, à une taxe sur les produits de cette main-d'œuvre; mais, en définitive, cette taxe devient avantageuse à la nation qu'on cherche à enrichir et à laquelle on veut donner du travail.

Afin qu'il ne puisse rester aucun doute sur une question aussi importante, nous allons citer un passage du *Cours d'économie politique* de J.-B. Say : « Suppo- « sez, dit-il, qu'on eût empêché les ma- « chines à filer le coton de s'introduire « en France : que serait-il arrivé? on « n'aurait pu fabriquer dans nos fabri- « ques que des cotonnades grossières, « sans finesse, sans égalité et fort chères; « les étrangers en auraient fait à bon mar- « ché de supérieures aux nôtres qu'on « aurait prohibées : de là une disproportion énorme entre les prix du dehors « et ceux du dedans; et comme une dis- « proportion de 25 à 30 p. $^{o}/_{o}$ est un en- « couragement auquel ne résiste pas la « contrebande, l'industrie étrangère au- « rait fini par nous fournir tout ce qui « se serait consommé de cotonnades en « France. Aucune fabrique française ne « pouvant se soutenir, elles n'auraient « plus acheté de coton filé à la main; « la population ouvrière serait devenue « de plus en plus malheureuse, et fina- « lement il aurait fallu renoncer à ce « genre de production et à l'espoir qu'il « pût fournir de l'ouvrage à un seul ou- « vrier; on aurait changé un mal passa- « ger contre un mal durable*.»

Si, comme Say vient de le dire, les fabriques françaises n'auraient pu, dans les circonstances où elles se trouvaient, soutenir la concurrence avec les produits des fabriques étrangères sans qu'une classe nombreuse de la société ne fût privée d'ouvrage et dès lors menacée de la misère et de tous les maux qu'elle entraîne avec elle, ne doit-on pas craindre un effet semblable si l'on ne s'empresse de prévenir, dès l'origine, le débordement des produits étrangers qui certainement s'opposeraient à la fabrication de ces mêmes produits à l'intérieur; ou, en d'autres termes, ne doit-on pas mettre à l'abri de la concurrence étrangère, par un droit protecteur, la fabrication

(*) *Richesse des nations*, liv. IV, chap. 2

(*) J.-B. Say, *Cours complet d'économie politique*, t. I, p. 394.

nouvelle qui cherche à prendre racine dans le pays?

Toutefois, il est fâcheux que le résultat de la protection fasse qu'une nation paye, par exemple, 20 p. °/o plus cher certains articles qu'elle pourrait avoir à plus bas prix chez l'étranger. Cette différence de 20 p. °/o est une véritable taxe ou impôt, et en a, par conséquent, tous les inconvénients ; elle diminue d'autant le revenu réel des acheteurs de ces articles, et en atténue ainsi la consommation. Il est donc essentiel d'amoindrir ces inconvénients autant que possible, en examinant quelles peuvent être les causes du renchérissement de ces produits industriels, et en recherchant si ce surplus de prix tient à la difficulté des transports, au taux trop élevé des capitaux, etc. On doit tout tenter pour remédier à ce mal, et faire disparaître l'inégalité de prix qui peut exister entre le produit industriel national et le produit industriel étranger.

Il est un fait qu'on ne peut révoquer en doute, disent ensuite les partisans de la liberté du commerce : c'est que là où la classe ouvrière est occupée d'une manière permanente et fructueuse, elle s'accroît rapidement. Nombre de villes et de villages, tant en France qu'en Angleterre, en fournissent la preuve, aussi bien que l'Espagne dans le sens opposé. En thèse générale et sauf quelques rares exceptions, ce n'est pas l'ouvrier qui manque au travail, mais le travail à l'ouvrier. Si nous avions besoin d'un exemple encore plus frappant, nous le trouverions dans les États-Unis. Là la population s'accroît rapidement, parce que l'industrie agricole fournit abondamment, et presque sans mesure, du travail à la classe des industriels agricoles et même aux industriels manufacturiers. Or, à la population tient la richesse nationale.

Le système protecteur est faux et dangereux lorsqu'il donne à cértaines industries une prime aux dépens d'autres industries; lorsqu'il fait peser sur la masse des travailleurs des impôts considérables, suite du renchérissement de certains produits mal à propos protégés, parce qu'ils n'ont aucun avenir dans le pays. Un de ses déplorables résultats, disent encore les adversaires du système, c'est d'entretenir de jalouses prétentions entre les industriels : chacun veut que l'industrie qui lui est particulière soit la plus efficacement protégée. Les diverses enquêtes qui ont été faites en sont la preuve. N'y voit-on pas que chacun, d'une manière plus ou moins directe, demande la prohibition pour les produits qu'il fabrique et la liberté pour les produits qu'il emploie, et que tous trouvent, pour justifier leurs prétentions, des raisons plus ou moins spécieuses.

Les rapports commerciaux de nations à nations, disent-ils ensuite, ne peuvent se régulariser par des prohibitions ou des taxes élevées ; les unes et les autres, au contraire, ne font que substituer des rapports factices et moins avantageux à ceux qu'aurait créés la liberté du commerce; car, grâces au progrès de la science, on sait que, dans les échanges qui ont lieu entre deux nations, l'une ne perd pas ce que l'autre gagne, mais que toutes deux y trouvent profit. Ce qui se passe aux États-Unis d'Amérique est une preuve irrécusable de ce qui vient d'être dit. Dans ce pays, la valeur des importations excède constamment celle des exportations, et on n'ignore cependant pas que, loin de s'appauvrir des bénéfices que font tous les autres pays dans leurs rapports commerciaux avec l'Union américaine, ce dernier pays voit chaque jour sa puissance commerciale prendre un développement inconnu jusqu'à présent et auquel on ne saurait d'ailleurs assigner de limite. Cependant ce résultat est simple; car importer plus qu'on n'exporte n'est-ce pas, en définitive, échanger une valeur moindre contre une valeur plus forte?

On peut dire encore que les industries qui ont le plus de part à la protection sont loin d'en profiter autant qu'on pourrait le supposer, puisqu'il est impossible de leur garantir isolément le bienfait d'une législation toute spéciale; leurs conditions et leur élément, étant souvent de natures contraires, manifestent des besoins opposés. De là l'influence que chaque nécessité exerce sur le système général dont l'harmonie se trouve rompue. En dehors de l'action des lois, le travail a des conditions qui lui sont

propres. La loi qui accorde une protection privilégiée provoque un développement factice; elle détourne les capitaux de leur direction naturelle, car elle les attire, par l'appât d'un profit spécial, dans l'industrie protégée, et les empêche d'alimenter des industries mieux appropriées aux circonstances locales et où leur emploi serait devenu plus productif en favorisant le développement de la richesse sociale.

Les progrès des industries protégées doivent être lents et incomplets : la concurrence étrangère n'est pas là pour les stimuler, et c'est à grand'peine qu'elles profitent des expériences et des découvertes des nations rivales.

Enfin la protection ne pouvant être répartie d'une manière égale entre les différentes industries qui couvrent le sol de la France, la différence qui en résulte est une atteinte formelle au droit d'égalité que la loi promet à chacun.

A toutes ces idées plus ou moins vraies, développées par les hommes de la théorie, les gens de la pratique, c'est-à-dire ceux dont le système a prévalu jusqu'à ce moment, répondent en repoussant tout système absolu, et en cherchant à concilier entre eux les divers systèmes dont ils s'attachent à réaliser ce qu'ils ont de vrai; car tous reposent sur quelques données exactes, mais incomplètes, et que chaque école voudrait faire prévaloir exclusivement.

En effet le temps est passé où il pourrait paraître opportun de réfuter sérieusement ceux qui soutiendraient qu'un pays doit chercher à se suffire en toutes choses, prohiber toutes les denrées semblables à celles qu'il produit, vendre sans acheter, se défendre comme d'un fléau du commerce extérieur, de ce commerce qui entretient des relations si utiles, qui propage la civilisation, et qui, pour nous appuyer des paroles de Montesquieu, *guérit des préjugés destructeurs, adoucit les mœurs, et dont l'effet naturel est de porter à la paix entre les nations* *.

Mais d'un autre côté la science est en dehors de la vérité quand elle soutient que l'intérêt privé est toujours, en toutes choses, le meilleur guide, et que son libre essor suffit pour opérer le bien général; car il faudrait fermer les yeux pour ne pas voir que cet intérêt privé est presque toujours égoïste, passionné, ignorant et oublieux de l'intérêt national. Serait-il sage et prudent d'adopter les préceptes de la science économique quand elle formule des règles absolues pour tous les pays, sans vouloir tenir compte de la différence extrême qui existe entre chacun d'eux, par l'étendue, la population, les accidents géographiques, les mœurs et les habitudes des habitants? Elle est loin de la vérité quand elle cherche à faire prévaloir l'intérêt du consommateur sur celui du producteur. Ces deux intérêts sont si étroitement liés ensemble qu'on se trouverait fort embarrassé s'il fallait démontrer que c'est la consommation qui crée la production ou la production qui crée la consommation, car elles se révèlent l'une par l'autre. Ces deux phénomènes n'en forment réellement qu'un seul : partout où l'on produit l'on consomme, et *vice versâ*; partout aussi où ce double phénomène existe, il donne naissance au commerce et accélère les effets simultanés de la production et de la consommation.

Les gouvernements qui doivent respecter tous les intérêts s'imposent donc avec raison une grande réserve; ils doivent s'appuyer non pas sur la science des théories, mais sur la science des faits, où ils puisent les moyens de satisfaire aux intérêts du jour. *Voy.* Tarif, Prohibition, Balance du commerce, Drawback, Production, etc., etc. J. O.

Association prussienne de douanes. C'est ici le lieu de faire connaître une alliance d'un genre nouveau qui menace le commerce européen d'une grande révolution et qui semble amener le triomphe d'un système de douanes plus libéral que celui qu'on a suivi jusqu'à ce jour dans la plupart des états. Le système prohibitif a toujours été la règle pour toutes les grandes puissances : elle l'est encore en Angleterre, malgré les efforts d'un ministre éclairé prématurément enlevé aux affaires (*voy.* Huskisson); elle l'est en France, en Autriche, en Russie,

(*) *Esprit des lois*, liv. xx, chap. x et 2.

etc., etc. Mais l'application de cette règle ne fut nulle part plus onéreuse pour le commerce qu'en Allemagne, dont les trois cents états de toutes grandeurs, réduits à trente-huit par le congrès de Vienne, se hérissaient de toutes parts d'une multiplicité infinie de lignes de douanes. Chaque état avait les siennes. De là pour le commerce une gêne et des difficultés intolérables; de là aussi pour les gouvernements une dépense annuelle de 60 millions de flor., qu'il était possible de réduire à 2 millions, en ramenant la ligne de frontières qu'il s'agissait de surveiller dans l'intérêt des douanes, à 690 milles d'Allemagne, au lieu des 2,930 milles qu'on comptait alors, la frontière vers l'étranger non comprise. Le congrès de Vienne s'occupa de cette question vitale, et déclara dans l'acte fédéral (art. 9) que « les états confédérés se réservaient de délibérer dès la première réunion de la diète à Francfort sur la manière de régler les rapports de commerce et de navigation d'un état à un autre. »

La première réunion eut lieu, mais sans porter remède au mal; elle laissa les choses comme elles étaient. Alors des particuliers fondèrent (1819) une association commerciale pour les états du midi de l'Allemagne et se mirent en rapport avec les gouvernements : cela donna l'impulsion, et en 1821 quelques petits états essayèrent effectivement de faire entre eux ce que la diète germaniqne négligeait d'exécuter. Des conférences s'ouvrirent à Darmstadt, entre la Bavière, le Wurtemberg, Bade, la Hesse ducale, Nassau, les maisons ducales de Saxe, les petites maisons princières de Thuringe et la Hesse électorale; Waldeck, les deux Hohenzollern, Schwartzbourg, ne tardèrent pas à prendre part à ces délibérations. Les négociations, suivies avec tiédeur et embarrassées de difficultés, furent rompues, sans avoir amené de résultat, au mois d'avril 1823; elles furent cependant reprises à Arnstadt et à Stuttgart, mais sans plus de succès. C'est que toute association a besoin d'un centre puissant et fort, et parmi les états qui voulaient s'associer, il n'y en avait pas un seul qui eût la force de cohésion nécessaire au maintien de l'alliance. De toutes parts ils étaient resserrés par les douanes de l'Autriche, de la Prusse, des Pays-Bas, de la France; et ne possédant sur leur territoire aucun fleuve qui les conduisit à la mer, ils n'avaient pas de débouché ni de communication facile avec le commerce du monde.

Cependant le besoin de l'union était pressant; la Bavière et le Wurtemberg s'entendirent pour la réaliser au moins entre eux : une véritable association commerciale fut conclue entre les deux royaumes le 18 janvier 1828, et en vertu de ce traité, auquel adhérèrent les enclaves (Hohenzollern-Hechingen et Sigmaringen), les territoires des deux états furent réunis sous le rapport commercial, et les lignes de douanes supprimées sur leurs confins. Le tarif des douanes bavaroises fut accepté par le Wurtemberg, qui consentit même à adopter les poids et mesures du pays voisin. Le produit des droits acquittés par le commerce étranger devait être partagé à la fin de chaque année, en proportion de la population respective des deux états. Ce fut le premier traité d'alliance commerciale en Allemagne. On voit que la Prusse, depuis devenue le centre de l'association commerciale allemande, restait en dehors de celle-ci. Cette puissance n'était pas populaire en Allemagne à cette époque; d'ailleurs ses droits d'entrée étaient généralement élevés, et elle maintenait avec une grande sévérité son système; car l'entretien d'une armée considérable dépend en partie des recettes produites par les contributions indirectes et notamment de celles des douanes. Mais il est juste d'ajouter que ce système, bien éloigné de celui qu'avait suivi la Prusse sous Frédéric II et depuis, n'avait plus la prohibition pour base : la loi de douanes du 26 mai 1818 avait été une amélioration heureuse et le signal d'une ère nouvelle. Elle proclamait la liberté du commerce en rendant libre l'exportation et l'importation de tous les produits naturels ou de l'industrie, il est vrai, en établissant des droits d'entrée en partie très élevés, quoique sagement gradués, et dont plusieurs réductions successives n'ont pas encore assez adouci la sévérité. Cette loi adoptait aussi le principe de la récipro-

cité et prouvait en général une disposition évidente à satisfaire les vœux du commerce et de la science de l'économie politique. Bientôt la Prusse prit son parti : le 14 février, le 8 mai et le 17 juillet 1828, elle conclut avec le grand-duché de Hesse et avec les duchés d'Anhalt un traité fondé sur les principes de l'alliance entre la Bavière et le Wurtemberg.

Les petits états du nord et du centre de l'Allemagne s'effrayèrent à l'aspect de ces deux lignes. Leur régime de douanes était fort libéral : ils craignirent surtout de voir le tarif prussien, plus rigoureux que les autres, s'étendre de proche en proche et rétrécir leur marché, ou tout au moins en rendre l'accès plus onéreux à leurs manufactures et à leurs produits. Ils s'unirent pour se défendre, et, le 24 septembre 1828, le royaume et les duchés de Saxe, le Hanovre, l'électorat de Hesse, les duchés de Brunswic et de Nassau, les principautés de Reuss et de Schwartzbourg, et les villes libres de Francfort et de Brême signèrent à Cassel un traité d'union dit *de l'Allemagne centrale*, et dont les principales dispositions se résument ainsi qu'il suit : « Pendant trois ans les états alliés s'engagent à n'adhérer séparément à aucune union étrangère; il y aura chaque année une réunion des députés des états associés; les routes seront améliorées, le système des douanes adouci; les droits de transit ne pourront point être augmentés; les traités à conclure avec les étrangers ou les représailles à établir seront délibérés en commun. La Saxe royale est chargée de la direction de la ligue. »

Le but de cette association intermédiaire était de protéger contre la ligue bavaroise et contre les rigueurs du tarif prussien le commerce des neutres et de favoriser la circulation commerciale. La Saxe essayait d'ailleurs de faire au milieu de l'Allemagne ce que la Bavière avait fait dans le midi.

Cette union nouvelle, qui jetait tout à coup au milieu de l'Allemagne un état commercial de cinq à six millions d'âmes, gênait étrangement le développement de celle qu'avait méditée la Prusse, plus encore dans son intérêt politique que par des vues financières et mercantiles. Pour que la ligue prussienne prît l'extension à laquelle on aspirait, il était indispensable d'anéantir la ligue saxonne. Dans cette pensée, la Prusse fit entendre un langage de plus en plus libéral en ce qui regarde le commerce, et recommanda une grande modération à tous les employés et officiers de ses douanes. Ses écrivains attaquèrent à l'envi le système prohibitif, et rabaissèrent sous ce rapport la France et la Grande-Bretagne.

En même temps la Prusse négocia avec la Bavière; elle voulait, en s'alliant à la ligue du midi, étrangler en quelque sorte la ligue qui était venue se placer entre les douanes du midi et du nord. Une convention du 27 mai 1829, conclue entre la ligue de la Prusse et de la Hesse ducale d'une part et la ligue bavaro-wurtembergeoise de l'autre, abolit les droits de douane pour quelques articles et les réduisit de moitié pour d'autres. Puis, continuant ses efforts, la Prusse négocia avec les duchés de Saxe et les principautés de Reuss, conclut avec ces petits états des conventions commerciales, et enfin, le 25 août 1831, elle réussit à décider la Hesse électorale à adopter son tarif de douanes. Cette défection de la Hesse électorale, qui se servait du prétexte que la convention d'Eimbeck (27 mars 1830) n'était pas encore devenue obligatoire, détruisit l'union intermédiaire; elle la coupait par le milieu, et en même temps donnait à la Prusse tous les avantages qu'elle ôtait à la ligue rivale. La Hesse électorale établissait le plein pied entre la ligue prussienne et la ligue bavaroise; elle leur donnait la contiguïté qui leur manquait.

Le Hanovre, Brunswic, Oldenbourg, Nassau, Francfort et Brême, portèrent plainte à la diète germanique. Si la Saxe ne se joignit pas à leurs réclamations, c'est qu'elle négociait déjà avec la Prusse, par la crainte de se voir jetée en dehors du commerce et coupée des pays d'alentour par leurs lignes de douanes. État manufacturier, la Saxe avait d'ailleurs intérêt à la réunion commerciale de son territoire avec la Prusse; elle y gagnait un marché de 11 millions de consommateurs : l'expérience a justifié ses calculs. Depuis sa réunion commerciale à la

Prusse, les manufactures de la Saxe ont enlevé aux manufactures prussiennes leur marché intérieur, et jusqu'à présent le commerce et l'industrie de la Saxe semblent avoir gagné ce que le commerce et l'industrie prussienne ont perdu. L'accession du royaume de Saxe à la ligue prussienne est du 30 mars 1833; en accédant au tarif prussien, la Saxe stipula le maintien des franchises de douanes de la foire de Leipzig, mais elle modifia, comme cela devait arriver aussi dans les autres états de l'association, tout son système d'impôts indirects, impôts de consommation de toute nature, etc.; car il était indispensable qu'on se mît à cet égard sur le même pied, et l'état de choses qui existait en Prusse servit de modèle.

La diète germanique s'était occupée, dans les derniers mois de 1832, des plaintes portées contre la Hesse électorale par le Hanovre, le Brunswic et les autres membres de la ligue de l'Allemagne centrale. Malgré les représentations de la Hesse, vivement appuyées par la Prusse, la diète décida que la contestation serait vidée par un jugement austrégal (*voy.*) qui fut déféré à la cour suprême de justice de Vienne. La Prusse, ne voulant pas que l'Autriche se mêlât de ce qui regardait les associations commerciales, décida la Hesse à céder, et la Hesse rétablit les droits de transit sur le taux qu'avait réglé le traité de 1828.

La ligue intermédiaire était désorganisée : il ne restait plus à la Prusse qu'à réunir entre elles les deux ligues du nord et du midi, la sienne et celle de Bavière. Cette réunion fut opérée le 22 mars 1833. Le tarif et le réglement des douanes prussiennes furent adoptés provisoirement. La Saxe ainsi qu'on l'a dit, accéda le 30 mars 1832; les duchés de Saxe et ceux d'Anhalt accédèrent aussi le 11 mai suivant. Dès ce moment la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, les deux Hesses, le royaume et les duchés de Saxe, n'ont plus formé qu'un seul état commercial d'environ 10,000 milles carrés de surface, ayant une population de plus de 22 millions d'âmes. Son unité repose sur onze conventions différentes auxquelles sont annexés des lois, réglements et tarifs de douanes qu'il serait trop long de caractériser ici, mais sur lesquels le lecteur trouvera des détails instructifs dans l'article *Zollverein* du *Conversations-Lexikon der neuesten Zeit und Literatur*, t. IV, p. 1247-70, article malheureusement trop étendu pour pouvoir être reproduit ici.

Restaient encore en dehors de cette ligue, au nord : Hambourg, Lubeck, Brême, le Holstein, les deux Mecklembourg, le Hanovre, Brunswic, Oldenbourg; au centre : la ville de Francfort-sur-le-Mein, le duché de Nassau, le grand-duché de Luxembourg; au midi : le grand-duché de Bade, en tout environ 5,500,000 Allemands, sans compter les 10 millions d'âmes des possessions fédérales de l'Autriche.

Voyons quelle est la situation de ces états et laissons parler M. Saint-Marc-Girardin, dont les articles insérés dans le *Journal des Débats*, il y a quelques années, ont déjà été mis à contribution par nous dans ce qui précède.

« Hambourg, Lubeck et Brême, dit ce publiciste éclairé, étant les entrepôts maritimes de l'Allemagne, ont intérêt au plus grand abaissement possible du tarif; et comme, malgré toutes les belles paroles de la Prusse, le tarif prussien est resté fort élevé, il est peu probable qu'elles veuillent l'adopter. En effet, le libéralisme commercial de la Prusse a consisté jusqu'ici à étendre le cercle territorial de son tarif, sans songer à en adoucir la rigueur. Il est aboli à l'égard des états qui ont uni leur territoire au territoire de la Prusse; mais sur la frontière, il est toujours aussi dur et aussi inflexible. L'association commerciale a fait pour l'Allemagne ce qu'a fait pour la France l'abolition des barrières qui séparaient nos diverses provinces : elle a créé la liberté du commerce intérieur, mais elle n'a rien fait pour la liberté du commerce au dehors. Le marché intérieur s'est agrandi; mais, en s'agrandissant, il est devenu plus uniformément ouvert pour le commerce étranger, au lieu de devenir plus accessible, puisque, entre les tarifs des états confédérés, c'est le tarif le plus élevé et le plus rigoureux, celui de la Prusse, qui est devenu le tarif commun.

« Quoique étrangères au tarif prussien, les trois villes anséatiques doivent en souffrir; car un des effets des conquêtes territoriales qu'il a faites, doit être de diminuer en Allemagne la consommation des denrées coloniales, qui sont un des principaux articles du commerce des trois villes du nord.

« Depuis 1831, le Hanovre et Brunswic sont unis par un traité particulier, et ils viennent tout récemment (1834) de conclure un nouveau traité par lequel ils s'engagent à adopter un tarif uniforme de douanes et un système commun d'impositions indirectes. Ainsi le besoin de l'unité commerciale agit partout en Allemagne ; en dehors de la ligue prussienne comme en dedans. Le Hanovre et Brunswic ne semblent guère disposés à se joindre à la ligue prussienne. Ce sont ces deux états qui, en 1832, ont le plus vivement accusé devant la diète la défection de la Hesse électorale, qui fut la ruine de la ligue intermédiaire. Le Hanovre et Brunswic, inspirés et soutenus par l'Angleterre, resteront en dehors de la ligue prussienne. L'Angleterre, en effet, n'ignore pas l'esprit et le but commercial de l'association allemande. Sous de faux semblants de libéralisme, l'association commerciale est fille du système continental de Napoléon. » Cette dernière assertion, nous ne voudrions pas y souscrire, car la Prusse ne prohibe, à vrai dire, que les cartes à jouer étrangères et n'a d'autre monopole que le sel ; elle offre d'ailleurs la réciprocité à toutes les puissances et elle soumet tous les trois ans son tarif à une nouvelle révision. Plusieurs journaux anglais, comme le *Times* (articles du 7 et du 10 janvier 1834) et le *Guardian*, ont déjà reconnu la supériorité du système prussien sur celui du gouvernement britannique; et si quelques droits paraissent excessifs, il ne faut pas oublier qu'ailleurs on établit des prohibitions absolues, qu'on écarte les céréales étrangères par des bills sur les grains dont personne ne soutient le libéralisme, et que l'exemple d'une législation plus conforme à nos connaissances actuelles en économie politique doit partir, non de la Prusse, qui date d'hier comme état commercial, mais de la Grande-Bretagne, qui tient le sceptre du commerce du monde depuis plus d'un siècle.

Quoi qu'il en soit, l'Angleterre a le plus grand intérêt à entretenir soigneusement les brèches naturelles de l'association prusso-allemande, et ces brèches sont surtout formées par le royaume de Hanovre et le duché de Brunswic qui entrecoupent le cercle d'où l'Allemagne veut exclure les marchandises anglaises. Le Hanovre et le Brunswic sont pour l'Angleterre des portes ouvertes sur le marché de l'Allemagne : elle les tiendra libres tant qu'elle pourra.

Mais son influence est déjà moins sensible dans la ville libre de Francfort, avec laquelle, au mois de mars 1832, elle a conclu un traité de commerce et de navigation, dans le but d'empêcher le sénat d'accéder à l'association prussienne. Mais Francfort, pressée et enveloppée de tous côtés par les douanes de la ligue prussienne, n'a pu garder sa neutralité et son indépendance : aussi son union est-elle à peu près consommée.

Depuis l'année 1836, l'accession de Bade à l'association prussienne est entièrement décidée, bien que le grand-duché, plus agricole que manufacturier et plus attiré vers la France et la Suisse que vers les états, ses confédérés, ait longtemps hésité. Cela fit une véritable révolution dans ce beau pays où une vie à bon marché rehaussait encore les charmes des sites les plus pittoresques et tous les avantages qu'il doit à sa haute civilisation. Les denrées coloniales qui s'y consommaient à un prix presque moindre de moitié de ce qu'elles se vendaient à Strasbourg, renchérirent considérablement, et les relations commerciales durent prendre une nouvelle direction. Quant au duché de Nassau, lié par son traité encore récent avec la France et ayant des ménagements à garder avec la Hollande, il résista plus longtemps aux suggestions de la Prusse et des autres états unis; mais il finit cependant aussi (1836) par déclarer son accession à la ligue prussienne.

Ainsi la Prusse triomphe partout, grâce à la protection que persiste à réclamer l'industrie française et à la timidité du gouvernement trop enclin à céder à se

appréhensions exagérées et à ses calculs égoïstes. Avec les principes commerciaux et le tarif de la Prusse, les divers membres de l'association adoptent son système d'impôts indirects, de poids et de mesures, de monnaies, de législation commerciale, et bientôt ils n'auront plus entre eux, en toutes choses, qu'un seul et même intérêt. Ce sera l'unité allemande s'élevant, sous les ailes de l'aigle prussienne, sur les débris du système politique de Richelieu. — *Voir* l'ouvrage *De l'Unité germanique ou de la Régénération de l'Allemagne*, Paris, 1832, in-8°, chez Treuttel et Würtz. J. H. S.

DOUBLAGE DES NAVIRES. Quand la carène d'un navire est finie, c'est-à-dire quand les planches appelées *bordages* ont constitué, au-dessus des courbes et varangues, qui sont les côtes du squelette marin, cette surface courbe qu'on nomme le franc-bord, on pense à la garantir de la piqûre des vers et de l'adhérence de cette végétation active qui s'attache au bois et le pourrit bien vite. Autrefois on mettait une enveloppe de bois sur la carène que l'on avait, au préalable, garnie de poil de vache enduit d'une *courée*, ou *courroi*, composée de suif, de brai sec et de soufre. Quelquefois entre la carène et son enveloppe ou doublage on mettait une feuille de plomb ou de cuivre. Si des auteurs respectables, comme Aubin et celui de l'*Art de bâtir les vaisseaux* (Amsterd., 1719) n'affirmaient pas un pareil usage, on aurait peine à se figurer qu'on ait jamais songé à alourdir si inutilement des bâtiments dont une des premières qualités est d'être légers pour la marche. A la surface du doublage de bois qui, d'ordinaire, était fait de planches de sapin, épaisses d'un pouce et demi, on plantait une multitude infinie de clous de cuivre à tête plate, qui composaient une cuirasse connue sous le nom de *mailletage*. Cette cuirasse avait pour effet de faciliter la marche du navire, en entretenant la propreté de la carène qui ne se chargeait pas si promptement d'herbes. On l'a remplacée par un doublage en cuivre qui préserve les bords du bâtiment des vers que certaines eaux communiquent au bois, et qui, présentant une surface très unie, aide à la vitesse que le mailletage et surtout le doublage en bois modéraient beaucoup. On a fait, pour le doublage, l'essai de quelques substances métalliques, telles que le zinc et le bronze: le zinc est abandonné et l'on n'a point encore adopté le bronze. Le mailletage n'est plus employé aujourd'hui que pour la carène de quelques bâtiments de servitude, pontons immobiles des ports où ils doivent végéter vingt ou trente ans, bâtiments pataches, bâtiments amiraux de port, bagnes flottants, etc. A. J-L.

DOUBLE, *voy.* Duplicata. Ce mot, à la fois substantif et adjectif, s'emploie, en outre, dans un grand nombre d'acceptions : pour celle qui regarde la culture, *voy.* Fleurs et Fruits; la comptabilité, *voy.* Partie double et Livres; la musique, *voy.* Croche et Variation. Certaines fêtes plus solennelles que les autres s'appelaient *fêtes doubles;* certains liquides, médicaments, ou cosmétiques, etc., d'une force plus grande, d'une vertu plus efficace, reçoivent le même adjectif, comme *encre double*, *double bière*, etc. Une fièvre intermittente dont les accès deviennent deux fois aussi nombreux qu'ils l'étaient dans un temps donné est appelée *fièvre double*. Le double d'un tableau, les doubles d'une bibliothèque n'ont pas besoin d'explication. Il en est de même de l'expression : jouer *quitte ou double*. *Double* était aussi une monnaie française de deux deniers, outre qu'on disait une double pistole (la *doppia* de Gênes), un double louis, et qu'on dit encore un double napoléon, une double impériale, etc. *Voy.* Doublon. S.

DOUBLÉ, *voy.* Plaqué et Billard. On dit aussi, dans ce dernier sens, *doublet.*

DOUBLE SENS, *voy.* Equivoque.

DOUBLON, double pistole d'Espagne (*dobla*), égale en poids, titre et valeur, aux doubles louis d'or de 1640 (sous Louis XIII). Le louis, à cette époque, valait 10 francs, et le doublon valait 20 francs. On faisait aux ligueurs le reproche de s'être laissé séduire par les *doublons* d'Espagne. D. M.

DOUBLURES, ou Doubles. Au théâtre, le modeste emploi des acteurs des deux sexes, désignés également sous ces

deux noms, consiste à jouer, à défaut de leurs *chefs*, les rôles créés par ces derniers. Cette tâche, autrefois, leur était plus rarement imposée. L'ancien réglement des théâtres royaux n'admettait que deux causes pour ce remplacement : « Chaque acteur, disait-il, a un emploi fixe et décidé, dont il est obligé de jouer *indistinctement* tous les rôles, *sans qu'il lui soit permis de se débarrasser de ceux qui lui déplaisent* », et il ne reconnaissait pour exception de cette obligation, que les *maladies* ou le *service à la cour*. On pense bien que cette rigoureuse prescription de la charte théâtrale ne fut pas longtemps une vérité. Les maladies supposées devinrent bientôt plus nombreuses que les réelles; de plus, tout comédien jouissant de la faveur publique s'empara, en dépit du réglement, du droit, ou du moins du privilége, d'abandonner à son *double* les rôles qui ne lui plaisaient point ou dont il était fatigué.

Une circonstance qui n'existe plus aujourd'hui était encore, dans le siècle dernier, une source journalière de tribulations pour les *doublures*. L'affiche n'indiquant point les noms des acteurs qui devaient paraître dans la représentation du jour, lorsque le public voyait, sans en avoir été prévenu, le double se présenter au lieu du premier sujet, presque toujours le remplaçant subissait les bruyantes conséquences de ce désappointement. Aujourd'hui, depuis l'Opéra jusqu'aux Funambules, l'affiche nous apprend à qui nous avons affaire : c'est à nous d'accepter les doublures, quand on ne nous a promis que cela, ou de nous abstenir.

Du reste, l'heureuse invention des *feux*, cette gratification quotidienne allouée à la présence des chefs d'emploi, est venue depuis stimuler leur zèle, et diminuer le nombre et la durée de leurs indispositions. Il est même probable que sans les congés et les suspensions *obligées* de service pour les artistes féminins, ce que nous verrions le plus rarement sur nos scènes actuelles, ce seraient les *doublures*. M. O.

DOUBS (DÉPARTEMENT DU). Il est formé d'une partie de la Franche-Comté et de l'ancienne principauté germanique de Montbéliard. Borné au nord et à l'ouest par le département de la Haute-Saône, au nord-est par celui du Haut-Rhin, au sud par celui du Jura, à l'est par la Suisse et plus spécialement par la principauté de Neuchâtel, il fait ainsi partie de notre frontière orientale; sur cette frontière, la chaîne principale du mont Jura, *portion de la ligne de faîtes du vaste bassin du Rhône*, forme la séparation entre le bassin particulier du Doubs et celui du Rhin. La pente générale du département, qui se trouve de la sorte à la limite du bassin du Rhône, est au sud-ouest, vers le lit de la Saône. Le Doubs (*Dubis*), qui lui donne son nom, prend sa source à la base du mont Rixon, dans l'arrondissement de Pontarlier. Sa hauteur est alors de 952 mètres au-dessus du niveau de la mer. Son cours total est d'environ 107 lieues, dont 84 sur le territoire du département qu'il traverse deux fois presque en entier, d'abord dans la direction du sud-est, puis ensuite dans la direction du nord-ouest, à partir de Montbéliard jusqu'à sa jonction avec la Saône, dont il forme un des plus importants affluents. Sa pente totale est de 776 mètres. Le Doubs est flottable à Morteau, et le flottage y devient l'objet d'un commerce important; il est navigable sur certains points, notamment sur ceux où il reçoit le canal de jonction du Rhône au Rhin, qui y a un cours de 32 lieues et sur lequel la navigation a commencé en 1833. Peu de départements sont au surplus aussi abondamment pourvus de cours d'eau : on n'y compte pas moins de 10 rivières, 250 ruisseaux et 8,000 sources, dont un assez grand nombre minérales; indépendamment du Doubs, nous nommerons la Savoureuse, le Drujon, la Dessoubre, la Loue, le Lison, ses affluents, et l'Oignon, affluent de la Saône, qui forme en grande partie la limite septentrionale du département. Ces eaux forment dans leurs cours plusieurs chutes élevées : la plus connue, le *Saut du Doubs*, est située dans le canton de Morteau et offre le plus magnifique spectacle. Le Doubs s'y précipite avec un bruit épouvantable d'une hauteur de 80 pieds, dans un gouffre hérissé de rochers et dont la profondeur n'a pu encore être appréciée. D'autres cascades ont une élévation plus

considérable encore : la Loue et la Dessoubre sortent l'une et l'autre, avec un volume d'eau considérable, de rochers très élevés ; la dernière se précipite par sept issues dont quelques-unes forment de belles cascades. Les lacs sont au nombre de quatre : le plus important, celui de Saint-Point, a 6 kilomètres carrés de superficie. Le *Grand Sas* présente le phénomène curieux d'une petite île flottante. On compte en outre 15 étangs, tous très poissonneux, ainsi que la plupart des cours d'eau du département, et six marais dont l'étendue est de 6,718,543 mètres carrés.

Les montagnes du département appartiennent toutes au Jura, qui y forme quatre chaînes rangées parallèlement aux grandes lignes des Alpes, et qui s'abaissent en quelque sorte par étages, en partant de l'est à l'ouest. Dans celle qui est la plus voisine de la Suisse, le point culminant, le mont Suchet, a 1,610 mètres d'élévation ; les points culminants de la quatrième n'ont qu'une hauteur moindre de moitié environ. Les géologues ont remarqué la forme singulière de quelques-unes de ces montagnes, dont les couches s'inclinent vers l'horizon et présentent des cintres et des voussures; elles sont toutes de nature calcaire, de première, deuxième et troisième formation; des lits schisteux et marneux s'interposent fréquemment entre ces couches d'époques différentes. Quelques-unes renferment des glacières et de vastes amas d'ossements fossiles. Des grottes naturelles, dont plusieurs sont véritablement dignes de fixer l'attention des voyageurs, s'y rencontrent à chaque pas : celles d'Osselles, situées à 5 lieues de Besançon, les plus renommées de la Franche-Comté, se composent d'une suite de salles richement revêtues de stalactites, qui s'étendent jusqu'à 800 mètres dans l'intérieur de la colline. Citons encore la *Grande Baume*, qui offre une salle d'environ 100 pieds de profondeur; plusieurs autres de moindre importance ont servi d'asile à de nombreuses populations pendant les cruelles guerres civiles des XIV^e^ et XVI^e^ siècles. Les flancs de ces montagnes recèlent des richesses minérales d'un haut intérêt : à peu de distance des sources du Doubs, le Mont-d'Or renferme une mine d'argent non exploitée; le fer est au contraire extrait de 19 mines, qui occupent 300 ouvriers et produisent annuellement 349,400 quintaux de minerai; il y a aussi une mine de houille en exploitation et un grand nombre de tourbières, de carrières de gypse, de marbres, de pierre à bâtir, etc. Une saline royale, située entre les villages d'Arc et de Senans et affermée à la compagnie des salines de l'Est, produit annuellement 34,000 quintaux métriques de sel blanc.

Les différences de niveau si marquées que présente le sol rendent la température fort variable : elle est généralement froide; les hivers sont longs et rudes ; les vents qui règnent le plus sont ceux de sud-ouest et de nord-est. Les affections catarrhales sont surtout dominantes parmi la population, en général saine et robuste, du département. On peut partager le sol en trois régions agricoles très distinctes : la *haute montagne* est couverte de neige pendant six mois; de vastes forêts de sapins, dont la hauteur dépasse parfois 120 pieds, occupent cette partie du territoire impropre à la culture des céréales et où croissent naturellement les plantes aromatiques avec lesquelles se composent les vulnéraires suisses. Les troupeaux trouvent là d'excellents pâturages. Vient ensuite la *moyenne montagne*, où sont compris les terrains situés à 400 mètres au-dessous des précédents ; des forêts de chênes, de hêtres, de sycomores, des noyers, des mérisiers, etc., de belles vallées propres à la culture, occupent cette partie du territoire. Enfin la *plaine*, qui est la portion la plus fertile, offre toutes les espèces de céréales et quelques vignobles qui produisent des vins de peu de prix. La superficie totale du département est de 525,212 hectares ou 265,878 lieues carrées, dont 191,000 hectares de terres labourables qui produisent annuellement 773,000 hectolitres en céréales et parmentières, quantité insuffisante pour la consommation des habitants; 120,000 hectares en forêts; 80,000 en prés; 8,000 en vignes. Les landes, pâtis et bruyères occupent une étendue de 101 hectares, c'est-à-dire près du quart de la superficie totale; le produit moyen des terres labourables est évalué à 21 fr. L'agri-

culture est encore fort arriérée et l'usage des jachères presque général. L'élève des troupeaux a pourtant fait des progrès dans les dernières années; on compte 30,000 chevaux, 130,000 bêtes à cornes, race bovine, 100,000 moutons, 30,000 porcs et 12,000 chèvres. Le revenu territorial est évalué à 13 millions de francs. La branche la plus importante de l'industrie agricole est la fabrication des fromages (façon gruyère), dont les meilleurs se préparent dans l'arrondissement de Pontarlier. Les fabriques de fromages sont appelées dans le pays *fruitières;* on n'en compte pas moins de 600, produisant 2,500,000 kilogr. de fromage et 260,000 kilogr. de beurre; le tout d'une valeur de près de 2 millions de fr.

L'industrie manufacturière a pris depuis quelques années d'importants développements. Le département possède 20 usines pour la fabrication du fer, entre lesquelles celle d'Audricourt, l'une des plus belles de France, produit annuellement 5 millions de kil. de fer coulé et forgé; on y remarque en outre des fabriques d'acier, de cuivre, des papeteries, faïenceries, tanneries, distilleries, filatures, etc. L'horlogerie mérite une mention spéciale : elle occupe à Besançon seulement 2,000 ouvriers, qui livrent annuellement au commerce 60,000 montres. Ces divers produits agricoles et manufacturés deviennent l'aliment d'un commerce qui s'accroît chaque année par les développements que prennent les moyens de communication. Le département est aujourd'hui traversé par cinq routes royales de troisième classe et par dix-huit routes départementales, avec un développement total de 624,000 mètres. Le nombre des foires est de 299; en 1831, les trois bureaux des douanes de Montbéliard, Morteau et Pontarlier ont produit 324,024 fr.

La population était, d'après le précédent recensement officiel, de 265,535 habitants. En 1830, cette population a présenté le mouvement suivant : mariages, 1,765; naissances, 7,825, dont 3,821 enfants mâles; et décès 6,162, dont 3,031 pour le sexe masculin. Le dernier recensement de 1836 porte cette population à 276,274 habitants, c'est-à-dire qu'elle a gagné dans les cinq années d'intervalle 10,739 individus ou environ un vingt-quatrième. Cette population fournit à l'armée 693 jeunes soldats; le nombre des citoyens inscrits sur les contrôles de la garde nationale est de 51,041, dont 1,019 sont appelés à l'élection de 5 députés et un peu moins de 30,000 à l'élection des conseillers municipaux; elle a livré au trésor, en contributions de toutes sortes, en 1831, 7,610,693 fr. 81 c., et en a reçu, pour les divers services, 13,203 463 fr. 79 c., dont 7 millions et demi du seul département de la guerre, à cause des nombreux établissements militaires que commande la situation frontière du département. Le nombre des cotes foncières était, en 1832, de 95,857.

Le Doubs est administrativement divisé en 639 communes, 27 cantons et 4 arrondissements de sous-préfecture, dont les chef-lieux sont *Besançon*, chef-lieu du département, l'ancienne *Vesuntio*, métropole des puissants et valeureux Séquaniens (*voy.*), pendant la période gauloise, et longtemps ville impériale libre au moyen-âge, située sur le Doubs, avec une forte citadelle, et 29,000 habitants; *Bèaume les-Dames*, jolie petite ville, peuplée de 2,500 habitants et ainsi nommée d'une ancienne et célèbre abbaye de bénédictines; *Montbéliard*, peuplé de près de 5 000 hab., jadis possédé par les ducs de Wurtemberg, et qui se glorifie d'avoir donné le jour au grand naturaliste Cuvier; *Pontarlier*, également peuplé de 5,000 habitants, ville ancienne, appelée la clef de la France, parce qu'elle est située au point le plus commode pour pénétrer de la Suisse dans ce pays. Le passage est défendu par le pittoresque et presque inaccessible château de Joux. Besançon est le quartier-général de la sixième division militaire, le siége d'une cour royale, d'un archevêché et d'une académie universitaire. On compte dans le département une académie royale des belles-lettres, sciences et arts, une société d'agriculture, un séminaire diocésain, une faculté des lettres, une école secondaire de médecine, une école gratuite de dessin, un collége royal de 2^{e} classe et trois colléges communaux, une école pour les sourds-muets, et 530 écoles primaires, fréquentées par 20,584

garçons et 14,365 filles. La bibliothèque de Besançon s'est beaucoup accrue dans ces derniers temps. P. A. D.

DOUCE-AMÈRE, nom vulgaire du *Solanum dulcamara*, Linn. (*voy.* MORELLE). Cette espèce, commune dans presque toute l'Europe, croit dans les haies, les buissons et aux bords des bois; on la trouve en fleurs depuis le mois de mai jusqu'en automne. Sa tige, courte et ligneuse, se divise en nombreux sarments, longs de six pieds au plus, et trop faibles pour se soutenir sans l'appui d'un corps étranger. Les feuilles sont tantôt ovales et indivisées, tantôt diversement lobées. Les fleurs, de couleur violette et de grandeur médiocre, naissent en cimes latérales ou opposées aux feuilles; il leur succède des baies ovoïdes, d'un rouge écarlate, et du volume d'une petite fraise.

Les jeunes pousses et les feuilles de la plante ont une saveur d'abord douceâtre, puis amère; et c'est à cette circonstance qu'est dû son nom. L'odeur de ces parties est peu agréable, mais elle se perd par la dessiccation ou par l'ébullition; car, dans plusieurs contrées d'Europe, on les mange cuites, en guise d'herbe potagère.

Peu de végétaux ont été autant préconisés dans l'ancienne thérapeutique que la douce-amère, et quoiqu'elle ait beaucoup perdu de sa réputation dans les temps modernes, elle est toujours très usitée contre les maladies cutanées. Beaucoup de médecins la regardent encore comme un excellent remède diurétique et anti-scorbutique. On emploie ordinairement la décoction de ses rameaux d'un an, à la dose d'une demi-once jusqu'à 4 onces par pinte d'eau.

Les amateurs d'horticulture cultivent des variétés de la douce-amère à feuilles panachées, ou à fleurs soit blanches, soit doubles. ED. SP.

DOUCEUR. Le sens propre de ce mot sera expliqué à l'article SAVEURS. Dans le sens figuré, c'est la qualité de l'âme qui nous fait recevoir avec une humeur toujours égale et exempte de toute sévérité les discours et les actions d'autrui. La douceur est plus particulièrement dans le caractère de la femme : elle y est apportée par son organisation délicate et par son extrême sensibilité. La douceur ne va guère sans la bonté, et leur réunion est ce que l'on doit désirer le plus dans les personnes avec lesquelles on est appelé à vivre. L'opposition d'une douceur constante aux procédés durs et sévères désarme quelquefois le méchant, mais quelquefois aussi elle l'irrite. X. B-T.

DOUCHE, opération qui consiste à faire tomber d'une certaine hauteur une colonne d'eau plus ou moins volumineuse sur une partie du corps, dans un but de traitement. L'eau qu'on emploie pour cet usage peut être chaude ou froide, pure ou tenant en dissolution des substances de diverse nature, comme les eaux minérales naturelles ou artificielles. Elle est ordinairement contenue dans un réservoir assez élevé pour lui donner une certaine impulsion, et conduite par un tuyau d'un diamètre variable, à l'extrémité duquel se placent des ajutages (*voy.*) de diverses formes, telles que têtes d'arrosoir, jets, etc. La douche peut être dirigée perpendiculairement, latéralement ou de bas en haut (douche ascendante); le malade est le plus ordinairement dans une baignoire, ou posé de manière à ce que l'action de l'eau puisse être limitée à la partie qu'on veut y soumettre.

La percussion de l'eau qui tombe avec vitesse produit une impression assez pénible sur la peau, surtout quand le diamètre de la colonne est considérable et que le liquide est très froid ou très chaud; il en résulte aussi une stimulation des organes sousjacents. Les douches de vapeur aqueuse, soit simple, soit aromatique, sont un excitant très énergique et dont on tire beaucoup d'avantages. Quant aux douches proprement dites, leur effet est généralement stimulant, soit primitivement, soit consécutivement : aussi doit-on s'en abstenir dans les maladies où les forces vitales sont en excès.

Les douches sont plus particulièrement employées contre des affections locales, telles que les tumeurs de divers genres, les engorgements des articulations, les paralysies partielles. Les douches ascendantes sont recommandées dans les maladies de l'utérus ou du rectum, dans la constipation opiniâtre, etc. Enfin, c'est dans

l'aliénation mentale que les douches sont spécialement recommandées comme un moyen efficace et dont on a souvent abusé. Tout le monde sait que c'est sur la tête qu'on les administre pour la folie, et c'est une application vulgaire qui a fini par devenir proverbiale, comme autrefois celle de l'ellébore. Si les douches froides, en pluie, en masse ou en arrosoir, ont pu être utiles à quelques aliénés, soit comme moyen coërcitif, soit comme moyen perturbateur, combien d'entre eux au contraire n'ont-ils pas vu aggraver leur mal par l'emploi irréfléchi de cet agent, auquel les médecins les plus versés dans l'étude des maladies mentales, ont presque complétement renoncé! On ne s'en sert plus guère que comme d'un moyen de correction pour dompter les aliénés indociles. Souvent encore est-ce plutôt à la menace qu'au fait qu'on a recours. La douche en arrosoir, dirigée sur la face, a bien des fois forcé à manger des fous qui voulaient se laisser mourir de faim, et presque toujours il suffit de la démonstration pour les faire obéir. La douche en masse, dans laquelle on fait tomber une colonne d'eau d'un pied de diamètre, n'est également que comminatoire; on la fait toujours tomber derrière la tête du malade.

Les médicaments, dissous dans l'eau des douches, ne sauraient avoir un effet bien remarquable, puisque l'absorption, loin de s'accroître, est au contraire plutôt diminuée par l'astriction que produit le choc du liquide.

La douche doit être distinguée de l'*affusion*, de l'*injection*, etc., mots auxquels nous renvoyons. F. R.

DOUDEAUVILLE (Ambroise-Polycarpe de La Rochefoucauld, duc de), ex-ministre de la maison du roi, ancien pair de France, maréchal-de-camp, etc., est né à Paris le 2 avril 1765. Il est le petit-fils du marquis de Surgères, dont Voltaire a plusieurs fois fait l'éloge pour les grâces de son esprit, et fils du vicomte de La Rochefoucauld, vanté aussi par les hommes de lettres de son temps. Élevé au collége d'Harcourt, il termina dès l'âge de 12 ans ses études, étant déjà en rhétorique, et sut se concilier par sa bonne conduite l'intérêt le plus tendre de la part de ses maîtres. A 14 ans il épousa M^lle^ de Montmirail, petite-fille du célèbre marquis de Louvois, ministre de Louis XIV. A seize ans, le jeune Doudeauville entra au service comme sous-lieutenant de dragons, et passa dans divers régiments; en 1792 il était major en second de cavalerie.

A l'approche de la grande ère révolutionnaire, il se rendit de France en Allemagne. Il n'approuvait pas le principe de l'émigration, mais il avait alors 25 ans, et un sentiment d'honneur l'y poussait malgré lui, comme bien d'autres. Toutefois, lorsqu'il s'aperçut que les puissances étrangères, loin d'avoir en vue les intérêts de la France, ne s'occupaient que des leurs, il quitta l'armée de Condé, et voyagea, sans autre but que celui de s'instruire, en Angleterre, en Allemagne, en Russie et en Italie, menant la vie la plus obscure, pour ne point compromettre sa famille restée en France, et dont une partie avait péri sur l'échafaud (*voy.* La Rochefoucauld).

Lorsque le premier consul rouvrit aux émigrés les portes de France, le duc de Doudeauville se hâta de rentrer; mais fidèle à ses principes politiques, il refusa les offres brillantes de Napoléon et vécut dans la retraite. Néanmoins il accepta les fonctions de membre du conseil général du département de la Marne, où il put être utile à ses concitoyens sans qu'on fût en droit de l'accuser d'être guidé par des motifs d'ambition. En 1814, le triomphe de ses opinions le ramena sur la scène politique : il fut nommé commissaire extraordinaire du Roi dans la 2^e^ division militaire et pair de France. Dans un moment où les destitutions étaient à l'ordre du jour, il en fut avare, et sut se concilier l'estime des hommes honorables de tous les partis, faisant tous ses efforts pour rallier les esprits au nouvel ordre de choses.

En 1815, M. de Doudeauville s'éloigna momentanément des affaires publiques, mais ne quitta point Paris. A la seconde Restauration, il revint prendre place à la Chambre des pairs, sur les bancs de la droite. Là il combattit avec force les principes nés de la révolution et s'unit constamment à ceux qui de-

mandaient des restrictions à la liberté de la presse, qui, selon lui, n'était qu'une source de maux pour le pays. Dans la discussion des articles, il soutint que ce serait blesser la prérogative royale que d'attribuer les délits de la presse au jury, dont il redoutait l'indulgence. Il appuya fortement toutes les dispositions proposées en faveur de la religion, et en motiva la nécessité sur l'état du clergé, dont il s'exagérait sans doute la situation précaire. Dans la discussion de la loi de recrutement, il combattit avec chaleur le principe de l'avancement par ancienneté comme attentatoire à cette même prérogative royale dont il se constituait le zélé défenseur. Plus tard, il vota pour la proposition du comte Barthélemy (*voy.*), relative à la loi des élections.

Le déplorable état des prisons ayant attiré l'attention du gouvernement, le duc de Doudeauville fit partie de la société royale qui, sous la présidence du duc d'Angoulême, fut chargée de son amélioration.

En 1820, le projet de loi tendant à suspendre pendant cinq ans la liberté indéfinie des journaux lui fournit une nouvelle occasion de faire un effrayant tableau du désordre occasionné, suivant lui, par la liberté de la presse. La nouvelle loi des élections, qui détruisit celle du 5 février, trouva en lui un appui dans la chambre haute et dans le collége électoral du département de la Marne, dont il fut peu de temps après nommé président. Plus tard il appuya la loi sur la septennalité de la Chambre des députés.

Nommé, par ordonnance royale du 22 septembre 1822, directeur général des postes, il introduisit dans cette administration d'importantes améliorations; il lui imprima surtout ce mouvement de célérité et de régularité qui se continue encore aujourd'hui. Louis XVIII, voulant récompenser son zèle et son dévouement, lui conféra à cette époque l'ordre du Saint-Esprit.

Avant son entrée aux postes, M. de Doudeauville avait été placé pendant plusieurs années à la tête de l'École polytechnique, où il avait su se rendre cher aux élèves, auxquels il s'attachait surtout à démontrer que les principes moraux et religieux sont la base de toute science.

Au mois d'août 1824 il fut nommé ministre de la maison du roi, en remplacement de M. le maréchal Lauriston. Il profita alors de sa position pour engager Charles X à acheter pour 900,000 fr. la terre de Grignon, afin d'y établir la ferme-modèle et d'y fonder l'école d'agriculture qui répand aujourd'hui des bienfaits immenses sur toute la France. Il fit aussi donner à M. Cam. Beauvais une ferme considérable à long bail, pour essayer d'élever des vers à soie près de Paris, et cet établissement a parfaitement réussi. Lors de la scène scandaleuse qui eut lieu aux obsèques de son cousin, le vénérable duc de La Rochefoucauld-Liancourt, M. de Doudeauville ne put cacher son indignation, et montra qu'il est de certains abus qui, quelle que soit leur source, révoltent toujours un esprit droit. Puis à l'époque du licenciement de la garde nationale de Paris (le 29 avril 1827), il combattit cette mesure de toutes ses forces, de concert avec le comte de Chabrol de Crussol, alors ministre de la marine (*voy.* son article), et il donna sa démission en prédisant tout ce qui est arrivé depuis. Cet acte de vigueur fit trouver à M. de Doudeauville dans l'estime et l'affection publiques une compensation à la perte de ses dignités. Depuis lors il s'est livré tout entier à la direction d'établissements de bienfaisance, dont plusieurs l'ont choisi pour leur président.

La révolution de juillet vint le frapper au cœur dans ses plus chères affections; mais il crut ne pas devoir s'éloigner de la Chambre des pairs, où il vint siéger à cause du procès des ministres et des propositions Baude et Briqueville pour le bannissement perpétuel de la branche aînée des Bourbons. Après les avoir combattues autant qu'il était en lui, et ne croyant plus être utile dans cette assemblée, il écrivit au président qu'il n'y reparaîtrait plus, et son nom fut en conséquence rayé sur la liste de ses membres.

Pendant que le choléra moissonnait la population parisienne, M. de Doudeauville donna l'exemple d'un dévouement absolu et d'un courage remarquable, vi-

sitant fréquemment les hospices, s'approchant des plus malades et leur distribuant des secours et des consolations. Nous ajouterons à sa gloire qu'il n'a jamais rien demandé, ni rien reçu du gouvernement, qu'il n'a aucune pension, et qu'il refusa, lors de sa nomination au ministère de la maison du roi, les 25,000 fr. pour frais d'établissement qu'on accordait à tous les ministres ; enfin qu'il a rempli plus de vingt-cinq places gratuites auxquelles l'ont appelé l'estime et la bienveillance de ses concitoyens.

L'année dernière (1836) il a reçu une nouvelle preuve de cette estime par sa nomination, à une grande majorité, au conseil général de la Marne, qu'il avait autrefois présidé et dont il est membre depuis plus de 30 ans. Ses adversaires politiques les plus prononcés lui rendent cette justice que nul n'a défendu les principes monarchiques de la légitimité avec un plus loyal et plus consciencieux désintéressement, et il est remarquable que la presse quotidienne, dont il a combattu autrefois les écarts, n'a jamais eu contre lui une parole offensante. M-s.

DOUGLAS. C'est le nom d'une noble et ancienne famille d'Écosse qui se distingua surtout dans les guerres acharnées que ce pays eut à soutenir contre l'Angleterre. Sir James Douglas, en qui commencèrent la grandeur et la renommée de cette race de braves, seconda Robert Bruce (*voy.*) dans toutes ses expéditions. Il commandait la cavalerie à la bataille de Bannockburn, culbuta celle des ennemis et les poursuivit pendant l'espace de 90 milles. Dans une autre rencontre, Édouard III ayant proposé un cartel aux Écossais, l'impétueux Douglas voulut l'accepter. Détourné de ce dessein, il surprit le mot du guet, pénétra à la tête de 200 soldats déterminés dans le camp ennemi, et s'avança droit à la tente du roi d'Angleterre pour le tuer ou l'enlever; mais l'éveil fut donné, et Douglas échappa à grande peine avec quelques hommes. Lorsque la paix fut conclue entre les deux pays, ennuyé de son inaction, il passa en Espagne pour servir dans une croisade contre les Maures, et fut tué, dit Froissard, au milieu d'une action, après des prodiges de valeur (1327). — Archibald Douglas, frère du précédent, fut nommé général en chef des armées écossaises en 1333. Il repoussa le prétendant Baliol (*voy.*) et défendit vaillamment Berwick contre les Anglais; mais ayant attaqué à Halidon-Hill l'armée ennemie supérieure en nombre, il y perdit la vie avec la fleur de la chevalerie écossaise, dont les chroniqueurs portent le nombre à 30,000 hommes. — Un autre guerrier du même nom, né vers 1374, se signala à la bataille de Shrewsbury (1413) par une bravoure extraordinaire. Comme son aïeul, il voulut s'attaquer au roi d'Angleterre lui-même : il le chercha dans la mêlée pour le combattre corps à corps; mais Henry IV avait fait prendre à plusieurs officiers une armure semblable à la sienne, honneur qui leur devint fatal. Douglas fut fait prisonnier, puis rendu à la liberté quelque temps après. En 1421 la régence d'Écosse lui donna le commandement de 5,000 Écossais qu'elle envoya au secours de Charles VII. A la tête de cette poignée de braves, il rendit à l'armée française des services signalés, notamment à la bataille de Beaugé, après laquelle il fut nommé lieutenant général et duc de Touraine. Il fut tué avec ses fils à Verneuil, en combattant pour la France. Telle fut l'origine de cette longue confraternité d'armes qui régna entre les deux peuples. Douglas fut la souche de plusieurs familles de ce nom qui s'établirent en France, et dont l'une existe encore à Montréal (Ain). — Gavin Douglas, évêque et poète écossais, était le troisième fils d'Archibald, comte d'Angus. Né vers l'an 1474, il fit ses études à l'université de Paris, et, de retour en Écosse, entra dans les ordres. Emprisonné par suite des querelles entre la régente et le duc d'Albany, il n'obtint un évêché que pour s'en voir chassé quelque temps après. Henry VIII lui permit de se fixer à Londres, où il mourut de la peste vers 1522. Il est considéré comme le créateur de la poésie écossaise. Son principal ouvrage est sa traduction en vers de l'Énéide, la première qui ait paru en Angleterre et qui se recommande encore à d'autres titres par sa pureté et son élégance. R-x.

Les Douglas reçurent dans la suite le titre de duc, qui s'éteignit dans leur famille en 1751 à la mort d'Archibald, duc de Douglas. Ce pair d'Écosse eut pour héritière sa sœur JANE, laquelle épousa sir John Stewart, dont le fils aîné ARCHIBALD prit le nom et les armes de son oncle. Il fut créé baron Douglas *of Douglas-Castle* (comté de Lanark) le 8 juillet 1790, épousa une fille du duc de Montrose, et, en secondes noces, une sœur du duc de Buccleuch, et laissa en mourant (1827) une nombreuse famille, dont le chef actuel est son fils, ARCHIBALD Douglas, baron Douglas, de Douglas-Castle, né en 1773, sheriff héréditaire, etc. Son héritier présomptif est son frère CHARLES Douglas. S.

En dehors de cette célèbre famille, il y eut plusieurs médecins anglais du nom de Douglas. Le premier et le plus célèbre, JAMES, se fit connaître dans le commencement du XVIII^e^ siècle par des travaux anatomiques fort remarquables. Il mourut en 1742. JOHN Douglas, évêque anglais, né en 1721, se trouvait, en qualité de chapelain d'un régiment des gardes, à la bataille de Fontenoy. Il prit part à plusieurs polémiques littéraires, défendit Milton contre Lander et les miracles de la religion chrétienne contre Hume. C'est à lui qu'on doit la publication du troisième voyage de Cook, qu'il enrichit d'une introduction et de notes. Il est mort en 1805, après avoir été successivement évêque de Carlisle et de Salisbury. R-Y.

DOUKHOBORTSES, mot russe qui signifie lutteurs d'âme, de *doukha*, âme, et *borotsia*, lutter. Au singulier, et suivant son exacte prononciation, le mot s'écrit *doukhoboretz*.

Les Doukhobortses forment une des nombreuses sectes qui se sont élevées au sein de l'Église russe. On les vit paraître, sous le règne d'Anne Ivanovna, à Moscou et dans d'autres villes; mais avant l'année 1788 on les appelait *Ikonobortses*, dénomination à peu près synonyme d'Iconoclastes. En effet, ils rejettent toutes les images et n'en souffrent pas la présence dans les lieux qu'ils habitent. Ils n'ont point d'églises et point de prêtres; quoiqu'ils suspendent leurs travaux aux fêtes chômées par l'Église russe, ils ne reconnaissent ni lieux ni jours privilégiés pour l'exercice du culte; en faisant leur prière, ils ne se signent pas comme les fidèles de cette Église. Leur oraison unique est le *Notre Père*; ils n'admettent de la Bible que les quatre Évangiles. La croyance des Doukhobortses leur interdit, comme aux Quakers, de porter les armes et de répandre le sang; elle ne leur permet pas non plus de prêter serment. Ils ont une doctrine particulière sur la Trinité, dont ils comparent la nature à la hauteur, à la largeur et à la profondeur qui appartiennent aux objets matériels. Ces sectaires, au reste pieux et fort paisibles, furent persécutés en Russie jusqu'en 1802; mais l'empereur Alexandre mit fin aux mesures acerbes qui avaient été prises contre eux et annonça ses résolutions par un rescrit adressé en 1817 au gouverneur militaire de Kherson, et qui, modèle d'une sage et charitable tolérance, a reçu une juste publicité et se trouve reproduit dans l'*Histoire des sectes religieuses* de l'évêque Grégoire (t. IV, p. 182).

Aujourd'hui les Doukhobortses habitent vers l'embouchure du Don dans la mer d'Azof, sur la Molotchna, où ils se sont fait déporter en 1803 de leur propre gré, et sur quelques autres points de la Nouvelle-Russie. Leur principal établissement est Bogdanofka où ils forment environ 1150 familles. Un programme latin de M. Lenz, jeune professeur prématurément enlevé à la science, traite des Doukhobortses (Dorpat, 1829, 35 pages in-4°), et peut servir à débrouiller la confusion qui règne dans le chapitre consacré à cette secte par l'auteur de *l'Histoire des sectes religieuses* déjà citée. S.

DOULEUR (physiologie), sensation pénible transmise par les nerfs au cerveau et qui se manifeste dans toutes les parties du corps, soit sous l'influence de lésions appréciables, soit même sans que l'œil puisse découvrir aucun changement dans leur texture. Peut-être ces mots ne donnent-ils pas une idée nette de la douleur, mais la définition d'un phénomène que tout le monde connaît par expérience peut bien rester incomplète, et l'immense variété des manières de souffrir ne permet pas d'en donner une qui

satisfasse généralement. Par extension, le nom de douleur a été donné à la souffrance morale dont nous n'avons pas à nous occuper ici (*voy.* ci-après); enfin on appelle douleurs certaines maladies dont la douleur est l'élément essentiel et en quelque sorte unique. Assez ordinairement on dit *douleurs nerveuses* ou *névralgies* (*voy.*), du grec νεῦρον, nerf, et ἄλγος, douleur.

La douleur paraît être inhérente à l'organisation animale considérée dans la partie supérieure de l'échelle des êtres, ou du moins les manifestations n'en sont sensibles pour nous que jusqu'à un certain point de la chaîne. Les végétaux et les animaux qui leur ressemblent passent pour en être exempts, comme si un système nerveux complet, c'est-à-dire avec un centre unique, en était la condition indispensable.

Les expériences des physiologistes, pour constater le mode de production et de transmission de la douleur, ont montré que la substance cérébrale, si apte à percevoir la sensation douloureuse, est elle-même insensible à ses propres lésions (*voy.* Encéphale et Sensibilité). Cependant l'intégrité des nerfs et du cerveau est nécessaire pour que la perception ait lieu, et si l'on isole une partie du centre commun en coupant les nerfs qui s'y distribuent, on peut impunément la soumettre à l'action des agents les plus propres à produire la douleur. Même chose se présente lorsqu'une violente contention de la pensée, le délire, l'extase, etc., isolent en quelque sorte l'âme de tous les objets terrestres. On pourrait dire qu'alors il n'y a pas de douleur, puisqu'elle n'est pas perçue par le sujet, mais analogiquement supposée par l'observateur.

La douleur, en général, peut être considérée comme un avertissement donné par la nature pour faire éviter à l'être animé ce qui lui est nuisible. Les besoins non-satisfaits dégénèrent en souffrance qui bientôt fait céder l'intelligence à la matière. L'accomplissement de certaines fonctions est accompagné d'inévitables douleurs : tels sont par exemple l'accouchement et la dentition. Les degrés de la douleur varient suivant l'âge, le sexe, le tempérament, les habitudes surtout; et ses caractères, ainsi que sa marche, ne sont rien moins que constants. La douleur ne se compare qu'à elle-même : ainsi elle est dite brûlante, lancinante, contusive, déchirante, suivant qu'elle rappelle telle ou telle sensation antérieurement éprouvée.

De ce que la douleur, dans quelques circonstances, naît sans causes que nous puissions apprécier, on s'est cru fondé à dire qu'elle pouvait naître spontanément; ce qui est loin d'éclairer la question. Peut-être un jour parviendra-t-on à découvrir cette cause jusqu'à présent ignorée.

Quoi qu'il en soit, la douleur, qu'on a si énergiquement appelée le cri de l'organe souffrant, ne demande pour ainsi dire qu'à cesser. Otez l'épine enfoncée dans les chairs, satisfaites la faim ou la soif, que les réservoirs soient débarrassés de ce qui les surchargeait, et tout est bientôt rentré dans l'ordre. Le même résultat s'obtient, mais plus difficilement et plus lentement, lorsqu'on a été sourd au premier avertissement et qu'on a laissé au mal le temps de jeter de profondes racines. Quant à la douleur nommée nerveuse, son caractère distinctif est la mobilité et l'instantanéité : tout d'un coup on la voit envahir une partie, la quitter pour s'emparer d'une autre, et disparaître, sans laisser nulle part trace de son passage.

Les secours de la médecine s'adressent plutôt aux causes qui produisent la douleur qu'à la douleur elle-même, qui est un phénomène secondaire et souvent même sympathique, c'est-à-dire ayant sa source loin du lieu où il se manifeste. Néanmoins, dans l'impossibilité où l'on a été trop souvent de constater et d'atteindre la source du mal, on a cherché d'autres moyens de soulagement et l'on a trouvé que la douleur, même ayant une cause permanente, pouvait se calmer cependant, soit par quelques agents qui diminuent la sensibilité générale, comme les bains, les saignées, etc., soit par quelques remèdes qui agissent sur le système nerveux et qu'on a désignés, d'après leur effet, par les noms d'*anodins*, *calmants*, *narcotiques* ou *somnifères* (*voy.*); car

un des principaux résultats de la douleur est d'occasionner la perte du sommeil.

Portée à un très haut degré de développement, la douleur peut tuer, mais ce cas est rare; plus ordinairement elle réveille, pour ainsi dire, l'agonisant. L'excès de la douleur, et de certaines douleurs surtout, brise et anéantit les forces, et il faut un courage peu commun pour soutenir qu'elle n'est pas un mal. Elle est un mal, mais un mal souvent utile et nécessaire lorsqu'elle ne dépasse pas une certaine mesure. Vouloir prouver plus, c'est tomber dans le paradoxe.

La douleur est souvent employée comme moyen de rétablir la santé. Fondés sur l'axiome d'Hippocrate que, de deux douleurs développées en même temps en deux parties différentes la plus forte fait taire l'autre, nous voyons les médecins susciter des douleurs artificielles pour dissiper les douleurs de la maladie. Que de fois il arrive que les deux douleurs parlent en même temps, au grand détriment du malade! C'est ainsi que les vésicatoires, les cautères, les moxas, etc., agissent, ou sont censés agir. Attendre que la douleur cesse est plus sûr dans bien des cas et non moins expéditif peut-être.

F. R.

DOULEUR MORALE. La douleur est une condition inévitable de l'existence de l'homme, et le résultat nécessaire de l'imperfection de sa nature. Sa compagne dès le berceau, dans le chemin de la vie, elle s'attache à tous ses pas, et elle s'empare surtout de ses derniers moments. Elle corrompt même nos joies, s'associe à nos plaisirs, ou du moins elle les suit presque toujours. Ceux qui paraissent le plus à l'abri de ses traits souvent en sont le plus cruellement atteints. En un mot, l'histoire de la douleur est tout entière celle de l'humanité.

Elle n'est pas toujours le résultat de causes extérieures, et son principe se trouve aussi dans le caractère. La douleur a pour véhicules les plus actifs l'irritabilité du tempérament et la sensibilité du cœur. C'est une réalité : il y a des individus si malheureusement organisés que pour eux tout devient sujet de chagrin; d'autres au contraire semblent être à peine effleurés par les coups les plus cruels. Ainsi, dans la douleur comme dans la plupart des choses humaines, tout est relatif. Certains êtres sont tellement identifiés avec elle qu'on croirait qu'elle les fait vivre. Il en est d'autres qu'elle fait mourir. Quoique ce soit une opinion reçue qu'on ne meurt plus de douleur, rien n'est plus faux : mille exemples prouvent qu'accompagnée de saisissement, elle tue comme la foudre. Elle tue avec lenteur, mais d'une manière non moins sûre, quand elle est fondée sur un de ces désastres que rien ne saurait réparer. Telle est la perte totale de la fortune, lorsque l'existence de la famille y est attachée; telle est surtout la perte de l'honneur.

On dit avec raison que les grandes douleurs sont muettes; celles qui se répandent immodérément au dehors s'atténuent nécessairement par cette diffusion. Une douleur profondément sentie met à se communiquer, par l'expression, une sorte de pudeur mêlée de fierté : elle craindrait surtout de se voir profaner dans son objet, en s'exposant à l'accueil blessant de l'indifférence. S'il y a de la lâcheté à s'abandonner sans mesure à la douleur, il y a de l'orgueil et de la dureté à en méconnaître l'atteinte. C'est un cri échappé du cœur que ces deux vers de Voltaire, dans *Alzire :*

Ne cache point tes pleurs, cesse de t'en défendre :
C'est de l'humanité la marque la plus tendre !

Dans l'échelle des sentiments qui affectent l'âme d'une manière pénible, nous établirions ainsi les degrés : *inquiétude vague*, *tristesse*, *chagrin ou affliction*, *douleur*, *désespoir* (*voy.*). La douleur qui naît de la jalousie en amour est peut-être la plus poignante; celle qui a la honte pour principe est à coup sûr la plus amère; il n'en est pas de plus durable que celle de la perte des objets qui nous sont chers, et surtout de nos enfants. « Rachel, dit l'Écriture, pleure ses fils, « et *ne veut pas être consolée*, parce « qu'ils ne sont plus. » La religion chrétienne nous offre encore dans la mère de Jésus un plus sublime emblème de douleurs. Dans aucune langue la poésie n'a

rien d'aussi touchant que l'élégie latine *Stabat mater dolorosa*, et le génie du Pergolèse a prêté à cette ineffable douleur des accents qui semblent dérobés aux harmonies du ciel. Les anciens faisaient la douleur fille de l'Érèbe et de la Nuit. Dans sa *Théogonie*, Hésiode fait naître les douleurs d'Éris ou la Discorde, et il leur donne pour famille le travail, l'oubli, la peste, les combats, les meurtres, en un mot une foule de fléaux. On représente ordinairement la douleur sous la figure d'une femme assise et couverte d'un long voile, dans l'attitude de l'accablement; à ses pieds l'on voit une urne cinéraire. Dans les représentations religieuses, on substitue à cette urne un monument funèbre surmonté d'une croix. P. A. V.

DOURO, en espagnol *Duero*, un des principaux fleuves de la péninsule hispanique. Il a sa source au haut des montagnes de la Vieille-Castille, un peu au-dessus de l'emplacement de l'ancienne Numance. Dans cette province il arrose Soria, Almazan et Aranda; puis il entre dans l'ancien royaume de Léon, et y baigne les murs de Valladolid, Tordesillas, Toro et Zamora. Coulant toujours vers l'ouest, il atteint, à Miranda, les frontières du Portugal, prend une direction méridionale, en séparant les deux royaumes de Portugal et d'Espagne; puis, reprenant la direction de l'ouest, il traverse le premier dans sa largeur, en limitant au sud les provinces portugaises de Tra-los-Montes et Entre-Douro-et-Minho, et il se jette dans l'Océan au-dessous de Porto, dont il remplit le beau port. Ce fleuve reçoit un grand nombre de rivières, parmi lesquelles on remarque le Carrion, l'Elza, le Torme en Espagne; le Sabor et la Tamega en Portugal. La navigation trouve dans ce fleuve de deux royaumes de grandes facilités pour les communications entre le nord de l'Espagne et l'Océan. D-g.

DOUTE. Le doute est l'état de l'esprit qui ne peut ni adhérer ni refuser son assentiment à un jugement qu'il conçoit. C'est, par exemple, une question *douteuse* pour nous autres habitants de la terre de savoir si la lune et les autres planètes sont habitées. Le doute parfait serait celui où le pour et le contre seraient ou sembleraient être appuyés par des raisons d'égale force. Le doute se distingue de l'ignorance en ce qu'il conçoit un jugement possible et des raisons égales ou à peu près égales pour et contre. On n'est donc pas proprement dans le doute relativement à un jugement que l'on ne conçoit point, ni même par rapport à un jugement que l'on conçoit, mais sans du reste apercevoir de raisons ni pour ni contre. On distingue le doute *sceptique* et le doute *méthodique*. Le premier n'est qu'un parti pris de tout nier, même les vérités les plus évidentes (*voy.* SCEPTICISME). Le doute méthodique au contraire n'est jamais que provisoire: on ne doute alors que pour sortir légitimement du doute, même pour se donner le temps d'examiner la question, d'en voir le fort et le faible, afin de pouvoir ensuite se décider en conséquence.

Le doute suppose toujours quelque connaissance, ne fût-ce que l'idée de la chose même dont on doute. Le doute parfait, si on ne le confond pas avec l'ignorance complète de la question, c'est-à-dire quand il n'est pas doute négatif absolu, est un état idéal qui se rencontre difficilement. En effet, il est rare que l'esprit aperçoive rigoureusement autant de raisons pour que contre, ou réciproquement; et pourtant s'il n'en est pas ainsi, il y a probabilité plus ou moins grande, mais non pas doute. Cependant si la probabilité n'est pas assez grande pour que l'esprit puisse se déterminer, cet état intellectuel s'appelle encore *doute*, mais par extension.

Quand il y a lieu de *douter* et qu'on s'en aperçoit, douter est assez facile; ce qui est plus difficile c'est d'apercevoir les raisons de douter.

Le précepte de la méthode relatif au doute est donc moins celui-ci: *Dans le doute abstiens-toi de juger*, que cet autre: *Cherche si dans l'apparence de la certitude ou même de la probabilité il n'y aurait pas encore quelque raison de douter.*

Mais comment chercher? en examinant bien tous les côtés de la question. Mais comment examiner? La méthode pourrait peut-être faire encore quelques réponses à ces sortes de questions pro-

gressives, mais à la fin elle serait obligée d'abandonner l'esprit à lui-même, à sa propre méthodicité, à sa propre sagesse. Il en est de même sur tous les points. La méthode n'est utile, en dernière analyse, qu'aux esprits méthodiques; tout esprit porte donc avec lui sa méthode ou n'en a pas. Ce que peut faire l'enseignement, sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, ce n'est pas d'apprendre à voir, mais de conseiller de regarder. Il n'est donc pas facile de douter à propos; car les préjugés aussi ont leur tyrannie, et une tyrannie d'autant plus grande qu'elle est moins aperçue. Le doute vient de la défiance, et la défiance vient de l'erreur et des réflexions qu'elle a fait naître lorsqu'une fois elle a été reconnue.

Ne doute donc pas qui veut, mais qui peut. Pour pouvoir douter il faut donc avoir été corrigé de son extrême facilité à croire par les inconvénients même de la crédulité, l'erreur. L'expérience et le temps sont donc aussi des maîtres en fait de méthode. Ce n'est pas en un jour que l'on apprend à douter, parce que ce n'est pas en un jour que l'on apprend beaucoup; et cependant savoir douter, dit très bien Malebranche, c'est savoir beaucoup.

Tout jugement qui dépasse les raisons sur lesquelles il se fonde, ou qui ne tient aucun compte des raisons opposées à celles-là, est contraire au doute légitime.

Il y a lieu de douter plus ou moins, suivant que les raisons pour et contre sont plus ou moins fortes. S'il n'y a pas de raisons pour ou de raisons contre, et qu'il y ait au contraire toute raison contre ou toute raison pour, il n'y a pas lieu de douter. Ce serait être sceptique que de douter en pareil cas.

Le doute méthodique est donc essentiellement différent du doute sceptique : l'un se conforme au sens commun, l'autre le nie. On ne peut ni commencer ni finir par le doute absolu ou universel; car si l'homme s'avise de douter de tout, il ne gardera le souvenir d'aucune vérité, pas même de celle de sa propre existence. Si d'un autre côté on ne doute pas de tout en principe, au moins ce dont on n'aura pas douté restera dans l'entendement. Le doute absolu serait le suicide de l'intelligence; en conséquence il est défendu aux sceptiques de dire *je doute*, sans dire par le fait même je ne doute pas.

Dans quelle circonstance spéciale faut-il douter, et jusqu'à quel point? La méthode ne répond point à ces questions, car les règles qu'elle donne sont générales; et comme cependant elles ne s'appliquent que dans des circonstances déterminées, un esprit faux pourra toujours les méconnaître, comme un esprit juste est toujours à même de s'y conformer. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il faut grandement veiller sur ses jugements, et savoir douter quand on ne peut être certain. *Nescire quædam magna pars sapientiæ.* Jh T.

DOUVRES, en anglais *Dover*, ville maritime du comté de Kent, à 72 milles anglais de Londres, située sur le Pas-de-Calais, et la plus voisine de France. Elle est surtout remarquable par son port, aujourd'hui accessible à des bâtiments de 4 à 500 tonneaux, et qui fait partie des *cinque ports* (*voy.*). Il offre souvent un refuge aux vaisseaux pendant les tempêtes. La ville, située sur un rocher calcaire de 570 pieds de hauteur, se compose de trois rues principales qui viennent se joindre à l'extrémité, et compte 20,000 habitants. Il s'y trouve deux églises, celle de Saint-Jacques, le patron des marins, grand édifice élevé en 1216, et l'église de Sainte-Marie, fondée par les Normands. Tous les dissidents anglais y ont des oratoires ou des chapelles. Il croît toujours le long du rocher, comme au temps de Shakspeare, le grand fenouil marin, excellent assaisonnement pour les sauces. Parmi les édifices publics on distingue surtout le superbe hôpital militaire, la halle de la ville ou marché, le théâtre d'été et le casino. Douvres est d'abord connu comme lieu de passage, et ensuite par ses bains de mer froids et chauds. Ce n'est que depuis la dernière paix que la ville s'est véritablement élevée; comme l'entrée du port est très étroite et dangereuse pendant le mauvais temps, des côtiers adroits viennent prendre les passagers dans de petites barques en rade, lorsque le bateau à vapeur n'arrive pas assez tôt pour entrer dans le port avec la marée. Toute l'année un bateau part journellement de Douvres pour aller à Calais

et un autre se rend à Boulogne. En outre, deux navires français croisent régulièrement entre Calais et Douvres. Le passage en bateau à vapeur dure trois à quatre heures. Depuis la descente dont la France menaçait l'Angleterre, Douvres a été fortifié du côté de la mer par des batteries et des bastions. Il est encore protégé par des tours et par un fort placé sur le rivage, à 320 pieds au-dessus de la surface de la mer. Ce fort, d'une étendue de 25 acres, a des casemates à l'épreuve des bombes pour 2,000 hommes, et un puits de 370 pieds de profondeur qui le garantit du manque d'eau; 300 gros canons et 60 mortiers sont distribués sur les hauteurs. Des mines de poudre rendent dangereux tout essai de prendre le fort d'assaut. Dans les édifices et aux tours de ce beau fort on montre des antiquités que l'on dit remonter aux Romains, et il est au moins certain que le revêtement d'une redoute près du fort est le débris d'une ancienne tour romaine. Quant aux tours du fort, elles portent les noms de leurs fondateurs. On voit sur la pointe du rocher la plus élevée le château; il a 92 pieds de haut, et sert actuellement d'arsenal et de magasin.

Le port de *Dover* ne doit pas être confondu avec d'autres villes anglaises du même nom, notamment avec le chef-lieu du comté de Strafford. *C. L.*

DOUZE TABLES (LOI DES), *voy.* TABLES.

DOW ou DOUW (GÉRARD), né à Leyde en 1613 et mort dans la même ville en 1680, est le peintre le plus étonnamment vrai, le plus prodigieusement exact et minutieux dans l'imitation de la nature que les siècles aient encore produit. Son père, qui était vitrier, lui fit apprendre à dessiner chez Barthélemi Dolendo, graveur, et peindre sur verre chez Pierre Rouwenhorn. Après avoir travaillé pendant quelque temps à colorer des vitraux d'église, il entra, fort jeune encore, sous la direction de Rembrandt. Après trois années d'études chez ce maître, qui lui suffirent pour devenir habile, il le quitta et ne consulta plus que la nature. Le portrait l'occupa d'abord; mais sa lenteur minutieuse au travail ayant fait fuir tous ses modèles, il se borna à peindre en petit des scènes domestiques. Précieux à l'excès, il prenait des précautions infinies pour préserver de la poussière sa palette et son ouvrage; à l'instar de Léonard de Vinci et des peintres antérieurs à ce grand homme, il ne se reposait que sur lui du soin de broyer et de préparer ses couleurs : de là, sans doute, la belle conservation de ses tableaux. Il avait l'habitude de travailler seul. L'exactitude, la servilité même d'imitation est telle chez lui que ce n'est qu'à l'aide d'une loupe qu'on peut apprécier l'étendue de sa patience et l'adresse admirable de sa main. Sandrart lui a entendu dire avoir passé plusieurs jours à peindre une main, un simple accessoire tel qu'un manche à balai.

Le dessin de Gérard Dow n'est ni noble ni correct; mais il n'a rien de trivial et s'accorde avec le style de ses compositions; ses expressions ont beaucoup de naturel. Ce peintre ressemble à Rembrandt par l'harmonie de la couleur, par une entente admirable du clair-obscur; comme lui, il a souvent éclairé ses sujets d'en haut et avec des lumières étroites; mais ce qui différencie le maître de l'élève, c'est la touche parfois heurtée jusqu'à l'affectation du premier, et ce pinceau délicat, fin, précieux à l'excès qui distingue le second. Rembrandt calculait l'effet de ses tableaux sur la distance nécessaire entre la peinture et l'œil du spectateur : Gérard Dow voulait que les siens gagnassent encore à être vus de près, et il a atteint ce but. Quelque achevé qu'en soit le travail, les parties sont toujours subordonnées au tout, et l'on n'admire pas moins l'accord, la justesse de l'ensemble que la finesse et l'exactitude des détails. Mais Rembrandt a cet avantage sur son élève que parfois il est plein de poésie, tandis que Gérard Dow n'est le plus souvent qu'un patient et laborieux imitateur d'une nature immobile ou faiblement animée. Excepté sa *Femme hydropique* du musée du Louvre, si bien gravée par Claessens, et le plus considérable, comme le plus étonnant de ses ouvrages par le nombre de figures, la justesse et la variété d'expression, la diversité des accessoires, l'effet magique de la lumière et l'immensité du travail qu'il a nécessité; excepté encore son *Charlatan*, passé de

Dusseldorf à Munich, autre chef-d'œuvre de patience, mais non d'invention, ni de caractère, ni d'esprit, on ne peut guère citer de lui que des tableaux d'une ou de deux figures au plus, représentées dans des actions insignifiantes, comme sont : l'*Épicière de village*, la *Cuisinière hollandaise*, l'*Intérieur d'un ménage* où la mère de Gérard Dow lit la Bible à son vieil époux, le *Médecin aux urines*, l'*Arracheur de dents*, le *Joueur de violon*, et beaucoup d'autres semblables répandus dans les galeries souveraines de l'Europe et chez quelques riches amateurs; car il faut être riche pour posséder des ouvrages de ce peintre, dont les productions ont toujours été payées au poids de l'or, même de son vivant. La *Femme hydropique* avait coûté 30,000 fr. au roi de Sardaigne; l'*Épicière* du musée du Louvre s'est vendue 17,000 fr. chez le marchand de tableaux Le Brun; le *Dentiste*, composition de huit figures, qui a été submergée dans son transport en Russie, avait été payé 14,000 florins. Selon le marchand Le Brun, une figure à mi-corps de ce maître vaut 12,000 fr., une composition un peu riche 42,000 fr. A la vente des tableaux du duc de Berry, avril 1837, le portrait de Gérard Dow, peint par lui-même, a été adjugé pour la somme de 10,700 fr. L. C. S.

DOXOLOGIE, terme emprunté à la langue grecque (δόξα, gloire, et λέγω, je dis), signifie en général une prière pour célébrer la grandeur et la majesté de Dieu. Dans l'église chrétienne, on nommait ainsi autrefois l'hymne des anges ou cette fin de l'Oraison dominicale : « Car « c'est à toi qu'appartiennent la gloire, » etc. La *grande doxologie* est une amplification du *Gloria in excelsis Deo*, qui se chante à la messe et à laquelle viennent se joindre d'autres passages de la Bible relatifs à la grandeur de Dieu. La doxologie figure aussi dans la liturgie anglicane et dans d'autres liturgies protestantes. *C. L.*

DOYEN. Ce mot vient du latin *decanus*, en grec δεκάδαρχος, chef de dix hommes d'où les Francs ont fait le *dixainier*, titre qui se conserva jusque dans les derniers temps parmi les officiers de l'ancienne municipalité de Paris. Quelquefois aussi, chez les Romains, le mot *decanus* désignait un juge inférieur qui rendait la justice à dix villages. Dans le palais des empereurs de Constantinople, il y avait aussi des *decani* préposés sur dix officiers inférieurs. Le gouvernement de l'Église ayant adopté les divisions de l'administration civile, l'Église, et surtout l'église grecque, eut aussi ses doyens. Ils étaient d'abord laïques; on en établit ensuite d'ecclésiastiques dans les cathédrales et les collégiales. Les compagnies séculières, et particulièrement les corps judiciaires ou savants, établirent aussi des doyens.

Le *doyen d'âge* est celui qui se trouve le plus âgé du corps dont il fait partie. Cette qualité donnait autrefois quelque pouvoir dans les assemblées d'habitants; mais il y a longtemps qu'elle ne donne plus droit qu'à des déférences. Le doyen *en ancienneté* est le plus ancien en réception de tous les membres d'un corps : ainsi le *doyen des avocats* est le premier inscrit dans la matricule. Il n'a aucune autorité; seulement, dans les réunions, il siége après le bâtonnier. A Verdun, le *doyen des bourgeois* était le premier officier du corps de ville. Le *doyen des cardinaux* ou du sacré-collége est le plus ancien en promotion des cardinaux. Le prêtre placé à la tête du chapitre d'une cathédrale, s'appelle aussi doyen; il y a des *doyens en dignité* au bénéfice desquels ce titre est attaché : ils ont rang au-dessus de tous les chanoines. Le doyen *en ancienneté*, c'est-à-dire le plus ancien des chanoines, n'a rang qu'après le doyen en dignité. On appelait *doyen en charge* un des membres d'une compagnie séculière qui faisait ordinairement pendant un an les fonctions de doyen, veillait au maintien de la discipline et administrait les affaires de la compagnie. Jadis on donnait le titre de *doyen des doyens* au plus ancien maître des requêtes. Le *doyen d'une faculté universitaire* est celui qui est à la tête de cette faculté, soit par ancienneté, soit par charge. Il est choisi parmi les professeurs de la faculté et souvent élu par eux-mêmes sans intervention du gouvernement (*voy.* FACULTÉ). Le *doyen d'un monastère* était un religieux établi sous l'abbé pour le soulager et avoir inspection sur dix moines.

Le *doyen rural* était un curé de la campagne qui avait droit d'inspection et de visite dans un certain district du diocèse, qu'on appelait *doyenné rural*, et qui était composé de plusieurs cures.

C'est ainsi que, dans l'église protestante, on pourrait encore nommer, et qu'on nomme effectivement *doyens* en Angleterre, les pasteurs auxquels on donne ailleurs le titre de *præpositus* (prévôt), en allemand *Probst*.

Le mot *doyenné* désigne soit la dignité même du *doyen*, soit, comme dans les cas que nous avons cités, l'étendue de la juridiction du doyen, soit enfin sa demeure. *Voy.* l'article Décanat. A. S-r.

DOYEN (François). Ce peintre, né à Paris en 1726, partage avec Vien l'honneur d'avoir contribué à la régénération de l'école française en produisant des ouvrages plus conformes aux saines doctrines, plus vrais d'expression et de dessin, en un mot plus voisins de la nature que ceux des Boucher, des Vanloo, des Natoire et de leurs imitateurs. Fils d'un tapissier, Doyen refusa, quelque désir qu'en eût son père, de lui succéder dans la charge qu'il exerçait au garde-meuble de la couronne; il était né pour être peintre et il voulut l'être. Le père céda donc et le plaça, à 12 ans, chez Carle Vanloo, le peintre le plus célèbre de l'époque. Ses études prirent de suite une direction favorable, et bientôt il étonna son maître et ses condisciples par des compositions pleines de verve, de génie et de science. A 20 ans il obtint le prix de Rome. Arrivé dans la capitale des arts, il s'y livra avec une ardeur sans égale à l'étude des beaux ouvrages d'Ann. Carrache dans la galerie Farnèse, de Lanfranc à St-André *della Valle*, du Cortone au palais Barberini. Il se passionna à tel point pour le célèbre plafond du dernier de ces maîtres qu'il en exécuta, sur une toile de 7 pieds, une copie complète dans toutes ses parties, même les dorures. Toutefois sa prédilection pour le Berettini ne l'empêcha pas d'apprécier le grand goût de dessin, la force d'expression de Jules Romain, de Polydore, de Michel-Ange surtout, dont la chapelle Sixtine, la première fois qu'il la vit, l'avait plongé dans une extase indicible. Après avoir recueilli à Rome une ample moisson d'études, Doyen alla à Naples, à Venise, à Bologne, à Plaisance, à Parme, et lorsqu'il passa par Turin pour revenir en France, le roi de Sardaigne tenta vainement de le fixer à sa cour : l'amour de la patrie le rappela dans sa ville natale. Il avait alors 29 ans. Mais quelle fut sa douleur quand il y vit son talent méconnu et bientôt dénigré par une école intéressée à feindre de ne pas le comprendre. Trop ami des saines doctrines pour les sacrifier au goût de ses contemporains, trop fier pour solliciter des travaux qu'il ne voulait devoir qu'à son seul mérite, Doyen résolut de vaincre sa mauvaise fortune par un ouvrage capital, capable d'éclairer la multitude et d'attirer sur lui la protection des Mécènes. C'est alors qu'il exécuta cette *Mort de Virginie*, si riche de composition, de style et de dessin, où la physionomie du peuple romain est si fidèlement rendue, qui excita de telles clameurs à son apparition, que Doyen, après deux ans d'études et de travaux sans fin, s'imagina s'être véritablement trompé et avoir fait un ouvrage ridicule*; mais il fut rassuré par son ancien maître Vanloo, qui, ému jusqu'aux larmes, lorsqu'il eut enfin consenti à voir son tableau, se jeta dans ses bras en lui disant ces seuls mots qu'il put proférer : *Je suis content, mon ami; comme on m'avait trompé!* Dès ce moment tout changea de face pour Doyen : les amateurs qui avaient témoigné le plus d'indifférence pour ses ouvrages devinrent ses plus ardents admirateurs; chacun voulut posséder quelque chose de sa main. Le grand tableau de *sainte Geneviève des Ardents*, qu'il exécuta en 1773 pour faire pendant, dans l'église Saint-Roch de Paris, au *saint Denis prêchant la foi dans les Gaules*, par Vien, mit le sceau à sa réputation. Cet ouvrage, de 22 pieds de haut sur 12 de large, étonne par l'énergie de la composition, un heureux choix de contrastes, des caractères de tête bien choisis, où l'expression de la douleur est aussi variée que profondément sentie, enfin par une science de dessin et d'anatomie d'autant plus louable qu'elle était rare alors. Sans doute à côté du ta-

(*) Ce tableau, de 26 pieds de proportion, a été acquis par la cour de Parme.

bleau de Vien celui de Doyen paraît plus systématique que vrai, plus théâtral que simple et naturel; mais ces défauts n'empêchent pas de le placer au premier rang après celui de l'illustre précurseur et maître de David. Après la mort de C. Vanloo, Doyen continua les travaux de l'église des Invalides; la chapelle Saint-Grégoire a été peinte à l'huile d'après ses sept esquisses tant vantées par Diderot dans son examen du salon de 1765. Outre ces ouvrages capitaux, l'œuvre de Doyen compte encore le *Combat de Diomède et d'Énée*, commenté par le même Diderot dans sa correspondance avec Grimm, et dans lequel, après avoir admiré la vie, le mouvement et la poésie, il blâme, comme offrant un contraste trop prononcé, la présence de Vénus nue et parée de tous les charmes de la beauté, au milieu du sang et des armes des combattants; une *Adoration des Mages*, de 10 pieds de haut, connue par l'eau-forte exécutée d'après elle par Lecarpentier, son élève et son biographe; le *Triomphe de Thétis*, le *Priam aux pieds d'Achille*, qu'on voyait jadis au Musée de Versailles et dont la place serait au Musée du Louvre où l'on ne voit aucun ouvrage de Doyen; la *Mort de saint Louis* pour l'École militaire de Paris, et cette suite de peintures d'après l'Iliade, qui a servi de modèles aux tapisseries des Gobelins. Quoique sa première éducation ait été négligée, il n'en fut pas moins recherché par Diderot, d'Alembert, Ducis, Sedaine, Colardeau, Bailly, Mariette, Chardin et Vernet, avec lesquels il vécut dans l'intimité. Sa conversation était animée, son esprit vif et enjoué, fertile en saillies heureuses; il discourait avec beaucoup de facilité et de profondeur sur son art.

Doyen, qui depuis 1776 était professeur à l'Académie de peinture et de sculpture, quitta la France en 1791, au moment où nos troubles civils menaçaient d'anéantir les arts pour toujours, et alla s'établir à Saint-Pétersbourg. Il y avait été invité par Catherine II, qui lui confia la direction de son Académie des Beaux-Arts et le combla d'honneurs et de récompenses. Ses travaux en Russie sont disséminés dans les différents palais impériaux et chez quelques riches seigneurs. On cite, comme particulièrement remarquables, ses plafonds de la grande salle dite de Saint-Georges, au palais d'hiver, et de la bibliothèque de l'Ermitage, ainsi que deux autres également dignes de sa réputation, l'un dans la galerie de Pavlofski, l'autre dans la chambre à coucher de Paul I^er^, au palais Mikhaïlof. Ce prince honorait Doyen d'une affection particulière et se plaisait à le voir travailler. A la mort de Doyen, arrivée en 1806, cinq ans après que son grand âge lui eut fait abandonner à un autre la direction de l'Académie, on lui rendit les honneurs dus à son rare mérite comme homme et comme artiste. L. C. S.

DOYEN (THÉATRE). Ce théâtre de société, où des amateurs et de jeunes artistes donnaient des représentations, quelquefois dans un but moral, a été fondé à Paris, vers le temps de la révolution de 1789, par un menuisier dont le nom lui est resté. Établi d'abord dans la rue Notre-Dame-de-Nazareth, il fut ensuite transféré dans la rue Transnonain; mais en 1824 on lui fit l'application des mesures prises contre les théâtres bourgeois où l'on vendait des billets, et en avril 1834 il fut envahi par la force armée qui agissait contre l'émeute dont ses alentours étaient devenus en quelque sorte le quartier-général. Après la mort de Doyen, qui précéda de deux ans ces tristes événements, son théâtre fut vendu, mais il conserva néanmoins sa première destination. X.

DRACHME (δραχμή), poids et monnaie grecs. Comme poids, la drachme pesait un demi-*sicilicus* ou 3 scrupules, ou la 8^e^ partie de l'once. Comme monnaie, elle valait bien près de 1 franc, surtout la drachme *attique*. C'était une pièce d'argent, du poids ci-dessus indiqué, et de la valeur de 6 oboles, ou la 100^e^ partie de la mine (*voy.*), et répondant presque au denier romain (*voy.*). Il y avait aussi des *didrachmes*, des *tridrachmes* et des *tétradrachmes*, c'est-à-dire des pièces de 2, 3 et 4 drachmes. *Voy.* MONNAIES et MÉDAILLES. F. D.

DRACON. Il passe pour le premier législateur d'Athènes, et, selon saint Clément d'Alexandrie, il a publié ses lois en la première année de la 39^e^ olym-

piade, l'an 624 avant J.-C., Ancus Marcius régnant à Rome. Exemple de bonnes mœurs par sa conduite, il avait en outre composé près de trois mille vers ou préceptes de morale. Cependant il y avait dans son caractère beaucoup plus de raideur que de sagesse. Dracon crut pouvoir réprimer tous les délits en les frappant de peines également cruelles. Il ne connaissait que la mort, pour le simple maraudage des champs comme pour l'assassinat, pour l'adultère comme pour le sacrilége. C'est ce qui a fait dire à l'orateur Démade que ses lois paraissaient avoir été tracées avec du sang, et à Hérodien qu'elles étaient réellement d'un *Dracon*, mot qui signifie en grec serpent ou dragon. Athènes ne put se gouverner longtemps par ces lois, qui assuraient l'impunité à tous les crimes, les juges ne pouvant se résoudre à en faire une application barbare. Trente ans s'étaient à peine écoulés que Solon fut chargé de publier une législation nouvelle; quelques-uns vont jusqu'à dire que le mécontentement universel força Dracon à se sauver dans l'île d'Égine, où ses lois avaient été pareillement adoptées; toutefois, cette version n'est pas solidement démontrée. D'autres prétendent que Dracon mourut accablé sous le poids des présents que jetait sur lui un peuple qui l'admirait, et que ce fut à Égine, à l'occasion de son apparition au théâtre, qu'on lança sur lui des robes, des manteaux, des bonnets, etc.

De nos jours encore le nom de Dracon s'attache à toutes les dispositions de lois pénales qui dépassent le but et méconnaissent la proportion qui doit exister entre la faute et la réparation. On dit *code draconien, lois draconiennes*. Une chose bizarre, c'est que Dracon voulait qu'on fît le procès aux choses inanimées qui avaient tué quelqu'un (*voy.* Deodand); par exemple aux statues, quand leur chute occasionnait la mort d'un homme. Plutarque rapporte que quelqu'un l'ayant interrogé sur l'usage immodéré qu'il faisait de la peine capitale, il a répondu que les plus petites contraventions en étaient dignes et qu'il n'avait rien trouvé au-delà de la mort pour les grandes. Solon ne conserva de sa législation que ses dispositions sur le meurtre.

Les particularités de sa vie privée ne nous sont point connues; on sait seulement qu'il était né d'une famille considérée, homme de bien et sincèrement attaché à sa patrie. Eschine nous dit qu'il prenait le citoyen au moment de sa naissance et le suivait dans les différentes circonstances de la vie. En général ses lois étaient conformes aux préceptes de la doctrine soutenue depuis par les stoïciens. Il ne faut pas omettre une disposition qui pouvait être d'une influence salutaire sur les mœurs, bien qu'on la dise renouvelée de Triptolème. Dracon avait défendu de tuer aucun des animaux servant au labourage. La tradition disait qu'il était enterré sous le théâtre d'Égine, où il avait été si singulièrement honoré. Mais a-t-il été réellement obligé de s'exiler? On peut en douter quand on lit dans Démosthène que, dans les tribunaux, son nom n'était prononcé qu'avec la vénération due aux bienfaiteurs des hommes. On lui attribue la création du tribunal des éphètes, composé de 51 juges choisis parmi les meilleurs citoyens. Ce tribunal jugeait seul en dernier ressort; mais il fut anéanti par la législation de Solon. P. G-y.

DRÆSEKE (Jean-Henri-Bernard), évêque évangélique à Magdebourg et prédicateur célèbre, naquit le 23 janvier 1774 à Brunswic, où il fit ses premières études au gymnase dit *Carolinum*. Il alla ensuite (1792) les continuer à l'université de Helmstedt. Après avoir été chargé quelque temps d'une éducation particulière à Ratzebourg, et avoir rempli depuis 1795 la charge de diacre à Mœllen, dans le Lauenbourg, il y obtint en 1798 la place de premier prédicateur, avec l'inspection des écoles, puis en 1804 celle de pasteur à Ratzebourg. Depuis 1814 il était pasteur à la cathédrale de Saint-Anschaire à Brême, lorsque la faculté théologique de Iéna, voulant récompenser les services rendus à l'église évangélique, lui envoya, lors du jubilé de la réforme (1817), le grade de licencié en théologie, et en 1819 l'université de Rostock, à l'occasion de la quatrième fête séculaire de sa fon-

dation, lui adressa le diplôme de docteur en théologie. Après avoir refusé plusieurs fois les hautes dignités ecclésiastiques que lui offrait la direction des cultes de Saxe-Cobourg, il accepta en 1828 le titre de conseiller au consistoire du duché. Il fut nommé en 1832 surintendant général des églises de la province de Saxe, et premier prédicateur au dôme de Magdebourg. C'est à la suite de cette nomination que la dignité épiscopale lui fut conférée par le roi de Prusse. Tous les efforts de ce digne prélat comme homme, comme orateur et comme écrivain tendent au même but, l'intérêt de la religion. Parmi ses écrits, dont quelques-uns, purement littéraires, appartiennent à sa jeunesse et parurent sous l'anonyme, se trouvent beaucoup de sermons et discours de circonstance, qu'il a fait imprimer par condescendance pour la commune de Brême. Mais voici quels sont ceux de ses ouvrages qui caractérisent le plus son esprit et son éloquence : *Sermons à l'usage des chrétiens habitués à réfléchir* (5 vol., Lunebourg, 1804-1812; 4e édit., 1818); *La Foi, la charité et l'espérance* (*ibid.* 1813, 5e édit., 1824); *La Régénération de l'Allemagne, suite de discours évangéliques* (3 vol., Lubeck, 1814; 2e édit., 2 vol., Lunebourg, 1818); *Plans de sermons sur des textes libres* (2 vol., Brême 1815); *Sermons sur la Passion de notre Seigneur* (Luneb. 1816; 2e édit., 1818), auxquels il joignit un 3e volume, livre d'édification, ayant pour titre: *Examen des derniers jours de la vie de Jésus-Christ* (Luneb. 1821); *Sermons sur des textes librement choisis de l'Écriture sainte* (4 vol., *ibid.*, 1817-1818); *Jésus-Christ parlant aux générations actuelles* (*ibid.*, 1819; 3e édit., 1820, avec trois suppléments, 1820); et enfin, *Du royaume de Dieu, considérations puisées dans l'Écriture sainte* (3 vol., Brême 1830).— Tous ces ouvrages respirent un amour vrai et ardent de Jésus-Christ, que le révérend M. Dræseke considère, pour ainsi dire, comme le fondement et comme le pivot du royaume de Dieu. On l'a surnommé le *Jean-Paul des orateurs de la chaire*, et c'est un éloge qu'on a voulu lui décerner; chez nul autre, en effet, on ne trouve une telle richesse de pensées et de sentiments, jointe à tant d'esprit, à une chaleur si entraînante, ni un talent aussi merveilleux à manier la parole. Il faut convenir cependant qu'il se rencontre chez lui des métaphores forcées et quelquefois inexactes, des expressions bizarres, un trop grand luxe de rhétorique, souvent des antithèses hasardées, des comparaisons étranges; mais ces défauts tiennent à sa brillante imagination et à la pénétration de son esprit. Du reste, son langage, généralement sententieux, se grave facilement dans la mémoire. Heureux dans le sein de sa famille, M. Dræseke met tous ses soins à y maintenir la pureté des mœurs et la piété; et dans ses fonctions, il s'applique constamment à faire respecter la liberté civile et la légalité, comme à développer dans tous les cœurs les sentiments nobles et les saintes résolutions. *C. L.*

DRAGAGE, *voy.* DRAGUE.

DRAGOMAN, *voy.* DROGMAN.

DRAGON (hist. nat.). Longtemps ce mot n'eut aucun sens précis en histoire naturelle. Animal fantastique, aux replis tortueux, puissant comme le lion, fendant la nue comme l'aigle, vomissant la flamme, et immolant ses victimes par la seule fascination de son regard, le dragon (*draco*) eut un culte dans l'Orient; l'antiquité grecque le plaça à la porte du jardin des Hespérides; le christianisme le consacra dans ses légendes, le moyen-âge dans ses féeries; la chevalerie en avait fait l'emblème des actions éclatantes et le sculptait dans son blason*; enfin quelques naturalistes crédules ne craignirent pas d'en affirmer l'existence. En un mot, cet être singulier a été mêlé à tout, s'est trouvé partout, hors dans la nature**.

(*) On connaît l'histoire, nous demandons pardon aux critiques de nous servir de ce mot, l'histoire de Saint-Georges (*voy.*) tuant le dragon qui allait dévorer la princesse Aïa, et celle de la lutte de Gozon, chevalier de Malte, contre un autre dragon non moins formidable. Ce dernier exploit de la chevalerie chrétienne a été chanté par Schiller dans la ballade *der Kampf mit dem Drachen.* J. H. S.

(**) Si quelque chose, dit Cuvier, pouvait justifier ces hydres et ces autres monstres dont les monuments du moyen-âge ont si souvent répété les figures, ce serait incontestablement le plésiosaurus fossile, découvert par M. Conybeare. *Discours sur les révolutions du globe*, p. 302. S.

C'est que, comme cela arrive souvent, on avait fini par attribuer une réalité matérielle à ce qui n'avait été probablement dans l'origine qu'un symbole, une de ces allégories si communes parmi les traditions primitives des peuples. *Voy.* l'article suivant.

Quoi qu'il en soit, la place qu'occupe cet être fabuleux dans les croyances de peuples si divers, et à des époques si différentes, n'en est pas moins un des épisodes les plus curieux de l'histoire philosophique de l'esprit humain. Aujourd'hui déchu de son ancienne puissance, le dragon n'est plus pour le naturaliste qu'un faible et innocent reptile de l'ordre des *sauriens* ou lézards, assez curieux toutefois à observer pour ses mœurs et la bizarrerie de ses formes. Il est de petite taille; son corps, vert dans l'espèce la plus commune, et couvert d'écailles, se termine par une longue queue. Sa peau forme sur la nuque une petite crête ou dentelure, et sous la gorge pend *un fanon*, espèce de poche en forme de goître. Enfin, et c'est ce qu'il y a de plus remarquable dans cet animal, une partie des côtes, au lieu de se courber en arc autour de la poitrine, s'étendent en ligne droite et soutiennent des prolongements de la peau, formant des espèces d'ailes qui, sans servir précisément au vol, soutiennent l'animal à la manière d'un parachute, lorsqu'il saute d'un arbre à l'autre. Mais autant montre-t-il d'agilité dans cet exercice, autant il éprouve de difficultés à marcher: aussi le trouve-t-on rarement à terre, et ne quitte-t-il guère la cime des arbres que pour se jeter à l'eau, dans laquelle il nage avec beaucoup de facilité. Le dragon vit d'insectes, qu'il poursuit avec beaucoup d'agilité de branche en branche. Il dépose ses œufs dans les vieux troncs d'arbres. Les différentes espèces que l'on connaît viennent toutes des Indes-Orientales. On l'y élève dans quelques maisons comme objet de curiosité.

C. S-TE.

DRAGON (mythol.). Ainsi qu'il vient d'être dit, le dragon, tel qu'on se le représente vulgairement, n'est qu'un être absolument fictif; les naturalistes qui ont affirmé en avoir vu les dépouilles dans divers cabinets ont été trompés par des momies artistement composées de toutes pièces, stratagème dont la cupidité a souvent fait son profit. C'est au reste l'exaspération d'une imagination impressionnée par l'ignorance et la terreur qui a attribué à un être idéal cette intelligence surhumaine qui valut aux dragons d'être choisis par les dieux pour ministres de leurs volontés et de leur colère, comme gardiens de leurs trésors; c'est elle qui leur prêta la férocité de mœurs et de caractère à laquelle on imputa tous les fléaux qui pesaient sur l'espèce humaine. Nous voyons l'énorme serpent détruit par Régulus transformé par la peur en un dragon colossal contre lequel il fallut dresser une machine de guerre. Il n'est pas jusqu'aux sauterelles, qui en certaines contrées dévorent les moissons, qu'on n'ait travesties en serpents ailés; et, même de nos jours, le crocodile tué en 1815 près de Calcutta et le monstre du mont Salève figuraient déjà sur la liste des serpents de la fable, lorsqu'un examen attentif réduisit ce dernier aux proportions d'une couleuvre de grosséur insolite.

De tout temps le dragon ailé n'a été qu'un hiéroglyphe, un emblème cachant un fait historique, et le plus souvent une calamité publique. C'est ainsi que lorsqu'un des fleuves qui traversent la France a menacé d'inonder quelques-unes de nos cités, il a fallu, pour mettre un terme à ce fléau, l'intervention d'un prélat ou de quelque thaumaturge pour combattre et détruire un dragon formidable. La ville de Rouen, inondée dans le VII^e^ siècle, a conservé la mémoire du prélat saint Romain, vainqueur de la *gargouille;* Paris, au IV^e^ siècle, dut son salut à l'évêque saint Marcel; les villes d'Orléans, de Metz, du Mans, etc., ont conservé de semblables souvenirs. Remarquons à ce propos que le dragon n'est que l'emblème des sinuosités des fleuves que représentent en effet les replis tortueux des reptiles.

On s'est encore servi de cet emblème pour figurer le triomphe du bien sur le mal moral, de la lumière sur les ténèbres, de la civilisation sur l'ignorance; le paganisme et le christianisme ont consacré cette allégorie. Dans presque toutes les légendes figurent trois objets acces-

soires qui se groupent autour de l'objet principal : une vierge, un abime, une caverne, la mer, ou une rivière, ou un puits. Toujours il est question d'un monstre sorti de l'abime dans lequel une femme le force de rentrer. Le christianisme, pour ne pas heurter de front les préjugés du siècle au milieu duquel il apparut, enveloppa le spiritualisme de sa doctrine sous les plus grossiers emblèmes qu'avait empruntés le paganisme : il nous représente l'archange Michel terrassant le dragon ennemi du genre humain; une vierge, mère du Réparateur du monde, écrasant la tête du serpent par lequel le mal est venu sur la terre. Plus tard, les progrès de la religion du Christ ont été représentés par la mort d'un reptile monstrueux. Le succès des prédications des Hilarion, des Arnel et autres missionnaires qui détruisirent le druïdisme chez les Scandinaves, les Bretons et les Gaulois, est figuré par la victoire remportée sur des reptiles qui ravageaient ces contrées. Ainsi tous les ravages attribués aux dragons, l'empoisonnement des fontaines, l'air infecté par la fétidité de leur haleine, les vierges, victimes de leur lascive brutalité, ne sont qu'autant d'images des malheurs marchant à la suite de l'ignorance et de la corruption.

L'héroïsme et toutes les merveilles qu'il a pu produire ont été figurés aussi par des combats livrés à des reptiles monstrueux. A l'exemple de Bellérophon (*voy.*) et d'autres guerriers célèbres dans l'antiquité, le paladin Roland tue un monstre marin prêt à dévorer une jeune fille; Pétrarque poignarde le dragon lascif qu'il voyait acharné à la poursuite de Laure. Emblème d'un ennemi prudent et dangereux, d'une destruction rapide et presque magique, le dragon figura dans les insignes des héros et sur les enseignes militaires. Déjà Cyrus l'avait fait adopter aux soldats perses et aux Mèdes; sous les empereurs de Rome et de Byzance, chaque cohorte combattait sous la bannière et la protection du serpent ailé, dont l'aspect devait jeter la terreur et le désordre dans les légions ennemies. L. D. C.

DRAGONNADES. On a désigné sous ce nom les persécutions dirigées sous Louis XIV contre les protestants, parce que, au lieu de se servir des moyens de persuasion, on employa la violence, et parce qu'on donna pour auxiliaires aux prêtres des dragons. Dans l'opinion générale les dragonnades ont suivi la déplorable révocation de l'édit de Nantes en 1685 : dans le fait elles ont précédé cette révocation, du moins dans quelques contrées méridionales de la France; elles l'ont précédée de quelques mois. L'intendant Foucaut, le marquis de Boufflers (par l'ordre de Louvois) et le duc Anne-Jules de Noailles, qui commandait en Languedoc, se rendirent coupables des premières dragonnades. Les traitements les plus odieux, fruit inévitable d'une licence sans bornes laissée aux dragons, déterminèrent beaucoup de calvinistes à se convertir. La Bourgogne, la Champagne, le Poitou, la Guienne, le Languedoc, toutes les provinces furent soumises à ces atroces expéditions, auxquelles on ne comprend pas que des prêtres aient pu prendre part dans ce siècle, civilisé si l'on veut, mais soumis à un despotisme inouï, qu'il était trop disposé à accepter. Paris seul fut épargné, parce que, selon la remarque de Voltaire, *les cris se seraient fait entendre au trône de trop près.* Les dragonnades, faites souvent par des brigands déguisés en dragons, se multiplièrent dans les dernières années du règne de Louis XIV, et même sous Louis XV. A l'article NANTES (*révocation de l'édit de*) nous pourrons indiquer d'une manière toute particulière les résultats de cette mesure si funeste à la France, et qui lui fit perdre tant de nobles et courageux citoyens, tant d'industrie, tant de numéraire et aussi tant de liberté. A. S-R.

DRAGONNEAU, genre de vers libres dont le corps est filiforme, nu, lisse, égal dans presque toute sa longueur qui varie de 3 à 4 pouces, et se contournant dans tous les sens; leur organisation interne ne se compose que d'un canal qui s'étend d'une extrémité à l'autre de l'animal. La bouche et l'anus ne peuvent être aperçus qu'à l'aide du microscope.

Ce genre de vers, dont on a fait d'abord une classe à part, a été enfin rangé par Rudolphi dans le genre filaire, ainsi que tous ceux qui vivent dans l'intérieur des

animaux. L'espèce la plus connue est désignée sous la dénomination de *dragonneau de Médine, ver de Pharaon* ou *de Guinée*. Ce ver, a-t-on dit, s'introduit dans les pieds des nègres et leur occasionne de cruelles douleurs qui ne cessent qu'à l'extraction de l'animal, opérée par un procédé chirurgical; mais des observations contraires semblent accuser de méprise les voyageurs et les auteurs qui ont attesté la présence du dragonneau dans le tissu musculaire de l'homme, phénomène de nouveau constaté par un mémoire dont M. de Blainville donna en 1834 communication à l'Académie. Ce mémoire semble prouver en outre que le dragonneau serait vivipare comme le sont les hydatides.

Le dragonneau se trouve souvent dans le corps de la sauterelle verte (*Locusta viridissima* de Fabricius); il présente quelquefois une longeur de 3 pieds; sa présence détermine un gonflement énorme de l'abdomen de la sauterelle et occasionne la mort de l'animal.

On a accordé au dragonneau une faculté, commune d'ailleurs aux rotifères et autres vers infusoires: c'est celle de revivre après des mois, des années même de dessiccation; mais ce phénomène paraît se réduire à un effet purement mécanique produit par l'augmentation de volume que le corps desséché éprouve dans l'eau, et il n'y aurait pas plus de vitalité dans ce cas qu'il n'y en a dans une corde à violon soumise à l'action de l'eau. Cependant nous ne pouvons passer sous silence l'expérience de M. Pellieux, relatée dans les Annales des sciences naturelle (décembre 1835): cet observateur affirme avoir, à diverses époques, rendu la vie et le mouvement à un dragonneau qu'il conserva pendant près d'une année, d'où il résulterait qu'on ignore jusqu'à quel terme on pourrait pousser les expériences avec le même succès.

Les dragonneaux vivent dans les eaux de fontaine stagnantes et dans les étangs d'eau vive; jamais ils ne se rencontrent dans les eaux putréfiées. Pendant les jours de chaleur, on les voit nager à la manière des serpents aquatiques et avec une vitesse que ne sembleraient pas devoir permettre les moyens de locomotion dont ils sont pourvus. Durant l'hiver, ils se tiennent dans des trous profonds qu'ils pratiquent dans la vase. On ne connaît pas leur mode de reproduction. L. D. C.

DRAGONS (art mil.). Origine douteuse, nationalité contestée, dénomination mal expliquée, voilà le commencement des dragons. Mais ce qu'on n'a pas encore remarqué, ou du moins interprété, c'est que, d'abord, *drageon* était français, que *dragon* ne l'était pas, et que le premier de ces deux termes était synonyme de rejeton végétal. On peut dire, en effet, que les dragons étaient des rejetons de l'infanterie, étymologie qui nous paraît valoir tout autant que l'opinion anglaise d'après laquelle le nom des dragons vient de ce qu'ils ont eu d'abord pour arme une espingole, dont la bouche était un muffle de dragon fabuleux. Nos arsenaux, nos dessinateurs ne nous ont point assez conservé ou retracé d'espingoles de ce genre pour justifier cette étymologie. On s'est longtemps demandé si les dragons étaient de l'infanterie à cheval, de la cavalerie demi-légère, ou grave, ou mixte, ou légère: ils ont, tour à tour, été tout cela, par le fait du hasard, sans que l'esprit de prévision l'ait ordonné, et il serait difficile de dire ce que la loi veut qu'ils soient. Autrefois le dragon était un piquier ou un arquebusier assez mal accoutré, portant chaperon à queue, ou chapeau à calotte de fer, mousquet à mèche, fourchette et épée d'infanterie; le tout à peu de distance de terre et sur un bidet comparable à un cheval de cantinière. Ces soldats à peine outillés avaient pour officiers des volontaires armés d'espontons et dont toute l'armure consistait en un large et lourd hausse-cou de fer; les sergents avaient la hallebarde; tous, simple soldats ou chefs, étaient chaussés de gamaches; des cornemuses leur servaient de trompettes. Sous Louis XIV, qui avait plus de dragons que jamais Napoléon n'en a mis sur pied, cette simplicité primitive fit place à un grand luxe de costume et d'armement. Lauzun était devenu le colonel général des dragons, après que les cardinaux Richelieu et Mazarin en avaient été pour ainsi dire colonels particuliers. Alors au lieu

de deux petits régiments on eut trente gros régiments de dragons. G^al B.

De nos jours, en France, les dragons font partie de la grosse cavalerie; ils sont armés d'une latte ou sabre droit, et d'un petit fusil de munition avec lequel ils manœuvrent à pied comme l'infanterie dans quelques circonstances. Le casque à longue queue en crin les distingue de tous les autres régiments. X.

DRAGUE. Selon l'acception directe de ce mot, tirée du dictionnaire de la langue, c'est le nom qu'on donne à tous les instruments propres à curer les puits et les rivières; opération qui s'effectue par une sorte de grattage au fond de l'eau. En donnant plus d'extension à ce sens, on nomme aussi *drague*, en terme de marine, le gros cordage dont on se sert pour chercher une ancre perdue dans la mer. Enfin on appelle encore drague une espèce de filet que l'on traîne sur les grèves pour prendre le poisson plat et principalement les huîtres.

En mécanique, le mot *drague* se rapporte à une machine intéressante, sur laquelle nous allons appeler l'attention du lecteur.

Sans qu'il existe de documents historiques bien authentiques, on prétend que les premières machines à curer furent inventées pour la fondation de la ville de Venise, alors qu'il fallut faire sortir cette cité superbe des lagunes fangeuses de l'Adriatique. Mais lorsque l'histoire n'impose pas impérieusement ses dates aux faits, on accueille volontiers les opinions qui rattachent les belles inventions aux grands événements : c'est un double intérêt que l'on ajoute à la célébrité des unes et des autres. Cependant le besoin d'effectuer un travail de ce genre a dû se faire sentir bien avant l'origine de Venise, et la composition de plusieurs machines antiques dont Vitruve nous a transmis la description pourraient en effet faire croire que cet art n'a point été inconnu dans l'antiquité; d'autre part, les travaux de la célèbre ville de Tyr, de l'antique Alexandrie, les colossales constructions romaines à Ostie et en d'autres lieux maritimes, donnent à penser que l'art de préparer le sol, sous les eaux, a été pratiqué dès les temps les plus reculés. On pourrait même en inférer que, devant ces immenses constructions, la prétendue invention des Vénitiens ne semblerait qu'un mince épisode des travaux des anciens.

Quoi qu'il en soit, voici la description de l'ingénieuse machine de Venise, telle qu'on peut la donner sans l'aide du dessin.

Sur un bateau d'une forme particulière et fixé en une position stable, au moyen de quatre pilots angulaires amarrés à l'aide de treuils placés sur le pont du bateau, est ajusté dans une position assez élevée un fort levier en charpente, composé de plusieurs poutres juxta-posées les unes sur les autres et retenues ensemble, pour plus de solidité, par des embrasures en fer et des boulons : la longueur de ce levier est ordinairement de 12 à 15 mètres; il est arrêté dans son milieu, et mis en suspension, par deux tourillons sur lesquels il peut se mouvoir, comme ferait le balancier d'un fléau sur son pivot. A l'une des extrémités du levier est adaptée, mobile aussi sur des tourillons, une poutre verticale, assez longue, de 6 à 8 mètres environ, au bout inférieur de laquelle est attachée solidement une sorte de pelle en fer destinée à entrer dans le sol et à le fouiller. L'autre extrémité du levier est traversée par une forte vis verticale, dont la partie inférieure repose sur le pont du bateau et porte un cabestan qui met la vis en rotation.

Maintenant on conçoit que la puissante action de cette vis oblige l'autre extrémité du levier à monter ou à descendre, selon le besoin, et malgré la résistance du sol dans lequel la pelle de fer est enfoncée.

De plus, à la pelle de fer est appliquée une espèce de cuiller en fer, à laquelle communique un long bras de levier de forme recourbée. Dans certaine position la cuiller s'applique contre la pelle et forme avec elle un coffre où se trouvent prises les matières que la pelle a brisées et détachées; et comme le levier de la cuiller communique au grand levier par des moufles et poulies de renvoi, on conçoit encore qu'à l'aide de ce puissant auxiliaire le jeu de la cuil-

ler l'emporte sur l'adhérence des matières fouillées.

Ainsi donc la pelle fouille le terrain, la cuiller saisit les terres, le levier et la vis lèvent le fardeau : tel est le jeu alternatif opéré par la machine de Venise.

M. Hachette, ancien professeur à l'École Polytechnique, a donné la description et le tracé graphique de cet appareil dans son *Traité des machines*, auquel nous renverrons pour plus ample explication.

Comme on doit le penser, l'effort de cette machine est prodigieux : d'un rapport fait à l'Institut par M. de Prony, en juillet 1796, il résulte que, manœuvrée par cinq hommes, elle enlève, terme moyen, en 5 minutes, 60 pieds cubes de matières, à la hauteur de 14 à 15 pieds ; dans ce temps est compris l'intervalle nécessaire pour changer le bateau de place.

La machine de Venise est l'appareil que l'on applique lorsque le sol à fouiller présente une certaine résistance ; mais dans les circonstances où la matière est seulement limoneuse ou sablonneuse, on lui fait subir des modifications qui ont pour but d'accélérer son effet. Tout Paris a vu fonctionner sur la Seine une curieuse machine connue sous le nom de *bateau-aragueur*, qui présentait des combinaisons nouvelles : dans son appareil on avait introduit une chaîne à godets dont la succession rapide enlevait des masses de sable considérables avec une étonnante promptitude. Cette machine a rendu de grands services dans les rivières à fonds variables, comme la Loire et la Seine à son embouchure.

La France peut aujourd'hui se prévaloir des perfectionnements qui ont été apportés à la machine à curer ; tout récemment, le 6 août 1836, on a inauguré dans le port de Cette, en présence des autorités et des ingénieurs du département, un nouvel appareil à draguer, auquel on a adapté la vapeur comme moteur, ce qui a donné le moyen de simplifier le mécanisme et d'en régulariser les mouvements : on est même arrivé à faire avancer le bateau de lui-même pendant le curage. Les avantages de la rectitude et de la précision de la manœuvre n'ont rien enlevé à la puissance de l'action ; car en douze heures cette nouvelle machine extrait du fond des eaux 350 mètres cubes de vase que l'on voit couler incessamment comme à torrent. Ce nouveau système de curage est pour le port de Cette une découverte précieuse qui, indépendamment de l'économie qu'elle apportera dans l'opération du creusement des bas-fonds, lui assure en même temps la faculté constante de se débarrasser des alluvions qui se reproduisent sans cesse sur toute la côte et qui l'encombraient continuellement. J. B-T.

DRAISINES, petites voitures à deux roues et à une seule ornière, et aussi à trois roues formant alors trois ornières. En français on les a aussi appelées *vélocipèdes*. Elles servent à une locomotion assez rapide, surtout dans le premier cas où l'homme placé sur le siége n'a besoin, pour faire marcher le char, que de ses mains ou de ses pieds, ou aussi des uns et des autres en même temps. Car le cheval de bois monté sur trois roues que l'on voit dans les Champs-Élysées de Paris, avec son lourd mécanisme et les deux leviers par lesquels le cavalier fait agir ce mécanisme sur les roues, ne constitue pas la véritable *draisine*, telle qu'on l'a vue à Bade et Carlsruhe. Celle-ci, composée seulement d'un banc monté sur deux roues placées l'une à la suite de l'autre et n'ayant qu'une seule ornière, est tenue en équilibre par la personne placée à califourchon sur ce banc, laquelle se pousse en avant au moyen du mouvement alternatif de ses deux pieds et tourne en même temps la roue d'avant-train dans la direction qu'on veut suivre, en appuyant sur un mécanisme adapté à la roue. Au reste les draisines ne sont guère qu'un jouet ; mais leur inventeur, le baron de Drais, maître des forêts dans le grand-duché de Bade, s'en servait avec une agilité étonnante. Cette invention a été perfectionnée en Angleterre par Knight.

Le baron de Drais est fils d'un homme recommandable à bien des titres. *Charles Guillaume* baron DE DRAIS, mort en 1830, conseiller intime et juge aulique supérieur de Bade, a rempli de nombreuses fonctions, entre autres celles

de directeur de la police du grand-duché. Il s'est fait un nom dans la littérature par une excellente histoire du grand-duché (2 vol., Carlsruhe, 1816-19), et par de nombreux travaux sur l'économie politique et administrative, sur la police, sur la législation, entre autres sur celle de la presse, sur la procédure verbale et la publicité des débats d'un procès. S.

DRAKE (sir FRANCIS), amiral d'Angleterre, naquit à Tavistock, dans le Devonshire, en 1545, et mourut le 9 janvier 1595.

La famille de Drake était nombreuse et pauvre; le père de Francis, qui le destinait à la marine, le confia dès sa plus tendre jeunesse à un de ses amis qui commandait un bâtiment avec lequel il faisait le cabotage sur les côtes de France et de Zélande. Le jeune Drake, porté d'inclination vers l'état de marin, répondit aux soins que ce capitaine prit de son éducation nautique, et fit en très peu de temps des progrès surprenants dans l'art de la navigation. Par la douceur de son caractère et par ses manières affables, il se concilia tellement l'estime et l'affection de son patron que celui-ci, à sa mort, lui légua son bâtiment. Drake avait alors dix-huit ans.

Propriétaire d'un beau navire, il aurait fallu pouvoir le commander; mais Drake, quoique bon marin, n'avait aucune des connaissances théoriques nécessaires pour faire un capitaine. Un de ses parents, sir John Hawkins, se chargea du soin de son éducation, et l'ardeur avec laquelle Drake se livra à l'étude des mathématiques et des différentes parties qui forment la science de la navigation fut telle qu'en peu d'années il se vit en état d'être embarqué comme second capitaine, chargé du détail, à bord d'un bâtiment destiné pour la côte de Guinée.

En 1568, Drake commandait la *Judith* sous les ordres du capitaine Hawkins, et il donna des preuves de la plus grande bravoure dans l'engagement que ce capitaine soutint contre les Espagnols dans la baie de Mexico. Des six bâtiments dont se composait la division aux ordres de Hawkins, trois seulement tombèrent au pouvoir des Espagnols. Celui que montait Drake fut du nombre de ceux qui échappèrent; mais les cruautés qu'exercèrent les vainqueurs envers les Anglais prisonniers lui inspirèrent une telle animosité contre les Espagnols qu'il ne s'occupa plus que des moyens de leur faire tout le mal possible. Pendant les années 1570 et 1571, Drake fit deux voyages aux Indes-Occidentales, mais sans trouver l'occasion de faire aucune entreprise contre les Espagnols; il employa ces deux campagnes à prendre une connaissance exacte de ces mers, afin de pouvoir y naviguer plus tard avec avantage.

En 1572, Drake sortit de Plymouth avec deux bâtiments armés en guerre. La navigation jusqu'à la Guadeloupe ne fut marquée par aucun incident défavorable. Le 20 juillet, laissant ses navires à l'ancre dans le port du Phaisant, il fit embarquer une grande partie de ses équipages sur les pinasses et se dirigea vers l'isthme de Darien, où il s'empara de Nombre-de-Dios (Nouvelle-Grenade) qu'il pilla. Mais ayant été blessé dans l'action, et les Espagnols, surpris d'abord, ayant bientôt repris leurs avantages, Drake se vit obligé d'abandonner sa conquête et de se rembarquer pour rejoindre ses bâtiments, avec lesquels il fit voile pour Carthagène. Dans la traversée il s'empara d'un grand nombre de navires dont plusieurs étaient d'une valeur très considérable. Ce fut quelque temps après cette expédition qu'il se rendit maître d'un riche magasin espagnol nommé Venta-Cruz. Il n'y trouva ni or ni argent, mais il y avait une si grande quantité de marchandises que, dans l'impossibilité de les emporter, Drake prit le parti de mettre le feu au magasin. La perte des Espagnols, en cette circonstance, fut évaluée à environ deux millions. Après cette dernière expédition, il se dirigea sur Plymouth, où il mouilla le 9 août 1573.

Les richesses que Drake avait acquises dans cette campagne lui donnèrent les moyens d'armer à ses frais trois grandes frégates avec lesquelles il seconda Walter Dévereux, comte d'Essex, dans ses entreprises contre l'Irlande; mais le comte n'ayant point réussi

dans ses projets et étant mort en 1576, Drake revint en Angleterre avec ses bâtiments. A son retour, sir Christophe Hatton, vice-chambellan et conseiller de la reine Élisabeth, le présenta à cette princesse. Drake lui soumit le projet qu'il avait conçu de pénétrer dans la mer du Sud par le détroit de Magellan, pour y ravager les possessions espagnoles. La reine, naturellement portée à encourager les entreprises qui étaient de nature à jeter de l'éclat sur son règne, applaudit au projet de Drake, et, pour lui faciliter les moyens de l'exécuter, elle lui donna le commandement de cinq bâtiments, en exigeant toutefois que leur destination restât secrète.

Drake sortit de Plymouth le 13 décembre 1577. Au mois de mai de l'année 1578, il relâcha au port Saint-Julien, dans la rivière de la Plata. Ce fut pendant cette relâche qu'il fit condamner par un conseil de guerre et exécuter l'un de ses capitaines, John Dougthy, qui avait conspiré contre lui. Le 20 août de la même année Drake entrait dans le détroit de Magellan. En sortant de ce détroit, qu'il avait mis seize jours à traverser, il fut assailli par une violente tempête qui le fit dériver d'environ 100 lieues dans le sud et qui occasionna la perte d'un de ses bâtiments. Le 20 novembre il mouillait à Mocha, l'une des îles du grand Océan austral, près du Chili. Accueilli avec bienveillance par les naturels, il était descendu à terre avec plusieurs de ses officiers pour chercher un endroit propre à faire l'eau dont il avait besoin, lorsque tout à coup ils se virent assaillis par une grêle de flèches, dont une atteignit Drake au-dessous de l'œil droit et lui fit une large blessure.

Il appareilla en dirigeant sa route au Nord, le long des côtes du Chili et du Pérou, ne négligeant toutefois aucune des occasions qui s'offrirent à lui d'inquiéter le commerce espagnol, soit en capturant ses bâtiments, soit en faisant des descentes à terre pour y détruire les établissements. Gorgé de butin et las de pillage, il se décida enfin à opérer son retour en Angleterre.

Redoutant les tempêtes qu'il aurait pu essuyer dans le détroit de Magellan, et craignant beaucoup plus encore que les Espagnols ne l'y attendissent en forces supérieures, il se détermina à suivre la côte de l'Amérique septentrionale jusqu'au 48e parallèle boréal, dans l'espérance d'y trouver un passage pour rentrer dans l'Océan atlantique. Trompé dans son attente et forcé par la rigueur du froid de rétrograder jusqu'au 38e degré, il relâcha dans une baie qu'il rencontra au nord de la Californie, au territoire de laquelle il donna le nom de *Nouvelle-Albion*, en en prenant possession au nom de la reine Élisabeth. Puis il se dirigea vers les Moluques, et resta à Ternate, l'une d'elles, jusqu'à la fin de décembre. Le 9 janvier 1580, se trouvant près de Célèbes, il échoua sur un banc de rochers. Ce ne fut qu'en jetant à la mer huit des canons qui lui restaient, et en allégeant son bâtiment de tous les objets d'un trop grand poids, qu'il parvint à le remettre à flot. A la suite d'une courte relâche à Java et au cap de Bonne-Espérance, il fit route pour l'Angleterre, et mouilla à Plymouth le 5 novembre, après une absence de près de trois ans, pendant lesquels il avait fait le tour du globe.

Le succès de l'entreprise de Drake, les richesses immenses qu'il rapportait sur son bâtiment, excitèrent l'envie. Ses ennemis le traitaient de pirate, en raison des hostilités et des déprédations qu'il avait exercées sur les Espagnols avec lesquels l'Angleterre n'était pas en guerre. Bernardin de Mendoza, ambassadeur d'Espagne, se plaignait hautement de lui, et demandait qu'il fût puni pour avoir osé naviguer dans des mers qui étaient sous la domination du roi d'Espagne. Une demarche solennelle de la reine mit fin à tous les débats. Le 4 avril 1581, Élisabeth se rendit en grande pompe à Deptford, dans la Tamise, où le bâtiment de Drake était mouillé. Elle dîna à son bord, l'admit à sa table, et l'arma chevalier, donnant ainsi publiquement son approbation à tout ce qu'il avait fait.

En 1585, la reine Élisabeth, prévoyant une rupture prochaine avec le roi d'Espagne Philippe II, ordonna l'armement à Plymouth d'une escadre de 25 bâti-

ments de guerre dont elle confia le commandement à Drake. Sir Francis appareilla le 15 septembre, et après avoir fait quelques prises sur les côtes d'Espagne, il se dirigea vers les îles du Cap-Verd. Arrivé à Sant-Iago le 16 novembre suivant, il y fit débarquer mille hommes de troupes qu'il avait à bord, sous le commandement du général Carlisle. La place, ayant été emportée par surprise, fut mise au pillage, et réduite en cendres; le butin qu'on y fit fut considérable. Après cette expédition, Drake fit voile pour les Indes-Occidentales, où il s'empara de Saint-Domingue et de Carthagène qu'il mit à contribution. De là faisant route pour la Floride, il détruisit en passant les forts Saint-Antoine et Saint-Augustin que les Espagnols avaient abandonnés sur le bruit de son apparition dans ces mers. Drake opéra son retour à Portsmouth le 28 juillet de l'année suivante, après une campagne de dix mois, pendant laquelle il avait fait éprouver à l'Espagne des pertes estimées à environ 600,000 livres sterling.

Au mois d'avril 1587, Drake reçut l'ordre d'armer à Plymouth une nouvelle escadre. Le 16 avril il se dirigea sur Cadix, où il avait appris qu'un grand nombre de bâtiments chargés de munitions et d'approvisionnements destinés pour Lisbonne étaient réunis. Six galères mouillées dans la baie essayèrent vainement de s'opposer à son passage : il y entra, prit, coula à fond ou brûla environ 100 bâtiments qui s'y trouvaient, et dans ce nombre un galion tout neuf de 1,200 tonneaux. De là il fit route pour le cap Saint-Vincent, brûlant ou coulant bas tous les pêcheurs qu'il rencontra sur sa côte, et s'avança jusqu'à l'embouchure du Tage, où il présenta le combat au marquis de Santa-Cruz, amiral espagnol, sans pouvoir l'y engager.

Drake, nommé vice-amiral à son retour de cette expédition, commandait en cette qualité (1588), l'une des divisions de l'armée navale d'Angleterre sous les ordres de lord Howard d'Effingham, grand-amiral, destinée à s'opposer à l'attaque de l'*invincible Armada*. On connaît le sort qu'éprouva ce formidable armement, qui, suivant de Thou, avait coûté à l'Espagne 120 millions de ducats, et dont 46 bâtiments seulement, reste des 132 dont il se composait, parvinrent à s'échapper. Sir Francis prit une grande part à la défaite de l'armée espagnole, et l'on raconte qu'un galion richement chargé se rendit à lui à la simple mention de son nom.

L'année suivante, Drake et le général Norris proposèrent à Élisabeth d'armer, à leurs frais, une escadre, afin de poursuivre le succès de ses armes contre l'Espagne. Non-seulement la reine y consentit, mais elle voulut que six de ses vaisseaux fissent partie de cette expédition. Elle contribua pour une somme de 60 mille liv. sterling aux frais de l'armement et permit aux chefs de lever des soldats et des matelots. Don Antoine, roi de Portugal détrôné, croyant l'occasion favorable pour recouvrer son royaume, s'embarqua sur cette expédition, qui se composait de 80 bâtiments environ, ayant à bord 11,000 hommes de troupes commandées par Norris. Drake appareilla de Plymouth le 15 avril 1589, et se rendit d'abord à la Corogne, dont les troupes s'emparèrent après une faible résistance. De là il fit route pour Cascaës, et chemin faisant il captura un grand nombre de bâtiments espagnols chargés de munitions. Pendant ce temps, l'armée de Norris poursuivait ses succès par terre, et déjà elle était arrivée devant Lisbonne; mais après être resté deux jours à attendre inutilement les secours promis par le roi de Maroc, et voyant que les Portugais ne se déclaraient point en sa faveur, don Antoine prit le parti de se retirer. On rembarqua les troupes et l'expédition fit voile pour regagner les ports d'Angleterre. En passant devant Vigo, Drake proposa de s'y arrêter et d'y tenter un coup de main. On n'eut point de peine à s'emparer de la ville, qui fut réduite en cendres. Drake rentra alors à Plymouth.

La guerre avec l'Espagne continuait : au commencement de l'année 1594, Drake et sir John Hawkins proposèrent à Élisabeth de tenter une expédition contre les possessions espagnoles dans les Indes-Occidentales. Ils demandaient à la reine de leur fournir six vaisseaux, de l'arme-

ment desquels ils s'engageaient à supporter en partie les frais. Élisabeth ayant accepté leurs offres, les deux amiraux sortirent de Plymouth le 28 août. Une attaque faite, malgré Hawkins, contre Ténériffe, causa le plus vif chagrin à cet amiral; il en tomba malade et mourut à Porto-Rico le jour même que l'escadre arriva dans ce port, en sorte que sir Francis se vit seul chargé du commandement de l'expédition.

La cour d'Espagne, informée de ses projets, avait envoyé des renforts de troupes à Porto-Rico, et Drake trouva cette place dans un état de défense imposant. Toutefois il n'hésita point à l'attaquer; mais ce fut inutilement. Il rappela donc ses troupes à bord, et, levant le siége de cette place, remit à la voile. Il s'empara de Rio de la Hacha qu'il brûla, et peu de jours après de Nombre-de-Dios, ville à laquelle il fit éprouver le même sort. Drake était en route pour se rendre à Puerto Bello, lorsqu'il apprit qu'une division commandée par Baskerville, qu'il avait mise à terre, avait complétement échoué dans son attaque contre Panama. Il recueillit ces troupes à bord de ses vaisseaux, mais le chagrin qu'il conçut de la non-réussite d'une expédition qu'il avait regardée comme infaillible lui causa une fièvre lente, qui, jointe à un flux de sang dont il fut attaqué, l'emporta le 9 janvier 1595. Son escadre rentra à Plimouth au mois de mai suivant, environ huit mois après en être sortie.

C'est à sir Francis Drake que l'Europe doit l'immense bienfait de l'importation des pommes de terre jusque-là inconnues dans nos climats et dont la culture se propagea lentement.

Il était petit, mais bien fait, disent ses biographes; il avait les yeux vifs et le visage agréable. Il aimait à parler, et s'exprimait fort bien. On lui reprochait un grand fonds de vanité, qui allait souvent jusqu'à la forfanterie. Généreux et brave, ces qualités le faisaient chérir par tous les marins qui servaient sous ses ordres : aussi pendant ses campagnes n'épargnait-il rien de ce qui pouvait contribuer à leur bien-être. Il était fort instruit dans toutes les parties de l'art nautique; et ce qui prouve son habileté, c'est que de tous les voyages autour du monde entrepris depuis Magellan jusqu'à lui, aucun n'a été couronné d'un succès égal au sien. — Samuel Johnson a composé une vie de Drake, insérée d'abord dans le *Gentleman Magazine* de 1740, et qui se trouve dans les œuvres de ce célèbre philologue. J. F. G. H-N.

DRAKENBORCH (Arnold), philologue et critique célèbre, naquit à Utrecht, le 1er janvier 1684, et fit ses études à l'université de cette ville, où il devint professeur d'histoire et d'éloquence, chaire qu'il conserva jusqu'à sa mort, arrivée en 1748. Ses éditions de Tite-Live (1738-46, 7 vol. in-4°) et de Silius Italicus (1717, in-4°) ont assuré à son nom une place honorable dans la mémoire des savants. Il était fort érudit et joignait à cette qualité un goût très sûr. On lui a reproché néanmoins d'écraser son auteur sous une multitude de citations, de rapprochements et de comparaisons, sans trop s'inquiéter de savoir s'ils en rendaient l'intelligence plus claire. Il a joint à son Silius Italicus d'excellentes recherches sur ce poète : il a dit, et cette opinion a été aussi celle de M. de La Bastie (t. XV des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*) que dans le XIVe siècle Silius Italicus n'était pas connu et que l'on croyait ses écrits perdus. Pour preuve, il avance que Pétrarque allait composer un poème sur l'Afrique et y chanter les hauts faits de Scipion, ce qu'il n'eût point fait s'il eût possédé Silius. Nous ne voyons pas cependant ce qu'un aussi grand poète aurait pu redouter du rapprochement. La dissertation de Drakenborch est, au surplus, fort savante et il y expose d'excellents préceptes de critique. Les travaux de ce philologue sur Tite-Live sont plus importants encore. Successeur immédiat de Crevier, il a réuni, selon la coutume, les notes de presque tous ses devanciers. La base du texte de Drakenborch est celui de Gronovius; plus de trente manuscrits lui ont servi à l'exposer; il développe le plan de son travail dans la préface de son dernier volume, dans lequel on trouve d'excellents morceaux de critique, d'histoire et de chronologie. On possède enfin de Draken-

borch un grand nombre de dissertations, de traités et de discours en latin, ainsi que divers travaux sur l'histoire d'Utrecht et la généalogie de quelques anciennes familles hollandaises. P. G-Y.

DRAMATIQUE (ART). C'est l'art de représenter sur le théâtre une action (δρᾶμα) soit imaginaire, soit historique, avec le développement de ses motifs et de ses conséquences; de mettre en scène les passions qui poussent à cette action ou celles qui l'entravent, et d'émouvoir les spectateurs en excitant en eux la compassion, la terreur, ou le rire et la folle gaîté. On peut même désigner par le nom de *poème dramatique* des ouvrages dans lesquels on développe une action intéressante et devant aboutir, soit à une catastrophe tragique, soit à un dénouement heureux ou plaisant, sans que ces ouvrages soient composés pour la scène, et sans qu'il soit possible de les y traduire, à cause de leur étendue ou des difficultés matérielles qui s'opposeraient à leur représentation. Dans un récit même, dans une narration, dans un roman, cet art trouve moyen de se produire, et l'on dit d'une situation quelconque, inventée ou réelle, qu'elle est *dramatique*, lorsque la liberté de l'homme y est vivement intéressée, lorsqu'elle dévoile des replis secrets de l'âme et met en jeu des passions diverses, de manière à émouvoir fortement le lecteur ou le témoin. C'est le spectacle de la liberté de l'homme et le talent d'entretenir la curiosité sur l'emploi qu'il en fera qui forment l'essence de l'art dramatique, lequel n'est donc pas seulement l'art de mettre en scène une action, mais l'art d'émouvoir profondément en montrant la liberté de l'homme aux prises avec ses propres passions ou avec celles d'autrui, aux prises avec le monde, ses usages et ses lois, ou avec la destinée, ou enfin avec tel obstacle qui engendre une lutte et jette les témoins dans l'incertitude sur son issue et sur le sort de celui qu'ils y voient livré. S.

A quelle époque remonte l'art dramatique? Il faudrait avoir plus de documents que nous n'en avons sur les usages sociaux des peuples de l'antiquité pour décider si ceux de l'Orient, qui ont précédé tous les autres, avaient une littérature dramatique, des théâtres, des auteurs et des pièces. En général, les Orientaux, avec leurs mœurs patriarcales et cachées, avec leur caractère contemplatif, leur sensualité langoureuse, leur soumission au sacerdoce, leurs idées sur les devoirs et sur l'infériorité de la femme, ne durent jamais être portés aux amusements littéraires et surtout aux jeux scéniques*. C'était peut-être une vertu; car, avouons-le de bonne foi, il a fallu une grande disette de jouissances ou une grande lassitude de la vie intérieure pour donner le goût des plaisirs du théâtre; et pour que l'art dramatique naquît et se formât, il a fallu un grand développement de civilisation, suivi d'un peu de corruption de mœurs. Le climat n'aura pas été non plus sans influence : sous un ciel aussi brûlant que celui de l'Inde, par exemple, on ne pouvait éprouver le besoin de s'entasser dans les amphithéâtres ou salles de spectacles; et d'ailleurs n'étaient-ce pas déjà des représentations théâtrales pour les Hindous que ces temples remplis de centaines d'idoles monstrueuses, que ces cérémonies bizarres, pompeuses et processionnelles si multipliées auxquelles ils assistaient? Leurs fêtes religieuses étaient pour eux de véritables représentations théâtrales prises pour la réalité, et après lesquelles toute autre représentation aurait paru fade et mesquine. Elles se renouvelaient si souvent chez eux! ils en avaient de tant d'espèces!

On peut dire la même chose des Égyptiens. Les Persans et les Chaldéens n'avaient guère moins de prédilection pour les rites religieux. Les Chinois dans les temps reculés leur ressemblaient sous ce rapport. En outre, il y avait pour ces peuples un autre théâtre auquel ils ne cessaient d'assister et qui leur présentait une scène constamment brillante dont ils ne se lassaient jamais : le firmament, scène où la représentation est immense, mobile, et où les acteurs vont, viennent, repassent par les mêmes routes plusieurs fois dans l'année, où même

(*) La Sacountala des Indiens, étant relativement très moderne, on ne peut la regarder comme une preuve du contraire. S.

des apparitions nouvelles ont lieu de temps en temps, pour jeter l'étonnement et la terreur dans l'esprit des spectateurs. Qu'on songe ensuite à l'état d'immobilité où était la vie sociale chez chacun de ces peuples, si immuablement fidèle à ses usages, conservant ceux que les premières générations lui avaient laissés presque dès le commencement du monde, ayant toujours même costume, même nourriture, même manière de faire l'amour, mêmes habitudes, en un mot, ignorant de la mode et de ses caprices; qu'on se rappelle leur profonde tranquillité, leur organisation civile, qui n'admettait point de mutations de fortunes, de vicissitudes dans le sort des individus, tous classés d'après une hiérarchie et dans des catégories invariables, où ils étaient astreints à une discipline monacale, où des réglements sévères présidaient même à leur vie domestique, et l'on croira difficilement à l'existence des théâtres chez des races d'hommes si différentes de celles d'aujourd'hui, même dans les régions où elles ont existé.

D'après cela, on peut croire que les Grecs ont eu les premiers un théâtre et que l'art dramatique a pris naissance chez eux. Ces hommes actifs, ingénieux, remuants, courageux, subtils, spirituels, apportèrent dans un coin montagneux de la sauvage Europe une partie des institutions et des croyances de l'Orient, plus les passions et la turbulence qui leur étaient propres. Ils avaient à faire la guerre aux serpents, aux lions et aux brigands, ils se la faisaient entre eux; amateurs du changement et de la nouveauté, ils joignaient la brillante imagination des climats ardents de l'Asie à la fougue et aux impressions nerveuses des populations occidentales.

Parmi les Grecs, c'est peut-être aux Athéniens qu'il faut attribuer l'institution du théâtre, et, ce qui est hors de doute, c'est qu'on leur doit les plus grands progrès de l'art dramatique. De tous les peuples de l'antiquité ils furent celui qui eut le plus de disposition pour cette espèce de littérature, laquelle, plus que toute autre, est le produit de l'observation morale et se lie si souvent à l'éloquence oratoire. Les Athéniens eurent à la fois les plus grands orateurs et les auteurs dramatiques les plus parfaits. Dans les temps les plus reculés, un Grec aimé de Bacchus rencontre un jour un bouc à longue barbe, occupé à manger les bourgeons de sa vigne. Il se saisit de l'animal déprédateur, et, dans sa colère, il en fait un holocauste à son divin bienfaiteur. Des paysans joyeux se mettent à danser autour de la victime rôtissante, en chantant les louanges du dieu de l'ivresse. D'un divertissement accidentel, on fait bientôt un usage annuel, puis un sacrifice public, et enfin un spectacle auquel la foule accourt. Voilà toute l'origine du théâtre chez les anciens. Notre théâtre moderne n'a-t-il pas commencé par des parades et par les mystères grossiers du moyen-âge?

Les hymnes religieux qui étaient chantés dans les premiers jeux scéniques de la Grèce reçurent le nom de *tragédies*, ce qui voulait dire *chanson du bouc*. Thespis, le plus ancien directeur de spectacle, fit promener dans des charrettes des acteurs barbouillés de lie, dont les uns lançaient des traits de satire aux passants sur la grande route, et dont les autres récitaient des monologues. Bientôt on en vint au dialogue. Eschyle fut le premier homme de génie qui donna un corps à la tragédie et qui la rendit régulière. Nous renvoyons pour les détails à son article et au mot TRAGÉDIE.

La comédie proprement dite (*voy.* COMÉDIE) parut plus tard dans Athènes; mais elle ne se borna pas à attaquer les travers sociaux, elle s'en prit personnellement aux hommes et lança des traits contre les dieux mêmes. Les poètes comiques, pleins d'audace et ne connaissant point de limites, s'exercèrent aux dépens du gouvernement, de la religion, des généraux, des grands hommes et des philosophes. Ils avaient chez les Grecs une grande importance: en critiquant les mœurs ils exerçaient une espèce de censure analogue à celle dont Rome chargeait des magistrats particuliers. Mais l'autorité en vint à se lasser de leur licence, et le scandale de la comédie fut reprimé sous les trente tyrans.

Les Romains furent pendant plusieurs siècles sans spectacles; et cela pouvait-il

être autrement à une époque où un Cincinnatus retournait à sa charrue après avoir gagné une bataille, où un Fabricius dînait avec des fèves? Mais enfin le luxe, les plaisirs et la littérature s'établirent à Rome lorsque les Romains furent las de piller l'univers et qu'il y eut chez eux des hommes riches et des épicuriens. Sous le consulat de Licinius, des baladins à qui l'on donnait le nom toscan d'*hister*, d'où est venu *histrion*, furent admis à jouer des pantomimes entremêlées de danses et de récits en vers improvisés. A ces représentations succédèrent les *satires*, où des traits de critique étaient lancés tout à la fois sur les auteurs et les spectateurs. Enfin, sous le consulat de C. Claudius, le Grec Andronicus donna une pièce régulière. Pacuvius et Accius (*voy.* ces noms) parurent immédiatement et firent jouer les premières tragédies scéniques qu'eussent vues les Romains, eux qui en avaient donné tant de véritables et en tant de lieux des trois parties du monde.

Outre la tragédie et la comédie, les Romains eurent les *Atellanes* (*voy.*), espèce de tragi-comédie. Il n'est malheureusement resté aucune de ces pièces mitoyennes.

On sait assez combien Plaute et Térence se sont illustrés dans la comédie régulière. Ils avaient introduit à Rome la comédie de Ménandre, la comédie à intrigue, attachante, offrant un plan bien combiné, une peinture ingénieuse des mœurs réelles de Rome ou de la Grèce. Les jeux scéniques furent d'ailleurs la grande passion de ces deux grands peuples. Il suffirait d'en citer pour preuve ce fait arrivé sous le gouvernement brillant de Périclès : à cette époque analogue à celle de César, où le luxe et l'abus des plaisirs préparaient la décadence d'Athènes, trois tragédies de Sophocle coûtèrent en frais de représentation plus que la guerre du Péloponèse. Auguste, plus puissant à Rome que ne le fut à Athènes Périclès, Auguste fit des dépenses aussi grandes pour étourdir par des représentations théâtrales les Romains sur la perte de leur liberté républicaine. Sous les empereurs, la dépravation du goût devint si grande et le public de Rome si difficile à amuser que les maîtres du monde ne voulurent plus applaudir que des tigres, des lions, des panthères, des ours et des hippopotames.

Les barbares du Nord, qui ne connaissaient point les jouissances de la scène ni celles d'aucun art, durent laisser tomber le théâtre, en même temps que le flambeau des sciences s'éteignit; mais après une longue léthargie l'art dramatique reparut au xv^e^ siècle. Trissino, nonce du pape, donna sa *Sophonisbe*, première tragédie de l'Europe moderne, comme la *Calandra* du cardinal Bibiena en avait été la première comédie. Le théâtre italien, illustré ensuite par l'Arioste lui-même et par Apostolo Zeno, devança tous ceux des autres peuples modernes et avait déjà produit une foule de pièces lorsque l'art dramatique était encore dans la barbarie chez ces derniers.

Le théâtre espagnol sortit le second de l'enfance et acquit, au commencement du xvi^e^ siècle, un grand éclat, grâce au génie de Cervantes et de Lopez de Séville; mais l'Inquisition l'empêcha de se perfectionner, et l'on ne saurait toutefois trop admirer le talent prodigieusement fécond de ce Lope de Véga, qui composa plus de 500 pièces presque toutes intéressantes. Après lui, les Caldéron, les Guilhem de Castro, les Diamante, les Solis, les Moreto et les Zamora donnèrent à la scène espagnole une certaine gloire, malgré les entraves que leur opposaient la politique et la religion.

Le théâtre français précéda ceux des pays du Nord, dont nous nous occuperons dans d'autres articles (*voy.* Comédie, Tragédie, *littérature* Danoise, etc., etc.); mais il ne commença à prendre une forme qu'après le théâtre espagnol, dont il fut en quelque sorte l'élève. Antérieurement, le germe du drame théâtral en France fut renfermé tout entier dans les *Mystères* (*voy.*). Ce fut l'esprit religieux et dévot qui présida chez nous à l'établissement des jeux scéniques, et non un désir effréné d'amusement, ni un besoin de sensations nouvelles, ni un progrès d'habitudes littéraires. Nos premiers théâtres réguliers ne furent que des théâtres de colléges, et

nos premiers auteurs dramatiques que des hommes sans jugement et sans art, tels que ce Jodelle, à qui la tragédie française dut sa naissance, tels que Péruse et Guérin, tels que Garnier. Au siècle de Louis XIII, l'art était encore si peu avancé que Hardi, auteur absurde et grossier, et pourtant le plus fécond qui ait jamais existé, donna plus de 800 pièces de théâtre, si toutefois ses rapsodies barbares et populaires méritaient ce nom. S'il surpassa Lope de Véga par le nombre, qu'il fut loin de lui pour la qualité!

Enfin sous le cardinal de Richelieu arriva l'ère brillante de l'art dramatique. Ce ministre despote doit être regardé comme en ayant été chez nous le puissant fondateur, non sans doute par ses propres ouvrages, car sa tragédie de *Mirame* n'était qu'une œuvre de barbarie, mais par son patronage seul. Chose singulière! les premiers législateurs du théâtre français, si l'on excepte le grand Corneille, furent des hommes sans génie, des hommes médiocres, s'il faut le dire. Les pièces de Rotrou (sans excepter *Venceslas*), de Scudéry, de Mairet, de Tristan sont aujourd'hui oubliées, mais on est resté fidèle aux règles qu'ils ont contribué à établir, aussi bien que leur immortel contemporain. Il est vrai qu'ils se fondèrent sur l'autorité d'Aristote. Mais Aristote a-t-il connu toutes les règles de l'art dramatique qu'il était possible d'emprunter à la nature? Aristote, qui n'a de son chef inventé aucun principe, a fait une poétique d'après les poèmes. Rien n'est plus facile que de prescrire les règles d'un art longtemps cultivé auparavant. Par malheur les poétiques sont ordinairement venues un peu tard et souvent quand il n'y a plus eu de poètes; quand des critiques ingénieux ont brillé, il y avait déjà disette de bons auteurs. Lorsqu'Aristote parlait de la tragédie et de la comédie, déjà les pièces de théâtre étaient rares à Athènes.

L'art dramatique, d'ailleurs, est bien différent chez les modernes de ce qu'il fut chez les anciens. La liberté des mœurs, les développements de la civilisation, l'étude approfondie des passions, l'observation des travers et des ridicules, sont toutes choses bien plus avancées dans nos siècles qu'elles ne l'étaient même aux plus brillantes époques de la Grèce et de Rome. Pour qu'une pièce plût aux Grecs que fallait-il? que le sujet en fût pris dans leur histoire, histoire si riche en beaux sujets; qu'elle fût écrite en style harmonieux, et leur langue l'était à un si haut degré! Une scène ou deux par acte, des chœurs qui ne quittaient pas la scène et qui se mêlaient au dialogue des personnages dans les situations les plus intéressantes, voilà tout ce qu'ils demandaient au poète. La fable de leurs tragédies était d'une grande simplicité; leurs comédies n'avaient point d'imbroglios. Les seuls sujets de leur mythologie et de leur histoire les attachaient de préférence à tous autres, quelle qu'en fût la simplicité, et ils étaient loin de penser, ni à ces profondes combinaisons d'une action compliquée que l'on a toujours exigée de notre théâtre, ni à ce jeu de passions qui offre du mouvement et des émotions et inspirent ce haut degré d'intérêt que nos grands génies se sont tant appliqués à produire, intérêt qui a si longtemps dominé dans notre drame tragique et comique, sans avoir pu le préserver pourtant de la décrépitude où il est tombé, soit par suite de trop de rigueur dans les règles, soit par la dégénération du goût des spectateurs, soit enfin et plutôt par suite des révolutions survenues dans les mœurs.

Les péripéties étaient rares dans les tragédies des Grecs et surtout dans leurs comédies; la curiosité n'y était point suspendue, dans le cours de cinq actes, de manière à n'être entièrement satisfaite qu'à la fin. La principale raison de cette différence, c'est que chez eux le spectacle était fait pour toutes les classes du peuple: ils n'avaient qu'un seul et même public. Chez nous le spectacle classique n'a été, pendant plus de cent ans, que pour une société d'élite. Aujourd'hui ce qu'on appelle le public se subdivise au théâtre en plusieurs classes différentes, dont chacune aussi a des besoins différents. Il en résulte l'impossibilité d'avoir des genres de pièces invariablement déterminés, et même des principes fixes et certains d'art dramatique.

Les femmes ne paraissaient point dans

les pièces des Grecs et n'y avaient aucun rôle : eh ! comment les y aurait - on admises ? Enfermées dans leurs gynécées, elles étaient presque esclaves et exclues de la société. Il n'y aurait donc eu que les courtisanes qui eussent pu être actrices ; mais les femmes de cette classe d'ailleurs très considérée dans une société si peu austère dans ses mœurs, trouvaient trop bien leur compte à jouer la comédie auprès des grands, des hommes célèbres et des riches qu'elles savaient captiver, pour aller s'exposer sans espoir de fortune à la vue d'un public turbulent.

Chez nous au contraire que voyait-on? Pendant 150 ans les poètes dramatiques français ont été en possession de faire parler, sur une scène mesquine et encombrée, leurs personnages devant des spectateurs de choix dont la plupart ne venaient qu'avec l'intention presque malveillante de juger personnellement les auteurs; devant des hommes instruits ou habitués d'un monde poli, il est vrai, mais blasés par l'habitude des émotions et bien moins disposés à se récréer qu'à se récrier. Il fallait que l'auteur d'une pièce fît développer devant ces juges sévères ou prévenus un drame tragique ou comique exactement coupé en cinq actes, où, en ne présentant qu'un seul fait, il était obligé d'exciter un intérêt toujours croissant, ou de débrouiller une pénible intrigue, tenant toujours en haleine et palpitants de joie, d'anxiété ou de douleur, des spectateurs qui ne voulaient pas qu'on les laissât respirer un moment. Soumis à des règles plus que gênantes et dont il ne lui était pas permis de s'écarter un moment, l'auteur devait cependant se garder de choquer la vraisemblance. Il devait être passionné, et en même temps le plus raisonnable possible. Il lui fallait être élégant, harmonieux, élevé, pathétique ou comique, et pourtant se soumettre aux exigences de cette poétique faite par des critiques qui eux-mêmes n'avaient rien produit du même genre.

Certes, avec de pareilles conditions, il était plus que difficile au génie de se faire admirer et applaudir ; il a fallu toute la supériorité d'un Corneille, d'un Racine, d'un Voltaire, pour réussir malgré toutes ces entraves.

Mais le théâtre français a subi sa révolution comme la société politique, comme la société civile elle-même. Non-seulement il a été obligé de renoncer à offrir à une nouvelle génération des sujets fabuleux ou antiques, mais encore des tableaux de mœurs de l'antiquité; il n'a pu continuer à lui parler un langage de convention sans modèle dans aucun siècle et chez aucun peuple. Bien plus, il a été forcé de méconnaître l'autorité des anciennes règles : il est allé malheureusement jusqu'à s'affranchir des principes du véritable bon goût, qui ne sont autre chose que ceux du bon sens. Plus d'unité de lieu et de temps et à peine unité d'action, plus de démarcation tranchée entre le tragique et le comique, plus de subdivision d'actes, plus rien en un mot de ce qu'avaient prescrit les législateurs de la scène !

Sans doute, et quoi qu'en aient dit Boileau, Voltaire et La Harpe, les unités de temps et de lieu n'étaient pas imposées au poète dramatique par une nécessité incontestable ; sans doute c'était une entrave gênante que celle de ne pouvoir faire parler qu'en vers des héros, des princesses; sans doute il n'y avait pas d'inconvénient pour les jouissances du théâtre à entremêler le comique au tragique comme dans les Atellanes des anciens, et comme l'ont fait Shakspeare et Schiller; sans doute encore il y avait trop peu de mouvement scénique dans nos pièces, la part des sens n'y était pas assez forte, les conversations et les récits y étaient trop prodigués, les coulisses avaient trop de secrets..... Mais fallait-il, après s'être délivré de ces entraves peut-être inutiles, ne suivre aucune règle, aucun principe, et passer d'une symétrie, d'une régularité despotique et monotone à une anarchie complète? Parce que l'ancien système était usé, fallait-il n'en point suivre du tout, ou n'en adopter de nouveaux qu'à condition qu'ils fussent extravagants? Au lieu de ces personnages à passions uniformes et calculées ou à caractères exacts et semblables aux statues des parcs français du XVII^e^ siècle, les poètes dramatiques modernes nous ont saturés de crimes exceptionnels commis par des monstres à

face humaine. Parce que tous nos héros tragiques étaient calqués sur les Agamemnon, les Oreste, les Achille, les Rodrigue, les Brutus et les Orosmane; parce que nos héros comiques étaient toujours des Gérontes, des amoureux, des soubrettes, des valets, des marquis sémillants, des coquettes du bel air, des avocats ridicules, des tuteurs dupés, des fripons punis, des gens de bien récompensés, on a cru ne pouvoir mieux nous les faire oublier que par des personnages dépravés ou révoltants, par des princes ayant des manières de soldats, des princesses se comportant comme des courtisanes, les uns et les autres parlant un langage gothique et agissant comme des monomanes ou des roués.

Ce serait ici le lieu de discuter si l'on ne doit mettre sur la scène que le *beau* ou le *régulier*. M. Hugo a dit qu'il fallait y présenter *tout ce qui est caractéristique*; mais il est facile de concevoir l'énorme abus qui résulterait de ce principe. Bon en lui-même, il n'est cependant applicable qu'avec de grandes modifications. On ne peut dire que tout ce qui est *caractéristique* soit de nature à être présenté au public réuni dans les théâtres : tout au moins le révoltant, le dégoûtant, l'avilissant, doivent être exclus.

S'il est vrai qu'autrefois, on ait trop minutieusement séparé le langage noble d'avec le langage familier et sacrifié au style l'action et le mouvement, les écrivains de la nouvelle école ont, de leur côté, fondu le trivial avec le sublime; ils prêtent au même personnage les expressions d'un Alexandre et d'un Triboulet. L'action théâtrale pouvait être trop adoucie, et il est permis de croire que les sujets étaient trop mesurés; mais depuis quelque temps on nous prodigue les adultères, les meurtres, les incestes, les crimes les plus atroces; on va *fouiller dans* les chroniques les plus scandaleuses et remuer la fange déjà durcie des siècles passés; on n'hésite point à *mettre sur la* scène les turpitudes de la vie privée ou les travers les plus honteux du caractère des hommes d'autrefois. Nous ne parlons même pas du style, entièrement sacrifié à l'action dramatique. Les coryphées de l'école romantique (*voy.*) se sont dit que tout ce qui était dans la nature était propre à être mis à la scène, qu'il ne doit rien y avoir de caché, que la faiblesse humaine et la corruption sociale peuvent être mises à nu, que tout est bon à représenter, depuis le dévouement de Léonidas jusqu'à l'impassibilité barbare d'un bourreau, depuis l'amour incestueux de Phèdre antique jusqu'à la fureur utérine d'une Italienne du moyen-âge, depuis les tribulations morales et physiques d'un proscrit jusqu'à l'infamie d'un séjour au bagne. Ils se sont fait un devoir d'admettre les plus minces détails et de ne passer aucune gravelure, ne voulant pas se persuader qu'il y a une règle immuable en fait d'art dramatique, qui ne peut périr ni être enfreinte : c'est qu'il y a dans la nature, comme dans la société, des choses qui doivent toujours rester secrètes, et que si l'on ne doit pas se borner uniquement à l'*idéal*, il faut au moins choisir dans la réalité.

En outre, il y a pour l'art dramatique une considération supérieure à laquelle doivent se rattacher toutes les combinaisons dont il est susceptible : c'est qu'il ne doit ni choquer l'instinct de la nature et de l'humanité, ni attaquer les intérêts généraux de la société, ni caresser les vices d'une classe ou d'une époque; il doit respecter ce qui est utile à la masse des hommes et ce qui est au-dessus d'eux; en un mot, il doit avoir une fin morale. Nous ne prétendons pas pour cela que le théâtre ne doive représenter que l'innocence persécutée et la vertu malheureuse et ensuite récompensée, ces grandes banalités de l'ancien système classique (*voy.*); mais doit-il, par esprit d'innovation, ne montrer que le succès de la force brutale et désordonnée sur la faiblesse douce et scrupuleuse, ou le triomphe constant de la loi du plus fort? Elle n'est déjà que trop dominante dans le monde réel : il ne faut pas la consacrer dans le monde théâtral pour qu'elle y devienne une doctrine.

A cela les auteurs contemporains répondent : Voyez quels sont nos spectateurs d'aujourd'hui, des gens de toutes les classes, de toutes les fortunes, de toutes les espèces; les uns de bonne compagnie, les autres manants; les uns instruits,

les autres ignorants; les uns ayant des penchants efféminés, les autres des goûts grossiers; tous opposés d'habitudes, d'opinions, de manière de vivre, de langage même. Faites-nous un public particulier, un public d'élite au Théâtre-Français, comme il y en a eu un pendant cent ans, un public homogène qui n'ait, comme les Athéniens, que les mêmes idées religieuses, politiques et sociales, les mêmes sensations, les mêmes sentiments, les mêmes doctrines, les mêmes mœurs, les mêmes habitudes, dont presque tous les membres soient aussi instruits les uns que les autres: avec un tel public nous tâcherons d'égaler les Corneille, les Molière, les Racine, les Voltaire, les Beaumarchais et les Ducis, tout en suivant des routes nouvelles, tout en n'observant point les anciennes unités de temps et de lieu et en mêlant quelquefois la tragédie avec la comédie. Alors il y aura un véritable art dramatique, qui aura des lois dont nous serons les plus fidèles observateurs; mais encore une fois votre public du siècle est trop incohérent, trop anarchique : c'est une hydre à cent têtes diverses pour la littérature, pour les auteurs en général et pour le théâtre en particulier.

Il y a malheureusement du vrai, beaucoup de vrai, dans cette objection; mais on peut dire aussi que c'est une question de savoir si ce sont nos sept ou huit publics qui ont corrompu les auteurs actuels ou si ce sont ces auteurs qui ont égaré nos publics; toujours est-il qu'il n'y a plus guère d'art dramatique en France et même dans d'autres contrées de l'Europe, presque toutes étant affligées du même mal. Peut-être renaîtra-t-il de sa cendre : c'est un vœu que formeront avec nous tous les partisans des nobles jouissances de l'esprit et tous les amis de la gloire nationale. LEP. D.

DRAMATURGIE. Ce mot n'est point admis par le Dictionnaire de l'Académie où cependant on trouve celui de *dramaturge*. Voici comment il explique ce dernier : « Auteur de drames, de pièces qui tiennent à la fois de la comédie et de la tragédie. Il ne s'emploie guère que par dénigrement. » A l'étranger, les mots de *dramaturge*, *dramaturgie*, ne rappellent point une idée fâcheuse que ne justifie point non plus leur étymologie. Les Allemands, les Anglais, entendent par *dramaturgie* la science des règles qui doivent présider à la composition d'une pièce de théâtre et à sa mise en scène : c'est à la fois la poétique du drame et la théorie de l'art théâtral. C'est ainsi que le mot a été pris par Lessing lorsqu'il a publié sa *Dramaturgie*, et c'est ainsi qu'après lui l'ont entendu Bode, Claudius, Schink, Zimmermann et surtout M. Tieck, dont les *Feuilles dramaturgiques* méritent une mention particulière. M. de Schlegel aurait pu donner le même titre à son excellent *Cours d'art et de littérature dramatiques*, bien que l'art du théâtre en soit exclu. S.

DRAME, mot emprunté du grec (δρᾶμα, de δράω, je suis actif, je sers, j'agis) et qui signifie d'abord action et secondairement action représentée au théâtre, mais une action d'un genre particulier, ainsi qu'on le verra plus loin. L'art dramatique n'est pas l'art de composer un drame, dans l'acception moderne et restreinte de ce mot; mais il l'est dans son acception ancienne et générale, suivant laquelle il signifie « pièce de théâtre représentant une action, soit comique, soit tragique » (Dictionnaire de l'Académie), ou *poème composé pour le théâtre*, comme le définit l'Encyclopédie de Diderot; on sait que, dans ce sens, il comprenait chez les anciens la tragédie, la comédie et la satire (*carmen satyricum*). Dans une acception plus large encore, et qui confondait le mot *drame* avec ceux de *poème dramatique* en général, on a pu voir des drames même dans le Cantique des cantiques et dans le livre de Job.

Mais c'est selon sa signification moderne, plus rétrécie, que nous voulons envisager ici le drame, pièce de théâtre assez commune dans la littérature anglaise, depuis Shakspeare, et dans la littérature allemande depuis Lessing, et que le Dictionnaire de l'Académie définit de la manière suivante : « Pièce de théâtre, en vers ou en prose, d'un genre mixte entre la tragédie et la comédie, dont l'action, sérieuse par le fonds, souvent familière par la forme, admet toutes sortes

de personnages, ainsi que tous les sentiments et tous les tons. » S.

Le drame a eu des peines infinies à s'introduire sur le théâtre français; car Aristote n'a point parlé du drame. Cependant les anciens, éternellement invoqués par nos aristarques, connaissaient le drame : les Romains l'appelaient *rhintonica fabula*, ou *hilaro-tragœdia*, ou *latina comœdia*, ou encore *comœdia italica*. Qu'est-ce donc, sinon un drame, que les *Captifs* de Plaute ou l'*Andrienne* de Térence, comédies larmoyantes qui étaient imitées des Grecs, ces premiers dramaturges du monde?

La tragédie et la comédie, disaient les législateurs de notre théâtre classique, sont des genres tranchés, légitimes et séparés, qui ne s'allient point et n'enfantent point. Le drame est donc un bâtard, car il tient de tous les deux. Mais quelle nécessité y a-t-il, dirons-nous, que le drame tienne de la tragédie? Il ne traite point des intérêts politiques, des passions, des amours et des crimes des grands personnages, et néanmoins lui aussi a pour but d'émouvoir, d'attendrir, même d'effrayer, mais dans des sujets et par des événements où figurent des personnages de toutes les classes. Les actions et les malheurs des héros et des rois seraient-ils seuls en possession d'intéresser le public à toutes les époques? La société ordinaire, la classe moyenne et même inférieure n'offre-t-elle pas souvent des catastrophes d'un grand intérêt? Les passions violentes ne se manifestent-elles pas aussi bien dans les maisons bourgeoises que dans les palais; et même ne pourrait-on pas aller jusqu'à dire qu'aujourd'hui rien ne paraît moins tragique que les mœurs et la vie des grands, avec leur politesse maniérée, leurs sentiments factices, leur langage de commande, leur galanterie artificielle et froide, leurs préoccupations vaniteuses et leurs calculs d'intérêt et d'amour propre?

D'un autre côté, quelle nécessité y a-t-il que le drame tienne de la comédie? N'y a-t-il donc que des ridicules, des travers et des manies dans la société mitoyenne? N'y trouve-t-on pas aussi des passions et des infortunes? Nous aimons à rire souvent, sans doute; mais quelquefois aussi nous aimons à pleurer. Les jouissances qui viennent de l'attendrissement et des émotions de toute espèce sont même pour beaucoup de personnes plus vives que celles de la gaîté.

On peut donc très bien concevoir un genre intermédiaire entre le pathétique, le sublime et le terrible d'un côté, et la plaisanterie, le comique et la raillerie d'un autre. Or, ce genre intermédiaire est le *drame*. Une foule de critiques, parmi lesquels se sont fait remarquer Palissot, Clément, Geoffroy, Esmenard, Auger, Dussault, et même les auteurs de *Fénélon*, de *Calas*, de *Mélanie*, lui ont fait une vive guerre. Mais si, d'autre part, il fallait faire valoir les jugements portés en sa faveur par des hommes célèbres, il en est d'assez entraînants à citer. « La comédie, a dit Voltaire, peut « s'emporter, attendrir, pourvu qu'ensuite elle fasse rire les honnêtes gens. On « avoue qu'il est rare de faire passer les « spectateurs insensiblement de l'attendrissement au rire; mais ce passage, « tout difficile qu'il est de le saisir dans « une comédie, n'en est pas moins naturel aux hommes. J'ai déjà remarqué ailleurs que rien n'est plus ordinaire que « des aventures qui affligent l'âme et, « dans certaines circonstances, inspirent « une gaîté passagère. C'est ainsi malheureusement que le genre humain est fait; « Homère représente même les dieux « riant de la mauvaise grâce de Vulcain, « dans le temps qu'ils décident du destin « du monde. Hector sourit de la peur de « son fils Astyanax, tandis qu'Andromaque répand des larmes. *Il ne faut « donner l'exclusion à aucun genre;* et « si l'on me demandait quel genre est le « meilleur, je répondrais : *celui qui est « le mieux traité.* »

Voici maintenant l'opinion de l'adversaire le plus acharné de Voltaire en littérature. On ne la récusera pas par ce motif qu'elle s'accorde pour le fonds avec la sienne par rapport au drame. Fréron écrivait ce qui suit à l'occasion de la *Mélanide* de La Chaussée.

« Une nouveauté s'établit rarement sans obstacles. On se soulève d'abord contre elle; on s'y accoutume peu à peu, et l'on

finit par l'adopter. Tel a été parmi nous le destin du comique appelé *larmoyant.* Ce genre dans sa naissance a éprouvé bien des contradictions : ses succès multipliés l'ont fait triompher..... Nous aurons donc au théâtre un genre nouveau puisé dans le cœur humain et digne d'être avoué par la raison. *En effet, doit-on prescrire à l'art des limites, quand la nature n'en a pas ?* »

Cette sentence de Fréron est remarquable et doit rester.

« Mais, continue-t-il, lorsque dans le monde on nous a fait le récit d'un malheur arrivé à un de nos semblables, nous en sommes quelquefois attendris jusqu'aux larmes. Pourquoi donc ce malheur ne serait-il pas représenté sur la scène? Les passions de Melpomène sont des passions violentes portées jusqu'à l'excès; les nôtres sont réprimées par l'éducation et l'usage du monde. Les vices qu'elle peint sont des crimes, les nôtres sont des faiblesses; ses héros sont des rois, et nous ne sommes que des particuliers. Enfin, les tableaux qu'elle offre à nos regards n'ont aucune ressemblance avec ce qui nous touche et nous occupe dans le cours ordinaire de la vie. »

« Le nouveau genre dramatique, manié par une main habile, sympathise mieux avec nos caractères, nos usages et notre façon de penser. On y voit des passions, des vertus, des vices et des sentiments qui intéressent l'humanité, des infortunes touchantes, telles qu'il en arrive et peut arriver dans toutes les familles....

« Si Molière par ses comédies nous a frayé un chemin inconnu à l'antiquité, le sentiment nous a ouvert une route inconnue à Molière. Ces pièces ne ressemblent pas plus aux comédies de Molière que celles-ci ne ressemblent aux tragédies de Corneille; il y a une différence très réelle entre elles et les tragédies et les comédies, puisqu'elles peignent des vertus, des passions, des vices et des sentiments d'une toute autre espèce. »

« Les mœurs, disent les ennemis du *drame*, ne retirent aucun profit des pièces attendrissantes; celles-ci n'ont aucun rapport à la position où nous sommes; mais avec cette assertion il n'y a qu'à aussi proscrire toutes les tragédies, car quel rapport ont-elles avec la position où nous sommes? Au contraire, les pièces attendrissantes réveillent les idées de probité et de vertu que la nature a gravées dans nos cœurs; elles l'emportent sur le genre comique qui flatte notre malignité bien plus qu'il ne nous corrige. »

Il y a peu de choses à dire après une opinion ainsi motivée, et certes on ne traitera pas Fréron de dramaturgiste ni de romantique. C'est donc là un des arrêts les plus décisifs de la critique.

Si l'on s'attache au point de vue historique, on ne trouve point de drames ni de comédies larmoyantes qui aient paru sur notre théâtre avant La Chaussée. C'est lui qui en a introduit le genre chez nous sous le titre de comédie, genre qui a rappelé le *rhintonica* des Romains. Il est vrai que depuis longtemps on avait la comédie héroïque, telle que le *Don Sanche* de Corneille; mais c'était là encore un autre genre, et il n'a pas été adopté. Il en est de même de la *tragi-comédie*. Après La Chaussée vint Arnaud de Baculard, ce fondateur de l'école de la sensiblerie sanglotante qui a eu fort peu de disciples et qui nous a laissé les drames les plus noirs qui aient jamais été enfantés, tels que *Fayel* et *le comte de Comminges*. Diderot et Beaumarchais sont les premiers qui aient porté le drame à une grande hauteur; on peut même dire qu'ils y ont excellé. Sedaine, venu ensuite, en a donné un seul qui l'a placé au même rang qu'eux, à moins qu'on ne veuille considérer aussi comme des drames ses principaux opéras-comiques; ils en mériteraient en effet le rang et sont bien supérieurs à quelques drames et à beaucoup de comédies. Ainsi, il n'y a guère eu de pièces de ce genre nouveau à notre ancien théâtre français que *le Père de famille*, *le Philosophe sans le savoir* et *la Mère coupable*.

A ces trois auteurs, presque tous appartenant à l'école philosophique du XVIII^e^ siècle, succéda Mercier, le plus fécond, le plus original, le plus pathétique et aussi le plus verbeux de tous, et celui à qui l'on a donné l'épithète de *dramaturge* par excellence. *Le Déserteur*, *la Brouette du vinaigrier* et *l'Ha-*

bitant de la Guadeloupe sont des monuments du genre qui resteront et seront lus longtemps, même sans reparaître sur la scène. Monvel s'est distingué aussi dans la carrière du drame, et ses *Victimes cloîtrées* sont peut-être de tous ceux qui ont paru le plus remarquable par l'effet qu'il fit sur les spectateurs. C'est sans contredit la pièce qui a eu le plus d'action sur les grands événements de l'époque; on pourrait dire qu'elle a poussé à l'entraînement révolutionnaire, l'influence de ce singulier ouvrage s'étant étendue même sur la partie des masses populaires qui ne l'avait point vu représenter.

Chénier, Laya et M. Lemercier ont donné des drames qui attesteront à la génération prochaine combien ce genre, si longtemps repoussé, a pu se perfectionner quand il a été traité par des hommes d'un talent supérieur; et l'on n'oubliera point *Calas, Fénélon* et *Pinto.*

Terminons cet article en citant une seconde fois Voltaire, qui, peut-être sans y penser, a été le premier dramaturge et le premier romantique, en même temps que le critique le moins disposé à favoriser la littérature larmoyante et sentimentale. « J'insisterai encore un peu sur « la nécessité où nous sommes d'avoir des « choses nouvelles. Si l'on avait toujours « mis sur le théâtre tragique la grandeur « romaine, à la fin on s'en serait rebuté; « si les héros ne parlaient jamais que de « tendresse, on en serait affadi : *ô imitatores servum pecus!* Les ouvrages que « nous avons depuis les Racine, les Molière, les Quinault, me paraissent tous « avoir quelque chose d'original et de « neuf qui les a sauvés du naufrage. Encore une fois, *tous les genres sont bons,* « *hors le genre ennuyeux.* »

Maintenant le drame est en possession si exclusive de la scène qu'il la domine presque entièrement; il suffira de rappeler que *Misanthropie et Repentir, Henri III, Lucrèce Borgia, Don Juan d'Autriche,* etc., ont fait leur apparition au Théâtre-Français. Il en est à peu près de même sur tous les autres grands théâtres de l'Europe : *les Deux Forçats, le Joueur,* etc., ont fait le tour du monde. LEP. D.

DRAME LYRIQUE. Nous n'entendons désigner par ce nom que ce genre de pièces de théâtre familièrement appelées *opéras* (*voy.* ce mot pour ce qui est relatif à la composition musicale), et qui, d'un bout à l'autre, sont rimées et doivent être chantées.

Ce genre, né en Italie, fut précédé, en France de celui des pièces à intermèdes chantés, dansés et à grand spectacle. Nous citerons parmi celles-ci *Andromède* et *la Toison d'Or*, de P. Corneille, *la Princesse d'Élide* et *les Amants magnifiques*, de Molière, et *Psyché*, fruit de l'association de ces deux maîtres de la scène. *Psyché* parut en 1671, et, cette même année, l'inauguration de l'Opéra français eut lieu par la représentation de *Pomone*, pastorale en 3 actes. La musique était de Cambert et les paroles de Perrin. Tout mauvais poète qu'était l'abbé Perrin (et pour le prouver il suffit de *Pomone*), ce fut à lui que Louis XIV accorda le privilége de l'Opéra. A la vérité il n'en jouit pas longtemps : au bout d'un an il fut obligé de le céder au Florentin Lulli, dont, pendant 14 ans, l'association avec le poète Quinault assura, par une suite de brillantes créations, la fortune de l'Opéra en France. Le premier ouvrage des deux auteurs eut pour titre *les Fêtes de l'Amour et de Bacchus*, production au moins médiocre sous le rapport littéraire, mais dont le peu de valeur fut bien racheté par le mérite de *Cadmus et Hermione* et d'*Alceste.* Ces deux opéras en 5 actes, représentés l'un et l'autre en 1674, révélèrent la puissance du génie lyrique de Quinault, et, à dater de leur apparition, la pastorale ne fut plus pour l'Opéra que l'accessoire des sujets de mythologie et de féerie, véritable domaine de cette scène brillante. Il est cependant à remarquer que ces deux ouvrages présentent encore un mélange bizarre de tragique et de bouffonnerie, et que le personnage grotesque y figure à côté du héros. On en est revenu là aujourd'hui; mais alors le goût s'épurait rapidement aux rayons du génie, et *Thésée*, représenté en 1675, quatre ans seulement après la ridicule *Pomone*, offrit le type complet de la tragédie lyrique. Dans aucun autre ouvrage le caractère de Médée n'a été tracé avec tant de

supériorité. Depuis *Thésée*, Quinault et Lulli marquèrent chaque année par un nouveau succès, et ils les couronnèrent tous par celui d'*Armide*, leur dernier ouvrage, leur chef-d'œuvre, et jusqu'à ce jour le chef-d'œuvre du genre. Jouée en 1686, *Armide* fut pour les deux auteurs le chant du cygne. Lulli ne survécut que d'un an, et Quinault que de deux au triomphe d'*Armide*. Cet ouvrage réunit au plus haut degré toutes les conditions de succès que peut offrir un opéra, intérêt du sujet, grandeur de l'action, variété de caractères, de situations et d'efforts scéniques, élégance, pureté et grâce de style vraiment raciniennes, tout s'y trouve. Quinault, nous ne craignons pas de l'écrire, a vraiment été pour l'opéra ce que Racine a été pour la tragédie, et on doit à cet auteur un des genres de la littérature française. En effet, si, relativement à la coupe de la phrase et au choix du rhythme et de la mesure du vers, le poète doit recevoir le mot du musicien, chef de la communauté lyrique, la première pensée appartient au poète, et c'est en elle que le compositeur doit trouver la source de ses inspirations; l'euphonie poétique chez l'un doit toujours être le véhicule de la mélodie et de l'harmonie musicale chez l'autre. Cette union des arts, principe de la composition du drame lyrique, a été consacrée par Voltaire dans ces vers souvent cités sur l'Opéra :

> Où les beaux vers, la danse, la musique,
> L'art de charmer les yeux par les couleurs,
> L'art plus heureux de séduire les cœurs,
> De cent plaisirs font un plaisir unique.

Les beaux vers! c'est Voltaire qui le dit; et il est à remarquer que Voltaire, qui voulut trois fois s'essayer dans ce genre, échoua dans chacun de ces essais. Deux autres grands poètes, La Fontaine et J.-B. Rousseau, n'y avaient pas mieux réussi. Cela semble prouver qu'il faut plus de goût et de facilité que de verve et de génie pour bien écrire un opéra. Aussi Fontenelle, dans *Énée et Lavinie* et *Thétis et Pélée*, Lamothe Houdart, dans *Issé* et *Sémelé*, et Duché dans *Iphigénie en Tauride* et *Méduse*, l'emportèrent-ils de beaucoup sur les grands poètes que nous venons de nommer. Campistron lui-même, qui, sous le patronage du musicien Colasse, vint immédiatement après Quinault, se montra dans ses opéras d'*Acis et Galathée*, de *la Mort d'Achille* et d'*Alcide*, fort inférieur à ce qu'il était dans ses tragédies. Danchet fut le plus digne successeur de l'auteur d'*Armide*, et le second rang lui appartient encore aujourd'hui. Le ballet des *Éléments*, l'opéra de *Callirhoé* et celui de *Créuse*, classent Roy immédiatement après Danchet. *Jephté*, dont l'action est remplie d'intérêt et dont le style respire le parfum de cette fraîche et suave poésie, douce émanation du cœur, *Jephté* doit suffire pour soustraire le nom de l'abbé Pellegrin au ridicule dont on a très injustement voulu le couvrir; mais le plus grand succès dont le théâtre de l'Opéra eût été témoin depuis la représentation d'*Armide* fut celui de *Castor et Pollux*, joué en 1737. Ainsi, dans le siècle tout entier qui sépara la disparition de Lulli de l'avénement de Gluck, Bernard et Rameau marquèrent de l'apothéose scénique des *Gémeaux* le point intermédiaire de cette révolution séculaire.

Avec Rameau commença pour l'opéra une nouvelle ère musicale. Les successeurs immédiats de Lulli, à la tête desquels il est juste de placer Campra, n'avaient été que de faibles continuateurs de sa manière: Rameau marcha dans une autre voie, et avec lui l'art fit un progrès réel. Nous n'en pouvons dire autant de Bernard, quoique le succès de *Castor* n'eût pas été moins grand comme œuvre littéraire que comme œuvre musicale. Le poème est sans doute écrit avec une correction et une élégance soutenues, mais le bel-esprit et l'afféterie y dominent, et la grâce maniérée y répand la froideur. Après *Castor*, jusqu'aux chefs-d'œuvre de Gluck, nous ne trouvons plus à mentionner que *le Devin du Village*, cette délicieuse idylle, délassement du génie, dont les paroles et la musique, sorties de la même tête, ou plutôt du même cœur, sont empreintes de ce cachet d'unité qui consacre la perfection d'un ouvrage. Celui-ci, qui parut en 1753, a charmé le public pendant près de 80 ans, jusqu'à ce que l'insulte grossière d'un brutal esprit de coterie en ait privé la scène. Enfin, vingt ans après Rousseau, Gluck vint avec

Orphée, les deux *Iphigénie*, *Alceste* et *Armide*. Il y eut alors révolution complète dans le système de notre drame lyrique ; la renommée séculaire de Quinault, le zèle intelligent de Du Rollet et de Guillard, secondèrent Gluck dans sa noble tâche. En suivant une route différente, mais non opposée, Marmontel et Piccini firent de *Didon*, une œuvre lyrique d'un mérite supérieur. Nous retrouvons encore Guillard avec Sacchini dans *OEdipe à Colonne*, ouvrage d'un dessin noble et simple et d'une pureté de couleur vraiment antique. Enfin Salieri, auquel le comte Tschoudy avait fourni, dans les *Danaïdes*, une donnée digne d'Eschyle, acheva l'œuvre de ses illustres prédécesseurs, en reproduisant avec perfectionnement, dans l'opéra français, tous les effets scéniques de la tragédie grecque. Toutes ces merveilles s'opérèrent de 1771 à 1787, et cette époque sera à jamais celle de la plus grande gloire de notre scène lyrique.

A la veille de la révolution, *Tarare*, monstrueux chef-d'œuvre de Beaumarchais dans le genre du mauvais goût, dut surtout à l'esprit de parti un succès de vogue qui fut un excès de scandale. Vingt ans plus tard, Esménard se trompa de route en portant à l'Opéra *le Triomphe de Trajan*, froid chef-d'œuvre de versification, panégyrique en trois longs actes, qui aurait dû apparaître au Théâtre-Français avec les pompeux accessoires de l'Académie *impériale* de musique. M. de Jouy vint, quelques mois après, réchauffer l'Opéra au feu sacré de *la Vestale* et aux accords brûlants de la lyre de Spontini. Ce fut le premier et le plus heureux ouvrage de tous deux; ils lui donnèrent cependant un digne frère en *Fernand Cortez*.

Après M. de Jouy, nous n'avons plus aucun poète à nommer. La révolution musicale opérée, il y a dix ans, par M Rossini a complétement changé les procédés et les formes de l'art. Ce grand maître, le novateur le plus hardi et le plus heureux qui, depuis Gluck, ait paru en France, a sans doute apporté à certaines parties de l'art de notables perfectionnements, auxquels, dans un système tout différent, M. Meyerbeer semble en avoir encore ajouté de nouveaux ; mais si la musique a toujours dû être considérée comme le premier élément de succès du drame lyrique, jusqu'ici la poésie avait été regardée comme son auxiliaire indispensable. Jamais de bons vers n'avaient passé pour gâter de bonne musique. L'alliance des deux arts avait été consacrée par tant d'heureux exemples qu'il était permis de la regarder comme désormais nécessaire et indissoluble : il paraît qu'il en est autrement aujourd'hui; le monopole, exclusif de toute concurrence, qui s'est introduit à l'Opéra y a fait prévaloir un système contraire. Avec Quinault, il est vrai, l'Opéra eut aussi le monopole, mais à présent l'Opéra a le monopole, mais sans Quinault. P. A. V.

DRAP, DRAPERIES. On désigne sous le nom de draps toutes les étoffes dont la chaîne et la trame sont en laine et dont le tissu est couvert d'un duvet produit par les opérations du lainage ou du foulage. Ce duvet est plus ou moins fin, ce qui établit plusieurs qualités de draps, outre celles qui résultent du mode suivi pour les confectionner. C'est ainsi qu'il y a des draps *unis* et *croisés*, des *casimirs*, des *flanelles* et *molletons*, des *cuirs de laine*, des *calmouks*, etc. Leurs propriétés de ne pas être conducteurs de la chaleur, d'être perméables à l'air, de ne pas froisser la peau, de recevoir toutes sortes de couleurs, etc., les ont fait adopter chez toutes les nations civilisées.

La confection des draps comprend une longue série d'opérations; quelques-unes s'expliqueraient mieux avec le secours des figures, mais nous allons faire en sorte de les mettre à la portée de nos lecteurs en les classant dans l'ordre naturel de leur succession et en distinguant bien chaque nature de travail. L'Angleterre, la Hollande, la Flandre, la Silésie, nous ont devancés dans cette fabrication, mais les progrès rapides qu'ont faits nos manufactures, surtout depuis l'année 1785, nous ont mis d'abord au niveau des autres pays et ensuite nous les ont fait dépasser ; car c'est une opinion presque généralement admise qu'on ne fait pas de plus belles draperies que celles qui se fabriquent à Sédan, Louviers, Elbeuf, Beaumont-le-Roger, etc. Les premières

améliorations furent dues au grand Colbert; les autres ont été l'effet du temps et de progrès rapides dans les arts chimiques.

Comme première opération nous considérons le choix des laines (*voy.*) que doit faire le fabricant, suivant l'espèce de draps qu'il veut confectionner; il doit se rappeler que le climat, l'espèce de moutons, l'éducation qu'on leur donne, influent d'une manière remarquable sur la finesse de leurs toisons. Ce choix fait, il achète la laine après qu'elle a été soumise au *lavage*, et on lui vend, selon qu'il le désire, des laines *primes*, *secondes*, *tierces*, des laines *kaidas*, *jaunes*, etc. La laine subit ensuite un *dégraissage* qui lui fait perdre 15 ou 16 pour cent de son poids, lui enlève le reste du suint et les saletés qu'elle contient, et la rend plus propre à recevoir la teinture.

Cette dernière opération se fait soit sur la laine, soit en fil, soit sur la pièce même. Il y a plus de solidité dans le premier cas, mais en revanche il faut plus d'efforts, plus de peines, pour ouvrir, pour carder la laine. Si on la teint en pièce, on a seulement soin de préserver les lisières, qu'il est prescrit aux fabricants de mettre à tous les draps, lorsqu'on trempe les pièces dans la cuve. On ouvre ensuite la laine au moyen d'une machine fort simple appelée *diable* ou *loup*, qui soumet les filaments de la laine à l'action de pointes de fer placées sur un tambour dont le mouvement de rotation est tel qu'il fait 100 tours en une minute et qu'on peut ouvrir trois à quatre cents livres de laine chaque jour. Puis vient le *cardage* (*voy.*) ou *droussage*. On place les manchons fournis par la laine ouvrée sur une carde à loquettes qui a pour objet de les réduire en forme de longs boudins, qu'on soude les uns aux autres pour en former une longueur indéfinie. On les recueille dans des paniers ou des pots de fer-blanc et on les soumet ensuite aux métiers à filer. Il faut bien remarquer que l'on ne carde que la laine destinée aux draps forts et feutrés, et que la laine des draps fins est peignée.

Le *tissage* (*voy.*) est une opération importante. Il doit s'exécuter de manière à avoir, pour le drap, une largeur double de celle qu'on veut obtenir en définitive, parce que l'opération du foulage, qui vient après, les réduit à peu près de moitié. Ainsi de bons draps de $\frac{5}{4}$ de large ont été tissés à $\frac{12}{4}$, ce qui représente une largeur de 3 aunes, à 42 pouces ou 10 pieds 6 pouces. Le tissage, autrefois si difficile, et qui employait 2 hommes, a été rendu très aisé par l'emploi de la navette volante, à laquelle on peut encore substituer les métiers mécaniques appliqués aux calicots. On met sur le métier, après avoir ourdi et paré la chaîne; et le tisserand, au moyen de la navette qu'il fait circuler, fabrique environ un demi-pouce d'étoffe. Il peut ensuite *régler* son ouvrage, c'est-à-dire rétablir chaque fil dans la direction et croisure qu'il doit avoir. Il s'occupe après de tisser le *chef* de la pièce et continue le tissage de cette dernière jusqu'à l'autre extrémité, appelée *queue*. On sait que le nom du fabricant, le numéro de la pièce et des signes particuliers à la fabrique s'inscrivent sur ces bandes, à l'aiguille.

Au fur et à mesure que le drap se tisse à trame mouillée, on le déroule de dessus l'ensuple pour empêcher qu'il ne s'échauffe, et on le met sur le *faudet* pour qu'il sèche. Le faudet est placé sous le métier et à portée de l'ouvrier. Le mouillage de la trame doit se faire avec de l'eau de puits ou de rivière, et s'opère toutes les fois que l'ouvrier reprend son travail; c'est le moyen d'éviter des *clairières* que rien ensuite ne pourrait faire disparaître. Le tisserand doit surtout empêcher les fils d'une chaîne de se casser, de se marier ou de se croiser : à cet effet il les huile de temps en temps. Les lisières du drap ne se fabriquent pas en même temps que la chaîne : elles sont ajoutées après que la pièce est montée, et, au moyen de poids, on leur donne une tension presque égale à celle des fils de la chaîne.

Quand le tisserand a achevé son travail, le fabricant le reçoit après qu'il s'est assuré que la pièce fabriquée n'a éprouvé aucun échauffement dans le tissage, ce qui produit ordinairement des taches vertes dans les draps blancs et se manifeste par une odeur fétide. Les *na-*

peuses sont ensuite chargées de broder en *tête* et en *queue* le nom du fabricant, sa demeure, le nom du drap. Cela fait, le drap est soumis : 1° à l'opération du *napage* : on l'étend sur des tables formant pupitre et on dédouble les fils qui seraient doublés ; 2° de l'*épincetage* qu'on exécute au moyen de petites pinces appelées *brucelles* et qui détruisent les nœuds qui ont pu se former dans le drap; et 3° de *l'époutissage*, qui a pour objet de retirer les pailles, les ordures, en se servant d'un petit balai de bouleau sec. Après ces opérations préliminaires en viennent d'autres qui transforment en quelque sorte l'étoffe de laine en drap. En voici la description sommaire; on trouvera de plus amples détails aux articles qui seront consacrés à plusieurs de ces opérations.

Foulage des draps. Il y a deux méthodes pour exécuter le foulage, suivant qu'on se sert de maillets ou de pilons qui agissent dans des *auges*, piles ou pots. La première méthode s'emploie en Angleterre et en France; la seconde en Hollande. L'une et l'autre demandent de grands soins et se subdivisent en trois opérations distinctes. Le *lavage* sert à enlever la colle et même les huiles qui restent dans les étoffes de laine, après les opérations du cardage et du tissage. Il doit être exécuté assez promptement pour empêcher la fermentation des pièces de draps qu'on est obligé de rouler. Il se fait dans les piles au moyen de l'urine fournie par des hommes qui ont bu du vin, ou au moyen de la terre glaise des foulonniers, qui est très savonneuse et qu'on extrait longtemps avant de l'employer. On fait agir les maillets, d'abord lentement, en versant dans les piles assez d'urine pour tremper entièrement le drap. Quand le drap est lavé et sec on passe au *dégraissage* (*voy.*). Pour l'opérer, il suffit de le remettre dans la pile avec de la terre glaise et de l'arroser d'un filet d'eau qu'on supprime au bout d'un certain temps, afin de laisser agir les maillets sur le drap seul. La glaise absorbe la graisse du drap, et on dégorge ensuite à grande eau. Les ouvriers ont soin pendant le dégraissage de *détirer* le drap en le saisissant par les lisières pour qu'il ne prenne pas de faux plis. Quand le drap égoutté n'est qu'humide, il est remis pour la troisième fois dans la pile du foulon où on le bat d'abord avec une *eau blanche* provenant d'une dissolution de savon blanc étendue d'une certaine quantité d'eau tiède ; on la laisse refroidir avant d'en arroser le drap au fur et à mesure qu'on le met dans la pile, et on le bat avec les maillets pendant un temps qui varie de 10 à 35 heures, temps qu'on proportionne à la qualité du drap et à la facilité qu'on trouve à le fouler. Le foulage se continue jusqu'à ce que le drap ait en largeur la dimension convenue, moins le pouce de rétrécissement nécessaire à *l'équarrissage* de la pièce. Pour que le feutrage soit réputé bien fait, il faut en général que la *rentrée* des draps soit, sur leur longueur, d'un tiers, et sur leur largeur, de trois septièmes, trois huitièmes ou quatre huitièmes au plus. On voit donc que le feutrage, qui assure aux draps leur moelleux, leur force et leur beauté, ne s'obtient qu'aux dépens de leur dimension. Après que le drap est foulé, on le fait dégorger dans la machine en se servant d'eau claire, et puis il est exposé à un grand courant d'eau et mis à sécher.

Sorti du foulon, le drap est soumis à divers *apprêts* (*voy.*), c'est-à-dire qu'il est pressé, décati (*voy.*) à chaud et à froid, et grillé lorsqu'il s'agit d'enlever le poil ou duvet qui hérisse sa surface. Vient ensuite une seconde série d'opérations très importantes dont la description va compléter les détails que cet article exige.

Lainage des draps. Il a pour objet de recouvrir d'un duvet très serré la surface du drap et de déterminer les poils à prendre et à garder la même direction. Il s'exécute avec des têtes de chardon, des cardes ou des brosses dures, et au moyen d'une machine appelée *laineuse*, qu'on a substituée au travail des mains. C'est un tambour fait en fonte; des barres de bois y sont fixées et armées de têtes de chardon. Il tourne très rapidement et dans le sens du piquant du chardon, et produit sur le drap un brossage uniforme et continu. Au moyen d'un autre cylindre placé sous le tambour et dans une

bâche pleine d'eau, le drap s'enroule sur l'un et se déroule sur l'autre; on peut aller à contre-poil et dans tous les sens jusqu'à ce que l'opération du lainage soit jugée parfaite. Il est de règle que les draps fins reçoivent quatre eaux, les draps ordinaires deux, et les communs une; et par ces eaux on entend le nombre de fois que les draps ont passé à la machine dont nous venons de parler.

Tondage des draps. Il se faisait autrefois en fixant le drap par des épingles sur des tables rembourrées, et on les tondait en se servant de cisailles que deux hommes maniaient: on a beaucoup abrégé les procédés en employant la *tondeuse*, machine très ingénieuse que M. John Collier a beaucoup perfectionnée, et qui a pour objet de découvrir la corde du drap, afin qu'en y appliquant les chardons l'ouvrier puisse bien pénétrer dans le tissu et ramener à sa surface les poils. On juge que le drap est bien tondu lorsqu'il est couvert dans toute son étendue, que dans aucun endroit il ne présente de *claire-voie*, d'*entre-deux*, etc., et que sa surface est parfaitement unie.

Le *ramage des draps* a pour objet d'en effacer les plis et de leur donner une largeur uniforme. Le châssis dont on se sert pour cette opération permet même de lui rendre en certains endroits, après l'avoir mouillé, la largeur que le foulage lui avait fait perdre.

Époutissage. Lorsque le ramage est fini, on remet le drap aux époutisseuses qui enlèvent la poussière et les ordures qui ont pu y rester après les précédentes opérations.

Couchage du poil des draps. On l'exécute aujourd'hui au moyen d'une machine rotative. La moitié du tambour est garnie de brosses raides faites avec du poil de sanglier, et l'autre de planches garnies de la substance des *tuiles à lustrer*. Pendant que le tambour tourne, on arrose d'eau légèrement le drap soumis à l'opération. Pour le livrer au commerce, il suffit de plier la pièce en mettant l'endroit en dedans, les lisières l'une contre l'autre, et de faire un rouleau qu'on porte à la presse. On l'enveloppe d'une toile d'emballage en laissant sortir le chef, qui met la marque de la pièce en évidence.

Le commerce des draps en Angleterre est immense, et chez nous, lorsqu'on veut se faire une idée de son importance, il suffit de visiter les villes manufacturières de Louviers, de Sedan, d'Elbeuf, etc. A Louviers, il y avait, dès 1814, 19 établissements hydrauliques appartenant à 14 propriétaires et employant une force de 661,970 chevaux. On y trouvait également 6 établissements distincts qui employaient les machines à vapeur. Le mouvement commercial est au moins de 9 millions et la production annuelle de drap d'environ 4 millions. A Sedan les seuls établissements accessoires au tissage de la laine sont au nombre de 54. La machine à vapeur est employée dans 20 établissements; les machines hydrauliques le sont dans 34. Plus de la moitié des habitants participent aux travaux industriels. La manufacture d'Elbeuf occupe de 25 à 30,000 ouvriers; elle emploie 2,800,000 kilogr. de laine lavée à blanc, qui représentent environ 30 millions de fr., et confectionne annuellement de 60 à 70 mille pièces de drap de 40 aunes environ. Ses produits annuels sont de 40 à 45 millions de fr. V. DE M-N.

DRAPEAU. Il faut faire cette distinction que la chose est de toute antiquité, et que le mot qui l'exprime est moderne. Il y a eu des *enseignes* (*voy.*) depuis que des hommes de guerre se sont associés en troupe: il n'y a de *drapeaux* en France que depuis Charles VIII; l'armée de ce prince en a emprunté le nom à l'Italie. Jusque-là nos pères avaient marché sous des bannières, des étendards, des pavillons, des pennons (*voy.* tous ces mots). Henri Estienne, zélé conservateur de la vieille langue, se plaignait, en 1583, de l'introduction ou même de l'intrusion de cette expression italique qu'on a d'abord écrite *drapel*, *drappeau*. Le sens de ces mots resta mal déterminé jusqu'à Charles IX: aussi Brantôme appelle-t-il encore *arbre* ce que nous nommons drapeau. D'abord enseigne et drapeau ont été synonymes, car l'enseigne était propre aux gens de pied, comme le drapeau était et a continué d'être à leur usage; mais les poètes, les historiens, ont donné au terme *enseigne* une signification plus générale, et *drapeau* seul s'est conservé

comme terme de l'art et de la loi, alors que les gens de cheval avaient pour enseigne l'étendard ou le guidon.

L'histoire du drapeau français est mal connue et serait à faire, parce que des usages féodaux, des motifs religieux, des ordonnances disparues, oubliées, ont seuls décidé de son emploi, de ses formes, de ses ornements. Des emblèmes, des attributs, des chiffres, des portraits, ont bariolé les immenses draperies attachées à une lourde pique. La couleur de cette draperie n'a été réglée par la loi qu'une seule fois, en 1789; car tout ce qu'on a dit de l'ancien drapeau blanc, considéré comme signe national, ne saurait s'appuyer, si ce n'est depuis 1814, sur aucune preuve tirée de l'histoire ou de la législation. Sous Louis XIV, temps des régiments de princes et de seigneurs, pour la plupart, leurs drapeaux étaient à armoiries diverses; sous Louis XV, temps des régiments de province, presque tous, la couleur de l'étoffe a continué d'être diverse, mais partagée en général d'une croix blanche. Pendant longtemps il y eut autant de drapeaux que de compagnies; au temps du maréchal de Saxe, comme il le dit et s'en plaint, il y en avait trois par bataillon. Ils se sont réduits bientôt à un seul. Le drapeau blanc était, dans le principe, le drapeau de *la colonelle*, c'est-à-dire de la compagnie qui appartenait au colonel général de l'infanterie. Quand Louis XIV eut aboli cette dignité, la royauté hérita en quelque sorte du drapeau blanc; et quand il n'y eut plus qu'un drapeau par bataillon, le drapeau blanc devint le principal drapeau du régiment, et la cravate blanche des drapeaux de couleurs variées, en devint comme la *consécration royale*. Le besoin du moment, le hasard plus que la combinaison, *donnèrent naissance au drapeau* tricolore; l'aigle, en guise de fer de lance, *en fut la consécration impériale*. L'émigration, qui avait emporté les cravates blanches et qui *en avait fait sa couleur*, voulut qu'elles devinssent les couleurs de la France : cela s'est réalisé. Une révolution en a ensuite décidé autrement, et le coq, image insignifiante, à moins qu'on ne l'explique par un jeu de mots latins (*gallus*, *Gallia*), est devenu la consécration constitutionnelle de ce drapeau. G^al B.

DRAPERIES (beaux-arts). Dans la peinture et la sculpture, ce nom indique les étoffes qui servent au vêtement des figures ou qu'on ajoute comme ornements.

Les draperies concourent à la vérité, au caractère du sujet, à l'effet de l'ensemble. C'est une des parties de l'art où le goût de l'artiste se manifeste le plus. La draperie s'identifie au corps, elle flatte et caresse mollement les formes; loin de leur nuire, elle les fait valoir; loin de les cacher, elle les fait sentir. Ajustée par une main habile, elle paraît simple et naturelle, quoique combinée avec art et pour l'effet; elle offre d'heureux accidents, des hasards précieux par leur naïveté. La draperie concourt à l'expression par la disposition de ses lignes, ainsi que par le choix de sa couleur; elle annonce, jusqu'à un certain point, le mode du sujet, le caractère, les passions qui animent les personnages. Cicéron, en parlant du vêtement des canéphores de Polyclète, disait que ce vêtement même était un témoignage de leur virginité.

Varron, Cicéron et Quintilien trouvaient de la raideur, de la dureté, des formes anguleuses et trop systématiques dans les draperies des ouvrages d'art très anciens. Mais lorsque, sous Phidias, l'art atteignit sa perfection, elles furent traitées avec le plus grand goût, avec le savoir le plus profond, comme on le voit dans les figures du Parthénon, où les figures de femmes sont ajustées avec une hardiesse et une habileté étonnantes.

Dans le moyen-âge, lors de la corruption de l'art, ces draperies devinrent raides, et furent bizarres comme les costumes du temps. L'école florentine se distingua par un meilleur goût : elle mit peu d'ampleur dans ses draperies; Michel-Ange rendit les siennes adhérentes à la peau. Les Vénitiens peignirent les étoffes avec une adresse admirable; mais leurs draperies sont trop riches, trop ornées. S'embarrassant peu de leur donner le caractère du sujet, ils revêtaient tous leurs personnages, indistinctement, des costumes que le commerce du Levant leur apportait. L'école romaine revint à l'étude de l'antique pour ses dra-

peries, mais en adoptant dans la peinture des étoffes plus amples et plus flottantes. Raphaël posséda au plus haut degré l'art de jeter les draperies; il y est parvenu jusqu'à la beauté idéale. Ce grand maître avait reconnu qu'elles ne devaient jamais nuire à la beauté des contours; sous le vêtement, il faisait sentir les formes, les articulations, le mouvement, la vie. Une remarque à faire avec Mengs, dans les ouvrages de ce maître, c'est qu'on y reconnaît, par les plis de sa draperie, quelle avait été l'attitude de la figure l'instant auparavant; si, par exemple, un bras avait été tendu ou replié avant l'action actuelle. Ainsi, dans son *Portement de croix*, le bras gauche de Jésus-Christ s'appuie sur une pierre; la main est étendue sur cette pierre; mais les plis de la large manche font apercevoir la marche de l'action : ils semblent se tenir encore en l'air et n'avoir pas fait leur chute suivant la tendance que devait leur donner le poids spécifique de l'étoffe.

Depuis Raphaël, l'art des draperies sembla dégénérer. En France, Lesueur approcha de ce grand maître dans le talent de les jeter et d'en disposer les plis; mais, en général, les peintres de nos dernières académies ont été sans style, sans caractère, dans leurs draperies. David ramena au goût antique cette partie de l'art, comme les autres; mais elle eut peu d'importance dans ses ouvrages, à cause de la préférence qu'il donnait au nu. Parmi ses émules, beaucoup y montrèrent un talent réel, mais quelques-uns eurent trop souvent recours aux couleurs vives et tranchées. Aujourd'hui, le goût des costumes exacts restreint souvent la composition des draperies; cependant, en général, elles sont habilement traitées et s'harmonisent bien avec les sujets.

Faut-il établir des règles, des principes pour les draperies? Faut-il répéter avec des théoriciens que deux plis d'une même forme et d'une même dimension ne doivent pas se trouver à côté l'un de l'autre? que si le milieu du vêtement exige des petits plis, on doit leur donner peu de saillie, afin qu'ils cèdent toujours à ceux qui indiquent des parties principales? que, à l'exemple de Raphaël, c'est sur les inflexions qu'il faut placer les grands yeux et les coupes profondes des plis, et sur les muscles former les grandes masses? qu'on doit préférer les angles aigus ou obtus aux angles droits dans la disposition des plis, etc., etc.? Le sentiment, le goût, seront, sans doute, des guides beaucoup plus sûrs dans une partie de l'art où la nature du sujet, l'imagination de l'artiste, les exigences de la mode exercent tant d'influence. *Voy.* Peinture. G. D. F.

DRAP D'OR, *voy.* Camp du drap d'or.

DRAPIER, fabricant de draps et aussi celui qui en vend. *Voy.* Drap.

DRASTIQUE, agissant, actif, adjectif dérivé du grec δράω, je fais, j'agis, je sers. *Voy.* Purgatifs.

DRAVE ou Drau (*Dravus*), l'un des grands fleuves de la monarchie autrichienne. La Drave a sa source dans le Tyrol, qu'elle sépare de la Carinthie avant d'entrer dans cette dernière, où son cours, surtout près de Villach, est très pittoresque, et, comme dans le Tyrol, impétueux et dévastateur. Elle devient navigable près de Greifenbourg, mais seulement pour les bateaux plats; elle entre ensuite dans la Stirie, et un instant dans la Hongrie qu'elle sépare de la frontière militaire croate et de l'Esclavonie. Après un cours de près de 80 milles d'Allemagne, la Drave se réunit au Danube (*voy.*). M. Schreiner en a donné une description détaillée à l'article *Drau* de l'Encyclopédie allemande d'Ersch et Gruber. S.

DRAWBACK. On a pu voir au mot Douanes que les gouvernements frappent de droits d'entrée dans leurs états, par cela seul qu'ils proviennent de l'étranger, non-seulement les produits fabriqués, mais aussi les matières premières. Les économistes ont vivement réclamé contre l'imposition de ces matières. Ils ont soutenu que les soumettre aux droits de douane c'est contrarier le développement de l'industrie manufacturière indigène. Il est vrai que l'on a réclamé le maintien des taxes sur les matières premières au nom de l'industrie agricole nationale, et qu'on a prétendu, d'ailleurs, qu'il est fort difficile de bien

distinguer ce qu'on doit entendre par matières premières, attendu que pour certaines industries la matière première est un produit qui a déjà subi des préparations.

Quoi qu'il en soit de ces théories, il est certain que les gouvernements ont cherché à mettre l'industrie nationale en mesure de soutenir au moins sur le marché étranger la concurrence des industries étrangères. Dans ce but, il a été établi qu'à l'exportation des produits nationaux, fabriqués avec des matières venues de l'étranger et frappées à leur entrée d'un droit de douanes, il serait accordé une restitution des droits perçus à l'entrée. Les Anglais appellent cette restitution *draw-back* (de *draw*, tirer, et *back*, en arrière). Ce mot a passé de leur langue dans le vocabulaire commercial et administratif de la France et de quelques autres nations. Le *drawback*, est donc une espèce de prime (*voy.*) à l'exportation; mais il diffère de la prime proprement dite en ce sens que cette dernière est une faveur accordée pour l'exportation d'objets qui n'ont pas été frappés de droits d'entrée ou qu'elle excède le montant de ces droits. Les économistes qui ont attaqué le système des primes reconnaissent que celui des *drawbacks* leur est préférable, mais ils reprochent à ces derniers de n'être encore qu'une faveur établie au profit de l'étranger et dont les nationaux sont privés. Les objets qui jouissent en France de *drawbacks* sont les sucres raffinés, les cotons filés, les tissus de coton, les soufres raffinés, les meubles en acajou et feuilles de placage, le plomb ouvré, etc., etc. J. B-R.

DRÊCHE, orge dont on a arrêté la germination par le moyen de la chaleur et qui sert à faire de la bière. On sait qu'en Angleterre la taxe sur la drêche est d'un grand rapport, à raison de la grande consommation de bière qui se fait dans les trois royaumes, surtout parmi la classe ouvrière. X.

DRESDE, résidence du roi et capitale du royaume de Saxe, sur l'Elbe dans le cercle de Missnie. D'après des observations récentes, cette ville est élevée de 350 pieds au-dessus du niveau de la mer, et sa situation dans une vallée délicieuse y arrête les voyageurs. Elle se divise en trois parties : l'*Altstadt* (vieille ville) qui est la résidence royale, avec trois faubourgs, sur la rive gauche de l'Elbe; la *Friedrichsstadt* (la ville de Frédéric), séparée de l'autre par la rivière de Weisseritz, et qui a été établie par Auguste II à la place de l'ancien village d'Ostra; enfin la *Neustadt* (ville neuve) sur la rive droite de l'Elbe, quartier qui ne reçut ce nom qu'en 1730, ayant été appelé jusque-là le *vieux Dresde*. Les fortifications de cette capitale ont été changées en promenades. Ce n'est pas sans raison que Herder l'a appelée, à cause de ses collections d'art et de sciences, la Florence d'Allemagne; elle est d'ailleurs, par ses constructions et par les beaux sites qui l'environnent, l'une des villes les plus agréables et les plus intéressantes.

Parmi les curiosités de l'Altstadt nous ferons mention avant tout du magnifique pont de l'Elbe ayant 716 aunes ou coudées de long, seize arches et des balustrades en fer; puis de l'église catholique qui est celle de la cour, édifice remarquable construit en 1751 d'après le plan de l'architecte italien Gaetano Chiaveri, et qui renferme un orgue du célèbre facteur Silbermann de Strasbourg et plusieurs tableaux de Raphaël Mengs, entre autres une *Ascension* au-dessus du maître-autel. L'église évangélique de Sainte-Sophie, aussi dite *de la cour*, a été construite auprès de l'ancien couvent des frères gris, de 1351 à 1357; mais ce fut à la fin du XVI^e^ siècle et de la princesse Sophie, veuve de Chrétien I^er^, qu'elle reçut sa forme actuelle. L'église de la Croix, qui, réduite en ruines par le bombardement de 1760, fut réédifiée depuis 1764 jusqu'en 1792. L'église de Notre-Dame, commencée en 1726, a été terminée en 1745. Après ces églises, toutes enrichies de beaux tableaux et d'excellentes orgues, nous nommerons l'ancien palais de Brühl (*voy.*), construit par le ministre de ce nom en 1737, et qui, devenu plus tard propriété de la couronne, est depuis 1826 la résidence du prince Maximilien, père du roi actuel : on jouit d'une vue magnifique du haut de la terrasse; le château royal, assez informe et surmonté d'une tour de plus de 177 coudées de

hauteur, commencé par le duc George en 1534, et achevé par Auguste II; le palais *des Princes*, fondé par Auguste II en 1718, mais embelli par son successeur en 1760; le *Zwinger* près du château, portique qui devait conduire à un palais d'un style grandiose qu'Auguste II avait le projet de faire construire, avec une orangerie assez curieuse et en partie composée d'arbres apportés en 1730 de l'Afrique septentrionale; l'arsenal, un des plus célèbres de l'Europe par sa riche collection d'armures; le palais des États; l'hôtel-de-ville; le palais du prince Maximilien, près de l'allée d'Ostra; les anciennes écuries royales, transformées depuis 1832 en galerie de tableaux, musée des plâtres et des armures. Dans la Neustadt on remarque surtout le *Blockhaus*, la statue équestre d'Auguste II, élevée en 1736, l'hôtel des cadets et le *Palais japonais* avec sa riche bibliothèque et sa collection de porcelaines, de médailles et d'antiques.

La population de Dresde s'élevait en tout, dans l'année 1833, à 64,580 habitants, non compris cependant la garnison. Depuis 1832, les trois divisions de la ville forment une seule commune, quant à l'administration municipale. L'ancienne ville et la ville neuve ont cependant leurs tribunaux patrimoniaux distincts, et il reste encore à concilier dans ces différents quartiers les rapports de juridiction entre ces tribunaux et la chambre royale de justice. Selon les rôles des affaires communales publiés en 1830, les propriétés de la ville en biens fonds et capitaux s'élèvent à 343,068 écus (environ 1,172,272 fr.), sans compter un revenu variable d'environ 24,000 écus. Un magistrat particulier est chargé de la police. Depuis 1828 l'éclairage par le gaz a été introduit dans quelques quartiers. Dresde a trois aqueducs et deux puits artésiens. Sur les 33,391 perches carrées d'étendue qu'ont les rues et places, 22,300 sont parfaitement pavées, en partie de pierres taillées.

Dresde brille au premier rang des villes allemandes par plusieurs établissements scientifiques et littéraires. Depuis 1559 elle a un gymnase, l'école de la Croix, dont la renommée a considérablement grandi sous M. Grœbel, son directeur actuel (depuis 1817). Deux autres hautes écoles, l'une de la ville neuve et l'autre de Sainte-Anne, ont été transformées en 1803 et 1824 en écoles bourgeoises supérieures. Pour l'éducation des instituteurs, il y a le séminaire de Friedrichsstadt qui, autrefois placé sous la direction de Dinter (*v.*), rend encore aujourd'hui de grands services. L'école établie par la société connue sous la dénomination *zu Rath und That* (de conseil et d'action), l'institution des francs-maçons, la grande école catholique et l'école de filles, dirigée par M. Schœne, méritent encore une mention particulière. De plus, différentes écoles gratuites sont ouvertes aux enfants pauvres.

Parmi les grands établissements d'instruction, on doit mettre en première ligne l'Académie médico-chirurgicale, qui possède un théâtre anatomique, une collection d'appareils, de livres et d'instruments de chirurgie, et dont dépendent le jardin botanique où l'on compte 30,000 espèces de plantes, l'école d'accouchement, celle des sages-femmes et l'école vétérinaire. Le Corps des cadets forme des officiers d'infanterie et de cavalerie; de l'école d'artillerie, qui, en 1830, a remplacé l'Académie militaire, sortent de bons artilleurs et ingénieurs. A l'Académie des arts, bornée d'abord aux arts du dessin, a été réunie depuis 1819 l'école d'architecture. Parmi les sociétés scientifiques et d'utilité publique nous devons compter la Société économique, fondée en 1764, la Société biblique, qui date de 1814, la Société minéralogique, établie par les soins de Werner en 1816; puis la Société fondée en 1818 pour le développement des sciences naturelles et de la médecine; la Société de Flore, fondée en 1828 pour la culture des jardins et la botanique; la Société des arts en Saxe, fondée aussi en 1828; la Société de statistique, qui comprend, depuis 1831, 42 comités répandus dans le pays et occupés à rassembler les matériaux d'une statistique générale du royaume.

La bibliothèque royale, placée dans le palais japonais, renferme environ 220,000 volumes, parmi lesquels se trouvent beaucoup de livres rares et surtout beaucoup

d'ouvrages sur l'histoire littéraire de l'antiquité classique, et sur l'histoire de France et d'Allemagne. Elle possède en outre plus de 150,000 thèses et brochures, et 2,700 manuscrits. Le cabinet des médailles, déjà considérable sous Jean-George II, fut encore augmenté sous les deux Auguste, et enrichi sous le roi Frédéric-Auguste I^er^. Le cabinet d'histoire naturelle est curieux, surtout dans la partie minéralogique et la partie zoologique. Le Musée national, formé de l'ancien cabinet d'armures et d'une partie de la galerie, contient, par ordre chronologique, une foule d'objets intéressants pour l'histoire des mœurs et pour l'ethnographie. Le cabinet d'instruments de mathématiques et de physique possède, entre autres curiosités, un globe arabe en laiton, fait en 1289 par Mohammed, fils de l'astronome Mujad de Damas.

Mais c'est la célèbre galerie de tableaux, composée de 1,500 toiles, qui est ce que Dresde renferme de plus précieux en fait de beaux-arts. Elle se compose en grande partie d'ouvrages italiens et flamands. Quant aux premiers, elle renferme un choix rare de tableaux à la fois remarquables et authentiques, parmi lesquels figurent plusieurs Raphaël, entre autres sa fameuse *Madone Sixtine*, peinte par l'immortel Sanzio trois ou quatre ans avant sa mort et restaurée en 1826 par Palmaroli; puis l'admirable *Nuit* du Corrège, autrefois à Modène, sa Madone de Saint-Sébastien et quatre autres ouvrages du même peintre; le *Denier du cens*, la *Vénus* et autres tableaux du Titien; le *Sacrifice d'Abraham* et deux autres peintures d'André del Sarte; des tableaux de Francia, de Paul Véronèse, de Jules Romain (la *Vierge au bassin d'eau*), de L. de Vinci (*Francesco Sforza*), de Garofalo, de Bellin, du Pérugin, d'Annibal Carache, du Guide, de Carlo Dolce (*Ste-Cécile*), de Cignani et de plusieurs autres. Dans l'école flamande, la galerie possède 41 tableaux de Rubens, 21 de Van-Dyck, plusieurs de Rembrandt, d'excellents ouvrages de Snyders, de Jean Breughel, de Ruysdael (la *Chasse*), de Sachtleeven, de Wouvermann, d'Éverdingen, de Berghem, de Gérard Dow, de Teniers, de Van der Werff, de Van Ostade, de Potter, de Hondekoeter, etc. Parmi les ouvrages de maîtres allemands, la *sainte Vierge* de Jean Holbein occupe le premier rang. L'école française est dignement représentée par plusieurs tableaux du Poussin et surtout par des paysages de Claude Lorrain.

Le cabinet de gravures, composé de plus de 200,000 planches, est divisé en douze classes selon des points de vue de l'art ou historiques, et contient non-seulement les principales gravures d'après les peintres des diverses écoles, mais aussi plusieurs planches curieuses par leur rareté et une collection considérable de dessins originaux, parmi lesquels on en distingue un grand nombre de l'ancienne école allemande et plusieurs de maîtres italiens, tels que Raphaël, Léonard de Vinci, Michel-Ange.

Le cabinet des antiques, conservé à l'étage inférieur du Palais japonais, renferme dans dix grandes salles, outre quelques monuments dans le style grec le plus ancien, plusieurs excellents ouvrages de sculpture, tels qu'une Pallas *Promachos*, un athlète désigné d'abord par le nom d'Antinoüs, un groupe d'Amour et Psyché, un petit Satyre, les trois femmes d'Herculanum, remarquables comme modèles de vêtements et parce qu'elles furent les premieres traces de cette ville enfouïe retrouvées au commencement du XVIII^e^ siècle; le fils de Niobé, une prétendue Agrippine qui est probablement une Ariane, et quelques momies que Pietro della Valle a rapportées d'Égypte en 1618 (*voir* Becker, *Augusteum*; nouvelle édition, Leipzig, 1832); la collection de plâtres pris la plupart par Raphaël Mengs en Italie sur des sculptures antiques, et qui sont d'autant plus précieux que plusieurs des originaux copiés se sont perdus depuis; le caveau vert (*das grüne Gewœlbe*), riche collection de pierres précieuses, de perles, d'ouvrages d'art en or, en argent, en filigrane et en ivoire, accrue encore depuis 1832 par une partie de la *Kunstkammer*, et qui renferme entre autres un grand onyx de six pouces deux tiers de hauteur et de quatre pouces un quart de largeur. (Il existe de très bonnes descriptions de tous les dépôts di-

vers nommés jusqu'ici.) La collection de porcelaines, riche en échantillons des fabriques d'Asie, offre une suite de morceaux indigènes (porcelaine de Missnie, etc.) qui montre les progrès faits dans la fabrication depuis les premiers commencements de cet art jusqu'à son état de perfection actuel. Un objet d'un grand prix pour l'histoire de l'art, ce sont les six tapis brodés en laine d'après les dessins de Raphaël : selon une ancienne tradition, sans doute peu fondée, ils furent donnés à la cour de Saxe par Léon X. Un des établissements d'art les plus admirables est la chapelle de musique fondé par Auguste II, et devenue célèbre depuis par ses grands maîtres, tels que Hasse, Naumann, Paër, Weber. Chargée de la musique dans l'église catholique de la cour et à ses concerts, elle exécute en outre tous les ans, le dimanche des Rameaux, un oratorium au grand Opéra. Cette autre curiosité de Dresde est généralement connue, et l'on n'oubliera pas de sitôt les services qu'a rendus à cet établissement l'illustre Ch.-Mar. de Weber.

Le commerce et l'activité manufacturière sont loin d'être considérables à Dresde, quoique la liberté de la navigation de l'Elbe leur ait donné, dans ces derniers temps, une grande impulsion. Les principales branches d'industrie sont: des travaux en or et en argent, des ouvrages faits au tour, des instruments de musique et d'optique, des chapeaux et autres objets de paille, des papiers peints, des toiles pour la peinture, des fleurs artificielles, des raffineries de sucre, des instruments et des machines de toute espèce.

Dresde, comme la plupart des villes allemandes, abonde en établissements de bienfaisance, parmi lesquels celui *zu Rath und That*, déjà cité et qui date de 1803, jouit d'une grande réputation; l'hospice, avec école, pour les aveugles, fondé par des particuliers, fut transformé en établissement royal en 1830. L'administration des pauvres, réorganisée en 1831, pourvoit aux besoins de 4,000 individus. Parmi les établissements de santé, l'un des plus importants est celui du docteur Struve pour la préparation d'eaux minérales factices, qui ne sont pas prises seulement à Dresde, mais aussi envoyées à l'étranger.

Quelques misérables cabanes de pêcheurs, construites par des Slaves qui étaient venus s'établir sur les bords de l'Elbe, ont formé le point de départ de cette ville aujourd'hui grande et populeuse. Ces cabanes sur la rive droite formèrent dans le XI^e^ siècle des villages dont les noms, comme Ostra, Poppitz, Fischersdorf, servent encore à désigner certains quartiers de Dresde. L'existence d'un endroit de ce dernier nom est attesté par le défi qu'adressa le margrave Didier au bourgrave de Dohna (*voy.*) et qu'il signa en ce lieu l'an 1206. Bientôt on voit Dresde engagée, échangée, vendue à différentes époques, jusqu'à ce que le margrave Henri dit l'Illustre en fit sa résidence, l'embellit et l'agrandit. Lors du partage de la Saxe entre les princes Ernest et Albert, en 1485, Dresde échut à la ligne albertine (*voy.*) qui y résida depuis, presque sans interruption. Après un grand incendie en 1491, la ville fut relevée de ses cendres et considérablement embellie. George-le-Barbu, qui fit bâtir aussi en 1534 un château auquel il donna son nom, fortifia Dresde de 1520 à 1528; après lui, Maurice étendit encore les fortifications. A l'exemple de cet électeur, son successeur Auguste fit beaucoup pour l'embellissement et l'agrandissement de la ville. Sous Jean-George I^er^ elle souffrit par la guerre, la peste et la disette; le magnifique Jean-George II s'efforça de donner à sa résidence un grand éclat; mais la période la plus brillante de Dresde est celle du règne des deux Auguste, qui furent élus successivement rois de Pologne. Mais ensuite la guerre de Sept-Ans lui devint fatale : elle fut cruellement maltraitée par le bombardement des Prussiens, du 14 au 30 juillet 1760. Sous le long règne de Frédéric-Auguste I^er^ on n'eut guère le temps de songer à embellir la ville. Mais, depuis sa mort et après la destruction des fortifications, Dresde a pris un aspect de plus en plus riant, et, comme on l'a vu, on y trouve les beautés de la nature réunies aux richesses de l'art.

Dans les environs, on visite le Grand-Jardin, les bains Link; l'ancienne villa

de lord Findlater, où une vue délicieuse et un bon restaurant attirent aujourd'hui le public; la vallée romantique de Loschwitz, le magnifique val ou fond de Plauen, la vallée de Müglitz avec le château de Wesenstein, le Kœnigstein et toute la Suisse saxonne dont les hauteurs (le *bastion*, etc.) s'étendent vis-à-vis de ces deux forts, le château de Pillnitz, etc. Quant au monument élevé au général Moreau à Ræcknitz, il n'est pas exactement placé à l'endroit où le général fut atteint par le projectile qui termina sa vie. — Weck, Hasse, Klemm et Lindau ont donné en allemand de bonnes descriptions et histoires de la ville de Dresde; les *Curiosités de Dresde et de ses alentours* du dernier seront d'un grand secours au voyageur : il en a paru en 1832 une troisième édition. *C. L.*

Bataille de Dresde. Dresde, devenu dans la campagne d'automne de 1813 le pivot des opérations de l'armée française, a été le théâtre d'une bataille gagnée le 26 et le 27 août par Napoléon sur les Autrichiens, les Russes et les Prussiens réunis. Les combinaisons qui ont amené cette bataille méritent l'attention de ceux qu'intéressent l'art militaire et la vie de ce grand capitaine.

Créateur d'une nouvelle armée avec une rapidité que ses ennemis croyaient impossible au sortir de ses désastres en Russie, il avait relevé la fidélité chancelante des princes de la confédération du Rhin en forçant par sa victoire de Lutzen (2 mai) les armées russe et prussienne à repasser l'Elbe. Vainqueur de nouveau à Bautzen (20 et 21 mai), il les poussait sur l'Oder et allait donner la main aux garnisons françaises maîtresses des forteresses de ce fleuve, Glogau, Custrin et Stettin. Il pouvait, en débordant l'ennemi, lui faire évacuer sans combat le Brandebourg, ou renouveler pour lui les désastres de la campagne d'Iéna, quand les dispositions de jour en jour plus douteuses de l'Autriche, qui menaçait sa ligne d'opération sur la droite depuis les portes de Breslau jusqu'à celles d'Erfurt, l'amenèrent à signer le 4 juin l'armistice de Parschwitz. Armistice fatal pour lui; car le 18 août, à la reprise des hostilités, la Russie, la Prusse et l'Autriche, devenue son ennemie, avaient eu le temps de compléter leurs armements. Avec 500,000 combattants qui devaient bientôt s'élever à 700,000, les alliés se trouvaient sur les deux flancs et sur le front de Napoléon qui avait épuisé la France pour leur opposer 300,000 hommes.

En regardant sur une carte d'Allemagne le théâtre des opérations, à la reprise des hostilités, on le voit compris entre l'Oder à l'est, l'Elbe et la Saale à l'ouest. Les deux premiers fleuves, descendant des plateaux de la Bohême et de la Moravie dans la mer Baltique, laissent entre eux un intervalle de 35 à 40 lieues dans la partie moyenne de leur cours. Au midi, la chaîne demi-circulaire des montagnes frontières de la Bohême, fermant leur intervalle, s'ouvre au milieu par le col de Gabel, où la route de Prague débouche en Lusace par Zittau et Gœrlitz.

Napoléon, assis sur l'Elbe, et ayant Dresde pour pivot de ses opérations, prolongeait sa principale ligne le long de cette chaîne, jusqu'à 45 lieues plus loin aux environs de Liegnitz où campait son armée de Silésie forte d'environ 100,000 hommes. Menaçant en outre Berlin, au nord sur sa gauche, à 45 lieues de Dresde, il y poussait avec 66,000 hommes le maréchal Oudinot, prescrivant au maréchal Davoust de manœuvrer de Hambourg pour l'y joindre avec 30,000 autres. Aux environs de Dresde, dans les défilés qui débouchent de la Bohême en Saxe, sur les deux rives de l'Elbe, il avait établi le maréchal Gouvion-Saint-Cyr avec le 14^{e} corps. Enfin, lui-même, placé aux environs de Gœrlitz, dans une position centrale, avec plus de 90,000 hommes, était en mesure de se porter en quatre marches sur l'une ou l'autre de ses armées, d'après les mouvements des ennemis qu'il cherchait à pénétrer (*voir* sa lettre du 13 août 1813 au major-général).

Ceux-ci décrivant autour de lui un demi-cercle de 100 lieues étaient partagés en trois armées, l'une de 120,000 au nord, sous Bernadotte, aux environs de Berlin; l'autre de Silésie, sous Blücher, vers Schweidnitz à l'est; la troi-

sième de 220,000 hommes, réunie sous Schwarzenberg et les trois souverains, au midi, derrière les montagnes de la Bohême, aux environs de Prague (à 30 lieues de Dresde). Couvrant ainsi la Marche de Brandebourg, la Silésie, la Bohême et les états d'Autriche, d'où leurs renforts arrivaient, ils avaient résolu d'agir sur Napoléon par ces trois lignes d'opération différentes, attaquant ses armées partout où il ne serait pas, et se retirant à son approche. Leur projet, arrêté en secret, dès le 12 juillet, dans une conférence à Trachenberg (*voy.* T. V, p. 513), était de diriger l'armée du nord et celle de Bohême sur la rive gauche de l'Elbe, et de les réunir dans les plaines de Leipzig sur les derrières de Napoléon, afin de lui faire abandonner la base de l'Elbe, ou de lui couper ses communications avec la France. L'actif Blücher, dirigé par Gneisenau, devait commencer l'attaque, afin d'attirer Napoléon à sa poursuite à 40 ou 50 lieues de l'Elbe, tandis que Schwarzenberg et Bernadotte s'en rapprocheraient.

La position de Napoléon compensait un peu l'infériorité numérique de ses troupes, surtout en cavalerie. Il tenait les clefs de l'échiquier stratégique compris entre l'Elbe et l'Oder, au moyen des forteresses de Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdebourg et Hambourg sur l'Elbe, et de celles de Glogau, Custrin et Stettin sur l'Oder. Ces barrières gênaient les alliés, soit dans leur fuite, soit dans leur poursuite, au lieu que lui, vainqueur ou vaincu, pouvait à son gré les devancer sur l'une ou l'autre de leurs rives. Tandis qu'autour de lui, de Berlin à Schweidnitz et à Prague, les trois armées alliées décrivaient une demi-circonférence d'environ 100 lieues, séparées par ses armées et par la chaîne des montagnes de Bohême, lui, pouvait concentrer la majeure partie de ses forces en quatre marches, tomber en nombre supérieur sur l'une de leurs armées avant qu'elle fût secourue par les deux autres. S'il la surprenait dans un faux mouvement et la coupait de ses communications, il la désorganisait par un de ces coups qu'on l'avait vu frapper à Iéna, à Ulm, à Marengo. En effet, à Dresde, dès le début de cette mémorable combinaison stratégique déployée durant deux mois par 800,000 hommes, en *six batailles*, peu s'en fallut que Napoléon ne portât à la coalition une atteinte mortelle.

Arrivé le 18 août à Gœrlitz, à mi-chemin de Dresde et de son armée de Silésie, il venait d'apprendre, mais d'une manière vague, la réunion des armées russe et autrichienne en Bohême et leur marche vers la gauche de l'Elbe. Le 19, passant à Zittau, puis au col de Gabel, il lançait sa cavalerie légère en Bohême afin d'avoir des renseignements, car il en manquait, quand lui vint la nouvelle que son armée de Silésie, menacée d'être tournée par sa droite, avait replié ses corps jusqu'à Bunzlau, puis derrière le Bober.

Aussitôt, laissant Victor prendre position à Gabel, il en partit au milieu de la nuit, résolu de tout faire pour livrer bataille à Blücher; mais celui-ci, sentant ses forces et sa présence, recula et repassa la Katzbach, conformément au plan arrêté à Trachenberg. Le 23, dans la matinée, l'empereur, qui le suivait, reçut à Lœwenberg, à 40 lieues de Dresde, la nouvelle, positive cette fois, que la grande armée ennemie marchait sur Dresde. Alors il y dirige à marches forcées sa garde, le 6^{e} corps avec Marmont, les 10,000 cavaliers de Latour-Maubourg. Comptant livrer enfin une bataille, il emmène Ney et Murat. Le 24, revenu à son armée de Zittau, il hésitait s'il déboucherait en Bohême sur Prague, prenant en queue la grande armée ennemie; mais ébranlé par les lettres de Saint-Cyr, qui doutait que Dresde pût résister, il se dirigea le 25 sur Stolpen, projetant de déboucher avec 100,000 hommes par Kœnigstein et Pirna sur les derrières de l'ennemi, dans la nuit du 26 et à la pointe du jour du 27; mais tous les rapports établissant que les alliés pourraient enlever Dresde avant vingt-quatre heures, il jugea cette manœuvre trop aventureuse, et se portant directement au secours de Dresde, pour en déboucher sur l'ennemi, il se borna à pousser Vandamme avec 30,000 hommes, sur cette chaussée si décisive de Peterswald à Dresde, qu'avait suivie, en descendant l'Elbe, l'aile droite des

ennemis. Le 26, à quatre heures du matin, 26 bataillons et 15,000 cavaliers étaient en marche sur Dresde.

Ce jour-là, les alliés, pressant cette capitale de leurs masses, allaient lui donner l'assaut qui depuis trente heures eût pu les en rendre maîtres. Napoléon de sa personne y arriva au galop dès neuf heures du matin, se porta sur la ligne du maréchal Saint-Cyr, au milieu de nos batteries d'artillerie à cheval qui pour le moment ne tiraient pas, et se hâta de reconnaître les dispositions de l'ennemi. Entre trois et quatre heures, à un signal de quatre coups de canon, les colonnes de ce dernier, précédées d'une immense artillerie, vinrent s'établir près des redoutes françaises. En moins d'une heure le feu de celles des barrières de Dippoldiswalde et de Freyberg fut éteint; tous les canonniers étaient blessés ou tués, les parapets ouverts en partie, et les Autrichiens ne devaient pas tarder à les escalader, quand Saint-Cyr courut en informer Napoléon qu'il trouva près du grand pont de Pirna au milieu d'un carré formé par sa vieille garde. Une nuée d'obus, tombant sur la ville, y semait l'incendie, et l'ennemi pouvait encore enlever Dresde par un effort vigoureux; car la jeune garde, que Napoléon voulait faire donner, arrivait seulement, passant les ponts de l'Elbe. Il fallut un temps bien long pour placer son artillerie et la faire passer de l'ordre de marche à l'ordre de bataille. A la chute du jour seulement et quand les dernières réserves de Saint-Cyr venaient de s'engager, ces quatre divisions purent déboucher sur la droite de l'ennemi, tandis que le roi de Naples, avec la cavalerie, attaquait sa gauche. L'effet de cette sortie fut complet; l'ennemi délogé partout se replia sur les hauteurs, et Napoléon, qui avait pu craindre un instant que cette journée ne fût sinistre, rentra en ville à la nuit close, rassurant les habitants dont quelques maisons incendiées par les obus formaient une lugubre illumination (*voir* Saint-Cyr, *Mémoires pour servir à l'histoire militaire*, etc., t. IV, p. 100 à 108).

Vers neuf heures, le fracas roulant du canon répété par les échos des montagnes avait cessé sur tous les points, remplacé par le bruit confus des corps apprêtant leurs bivouacs. Bientôt les flancs et les plateaux des collines, dont la chaîne se dessinait autour du Vieux-Dresde, ne semblerent plus qu'un immense croissant parsemé de milliers de feux. Plus rapprochés de l'enceinte brûlaient ceux des Français bivouaquant hors des barrières et dans les faubourgs. Dans la ville, l'habitant qui demandait au sommeil l'oubli des angoisses de la journée, entendant frémir de nouveau les rues sous le roulement des trains d'artillerie, prêtait une oreille attentive aux pas précipités des soldats. C'étaient les corps d'armée des maréchaux Marmont et Victor, le 6^{e} et le 2^{e}, qui, forçant leur marche, accouraient de nuit, afin de prendre part à la bataille du lendemain. Leurs 35,000 hommes portaient à 95,000 le nombre des Français devant Dresde. L'ennemi en comptait près du double.

Napoléon avait soupé chez le roi de Saxe avec une gaîté extraordinaire pendant tout le repas, qui se prolongea assez tard. Remonté à cheval à onze heures du soir, il avait encore parcouru le front d'une partie de sa ligne, et à minuit était rentré au château.

La vieille ville de Dresde (*voy.* ci-dessus) assise sur la rive gauche de l'Elbe, qui forme en cet endroit un coude saillant, offrait à peu près l'image d'un fer à cheval appuyant ses deux extrémités sur le fleuve, en amont et en aval. D'un point à l'autre, l'enceinte extérieure, y compris les faubourgs et cinq redoutes élevées par les Français, parcourait un développement d'environ 4,000 toises. Autour d'elle, nos troupes étaient ployées en éventail. Vis-à-vis, la ligne des ennemis, disposée en croissant, parcourait une étendue d'environ 7,000 toises, suivant la chaîne des collines qui, de 500 à 1000 toises de Dresde, commencent à s'élever de sa plaine. Elle appuyait sa droite en amont de l'Elbe, par le corps de Wittgenstein, jusqu'à la chaussée de Pirna. Ceux de Kleist, Colloredo et Chasteler, formant le centre, s'étendaient de cette chaussée à Strehlen, de là à Ræcknitz, puis à Plauen, ayant derrière eux

les grandes réserves sous Barclay-de-Tolly. Leur gauche, formée par Giulay, se prolongeait depuis le ravin de Plauen par Corbitz et Cotta dans la direction de Priesnitz, attendant l'arrivée de Klenau pour s'établir jusqu'au Bas-Elbe, afin de compléter le cercle d'investissement qui aurait acculé Napoléon au fleuve (*voir* Boutourlin, *La Campagne d'automne*, p. 30-31).

Par leurs ailes, les alliés tenaient les deux seules chaussées qui conduisaient de Bohême en Saxe par la droite de l'Elbe : 1° à leur droite, celle de Tœplitz à Dresde; 2° à leur gauche, celle de Freyberg, Marienberg, Commotau, où s'embranche la grande route de Prague à Leipzig.

Cette dernière route donnait à leur généralissime Schwarzenberg la facilité de se réunir sur nos derrières à l'armée de Bernadotte, qui, depuis son succès à Grossbeeren, le 23 août, était maître de passer par Dessau sur la rive gauche de l'Elbe. Leur réunion aurait placé une masse de près de 300,000 combattants à cheval sur nos communications avec la France. Déjà même ils avaient communiqué entre eux par un détachement volant. Cette jonction redoutable, il fallait à tout prix l'empêcher.

Ce sera donc sur l'aile gauche de Schwarzenberg que Napoléon portera son principal effort. En la refoulant au-delà de la route de Freyberg, il rouvrira ses communications avec la France et maintiendra la séparation des deux masses ennemies : ainsi sera prévenu le danger qui menace.

Mais aboutir à ce résultat négatif, quand sa position critique demande un succès d'éclat, ne peut lui suffire, à lui, génie impétueux de l'attaque. Il a donc tout disposé pour ressaisir son attitude menaçante. Au point du jour, Vandamme, qu'il a détaché avec 30,000 hommes par la rive droite de l'Elbe, aura franchi ce fleuve à Kœnigstein et débouché par le plateau de Pirna, à cinq lieues sur les derrières de l'ennemi, afin de prendre à revers sa ligne de retraite par la nouvelle route de Dresde à Tœplitz, en Bohême, dont il sera plus près que lui.

Encore quelques heures, et le plan de Napoléon va se démasquer. Tandis qu'il tiendra son centre, sous les maréchaux Gouvion-Saint-Cyr et Marmont, adossé aux remparts de Dresde, Murat et Ney, ces deux hommes de feu, lieutenants invincibles sous ses yeux, lanceront en avant les ailes de l'armée française. Ils refouleront l'aile droite ennemie sur son centre et disperseront loin de lui son aile gauche qu'un ravin isole de ses réserves. Ce grand mouvement opéré, la ligne française, formée d'abord en éventail, offrira l'image d'un croissant. Ses ailes auront saisi les deux seules chaussées qu'ait l'ennemi pour sa retraite. Réduite aux affreux chemins de montagne qui, dans leur intervalle, conduisent de Dippoldiswalde à Tœplitz, prévenue même sur ce point par Vandamme qu'un des corps de notre gauche aura pu renforcer, la grande armée des alliés trouvera peut-être sa désorganisation dans les défilés où elle sera poursuivie. Tel est l'espoir de Napoléon. Il dicte à son major-général Berthier l'ordre de ses premières dispositions.

Vers minuit avait commencé à tomber une légère pluie bientôt convertie en torrents qui ne discontinuèrent plus pendant vingt-quatre heures. Les deux armées trempées, secouant l'eau et la boue du bivouac, se relevèrent au point du jour en bataille sur un terrain devenu fangeux. « Il était évident que l'infante-« rie ne pourrait tirer, que les mouve-« ments d'artillerie seraient inexécuta-« bles ailleurs que sur les grands che-« mins ferrés. La cavalerie seule devait « avoir moins de désavantage, pouvant « attaquer l'infanterie sans en redouter « le feu. » (Saint-Cyr, *Mémoires*, etc., t. IV, p. 109.)

Par ses dispositions de la nuit, Napoléon avait déjà tourné cette circonstance à son avantage. Les 96 escadrons de Latour-Maubourg avaient passé à son aile droite sous Murat, avec l'infanterie du maréchal Victor. Il les trouva en sortant vers cinq heures du matin par la porte de Plauen, et jetant un coup d'œil rapide sur la ligne des hauteurs occupées par la gauche ennemie, il reconnut à l'instant qu'une faute nouvelle de Schwarzenberg la livrait à ses coups.

D'abord elle était séparée de son centre par la vallée ou plutôt le gouffre de la Weisseritz, dont le cours, bordé de rochers, sortait des montagnes, coupant à angles droits la ligne des alliés comme celle des Français, et se jetait dans l'Elbe devant un faubourg de Dresde. La veille, cette aile gauche déjà en l'air du côté de l'Elbe, se liait du moins à son centre et pouvait en être secourue par les ponts de Lœbda et de Plauen; mais dans la nuit, Schwarzenberg avait replié sa ligne plus en arrière sur les hauteurs, jugeant prudent d'y attendre l'attaque des Français. Le pont de Lœbda, où passe la grande route de Dresde à Freyberg par Corbitz, leur était donc abandonné. En outre, ils voyaient à 500 toises devant eux le village et le pont de Plauen dont un effort combiné, en remontant les deux rives de la Weisseritz, pouvait les rendre maîtres. Dès lors établis dans ce village, ils isolaient complétement l'aile gauche de Schwarzenberg non-seulement de son centre, mais encore des divisions de Klenau. Celles-ci, de quelques lieues en arrière, arrivaient pour la renforcer en descendant la rive gauche de la Weisseritz par un long défilé. Or le village de Plauen, placé à son débouché, en donnait la clef et permettait de le fermer.

De plus, cette aile gauche, étendue sur une ligne courbe de 2,500 toises (depuis le village de Tœltschen sur la gauche de la Weisseritz, à 800 toises en arrière de Plauen, jusqu'à l'Elbe), ne pouvait couvrir à la fois les défilés de Priesnitz et de Leutewitz ouverts à l'une de ses extrémités (vers l'Elbe autour de Cotta), et celui de Corbitz à son centre (où passait la route de Freyberg).

La veille, les trois divisions du corps de Giulay, jointes aux forces de Metzko, y suffisaient à peine; mais au point du jour, Schwarzenberg, voulant renforcer son centre, avait ordonné à Giulay de repasser le ravin de la Weisseritz, en laissant seulement une division pour soutenir Metzko jusqu'à l'arrivée de Klenau avec son corps. Déjà la moitié des masses de Giulay avait passé le ravin vers Gittersée (à 1000 toises environ en arrière de Plauen), lorsqu'il reçut l'ordre de suspendre sa marche, parce que Klenau ne pouvait arriver que dans la matinée. C'était livrer à une perte certaine ces restes de corps éparpillés qu'on eût dû ou retirer ou laisser en entier. Napoléon ne donna pas le temps de rectifier ces fausses dispositions et pressa les mouvements de Murat et de Victor.

Ensuite il revint vers son centre où les corps de Marmont et de Saint-Cyr avaient engagé la canonnade. Là, près d'un grand feu de bivouac en avant de la porte de Dippoldiswalde, où sa vieille garde était en réserve, il dirigea la bataille. De moment en moment accouraient au galop les aides-de-camp avec des ordres ou des nouvelles de l'attaque. Vers neuf heures Murat avait gagné les hauteurs qui dominaient le village de Cotta et la position de Metzko, puis continuait son mouvement, tandis que Victor attaquait de front au pied des collines. Alors Napoléon fit redoubler le feu devant son centre; Saint-Cyr força la position de Strehlen, et la ligne de nos batteries gagnant du terrain s'éleva sur la hauteur*. Vers dix heures, Mortier, à notre gauche, débouchait sur Grüna. Le prince Auguste de Prusse pliait jusqu'à Leubnitz, et trois colonnes françaises étaient lancées sur ce village. Ney débouchait en même temps de Grüna dans la direction de Seidnitz et de Gross-Dobritz. Le canon de Murat et de Victor, entendu au-delà des gorges de Plauen, ne tarda pas à signaler le progrès de la droite, et Napoléon pressa les mouvements de sa gauche, afin que l'ennemi, déjà rejeté de la route de Pirna sur celle de Dohna, fût encore repoussé jusqu'à celle de Maxen.

A la vue de la jeune garde, s'avançant avec les maréchaux Ney et Mortier en longeant l'Elbe, Jomini, naguère un des généraux français, et dans ce moment aide-de-camp de l'empereur de Russie, proposa de faire changer de front aux corps de Kleist et de Miloradovitch, afin

(*) Ce fut au centre, à quelques pas de l'empereur de Russie, qu'un de nos boulets emporta les deux jambes à Moreau, dont la renommée, si pure et si glorieuse quand il commandait nos armées, est tachée maintenant.

qu'ils tombassent par Strehlen et Grüna sur le flanc droit de Ney, tandis que Barclay, descendant avec Wittgenstein de Leubnitz sur Seidnitz, l'assaillirait de front. Le maréchal français, qui ne comptait pas 36,000 hommes avec la gauche de Saint-Cyr, lui semblait devoir être écrasé, culbuté dans l'Elbe par ces corps qui en avaient le double. L'empereur Alexandre adopta ce projet. Kleist et Miloradovitch exécutèrent leurs mouvements préparatoires et restèrent sans s'ébranler jusqu'à une heure, entassés sous le feu meurtrier de l'artillerie française, attendant en vain que Barclay donnât le signal en descendant des hauteurs. Mais ce général ne descendit pas, craignant, s'il était repoussé, de laisser son canon dans les boues.

Bientôt les alliés apprirent les désastres accablants de leur aile gauche.

A Tœltschen, la brigade Czollich attaquée par la division de gauche du maréchal Victor, avait été précipitée dans le ravin de Plauen, et ses débris ramenés à 2,000 toises en arrière de ce village, à Postchappel, avaient cherché un asile en passant la Weisseritz sur les derrières de leur armée. Vers le centre, la division Aloys Liechtenstein, qui défendait avec la cavalerie de la division et de Schneller, les villages de Rosthal, Nauslitz jusqu'à Corbitz, avait été accablée par les deux divisions de la droite de Victor, secondées des cuirassiers. Refoulés à 1,500 toises en arrière, sur Pesterwitz et Altfranken, ses restes s'étaient jetés, par un ravin, dans le val de la Weisseritz jusqu'à Dœhlen où la tête de la colonne de Klenau, se montrant enfin, les avait recueillis.

Enfin, à l'extrême gauche Metzko, avec ses trois brigades soutenues par la brigade Mumb de la division Crenneville, avait été tourné par la cavalerie de Latour-Maubourg divisée en deux colonnes. L'une avait débordé son flanc droit par Priesnitz, l'autre son flanc gauche et l'avait coupé en même temps des troupes de Liechtenstein, en attaquant le village de Cotta de concert avec la droite de Victor.

Dès lors, abandonné à ses propres forces, Metzko avait cherché à gagner Bennerich (à 2,000 toises en arrière sur la droite de la grande route de Freyberg) en combattant contre Murat; mais la pluie, fouettant sans discontinuer par le visage de ses fantassins harassés, avait rendu inutile le feu de leur mousqueterie. Foudroyés par l'artillerie légère des Français qui manœuvrait avec rapidité sur la grande route, harcelés, enfoncés, culbutés par sept ou huit charges de notre cavalerie que l'impétueux Murat conduisait, entourés enfin par elle et les troupes de Victor, ils avaient mis bas les armes au nombre de 13,000 entre Bennerich et Steinbach. Leurs colonnes désarmées étaient poussées dans les rues de Dresde, et sur la grande place leurs canons et leurs drapeaux étaient disposés en trophées au milieu des acclamations.

Outre ce désastre de leur aile gauche, les alliés furent encore ébranlés par l'annonce des progrès de Vandamme sur les derrières de leur aile droite. Débouchant de Kœnigstein, il avait fait plier les 12,000 hommes du prince Eugène de Wurtemberg et la division des vieilles gardes russes d'Ostermann-Tolstoï. En voyant la ligne de retraite menacée, la majorité du conseil pencha pour la dégager et se retirer. « L'empereur Alexandre s'en « souciait peu; le roi de Prusse n'en voulait pas entendre parler; mais Schwarzenberg trancha la question en déclarant que les Autrichiens n'avaient plus que quelques coups à tirer, que les parcs de vivres encombrés dans les montagnes n'avaient pu suivre; qu'en un mot il fallait regagner la Bohême pour empêcher la dissolution de son armée. » (Jomini, *Vie politique et militaire de Napoléon*, t. IV, ch. xx.) Cependant, prisonniers compris, les alliés n'avaient pas plus de 30,000 hommes hors de combat. Des reproches amers éclataient entre eux. Mais on se hâta d'étouffer toutes les récriminations, car pas un instant ne restait à perdre si l'on voulait prévenir une épouvantable confusion dans les chemins où la retraite allait s'opérer. Toutefois ces préparatifs restèrent jusqu'au lendemain ignorés de Napoléon, qui, à huit heures du soir, dictait les dispositions d'une grande ba-

taille, dans la pensée que l'ennemi ferait des efforts pour reprendre la route de Freyberg. (Voir ses ordres du 27 août soir.)

La marche rapide de ses corps, venus en trois jours de 40 lieues, et sa présence d'esprit au milieu des alarmes avaient sauvé Dresde dans la soirée critique de la veille. Compensant l'infériorité du nombre par l'adresse de son ordre de bataille, il avait adossé à la ville son centre un peu faible, afin de porter des coups plus assurés avec ses ailes. Pas un instant la victoire ne fut chancelante aux points où il frappa. Dès le soir, ses communications avec la France étaient dégagées, la jonction si redoutable de Schwarzenberg et de Bernadotte prévenue. Mais ce n'était pas tout. Maître des deux routes qui côtoyaient la retraite des alliés, il allait lancer ses colonnes à leur poursuite, les pousser en désordre sous le feu de Vandamme, et là, complétant son triomphe, il pouvait, en trois jours, trancher de son épée les nœuds de la coalition.

A l'article KULM, nous dirons quelles causes firent tourner la chance autrement; mais avant de terminer celui-ci, nous renverrons les lecteurs qui voudront remonter aux bonnes sources, à l'égard de ces événements, aux ouvrages déjà cités de Jomini, de Saint-Cyr, de Boutourlin, aide-de-camp de l'empereur de Russie, ainsi qu'à celui du major prussien Wagner *Journées de Dresde et de Kulm dans la campagne de* 1813 (Berlin, 1831, in-4°, en allemand), et à la *Campagne de Saxe en* 1813, par le major saxon Odeleben (Dresde, 1816, 2e édit.). M. le général Pelet a inséré dans le *Spectateur militaire* de 1826 un excellent article sur la bataille de Dresde. D-E.

DREUX (COMTES DE). L'ancien comté de Dreux, situé au nord du pays Chartrain, sur les confins de la Normandie et de l'Ile-de-France, tire son nom de sa capitale, appelée, dans l'Itinéraire d'Antonin, *Durocasis*; dans la table théodosienne, *Durocassis*; dans des monuments postérieurs, *Durocasses* et *Durcasa*, dont on a fait *Drocæ* ou *Drogæ*. Ce pays a toujours été séparé du comté de Chartres, et était originairement compris dans le duché de Normandie. Vers le milieu du xe siècle, le comté de Dreux était possédé par LANDRI, dont la fille, ÈVE, le porta en dot à GAUTIER Ier, comte de Vexin, qui eut pour successeur à Dreux GEOFFROI, son troisième fils; ensuite RICHARD Ier, duc de Normandie, devint maître de ce comté. En mariant sa fille Mahaut à EUDES II, comte de Chartres, Richard lui donna la moitié du château de Dreux; mais Eudes s'empara du tout, et refusa de le rendre lorsqu'en 1017 sa femme fut morte sans enfants. De là une guerre entre lui et le duc Richard II. Robert, roi de France, finit par interposer son autorité, et Eudes ne tarda pas à lui céder le château de Dreux, qui fut réuni à la couronne.

Louis-le-Gros donna, dit-on, en 1132, le comté de Dreux à ROBERT Ier, dit le Grand, le troisième des fils qui lui survécurent. En 1147, ce Robert accompagna son frère le roi Louis VII à la croisade; il refusa l'hommage que l'empereur grec Manuel demandait aux seigneurs français pour les terres dont ils feraient la conquête en Palestine. Brouillé avec le roi, à l'occasion de la malheureuse expédition de Damas, il fut des premiers à retourner en France lorsque le siége de cette ville syrienne eut été levé. Il voulait enlever la régence à l'abbé Suger, mais il échoua dans l'assemblée de Soissons. Vers 1153 il fonda la ville de Brie-Comte-Robert, prit part à quelques petites guerres féodales, fut excommunié, puis absous, et, en 1159, accorda à la ville de Dreux une charte de commune et franchise. Il fut le fondateur de l'église Saint-Thomas-du-Louvre, à Paris. Il avait abdiqué depuis quelques années le comté de Dreux en faveur de son fils aîné, lorsqu'il mourut en 1188. « L'usage n'étant pas alors que les cadets de la maison de France employassent les fleurs-de-lys dans leurs armoiries, Robert prit pour les siennes l'échiquier d'or et d'azur, ce qui fut suivi par ses successeurs. » (*Art de vérifier les dates.*)

ROBERT II, fils de Robert Ier, suivit Philippe-Auguste en Palestine l'an 1190; on prétend que, lors du siége de Saint-Jean d'Acre, il s'était laissé gagner par

Saladin, et avait promis de trahir les Croisés; mais cette assertion d'un auteur anglais a été contredite. Quoi qu'il en soit, il est prouvé par d'autres faits qu'il n'était pas très scrupuleux. En 1204, Philippe-Auguste servit avec zèle et succès au siége de Rouen. Il prit part aussi à la guerre des Albigeois et se distingua à la bataille de Bouvines. Son frère PHILIPPE de Dreux, évêque de Beauvais, est renommé pour son ardeur belliqueuse et pour ses exploits guerriers à la croisade et à Bouvines. Son second fils, PIERRE de Dreux, fut la tige de la dernière branche des ducs de Bretagne. Une de ses filles, ALIX, épousa en secondes noces Raynard III, sire de Choiseul, de qui descend toute la maison de Choiseul (*voy.*). Cette Alix de Dreux est l'héroïne d'un nouveau roman où l'on suppose qu'elle se battit en duel, déguisée en homme, pendant l'absence de son mari, contre Valeran de Corbie, qui, désespéré de n'avoir pu obtenir sa main, l'avait accusée d'adultère, et, renversé par elle, l'avait frappée mortellement d'une dague, comme elle se jetait sur lui pour le forcer à faire l'aveu de sa calomnie.

Le fils aîné de Robert II, ROBERT III, surnommé *Gâte-Blé*, parce que dans sa jeunesse il avait fortuitement gâté quelques moissons, devint en 1218 comte de Dreux et de Braine. Déjà, par mariage, il était seigneur de Saint-Valery. Il eut quelque réputation à la guerre, fut quelque temps prisonnier du roi Jean d'Angleterre, et accompagna en 1216 Louis, fils de Philippe-Auguste, dans l'expédition entreprise de l'autre côté du détroit, contre Jean-Sans-Terre. Dix ans après, il participa à la prise d'Avignon. Il ne fut pas étranger aux troubles qui agitèrent la régence de Blanche de Castille durant la minorité de saint Louis, et mourut en 1234. Son fils JEAN I^er^ lui succéda en bas âge, sous la tutelle de sa mère, puis sous celle de Henri de Sully, son beau-père. Il accompagna saint Louis dans sa première croisade, et mourut en 1248 à Nicosie, en Chypre. ROBERT IV, son fils aîné, encore enfant, devint en conséquence comte de Dreux et de Braine. En 1259, il épousa Béatrix, fille unique de Jean, comte de Montfort-l'Amaury, et par ce mariage il joignit à ses domaines le comté de Montfort et la seigneurerie de Rochefort. Il accompagna Philippe-le-Hardi dans la guerre du Languedoc, et mourut en 1282. Il fut remplacé par JEAN II, le Bon, son fils, qui devint grand-chambrier de France, prit une part éclatante aux guerres soutenues par Philippe-le-Bel, et mourut en 1309. Son fils, ROBERT V, mort en 1329, disposa du comté de Braine en faveur de Jean de Rouci, son cousin, qui le transmit à ses descendants. JEAN III remplaça Robert V, son frère, et mourut en 1331. PIERRE, frère des deux précédents, devint alors comte de Dreux. Il se signala dans les guerres de Philippe de Valois contre les Anglais. A sa mort, arrivée en 1345, il ne laissait qu'une fille, JEANNE, née cette même année, comtesse de Dreux et dame de Montpensier sous la tutelle de sa mère, Isabelle de Melun et de Tancarville. Elle avait à peine un an lorsqu'elle mourut en 1346. JEANNE II, seconde fille de Jean II et tante de Jeanne I^re^, succéda au comté de Dreux à sa nièce, avec Louis, vicomte de Dreux, son mari. Lorsqu'elle mourut, en 1355, son fils SIMON devint comte; il épousa Jeanne d'Artois, fille de Jean d'Artois, comte d'Eu, et fut tué dans un tournoi, le jour de ses noces, l'an 1365. Ses deux sœurs, Péronelle et Marguerite, vendirent leurs droits à Charles V, et tout le comté de Dreux se trouva réuni à la couronne. En 1382, Charles VI le donna à ARNAUD-AMANIEN, sire d'Albret, le reprit à la mort de celui-ci, en 1401, et, en 1407, en gratifia son frère LOUIS, duc d'Orléans. Le comté de Dreux retourna alors dans la maison d'Albret; on a prétendu qu'il appartint, dans la première moitié du XV^e^ siècle, au connétable Stuart, mais ceci n'est pas prouvé. En 1559, il fit partie du douaire de Catherine de Médicis; en 1569, il fut érigé en duché-pairie, et donné en apanage à FRANÇOIS de France, duc d'Alençon, puis d'Anjou, mort en 1584. Par une suite d'héritages, il passa aux ducs d'Orléans. Il y avait aussi des vicomtes de Dreux, dont l'histoire est peu connue et était probablement peu intéressante.

Dreux, anciennement célèbre comme siége du culte des Druides (*voy.*), est aujourd'hui un chef-lieu de sous-préfecture du département d'Eure-et-Loir, et renferme un tribunal de première instance, un tribunal de commerce, etc. La ville est située dans une belle et fertile contrée, sur les bords de la Blaise. Elle est peuplée de 6,249 habitants. Les caveaux de l'église collégiale servaient de tombeau à la famille d'Orléans*. On voit encore, sur un coteau, les ruines de l'ancienne forteresse des comtes de Dreux. En 1562, sous le règne de Charles IX, il se donna, près de cette ville, une bataille sanglante, dans laquelle le prince Louis de Condé, chef des réformés, fut fait prisonnier. Henri IV la prit d'assaut en 1593. Elle est la patrie de Rotrou et du musicien Philidor. A. S-R.

DREUX-BRÉZÉ (FAMILLE DE). D'après les titres dont l'examen a été fait par ordre du roi Louis XVIII et qui sont déposés aux archives du royaume, la famille de Dreux-Brézé se rattacherait, par une filiation non interrompue, jusqu'à Pierre de Dreux, frère de Simon, dont il a été parlé dans l'article précédent. Les dévastations des guerres civiles, le manque de ressources et le grand nombre d'enfants, réduisirent souvent, dans les siècles passés, les cadets des maisons régnantes même à la qualité de simples gentilshommes : la maison de Dreux, plus multipliée peut-être qu'aucune autre, en fournit de fréquents exemples. On trouve dans les anciennes histoires beaucoup de ses membres simples hommes d'armes, un autre auditeur au Châtelet de Paris, en 1378, etc., etc. Dans le XVI^e^ siècle, MÉRY de Dreux, arrière petit-fils de Pierre de Dreux, cité plus haut, avait eu deux fils dont la postérité subsiste encore. CLAUDE de Dreux, seigneur *de la Maison-Neuve*, de qui descendent les *Dreux-de-Nancré*, restés dans la carrière des armes, et THOMAS de Dreux, seigneur *de la Pommeraye*, qui entra dans la magistrature et dont les descendants, pendant trois générations, occupèrent diverses charges aux parlements de Bretagne et de Paris. Ce dernier est la tige des Dreux-Brézé, qui ne prirent le nom de *Brézé* que dans le XVII^e^ siècle, lors de l'échange que fit avec le grand Condé du marquisat *de la Galissionnière*, pour la terre de Brézé, Thomas de Dreux, conseiller au parlement de Paris, etc. ; il s'appela dès lors marquis de Brézé, la terre de ce nom ayant été en sa faveur érigée en marquisat par lettres d'août 1685, enregistrées en la chambre des Comptes et au parlement de Paris les 23 juillet et 5 août 1686.

Quant à la famille de Brézé proprement dite qui s'est éteinte, et dont la terre et seigneurerie de Brézé en Anjou est entrée au commencement du XV^e^ siècle dans la maison de Maillé, par l'alliance de Jeanne de l'Estang, dame de Brézé, avec Payen ou Péan de Maillé, seigneur de Saint-Georges-du-Bois, elle a donné des grands sénéchaux d'Anjou, un maréchal de Normandie, un grand-veneur et un grand-aumônier de France, évêque de Meaux. Le premier membre de cette ancienne famille qui nous soit bien connu est Jean de Brézé, seigneur de la Varenne, mort en 1351 ; puis vient Pierre de Brézé, 2^e^ du nom, grand-sénéchal de Poitou, d'Anjou, etc., qui suivit le roi au secours de la ville de Saint-Maixent, en 1440, et reçut, quatre années après, au mois de décembre, en considération de ses services, plusieurs terres confisquées sur le roi de Navarre. Il assista en 1447 au siége de la ville de Mans, et en 1450 à la bataille de Formigny. Après la mort de Charles VII, le roi Louis XI le fit renfermer au château de Loches, d'où il ne sortit qu'à condition d'aller servir le duc d'Anjou en Sicile et de consentir au mariage de son fils avec la sœur naturelle du roi. Il fut tué le 17 juillet 1465 à la journée de Montlhéry, laissant entre autres enfants Jacques de Brézé, maréchal et grand-sénéchal de Normandie, etc., mort le 14 août 1494; il avait épousé Charlotte, bâtarde de France, fille naturelle

(*) On connaît le tableau de M. Gosse ayant pour sujet le duc de Penthièvre qui, en 1783, présente à cette église les cercueils des princes de sa famille jusque-là déposés à Rambouillet. Le Musée de Versailles renferme un autre tableau, de M. Alfr. Johannot, représentant François de Lorraine, duc de Guise, faisant sa cour à Charles IX, après la bataille de Dreux. S.

du roi Charles VII et d'Agnès Sorel. Louis de Brézé, leur fils, grand-veneur de François I^er^, fut fait chevalier de l'ordre de ce prince, à la cérémonie de Compiègne, le jour de saint Michel, 1527. Il épousa en premières noces Catherine de Dreux, dont il n'eût point d'enfants, et ensuite Diane de Poitiers (*voy.*), depuis duchesse de Valentinois. Deux filles naquirent de cette union, Françoise de Brézé, mariée à Robert de La Marck, quatrième du nom, duc de Bouillon, maréchal de France, et Louise de Brézé, qui épousa Claude de Lorraine duc d'Aumale, fils puîné de Claude duc de Guise. Viennent ensuite Gaston de Brézé, dont le fils, Louis de Brézé, évêque de Meaux et trésorier de la sainte Chapelle de Paris, fut nommé grand-aumônier de France, par lettres du 1^er^ juin 1556, à la sollicitation de la duchesse de Valentinois. Il assista au concile de Trente. Les deux filles de Gaston, frère de Louis de Brézé, épousèrent, Catherine, Nicolas de Dreux, et Françoise, Gilles le Roy, seigneur de Chillon, d'où sont sortis les seigneurs de Breuil et de Gaignouville. — Les armes de la maison de Brézé étaient d'azur, à huit croisettes d'or, posées en orbe autour d'un écusson d'or comblé d'azur et l'azur rempli d'argent.

Mais revenons à la maison de Dreux-Brézé, qui n'a, comme on le voit, avec l'ancienne famille de Brézé, d'autres rapports que la possession de la terre de ce nom et quelques relations de parenté fort éloignées par des alliances prises dans les mêmes familles. Le fils de Thomas de Dreux, dont nous avons parlé plus haut, nommé de même THOMAS de Dreux, baron de Berrye, connu sous le nom de marquis de Dreux, seigneur et marquis de Brézé, fut lieutenant général, gouverneur des villes et châteaux de Loudun, du Loudunois, des îles Sainte-Marguerite, Saint-Honorat, etc., ancien grand-maître des cérémonies, depuis mars 1701; il mourut après s'être démis, le 26 mars 1749. Il eut pour successeur dans ses places civiles et militaires son fils MICHEL de Dreux, marquis de Brézé, etc., né en 1699, d'abord colonel, ensuite grand-maître des cérémonies; en 1720, brigadier d'infanterie; en mars 1741, lieutenant général; commandant pour le roi à Tournay en 1745; gouverneur de Loudun, prévôt et maître des cérémonies des ordres, et de plus commandant en chef des provinces de Flandre et de Hainaut. Étant mort sans enfants, son frère cadet, JOACHIM de Dreux, d'abord chevalier, fut après lui grand-maître des cérémonies et lieutenant général, sous le titre de marquis de Dreux. Il épousa, le 27 mai 1755, Louise-Marie de Courtavel de Pézé, nièce de Hubert de Courtavel, le même qui fut tué à la bataille de Guastalla en 1734. Nous voici arrivés au marquis de Dreux-Brézé, fils du précédent, dont le nom se trouve si souvent mêlé aux luttes orageuses de notre révolution.

HENRI-EVRARD, marquis de Dreux et de Brézé, baron de Berrye, grand-maître des cérémonies, pair de France, chevalier des ordres du roi, maréchal-de-camp, etc., etc., avait épousé Adélaïde Philippine de Custine, fille du fameux général de ce nom (*voy.*). Nommé, dès l'âge de 16 ans, à la charge de grand-maître des cérémonies de France, dont sa famille était en possession depuis près de deux siècles, le marquis de Dreux-Brézé fut chargé, peu d'années après son entrée en fonctions, de pourvoir aux préparatifs des états-généraux. La tâche était difficile, parce qu'elle le mettait en contact avec les hommes les plus marquants et les plus impétueux de la représentation nationale, contre lesquels il était souvent obligé de lutter pour soutenir la prérogative royale; et cependant le grand-maître déploya, dans les circonstances les plus épineuses, une sagesse et une fermeté qui auraient fait honneur à l'expérience la plus consommée. Il débuta dans ce rôle délicat le 20 juin 1789. Ce jour avait été, comme on le sait, choisi par la majorité des membres du clergé pour se réunir aux députés du tiers-état. Pour prévenir cette réunion, la cour ordonna la fermeture des salles d'assemblée des États, sous le prétexte de préparatifs à y faire pour une séance royale indiquée au 22; et le 20 juin au matin le marquis de Brézé dut faire au président Bailly la notification de l'arrêté du roi. Ce fut

cet incident qui décida la fameuse séance du Jeu de paume, qui eut tant de retentissement dans toute la France. Cependant la séance royale, fixée d'abord au 22 juin, avait été remise au 23. Le marquis, qui avait signifié cet ajournement à l'assemblée, eut encore à supporter la responsabilité du mécontentement des députés du tiers, blessés du peu d'égards qu'on leur témoignait en leur assignant pour lieu de réunion une galerie de bois servant de vestibule à une porte détournée, et en les laissant longtemps exposés à une pluie battante, avant de leur permettre l'entrée de la salle, dans laquelle les représentants du clergé et de la noblesse étaient déjà commodément assis, bien avant qu'ils fussent eux-mêmes introduits.

Ici commence véritablement la partie difficile du rôle confié au marquis de Dreux-Brézé. La déclaration impérieuse par laquelle le roi venait de clore l'espèce de lit de justice pour lequel les trois ordres avaient été convoqués, avait révolté l'assemblée et déposé au fond de tous les cœurs un mécontentement et une indignation qui se révélaient par un morne silence. Les dernières paroles du monarque étaient une injonction formelle de se retirer de suite : toute la noblesse et une partie du clergé avaient obéi; mais les députés des communes et l'autre partie du clergé étaient demeurés à leur place dans une immobilité froide et résolue, lorsque tout à coup Mirabeau se lève, et, dans une improvisation entraînante, propose la motion de ne se séparer qu'après avoir donné une constitution au pays. En ce moment, le grand-maître des cérémonies paraît et s'adressant au président : « Monsieur, lui dit-il, vous avez « entendu les ordres du roi? — Je vais « prendre ceux de l'assemblée, répond « Bailly; elle s'est ajournée après la séance « royale, et je ne puis la séparer sans « qu'elle en ait délibéré. — Est-ce là votre « réponse, et puis-je en faire part au roi? « —Oui, monsieur.» Puis se tournant vers les députés qui l'entouraient : « Je crois, ajouta-t-il, « que la nation assemblée ne « peut recevoir d'ordre. » Ce fut alors que Mirabeau, s'élançant vers le marquis lui adressa la fameuse apostrophe sur laquelle on a fait tant de variantes et que l'on trouvera à l'article MIRABEAU. Ici, nous nous bornerons à dire que, à l'occasion d'un incident qui s'éleva entre le marquis de Dreux-Brézé actuel et M. Villemain, dans une discussion à la Chambre des pairs (15 mars 1833), le premier entreprit de rétablir le véritable texte des paroles de Mirabeau : « Je remercie l'orateur qui descend « de la tribune, a-t-il dit, d'avoir rappelé un souvenir historique qui se rattache à la mémoire de mon père; les « historiens du temps ont tous rapporté « ce fait d'une manière plus ou moins « inexacte. Mon père voulut, au retour « du roi Louis XVIII, rétablir la vérité; « mais ce prince lui demanda de n'en « rien faire, et il se soumit à sa volonté. « N'étant plus retenu par les mêmes considérations, je puis dire aujourd'hui « comment les choses se passèrent. Mon « père fut envoyé par Louis XVI, pour « ordonner à l'assemblée nationale de se « séparer; il entra couvert : tel était son « devoir, puisqu'il parlait au nom du roi. « De grandes clameurs se firent entendre « à sa vue : on lui cria de se découvrir; « mon père s'y refusa énergiquement. « Alors Mirabeau se leva et ne lui dit « point : Allez dire à votre maître, etc., « mais *Nous sommes ici par le vœu de « la nation*; *la force matérielle seule « pourrait nous faire désemparer*. Mon « père prit alors la parole, et s'adressant « à Bailly : Je ne puis reconnaître, dit-il, « en M. de Mirabeau que le député du « bailliage d'Aix, et non l'organe de « l'assemblée. Puis il se retira quelques « minutes après, et alla rendre compte « au roi de cet incident. Voilà exactement, messieurs, comment les choses « se passèrent; j'en appelle aux souvenirs « des membres de cette chambre qui « siégeaient alors dans l'Assemblée nationale. » Nous devons à la vérité de déclarer que la rectification proposée par M. de Dreux-Brézé obtint l'assentiment de ceux de MM. les pairs qui avaient été membres de l'Assemblée nationale.

Sujet fidèle, le marquis de Brézé n'abandonna pas, quand il le vit dans le malheur, le prince dont il avait partagé la fortune; jusqu'à la journée du 10 août il resta constamment auprès de sa per-

sonne, et ce ne fut que du moment où il désespéra de pouvoir le servir en France qu'il suivit le cours de l'émigration. Plus tard, par déférence pour les ordres de Louis XVIII, qu'il était allé rejoindre à Vérone, il rentra dans sa patrie. Lorsque la France passa des agitations de la démocratie au séduisant despotisme de l'empire, il ne se laissa pas éblouir par l'éclat de l'astre nouveau qui venait de surgir : il eut le courage de l'indépendance et préféra l'obscurité d'une condition privée aux honneurs de l'apostasie qui fit mentir tant de dévouements. Mais, quand la Restauration vint lui rappeler ses anciens serments, le marquis de Dreux-Brézé se hâta d'aller recevoir à Calais le chef des Bourbons. Rentré auprès de Louis XVIII dans l'exercice de ses anciennes fonctions de maître des cérémonies, le premier devoir auquel il s'appliqua, en cette qualité, fut de rendre à la sépulture les cendres des rois de France, profanées dans les égarements d'un peuple qui se livrait à mille excès. Les restes de Louis XVI, de Marie-Antoinette et du prince de Condé furent déposés dans ce silencieux palais de la mort, et le marquis présida à la cérémonie expiatoire célébrée à la place même où avait été accompli un des actes les plus terribles de la grande épopée révolutionnaire. Bientôt il fut appelé à fermer la tombe du duc de Berry, presqu'en même temps qu'il installait dans son berceau le jeune duc de Bordeaux; puis enfin il dirigea la pompe funèbre du monarque qui avait passé le nouveau pacte d'alliance des Bourbons avec la France.

Les circonstances dans lesquelles le grand-maître des cérémonies avait autrefois exercé ses fonctions et celles sous l'empire desquelles il les remplissait maintenant étaient essentiellement différentes; la révolution avait jeté plusieurs siècles entre ces deux périodes de sa vie. M. de Brézé le comprit, et ne s'obstina pas, comme tant d'autres, à résister à l'enseignement des faits. Dans l'ordonnance du sacre de Charles X, il fit preuve de sagacité. Il fallait respecter les anciens usages, conserver à cette solennité son caractère antique et religieux, sans toutefois heurter les mœurs ni les institutions nouvelles : le clergé, les grands corps de l'état, les chefs de l'administration, de la magistrature et de l'armée, tout était convoqué à Reims; chacun avait ses souvenirs, ses priviléges anciens, ses droits nouvellement acquis à conserver, et tous les intérêts furent conciliés.

Nous n'avons pas à juger les opinions politiques de M. de Brézé et le genre d'influence qu'il exerça à la Chambre des pairs : il suivit la ligne que lui avaient tracée son éducation, sa position sociale et les liens qui l'unissaient à la famille royale des Bourbons. Il mourut avant la catastrophe qui renversa celle-ci du trône, en 1829, laissant plusieurs enfants.

Son successeur dans la pairie et dans la charge de grand-maître des cérémonies fut son fils SCIPION, marquis de Dreux-Brézé, né en 1793 aux Andelys (Eure), où sa famille était venue chercher, au sein de l'obscurité, un abri contre les orages de la révolution. Après de brillantes études à l'école militaire de La Flèche, il entra, en qualité d'officier, dans un régiment de cavalerie, et put encore se distinguer dans les dernières campagnes de l'empire. A la Restauration, il ne quitta son corps que lorsque la paix fut signée, et il sollicita la permission de reprendre son rang dans l'armée, au moment même où son père rentrait, à la cour de Louis XVIII, dans l'exercice des fonctions dont il avait été revêtu sous Louis XVI. Attaché au maréchal Soult en qualité d'aide-de-camp, le jeune officier voulut s'associer, comme simple volontaire, aux chances de la retraite de Louis XVIII à Gand. Promu, peu de temps après la 2e Restauration au grade de capitaine dans le premier régiment de cuirassiers de la garde royale, M. de Dreux-Brézé se fit remarquer par son attachement aux devoirs de la discipline, jusqu'en 1827, où il se retira du service militaire, avec le grade de lieutenant-colonel.

Ce fut en 1829 que le marquis de Dreux-Brézé père légua en mourant à son fils sa charge de grand-maître des cérémonies et son titre de pair de France; jusque-là personne n'avait encore deviné en lui l'homme d'état aux vues nettes et profondes, l'orateur dont la parole in-

cisive et brûlante devait marquer dans les annales parlementaires. Mais dès les premiers pas qu'il fit dans cette carrière nouvelle, M. de Brézé annonça les talents qui le soutiennent aujourd'hui dans le rôle difficile qui lui est dévolu dans la Chambre des pairs où il représente et forme presque à lui seul le parti appelé légitimiste.

En 1830, le roi chargea M. de Brézé d'aller présider le collége d'Évreux (Eure). Déjà des bruits sinistres commençaient à se répandre, et l'on répétait partout que le gouvernement voulait porter atteinte à la constitution. Le grand-maître des cérémonies, qui appartenait à cette nuance politique alors toute libérale et de progrès dont M. de Martignac était le représentant, alla trouver M. de Peyronnet. «J'accepte, lui dit-il, la mission que « le roi vient de me confier ; mais je dois « vous avertir que je crois de mon de- « voir de me prononcer contre les bruits « qui circulent et de vous déclarer que « je combattrai de tout mon pouvoir les at- « taques contre la constitution.»—«Mon- « sieur, répondit le ministre, je vous re- « mercie de votre franchise; mais soyez « assuré qu'il n'y a, de notre part, au- « cune mauvaise pensée; il y a plus, je « crois que, si le gouvernement voulait « violer la constitution, il ne le pour- « rait pas.» Témoin à décharge dans le procès des ministres, M. de Dreux-Brézé a rapporté cette conversation à la Chambre des pairs. Dans son discours au collége électoral d'Évreux, il avait laissé percer comme un pressentiment de la révolution de juillet, et plusieurs fois il fit entendre depuis que Charles X aurait pu l'éviter en se retranchant dans un système de défense énergique, mais patiente, au lieu de prendre l'initiative du combat qui renversa son trône. Après le drame des trois jours, M. de Brézé, persuadé que le courage et le dévouement ne sont pas dans la retraite, resta à la Chambre des pairs pour défendre le malheur et soutenir ses convictions; il prêta le serment exigé, *parce que*, dit-il, *dans la position des choses, c'est le seul moyen de contribuer au salut de la patrie.*

Dans ces circonstances difficiles, douze pairs au plus se réunirent dans une petite chambre du Luxembourg; MM. Guizot et Sébastiani étaient députés près d'eux par la chambre élective, pour les presser de sanctionner la nomination de M. le duc d'Orléans comme lieutenant général du royaume. MM. de Châteaubriand et Hyde de Neuville déclarèrent qu'ils y consentaient, pourvu que l'ordonnance qui nommerait à cette dignité le duc d'Orléans fût signée par Charles X. MM. Guizot et Sébastiani tracèrent, le premier surtout, un tableau sombre de l'état de Paris et de la France; après eux, M. de Brézé, prenant la parole, reconnut que la nomination du duc d'Orléans était la seule mesure capable de satisfaire aux exigences du moment; mais il déclara en même temps qu'il était de l'honneur et dans le devoir de ce prince de venir, le lendemain, proclamer au Palais-Bourbon qu'il n'acceptait la lieutenance générale que pour conserver intacts les droits de la couronne.

Depuis 1830 jusqu'à ce jour, M. de Dreux-Brézé marqua sa carrière parlementaire par autant de courage que d'éloquence; toujours sur la brèche lorsqu'il a été question de défendre les hommes et les choses auxquels il tenait par ses affections, il n'a point transigé avec ses principes. Les nombreux discours qu'il a prononcés ont constamment fixé l'attention de la Chambre des pairs, et la plupart respirent un sentiment exquis des convenances oratoires. Nous ne citerons pas celui sur la démolition de l'archevéché (20 mai 1837), mais bien ceux sur le projet de loi relatif au rappel des bannis, sur les récompenses nationales, sur la loi municipale, les élections, le cens électoral, le projet de loi relatif à Charles X et à sa famille, l'abolition de l'hérédité de la pairie, l'état de siége, la discussion relative aux récompenses à donner aux vainqueurs de la Bastille, d'où *nous avons extrait le morceau* en réponse à M. Villemain, cité plus haut, sur presque toutes les discussions d'adresses au commencement des sessions, sur les affaires d'Espagne, le traité de la quadruple alliance, le projet de loi sur la presse, etc., etc. E. P-c-t.

DROGMAN ou Dragoman (de l'italien *dragomano*, corruption du turc et de l'arabe). C'est le nom qu'on donne

aux interprètes attachés officiellement aux légations et aux consulats des nations chrétiennes dans le Levant et la Barbarie. On les appelait encore autrefois *truchements*, de l'italien *turcimano*, dont la racine est le mot *turco* (turc).

D'après le système consulaire adopté par la France, ces officiers tiennent leur nomination du roi, et sont choisis parmi les élèves-drogmans employés dans le Levant. Ces derniers sont nommés, par arrêté du ministre des affaires étrangères, parmi les élèves de l'école des langues orientales dite *des jeunes de langues* (*voy.* LANGUES). Le nombre des élèves-drogmans employés au Levant, et des jeunes de langues entretenus à Paris, ne peut excéder celui de douze.

La réussite des affaires dépend, en grande partie, de la fidélité, de la discrétion et du courage de ces interprètes : aussi étaient-ils soumis jadis à des réglements d'une excessive sévérité. L'ordonnance du 20 août 1833 se borne à leur interdire le droit de visiter les autorités du pays sans les ordres ou la permission de leurs chefs, et leur défend de prêter leur ministère dans les affaires des particuliers sans la même autorisation.

Le titre IV de l'ordonnance précitée résume, à leur égard, les dispositions des arrêtés et ordonnances de 1670, 1688, 1771 et 1781.

Toutes les grandes puissances européennes ont leurs drogmans à Constantinople et dans les Échelles du Levant; souvent ils les choisissent parmi leurs sujets ou dans d'autres familles franques établies à Péra, et cet emploi était fréquemment héréditaire dans la même famille. C. F-N.

DROGUES, DROGUISTE. Le mot *drogue*, quelquefois pris en mauvaise part, sert à désigner des substances tant minérales que végétales et animales, qui sont employées dans la médecine, dans l'industrie et dans les arts. Les drogues sont tantôt des corps simples, tantôt des oxides métalliques, des acides, des sels, ou bien encore des produits végétaux ou animaux, tels que des extraits, des gommes, des résines, des baumes, etc. Les unes sont indigènes et les autres nous sont apportées par le commerce, qui souvent les dénature et les falsifie à un tel point qu'une des difficultés les plus grandes pour le droguiste consiste à distinguer les matières premières franches et pures de celles qui ont été sophistiquées. Le droguiste, d'ailleurs, ne fait point subir de préparations aux drogues; tout au plus les fait-il nettoyer des impuretés qu'elles renferment ou quelquefois diviser en parties plus ou moins ténues. Souvent même le droguiste ne s'attache qu'à un petit nombre de substances dont il s'occupe exclusivement.

Pour se livrer à ce genre de commerce il faut être familier avec l'histoire naturelle, avec la chimie, et surtout être pourvu d'une sagacité peu commune pour déjouer les combinaisons très adroites des fraudeurs. *Voy.* ÉPICERIE, TINCTORIALES (*substances*), SOPHISTICATION, etc.

On appelle *droguier* une collection d'échantillons de substances médicinales simples destinée à l'étude de la pharmacologie. Ces échantillons, bien choisis et convenablement conservés dans des bocaux qui permettent d'en apprécier les propriétés, sont rangés suivant un ordre naturel ou systématique. Les pharmaciens et les médecins sont les personnes qui font ordinairement des collections de ce genre. *Voy.* MÉDICAMENTS, MATIÈRE MÉDICALE, PHARMACOLOGIE, PHARMACIE, etc. F. R.

DROIT. Le mot *droit* (*directum*, *rectum*), dans son acception primitive, est l'opposé de courbe, tortueux; et de même que l'on dit au propre un chemin droit ou direct en parlant du chemin le plus court et qui conduit le mieux au but, de même on dit figurément aller son *droit chemin*, pour faire entendre que l'on ne s'écarte pas de la ligne de conduite tracée par le droit. Le mot *droit* signifie donc d'abord essentiellement une règle de conduite. Mais comme cette règle nous est tracée par la nature ou par la raison, elle s'impose à notre activité avec une autorité telle que les autres hommes sont obligés de la reconnaître et de la respecter. C'est le sentiment de cette nécessité morale qui constitue le devoir (*voy.*), correspondant à tout droit. Le droit indique donc aussi et essentiellement encore le respect que

les hommes se doivent dans l'exercice raisonnable de leur liberté : ce sens relatif du mot *droit* est même le plus ordinaire.

Du reste cette idée très générale du mot *droit* est déterminée très diversement, en sorte qu'il a différentes acceptions. Il peut signifier la faculté accordée ou reconnue, soit explicitement, soit tacitement, par la loi, de faire ou de ne pas faire une chose; la faculté de contraindre à faire ou d'empêcher de faire; celle d'employer tel ou tel moyen pour faire quoi que ce soit qu'on a du reste le droit de faire, etc. Il signifie aussi la raison immédiate de la loi, ou la justice (*voy.*) telle que la considère le législateur dans des circonstances générales, suffisamment déterminées cependant, pour que la loi puisse être appliquée; puis l'œuvre collective du législateur ou l'ensemble, le recueil des lois positives, qu'on appelle aussi *science du droit* lorsqu'elle ne porte que sur l'intelligence abstraite, ou par principes, des lois, et *jurisprudence* lorsqu'elle s'étend, de plus, à la connaissance de l'application qu'en font les tribunaux de chaque pays. Enfin le mot *droit* signifie la loi dernière des lois, *lex legum*, comme dit Bacon, ou la raison suprême de toute loi : c'est le droit en soi, tel que le proclame primitivement la raison d'après la nature et la destinée de l'homme. *Voy.* DROIT NATUREL.

De toutes ces espèces de droit, de plus en plus générales, et qui peuvent se réduire à quatre : 1° le droit, comme effet de la loi positive; 2° la loi positive elle-même; 3° la science de cette loi; 4° la raison dernière de la loi, une seule doit nous occuper ici, le droit en soi, l'idée même du droit considéré dans sa généralité suprême et absolue; idée qui donne à toutes les autres espèces d'idées de ce genre leur sens et leur valeur. Nous ferons d'abord connaître l'origine et la valeur absolue de l'idée de droit, et nous considérerons ensuite le droit sous ses principaux points de vue, de manière à pouvoir en esquisser largement la science.

L'homme n'invente point d'idées; il y aurait même contradiction à le supposer, puisqu'il faudrait avant tout qu'il eût l'idée d'une idée pour songer à l'inventer. Il reçoit donc les idées et ne les fait pas. Cela est évident pour les idées des choses ou des êtres et de leurs qualités : l'homme ne les a qu'autant que la nature les lui donne. Tout ce qu'il peut faire, c'est d'abstraire, de comparer, de généraliser, de composer et de décomposer ces idées : à cela se réduit toute sa faculté inventrice dans le domaine des idées fournies par l'expérience. Or, il est facile de voir que, s'il ne les avait pas, ces idées, il ne pourrait les travailler ainsi. Toutes les opérations qu'il leur fait subir présupposent donc nécessairement leur existence. Quant aux idées pures, telles que celle de droit, elles n'ont pas d'objets différents d'elles et qui leur correspondent : elles sont un produit spontané de la raison. Elles ne peuvent être en effet le fruit de l'expérience, ni par conséquent celui de l'induction. Elles ne peuvent non plus provenir du raisonnement par déduction, puisqu'elles n'ont point de prémisses dont elles dérivent, et que d'ailleurs, si elles y étaient contenues, il faudrait expliquer d'où viendraient ces prémisses elles-mêmes, ou les réputer primitives.

Mais quoique primitive et naturelle, l'idée du droit ne fait cependant point son apparition dans l'esprit humain sans raisons ou conditions. Il faut en effet, pour qu'elle soit logiquement possible, que l'être intelligent qui la possède soit de plus sensible, doué de réflexion, et qu'il suppose les mêmes qualités dans d'autres êtres qui peuvent devenir un obstacle à l'exercice de sa liberté. Sans toutes ces conditions, la notion de droit n'est pas possible. En effet, il faut d'abord de l'intelligence pour concevoir une fin, une destination, pour comprendre la volonté suprême de la nature ou ce que prescrit la raison à cet égard. Il faut de plus de la sensibilité, c'est-à-dire la capacité d'être affecté soit en bien soit en mal; car sans cela, non-seulement nous n'aurions aucun intérêt, mais nous ne serions pas même capables d'en concevoir un. Et comme cependant le droit est la règle des intérêts, il est sans objet par conséquent impossible du moment où il n'y a rien à régler. Il faut en troisième lieu que l'être intelligent et sensi-

ble soit une personne, c'est-à-dire il faut non-seulement qu'il ait connaissance d'autrui, d'autres choses, mais encore qu'il se connaisse lui-même, qu'il puisse prendre possession de lui par la réflexion, se constituer dans le monde comme une partie intégrante, mais distincte, de ce monde, par conséquent comme un être sur lequel la nature ou, si l'on aime mieux, la Providence a des intentions particulières qu'elle lui laisse le soin de remplir, sauf à lui en fournir les moyens. Sans la personnalité, sans la réflexion, nous serions pour nous-mêmes comme si nous n'étions pas; nous ne pourrions pas nous poser en disant *moi*. Nous ne pourrions par conséquent pas non plus dire *mien*, *propre*, ni *propriété*. La matière du droit nous manquerait donc complétement; et comme la forme ou l'idée n'apparaît primitivement qu'à l'occasion de la matière, comme elle n'est cette forme que pour la matière et par elle pour ainsi dire, de même que la matière n'est matière de droit que pour la forme et par la forme du droit, ces deux choses manqueraient en même temps. Elles se déterminent l'une l'autre; ôtez l'une, vous ôtez l'autre. Enfin l'idée du droit n'aurait pas de raison de naître dans notre esprit, si notre volonté personnelle était la seule connue de nous. Il n'y aurait, dans cette hypothèse, qu'un seul agent : nous-mêmes ; et comme notre volonté ne peut être contraire à elle-même, nous ne pourrions point nous faire obstacle, entraver injustement notre liberté. Nous pourrions bien commettre des erreurs qui retomberaient sur nous, mais jamais des injustices : *Nemini volenti fit injuria.* La nature extérieure, à moins d'être conçue par nous à notre image, ne serait pas plus propre à faire naître dans notre esprit l'idée de droit; car si cette nature nous était favorable, nous n'aurions point à nous en plaindre, à lui opposer notre droit, à lui reprocher son injustice; si au contraire elle ne l'était pas, comme elle n'est point active, bien qu'elle soit en mouvement, c'est-à-dire comme elle est essentiellement inerte, sans volonté et sans intelligence, jamais elle ne fait rien pour ou contre nous. Elle n'est point une personne qui comprenne sa fin et la nôtre et qui puisse vouloir la sienne à nos dépens. Il n'y a donc pour elle ni *mien* ni *tien* : il n'y en a par conséquent pas davantage par rapport à elle; car si l'on pouvait dire *mien* en s'opposant à elle, c'est qu'elle aussi pourrait dire *mien* de son côté. Mais comme il n'en est pas ainsi, l'homme, isolé de tout être qu'il pourrait supposer semblable à lui, serait donc dans l'impossibilité de concevoir l'idée de droit.

L'idée de droit, étant primitive, naturelle, n'a pas plus besoin d'être légitimée qu'aucune autre de même nature, par exemple celle de notre propre existence, etc. L'erreur n'est point possible en croyant à la vérité de ces sortes d'idées; il est même impossible que nous ne les ayons pas (en supposant les circonstances propres à les faire naître), et que nous n'y ajoutions pas une foi sans réserve. Mais nous ne voulons point dire pour cela que l'application qu'on en fait soit à l'abri de toute erreur; car, qu'on le remarque, l'application d'une idée, outre qu'elle n'est point cette idée elle-même, est l'œuvre de l'homme, surtout dans les cas difficiles, cas précisément où l'erreur est le plus fréquente. Il ne faut donc pas confondre l'idée, qui est l'œuvre de la nature, et par conséquent une œuvre légitime et vraie par cela seul qu'elle est, avec l'application de l'idée, qui est l'œuvre de l'homme, et qui peut être erronée, parce que l'homme est faillible.

Si nous considérons maintenant le droit lui-même sous ses principaux points de vue, nous aurons à nous rendre compte 1° de sa forme et de sa matière; 2° de son sujet et de son objet; 3° de la manière dont il commence; 4° de la manière dont il se manifeste ou se déclare; 5° de la durée de sa conservation ou de sa garantie; 6° de sa fin ou de son extinction; 7° des différentes positions juridiques spéciales où l'homme peut se trouver, et par conséquent des différentes sortes de droit.

1° La *forme* d'un droit déterminé est le droit lui-même; la *matière* d'un droit n'est autre chose que son objet, c'est-à-dire la personne ou la chose sur laquelle porte le droit. Il n'y a donc lieu à distinguer matière et forme dans le droit qu'autant qu'il s'agit d'un droit déter-

miné, de quelque droit particulier, et non du droit en général; car le droit en général ne s'entend que de la forme. Une autre conséquence de cette distinction, c'est que la forme est la même pour tous les droits possibles; car tous les droits sont droits au même titre, et l'idée de droit est essentiellement une, sans quoi elle ne pourrait être exprimée par le même mot ni définie par une définition unique. Mais il en est tout autrement de la matière, celle-ci étant aussi variée que les choses qui nous intéressent.

2° Le *sujet* du droit, c'est l'homme; son *objet*, c'est, comme nous l'avons dit, la matière ou la chose à laquelle s'applique le droit. En d'autres termes, le sujet du droit, c'est la *personne;* l'objet, c'est la *chose*. Dans les cas particuliers, le sujet d'un droit est donc celui au profit duquel ce droit existe. L'objet peut être une chose ou une personne; mais dans ce dernier cas la personne est considérée comme chose; car le droit ne peut porter que sur ce qui est un instrument propre à nous aider à atteindre notre fin réelle ou arbitraire, en un mot sur ce qui est destiné à subir notre volonté. En effet, si une chose n'est pas juridiquement soumise à notre volonté, loin que nous ayons, sous ce rapport, un droit sur elle, nous avons au contraire un devoir à son égard. Toutefois, dans les cas mêmes où le droit porte *sur* une chose proprement dite, il y a en même temps droit *contre* toute personne. Mais ainsi considéré par rapport aux personnes, à l'occasion des choses, le droit est purement négatif ou d'abstention; c'est-à-dire que ma volonté ne peut juridiquement être entravée par celle d'autrui dans l'exercice de ma liberté sur ma chose. D'un autre côté, les personnes *contre* lesquelles j'ai ce droit ne peuvent en rien être traitées comme miennes, être l'objet direct de ma volonté, mais seulement d'une manière indirecte, dans le cas où elles me troubleraient dans l'exercice de ma juste liberté.

Il n'y a donc, et il ne peut y avoir, que des droits *réels*, en ce sens que ce qui est objet de droit, choses ou personnes, n'importe, est toujours considéré comme chose par le fait même.

Cependant on pourrait dire aussi, mais dans un tout autre sens, qu'il n'y a que des droits *personnels*, parce qu'il n'y a que des personnes qui puissent avoir des droits: il en résulte que tous les droits sont en même temps réels, quant à l'objet ou à la matière, et personnels, quant au sujet et au respect que doivent avoir pour ces droits tous ceux au profit de qui ils n'existent pas, et tous ceux à la charge de qui ils existent. Il n'y a donc véritablement de droit qu'entre les personnes *à l'occasion des choses*, en prenant ce mot dans le sens le plus large.

Mais si l'on fait abstraction de ce point de vue supérieur, on peut distinguer les droits en droits *réels* ou droits *personnels*, suivant qu'ils portent plus particulièrement sur les choses ou sur les personnes. Du reste, comme le droit sur les personnes, qu'il dérive ou non d'un contrat, par exemple celui du mari et celui du père, est très différent à bien des égards du droit personnel, qui n'a pour but que l'exécution d'un fait, nous croyons qu'il serait convenable de distinguer, avec Kant, un droit personnel *mixte*, ou droit *personnel-réel*, et un droit personnel proprement dit (*jus ad rem*).

3° L'*origine* des droits est *absolue* ou *hypothétique*, suivant qu'ils existent sans le fait de l'homme ou par son fait. Les premiers comprennent tous les droits qui appartiennent à l'homme par le seul fait de sa qualité d'homme, sans qu'il soit besoin d'un contrat pour leur donner naissance: tels sont les droits primitifs, auxquels se rapportent tous les autres, celui de l'existence, de la juste liberté d'améliorer son sort, celui de l'honneur et de la réputation. Les droits hypothétiques sont au contraire ceux qui résultent d'un fait licite, ou ceux qui résultent d'un fait illicite. Les premiers ont lieu sans contrat ou par contrat, les seconds sans contrat.

Le fait licite de l'homme qui engendre un droit déterminé, sans contrat, est l'occupation d'une chose qui n'appartient à personne et qui est susceptible de devenir la propriété de quelqu'un. Il est la conséquence naturelle du droit d'existence. C'est la première manière de s'approprier quelque chose; mais ce n'est point

la première propriété ni une manière d'acquérir une propriété. Notre première propriété, c'est nous-mêmes : nous avons dit plus haut comment l'idée du moi, ou la prise de possession de nous-mêmes par nous-mêmes a lieu. Cette propriété est le principe nécessaire de toutes les autres. Nous disons de plus que ce n'est point une manière d'acquérir la propriété, parce que l'acquisition suppose la transmission, et que ce qui n'appartient encore à personne ne peut être transmis par personne. Du reste, on peut concevoir que si le droit d'occupation ne résulte pas d'un contrat, il peut cependant rentrer dans une sorte de quasi-contrat entre l'individu qui occupe et le genre humain; quasi-contrat qui ne serait que l'expression de la loi de droit déduite de la destinée de l'homme, et à laquelle tout le genre humain est censé accéder, sous peine de poser en principe sa propre destruction; car l'homme ne se conserve que par la propriété.

Les faits licites de l'homme qui constituent les contrats et donnent naissance aux droits contractuels proprement dits, sont de trois sortes :

a. Le contrat à titre gratuit, ou contrat unilatéral, qui comprend : le dépôt, le commodat, la donation.

b. Le contrat à titre onéreux, ou contrat synallagmatique, qui comprend l'échange en général, auquel se rattachent : l'échange proprement dit, marchandise pour marchandise, la vente, marchandise pour de l'argent; le *mutuum*, espèce pour espèce; le louage, qui comprend le louage d'une chose (*locatio rei*), celui des services (*locatio operæ*), le mandat.

c. Le contrat d'assurance ou de garantie (*cautio*), qui comprend : le gage, la caution proprement dite (*fidejussio*), la caution personnelle (*præstatio obsidis*).

Observons ici que c'est l'intention qui forme essentiellement tout contrat : elle engendre la possession de droit ou mentale; la tradition et la possession ne sont que l'exécution et l'expression de l'une et de l'autre.

Enfin le fait illicite d'autrui, quelle qu'en soit la gravité, quasi-délit, délit, ou crime, donne à celui qui en souffre le droit d'exiger réparation du préjudice qui lui a été fait; mais il n'a pas le droit d'exiger de peine proprement dite, car la pénalité est une affaire de droit public.

4° Ce n'est pas assez que nous ayons des droits, il faut encore que les autres hommes le sachent : qu'ils les connaissent, pour qu'ils puissent les respecter. Or, tout ce qui peut servir à manifester la pensée peut servir à *manifester* le droit, qui n'est qu'une idée, mais une idée sacrée. Ainsi des travaux sur une chose, sur un coin de terre, sur un arbre, s'ils ont eu évidemment pour but la conservation ou l'amélioration, seront un signe présomptif de propriété. Il en est de même de la déclaration verbale ou par écrit; en un mot de tout ce qui peut manifester l'intention de s'approprier quelque chose ou de se maintenir en sa propriété. De là les diverses espèces de titres déclaratifs de propriété, et les différentes sortes de preuves admises en droit.

5° Le droit *dure* tant qu'il est de sa nature de durer; s'il est absolu, il ne peut prendre fin sans un fait particulier de l'ayant-droit, par lequel il se dépouille de ce droit. L'opinion commune même est que ces sortes de droits sont absolument inaliénables et imprescriptibles, et qu'ils ne peuvent finir qu'avec l'homme. Les droits hypothétiques durent jusqu'à leur exécution, c'est-à-dire jusqu'à ce que celui au profit de qui ils existent soit désintéressé. La non-exécution d'un droit le laisse donc subsister; il en est de même, à plus forte raison, de la transgression positive d'un droit acquis. Le droit se conservant ainsi de lui-même, malgré la non-exécution ou la transgression, il n'a besoin de rien autre pour durer. Quand donc il est question de *conservation* et de *garantie* de droits, on ne veut parler évidemment que du respect à la propriété existante, ou de la mise en possession de la propriété à laquelle on a droit. Or ces garanties sont en définitive la force ou la contrainte; en sorte que l'idée de droit pratique emporte l'idée de contrainte. Et comme la sphère du droit contient celle de la liberté, il s'ensuit que l'idée de liberté implique nécessairement aussi l'idée de contrainte.

Les caractères de la contrainte juridi-

que sont d'être certaine, suffisante et juste. Or l'individu abandonné à ses seules forces à l'égard d'un seul ou de plusieurs de ses semblables peut rarement exercer une contrainte ayant ces caractères. En effet, il n'est pas toujours le plus fort, et s'il a plusieurs ennemis il faut qu'il finisse par succomber; et lorsqu'il est le plus fort ou le plus adroit, comme il peut craindre de ne l'être pas toujours, comme il peut d'ailleurs mal juger de la satisfaction qui lui est due et qu'il reçoit, il se laissera facilement entraîner à l'injustice par la peur ou à la vengeance par la colère. La véritable garantie est donc l'association.

6° Un droit prend *fin* par son exécution, par l'*extinction* de la matière ou la mort du sujet (mais relativement à ce sujet seulement), ou par la remise de la dette. Toutes les autres manières d'éteindre les obligations reviennent à l'une de celles-là. Quand elles ne sont que commuées elles ne sont pas éteintes, elles ne changent que de matière ou de sujet. La prescription n'est point un mode naturel d'éteindre les obligations, mais bien un mode conventionnel et qui n'aurait jamais été admis sans la crainte de plus graves inconvénients; car la prescription est un moyen violent qu'il faut être obligé d'employer pour y avoir recours (*minima de malis*).

7° Les associations dont l'homme peut faire partie sont de différentes sortes qui donnent naissance à différentes *sortes de droits*. Ce sont les droits particuliers, ou plutôt les applications particulières du droit. La famille, la cité, les traités de nation à nation, enfin l'alliance entre plusieurs nations ou même entre toutes les nations : voici quelques-unes de ces applications. De là le droit domestique ou de famille, le droit civil en général, le droit politique, le droit international ou des gens, et le droit cosmopolitique. Remarquons cependant que la société domestique repose bien plus sur les affections que sur le droit; car d'une part la femme prend un protecteur qui peut abuser de sa confiance et contre lequel elle a peu de garanties : elle compte plutôt sur les affections de son mari que sur ses droits propres; d'un autre côté, la position des enfants n'est guère différente; ils n'ont d'ailleurs pas formé de société avec leurs parents, mais ils s'y trouvent par le fait seul de ces derniers. Il y a cependant un droit domestique, mais la garantie de ce droit est en dehors de la famille; elle est dans la cité.

La première société de droit pur, celle où l'on a le plus besoin de garantie, parce que les sentiments n'y viennent pas toujours à l'appui du droit comme dans la famille, mais celle aussi où les garanties se rencontrent au plus haut degré, est la société civile. Le *droit civil* peut se diviser en droit *politique* et en *droit civil privé*. Le premier comprend, outre les lois relatives à l'organisation de la cité et à ses rapports extérieurs, le droit *pénal*. Le second embrasse, outre le droit civil proprement dit qui règle les intérêts privés, le droit *commercial interne*. Les lois de procédure civile ou criminelle ne sont que des lois instrumentales accessoires à la législation civile et pénale*.

(*). Différentes divisions du *droit positif* ont été proposées ou suivies. Quant à nous, nous en établirions d'abord trois principales, indépendamment du *droit philosophique* dont on a traité dans cet article et avec lequel on a quelquefois confondu le *droit naturel* (*voy.*). Ces trois divisions seraient: 1° le *droit privé* qui règle les rapports entre les individus d'un même état social, d'un même pays; 2° le *droit public* relatif aux rapports entre les citoyens et les autorités dans ce même pays, entre les gouvernés et les gouvernants, et qui peut aussi s'appeler *droit constitutionnel* (*voy.*), puisqu'il n'y a pas d'état social sans constitution quelconque; et 3° le *droit international*, mal dénommé *droit des gens*, puisqu'il règle les rapports de nations à nations et de gouvernements à gouvernements. Ajoutons toutefois que le savant auteur de notre article DROIT PUBLIC comprend sous ce nom le droit international aussi bien que le droit constitutionnel.

Le *droit criminel* (*voy.*) ou *droit pénal* (*voy.* PEINES), quoi qu'il serve de sanction au droit privé, appelé, par opposition à lui, *droit civil*, est du domaine du droit public. Le droit *commercial*, le droit *militaire*, le droit *canon*, le droit *administratif* (*voy.* les articles), etc., sont des applications spéciales du droit. Le droit *maritime* participe à la fois du droit privé et du droit international. Sous le point de vue historique, on peut diviser le droit privé en *droit romain*, droit *français*, droit *allemand* (*voy.*), etc. Tel serait notre système, mais la nature de cet ouvrage nous a fait préférer l'ordre alphabétique. Quant aux grandes écoles de droit, à l'école *historique* et à l'école *rationnelle* ou philosophique, il en sera parlé à l'article DROIT NATUREL, et l'on peut voir en outre DROIT ALLEMAND, SAVIGNY, HUGO, GANS, etc. J. H. S.

La position juridique de deux pays qui se trouvent en rapports d'intérêts entre eux est à peu près la même que celle de deux individus. Deux cités qui ont fait alliance entre elles n'ont d'autre garantie de l'exécution de leurs promesses mutuelles que leur bonne foi respective, ou la force qu'elles peuvent déployer l'une contre l'autre; mais si l'on pouvait compter sur la bonne foi on n'aurait pas besoin de garanties. Aussi l'alliance de deux nations de force égale ou inégale, peu importe, n'est-elle pas une société parfaite, puisque l'exécution du droit n'est point certaine. Il faut ici, comme dans les rapports d'individus à individus, une prépondérance de force toujours décisive à l'égard de quelque délinquant que ce puisse être. Il n'y a donc société internationale proprement dite, ou avec garantie, qu'à la condition que les membres d'une telle société soient assez nombreux pour que, quel que soit celui d'entre eux qui commet une injustice envers l'autre, il puisse être certainement et facilement réprimé. Tel est le véritable but de l'alliance internationale (*voy.* Droit international), et non celui d'intervenir dans les affaires intérieures des cités alliées, au profit d'un intérêt de famille ou de parti. Il y a cependant un cas où cette intervention est toujours licite : c'est celui où l'un des partis abuse de la victoire et se livre à une vengeance atroce; dans ce cas la puissance extranationale doit paraître comme force en faveur du droit de l'humanité méconnu.

On comprend du reste que plus le nombre des membres de cette association des cités ou nations sera grand, plus il présentera de garanties à chacune d'elles; car s'il n'était pas suffisamment grand, l'une des nations associées pourrait encore être facilement sacrifiée à l'intérêt unanime de plusieurs autres. L'association de tous les états du monde présenterait donc seule toutes les garanties de droit extérieur qu'il soit humainement permis d'espérer; elle serait le vrai traité de paix perpétuelle. Elle aurait encore d'autres avantages immenses par rapport au nivellement et à l'avancement de la civilisation, mais qu'il n'entre pas dans notre sujet d'indiquer. — *Voy.* les articles subséquents, et surtout Droit naturel, qui est un complément nécessaire de celui-ci. J^h T.

Peu de mots suffiront pour compléter cet article général, autant du moins que le cadre de cet ouvrage permet d'être complet.

On peut dire qu'après la liberté d'action c'est la loi (*voy.*) qui fait le droit : or la loi est universelle, c'est-à-dire propre et applicable à l'humanité entière (et dans ce sens elle se révèle à chacun au fond de sa propre conscience), ou particulière, c'est-à-dire faite pour une certaine fraction de l'humanité, pour un état, une cité, etc. Fixe et immuable dans le premier cas, la loi est essentiellement variable dans l'autre, sauf les principes fondamentaux empruntés à la loi naturelle auxquels toute loi quelconque doit rester fidèle. Cette loi naturelle est la base de ce qu'on appelle le *droit naturel*, auquel on oppose le *droit positif* qui peut être ou *droit écrit* ou *droit coutumier*. Le droit naturel se résume en un petit nombre de principes généralement admis, au lieu que le droit positif se complique par les rapports multipliés et divers qui existent entre les hommes et par les applications sans nombre dont la loi est susceptible dans la vie commune, indépendamment des nuances qu'on peut remarquer en général dans les codes de différentes nations comparés entre eux. De cette multiplicité des rapports et des intérêts résulte l'importance de la *science du droit* (*justi injustique scientia*) dont nous traiterons plus particulièrement au mot Jurisprudence. A la suite des *législateurs* (*voy.* Législation), sont venus les *légistes*, soit pour classer les lois et les réunir en codes (*voy.*), soit pour les expliquer et pour diriger la justice (*voy.*) dans leur application (*voy.* Auteurs). Des écoles de droit (*voy.* Écoles et Facultés) sont partout affectées à l'enseignement de la science du droit.

En principe, ce n'est jamais la force qui fait le droit, cependant des lois injustes, violentes, immorales, peuvent entrer dans la législation et par conséquent dans le droit positif d'une nation. Dans la science sociale, on distingue les pouvoirs, les institutions, qui existent *de fait*

de ceux qui existent *de droit* ou qui sont fondés *en droit;* mais cette vague distinction est le plus souvent abandonnée lorsque l'*état de fait* a subi l'épreuve du temps et a fini par être accepté, malgré sa nature. Néanmoins le droit de la force ou le *droit du plus fort* n'en est pas un véritablement ; n'étant fondé sur aucun principe de justice, on ne peut lui reconnaître aucune nécessité morale.

Ces questions philosophiques dont nous abrégeons forcément l'exposé ont été traitées avec talent dans un ouvrage récemment publié sous le titre d'*Études sur le droit public* par M. Schützenberger, maire de Strasbourg.

Les dispositions légales applicables à tous les citoyens d'un même état forment ce qu'on appelle le *droit commun :* on y déroge législativement dans certains cas, à l'égard de certains individus, de certaines professions, de telle ou de telle autre industrie ; et de là résulte un *droit exceptionnel* qui n'est admissible que lorsqu'il est strictement nécessaire, se fondant sur un besoin réel et incontestable ; lorsque le bien de l'état en réclame impérieusement l'application.

Rechercher les motifs des diverses dispositions légales et les expliquer par la nature de l'homme en général ou du citoyen placé dans certaines conditions données (localité, religion, mœurs, forme de gouvernement), c'est faire de la *philosophie du droit*, qui n'est pas, suivant nous, la science du juste, comme dit M. Stahl (*Résumé de la philosophie du droit*, par M. Klimrath), mais la science de l'application des notions du juste dans tous les cas qui se présentent dans la pratique, et l'examen des rapports qu'on remarque entre les dispositions du droit positif, entre toutes sortes de lois, et ces mêmes notions du juste. Cette science fait voir quelles conséquences diverses on a pu tirer d'un seul et même principe de droit, et de quelle manière l'application des principes se modifie à mesure qu'on s'éloigne du point de départ.

La philosophie s'allie au droit social comme au droit positif privé. Montesquieu en a donné la preuve dans ses immortels commentaires sur les lois des nations. On peut citer encore, après l'*Esprit des lois*, l'ouvrage de Meyer, *Esprit, origine et progrès des institutions judiciaires des principaux peuples de l'Europe* (La Haye, 1819-23, 6 vol. in-8°) et le *Traité de législation* de feu M. Comte. En Allemagne, la méthode philosophique s'attache maintenant de préférence au droit privé; elle est suivie et soutenue avec un grand talent par MM. Thibaut, Gans, Welker, F. J. Stahl; et M. Lerminier l'a importée avec succès en France. A la philosophie du droit, d'autres jurisconsultes allemands, notamment MM. Schlosser, Hugo, de Savigny, etc., opposent la méthode historique. Celle-ci consiste à expliquer le droit positif actuel par celui qui l'a précédé immédiatement et à toutes les époques, par le développement naturel que la marche de la civilisation a imprimé au droit positif en général; au lieu que l'autre méthode veut en baser l'intelligence sur les principes absolus qui en sont la source et dont elle fait voir qu'il a découlé de conséquence en conséquence. *Voy.* DROIT NATUREL.

Ce sont là des points de vue différents sous lesquels le droit peut être envisagé et qui, ce nous semble, ne s'excluent pas. La philosophie du droit ajoute un intérêt de plus à l'étude de cette science, qui a pour triple base le droit naturel, l'histoire des lois et institutions, et les codes actuellement en vigueur. J. H. S.

DROIT ADMINISTRATIF. *On* appelle ainsi l'ensemble des règles qui déterminent les rapports réciproques de l'administration et des administrés. Nous envisagerons principalement le droit administratif par rapport à la France, et nous ajouterons quelques indications sur l'application qui en a été faite dans les pays étrangers.

En France, on entend par administration cette partie de la puissance publique qui est chargée de pourvoir à tous les besoins communs, dont l'ensemble forme les services publics. Quelques publicistes étendent la signification du mot, en l'employant pour désigner l'un des pouvoirs fondamentaux de l'état, et le confondant avec le pouvoir exécutif. Dans ce sens, l'administration est l'un des quatre grands pouvoirs (royal, législatif, exécutif et judiciaire), pour ceux qui recon-

naissent que la royauté est un pouvoir ; et pour ceux qui le nient, elle est seulement un des trois autres et se confond avec le pouvoir exécutif. Mais, suivant d'autres publicistes, que l'on reconnaisse ou non la royauté comme un pouvoir privatif, l'administration n'est jamais qu'une simple autorité; c'est entre elle et l'autorité judiciaire que le roi partage l'exercice de la puissance exécutive, qui lui appartient aux termes de l'article 12 de la Charte constitutionnelle. A l'une de ces autorités, qui considère les citoyens dans leurs relations privées, est remis le soin de prononcer sur les litiges où s'agitent des droits et des intérêts particuliers. A elle aussi est confiée la mission de réprimer les infractions à la loi et d'appliquer les pénalités encourues pour ces infractions; l'autre, qui toujours considère les citoyens dans leurs rapports avec l'état, a pour devoir de satisfaire à toutes les exigences de l'intérêt général.

Quoi qu'il en soit de la place qu'occupe l'administration dans l'organisation de la puissance publique, ce qu'il importe surtout ici, c'est de la considérer quant à sa propre organisation et quant aux objets sur lesquels s'exerce son autorité.

L'administration française compte trois ordres principaux d'organes.

Les uns chargés de pourvoir directement aux services publics, de satisfaire à leurs nécessités aussitôt qu'elles se révèlent, sans attendre la provocation des citoyens, ont une mission toute d'action. Aussi sont-ils généralement constitués sous la forme unitaire, afin que l'action administrative ait plus de rapidité et d'énergie, et aussi afin que la responsabilité des agents soit plus réelle, car elle s'affaiblit en se divisant.

L'institution de l'agence administrative sous la forme unitaire, est un des caractères distinctifs de l'organisation de notre administration française. L'essai des agences collectives ou collégiales (*voy.*) a cependant été fait à diverses époques. Chacun sait que sous l'ancienne monarchie, à la mort de Louis XIV, le régent remplaça momentanément les ministres par des conseils, et que, à l'appui de ce système, l'abbé de Saint-Pierre publia son livre de la *Polysynodie*, qui le fit exclure de l'Académie Française. A la révolution de 1789, l'Assemblée constituante appliqua cette idée à tous les degrés de l'administration locale. Les départements, les arrondissements et les communes furent administrés par des directoires et des bureaux : cette organisation s'est maintenue, sauf quelques modifications, jusqu'en l'an VIII, où prévalut la forme unitaire, qui est mieux appropriée au système de la centralisation (*voy.*) politique et administrative.

La hiérarchie des organes de l'administration active, sous la forme unitaire, embrasse le roi, les ministres, les sous-secrétaires d'état, les préfets, les secrétaires généraux de préfecture, les sous-préfets, les maires et adjoints et les commissaires de police. A ces fonctionnaires, qui représentent ce qu'on appelle souvent l'administration civile, il faut ajouter les intendants militaires et les préfets maritimes, chargés des intérêts spéciaux de l'administration militaire et maritime.

Nous n'avons à considérer ici *le roi* ni comme chef de l'état, représentant d'une manière permanente la nationalité française au dedans et au dehors, ni comme l'une des trois branches du pouvoir législatif, ni même comme source de la justice dans le pouvoir exécutif: nous devons seulement considérer le roi comme chef de l'administration. A ce titre, des actes nombreux lui sont réservés, actes dont il ne peut jamais être responsable, dont la responsabilité appartient aux ministres, et que cependant ils ne pourraient faire sans excès de pouvoirs. Ces actes de l'autorité royale se font ou sur le rapport d'un ministre seulement, ou après délibération en conseil d'état ou en conseil des ministres.

Sur le seul rapport d'un ministre le roi fait deux espèces d'actes. « Les uns par leur nature même appartiennent à une autorité purement discrétionnaire et gracieuse et ne reçoivent ordinairement aussi qu'une application individuelle à des personnes designées : telles sont la nomination, l'institution, la révocation des fonctionnaires administratifs, la distribution

des récompenses et des honneurs. Les autres sont des mesures, par lesquelles l'autorité royale, hors de la présence du public et dans le service intérieur des différents ministères, prescrit les dispensations relatives à la marche de ce service dans la sphère de la simple administration active*. » Telle est la division des ministères en un certain nombre de grandes administrations**, la répartition annuelle entre chaque ministre des crédits qui lui ont été alloués pour un exercice par les lois de finances, etc.

Mais il est des actes que le roi doit faire après délibération du conseil d'état. Ces actes ont pour objet ou une généralité d'intérêts ou une application individuelle. Dans tous les cas, ils sont précédés d'une instruction méthodique et régulière, et ils sont insérés au bulletin officiel, au moins par extrait.

Les actes qui ne sont pas des mesures individuelles sont connus dans la langue du droit administratif français sous le nom de *réglements d'administration publique*. Ce sont en quelque sorte des lois secondaires. Beaucoup de matières incontestablement législatives, sont hérissées de détails spéciaux : elles exigent des soins minutieux et des connaissances locales; de grandes assemblées ne pourraient les régler sans décider au hasard, sans disposer à l'aveugle. Aussi la législature renonce à le faire : elle délègue son droit à l'administration, mais sous la condition d'employer des formes quasi-législatives, c'est-à-dire de faire délibérer par une assemblée composée d'hommes habitués à l'examen et à la discussion des détails, assez nombreuse et assez éclairée pour que toutes les opinions importantes puissent s'y produire, assez restreinte pour ne pas tomber dans les inconvénients des chambres législatives.

Souvent les lois ont imposé au roi l'obligation de faire des *réglements* d'administration publique et s'y sont référées d'avance. D'autres fois le gouvernement s'est imposé lui-même cette obligation pour certaines matières*.

Les actes de l'autorité royale sur délibération du conseil d'état qui n'ont pour objet que des mesures individuelles, sont connus sous le nom d'*ordonnances royales rendues dans la forme des réglements d'administration publique*. C'est ainsi qu'il est statué par le roi, après une instruction régulière et délibération du conseil d'état, sur les demandes en naturalisation des étrangers, sur celles en changement de nom, sur les différentes autorisations qui sont nécessaires aux établissements publics pour la gestion de leurs intérêts spéciaux, sur les demandes à fin d'érection de chapelles domestiques et d'oratoires particuliers, etc.

Les actes d'administration que l'autorité royale doit faire en conseil des ministres sont peu nombreux. En effet, ils se rapportent seulement à la concession de crédits supplémentaires ou extraordinaires pour les ministres en l'absence des chambres (loi du 24 avril 1833, art. 4). Mais si l'autorité royale n'est obligée de faire en conseil des ministres ses actes d'administration que dans ces cas seulement, il est beaucoup d'actes qui peuvent être faits sur le rapport d'un seul ministre et qui sont délibérés dans le conseil. Avec notre forme de gouvernement cela peut être souvent convenable; mais il faut aussi prendre garde, surtout dans les matières administratives qui n'ont pas des rapports étroits avec la direction politique du gouvernement, de trop effacer le ministre devant le cabinet.

Divers recours sont ouverts aux parties intéressées contre les actes d'administration faits par le roi. D'abord, si la matière est contentieuse, il y a recours au conseil d'état par la voie contentieuse. En matière purement administrative, il y a recours au roi mieux informé par la voie gracieuse ou discrétionnaire, c'est-à-dire ministérielle. Enfin, on peut toujours réclamer devant les chambres législatives, par voie de pétition.

(*) De Gérando, *Institutes du droit administratif français*, t. Ier, p. 119.

(**) Ainsi c'est une ordonnance royale du 6 février 1828, qui a divisé le ministère des finances en dix branches principales.

(*) M. de Gérando a donné, dans ses *Institutes du droit administratif français* (t. Ier, p. 130 et suiv.), la nomenclature la plus complète et la plus exacte des cas dans lesquels l'autorité royale procède par des réglements d'administration publique ou par des ordonnances rendues dans la forme des réglements d'administration publique.

Les *ministres* sont, au centre de l'empire, sous l'autorité du roi, les chefs de l'administration active pour les services qui ressortissent du département à la tête duquel ils sont placés. L'autorité des ministres s'exerce sur toute l'étendue du territoire, et même hors du royaume, là où s'étend l'exécution du service. C'est un des points par lesquels les ministres actuels diffèrent des ministres de l'ancienne monarchie, dont l'autorité ne s'étendait souvent que sur une partie des provinces pour tel ou tel service. Chaque ministre a des attributions spéciales déterminées par les attributions mêmes du ministère dont il est chargé; mais les ministres ont aussi des attributions générales. Ainsi ils sont les ordonnateurs de toutes les dépenses, chacun dans son département, et à ce titre ils doivent rendre compte aux chambres (*voy.* COMPTABILITÉ); ils ont la direction de tous les agents qui ressortissent à leur ministère, ils confirment ou révoquent leurs actes; ils peuvent déférer au conseil d'état, dans l'intérêt de la loi, les décisions des juridictions administratives qui y ressortissent, et contre lesquelles ils ne se sont pas pourvus dans les délais du réglement; enfin ils ont action sur les citoyens, dans les limites tracées par la loi, pour l'exécution des services qui leur sont confiés. Leur autorité s'exerce par des mesures réglementaires ou individuelles.

Du reste cette autorité doit respecter non-seulement les barrières qui séparent le pouvoir législatif du pouvoir exécutif, et, dans le pouvoir exécutif, l'autorité judiciaire de l'autorité administrative; mais dans l'enceinte même de cette dernière autorité les ministres rencontrent des limites qu'ils ne peuvent franchir sans excès de pouvoir. Dans l'administration active, par exemple, ils ne peuvent faire ni les actes réservés au roi, ni ceux qui toucheraient à des services étrangers à leur département, ni déléguer l'autorité dont ils sont dépositaires, à moins qu'ils n'y soient expressément autorisés, comme pour les sous-secrétaires d'état. Dans l'administration contentieuse, ils ne peuvent ni se substituer aux diverses juridictions administratives, ni intercepter les recours qui leur sont adressés, ni suspendre leur procédure, ni arrêter l'effet de leurs décisions, autrement qu'en les frappant d'appel devant les juridictions supérieures, selon les formes et dans les délais voulus. Enfin, les ministres ne peuvent révoquer leurs propres décisions lorsqu'elles ont conféré des droits à des tiers ou à l'état lui-même.

Les voies de recours contre les actes des ministres varient d'abord selon le genre de réparation que les réclamants veulent obtenir, et aussi suivant la matière à laquelle l'acte attaqué se rapporte. Ainsi, lorsque les citoyens, se croyant lésés par un acte ministériel, en demandent seulement la réformation, ils peuvent, si la matière est contentieuse, se pourvoir au conseil d'état par la voie contentieuse; si la matière est purement administrative, suivre la voie gracieuse ou discrétionnaire; enfin ils peuvent réclamer devant les chambres législatives, par voie de pétition. Mais si les citoyens veulent, à l'occasion d'un acte ministériel, intenter une action juridique à fin de réparations civiles ou une poursuite criminelle, ils doivent s'adresser à la Chambre des députés, qui seule peut autoriser la mise en jugement des ministres devant la Chambre des pairs.

Les *sous-secrétaires d'état*, dont on a fait des essais partiels, à diverses époques depuis 1816, peuvent recevoir des ministres la délégation d'une portion de leur autorité, Lorsqu'une semblable délégation a été faite, le conseil d'état admet que les sous-secrétaires d'état sont tellement substitués aux ministres que c'est à lui directement, et non à ceux-ci, qu'on doit s'adresser pour obtenir la réformation des actes des sous-secrétaires d'état, concernant les services dont la direction leur a été abandonnée. Du reste, cette institution des sous-secrétaires d'état paraît avoir été empruntée à l'Angleterre, sans qu'on se soit suffisamment rendu compte de la différence qui existe dans l'organisation du pouvoir exécutif des deux pays.

Le *préfet* est, sous les ordres des ministres, le représentant de la loi et du roi pour la gestion des intérêts généraux dans son département; mais il est aussi le représentant des intérêts spéciaux du

département, considéré comme unité politique.

Représentant de l'intérêt général dans l'étendue du département, le préfet est investi d'une autorité de nature très diverse. Ainsi, tantôt il est simple organe de transmission, de notification, d'information, de surveillance; tantôt il procède par voie de nomination ou d'institution, de suspension ou de révocation; tantôt il agit avec autorité de commandement sur les personnes et sur les choses, sur les agents subordonnés de l'administration ou sur les citoyens, il prescrit de faire ou de ne pas faire; tantôt il agit pour provoquer la décision d'une autre autorité, soit de l'ordre administratif, soit de l'ordre judiciaire, ou pour la suspendre, par exemple lorsqu'il élève le conflit d'attributions (*voy.* CONFLIT). Enfin, aux termes de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, les préfets dans les départements, et le préfet de police à Paris, peuvent faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous les actes nécessaires, à l'effet de constater les crimes, délits ou contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

Le préfet agit seul ou en conseil de préfecture.

Représentant des intérêts spéciaux du département, le préfet est l'ordonnateur des dépenses votées par le conseil général, auquel il rend compte; il gère les biens propres au département, dirige les travaux, intente ou soutient en son nom les actions devant l'autorité judiciaire ou administrative.

Les actes des préfets sont toujours susceptibles d'être réformés par l'administration centrale. Ces actes peuvent ou plutôt doivent toujours être attaqués devant le ministre que la matière concerne, qu'elle soit contentieuse ou purement administrative. Cependant, pour incompétence ou excès de pouvoir, le recours peut être porté directement au conseil d'état. Il est aussi certains cas où, même pour mal jugé, les actes des préfets sont déférés au conseil d'état, sans passer par l'intermédiaire des ministres; mais c'est qu'une disposition expresse l'a réglé ainsi, et cela n'est guère établi que pour des décisions prises en conseil de préfecture.

Quant aux *sécrétaires généraux* de préfecture, ils ont la garde des archives de la préfecture; ils doivent veiller à ce que les registres sur lesquels les actes des préfets et les décisions des conseils de préfecture doivent être inscrits, soient constamment à jour. Les expéditions de ces actes, délivrées et signées par eux, sont authentiques.

Les *sous-préfets* sont des agents intermédiaires entre les préfets et les maires. Ils sont surtout des organes d'information, de transmission, de surveillance; cependant, dans certains cas, ils ont une autorité qui leur est propre.

La gestion des intérêts spéciaux de l'arrondissement, considéré comme personne civile, appartient au préfet et au conseil général de département; une part pourtant est donnée au sous-préfet et au conseil d'arrondissement, mais l'un n'agit et l'autre ne délibère que sauf confirmation du préfet et du conseil général.

Les *maires* appartiennent, en France, à l'ordre judiciaire et à l'ordre administratif. Ainsi ils sont officiers de police judiciaire et quelquefois juges de simple police, ou officiers du ministère public près les tribunaux de simple police. D'un autre côté, ils sont les représentants de la loi et du roi pour l'accomplissement des services publics dans la commune, et les représentants des intérêts spéciaux de la commune considérée comme établissement public. Enfin les maires remplissent les fonctions d'officiers de l'état civil, fonctions judiciaires selon les uns, administratives selon les autres, et qu'ils exercent sous la surveillance des procureurs du roi.

Représentant de la loi et du roi, le maire est investi d'une autorité très variée. Organe de transmission, de notification, d'information, de surveillance, de contrôle, il est aussi investi d'une autorité de commandement. Cette dernière autorité s'exerce principalement en matière de police municipale, c'est-à-dire dans les matières qui ont pour but d'assurer la sûreté, la commodité et la liberté du passage sur les voies publiques de la

commune, la tranquillité et la salubrité publique, le bon ordre dans les lieux de réunion publique. Pour tous ces objets le maire a le pouvoir de prendre des arrêtés réglementaires, que l'autorité supérieure peut réformer, mais qui doivent être exécutés provisoirement. Il peut, d'ailleurs, requérir la force armée, toutes les fois qu'il le juge utile pour le maintien de la tranquillité.

Représentant des intérêts particuliers de la commune, vis-à-vis de l'état, des particuliers ou des autres établissements publics, le maire est l'ordonnateur des dépenses votées par le conseil municipal, auquel il rend compte; il gère le patrimoine communal; il dirige les travaux communaux; il intente ou soutient, au nom de la commune, les actions devant l'autorité administrative et judiciaire; enfin il exerce une sorte de patronage officieux envers les simples individus habitant sa commune.

Les *adjoints au maire* sont destinés à le remplacer en cas d'empêchement, et aussi à l'assister dans ses fonctions. Ainsi le maire peut leur déléguer telle partie de son administration qu'il juge convenable; ils ont, d'ailleurs, à côté de lui, des attributions qu'ils tiennent de la loi et des ordonnances. Les adjoints étant, comme les maires, tout à la fois les organes de l'intérêt général dans la commune et les représentants des intérêts particuliers de la commune, leur nomination a lieu par le concours du choix des citoyens et de l'autorité royale*.

Les *commissaires de police*, officiers de police judiciaire pour la constatation des contraventions, des délits et des crimes, et officiers du ministère public près les tribunaux de simple police, appartiennent aussi à l'ordre administratif, principalement en ce qu'ils sont appelés à seconder le maire dans l'exercice de la police municipale. Ils agissent sous son autorité. Ils sont rétribués par la commune, mais ils sont nommés par le roi. En effet, ce ne sont pas des agents municipaux; leur mission est une mission d'intérêt général appliquée à une localité.

(*) Si, dans certaines communes, les maires sont nommés par les préfets, c'est comme représentant du roi que le préfet fait la nomination.

Le département de la Seine est soumis, quant à l'organisation de l'autorité administrative, à des règles spéciales, dont chacun conçoit l'utilité. L'autorité préfectorale y est partagée entre deux fonctionnaires : le préfet de la Seine et le préfet de police. Mais, pour compenser ce partage, leurs attributions sont grossies, au détriment des maires de la capitale, de presque toutes celles qui sont dévolues aux maires dans les autres communes. Ainsi, le premier, indépendamment des fonctions conférées aux préfets des autres départements, moins la police générale, est chargé, sauf pour quelques services spéciaux, de la gestion économique de la ville de Paris : aussi est-il considéré comme son premier magistrat municipal, le maire chef. Au second, outre les attributions de police générale confiées aux préfets des départements, et qui ont été distraites, à son profit, de la préfecture de la Seine, appartient, tout ce qui concerne la police municipale à Paris. Les maires des douze arrondissements ont quelques attributions relatives à la garde nationale, à l'état politique, à l'instruction primaire, aux cultes, au commerce, à l'exercice de l'art médical, aux secours publics, aux sépultures, aux importations d'armes, au recrutement et aux contributions; mais des fonctions appartenant aux maires dans les autres communes, ils n'ont conservé intactes que les fonctions d'officiers de l'état civil.

La guerre a deux parties bien distinctes, la partie stratégique et la partie administrative. Chacune d'elles exige des facultés, des connaissances spéciales, qu'il est difficile de trouver réunies dans un même homme. Quelles que soient d'ailleurs les facultés et les connaissances du général, la partie économique de la guerre serait toujours mal placée entre ses mains; il est évident qu'elle serait sacrifiée au succès des opérations militaires. De là l'institution d'un corps spécial d'administrateurs pour l'armée, car les administrateurs ordinaires (les préfets; sous-préfets et maires) ne pouvaient, en général, même sur le territoire national, suffire à cette tâche; quelquefois cependant ils suppléent l'*intendance militaire*. Les fonctionnaires de ce corps

sont placés sous l'autorité du ministre de la guerre. Subordonnés au chef militaire au corps duquel ils sont attachés, en ce sens que, sur son ordre, ils doivent procurer aux troupes telles fournitures, dans le lieu et au moment déterminés, les intendants ou sous-intendants sont indépendants de ce chef quant au mode d'exécution du service qui leur est demandé et quant à la comptabilité.

Les intérêts maritimes de la France sont trop étendus pour qu'on pût en remettre la direction aux fonctionnaires de l'administration civile. On a donc créé cinq grands arrondissements ou préfectures maritimes, dont le chef-lieu est dans chacun de nos cinq grands ports. Le *préfet maritime* est le chef de tout le service de la marine, dans l'arrondissement de sa préfecture. Cette institution remonte à l'an VIII. Sous la Restauration, de 1816 à 1829, on essaya de séparer la gestion économique des autres parties du service: la direction de la première était confiée à un intendant; le reste du service était dirigé par un commandant. Mais, depuis 1829, on est revenu au système des préfectures maritimes, c'est-à dire d'un chef unique pour le service de chaque arrondissement.

Telle est, en France, la hiérarchie des organes de l'administration active constitués sous la forme unitaire. D'après l'esquisse qui précède, on a pu se convaincre que cette organisation est destinée à suffire à tous les développements de l'action administrative. Cependant, pour quelques services spéciaux, qui exigeaient un concours de lumières ou d'efforts, où le partage de la responsabilité offrait des avantages plutôt que des inconvénients, des agences collectives ont été instituées: par exemple, la commission des monnaies, à Paris; les commissions administratives des hospices et les bureaux de charité et de bienfaisance; les conseils de fabriques des paroisses; les intendances et les commissions sanitaires.

Mais à côté des agents proprement dits, qui ont une action directe sur les personnes et sur les choses, l'administration active a son agence auxiliaire, chargée de préparer les actes ou de pourvoir à leur exécution. Parmi les agents auxiliaires, les uns préparent la confection ou l'exécution des actes administratifs dans l'intérieur même de l'administration. Ils n'ont point de contact officiel avec le public, ils sont essentiellement sédentaires. Ils composent ce qu'on appelle, dans le langage du monde, les *bureaux*, et dans celui du droit administratif, les *agents auxiliaires du service intérieur*. D'autres préparent et exécutent à l'extérieur les actes administratifs. Ils ont un caractère public; ils forment ce qu'on appelle l'*agence auxiliaire du service extérieur*, agence qui se divise en presque autant de branches qu'il y a de services publics.

Auprès de ce premier ordre d'organes qui composent l'administration active, nous trouvons, en France, les conseils administratifs, dont l'ensemble forme l'administration délibérante ou délibérative. Nous avons expliqué au mot CONSEILS ADMINISTRATIFS, comment ce second ordre d'organes a été institué pour donner, dans toutes les circonstances un peu importantes, aux actes de l'administration active, la maturité qu'on aurait pu craindre de ne pas toujours rencontrer dans les déterminations d'un fonctionnaire unique. Nous avons aussi exposé comment ces conseils ne gênent cependant en rien la liberté des déterminations des agents administratifs, et comment le désir de mettre à profit leurs lumières et leur expérience des affaires a parfois fait réunir à leurs attributions, purement consultatives, des attributions d'administration active et contentieuse, et même des attributions législatives.

Mais les actes de l'administration active, quelque éclairés que soient les fonctionnaires qui les font et les conseils à la discussion desquels ils ont pu être préalablement soumis, froissent inévitablement les citoyens dans beaucoup de cas. La justice, l'équité, la prudence, demandaient qu'une voie fût ouverte aux réclamations. Ici se présente une distinction importante sur la nature des réclamations.

Les administrés se plaignent, ou de ce que l'acte administratif a froissé leurs intérêts, blessé leurs espérances, ou de ce

qu'il a violé leurs droits. Dans le premier cas, ils s'adressent à l'administration au nom de l'équité : ils cherchent à démontrer que l'intérêt général n'exigeait pas le sacrifice de leur intérêt privé, au moins d'une manière aussi étendue; en conséquence ils demandent la réformation ou la modification de l'acte à l'équité, à la bienveillance de l'administration mieux informée sur les nécessités de tel service public. Dans le second cas, c'est au nom du droit que parlent les administrés, c'est justice qu'ils réclament. Pour des réclamations si différentes la voie du recours ne pouvait être la même.

Les premières se suivent par la *voie discrétionnaire* ou par la voie *gracieuse*, c'est-à-dire que les réclamants s'adressent, pour obtenir la réformation de l'acte qui les a froissés, ou à l'auteur même de cet acte, ou à ses supérieurs dans l'ordre hiérarchique. Du reste, point de formes de procéder rigoureusement déterminées, point de droit définitivement acquis au réclamant dont la requête a été exaucée : nous sommes dans le domaine de l'équité, de la bienveillance; ce que l'intérêt général permet de céder aujourd'hui à l'intérêt privé, demain il peut commander de le reprendre, et l'administration n'a pas pouvoir d'engager l'avenir à cet égard.

Les réclamations de la seconde espèce se suivent par la *voie contentieuse*. Il y a ici litige, procès véritable entre l'administration d'une part, représentant la société, l'intérêt général, et le particulier défendant son droit méconnu, de l'autre. Dès lors, la procédure ne peut plus être, en quelque sorte, arbitraire; les droits n'ont pas de leur nature la mobilité des intérêts : ils peuvent, ils doivent être assis d'une manière certaine; il ne faut pas qu'ils puissent être sans cesse remis en question. Enfin, dans un tel débat, il faut des juges qui n'appartiennent pas à la hiérarchie des agents dont émane l'acte attaqué, et dont la décision ait la même force que les jugements de l'autorité judiciaire dans les litiges qui sont de sa compétence. C'est par ces considérations qu'on a été amené à créer, dans l'administration française, un troisième ordre d'organes, les *juridictions administratives*, ou l'administration contentieuse.

On a dit au mot CONTENTIEUX quelles sont ces juridictions, ou du moins les principales, et le caractère général de leur procédure. Nous ajouterons que nous ne pouvons consentir à les regarder, ainsi qu'on le fait souvent, comme des juridictions exceptionnelles. Elles sont, dans le domaine administratif, les juges ordinaires et naturels, comme les tribunaux de l'ordre judiciaire le sont dans le domaine judiciaire. Autrement que signifierait ce grand principe de l'indépendance réciproque des autorités administrative et judiciaire, dont l'établissement est regardé comme un des titres de gloire de l'Assemblée constituante? D'ailleurs, à chacun sa tâche. Le contentieux administratif appartient à des idées d'un autre ordre que le contentieux judiciaire. Le jugement de ces litiges exige des connaissances spéciales que la vie de l'homme le plus intelligent et le plus laborieux suffit à peine pour acquérir. Le domaine judiciaire lui-même est tellement vaste que, sans parler de la législation criminelle, on a, dans les matières civiles, créé des juridictions spéciales, les tribunaux de commerce et les jurys d'expropriation.

Il est vrai que, sauf la Cour des comptes (*voy.*), l'administration contentieuse est, comme l'administration active et délibérante, instituée à titre amovible, tandis que les juges, dans l'ordre judiciaire, moins les juges de paix, sont inamovibles. C'est là sans doute une différence importante; mais la question de l'inamovibilité appliquée aux juridictions administratives partage les meilleurs esprits*.

Chaque ordre de fonctionnaires administratifs, et chaque fonctionnaire dans son ordre, a ses devoirs spéciaux envers l'état et les citoyens, et en revanche possède des droits. Mais il y a des devoirs et des droits communs à tous les fonctionnaires. Les devoirs moraux de probité, de dévouement, de dignité dans la conduite et de bienveillance, sont sans doute au premier rang; car la force morale,

(*) Les éléments de discussion ont été recueillis avec soin par M. Macarel dans ses *Tribunaux administratifs*.

dans le maniement des affaires publiques, est la plus précieuse: elle économise l'emploi du commandement. Mais ces règles, applicables dans tous les temps, dans tous les pays, n'appartiennent pas au droit administratif. Il en est de même des *droits* que les fonctionnaires ont à la protection de l'état, au respect, à la bienveillance, à la gratitude des citoyens. Parmi les obligations du droit positif en France, il en est qui imposent à tous les agents de l'administration active la responsabilité des actes qu'ils accomplissent ou qu'ils commandent à leurs subordonnés; d'autres défendent le cumul de fonctions déclarées incompatibles, ou celui de traitements dans certaines limites (*voy.* CUMUL, IMCOMPATIBILITÉ, RESPONSABILITÉ). Les droits se rapportent à la rémunération des services par les traitements et l'avancement hiérarchique pendant l'activité, et par les pensions de retraite, lorsque l'âge ou les infirmités interrompent les services. Ces différents points seront examinés ailleurs avec les détails convenables (*v.* FONCTIONNAIRES et HIÉRARCHIE). Nous rappellerons seulement que l'administration délibérante est généralement instituée à titre gratuit.

Après avoir ainsi organisé l'autorité administrative, le législateur a pensé que, pour assurer la durée de cette organisation, il fallait soigneusement empêcher l'invasion de l'administration dans le domaine de l'autorité judiciaire, et réciproquement. Pour atteindre ce but, l'incompatibilité absolue des fonctions judiciaires et administratives a été décrétée. La confusion dans les personnes aurait pu amener la confusion dans les choses. Puis, des pénalités ont été établies contre les fonctionnaires d'une autorité qui empiéterait sur les attributions de l'autre (Code pénal, art. 127 à 131). D'ailleurs, dans l'intérêt plus spécial de l'autorité administrative, qui est amovible et responsable, il a été interdit de traduire devant l'autorité judiciaire un agent administratif pour des faits relatifs à ses fonctions, sans l'autorisation de l'administration supérieure; enfin on a donné à l'autorité administrative la faculté de revendiquer, par la voie du conflit d'attributions, les affaires soumises à l'autorité judiciaire, pour lesquelles cette autorité s'est déclarée compétente, et dont l'administration croit que la connaissance lui est réservée; jusqu'au jugement du conflit par le roi en conseil d'état, l'autorité judiciaire doit surseoir à statuer (*voy.* CONFLIT).

Après avoir exposé l'organisation de l'autorité administrative*, nous devons considérer cette autorité quant à son objet, c'est-à-dire jeter un coup d'œil sur les services publics **.

Il y a entre le droit public et le droit administratif des rapports toujours étroits ***, mais dont l'intimité est plus grande pour certaines matières : telles sont celles qui concernent les rapports de la France avec les étrangers, considérés comme nations ou comme individus; l'exercice des droits civiques; la concession des honneurs et des récompenses publiques, et, dans certains points, la constitution des familles.

Avec les étrangers, considérés comme nations, la France a des rapports de bonne harmonie, dans un intérêt politique et commercial : de là les agences diplomatiques et consulaires (*voy.* ces mots). Elle a aussi des rapports de sûreté, d'où l'institution et l'entretien de la force publique, c'est-à-dire l'armée de terre et de mer, avec leurs auxiliaires la garde nationale et la course maritime. Avec les étrangers pris individuellement, la France a des rapports relatifs soit à l'incolat soit à la naturalisation des divers degrés. Pour tous ces

(*) Ce qui précède ne s'applique pas complétement aux colonies. L'organisation administrative n'y est pas la même que dans la métropole, bien qu'elle repose sur les mêmes bases.

(**) Ces services sont répartis entre les différents départements ministériels, dont ils forment les attributions. La méthode qui se présente, au premier coup d'œil, comme la plus naturelle et la plus certaine pour les étudier, est de parcourir successivement les attributions de chaque ministère. Mais cette méthode a, dans la pratique même, de graves inconvénients. Nous préférons la méthode philosophique adoptée par M. de Gérando.

(***) C'est pour cela que certaines personnes nient l'existence d'un droit administratif. Un illustre professeur, qui ne partage pas cette opinion, M. Rossi, a dit que le droit public forme les têtes de chapitres du droit administratif. Comme c'est à sa plume savante que l'*Encyclopédie des Gens du Monde* doit son article DROIT PUBLIC, nous nous félicitons de marcher à la suite d'un tel chef.

objets les principes, les règles fondamentales se puisent sans doute dans le droit public externe ou interne, mais les règles secondaires les détails d'organisation et d'application appartiennent au droit administratif.

Quant à l'exercice des droits civiques, la rédaction des listes électorales et du jury est confiée à l'administration. Le jugement même des difficultés relatives à la validité des opérations électorales lui est remis, à l'exception de ce qui concerne les élections pour la Chambre des députés.

La concession des honneurs et des récompenses publiques appartient exclusivement à l'administration. La législature n'intervient qu'exceptionnellement, par exemple lorsqu'il s'agit de pensions extraordinaires.

Enfin, quant à la constitution des familles, les majorats et les changements de nom sont du domaine administratif.

Ces diverses matières forment dans le droit administratif une branche spéciale qu'on peut appeler *matières de haute administration*. Elles touchent de si près à la sphère du gouvernement proprement dit qu'elles se confondent parfois avec elle.

Si la grande agrégation politique se personnifie dans l'être moral appelé état, dont les intérêts sont distincts de ceux de ses membres et qui a une existence civile, différant peu de celle des simples individus, il est aussi dans l'état des agrégations plus ou moins nombreuses, qui ont leurs intérêts propres, distincts de ceux de l'état et des particuliers. La législation française reconnaît à certaines de ces agrégations une existence civile, sous le nom d'*établissements publics*. Ce sont des êtres collectifs, ayant capacité pour posséder et acquérir. Ces établissements peuvent se ramener à quatre classes : les établissements d'instruction publique, les établissements religieux, les établissements de bienfaisance et les communautés territoriales. Mais, quoique ces établissements aient des intérêts spéciaux, distincts de ceux de l'état comme de ceux des particuliers, cependant on conçoit qu'ils ne s'isolent jamais de la grande communauté nationale aussi complétement que les individus et les familles. L'état ne peut donc pas les laisser se mouvoir dans une indépendance absolue. Il faut remarquer, d'ailleurs, que ces êtres moraux, ces agrégations, existent indépendamment de tel ou tel de leurs membres, et que leurs intérêts ne se confondent pas toujours ; car pour elles le premier besoin est de se perpétuer, et pour ceux-ci c'est le besoin de jouir. On ne peut donc pas abandonner entièrement la gestion des intérêts des établissements publics au libre arbitre de leurs membres : il serait trop à craindre qu'ils ne sacrifiassent l'avenir au présent. La puissance publique seule est placée convenablement pour satisfaire à l'un sans oublier l'autre, car elle est suffisamment désintéressée du présent, les vues d'avenir lui sont habituelles, et d'ailleurs, dans l'intérêt même de l'état, elle doit déjà exercer une action sur les communautés dont il s'agit. Les établissements publics sont donc placés sous sa tutelle. Cette tutelle ne pouvant s'exercer que par l'appréciation d'une foule de circonstances locales, c'est ordinairement à l'autorité administrative que son exercice est remis; rarement la législature y prend part. L'administration des établissements publics exige des règles nombreuses, qui varient nécessairement suivant la nature des établissements soumis à la tutelle; mais du principe de la tutelle, qui domine toute la matière, sort un petit nombre de points, auxquels se rattachent toute la législation et les réglements, qui forment une des branches capitales du droit administratif.

Un troisième ordre de services publics se rapporte à la *police administrative*, dont le but est d'établir ou de maintenir le bon ordre dans les choses qui sont d'un usage commun, soit par leur nature, soit par la destination de la puissance publique, soit par les habitudes des citoyens. L'action administrative se produit ici sous toutes ses formes. Son autorité de commandement s'exerce par des mesures réglementaires ou individuelles, générales ou locales; et cependant, de toutes les parties du droit administratif, il n'en est peut-être pas qui, dans son immense variété, reflète moins

les mouvements politiques. On peut distinguer dans la police administrative la police des communications terrestres, des eaux, des mines, des subsistances, des professions relatives à l'art de guérir; la police sanitaire, celle de l'industrie, des lieux publics, des établissements de répression, la police rurale, et enfin celle des choses qui touchent plus spécialement à l'ordre moral, par exemple la police de la presse, c'est-à-dire de l'imprimerie et de la librairie.

La *gestion de la fortune publique* appelle un autre ordre de services qui n'est guère moins étendu et qui complète le domaine de l'autorité administrative. Ici encore de graves devoirs lui sont imposés. En effet, en ce qui concerne les ressources de l'état, la législature et l'autorité judiciaire interviennent bien, l'une pour l'assiette de l'impôt, l'autre pour le jugement des questions de propriété ou des difficultés relatives à certains baux du domaine, et surtout quant au contentieux des contributions indirectes; mais c'est à l'autorité administrative que sont réservés l'administration du domaine et presque tout le contentieux de cette matière, la répartition, le recouvrement et le contentieux des contributions directes, puis la perception des impôts indirects. Quant aux dépenses et à la comptabilité publique, non-seulement l'organisation du service, la liquidation, l'ordonnancement, le paiement, les écritures, le contrôle, les comptes, mais le contentieux sont dans les attributions de l'administration. Enfin, dans cette quatrième branche de services publics, sa tâche se complique de toutes les difficultés d'application que présente la science si nouvelle encore de l'économie sociale.

Le droit administratif est donc, en France, une véritable science, qui a ses principes certains et dont l'étendue, toute vaste qu'elle est, peut être mesurée et circonscrite. Mais cette science date de quelques années seulement et n'est malheureusement pas assez répandue Il n'est pas sans intérêt de rechercher comment elle est parvenue à se constituer et ce qui a été fait pour la propager.

On a dit quelquefois qu'il n'y avait pas de droit administratif sous l'ancienne monarchie, parce qu'il n'y avait pas d'autorité administrative proprement dite. Cela n'est pas complétement vrai. Alors comme aujourd'hui, il y avait des services publics à la tête desquels étaient placés des fonctionnaires de différents ordres, et soumis à des réglements, dont la sagesse mérite plus d'éloges qu'on ne le croit communément. Mais ces services n'étaient pas confiés à une autorité spéciale, chargée de leur exécution sur tous les points du territoire, et recevant son impulsion du centre de l'empire. Il y avait donc une matière administrative, des administrateurs et des règles d'administration; mais ces règles, pas plus que les services auxquels elles s'appliquaient, ne formaient un système: voilà pourquoi il n'y avait pas encore de droit administratif à l'état de science. L'Assemblée constituante fit beaucoup pour hâter ce résultat, en séparant nettement l'autorité judiciaire de l'autorité administrative et en confiant cette dernière, sous l'autorité du roi, à six ministres, dont les attributions, groupées autant que possible d'après l'analogie des services, s'étendirent à tout le royaume. Napoléon continua l'œuvre, lorsque son génie organisateur reconstitua presque toutes les branches des services publics, par des réglements préparés et arrêtés par le conseil d'état, auquel toutes les difficultés d'application vinrent aboutir. Dès lors, pour qu'il y eût une science administrative, il ne fallait plus que coordonner les réglements anciens et nouveaux, afin de reconnaître ce qui subsistait des premiers, constater l'esprit qui avait présidé à leur confection, montrer les liens plus ou moins étroits qui unissaient les différentes branches des services et comment on avait été fidèle à ces principes dans la pratique des affaires. La tâche était vaste sans doute: M. Macarel osa le premier l'aborder. En 1818, sous le titre d'*Éléments de jurisprudence administrative*, il publia, en deux volumes, un exposé méthodique des règles de compétence administrative et du fond des matières, extrait des décisions contentieuses du conseil d'état. Pour chaque juridiction et pour chaque matière, les principes empruntés à la

jurisprudence du conseil d'état étaient précédés de notices destinées à faire connaître sommairement la législation et les réglements, dont l'auteur reproduisait d'ailleurs la nomenclature.

Cet essai qui se recommandait par une grande netteté d'exposition, par l'exactitude des recherches et le travail d'ensemble, fut accueilli avec une extrême faveur; il révéla, pour ainsi dire, au public une nouvelle branche du droit. C'était l'œuvre d'un jeune avocat. L'année suivante, une tentative bien autrement vaste fut entreprise par un homme qui avait passé de longues années dans des fonctions éminentes de l'administration active et délibérante et que de remarquables travaux d'idéologie avaient fait recevoir membre de l'Institut. M. de Gérando chargé de professer à la faculté de droit de Paris le cours de droit public, positif et administratif français, créé par l'ordonnance du 24 mars 1819 *, rechercha l'origine de toutes nos institutions, en expliqua le but et le mécanisme, et, appuyé sur l'histoire et la philosophie, montra que les fondements du droit public et administratif étaient dans la morale. Les bases de la science se trouvèrent ainsi jetées de la manière la plus large et la plus solide. Une administration ombrageuse put, l'année suivante, suspendre cet enseignement, non sans dommage pour le pays, mais sans crainte que le droit administratif rentrât dans l'oubli. Une heureuse émulation s'établit. Tandis que M. Macarel fondait le recueil périodique et complet des arrêts du conseil **, des noms nouveaux surgissaient, parmi eux celui de M. de Cormenin, qui publia en 1823 ses *Questions de droit administratif*. Ce livre n'était alors, en effet, qu'un recueil de dissertations sur des questions de droit administratif, que l'auteur, maitre des requêtes au conseil d'état, avait eu l'occasion de débattre dans des rapports faits à ce conseil. Un style ferme, précis, coloré, d'une teinte sévère, et que plus d'un homme de lettres de profession pouvait envier, distinguait cet ouvrage et fit reconnaitre facilement l'auteur d'un écrit anonyme qui avait paru en 1817, *Du conseil d'état comme conseil et comme juridiction*, et que les publicistes avaient remarqué. Depuis, M. de Cormenin, tout en conservant le titre de son livre, en a complétement changé l'objet et le contenu. Dans l'édition publiée en 1826, au lieu de dissertations sur divers points du droit administratif, M. de Cormenin a présenté le résumé de la jurisprudence du conseil d'état (compétence et fond de la matière) sur les principales branches du contentieux, d'après une méthode de déduction logique que M. Macarel avait essayée dans un chapitre de ses *Éléments de jurisprudence*. De substantielles et lumineuses discussions sont jetées dans les notes. Enfin M. de Cormenin a fait précéder chaque matière de la nomenclature des lois, décrets, ordonnances et avis du conseil d'état qui s'y rapportent; chacun de ces chapitres est suivi d'une sorte de bibliographie du sujet. Ainsi refait, l'ouvrage, quoique ne justifiant plus son titre, eut un immense succès *. Par lui, M. de Cormenin est devenu le premier et le plus connu des écrivains de droit administratif. A ces travaux sur la jurisprudence administrative proprement dite se joignaient d'utiles monographies où la législation était exposée, commentée en même temps que la jurisprudence, par MM. Daviel, Dupin aîné, baron Dupin (conseiller maître à la Cour des comptes), Henrion de Pansey, Bavoux, Taillandier, Garnier, Isambert et Macarel. *Les Tribu-*

(*) Cette ordonnance ne faisait que mettre à exécution les dispositions de la loi du 13 ventôse an XII qui avait prescrit d'enseigner, dans les écoles de droit qu'elle instituait, *le droit public français et le droit civil dans ses rapports avec l'administration publique*, et celles du déc. du 4e jour complémentaire an XII, organisant ces écoles.

(**) Dès 1818, M. Sirey, avocat aux conseils du Roi et à la Cour de cassation, avait publié, en 4 volumes in-4°, un recueil de décisions principales du conseil d'état en matière contentieuse, depuis 1806, époque de l'institution de la commission du contentieux, jusqu'à la fin de septembre 1818. Un cinquième volume, publié en 1825, a continué cette collection jusqu'à l'année 1821, époque à laquelle commence le recueil de M. Macarel. M. Sirey est aussi l'auteur du *Conseil d'état selon la Charte*, ouvrage recommandable surtout eu égard à l'époque (1818) à laquelle il a été publié.

(*) La nouvelle édition que l'auteur publie en ce moment et dont deux volumes viennent de paraître, est exécutée sur le même plan.

naux administratifs de ce dernier, œuvre de publiciste plutôt que de jurisconsulte, jetèrent une vive lumière sur la matière encore fort obscure du contentieux administratif. Mais quel que fût le mérite de ces différents ouvrages, il manquait encore un travail qui embrassât l'ensemble du droit administratif positif, qui rassemblât ses matériaux épars. M. de Gérando, rappelé en 1828 dans la chaire qu'on tenait fermée depuis 1820, s'occupa immédiatement de combler cette lacune. Dans le cours de 1829 et dans les premiers mois de 1830, il publia ses *Institutes du droit administratif français*, qui contiennent, en 4 volumes, une sorte de codification des dispositions en vigueur sur l'organisation administrative et sur les services publics, avec l'indication des actes auxquels elles sont empruntées et de ceux qui les ont précédés. L'auteur a placé en tête de l'ouvrage, sous le titre de *Prolégomènes*, une esquisse complète du droit administratif*, et au commencement de chaque matière des notions sommaires qui en exposent les principes. Dix-huit mois ont suffi à l'accomplissement de cette tâche, et pourtant il a fallu dépouiller environ 80,000 lois, décrets, ordonnances et réglements. Ce livre, quelque modestes que soient son titre et ses apparences, marque une nouvelle époque du droit administratif. Après sa publication, cette partie du droit est véritablement entrée dans le domaine des sciences accessibles à tous.

Aussi déjà diverses parties de cet ensemble ont été reprises et développées dans des traités spéciaux, parmi lesquels nous devons citer ceux de MM. Proudhon sur le *Domaine public*, Delalleau sur *les Servitudes militaires* et *l'Expropriation pour cause d'utilité publique*, Tarbé et Cotelle sur les *Travaux publics*. L'enseignement s'est aussi successivement étendu de Paris dans les départements: on professe aujourd'hui le droit administratif dans les facultés d'Aix, de Caen, de Poitiers et de Strasbourg.

Aux noms qui précèdent il est juste d'ajouter celui de M. Allent. Ses connaissances si bien digérées sur presque toutes les branches des services publics, des arts et des sciences qui s'y rattachent, la lucidité de son esprit, ses études littéraires, l'eussent placé au premier rang des écrivains du droit administratif, si une excessive modestie, plus encore que les devoirs de sa position, ne l'avait détourné de composer des ouvrages. L'*Histoire* inachevée *du corps du génie*, l'essai *sur les Reconnaissances militaires*, les articles disséminés dans le *Répertoire de la législation nouvelle* de M. Favard de Langlade, attestent combien le droit administratif perd au silence d'un homme qui pouvait mettre à son service un style toujours plein de choses et de pensées, sous les formes d'une élégante fluidité.

Si la manière dont la puissance publique est constituée en France fait que l'autorité administrative y est mieux déterminée généralement que dans les autres pays d'Europe, et qu'il est par conséquent plus facile d'isoler chez nous le droit administratif des autres branches du droit, il ne faut pas croire cependant que les autres peuples ne connaissent pas le droit administratif. Il faut même avouer que nous avons été devancés par plusieurs d'entre eux dans l'enseignement de cette branche de connaissances. Ainsi dès 1727, Frédéric-Guillaume I^er^, roi de Prusse, père du grand Frédéric, avait créé dans les universités de Halle et de Francfort sur l'Oder des chaires pour l'enseignement des connaissances préparatoires nécessaires aux fonctionnaires de l'ordre administratif. Pour désigner l'ensemble de ces différentes sciences, on employa la dénomination de *Kameralwissenschaften*, ou bien de *Sciences politiques et camérales* (*voy.* ce dernier mot). De la Prusse cet enseignement s'étendit à d'autres parties de l'Allemagne*. Avant la révolution de 1789, le duché de Wurtemberg avait à Stuttgard son académie dite Caroline, où une faculté spéciale

(*) Cet article doit beaucoup à ces Prolégomènes et à l'ouvrage entier, dont il n'est guère qu'un résumé.

(*) M. Rau, professeur d'économie politique à Heidelberg, a publié dans la *Revue étrangère et française de législation* de M. Félix, n^os^ de février et de septembre 1835, deux articles fort intéressants sur l'étude des sciences d'économie politique et d'administration en Allemagne.

était consacrée à l'étude de l'administration et des sciences qui s'y rattachent. Cuvier avait passé quatre années (de 1784 à 1788) à cette académie; il y avait puisé le goût et les rudiments de cette science administrative, qui est un des fleurons de sa couronne de gloire. La Belgique fait enseigner le droit administratif dans ses universités*. J. B R.

DROIT ALLEMAND (*jus germanicum*). Les tribus germaniques dont la fusion forma, au bout d'un certain temps, la nation allemande, entrèrent dans cette communauté politique au milieu de circonstances très différentes, à différents intervalles, avec de très grandes variétés de civilisation et des notions de droit très diverses. Le midi de l'Allemagne et sa partie la plus occidentale se trouvaient depuis longtemps réduits à l'état de province romaine, et la civilisation romaine y avait naturellement exercé une influence prépondérante. Les tribus slavonnes qui s'établirent au nord furent au contraire longtemps sans adopter les mœurs et la langue des Germains. Mais en embrassant le christianisme elles firent le premier pas vers l'établissement d'un ordre légal.

C'est avec la conversion des Allemands à la foi nouvelle que coïncide l'établissement de leurs premières lois, qu'on a mal à propos regardées comme la rédaction en quelque sorte officielle de règles de droit préexistantes, puisque la majeure partie de ces lois se composait de règles qui furent alors établies pour la première fois. Ces lois anciennes datent du v^e^ au IX^e^ siècle : on peut les considérer jusqu'à un certain point comme un pacte entre les vainqueurs et les vaincus, comme une espèce de compromis entre le paganisme et l'antique licence d'une part, et la religion chrétienne et les notions de droit qu'elle suppose d'autre part; comme un essai de conciliation entre la liberté populaire et la souveraineté des princes, enfin comme autant de traités entre un chef et les hommes qui se ralliaient autour de lui, entre des communes et les officiers du prince. Nous citerons les principaux de ces antiques monuments du droit germanique, en renvoyant le lecteur aux articles spéciaux qui leur sont consacrés dans notre ouvrage. Ce sont : la loi des Visigoths, rendue par le roi Euric, de 466 à 484; celle des Francs Saliens, vers la fin du v^e^ siècle; celles des Bourguignons, vers 517; des Francs Ripuaires, de 511 à 534; des Bavarois et des Allemans (*Alemanni*), de 613 à 638; des Frisons, des Saxons, des Angles, à l'époque de Charlemagne; des Lombards, de 643 à 724; des Anglo-Saxons, d'Adalbert de Kent (501-604) jusqu'à la conquête des Normands.

Ces lois se ressemblent à bien des égards, mais cependant on s'exposerait à de graves erreurs en jugeant de la législation d'un de ces peuples sur un point de droit quelconque par une induction tirée de celle d'un autre de ces peuples sur le même point (*voir* sur cette matière l'ouvrage allemand de Phillipps, *Histoire du droit anglo-saxon* (Gœtt., 1825, in-8°).

Les capitulaires rendus par les princes dans les temps postérieurs, alors que le pouvoir royal avait déjà acquis plus de force et d'indépendance, forment la seconde partie de l'histoire du droit allemand; mais il est difficile de déterminer si ces capitulaires (*voy.*) s'étendaient à toutes les parties de l'Allemagne ou s'il y en eut auxquelles elles ne furent point applicables.

A partir du x^e^ siècle, la féodalité devint presque partout la base de la propriété territoriale (*voy.* DROIT FÉODAL) et même du droit public; mais les progrès de l'agriculture, ceux de l'industrie et du commerce firent bientôt naître dans l'Europe occidentale le besoin d'un système de droit plus régulier, plus complet; et cela d'autant plus que le droit romain, dont l'enseignement ne tarda pas à être repris dans la haute Italie, attirait de toutes parts les étudiants et s'infiltrait plus ou moins dans toutes les législations. Ce fut tantôt l'esprit d'émulation et tantôt celui d'opposition qui conduisit à rédiger dans une forme systématique les vieux droits nationaux, et la compilation d'Ekkard de Repkow, qui devint fameuse

(*) *Voir* dans la Revue précitée, n° de janvier 1836, l'analyse sur le haut enseignement en Belgique, et n° d'octobre de la même année, une notice sur l'enseignement universitaire dans le même royaume.

dans la suite sous le titre du *Miroir des Saxons* (*Sachsenspiegel*), fit naître en Allemagne, de 1215 à 1235, une longue suite d'imitations, d'abréviations, d'additions, etc., pendant qu'il s'opérait dans tous les états européens, depuis Naples (*Code de l'empereur Frédéric II*, par Pierre Desvignes, 1231) jusque dans le Nord (*Droit jutlandais du roi Waldemar II*, 1240), un mouvement analogue, et qu'une quantité de villes se constituaient par un droit particulier, par des lois expresses ou par des usages et coutumes (*voy.*). Néanmoins l'éclat dont brillait le droit romain (*voy.*), auquel on donna en quelque sorte pour appendice le droit féodal lombard, ne fit qu'augmenter dans tous les pays, et il finit par exercer la plus grande influence sur les affaires publiques. La législation commune du Saint-Empire (capitulaires, droit féodal, etc.) fut de plus en plus restreinte dans son action par l'autorité particulière des princes qui croissait de jour en jour. Les coutumes de droit propres à l'Allemagne, différentes dans leurs détails, mais qui avaient beaucoup de bases communes entre elles, continuèrent cependant à être en vigueur dans les tribunaux, jusqu'à ce qu'enfin, surtout à partir du xv^e^ siècle, il se manifestât dans la législation particulière de chaque état une activité toujours plus grande. Alors chaque état eut sa législation particulière, et l'ordonnance criminelle (*voy.* Caroline) de Charles-Quint dut faire place à des Codes nouveaux.

Vers l'époque de la guerre de Trente-Ans, on commença à abandonner le droit romain et à étudier le droit national dans ses sources historiques, et cela surtout quant au droit public. Aujourd'hui lorsqu'on se sert de l'expression de *droit allemand*, c'est du droit privé qu'on entend parler, en tant que les sources du droit en vigueur en Allemagne ne dérivent pas de la législation romaine ou papale, non plus que des législations particulières de chaque état (*voir* les ouvrages de Eichhorn et de Mittermaier sur le droit privé allemand). Pour le droit public, on emploie plus volontiers la dénomination de *droit germanique*.

Quant à la méthode aujourd'hui suivie en Allemagne pour l'enseignement du droit en général, on en a déjà dit quelques mots à l'article Allemagne (t. I, p. 475), et il en sera encore question ci-dessous à l'art. Droit naturel. Enfin, notre article Droit criminel, traduit de l'allemand, répandra aussi de vives lumières sur cette partie de la législation dans l'Allemagne en général. *C. L. m.*

DROIT CANON ou ecclésiastique, en latin *jus canonicum*, *jus ecclesiasticum*, science des lois ou canons de l'Église. Quoique l'expression de *droit canon* soit généralement adoptée, il vaudrait mieux peut être la réserver pour le *livre* ou *corps des canons*, et se servir de celle de *droit canonique* pour la *science des canons*, distinction autorisée par Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique*.

Le droit canonique, pris généralement, se divise en droit oriental et en droit occidental. Le premier est à l'usage des églises d'Orient; il comprend le ΣΥΝΟΔΙΚΟΝ *sive Pandectæ canonum SS. apostolorum et conciliorum*, avec des commentaires de Balsamon, de Zonaras et de Blastarès, publié en grec et en latin par Guillaume Beveridge, Oxford, 1672, 2 vol. in-fol., excellent ouvrage; et le *Nomocanon* de Photius, patriarche de Constantinople, avec le commentaire de Théodore Balsamon, patriarche d'Antioche, publié en grec et en latin par Christophe Justel, Paris, 1615, in-4°. Le second gouverne l'église d'Occident ou l'église latine. Les protestants n'ont guère de droit ecclésiastique général, bien que cette science s'enseigne dans leurs facultés de théologie; elle dépend chez eux de la constitution particulière des états.

Le droit canonique occidental, catholique, se divise en *ancien*, qui précède la collection du moine Gratien; en *nouveau*, qui contient le *décret* de Gratien, sur lequel Antoine-Augustin, archevêque de Tarragone, a composé le livre *de Emendatione Gratiani*, Paris, 1672, in-8°, édit. de Baluze, et les autres parties du corps du droit canon : 1° les cinq livres des *Décrétales* de Grégoire IX, compilés en 1234 par saint Raymond de Pegnafort, et qui renferment la collection de Bernard Balbo jusqu'à l'an 1190, celle de

Gilbert, d'Alain et de Gallois de Volterre, celle de Bernard-le-Grand, tirée des registres d'Innocent III; celle du concile de Latran tenu en 1215, et celle de Tancrède, archidiacre de Bologne; 2° le *Sexte* de Boniface VIII, compilé par Guillaume de Mandegot, archevêque d'Embrun, Bérenger de Fredol, évêque de Béziers, et Richard Petroni, évêque de Sienne; 3° les *Clémentines*, préparées par Clément V, et publiées en 1317 par Jean XXII; 4° les *Extravagantes* ou les vingt constitutions de Jean XXII; 5° enfin les *Extravagantes communes* de différents pontifes romains, recueillies pour faire suite au *Sexte*. On reconnaît ensuite un droit canonique *plus nouveau*, qui est formé des derniers réglements ou des constitutions récentes des souverains pontifes. Les canonistes observent que cette distinction n'est pas tellement suivie qu'il ne s'y remarque quelque confusion, et qu'on ne donne la qualification de *droit ancien* au décret de Gratien et même aux décrétales, relativement aux nouveaux réglements. *Voy.* DÉCRET, DÉCRÉTALES, CLÉMENTINES, etc.

Outre le droit *commun* à toutes les parties de l'Église occidentale, on admet encore un droit *particulier* à chaque église nationale, et c'est en vertu de ce droit que l'Église gallicane a conservé et possède ses *libertés* et ses *maximes*.

Le droit *reçu* ou *non reçu* suppose l'acceptation ou la *non-acceptation* expresse ou tacite des décrets. Le droit *abrogé* est celui qui a cessé d'être en vigueur, et le droit *non abrogé* est celui qui est encore en usage.

Le droit canonique se divise aussi en *droit public*, qui se rapporte aux intérêts généraux de l'Église, et en *droit privé*, qui regarde uniquement l'intérêt des particuliers dont se compose l'Église. Cette distinction est principalement adoptée et défendue par le canoniste Gibert.

Richard Simon, sous le pseudonyme de Jérôme Acosta, dans son traité *des Revenus ecclésiastiques*, admet un droit *strict*, dont on ne dispense pas, et un droit un peu *relâché*, dont l'autorité ecclésiastique s'est souvent servie pour s'accommoder à l'humeur de ceux avec qui elle avait affaire; ce sont ses expressions.

Durand de Maillane ne rejette pas la division en droit *écrit* et en droit *non écrit*, admise par les jurisconsultes dans le droit civil.

Enfin, suivant que le droit canonique regarde la foi, les mœurs et la discipline, il peut être appelé droit *dogmatique*, droit *moral* ou droit *politique*.

Si l'on remonte au *décret* de Gratien, on voit qu'il a été précédé par des collections plus anciennes et qui lui ont servi de fondement: celle que Pierre de Marca attribue au pape saint Léon vers 460; celle de Denis-le-Petit en 496 et 500, dont Justel a donné une édition (Paris, 1628, in-8°); celle de saint Isidore de Séville, au commencement du VII^e^ siècle; celle d'Isidore *Mercator* ou *Peccator*, remplie de pièces fausses et dénuée de discernement; celle de Reginon, abbé de Prum, vers la fin du IX^e^ siècle, dont nous avons une excellente édition par Baluze (Paris, 1671, in-8°); celle de Burchard, évêque de Worms, en 1000; celle de saint Abbon, abbé de Fleury, mort en 1004; celle d'Yves, évêque de Chartres, au XII^e^ siècle. Tels sont les anciens matériaux dont Gratien s'est principalement servi pour former sa compilation, sur laquelle Charl.-Séb. Berardi, professeur à Turin, a publié un travail estimable (Venise, 1777, 4 vol. in-4°).

Quand on s'occupe du droit canonique comme science des lois ecclésiastiques, on aime à connaître les canonistes les plus renommés, depuis la publication du *décret* de Gratien en 1151. Nous allons les indiquer sommairement:

Jean Paul Lancellot de Pérone, auteur des *Institutes du droit canonique* insérées ordinairement dans les éditions du *Corps du droit*, composées sur le modèle des Institutes de Justinien et d'un corps complet de droit canonique; Jean Doujat, auteur d'une histoire du droit canonique très estimée et dont il y a eu un grand nombre d'éditions; Gaspard Ziegler a donné le *Droit canonique*, avec des remarques sur les *Institutes* de Lancellot; Claude Fleury, prieur d'Argenteuil, auteur des *Institutions au droit ecclésiastique*, excellent ouvrage dont les meilleures éditions sont postérieures à l'année 1711: il a été traduit en latin

par Bœhmer et publié par Gruber; Augustin Barboza, auteur de plusieurs ouvrages très estimés sur le droit ecclésiastique; Bernard Zéger van Espen, qui a composé le *Jus ecclesiasticum universum :* les dernières éditions sont les plus complètes; Jean Cabbassut, recherché pour la connaissance de la morale; François Suares, jésuite : son Traité des lois est si estimé qu'il a été publié séparément de ses autres ouvrages à Londres en 1679, in-fol.; Louis Thomassin, prêtre de l'Oratoire, connu par des ouvrages très savants sur le droit ecclésiastique; le cardinal Jean de Torquemada, auteur de plusieurs traités sur le droit ecclésiastique; Diègue Covarruvias, autre Espagnol, également célèbre; Jean Dartis, habile canoniste français, qui a fait de bons ouvrages. Le cardinal François Zabarella, Panorme ou Nicolas Tudeschi, archevêque de Palerme, Martin Azpilcueta, dit le docteur Navarre, le docteur Philippe Decius, Prosper Fagnan, les jésuites Paul Laymann et Ernest Pirhing, et quelques autres, ont savamment écrit sur le décret et les décrétales qui l'ont suivi.

Les canonistes les plus connus sur les libertés de l'Église gallicane, sont : le chancelier Jean Gerson, Jacques Almain, le cardinal d'Ailly, Gilles de Rome, Jean de Paris, Jean Major, Simon Vigor, J. Barclai, René Chopin, François Duaren, Edmond Richer, Pierre de Marca, Jacques-Bénigne Bossuet, Antoine Arnaud, Ellies Dupin, les frères Du Puy, Pierre Pithou, Charlas, Chrétien Loup, le cardinal d'Aguirre, le frère Jean-Thomas Roccaberti, archevêque de Valence, compilateur de la grande Bibliothèque pontificale, 21 volumes in-fol., Alphonse Muzarelli, le cardinal Litta, etc.*

Jean-Nicolas de Hontheim, évêque de Myriophite, publia en 1763, sous le nom de *Febronius*, un ouvrage intitulé *De statu præsenti ecclesiæ et legitimâ potestate romani Pontificis*, dont les principes furent censurés par l'autorité ecclésiastique et désavoués par l'auteur. Cet ouvrage fut traduit en français par l'abbé prémontré Remacle Lissoire, sous le titre de *Traité du gouvernement de l'Église, et de la puissance du pape par rapport à ce gouvernement.* Il a été réfuté par Zaccaria, Froben, Zech, Kleiner, Feller et Bergier.

Depuis la révolution de 1789 on n'étudie plus en France le droit canonique ; *il a cessé d'exister*, suivant l'expression d'un prêtre constitué en dignité. A cette époque on distinguait Maultrot, Piales, Larrière, Camus, Lanjuinais, Durand de Maillane et quelques autres. L'Allemagne avait aussi des canonistes de la même école. L'Italie seule fournit maintenant quelques canonistes, parmi lesquels on remarque Jean Devoti, archevêque de Carthage, *in partibus*, un des compagnons de voyage de Pie VII en France, et qui a publié un ouvrage souvent réimprimé et très accrédité : *Institutionum canonicarum libri quatuor*, 4 vol. in-8°. J. L.

DROIT CIVIL. On comprend sous cette désignation l'ensemble des lois destinées à régler les matières *civiles*, par opposition aux autres branches de la législation générale de l'état, tels que le droit criminel qui embrasse le code des délits et des peines, et la procédure criminelle, etc. Montesquieu définit vaguement le droit civil, le corps des *lois dans le rapport que tous les citoyens ont entre eux.* Rousseau considère les lois civiles comme le second des rapports ou relations nécessaires pour donner la meilleure forme possible à la chose publique. « La seconde relation, dit-il, est celle des membres entre eux, ou avec le corps entier; et ce rapport doit être au premier égard aussi petit et au second aussi grand qu'il est possible ; en sorte que chaque citoyen soit dans une parfaite indépendance de tous les autres, et dans une excessive dépendance de la cité : ce qui se fait toujours par les mêmes moyens; car il n'y a que la force de l'état qui fasse la liberté de ses membres. *C'est de ce deuxième rapport que naissent les lois civiles* (*Contrat social*, chap. XII). »

Les matières civiles sont très nombreuses dans la législation des peuples policés, car elles s'étendent à tous les intérêts privés de l'homme. Ainsi tout ce qui touche aux personnes, c'est-à-dire

(*) Les ouvrages les plus récents sur le droit ecclésiastique protestant sont ceux de Pahl et de Krug, en allemand. S.

à la jouissance des droits civils et à la privation de ces droits, aux actes de l'état civil, au domicile, au mariage, au divorce, à la séparation de corps, à la paternité, à la filiation, à la tutelle, aux servitudes, aux donations, testaments, contrats ou obligations de toutes espèces, hypothèques, etc., forme la base du droit civil.

On conçoit que les règles qui embrassent un si grand nombre d'objets ont dû varier suivant les temps et les mœurs des peuples auxquels elles étaient destinées. Elles ont commencé sans doute par dériver de l'application qu'on faisait des principes de l'équité naturelle, dans l'enfance des sociétés, lorsqu'il s'agissait de vider un différend élevé soit à l'occasion d'une question de propriété, soit sur l'interprétation d'une convention, etc. Ce n'est que plus tard que le recueil de ces divers *précédents* a dû être fixé par écrit pour servir de règles uniformes. Suivant Plutarque, Lycurgue défendit d'écrire les lois, mêmes civiles. Caïus Papirius paraît être le premier qui rassembla, peu de temps après l'expulsion des Tarquins, les lois royales, c'est-à-dire tant sacrées que civiles, que le peuple romain, distribué en curies ou en centuries, avait sanctionnées et qui sont désignées sous le nom de *curiatæ, centuriatæ*. On a été obligé d'aller rechercher les fragments incomplets de ce droit Papirien dans Cicéron, Tite-Live, Plutarque et dans d'autres écrivains et l'on en a formé un recueil en 36 articles. Le deuxième code romain est la loi des Douze-Tables, rédigée par les décemvirs sur le modèle des lois grecques. Depuis cette époque jusqu'à Auguste, les codes, les édits, les décrets se multiplièrent à l'infini. On n'a conservé aucun texte ni du droit Flavien, ouvrage où Cneïus Flavius avait expliqué les formules judiciaires, ni du droit Élien, rédigé par Ælius Catus, l'an de Rome 533. Les préteurs donnèrent naissance au droit *prétorien* qui interprétait les lois, les modifiait, et suppléait à leur silence. On n'en connait que les textes qui ont été insérés dans les compilations publiées plus tard (*voy.* DROIT ROMAIN). Il en est de même de plusieurs lois particulières désignées sous le nom de leurs auteurs, telles que la loi Lætoria sur les mineurs, la loi Furia sur les testaments, etc., etc. Entre la bataille d'Actium et Constantin, les deux lois les plus remarquables sont : la loi royale d'Auguste et l'édit perpétuel d'Adrien. Constantin fit rédiger deux codes civils, appelés Grégorien et Hermogénien, du nom de leurs auteurs. Le code Théodosien, rédigé par le jurisconsulte Antiochus, contenait seize livres sur toutes les parties du droit. Mais ce sont les compilations de Justinien qu'il faut spécialement consulter si l'on veut connaître à fond le droit civil des Romains. On sait que ces compilations sont l'œuvre de Tribonien et d'autres jurisconsultes.

Les Romains avaient porté leur législation partout où ils avaient étendu leur empire, mais il paraît qu'ils n'en firent l'application qu'aux citoyens romains. Les hordes barbares qui pénétrèrent en Europe, aux V^e^, VI^e^ et VII^e^ siècles, avaient une législation qui leur était propre et qu'ils ne cherchèrent pas non plus à faire adopter par les peuples vaincus. Il résulta de là le mélange singulier d'autant de lois qu'il existait de races diverses foulant le même sol. Telle est du moins l'opinion de Montesquieu et de plusieurs autres auteurs. « Le Franc, dit Montesquieu, était jugé par la loi des Francs, le Bourguignon par la loi des Bourguignons, le Romain par la loi romaine; et bien que l'on songeât dès ce temps à rendre uniformes les lois des peuples conquérants, on ne songea pas même à se faire législateur du peuple vaincu. »

Ces diverses lois finirent pourtant par se localiser, s'il nous est permis d'employer ce terme. C'est ainsi que la loi salique fut plus particulièrement en vigueur aux bords de la Seine, la loi gothique dans les contrées voisines de la Loire, la loi des Ripuaires sur les rives du Rhin, la loi romaine dans les provinces du midi. Le clergé toutefois réclamait pour loi l'application du droit romain et du droit canonique (*voy.*).

Les capitulaires qui furent rendus depuis Childebert I^er^, au milieu du VI^e^ siècle, jusqu'à Louis-le-Fainéant, à la fin

du x^e^, contenaient des dispositions relatives au droit civil. Au milieu de tous ce chaos, la France finit par se diviser en deux grandes parties, connues sous le nom de *pays du droit coutumier* et de *pays du droit écrit* (*voy.* COUTUME et DROIT FRANÇAIS).

Malgré que des lois, générales quant à leur application, mais spéciales dans leur objet, eussent été rendues depuis les développements successifs de la centralisation, cet état de choses durait encore lorsque la Révolution française vint permettre de réaliser l'espoir de tous les hommes éclairés, en soumettant le royaume à une législation uniforme.

L'Assemblée constituante toutefois ne put que jeter les bases du nouveau droit civil français. Ce fut la Convention qui essaya de coordonner les diverses dispositions de cette législation; mais emportée par les terribles événements qui signalèrent sa longue et orageuse session, elle ne put achever cet ouvrage, et il n'en resta qu'un projet dû à la savante expérience de Cambacérès (*voy.*).

Napoléon prit à tâche de doter la France d'un Code de droit civil qu'elle attendait depuis si longtemps, et ce fut, on doit le reconnaître, à son génie actif et puissant qu'on dut l'achèvement et la mise en vigueur du Code civil qui est appelé à régir pour longtemps les intérêts privés des Français (*voy.* CODE CIVIL).

Beaucoup d'ouvrages ont été destinés à traiter des diverses règles qui composent l'ensemble ou les parties séparées du droit civil. Domat (*voy.*) a publié vers la fin du XVII^e^ siècle, sous le titre de *Lois civiles dans leur ordre naturel*, un livre important qui dénote un esprit juste et des vues sages quoique peu élevées. Le droit français, tant ancien que nouveau, a donné lieu à des commentaires dont quelques-uns sont estimés. Les œuvres de Pothier comprennent des traités remarquables sur la plupart des branches du droit civil (obligations, ventes, sociétés, etc.). Les *Principes du Droit français suivant les coutumes de Bretagne*, par Poullain Duparc méritent d'être placés à côté des ouvrages de Pothier, quoique moins connus que ces derniers. Le *Droit civil français*, par feu M. Toullier, est le meilleur commentaire qui ait été entrepris jusqu'ici sur l'ensemble du Code civil. Les principaux titres de ce code ont donné lieu à des traités ou commentaires que nous ne pouvons mentionner ici parce qu'ils sont trop nombreux.

Le droit civil étranger mérite aussi une mention toute particulière. L'Autriche possède un corps de droit civil qui satisfait à ses besoins. La Prusse est régie par un code général qui ne constitue pas une loi principale, un droit positif immédiat, comme l'est en France le Code civil, mais qui est destiné à combler les lacunes que les lois, coutumes et statuts en vigueur dans ses différentes provinces peuvent présenter. Le code français a servi de type à plusieurs nations étrangères. Ainsi, Haïti se l'est en quelque sorte approprié en 1825; il en est de même de la Louisiane, du royaume de Naples, du duché de Parme, du grand duché de Bade et de quelques cantons de la Suisse, particulièrement de celui de Vaud. Le système français, sauf certaines modifications, a conservé son empire dans les provinces du Rhin appartenant à la Prusse et à la Bavière, à Genève, en Belgique, dans les Pays-Bas, etc. Quant à la Russie, son droit civil se trouve coordonné dans le corps de lois en vigueur depuis le 1^er^ janvier 1835 (*voy.* CODIFICATION). Les lois anglaises, en matières civiles, sont généralement fort difficiles à étudier; ceux qui voudraient s'en faire une idée exacte devront recourir au célèbre commentaire de Blackstone (*voy.*). et à un ouvrage très substantiel intitulé *The cabinet Lawyer.*

On comprend que si nous voulions donner ici les règles qui constituent le droit civil, nous dépasserions de beaucoup les bornes de cet article, et d'ailleurs les principales de ces règles ont été ou seront retracées dans cet ouvrage sous leurs désignations respectives. Nous dirons seulement qu'une bonne législation civile doit être claire, précise, donner peu de prise à l'interprétation, et par conséquent ne pas favoriser l'esprit de chicane. Il y a deux manières de traiter le droit civil, soit sous le point de vue théorique comme Bentham et feu M. Comte, soit sous le

rapport de l'utilité pratique, comme Pothier, Toullier, etc. Chacune de ces méthodes présente des avantages, et toutes deux ne peuvent que concourir, lorsqu'elles sont employées par des esprits élevés, à l'amélioration de l'une des branches les plus essentielles de la législation générale des états. A. T-R.

DROIT COMMERCIAL. On donne ce nom aux coutumes et aux lois écrites destinées à régler les relations des négociants entre eux pour les opérations de leur commerce. Il est facile de concevoir en effet que les prescriptions du droit civil ne sont pas toujours applicables aux matières commerciales, et que des exceptions ont dû être apportées à la législation générale, lorsqu'il s'est agi de déterminer les bases des transactions nombreuses et variées auxquelles donnent naissance les besoins et le mouvement du négoce.

Aussi retrouve-t-on les traces d'une législation toute spéciale, appliquée aux choses commerciales, chez les peuples de la plus haute antiquité, et notamment parmi ceux qui se sont livrés avec le plus d'activité et de succès aux entreprises de cette nature. Cette législation même leur a quelquefois valu les éloges des plus anciens historiens, et, pour n'en citer qu'un exemple, nous rappellerons ici que la Bible nous dépeint la sagesse des institutions destinées à protéger le commerce à Tyr (*In multitudine sapientiæ tuæ et in negotiatione tuâ multiplicasti tibi fortitudinem.* Ezech, c. XXVIII, v. 5). Les lois des Rhodiens surtout avaient acquis une grande réputation de sagesse en matière de droit maritime, et Cicéron leur rendit hommage en présence du peuple romain (*Pro lege Manil.*, § 18).

De tous les peuples anciens, les Athéniens sont ceux dont on a conservé le plus de notions d'une législation commerciale. Effectivement Démosthène, dans ses plaidoyers, a rapporté beaucoup de faits qui, rapprochés les uns des autres, permettent de se former une idée de ce qu'était alors le droit relatif au négoce. Il en résulte la preuve que le commerce jouissait à Athènes d'une haute protection, à tel point que des peines étaient prononcées contre celui qui reprochait à un autre la médiocrité du trafic auquel il se livrait, et qu'on condamnait à de fortes amendes ceux qui intentaient une action mal fondée contre un commerçant. La preuve écrite y était admise en matière commerciale. L'acte qui la contenait était déposé entre les mains d'un tiers, lorsque les contractants ne jugeaient pas à propos de le laisser à l'un d'eux, et la preuve de ce dépôt était faite par témoins ou par la déclaration du dépositaire. Cependant, à moins qu'une loi n'eût expressément exigé la rédaction d'un contrat, les obligations et surtout les libérations pouvaient être prouvées par témoins, qui devaient déposer de ce qui était à leur connaissance personnelle et non de simples ouï-dire. On a même remarqué que les commerçants, dans la vue d'assurer leur crédit et d'acquérir ou de conserver une grande réputation d'exactitude, prenaient beaucoup de témoins des paiements qu'ils effectuaient. Des précautions étaient prises pour garantir la fidélité des vendeurs, et la commission, telle que nous l'entendons encore aujourd'hui, était en grande activité à Athènes. On y connaissait aussi la banque et l'échange des monnaies. Les banquiers étaient tenus d'avoir des registres sur lesquels ils inscrivaient jour par jour ce qu'ils recevaient et ce qu'ils payaient, de qui ils avaient emprunté et à qui ils devaient rendre. Les sociétés commerciales, les prêts sur nantissement, le cautionnement, etc., étaient également en usage parmi les Athéniens et assujettis à des règles qui se rapprochent en plusieurs parties de celles qui s'appliquent encore à ces contrats. Enfin le commerce maritime y était protégé par une législation en rapport avec l'état social de cette époque, et particulièrement par l'institution des *proxènes*, dont les fonctions ressemblaient assez à celles de nos consuls modernes. Le contrat d'assurance ne paraît pas y avoir été connu, mais en revanche on y faisait un usage très fréquent du contrat à la grosse. Démosthène, dans son plaidoyer contre Lacritus, est entré dans de nombreux détails sur ce dernier contrat.

Nous renvoyons les personnes qui vou-

draient de plus amples notions sur le droit commercial chez les Athéniens à l'ouvrage de Samuel Petit, intitulé *Leges atticæ*, et au chap. II du tome I^er^ de la *Collection des anciennes lois maritimes*, par M. Pardessus.

A Rome, l'agriculteur eut d'abord une prééminence marquée sur le commerçant, mais dans la suite la force des choses amena une sorte d'équilibre entre ces deux professions. Les règles relatives aux transactions commerciales chez ce peuple célèbre doivent être recherchées particulièrement dans Cicéron, dans les Pandectes, le Code, les Institutes de Gaïus, les sentences de Paul. On y voit que le change des monnaies y était pratiqué ainsi que la banque. Quant aux sociétés, elles furent régies par les titres du Digeste et du code *Pro socio*. Le droit commercial maritime des Romains nous montre que le contrat à la grosse leur était connu; mais le contrat d'assurance, du moins tel qu'on l'entend aujourd'hui, n'était pas en usage parmi eux, et Émérigon pense qu'ils y suppléaient, soit par les contrats conditionnels ou aléatoires, soit par la fidéjussion. Du reste ce droit fut emprunté des Rhodiens, entre les années 699 et 703 de Rome (55 à 51 ans av. J.-C.), suivant Haubold. La législation rhodienne, que nous n'avons fait que mentionner ci-dessus, mérite quelques détails. Elle est en effet d'une haute antiquité et a été louée par Cicéron, par les historiens et par les jurisconsultes. On s'est beaucoup occupé de la question de savoir si elle avait été écrite. Meyer a soutenu qu'elle ne consistait qu'en simples coutumes, généralement suivies; M. Pardessus pense, au contraire, que les expressions employées dans les Pandectes, *lege Rhodiâ cavetur*, *lege Rhodiâ judicetur*, indiquent de véritables textes, et que c'est un droit écrit que Cicéron désigne par le mot *disciplina*, Strabon par εὐνομία. Une opinion qui paraît être incontestable, c'est que la compilation qui nous est parvenue sous le nom de *Droit naval de Rhodes* est une production du moyen-âge : c'est une thèse qui a été soutenue avec une grande évidence par beaucoup de savants jurisconsultes, depuis François Baudoin jusqu'à M. Pardessus.

Les invasions des Barbares en Occident, tout en portant un coup funeste au commerce, ne déracinèrent point les principales dispositions du droit romain en matière commerciale, parce que ces dispositions étaient fondées sur des principes naturels qui résistent au temps et aux révolutions. Ainsi on voit par les annotations d'Anien que le prêt à la grosse était encore en usage de son temps, de même que le jet et la contribution à laquelle il donne lieu, conformément aux définitions que l'on trouve dans le Digeste.

Vers l'époque dont nous nous occupons, Amalfi tient une place importante dans l'histoire du droit commercial : si l'on en croit Azuni, cette ville possédait une cour d'amirauté à laquelle ressortissaient librement toutes les nations commerçantes de la Méditerranée et Constantinople elle-même. M. Pardessus pense que cette opinion n'est appuyée sur aucun témoignage historique; toutefois, il est incontestable qu'Amalfi renfermait un tribunal de consuls chargés de prononcer sur les contestations intervenues entre négociants. Les Athéniens avaient connu une institution analogue, et les villes de Trani, Pise et Marseille en possédèrent également.

Le XII^e^ siècle vit éclore une très grande prospérité commerciale, et, par suite, des institutions protectrices des droits des négociants. L'association des villes de l'Italie pour la conquête de leurs libertés montra l'influence que l'industrie et la richesse donnaient dès lors à ceux qui se livraient au commerce. L'opinion la plus généralement répandue fixe dans le cours de ce siècle l'invention de la lettre de change et l'attribue aux Juifs, quoiqu'il y ait peut-être autant de motifs de l'attribuer aux Lombards ou aux Florentins établis à Lyon. Les foires de Champagne et de Brie, très florissantes à cette époque, étaient fréquentées par des Italiens qui y faisaient le commerce d'argent et introduisaient ainsi en France les coutumes de leur pays.

Le contrat d'assurance paraît être le dernier qui ait été inventé par la coutume des commerçants: on le trouve bien établi au commencement du XV^e^ siècle

dans la Méditerranée, et il devint ensuite l'une des branches principales de la législation commerciale et maritime.

La compilation appelée *Rooles* ou *Jugements d'Oléron* est l'un des monuments les plus importants du droit maritime au moyen-âge. Les avis sont partagés sur la question qui consiste à savoir dans quel pays et à quelle époque ce recueil a été rédigé. Les uns pensent que les Rôles d'Oléron sont la traduction d'un certain nombre d'articles de la compilation dite *Droit maritime de Wisby*, qu'ils considèrent comme la plus ancienne du moyen-âge; d'autres croient qu'ils ont été originairement rédigés sous le nom de *Jugements de Damme* et qu'ils furent successivement appropriés aux localités dans diverses contrées de l'Europe; d'autres encore les attribuent à l'Angleterre, et plusieurs prétendent que des rois de ce pays les ont publiés et augmentés. Leibnitz croit que les Rôles d'Oléron sont l'ouvrage d'Othon de Saxe, lorsqu'il était seigneur d'Oléron, par la cession que Richard I^er^, roi d'Angleterre, lui avait faite de la Guienne et du Poitou en échange du comté d'York. Les Français enfin les revendiquent, et pensent qu'Éléonore de Guienne, femme du roi Louis VII et duchesse d'Aquitaine, fit rédiger ces usages, ou du moins les revêtit du sceau de son autorité à son retour de la croisade où elle avait accompagné son mari. Quoi qu'il en soit de ces diverses opinions, les Rôles d'Oléron, imprimés par Clairac dans ses *Us et coutumes de la mer*, d'après le texte inséré dans le *Grand Routier de la mer* de Gari et réimprimés avec plus de soin et d'après d'anciens manuscrits par M. Pardessus dans le t. I^er^ de sa *Collection des anciennes lois maritimes*, est l'un des plus précieux documents de la jurisprudence commerciale au moyen-âge.

Les *Assises de Jérusalem*, code célèbre importé par les croisés dans la Terre-Sainte, renferment aussi, dans la partie appelée *Court dès borgès* (Cour des bourgeois), des détails curieux sur le droit commercial et maritime de cette époque.

La Flandre et les Pays-Bas jouissaient au moyen-âge d'une trop grande prospérité commerciale pour que les lois concernant cette matière n'y aient point été empreintes du sceau de l'expérience. De là vient la célébrité des usages appelés *Jugements de Damme* ou *Lois de Westcapelle*, des *Coutumes d'Amsterdam*, d'*Enchuysen*, de *Stravern* et du *Droit maritime de Wisby*.

Enfin nous devons encore mentionner ici le *Consulat de la mer* dont on ignore l'origine et l'époque, mais qui est rédigé en langue romane, et qui parait remonter au XIV^e^ siècle; puis le *Guidon de la mer* dont on retrouve plusieurs des dispositions reproduites dans l'ordonnance de 1681 sur la marine, et enfin le *Droit maritime de la ligue anséatique*.

La grande révolution commerciale qui s'opéra au XV^e^ siècle, par suite de la découverte de l'Amérique et d'un passage par le cap de Bonne-Espérance, dut influer sur la législation relative aux affaires du négoce. Les anciennes coutumes qui privaient les naufragés du droit de recueillir leurs débris disparurent peu à peu; les bourses de commerce se répandirent, un frein fut apporté à la piraterie, les captures de guerre furent régularisées; en un mot ce que les usages commerciaux avaient conservé de la barbarie de l'âge antérieur fit place à une législation plus digne de peuples marchant à grands pas vers la civilisation.

Nous avons esquissé jusqu'ici l'histoire du droit commercial des principaux peuples de l'antiquité et de l'Europe pendant le moyen-âge : nous devons maintenant jeter un rapide coup d'œil sur les institutions de même nature propres à la France, en partant du règne de saint Louis. Ce sage prince protégea le commerce, et l'on voit par le Recueil du prévôt Étienne Boyleau, intitulé les *Établissements des métiers de Paris*, que l'industrie était dès ce temps très florissante dans cette ville. Les métiers étaient assujettis à des réglements qui, sans doute selon nos idées actuelles d'économie politique, sont propres à les entraver, mais qu'on retrouve dans toutes les législations commerciales de cette époque. Du reste, saint Louis prenait

des précautions contre la falsification des poids et mesures, réprimait la fraude de certains marchands, et particulièrement des marchands de draps, assurait la police des chemins, et par là contribuait à la prospérité du commerce dans ses états. Ses successeurs imitèrent quelquefois son exemple, mais les guerres étrangères et civiles qui désolèrent la France pendant plusieurs siècles durent nuire au commerce tant intérieur qu'extérieur et aux institutions destinées à le favoriser. Nous arrivons en conséquence jusqu'à François II, ou plutôt jusqu'au chancelier L'Hospital, sans rencontrer aucune loi importante relative à la matière dont nous nous occupons. Ce fut au mois d'août 1560 que ce grand magistrat fit rendre l'édit qui renvoyait devant arbitres tous les procès intervenus entre les négociants pour fait de leur commerce. L'Hospital créa en novembre 1563 la juridiction des juges-consuls de Paris et organisa une institution qui existe encore aujourd'hui avec les changements que la différence des temps a dû y apporter.

Après ces monuments législatifs, les plus dignes de remarque sont : l'ordonnance du commerce de mars 1673 et l'ordonnance de la marine d'août 1681. Ces deux grands codes sont empreints de la hauteur de vues qui a caractérisé l'administration de Louis XIV, et le Code de commerce qui nous régit aujourd'hui est en grande partie basé sur les dispositions contenues dans ces deux ordonnances.

Une bonne législation commerciale embrasse un grand nombre d'objets. Elle doit d'abord définir la qualité de commerçant et préciser les obligations spéciales auxquelles sont assujettis ceux qui possèdent cette qualité, notamment pour la tenue de leurs livres de commerce. Les règles des différentes espèces de sociétés doivent y être tracées avec soin, ainsi que les devoirs des officiers publics, tels que les agents de change et les courtiers, préposés par la loi pour la garantie de certains marchés. Les lettres de change et les autres billets de commerce doivent y être également définis, ainsi que les faits qui s'y rattachent, comme l'acceptation, l'intervention, l'échéance, l'endossement, la solidarité, l'aval, le paiement, soit direct, soit par intervention, le protêt, etc. La faillite surtout, avec les divers caractères qu'elle peut présenter et qui augmentent ou diminuent sa criminalité, la procédure à laquelle elle donne lieu, l'organisation des créanciers qui y figurent, le concordat, le contrat d'union, la réhabilitation, etc., doivent y être réglés avec le plus grand soin. Enfin le commerce maritime doit y occuper la place importante qu'il exige. Les navires et les différents intéressés qui s'y rattachent, tels que les propriétaires, le capitaine, les matelots et gens de l'équipage ; les chartes-parties, affrétements ou nolissements, les connaissements, les contrats à la grosse, les assurances, les délaissements, les avaries, le jet et la contribution, telles sont les matières difficiles qui trouvent place dans le droit maritime, dans ses rapports avec le commerce. Les principes fondamentaux de chacune des matières que nous venons d'énumérer trouvant leur place dans cette Encyclopédie, sous leur désignation respective (*voy.* ASSURANCE, CONTRAT, BOURSE, COURTIER, CHARTE-PARTIE, etc., etc.), nous devons nous abstenir d'en parler plus longuement ici.

Le Code de commerce (*voy.*) qui régit la France depuis 1808 a coordonné les diverses parties de la législation commerciale et maritime, et en a fait un ensemble satisfaisant pour l'ordre méthodique, mais qui laisse beaucoup à désirer dans plusieurs de ses dispositions, particulièrement dans celles qui concernent les faillites. Aussi le gouvernement s'occupe-t-il depuis longtemps du soin de faire préparer un nouveau titre qui comprendra cette matière.

Le Code général de Prusse contient des titres relatifs à toutes les matières commerciales. Le grand-duché de Bade a adopté le Code de commerce français avec plusieurs modifications. Dans presque tous les autres états de l'Allemagne il existe des lois sur les lettres de change, ainsi qu'en Autriche, en Bavière, dans le royaume de Saxe et dans les duchés de Saxe, en Wurtemberg, en Hanovre, dans les duchés de Brunswic, d'Anhalt

et dans les quatre villes libres. Dans l'électorat de Hesse et dans le grand-duché de Hesse, la jurisprudence des tribunaux a adopté comme loi sur les lettres de change celle de Francfort. Nulle part en Allemagne il n'y a de lois spéciales en matière de faillite: cette matière rentre dans ce qu'on appelle le *concours des créanciers* (*concursus creditorum*), et qui comprend à la fois la faillite et la déconfiture, qui sont régies par les mêmes lois. Les autres matières commerciales sont soumises aux lois ordinaires. En Angleterre, où il n'existe pas de codes, il y a des lois spéciales sur ces matières; c'est ainsi que les dispositions relatives aux banqueroutes ont été refondues dans un acte passé pendant la session de 1825 (6^{me} Georg. IV, c. 16). Les assurances maritimes, celles qui ont lieu contre l'incendie, sur la vie des hommes etc., y ont été aussi l'objet de nombreuses dispositions législatives. L'Espagne possède un code de commerce et de procédure commerciale dont la traduction doit faire partie de la *Collection des lois civiles et criminelles des États modernes*, par M. Victor Foucher.

Beaucoup d'ouvrages ont été publiés chez les différents peuples sur la législation commerciale. Le Code de commerce français a trouvé un commentateur éclairé dans M. Pardessus (*Cours de droit commercial*, 5 vol. in-8°). On estime aussi la *Législation commerciale* de M. Em. Vincens (3 vol. in-8°). M. Fremery a publié, sous le titre d'*Études de droit commercial*, un volume contenant les principales règles de la matière, et M. Mollot un traité des *Bourses de commerce* (1 vol. in-8°). Sous l'ancienne législation, le *Traité des assurances* d'Émérigon et le *Commentaire sur l'ordonnance de la marine* par Valin avaient acquis une juste renommée, qui s'est conservée intacte dans l'opinion des jurisconsultes. Enfin nous ne devons pas omettre de mentionner, en terminant, l'importante *Collection des lois maritimes antérieures au* XVIII^{e} *siècle*, dont M. Pardessus a déjà publié 3 vol. in-4° et qui renferme les textes des plus précieux documents législatifs concernant cette matière, enrichis d'introductions, de dissertations et de notes qui jettent un grand jour sur l'histoire du droit commercial et maritime des différentes époques qu'elle embrasse. A. T-R.

DROIT CONSTITUTIONNEL, *voy.* DROIT PUBLIC et CONSTITUTION.

DROIT COUTUMIER, *voy.* COUTUME.

DROIT CRIMINEL. C'est la science du droit de punir. Il n'y a point de partie du droit où règnent plus de dissidences entre les diverses opinions des savants; il n'y en a pas non plus où ces dissidences exercent une plus grande influence, tant sur la théorie que sur la pratique, que dans le droit criminel, c'est-à-dire dans la théorie des lois dont l'objet est non-seulement de réparer le dommage résultant d'actions illégales, mais encore de punir l'auteur de ces actions au nom de l'état, en lui causant un mal. La question ne peut être résolue par des règles positives, car le problème à résoudre est précisément de mettre ces règles en harmonie avec la justice naturelle. Les gouvernements, il est vrai, ont usé du droit de punir depuis un temps immémorial, sans attendre le résultat de ces recherches et même sans s'y arrêter, parce qu'il était évident que nul état ne pouvait subsister sans la justice criminelle. Mais quand même on considérerait l'existence légale du droit de punir comme établie par le fait, il resterait une foule de questions qui ne peuvent être résolues que par le droit naturel et qui importent plus encore à l'exercice du droit qu'aux théories législatives.

En effet, avant de s'occuper du but de la peine, il y a lieu d'établir le droit de l'infliger; car ce qu'il faut démontrer ce n'est point l'avantage qui peut résulter pour l'état de la puissance de punir, c'est son droit de se servir de tel ou tel moyen. Les divers systèmes sur lesquels on se fonde peuvent se classer comme il suit :.

1° *Système de la vindicte.* Celui qui a fait tort à autrui ne peut pas se plaindre, dit-on, qu'on lui fasse un tort semblable, et c'est une honte pour celui qui a souffert le dommage (ou pour sa race s'il a péri victime d'un meurtre) s'il n'en

est pas tiré vengeance. Telle est la source du système de représailles que nous trouvons établi chez tant de peuples. Si d'une part le désir de vengeance est reconnu légitime par le sentiment universel, il importe que ceux qui se vengent se gardent bien de dépasser la mesure de l'injure reçue, de peur que, d'offensés qu'ils étaient, ils ne deviennent les offenseurs. Il y aura donc nécessité de s'en tenir à la lettre : *œil pour œil, dent pour dent*, et tel fut, en effet, pendant longtemps, le droit criminel des peuples. On regarde comme droit général, et même comme devoir, de répandre le sang pour le sang, de recourir aux représailles (*voir* Michaëlis en son *Droit mosaïque*). Dans ce cas, la punition des délits n'est point l'affaire de l'état, c'est l'affaire particulière de chacun, et le pouvoir n'intervient que pour mettre des bornes à des vengeances toujours renouvelées, que pour créer un moyen d'apaiser des inimitiés de familles qui menaceraient de perte la nation même. De là résulte le système de *composition* (*voy.*) : les offenses sont évaluées en argent, et non-seulement l'offenseur est obligé de payer la somme fixée, mais l'offensé est contraint de recevoir cette expiation. A ce progrès se rattache l'idée d'une paix publique, qui, sous différents rapports bien déterminés, peut être appelée *paix du roi, paix de justice*; c'est en même temps la reconnaissance d'un pouvoir judiciaire et protecteur. Nous retrouvons ce système de composition chez les Germains nos ancêtres, comme chez les peuples de l'archipel indien, comme chez les tribus américaines.

A partir de là, le premier pas, c'est la reconnaissance du principe qu'en général la communauté est tenue d'empêcher les crimes (*voy.*). La vengeance passe à l'état, on n'attend plus la plainte de l'offensé. C'est l'état lui-même (le roi ou la communauté) qui se charge de l'office de l'accusateur. Le principe le plus en rapport avec ce système, c'est 2° l'*intimidation* ou plutôt l'*exemplarité*, dont le but est d'empêcher que d'autres ne commettent les mêmes crimes. La punition dès lors est publique, et plus un crime est odieux en lui-même, plus on cherche, au moyen de la cruauté des peines, à en inspirer l'horreur au peuple. Ce système est susceptible des objections les plus fortes, tant sous le rapport du droit qu'à raison de ce qu'il manque le but; cependant il a régné presque partout, jusqu'au milieu du siècle dernier, et il est encore aujourd'hui en vigueur dans plus d'un pays. Il ne peut jamais être permis de tourmenter ou de faire périr un homme pour que d'autres reçoivent de ses souffrances une impression qui le détourne de la tentation de commettre le crime, but qui n'est pas même atteint; il faudrait d'ailleurs adopter pour les peines une mesure qui serait en opposition directe avec celle que fixera toujours la saine raison. Dans le cœur humain, la crainte qu'inspire la peine est de bien peu de poids; l'éloignement naturel pour l'injustice en a bien davantage, surtout quand ce sentiment est développé par une bonne éducation populaire et par les bons exemples des supérieurs. Si l'on voulait être conséquent dans le système de forte intimidation, comme moyen d'éviter les crimes, il faudrait établir les peines les plus cruelles précisément contre les fautes les plus légères, contre celles vers lesquelles on se sent le plus souvent et le plus fortement entraîné, par exemple celles d'impureté (*voir* la *Révision des principes du droit criminel*, par le célèbre Feuerbach, Erf., 1799, in-8°), et d'un autre côté il faudrait laisser presque sans punition les faits les plus atroces, ceux auxquels les hommes ne se décident que fort difficilement.

Le système de l'exemplarité, surtout en ce qui touche la peine de mort, devint donc de plus en plus douteux depuis Beccaria (*Traité des délits et des peines*, 1764), et, alors 3° beaucoup de savants se tournèrent vers le *système préventif*. Un ancien ministre du grand-duc de Hesse Ch. L. G. de Grolman en est sans contredit le défenseur le plus ingénieux (*Principes de la science du droit criminel*, Giessen, 1798). En considérant l'homme comme un être agissant avec suite, chaque crime est l'expression d'un des principes de sa conduite : il s'ensuit que le crime actuel se complique de la menace d'actions semblables pour l'ave-

nir. La société a donc le droit de prendre des mesures pour sa défense, et si le délit a anéanti un bien irrécupérable, la punition peut aller jusqu'à la privation de la vie. Ce principe a l'avantage d'établir pour base de la peine une raison de droit qu'on ne saurait réfuter; mais on peut objecter d'abord que cette précaution contre les crimes à venir n'est pas par elle-même une punition; en second lieu qu'il faudrait s'en abstenir s'il y avait absence de danger futur, soit à raison des circonstances particulières du fait, soit à raison d'un repentir non suspect. On peut dire aussi que ce système ne donne aucune mesure de peine, puisque la défense sociale ne serait jamais assurée que par la mort ou par une détention perpétuelle.

La direction que prenait alors la science du droit naturel, en cherchant dans les conventions le fondement de tous les droits, amena 4° le *système du contrat*, lequel suppose qu'en devenant membre de l'état chacun a contracté, en ce sens qu'il s'est soumis à la peine; mais ce n'est pas ainsi que l'on peut justifier le droit de punir : nul ne peut s'engager à une chose qui en elle même serait contraire à la dignité humaine, si elle n'était juste indépendamment du contrat. Fichte, avec l'originalité qui caractérisait son talent, donna donc à cette idée une autre tournure : il partit de ce point que par la violation du droit d'autrui l'homme se prive de tout droit à être traité comme un être raisonnable, et cela ne peut être nié, le droit d'un être libre ne reposant que sur la réciprocité. En conséquence, il n'y a pas de différence intrinsèque entre les crimes, et chacun d'eux entraîne l'expulsion de la société humaine; d'où il suit que le contrat qui fixe la peine est tout en faveur de ceux qui sont frappés des moindres punitions. C'est une composition : en se soumettant à un mal, ils reprennent le droit d'être reçus de nouveau dans la société civile. Celui-là même qui encourt la peine de mort expie son crime en la subissant. Ce système a beaucoup de choses fort justes, il n'y manque que la vérité du fait quant à la composition.

5° Environ dans le même temps, Klein et d'autres encore imaginèrent la théorie *de la réparation*. Le criminel nuit de deux manières, d'abord à l'offensé, par l'atteinte qu'il porte à ses droits, et sous ce rapport il lui doit un dédommagement d'après les règles du droit civil; en second lieu, il nuit par l'exemple qu'il donne en diminuant le respect dû aux lois de l'état; il doit donc encore une réparation à la société. Or, c'est la peine qui répare ce dommage : par cela même que le coupable la subit, la loi reprend sa force sur l'esprit des populations. Ces idées ont été récemment exposées avec beaucoup de sagacité par Schultz (*Développement des principes philosophiques du droit civil et pénal*, 1813), par Martin (*Théorie du droit criminel*, 1819-1825) et par Romagnosi (*Genesi del diritto penale*).

6° La théorie de Feuerbach quant à la *contrainte psychologique*, n'est autre chose au fond que le système de la crainte; seulement il y a ajouté cette considération qu'en général la menace de la peine est permise, puisqu'elle n'empêche personne de faire ce qu'on a le droit de faire, et d'un autre côté, cette menace légitime l'application de la peine à des cas spéciaux, celui qui en est l'objet ayant su à l'avance ce qu'il devait attendre de son action, et ne l'ayant pas moins commise, en sorte qu'il s'est attiré la peine de son plein gré. Cette manière de voir est en butte aux mêmes objections que la théorie de la crainte, et, dans l'application, on peut se convaincre que les suppositions de fait sur lesquelles elle repose, sont souvent insoutenables.

7° Peu de jurisconsultes ont eu recours au *principe du perfectionnement moral* d'après lequel la peine est destinée à détruire dans le coupable les mobiles illicites qui l'ont déterminé à l'action. Ce qui est d'une vérité incontestable, c'est qu'il ne faut pas que jamais une peine rende l'amélioration morale du coupable impossible, en anéantissant en lui le sentiment de l'honneur, en le confondant avec d'autres criminels ou bien en détruisant pour lui la possibilité de pourvoir à sa subsistance; et c'est pourtant ce qui nous arrive trop souvent. Mais il est évident que la pensée de l'homme et son amélioration morale ne pouvaient être l'objet

immédiat de la législation criminelle, ne fût-ce que parce qu'il n'y a point de signes apparents de leurs progrès, tandis qu'on peut produire en lui des habitudes extérieures, par exemple amener le paresseux au travail, l'ivrogne à la société, le débauché à l'abstinence. Telle est la pensée fondamentale du système pénal aux États-Unis (*voy. système* PÉNITENTIAIRE).

Vient enfin 8° la *théorie de la rémunération* qui consiste à rendre la pareille. Depuis Kant, tous les philosophes allemands l'ont adoptée, mais fort peu de jurisconsultes (Henke, *Manuel du droit criminel;* Schmidt, *Théorie du droit public;* MM. Richter, Rossi, Mittermaier, etc.). Il repose sur ce principe que l'état ne doit souffrir dans son sein rien d'injuste, mais que toute manière d'agir contraire aux lois doit être anéantie, et qu'on l'anéantit en effet en l'appliquant à l'auteur même de l'action illégale, lequel ne peut se plaindre qu'on le traite comme il a traité les autres. Il ne faut pas prendre l'idée de rendre la pareille dans un sens littéral: cette rémunération ne fait pas identiquement le même mal que l'auteur de l'action a causé à d'autres; elle fait seulement à l'auteur de l'action l'application de son propre principe. Ceci nous donne en même temps une mesure pour la peine qu'aucune autre théorie ne nous offrait, bien que la loi positive puisse seule faire les déterminations de quantité.

M. Welker a fait une excellente exposition de tous ces systèmes de droit pénal (*Sur les derniers principes du droit, de l'état et de la peine*, Giessen 1813); en les parcourant, on apprend à connaître en même temps la marche de la législation et de la science pénales en général. En nulle autre partie la législation positive ne s'est montrée plus active. Cette influence des théories s'est étendue jusqu'à la procédure; la civilisation des peuples ne fait aucun progrès sans manifester ses effets et ses besoins dans le droit criminel. L'Italie, la première, le considéra sous le point de vue scientifique; mais avant le milieu du XVI^e^ siècle c'était une science encore bien arriérée. Les épouvantables abus de la justice criminelle en France et en Allemagne amenèrent deux grandes réformes: l'ordonnance de Charles-Quint en 1532 et celle de François I^er^ en 1539; elles marquent le point de départ de l'idée scientifique. La *Caroline* abolit de grands vices de procédure (ceux qui lui reprochent encore aujourd'hui qu'elle ait substitué la procédure écrite à la procédure orale ne savent pas même de quoi ils parlent); mais conformément à l'esprit du temps elle maintint encore la torture et les peines les plus dures. Benoît Carpzow (mort en 1666, *voy.* son article), à qui l'on a fait la réputation d'un juge cruel, cherchait au contraire à adoucir les pratiques et il a posé les fondements d'une jurisprudence qui souvent s'écartait de la lettre de la loi. La pratique devança la réforme des lois, et cela était presque nécessaire, car même dans la suite les lois voulurent agir par l'énormité de la menace, sans qu'il y eût aucune volonté sérieuse d'en faire l'application. C'est pourquoi les criminalistes allemands de la seconde partie du XVIII^e^ siècle, J. S. Fr. Bœhmer, Koch, Quistorp, Meister, Hommel, Klein, Kleinschrodt, raisonnèrent bien plus d'après la pratique que d'après la lettre de la loi; les plus éclairés d'entre eux s'appuyèrent principalement sur les déductions philosophiques. Dans cet état de choses, la législation pouvait en quelque sorte demeurer dans l'inaction et laisser faire la jurisprudence; mais les dissidences entre la pratique et la loi devinrent trop fortes; il y eut trop d'incertitude dans les principes des tribunaux et des corps délibérants. Aussi les criminalistes récents, notamment Feuerbach (*voy.*), insistèrent-ils avec raison sur l'application de lois positives, ce qui força les gouvernements de la plupart des états allemands à donner de nouveaux codes*. MM. Stübel, Titmann, Erhard, de Globig, etc., suivent

(*) Nous donnerons à l'article *lois* PÉNALES, un aperçu historique de la législation criminelle, surtout en France et dans d'autres pays. Ici il nous a paru utile de reproduire, sans altération et sans nous en approprier toutes les vues, l'article allemand que nous traduisons, presque en totalité, et qui s'applique trop à l'Allemagne pour qu'il ne nous impose pas le devoir de le compléter ailleurs. *Voy.* aussi les mots INSTRUCTION *criminelle* et PROCÉDURE. S.

les mêmes principes ; M. Martin s'attache plus rigoureusement qu'eux au texte des lois, y compris celui des lois romaines, dont l'application était anciennement beaucoup plus restreinte en matière pénale qu'en matière civile. Ces nouveaux jurisconsultes ont imaginé une infinité de moyens d'atténuation par lesquels on éludait la dureté des lois. L'école historique actuelle s'est fort peu occupée des lois criminelles en vigueur.

Parmi les points sur lesquels la science du droit criminel a fait naître dans les derniers temps des opinions divergentes, voici ceux qui ont la plus grande importance pratique : 1° Peut-on punir des actions évidemment contraires à la justice et à la morale, lorsqu'elles ne sont atteintes par aucune loi positive? Ceux qui admettent le droit naturel se déclarent pour l'affirmative : ils disent qu'il y a des actions répréhensibles en tout lieu (*delicta juris naturalis*), et, par opposition à celles-ci, des actions permises en elles-mêmes, mais punies par des lois particulières (*delicta juris positivi*). Le meurtre, le vol, etc., doivent être punis partout, même sans lois formelles ; mais la contrebande n'est punissable que quand des lois positives l'ont prévue. D'autres, et principalement Feuerbach, ne reconnaissent aucun droit de punir sans lois pénales. Il y a connexité intime entre cette question et 2° celle de savoir jusqu'à quel point l'état a le droit, ou, ce qui est la même chose, l'obligation de punir des crimes commis à l'étranger. On ne peut à cet égard s'en rapporter à l'arbitraire, et il ne faudrait pas plus concéder qu'il n'en punira aucun qu'exiger qu'il les punisse tous. Une divergence non moins importante se présente lorsqu'il s'agit de savoir d'après quelles lois on doit punir une action commise à l'étranger : sera-ce d'après celles de l'état ou d'après celles du pays où le crime a été commis? l'un et l'autre parti offrent des difficultés. 3° Combien faut-il donner à l'arbitraire du juge pour l'appréciation des diverses circonstances? La tendance actuelle est de tout déterminer avec tant de précision que le juge trouve l'arrêt tout fait dans la lettre de la loi, et de faire si bien le tarif des crimes que chacun puisse, en quelque sorte, *compter sans la justice.* On se demande si ces détails atteignent le but, s'il est possible en général de prévoir tous les cas. Les quantités, les âges peuvent amener de grandes variations : quelques sous de plus, et des années de réclusion seront encourues au lieu d'un temps très limité; un quart-d'heure fait l'âge et décide si un homme est passible seulement d'une peine correctionnelle ou bien de la mort. 4° Enfin l'un des points les plus épineux est l'appréciation des délits contre l'honneur d'autrui, question à laquelle se rattache la législation sur la liberté et les délits de la presse. Combien faut-il accorder à la vérité? combien à l'ordre public et à la décence?

Mais c'est sur la procédure (*voy.* ce mot) que se rencontrent les dissidences les plus tranchées. Il résulte des principes exposés ci-dessus que la procédure s'établit d'abord sur des poursuites particulières, en quoi l'on suivit les mêmes principes que pour les affaires civiles. Peu à peu cet état de choses fit place à un système d'accusation publique : un procureur de la couronne fut chargé de faire la preuve, de provoquer l'application de la peine à l'accusé, le juge restant impartial entre l'un et l'autre. C'est sur ce principe que repose la procédure criminelle des Anglais, et, depuis la Révolution, celle des Français. La publicité et le débat oral, qui ont eu tant de partisans dans ces derniers temps, même en Allemagne, sont en rapport avec ce système dont le caractère fondamental est que l'accusé se montre absolument passif pendant qu'on établit la preuve contre lui. Il n'est pas obligé de s'expliquer sur l'accusation et de la repousser, il attend qu'on démontre le fait. La conséquence en est que le jugement repose sur des vraisemblances et qu'il dépend bien plus de la simple connaissance du cœur humain et de la saine raison que de règles positives de droit. On croit marcher plus sûrement, on croit détruire l'influence du pouvoir sur les juges soldés en abandonnant le jugement à des hommes du peuple (*voy.* JURY).

Mais dans cette institution même, au moins dans la plupart des cas, il faut bien

suivre le chemin qui, en Allemagne, est le plus usité, ou plutôt l'unique, pour parvenir au jugement; c'est-à-dire que le but de l'instruction doit être d'obtenir du prévenu l'aveu tant du fait que de ses circonstances. Ce n'est point l'accusateur, ce n'est point le débat public qui peut amener ce résultat : il faut que le juge interroge lui-même le prévenu, qu'il le détermine à confesser la vérité par le rapprochement des charges et en faisant parler sa conscience. Ce qui en Allemagne est la principale affaire du juge est en France l'affaire du juge d'instruction, en Angleterre celle des juges de paix, en leur qualité d'officiers de police judiciaire; c'est là ce qui fournit la matière de la procédure principale, et ce qui en détermine la direction. Quand cette instruction préparatoire ne donne point de résultats précis, il y a beaucoup de vague et d'incertitude dans les débats, et il serait facile de démontrer rigoureusement qu'en France et en Angleterre un innocent court beaucoup plus de dangers, tandis qu'un coupable échappe plus facilement à la peine qu'en Allemagne, où la procédure, perfectionnée par des travaux des criminalistes Stubel, Tittmann, Martin, etc., a été réglée par des lois nouvelles. L'autre système a été le mieux exposé, en ce qui concerne la procédure française, par Feuerbach (*Considérations sur la publicité et le débat oral*, 1821-1824, 2 vol.). Il a incontestablement de grands avantages dont la publicité est l'un des plus importants. L'opinion publique est toujours évidente et ne peut être égarée par des exagérations, ce qui est d'un grand prix surtout en matière de poursuites politiques; la même raison fait qu'on a plus de confiance dans l'impartialité de l'arrêt. C'est la principale raison pour laquelle les Anglais sont si passionnés pour leur *trial by jury*, en dépit de toutes ses imperfections. *C. L.*

On peut recourir, pour l'examen des théories, au *Droit pénal philosophique, fondé sur l'idée du juste*, par le professeur Richter (Leipzig, 1825). *Voir* aussi le recueil de droit criminel périodiquement publié par MM. Mittermaier et Konopak; le projet de Code pénal (*Das Strafrecht*) de M. Zachariæ; la Théorie de M. Roshirt, et, en langue française, les ouvrages de M. Rauter, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg et député du Bas-Rhin. Nos meilleurs criminalistes, en France (abstraction faite des commentateurs), sont MM. Bérenger (député), Dupin aîné, Legraverend, Carnot, etc. M. Rauter, vient de publier un excellent Traité élémentaire du droit criminel. P. G-Y.

DROIT FÉODAL. Le droit féodal est l'ensemble des lois relatives aux fiefs. Dans l'ancienne jurisprudence, rien n'était plus vaste, plus compliqué, plus intéressant peut-être, que le droit féodal; mais il ne pourra être étudié avec fruit et d'une manière complète, dans cet ouvrage, que lorsque le lecteur aura puisé dans les articles FIEF et FÉODALITÉ toutes les notions préliminaires dont il n'apporte pas peut-être la connaissance à la lecture de celui-ci. En attendant on nous permettra de nous y référer.

Il fut un temps où l'on prétendait trouver dans les lois romaines l'origine du gouvernement féodal : c'est qu'alors on ne connaissait, en fait de droit, que le droit romain. Plus tard, et avec plus de raison, quoique d'une manière trop absolue peut-être, on a reconnu que ce système fut apporté dans nos contrées par les Barbares du nord. On ne trouve pas sans doute chez ces peuples le gouvernement féodal tel qu'on l'a vu depuis; mais on en aperçoit le germe dans leur caractère, dans leurs manières, dans leurs usages; et c'est ce germe qui, développé par la conquête, par les circonstances qui la préparèrent, par les événements qui la suivirent, a donné naissance à ce singulier système; système tellement lié aux institutions et au fond du caractère de ces peuples, qu'ils l'ont établi partout d'une manière presque uniforme, malgré toutes les causes physiques, politiques et morales qui les séparaient les uns des autres. Depuis l'origine des fiefs jusqu'au XV^e^ siècle, le droit féodal éprouva une infinité de révolutions; pour bien en connaître l'histoire, durant cette longue période d'environ onze cents ans, il faut, indépendamment de l'étude des historiens et des chroniqueurs, recueillir mille faits épars dans les capitulaires,

dans les coutumes, dans des chartres ignorées aujourd'hui; il faut suivre pas à pas la marche irrégulière de notre gouvernement. Au xv^e^ siècle seulement, on commença à rédiger les coutumes, à donner une sanction plus solennelle à des droits usurpés. Un grand nombre d'écrivains ont entrepris de porter la lumière dans ce chaos; mais leurs opinions sont singulièrement contradictoires; chacun a bâti son système sur des faits et des raisonnements qui ont été combattus par des faits et des raisonnements contraires, capables de décourager ceux qui veulent étudier la législation et la jurisprudence féodale.

Par le droit commun féodal, toutes les fois que le *fief servant* passait d'un propriétaire à un autre, il était dû au *seigneur dominant* de ce fief quelque droit utile. Seulement, lorsque la transmission se faisait du père au fils ou au petit-fils, il n'était dû au seigneur que *la bouche et les mains*, c'est-à-dire la foi et hommage. Quelques coutumes locales admettaient une exception à cette dernière règle (*voy.* Foi et Hommage). L'acte de foi et hommage était la promesse de fidélité faite solennellement par les vassaux à leurs seigneurs, avec les marques de soumission et de respect prescrites par les coutumes ou réglées par les usages locaux. La fidélité, la foi, c'est-à-dire le lien même de la féodalité, était la seule chose qui fût de l'essence de la tenure féodale, tandis que les marques extérieures de ce lien ne sont que de la nature de la chose; en sorte qu'un fief pouvait exister sans obligation de porter la foi au seigneur dominant. C'était, comme dit d'Argentré (Préface sur le titre des fiefs) *feudum injuratum*; mais ce n'en était pas moins un véritable fief. La foi que le vassal portait à son seigneur ne préjudiciait en rien à celle qu'il devait au roi ou aux autres seigneurs dont il pouvait relever à raison d'autres fiefs. Cette foi imposait à celui qui la rendait six devoirs principaux envers son seigneur : il devait veiller sur son honneur, sa santé, sa conservation, ses intérêts, ses desseins pour en faciliter l'exécution, ses entreprises pour en éloigner les obstacles. Ces obligations, du reste, étaient réciproques entre le seigneur et le vassal. Le serment de fidélité était dû à toute mutation; quand même le vassal avait rendu la foi pour lui et ses successeurs, ceux-ci n'en étaient pas moins tenus de la présenter eux-mêmes. Réciproquement, lors même que le vassal avait fait le serment de fidélité à son seigneur pour lui et ses héritiers, il était également obligé de renouveler la foi à chaque mutation du fief dominant. Quand il y avait plusieurs seigneurs propriétaires du fief dominant, la foi faite pour l'un valait pour tous; mais il fallait qu'il fût dit dans l'acte qu'on l'avait fait à tous, et qu'ils y fussent tous nommés, ou par indivis, ou par quelque autre terme général (Duplessis, *Des fiefs*, liv. 1, ch. 2). Dans certaines localités, quelques seigneurs, en inféodant, exigeaient le *relief* à toute mutation du vassal : aussi le fils même succédant à son père devait payer le relief, comme s'il le prenait dans la succession du dernier de ses collatéraux. Cet usage, si dur, si exorbitant, formait autrefois le droit commun de l'Europe. Nous lisons effectivement dans le livre des fiefs : *Filia non habeat beneficium patris, nisi à Domino redemerit* (liv. 1, chap. 24). On ne distinguait point alors les successions directes des successions collatérales : toutes donnaient également ouverture au relief. Lorsqu'il était dû relief à toute mutation, ce relief était le seul droit que le seigneur pût exiger, même dans les mutations par vente.

Dans la règle générale, une femme propriétaire d'un fief devait, en se mariant, relief au seigneur direct, parce qu'il se faisait en quelque sorte une transmission de propriété en la personne du mari, qui devenait l'administrateur et le propriétaire des fruits de ce fief. Ce droit était fort ancien : il existait du temps de saint Louis; nous en trouvons la preuve dans ses *Etablissements*. Autrefois les femmes propriétaires de fiefs ne pouvaient se marier sans le consentement de leur seigneur dominant : si elles le faisaient, le seigneur avait la jouissance de leur fief pendant toute la durée de leur mariage (*Assises de Jérusalem*, chap. 246). Les lois d'Angleterre allaient encore plus loin ; on voit par les statuts de Merton

que si le vassal refusait la femme que lui indiquait son seigneur, il était obligé de lui payer une somme égale à celle qu'il apportait en mariage. Le même usage avait lieu en Écosse. Le temps ayant adouci la rigueur des lois féodales, les seigneurs permirent à leurs vassales de se marier à leur gré; et comme par là ils se privaient d'un droit souvent utile, ils exigèrent en compensation le relief dont il s'agit ici. Toutefois la coutume de Paris affranchit les femmes de ce relief dans certaines circonstances prévues. Voilà, selon quelques feudistes, l'origine de cet affranchissement. Les *Établissements* de saint Louis sont une preuve très certaine que de son temps le *parage* était observé à Paris. Anciennement, dans cette coutume, le frère portait la foi comme seul et unique héritier du fief échu en ligne directe, et il garantissait sous sa foi, comme en parage, ses sœurs majeures ou mineures et leurs premiers maris. Il suffisait alors qu'il y eût un frère vivant pour que les filles et leurs premiers maris fussent garantis, quoique le frère n'eût point encore porté la foi. Mais quand on rédigea la coutume, en 1510, on décida que le frère n'acquitterait les filles qu'en portant la foi.

Le seigneur, comme le vassal, ne pouvait exercer les droits féodaux qu'à l'âge de vingt ans accomplis; pour les filles, la majorité était fixée à quinze ans. Les feudistes ne sont pas d'accord sur les limites dans lesquelles devait être restreinte cette majorité.

La *souffrance* légale consistait dans le délai de quarante jours que la coutume accordait au vassal pour porter la foi à son seigneur dans des cas prévus. La souffrance conventionnelle, distinguée en nécessaire et libre, procédait de la volonté des parties. Il ne faut pas la confondre avec la simple tolérance. Le seigneur qui, sans avoir été servi de ses droits, tolérait la jouissance de son vassal, pouvait à chaque instant saisir avec perte de fruits. S'il avait donné souffrance, il ne pouvait rien exiger qu'après l'expiration du délai qu'il avait accordé.

Lorsque, d'amovibles, les fiefs devinrent héréditaires, les seigneurs se réservèrent à chaque mutation des droits de différentes espèces. Mais comme cette indemnité ne fut point d'abord fixée à une quotité certaine, elle donna lieu aux plus étranges vexations. On voit par les anciens monuments de l'histoire d'Angleterre, que la plupart des vassaux abandonnaient leurs fiefs plutôt que de payer les sommes auxquelles ils étaient taxés. En France, la conduite des seigneurs produisit à peu près les mêmes effets. Le temps fit sentir la nécessité de fixer ces droits d'une manière invariable : on les réduisit à deux principaux, le *quint*, pour les mutations qui arrivaient par vente, et le *relief* pour celles qui arrivaient par succession. Ce droit s'appelait *relief*, parce qu'on relevait en quelque sorte le fief tombé en caducité par la réversion qui s'en était faite au profit du seigneur. En Dauphiné, en Poitou, ce droit s'appelait *plait*, du mot latin *placitum* ou *placitamentum*, parce que cette composition était d'abord à la discrétion des seigneurs et dépendait de leur bon plaisir. Enfin, dans d'autres provinces, ce droit s'appelait *muage* ou *muance*, et, dans la basse latinité *mutagium*, parce qu'il était dû pour la mutation des vassaux. Par la coutume de Paris, quand un fief changeait de main autrement que par vente, mort, échange, succession, etc., il y avait droit de relief, excepté en succession ou donation en avancement d'hoirie en ligne directe. Les actes de partage entre associés ou entre cohéritiers ne donnaient en général ouverture à aucun droit féodal, sauf quelques exceptions.

Quant à la question de savoir s'il était dû quelque droit au seigneur lorsque le fief changeait de main en vertu d'une convention, d'une substitution, on la pouvait résoudre de trois manières, suivant le cas qui se présentait : 1° si le seigneur, dans l'acte d'investiture, appelait lui-même tel ou tel à recueillir le fief, il ne paraît pas que le relief ait été dû; 2° si le vassal disposait de son fief en faveur d'un de ses enfants au préjudice des autres, le relief n'était pas dû non plus; mais il devait être payé, si le fief passait d'un fils du substituant à l'un de ses autres fils; 3° à plus forte raison

était-il dû si le vassal substituait le fief à un étranger. Quand une femme à laquelle appartenait un fief se mariait, il était dû rachat ou relief au seigneur féodal. Le droit de relief était d'une année de revenus du fief, ou bien on le fixait par arbitres, ou bien encore il consistait en une somme une fois payée par le vassal, au choix du seigneur. L'exercice de ce droit de relief pouvait entraîner, du seigneur au vassal, les mesures les plus vexatoires. Le seigneur qui avait choisi pour son droit de relief le revenu d'un an du fief mouvant de lui, pouvait, si bon lui semblait, prendre ce revenu, et le vassal était tenu de lui communiquer les papiers de ses recettes; on lui laissait la faculté de lui en faire la déclaration par extrait, aux dépens du seigneur. Le seigneur qui jouissait du fief de son vassal n'était pas tenu de payer les rentes, hypothèques, ou autres charges imposées sur le fief par son vassal ou par les prédécesseurs de ce vassal, à moins que lesdites charges n'eussent été inféodées; il n'était pas tenu non plus à la charge du ban (*voy.*) et de l'arrière-ban. Il avait le droit, selon quelques feudistes, de présenter aux bénéfices pendant l'an du relief; mais ce dernier avantage fut contesté par d'habiles jurisconsultes. On a quelquefois prétendu qu'il pouvait, dans la même circonstance, changer tous les officiers et faire exercer par les officiers de sa justice celle de son vassal.

Quand un fief était vendu et aliéné à prix d'argent, le vendeur devait payer le *quint denier* du prix. Voilà la plus ancienne disposition de la coutume; mais plus tard le paiement du quint fut mis à la charge de l'acquéreur, à moins de convention contraire. Le quint était dû au seigneur pour tous les contrats équivalents à la vente, quand même le prix n'était pas en argent, mais en meubles ou en autre chose dont la valeur fût fixée par le contrat. Lorsque la vente était nulle ou anéantie par une cause quelconque, le seigneur ne pouvait exiger aucun droit, et même il était obligé de rendre ceux qu'il avait reçus. En général, le quint n'était point dû au seigneur lorsque ce n'était point le fief qui était vendu, mais seulement une action tendant au fief. La vente des droits successifs donnait lieu au quint pour les fiefs qui se trouvaient dans la succession. Sur la question de savoir si les lods et ventes étaient dus dans le cas d'échange, il y eut long-temps une grande variété dans les dispositions des coutumes et dans la jurisprudence des arrêts. En 1696, Louis XIV, par un édit, ordonna que les mêmes droits établis et réglés par les coutumes pour les mutations qui se faisaient par contrats de vente, lui seraient à l'avenir payés aux mutations qui se feraient par contrats d'échange, non-seulement dans l'étendue de ses *directes*, mais encore dans les directes des seigneurs particuliers; non-seulement dans les coutumes où il n'était dû auparavant aucuns droits pour les échanges, mais encore dans celles qui attribuaient aux seigneurs un droit moindre que celui qui se trouvait établi pour les contrats de vente; le roi voulait qu'en ce dernier cas, le surplus lui fût payé. Plus tard, et plus particulièrement en 1740, ces dispositions, fondées sur les besoins du moment, et non sur les principes de la matière, furent encore aggravées. Pourtant beaucoup de provinces surent se soustraire sous différents prétextes à ce qu'elles avaient de trop onéreux. Sur les fiefs se trouvaient souvent constituées des rentes foncières, rachetables ou non rachetables, des rentes par dons ou legs, des rentes constituées, etc., etc.

Lorsque le fief était vendu à condition que l'acquéreur paierait les droits féodaux, il est certain que le prix de la vente était moins élevé; dans ce cas, le *quint* du seigneur était plus faible. Pour indemniser le seigneur en pareille circonstance, la coutume lui donnait, outre le *quint*, ce qu'on appelait le *requint*, c'est-à-dire la cinquième partie du quint. Le quint ne se payait pas à raison de tout ce que l'acquéreur avait été obligé de débourser pour les proxénètes, pour les frais du contrat, pour les vins du marché, mais seulement à raison de la somme qui avait été convenue pour le prix du fief. Quelques coutumes pourtant ne faisaient point cette distinction.

Une partie importante du droit féodal,

quoiqu'elle soit pour ainsi dire toute de forme, est celle des *offres*.

Le vassal devait présenter lui-même les droits que la féodalité lui imposait: le seigneur n'était pas même tenu d'en faire la demande, et, aux termes de la coutume, le vassal devait faire ces offres *au lieu du principal manoir ou autre lieu dont est tenu et mouvant le fief*. Des exceptions de force majeure seule étaient admises : des inimitiés même entre le seigneur et le vassal n'étaient pas pour ce dernier un motif suffisant pour le dispenser de se rendre en personne au chef-lieu du fief dominant. Les dispositions à cet égard, longtemps vexatoires et trop fiscales dans la plupart des coutumes, furent adoucies dans la suite par plusieurs coutumes. Il n'était pas nécessaire que les offres fussent réelles; cependant elles étaient nulles si à l'instant où le seigneur offrait de donner l'investiture, le vassal n'était pas en mesure de les réaliser. « Le seigneur, disait la coutume « de Paris, n'est tenu, si bon ne lui sem- « ble, de recevoir la foi et hommage de « son vassal s'il n'est en personne, si « ledit vassal n'a exoine ou excusation « suffisante. » Par ces mots *excusation suffisante*, on ne devait pas entendre un empêchement tel qu'il mit le vassal dans une impossibilité absolue de porter la foi en personne : les meilleurs feudistes pensaient qu'il suffisait que le vassal se trouvât dans des circonstances qui l'empêchassent de se transporter commodément au domicile du seigneur. Le vassal pouvait faire porter sa foi par procureur, dans des circonstances et des formes déterminées. Le seigneur la pouvait recevoir de même.

Le seigneur, à défaut d'hommes, droits et devoirs non faits et non payés, pouvait saisir féodalement, et les fruits du fief lui appartenaient jusqu'à la prestation effective des services qui lui étaient dus. Lorsque le vassal était réclamé par un seigneur autre que le sien, il était autorisé à déposer son hommage entre les mains du roi, qui le recevait et le conservait pour le seigneur à qui la mouvance serait définitivement adjugée. C'est ce qu'on appelait *réception par main souveraine*. Les règles qui régissaient cette matière n'étaient pas moins chargées de contradictions et de subtilités que le reste du droit féodal. Nous ne fatiguerons pas nos lecteurs de tous ces détails, aujourd'hui sans application réelle. On voit le germe du droit de *main souveraine* dans les Établissements de saint Louis; on lit au chapitre 3 du livre II : *Li roi par débat prenra la chose en sa main, et si ès établissemens gardera droit à lui et à autrui.*

Il a déjà été question dans cet ouvrage de l'*aveu et dénombrement* (*voy.*), mais seulement pour en donner la définition ; en effet, c'est ici qu'il devait en être parlé plus amplement.

A chaque mutation du fief servant, le vassal, outre la foi, était obligé de donner à son seigneur une description, un état de tous les objets qu'il tenait de lui à titre de fief. Cet état se nommait dénombrement, et la nécessité de le présenter paraît avoir été imposée aux vassaux dès l'origine des fiefs. Le dénombrement pouvait être présenté par le même acte que la foi; pour l'ordinaire on la rédigeait séparément. Il devait contenir 1° la description du principal manoir du fief avec toutes ses dépendances et l'étendue du terrain qu'elles occupaient; 2° le détail de tous les héritages composant le fief, leur quantité, qualité et situation; 3° pareil détail de tous les cens et héritages qui en étaient chargés avec la situation de ces héritages, le nom de ceux qui en étaient propriétaires et le terme des paiements; 4° l'énumération des servitudes et des droits dus au vassal à cause de son fief; enfin 5° le détail des arrière-fiefs qui en relevaient. Par les objets qui composaient ce dénombrement on voit de quelle importance il était tant pour le vassal que pour le seigneur : c'était lui qui leur apprenait quels étaient leurs droits respectifs; c'était lui qui déterminait quelles étaient les choses que le vassal tenait en fief, et quelles étaient celles qu'il possédait librement : c'est pourquoi il fallait, à chaque mutation, un nouvel acte de cette espèce. Lorsque le vassal ne donnait pas son dénombrement dans le terme de 40 jours après avoir été reçu en foi et hommage, le seigneur pouvait saisir le fief et y placer des commissaires jusqu'à ce que le dénombrement lui

eût été présenté; mais il ne jouissait pas des fruits, dont le commissaire devait rendre compte après la présentation du dénombrement. A cette règle générale il y avait des exceptions que l'on trouve indiquées par les feudistes. Lorsque le vassal avait remis son dénombrement, le seigneur, s'il y trouvait quelque chose à reprendre, devait le déclarer dans quarante jours, sinon le dénombrement était considéré comme reçu et approuvé. Toutefois le vassal était tenu d'aller ou d'envoyer chercher le *blâme* au lieu du principal manoir dont mouvait son fief.

D'après la coutume de la ville, prévôté et vicomté de Paris, le seigneur féodal, par faute d'hommes, droits et devoirs non faits et non payés, pouvait mettre en sa main le fief mouvant de lui, exploiter ce fief à son profit, s'emparer des fruits pendant la main mise, à la charge d'en user par lui comme un bon père de famille. Cette *saisie féodale*, qui paraissait si dure aux feudistes du XVIII^e^ siècle, et si ruineuse pour les vassaux, n'était pourtant qu'un adoucissement, une dérogation aux anciennes lois féodales. Dans l'origine, et même dans des temps assez modernes, le seigneur confisquait irrévocablement dans les cas où plus tard il se contenta de saisir. On voit par les *Établissements* de saint Louis (chap. 65), qu'alors, si le vassal ne présentait pas les devoirs après les sommations de droit, *li sire li puet bien regarder par jugement qu'il a li fié perdu, et ainsi remaint li fié au seigneur.* Avant la révolution de 1789, il y avait quelques coutumes appelées *coutumes de dangers*, où ces anciennes lois vivaient encore.

A la mort d'un vassal, le seigneur ne pouvait saisir le fief mouvant de lui, ni l'exploiter en pure part que quarante jours après le décès de ce vassal. Durant la saisie, faite par faute d'hommes, droits et devoirs non faits, le seigneur n'était pas tenu de payer et acquitter les rentes, charges ou hypothèques non inféodées, constituées sur le fief par le vassal. Le seigneur féodal qui mettait en sa main un fief par faute d'hommes, droits et devoirs non faits, pouvait également saisir tous les arrière-fiefs ouverts, dépendant du fief saisi. En ce cas, les propriétaires ou seigneurs de ces arrière-fiefs pouvaient prêter foi et hommage au seigneur qui, toutes les conditions accomplies, était tenu de leur donner main-levée.

Les fiefs, d'abord inaliénables, purent ensuite être aliénés avec le consentement du seigneur duquel ils relevaient; pour prix de cette condescendance, les seigneurs se réservèrent le droit de retrait sur les fiefs vendus : telle est l'origine du *retrait féodal*. Il n'est pas facile de déterminer l'époque à laquelle on doit rapporter cette innovation. Les *fiefs* n'avaient rien de commun avec les *bénéfices* de la première race. On ne peut en rapporter l'établissement qu'au temps de Charles Martel, et ce ne fut qu'en 877 que ces fiefs furent déclarés héréditaires; mais le capitulaire de Charles-le-Chauve ne statua que sur les fiefs mouvants immédiatement de la couronne. Les arrière-vassaux demeurèrent encore longtemps soumis à toute la rigueur des lois féodales; ce ne fut donc que vers le commencement de la troisième race que les fiefs passèrent dans le commerce d'une manière absolue. C'est donc à cette époque que l'on peut fixer l'origine du retrait féodal. L'usage l'introduisit comme presque toutes les lois coutumières, en sorte qu'il est impossible d'indiquer précisément la date de son établissement. On ne connaît pas de monument qui en fasse mention avant les *Assises de Jérusalem*. Une charte de Thibaut, comte de Champagne, de l'an 1198, en parle cependant comme d'un usage existant; on le retrouve ensuite dans les *Établissements* de saint Louis, dans les écrits de Jean des Mares, qui mourut en 1382, et depuis dans tous les auteurs qui ont écrit sur cette matière.

Le vassal ne pouvait démembrer son fief au préjudice et sans le consentement de son seigneur (*voy.* DÉMEMBREMENT). Il y avait une différence essentielle entre le démembrement et le *jeu de fief*. Le démembrement faisait d'un fief plusieurs fiefs : le jeu transformait en roture une partie du fief. Le démembrement multipliait les vassaux : après le jeu, il n'y avait toujours qu'un vassal, comme auparavant. Le démembrement formait plusieurs tenures qui pouvaient obéir à des conditions différentes : la partie dont on

s'était *joué* continuait d'être grevée envers le dominant des mêmes devoirs et des mêmes charges. Le démembrement attaquait le titre d'investiture : le jeu n'avait rien de contraire à cette loi primitive.

La *commise* est l'un des points les plus intéressants de la matière féodale. Elle était une suite naturelle de l'origine des fiefs. La concession de ceux-ci était gratuite, on leur appliqua les lois relatives à la révocation des donations pour cause d'ingratitude. Le seigneur s'étant dépouillé de son domaine pour avoir tel vassal, si le vassal se rendait indigne de posséder un fief pour quelque cause que ce fût, il paraissait juste que ce fief retournât au donateur. Enfin, l'obligation de reconnaître son seigneur étant la première et la principale cause de l'investiture, le refus de remplir cette condition devait pareillement entraîner la perte du fief. Sur ces principes se fondait la commise qui était de trois sortes, celle pour ingratitude, celle pour délit public, et celle pour désaveu. Il y avait entre la confiscation et la commise cette différence, que la confiscation avait lieu pour tous les délits publics, et la commise uniquement pour les délits privés et personnels au seigneur. En Écosse, en Angleterre, en Allemagne, en France, l'usage et la jurisprudence n'étaient pas les mêmes sur cette matière. En France, les cas de commise étaient plus nombreux, et la félonie plus rigoureusement punie que dans aucun autre pays de l'Europe. On trouve tous les cas qui donnaient lieu à la commise très bien détaillés dans les Assises de Jérusalem et dans les Établissements de saint Louis. Du reste, comme le vassal perdait son fief par félonie commise contre le seigneur, le seigneur perdait aussi sa supériorité féodale, s'il faisait outrage à son vassal, et le fief était attribué et dévolu au seigneur supérieur immédiat du seigneur féodal.

La *prescription* fut longtemps inconnue dans la matière féodale. Cette manière d'acquérir ne pouvait s'appliquer à des propriétés amovibles telles qu'étaient les fiefs dans leur origine. Lorsqu'ils devinrent héréditaires vers le milieu de la seconde race; lorsqu'ils passèrent absolument dans le commerce au commencement de la troisième, on aurait pu sans inconvénient les soumettre aux lois ordinaires de la prescription. Cependant on ne le fit pas; au contraire, il s'établit une règle toute opposée: le lien féodal fut regardé comme inaltérable, et toute prescription fut interdite entre le seigneur et le vassal. Ce ne fut qu'à la renaissance du droit romain (aux XIII^e^ et XIV^e^ siècles) que les légistes appliquèrent à la matière féodale les lois concernant la prescription ; encore ne le firent-ils que timidement et par degrés, tant ils respectaient toujours, en apparence du moins, les anciens usages et les vieux préjugés.

Quant à la *succession*, le fils aîné prenait, en France, pour son droit d'aînesse, le principal manoir, avec le jardin, selon sa clôture, tenu en fief; et s'il n'y avait point de jardin, un arpent de terre (ou le *vol d'un chapon*) tenu en fief, au joignant de la maison. Mais cette prérogative de l'aîné n'était pas fort ancienne : elle était inconnue sous les deux premières races; l'aîné partageait alors également avec ses frères, dans les possessions féodales, comme dans les aleux. Cet usage n'était point particulier à la France : on en trouve ailleurs des traces manifestes, entre autres dans les lois d'Édouard-le-Confesseur.

Après la révolution qui porta les Capétiens sur le trône, les propriétaires des grands fiefs crurent que le moment était arrivé de secouer le joug de l'autorité royale. A leur exemple, tous les seigneurs voulurent donner de l'extension à leurs droits et en établir de nouveaux. De là les guerres privées qui déchirèrent si longtemps la France; de là le droit d'aînesse. Il fallut réunir dans une même main toute la puissance du père, pour soutenir l'ouvrage de son injustice ou pour repousser celle de ses voisins; et l'usage s'établit peu à peu de donner toutes les possessions féodales à l'aîné des enfants mâles. Cependant l'injustice de déshériter totalement les cadets était trop criante : on y pourvut par ce que l'on appela le *frarage* dans quelques endroits, et le *parage* dans d'autres. Sous le règne de Philippe-Auguste,

ce nouvel usage était déjà universellement répandu; les seigneurs s'en plaignirent. Ils en souffraient effectivement, puisque les tenures en frarage relevant des ainés ne donnaient plus ouverture à aucun droit en faveur des dominants. Une ordonnance de Philippe-Auguste, rendue en mai 1260, abolit le frarage dans la coutume de Paris et dans diverses provinces du royaume; mais comme elle n'avait pas été concertée avec les vassaux, elle n'eut pas d'abord un effet universel. La plupart des propriétaires de fiefs refusèrent de s'y soumettre. Toutefois, cette ordonnance ne priva l'aîné que de l'honorifique de l'hommage et des droits en résultant. A l'égard de sa portion avantageuse dans les fiefs, elle continua d'être à peu près la même qu'auparavant. *Voy.* AÎNESSE.

D'après la coutume de Paris, en ligne collatérale, les héritages tenus et mouvants en fief se divisaient entre les cohéritiers sans droit d'aînesse. Quelques coutumes pourtant établissaient aussi ce droit dans la ligne collatérale. Entre filles, et quand il n'y avait que filles venant à succession de père et mère, le droit d'aînesse n'avait pas lieu, mais toutes venaient et partageaient également les biens des successions de leurs père et mère, en fiefs et héritages tenus noblement ou autrement. Cette égalité entre les filles n'est pas fort ancienne : on voit par les Établissements de saint Louis, que du temps de ce prince la fille aînée avait une espèce de préciput. Lorsque la succession d'un fief passait à la ligne collatérale, les femmes n'héritaient point avec les mâles au pareil degré. En vertu du droit commun du royaume de France, les fiefs se partageaient sans droit d'aînesse en ligne collatérale. Cette règle s'appliquait même aux grands fiefs. Entre filles, soit en succession de ligne directe, soit en succession de ligne collatérale, il n'y avait pas de droit d'aînesse. Ce dernier point était néanmoins controversé par quelques feudistes. Le franc-alleu où il y avait justice, censive ou fief mouvant de lui, se partageait comme fief noble; mais celui où il n'y avait ni fief mouvant, ni justice ou censive, se partageait roturièrement.

Nous venons de parcourir les points essentiels du droit féodal. Sans doute nous n'avons eu ni l'espace ni la volonté de faire un traité complet sur cette matière; mais nous croyons avoir présenté d'une manière assez complète l'ensemble d'une partie de la science historique et législative trop négligée, et dont la connaissance est pourtant si nécessaire pour l'intelligence des monuments du moyen-âge. A. S-R.

DROIT FRANÇAIS. Le droit français, dans l'acception la plus étendue du mot, est l'ensemble des lois, des coutumes et des institutions diverses qui ont été ou qui sont encore en vigueur en France. L'unité dans cette diversité des lois, des coutumes et des institutions qui ont été en vigueur simultanément, parmi les différentes classes de Français ou dans les différentes localités de la France, à une époque donnée, est le *droit commun de la France* à cette époque. L'unité entre les lois, les coutumes et les institutions des diverses époques qui se succèdent, constitue le *droit français* proprement dit, le droit national et caractéristique de la France.

L'origine du droit français est très controversée, mais il est certain qu'il ne dérive pas d'une source unique. Le droit romain a été importé dans la Gaule, et il n'a cessé d'exercer en France une puissante influence, malgré son origine étrangère. Le droit canon, cette législation universelle de tous les états chrétiens au moyen-âge, a eu longtemps en France une autorité reconnue par le pouvoir temporel lui-même, et il ne s'est pas retiré sans laisser des traces profondes. Un troisième élément, le droit coutumier, a été attribué par les uns à la barbarie et à l'anarchie du x^e^ siècle, aux caprices, à l'arbitraire et aux violences des seigneurs féodaux. Professant un souverain mépris pour ce droit né de l'ignorance et de la force, ils prétendaient, le président Bouhier en tête, que les institutions coutumières, quoiqu'elles ne fussent rien moins que romaines par leur origine, pouvaient et devaient du moins être corrigées, en les interprétant et les appliquant suivant les règles du droit romain. Cette méthode bizarre était vive-

ment combattue par d'autres, tels que La Thaumassière et Grosley, qui déclaraient le droit coutumier le droit propre et national de la France, et prétendaient en retrouver la première trace dans les témoignages de César et de Tacite sur les *mœurs des anciens Gaulois* et Germains. Cette seconde opinion, plus rapprochée de la vérité, n'est pourtant pas irréprochable, car les coutumes ne sauraient être rapportées aux Gaulois, étant exclusivement germaniques et franques par leur origine. Les trois éléments, *romain*, *canonique* et *germanique*, se sont combinés et fondus diversement suivant les temps et les lieux, et le droit français est résulté d'abord de leur mélange, puis ensuite, et surtout, du développement historique particulier qui a constitué la nationalité française, l'*individualité* aussi bien que l'*identité* de son caractère dans ses mœurs, ses institutions et ses lois.

Nous n'avons pas à rechercher ici le caractère national de la France dans son histoire politique ni même dans son droit public (*voy.* GOUVERNEMENT, ROYAUTÉ, PARLEMENT, ÉTATS-GÉNÉRAUX, CHARTE, etc.); nous nous bornerons au droit civil ou privé. Le caractère particulier du droit français, par opposition au droit romain, est facile à reconnaître dans le réglement de la capacité personnelle, des biens, des engagements, de la famille et des *successions*.

En droit romain, la division fondamentale des personnes est celle en personnes *sui juris* et *alieni juris*. Les premières jouissent toutes de la plénitude des droits civils (car la tutelle et la curatelle des mineurs n'affectent pas essentiellement leur capacité); les autres, femmes, fils de famille, esclaves, n'en jouissent régulièrement point : le régime dotal et les pécules sont des exceptions postérieures, qui limitèrent, mais ne renversèrent jamais la règle. C'est qu'en droit romain la capacité personnelle résultait d'une condition purement négative, de l'indépendance. En droit français, au contraire, la capacité personnelle est une notion positive, admettant des modifications et des degrés divers. La femme mariée, les enfants en puissance de père, sont capables de la jouissance des droits civils, quoique l'exercice de ces droits soit soumis à des règles spéciales; il n'y a aucune différence entre leur capacité et celle des mineurs parfaitement indépendants de toute puissance, mais assujettis dans l'exercice de leurs droits aux restrictions exigées par leur âge.

Quant aux *biens*, le droit *romain* divise tous les droits sur les choses en deux classes : la propriété, l'usufruit, les servitudes, le gage donnent lieu à des actions réelles, qui sont toujours efficaces contre les tiers; le prêt, le louage, au contraire, ne donnent que des actions personnelles contre ceux qui sont personnellement engagés envers nous. En droit français, la propriété, le gage, le louage, tous les droits sur les choses indistinctement, sont tantôt efficaces à l'égard des tiers, et tantôt ils ne le sont point : ces différences se règlent suivant le principe de la saisine (*voy.*) et suivant la distinction des meubles et des immeubles, distinction à laquelle le droit romain n'attache aucune importance juridique.

Les engagements dépendent le plus souvent, en droit romain, de formes strictes et sacramentelles; *en droit français*, tous les engagements sont de bonne foi: le simple consentement, la simple parole les rend parfaits, alors même que, pour la facilité de la preuve, certaines formes sont requises.

La famille romaine est fondée sur la puissance du père de famille. La femme y est soumise comme les esclaves, comme les enfants. Ils n'ont contre lui aucun droit et restent sous sa dépendance aussi longtemps qu'il lui plaît; mais il peut répudier sa femme, affranchir ses esclaves, émanciper ses enfants, et en adopter d'étrangers. Dans le droit français, la famille est fondée sur l'indissolubilité du mariage et sur les liens du sang, qu'aucun caprice d'émancipation ou d'adoption ne peut détruire ni remplacer entièrement. L'autorité maritale et paternelle ne donne des droits que parce qu'elle *impose des devoirs*. Les droits et les obligations des époux sont mutuels; la dépendance des enfants cesse

avec le besoin de protection, à l'âge de la majorité ou par le mariage. Le principe de la *garde* a remplacé celui de la *puissance*.

Pour les successions, la dernière volonté du père de famille est la règle du droit romain; la succession *ab intestat* n'a lieu qu'à défaut de la succession testamentaire. Les règles imposées à celle-ci n'ont d'autre but que de lui faire produire d'autant plus sûrement son effet. En droit français, les liens du sang et l'intérêt des familles viennent en première ligne; les règles des successions *ab intestat* en dépendent et la succession testamentaire est restreinte et subordonnée.

Ces caractères fondamentaux du droit civil français, qui réclameraient des développements plus étendus que nous ne pouvons leur en donner ici, se sont produits avec des modifications diverses suivant les temps et les lieux. La géographie du droit français divise la France en deux grandes sections, les *pays de droit écrit* au midi, les *pays coutumiers* au centre et au nord. Les premiers comprennent le Languedoc, la Guienne, le Béarn, la Navarre, les provinces basques de Labour et de Soule, le Roussillon, la Provence, le Dauphiné, le Lyonnais, le Mâconnais et une partie de la Saintonge, de l'Auvergne et de la Basse-Marche. On y suivait les dispositions du droit romain, mais tellement modifiées par des coutumes générales ou locales, rédigées ou non écrites, que les grands caractères fondamentaux du droit français s'y retrouvaient aussi bien que dans les pays coutumiers. Voilà pourquoi Allard (Lyon, 1598) se crut obligé de réfuter la « catachrèse de l'opinion de ceux qui tiennent le droit romain pour loi ou coutume en Lyonnais et autres pays de France, abusivement appelés de droit écrit; » et Bugnyon (1564) et Imbert (*Enchiridion*, 1558) ont traité des lois romaines abrogées et inusitées en France. Dans les pays coutumiers, le droit romain n'avait qu'une autorité d'opinion et de doctrine, et plusieurs centaines de coutumes générales ou locales se partageaient le territoire, qu'on peut néanmoins ramener aux dix-sept grandes divisions suivantes : 1° la Flandre; 2° le Hainaut; 3° l'Artois; 4° la Picardie; 5° la France proprement dite; 6° le Vermandois; 7° la Champagne; 8° l'Orléanais; 9° le Berry; 10° l'Anjou et le Maine; 11° la Normandie; 12° la Bretagne; 13° le Poitou, la Touraine, l'Angoumois et une partie de la Saintonge et de la Basse-Marche; 14° la Haute-Marche, l'Auvergne et le Bourbonnais; 15° le Nivernais; 16° les deux Bourgognes; 17° la Lorraine. Quant à l'Alsace, elle était régie, comme l'Allemagne dont elle a longtemps fait partie, par le droit romain modifié suivant les coutumes germaniques et suivant les statuts particuliers de la province.

L'histoire du droit français se divise en quatre grandes époques : les Barbares et l'empire franc (486 888); le moyen-âge et la France féodale (888-1461); les temps modernes et la monarchie absolue en France (1461-1789); la Révolution et la France constitutionnelle (depuis 1789).

A l'époque barbare et franque, le droit français se prépare plutôt qu'il n'existe déjà. Les éléments qui doivent le produire, coexistent sans se fondre; chacun, Romain ou Barbare, suit sa loi personnelle, en quelque lieu qu'il se trouve, de quelque intérêt qu'il s'agisse. Le droit romain s'altère par ignorance ou par nécessité, avec le changement des idées, des habitudes et des besoins. Dans les coutumes des peuples barbares on reconnaît déjà le germe incontestable du droit coutumier des époques postérieures.

Vers la fin du IX^e^ siècle, l'importance de la loi originaire de chaque individu s'affaiblit et disparaît devant les nécessités d'une situation nouvelle, commune à tous les habitants du même territoire, quelle que soit leur origine. Aux lois personnelles succèdent des coutumes réelles et territoriales, nées de la fusion des diverses lois personnelles et des conditions générales ou locales de la société féodale. La féodalité (*voy.*) devient la loi générale non-seulement de la France, mais de l'Europe; ses formes et ses principes particuliers influent sur le caractère des coutumes civiles à cette époque, et s'y mêlent d'autant plus intimement

que la féodalité a, comme elles, sa racine dans les mœurs germaniques. *Voy.* DROIT FÉODAL.

La différence entre le moyen-âge et les temps modernes jusqu'à la révolution française, pour être moins frappante sous le rapport du droit privé que sous celui du droit public, n'en est pas moins réelle. La féodalité, qui avait tout pénétré de son influence, cesse de dominer l'ensemble des coutumes pour n'en former plus que quelques chapitres particuliers (des fiefs, des droits seigneuriaux, des banalités). Les légistes, en se servant du droit romain pour combattre la féodalité, en abusent aussi pour altérer l'esprit des coutumes; mais ici leur succès n'est complet que dans la théorie: dans la pratique, l'intérêt réel des populations résiste à l'application exagérée de cette législation étrangère. Les ordonnances et édits royaux commencent à régler d'une manière générale quelques matières du droit civil (*voy.*).

Nous n'avons à apprécier ici l'influence de la révolution française que sur le droit privé de la France. En apparence elle n'opéra qu'une réaction contre les débris de féodalité qui s'étaient conservés dans les coutumes, et qui furent définitivement abolis. Mais, par le Code civil (*voy.*), elle nous a délivrés aussi, quoique à l'insu de ses rédacteurs, de la prépondérance excessive du droit romain, et nous a dotés d'un code national, qui consacre, dans les matières les plus importantes, les principes coutumiers. Le Code civil est aujourd'hui le droit commun de la France, et les anciennes diversités locales n'existent plus que de fait, ou pour un petit nombre de questions secondaires.

Les *monuments du droit français* comprennent les monuments du droit lui-même et les monuments de la science du droit ou de la jurisprudence.

Les principaux monuments de l'époque barbare sont : 1° les compilations du droit romain faites au commencement du VI^e^ siècle chez les Bourguignons et chez les Visigoths, et connues sous les noms, l'une de Papien, l'autre de Bréviaire d'Alaric; 2° les lois barbares : celles qui se rapportent à la France sont la loi des Visigoths, la loi des Bourguignons, et les deux lois des Francs, la loi salique et la loi ripuaire (*voy.* ces noms); 3° les capitulaires (*voy.*) des rois francs, particulièrement ceux de Charlemagne et de son fils Louis-le-Débonnaire : ils nous ont été conservés en partie, soit par pièces détachées, soit dans les recueils d'Ansegise et de Benoît Lévite; 4° les formules du moine Marculfe, et autres formules dont les auteurs sont inconnus, et qui servaient de modèles pour la rédaction des actes; 5° beaucoup de diplômes des rois francs, tant mérovingiens que carlovingiens.

Les monuments de l'époque féodale se divisent en trois classes *.

La première comprend certains actes spéciaux, savoir : 1° les *établissements* (*voy.*) ou statuts des rois, des barons et des communautés; 2° les lettres, chartes, franchises et priviléges (*voy.*) octroyés ou stipulés; 3° les arrêts et jugements établissant des règles nouvelles ou déclarant notoires les coutumes établies.

La seconde classe embrasse les *coutumiers*, c'est-à-dire des recueils ou traités rédigés ou compilés par des légistes, et ayant pour objet de faire connaître dans leur ensemble les coutumes, soit de la France entière, soit d'une ou de plusieurs provinces. Les plus remarquables sont : 1° les livres de la reine Blanche et du roi Philippe, auxquels se rattachent le Conseil de Pierre de Fontaines, le grand Coutumier de Normandie, l'ancien Coutumier d'Artois, la Pratique de Guido; 2° les Établissements de saint Louis, avec le Livre de justice et de plet, la Pratique de Cholet et l'ancienne Coutume glosée d'Anjou qui s'y rapportent; 3° les Coutumes de Beauvoisis, par Philippe de Beaumanoir; 4° les recueils de Coutumes jugées, *notamment li droict et les coustumes de Champaigne et de Brie que li roys Thiebaux establi;* les Coutumes notoires, les Décisions de Jean des Mares, l'ancien Coutumier de Picardie; 5° les anciens styles du Parlement de Paris et

(*) *Voir*, pour les monuments de l'époque féodale, les notices que M. Dupin a placées à la suite de la *Bibliothèque de Droit*, de Camus, et les deux Mémoires sur les monuments inédits de l'histoire du Droit français au moyen-âge, publiés par l'auteur de cet article.

du Châtelet; 6° les pratiques composées au commencement du XV^e siècle, savoir: le grand Coutumier de France, dit de Charles VI, la Somme rurale, par Jean Bouteiller, et la Pratique de Masuer; 7° la très ancienne Coutume de Bretagne, l'ancienne coutume de Bourges et plusieurs autres coutumes provinciales*.

La troisième classe des monuments de l'époque féodale comprend les travaux des légistes français sur le droit romain. Les plus justement célèbres sont ceux de Guillaume Durand, dit le Spéculateur, au XIII^e siècle, et de Jean Faure, vers le milieu du XIV^e.

Le commencement de l'époque de la monarchie absolue est signalé par la rédaction officielle des coutumes générales et locales de la France : ce grand travail dura plus d'un siècle et ne fut point entièrement achevé. Le recueil le moins incomplet de ces coutumes, rédigées officiellement au XVI^e siècle, est le *Coutumier général*, publié par Bourdot de Richebourg, en 4 forts vol. in-fol., 1724.

Les autres monuments du droit français à cette époque sont : 1° les nombreux édits, ordonnances et lettres-patentes des rois ; 2° les arrêts de réglement des divers Parlements ou cours souveraines; 3° les travaux des jurisconsultes.

Le XVI^e siècle fut l'époque la plus glorieuse de la jurisprudence française. Les lettres, l'histoire, la philologie, la philosophie même s'alliaient à la science du droit et l'éclairaient d'une vive lumière. Cujas, Doneau, Duaren, Hotman pour le droit romain, Coquille, Dumoulin, d'Argentré, Loisel, pour le droit coutumier, sont des noms à jamais célèbres.

Les traditions du XVI^e siècle furent conservées jusqu'à un certain point au XVII^e et au XVIII^e par La Thaumassière, Brodeau, Bouhier, Laurière et quelques autres; mais la jurisprudence tendit à devenir facile et lucide plutôt que profonde : le chef et le modèle de cette nouvelle direction est Pothier.

(*) On pourrait ajouter à ces coutumiers les coutumes anglo-normandes publiées par Houard, et les Assises de Jérusalem, tant de la haute que de la basse cour, nos coutumes ayant été portées par les conquérants normands en Angleterre, et par les Croisés français dans la Palestine.

La révolution produisit d'abord la législation intermédiaire qui a été en majeure partie abrogée depuis. Aujourd'hui les sources du droit sont les cinq Codes et le très grand nombre de lois, ordonnances royales et actes des gouvernements antérieurs insérés au Bulletin des lois. Malgré la proscription des arrêts de réglement, la jurisprudence des arrêts obtient dans la pratique un crédit plus général que légitime. L'étude et l'enseignement du droit sont livrés aux formes diffuses et embarrassées du commentaire: le traité qui résume et classe les principes et prépare à l'intelligence des textes et des règles de détail est abandonné par impuissance ou dédaigné par habitude. On doit quelques tentatives d'appliquer de nouveau les études historiques au droit et de renouveler ainsi la glorieuse école du XVI^e siècle à MM. Troplong, Laferrière, etc.* H. K.

DROIT GERMANIQUE, *v.* DROIT ALLEMAND et SAINT-EMPIRE.

DROIT INTERNATIONAL ou DROIT DES GENS. On entend par cette dénomination l'ensemble des lois qui régissent les relations des nations entr'elles. Les Romains donnaient au mot *droit des gens* un sens différent : ils entendaient par là l'ensemble des lois généralement observées par toutes les nations, ou du moins par toutes celles qu'ils connaissaient. Pour éviter tout malentendu entre les jurisconsultes, Bentham a proposé l'introduction du mot *droit international*, et cette expression, déjà adoptée surtout par les Anglais, a trouvé place dans la langue des publicistes de tous les pays européens.

Les nations souveraines étant toutes indépendantes les unes des autres et ne connaissant point de juge commun, on a quelquefois mis en doute l'existence du droit des gens. Trop souvent, il est vrai, des nations puissantes ont abusé de leur force pour violer les règles du droit, et

(*) M. Klimrath aurait, à bon droit, pu ajouter son nom à ceux qu'il cite à la fin de cet article, fruit d'une étude toute spéciale de la matière. Il y était autorisé par ses deux mémoires dont il a été question plus haut dans une note, et par plusieurs autres publications qui ne sont que les prémices d'un vaste travail sur l'ensemble du droit français. J. H. S.

la politique a fait négliger la justice; mais les lois n'en ont pas moins subsisté, l'opprimé n'a pas cessé de les invoquer, et presque toujours l'oppresseur lui-même, voilant sa conduite sous des prétextes spécieux, leur a rendu un véritable hommage. On ne pourrait donc, sans aveuglement, contester l'existence de règles communes, auxquelles les peuples sont nécessairement soumis dans leurs rapports mutuels.

Une grande partie de ces règles, comme la plus grande partie de celles qui gouvernent les individus de chaque nation dans leurs relations privées, est empruntée au droit naturel, et se résume dans les grands principes de justice universelle auxquels personne ne peut se soustraire. Le surplus du droit des gens s'est formé successivement, à mesure que le commerce est devenu plus fréquent et la civilisation plus développée; le besoin et l'utilité ont donné lieu, particulièrement en Europe, à des coutumes, qu'une espèce de consentement tacite a rendues généralement obligatoires. Ainsi le droit des gens, comme tout autre droit, est en partie naturel, en partie positif.

Malgré l'indépendance des nations, les lois qui gouvernent leurs rapports ne sont pas dépourvues de sanction. L'intérêt des états est tellement lié à l'observation de ces lois, qu'ils ne peuvent presque jamais s'en écarter, dans des circonstances graves, sans compromettre leur propre conservation ou au moins leur bien-être. Il se trouve en Europe un assez grand nombre de puissances égales en force et en richesses, toutes capables de lutter contre la nation qui voudrait troubler l'ordre général; et toutes les fois qu'un peuple s'est montré manifestement injuste, il a été obligé de céder tôt ou tard devant la résistance des autres. L'équilibre politique (*voy.* ce mot) qui s'est établi en Europe, et qui a servi de base à presque toutes les transactions diplomatiques depuis environ trois siècles, est véritablement le principe conservateur du droit des gens.

Droits des nations dans leurs rapports entre elles. Les nations sont des sociétés qui peuvent être considérées les unes vis-à-vis des autres comme des personnes morales, ayant par conséquent des droits analogues à ceux des individus eux-mêmes. Ces droits sont absolus ou conditionnels. Nous appelons absolus les droits que les nations tiennent uniquement de la nature et de leur propre existence : les droits conditionnels sont ceux qui résultent de circonstances variables, de conventions faites ou quelquefois d'injures reçues.

De même que tout homme a le droit de conserver sa vie et de repousser les agressions dont il est l'objet; de même qu'il a le droit de maintenir sa liberté, toute nation tient de sa seule existence deux droits inaliénables: celui de sa conservation et celui de son indépendance. Ce sont là ses droits absolus.

Qu'une nation ait le droit de se conserver et de se défendre, c'est un point incontestable et qu'il suffit d'énoncer. Ainsi elle peut prendre d'avance les précautions convenables, lever des troupes, construire des forteresses, etc.; à plus forte raison peut-elle repousser les attaques dont elle serait l'objet, et exiger la réparation du tort qu'on lui aurait causé. C'est le droit de conservation qui a conduit les puissances de l'Europe à consacrer, comme une loi du droit des gens, le principe de l'équilibre politique. Tous les peuples ont facilement senti que si un état devenait beaucoup plus étendu et plus puissant que les autres, il menacerait l'existence et tout au moins l'indépendance de tous; la force des choses les a amenés à renoncer à leur propre agrandissement, pour empêcher celui des autres.

L'indépendance des nations leur est presque aussi nécessaire que leur existence; nous disons *presque*, parce que la vie est le premier de tous les besoins, et que pour la conserver on sacrifie souvent une partie de sa liberté. Ainsi une nation se lie par des conventions, elle renonce ou transitoirement ou pour toujours à quelques-uns de ses droits : ce sont des sacrifices qu'elle fait à son existence ou à son bien-être. On ne peut même pas dire que ce soit là renoncer à son indépendance, car chaque nation n'est indépendante ou *souveraine* qu'à la charge de respecter la *souveraineté* des

autres, et ce ne sont que des traités qui peuvent circonscrire et régler l'usage de ces souverainetés respectives. Mais si une nation abdiquait une partie des droits essentiels à son indépendance pour acheter la protection d'une nation plus puissante, ce ne serait plus qu'un état *mi-souverain;* elle ne tiendrait dans la société des nations qu'une place secondaire, et ce ne serait plus à vrai dire une nation.

L'indépendance d'une nation a particulièrement son importance relativement au choix de sa constitution intérieure, et aux modifications que cette constitution peut être dans le cas de recevoir. Il n'y a aucun doute que, dans les principes rigoureux, un peuple ne soit libre de déterminer, et par conséquent d'altérer au besoin le pacte social qui le régit. Cependant cette liberté a aussi des limites nécessaires. Le choix d'une constitution, et surtout les révolutions qui accompagnent souvent ces altérations, jettent fréquemment du trouble et des inquiétudes dans les nations voisines : le droit qu'ont celles-ci de conserver leur tranquillité et leur bien-être les met dans le cas d'observer ce qui se passe au dehors et d'intervenir amiablement, même quelquefois à main armée, dans les discussions qui s'élèvent à cet égard. Le principe de *non-intervention*, perpétuellement invoqué, quelquefois solennellement proclamé, n'a jamais pu être absolu, et l'histoire nous démontre que dans bien des circonstances il est impossible de ne pas s'en écarter. *Voy.* INTERVENTION.

Ce que nous disons de la constitution en elle-même, s'applique également en tous points au choix que fait une nation des personnes ou des familles appelées à la gouverner, de même qu'à l'adoption ou à l'exclusion de certaines religions.

Le sort des nations est lié si indissolublement au territoire qu'elles occupent, qu'elles sont très légitimement fondées à garantir de toutes manières l'indépendance de ce territoire. Ainsi, quoique l'hospitalité soit un devoir indiqué par la nature, les étrangers peuvent être exclus du territoire, toutes les fois que la nation juge qu'elle y est intéressée; du moins en tous cas le passage et le séjour des étrangers peut être assujetti à des restrictions qui assurent que l'usage du territoire sera complétement innocent. *Voy.* les mots ÉTRANGERS, ÉMIGRÉS, EXTRADITION, RÉFUGIÉS, etc., etc.

C'est encore par suite de leur indépendance que les nations ont le droit d'admettre ou d'exclure les choses et particulièrement les marchandises qui viennent de l'étranger, ou de les assujettir à certains impôts. L'économie politique est la science qui apprend aux états la conduite qu'ils doivent tenir à cet égard.

Les droits conditionnels des nations sont variables comme les circonstances qui les font naître. Ainsi les traités, en créant des obligations, engendrent des droits corrélatifs. Une injure reçue donne le droit d'en exiger et d'en poursuivre la réparation.

Quant aux voies qui sont données aux nations pour faire respecter leurs droits, elles sont tout-à-fait différentes de celles que le droit privé accorde aux individus. Les états souverains n'ayant point de juge supérieur commun, ne peuvent recourir qu'à eux-mêmes pour obtenir justice. Ainsi ils n'y parviendront que par des moyens de conciliation, ou par des moyens de rigueur.

La première chose à faire pour une nation qui se croit offensée, c'est de demander justice à celle dont elle prétend avoir à se plaindre, et de lui offrir même tous les moyens de transaction auxquels son honneur lui permet de consentir. Les puissances étrangères à la querelle peuvent interposer leurs bons offices et leur médiation. Pour suppléer au défaut de tribunal, les états demandent quelquefois à une tierce puissance de juger leur différend comme arbitre : ce moyen de pacification ne saurait être trop encouragé, pourvu que les parties en procès se soumettent de bonne foi au jugement, et que l'arbitre n'abuse pas de sa position pour s'arroger un pouvoir exorbitant.

Il serait à désirer sans doute que l'on pût établir pour les nations qui se rapprochent le plus par leurs mœurs, leur langage, leur religion et leurs relations commerciales, une espèce de tribunal qui aurait une juridiction sur elles toutes, et dont l'influence salutaire pourrait prévenir une grande partie des maux qui

sont la suite nécessaire des contestations entre les peuples. La France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie et la Prusse ont jeté les bases d'une institution de cette nature, dans la déclaration faite par elles à Aix-la-Chapelle, le 15 novembre 1818. Elles s'engagent, par un acte solennel, à se réunir, non-seulement toutes les fois qu'il y aura lieu pour elles de discuter en commun leurs propres intérêts, mais encore lorsque d'autres gouvernements réclameront positivement leur intervention; elles protestent que leurs délibérations n'auront pour but que le maintien de la paix et le repos du monde. Cette déclaration a déjà produit d'heureux résultats : des conférences ouvertes à Londres entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont pacifié la Grèce et affranchi cette belle contrée; d'autres conférences, ouvertes dans la même ville, ont empêché en 1830 une guerre qui menaçait d'embraser l'Europe, et assuré l'indépendance de la Belgique.

Toutes les voies amiables dont nous venons de parler ne peuvent être atteintes que par des négociations entre les puissances: elles sont essentiellement du ressort de la diplomatie. *Voy.* DIPLOMATIE, CONGRÈS, TRAITÉS, etc.

Si les voies de conciliation sont impuissantes, il devient indispensable de recourir aux voies de rigueur: ici chaque nation sera juge de son droit, et cherchera dans ses propres ressources le moyen d'obtenir justice. Mais de même qu'une nation doit avant tout épuiser les voies de conciliation, si elle est réduite à la nécessité d'employer les voies de rigueur, elle ne devra le faire qu'avec lenteur et pour ainsi dire malgré elle; elle devra commencer par les moins hostiles et ne se permettre les plus violentes qu'à la dernière extrémité. Ainsi elle tâchera d'abord d'opposer à son adversaire de simples rétorsions, en lui appliquant la loi que celui-ci a voulu lui faire subir; elle pourra, en cas d'insuffisance, opposer des représailles à des voies de fait. Mais elle ne fera la guerre que lorsque la guerre sera devenue inévitable; car la guerre est toujours un fléau pour tous les belligérants, et son résultat n'est pas toujours d'accord avec la justice. Une fois en guerre, les nations belligérantes devront se souvenir aussi que les hostilités sont elles-mêmes soumises à des lois certaines et déterminées, et ne jamais oublier cet axiome de Montesquieu, que le droit des gens, en temps de guerre, est l'art de se faire le moins de mal possible. *Voy.* RÉTORSION, REPRÉSAILLES, GUERRE.

HISTOIRE DU DROIT DES GENS. L'histoire du droit des gens, si on voulait la faire tout-à-fait complète, serait celle du monde entier, de tous les temps et de tous les lieux. Les nations ont toujours eu quelques rapports avec les peuples voisins, elles ont vécu en paix avec eux ou leur ont fait la guerre, et par conséquent il a dû s'établir un droit qui régît ces relations. Il semblerait même que la partie désignée sous le nom de droit des gens naturel ait constamment dû gouverner les nations; mais trop souvent, mettant de côté les principes de la justice universelle, elles leur ont substitué les avantages de la force, et l'on a vu même s'organiser avec une certaine régularité, dans les différentes parties du monde, un droit du plus fort. « Toutes les nations, dit Montesquieu, ont un droit « des gens; les Iroquois même, qui mangent leurs prisonniers, en ont un. Ils « envoient et reçoivent des ambassades; « ils connaissent des droits de la guerre « et de la paix : le mal est que ce droit « des gens n'est pas fondé sur les vrais « principes. » *Esprit des lois*, liv. I, chap. 3.

Les Romains avaient apporté dans les rapports internationaux une observation plus exacte du droit naturel que tous les anciens peuples. Ils avaient, sous le nom de *féciaux* (*voy.*), des pontifes magistrats qui présidaient à la guerre et à la paix, et ce que nous appelons le droit des gens était connu chez eux sous le nom de *droit fécial*. Mais ce droit lui-même était très borné dans ses règles et dans son application. Tous ceux qui n'étaient pas soumis à l'empire des Romains étaient considérés par eux comme des ennemis; et tout ce qui nous est resté de leurs principes se réduit à peu près à quelques maximes précieuses sur la loyauté avec laquelle la guerre doit être faite et le respect dû aux ambassadeurs. L'invasion

de l'Europe par les Barbares effaça une grande partie de ces bonnes traditions : le droit de la force fut exercé et proclamé par eux dans toute son étendue. Pendant le moyen-âge, la renaissance graduelle de la civilisation et l'institution de la chevalerie amenèrent quelque tempérament dans les rapports des nations en guerre et en paix; le clergé catholique exerça souvent une influence salutaire, non-seulement sur la réformation des mœurs, mais même sur les transactions politiques. Ce fut alors que des luttes fréquentes entre le sacerdoce et l'empire naquit un droit tout particulier, par lequel furent limités les droits respectifs de l'autorité spirituelle et de l'autorité temporelle.

Le droit des gens que l'on appelle *européen*, parce qu'il est généralement reconnu et observé par toutes les nations européennes ou d'origine européenne, a pris naissance dans l'Occident de l'Europe; il s'est formé par les relations entre la France, l'Angleterre et l'Empire; il s'est étendu à mesure que des rapports plus fréquents se sont établis entre la partie nord-ouest de l'Europe et les états méridionaux; il est devenu complet, lorsque les peuples situés au nord-est ont reçu le bienfait d'une civilisation plus étendue, et ont pris place dans la société des nations européennes.

C'est donc avec le système politique de l'Europe que le droit des gens européen a constamment marché, qu'il s'est développé et successivement perfectionné. L'auteur de l'article DIPLOMATIE a si bien exposé l'histoire du système politique de l'Europe qu'il serait inutile et téméraire d'en essayer ici un nouveau tableau. Il y a une liaison si intime entre le droit des gens et la diplomatie qui est la procédure de ce droit, que l'histoire de l'un est nécessairement l'histoire de l'autre. Il suffit de rappeler ce qui a été indiqué dans l'article que nous venons de citer, au sujet de la constitution nouvelle du système politique de l'Europe. L'alliance contractée à Chaumont le 1^er^ mars 1814 entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie et la Prusse, établit au profit des grandes puissances une véritable aristocratie, déjà ébauchée le 21 octobre 1813 par le réglement de Leipzig sur l'administration de l'Allemagne. Cette aristocratie, fortifiée par l'accession de la France dans le congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818, est un événement d'une haute importance, et dont les conséquences sont incalculables. Nous en avons déjà indiqué une partie dans le cours de cet article.

Le congrès de Vienne, réuni en 1814, tient aussi une grande place dans l'histoire du droit des gens. Lors de la signature du traité de Paris, en date du 30 mai 1814, il fut convenu que toutes les puissances qui avaient été engagées dans la guerre enverraient des plénipotentiaires à Vienne pour s'y réunir en congrès général : indépendamment des arrangements nécessaires au complément du traité, le congrès devait jeter les bases d'un équilibre durable en Europe et fonder un nouveau code du droit des gens. Nous ne devons pas nous occuper ici de la question de l'équilibre, qui sera traitée en son lieu; mais nous devons signaler quelques-unes des dispositions importantes qui furent arrêtées à Vienne, et qui tiennent plus particulièrement au droit international. Les agents diplomatiques furent désignés et classés d'une manière uniforme et régulière; leurs droits et ceux des nations qu'ils devaient représenter furent déterminés, quant au cérémonial et à la préséance. Il fut décidé que les fleuves et rivières dont le cours navigable sépare ou traverse le territoire de plusieurs états, seraient ouverts à la navigation et au commerce de tous les peuples. Enfin on arrêta que dans un délai qui serait ultérieurement fixé par les puissances intéressées, la traite des noirs serait définitivement abolie. *Voy.* AGENTS DIPLOMATIQUES, AMBASSADEUR, NAVIGATION DES RIVIÈRES, TRAITE DES NOIRS.

Nous ne terminerons pas cet article sans dire un mot de l'histoire scientifique du droit des gens. Ce droit important a dû particulièrement son développement aux écrits des jurisconsultes publicistes qui l'ont pour ainsi dire codifié, et qui ont donné la plus grande autorité aux principes en les proclamant. A leur tête il faut placer Grotius (*Mare liberum;*

De jure belli et pacis, etc.) et Pufendorf (*De jure naturæ et gentium*, etc.) que l'on considère avec raison comme les pères de la science, quoiqu'ils eussent déjà été devancés par des auteurs non dépourvus de mérite, tels qu'Albéric Gentilis, Oldendorp, Vasquez, etc. Après eux, viennent surtout Wolff, Vattel, Martens, Schmalz, Klüber, Rayneval, etc. Ce qu'il est important de signaler, c'est qu'il s'est formé deux écoles, l'une toute *positive* et fondée sur l'observation des précédents, l'autre toute *spéculative* et ne s'attachant, pour ainsi dire, qu'à l'examen de ce qui devrait être. Grotius, à raison du nombre des faits qu'il allègue perpétuellement à l'appui de ses doctrines, passe pour le chef de l'école positive; mais c'est particulièrement en Allemagne que cette école a trouvé faveur. Jean-Jacques Moser lui a donné de grands développements dans ses nombreux écrits; Martens, Koch, Schmalz, Klüber, Saalfeld, en ont été les organes dans les universités. On peut encore rattacher à cette école ceux qui ont étudié particulièrement le droit des gens dans les traités, tels que Leibnitz, Schmauss, Wenck, etc. Pufendorf, en fondant le droit des gens sur le droit naturel, a donné naissance à l'école spéculative, dont Wolff et après lui Vattel ont été les plus illustres propagateurs. De nos jours, M. Pinheiro Ferreira, dans son cours de droit public et dans ses observations sur les ouvrages de MM. de Martens, et M. Mill, dans un article très remarquable de l'*Encyclopædia Britannica*, ont soutenu les principes de cette école avec autant de chaleur que de talent. On ne peut se dissimuler qu'une école toute positive et une école toute spéculative sont également défectueuses. En effet, le passé est-il toujours suffisant pour régler l'avenir, et devons-nous nous arrêter sans préparer la voie à des améliorations nécessaires? D'un autre côté, quelle peut être l'utilité pratique d'une doctrine qui semble trop souvent négliger le passé et mettre en oubli les usages reçus pour enseigner aux nations de pures théories? Ce n'était point ainsi que pensait Grotius, quelque positif qu'il fût : il enregistrait les faits passés et les opinions de ses prédécesseurs, mais en montrant les réformes successives que la civilisation et la philosophie avaient introduites dans le droit des gens, et en indiquant les progrès qu'il devait faire encore. Grotius est donc véritablement le chef d'une école mixte, que l'on peut appeler école *progressive*, vivant de passé et d'avenir, à la fois positive et spéculative. C'est la voie tracée par le génie de ce grand homme que tâche de suivre dans ses leçons le professeur chargé d'exposer le droit des gens dans la faculté de droit de Paris, depuis que M. de Vatimesnil, pendant son trop court ministère de l'instruction publique (1829), a doté cette école d'un aussi important enseignement. P. R.-C.

DROIT MARITIME, *voy.* DROIT COMMERCIAL.

DROIT MILITAIRE, *voy.* MILITAIRE.

DROIT MUNICIPAL, *voy.* MUNICIPAL.

DROIT NATUREL. Ces mots ont été pris dans deux acceptions très différentes. Quelques philosophes font le droit naturel synonyme de la *morale appliquée*. La morale générale détermine quelle est la destination ou la fin de l'homme, en d'autres termes, en quoi consiste pour lui le souverain bien. Il reste ensuite à résoudre une autre question : Quelles sont les règles de conduite que l'homme doit se prescrire dans toutes les circonstances de sa vie pour accomplir sa destination? Cette question fait l'objet de la science de la morale appliquée, du droit naturel, si l'on veut employer ce mot dans sa signification la plus étendue. Mais telle n'est pas l'acception que lui donnent la plupart des philosophes. Ils opposent le *droit naturel* ou la philosophie du droit au *droit positif*. Le droit positif est la science de la législation; il fixe les principes qui doivent régler les rapports des hommes entre eux pour que la société se maintienne, et il détermine des peines pour l'infraction de ces principes. Le droit positif, ayant toujours pour but le maintien et la prospérité d'une société particulière, est variable suivant les temps, les lieux et toutes les conditions dans lesquelles peut se

trouver la société. Il n'en est pas de même du droit naturel qui règle aussi les droits et les devoirs de l'homme dans l'état de société, mais qui est antérieur à la société elle-même, invariable, indépendant des temps et des lieux, servant de base commune au droit positif de toutes les sociétés particulières. *Voy.* l'article DROIT (p. 532).

Il y a un très grand nombre de philosophes et de jurisconsultes qui n'admettent pas le droit naturel dans le dernier sens que nous venons d'indiquer. Les uns rejettent le droit naturel par un principe logique, les autres par un principe moral et métaphysique. Les premiers sont ceux qui contestent la possibilité d'appliquer la méthode *à priori* aux sciences historiques et en particulier à la jurisprudence : le droit positif est pour eux la base unique de la science; toute tentative pour trouver une base purement rationnelle et indépendante de toutes les conventions sociales ne conduit, suivant eux, qu'à des rêveries sans résultat.

Cette question a été agitée dans tous les temps : elle divisait déjà dans l'antiquité les partisans de Platon et ceux d'Aristote; elle a été renouvelée de nos jours en Allemagne et a produit des discussions d'un grand intérêt. Les deux écoles de jurisconsultes, divisées sur cette question, ont été désignées en Allemagne sous les noms d'école historique et d'école philosophique. La première, ainsi qu'il a été dit à la page 533, a pour principaux représentants, MM. de Savigny et Hugo; à la tête de la seconde se trouvent le grand métaphysicien Hegel et ses disciples, parmi lesquels figure au premier rang le jurisconsulte M. Gans. La philosophie de Hegel a donné une grande impulsion à l'étude du droit naturel, M. de Schelling, dans sa réaction exagérée contre l'idéalisme de Fichte, s'était beaucoup trop préoccupé de l'étude de la nature extérieure; il avait négligé la morale et le droit naturel dont l'étude a été remise en faveur par l'école de Hegel. Hegel représente, dans le droit naturel, la méthode *à priori* dans son expression la plus hardie; il est le plus synthétique de tous les philosophes; il a la prétention de reproduire dans son système la marche nécessaire des conceptions absolues; il procède toujours *à priori* par une série de notions abstraites qui se déduisent les unes des autres.

Les jurisconsultes qui sont en Allemagne à la tête de l'école historique se sont vivement récriés contre cette méthode abstraite et métaphysique. Le droit naturel, suivant eux, est une chimère ou n'est autre chose que la philosophie du droit positif. Les hommes les plus distingués de cette école n'osent pas exclure entièrement de la jurisprudence les principes généraux et abstraits, mais ils demandent que ces principes soient toujours déduits de l'étude du droit positif. Ils ont donné des arguments assez spécieux en faveur de leur opinion sur ce caractère chimérique du droit naturel. Ils s'appuient sur l'extrême différence qu'on remarque entre la législation des différents peuples et des différentes époques, ainsi que sur les transactions que le législateur est toujours obligé de faire lorsqu'il applique les principes absolus de la morale. Ils demandent, par exemple, pourquoi la législation ne punit pas les intentions. Lorsque l'intention du crime est tout-à-fait avérée et qu'il est prouvé en même temps que la réalisation de l'intention a été arrêtée par une circonstance tout-à-fait indépendante de la volonté de l'individu, celui-ci n'est-il pas aussi coupable aux yeux de la morale que s'il avait donné à son intention un commencement d'exécution? Pourquoi la loi ne le punit-elle pas? Pourquoi aussi la législation établit-elle des différences entre des cas tout-à-fait semblables sous le point de vue moral? Pourquoi, par exemple, ne punit-elle pas l'adultère du mari, tandis qu'elle punit celui de la femme? On peut citer mille exemples du même genre dans les législations les plus perfectionnées. On peut tirer de là cette conséquence, que la législation ne peut pas être une application rigoureuse des règles imprescriptibles de la morale; on est obligé de consulter l'intérêt de la société et de transiger avec la rigueur absolue des principes. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il existe un type absolu de vertu et de moralité qui est révélé à l'homme par sa rai-

son, d'après lequel il distingue le bien et le mal, par conséquent le mérite et le démérite, et qui est le fondement de la législation aussi bien que de la morale. C'est de ce type absolu que se déduisent les principes abstraits du droit naturel qui sans doute ne peuvent jamais être appliqués dans toute leur rigueur, mais dont la législation positive se rapproche toujours davantage à mesure que la civilisation fait plus de progrès.

Les objections des philosophes eudémonistes contre le droit naturel, quoique aboutissant au même résultat, ne doivent pas être confondues avec celles des jurisconsultes de l'école historique. Suivant les eudémonistes, les partisans de la morale de l'intérêt, il n'existe chez l'homme aucun mobile désintéressé qui le porte à l'accomplissement de la vertu: tout est dans le calcul de l'intérêt bien entendu. Ce principe étant établi dans la morale, on reconnaît facilement quelles doivent en être les conséquences dans le droit naturel. Le législateur, suivant cette théorie, ne devrait consulter aucun principe de devoir et de conscience; il ne devrait avoir en vue que l'intérêt de la société à laquelle il donne des lois.

L'examen *général de cette théorie* appartient plutôt à la science de la morale qu'à celle du droit naturel. Nous indiquerons seulement *ici* le *principe moral* sur lequel nous paraît reposer le droit de punir, base première de tout le droit naturel.

L'examen psychologique nous montre l'ensemble des faits qui ont lieu dans la conscience lorsque nous faisons ou lorsque nous voyons faire un acte vertueux ou coupable. Il y a trois faits qui se succèdent alors dans notre âme, 1° un fait d'intelligence : c'est la perception absolue par la raison du caractère moral de l'acte; nous le caractérisons comme étant vertueux ou vicieux ou indifférent. Sans doute la conscience morale n'est pas infaillible; ses enseignements peuvent être quelquefois vagues et ambigus, mais il y a un certain nombre de principes absolus sur lesquels elle nous fournit des indications aussi claires que certaines. 2° Un fait esthétique : c'est une perception qui vient à la fois de l'imagination et de l'intelligence, et qui nous donne le sentiment soit de la laideur et de la difformité du vice, soit de la beauté de la vertu. On a quelquefois identifié ce second phénomène avec celui de la jouissance ou de la souffrance morale; mais ce sont des mots qui expriment inexactement le caractère purement esthétique de cette seconde partie du phénomène moral. La 3^{me} partie du phénomène moral est la perception du mérite ou du démérite d'une action. Nous savons qu'une action vertueuse mérite estime et récompense, qu'une action vicieuse mérite mépris et punition. Lorsque nous sommes nous-mêmes auteurs de l'acte vertueux ou vicieux, le sentiment de mérite ou de démérite *engendre en nous* la satisfaction morale ou le remords.

Si l'on demande pourquoi l'idée de mérite est attachée à la vertu et celle de démérite au vice, il n'y a rien à répondre, sinon que ce qui existe existe. Le rapport *intime des deux faits est tellement* évident, qu'il est sans exemple qu'on ait nié la distinction du mérite et du démérite *en accordant* celle de la vertu et du vice. Ce n'est que lorsqu'on confond le bien et le mal qu'on peut arriver à *nier la légitimité du remords* ainsi que celle des peines infligées par les législateurs.

Par rapport aux relations des hommes entre eux, il est évident qu'il n'y a pas de droit naturel pour ceux qui n'admettent pas la différence primitive du bien et du mal, du mérite et du démérite. Il n'y a pour eux qu'un droit positif résultant de certaines conventions conclues dans l'intérêt de la société et de ceux qui la composent. La réalité du droit naturel a été combattue par beaucoup de philosophes eudémonistes, parmi lesquels Hobbes doit être placé au premier rang: son argumentation est assez spécieuse et a été reproduite par la plupart des philosophes de la même école.

Suivant Hobbes, le bien-être est la fin de l'homme. Il ramène à l'égoïsme tous nos sentiments et tous nos principes de détermination. Il résulte de là que l'homme a le droit de faire et de s'approprier, par tous les moyens possibles, tout ce qui peut contribuer à son bien-

être. Dans l'état de nature, les hommes n'ayant en vue que de rechercher leur bien-être par tous les moyens possibles, il doit y avoir entre eux des collisions à chaque instant : de là le principe de Hobbes que la guerre est l'état de nature. Cette guerre perpétuelle ne peut pas durer longtemps parmi les hommes, et l'état de nature est promptement remplacé par l'état de société. La société, suivant Hobbes, n'a pas d'autre but que d'établir une force assez grande pour détruire à tout prix cet état primitif dans lequel existe la guerre de tous contre tous. Aussi Hobbes se prononce-t-il pour la forme du gouvernement despotique. Plus un gouvernement est fort, plus il atteint le but pour lequel est institué l'état de société; si son pouvoir était limité, ce ne pourrait être qu'au profit des forces individuelles et de l'état de guerre. Les sujets n'ont aucun droit à réclamer de ceux qui les gouvernent : leur devoir unique est l'obéissance absolue.

Un pareil système semble condamné de lui-même par les conséquences auxquelles il aboutit, conséquences contre lesquelles se révolte évidemment la conscience de l'humanité. D'ailleurs il n'est pas difficile de démontrer que Hobbes se contredit lui-même en admettant pour l'homme un devoir unique, celui d'obéir aux lois et aux puissances. Si la supériorité de l'état de société sur l'état de nature est évidente par elle-même, on peut demander comment il est possible que l'état de nature ait existé parmi les hommes. Si cette supériorité n'est pas absolument évidente, comment Hobbes peut-il parler de l'obligation où nous sommes dans tous les cas d'obéir aux puissances établies? Si le bonheur est l'unique fin de l'homme, nous ne sommes tenus d'obéir au gouvernement que lorsque ses ordres nous paraissent conformes à notre intérêt personnel, et Hobbes se contredit manifestement lorsqu'il admet que la soumission aux puissances est pour les hommes une obligation absolue et sans exception.

Le système de Hobbes a été renouvelé de nos jours sous d'autres formes par un célèbre jurisconsulte anglais, Bentham. Bentham est beaucoup moins profond que Hobbes; l'étude des lois a absorbé toute sa vie, et il ne s'est presque pas occupé de métaphysique. Il pose le principe de l'utilité, mais sans chercher à le démontrer : il le regarde comme un axiome évident par lui-même. Aussi ce n'est pas comme métaphysicien que Bentham est célèbre : c'est par l'application qu'il a faite du principe de l'utilité à la morale et à la jurisprudence. Il a créé deux sciences qu'il a appelées *arithmétique morale* et *arithmétique sociale*. La première de ces deux sciences détermine les règles de la conduite en vue du principe de l'intérêt bien entendu. Elle nous donne le moyen d'évaluer la quantité de bien et la quantité de mal qui émanent d'une action et de déterminer le rapport de ces deux quantités. L'arithmétique sociale applique à la jurisprudence le même genre de recherches en vue du principe de l'intérêt général.

Il ne serait pas difficile de montrer dans le système de Bentham des contradictions analogues à celles que nous avons signalées dans celui de Hobbes. La plus grande difficulté consiste à savoir comment on passe de l'intérêt individuel, qui est pour lui la base de la morale, à l'intérêt général, base de la législation criminelle et sociale. L'intérêt propre de l'individu peut se trouver en désaccord avec l'intérêt général. Dans ce cas, qu'est-ce qui le déterminera à se soumettre, s'il ne reconnaît pas un principe supérieur à celui de l'utilité? C'est là la grande objection qu'on peut adresser à tous les philosophes eudémonistes, et Bentham ne l'a pas mieux résolue que les autres. Outre cette contradiction générale qu'on a toujours reprochée à sa théorie, on peut en signaler d'autres dans les applications. Ainsi Bentham admet, comme nous, qu'il est juste de ne pas punir les crimes des fous et des enfants, qui sont cependant aussi nuisibles à la société que les autres. Et pourtant, si on les laisse impunis, c'est en vertu d'un principe moral qui ne permet pas de punir ceux qui ne sont pas responsables de leurs actes, quel que soit d'ailleurs le mal qu'ils aient causé à la société.

Nous avons exposé brièvement les bases fondamentales du droit naturel : il

tels étaient trop souvent arrosés de sang humain; le mépris de la vie de l'homme est un des traits distinctifs de l'ancien monde, de ce monde que les lumières du christianisme n'avaient pas encore éclairé.

Si au contraire l'indépendance personnelle l'emporte sur les droits de l'état et le place par ses résistances dans l'impossibilité de prêter force au droit et d'appliquer aux affaires humaines les mesures d'utilité générale compatibles avec les lois de la justice, il y a anarchie. C'est ainsi que les invasions des peuples du Nord brisèrent les fondements de l'état romain : les principes de l'individualité et de l'indépendance personnelle se substituèrent aux principes d'ordre et d'unité politique; la reconstruction de l'état ne redevint possible que lorsque les traditions romaines, les principes civilisateurs du christianisme et l'unité de la société religieuse enlacèrent les races indisciplinées du Nord et contraignirent la liberté de l'individu à se concilier avec l'ordre social.

Fixer les conditions essentielles de cette transaction entre l'individu et l'état, préciser pour les diverses manifestations de la liberté humaine leur point d'intersection avec le droit de la société, c'est là poser les bases de l'organisation sociale, déterminer les droits publics des membres de l'état, fonder le droit constitutionnel du pays.

La liberté humaine se révèle par des faits matériels et par des faits moraux : par ces faits nous pouvons agir sur nous-mêmes, sur nos semblables et sur les objets dont nous sommes entourés. Le point d'arrêt, nous le rencontrons ou dans le droit des individus ou dans le droit de l'état. Les manifestations de l'activité individuelle ne cessent d'être légitimes, dans la sphère de la justice sociale, que lorsqu'elles blessent le droit à l'égard des individus ou qu'elles ôtent à l'état les moyens d'atteindre le but de la société civile. De là la division du droit national en *droit public* et en droit *privé*, selon qu'il tend à concilier entre elles les activités individuelles ou bien l'action des individus et celle de l'état.

Sans doute tout excès de l'activité individuelle au préjudice des individus est en même temps une cause de perturbation pour l'état; toute atteinte aux droits propres de l'état est plus ou moins préjudiciable aux individus qui le composent. Cependant, on distingue ici l'intérêt direct de l'intérêt indirect; on ne place pas sur une seule et même ligne les rapports de famille et d'individu à individu, et les rapports des individus et des familles avec l'état.

Les premiers, qui concernent essentiellement l'état civil des personnes, l'acquisition et la transmission des biens, sont réglés par la loi civile; les seconds, par la loi constitutionnelle proprement dite et les lois organiques qui la complètent.

Et comme la loi pénale n'est que le dernier mot du droit social en toutes choses, la sanction humaine et immédiate qui s'applique, en des mesures diverses, à tous les faits contraires au droit qui atteignent un certain degré de gravité, il y a, par la nature même des choses, un droit pénal privé et un droit pénal public : le premier, complément de la loi civile; le second, de la loi constitutionnelle.

Ainsi le dol, la violence, sont des causes de nullité en matière d'obligations conventionnelles; si les faits constitutifs du dol, de la violence revêtent certains caractères, la loi pénale complète la loi civile par ses pénalités contre l'escroquerie, le faux, l'abus de confiance, les menaces conditionnelles, les coups, les blessures.

De même la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté individuelle, toutes les libertés publiques sont garanties et réglées par le droit constitutionnel : si on leur porte atteinte, ou si on dépasse, dans leur exercice, les limites tracées par le droit national, la loi pénale complète la loi constitutionnelle par ses sanctions, soit en réprimant les excès de ceux qui aspirent à la licence, soit en sévissant contre ceux qui mettent obstacle à l'exercice légitime de ces libertés.

Cependant cette division du droit national en droit constitutionnel ou public, et en droit civil ou privé, très utile comme

nous resterait à indiquer aussi les divisions générales de cette science, mais ce sont celles qu'on a déjà indiquées au mot DROIT en général (p. 531). AM. P-ST.

DROIT PÉNAL, *voy.* PEINES.

DROIT POLITIQUE, *voy.* DROIT PUBLIC, CONSTITUTION, GOUVERNEMENT, ARISTOCRATIE, DÉMOCRATIE, etc.

DROIT POSITIF, *voy.* DROIT (p. 532) et DROIT NATUREL (p. 577).

DROIT PUBLIC. Le droit public comprend deux grandes sections : le *droit public interne* ou *constitutionnel* et le droit public *extérieur* ou *international.* Nous ne parlerons ici que du premier ; le droit international ou des gens a été l'objet d'un article séparé.

La société civile est le résultat de deux éléments constitutifs, *l'agrégation* et *l'ordre.* L'agrégation, c'est la réunion d'un nombre plus ou moins grand de familles dans un lieu donné et pour un but commun ; l'ordre, c'est le principe qui vivifie et légitime ce fait, la loi qui régit l'association.

Le fait de l'agrégation produit par ses variétés les différences extérieures qui distinguent une société de l'autre ; c'est de la loi constitutive de l'association que résultent les différences intimes, les organisations variées qu'on reconnaît dans les diverses sociétés civiles.

L'agrégation peut avoir lieu entre hommes de races diverses ou d'une seule et même race, elle peut être plus ou moins nombreuse, se distinguer de toutes les autres par la nature du climat, par l'étendue et les qualités du sol qu'elle occupe, par ses habitudes méditerranées ou maritimes, par les travaux auxquels elle doit se soumettre, par les habitudes qu'elle est obligée de contracter pour pourvoir à sa subsistance et aux conditions de sa défense.

La loi organique de l'agrégation peut offrir des diversités encore plus intimes. Et d'abord, selon qu'elle réalise le principe de l'égalité civile ou qu'elle fonde et sanctionne le privilége, elle donne naissance à deux ordres de sociétés civiles qu'un abîme sépare, à deux grands faits sociaux dont l'un domine l'histoire du monde ancien, tandis que l'autre, grâce à l'initiative et aux forces civilisatrices de la France, travaille à la conquête des sociétés modernes. Si le principe de l'égalité civile n'admet guère de profondes variétés dans ses applications sociales, le principe du privilége au contraire peut donner naissance aux organisations les plus diverses et en apparence les plus opposées.

Écrite ou non, stipulée par un pacte, imposée par un acte de pouvoir, ou demeurée à l'état de coutume, la loi organique de la société règle les conditions fondamentales de l'association et les droits de chaque associé, en tant que membre de la même communauté ; elle trace ainsi les limites que la justice et les exigences de l'ordre social imposent à l'activité individuelle et donne à l'état, comme à l'individu, la garantie des droits qui leur sont maintenus ou réservés.

Du fait de l'agrégation d'un nombre plus ou moins grand d'êtres libres, intelligents et responsables, et du principe d'ordre qui l'anime et l'organise, résulte l'*état*, avec sa personnalité, son action, ses droits, ses obligations, sa responsabilité morale. En présence de l'état est l'*individu*, lui aussi essentiellement libre, actif, responsable. L'état ne serait point si la réunion dans un but commun et sous une commune loi d'un certain nombre d'individus actifs, libres, moraux, ne lui donnait naissance ; l'individu manquerait des moyens indispensables au développement de sa nature et se trouverait placé hors des voies régulières de l'humanité, s'il ne trouvait secours et protection dans l'état.

Si la personne morale, l'état, exagérant ses droits, exerçant un pouvoir illimité, absorbe les activités individuelles et tend à transformer les individus en purs instruments, quels que soient le nom et les formes extérieures d'une semblable association, il y a tyrannie. L'abus des principes d'ordre et d'unité immobilise, pétrifie la société. L'homme individuel disparaît alors devant une abstraction, ou bien il s'abdique au profit d'un intérêt égoïste qui se cache sous le voile du bien public. Ce fait s'est souvent réalisé dans les états du monde ancien. L'individu n'y était guère respecté : l'état était un dieu impitoyable dont les au-

méthode, en fait n'est pas et ne peut jamais être absolue. Il est des matières qu'on pourrait appeler mixtes, des matières où l'intérêt social et celui des individus et des familles sont également directs. Personne n'ignore qu'il faut placer au nombre de ces matières, entre autres, le mariage, la puissance paternelle et les principes généraux des successions. Bien que ces matières, par leurs liaisons avec les autres branches du droit privé et par les développements qu'elles exigent, trouvent leur place naturelle dans le droit civil, il n'est pas moins vrai que par leurs principes *dirigeants* elles se rattachent au droit public. Ce n'est que par l'étude approfondie de l'organisation sociale et politique du pays, qu'on peut mettre dans toute leur lumière ces branches du droit privé, en saisir toute la portée et se bien pénétrer de ces maximes fondamentales, dont toutes les dispositions d'une bonne législation doivent découler, comme les corollaires de leurs prémisses. En un mot, c'est dans le droit constitutionnel, dans ses principes et dans ses origines historiques que se trouve, pour ainsi dire, la tête de tous les chapitres du droit national. Ignorer le droit public, en mépriser l'étude, n'en pas sentir l'importance, ce serait se condamner, dans le droit privé, à une stérile exégèse.

On bornerait ainsi l'horizon de la science de manière à ne pouvoir embrasser l'ensemble du droit national, ni saisir les rapports qui lient entre elles ses différentes parties.

Cette tendance à rabaisser ainsi l'étude du droit, à la détacher de toute vue générale, de toute idée philosophique, serait également funeste à la législation et à la jurisprudence. L'abus de l'exégèse enfante une logique étroite et mesquine qui fausse les esprits et en diminue la portée. A force de ne regarder chaque objet particulier qu'isolément et de trop près, l'œil de l'intelligence se fait myope et toute bonne législation devient impossible.

Il n'est guère de question législative et politique dont la solution rationnelle puisse être fournie par un seul et même principe. L'art du législateur consiste essentiellement à saisir des principes et des faits généraux divers, et à découvrir leur véritable point d'intersection. Sans doute la portée de chaque principe n'est pas la même; ils n'ont pas tous droit à une part égale d'influence dans l'œuvre de la législation. Ainsi tout autre principe, tout fait général doit se subordonner aux principes invariables de la justice; ainsi il n'est point d'utilité sociale qui puisse légitimer la condamnation d'un innocent ou le refus d'un enfant d'accorder des aliments à son père indigent. Mais dans les bornes immuables de ces principes éternels, le domaine de l'utilité sociale est vaste et varié. Là les faits généraux les plus divers peuvent se rencontrer, se heurter ou se concilier. Il appartient au législateur de donner à ces faits généraux toute l'influence qui est compatible avec la justice, et d'apprécier chaque fait général de manière que la prépondérance n'appartienne pas au fait le moins important, que les conséquences les plus graves ne soient pas déduites du principe le moins utile.

La justice n'ordonne ni ne défend d'une manière absolue les substitutions : les substitutions seront-elles défendues? Le seront-elles sous toutes les formes, dans tous les cas? Qui ne sait combien de motifs divers d'utilité peuvent se présenter au législateur pour lui dicter la solution de la question? L'organisation plus ou moins démocratique de la société et des pouvoirs politiques, l'intérêt des familles, la liberté des testaments, les intérêts de l'agriculture, les intérêts du commerce, tous ces faits généraux doivent être saisis, rapprochés, comparés et conciliés autant que cela est possible. De là ce fait bien reconnu qu'il est peu de lois qui, à côté de la règle générale, n'offrent quelques limitations, quelques exceptions. Le Code civil a défendu les substitutions : en présence de la nouvelle organisation sociale et politique de la France, et sous l'action puissante du commerce et de l'industrie moderne il n'en pouvait être autrement; cependant dans le Code lui-même la prohibition n'est pas absolue; il est quelques exceptions à la règle, quelques concessions faites à l'esprit de famille et aux sollicitudes des parents (C. c., L. 3. T. 2, ch. 6.)

La jurisprudence chargée d'expliquer, d'interpréter la loi et même de la compléter par ses doctrines et ses applications, n'a pas sans doute l'obligation de s'enquérir des principes et des faits généraux qui lui ont donné naissance dans le but d'en apprécier l'utilité. *Lex est.* Ce mot est permis au légiste. Mais des principes et des faits généraux qui ont déterminé le législateur et donné naissance au droit positif découlent, avec le texte de la loi, ce que nous appelons ses principes *dirigeants*, les principes pratiques d'application, qui dominent le droit positif, qui en sont pour ainsi dire l'âme et la clef. Ces principes, ces règles générales d'application ne sont pas les mêmes que les principes déterminants et les faits généraux, mais ils en sont la conséquence, la conclusion dogmatique que le législateur en a extraite, qu'il a posée comme base de droit positif et dont tous les détails d'une législation bien faite ne sont que des corollaires. Ainsi, en matière de dispositions testamentaires, le législateur est arrivé à ce principe dirigeant, à cette règle fondamentale de droit positif : il est défendu de donner à la charge, pour l'héritier ou légataire, de conserver et de rendre à un tiers. Voilà le principe dirigeant; quelque nom que prenne la disposition, quelque forme qu'elle ait revêtue, quelque déguisement qu'elle ait emprunté, si elle réunit ces deux caractères, elle tombe sous la défense de la loi.

Cela est évident, dira-t-on; la règle est écrite dans la loi, le principe dirigeant s'y trouve en toutes lettres. En effet, l'exemple que nous avons choisi pourrait laisser croire qu'il n'est nullement nécessaire de remonter aux principes et aux faits généraux et partant aux origines historiques et aux doctrines du droit public, pour saisir les principes dirigeants du droit privé et en connaître toute la portée. Grave erreur! Nous avons, pour mieux expliquer notre pensée, choisi un exemple où la distinction entre les principes moteurs de la législation et les principes dirigeants du droit positif, ainsi que le rapport qui les rattache les uns aux autres, sont le plus manifestes. Mais cette évidence ne se retrouve pas également dans toutes les parties de la législation : il en est où le principe dirigeant ne se trouve pas en relief, en saillie; il s'agit alors de le rechercher, de le mettre en évidence, d'en fournir à la pratique la formule rigoureuse; et certes il serait étranger à toute saine philosophie du droit, celui qui, dans ces cas, méconnaîtrait la portée et l'utilité pratique des considérations qui précèdent.

L'organisation sociale, la reconnaissance et la garantie des droits publics ne forment pas seules la matière du droit constitutionnel. La société c'est l'ordre, l'ordre suppose la règle, la règle un pouvoir qui la déclare, un pouvoir qui l'applique, un pouvoir qui l'exécute, même en venant, s'il le faut, en aide au droit par la contrainte et la force.

Le pouvoir social c'est l'ordre vivant, agissant. Diriger, secourir, protéger, contenir, réprimer : telle est sa mission, son obligation, son droit; mission auguste, obligation sacrée, droit impérissable ! car là où le pouvoir est impossible la société s'écroule et l'homme s'abrutit. La société c'est le but, le pouvoir c'est le moyen. Leur légitimité dérive de la même source, du devoir; du devoir qui nous commande à tous de nous renfermer dans les liens de l'ordre social, sans lequel tout développement, tout progrès est impossible pour l'homme. La société est éminemment légitime lorsqu'elle est régulière et progressive; le pouvoir, lorsqu'il travaille à placer la société dans les conditions de sa légitimité.

Considéré dans son exercice, le pouvoir social renferme nécessairement une question de capacité. Il est absurde d'imaginer qu'il puisse jamais appartenir légitimement aux ignorants de déclarer le droit et aux méchants de l'appliquer; que la justice et la force sociale puissent être confiées à ceux qui auraient intérêt à en abuser. Aussi les niveleurs les plus résolus n'ont-ils jamais imaginé de confier le pouvoir aux femmes, aux enfants, aux repris de justice, aux idiots. Quelle que soit la ligne de démarcation qu'on adopte, toujours est-il qu'on reconnaît la nécessité de séparer les capables des incapables.

L'égalité civile et l'égalité politique

sont donc deux idées profondément différentes, on peut même dire opposées.

La première, conforme aux lois de notre nature, est le but vers lequel la civilisation doit amener toutes les sociétés humaines. L'homme ne saurait être un instrument au service d'un autre homme. L'égalité civile c'est la jouissance pour tous des mêmes droits publics et privés. La somme de ces droits s'accroît avec le progrès des sociétés; elle doit s'accroître pour tous : c'est là l'égalité.

Les droits politiques ne sont la propriété de personne. Leur jouissance est une mission, leur exercice une fonction. Le nombre des hommes capables de les exercer, par les garanties qu'ils offrent de capacité et de moralité, augmente avec le progrès des lumières et de la richesse. Mais rien ne paraît annoncer la possibilité d'une société civile dont tous les membres indistinctement seraient également dignes d'être investis du pouvoir social, également aptes à bien gérer les affaires de la communauté.

L'aptitude aux pouvoirs politiques ne peut être constatée que par voie d'induction. L'induction peut s'appuyer de faits divers, les études, la profession, la richesse, l'âge, la condition. De là une grande variété dans l'organisation des pouvoirs politiques.

Cette organisation forme la seconde branche du droit constitutionnel.

Les droits constitutionnels proprement dits sont donc les droits publics et les droits politiques.

L'accroissement des premiers et leur garantie de plus en plus assurée, c'est le but essentiel de l'association et la marque certaine de ses progrès.

La capacité politique s'étend en même temps et rend ainsi impossible le retour du privilége et des gouvernements patrimoniaux.

Le droit constitutionnel offre donc au publiciste trois objets principaux de recherches et d'étude.

Le premier est de savoir lequel de l'égalité civile ou du privilége est le principe fondamental, la base de l'organisation sociale.

Le second est de reconnaître quels sont les libertés ou droits publics garantis à tous les membres de l'état. Par cette recherche on est nécessairement amené à reconnaître en même temps quels sont les droits de l'état et les limites qu'ils imposent aux libertés individuelles.

Le troisième objet c'est l'étude de l'organisation du pouvoir social et des droits politiques qui en résultent.

Elle est donc incomplète, pour le dire en passant, la division de nos droits en *droits civils* et droits *politiques*. Si par droits civils on entend seulement les droits reconnus par la loi civile, par le droit privé, où placerons-nous nos libertés les plus chères, la liberté individuelle, la liberté de conscience, la liberté de la presse, le droit de pétition? Parmi les droits politiques? Mais qu'ont de commun ces libertés, qui sont le bien de tous, avec les droits politiques qui n'appartiennent qu'à ceux qui sont présumés capables de les exercer?

Si par droits civils on entendait tous les droits appartenant aux membres de la cité, ceux qui sont réglés par la loi civile comme ceux que garantit la loi constitutionnelle, on confondrait entre elles les choses les plus diverses, on supprimerait la distinction entre le droit public et le droit privé : ce serait épaissir les ténèbres au lieu d'apporter la lumière.

Ces principes rationnels sont au reste conformes au droit positif français.

La Charte pose d'abord le principe fondamental de l'égalité civile. Elle reconnaît ensuite et garantit les droits publics des Français. Elle pose en troisième lieu les bases de l'organisation politique.

Tous les articles de la Charte ne se trouvent pas, il est vrai, à la place qu'ils devraient occuper dans une disposition parfaitement régulière, mais les codes ne sont pas des traités, et le législateur ne peut se soumettre aux règles qu'un auteur doit s'imposer. Il n'y a identité ni dans le but ni dans les moyens.

Le droit constitutionnel peut être *écrit* ou *traditionnel*, fondé sur des textes de loi et des pactes solennels ou simplement révélé par la coutume, expliqué par les précédents.

La codification (*voy.*) est un des caractères de notre temps. Elle s'est ap-

pliquée au droit constitutionnel comme aux branches du droit.

Aussi les constitutions (*voy.*) réelles ou en projet, éphémères ou durables, se sont-elles multipliées de nos jours d'une manière qu'on pourrait dire étrange, si ce fait, en apparence risible, ne contribuait à mettre en lumière une situation très sérieuse et très grave. Le mot de *constitution* est désormais un mot populaire, aussi populaire que l'ont été les mots *église*, *commune*, *seigneurie*, *croisade*, *réforme*, *indulgences*. Qu'importe la servilité ou la légèreté avec laquelle on imite telle ou telle charte? Qu'importe l'ignorance de ces peuples qui demandent une constitution, sans trop connaître le sens du mot magique qui les émeut! Ils ne savent pas tout sans doute; mais il est une chose qu'ils ont désormais connue ou pour mieux dire sentie : c'est le besoin d'être autrement qu'ils ne sont, d'obtenir des avantages, des sûretés, des garanties qu'ils n'ont pas, de devenir les égaux de leurs voisins, d'être gouvernés comme des hommes de notre siècle. Tel est pour eux le sens du mot constitution : ce sens leur est très clair quand même ils estropient le mot auquel ils l'attachent; ce sens, il n'y a pas de force humaine qui puisse désormais l'obscurcir à leurs yeux, l'effacer de leur esprit. P. R-I.

DROIT ROMAIN. Nous commencerons par dire un mot sur les sources du droit romain; nous ferons connaître ensuite les vicissitudes éprouvées par ce droit, ce qui formera la partie historique de notre travail. Quant à l'appréciation du caractère particulier au droit romain, nous la réservons pour l'article JURISPRUDENCE et pour celui où l'on retracera le tableau de la civilisation romaine.

Les sources du droit romain sont de deux sortes et comprennent, 1° les monuments et 2° les livres.

Par les monuments, il faut entendre ici les médailles et les inscriptions recueillies sur la pierre ou sur le métal. Beaucoup de documents fort précieux nous ont été conservés de cette manière, notamment les fameuses *tabulæ alimentariæ*, mieux nommées *obligatio prædiorum*. Nous considérerons les livres selon qu'ils ont pour objet principal ou seulement pour accessoire le droit romain. Parmi ces derniers, la langue grecque nous fournit Denys d'Halicarnasse, Diodore de Sicile, Dion Cassius, Hérodien, Eusèbe, Zosime, et enfin Procope, le plus important de tous. Parmi les écrivains grecs plus modernes, Suidas mérite seul d'être nommé. Dans la langue latine, on peut consulter presque tous les écrivains dits *classiques*, notamment Cicéron, Salluste, Tite-Live, Pline l'Ancien, Tacite, Aulu-Gelle, etc.

Les livres ayant pour objet principal le droit romain nous sont parvenus en assez grand nombre. Les uns sont des traités, les autres sont des compilations plus ou moins volumineuses. Malheureusement ces compilations n'avaient pas pour but de caractériser les sources du droit; elles semblaient plutôt prendre à tâche de les corrompre. Rédigées sous l'autorité de l'empereur, pour le besoin du moment, c'est-à-dire pour les appliquer comme codes de l'empire, on ne se faisait aucun scrupule d'altérer les passages les plus importants, modifiant ainsi de mille manières le vieux droit, le droit véritable, si l'on peut s'exprimer ainsi. Les traités particuliers, peu nombreux, nous offrent seuls le droit tel que l'avait conçu le génie des législateurs romains qui précédèrent l'époque byzantine.

Les fragments d'Ulpien, les Institutes de Caïus, découverts par Niebuhr en 1816, font partie de ces traités, en l'absence desquels le droit romain ne nous serait que très imparfaitement connu. Un savant jurisconsulte allemand est même allé jusqu'à prétendre qu'un fait uniquement fondé sur le *Corpus juris* de Justinien ne repose, à proprement parler, sur aucune preuve.

L'histoire du droit romain comprend, selon M. Hugo, quatre périodes qui généralement ont été déterminées de la manière suivante : 1° depuis la fondation de Rome jusqu'aux Douze-Tables; 2° depuis les Douze-Tables jusqu'à Cicéron; 3° depuis Cicéron jusqu'à Alexandre-Sévère; 4° depuis Alexandre-Sévère jusqu'à Justinien.

1re *période*. Le droit romain avant les Douze-Tables n'offre véritablement que

la matière d'un cours d'antiquité où les hypothèses, les déductions probables, tiennent la plus grande place. Il est inutile de nous appesantir ici sur cette première période.

2^me^ *période.* Quand la république succéda à la monarchie, les consuls héritèrent en grande partie du pouvoir qu'avaient exercé les rois, notamment du pouvoir judiciaire. Les consuls, exclusivement choisis parmi les patriciens, appliquaient arbitrairement les lois et les usages et faisaient endurer aux plébéiens mille avanies. En l'an de Rome 292 une commission fut instituée, ayant pour but de restreindre le pouvoir des consuls. A cette commission, que des patriciens eurent l'habileté de rendre inutile, succéda la création de dix magistrats (*voy.* DÉCEMVIRS) chargés de rédiger un corps de législation uniforme et stable, de manière à prévenir tout arbitraire. Les décemvirs se rendirent en Grèce pour y recueillir les lois de Solon, les lois de Sparte, et pour observer les usages. Les décemvirs, de retour vers l'an de Rome 301, se virent investis d'une autorité illimitée et chargés de régler les institutions civiles. Aidés par le Grec Hermodore d'Éphèse, les décemvirs publièrent dix séries de lois qui furent adoptées par le sénat et par le peuple; plus tard on institua deux nouvelles séries. Connues sous le nom de lois des douze tables, ces douze séries ont été la source la plus certaine et la plus respectable de la législation romaine, celle que les auteurs se sont attachés à combler principalement de leurs éloges; mais ces éloges, il faut en convenir, s'adressaient moins au mérite intrinsèque des Douze-Tables qu'à leur ancienneté vénérable. En elles on se plaisait à trouver l'origine, quoique obscure et même barbare, de la législation romaine. C'est ainsi que de nos jours, en Angleterre, la Grande-Charte est l'objet d'un culte qui se conserve toujours. Les Douze-Tables, au temps de Cicéron, n'étaient plus déchiffrées qu'à grand'peine, et les plus savants antiquaires se trouvaient quelquefois embarrassés sur le vrai sens de certains passages. Les lois décemvirales, gravées sur des tables d'airain et exposées sur la place publique, n'en furent arrachées que par les Barbares du nord sous les derniers empereurs.

3^me^ *période.* Les auteurs se sont efforcés de réunir les fragments épars çà et là de la loi des Douze-Tables; Godefroi s'est principalement signalé dans ce genre de recherches : son ouvrage, annoté ou commenté par Gravina, Pothier et Terrasson, nous apprend que la loi des Douze-Tables formait un code complet, embrassant dans les première et deuxième tables, les règles de la procédure civile; dans la troisième table, les règles touchant le dépôt, l'usure, l'autorité de la chose jugée; dans la quatrième, les règles relatives à la puissance paternelle, à l'émancipation. Il était statué dans la cinquième sur les testaments, les successions, les tutelles; dans la sixième, sur la vente, la prescription et la possession; dans la septième, sur les dommages commis dans les champs, sur le faux témoignage, l'homicide, le poison, le parricide, les fraudes des tuteurs envers leurs pupilles; dans la huitième, sur les droits des héritages urbains et rustiques, sur la limitation; la neuvième table était consacrée au droit public; la dixième, au droit sacré des funérailles, aux cérémonies et au serment; la onzième, aux mariages des patriciens, aux successions des vestales et à l'autorité des lois antérieures; la douzième, au gage, aux dommages des esclaves, à la possession de mauvaise foi et à la consécration des biens litigieux.

Comme on peut s'en apercevoir aisément par cette nomenclature, la loi des Douze-Tables est loin de briller par l'ordre régnant dans les matières qui entrent dans son économie. En revanche, la rédaction est digne d'éloge, en ce qu'elle offre un modèle de brièveté; seulement cette brièveté engendre quelquefois une obscurité impénétrable. Cette obscurité avait été calculée, si l'on en croit certains auteurs, afin que les embarras qui dans la pratique ne pouvaient manquer de naître, missent plus souvent les plébéiens dans la nécessité de recourir aux patriciens chargés d'interpréter les lois.

La loi des Douze-Tables satisfit presque complétement aux besoins de l'époque quant aux intérêts de l'ordre civil, du-

rant un long espace de temps, c'est-à-dire, jusqu'à la fin de la république. On remarque en effet que sur trois cents lois (*voy.* PLÉBISCITES, SÉNATUS-CONSULTES) rendues postérieurement aux Douze-Tables et rapportées par Hoffmann, douze seulement ont trait aux matières du droit privé. Les autres concernent exclusivement le droit public et ont pour objet les prérogatives de deux ordres de l'état continuellement aux prises entre eux.

Quand la république fit place à l'empire, c'est-à-dire à l'autorité d'un seul homme, une révolution s'opéra lentement mais d'une manière irrésistible dans le vieux droit romain. Il est dans la nature du despotisme de s'efforcer à mitiger toutes les inégalités sociales, en les faisant peu à peu disparaître entièrement. Le despotisme en effet tend à ranger sous sa main des sujets *également* esclaves; il veut que tout relève de lui et que tout en relève directement.

En conséquence de cela, nous voyons les empereurs investis par la fameuse loi *regia* du pouvoir législatif, chercher continuellement à adoucir le vieux droit romain en ce qu'il avait de rigoureux au sujet, par exemple, de l'autorité des maîtres sur les esclaves *, des pères sur les enfants. La loi des successions fut également soumise à des règles plus libérales, jusqu'au temps où Justinien institua l'ordre de choses adopté en France depuis la confection de notre code. L'esprit démocratique et le génie du despotisme sont d'accord plus souvent qu'on ne pense, et se confondent en bien des points.

Le caractère plus particulier de la troisième période consiste en une longue suite de dissensions entre les sectes proculéenne et sabinienne (*voy.*) qui partageaient les jurisconsultes. Les derniers, par leurs études et par leurs querelles, préludèrent aux grands travaux législatifs qui signalèrent les règnes d'Adrien, d'Antonin, de Sévère et de Caracalla. Pendant la vie de ces derniers empereurs brillèrent Papinien, Ulpien, Paul, Pomponius, Caïus, etc.

Adrien, outre beaucoup de lois particulières, citées dans le Digeste et les anciens auteurs, fit composer vers l'an 130 un corps de droit connu sous le nom d'*Édit perpétuel*. Cet ouvrage, qui avait plus de deux cents titres, devint le code de l'empire et fit seul autorité. Mais l'Édit perpétuel d'Adrien donna lieu à tant de commentaires; d'un autre côté, les empereurs publièrent tant de *constitutions* diverses, que la science du droit finit par n'être plus qu'un chaos. Pour remédier à ce mal, Théodose, ou plutôt sa sœur Pulchérie, fit dresser une collection de lois publiées depuis Constantin. Cette collection, connue sous le titre de *Code Théodosien*, fut mise au jour vers l'an 438; elle ne nous est parvenue que par lambeaux, encore ces lambeaux sont-ils fort chétifs et de peu d'intérêt.

La 4^{me} période du droit romain est remplie par Justinien (*voy.*) qui, le dernier, fit rédiger un corps de lois. Ce corps de lois, connu sous le nom de *Digestes* (*voy.*) et qui nous est parvenu en totalité, est devenu un objet d'importantes études dans nos écoles modernes. C'est vers l'an 528 de l'ère vulgaire que Justinien conçut le projet de faire un nouveau recueil de lois. L'exécution en fut confiée à Tribonien questeur du palais, jurisconsulte du savoir le plus éminent. Ce premier travail fut achevé en très peu de temps. Justinien chargea ensuite le même Tribonien de la composition d'un *Digeste* ou extrait méthodique des meilleures décisions tirées des anciens auteurs. Tribonien aidé d'un certain nombre de jurisconsultes (Jean, Théophile, Dorothée, Léonce, etc.) mit seulement trois années à l'accomplissement de ce dernier et immense travail.

La précipitation que Tribonien apporta dans ses travaux nuisit beaucoup à leur perfection : aussi le Code et le Digeste abondent-ils en doubles emplois et en antinomies. Quoi qu'il en soit, Justinien, en donnant force de loi au Digeste, défendit expressément à tous les jurisconsultes d'y joindre des commentaires qui auraient pu ramener la confusion dans laquelle la jurisprudence avait

(*) C'est par le même motif qu'en Russie c'est le tsar qui s'est toujours montré le plus favorable à l'affranchissement des serfs. La même chose a eu lieu en France.

été plongée. Mais cette singulière prescription ne resta pas longtemps sans être violée. Le Digeste est divisé en sept parties et en cinquante livres. Chaque livre (à l'exception du 30, 31 et 32^{me}) se partage en titres; les titres se partagent en *lois*. Ces lois sont au nombre de 9,200 et tirées de 39 jurisconsultes différents.

Ajoutons que, pour l'utilité des élèves, Justinien fit rédiger un petit abrégé appelé *Institutes de Justinien*, abrégé qui nous est parvenu et qui forme dans nos écoles une branche de l'enseignement.

Le Digeste de Justinien, publié en 533, n'eut pas le succès que les auteurs en auguraient sans doute : il fut reçu avec froideur et même avec défiance. Tombé au bout de deux siècles presqu'en désuétude, il fut remplacé par les *Basiliques* (*voy.*) qui devinrent le fondement du droit jusqu'à la chute de l'empire, arrivée en 1453.

En Occident, la législation de Justinien ne jouit pas d'une fortune meilleure. Vers l'an 500, Théodoric, roi des Goths, fit rédiger un corps de droit alors même que Justinien, de son côté, donnait ses soins à un travail de ce genre (*voy.* Théodoric). Le Code de Théodoric ne contient qu'un droit romain corrompu par l'introduction d'une foule de décisions tirées de la législation barbare des Goths. Le *Code d'Alaric*, publié vers l'an 506, nous offre le même défaut et ne peut intéresser qu'en qualité de document historique.

Le droit romain, tombé presque complétement dans l'oubli, renaquit tout à coup vers le XII^{e} siècle. La découverte d'un manuscrit renfermant le Code et le Digeste de Justinien, manuscrit connu sous le nom de Pandectes florentines, détermina la révolution qu'éprouva vers ce temps la législation civile. Observons toutefois que la découverte de ce manuscrit florentin est révoquée en doute par beaucoup de critiques. Selon Gravina, il n'y eut pas de manuscrits *découverts*, mais seulement des manuscrits *reconnus:* ils n'étaient pas rares et n'attendaient pour reprendre faveur que plus de science et de lumières dans les hommes.

Dans la France méridionale, en Danemark, en Hongrie, etc., le droit romain, après sa renaissance, fut suivi comme droit commun, droit supplétif, observé toujours à défaut de coutumes locales. En Angleterre et en Irlande, où il fut abandonné de bonne heure, il a été conservé néanmoins par les cours militaires et par celles du clergé et des universités. En Russie et en Suède, le droit romain paraît de tout temps n'avoir joué aucun rôle (*voy.* Coutume)*.

Le droit romain tel que Justinien nous l'a laissé a été l'objet d'éloges et de critiques également exagérées. Selon les uns, le Corps du droit est une compilation *indigeste*, sans méthode et sans exactitude. Cette dernière manière de voir paraît la plus commune aujourd'hui, et l'étude du droit romain perd tous les jours de la haute faveur dont elle a joui pendant si longtemps.

Nous ne saurions mieux faire que de citer ici un passage de Portalis, le père, qui s'est exprimé ainsi à l'Académie de législation le 23 novembre 1803 :

« Une législation civile vient d'être donnée à la France; mais n'allez pas croire que vous puissiez abandonner comme inutile tout ce qu'elle ne renferme pas. Jamais vous ne saurez le nouveau Code civil si vous n'étudiez ce code**. Les philosophes et les jurisconsultes de Rome sont encore les instituteurs du genre humain. C'est en partie avec les riches matériaux qu'ils nous ont transmis, que nous avons élevé l'édifice de notre législation nationale. Rome avait soumis l'Europe par ses armes; elle l'a civilisée par ses lois. »

Il vient de paraître sur l'étude du droit romain dans nos écoles un ouvrage de M. Bravard-Veyrières. Selon M. Bravard, l'étude du droit romain tient dans l'état actuel de l'enseignement une trop grande place : il voudrait qu'on la réduisît au profit des autres branches du droit, beaucoup trop négligées.

Quoi qu'il en soit de cette réaction qui

(*) Ceci nous paraît sujet à conteste, au moins pour la Russie, dont les premières lois furent des lois ecclésiastiques (le Nomocanon, etc.), toutes empruntées à l'empire byzantin, dont la législation civile n'a pas dû rester sans influence sur la plus ancienne législation russe. S.

(**) C'est sans doute du Digeste que l'orateur a voulu parler. S.

semble aujourd'hui, plus que jamais, s'opérer contre le droit romain, ce dernier n'en restera pas moins toujours un guide sûr, un livre admirable, où la raison du jurisconsulte, appliquée à une innombrable foule de cas spéciaux, éclaircit les obscurités qui se rencontrent journellement dans la pratique du droit. Ces principes étant le plus habituellement semblables dans les deux législations, française et romaine, les conséquences que les jurisconsultes de l'antiquité ont tirées, en si grand nombre, de ces principes sont autant de solutions préparées pour nous, autant de difficultés résolues avec une sagacité et même une finesse qu'on ne cessera d'admirer, tant que l'étude du droit occupera, dans les sociétés humaines, le rang qui lui appartient.

Les commentateurs du droit romain, tant anciens que modernes, sont innombrables. Les historiens de ce droit, ceux qui l'ont observé dans sa marche et dans ses développements successifs à travers les deux ères du monde, quoique encore en grand nombre, peuvent cependant être comptés. Nous citerons, parmi les plus modernes, MM. Hugo, Berriat-Saint-Prix, Merlin, de Savigny, Poncelet, etc. *Voy.* ces noms et tous les articles de détail auxquels on a renvoyé dans le cours de celui-ci. V.

DROIT SOCIAL, *voy.* Société, État, Droit public et Droit criminel.

DROITS, civils, publics et politiques, *voy.* Droit public, p. 585.

DROITS, *voy.* Impôts et Taxes.

DROITS CIVILS, *voy.* Cité (*droit de*), t. VI, p. 114.

DROITS DE L'HOMME (déclaration des). S'il était possible que l'homme vécût en dehors de l'état de société, ses droits ne seraient limités que par son propre intérêt, puisque l'abus, en ce genre, l'exposerait seul à des dangers sans cesse renaissants, à des maladies de toute nature, enfin à une mort toujours imminente. Dans l'état de société, c'est le législateur qui impose aux droits de l'homme certaines restrictions que les bons citoyens ne doivent point enfreindre.

Tous les hommes naissent égaux; mais cette égalité, ils ne la conservent que devant la loi : dans leurs relations de citoyen à citoyen, ils apportent l'inégalité que la nature elle-même a indiquée en donnant à l'un des facultés plus heureuses qu'à l'autre, ou en privant même entièrement certains hommes de celles qu'à d'autres elle a prodiguées. Sans cette inégalité de talents, de prétentions, de rang, il n'y aurait même pas de société possible (*voy.* Distinctions sociales). *Ils naissent libres*, mais cette liberté ne comprend pas la faculté de refuser au pays les services qu'il est de l'intérêt de celui-ci de leur demander. *Tous les hommes ont le droit de jouir de la vie et de la liberté*, mais nul ne peut disposer de sa vie et en trancher le cours; nul ne peut non plus aliéner sa liberté. Tout contrat à ce sujet est une monstruosité qui répugne à la morale et au sens commun. *Tous ont le droit d'acquérir, de posséder et de mettre en usage les qualités dont la nature les a doués pour tâcher d'obtenir la plus grande dose de bonheur possible. Tous doivent jouir d'une entière liberté de culte et de conscience.* Mais le droit de propriété est déterminé par la légitimité de l'acquisition. Tout bien mal acquis est mal possédé. Nul ne peut chercher son bonheur dans les souffrances de ses semblables; et la liberté de culte ne s'étend pas aux démonstrations extérieures qui porteraient un tort quelconque aux institutions du pays.

Comme citoyens, les hommes ont encore *le droit de jouir de leurs revenus, du fruit de leur travail et de leur industrie, .. de concourir, au moins par représentation, à la formation des lois qui les régissent; toute autorité appartient au peuple et émane de lui; les magistrats ne sont que ses dépositaires et ses agents.* Enfin, selon l'expression de Fox, *les hommes ont; du moins, le droit d'être bien gouvernés.*

Ces principes qu'il suffit d'énoncer ici forment la base de tout édifice social : en-deçà et au-delà il existe un abîme. En d'autres termes, quand les dépositaires du pouvoir ont resserré les droits de l'homme dans un cercle trop étroit, et qu'une caste s'est arrogé, avec le monopole des fonctions, des titres et des prérogatives, la faculté de tenir les autres classes en tutelle et même en esclavage,

il y a abus, grave atteinte à la dignité de l'homme; on le ravale au rang des animaux! D'un autre côté, chaque fois que le peuple souverain abuse de sa force et de sa majorité pour franchir les limites que sa justice s'était imposée dans l'intérêt même de son existence, il y a anarchie, dissolution du corps social.

L'histoire des peuples civilisés nous offre le tableau d'une lutte perpétuelle entre ces deux tendances. Souvent les gouvernements oppriment le peuple, détruisent ses libertés une à une, et relèguent ses droits dans le domaine d'une subtile métaphysique. Cependant, les citoyens ont conservé dans le fond de leurs cœurs, en apparence dégradés, le sentiment de leur dignité, et quand arrive le jour de la régénération sociale, ils se lèvent en masse pour proclamer de nouveau les vérités éternelles qui n'auraient jamais dû être méconnues. Ces *déclarations des droits de l'homme et du citoyen* peuvent paraître aux esprits graves offrir des vices radicaux : ou elles sont inutiles, parce qu'il ne faut pas supposer qu'on ait oublié ce qui en fait l'objet, ou elles n'ont pour but que de donner une extension dangereuse à ce qui doit être immuable.

C'est dans l'Amérique du Nord, en 1776, que les droits de l'homme et du citoyen ont été proclamés pour la première fois, comme base fondamentale de la législation sociale. La France suivit bientôt cet exemple, mais cette publication y fut d'abord produite sous des formes purement théoriques, par Condorcet, Pétion, Sièyes, Mirabeau, Carnot, Robespierre et plusieurs autres, et ce ne fut qu'au mois d'août 1789 qu'elle parut en forme de décret législatif (*voy.* LAFAYETTE). Le 24 juin 1793, la Convention fit paraître un nouveau programme des droits. Le Directoire eut le sien, en tête de la constitution de l'an III en vertu de laquelle il existait. Parmi les diverses propositions généralement vraies et justes dont se composaient ces proclamations, il y en avait aussi d'absurdes et d'horribles; Carnot, par exemple, accordait à tout citoyen *le droit de vie et de mort* sur lui-même : il consacrait le suicide.

La Charte de 1814, l'Acte additionnel aux constitutions de l'empire, et l'acte émané de la chambre des représentants le 15 juillet 1815, contiennent également des déclarations de cette nature. Aujourd'hui les droits de l'homme et du citoyen sont résumés pour nous dans la Charte de 1830. .

L'Angleterre a suivi l'exemple que l'Amérique du Nord et la France lui avaient donné; mais ses déclarations n'ont paru que sous la forme théorique, dans des actes émanés de différents clubs. L'Amérique du Sud est entrée dans la même voie : Bolivar dans la Colombie, San-Martin au Pérou, O'Hyggins au Chili, Puyrédon et Rivadavia à Buénos-Ayres ont donné, à ce sujet, de nobles professions de foi. C. F-N.

DROITS DE L'HOMME (SOCIÉTÉ DES). La révolution de juillet qui fit triompher en France le principe constitutionnel des majorités, ne put s'accomplir sans mécontenter plus d'un parti, froissé dans ses souvenirs ou dans ses espérances. L'hostilité qui naquit de cette situation se révéla de différentes manières, et en première ligne nous signalerons les associations politiques qui arborèrent divers drapeaux et se trouvèrent mêlées, pendant les premières années de la révolution, à toutes les intrigues et à toutes les agitations intérieures. Ce fut alors que, dans le parti républicain, on vit renaître les formes et les habitudes des sociétés populaires de la révolution de 1789. Un club connu sous le nom d'*Amis du peuple* fut le premier qui fixa l'attention publique, tant à Paris que dans les départements. Mais un arrêt de la cour d'assises, qui survint le 15 décembre 1832, en ayant amené la dissolution, d'autres sociétés se formèrent en secret de ses débris, et de ce nombre paraît être la *Société des droits de l'homme*.

Le but avoué de cette association était la république basée sur le droit souverain du peuple et entraînant une refonte générale de l'ordre social. Elle crut devoir adopter, comme expression de ses principes, à l'instar du fameux club des Cordeliers, la déclaration portée à la Convention nationale par Robespierre, et connue sous le titre de *Droits de l'homme*

ct du citoyen (*voy.* l'art. précédent). De nombreux prosélytes ne tardèrent pas à s'engager sous cette bannière, et dès les premiers mois de l'année 1833, la Société des droits de l'homme devint une association menaçante et redoutable pour le pouvoir. Une procédure instruite contre quelques-uns de ses chefs à l'occasion du fameux procès du *coup de pistolet*, et qui fut abandonnée, en même temps que l'accusé Bergeron, l'un de ses membres, était absous par la déclaration du jury du crime d'attentat à la vie du roi, loin d'entraver sa prospérité croissante lui donna au contraire une impulsion nouvelle. Dès ce moment la société redoubla d'efforts, ses correspondances devinrent plus animées, elle vit se ranger sous ses drapeaux une foule d'associations démocratiques, éparses dans les départements sous différentes dénominations. Son principal organe était alors le journal *la Tribune*, qui, malgré ses nombreuses condamnations, n'en marchait pas moins au but commun avec persévérance, soutenu, dit-on, par les cotisations pécuniaires de la société. Lorsqu'il eut cessé de paraître, *le Réformateur* vint prendre sa place et défendre la même cause pendant quelques mois.

Au mois de novembre 1833, la Société des droits de l'homme songea à se donner une organisation définitive. Un nouvel exposé de principes fut envoyé à toutes les ramifications départementales de la société, avec le texte de la déclaration de Robespierre, sous l'invocation de laquelle on persistait à se placer ; non pas qu'on regardât sa rédaction comme *la meilleure possible*, mais du moins comme *la meilleure connue*, et la société *s'occupant en ceci, comme en tout, non des hommes, mais des principes.* Ce manifeste signala l'entrée en fonctions des onze membres du comité nouveau, au nombre desquels on distinguait, en qualité de président et de sécretaire, MM. Cavaignac et Berrier-Fontaine, déjà compromis dans les affaires intentées à la Société des Amis du peuple. Leur premier soin fut d'appliquer à l'organisation de la société un réglement particulier pour la capitale, divisant l'association par sections, et préposant à sa direction un comité central ; chaque section devait se composer de dix membres au moins, de vingt membres au plus ; les sections étaient distribuées par arrondissements et par quartiers, avec des fonctionnaires qui étaient le *chef*, le *sous-chef* et trois *quinturions*. Chaque section avait un nom spécial : c'est ainsi qu'on voyait figurer parmi ces sections, dont le nombre s'élevait à environ 160 pour Paris seulement, celles *de l'avenir, de la démocratie, de l'unité, des montagnards, des jacobins, des prolétaires*, etc. Cette organisation puissante et habilement combinée imprimait aux travaux de la société une unité parfaite : par exemple, un ordre du comité central était par lui transmis aux commissaires qu'il avait délégués dans chaque arrondissement ; par chacun de ceux-ci aux commissaires délégués également dans chaque quartier ; par le commissaire de quartier aux chefs des diverses sections comprises dans leurs circonscriptions respectives ; par chaque chef de section à ses trois quinturions ; par chaque quinturion aux quatre sectionnaires qui formaient avec lui une quinturie. Il résultait de ce mode d'organisation qu'en certaines circonstances, le comité central pouvait opérer en quelques heures une convocation générale.

Mais l'influence du comité ne se bornait pas seulement à la capitale, et grâce à de nombreux écrits émanés du sein de l'association, et répandus à profusion dans les provinces du midi de la France, des réunions imitées de celle de Paris et recevant d'elle toutes leurs impulsions, s'étaient formées dans plusieurs villes et notamment à Lyon, à Marseille, à Grenoble, à Saint-Étienne, etc. Elles avaient adopté jusqu'à son titre et son réglement. Dès le commencement de l'année 1833, la population ouvrière de Lyon qui offrait tant d'éléments faciles à exploiter et qui était déjà organisée en sociétés de compagnonnage, s'était jetée tête baissée dans l'association nouvelle ; et on put avoir une idée de ses forces, lorsqu'à l'occasion d'un banquet que le parti républicain voulut offrir à M. Garnier-Pagès, à son passage à Lyon, au mois de mai suivant, plus de 6000 con-

vives se firent inscrire au nom de la Société des droits de l'homme. Un second comité central, plus puissant encore, que celui de Paris, exerçait une influence immédiate et directe sur toute la Bourgogne et tout le Dauphiné. Il possédait aussi plusieurs organes, à la tête desquels on remarquait le journal *la Glaneuse*, rédigé par M. Granier. Un dernier événement vint enfin doubler les immenses ressources que la Société des droits de l'homme possédait déjà à Lyon: ce fut sa fusion avec une société depuis longtemps existante sous le nom de *Mutuellisme*, et comptant, au commencement de 1834, environ 2,800 membres.

Il était aisé de prévoir qu'une propagande aussi active et qui faisait chaque jour de si rapides progrès, aboutirait tôt ou tard à une éclatante manifestation de principes, d'où, selon les écrits du comité central, devait résulter, non pas seulement un changement de forme de gouvernement, mais encore une révolution dans l'organisation même de la société. C'est avec de tels principes que les factions descendirent en avril 1834 sur les places publiques de Paris et de Lyon, portant les couleurs de la Société des droits de l'homme, et disputant au gouvernement une victoire qui finit cependant par lui rester. Le récit de ces événements, qui amenèrent sur les bancs de la cour des pairs une grande partie des membres de cette société qu'avait épargnés la mitraille des rues, devant trouver place ailleurs, nous n'insisterons pas sur les déplorables résultats qu'avait amenés l'existence de la Société des droits de l'homme. Disons seulement, qu'à la suite du grand procès d'avril 1835 qui lui fut intenté, et dont l'amnistie n'a annulé les effets qu'en 1837, la déportation ou la prison achevèrent de lui porter les derniers coups, et que ce nom si fameux a, selon toutes les apparences, cessé d'être un signe de ralliement pour le parti républicain, qui ne s'obstine pas sans doute à opposer aux vœux de tous les opinions contraires d'une imperceptible minorité, fussent-elles plus *avancées*. D. A. D.

DROITS FÉODAUX ou SEIGNEURIAUX. « Les droits seigneuriaux, dit M. de Châteaubriand (*Études sur l'histoire de France*), ont été puisés dans les entrailles même du fief. » Dans l'origine, ils étaient appelés *honneurs*, *faveurs*, comme reconnaissances faites au seigneur par le vassal, des aliénations ou transmissions des fiefs d'une personne à l'autre. C'est ce que veut dire l'expression *lods* (*laudimia*, *laudæ*, *laudationes*, *lausus*, de louer, complaire, agréer) *et ventes*. Ces droits étaient ou militaires, ou fiscaux, ou honorifiques.

Non-seulement le roi, grand chef féodal qui se sustentait du revenu de ses domaines, levait encore des taxes, mais tous les seigneurs suzerains et non suzerains, ecclésiastiques ou laïcs, en levaient aussi de leur côté. Les droits de quint et requint, de lods et ventes, de mi-lods, de ventrolles, de reventes, de reventons, de sixièmes, huitièmes, treizièmes, de resixièmes, de rachats et reliefs de plaid, de morte-main, de rettiers, de pellage, de couletage, d'affouage, de cambage, de cottage, de péage, de vilainage, de chevage, d'aubain, d'ostize, de champart, de mouture, de fours banaux, s'étaient venus joindre aux droits de justice, au casuel ecclésiastique, aux cotisations des jurandes, maîtrises et confréries, et aux anciennes taxes romaines.

Quant aux *droits honorifiques*, ils servaient de marques à la souveraineté locale: tels fiefs, par exemple, allouaient la faculté de prendre le cheval du roi lorsque le roi passait sur les terres du possesseur de ces fiefs. D'autres droits étaient plus bizarres: ici on apportait un œuf garrotté dans une charrette traînée par quatre bœufs, ou bien les poissonniers, en l'honneur de la dame du lieu, sautaient dans un vivier à la Saint-Jean; là on courait la quintaine avec une lance de bois; ailleurs, pour l'investiture d'un fief, il fallait venir baiser la serrure, le cliquet ou le verrou d'un manoir, marcher comme un ivrogne, faire trois cabrioles, etc., etc. Quelquefois, les serfs étaient obligés de battre l'eau des étangs quand la châtelaine était en couches; le châtelain se réservait le droit de markette (*cullagium*, *marcheta*); des curés même réclamaient ce droit, et des évêques le convertissaient en argent, etc., etc. Partout des prérogatives à l'église et dans

les cérémonies publiques complétaient l'ensemble des *droits honorifiques*. Mais le droit le plus remarquable et le plus important était celui de justice. *Voy.* Justice et Droit Féodal. A. S-R.

DROITS POLITIQUES, *v.* Droits de l'homme, Constitution, Charte, Droit public (p. 585), etc.

DROITS RÉUNIS, *voy.* Impôts (contributions indirectes).

DROITS ROYAUX ou régaliens. On désignait sous ce nom les droits dépendants de la souveraineté. Plusieurs d'entre eux dérivaient plutôt de la constitution féodale que de la nature de la royauté; la plupart même furent très souvent concédés à des seigneurs: de là vint la distinction des *grandes* et des *petites* régales (*majora et minora regalia*). Les premières étaient tellement considérées comme un attribut essentiel de la souveraineté, qu'on les regardait comme incommunicables. Tels étaient les droits de faire des lois, de rendre ou faire rendre la justice en dernier ressort, de créer de nouveaux offices, de faire la guerre ou la paix, de traiter par des ambassadeurs, de donner des sauf-conduits et des lettres de marque ou représailles; de battre monnaie, d'établir des impôts, de donner des grâces ou des lettres d'abolition pour crime, et généralement de dispenser de la rigueur des lois, de naturaliser les étrangers, d'anoblir, de légitimer les bâtards, d'amortir des héritages tombés en main-morte, de fonder des corporations, d'ériger des foires et marchés. Les petites régales étaient communicables: tels étaient les grands-chemins, les bords de la mer, les grandes rivières, les péages, les droits de leyde, les salines, les trésors, les confiscations, le droit d'avoir château avec créneaux, forteresses, et divers autres attributs des juridictions, etc. Mais ces distinctions ont varié, même dans les pays où l'autorité royale était le mieux affermie. *Voy.* Roi, Royauté. A. S-R.

DROLLING (Martin), peintre de genre, né à Oberbergheim dans le Haut-Rhin, en 1752, eut pour maître un peintre miroitier de Schelestadt, qui pouvait à peine donner à son élève les premiers éléments du dessin. Le jeune Drolling, sentant bientôt l'insuffisance des secours d'un tel maître, conçut le désir de venir étudier à Paris. Ses parents, peu aisés, combattirent pendant plusieurs années son penchant; mais il fallut enfin céder : il était né pour être peintre, il voulait à tout prix le devenir. Ce ne fut pas sans peine qu'il y réussit. Lorsqu'il arriva dans la capitale les plus belles années de sa jeunesse étaient déjà passées. Il s'y vit, sans fortune, sans appui, obligé de vivre de privations, de lutter même contre l'adversité pour acquérir le talent, objet de son ambition; longtemps il lui fallut, pour exister, mettre ce talent ignoré du public à la solde d'un fabricant de porcelaine. Mais sa persévérance triompha des obstacles et ses ouvrages finirent par être appréciés, recherchés, prônés même comme des merveilles d'un genre alors négligé en France. Le salon de 1798 lui fut particulièrement favorable. *Un jeune Homme et une jeune Femme*, aperçus par une fenêtre, se disposant à faire de la musique, et un très beau portrait qu'il y exposa, attirèrent l'attention des connaisseurs et le mirent en vogue. Déjà depuis longtemps il excellait dans le portrait, mais sans avantage pour sa réputation, obligé qu'il était de peindre sous le nom d'un autre qui, pour quelque argent, acquérait une célébrité plus profitable que de bon aloi. Porté vers l'imitation de la nature, Drolling affectionna les oûvrages des peintres flamands qui en sont l'expression naïve et fidèle. Néanmoins, pour avoir pris comme eux ses personnages dans la vie commune, il ne les représenta pas comme eux dans des actions ignobles, cyniques. Il partage avec Greuze l'honneur d'avoir ennobli le genre, d'avoir favorisé son impulsion vers le moral, le sentimental. On regrette seulement qu'il n'ait pas toujours persévéré dans cette voie; son œuvre offre trop peu de tableaux aussi bien pensés que son *Heureuse nouvelle*, du salon de 1806, qui lui mérita une médaille d'encouragement, et son *Hospitalité*, sa *Dame de charité* des salons de 1810 et 1814. Combien de tels sujets ne sont-ils pas préférables à cette *Cuisinière récurant un chaudron*, à cette *Laitière*, à cette *Marchande d'oranges*, qui eurent

tant de succès auprès d'un certain public, mais dont le mérite réside presque tout entier dans un fini d'exécution qui caractérise plutôt la légèreté de la main de l'ouvrier que le sentiment de l'artiste pénétré des véritables fins de l'art.

Si les compositions de Drolling décèlent ordinairement peu de verve, en revanche son dessin est correct, sa couleur juste, son pinceau franc, spirituel et animé, et s'il n'a pas le coloris séduisant de l'école flamande, du moins en a-t-il la vérité, la magie d'effets et la belle entente de lumière. Chez lui l'espace s'enfonce, les meubles se détachent, tous les objets se mettent à leur place, distinctement, sans embarras, et l'illusion est complète au premier abord comme après un examen prolongé. Sous ce rapport, son *Intérieur d'une salle à manger*, son *Intérieur d'une cuisine*, de l'exposition de 1817, sont des chefs-d'œuvre.

Martin Drolling est mort en 1817, peu de temps avant l'ouverture du salon où son fils, Michel Martin, né en 1786, débuta par cette *Mort d'Abel*, de la galerie Sommariva, dans laquelle Girodet, rendant compte à l'Institut (séance du 5 octobre 1816) des ouvrages envoyés par les pensionnaires de Rome, distingua le germe de ce talent de premier ordre que chaque année vit et voit encore se développer dans son auteur; tableau plein d'originalité et d'âme, où tout est vrai, pathétique et pittoresque; où l'étude sentie de la nature est alliée à la plus belle exécution, pour produire un tout riche de sentiment, d'harmonie et d'effet. Ces nobles qualités de l'art, puisées par M. Drolling fils à l'école de David, il les a développées dans une succession d'ouvrages, exécutés la plupart pour le gouvernement, que le cadre de cet article ne nous permet pas de passer en revue. Tous les amis des arts ont gardé le souvenir de son *Orphée perdant Euridice*, 1817, aujourd'hui au Luxembourg; du *Bon Samaritain*, 1822, au musée de Lyon; de la *Séparation d'Hercule et de Polyxène*, 1824, au Luxembourg; de son plafond du conseil d'état, 1827, représentant la Loi qui vient sur la terre établir son empire et répandre ses bienfaits; du *Saint-Surin*, digne de Lesueur sous plus d'un rapport, peint pour l'église saint André de Bordeaux, 1827; du *Cardinal de Richelieu*, mourant, présentant à Louis XIII la donation de son palais, galerie d'Orléans, 1831; enfin de ce plafond du Louvre où Louis XII est proclamé père du peuple, 1834, l'un de ses ouvrages les plus capitaux. M. Drolling a travaillé pour l'église de Notre-Dame de Lorette à Paris, pour l'ornement du château de Versailles, et il a peint dans la chapelle de la conciergerie, au palais de Justice, la communion de la reine Marie-Antoinette.

En 1810, cet artiste a remporté le prix de Rome; en 1817, il lui a été décerné une médaille d'encouragement de première classe, et en 1833, l'Académie royale des Beaux-Arts, de l'Institut, l'a reçu dans son sein. Sa sœur Louise Adéone, née en 1797, élève de son père, a mis au salon plusieurs tableaux de genre d'un mérite distingué, les uns sous le nom de M^me^ Pagnierre, les autres, sous celui de M^me^ Joubert qu'elle a reçu de son second mari. Plus d'une fois la société des Amis-des-Arts s'est fait un plaisir d'encourager ses talents par l'acquisition des aimables productions de son pinceau. En 1821, M^me^ Pagnierre a obtenu une médaille d'or. L. C. S.

DROMADAIRE, *voy.* Chameau.

DROME (département de la). Formé du Bas-Dauphiné, compris dans la région du sud-est, il est borné au nord et au nord-est par le département de l'Isère; à l'est, par celui des Hautes-Alpes; au sud, par ceux des Basses-Alpes et de Vaucluse; et à l'ouest, par le Rhône qui le sépare du département de l'Ardèche. Les montagnes de la Drôme sont des ramifications des Alpes, notamment de la chaîne des Alpes maritimes qui se prolonge sur la frontière orientale du royaume et dont les dernières pentes vont aboutir au Rhône. L'inclinaison générale des terrains est ainsi dans la Drôme de l'est à l'ouest. Trois cours d'eau importants qui se jettent dans le Rhône y déterminent trois vallées transversales comprises dans le bassin général du grand fleuve : ce sont celles de l'Isère, de la Drôme et de l'Aigues. L'Isère pénètre dans le département au-dessous de St.-

Marcellin, et reçoit à son entrée, par la gauche la Bourne, et plus loin l'Herbasse par la droite; elle y a 10 ou 11 lieues de cours. La Drôme, qui lui donne son nom et qui y est tout entière comprise, prend sa source à 4 l. $\frac{1}{2}$ de Die et va se perdre dans le Rhône, après un cours d'environ 27 l. L'Aigues n'a dans le département que la partie supérieure de son cours. Indépendamment de ces rivières, on peut nommer encore la Galaure qui est à l'extrémité septentrionale du département et va également se perdre dans le Rhône. L'Isère est seule navigable; la Drôme dont le cours est très rapide n'est que flottable. Les étangs sont nombreux, mais peu étendus; on y pêche d'excellent poisson, on trouve sur leurs bords, ainsi que dans quelques îles du Rhône, la loutre, la tortue, et le castor devenu si rare dans nos climats.

Les montagnes de la Drôme ont une hauteur moyenne de 12 à 1400 mètres; les plus élevées sont formées par le granit, les autres présentent des bancs calcaires et argileux; plusieurs recèlent une grande quantité d'ossements fossiles; des grottes ornées de stalactites sont aussi au nombre des curiosités qu'elles renferment. On y trouve du fer, du cuivre, du plomb, de la houille, de beaux marbres, de la craie, du plâtre, etc. Ces divers produits minéralogiques donnent lieu à d'importantes exploitations; on croit qu'il existe dans ces montagnes, de même que dans celles de l'Isère, des mines d'or et d'argent. Parmi les nombreuses sources qui sortent de leurs flancs, un assez grand nombre sont ferrugineuses, acidules ou sulfureuses, et quelques-unes salées. Des pâturages, qui offrent une grande quantité de plantes aromatiques ou médicinales, et des bois de chênes, de hêtres et de sapins en couvrent ordinairement les sommets. Cette portion du territoire renferme quelques ours, des chamois, des bouquetins, des loups, des renards, des sangliers et toutes les sortes de gibiers. L'aigle et le vautour y planent souvent dans les airs. Les vents dominants sont ceux du sud et du nord qui se succèdent ordinairement de quinzaine en quinzaine, avec une sorte de régularité; la hauteur générale du sol rend le climat vif et sain; la neige séjourne sur les montagnes pendant une grande partie de l'année. La portion du territoire qui longe le Rhône jouit seule d'un climat tempéré qui devient très chaud en été. Là les populations sont assez souvent exposées aux fièvres intermittentes. Dans les montagnes, ce sont les affections cutanées et pulmonaires qui se présentent le plus fréquemment; on y rencontre aussi quelques goîtres. Du reste, l'habitant de la Drôme est en général robuste, quoique de petite taille; et il arrive ordinairement à une grande vieillesse.

Le sol, généralement maigre et sablonneux, est peu fertile; sur une superficie totale de 653,557 hectares, on en compte 259,108 en terres labourables; 17,953 en prés; 23,986 en vignes; 165,176 en bois et 143,165 en landes et pâtis. L'agriculture est encore peu avancée, quoique l'art des irrigations soit fort bien entendu; la terre est habituellement labourée avec des ânes ou des mulets de petite taille; la récolte en céréales qui est de 1,100,000 hect. ne suffit pas à la consommation; le sol produit en outre en parmentières 400,000 hect., en avoine 300,000 hect., et en légumes secs 70,000 hect. On y récolte, en outre, des noix, des olives, des châtaignes, et des truffes qui ne sont pas loin de valoir celles du Périgord. Des plantations de mûriers qui tendent à s'accroître donnent lieu déjà chaque année à une production moyenne de 900,000 kilogr. de soie. On s'adonne aussi avec succès à l'éducation des abeilles. Les bêtes à laine dont la race a été améliorée sont en très grand nombre, on y compte 600,000 moutons, non compris les animaux transhumants qui errent l'été dans les montagnes; ces bestiaux fournissent environ 1,000,000 de kilogr. de laine. Le nombre des bêtes à cornes est de 15,000, et celui des chevaux et mulets de 18,000.

Les vins tiennent un rang distingué parmi les produits agricoles de la Drôme: sur les 400,000 hect. que fournit ordinairement le sol, 150,000 sont exportés hors du territoire départemental; le plus célèbre de ces vins, celui de l'Ermitage qui rivalise avec nos meilleurs vins de Bordeaux ou de Bourgogne, est récolté

sur une côte qui s'élève à 160 mètres au-dessus du Rhône et se compose de plusieurs coteaux tous exposés au midi et séparés par de petits murs au moyen desquels le cultivateur industrieux retient sur la pente des rochers cette couche peu épaisse de terre végétale où croît la vigne. Ces divers coteaux sont appelés *mas* par les habitants.

L'industrie manufacturière et commerciale est une autre source importante de produits pour le département; il compte un grand nombre de fabriques de grosses draperies, de filatures de soie et de coton, de manufactures de toiles peintes, d'usines pour la fabrication de l'acier, du fer et du cuivre; de papeteries, de tanneries, etc. Ces produits, ainsi que ceux du sol, deviennent des articles d'échange avec les départements circonvoisins. Le développement des voies de communication rendrait ces relations plus actives. C'est par le Rhône que le département envoie ses vins et ses soies au dehors et qu'il reçoit les objets dont il n'est pas suffisamment pourvu; mais la navigation ascendante de ce fleuve est devenue très difficile et réclame hautement le rétablissement d'un canal latéral qui était praticable encore il y a un demi-siècle et qui est tombé depuis dans un état complet de dégradation. Le département est traversé par 9 routes royales dont le parcours est évalué à 480,000 mètres et par 5 routes départementales. On y compte 418 foires.

La population est, d'après le recensement officiel de 1836, de 305,499 habitants, donnant un excédant de 5,943 individus seulement sur le précédent recensement. Cette population a présenté, en 1830, le mouvement suivant : mariages 2,309; naissances 9,150, dont 4,447 garçons, et 4,191 filles; sur ce nombre 512 enfants naturels; décès 7,908, dont 4,043 hommes et 3,865 femmes, dans le nombre 1 centenaire. Elle est répartie en quatre arrondissements de sous-préfecture, 28 cantons et 360 communes. Les chefs-lieux des quatre arrondissements, sont: 1° *Valence*, qui est aussi le chef-lieu du département, ville très ancienne peuplée d'environ 10,000 h., située sur la rive gauche du Rhône et où l'on remarque un beau pont suspendu; dans le même arrondissement est *Romans*, jolie ville sur l'Isère dont la population est presque égale à celle de Valence; 2° *Die*, sur la Drôme, où l'on compte environ 4,000 h.; 3° *Montélimart*, ville commerçante peuplée de près de 8,000 h.; aux environs se trouve *Grignan*, chef-lieu de canton et jadis comté, dont les lettres de M^me^ de Sévigné ont rendu le nom célèbre; 4° *Nyons*, ville qui compte 3,500 h. et qu'on croit avoir été fondée par les Phocéens de Marseille.

Le département de la Drôme envoie à la Chambre quatre députés choisis par 1,127 électeurs, sur 92,527 propriétaires que présente la population; 27,218 citoyens ont été appelés, en 1834, à voter pour l'élection des officiers municipaux; 61,663 sont inscrits sur les contrôles de la garde nationale, dont 43,256 sur les contrôles du service ordinaire. Le contingent annuel pour l'armée est de 742 soldats. En 1831, ce département a rendu à l'état en impôts divers 6,013,156 fr. 89 c., et il en a reçu seulement 4,611,961 fr. 15 c.; la différence au désavantage du département équivaut à peu près au neuvième de son revenu territorial qui est de 12,813,000 fr.

La Drôme appartient à la 7^e^ division militaire dont le chef-lieu est à Lyon; les tribunaux sont du ressort de la cour royale de Grenoble; ce département forme le diocèse d'un évêché qui date du IX^e^ siècle. Il y a pour le culte protestant 5 églises consistoriales et 30 temples. Les établissements d'éducation dépendent de l'académie universitaire de Grenoble. Valence et Montélimart possèdent un collége communal; le nombre des écoles primaires, dans le département, est de 520 qui sont fréquentées par 22,993 élèves, dont 17,323 garçons; on compte 1 écolier sur 20 habitants, et 1 condamné sur 7,750. P. A. D.

DRONTE. Ce singulier oiseau nommé aussi *dod* ou *dodo*, incapable de fuir et ne pouvant opposer aux dangers que les plus faibles moyens de défense, a dû périr partout où il a rencontré des ennemis.

C'est à l'Ile-de-France qu'il fut découvert à la fin du XVI^e^ siècle, et il fut

revu au commencement du XVII^e^ à l'île de Bourbon. Peu après cette dernière époque, et lorsque ces îles commencèrent à se peupler, il disparut entièrement, et depuis il n'a été retrouvé nulle part. Tout ce qu'on en connaît ne repose conséquemment que sur les récits des voyageurs qui l'observèrent dans ces îles de France et de Bourbon et sur les figures qu'ils en rapportèrent, sur ce qui a pu être conservé de ses dépouilles en Europe, et surtout sur les dessins qu'on en fit d'après un individu qui paraît avoir vécu en Hollande : or, ces sources sont peu abondantes.

Les marins hollandais du XVI^e^ siècle n'observaient et ne décrivaient pas en naturalistes les productions des contrées où ils abordaient, quelque nouvelles et quelque curieuses que fussent ces productions; et ce qui alors a été recueilli de ces oiseaux dans les cabinets des curieux a pu aisément se détruire avant que la science en ait apprécié l'importance et demandé la conservation. En effet, tout ce qu'on possède d'utile à l'histoire naturelle du dronte consiste en deux ou trois figures, qui sans doute ont été faites d'après l'individu ramené vivant en Europe, et où il paraît être assez fidèlement représenté; en deux ou trois descriptions bien incomplètes, mais qui sont originales, en une jambe avec ses doigts, et en une tête avec son bec, retrouvées il y a quelques années en Angleterre après avoir été perdues pendant près de deux siècles.

En rapprochant ces divers éléments, l'idée qu'on se fait du dronte est celle d'un oiseau au moins aussi grand que le cygne, à cou élevé, très ramassé dans ses proportions générales et chargé de graisse; ses jambes, courtes et fortes, emplumées jusqu'au genou, sont terminées par quatre doigts libres, trois en avant et un en arrière, armés d'ongles crochus et forts; ses ailes, semblables à celles du casoar ou de l'autruche, sont tout-à-fait impropres au vol; sa queue ne consiste qu'en quelques plumes courtes, à barbes lâches, relevées comme celles du coq, et son bec, qui a beaucoup de rapports avec celui des pingouins, est large; sa mandibule supérieure, au milieu de laquelle s'ouvrent les narines, fléchie dans sa partie moyenne et très crochue à son extrémité, a deux saillies obliques au point où elle se courbe et où elle est un peu renflée; la mandibule inférieure, plus courte que l'autre et un peu courbée, se termine en cuiller; sa face est nue jusqu'aux yeux, et les plumes de sa tête lui forment une sorte de capuchon; son plumage est généralement cendré, plus foncé sur le dos, et plus clair sur le ventre et sur la poitrine : il est formé de plumes qui paraissent molles et soyeuses, analogues à celles de l'autruche; les plumes des ailes et de la queue sont jaunâtres; les jambes sont couvertes d'écailles et jaunes; le bec est bleuâtre à sa partie moyenne et rougeâtre à son extrémité. Cet oiseau, comme les gallinacées et les autruches, était porté par son instinct à avaler des pierres.

L'insuffisance de ces particularités pour reconnaître directement la nature et les rapports de cette espèce d'oiseau, a dans cette vue donné lieu à beaucoup de conjectures. Les uns l'ont rapproché des gallinacées, d'autres des pingouins, d'autres des vautours, suivant qu'ils attribuaient plus d'importance à un des organes connus qu'aux autres; mais il est trop évident qu'à quelque induction qu'on s'arrête, la nature du dronte sera toujours environnée d'épaisses ténèbres.

Quoi qu'il en soit, dans le travail de destruction auquel l'homme se livre envers les êtres vivants que la nature avait placés sur la terre avec lui, le dronte jusqu'à présent est le seul dont il soit parvenu à détruire la race; mais, poussé par son intérêt et armé de toutes les ressources qu'il tire de son intelligence, il est aisé de prévoir la funeste étendue que tôt ou tard auront ses succès. F. C.

DROSCHKI, nom russe d'une petite voiture ouverte dont l'usage est fréquent sur le pavé de Saint-Pétersbourg et de Moscou. Entre quatre roues très basses et surmontées de *paracrottes*, est suspendu, dans des ressorts, un petit banc avec un dossier au bout et sur l'extrémité antérieure duquel s'assied le cocher, s'il n'a pas son siége séparé en avant du banc. Ce dernier peut servir à deux personnes dont l'une occupe le fond du dossier

assise à califourchon, et dont l'autre s'assied devant elle de manière à lui présenter le côté et à poser ses deux pieds sur le point d'appui où la première personne ne pose que le pied droit ou le pied gauche. On voit dans les deux capitales de la Russie des milliers de ces voitures parcourir la ville avec une grande rapidité. On paie la course très bon marché, et suivant le prix qu'on fait d'avance avec l'*izvoschtchik*.

Droschki, en russe, est un pluriel ; en Allemagne, on emploie ce mot au singulier pour une espèce de cabriolet de place; il est employé de même dans les provinces baltiques pour une voiture légère et ouverte. S.

DROUAIS (JEAN-GERMAIN), peintre, naquit à Paris, le 25 novembre 1763. Il était fils et petit-fils de peintres. Son père (FRANÇOIS-HUBERT), membre de l'Académie de Peinture et premier peintre de Monsieur, frère du roi, depuis Louis XVIII, s'était fait une juste réputation par ses portraits. Sa mère peignait aussi en miniature. Ses parents jouissaient d'une aisance honorable, et leur maison était fréquentée par tout ce qu'il y avait de distingué dans les arts.

Le père de Drouais reconnut bientôt les rares dispositions de son fils. *Si je ne craignais pas,* disait-il un jour, *l'aveuglement de la prévention paternelle, je prédirais que cet enfant deviendra un Raphaël.* Il en confia la culture à Brenet, peintre d'histoire, qui avait de bons principes, étant élève de Vien, et qui, lié avec David dans sa jeunesse, occupait l'atelier de celui-ci pendant son premier séjour à Rome.

En 1780, David (*voy.*) était revenu d'Italie, précédé d'une renommée sans égale. Il ouvrit une école à Paris. Drouais, y entra le premier, ou plutôt il y attendait le professeur. Ses progrès furent rapides et soutenus. L'austère enseignement d'un maître formé sur l'antiquité classique convint au disciple. Non moins studieux qu'heureusement organisé, Drouais, que les avantages extérieurs de sa personne et la position sociale de sa famille semblaient convier aux jouissances du monde, se dérobait aux plaisirs de son âge. Il passait les journées à peindre et une partie des nuits à dessiner, à faire des lectures, à se rendre familière la connaissance des costumes et des monuments. Pour satisfaire plus à son aise cette ardeur laborieuse, il avait quelquefois recours à des ruses. Ainsi, sous un prétexte quelconque, comme d'aller étudier des peintures au château de Versailles, il se faisait croire absent de Paris et ne reparaissait chez ses parents que pour leur donner la journée du dimanche. Se sauvant par là de toutes les distractions du dehors, échappant même aux empressements et aux soins de sa famille, il se claquemurait dans son atelier et travaillait sans relâche pendant des semaines entières, n'ouvrant sa porte, sur un signal convenu, qu'au modeste pourvoyeur de ses repas. Un jour pourtant on avait obtenu de lui la promesse de descendre au salon en toilette; il avait même consenti à livrer sa tête au coiffeur; mais entrevoyant tout à coup les conséquences de cette concession pour la suite de ses travaux, il change de résolution, prend des ciseaux, coupe la boucle déjà frisée, et se rend impossible pour longtemps toute apparition dans le monde. Il était doué d'une voix agréable, et comme il avait aussi un goût naturel pour la musique, on lui conseillait de l'apprendre: *Non,* dit-il, *je veux être peintre, et je n'ai pas trop de toute ma vie pour le devenir.*

Une telle force de volonté présageait de grands succès; mais elle inspirait aussi de vives craintes à la mère de Drouais et à sa tante M^lle^ Doré, femme excellente, amie dévouée. Toutes deux avaient concentré leurs affections sur le jeune artiste, et elles ne vivaient que pour lui. David lui prêchait aussi la modération dans la seule chose dont il fit abus; mais il était dévoré par la passion de la gloire. *Vaincre ou mourir* était sa réponse, et il ajoutait : *Il faut que je sois peintre ou rien.* Son ambition était d'égaler les plus grands maîtres dans l'art de peindre, et de soutenir ou même de rehausser encore, s'il était possible, l'honneur de l'école française.

Son premier tableau fut le *Retour de l'Enfant prodigue.* Il n'avait pas 17 ans lorsqu'il le peignit. C'était le sujet pro-

posé pour le concours du grand prix de peinture en 1782. Drouais voulut le traiter de son côté, suivant toutes les données du programme, dans la vue de se préparer plus spécialement à la lice académique avant d'y entrer. M^me^ Drouais ayant fait présent du tableau à l'église Saint-Roch, sa paroisse, on l'y voit encore aujourd'hui. Ce coup d'essai fait distinguer, dans plusieurs de ses parties, la fermeté et la maturité d'un maître.

L'année suivante (1783), Drouais concourut pour le grand prix. Le sujet était la *Veuve de Naïm*. La veille de l'exposition publique, après avoir parcouru les peintures du concours, il revit la sienne sous la préoccupation d'une infériorité relative, et dans son premier mouvement, il déchira la toile, puis il en porta tristement les lambeaux à son maître. « Qu'avez-vous fait? lui dit David, vous avez cédé le prix à un autre. — Vous êtes donc content? reprit Drouais; et sur la réponse affirmative: «Eh bien! j'ai le prix, poursuivit l'élève consolé; votre suffrage est celui que j'ambitionnais le plus; l'année prochaine je ferai mieux. » Drouais s'était mis hors de concours. Mais le tableau lacéré fut réparé avec soin et de manière à conserver à la fois les traces de ce talent et de cette modestie; il appartient à M. Valois, parent de Drouais et l'un de nos habiles statuaires.

La *Cananéenne aux pieds du Christ* fut le sujet du concours en 1784. Tout le monde sait comment Drouais le traita. Cet ouvrage d'un élève occupe une place éminente au musée du Louvre, parmi les chefs-d'œuvre des maîtres. Toutes les qualités du peintre d'histoire s'y trouvent réunies et permettent de le comparer à une page du Poussin. En le voyant, professeurs, disciples, simples spectateurs, furent saisis d'admiration. Le prix fut décerné à l'auteur, d'une voix unanime, par les concurrents aussi bien que par les juges. Ses camarades le couronnèrent de lauriers et le portèrent en triomphe dans les rues de Paris, depuis l'académie jusqu'à la maison de sa mère, puis de là chez son maître; l'ovation ne se termina qu'à la lueur des flambeaux. Les journaux retentirent de ce triomphe, et les poètes le chantèrent : ceux-ci disaient que le vainqueur *était de ses rivaux et l'exemple et l'amour*. Mais tant de succès n'enflèrent pas la vanité du lauréat : Drouais se conserva toujours modeste, toujours simple.

Il partit pour l'Italie avec David, qui avait résolu d'aller peindre les *Horaces* à Rome. L'aspect des chefs-d'œuvre rassemblés dans la métropole des arts lui fit éprouver l'impression qu'il doit toujours produire sur l'artiste qui sympathise avec les maîtres; la présence du sien dut encore fortifier cette impression en l'éclairant. Il y avait entre eux un échange continuel d'observations utiles. Voici ce que David écrivait de Rome: « Je pris le parti d'accompagner Drouais « autant par attachement pour mon art « que pour sa personne; je ne pouvais « plus me passer de lui. Je profite moi-« même à lui donner des leçons, et les « questions qu'il me fait seront des leçons « pour ma vie. » Toutes les merveilles dont était entouré le jeune artiste, avaient d'abord attiré ses regards; mais bientôt il ne vit plus que l'antique et Raphaël. Le *Soldat blessé*, figure de grandeur naturelle, qui orne aujourd'hui le musée de Rouen, fut peint sous ces nouvelles influences; on applaudit au sentiment du guerrier romain qui brave son ennemi en succombant sous ses coups et chez qui la fierté triomphe de la douleur.

A Rome, Drouais se levait tous les jours à quatre heures du matin et travaillait jusqu'à la nuit, quelquefois sans avoir pris aucune nourriture pendant tout le jour, d'ordinaire n'ayant mangé qu'un morceau de pain, afin de ne pas interrompre la séance du modèle, qu'il retenait en lui donnant le dîner du pensionnaire. Fidèle à la maxime de l'école d'Apelle : *Nulla dies sine lineâ*, il avait toujours le crayon à la main, provoquant l'inspiration par le travail. Ce qu'on a réuni de ses dessins, croquis, esquisses, premières pensées jetées sur le papier, remplirait plusieurs portefeuilles, et tout y est du genre le plus élevé; car telle était la nature de son talent, en rapport avec le caractère de sa physionomie. Il joignait à cette ardeur une extrême facilité pour tout apprendre.

Un nouvel ouvrage de Drouais était

attendu avec impatience: c'était *Marius à Minturne*. Il surpassa l'attente générale, et son apparition excita un enthousiasme universel. Le célèbre Gœthe, qui était alors à Rome, a retracé les transports d'admiration par lesquels fut salué ce tableau, « égal dans plusieurs parties, « dit-il, au *Serment des Horaces*, supé- « rieur même dans quelques-unes, et qui « n'est resté quelque peu au-dessous que « dans le dessin. » Un accueil semblable lui était réservé à Paris. On y reconnut aussi un air de famille avec les *Horaces*. Le poète Arnault y puisa l'idée de sa première tragédie. La vogue du peintre était devenue populaire dans sa patrie avant son retour; on voyait en lui un second David. On juge aisément des espérances que l'école française put fonder sur cette continuation de talents supérieurs. Hélas! Drouais ne devait pas les réaliser. *Philoctète dans l'île de Lemnos exhalant ses imprécations contre les dieux*, fut sa dernière peinture.

Il en préparait une autre qui devait mettre le sceau à sa réputation. Celle-ci représentait en grandes proportions (16 pieds de large sur 11 de haut), et avec une énergie toute romaine, *Caïus Gracchus sortant de sa maison, accompagné de ses amis, pour aller apaiser la sédition où il périt*. La composition arrêtée, le trait fixé sur la toile, les études presque achevées, l'auteur éprouva une critique qui lui fut très sensible. Son maître, qu'il était dans l'usage de consulter, quoique absent, sur tout ce qu'il faisait, trouva que le sujet n'était pas suffisamment accusé, et qu'on pouvait tout aussi bien y voir *Régulus repartant pour Carthage*. Cette remarque n'avait peut-être qu'une apparence de justesse, puisque dans le cas même où quelques analogies d'ordonnance et de mouvement auraient pu introduire de l'incertitude, le caractère des expressions devait la faire disparaître. Mais Drouais, pour qui David était un oracle, s'en affecta vivement.

Le moment de son retour approchait; on s'occupait des préparatifs nécessaires pour le recevoir. David lui avait cherché lui-même un atelier et devait l'y installer à son arrivée. On avait si longtemps compté dans sa famille les années de séparation, on ne comptait plus que les mois; bientôt on n'allait plus compter que les semaines et les jours. Ainsi s'exprimait la tendresse d'une mère. Mais celui qui était l'objet de tant de vœux ne devait plus revoir la France. L'excès du travail avait épuisé ses forces et allumé son sang. Quoique sa constitution fût des plus robustes, une fièvre imflammatoire se déclara; la petite vérole s'y joignit : il succomba, au bout de quelques jours, à la violence du mal. Il mourut le 13 février 1788, avant d'avoir accompli sa 25^{e} année.

Ses camarades l'avaient gardé et veillé à l'envi les uns des autres. Ils pleurèrent en lui leur ami, leur modèle, et lui érigèrent un tombeau dans l'église Sainte-Marie *in viâ latâ*. Le monument fut exécuté par le sculpteur Michalon, l'un d'eux. Il consiste en une stèle surmontée du portrait de Drouais en médaillon, au-dessous duquel est un bas-relief qui représente la Peinture, la Sculpture et l'Architecture consacrant son nom à l'immortalité, emblème touchant de ce concert de regrets.

Personne ne fut plus sensible que David à la perte de Drouais. Il disait que c'était le seul de ses disciples qui jusqu'alors l'eût compris entièrement, le seul dont les ouvrages fussent capables de troubler son sommeil, et il s'écriait : « *J'ai perdu mon émulation!* » Quant à M^{me} Drouais, désormais inconsolable, elle s'entoura des ouvrages de son fils, ouvrit son salon à tout visiteur français ou étranger qui se présentait pour les voir, les montrant avec orgueil, les expliquant avec larmes, et trouvant jusqu'à sa mort, dans cet hommage incessamment rendu sous ses yeux au génie moissonné dans sa fleur, le seul adoucissement aux douleurs maternelles. M-L.

DROUET (Jean-Baptiste), le fameux maître de poste de Sainte-Menehould qui arrêta à Varennes l'infortuné Louis XVI et la reine Marie-Antoinette (21 janvier 1791). Ce révolutionnaire fanatique était né en 1763 et avait d'abord fait partie d'un régiment de dragons. Le service signalé qu'il rendit à la démocratie triomphante le fit élire, en 1792, député à la Convention nationale

où il vota la mort du roi dont il avait empêché la fuite. Commissaire à Maubeuge, lors du siége de cette ville, Drouet, toujours exalté, veut se frayer une route au travers du camp autrichien à la tête de cent dragons. Son cheval s'abat et il tombe entre les mains des ennemis qui l'envoient dans les cachots du Spielberg où il fait une tentative d'évasion qui manque, et qu'il ne quitte qu'en 1795, compris au nombre des commissaires qu'alors on échangea contre la fille de Louis XVI. Revenu en France, Drouet entra dans la conspiration de Babeuf (*voy.*), et il aurait porté sa tête sur l'échafaud si le Directoire n'avait craint de donner ce spectacle aux ennemis de la république. On le laissa donc s'évader, et après avoir erré quelque temps hors de France, il y rentra et devint sous-préfet à Sainte-Menehould. En 1815, il fut envoyé à la Chambre des représentants. Proscrit par les Bourbons, il trouva moyen de tromper la vigilance de leur police et vécut sous un faux nom et dans une retraite profonde à Mâcon, où il mourut dans des sentiments chrétiens, le 11 avril 1824. S.

DROUET D'ERLON, *voy.* ERLON.

DROUOT (LOUIS-ANTOINE, comte). Né à Nancy le 11 janvier 1774 et sorti de l'école d'artillerie au mois de juillet 1793, le général Drouot a pris part à toutes les guerres de la Révolution, assisté à toutes les batailles de l'empire et commandé le feu du dernier coup de canon tiré à Waterloo. On trouve son nom dans tous les bulletins de la Grande-Armée, dans celui de Wagram où il marchait à la tête du régiment d'artillerie à pied de la vieille garde, dans ceux de la campagne de Russie où il fut nommé général de brigade, dans ceux de Lutzen et de Bautzen où il gagna le grade de général de division. Il sauva l'armée française à Wachau; il écrasa, quelques jours après leur défection, le corps des Bavarois en avant de Hanau; et à Nangis, et au défilé de Vauclor, et pendant toute la miraculeuse campagne de 1814, il se signala par vingt faits d'armes qui ne l'auraient pourtant placé qu'au rang de nos habiles généraux, quand la chute de l'empereur montra en lui un de ces hommes à part dont la grandeur de caractère devait relever l'honneur de la patrie et consoler la France de tant de honteuses abjurations.

Au commencement de 1813, Napoléon avait choisi le général Drouot pour l'un de ses aides-de-camp. Les sentiments d'admiration que l'officier d'artillerie avait dès longtemps conçus pour le génie du grand capitaine s'étaient accrus de tout l'attachement que ces liens nouveaux devaient naturellement lui inspirer. Après l'abdication de Fontainebleau, Drouot laissa la France aux Bourbons et continua sa fidélité à l'empereur. Il partit pour l'île d'Elbe, croyant sans doute, comme ses compagnons d'exil, qu'il n'abandonnait pas la patrie puisqu'il ne quittait point son drapeau.

Arrivé à l'île d'Elbe, Drouot en fut nommé gouverneur, et quelques mois se passèrent sans qu'il parût s'occuper d'autre chose que d'administrer le pays. Il connut bientôt les projets de celui qui avait rempli l'Europe et qui étouffait dans l'espace étroit dont on lui avait fait une souveraineté. Drouot désapprouva la tentative à laquelle Napoléon seul pouvait le décider. Il ne doutait pas du succès, mais ses résultats l'épouvantaient. L'empereur lui montra le congrès de Vienne délibérant sur son sort et rêvant peut-être déjà Sainte-Hélène; à ces considérations qui lui étaient personnelles il en ajouta d'autres sur la France où tous les vœux semblaient le rappeler. Son parti était pris, les ordres étaient donnés, il n'y avait plus qu'à les suivre.

Débarqué au golfe de Juan, Drouot adressa une proclamation à l'armée et prit sa route sur Paris. Il conduisait l'avant-garde de l'empereur; il fut comme l'aigle qui de clocher en clocher devait atteindre, en vingt jours, les tours de Notre-Dame.

La bataille de Waterloo et la nouvelle invasion qui s'ensuivit n'avaient que trop justifié les appréhensions du général Drouot; mais ce n'est pas lui qui eût récriminé contre l'empereur, qui se fût plaint de la fortune et eût désespéré du pays. La déplorable séance du 22 juin prouva au contraire tout ce qu'il y avait de pureté et d'énergie dans son patriotisme,

d'élévation dans son courage et son esprit.

La perte de la bataille était connue. Carnot, ministre de l'intérieur, lisait à la Chambre des pairs un rapport du ministre de la guerre sur la situation de l'armée française qu'il représentait comme dispersée, anéantie et n'offrant plus aucun moyen de résistance à l'ennemi. Le maréchal Ney, comme s'il eût voulu faire passer dans tous les cœurs le découragement dont le sien était accablé, renchérit encore sur les révélations officielles, protestant qu'il était impossible de former une ligne de défense avec l'armée du nord. Selon lui, tout était perdu et il n'y avait plus qu'à négocier.

La première nouvelle du désastre de Waterloo n'avait pas produit dans la capitale un effet plus triste que cette désolante déclaration. Drouot, occupé des soins de son service, apprend par les journaux du matin tout ce qui vient de se passer dans l'assemblée dont il est membre. Il court chez le maréchal Ney pour le rappeler à la fois au courage et à la raison, et se rend aussitôt au Luxembourg où dès les dix heures les pairs étaient réunis. Là il ne dissimule point tout ce qu'il aurait eu de regret à voir un aussi illustre général s'exagérer nos pertes, diminuer nos ressources et s'écrier que la France n'a plus qu'à subir la loi de l'étranger; mais il assure que le maréchal, avec lequel il s'est expliqué, a été mal compris et qu'on a prêté à l'accent de sa douleur sur nos pertes une portée que le brave des braves ne pouvait pas leur donner. Et lui, aussi acteur et témoin des événements sur lesquels on délibère, il va les raconter sans déguisement, sans détour; car si l'on connaît son attachement à l'empereur, on doit savoir que son amour pour la patrie et son respect pour la vérité sont les premiers sentiments et le plus sacré des devoirs qu'il s'est imposés.

La campagne de 1815 n'a été racontée par personne d'une manière à la fois plus concise et plus complète et avec un bonheur d'expression plus remarquable qu'elle ne le fut alors par le général Drouot. Dans cette rapide improvisation, il rappelle nos premiers succès qui en présageaient de plus éclatants. Puis il indique les dispositions prises pour la bataille du Mont-Saint-Jean, bataille qu'il fallait gagner sans doute, mais que personne n'a le droit de dire qu'il ne fallait pas livrer. Il rappelle ensuite que le maréchal Grouchy, avec le 3^e^ et le 4^e^ corps d'infanterie, un corps de cavalerie et tout son matériel, est parvenu à rentrer en France; que les différentes divisions séparées à Mont-Saint-Jean sont ralliées à la frontière et forment déjà une masse redoutable. Vingt mille hommes vont sortir des dépôts, 300 pièces d'artillerie sont à Paris, et il ne faut que 24 heures pour les mettre en campagne avec tous leurs approvisionnements. « La dernière catastrophe, ajoute le général, ne doit pas décourager une nation grande et forte comme la nôtre. Après la bataille de Cannes, le sénat romain vota des remercîments au général vaincu, parce qu'il n'avait pas désespéré du salut de la république. Dans une circonstance infiniment moins critique les représentants de la nation se laisseront-ils abattre et oublieront-ils les dangers de la patrie pour s'occuper d'intempestives discussions? »

Ce langage, si plein de calme et de noblesse, sembla rendre quelque vertu à l'assemblée; il rendit du moins quelque espérance au pays et lui prouva que tous ses enfants n'avaient pas brisé leurs épées.

Ce jour même le gouvernement appela le général Drouot au commandement en chef de la garde impériale; mais toutes ses dispositions pour la défense de la capitale furent inutiles. Ces funestes paroles : « Il n'y a plus qu'à négocier! » n'avaient été que trop entendues. La capitulation de Paris était signée; Paris était livré. La vieille garde et son commandant se retirèrent derrière la Loire jusqu'à ce que l'armée entière fût licenciée.

Napoléon était parti pour Sainte-Hélène sans que Drouot, séparé de lui par les devoirs de général de la garde, ait pu gagner *le Bellérophon*. Son nom ne pouvait manquer d'être compris sur la liste des proscrits du 14 juillet. Au lieu de fuir, le général se rendit à Paris et se constitua prisonnier. Retenu à l'abbaye

jusqu'au mois d'avril 1816, il fut enfin traduit devant un conseil de guerre, et sur ses sept juges, il s'en trouva trois qui condamnèrent le général à mort.

Drouot, assez faiblement défendu par M. Girod de l'Ain, rencontra de plus habiles défenseurs dans presque tous les témoins appelés à déposer contre lui : le maréchal Macdonald surtout rendait la plus éclatante justice à la loyauté de son caractère; mais dans sa cause le général ne trouva aucun avocat plus éloquent que lui-même. « Si je suis condamné par les hommes qui ne jugent les actions que sur les apparences, dit-il en terminant, je serai absous par mon juge le plus implacable, ma conscience; tant que la fidélité aux serments sera sacrée parmi les hommes, je serai justifié. Mais quoique je fasse le plus grand cas de leurs opinions, je tiens encore plus à la paix de ma conscience. J'attends votre décision avec calme, si vous croyez que mon sang soit utile à la tranquillité de la France, mes derniers moments seront encore doux. »

L'on était près encore des exécutions sanglantes de Labédoyère et du maréchal Ney. Cependant l'acquittement du général Drouot fut immédiatement suivi de sa mise en liberté. Louis XVIII ne voulut pas que le ministère public se pourvût en révision du jugement. Après Ney et Labédoyère, les frères Faucher, le général Duvernet, venaient de périr : c'était assez de nobles têtes frappées et de sang versé.

Retiré à Nancy, le général Drouot acheta dans les environs une petite propriété avec une partie des cent mille fr. qui lui étaient légués par le testament de l'empereur. La révolution de 1830 ne put l'arracher qu'un instant aux occupations champêtres auxquelles il s'y livrait. A la nouvelle des ordonnances de juillet et des premiers coups de canon tirés dans Paris, M. de Ludre qui fut depuis membre de la Chambre des députés et l'un des condamnés à la déportation par la Chambre des pairs, avait rallié la garde nationale de Nancy autour du drapeau tricolore. Le général Drouot qu'il voulut mettre à la tête du mouvement pour le rendre encore plus national, salua ce drapeau qu'il n'eût peut-être pas arboré avant que la France n'eût prononcé, mais qu'il revoyait avec ivresse. Quelque temps après, le maréchal Gérard le pressa de venir prendre le portefeuille de la guerre; il lui offrit ensuite le commandement de l'École polytechnique; plus tard il fut appelé à la Chambre des pairs; mais inébranlable dans sa résolution, le général Drouot résista à tous ces témoignages de la considération qui s'attachait à sa personne. « Tout est problème dans la vie, disait de lui Napoléon; ce n'est que par le connu qu'on peut arriver à l'inconnu. Or je connaissais déjà comme certain dans Drouot tout ce qui pouvait en faire un grand général : j'avais des raisons suffisantes pour le supposer supérieur à un grand nombre de nos maréchaux. Je n'hésite pas à le croire capable de commander à cent mille hommes; et peut-être ne s'en doute-t-il pas, ce qui serait une qualité de plus. »

A la suite de tant de campagnes, de fatigues et peut-être aussi de tant d'émotions douloureuses, la santé du général Drouot s'est considérablement affaiblie. Son âme seule survit aujourd'hui dans son corps brisé. Il vient de donner à la ville de Nancy l'épée qu'il avait reçue de l'empereur, parce que ses yeux ne pouvaient plus la voir et que ses mains ne pouvaient plus la toucher. Avec sa modique fortune, il vient aussi de fonder quelques utiles établissements consacrés aux malheureux. Le bien qu'il fait autour de lui est sans doute un baume qui adoucit ses souffrances.

Le patriotisme, le désintéressement, les talents militaires, la modération dans la victoire, le courage dans les revers, sont des vertus de héros, que le général Drouot a toutes possédées. « Sa morale, a encore dit Napoléon à Sainte-Hélène, « sa probité, sa simplicité lui eussent fait « honneur dans les plus beaux jours « de la république romaine. » DE M.

DROUSSAGE, *voy.* DRAP.

DROZ (FRANÇOIS-XAVIER-JOSEPH), littérateur et moraliste, membre de l'Académie Française, est né à Besançon le 31 octobre 1773, et appartenait par sa naissance à une famille parlementaire. Aussi, destiné de bonne heure à la ma-

gistrature, se livra-t-il d'abord à l'étude du droit; mais la tourmente révolutionnaire le força d'y renoncer. Il renonça pareillement au projet de sa jeunesse de travailler pour le théâtre; et, après avoir servi pendant trois ans avec honneur dans les armées de la république, il fut nommé professeur d'éloquence à l'école centrale de Besançon. Il put dès lors reconnaître sa vocation véritable et la suivre en toute liberté. Lorsque l'école centrale fut supprimée, M. Droz vint à Paris, où il continua de s'occuper de littérature, de manière à se faire bientôt connaître avantageusement comme écrivain. Parmi les ouvrages qui alors et plus tard établirent sa réputation, les plus remarquables, au jugement de l'auteur lui-même, sont ceux qui roulent sur des sujets philosophiques. Ce sont : un *Essai sur l'art d'être heureux* (1806, in-12), consacré à l'enseignement d'un épicuréisme sentimental qui laisse subsister les plaisirs de la conscience et les espérances de la religion; un *Éloge de Montaigne* (1812, in-8°), auquel l'Académie Française accorda en 1813 une médaille d'or égale au prix obtenu par M. Villemain; *Étude sur le beau dans les arts* (1815, in-8°); 4° *De la philosophie morale ou des différents systèmes sur la science de la vie* (1823, in-8°). Cet ouvrage, le plus considérable de tous ceux qu'a écrits M. Droz, remporta le prix Monthyon en 1824. L'année suivante (7 juillet), l'heureux lauréat fut reçu à l'Académie Française, dont il faillit être nommé secrétaire perpétuel en 1834, M. Villemain ne l'ayant emporté sur lui que d'une seule voix. Depuis son entrée à l'Académie, M. Droz n'a publié qu'un seul écrit, l'*Application de la morale à la politique* (1825, in-8°). En 1826, il a fait paraître en 2 vol. in-8° la collection de ses œuvres, comprenant, outre les ouvrages ci-dessus mentionnés, son *Discours de réception à l'Académie Française* et une *Notice sur Michel de l'Hôpital.* Tous ses écrits respirent une douce philanthropie; mais on y trouve plus de bon sens et de sentimentalité que de rigueur philosophique; ce sont souvent plutôt des exercices académiques que les produits d'une réflexion originale et forte. M. Droz n'en est pas moins l'un des auteurs qui ont contribué le plus à soustraire la philosophie française à cette tendance paradoxale, exclusive et systématique à l'excès que le XVIII^e^ siècle avait léguée au XIX^e^. M. Droz a toujours montré dans sa conduite privée une extrême bienveillance de caractère, beaucoup de bonne foi, de sagesse, d'esprit de conciliation et une aversion profonde pour les exagérations de tous genres. L-F-E.

DRUIDES, ministres de la religion dans la Bretagne des anciens, dans la Germanie et les Gaules. Diogène Laërce dit qu'ils avaient chez les Bretons le même rang que les philosophes chez les Grecs, les mages chez les Perses, les gymnosophistes chez les Indiens et les sages chez les Chaldéens. Ils étaient plus que tout cela : ils réunissaient le sacerdoce et l'autorité politique; leur pouvoir était presque absolu. Ils présidaient aux cérémonies civiles comme aux cérémonies religieuses, instruisaient la jeunesse gauloise, mais seulement les jeunes gens de familles riches ou nobles, jugeaient toutes les contestations entre particuliers, connaissaient des meurtres, des successions, des limites, et décernaient les récompenses et les châtiments. Ils excluaient des sacrifices ceux qui refusaient de se soumettre à leurs arrêts, et telle était la terreur qu'inspirait cette sorte d'excommunication, que personne ne voulait avoir commerce avec celui qui en avait été frappé. Les druides se divisaient en trois classes : les *druides* proprement dits, les prêtres, étaient chargés du gouvernement civil et religieux; les *eubages* ou devins étudiaient les secrets de la nature, la vertu des plantes, faisaient les sacrifices, interrogeaient les astres, et cherchaient dans les entrailles des victimes la révélation de l'avenir; les *bardes* célébraient les louanges de la divinité, les grands événements et les exploits des héros. La dignité de *grand-druide*, ou chef des druides, était élective. S'il s'élevait quelque dispute relativement à cette élection, les armes en décidaient. Le grand-druide était le souverain de la nation, et son autorité, fondée sur le respect des peuples, était fortifiée par le nombre prodigieux des prêtres qui lui étaient subordonnés. Par

leur multiplication, les familles des druides formaient, pour ainsi dire, un peuple qui commandait à un autre. C'est dans la Bretagne que le commun des druides allait apprendre les mystères de la religion; le grand-druide y faisait sa résidence. Ceux des druides qui étaient revêtus du sacerdoce s'appliquaient continuellement à l'étude, et dès qu'ils avaient vaqué à leurs fonctions publiques, ils se retiraient dans des cellules au milieu des forêts. Ils n'écrivaient rien; leur science consistait en certaines pièces de poésie, contenant, dit-on, 20,000 vers, qu'ils apprenaient par cœur, et dans lesquels étaient renfermés tous les mystères de leur secte. Leurs dogmes principaux étaient l'existence d'un être suprême et l'immortalité de l'âme. Pour inculquer plus vivement ce dernier dogme dans l'esprit des peuples, ils avaient recours à certaines pratiques : ainsi ils prêtaient et empruntaient de l'argent, sous condition que cet argent serait rendu dans l'autre monde; ils écrivaient des lettres aux morts et les déposaient dans leurs tombeaux. C'est dans l'Autunois, vers la montagne encore aujourd'hui connue sous le nom de *Mont des Druides*, que le principal corps des druides faisait sa résidence en été; ils passaient l'hiver à Chartres. C'est entre Dreux et Chartres que se faisait avec beaucoup de cérémonie le grand sacrifice du gui de chêne, le sixième jour de la lune, qui était le commencement de l'année, suivant leurs manières de compter par les nuits. On a reproché aux druides des sacrifices humains : ils égorgeaient en effet leurs prisonniers de guerre sur les autels. Dans les cas extraordinaires il fallait immoler une victime, quelle qu'elle fût : c'était alors un malfaiteur que l'on choisissait; à son défaut on prenait un innocent. Tertullien et saint Augustin nous apprennent de plus que ces victimes innocentes étaient des vieillards. Les druides continuèrent longtemps leurs sanglants sacrifices, malgré les sévères édits des Romains. Le druidisme ne s'éteignit complétement que dans le VI^e^ siècle.

Les femmes des druides, appelées DRUIDESSES, avaient autant de considération parmi les peuples que leurs maris. Il y avait des temples dont l'entrée était interdite aux hommes, et où les druidesses réglaient seules ce qui concernait les cérémonies religieuses. Leur principale fonction était de consulter les astres, les entrailles des victimes, etc., et de prédire l'avenir. Plus cruelles peut-être que les druides, elles accomplissaient avec une joie féroce les sacrifices humains. Chez les Cimbres, les druidesses, pour ces sanglantes cérémonies, s'habillaient de blanc; elles étaient déchaussées et portaient une ceinture d'airain. « Dès que les Cimbres avaient fait quelques prisonniers, dit Strabon, ces femmes accouraient l'épée à la main, jetaient les prisonniers par terre, et les traînaient jusqu'au bord d'une citerne à côté de laquelle il y avait une espèce de marche-pied sur lequel se tenait la druidesse qui devait officier. A mesure qu'on amenait devant elle un de ces infortunés, elle lui plongeait un long couteau dans le sein et observait la manière dont le sang coulait. Les autres druidesses qui l'assistaient dans ses fonctions ouvraient les cadavres, en examinaient les entrailles et en tiraient des prédictions qui, communiquées à l'armée et au conseil, servaient à diriger les opérations les plus importantes. » Les druidesses étaient plus révérées encore chez les Germains que chez les Gaulois. Les Germains n'entreprenaient rien sans les avoir consultées; eussent-ils été certains de la victoire, ils n'auraient pas livré bataille si les druidesses s'y fussent opposées. On cite quelques-unes de leurs prédictions que le hasard confirma, celle par exemple d'une druidesse qui, à Tongres, dans la Gaule belgique, annonça à Dioclétien, alors simple soldat, qu'il serait un jour empereur. A. A-T.

Les opinions sont partagées quant à l'étymologie du nom des *Druides*. A en croire les anciens, c'est du mot grec δρῦς, qui signifie *chêne*, qu'il est dérivé. Les druides, en effet, attribuaient de grandes vertus au gui de chêne, et ils n'offraient leurs sacrifices que dans des bois de chênes. C'est sans doute pour cette raison que Pline et plusieurs autres écrivains remarquables ont prétendu que le nom de cet arbre était la racine de celui des druides. Cette opinion expliquerait aussi ce qu'a

voulu entendre Diodore, en appelant les druides *saronides ;* et de plus, nous devons remarquer que, dans tous les divers dialectes qui composaient la langue celtique, les mots *dar*, *derou*, *derouen*, *dair*, *darakh*, *darogh*, etc., signifient un *chêne*, sans doute à cause de la dureté de son bois, du mot *deour* (*fortis*, *robustus*); *robur* était devenu, par une raison semblable, synonyme de *quercus*, en latin. Mais tout porte à croire, du reste, que c'est par hasard que le mot *deour* des Celtes ressemble au mot des Grecs. Pour nous, nous ferions dériver le mot *druides* d'une origine toute différente. D'après les Commentaires de César, c'était dans les îles britanniques que la religion des druides avait son centre, et c'était là aussi que ceux qui voulaient en acquérir une connaissance profonde allaient l'étudier : il est donc clair qu'on doit chercher dans les langues galloise et irlandaise la véritable étymologie du nom des druides, qui ne saurait raisonnablement dériver du grec. Dans les poésies bretonnes des v^e^ et vi^e^ siècles, c'est-à-dire au temps où la religion des druides n'était pas encore abolie, nous voyons qu'il est souvent parlé des druides, dont le nom s'y trouve écrit au pluriel, *derouydden*, et au singulier *derouydd*. Or, d'après l'opinion des lexicographes les plus distingués, ce mot est composé de deux expressions celtiques : *dé* ou *di*, et puis de *rhouydd* ou *rhaydd*, participe du verbe irlandais *rhaidhim* ou *rhouidhim*, qui veut dire parler, s'entretenir. Ce qui vient appuyer cette opinion c'est que nous voyons Diodore de Sicile donner aux druides le nom de théologiens, et César nous apprend aussi que la religion fut de bonne heure en grand honneur chez les Celtes, qui, dès lors, ont dû de bonne heure aussi exprimer l'idée du souverain Être par un mot. Or, *dé* ou *di* est un mot primitif qui dans la langue celtique signifie bonté, bienfaisance, bon, bien, de même que *da*. Ce dernier mot a conservé cette acception dans *oui-da*, pour lequel on trouve *oui-bien*, dans quelques écrivains. « Il n'est pas surprenant, est-il dit « à ce sujet, dans une note des Mémoires « de Duclos, que l'idée de bienfaisance « soit entrée dans la formation du nom « de la divinité : dans la langue germani- « que *god*, *gott*, dieu, est aussi formé de « la même racine que *good*, *gut*, bon. »

Quoi qu'il en soit de l'étymologie du mot *druides*, le christianisme a rendu leur nom aussi odieux qu'il avait été respectable. Dans les langues galloise et irlandaise, on ne le donne plus qu'aux sorciers et aux devins; on peut même remarquer qu'il a reçu cette acception dès le temps des Anglo-Saxons. E. P-c-t.

Le *Druidisme* reposait sur deux grandes idées : l'universalité du créateur et l'éternité de la plus belle chose créée, de l'âme. Cette religion n'avait ni temples ni statues, parce que la divinité ne peut être ni renfermée ni représentée. Le druidisme était le culte de la nature, l'adoration de la Providence au pied de l'arbre dont elle donnait à l'homme l'ombrage et le fruit, au bord de la source qu'elle lui offrait pour le désaltérer. La science qu'on enseignait dans les colléges était celle de la nature, la physique, l'astronomie, la géographie, la médecine.

Les druides regardaient le feu et l'eau comme les deux plus puissants moteurs de l'univers; ou bien ils faisaient dépendre ses vicissitudes des grandes crises sociales et politiques : la mort d'un personnage illustre produisait une commotion dans le monde matériel; ils enseignaient le cours des astres et les causes des phénomènes atmosphériques. Le premier jour de leur année tombait sur le sixième d'une lunaison : ce nombre six était mystérieux et symbolique, il commençait les mois, les années et les siècles qui alors ne se composaient que de quatre-vingts ans.

Toute la médecine des druides consistait dans quelques panacées qui ont en elles-mêmes des propriétés iatriques. Le sélage est un purgatif assez énergique ; les baies amères et visqueuses du gui possèdent une faculté astringente dont Boerhaave, Van Swieten et de Haen se servaient avec succès pour combattre les affections nerveuses ; mais ces plantes, ainsi que la verveine, la camphrée et la samole, ne devaient leurs vertus miraculeuses qu'à la manière dont on les recueillait et à certaines formules mystiques. Quant à l'anguinum, cet œuf formé de la bave de plusieurs serpents entortillés

les uns dans les autres pendant les chaleurs de l'été, c'était moins un moyen de calmer les souffrances du corps que de procurer des jouissances à l'âme, en faisant gagner un procès et en donnant un facile accès près des souverains; cependant le sortilége, au lieu de réussir auprès de Claude, conduisit à la mort le chevalier gaulois qui en fit usage.

La science était exprimée dans des vers que l'élève devait apprendre par cœur (p. 606), car les druides tenaient leurs enseignements secrets et n'écrivaient pas même l'histoire; les bardes la chantaient, et souvent au lieu où un fait remarquable s'était passé s'élevait un *menhir*, grossière pyramide qui était comme un jalon pour la mémoire dans cette histoire non écrite. Cependant quand vous rencontrez dans quelque lande inculte des pierres longues, attachez-y plutôt une pensée funéraire : on a fait à leurs pieds plusieurs fouilles et l'on a retiré des débris humains; presque tous les noms des lieux où elles se trouvent ont la mort pour étymologie.

Les menhirs ne sont pas les seuls monuments druidiques (*voy.* l'art. suivant): les prêtres séjournaient avec leurs familles, non dans des troncs d'arbres, comme on l'a écrit, mais dans des enceintes sacrées nommées *cromlech*. C'étaient de petites pelouses ordinairement circulaires, entourées d'arbres plantés fort près l'un de l'autre et d'une ceinture de pierres brutes qui formaient une barrière destinée à maintenir le peuple à une distance convenable. Là les druides délibéraient sur les affaires de l'état, rendaient la justice, répondaient à ceux qui venaient les consulter sur l'avenir et sur les dogmes; au milieu de chaque *cromlech* on apercevait un *dolmen* ou une large pierre horizontale, un peu inclinée, sillonnée de rigoles, percée de part en part pour l'écoulement du sang, et assise sur plusieurs autres pierres verticales. Un dolmen était tout à la fois l'autel du sacrifice et la tribune du haut de laquelle les prêtres haranguaient la multitude.

Ce qu'on offrait le plus souvent à Ésus, l'Être-Suprême, c'étaient les prémices des moissons, et non du sang humain. Les historiens parlent de grands paniers d'osier auxquels on mettait le feu après les avoir remplis de victimes, mais aucun d'eux n'avait assisté à ces holocaustes; les êtres entassés dans ces cercueils d'osier étaient sans doute des criminels; peut-être la société se débarrassait-elle alors par le feu de ses membres gangrénés, comme elle le fait aujourd'hui par le fer.

La conviction d'une autre vie où l'on retrouvait ceux qu'on avait connus, où l'on recommençait à exister ensemble, mais avec des conditions de bonheur bien plus multipliées; cette croyance druidique, qui a été la base de toutes les religions modernes, entraînait les Celtes dans quelques usages bizarres : on en a cité un plus haut; de plus, ils brûlaient avec le cadavre le compte de ses affaires et des lettres qu'il devait lire dans l'autre monde; on jetait dans le bûcher les armes, les ornements et tout ce que le défunt possédait de précieux, afin qu'il pût encore en jouir; et parfois aussi, mais bien rarement, sa femme, ses enfants, ses esclaves, pour continuer d'être avec lui, mouraient avec lui.

Si le sang de l'homme avait été une libation ordinaire et, aux yeux des druides, l'offrande la plus agréable à Dieu, il aurait coulé aux jours des grandes solennités du druidisme; et pourtant, à la fête même du gui, voyez des chevaliers armés de pied en cap mêlés à des gens du peuple et qui tous ont à la main un rameau de l'arbre sacré, et au cou une chaîne, emblème de leur dépendance à l'égard du dieu inconnu; le grand-druide, le front ceint d'une couronne de chêne, les pieds nus, un sceptre à la main et sur les épaules, un manteau blanc rayé de pourpre; voyez des victimaires conduisant au sacrifice deux taureaux blancs qui n'ont pas encore subi le joug; les prêtresses qui portent les objets nécessaires au sacrifice : l'*acerra*, petit coffret dans lequel étaient les couteaux sacrés ou secespita, des parfums et de l'encens; les préféricules à anses qui contenaient le vin des libations, les ollas dans lesquels on faisait cuire les entrailles des victimes. Le pontife coupait le gui avec une faucille d'or; un autre prêtre le recevait dans un sagum blanc, et pendant que les sacrificateurs arrosaient de vin et de sang le pied du chêne et

soumettaient les entrailles à l'inspection des prêtresses, le grand-druide distribuait à chaque assistant une parcelle de gui, de cette plante née sans germe et tombée du ciel.

La théocratie n'a jamais été aussi puissante que chez les nations soumises à la religion d'Ésus. Les druides disposaient non-seulement de la multitude, par l'ignorance superstitieuse dans laquelle ils la tenaient, mais aussi des grands eux-mêmes par l'excommunication; ils faisaient des parias de ceux qui refusaient d'obéir; ils formaient dans les Gaules une convention souveraine qui avait la garde du trésor public et des enseignes militaires, qui ordonnait la paix ou la guerre, nommait dans chaque province le *vergobret* et les autres fonctionnaires, jugeait leur conduite d'après les lois fondamentales établies par elle-même et les déposait à son caprice. Pouvoir colossal qui absorbait toutes les richesses et toute la domination, qui disposait de la liberté et de la vie des citoyens, qui réglait les croyances, la science, la destinée de peuples d'ailleurs isolés par les différences du climat et des usages! Et quand un druide apparaissait sur un champ de bataille, le combat cessait; s'il ne venait pas, les sectateurs d'Ésus s'élançaient avec enthousiasme dans le danger, car leur religion promettait le ciel à ceux qui mouraient pour la patrie.

La publicité est dans les sciences mystérieuses ce qu'est une lumière qui brille dans les ténèbres et les dissipe: les druides l'avaient bien compris et tant que leur suprématie ne fut pas chancelante, ils renfermèrent leurs dogmes dans la solitude et ne les jetèrent point en pâture à la critique. Les générations contemporaines et celles qui ont suivi ont vécu dans une telle ignorance des dogmes druidiques que personne ne pourrait même dire si les Celtes avaient un seul dieu ou plusieurs, s'ils croyaient à un autre monde ou à la métempsycose : dès lors le druidisme devient une question stérile et qu'on ne pourra jamais prendre de haut, car dans l'histoire des institutions religieuses, civiles et politiques, le chapitre le plus solennel est celui de leur influence sur l'état social; vouloir écrire cette page de l'histoire de la religion d'Ésus, ce serait s'exposer au sort d'un homme qui s'élancerait dans une carrière inconnue, un bandeau sur les yeux et sans avoir jamais bien su quel point de départ il devait prendre. Quand le druïdisme se sentit mourir, il voulut laisser au monde un souvenir: Thaliessin, Aneurin et Merlin l'enchanteur écrivirent quelques-unes de leurs rapsodies; mais à cette époque, le culte avait été bien altéré par la venue du vieux paganisme et par celle de la jeune religion qui le remplaça; puis, ces traditions étaient vagues, empreintes de mysticisme et de merveilleux et le plus souvent inintelligibles comme des paroles d'enchanteurs et aussi comme les derniers chants du cygne qui exhalent une plainte mélodieuse et meurent. Ce fut de la poésie, ce ne fut pas de l'histoire. P. B-D.

DRUIDIQUES (MONUMENTS). Les antiquaires désignent généralement sous ce nom les *menhir* et les *dolmen* dont on a parlé dans l'article précédent; mais cette dénomination est-elle tout-à-fait exacte? Élevés et consacrés depuis un grand nombre de siècles peut-être par les prêtres du polythéisme gaulois, les *menhir* et les *dolmen* paraissaient être plus anciens que le druidisme dans les Gaules; il conviendrait alors mieux de les appeler monuments *celtiques* ou *gaulois*. Le *dolmen* (du bas-breton *taol*, *tol*, *dol*, en construction, table, et *men*, pierre, selon M. Éloi Johanneau) est connu dans un grand nombre de départements français sous les noms de *pierre levée*, *pierre levade*, *pierre couverte*, *table* ou *tuile des fées*, *table du diable*, etc. Le *menhir*, ou, avec l'article, *ar menhir* (du breton *ar*, le, *men*, pierre, *hir*, longue, au pluriel *mein-hirion*), est aussi appelé *pierre fiche*, *pierre fichade*, *pierre fixe*, *pierre fite*, *pierre de Gargantua*. Le *peulvan* (de *peul*, pilier, et *maën*, *mean*, *man*, en construction, *van* ou *ven*, pierre) est un obélisque brut; le *menhir* et le *peulvan* sont les noms d'un même monument. On a donné ci-dessus l'explication du *cromlech* (de *cromm*, courbe, et *lec'h*, pierre sacrée). On désigne en France, sous le nom de *tumuli*, de *tombelles*, de *buttes*, des éminences de terre

rapportée, de forme conique, de un à trente mètres d'élévation; on les nomme en Angleterre *barrow*, en Écosse *moat-motte*, en Zélande *terpen;* les Romains les appelaient *mercuriales* ou *Mercurii acervi. Voy.* CELTIQUES (*antiquités*), DONON, etc.

Les *menhir*, emblèmes de la divinité durant l'enfance des peuples, désignaient souvent aussi la place des grands événements, des batailles, des victoires, des traités; et il suffit pour s'en convaincre de se souvenir de la Bible, des récits de Xénophon et des poèmes d'Ossian. Ils marquèrent souvent aussi, quoi qu'on en ait dit, le lieu de sépulture des guerriers ou des grands rois. Les *dolmen* étaient, comme les *menhir*, les témoins des traités passés entre les nations; c'était sur ces tables, sur ces autels de pierre, symboles de force et de stabilité, que les peuples élevaient les guerriers qu'ils proclamaient rois; que les prêtres du polythéisme gaulois, long-temps peut-être avant l'établissement du druidisme dans la Gaule, immolaient à leurs dieux des victimes humaines, et que plus tard les druides accomplirent aussi leurs sanglants sacrifices. Les *dolmen* et les *menhir*, comme par exemple le dolmen de Trie et le menhir de Châteauneuf, servaient aussi quelquefois aux druides de tribunes sacrées du haut desquelles ils s'adressaient au peuple assemblé. Le dolmen de Trie, près de Gisors, est connu; le menhir de Châteauneuf ne l'est point et mériterait beaucoup de l'être. C'est au hameau de Châteauneuf, commune de Pormort, sur la route de Vernon aux Andelys, que s'élève ce *menhir;* il est en pierre calcaire, et a 3^{m},40 de hauteur, 2^{m},60 de largeur, 0^{m},65 d'épaisseur; on l'appelle dans le pays le *gravas de Gargantua*. La partie supérieure, grossièrement taillée, a la forme d'une tribune: c'est du haut de cette tribune sauvage, que le prêtre gaulois, les mains appuyées sur le sommet de la pierre et le visage tourné vers le nord-est, haranguait la multitude qui remplissait la vallée et la côte de Catignolle *.

Deux causes diversement puissantes, la religion et la barbarie, détruisirent un grand nombre de monuments appelés druidiques. Comme on adorait encore les pierres aux VI^e^, VII^e^, VIII^e^ et IX^e^ siècles, Childebert, Chilpéric, Charlemagne, et plusieurs autres princes, ordonnèrent aux habitants des campagnes, sous les peines les plus sévères, de rejeter de leurs champs tous les *simulacres en pierre*, toutes les *pierres brutes*, tous les *dolmen* ou *menhir* auxquels on rendait un culte. Toutefois quelques-uns de ces monuments durent à la protection superstitieuse du peuple, et peut-être aussi à leur obscurité, d'échapper alors aux rigueurs des capitulaires; mais, moins heureux dans les siècles qui suivirent, ils disparurent bientôt peu à peu, et le XIX^e^ siècle laisse périr avec une coupable indifférence ce qui reste encore de ces vieux et derniers témoins de la civilisation de nos pères.

Les départements formés de l'ancienne Bretagne sont les plus riches en monuments de la nature de ceux dont nous parlons ici *. Nous nous contenterons de donner une idée de celui de Carnac.

Carnac est dans le département du Morbihan, à 5 l. et demie à l'ouest-sud-ouest de Vannes. L'étrange et brute colonnade qu'on y voit se composait, il n'y a pas encore deux siècles, de plus de cinq à six mille pierres fichées; mais on en a détruit beaucoup depuis, tant pour étendre la culture que pour des constructions modernes. Elles occupaient, à environ un quart de lieue vers le nord-est du bourg, à peu près 1,400 toises d'un terrain plat, entremêlé de bruyères sauvages, de champs fertiles, de quelques chaumières et de quelques moulins. Aujourd'hui l'on n'en compte plus qu'environ trois mille, dont quelques-unes sont éparses dans la campagne jusqu'aux approches du bras de mer de la Trinité, et les autres sont rangées en lignes droites sur onze files parallèles, dans une longueur de 763 toises seulement, et une largeur de 47. Le sol qui les porte étant tout entier de rocher, disposerait à croire qu'elles ont été tirées sur le lieu; mais cette étendue n'offrant ni carrières ni cre-

(*) *L'Institut*, N° d'avril 1836.

(*) On peut en trouver l'indication presque complète dans le premier volume de l'*Histoire de la Petite-Bretagne*, par Manet, p. 68 et suiv.

vasses, si ce n'est peut-être une espèce d'étang qui en est à près d'une lieue, on a conjecturé qu'elles ont été prises à la côte voisine; ce qui redouble l'étonnement, vu la difficulté du transport et la distance. S'il y en a qui ne sont pas plus grosses que des bornes ordinaires, on en voit d'autres, surtout à l'extrémité des rangs, qui ont jusqu'à 22 pieds hors de terre, et qui ne doivent pas peser moins de 250 milliers. On en a spécialement mesuré une qui a 25 pieds de hauteur sur autant de circonférence. Leurs intervalles respectifs varient, sur la longueur des files, de 12 à 15 pieds; et beaucoup sont plantées de manière que leur plus grand volume est en haut et leur moindre en bas. Plusieurs de ces pierres sont mobiles et assises comme en équilibre sur un pivot. Toutes sont complétement brutes; quelques-unes ont un côté naturellement aplati, qu'on a tourné de façon à faire parement aux espèces d'allées qu'elles forment avec d'autres, pour conduire au *dolmen* qui en est proche. Quoiqu'elles soient toutes d'un granit fort dur, plusieurs ont été rongées par le temps; et leur aspect extraordinaire est encore devenu plus imposant, par le lichen d'un vert pâle dont leurs sommets sont couverts.

Tous les jours on trouve de ces pierres bizarres en Danemark, en Suède, en Norvége, en Angleterre et ailleurs. Le plus célèbre monument de ce genre dont l'Angleterre soit restée en possession, c'est son grand Orrery, communément appelé *Stone-henge*, situé dans la plaine de Salisbury, à deux milles d'Ambresbury. A. S-R.

DRURY-LANE. C'est un des principaux et des plus anciens théâtres de Londres. Il s'appela d'abord *le Cockpit* et *le Phœnix;* puis, comme il était situé dans *Drury-Lane* ou ruelle des *Dreruy*, ancienne famille dont l'hôtel occupait autrefois cet emplacement, on s'habitua à lui donner ce dernier nom. Dès l'année 1617, on y établit une salle de spectacle, qui fut détruite dans une émeute. Lorsque la restauration de Charles II rouvrit les théâtres fermés par le puritanisme, Davenant et Killigrew obtinrent un privilége à l'effet d'exploiter deux troupes, *King's Servants* et *Duke's Company*, qui au bout de quelques années se réunirent dans le local vaste et commode de *Drury-Lane*. La direction passa successivement dans les mains de Fleetvood, Green et Amber, Garrick et Sheridan. Après Garrick, les acteurs qui s'y distinguèrent le plus furent Macklin, Kemble, M^mes^ Cibber et Siddons. En 1809, un incendie détruisit l'ancienne salle : on en construisit une nouvelle, beaucoup moins vaste, en 1811, sur les dessins de M. Benjamin Wyat, à laquelle on ajouta en 1820 un portique d'ordre dorique. L'on y voit les statues de Kean, de Garrick et de Shakspeare. Mais une malheureuse idée qui semble inspirée par le génie du *comfort* plutôt que par celui des arts, a fait pratiquer dans le piédestal de cette dernière une cheminée où brûle un excellent feu de charbon de terre, en sorte que la statue peut passer pour une espèce de poêle dont le poète lui-même semble être le tuyau. La statue de Kean, représenté dans le rôle d'Hamlet, est un chef-d'œuvre de Carew. L'intérieur de la salle, vu de la scène, présente l'aspect d'un trois-quarts de cercle; elle peut contenir 2,800 spectateurs. On y joue l'ancien répertoire et des pièces à spectacle, tirées le plus souvent de nos opéras français dont on retranche la musique, telles que *Gustave, Lestocq, la Juive*, etc. Aujourd'hui les principaux acteurs de *Drury-Lane* sont, pour la tragédie, Macready et miss Tree; pour la comédie, Harley, Farren et miss Jones. R-Y.

DRUSES, peuplade de la Syrie qui habite dans les monts Liban et Antiliban. Les auteurs ne s'accordent pas sur l'origine de cette peuplade. Nous en avons consulté un grand nombre, ne voulant pas nous en rapporter à ce que nous avons appris des Druses eux-mêmes sur les lieux. Minadoi (*Histoire des guerres de la Perse*) et de Thou prétendent qu'ils sont d'origine française, descendants des Français qui suivirent Godefroi de Bouillon à la conquête de la Terre-Sainte; que lorsque les mahométans reconquirent Jérusalem et toute la Terre-Sainte sur les chrétiens, ceux-ci se réfugièrent dans les montagnes, où peu à peu ils

oublièrent ou négligèrent les dogmes du christianisme et embrassèrent une nouvelle religion qui leur fut enseignée par un faux prophète nommé Isman, nom qu'il faut peut-être lire *Ismaël**. Lefèvre rapporte qu'ils se prétendent issus des Français qui suivirent l'étendard du comte de Dreux, et que c'est de ce nom de Dreux qu'ils ont pris celui de Druses. La majeure partie des auteurs leur accorde l'origine française ; mais rabbi Benjamin de Tudèle est loin de partager cette singulière opinion.

Ce docteur juif, mort en Espagne l'an 1173, avait voyagé en Orient avant la destruction de Jérusalem, et il parle des *Druzins*, qu'il juge sévèrement. Tout porte à croire que ce sont ces mêmes tribus qu'Almacin** appelle les *Darares* ; et ce qui fait pencher la balance en faveur de cette présomption, c'est qu'il faut lire dans Almacin *Darazes*, *Durzes* ou *Druzes*, un seul point suffisant en arabe pour causer ce changement. La secte des *Darazes*, *Durzes* ou *Druzes* est décrite par Almacin, quant au culte et au lieu principal de leur demeure, exactement comme les auteurs décrivent la secte des Druses actuels. Almacin dit très formellement que leur religion les autorise à la débauche, qu'elle abolit toute espèce d'exercices de piété, de jeûne, de prière et de pèlerinage à la Mecque. Leur religion n'a en effet aucun point de ressemblance avec celles des autres peuples de la terre. Ils ne sont pas circoncis, ils font usage du vin, donc ils n'ont rien de commun avec l'islamisme.

Les auteurs anciens font mention des *Ituræi*, peuple indigène des montagnes de la Syrie, habile à tirer de l'arc; la Bible en parle sous le nom d'*Itur*. Aristobule soumit l'Iturée et la réunit à la Judée. Ce roi asmonéen força les Ituréens à se faire circoncire et à se soumettre à d'autres rites hébraïques. Les Ituréens prirent occasion des troubles de la Syrie, sous les successeurs d'Alexandre, pour se rendre indépendants, et, comme les habitants des montagnes de l'Asie, ils devinrent fameux par leurs brigandages. Les Romains les contraignirent à quitter ce genre de vie, mais ils conservèrent leur indépendance. Leur territoire, divisé en plusieurs petites principautés, comprenait tout le Liban, des châteaux, des villes et même des ports de mer sur la côte; pendant les guerres civiles des Romains, ils s'agrandirent encore.

A l'époque des croisades, en arrivant en Syrie, les chrétiens trouvèrent dans les lieux autrefois habités par les Ituréens, un peuple nommé *Durzi* ou *Turzi*, qui était sans doute le même que les *Druses*. Ce peuple parlait un arabe très pur.

Quoi qu'il en soit, la religion des Druses semble être un mélange des opinions de Zoroastre, de la métempsycose indienne et des dogmes mahométans, juifs et chrétiens. Ils conservent leurs livres sacrés avec le plus grand soin, et poussent la précaution jusqu'à les cacher sous terre pour les soustraire à la curiosité des profanes; ils gardent un secret inviolable sur leur doctrine.

Ils sont divisés en matière de religion; il y a trois classes : les *Djahels*, ou ignorants et mondains; les *Navi*, ou aspirants à la spiritualité, et les *Okals* ou *Akales*, c'est-à-dire les sages.

Pendant son séjour au milieu du peuple druse, l'auteur de cet article s'est appliqué à les étudier avec le plus grand soin. Il n'a vu chez eux aucune pratique de culte; ainsi que tous les Orientaux, ils se lavent le corps tous les jours, et les mains souvent dans la journée. Ils se livrent à des travaux d'agriculture avec beaucoup d'application; ils ont des états et travaillent beaucoup; la paix et la plus grande propreté règnent dans leur intérieur; ils sont d'une grande sobriété, quoiqu'ils aient du vin délicieux en abondance; ils aiment le luxe, et les femmes l'affichent avec ostentation; quand la paix cesse dans le ménage, d'un commun accord les époux se quittent et sont libres de former de nouveaux liens. Leur choix sort rarement de la famille; leur union a lieu avec la plus grande simplicité.

Il n'existe aucune hiérarchie parmi les Druses. Les anciens remplacent les autorités; l'émir ou prince des Druses n'a d'autre titre que celui de chef, sans en exercer les prérogatives. Il

(*) Ebn Ismaël el Durzi.

(**) Ou Elmacin, *Historia Saracenica*, traduction de l'arabe. S.

peut cependant, dans un cas de danger immédiat, convoquer 40 et jusqu'à 60,000 fusils, car ce n'est pas par tête que l'on compte la force armée. Lorsque Faccardin ou Fakr-ed-din s'empara de tout le pays depuis Tripoli de Syrie jusqu'à Saint-Jean-d'Acre, il fut assisté par les Maronites et les Libanais, et présenta aux forces envoyées contre lui une masse de plus de 80,000 fantassins et cavaliers. Aussi se maintint-il longtemps dans sa conquête.

En 1588, sous Amurat III, Ibrahim, pacha du Caire, força les Druses et les Maronites dans leurs retraites, en tira une contribution extraordinaire, et leur imposa un tribut qu'ils paient encore de nos jours. Jusqu'alors les Druses avaient vécu dans une espèce d'anarchie, gouvernés par divers chefs. On comptait deux factions dans la nation : celle des *kaïsi*, du drapeau rouge, et celle des *yamani*, du drapeau blanc. Cette division existe chez tous les peuples arabes. Ibrahim les contraignit à n'avoir qu'un seul chef, ou grand-émir. Cette mesure était impolitique et fut fatale aux Turcs; le titre de *hakem* donnant aux forces réunies de la nation une direction unique qui rendit son action plus redoutable. Fakr-ed-din, de la famille Maan, jouissant depuis des siècles d'un grand pouvoir parmi les Druses, devint *hakem* au commencement du XVII^e^ siècle; il envahit la plaine de Baalbek, le pays de Sour et de Saint-Jean-d'Acre, et en chassa les Arabes qui les infestaient; il s'empara de toute la côte maritime depuis Latakié jusqu'à Jaffa (Joppé). La Porte avait d'abord vu avec plaisir les Druses chasser les Arabes; mais elle ne tarda pas à s'alarmer de leurs progrès, et se prépara à les refouler dans leurs montagnes. Fakr-ed-din qui avait choisi pour résidence la ville de Beirout, l'ancienne *Berytus*, à laquelle Auguste donna le beau nom de *Julia-Felix*, s'inquiéta de ces menaces; contrarié par la faction des *yamani* qui lui était contraire, il se rendit en Italie pour y chercher du secours, et laissa le pouvoir à Ali, son fils aîné. Son arrivée en Europe fixa la curiosité publique; on rechercha l'origine du nom des Druses; les notions sur leur histoire et leur origine se trouvèrent si équivoques, qu'on ne sut s'il fallait en faire des chrétiens ou des Turcs : on trouva plus facile de les donner comme les descendants des croisés. Fakr-ed-din se garda bien de contredire une opinion qui lui était si favorable; il retourna dans ses états, n'emportant de son voyage qu'une passion démesurée des arts dispendieux et inutiles à son peuple. Pendant son absence, son fils Ali avait battu les Turcs, calmé les esprits et maintenu les affaires en bon ordre. Fakr-ed-din indisposa tout le monde par son faste; la faction des yamani reprit son audace, les pachas renouvelèrent les hostilités, Ali fut tué après avoir de nouveau battu les Turcs deux fois, et Fakr-ed-din fut obligé de se réfugier dans une caverne où il se défendit pendant un an contre ses ennemis. La trahison le livra à la vengeance des Turcs : Il fut conduit à Constantinople, où Amurat IV le fit étrangler en 1631. Sa famille continua de régner après sa mort; son dernier rejeton fut poignardé par l'émir Melhem, de la noble famille Chehab; il usurpa le pouvoir. Sous ces Chehab, les Druses regagnèrent momentanément la considération qu'ils avaient perdue depuis les revers de Fakr-ed-din; mais leurs divisions intestines leur ont toujours été funestes. Dans les soulèvements des peuples soumis à l'empire othoman, les Druses ont toujours été des premiers à courir aux armes; leur dernière insurrection n'a pas été couronnée par le succès : leur émir Behir, ayant été pris en 1825, fut étranglé à Saint-Jean-d'Acre.

Le pays qu'ils occupent relève des pachas de Damas et de Séïd. Sa surface peut être d'environ 200 lieues carrées, s'étendant depuis Nahr-el-Keb jusqu'aux environs de Sour, entre la vallée de Bkaa, dans le Liban, et la côte de la Méditerranée. Ce territoire est divisé en cantons renfermant beaucoup de villages. Autrefois il fournissait, dit-on, de 45 à 50,000 combattants, y compris environ 5,000 chrétiens qui habitent des villages où ils ont des églises (*voy* MARONITES); mais aujourd'hui leur population ne va pas au-delà de 140,000 âmes.

L'hakem ou grand-émir ne peut rien sans le consentement d'une assemblée générale, où chaque Druse a le droit de voter. Les familles nobles sont en grand nombre; celles des émirs qui ont droit au gouvernement sont au nombre de sept. Les grands vassaux, nommés en arabe *El-Sebaa-Tavaïf*, ne peuvent dans aucun cas, pas même pour cause de rébellion, ni être arrêtés ni être condamnés à mort : le grand-émir, pour les punir, ne peut qu'envoyer des troupes pour ravager et ruiner leurs propriétés, s'ils ne peuvent les défendre. Ils ne sont tenus qu'à se ranger sous les drapeaux en cas de danger commun.

L'hakem n'a que ses revenus propres, le produit des douanes qu'il afferme pour son compte; ces ressources lui suffisent pour entretenir une suite assez imposante pour un peuple sans faste. Il répartit et prélève avec équité le tribut qu'il doit annuellement payer à la Porte.

La dernière classe des Druses est celle des cultivateurs : ils sont libres et leurs propriétés assurées.

C'est au château de Beteddin, en face de *Daïr-el-Kamar* (palais de la lune), capitale des Druses, bourg situé dans les montagnes à 10 lieues nord de Séïd, que réside l'émir et que se traitent les affaires de la nation. Protégés pas les montagnes, les Druses n'ont pas besoin de forteresses pour se défendre contre l'ennemi du dehors.

Braves jusqu'à la témérité, quelquefois même féroces, les Druses se distinguent par leur obéissance aux chefs, ainsi que par leur santé vigoureuse et leur sobriété. Ils ont une grande opinion d'eux-mêmes, beaucoup de fierté, d'énergie, d'activité, et un véritable esprit républicain. Réputés dans tout le Levant pour être inquiets, entreprenants et hardis, ils joignent au mépris de la mort une très grande délicatesse sur le point d'honneur, ce qui donne à leur conversation et à leurs manières une politesse que l'on est surpris de trouver chez des paysans; chez les grands, cette politesse est poussée jusqu'à la fausseté et la dissimulation. La moindre injure est punie d'un coup de poignard; la terrible loi du talion y est, plus que partout ailleurs, en vigueur; le meurtrier a tout à craindre de la famille de sa victime, et, comme parmi les Arabes, la vengeance passe en héritage. De même que les Arabes, les Druses sont très hospitaliers; un étranger qui se met sous leur protection, n'a rien à craindre de ses ennemis. A tort ou à raison, leur ignorance est proverbiale dans l'Orient et on les accuse même de stupidité (*Revue britannique*, n° de juillet 1835, p. 102).

Ils n'aiment point à s'allier hors de leur famille, et partagent avec d'autres peuples orientaux l'usage des Hébreux qui voulait qu'un frère épousât la sœur de son frère. Les femmes sont voilées et vêtues à peu près à la turque; elles portent à leur coiffure une pyramide horizontale richement ornée de bijoux et de pièces d'or; on reconnaît les femmes mariées, parce qu'elles ont cette corne à droite, tandis que les filles l'ont à gauche.

M. Rommel a donné, dans l'Encyclopédie allemande d'Ersch et Gruber, un savant article que le lecteur consultera avec fruit. B. DE V.

DRUSILLA (JULIA), fille de Germanicus et d'Agrippine, femme de Lucius Cassius Longinus, était née à Trèves l'an 15 de J.-C., et mourut l'an 38, femme ou maîtresse avouée de son propre frère Caligula (*voy.*), dont la douleur, à la mort de cette sœur chérie, alla jusqu'à la frénésie. Il célébra l'apothéose de Drusilla en lui donnant le nom de Panthée, et il institua des jeux en son honneur. S.

DRUSUS. Sortie de la célèbre famille des Liviens (*gens Livia*) dont elle était une des branches, la maison des Drusus, l'une des plus puissantes de Rome, fut illustrée par plusieurs de ses membres. Elle avait pris le nom de Drusus depuis la victoire remportée par le préteur M. LIVIUS ÆMILIANUS sur le chef gaulois Drusus (Suet., *Tib.* 3). CAIUS LIVIUS DRUSUS, personnage consulaire, fut son petit-fils et eut lui-même pour fils MARCUS LIVIUS DRUSUS, qui, nommé tribun du peuple l'an de Rome 63, se déclara l'antagoniste de Caius Gracchus, son collègue. Le sénat l'avait à dessein poussé au tribunat, afin de l'opposer à Gracchus, et les services que Dru-

sus rendit en effet à ce corps le firent surnommer *patronus senatûs*. Revêtu de la dignité de consul, il vainquit les Scordisques. Dans sa vieillesse, privé de la vue, Drusus employa ses dernières années à donner des leçons publiques de droit civil, et à composer des ouvrages pour ceux qui se livrent à cette étude. « La nature, a dit de lui Valère Maxi- « me, put bien en faire un vieillard in- « firme, et la fortune le rendre aveu- « gle, mais rien ne put jamais ôter à son « âme sa vigueur ni sa pénétration. »

Son fils, nommé comme lui MARCUS LIVIUS DRUSUS, posséda, ainsi que le père, de grandes qualités ; à beaucoup d'esprit et à un courage que rien ne rebutait, il réunit de bonne heure un rare mérite, et le talent d'entraîner les esprits par la véhémence et la chaleur de ses discours. Sa jeunesse remplie par des études laborieuses fut surtout marquée par une sévérité de mœurs peu commune (Cic. *De off.*, 30); toutefois ses brillantes qualités furent ternies par son excessive ambition. Parvenu bientôt au tribunat, il s'efforça de conquérir l'affection du peuple, tout en restant attaché au parti du sénat, et jusqu'à un certain point il réussit. C'était au moment où les peuples voisins de Rome demandaient la qualité de citoyens; Caïus Gracchus venait de périr pour cette cause, et les factions des sénateurs et des chevaliers divisaient Rome. Drusus, sans s'effrayer du sort de Gracchus, poursuivit son œuvre, tout en cherchant à se rendre médiateur entre le sénat et le corps des chevaliers. Ces ménagements à l'égard des deux partis lui firent des ennemis, et lorsqu'il voulut faire passer la loi des Gracques touchant le partage des terres, ainsi que celle qui accordait aux peuples d'Italie le titre et les priviléges de citoyens romains, il trouva les uns et les autres réunis pour lui résister. Malgré les Latins accourus dans Rome pour soutenir leur protecteur, il ne put échapper à la fureur de ses ennemis : au milieu d'une multitude de peuple qui entourait son tribunal, qu'il avait fait placer dans sa maison et dans une galerie obscure, il reçut dans le côté un coup de couteau. L'assassin, laissant l'arme dans la plaie, se perdit dans la foule et ne put être saisi. Drusus succomba à sa blessure, sur la fin de l'an 661 de Rome, 92 av. J.-C. En expirant il avait, assure-t-on, proféré ces paroles fort belles, si elles sont vraies : « Je « n'ai jamais eu d'autres intérêts que « ceux de la patrie, et personne n'aura « jamais été plus sincèrement que moi « dévoué à la république.... *Ecquan- « dò, propinqui amicique, similem meî « civem habebit respublica ?*

LIVIUS DRUSUS CLAUDIANUS, également digne de porter le grand nom de Drusus, fut le père de l'impératrice Livie, laquelle porta le nom de *Drusus* dans la maison des *Tibère* en épousant Tibérius Néron. Livius Drusus se tua lui-même après la bataille de Philippes, pour éviter la colère d'Octave qui bientôt après épousa sa fille; car on sait que Livie quitta pour lui Tibérius Néron, bien qu'elle fût enceinte de six mois de son second fils dont nous allons parler. Le premier avait été le cruel Tibère.

NERO CLAUDIUS DRUSUS GERMANICUS, second fils de Tibère-Néron et de Livie, et frère de l'empereur Tibère, fut celui de tous les Drusus qui eut le plus de célébrité. Né l'an 38 av. J.-C., doué de beaucoup de franchise, d'un grand courage, et orné des qualités les plus brillantes, Drusus, dont la carrière fut toute militaire, n'avait d'autre pensée que la gloire du nom romain. De bonne heure il signala sa valeur, et il soumit les Grisons (*Rhœtii*) vers l'an de Rome 739; vers l'an 745 il retourna en Germanie, atteignit ses ennemis en s'embarquant sur l'Océan, et, le premier des Romains, fit contre eux quatre campagnes glorieuses. Il vainquit ensuite les Chérusques et partagea avec Auguste la gloire d'une campagne dans les Gaules. Élevé à la charge de préteur, il retourna bientôt sur le Rhin, le passa, et fut si grand partout que les honneurs du triomphe lui furent décernés ainsi que la dignité de proconsul. Toujours victorieuses avec lui, les armées lui donnèrent aussi le titre d'*imperator*, qu'Auguste toutefois ne lui confirma pas. Enfin Drusus porta ses armes jusqu'à l'Elbe; mais n'ayant pu traverser ce fleuve, il se contenta d'ériger des trophées sur sa rive, pour faire

connaître qu'il était venu jusque-là. Une mort subite vint arrêter Drusus dans le cours de ses victoires : une fièvre violente, selon quelques-uns, et selon Tite-Live une chute de cheval dans laquelle il se serait cassé la cuisse, l'emporta en peu de jours; et ainsi se termina cette belle carrière qui avait été trop courte pour Rome. Drusus mourut dans la 9e année av. J.-C.; il n'avait que 30 ans. Brave et bon autant que vertueux, ce jeune prince, s'il eût vécu, aurait préservé l'empire du cruel Tibère, et il est probable qu'il eût rétabli l'ancienne forme de gouvernement; car, comme le dit Tacite, il était un zélé républicain, avait le cœur généreux, l'âme droite et pure. Son armée, dont il était l'idole, lui consacra un superbe monument sur les bords du Rhin, et Auguste, à la nouvelle de la mort de son fils adoptif (il l'avait institué son successeur par testament), revint exprès de la Gaule pour prononcer son éloge funèbre, dans lequel il demanda aux dieux une fin aussi glorieuse que celle du jeune héros et que les petits-fils qu'il lui avait donnés marchassent sur ses traces. Les cendres de Drusus furent déposées dans le mausolée d'Auguste et le sénat, par un décret, lui donna, ainsi qu'à sa postérité, le surnom de *Germanicus*. C'est Drusus qui fit creuser le canal qui conduit du Rhin à l'Yssel : aussi ce canal porta-t-il longtemps le nom de *fossa Drusiana*. Drusus laissa, de sa femme Antonia, trois enfants : Germanicus, Livie (Livilla), et Claude, plus tard empereur. Nous aurons à leur consacrer des articles particuliers. Tacite parle toujours de Drusus avec une sorte d'admiration, soit qu'il adresse des consolations à sa mère Livie, soit qu'il mette son nom dans la bouche de Germanicus son fils. — *Tua, pater Druse, imago, tui memoria*, etc. (Annales, chap. 42).

Drusus César, fils de Tibère et de Vipsanie, petite-fille, dit Tacite, d'un simple chevalier, eut plusieurs des défauts de son père, mais sans les porter aussi loin que lui. Tacite le peint cruel, emporté, débauché. Après avoir été nommé questeur l'an 10 de J.-C., il fut envoyé en Pannonie pour y apaiser les légions révoltées au temps de la mort d'Auguste. Il les ramena à l'ordre en saisissant avec adresse l'instant où les esprits se trouvaient effrayés par une éclipse de lune; alors il les harangua en maître dont les dieux soutiennent la puissance, dit un historien, et punit de mort les chefs de la révolte. A son retour, il fut nommé consul, puis étant passé en Illyrie, il fomenta les divisions qui déchiraient les Allemands, et les vainquit ainsi par eux-mêmes. Le sénat lui décerna les honneurs du triomphe, l'éleva de rechef au consulat avec l'empereur, son père, et lui permit aussi de partager avec lui la puissance tribunitienne. Tant de dignités semblaient lui assurer l'empire, mais Séjan (*voy.*), l'infâme ministre de Tibère, qui par sa fourberie et son audace exerçait sur l'empereur une si grande puissance, avait eu, au rapport de Tacite, une querelle avec Drusus et en avait reçu un soufflet. Ce fut sa perte, et dès ce moment le ministre ne chercha que l'occasion de le faire tomber sous ses coups. Pour y parvenir, il corrompit sa femme Livie, la sœur de Germanicus dont nous avons déjà parlé, lui offrit de l'épouser et lui fit espérer l'empire. Livie, selon quelques-uns, se laissa séduire, selon d'autres résista; mais un poison lent finit bientôt les jours de Drusus. Il mourut l'an 20 de J.-C., 773 de Rome. Selon Tacite, le fait d'empoisonnement serait sans preuve, et seulement probable. Après la mort de Drusus, Livie aurait été, à ce qu'il paraît, la complice de Séjan pour faire périr Agrippine et ses fils. Ce qui est certain encore, c'est qu'Agrippine l'épouse et la veuve de Germanicus fut exilée avec son fils aîné, et que le second fut enfermé dans une prison ainsi que nous l'allons voir.

Enfin Drusus, 2e fils de Germanicus et d'Agrippine, n'eut aucune de leurs vertus. A la faveur de son nom, il s'éleva à des postes éminents; mais le fourbe Séjan ayant réussi à le perdre auprès de l'empereur, comme sa mère et son frère, Tibère écrivit lui-même contre eux au sénat. Drusus fut jeté en prison où on le priva de toute nourriture. Après neuf jours on le trouva mort; jusque-là il avait pu vivre en mangeant la bourre de ses matelas. Tibère eut encore l'im-

pudence, pour le diffamer, de faire lire en plein sénat un détail prétendu de toutes ses actions depuis plusieurs années. C'était l'an de J.-C. 33. Quelques écrivains ont prétendu que Drusus s'était sauvé de sa prison, et il paraît qu'on voulut arrêter à sa place un jeune inconnu qui, errant à l'aventure dans les Cyclades et sur les côtes voisines, se disait fils de Marcus Silanus. E. P-c-r.

DRYADES, *voy.* Nymphes.

DRYDEN (John), un des poètes anglais les plus renommés, naquit le 3 août 1631, dans le village d'Oldwinkle-All-saints, comté de Northampton. Érasme Dryden, son père, y possédait un petit bien, et y exerça les fonctions de juge de paix pendant le protectorat. Ce fut à la campagne que John, qui était l'aîné, fit ses premières études; de là il passa à l'école de Westminster, et y ayant obtenu une des bourses pour l'université, il fut reçu au collége de la Trinité à Cambridge, où le grade de bachelier ès-arts lui fut conféré. Après que son père fut mort, en 1654, il se rendit à Londres, et entra dans la vie publique sous les auspices de son parent sir Gilbert Pickering, membre du conseil de Cromwell et de sa chambre des pairs, et l'un des fermes partisans des principes dominants de cette époque. A la mort du protecteur, Dryden écrivit ses *Heroic stanzas*, où l'éloge est distribué avec discernement, et où percent déjà la noblesse d'expression et la puissance d'imagination qui caractérisent les productions de son âge mûr. A la restauration, Dryden, qui avait plus gagné que perdu à la chute de ses patrons puritains, salua le retour du roi par un poème intitulé *Astræa redux*, qui fut bientôt suivi du *Panegyric on the Coronation*. En 1661 parut sa première pièce de théâtre *The duke of Guise*, et bientôt après *The Wild Gallant;* il faut aussi rapporter à cette époque son *Essay on dramatic poetry*, où il pose des principes à quelques-uns desquels son goût plus perfectionné le fit renoncer. En 1662, il composa la *Satire on the Dutch*, et des vers adressés au lord chancelier Hyde, une de ces dédicaces dont Johnson dit que Dryden ne sembla jamais sentir la servilité, charmé qu'il était de la fécondité de son invention dans la composition de ses louanges. En 1665, le poète épousa lady Élisabeth Howard, fille aînée du comte de Berkshire; à cette époque il était principalement adonné au genre dramatique, comme l'atteste son contrat avec un des théâtres, par lequel il s'engageait à fournir trois pièces par an moyennant une part aux bénéfices, transaction qui ne lui fut pas aussi productive que le méritait son talent. Ses pièces les plus estimées sont *The Spanish Friar*, *King Arthur*, *Don Sebastian* et *All for love*. En 1667 parut son *Annus mirabilis* dont les sujets sont la guerre contre les Hollandais et l'incendie qui dévora une partie de Londres. En 1668, Dryden, dont la renommée littéraire effaçait toutes celles de l'époque, fut nommé poète lauréat et historiographe du roi, avec 200 livres sterling (5,000 fr.) d'appointements. En 1681, d'après le désir de Charles II, il composa son fameux poème politique *Absalom and Achitophel*, dans lequel les incidents de la révolte d'Absalon contre David sont merveilleusement adaptés aux circonstances de celle du duc de Monmouth excité par l'intrigant Shaftesbury. Peu après parut *The Medal, a Satire on Sedition*, dans laquelle l'esprit de parti dicta au poète des pages trop violentes. L'année 1682 vit naître *Mac-Flecknoe*, satire littéraire dirigée contre Shadwell, et la *Religio laici*, dans laquelle le poète résume habilement les arguments en faveur de la religion révélée. Charles II étant mort en 1685, Dryden composa le poème funéraire intitulé *Threnodia augustalis*. Jacques II qui succéda au trône était catholique, et Dryden ayant peu après fait abjuration du protestantisme, sa conversion fut attribuée à des motifs d'intérêt privé; mais sa mémoire a trouvé dans sir Walter Scott, zélé protestant, un défenseur non suspect. C'est à ce changement de religion amené, selon sir Walter, par l'intolérance puritaine et par un désir sincère de la part de Dryden de secouer l'indifférence en matière religieuse où il avait longtemps vécu, que l'Angleterre doit le poème de controverse *The Hind and the Panther*. La naissance d'un prince fit éclore celui de *Britannia rediviva*, où

Dryden prédisait, bien mal à propos, une ère de tranquillité, puisque, quelques mois après, la révolution de 1688 vint renverser Jacques, et par contre-coup enleva au poète sa pension et ses espérances. De 1694 à 1697, Dryden, pour qui les travaux de la plume étaient devenus une affaire de nécessité, donna une traduction de Virgile qui accrut sa réputation, et son *Alexander's Feast*, morceau éclatant de poésie lyrique, aussi célèbre dans la littérature anglaise que le sont chez nous les magnifiques cantates de J.-B. Rousseau. La publication d'un recueil de mélanges, des imitations de Chaucer et des réponses aux traits dirigés contre lui par ses rivaux, furent es derniers travaux littéraires de Dryden. Une légère inflammation à un doigt du pied, ayant dégénéré en gangrène, causa sa mort le 1er mai 1700; il fut enterré dans l'abbaye de Westminster à côté de Chaucer.

On ne saurait apprécier justement le mérite de Dryden sans se reporter au temps où il vécut. Si son siècle lui fit subir une certaine influence, il sut aussi réagir sur le siècle, ce qui n'appartient qu'aux hommes forts. Il avait à se garantir du genre précieux et du genre métaphysique qui alors régnaient côte à côte en Angleterre dans l'empire littéraire. Il ne se tint pas toujours assez en garde contre les concetti de mauvais goût qui déparent la poésie, mais il sut toujours revêtir d'harmonie des idées généralement vigoureuses et puissantes. Pressé quelquefois par le besoin de vivre, il ramasse tout ce qu'il trouve pour la nécessité du moment; il combine tous ses moyens, les entasse l'un sur l'autre, sans avoir toujours le temps de bien choisir. Dans le drame, le genre espagnol à grands sentiments, à incidents merveilleux, avait d'abord captivé Dryden; il avait écrit dans son essai sur la poésie dramatique, que les tragédies rimées ou héroïques étaient les compositions légitimes de l'art: plus tard, il en revint à l'idée des vers blancs et à un style plus simple. Excepté le *Spanish friar*, les comédies de Dryden, outre qu'elles sont entachées de la licence des mœurs de l'époque, n'ont point une allure assez vive. Comme poète lyrique, Dryden n'a point eu d'égal parmi les Anglais : dans son ravissant morceau *Alexander's Feast*, il brisa toutes les entraves dans lesquelles ses contemporains avaient embarrassé l'ode, et déploya une énergie d'idées qui n'est égalée que par la richesse de la versification. Le talent satirique de Dryden est du premier ordre; il ne frappe jamais à faux et ne touche que les parties vulnérables, ce qui est un des principaux attributs de la satire. Dans ses traductions, Dryden a noblement rivalisé avec l'original là où la chaleur du génie était nécessaire; mais dans les passages où la simplicité du sujet demandait à être relevée par l'élégance de l'expression, sa version est souvent plate et incorrecte. La prose de Dryden est égale à la meilleure de la langue anglaise; elle lui est entièrement propre comme sa versification, pleine de mordant et d'harmonie. Enfin Dryden, quoique élevé dans un âge pédantesque, se dégagea des liens du mauvais goût, donna à la poésie anglaise du brillant et du nombre, prépara Pope, et laissa après lui un nom qui ne le cède qu'à ceux de Milton et de Shakspeare. L. G-s.

DUALISME (de *duo*, deux) signifie toute doctrine admettant la coexistence de deux principes, et a pour contraire le mot *unitarisme* qui s'explique de lui-même. Comme on distingue trois sortes de réalités, Dieu, l'homme et le monde, on distingue également trois sortes de dualisme, l'un *théologique*, l'autre *anthropologique* et le troisième *cosmologique*.

Le dualisme théologique consiste à reconnaître pour principes souverains de l'univers deux génies ou dieux coéternels, indépendants l'un de l'autre et ennemis, l'un bon, l'autre mauvais, nous dispensant, le premier tous les biens, le second tous les maux qui nous arrivent en ce monde. Cette opinion est opposée à la doctrine de l'unité de Dieu; on la connaît généralement sous le nom de *manichéisme* (*voy.*).

Le dualisme anthropologique ou psychologique considère l'homme comme un composé de deux principes d'activité différents, l'âme et le corps; à la différence du matérialisme et du spiritualisme

exclusifs qui ne voient en nous, l'un qu'un agrégat de matière, l'autre qu'un esprit. Les partisans de ce dualisme en professent ordinairement un autre, qu'on peut appeler *intellectuel* ou *idéologique*, et qui consiste à penser que parmi nos idées les unes sont dues à l'expérience sensible, les autres au travail propre de l'esprit. Cette opinion est opposée, d'une part, au sensualisme, doctrine idéologique des matérialistes qui fait dériver toutes nos idées des sens; de l'autre, à l'idéalisme, suivant lequel les spiritualistes prétendent qu'aucune idée ne nous vient par l'intermédiaire du corps. Enfin le dualisme anthropologique entraîne encore un dualisme *moral*, consistant à enseigner que deux espèces de motifs influent habituellement sur nos déterminations volontaires, les uns sensibles et égoïstes, les autres rationnels et désintéressés; tandis que les matérialistes n'admettent que les premiers, et les spiritualistes les derniers.

L'âme étant essentiellement distincte du corps (*voy.* ce mot), le dualisme psychologique n'a rien que de raisonnable. Néanmoins il faut bien se garder d'affirmer qu'au fond le principe des phénomènes de conscience et celui des phénomènes corporels sont de nature radicalement différente; car d'abord nous ne connaissons aucune chose dans sa nature intime, et ensuite on romprait par cette assertion tout moyen de communication entre les deux principes, on se mettrait dans la nécessité, pour rendre compte du fait de la connaissance, de recourir à la théorie platonicienne de la réminiscence ou à l'idéalisme de Malebranche, et, pour expliquer l'action réciproque de l'âme et du corps, d'employer le système des causes occasionnelles ou celui de l'harmonie préétablie.

Enfin, le dualisme cosmologique est en quelque sorte la répétition du dualisme anthropologique. Il consiste à croire que dans le monde, comme dans l'homme, coexistent deux principes, l'un matériel et saisissable aux sens, l'autre spirituel et invisible, c'est-à-dire Dieu. Il est opposé et au *matérialisme cosmologique* qui ne reconnaît dans le monde que matière, et au *panthéisme* qui fait de Dieu l'unique réalité; de l'homme et de la nature, de vaines apparences, ou bien des parties ou des attributs de Dieu. Comme le précédent, ce dualisme trouve dans le raisonnement et l'expérience une ample confirmation. Mais ici encore il ne faut point aller jusqu'à mettre une incompatibilité définitive et absolue entre les deux natures. On s'exposerait ainsi à ne pouvoir expliquer la création et l'action ultérieure de Dieu sur le monde; on devrait donc admettre des dieux indifférents et étrangers au monde, à la manière d'Épicure, ou bien tomber dans les extravagances du matérialisme ou du panthéisme, ou bien enfin supposer avec certains gnostiques une série d'êtres émanant de Dieu et devenant de moins en moins spirituels, de manière que les derniers puissent communiquer au monde matériel l'action de l'être spirituel par excellence, c'est-à-dire de Dieu.

A peine est-il besoin de dire que le mot *dualisme* entre dans plusieurs expressions qui se comprennent facilement sans le secours d'aucune explication : telles sont les expressions, dualisme des sexes, dualisme des forces, dualisme des pôles, etc. L-F-E.

DUBAN (Félix-Louis), architecte, né à Paris le 14 octobre 1798, élève de M. Debret, son beau-frère, remporta en 1823 le grand prix d'architecture. A peine rendu en Italie, il se livra à des recherches approfondies sur les restes des édifices de toutes les époques. Il coordonna les résultats de ces recherches et en forma un corps de doctrine qui influa sur ses propres études et leur communiqua un caractère de généralité. On distingua la restauration du portique d'Octavie, qu'il avait envoyée de Rome comme pensionnaire de l'Académie de France, et qui, en effet, sortait de ligne.

M. Duban poursuivit le cours de ses travaux d'après un système moins exclusivement imitatif de l'architecture grecque ou romaine que ne l'était le système alors dominant dans l'école française, et dont on avait pu juger la fausse application dans plusieurs monuments récents. Envisagée sous ce point de vue, la question d'un édifice à construire ne fut plus d'y adapter avec plus ou moins

de timidité ou de bonheur les éléments d'un édifice antique, mais de le disposer franchement comme l'auraient fait les anciens dans la circonstance donnée. C'était élargir la base de l'art sans porter atteinte à ses grands principes, ou plutôt, c'était continuer la route frayée par les architectes de la renaissance.

Une collection de dessins faits dans cet esprit montra la filiation architectonique des monuments les plus remarquables, depuis l'antiquité jusqu'aux XIV^e^ et XV^e^ siècles. M. Duban exposa cette suite au salon de 1833, en société avec MM. Labrouste, Duc et Vaudoyer fils, ses contemporains à l'Académie de Rome et ses collaborateurs. On peut y prendre une juste idée des études dont ces artistes rouvraient la voie, et on ne fut pas moins satisfait du rapprochement en vue duquel ces dessins avaient été exécutés, qu'on ne fut frappé de leur belle exécution.

A son retour d'Italie et jusqu'en 1832, M. Duban exerça les fonctions d'inspecteur des travaux de l'École royale des Beaux-Arts, dont la construction était confiée à son beau-frère. Nommé alors architecte en titre, par suite de mutations dans le personnel des architectes, il agrandit beaucoup le projet primitif. Il représenta que les besoins de l'école s'étaient encore accrus depuis 1820, époque à laquelle le bâtiment avait été commencé, notamment par l'augmentation considérable des collections d'objets d'art; et il proposa de donner à l'édifice toute l'extension dont il était susceptible, en le rattachant à ce qui restait de l'ancien musée des Petits-Augustins, où l'école avait été provisoirement logée. La proposition fut accueillie : un nouveau projet en fut la suite et donna lieu au bel ensemble qui se développe aujourd'hui sous nos yeux. Ce monument si remarquable et, selon nous, tout-à-fait digne de son objet, sera terminé dans le cours de l'année 1837.

La notice que nous consacrerons spécialement à l'institution pour laquelle il a été construit (*voy.* ÉCOLE ROYALE DES BEAUX-ARTS) devant contenir des détails assez étendus sur l'édifice, nous y renvoyons le lecteur; mais nous devons consigner ici un fait très honorable pour l'architecte, savoir la lutte qu'il a soutenue dans le Conseil des bâtiments civils pour la conservation de l'arc de Gaillon, dont quelques membres demandaient la démolition et la translation en face du portique d'Anet. M. Duban établit que le monument, ayant déjà subi deux déplacements, n'était pas à l'épreuve d'un troisième. Il fit sentir que ce morceau curieux pour l'histoire de l'art, dont il marque une phase intéressante, convenait parfaitement à la localité; que, loin de nuire à l'effet général, il ajoutait au caractère; qu'en face du portique d'Anet, l'exposition du nord le priverait du soleil et lui ferait perdre toute la magie de la sculpture. Enfin, n'hésitant pas à faire le sacrifice de sa position personnelle à sa conviction d'artiste, il offrit sa démission plutôt que de souscrire à une démolition qui, suivant lui, équivalait à une ruine. Cette courageuse résistance fit réfléchir l'autorité, et, après un nouvel examen, les idées de M. Duban prévalurent.

A son beau talent d'architecte cet artiste joint celui d'un dessinateur très distingué. M. le duc d'Orléans, dans son dernier voyage en Allemagne, ayant offert au prince royal de Prusse de lui faire connaître les constructions monumentales de Paris récemment achevées, le prince, à son retour, en a confié l'exécution à M. Duban. Ce recueil, composé de treize dessins d'une grande dimension, est devenu un magnifique ouvrage: on ne sait qu'admirer le plus ou l'ingénieuse combinaison des plans, des vues et de leurs encadrements, ou la richesse d'imagination qui a présidé à ces conceptions si variées et si complètes, ou la finesse, le goût, l'harmonie du dessin et de la couleur, qui en font autant de tableaux précieux.

M. Duban a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur en 1836. M-L.

DUBARTAS, *voy.* BARTAS.

DU BARRY (MARIE-JEANNE VAUBERNIER, depuis comtesse), née à Vaucouleurs en 1744. Comme si les circonstances reconnues véritables de la vie de cette trop fameuse courtisane n'étaient pas par elles-mêmes assez singulières et

assez extraordinaires, la plupart de ses biographes et des écrivains qui ont parlé d'elle se sont plu à surcharger les années de sa jeunesse d'une foule de particularités romanesques. Nous nous bornerons à consigner ici ce qui nous semblera le plus rapproché de la vérité.

L'éducation de la jeune Vaubernier fut négligée, sous tous les rapports; mais douée d'une beauté peu commune, elle vint fort jeune à Paris, prit, en y arrivant, le nom de M^lle^ Lange, se plaça comme ouvrière chez une marchande de modes, et ne tarda pas sans doute à succomber aux piéges que, dans une ville corrompue, le vice ne cesse de tendre à la jeunesse, à la beauté, à l'innocence, dénuées d'appui et de secours. Son chemin dans la débauche fut rapide; renonçant bientôt à toute occupation honnête, elle se laissa entraîner dans les boudoirs de la Gourdan, qu'un trafic infâme mettait en relation journalière avec les plus grands seigneurs du royaume. Le comte Jean du Barry, fameux alors parmi les *roués* les plus éhontés et les plus dépravés, vit M^lle^ Lange dans cette maison, et l'en retira pour la conduire dans la sienne, où il tenait un jeu public dont le revenu fournissait à ses dilapidations. Il comptait que les charmes de sa nouvelle conquête ne pourraient manquer de grossir chez lui le nombre des joueurs et des dupes; puis, le succès dépassant son espérance, il fonda sur elle de plus hauts projets de fortune et la présenta à Lebel, valet de chambre de Louis XV, qui cherchait par tous les moyens à procurer à son maître, insatiable de voluptés, des jouissances que ses sens émoussés se refusaient à lui donner. Ce fut par cet intermédiaire que M^lle^ Lange arriva jusqu'au roi, qu'elle enivra d'amour. Sa faveur, quelque temps dissimulée, devint bientôt publique, et ni la clameur du monde, ni les mépris des courtisans, ni la colère et les pleurs de la famille royale, ni les avis de la plupart de ses conseillers ne purent détacher le monarque de cette folle passion. Il entendit les murmures, les souffrit patiemment, vit toutes les femmes de sa cour s'éloigner de sa favorite, apprit qu'il était en butte aux satires et aux bro-cards de l'Europe entière, fut quelquefois personnellement exposé aux sarcasmes de ses courtisans et n'en persista pas moins dans son avilissante tendresse. « Je sais bien, dit-il un jour au duc d'Ayen (Noailles), que je succède à Sainte-Foix. — Oui, sire, répondit le duc, en s'inclinant, comme V. M. succède à Pharamond. » M^lle^ *de* Vaubernier, c'est le nom sous lequel on désigna d'abord *la petite Lange* à Versailles, fut mariée au comte Guillaume du Barry, frère de Jean, son ancien amant, qui, ayant une femme, n'avait pu l'épouser lui-même; et la cérémonie de sa présentation à la cour, sous le nom de comtesse du Barry, eut lieu le 22 avril 1769. Dès que la faveur de la Du Barry eut reçu cette sanction publique, elle ne connut plus de bornes, et elle a duré, sans s'affaiblir, jusqu'à la mort de Louis XV. Les courtisans qui furent les plus empressés à s'abaisser devant sa fortune devinrent, par son crédit, *les maîtres du royaume*; le *duc de* Choiseul, qui refusa avec hauteur toute proposition d'accommodement avec elle, fut disgracié (janvier, 1771); le duc d'Aiguillon devint son confident intime, son conseil, son amant même, dit-on, et, de concert avec elle, gouverna le monarque. Le chancelier Maupeou, son vil complaisant, l'appela ma cousine, rechercha entre elle et lui des titres de parenté lointaine; revêtu de la simarre, il lui présentait à genoux ses pantoufles à son petit lever et se prêtait aux espiègleries de son petit nègre Zamore. L'abbé Terray, aussi souple avec elle qu'il était insolent avec le reste de la France, fournissait sans relâche à ses dilapidations les trésors qu'il extorquait au peuple. L'administration corruptrice, déprédatrice, inepte et souvent violente de ce triumvirat hâta, autant que l'avilissement de la personne royale, la ruine de la monarchie. Cependant tous les enfants de Louis XV et plusieurs autres membres de sa famille, se tinrent constamment éloignés de M^me^ du Barry et ne l'accueillirent, lorsque la volonté souveraine exigea quelques entrevues avec elle, qu'avec une méprisante froideur. Ce dédain isola le roi de sa famille; il fit bâtir, en quelques mois, pour la cour-

tisane favorité, le magnifique pavillon de Luciennes, et passa les dernières années de sa vie dissolue, au sein de l'abjection, dans le boudoir de sa maîtresse, entouré d'un petit nombre de courtisans diffamés, compagnons habituels de ses orgies.

Il faut rappeler, pour donner une idée du ton que M^me^ du Barry avait apporté à la cour, quelques anecdotes bien connues, mais trop éminemment caractéristiques pour qu'il soit possible de les omettre. On rapporte que, lorsque M^me^ du Barry travaillait à ruiner le duc de Choiseul dans l'esprit de son maître, elle se plaisait, n'osant encore attaquer de front et d'une manière sérieuse un ministre puissant, à prendre dans chaque main une orange et à les faire sauter l'une après l'autre en répétant : *saute Choiseul! saute Praslin!* Ce jeu, fréquemment répété, faisait rire Louis XV et l'accoutumait à l'entendre demander le renvoi d'un homme qu'il aimait et dans lequel il avait à juste titre placé sa confiance. Louis XV aimait à faire son café lui-même : un jour que, préoccupé, il laissait la liqueur bouillir et se répandre sur les cendres de sa cheminée : « Prends donc garde La France, lui cria la comtesse qui s'en aperçut, ton café f..t le camp. » Une autre fois, pour exciter la haine de Louis XV contre le parlement, elle lui dit, en lui montrant du doigt un tableau de Van Dyck où l'on voyait Charles I^er^, seul, dans une forêt, fuyant ses sujets révoltés : « Eh bien, La France! tu vois ce tableau : si tu laisses faire ton parlement, il te fera couper la tête, comme le parlement d'Angleterre l'a fait couper à Charles. » La similitude des noms empêchait M^me^ du Barry de faire aucune différence entre le corps de la magistrature française et la chambre des communes en Angleterre. Le duc d'Orléans s'était rapproché de M^me^ du Barry, dans l'espoir d'obtenir du roi, par son entremise, la permission d'épouser publiquement M^me^ de Montesson dont il était épris : « Épousez toujours, gros père, lui répondit la favorite en lui frappant sur le ventre; après cela nous verrons. »

La mort de Louis XV (10 mai 1774) mit fin au règne honteux de cette courtisane : un ordre de Louis XVI l'exila sur-le-champ à l'Abbaye-du-Pont-aux-Dames, près de Meaux; mais la reine, que M^me^ du Barry détestait et n'avait jamais appelée, du temps de sa faveur, que *la petite rousse*, intercéda pour son rappel, et il lui fut permis, l'année suivante, de fixer son séjour à Luciennes, avec une pension. Elle y vécut dans le luxe et dans les plaisirs, n'ayant guère d'autre société que celle du duc de Brissac, son amant, jusqu'au commencement de la révolution. Elle partit, au mois de juillet 1792, pour l'Angleterre, afin d'y mettre en sûreté ses diamants et une partie de ses richesses; mais elle revint quelques mois après, pour n'être pas atteinte par les lois qui venaient d'être rendues contre les émigrés. Un sort plus cruel l'attendait : elle fut arrêtée en juillet 1793, traduite au mois de novembre devant le tribunal révolutionnaire et accusée d'avoir dissipé les trésors de l'état, conspiré contre la république et *porté*, à Londres, *le deuil du tyran*. Condamnée à mort le 7 décembre 1793, elle fut traînée à l'échafaud le lendemain à cinq heures du soir. Dès l'instant de sa condamnation, elle perdit la tête; quelques heures avant de mourir, elle espéra sauver ses jours par de prétendues révélations, fut conduite à l'Hôtel-de-Ville et y dénonça, en présence de la commune assemblée pour l'entendre, deux cent quarante personnes, dont elle citait les noms au hasard et dont plusieurs furent saisies et mises à mort d'après sa déposition. Sur la charrette qui la conduisit de la Conciergerie à la place de la Révolution, elle continua de donner des signes d'un désespoir qui allait jusqu'à l'égarement : « Bon peuple, criait-elle à la hideuse canaille qui la poursuivait de ses injures, bon peuple, délivrez-moi, je suis innocente! » Sur l'échafaud, elle recouvra ses sens, qu'elle avait un instant perdus, pour se débattre encore et supplier l'exécuteur de prolonger sa misérable vie. « Monsieur le bourreau, lui disait-elle, ayez pitié de moi; encore un moment, plus rien qu'un moment! » Elle était âgée de quarante-neuf ans.

Le seul ouvrage qu'on puisse consulter, avec quelque confiance, sur M^me^ du

Barry, est l'*Histoire de France pendant le* XVIII^e^ *siècle*, par M. Ch. Lacretelle. La *Vie privée de Louis* XV (par Moufle d'Angerville, avocat), Londres, 1781, 4 vol. in-12, consultée avec précaution, peut fournir aussi quelques renseignements utiles. Quant aux suivants : 1° *Lettres originales de M^me^ la comtesse du Barry* etc. (fabriquées par Pidansat de Mairobert), Londres, 1779, in-12; —2° *Anecdotes sur M^me^ la comtesse du Barry, depuis sa naissance jusqu'à la mort de Louis* XV (attribuées à Theveneau de Morande ou à Pidansat de Mairobert), Londres, 1776-1777, 2 parties in-12; — 3° *Mémoires de M^me^ du Barry* (par M^me^ Guénard, baronne de Méré), Paris 1803, 4 vol. in-12; —4° *Mémoires de M^me^ la comtesse du Barry* (attribués à MM. Paul Lacroix et Lamothe-Langon), Paris, 1829-1830, 6 vol. in-8°, ce ne sont que des romans, tout-à-fait indignes de confiance. M^me^ du Barry, pendant son règne, montra quelques velléités de protéger les lettres et les arts : Billardon de Sauvigny publia, sous ses auspices, une collection de poésies composées par des femmes sous le titre de *Parnasse des dames*, et plusieurs écrivains célèbres pourraient être comptés au nombre de ses adulateurs; mais elle était dénuée de discernement et de goût autant que d'instruction, et les encouragements qu'elle fit accorder à la littérature ne furent dus au fond qu'à ses caprices ou aux calculs de sa vanité. — Les satires, les épigrammes, les diatribes, les libelles auxquels sa faveur donna lieu, sont infiniment plus nombreux que les vers composés à sa louange, et nous citerons encore le couplet suivant d'une chanson qui lui était adressée et qui passe pour être du duc de Nivernois :

Lisette, ta beauté séduit
Et charme tout le monde;
En vain la bourgeoise en gémit
Et la duchesse en gronde;
Chacun sait que Vénus naquit
De l'écume de l'onde.

On évalue à 35 millions de francs les sommes que la faveur de cette prostituée a coûtées à la France. G. F-T.

DU BELLAY (GUILLAUME, JEAN et MARTIN). Ces trois frères issus d'une famille qui s'était distinguée dès les premiers temps de la monarchie, naquirent vers la fin du XV^e^ siècle au château de Glatigny, dans le Perche. Leur éducation fut très soignée. On leur donna une connaissance approfondie des écrivains de l'antiquité, et ils acquirent une supériorité qui leur procura, dans la suite, l'avancement le plus rapide. Guillaume et Martin furent destinés à la carrière des armes; Jean embrassa l'état ecclésiastique. Ils parurent en 1515 à la cour de François I^er^ qui les admit à ses divertissements et à ses études. Martin suivit ce prince en Italie et eut part à la gloire de la bataille de Marignan. Jean, nommé d'abord à l'évêché de Bayonne, fut ensuite appelé au siége de Paris; il fut un de ceux qui contribuèrent le plus à faire adopter l'idée d'un collége royal où l'enseignement devait être plus élevé que dans les colléges de l'Université. Guillaume et Martin se trouvèrent tous deux à la bataille de Pavie. Guillaume y fut fait prisonnier, comme le roi, et n'obtint sa liberté qu'au prix d'une forte rançon. Au lieu de rester tranquille dans ses domaines, il ne s'occupa que de la captivité du monarque et des malheurs publics dont elle était la cause. On ignorait en France comment Charles-Quint traitait son illustre prisonnier. Guillaume du Bellay se dévoua, et, bravant tous les dangers, il traversa sans passeport une partie de l'Espagne où des ordres étaient donnés pour l'arrêter; il vit le monarque qu'on avait annoncé dangereusement malade : il le trouva en convalescence et revint apporter à la régente des nouvelles qui rendirent aux Français l'espérance et la fermeté. Chargé, en 1527, d'un commandement important en Italie, il sauva Florence du pillage dont la menaçaient les soldats indisciplinés du connétable de Bourbon (*voy.*). Il prévit la défection d'André Doria (*voy.*), son ami dont il connaissait les motifs de mécontentement, et il insista vainement pour qu'on lui donnât satisfaction. On ne tint compte ni de ses conseils, ni de ses prévisions. Cependant on le chargea d'aller en Angleterre calmer le fougueux Henri VIII, irrité de ce que le roi ne l'avait pas consulté avant de signer le traité de Cam-

brai (*voy.*). Guillaume, en ayant l'air de ménager la passion de Henri pour Anne de Boulen, parvint à rendre ce prince plus traitable. D'Angleterre, il fut envoyé en Allemagne, pour réfuter les impostures que l'empereur faisait répandre contre son rival; il y pénétra au péril de sa vie et remplit sa mission avec autant de courage que de célérité. Guillaume Du Bellay se montrait dans les négociations aussi habile et éloquent diplomate que savant guerrier dans le commandement des armées. Nommé gouverneur de Turin (1537), puis vice-roi du Piémont, il reprit diverses places sur les impériaux, et le marquis du Guast avouait que le *seigneur de Langey* (c'était le titre sous lequel il était connu) était le plus excellent capitaine qu'il eût vu. Il découvrit en 1541 la trame ourdie contre les ambassadeurs que François I^er^ envoyait à Venise et à Constantinople, et ce fut malgré ses avertissements que ces deux ministres coururent au-devant de la mort qui leur était destinée. G. Du Bellay parvint à faire suspendre l'exécution de l'arrêt foudroyant rendu par le parlement d'Aix contre les habitants de Cabrières et de Merindol. En revenant en France, il fut arrêté par une attaque de goutte qui l'enleva en 1543. Charles-Quint, en apprenant sa mort, dit que cet homme-là lui avait fait plus de mal que tous les Français ensemble. Brantôme remarque que M. de Langey dépensait fort en espions, et qu'étant en Piémont il mandait et envoyait au roi avertissement de ce qui se faisait ou devait se faire vers la Picardie ou la Flandre, et que ce prince s'ébahissait comment il pouvait découvrir ces secrets. Un autre auteur, en parlant de Guillaume Du Bellay, le cite comme un des plus braves capitaines, mais comme un des plus mauvais courtisans de son siècle. « Il ne sait « ni quand le roi se lève ni quand il se « couche; mais il sait bien où sont les « ennemis. Il se couvre et s'assied de- « vant François I^er^; quand il a chaud, « il ôte sa fraise et se met en veste. »

Guill. Du Bellay ne s'est pas moins distingué dans la république des lettres que dans les affaires et dans les armes. On a de lui plusieurs ouvrages, entre autres des *Mémoires* fort intéressants sur les événements et les hommes de son temps. Ils sont écrits avec autant d'impartialité que de naïveté et sont l'œuvre d'un honnête homme autant que d'un homme d'état.

Martin Du Bellay, son frère, écrivit aussi des *Mémoires* qui sont justement estimés. Ils contiennent ce qui s'est passé de plus remarquable depuis 1513 jusqu'au règne de Henri II. Ces Mémoires qu'on a joints à ceux de Guillaume sont curieux, seulement on y trouve de trop longues descriptions des batailles et des siéges où l'auteur s'était trouvé. Martin fut à la fois bon négociateur, grand capitaine et protecteur des lettres. Il fit la campagne de Provence, harcela Charles-Quint dans sa retraite, et partagea la gloire de Montmorency. L'année qui suivit la mort de son frère, il devint major général de l'armée du comte d'Enghien et prit part à la victoire de Cérisolles (*voy.*). Il mourut dans la retraite, à Glatigny, en 1559, la même année que François II.

Jean Du Bellay succéda à son frère Guillaume dans sa mission en Angleterre; il parvint à déterminer Henri VIII à faire le sacrifice de son ressentiment et à promettre de se soumettre au jugement du Saint-Siége pour l'affaire de son divorce. Il alla ensuite à Rome où il resta chargé des affaires du roi. Le pape Paul III le fit cardinal en 1535. Rappelé à Paris, Jean fut fait, l'année suivante, *licutenant général*, pendant l'invasion de la Picardie. Il rassura les habitants de la capitale qui croyaient déjà voir les ennemis à leurs portes, et, par les plus sages mesures, pourvut à la défense et à l'approvisionnement de leur ville. Plus tard le cardinal fut encore chargé de la défense de Paris qu'il parvint à mettre à l'abri d'un coup de main. A la mort de François I^er^, privé de son rang et de son crédit par les intrigues des Guises, il se retira à Rome, où, par le privilége de son âge, il fut fait évêque d'Ostie et tint le rang de doyen du sacré collége pendant l'absence des cardinaux de Tournon et de Bourbon. Jean avait été successivement évêque de Bayonne, de Limoges, du Mans, archevêque de Bordeaux,

évêque de Paris; il se démit de l'évêché de Paris en faveur d'Eustache Du Bellay, son cousin. Si Martin fut le protecteur des gens de lettres, Jean en fut l'ami. Rabelais l'avait accompagné dans son premier voyage à Rome. Le cardinal mourut dans cette ville, en 1560, à l'âge de 68 ans. Il y avait fait construire un superbe palais, et il y était si estimé qu'à la mort du pape Marcel II, on parla de le faire son successeur. On a aussi de Jean Du Bellay plusieurs ouvrages. Ses poésies latines divisées en trois livres, ses harangues et une apologie de François I^er^ furent publiées, en 1546, en un vol-in-8° par Robert Estienne. Th. D.

DU BELLAY (Joachim), neveu du cardinal et le premier de nos poètes dont les vers offrent de la douceur, de l'harmonie, de la grâce et une facile abondance, qui le firent surnommer l'*Ovide français*, naquit, vers 1524, au château de Liré, à 8 lieues d'Angers; il était fils de Jean Du Bellay, sieur de Gonor, et de Renée Chabot, dame de Liré. Il nous apprend lui-même que son éducation, confiée à la tutelle d'un frère aîné, fut très négligée; que ce frère étant mort jeune, il devint à son tour tuteur d'un neveu, et qu'alors il eut à soutenir de longs et difficiles procès, à la suite desquels sa maison se trouva ruinée. Les chagrins ruinèrent aussi sa santé. Retenu deux ans dans son lit, il se mit à lire les poètes et se sentit appelé à partager leur gloire. D'heureux et rapides succès le firent accueillir à la cour de François I^er^ et de sa sœur, reine de Navarre. Il avait embrassé l'état ecclésiastique, mais sa vie était un peu mondaine : il aimait à chanter l'amour et les plaisirs. Il avait une maîtresse angevine nommée Viole qu'il rendit célèbre sous le nom retourné d'*Olive*. Pétrarque avait composé 300 sonnets en l'honneur de la belle Laure: Joachim en publia 115, qu'il intitula *L'Olive*, et qu'il appelait ses *cantiques*.

Quand le cardinal Du Bellay se fut retiré à Rome après la mort de François I^er^ (1547), il appela auprès de lui son neveu qui séjourna plus de trois ans en Italie. C'est là qu'il composa 47 sonnets qui furent publiés à Paris sur les *Antiquités de Rome, contenant une générale description de ses monuments et comme une déploration de sa ruine*, 1558, in-4°. Cet ouvrage, réimprimé en 1562, fut traduit en vers anglais par Edmond Spencer, 1611, in 4°. Ce fut encore à Rome que Joachim Du Bellay écrivit, sous le titre de *Regrets*, 183 sonnets qui ajoutèrent beaucoup à sa renommée. Il n'y ménage pas les vices qui régnaient alors dans la capitale du monde chrétien, et il les poursuit jusque dans le conclave. On l'appelait déjà *le Prince du sonnet*, tandis que Ronsard était surnommé *le Prince de l'ode*.

A son retour d'Italie, Joachim fut nommé (1555) chanoine de l'église de Notre-Dame, par son cousin-germain Eustache Du Bellay, évêque de Paris. Il brilla par son talent à la cour de Henri II, et fit imprimer sous les titres d'*hymne*, de *discours*, d'*ode* et d'*épithalame*, quatre petits ouvrages sur les événements de ce temps, la prise de Calais, la trêve de 1555, etc. Revenu de Rome, un peu sourd, il adressa à son ami Ronsard, qui était sourd aussi, une *hymne de la Surdité*, dans laquelle il se félicite d'entendre avec difficulté, et il ajoute plaisamment :

Demi-sourd, oh! quel heur! plût aux bons dieux que j'eusse
Ce bonheur tout entier, que du tout je le feusse!

On a encore de Joachim Du Bellay un *Discours de la poésie*, des élégies, des odes, des épithalames; une traduction en vers du 4^e^ et du 5^e^ livre de l'Énéide, et une *Défense et illustration de la langue française*, le seul ouvrage qu'il ait écrit en prose.

Du Bellay avait cultivé aussi les muses latines, mais avec moins de succès. En 1569 fut imprimé le recueil de ses vers latins sous le titre de *Xenia et alia carmina*, in-4°. Il mourut d'apoplexie, à Paris, le 1^er^ janvier 1560, lorsque le cardinal Du Bellay venait de le désigner son successeur au siége de Bordeaux.

Aubert de Poitiers recueillit les œuvres françaises de J. Du Bellay, déjà publiées séparément, et en donna une édition complète en 1567, Paris, 2 vol. in-8°. Elles furent réimprimées après dans la même ville, 1574, in-12; à Rouen, 1592

et 1597, in-12. Il y a encore une édition in-16. V-ve.

DUBLIN, appelé en irlandais *Drom-Choll-Cœl*, ville capitale de l'Irlande, chef-lieu de la province de Leinster et du comté du même nom, résidence du vice-roi ou lord-lieutenant, siége de deux archevêques, l'un catholique et l'autre anglican. Dublin est à 140 lieues N.-O. $\frac{1}{4}$ O. de Londres, et à 235 lieues N.-O. de Paris, par 53° 21′ de lat. N. et 8° 39′ de longit. E. La ville est bâtie au fond d'une vaste baie de la mer d'Irlande, sur la Liffey, que l'on y passe sur six ponts en pierre et en fer : les deux plus remarquables sont l'*Island-Bridge* et celui de *Carlisle*, d'où l'on jouit d'une très belle vue. La Liffey, qui divise Dublin en deux parties presque égales, se jette, à environ 800 toises plus bas, dans la baie dont nous avons parlé. Elle ne peut d'ailleurs admettre que des bâtiments d'une moyenne grandeur. Dublin est presque de forme quadrangulaire. Autour de son enceinte extérieure règne un boulevard d'environ 4 lieues de circuit. Dans la partie occidentale les rues sont étroites et irrégulières, mais dans la partie moderne elles sont droites et larges, toutes ayant de 60 à 90 pieds. Les plus remarquables sont : *Gardiner's-Row*, *North-Great-George's-Street*, *Granby-Row*, *Cavendish-Row*, *Palace-Row*, et *Sackville-Street*, au milieu de laquelle s'élève le monument de Nelson, colonne cannelée de 130 pieds de haut, surmontée de la statue du célèbre amiral; elle aboutit au Cirque-Royal (*Royal-Circus*), bâtiment magnifique qui rivalise avec ceux de Bath et de Brighton. On compte dans la ville plusieurs belles places publiques agréablement ornées d'arbres et de verdure, et parmi lesquelles on doit particulièrement citer celles de *Rutland* et de *Merion-Squares* et celle de *St.-Stephen's Green*, l'une des plus spacieuses de l'Europe. A quelques exceptions près, toutes les maisons sont bâties en briques et ont de trois à cinq étages. Peu de villes de la même grandeur renferment un plus grand nombre d'édifices publics : on remarque particulièrement le vaste et antique palais du vice-roi, avec sa belle chapelle gothique; la cathédrale de St.-Patrick, la vieille église du Christ, mais surtout celles de St.-Warburgh et de St.-George; la mairie (*mansion house*), le théâtre royal, la bourse royale, la douane, le timbre, l'hôtel de la poste, le parlement où se trouve établie aujourd'hui la banque nationale; le palais de justice, appelé les Quatre-Cours, dont la majestueuse coupole domine la ville entière; le magasin royal de tabac, entièrement construit en fer; le bâtiment des archives, élevé il y a peu d'années aux frais du corps des jurisconsultes; l'université et ses dépendances; le bâtiment de la société de *King's-Inns*; la halle aux grains et celle aux toiles, le bazar et les casernes. Dans la partie occidentale se trouve le beau parc du Phénix, qui a trois lieues de tour et qui renferme une charmante maison de plaisance du vice-roi, ainsi que l'immense colonne élevée en l'honneur du duc de Wellington : elle a 63 mètres 84 centimètres (196 pieds) de haut. On voit dans le port un bâtiment circulaire, appelé le *Casoon*, qui semble sortir des eaux.

Dublin possède l'université célèbre connue sous le nom de Collége de la Trinité; 300 étudiants y ont leur demeure; l'Académie royale irlandaise, l'Académie royale hibernienne de peinture, l'École royale de médecine et une de chirurgie, une de pharmacie d'Irlande (*Apothecaries hall of Ireland*); une société connue sous le nom de Société royale de Dublin, pour l'amélioration de l'agriculture et des arts utiles; une société biblique, dite aussi de Dublin, qui a fondé la bibliothèque la plus considérable du royaume, après celle de l'université; une société pour le progrès des sciences, d'où dépend l'École des sciences naturelles, et à laquelle on doit la fondation du grand jardin botanique de Glasnevin (*extrà muros*); un grand nombre d'autres établissements d'instruction publique et de bienfaisance, entre autres l'école dite *Blue coat hospital*, pour 170 garçons, et l'institution des sourds-et-muets, sise à Claremont, près de Glasnevin; l'Hôtel des invalides, appelé Hôpital royal de Kilmainham; un hospice pour les enfants trouvés, un pour les femmes en couches, supérieur à la Maternité de Paris,

et un pour les aliénés, fondé par Swift.

Il y a dans la capitale de l'Irlande des fabriques de soieries, de bonneterie et de lainages, des brasseries et des distilleries. Son commerce est favorisé par de vastes bassins, capables de contenir plusieurs centaines de navires, et par les deux grands canaux dits le *Grand canal* et le *Canal royal*, lesquels aboutissent à la Shannon et lui ouvrent ainsi des relations faciles avec le reste du pays. Les importations d'Angleterre et des autres ports d'Irlande sont considérables. On exporte principalement du lin, des toiles, des serges, du poisson, du beurre, de la laine, etc. Le premier magistrat de Dublin a, comme celui de Londres, le titre de lord-maire. Cette ville est le lieu natal du savant archevêque Usher (Usserius), des poètes Denham et Parnell, de Cunningham, Steel, Swift et Shéridan, ainsi que de l'auteur des *Mélodies irlandaises*, Thomas Moore. Ses environs sont embellis d'un grand nombre de maisons de campagne. A l'époque du recensement de 1831, sa population s'élevait à 265,316 habitants, y compris les faubourgs.

Dublin est d'une haute antiquité. L'an 155 de l'ère vulgaire, Alpinus lui donna le nom d'*Auliana*, en mémoire de sa fille qui s'était noyée dans la Liffey. Cette ville fut appelée ensuite *Dublana*, et Ptolémée lui donne aussi le nom d'*Eblana*. *Dublana*, d'où vient *Dublinum* et *Dublin*, dérive évidemment de *Dub-Leana*, qui en irlandais signifie *noir lac de la mer*, qualification fréquemment donnée à la baie de Dublin. En 1172, Henri II, roi d'Angleterre, obtint du comte Richard Strongbow la possession de cette ville et y tint un parlement. Le reste de son histoire est intimement lié à celui de l'Irlande entière.

La baie de Dublin, sous le rapport de son aspect pittoresque, n'a de rivale en Europe que le golfe de Naples et l'entrée du Bosphore, devant Constantinople. Deux vastes môles, dont l'un a plus de 2 lieues de long sur 30 pieds de large, y ont été élevés afin de prévenir la réunion des deux grands bancs de sable de North et South-Bull, septentrional et méridional, qui auraient ainsi intercepté l'entrée de la Liffey. En outre les bâtiments sont par là à l'abri des vents d'E. et de S.-E., auxquels elle est exposée. A l'extrémité du grand môle, dont il vient d'être question, s'élève un beau phare. J. M. C.

DU BOCCAGE, *voy.* Boccage.

DUBOIS (Guillaume), successivement précepteur d'un prince, archevêque, cardinal et premier ministre. Cet homme, dont la fortune, dont la vie entière fut un scandale, était fils d'un apothicaire de Brives-la-Gaillarde. Il y naquit le 6 septembre 1656. Employé d'abord aux plus humbles fonctions de l'état de son père, le jeune Dubois montrait un esprit et des dispositions précoces qui décidèrent celui-ci à le faire entrer au collége de Brives, et à le destiner à l'état ecclésiastique. Tonsuré à 13 ans, il se rendit à Paris, où l'obtention d'une bourse lui permit de terminer ses études. Il y fit ensuite quelques éducations particulières, jusqu'au moment où, moitié par mérite, moitié par intrigue, il parvint à obtenir de M. de Saint-Laurent, gouverneur du duc de Chartres, la place de répétiteur près de ce jeune prince. Ce fut le premier échelon de cette élévation si extraordinaire à laquelle pourtant, dès ce temps, il osait aspirer.

Investi après la mort de Saint-Laurent des fonctions de précepteur, son habileté lui assura bientôt un grand ascendant sur son élève; en formant avec soin son esprit, il pervertit son cœur, et acquit sa confiance et sa faveur en se chargeant du vil emploi de fournisseur de ses plaisirs secrets; mais la dévotion de Louis XIV, la pruderie de madame de Maintenon, qui avaient « avec le ciel des accommo- « dements », pardonnèrent aisément à l'abbé Dubois et le libertinage du jeune prince et ses débauches particulières, en faveur d'un service important. En dépit de la fierté germanique de *Madame* et de la répugnance du duc de Chartres à enchaîner si promptement sa liberté, l'adroit abbé parvint à lui faire épouser M^lle^ de Blois, une des filles naturelles du monarque. Une riche abbaye ajoutée à plusieurs bénéfices qu'il possédait déjà, récompensa le succès de cette négociation.

Lorsqu'à la mort de Louis XIV, le prince, alors duc d'Orléans, eut ob-

tenu du parlement cette régence que lui avait refusée le feu roi, Dubois ne mit plus de bornes à ses espérances et à son ambition. Entrant aussitôt dans la carrière diplomatique, et envoyé en Angleterre comme ministre plénipotentiaire, il y fit preuve d'un talent et d'une finesse remarquables en triomphant d'une foule d'obstacles pour amener la conclusion d'abord de la *triple*, et ensuite de la *quadruple alliance*, traités qui créaient pour la France un système de politique extérieure entièrement nouveau. Revenu à Paris, il ne servit pas le régent moins utilement dans la découverte de la conspiration du prince de Cellamare (*voy.*). Plus tard, comme tous les moyens lui étaient bons, il sut, en gagnant par argent la nourrice de la reine d'Espagne, se débarrasser de la dangereuse et active inimitié du premier ministre de ce pays, de ce cardinal Albéroni (*voy.*) dont il avait l'ambition, la ruse et les ressources.

En 1720, l'archevêché de Cambrai, devenu vacant, tenta à la fois la cupidité et la soif de dignités du favori de Philippe. On sait avec quelle impudence il osa demander, exiger, en quelque sorte, le siége de Fénélon; comment il sut escamoter, pour ainsi dire, l'ordination et les divers degrés du sacerdoce qui lui étaient nécessaires pour monter dans un seul jour au rang des prélats. C'est avec regret que l'on trouve le nom célèbre de Massillon parmi ceux des évêques courtisans qui, dans cette occasion, consentirent à se porter garants de la *pureté des mœurs* et du savoir théologique du nouvel élu.

L'indignation qu'avait inspirée ce choix, non-seulement aux hommes religieux, mais à tous les gens honnêtes, fut bien plus vive encore quand, l'année suivante, secondé par les manœuvres de ses dignes agens, le jésuite Laffiteau et l'intrigant abbé de Tencin, Dubois put placer sur son front le chapeau de cardinal. Il plut, à ce sujet, dans notre railleuse capitale des bons mots, des brocards et des caricatures. Les amateurs en ont conservé une où cette nomination, malignement attribuée à l'intervention de la Fillon, fameuse entremetteuse de ce temps, est stigmatisée d'une manière *sanglante*.

Dubois n'en poursuivait pas moins sa carrière ambitieuse, et, en 1722, il obtint enfin du régent le poste de premier ministre, objet de tous ses vœux. Il est juste de dire qu'à la moralité près, ce fut certainement celle de ses places qui se trouva la mieux remplie. Infatigable travailleur, il était levé à cinq heures du matin pour se livrer aux occupations de son ministère jusqu'à sept heures du soir. Naturellement très sobre, il donnait peu de temps à ses repas de la journée, et le genre de ses distractions, ne lui ravissant que des instants ordinairement consacrés au sommeil, ne pouvait nuire à ses laborieuses habitudes.

Ce n'est pas là au surplus, outre son talent pour les affaires, le seul moyen par lequel le cardinal sut se placer à la hauteur du nouveau poste qui lui était confié: il savait aussi apprécier les hommes capables, et les employer d'une manière utile pour la réussite de ses travaux. C'est ainsi que tour à tour il fit servir habilement à ce but, et Destouches (*voy.*) qui préludait par des succès diplomatiques en Angleterre à ses succès dramatiques à Paris, et l'immoral mais adroit Tencin (*voy.*), et l'honnête et habile Pecquet, premier commis des affaires étrangères. Enfin les deux écrivains les plus distingués de son époque, Fontenelle et Lamothe-Houdard (*voy.*), étaient chargés de rédiger ses exposés, ses manifestes, etc.; le premier lui évita même, dit-on, la peine de composer son discours de réception, lorsque sa vaste ambition voulut joindre encore à tant de dignités les honneurs académiques.

Avare et fastueux en même temps, Dubois trouva dans ses places éminentes de nombreux moyens de satisfaire ces deux passions; les bénéfices de toute espèce qu'il s'était fait donner avaient, dans ses dernières années, porté son revenu à près de deux millions, qui en vaudraient plus de trois aujourd'hui. Plusieurs princes étrangers, les moines de ses abbayes, lui firent des présents d'une valeur considérable: on cite, entre autres, un superbe attelage de douze chevaux qui lui fut envoyé par le roi de Danemark. Quant à la pension qu'on l'accuse d'avoir reçue secrètement du roi d'Angleterre à

la suite de sa mission dans ce pays, le fait est regardé comme douteux, non certes à cause de la délicatese du diplomate, mais parce qu'on ne voit pas trop quelle reconnaissance lui aurait dû l'Angleterre pour un traité que l'on considérait alors comme avantageux surtout à la France.

Tout porte à croire aussi que ce mariage qu'il avait, a-t-on dit, contracté dans sa jeunesse, et dont il aurait fait disparaître les preuves, est une fable inventée et propagée par la haine qu'on lui portait, et que, sur ce point, Dubois lui-même a pu être calomnié. Mais à défaut d'un mariage véritable, une foule d'aventures galantes, et souvent avec les courtisanes de la classe la plus infâme, avaient assez révélé à quel indigne prince de l'Église la pompe romaine avait été prostituée.

Ces excès, peut-être aussi les emportements auxquels il avait l'habitude de se livrer, finirent par corrompre son sang et lui causer une maladie qui exigeait une opération de la nature la plus douloureuse. On eut beaucoup de peine à l'y décider : en effet il y survécut peu, et pour compléter les scandales de sa vie, trouvant moyen, sous des prétextes d'étiquette, d'éloigner les prêtres de son lit de mort, on vit un cardinal mourir sans sacrement. Ce fut le 10 août 1723 qu'il expira au château de Versailles, âgé de près de 67 ans. On connaît l'épitaphe-impromptu que lui composa le prince qu'il avait corrompu et servi ; en écrivant sur-le-champ au comte de Nocé, exilé à la demande du cardinal : — « Morte la bête, mort le venin ! reviens, « Nocé. » Une foule d'épitaphes d'un genre plus cynique signalait l'opinion publique sur le compte du cardinal-ministre ; et lorsque le corps, transporté à Paris, passa devant le marché des Quinze-Vingts, les poissardes ne lui ménagèrent ni la boue ni les invectives. Ce fut là sa seule oraison funèbre ; la pudeur publique empêcha que les temples fussent profanés par une autre.

Toutefois un magnifique tombeau, sculpté par Coustou, fut élevé au cardinal Dubois dans l'église Saint-Honoré, dont son neveu était chanoine ; et, lors de la démolition de cette église, transporté à Saint-Roch, enlevé de cette dernière en 1793, il fut recueilli dans le Musée des monuments français, où on aurait pu le laisser comme objet d'art sans le réintégrer à Saint-Roch ; car, ni la religion, ni la mémoire du défunt n'avait eu, ce semble, rien à gagner à cette restauration.

Le riche héritage du cardinal fut partagé entre son frère, homme assez vulgaire, et le neveu chanoine dont on vient de parler, pieux et charitable ecclésiastique, qui formait un parfait contraste avec son oncle, et qui disposa en faveur des pauvres de sa part entière de cette impure succession.

L'ouvrage intitulé *Mémoires inédits et correspondance secrète du cardinal Dubois*, publié en 1817 par Sévelinges, d'après les pièces originales du dépôt des affaires étrangères, donne une juste idée de l'habileté et des talents diplomatiques de ce ministre. Sa *Vie privée* a été l'objet de publications beaucoup moins favorables à sa mémoire : on fit imprimer, sous ce titre, en 1789, un vol. in-8°, recueil de turpitudes qui, toutefois, n'est encore que l'extrait d'un manuscrit in-fol. sur le même sujet appartenant à la bibliothèque de l'Arsenal. C'est l'œuvre d'un nommé De la Houssaye-Pegeault, commis des affaires étrangères, qui avait été l'un des secrétaires du cardinal, et par conséquent à portée de le bien connaître. Il faut, il est vrai, se défier un peu de l'exagération qu'a pu mettre dans ses récits un homme qui commence par se plaindre de ce que ses services avaient été fort mal récompensés ; mais, d'un autre côté, la franchise même de cette déclaration et le style plus que naïf de l'auteur, qui ne fait pas supposer un esprit bien susceptible d'invention, peuvent lui mériter quelque confiance. On voit, d'ailleurs, par son épître dédicatoire au cardinal de Fleury, que c'est à la demande de cet autre premier ministre que Pegeault écrivit cette histoire ; il est difficile de penser qu'il se fût permis d'ajouter beaucoup de fictions à des faits encore si récents, et sur lesquels il eût été difficile d'en imposer à un lecteur placé dans une si haute position. Quand il faudrait au reste ne croire qu'à la

moitié de cette sorte d'acte d'accusation, il y en aurait encore assez pour justifier complétement la flétrissure qui restera toujours attachée au nom de Dubois. M. O.

DUBOIS (Antoine, baron), né le 18 juin 1756 à Gramat (Lot) et mort à Paris le 30 mars 1837, professeur de la Faculté de médecine de Paris, officier de la Légion-d'Honneur et membre de l'Académie royale de médecine, présente une longue et brillante carrière, succédant à d'obscurs commencements. Issu d'une famille peu aisée, après des études faites au collége de Cahors, il vint dans la capitale à l'âge de vingt ans, ayant des ressources pécuniaires très bornées. Il fallait vivre : il donna des leçons de lecture et d'écriture et copia des exploits chez un huissier. Pendant ce temps il faisait sa philosophie au collége Mazarin et commençait ses études médicales sous Desault (*voy.*) qui ne fut pas longtemps à le distinguer et à se l'attacher d'une manière particulière. Ce fut le commencement de ses succès et de sa fortune. Enseignant le soir ce qu'il avait appris le matin, il professa l'anatomie, la chirurgie et les accouchements, et acquit bientôt dans ces branches de l'art de guérir une juste célébrité. Elle le fit appeler comme professeur d'anatomie aux écoles de chirurgie de Paris, qui devinrent plus tard (1794) l'École de santé. Mais ce fut surtout comme professeur de clinique chirurgicale et d'accouchements que Dubois, pendant 30 ans de services non interrompus, a rendu d'immenses services à la science et à l'enseignement. En effet, il réunissait à une sagacité rare, beaucoup de dextérité et de présence d'esprit, qualités aussi nécessaires au chirurgien qu'à l'accoucheur, une admirable netteté d'exposition qui le rendait particulièrement propre à transmettre ses connaissances. Praticien par-dessus tout, mais praticien philosophe et philanthrope, Dubois demandait peu aux livres, et lui-même il n'en a pas fait; mais que de bons élèves il a formés qui ont propagé ses doctrines dans de nombreux écrits! La maison d'accouchement dans laquelle il succéda au célèbre Baudelocque (1810) et où il fut lui-même remplacé par son fils, répandit en France un grand nombre de sages-femmes imbues de ses principes et formées à la pratique sous ses yeux. L'administration des hospices l'avait, en 1802, nommé chirurgien en chef de la maison de santé qu'elle venait de fonder et à laquelle le nom de Dubois reste encore maintenant attaché dans l'opinion publique.

L'empereur Napoléon, dont il avait été le compagnon dans la campagne d'Égypte, eut toujours pour Dubois une haute estime et il lui en donna une preuve manifeste lors de l'accouchement de l'impératrice Marie-Louise, en confiant à ses soins la naissance de l'enfant sur lequel il fondait son espoir.

Dubois fut partout le même, grave et digne; et les circonstances politiques qu'il traversa le trouvèrent toujours debout et de pied ferme. Destitué en 1822 par un acte arbitraire et ridicule, il fut rappelé en 1829. La révolution de 1830 l'ayant placé comme doyen à la tête de l'École de médecine, il se démit de ses fonctions neuf mois après, à l'occasion d'une opération qu'il dut subir, et qui fut suivie d'un entier succès.

Trois générations de médecins, comme l'a si justement dit M. Orfila, se pressaient aux funérailles de Dubois. Ses élèves, dont un grand nombre avaient reçu ses bienfaits, ont voulu traîner jusqu'à la tombe les restes d'un maître dont le souvenir vivra longtemps dans leurs cœurs.

Paul-Antoine Dubois, fils du précédent, est né à Paris en 1797. Avec d'heureuses dispositions et l'avantage d'avoir un maître comme son père, qui donna à son éducation des soins aussi assidus qu'éclairés, il ne pouvait manquer d'obtenir des succès. Une vaste instruction, une raison élevée, beaucoup de prudence, de modestie et de bienveillance lui ont assuré une place distinguée dans l'estime comme dans l'affection de ses confrères. M. Paul Dubois s'est livré à la chirurgie, mais plus spécialement encore à l'art des accouchements qu'il professe à la Faculté de médecine depuis l'année 1834; il est également professeur et chirurgien en chef de la Maternité, membre de l'Académie de médecine, chevalier

de la Légion-d'Honneur, etc. Ses travaux consistent particulièrement en mémoires sur diverses parties de l'art des accouchements, en rapports faits à l'Académie de médecine, sur la vaccine, etc.; ils sont tous remarquables par la précision, la clarté et par l'esprit judicieux qui y domine. F. R.

DUBOIS DE CRANCÉ (Édouard-Louis-Alexis), membre fameux de l'Assemblée constituante, de la Convention nationale et du conseil des Anciens, naquit à Charleville (Ardennes) en 1747.

Il avait embrassé la carrière des armes et il entra dans les mousquetaires du roi, mais sans pouvoir y rester, ses titres de noblesse ayant été jugés insuffisants. Ce fut comme député du tiers-état qu'il arriva à l'Assemblée constituante où il joua un rôle très actif. Dans la Convention, il vota la mort du roi sans sursis ni appel, et dut à ses violences d'être nommé membre du Comité de salut public (*voy.*), au nom duquel il se rendit à Lyon et dirigea ensuite le siége de cette malheureuse ville. Plus tard il entra au conseil des Anciens, et il était ministre de la guerre lorsqu'au 18 brumaire le général Bonaparte lui redemanda le portefeuille de ce département. Dubois-Crancé, qui s'est aussi fait connaître comme écrivain par des brochures et des articles de journaux, vécut depuis à Rhétel où il mourut le 29 juin 1814. S.

DUBOS (Jean-Baptiste), né à Beauvais, en 1670, étudia d'abord la théologie, et y renonça bientôt pour se consacrer à l'étude du droit public. Les succès qu'il obtint dans cette nouvelle carrière engagèrent les ministres de Louis XIV à lui confier quelques négociations secrètes, dans lesquelles il fit preuve de beaucoup d'habileté : il eut part à plusieurs traités, entre autres à celui d'Utrecht. Sous la minorité de Louis XV, le régent et son ministre Dubois l'employèrent aussi, dans d'importantes occasions; et de riches bénéfices devinrent le prix de ses travaux diplomatiques. Il y renonça cependant de bonne heure, pour ne plus s'occuper que de la culture des lettres. Reçu, en 1720, à l'Académie française, il y remplaça, deux ans après, Dacier, comme secrétaire perpétuel; et il exerça ces fonctions jusqu'en 1742, époque de sa mort.—Ses principaux ouvrages sont : 1° *Histoire des quatre Gordiens*, où il prétend établir, d'après le témoignage des médailles, qu'il a existé quatre empereurs de ce nom. Malgré ses efforts, cette opinion n'a pas prévalu sur celle qui n'en admet que trois; 2° *Les intérêts de l'Angleterre malentendus dans la guerre présente*, 1703; ouvrage d'une exécution maladroite, et dont la publication eut des résultats contraires au but de l'auteur. Il est à remarquer cependant qu'il y prédit l'émancipation des colonies anglaises, dans l'Amérique du nord; 3° *Histoire de la ligue de Cambray*, très louée par Voltaire, comme offrant un tableau aussi complet que fidèle de l'état politique de la société européenne, à la fin du xv^e^ siècle; 4° *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules.* Le système développé ici par l'abbé Dubos repose sur une donnée aussi hypothétique que paradoxale, puisque cet auteur prétend que les Francs s'établirent dans les Gaules, non comme conquérants, mais comme alliés des indigènes, fatigués du joug des Romains. Montesquieu s'est élevé avec force contre ce système, *colosse immense*, dit-il, *qui porte sur des pieds d'argile.* Mais l'ouvrage de l'abbé Dubos, malgré ses défectuosités incontestables, a cependant rendu un service éminent à la science de l'histoire, en offrant un exemple de l'esprit de critique philosophique, avec lequel elle doit être étudiée; 5° *Réflexions critiques sur la poésie et sur la peinture.* Voltaire s'est encore rendu l'apologiste de cet ouvrage, dont le sujet semblait en dehors des habitudes littéraires de l'auteur. Il le regarde « comme le plus utile qu'on ait jamais écrit sur ces matières, et celui où il y a le moins d'erreurs et le plus de réflexions vraies, nouvelles et profondes. » P. A. V.

DUBOURG (Anne), martyr protestant, naquit en 1521 à Riom, en Auvergne. Il était neveu d'Antoine Dubourg, chancelier de France, sous François I^er^. Destiné d'abord au ministère

ecclésiastique, il prit l'ordre de prêtrise. Son esprit, ses connaissances, la manière brillante dont il enseigna le droit à Orléans lui firent beaucoup de réputation. En 1557, il devint conseiller-clerc au parlement de Paris. L'esprit de la réforme, s'appuyant sur le droit d'examen, faisa» alors en France de grands progrès et jetait partout les germes de cette grande révolution religieuse qui tourmenta le XVI^e^ siècle et y répandit presque autant de sang que de gloire. Anne Dubourg adopta avec chaleur les opinions nouvelles, et les soutint avec toute l'ardeur de la jeunesse. Les persécutions si impolitiquement commencées, sous François I^er^, contre les protestants, se continuaient sous son successeur Henri II. Ce prince se rendit en 1559 au parlement, pour assister aux séances appelées mercuriales; il avait ordonné à cette compagnie de délibérer sur le genre de peine à infliger aux réformés. Mais il n'y trouva pas la docilité qu'il en attendait. Les idées nouvelles avaient pénétré dans ce grand corps. Plusieurs membres en étaient les fauteurs et même les apôtres. Anne Dubourg osa tenir un langage hardi jusqu'à la témérité. « Les hommes, « dit-il, commettent contre les lois plu- « sieurs crimes dignes de mort, tels que « les blasphèmes réitérés, les adultères, « les débauches de toute espèce, et ces « crimes restent excusés et impunis, mal- « gré leur énormité, tandis qu'on de- « mande des supplices contre des gens à « qui l'on ne peut reprocher aucun crime. « Car enfin peut-on imputer le crime de « lèse-majesté à des hommes qui ne font « mention des princes que dans leurs « prières pour appeler sur eux la pro- « tection du Très-Haut? On sait bien « qu'ils ne sont pas séditieux, mais on « affecte de les regarder comme tels, « parce que, s'appuyant sur l'Écriture- « Sainte elle-même, ils ont arraché tout « prestige à la puissance romaine et ex- « posé au plein jour la turpitude d'une « église qui penche vers sa ruine; parce « qu'enfin ils demandent de salutaires « réformes qui seules peuvent ramener « la religion à sa dignité primitive. » Le roi, irrité, fit arrêter Dubourg ainsi que Faur, dont les paroles n'avaient pas été moins violentes, et tous deux furent conduits à la Bastille. Dubourg, interrogé sur sa religion, fut déclaré hérétique, dégradé du sacerdoce par l'évêque de Paris, et livré au bras séculier. Dubourg appela de cette sentence à l'archevêque de Sens, alors métropolitain de Paris. Dans l'intervalle Henri II mourut. Mais les persécuteurs survivaient. Dubourg adressa au parlement un mémoire où il disait que s'il avait épuisé tous les degrés de juridiction c'était pour ne rien omettre de ce qui pouvait manifester la justice de sa cause, et non parce qu'il reculait devant un supplice non mérité. Les accusations qu'il renouvelait, dans ce mémoire, contre le pape et la papauté étaient comme autant de preuves de ce sentiment. L'électeur palatin à qui on a supposé la volonté de confier la direction de son université de Heidelberg à un homme de la réputation de Dubourg, écrivit à François II pour solliciter sa grâce; mais un événement funeste vint hâter la perte du conseiller réformé. Celui-ci avait récusé le président Minard, un de ses juges les plus hostiles, et l'homme de confiance du cardinal de Lorraine; on prétendait même qu'il l'avait menacé en disant : « Dieu saura t'y forcer! » Peu après cette menace de Dubourg, le président Minard fut assassiné, et trois jours après, Dubourg fut condamné et pendu en place de Grève; son corps fut brûlé le 20 décembre 1559. Il était âgé de 38 ans. Il mourut avec tout le courage qu'on devait attendre d'une conviction que la ferveur des idées religieuses et la persécution fortifient d'ordinaire. Anne Dubourg avait publié plusieurs ouvrages qui sont entièrement oubliés. TH. D.

DUC, DUCHÉ. Les Romains appelèrent *duces* (du mot latin *ducere*, conduire, guider) les chefs, les commandants d'une armée ou d'un corps de troupes : c'est là l'origine du mot *duc*. Le duc fut donc dans le principe un officier militaire chargé d'un commandement. Un peu plus tard, c'est-à-dire dans les derniers temps de l'empire romain d'Occident, ce titre désignait plus spécialement l'officier militaire qui commandait dans un district déterminé, et qui devait veil-

ler à la garde d'un certain nombre de villes ou de châteaux. Le titre de duc était même tellement inhérent à l'office du gouverneur militaire d'un district, que l'officier qui perdait cet emploi d'une manière quelconque perdait aussi le titre de duc : Ammien Marcellin appelle ex-duc un officier qui était dans ce cas. On était duc d'un district, comme on fut plus tard gouverneur d'une province; mais le district gouverné par un duc ne prenait point le titre de duché : ce mot est d'origine plus récente.

La chute de l'empire romain d'Occident et la formation des sociétés qui naquirent de ses débris, changèrent en tous points la face des choses en Europe. Sous la domination des peuples germains, les rouages de l'administration se simplifièrent pour se mettre à l'unisson de la société nouvelle : les différentes branches de la puissance gouvernementale se concentrèrent à peu près en un seule : le pouvoir militaire absorba, pour ainsi dire, tous les autres pouvoirs. Alors le duc qui n'était que gouverneur de district fut gouverneur de district et commandant d'armée; il n'était qu'officier militaire, il fut officier militaire et civil tout ensemble.

Le duc avait sous sa dépendance une étendue de pays plus ou moins considérable, divisée ordinairement en plusieurs fractions administrées par des comtes*. Dans son gouvernement, le duc faisait la police, rendait la justice, administrait les finances, soit par lui-même, soit par les comtes qui lui étaient soumis; et quand le prince appelait les citoyens à la guerre, c'était encore le duc qui se mettait à la tête du corps d'armée formé par les hommes de son duché, réunis sous leurs comtes respectifs. Les ducs jouent un très grand rôle chez les historiens de nos deux premières races : leur autorité sur les peuples, et leur crédit, ou même leur influence auprès des rois, paraissent avoir été excessifs.

A la même époque, l'histoire nous montre des ducs souverains, tantôt complétement indépendants, tantôt tributaires de quelque roi voisin : tels furent les ducs des Alémans, les ducs des Bavarois, etc.

Lorsque l'esprit féodal eut fait oublier les principes des gouvernements établis sur les ruines de l'empire romain d'Occident, les gouverneurs de provinces, ducs ou comtes, conquirent presque partout une indépendance absolue. Cette révolution s'opéra en France vers la fin de la deuxième race. Le roi ne fut plus roi que de nom; chaque duc était dans son duché un véritable souverain; et quand les descendants de Charlemagne furent exclus du trône, le plus puissant des ducs, le duc de France, Hugues-Capet, fut mis à sa place, du consentement des autres ducs, c'est-à-dire de ceux de Normandie, de Bourgogne, d'Aquitaine, de Gascogne et des comtes de Flandre et du Languedoc.

Ces duchés démembrés de la couronne rentrèrent successivement dans les mains des rois : Philippe-Auguste, Charles VII, Louis XI, Louis XII, les incorporèrent au royaume; et dès lors le nom de duc ne fut plus qu'un simple titre de dignité, héréditaire dans les familles; tous ses avantages consistèrent dans le nom et la prééminence qu'il donna.

Les ducs furent créés par lettres-patentes des rois; il y en eut de trois espèces, les ducs et pairs (*voy.* PAIRIE), les ducs héréditaires, et les ducs à brevet. Les premiers étaient les plus considérables : ils avaient séance au parlement et jouissaient de plusieurs autres priviléges; on appelait ducs héréditaires ceux qui possédaient des duchés non pairies, mais transmissibles à leurs enfants mâles; les ducs à brevet n'avaient d'autre prérogative que celle de porter le titre de duc et de jouir des honneurs attachés à cette qualité, mais leur titre s'éteignait avec eux. L'ancienneté du duché donnait rang à la cour, comme l'ancienneté de la pairie au parlement.

La révolution française détruisit tout cela; et aujourd'hui, les ducs, soit d'ancienne soit de nouvelle création, ne possèdent plus qu'un titre honorifique qui

(*) Un duc eut jusqu'à douze comtes sous lui. Quelques auteurs ont même prétendu que c'était la règle générale; mais cette opinion a été souvent et victorieusement réfutée.

se transmet par leur mort au plus proche héritier. J. G-T.

En Allemagne, ce fut sous le règne de l'empereur Henri IV que les ducs commencèrent à usurper le droit de souveraineté qu'ils exercèrent sans contestation depuis Lothaire II de Saxe, et qui fut reconnu dans la suite par des lettres-patentes impériales. Cet état de choses se perpétua jusqu'à nos jours; mais plusieurs des ducs primitifs (*voy. Saint* Empire) échangèrent ce titre d'abord contre celui d'*électeur* (*voy.*) et plus tard contre ceux de *grand-duc* ou même de *roi*. Cependant on compte encore neuf ducs parmi les membres de la confédération germanique, le duc de Holstein (roi de Danemark), les trois ducs de Saxe, le duc de Brunswic, celui de Nassau, et les trois ducs d'Anhalt. Le titre d'*archiduc* (*voy.*) paraît dans l'histoire dès l'année 959, où l'archevêque Brunon de Cologne se l'arrogea; en 1156 les ducs d'Autriche le prirent également. On traduisit aussi par *magnus dux* le titre des souverains de la Lithuanie (le roi de Pologne) et de la Russie; mais dans la langue du pays, ces souverains ont toujours été qualifiés de *grands-princes* (*voy.* Prince). Maximilien II confirma le même titre de grand-duc aux princes de Toscane; et de nos jours Napoléon le conféra au roi de Saxe comme souverain du débris de l'ancienne Pologne auquel il ôta même ce nom, à l'électeur de Bade, au prince primat d'Allemagne, etc. Aujourd'hui sept grands-duchés figurent parmi les états qui composent la confédération germanique : ce sont ceux de Bade, de Hesse-Darmstadt, de Luxembourg (Pays-Bas), de Saxe-Weimar, de Mecklembourg-Schwerin, de Mecklembourg-Strelitz et d'Oldenbourg.

En Angleterre, les ducs sont pairs du royaume et jouissent de certains priviléges à la cour : il y en a 20; le plus ancien en titre est le duc de Norfolk, et le plus nouveau celui de Cleveland. Dans ce nombre, les membres de la famille royale ne sont pas compris.

En Angleterre, comme autrefois en France, en Allemagne, etc., le titre de prince n'est pas supérieur à celui de duc, mais il l'est dans quelques autres, et l'on sait que Napoléon a promu au rang de prince plusieurs de ses lieutenants déjà pourvus du titre de duc. Autrefois il n'y avait de princes français que ceux de la famille royale; cependant les frères d'un duc se paraient quelquefois du titre de prince obtenu à l'étranger : c'est ainsi que M. Jules de Polignac, frère puîné du duc de ce nom, est prince romain; d'autres membres de familles françaises le sont ou l'étaient du Saint-Empire, etc. En Russie, le titre de duc est inconnu, mais les écrivains latins traduisent par le mot *dux* celui de *kniaz* ou prince. Cependant l'empereur est véritablement duc, du chef de ses ancêtres, ducs de Holstein, etc. J. H. S.

DUC (h. n.), *voy.* Chouette.

DU CANGE (Charles du Fresne, seigneur) peut être cité parmi les savants de tous les temps et de tous les pays comme un de ces esprits d'élite doués d'une capacité tellement extraordinaire pour les recherches de l'érudition, que l'immensité de leurs travaux semble un paradoxe en dehors des vraisemblances de l'humanité. Le phénomène intellectuel que Henri Estienne avait offert à l'admiration du XVI^e^ siècle, Du Cange le présenta au siècle suivant. Une vie dont le calme fut en harmonie avec l'état social de son temps, comme l'existence orageuse de H. Estienne avait répondu aux tourmentes d'une époque d'effervescence passionnée, permit à Du Cange de donner à l'histoire du moyen-âge, dont il est en quelque sorte le fondateur, une suite de développements à proportions vraiment colossales.

Cet illustre personnage, originaire d'une noble et ancienne famille de Picardie, naquit à Amiens le 18 décembre 1610. Après de brillantes études au collége des jésuites d'Amiens, il fit son droit à Orléans, et fut reçu avocat au parlement de Paris, le 11 août 1631. De retour dans sa ville natale, il commença à se distinguer par l'extension toute nouvelle qu'il donna à l'étude de l'histoire. S'étant marié le 19 juillet 1638, il acheta en 1645 au seigneur de Drancourt, son beau-père, sa charge de trésorier de France, dont il remplit les fonctions à Amiens, tout en continuant ses vastes études his-

toriques, jusqu'en 1668. La peste ravageant alors la Picardie, il vint s'établir à Paris, dont les ressources littéraires étaient d'ailleurs devenues indispensables à ses travaux. La grande entreprise de faire revivre entièrement deux langues intermédiaires, dont on était loin de soupçonner l'importance, le grec et le latin du moyen-âge, ne pouvait être conçue par un esprit vulgaire. Elle choquait même les idées que tous les littérateurs d'alors devaient à leur éducation classique; témoin le mot du P. Vavàsseur, célèbre par sa belle latinité parmi les plus élégants écrivains de la Compagnie de Jésus. Il disait du *Glossaire de la basse latinité* : « Il y a soixante ans que je m'applique à ne me servir d'aucun des mots rassemblés si laborieusement par M. Du Cange. » Pour celui-ci, loin de heurter de front les idées de son temps, il disait avec modestie, qu'il avait pris par goût le côté le plus rebutant de la littérature. Du reste son style ne se ressent pas de la décadence littéraire des époques qu'il avait le plus curieusement étudiées. Il était familier avec toute l'antiquité et avait puisé les plus hautes vues sur l'histoire dans cette prodigieuse variété de connaissances qui le met à la tête des savants de son siècle; car il était également fort dans les langues, dont il savait le plus grand nombre, dans la géographie, dans la jurisprudence, dans l'art héraldique, la numismatique, l'épigraphie et dans toutes les parties de l'archéologie et de la paléographie grecque et latine. Les ouvrages manuscrits de tout genre qu'il a consultés pour ses deux glossaires et pour ses grands travaux historiques et généalogiques paraissent, par leur nombre presque infini, hors de toute proportion avec la durée d'une vie d'homme; et pourtant Du Cange a été cité par ses contemporains pour son abord facile, son humeur sociable et gracieuse, qui lui fit autant d'amis que sa vaste science lui fit d'admirateurs. Du nombre était Colbert, qui lui demanda la publication de tous les historiens de la France. Du Cange en présenta un plan, mais on ne donna pas alors de suite à cette idée, dont l'exécution était réservée aux bénédictins (*voy.* Dom Bouquet). — Du Cange était petit, mais fort bien constitué et d'une belle figure; le travail d'esprit et la marche, si prolongés qu'ils fussent, ne lui causaient aucune fatigue. Pour tout le reste il avait la modération de la sagesse, soutenue par une solide piété. Il mourut à Paris, âgé de 78 ans, le 23 octobre 1688. Il laissa quatre enfants, auxquels Louis XIV accorda une pension de 2,000 livres, en reconnaissance des travaux de leur père.

Tous ses ouvrages sont des chefs-d'œuvre de sagacité, d'érudition et de haute critique. Les principaux sont d'abord ses deux Glossaires : *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ latinitatis*, Paris, Billaine, 1678, 3 vol. in-fol., dont la 4e édition a été doublée par les bénédictins, qui l'ont portée à six volumes en 1733, puis y ont ajouté trois volumes de supplément; et *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ græcitatis*, Paris, 1688, 2 v. in-fol. — *Historia Byzantina duplici commentario illustrata, complectens familias Constantinopolitanas, imperatorum Constantinopolitanorum numismata et descriptionem urbis Constantinopolis*, Paris, 1680, in-fol. Ces deux ouvrages sont la clef de la Byzantine (*voy.*) à laquelle Du Cange a fourni les auteurs suivants : *Joannis Cinnami historiarum libri VI et Pauli Silentiarii descriptio S. Sophiæ, cum notis in Nicephorum Bryennium, Annam Comnenam et Cinnamum*, 1670 in-fol. — *Joannis Zonaræ Annales, cum notis*, 1687, in-fol. — *Chronicon Paschale sive Alexandrinum, cum notis*, 1688 in-fol. — *Cyrilli, Philoxeni, aliorumque veterum Glossaria latino-græca et græco-latina*, 1679, in-fol. — *Histoire de la conquête de Constantinople composée par Geoffroy de Ville-Hardouin, avec la suite composée par Philippe Mouskes*, 1657, in-fol. A ces deux derniers textes Du Cange a joint un récit complet de tout ce qui se rapporte au séjour des Français dans l'empire d'Orient et il a réuni cette seconde partie à la première sous le titre de : *Histoire de l'empire de Constantinople sous les empereurs françois.* — *Histoire de Saint-Louis IX du nom roy de France, écrite en françois par Jean sire de Joinville avec des observations*

et dissertations historiques, 1668 in-fol. Le *Traité historique du chef de Saint-Jean-Baptiste*, 1665, in-4°, n'est pas moins estimé, etc.

Mais ces livres imprimés ne forment guère que la moitié des œuvres complètes de Du Cange, qui a laissé en manuscrit une masse non moins imposante d'ouvrages conservés à la Bibliothèque du roi, et dont l'impression, plus d'une fois résolue, n'a pas encore été exécutée. Outre les plans de plusieurs travaux géographiques, historiques et généalogiques, accompagnés de leurs innombrables matériaux tout préparés, il se trouve des ouvrages entièrement achevés : tels qu'un volume intitulé *Gallia*, un autre, *Principautés d'outre-mer ou familles d'Orient*, une nouvelle édition de Ville-Hardouin entièrement remaniée, un grand nombre de lettres, de dissertations des plus variées sur les sujets les plus importants de l'histoire. — Il existe sur la vie et les travaux de Du Cange, un grand nombre d'écrits, parmi lesquels on cite avec raison la belle lettre latine écrite par Étienne Baluze à Eusèbe Renaudot après la mort de leur docte ami. Elle a été imprimée au commencement de la Chronique paschale et de l'édition du Glossaire de la basse-latinité des bénédictins. J.B.X.

DUCANGE (Victor-Henri-Joseph Brahain), né à La Haye en 1783, mais envoyé dès ses premières années à Paris, où il fit ses études, suivit d'abord la carrière des emplois, et fut jeté, en 1814, dans celle des lettres par la perte de sa place. Il avait alors 31 ans : il est mort à 50, et dans cet espace de 19 années, ce fécond écrivain a publié plus de 60 volumes de romans, et donné au théâtre une quarantaine d'ouvrages.

Ducange, il est vrai, abusa souvent de sa facilité, surtout dans le premier de ces genres; presque tous ses romans offrent de la gaîté, de l'imagination, des situations dramatiques, mais ils sont aussi d'une fatigante prolixité, et l'on voit trop que l'auteur les composait moins pour sa réputation que pour les exigences des libraires et des cabinets de lecture. *Léonide*, ou *la Vieille de Surène*, quoique trop diffuse encore, est la meilleure de ses compositions.

Deux d'entre elles, poursuivies sous la Restauration, l'une comme hostile aux congrégations religieuses, l'autre pour quelques lignes trop érotiques, attirèrent sur l'auteur des condamnations auxquelles il jugea à propos de se soustraire en se sauvant en Belgique. Plus tard cependant, il préféra acheter, par quelques mois de prison, son retour dans la capitale, où ses productions dramatiques lui valurent des succès moins périlleux et plus décidés.

On n'a point oublié ceux qu'obtinrent, quoique sur des scènes secondaires, les drames intéressants de *Calas*, de *Thérèse*, d'*Il y a* 16 *ans*, etc., et cette énergique leçon de morale qui a pour titre *Trente ans de la Vie d'un Joueur*. Victor Ducange fit bannir des théâtres du boulevard l'emphase, le style ampoulé, les plaisanteries triviales; et si une fin prématurée ne l'eût arrêté dans ses travaux, le drame moderne aurait pu lui assurer de nouveaux triomphes, même sur des scènes plus élevées. Il avait reçu une très bonne éducation, et était beaucoup plus instruit que ne l'exigeait le double genre de ses productions; mais il avait pensé, avec raison, que la *littérature facile* était aussi, de nos jours, la plus productive, surtout du vivant de l'écrivain. Il a peu joui de cet éphémère avantage, étant mort dans un âge peu avancé, le 15 octobre 1833. M. O.

DUCAS, famille byzantine dont le nom se rencontre souvent dans l'histoire du Bas-Empire, à partir surtout des empereurs de la dynastie macédonienne. Au IX^e^ siècle nous apparaissent deux Andronic Ducas; Constantin, fils du second, disputa la couronne à Constantin Porphyrogénète (*voy.*), en 912, et périt assassiné, ainsi que l'un de ses trois fils et son cousin Michel. L'histoire fait ensuite mention de plusieurs autres Ducas avant Constantin XI (ou X suivant d'autres chronologistes, *voy.* les articles Constantin), qui régna à Byzance de 1059 à 1067. Son fils Michel, encore en bas-âge à la mort de l'empereur, se vit frustré de la succession par Eudoxie, sa mère; et le fils de ce dernier, Constantin, après avoir été fiancé à la princesse Anne Comnène, mourut sans

arriver au trône. Il fut remplacé dans la maison de Comnène (*voy.*) par Nicéphore de Bryenne. Enfin ALEXIS V Murzuphle, empereur en 1204, JEAN Batatzès, qui régna avec plus de gloire que beaucoup de ses prédécesseurs, de 1221 à 1255, et son fils THÉODORE Lascaris II, continuateur de l'œuvre de son père jusqu'en 1259, appartenaient également à la famille de Ducas, dont le dernier rejeton, si l'on peut regarder comme certaine l'illustre origine qu'on prête à l'historien MICHEL Ducas (*voy.* l'art. suivant), fut témoin de la triste catastrophe de Constantinople. S.

DUCAS (MICHEL), historien grec issu d'une famille qui prétendait descendre des empereurs de ce nom, fut ministre de Dominique et de Nicolas Cataluso, seigneurs de l'île de Lesbos. Ce dernier (Nicolas) l'employa à différentes négociations auprès de Mahomet II, depuis la prise de Constantinople par les Othomans, le 29 mai 1453, jusqu'en 1462 où le sulthan, ne se contentant plus du tribut que lui payaient les princes de Lesbos, s'empara de cette île. Il paraît que Ducas se réfugia alors en Italie et que, dans sa vieillesse, il écrivit l'histoire qui nous est parvenue. Divisée en 45 sections ou chapitres, elle commence par un abrégé de chronologie universelle et ne devient détaillée et véritablement instructive qu'à partir du règne de Jean Cantacuzène; elle se termine brusquement, au milieu d'une phrase, par le récit de la prise de Lesbos en 1462, et il ne serait pas impossible qu'on trouvât un jour dans quelque bibliothèque la fin de l'ouvrage qui manque dans nos éditions. L'auteur est sujet à de fortes méprises relativement à l'histoire de l'Europe occidentale; on lui a reproché l'incorrection de son style; mais sans remédier entièrement à l'obscurité des historiens byzantins dans ce qui concerne les premières conquêtes des Turcs en Asie et même en Europe, Ducas n'en est pas moins un annaliste précieux pour les règnes de Jean Paléologue (1355-1391), de ses trois successeurs Manuel, Jean et Constantin (1391-1453), et pour l'histoire des îles de l'Archipel à la même époque. L'ouvrage de Ducas a été publié pour la première fois par Ismaël Boulliaud, Paris, 1649, in-fol., avec une version latine, des notes et une chronique grecque contenant la relation sommaire des événements qui se sont passés en Turquie jusqu'en 1523; ce volume a été reproduit à Venise en 1729. Dans la nouvelle édition des historiens byzantins qui paraît sous les auspices de l'Académie royale de Berlin, Ducas a été réimprimé à Bonn en 1834, in 8°, d'après une révision entreprise par M. Immanuel Bekker; ce savant helléniste y a ajouté une traduction italienne du texte grec, trouvée à Venise par M. Léopold Ranke et faite au XV^e^ siècle sur un manuscrit plus complet que celui dont s'est servi Boulliaud. Il existe aussi une traduction française de Ducas : elle est du président Cousin. H.

DUCASSE (JEAN-BAPTISTE), lieutenant général des armées navales, chevalier de Saint-Louis, naquit en Béarn, en 1649. Entré dans la marine à l'âge de 14 ans, il y développa de telles dispositions et une si grande aptitude, qu'il ne tarda pas à franchir les grades subalternes.

Au commencement de l'année 1678, la Compagnie française du Sénégal, s'apercevant que son commerce souffrait de l'établissement que les Hollandais avaient formé dans l'île d'Arguin, résolut de s'en emparer. Les directeurs de cette compagnie ayant proposé à Ducasse, déjà capitaine d'un bâtiment de commerce, de se mettre à la tête de l'expédition qu'ils projetaient contre cette île, il accepta. On mit en conséquence à sa disposition un vaisseau de 55 canons, et deux grandes flûtes, sur lesquelles on embarqua environ 500 hommes de troupes. Une première tentative échoua faute de munitions et de l'attirail nécessaire pour un siége. Il fallut rembarquer les troupes et aller se procurer au Sénégal ce dont on avait besoin. Dans l'intervalle, le gouverneur du fort avait appelé à sa défense les peuplades indigènes, et il répondit aux nouvelles sommations qui lui furent adressées qu'il ferait son devoir. Ducasse alors dresse, près d'un chemin couvert, deux batteries de 14 canons chacune, dont le feu est si vif et si bien dirigé, que bientôt la contrescarpe est

emportée ; deux jours après, la brèche est ouverte et une mine va dans peu faire sauter une partie du fort. Le gouverneur, effrayé d'un succès aussi rapide, demande à capituler, et Ducasse, après quelques jours de siége, prend possession du fort et de l'établissement d'Arguin, qui, plus tard, fut assuré à la France par le traité de Nimègue. La Compagnie du Sénégal, pour récompenser Ducasse de ce fait d'armes, le nomma l'un de ses directeurs.

En revenant en France, Ducasse eut connaissance d'une frégate hollandaise, qu'il chassa. Après l'avoir mise dans ses eaux, et l'avoir canonnée pendant quelque temps, il manœuvra pour l'aborder. Il sauta à bord suivi d'environ 20 hommes de son équipage; mais pendant que lui et ses gens faisaient des prodiges de valeur, les deux bâtiments, mal accrochés sans doute, se séparèrent. Cet événement ne déconcerta point Ducasse, et, redoublant au contraire de valeur, il parvint, malgré l'infériorité du nombre, à se rendre maître de la frégate ennemie. Quelques jours après il entra à La Rochelle avec sa prise.

La Compagnie du Sénégal chargea ensuite Ducasse d'une mission à Saint-Domingue, où il devait établir un comptoir pour la traite des noirs. Malgré les difficultés qu'il rencontra de la part des habitants du cap, il remplit parfaitement les vues de la Compagnie, qui le chargea aussitôt de conduire à Saint-Domingue le premier transport de nègres qu'elle y envoya. Deux voyages successifs qu'il y fit en moins de deux ans furent tellement fructueux pour la Compagnie et avantageux pour lui, qu'il se vit en état de quitter la carrière du commerce.

Son ambition se tourna dès lors vers la marine militaire. Le bruit de ses exploits était parvenu à la cour, et Louis XIV ne fit aucune difficulté de l'admettre dans le corps de la marine royale. Ducasse y parvint en peu de temps au grade de capitaine de vaisseau.

En 1691, il fut nommé gouverneur de Saint-Domingue. Il trouva cette colonie bien déchue de l'état brillant dans lequel il l'avait vue quelques années auparavant. Elle était sans fortifications, sans munitions, sans vaisseaux. Les flibustiers, si longtemps la terreur de l'Amérique, avaient presque tous péri, ou étaient tombés entre les mains des Anglais. Ceux-ci, conjointement avec les Espagnols, leurs alliés, menaçaient la colonie, et les habitants, au lieu de se réunir contre leurs ennemis communs, étaient divisés entre eux. Ducasse prit des mesures si énergiques, que bientôt il parvint à remédier à tous ces maux. Il fit une descente sur les côtes de la Jamaïque, y causa des dégâts considérables, et rentra à Saint-Domingue avec un immense butin, qui contribua à ramener l'abondance dans la colonie. Mais, quelques mois après, les Espagnols et les Anglais se présentèrent devant Saint-Domingue avec des forces bien supérieures à celles de Ducasse. Malgré la résistance qu'il leur opposa, ils parvinrent à s'emparer du cap, ainsi que des postes principaux de la colonie; mais les pertes qu'ils éprouvèrent dans les divers engagements que Ducasse soutint contre leurs troupes et la mésintelligence qui se mit entre eux, les forcèrent à abandonner leurs conquêtes et à se rembarquer.

Toutes les tentatives que firent encore les Anglais contre cette colonie échouèrent, et la paix conclue à Ryswick, en 1698, vint mettre un terme aux calamités dont elle était affligée. Ducasse alors s'occupa des moyens de remédier à l'état misérable dans lequel Saint-Domingue était réduit, et bientôt cette intéressante colonie vit renaître pour elle des jours plus prospères : l'abondance s'y rétablit, la culture reprit une activité inaccoutumée, et, par le zèle éclairé de son gouverneur, elle récupéra le rang qu'elle tenait jadis dans les Antilles.

Au commencement de l'année 1700, Ducasse fut appelé en Europe : le roi le chargea d'une mission en Espagne, qui avait pour objet de régler plusieurs affaires relatives aux possessions des deux couronnes dans les Indes.

Bientôt la guerre de la Succession vint fournir à Ducasse une nouvelle occasion de se signaler. Chargé d'aller secourir Carthagène, menacé par les Anglais, il sortit de Brest au mois de juillet 1702, et se dirigea d'abord sur Saint-Domingue. Après y avoir passé quelques jours,

il faisait route pour se rendre à Carthagène, lorsque, le 19 août, se trouvant dans l'ouest de Sainte-Marthe et longeant le continent, il eut connaissance d'une escadre anglaise. C'était celle aux ordres de l'amiral Benbow, forte de sept vaisseaux, dont un de 70 canons, un de 64, un de 54 et quatre de 48. Celle de Ducasse se composait de quatre vaisseaux de 60 à 70 canons, d'un transport hollandais armé de 40 bouches à feu, et de plusieurs transports chargés de munitions. Le combat s'engagea à quatre heures et dura jusqu'à la nuit. Ce premier engagement fut tout à l'avantage de Ducasse; il continua sa route, faiblement attaqué par l'escadre anglaise, et il se tira aussi avec succès des combats qui se succédèrent pendant plusieurs jours.

En 1703, Ducasse fut remplacé dans le gouvernement de Saint-Domingue et nommé chef d'escadre. Il montait en cette qualité le vaisseau *l'Intrépide*, dans l'armée navale aux ordres du comte de Toulouse, lors du combat de Malaga (juillet 1704).

Élevé au grade de lieutenant général, Ducasse commandait l'armée navale qui, en 1714, fut chargée de bloquer Barcelone, tandis que le maréchal de Berwick l'assiégeait par terre. Mais ses infirmités, suites de ses longs et nombreux services, le forcèrent de se démettre de ce commandement avant la fin de la campagne. Il fut remplacé par le bailli de Belle-Fontaine.

A son retour en France, il se retira à Bourbon-l'Archambault, où il mourut au mois de juillet 1715. J. F. G. H-N.

DUCAT. La monnaie de ce nom a presque toujours été en or, cependant il y a eu, en France et en Espagne, des ducats en argent, comme il y en a aujourd'hui en platine dans l'empire de Russie. On fait découler l'origine et le nom des ducats de Longin, duc (*duca*) de Ravenne au VI^e^ siècle; d'autres attribuent les premiers ducats à Roger II, duc d'Apulie, qui fit frapper en 1140 des monnaies d'or à l'effigie du Christ avec cette légende: *Sit tibi, Christe, datus, quem tu regis, iste ducatus.* Leur utilité comme valeur échangeable ayant été reconnue, les Vénitiens adoptèrent les ducats, en 1280, et leur exemple fut suivi bientôt après par les Génois et par plusieurs autres états commerçants. Les ducats furent aussi introduits en Hongrie, ce qui fut cause que pendant longtemps, en Italie, alors l'entrepôt du commerce du monde, on appela *ongri* toutes les monnaies d'or étrangères. Ils ne se répandirent en Allemagne que plus tard. La Bulle d'or de Charles IV autorisa bien chaque état de l'Empire à frapper des monnaies d'or avec des signes de son choix, mais ce ne furent que des florins d'or. Au milieu du XVI^e^ siècle, des ordonnances particulières accordèrent le droit de frapper des ducats à ceux des États qui possédaient des mines d'or: aussi fut-ce, à dater de cette époque, pour tous les princes qui étaient en droit de frapper monnaie pour leur compte, comme une affaire d'amour-propre d'avoir des ducats à leurs armes. D'après ce qui fut réglé en 1559, le pied monétaire du ducat d'or devait être de 23 carats 8 grains; 67 pièces devaient faire le marc brut de Cologne. Mais, depuis, cette valeur a bien varié. Aujourd'hui les ducats les plus répandus sont ceux de Hollande portant l'emblème connu du chevalier armé de pied en cap, emblème qui pendant peu de temps fut remplacé par l'effigie du roi Louis de Hollande.

On pourait considérer et on considère en effet les ducats comme une sorte de marchandise, car leur valeur dépend de leur poids, c'est-à-dire de leur bonne ou mauvaise conservation: aussi les pèse-t-on généralement. Un ducat neuf vaut 11 fr., 90 centimes; usé ou rogné, sa valeur est moindre. Le crédit dont cette monnaie jouit partout depuis si longtemps est cause qu'elle a été contrefaite en divers pays, avec une légère marque peu sensible: c'est ainsi que les ducats frappés à Varsovie pendant la révolution polonaise et les autres pièces d'or, ne diffèrent des ducats hollandais que par l'aigle polonaise à peine indiquée en haut du côté de l'effigie. Les ducats de Hollande furent souvent aussi contrefaits en plomb par les faux monnayeurs et d'une manière très frappante quant au poids et au son, entre autres dans le canton des

Grisons. Parmi les ducats de Saxe, les plus connus sont ceux *de Sophie*, autrement dits *de la Trinité*, que la pieuse électrice Sophie, épouse de Chrétien I^er^, fit frapper en 1616 en commémoration du jour de naissance de son fils aîné Jean-George I^er^. A cause de leur légende allemande sur le revers : « Heureux celui qui trouve des sujets de joie dans ses enfants, » ils furent souvent recherchés, même à l'étranger, pour être donnés comme cadeau en mémoire du baptême d'un enfant ou dans d'autres occasions semblables et imités d'après l'original devenu fort rare. On attacha longtemps un grand prix aux *ducats* dits *corvins*, frappés sous le roi de Hongrie Mathias Hunniade, de 1457 à 1485. Ils représentent, du côté de l'effigie, Saint-Ladislas ayant dans sa droite sa hache d'armes, et ordinairement dans sa gauche un globe impérial avec la légende : *Ladislaus rex;* sur le revers, des armoiries, dont un champ représente le symbole des Corvins (*corvus*, corvinus), un corbeau avec un anneau dans le bec, et avec cette légende : *Mathias D. G. rex Hungariæ.* Ces ducats, selon les croyances des anciens temps, avaient une vertu d'amulette, et opéraient d'une manière favorable dans certaines maladies, surtout dans celles des femmes en couches et des enfants. Les ducats *du cerf* et les ducats *du sanglier* sont les prix de chasse que le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt fit frapper à l'occasion d'une fête de chasse donnée en 1740. Sur les premiers on a représenté un cerf et sur les derniers un sanglier.

Le *ducaton* était, en Espagne, en Hollande, etc., une monnaie en argent qui formait une subdivision du véritable ducat. Il y avait cependant aussi des ducatons en or, comme ceux qu'on appelait aussi *Ruyder* en Hollande. *C. L.*

DU CERCEAU, *voy.* CERCEAU.

DU CHATEL (TANNEGUI), ou *Du Chastel*, issu d'une maison ancienne de Bretagne, se fit un grand nom, sous le règne de Charles VI, comme prévôt de Paris et comme l'un des chefs du parti des Armagnacs (*voy.*). Serviteur fidèle de Charles VII qu'il avait défendu au péril de sa vie pendant les massacres de Paris, il fut pourtant sacrifié par ce roi au connétable de Richemond. Charles VII le nomma en 1443 grand-maréchal de Provence, et en 1449, il l'envoya en ambassade à Rome. Peu après ce voyage, Tannegui Duchâtel mourut. — Son neveu du même nom se distingua sous les règnes suivants, et la même famille produisit encore plusieurs autres personnages distingués. X.

DUCHATEL (PIERRE), mort évêque d'Orléans et grand-aumônier de France en 1552, est plus connu sous le nom de *Castellanus*, qu'il honora par son érudition, la grâce de son esprit et par une sincère tolérance qui le rendit suspect d'hérésie.

Après avoir été correcteur d'imprimerie chez Frobenius à Bâle, il étudia le droit sous Alciat, à Bourges, et fit ensuite de grands voyages en Italie et en Orient. Son séjour à Rome lui donna de l'éloignement pour la cour papale, et ce sentiment ne s'effaça pas en lui jusqu'à sa mort. Devenu lecteur de François I^er^, il plut à ce roi ami des lettres par sa conversation à la fois instructive et amusante. La faveur dont il jouissait, jointe à un mérite réel très éminent, le fit nommer successivement évêque de Tulle en 1539, de Mâcon en 1544, et d'Orléans en 1551. Il ne laissa d'écrits que deux oraisons funèbres de son protecteur et le récit intitulé *Trépas, Obsèques et Enterrement de François I^er^*. La vie de Duchâtel, écrite par Galland, fut publiée en 1674 par Baluze. X.

DUCHATEL, nom d'une famille noble de Normandie dont plusieurs membres se sont distingués ou se distinguent encore parmi nos contemporains.

CHARLES-JACQUES-NICOLAS, aujourd'hui comte Duchâtel, pair de France, grand-croix de la Légion-d'Honneur, né en Normandie le 29 mai 1751, entra d'abord dans la carrière des finances, et il était à Bordeaux directeur de l'enregistrement et des domaines lorsque la révolution de 1789 éclata. Comme ancien noble, il eut beaucoup à en souffrir; cependant, après une courte incarcération, on le relâcha, et il ne sortit de la retraite où il s'ensevelit alors que pour se charger des fonctions d'administra-

teur du département de la Gironde qu'on lui imposa. En septembre 1795, le même département l'envoya à Paris pour le représenter au conseil des Cinq-Cents, et, à l'expiration de son mandat, M. Duchâtel reprit la direction des domaines et de l'enregistrement. Napoléon l'appela en 1801 au conseil d'état qu'il venait de créer, et bientôt le nomma directeur-général de l'administration dans laquelle M. Duchâtel avait déjà rendu des services signalés. Il resta dans cette haute position pendant toute la durée de l'empire. Sa femme, fille du sénateur comte Papin et très distinguée par sa beauté, devint dame du palais de l'impératrice Joséphine et ensuite de Marie-Louise; elle fut l'objet d'une attention toute particulière de la part de l'empereur qui, en 1808, créa comté M. Duchâtel, déjà commandeur de la Légion-d'Honneur depuis 1804. L'année 1814 vint mettre fin à cette brillante situation : sous les Bourbons, le comte Duchâtel fut rayé de la liste des conseillers d'état et remplacé comme directeur général de l'enregistrement. Cependant en 1828 on lui conféra le titre de conseiller d'état honoraire, après son entrée à la Chambre des députés où l'avait envoyé (novembre 1827) le grand collége de la Charente-Inférieure et où il siégea au centre gauche.

En 1833 (ordonnance du 25 janvier), il fut nommé pair de France, et il paraît jouir d'une haute faveur près du roi actuel, à qui, malgré son âge, il rend souvent visite.

Son fils Charles-Marie-Tannegui Duchâtel, membre du conseil général de la Charente-Inférieure, député de l'arrondissement de Jonzac, et deux fois déjà ministre des finances, naquit à Paris, le 19 février 1803. Après avoir terminé au collége Louis-le-Grand des études dont les succès furent régulièrement constatés chaque année par les triomphes qu'il remporta, le jeune Tannegui Duchâtel s'inscrivit sur les registres de la faculté de droit de Paris, et, reçu licencié en 1823, il fit son stage près la Cour royale de cette ville; mais il ne se chargea jamais d'aucune cause. Avant son apparition sur la scène politique, et jusqu'en 1830, il prit une part active à la rédaction du *Globe*, surtout pour l'économie politique et les finances; il fournit à ce journal, qui a fait école, bon nombre d'articles très remarquables sur les théories des économistes, et notamment de Malthus (*voy.*). Il figura aussi au nombre des rédacteurs de la *Revue française*.

En août 1830, à peine âgé de 27 ans, il fut admis à siéger au conseil d'état et attaché à son comité des finances; en mars 1831, M. le baron Louis, alors chargé de ce département, se fit seconder par lui dans la préparation et la discussion des lois de comptes et de budgets. Bientôt M. Duchâtel, en sa qualité de commissaire du Roi, eut occasion de prendre plusieurs fois la parole à la chambre; mais ce fut dans la discussion de l'amortissement qu'il remporta, dans cette assemblée, un premier triomphe, gage de tous ceux qui devaient, dans la suite, signaler sa carrière législative. Lors de la formation du ministère du 11 octobre 1832, époque à laquelle le baron Louis quitta les affaires, M. Duchâtel cessa de prendre part aux travaux du ministère des finances; mais au mois de mars 1833, il devint membre de la Chambre des députés, ayant été élu, à l'âge de 30 ans à peine révolus, dans l'arrondissement de Jonzac, département de la Charente-Inférieure. Une année seulement s'était écoulée depuis son élection, lorsqu'à la suite de la discussion du projet de loi sur la dette américaine, à laquelle il avait pris part pour défendre ce projet, et au moment où MM. de Broglie, d'Argout et Barthe abandonnèrent leurs portefeuilles, il fut appelé par ordonnance royale du 3 avril 1834, au ministère du commerce, occupé avant lui par M. Thiers, qui se chargea alors du portefeuille de l'intérieur. L'amiral Roussin et M. Persil étaient appelés avec lui dans ce cabinet où MM. Guizot, Humann, de Rigny, continuaient de siéger sous la présidence du maréchal Soult. M. Duchâtel fut immédiatement réélu député, et aux grandes élections du mois de juin de la même année, les votes du collége de Jonzac et de celui de Marennes se réu-

nirent sur lui. Lors du ministère dit *des trois jours*, M. Duchâtel céda, le 10 novembre, son portefeuille à M. Teste, sur lequel il le reconquit le quatrième jour. Toujours continué dans la députation par les électeurs de Jonzac, il opta définitivement pour leur arrondissement. La crise ministérielle qui porta M. le duc de Broglie à la présidence du conseil (12 mars 1835) laissa M. Duchâtel à l'hôtel du commerce; mais le 22 février 1836, il y fut remplacé par M. Passy. Cependant l'estime et l'attachement qu'il avait su inspirer à M. Guizot le firent entrer le 6 septembre de la même année au département des finances, ce qui nécessita encore une fois le renouvellement de son mandat. Il l'obtint le 14 octobre suivant, et le télégraphe l'annonça en même temps que la réélection de M. Guizot (*voy.*).

M. Duchâtel n'a jamais cessé d'appartenir à cette opinion de la Chambre des députés qu'on appelle l'école *doctrinaire* (*voy.*); fidèle à ses principes que nous n'avons pas à juger ici, il n'a jamais fait à l'intérêt le sacrifice de ses convictions et de sa conscience. Dès son entrée aux affaires, il s'est hâté de formuler, avec une netteté sur laquelle il n'y avait pas à se méprendre, son opinion, ses désirs, ses espérances, ainsi que les moyens qu'il était disposé à employer, pour arriver à leur réalisation; et toutes les fois que les circonstances vinrent y mettre obstacle, ou que d'autres idées prévalurent, il se hâta de déposer son portefeuille et de reprendre avec simplicité sa place parmi ses collègues et ses amis politiques.

En 1829, l'Académie Française avait mis au concours, pour les prix extraordinaires de la fondation Monthyon, cette question : *Considérer la charité dans ses rapports avec l'économie sociale*. M. Duchâtel, trouvant dans cette circonstance l'occasion de traiter, d'une manière large et complète, un sujet qui correspondait pour lui à d'anciennes études, se mit sur les rangs et rédigea le traité *De la charité dans ses rapports avec l'état moral et le bien-être des classes inférieures de la société*. Dans son avant-propos l'auteur, qui ne fut point couronné, confesse lui-même ce petit échec. Cependant M. Duchâtel avait franchement abordé son sujet et traité avec talent beaucoup de questions capitales de l'économie politique qui s'y rattachaient. Sur la plupart de ces questions, telles que la population, le salaire, la formation des capitaux, la misère et ses causes, etc., il est de l'avis de Malthus, et l'on serait quelquefois tenté de l'accuser d'emprunts trop fidèles, si la vigueur de son pinceau, l'heureuse clarté de sa méthode, la manière vive et piquante dont il détermine les solutions de ses problèmes économiques, ne donnaient à son ouvrage un caractère original qu'il est impossible de méconnaître. On tombera d'accord avec M. Duchâtel sur bien des points et l'on aimera à le voir combattre le préjugé qui lutte encore quelquefois contre l'emploi des machines, celui qui attribue la misère des masses à l'inégalité de la fortune, et d'autres semblables. *Travail, économie, prudence dans le mariage*, telle est, en dernière analyse, la triple panacée qu'il offre aux pauvres, pour les tirer de la misère; mais nous craignons bien que ce remède ne produise pas toujours tous les résultats qu'il en promet; car un travail ingrat, comme celui qu'il est obligé de subir dans l'organisation actuelle de l'industrie, ne mettra pas le pauvre en position de faire des économies, et la prudence dans le mariage, en le dispensant, contre le vœu de la nature, de nourrir des enfants, ne lui donnera pas toujours le pain noir qui souvent manque à son repas.

M. Duchâtel proscrit l'exercice de la charité comme mode d'action générale et nie sa valeur providentielle sur les masses souffrantes; il pense cependant que dans certains cas, comme dans les disettes et interruptions de travail, le gouvernement peut, sans danger, exercer sa bienfaisance, pourvu qu'elle ne soit pas prévue par les personnes auxquelles ses secours s'adressent et que cette confiance éloignerait du travail. Dans tous les cas, il appelle les bienfaits du gouvernement sur les malheureux qui, victimes d'accidents de force majeure, se trouvent dans l'impossibilité de subvenir par eux-mêmes à leurs besoins.

Nous voudrions pouvoir suivre M. Du-

châtel dans ses intéressantes discussions sur la mendicité, les secours publics en France, la charité privée et ses divers modes, la prudence dans les classes inférieures de la société, l'accord des lois de l'économie politique avec la morale et l'avenir que les progrès de la civilisation préparent aux classes laborieuses; mais notre cadre ne nous permet pas une analyse plus détaillée.

Tel est l'économiste: passons maintenant aux travaux qui placent M. Duchâtel en première ligne parmi les administrateurs de cette époque.

Depuis le 17 mai 1826, aucune loi n'avait été rendue sur les douanes, bien que les dispositions législatives qui règlent l'entrée et la sortie des produits bruts ou fabriqués soient de leur nature et par leur objet essentiellement variables, en raison de la mobilité et des continuelles oscillations du commerce. Aussi le besoin de modifier les lois en vigueur, de les étendre ou de les restreindre sur plusieurs points, se faisait-il généralement sentir. A diverses reprises, le vœu public avait fixé l'attention du gouvernement sur cet objet important, et déjà plusieurs projets avaient été présentés aux Chambres pour apporter au tarif les modifications devenues nécessaires. Le 21 mai 1829, M. le comte de Saint-Cricq, alors ministre du commerce, avait proposé un projet de loi de douanes; le 17 décembre 1831, M. d'Argout, ministre du commerce et des travaux publics, en proposa un second, qui eut pour rapporteur à la chambre, le 26 mars 1832, M. Meynard. A son tour, M. Thiers y apporta le sien, le 5 décembre de la même année, et eut pour rapporteur M. de Saint-Cricq, le 3 avril 1833; puis un nouveau projet, le 3 février 1834, sur lequel un rapport fut fait par M. Meynard, un peu avant la clôture de la session de 1834. De ces quatre projets non-seulement aucun n'obtint la sanction législative, mais les honneurs de la discussion leur furent refusés. Cependant comme il était impossible, à moins de vouloir s'exposer aux plus graves inconvénients, de demeurer huit ou dix ans sans toucher à nos lois de douanes et à leur tarif, comme il y avait urgence à entreprendre des réformes au moins provisoires, des ordonnances royales avaient successivement réglé la matière, en vertu de la loi du 17 septembre 1814, qui accorde au chef de l'état le droit d'y pourvoir. Tel est aussi l'esprit dans lequel furent rendues les ordonnances des 13 décembre 1829, 13 mai 1831, 16 juin 1832, 29 juin et 15 octobre 1833, 2 juin et 8 juillet 1834. Parmi ces ordonnances, les deux dernières surtout étaient remarquables par l'étendue de leurs dispositions, dont les unes réduisaient beaucoup de droits à l'importation et dont les autres substituaient des droits d'entrée à des prohibitions jusqu'alors absolues.

Ces innovations passèrent sans réclamations, car l'opinion publique les avait provoquées; mais il était indispensable de les réunir et de les fondre dans un nouveau projet de loi de douanes. Pour arriver à ce résultat, M. Duchâtel résolut une enquête, et, par une circulaire, à la date du 20 septembre 1834, adressée aux membres des chambres de commerce et consultatives des arts et manufactures, il appela tous les intéressés à l'éclairer dans l'élaboration de cette loi. Alors s'ouvre en octobre 1834, au conseil supérieur du commerce réuni sous la présidence du ministre, une enquête comme on n'en avait jamais vu; ses opérations se poursuivent publiquement et avec le cortége des formes les plus solennelles. Chaque jour la presse reproduit ses travaux, les commente et les fait rapidement circuler d'un bout de la France à l'autre; partout cette immense opération provoque l'examen, et, en 1836, la section de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut met au concours la question suivante : « *Lorsqu'une nation se propose d'établir la liberté du commerce ou de modifier sa législation sur les douanes, quels sont les faits qu'elle doit prendre en considération, pour concilier, de la manière la plus équitable, les intérêts des producteurs nationaux et ceux de la masse des consommateurs?* » L'enquête sur la loi qu'elle était destinée à fonder renfermait huit principales questions à résoudre : celles des fers et fontes, des houilles, des bestiaux, des salpêtres,

des poteries, des verreries, du plaqué et des tissus de laine et de coton. Pour les quatre premières on demandait des réductions de droits; et quant aux autres on posait la question de savoir si des droits seraient substitués aux prohibitions actuelles (*voy.* ENQUÊTE COMMERCIALE). « Les faits, avait dit M. Duchâtel, dans « sa circulaire du 20 septembre 1834; « les faits sont, en matières commerciales, « la base de toute détermination sage et « prudente. Ils montrent dans quelles li- « mites et avec quels ménagements l'ap- « plication des principes est praticable. En « déterminant les faits avec précision et « vérité, on parvient à affaiblir bien des « préventions erronées et à triompher « de préjugés qui, pour se décorer du « nom de *principes*, n'en sont pas moins « souvent en opposition avec une con- « naissance exacte des choses. » Et plus loin : « Le projet d'enquête ne doit alar- « mer aucun intérêt. Je n'ai pas besoin « de dire qu'il ne peut entrer dans les « intentions de personne et surtout du « gouvernement de porter, par de brus- « ques changements, la perturbation dans « les intérêts matériels. Ce que le pays « demande au gouvernement, ce que le « gouvernement désire comme le pays, « ce sont des *améliorations progressives* « *et calculées avec prudence*, qui pla- « cent tous les intérêts dans des condi- « tions meilleures, de façon que chacun « trouve sa prospérité particulière dans « la prospérité générale. »

L'enquête commerciale a été imprimée; elle se divise en trois gros volumes : le premier comprend les *fers* et *fontes*, les *houilles*, *bestiaux*, *salpêtres*; le deuxième traite des *poteries*, *plaqués* et *verreries*; enfin, le troisième est consacré aux *fils* et *tissus de laine* et *de coton*. La loi que ce travail avait pour but de préparer, et dont le rapport présenté aux Chambres quelques jours avant la fin de la session de 1835 ne put être discuté alors, n'a été rendue qu'au mois de juillet 1836.

Comme membre du cabinet du 6 septembre 1836, M. Duchâtel proposa des plans de finances très importants tendant à créer tout un système de travaux publics, en prenant sur la réserve de l'amortissement les fonds nécessaires pour subvenir aux dépenses et sans les imputer au budget ordinaire; plans gigantesques, combinés avec beaucoup d'habileté, et qui furent adoptés par les chambres. Mais des discussions d'un intérêt secondaire amenèrent la dislocation d'un cabinet mieux constitué peut-être pour l'administration que pour la discussion*; M. de Gasparin ayant offert sa démission de ministre de l'intérieur, M. Guizot, dans la part d'influence duquel son département était compris, demanda à le remplacer et ne put faire agréer cette demande à M. le comte Molé, président du conseil. Le ministère du 6 septembre fut donc dissous, et le 15 avril 1837 il s'en forma un autre dans lequel MM. Guizot, Duchâtel, de Gasparin et Persil n'étaient plus compris.

En terminant cette notice, nous dirons un mot des excellents *Documens historiques sur la France*, publiés pour la première fois, en 1834, par M. Duchâtel, ministre du commerce, en un beau volume in-fol., dans le but de fournir à la science de l'économie politique, encore si incertaine, tous les renseignements, toutes les notions dont elle a besoin et qui seules peuvent lui offrir une base un peu solide. M. Duchâtel connaissait toutes les difficultés d'un tel travail, dont certaines parties avaient à peine été ébauchées jusque-là, et dans lequel on avait à lutter avec l'incurie des employés, l'inefficacité des mesures et l'incertitude d'un grand nombre de données fournies par les bureaux des administrations locales. Le ministre s'adressa à la Chambre des députés qui lui accorda sur le budget de 1835 les fonds nécessaires; puis il s'entoura d'une commission composée d'hommes éclairés, et bientôt il put soumettre au roi son rapport, à la suite duquel fut imprimée la première partie de ses immenses recherches que des publications subséquentes devaient compléter, et, s'il y avait lieu, rectifier ou étendre. Les documents fournis cette fois sont répartis entre quatorze sections comprises sous les titres suivants : territoire, population, agri-

(*) *Voir* les explications remarquables données par le *Journal des Débats* dans son numéro du 24 avril dernier.

culture, mines, industrie, commerce, navigation, colonies, administration centrale, finances, forces militaires, marine, justice, instruction publique. M. Duchâtel a ainsi commencé à élever à la civilisation de la France un monument très significatif, qui attend de lui ses développements ultérieurs et son couronnement final.

M. Napoléon Duchâtel, frère de l'ancien ministre, est son collègue à la Chambre des députés et dans la députation de la Charente-Inférieure. Il a été élu en 1834, par le collége d'arrondissement de Marennes dont les suffrages s'étaient d'abord portés sur son frère. Il est en outre capitaine d'état-major et maître des requêtes au conseil d'état. E. P-c-t et S.

DU CHATELET (Gabrielle-Émilie le Tonnellier de Breteuil, marquise) était fille du baron de Breteuil, *introducteur des ambassadeurs*. Née à Paris, en 1706, elle montra dès l'enfance une aptitude extraordinaire pour les sciences. A l'âge de sept ans, elle savait déjà plusieurs langues; bientôt après, elle cultiva les mathématiques et la philosophie; et, par une circonstance très heureuse, elle cultiva les unes avec le géomètre Clairaut et l'autre avec Voltaire qui demeura longtemps avec elle, à son château de Cirey.

Elle inspira à Voltaire le goût des mathématiques et de la physique, et Voltaire la perfectionna dans ses études littéraires et historiques. C'est près d'elle qu'il composa ses plus belles tragédies, *Mérope*, *Alzire*, *Mahomet*, et sa belle épître sur les découvertes de Newton.

Émilie de Breteuil épousa très jeune encore le marquis Du Chastelet-Lomont, appartenant à une famille distinguée de Lorraine et qui était lieutenant général. Mais son mariage bientôt suivi d'une grossesse ne la détourna pas de l'étude. Pour son coup d'essai, madame Du Châtelet publia une explication de la philosophie de Leibnitz, sous le titre d'*Institutions de physique*; et, comme dit Voltaire, après avoir eu le courage d'embellir Leibnitz, elle eut celui de l'abandonner.

En 1738, madame Du Châtelet concourut avec Voltaire pour le prix de l'Académie des sciences sur la nature et la propagation du feu. Le prix fut remporté par Léonard Euler, qu'on regardait dès lors comme un des premiers géomètres de l'Europe; mais on remarque dans la pièce de madame Du Châtelet l'idée que la lumière et la chaleur ont pour cause un même élément, lumineux lorsqu'il se meut en ligne droite, échauffant quand ses particules ont un mouvement irrégulier.

On trouve aussi dans la même pièce l'opinion que les rayons différemment colorés ne donnent pas un égal degré de chaleur, ce que, depuis, Landriani et l'abbé Rochon ont prouvé par des expériences suivies. Madame Du Châtelet admettait aussi l'existence d'un feu central; opinion que beaucoup de physiciens ont mieux aimé admettre qu'examiner, mais que Fourier a réduite à sa juste valeur, en prouvant que la chaleur primitive du globe ne cause plus d'effet sensible à sa surface.

L'ouvrage qui pendant dix ans occupa la marquise Du Châtelet, était la traduction des *Principes mathématiques* de Newton. Elle était secondée dans ce travail long et difficile par un géomètre du premier ordre, l'illustre Clairaut. Elle y mettait la dernière main, quand elle mourut le 10 août 1749, à la suite d'une couche, étant âgée de 43 ans. Cette traduction n'a paru qu'en 1759 avec un commentaire de Clairaut.

Voici le portrait que Voltaire a tracé de son amie. « Jamais femme ne fut si savante qu'elle, et jamais personne ne mérita moins qu'on dît d'elle : C'est une femme savante. Le mot propre, la précision, la justesse et la force étaient le caractère de son éloquence. Elle eût plutôt écrit comme Pascal et Nicole que comme M^me^ de Sévigné; mais cette fermeté sévère et cette trempe vigoureuse de son esprit ne la rendaient pas inaccessible aux beautés de sentiment. Les charmes de la poésie et de l'éloquence la pénétraient, et jamais oreille ne fut plus sensible à l'harmonie.

« Malgré tant de travaux, elle se livrait au plus grand monde comme à l'étude. Tout ce qui occupe la société était de son ressort, hors la médisance. Jamais on ne l'entendit relever un ridicule; elle n'a-

vait ni le temps ni la volonté de s'en apercevoir. »

Dans un ouvrage posthume de Mme du Châtelet, le *Traité du bonheur*, on trouve cette phrase singulière : *Si j'allais à Rome, ce serait pour demander au pape des tentations, et non des indulgences.*

Voltaire a écrit une notice charmante sur Mme Du Châtelet, et a consacré à sa mémoire ce joli quatrain :

L'univers a perdu la sublime Émilie;
Elle aima les plaisirs, les arts, la vérité.
Les dieux, en lui donnant leur âme et leur génie,
N'avaient gardé pour eux que l'immortalité.

Voy. Saint-Lambert. F-le.

DUCHÉ DE VANCY (Joseph François), né à Paris en 1668, était fils d'un gentilhomme ordinaire de la chambre du roi. Quelques vers religieux le firent connaître de Mme de Maintenon, et lui valurent la bienveillance de cette puissante protectrice. Après la mort de Racine, elle fit de Duché le poète de la maison de Saint-Cyr, pour laquelle il composa, outre un recueil d'hymnes et de cantiques, trois tragédies tirées de l'Écriture-Sainte.

Sans doute, il y avait loin d'*Athalie*, et même d'*Esther*, aux pièces bibliques de Duché, *Débora*, *Jonathas* et *Absalon;* toutefois le dernier au moins de ces ouvrages n'était pas sans intérêt et sans mérite de style. Plus tard il parut avec succès sur la scène française, et La Harpe le place au-dessus des tragédies de Campistron.

Duché a composé aussi plusieurs opéras parmi lesquels on distingua celui d'*Iphigénie en Tauride*, dans lequel Voltaire, juge très compétent, reconnaissait de la force et de la poésie. Ce fut, dit-on, en expiation de ces productions profanes que l'auteur fit paraître plus tard un *Recueil d'histoires édifiantes*, dont Collet a donné une édition imprimée en 1767.

Duché avait un caractère estimable, une humeur douce et paisible, et, quoique ami intime de J.-B. Rousseau, il ne se permettait jamais aucune épigramme. Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il eût sans doute mérité plus tard d'entrer à l'Académie Française; mais arrêté trop tôt dans ses travaux littéraires, il mourut en 1704, n'ayant encore que 37 ans. M. O.

DUCHÉ-PAIRIE, *v.* Duc et Pairie.

DUCHÈNE (le père), *voy.* Hébert.

DUCHESNE (André), surnommé *le père de l'histoire de France*, naquit à l'Ile-Bouchard, en Touraine, dans l'année 1584. Il commença ses études à Loudun et les acheva à Paris, sous Jules-César Boulanger que différents traités curieux ont placé au rang des érudits. Le jeune Duchesne s'adonna à l'étude de l'histoire et de la géographie et acquit bientôt des connaissances profondes dans ces deux sciences. A l'âge de 18 ans, il dédia à son maître Boulanger un opuscule intitulé *Egrégiarum seu electarum lectionum et antiquitatum liber;* à 21 ans, il composa pour la jeune personne qu'il recherchait en mariage, et qu'il épousa trois ans après, un ouvrage sous le titre de *Figures mystiques du riche et précieux cabinet des dames.* Il traduisit en français les satires de Juvénal qu'il accompagna de notes. Son zèle pour l'étude, ses travaux et ses connaissances variées lui firent des protecteurs. Le cardinal de Richelieu, né à peu près dans le même pays que Duchesne, l'appelait son bon voisin et lui témoignait beaucoup d'estime. La vie modeste et laborieuse de notre savant n'offre rien de remarquable que sa fin; elle fut trop courte, mais elle fut si bien remplie qu'elle suffit pour illustrer sa mémoire. Il n'eut de son mariage qu'un fils qui cultiva le genre de l'histoire avec autant de zèle, mais avec moins de succès et de réputation que son père.

C'est par ses travaux historiques qu'André Duchesne s'est surtout rendu célèbre. Nous ne citerons ici que les principaux : *Les antiquités et recherches des villes, châteaux*, etc., *de toute la France*, souvent réimprimées; l'*Histoire d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande*, réimprimée avec des augmentations, puis continuée jusqu'en 1640; l'*Histoire des rois, ducs et comtes de Bourgogne*, 1634, 2 vol. in-fol.; *Historiæ Normanorum scriptores antiqui*, 1619, in-fol., ouvrage rare et curieux qui a été réimprimé dans la collection des historiens de France; *Historiæ Francorum scriptores*, re-

cueil en 5 vol. in-fol. (1636-49) qui s'étend depuis l'origine de la nation française jusqu'à Philippe IV, dit le Bel. Ce fut pendant l'impression du 3e vol. de ce recueil que mourut André Duchesne, écrasé par une charrette, en allant de Paris à sa maison de campagne de Verrière, en 1640. Duchesne publia un grand nombre d'histoires généalogiques de maisons illustres de France (7 vol. in-fol.); on cite comme un chef-d'œuvre dans ce genre celle de la maison de Montmorency. Il écrivit aussi les vies des cardinaux français et celles des saints de France, dont la publication est due aux soins de Nic. Camusat, des Bollandistes, du P. Labbe et du P. Mabillon. Il avait composé une *Histoire des ministres d'état*, depuis le roi Robert, que le P. Lelong croit être celle qui fut publiée en 1642, en 2 vol. in-12 : on y retrouve l'ordre, l'exactitude, la capacité et le style de l'écrivain auquel ses immenses travaux ont mérité un titre qui honore à la fois le savant et l'historien patriote. TH. D.

DUCHESNOIS (CATHERINE-JOSÉPHINE RAFIN), la première actrice tragique de cette époque en France, naquit, vers 1780, à Saint-Saulve, bourg aux portes de Valenciennes. Son père, qui tenait dans ce lieu une petite auberge, avait peu d'aisance; mais sa sœur aînée qui occupait un emploi assez avantageux dans la maison de *Monsieur*, la fit venir à Paris, et la plaça dans une pension où elle reçut une éducation soignée.

A l'âge de 8 ans, la jeune pensionnaire eut occasion de voir Mlle Raucour jouer *Médée*, et cette soirée lui révéla sa vocation. Dès lors, elle ne rêva plus que théâtre. En vain chercha-t-on à la détourner de cette carrière en la mettant, à son retour à Valenciennes, dans une maison de commerce : des amateurs de cette ville donnaient alors des représentations; Joséphine trouva le moyen d'être admise dans la troupe, et, dans Palmire de *Mahomet* principalement, elle enleva tous les suffrages de ses concitoyens.

Exaltée par ces succès, entraînée par cet irrésistible penchant qui fait les grands acteurs, Mlle Duchesnois s'échappa de sa terre natale et revint à Paris chez la bonne femme qui lui avait servi de mère. Celle-ci non-seulement lui pardonna, mais elle chercha les moyens de favoriser ses projets. L'aspirante est d'abord présentée au comédien Florence, espèce de *factotum* du Théâtre-Français, qui déclare magistralement qu'on ne fera jamais rien d'elle. Heureusement deux poètes la jugèrent autrement : Vigée et Legouvé l'entendirent, l'encouragèrent, et le dernier surtout perfectionna ce talent novice par ses leçons.

Il s'agissait d'obtenir un début sur la scène française : ce n'était pas chose aisée pour une femme qui n'était l'élève, ni du Conservatoire, ni de quelque acteur en crédit. La protection d'une femme distinguée par son rang et son mérite, Mme de Montesson, aplanit ces obstacles; et Mlle Duchesnois débuta, le 12 juillet 1802, dans cet admirable rôle de *Phèdre*, le plus difficile peut-être du théâtre tragique. On sait quelle y fut sa prodigieuse réussite, qu'elle le joua cent fois, devant un auditoire immense, au milieu des chaleurs de l'été. Ariane, Didon, Aménaïde, Hermione, par lesquelles elle continua ses débuts, lui valurent aussi d'éclatants succès. Mais le principal triomphe de son talent fut de l'emporter, près d'un public français, sur la beauté sans égale de sa concurrente Mlle Georges, qui avait en outre pour elle le puissant appui des feuilletons de Geoffroy. Le chevalier de Boufflers résuma l'opinion générale par ce mot ingénieux : « L'une est si belle « qu'elle en est bonne ; l'autre est si « bonne qu'elle en est belle. »

Il fallut toutefois une protection plus puissante que celle de Mme de Montesson, celle de l'impératrice Joséphine, pour que Mlle Duchesnois fût reçue, en 1804, au théâtre dont elle était l'honneur, et auquel elle devint plus indispensable encore lorsque Mlle Georges partit pour la Russie. Portant alors tout le poids du répertoire féminin de la tragédie, Clytemnestre, Mérope, Athalie montraient une mère énergique, une reine imposante dans l'actrice qui déjà était le modèle des amantes tendres ou passionnées.

La figure de M^lle^ Duchesnois était peu avantageuse, irrégulière même dans quelques parties; mais des yeux pleins de feu, une physionomie mobile et expressive faisaient aisément oublier ces défauts physiques. Une taille élégante, un son de voix enchanteur, la sensibilité la plus vraie et la plus entraînante complétaient la séduction.

Parmi les rôles créés par cette actrice célèbre, nous ne citerons que Jeanne d'Arc et Marie Stuart : ce sont (dans le répertoire moderne) les deux personnages où son talent s'est élevé le plus haut et dans lesquels elle à laissé de beaux souvenirs.

On ne peut dissimuler que, vers la fin de sa carrière dramatique, M^lle^ Duchesnois, tout en restant la première de nos tragédiennes, n'était plus tout-à-fait égale à elle-même. Ses gestes, son jeu muet n'étaient pas sans quelque exagération, et une sorte de hoquet, fatigant pour les auditeurs, altérait quelquefois la pureté et le charme de son organe. Sa retraite, en 1830, n'en fut pas moins, après la mort de Talma, le coup de grâce de notre ancienne tragédie.

Dévouée pour ses amis, bienfaisante pour l'infortune, obligeante et secourable pour toutes les opinions, tous les partis, M^lle^ Duchesnois ne fut pas moins recommandable par ses qualités que par ses talents. Une des plus cruelles maladies de son sexe termina ses jours, après de longues souffrances, le 8 janvier 1835. Une souscription a été ouverte pour lui élever un monument funéraire près de Talma et de M^lle^ Raucour; et une colonne, érigée dans le cimetière de sa ville natale, doit également y perpétuer sa mémoire. M. O.

DUCIS (Jean François), poète tragique, successeur de Voltaire à l'Académie Française et pour qui Andrieux fit ce vers devenu célèbre :

L'accord d'un beau talent et d'un beau caractère,

naquit à Versailles, le 14 août 1733, d'une famille ancienne, originaire de Savoie. Il fit ses études au collége d'Orléans, devint secrétaire ordinaire de Monsieur (depuis Louis XVIII), épousa une petite-nièce de Bourdaloue, qu'il perdit à la fleur de l'âge, ainsi que quatre enfants qu'il avait eus d'elle. Son âme tehdre et passionnée fut ainsi, dans sa jeunesse, cruellement éprouvée par l'infortune, et bien longtemps après, lorsque la gloire aurait pu le charmer de ses illusions, il écrivait : « Le bonheur « dans ce monde n'est qu'un malheur « plus ou moins consolé. » Cependant ce qu'il avait souffert tourna au profit de son talent, et lui fit trouver, dans sa mélancolie, ce qui souvent manque aux auteurs tragiques, le don de transmettre des émotions vives et profondes.

Ducis entra tard dans la carrière du théâtre. Il avait 35 ans lorsqu'en 1768 fut représentée sur la scène française sa tragédie d'*Amélise*, pièce toute d'invention, et qui n'eut aucun succès. L'année suivante, un second essai fut plus heureux. Sept années avant que Le Tourneur eut commencé à publier sa traduction de Shakspeare, Ducis avait pensé que, s'inspirant des œuvres du tragique anglais, il pourrait ouvrir au théâtre une route nouvelle, besoin déjà généralement senti; et *Hamlet*, joué à Londres en 1596, parut, en 1769, sur la scène française. Nous verrons Ducis, dans presque tous ses drames, s'appuyer sur le colosse anglais, chercher à reproduire ses beautés sublimes, dégagées des traces de la rudesse de son époque et des écarts de son génie; l'imiter en un mot, et non le traduire. Ce fut une tentative hardie : on la jugea téméraire quand elle fut risquée, et ce qu'on avait longtemps appelé son audace aventureuse, on le lui reproche aujourd'hui comme faiblesse et timidité. On oublie qu'en Angleterre même, aucune pièce de Shakspeare n'est jouée sans de grands changements, la plupart faits par Garrick. Il est vrai de dire que Ducis alla aussi loin, et peut-être plus loin, que la raison et le goût ne semblaient permettre d'aller. *Hamlet* est de toutes ses pièces celle qu'il a le plus souvent retouchée, d'après les conseils et même avec la coopération de Talma. On n'a point oublié que le rôle d'Hamlet est un de ceux où le grand tragédien aima toujours à se montrer.

La tragédie de *Roméo et Juliette* fut

jouée en 1772. Shakspeare avait pris, en 1595, ce sujet dans l'histoire de Vérone, comme il avait trouvé le sujet d'Hamlet dans l'histoire de Danemark par Saxon-le-Grammairien et dans les chroniques de Jacques de Guyse. La Harpe, qui fut pour Ducis un juge toujours sévère et souvent injuste, termine sa critique du plan et du style de *Roméo* par cet éloge qu'il n'a pu mériter lui-même : « L'auteur a le sentiment des passions fortes, et emploie souvent les mouvements d'une véritable éloquence. » Cette pièce, où Ducis avait fait entrer l'épisode du comte Ugolin, tiré du Dante, a été jouée pendant un demi-siècle sur les théâtres de France.

OEdipe chez Admète fut représenté en 1778, avec un grand succès. Le sujet est pris dans l'*Alceste* d'Euripide, et dans l'*OEdipe à Colonne* de Sophocle. Malgré la duplicité d'action que l'auteur ne put éviter ou pallier, et malgré d'autres défauts signalés par La Harpe, ce critique convient que des scènes empruntées à Sophocle ont été « *embellies* « *et fortifiées*, et portées à un degré de « chaleur et d'énergie dont il y a peu « d'exemples au théâtre. »

Ducis, alors âgé de 50 ans, dédia sa pièce à Monsieur. Ce prince exprima le désir que Ducis fût admis à l'Académie Française, et Ducis eut presque toutes les voix depuis longtemps promises à Le Mierre, vétéran des candidats. Depuis quelque temps Ducis et Thomas étaient liés ensemble d'une étroite amitié. Ducis avait à juger Voltaire, et la tâche était difficile : le poète appela à son aide le grand prosateur. Thomas fit le discours de réception, et Ducis le prononça (4 mars 1779).

En 1783, le *Roi Léar* parut sur la scène française. Shakspeare avait tiré ce sujet (1605) des temps historiques les plus anciens de la Grande-Bretagne, et si obscurs que, dans sa chronique, Holingshed fait Léar contemporain de Joas, roi de Judée. La Harpe se récrie contre le *scandale* du succès qu'obtint *le Roi Léar*, succès égal, dit-il, à celui de *Zaïre* et de *Mérope*; et il ajoute : « C'est une chose honteuse et déplorable. »

Macbeth, pièce encore imitée de Shakspeare, fut représentée en 1784, et a été reprise à diverses époques. Thomas, dans sa correspondance, appelle *Macbeth* un *traité du remords*. Cette pièce, comme toutes celles qu'a composées Ducis, justifie la comparaison que Thomas faisait de cet auteur avec le père Bridaine, « parlant d'une voix de tonnerre, criant, « pleurant, effrayant l'auditoire, comme « on effraie des enfants par des contes « terribles, les enlevant tous à eux-mê- « mes avant qu'ils aient eu le temps de se « défendre, mêlant dans son éloquence « le désordre à la grandeur, et trouvant « sans y penser, le sublime dans le pathé- « tique. » La Harpe dit, avec humeur, que *Macbeth* passa avant son infortunée tragédie des *Brames* et avant le *Numitor* de Marmontel, qui cherchait à rentrer dans la carrière par lui quittée depuis trente ans.

Thomas dont la vie était près de s'éteindre, et qui, depuis plusieurs années, allait passer dans le midi la saison des hivers, se trouvait, en 1786, à Oullins, près de Lyon : alors Ducis était dans la patrie de son père, la Savoie. Thomas lui écrit : « Venez me voir à votre retour. » Ducis part de Chambéry : il traversait les montagnes qui conduisent aux Échelles, lorsque les chevaux effarouchés emportent sa voiture à travers les rochers; il est précipité sans connaissance et presque sans vie. Une femme, un vieillard lui donnent les premiers secours dans le désert ; il est transporté au village des Échelles. Thomas et sa sœur accourent et ne le quittent plus. Bientôt ils le ramènent à Lyon. Alors Ducis, convalescent, écrit sa noble et touchante *épître à l'Amitié*. Les deux amis se rendent à l'Académie de Lyon : le poète lit son épître, et tous les cœurs sont émus. Bientôt après (dix-sept jours se sont à peine écoulés), tandis que Thomas se félicite encore de voir son ami échapper à la mort, lui-même il descend dans la tombe : « C'est lui, écrivait Ducis, qui m'é- « tait venu chercher en Savoie, auprès « du rocher que j'avais teint de mon sang; « c'est lui qui m'emporta dans ses bras; « c'est avec lui que j'ai vécu à Lyon; « et le temps a fini pour lui ! » Ducis ajouta depuis à son épître de beaux vers sur

la mort de son ami, et il la lut à la séance publique où le comte de Guibert vint prendre, à l'Académie Française, le fauteuil de Thomas.

En 1791, Ducis perdit, dans le tragédien Brizard (*voy.*), celui qu'il appelait *mon OEdipe* et *mon roi Léar;* il composa l'épitaphe gravée sur son tombeau.

Une tragédie de *Jean-sans-Terre*, jouée la même année, produisit peu d'effet; mais *Othello ou le Maure de Venise*, pièce imitée de Shakspeare, eut, l'année suivante, un succès d'éclat qui ne s'est pas effacé. La romance du *Saule*, chantée par Hédelmone au cinquième acte, fut une autre innovation dans la tragédie. Ducis, brisant les barrières classiques, pouvait dire comme Othello :

Je marche dans ma force et dans ma liberté.

« Il faut du courage, écrivait-il à Talma « (1803), et sortir des formes connues « quoique belles. La nature est plus riche « que nos prétendus faiseurs de poé- « tiques. » C'est par le rôle du Maure que Talma révéla sur la scène la puissance de son talent.

Abufar ou *la Famille arabe* est le dernier ouvrage dramatique de Ducis (1795). Le sujet lui appartient. Le style a la pompe orientale; l'auteur a voulu retracer ce qu'ont de brûlant les cieux et les passions du désert. Talma, chargé du rôle de Pharan, contribua beaucoup au succès de ce drame, et on voit par les lettres de Ducis que l'acteur ne fut même pas étranger à sa composition. *Abufar* fut parodié au Vaudeville, sous le titre d'*Abusar* ou *la Famille extravagante;* et après avoir vu la première représentation, Ducis écrivait : « Il y a de l'esprit, de la malice, de la gaîté et ce qui convient à ces sortes d'ouvrages, dont il vaut mieux être l'occasion que l'auteur. »

La Révolution, dont Ducis avait embrassé les principes, lui avait enlevé sa place de secrétaire de Monsieur et divers traitements. « Vous savez, écrivait-il au poète Écouchard Le Brun, son collègue à l'Institut, que je n'ai au monde que l'Institut pour vivre, ce qui veut dire que je n'ai pas de quoi vivre. » Le 18 brumaire venait d'effacer la république. Ducis fut porté sur la liste des sénateurs. Sa nomination fut annoncée dans le *Moniteur;* mais Ducis n'avait pas été consulté : il refusa; on le vit résister, avec la vertu des temps antiques, aux nombreuses prévenances d'un pouvoir qu'il n'aimait pas. Un peu plus tard, on lui offrit en vain la croix de la Légion-d'Honneur : *J'ai refusé pis*, s'écria-t-il en riant; et il disait un jour : *Je suis parvenu à n'être rien*. On voit, par sa correspondance, qu'à la plus florissante époque de l'empire (1811) les lettres languissaient, que Ducis ne pouvait trouver à vendre ses ouvrages, qu'il était pauvre ou gêné, et il persista dans ses refus des faveurs de l'empire. Napoléon s'en étonnait; il disait un jour, avec une humeur visible, à Talma : « Que fait le *bonhomme* Ducis? » et l'artiste, pour ne pas nuire à son ami, crut devoir répondre : « La tête n'y est plus. » La tête et le cœur y étaient toujours; mais il est des temps où les hautes vertus sont incomprises.

La Restauration était arrivée. Le 14 mai 1814, Ducis fut présenté à Louis XVIII, douze jours après son entrée dans Paris. « J'ose espérer, dit-il, que V. M. n'a pas oublié les traits d'un de ses plus anciens serviteurs. — Voici, répond le roi, voici, mon cher Ducis, une preuve que je m'en souviens bien, » et de suite le prince récita ces vers d'*OEdipe* restés dans sa mémoire :

Oui, tu seras un jour, chez la race nouvelle,
De l'amour filial le plus parfait modèle;
Tant qu'il existera des parents malheureux,
Ton nom consolateur sera sacré pour eux.

Dans une autre audience, Louis XVIII récita des vers d'*Hamlet*, et Ducis disait avec candeur : « Racine et Boileau récitaient leurs vers à Louis XIV, et Louis XVIII me récite les miens. »

Quelques mois plus tard (décembre 1814), Ducis était allé entendre son ami Andrieux, professeur au collége de France. Dès que celui-ci eut aperçu la belle tête du tragique assis sur les bancs de l'école, il oublia le sujet de sa leçon et fit une improvisation brillante sur les œuvres dramatiques du vieillard. M. Tissot lut la grande scène d'*OEdipe*. L'enthousiasme devint rapide et général; une jeunesse ardente et généreuse entoura le

bon Ducis, profondément ému, et, avec de bruyantes acclamations, le porta jusque dans sa voiture. L'impression que reçut le poète octogénaire fut si vive et si profonde, que sa santé se trouva pendant quelques jours altérée et qu'Andrieux éprouva presque le regret d'avoir provoqué cette dangereuse ovation.

Dans les dernières années de sa vie, Ducis s'était retiré à Versailles; il y vivait paisible, ayant des forêts à sa porte, des prairies, des ruisseaux. « Je les ai épousés, écrivait-il; je leur ai jeté mon anneau en disant : *Flumina amem, sylvasque.* » Lors de la seconde invasion des armées coalisées, le comte de Bulow, qui avait son quartier-général dans la même ville, écrivit à Ducis (15 juillet 1815) : « Si j'avais été instruit plus tôt de votre séjour à Versailles, j'aurais donné les ordres nécessaires pour écarter de vous les désagréments et les peines que la guerre entraîne trop après elle..... Je m'empresserai de faire tout ce qui dépendra de moi pour vous prouver l'estime que nous faisons de vos talents, et le respect que nous avons pour vos vertus. Si le monde littéraire connait les uns, les honnêtes gens chérissent les autres; soyez-en bien sûr, monsieur, et votre noble caractère vous a fait encore plus d'amis que vos ouvrages ne vous ont acquis d'admirateurs, etc.»

Ducis mourut à Versailles, le 22 mai 1816, et fut enterré, comme il l'avait ordonné en ces termes, dans son testament du 15 avril 1813 : « très simplement et à peu de frais, dans le cimetière de ma paroisse, le plus près qu'il sera possible de ma chrétienne et tendre mère. »

Ducis eut pour successeur à l'Académie Française, Desèze qui loua ses talents et ses vertus avec un prolixe abandon. Fontanes, directeur, ajouta au portrait quelques touches brillantes, et dans ces sortes d'éloges souvent exagérés, la forme seule parut académique.

Ducis avait quelque analogie avec Crébillon; mais il trouva dans une sensibilité profonde et mélancolique la puissance d'émouvoir qui manquait à l'auteur de *Rhadamiste.* S'il avait su donner à ses pièces une ordonnance plus régulière, à plusieurs de ses conceptions moins de désordre, à son style moins d'inégalité, moins d'enflure, il marcherait l'égal des grands maîtres de la scène. On lui doit d'avoir élargi la carrière et soutenu la dignité de l'art en franchissant les limites classiques.

Un poème en quatre chants, *le Banquet de l'amitié,* un recueil d'épîtres à l'amitié, aux mânes de Florian, à Bitaubé, Vien, Gérard, Andrieux, à MM. N. Lemercier, Droz, Campenon, Talma, à M^me^ Vict. Babois, etc., offrent souvent un tour vif et original, tel que celui-ci dans une épître à Andrieux :

J'ai besoin du censeur implacable, endurci,
Qui tourmentait Collin et me tourmente aussi.

Ducis n'a guère écrit en prose qu'un *Éloge de Sedaine* et sa correspondance.

En 1826, par une singularité remarquable, parurent quatre éditions complètes des œuvres du poète en quatre formats différents, in-8°, 4 vol., dont un d'œuvres posthumes, publié par M. Campenon; grand in-8° à deux colonnes, 2 vol.; in-18, 6 vol.; in-32, 7 vol. On trouve imprimée pour la première fois, dans ces éditions, *Amélise*, première tragédie de Ducis, *Fœdor et Wladimir,* autre tragédie, qui précéda *Abufar* sur la scène et n'y obtint aucun succès.

Ducis eut de grandes vertus. Depuis près d'un demi-siècle il avait perdu son père, et il écrivait : « Il n'y a pas de jour que je ne pense à lui, et quand je ne suis pas trop mécontent de moi-même, il m'arrive quelquefois de lui dire : *Es-tu content, mon père!* et il me semble alors qu'un signe de sa tête vénérable me réponde et me serve de prix. » En 1769, ce père, qui lui cherchait un appui dans sa jeunesse, avait exigé qu'*Hamlet* fût dédié au lieutenant général de police Sartine. Quarante-un ans s'étaient écoulés, lorsque Ducis donna une nouvelle édition de cette pièce, avec une dédicace *à la mémoire de mon père.* On vit alors un fils, vieillard de 77 ans, avançant lui-même vers la tombe, déposer sur celle de l'auteur de ses jours cet hommage touchant et sans exemple dans l'histoire des lettres. « Je mourrais avec regret, écrivait-il à Talma (17 août 1810), si la mort m'enlevait avant d'avoir rendu à la mémoire de mon père le témoignage

de ma vénération, de ma tendresse et de ma reconnaissance». Et c'est ainsi que Ducis aima sa mère, ses deux femmes, ses enfants, ses neveux et ses amis. Il resta toujours fidèle, avec une douce exaltation, à la religion de ses pères, au culte de la patrie, de la famille et de l'amitié.

Ce fut depuis 1809 que, par une singularité qui est restée sans explication, Ducis ajouta constamment à sa signature ces trois lettres mystérieuses SST. M. Campenon croit qu'elles signifient *Senex sine tabe*. Mais vainement les amis du poète le pressèrent souvent de faire connaître le mot de l'énigme, il refusa toujours de le donner. « Si le roi vous demande le sens de ce petit hiéroglyphe, lui disait un jour M. Campenon, que répondrez-vous? — Je dirai au roi que c'est un secret, et il n'insistera point. »

Pour peindre l'homme dans le poète, il faudrait un volume: nous renvoyons à celui que M. Onésime Leroy a publié sous le titre d'*Études sur la personne et les écrits de J.-F. Ducis*, ouvrage plein d'intérêt et qui a eu deux éditions rapides (1834 et 1835). On peut lire aussi la curieuse notice que M. Campenon a jointe aux *OEuvres posthumes* de son illustre ami. Les œuvres de Thomas, celle de M^me^ Babois, et les *Études sur l'art théâtral* récemment publiées par M^me^ veuve Talma, aujourd'hui comtesse de Chalot, contiennent des détails intéressants sur le talent et sur les qualités morales de Ducis. Une médaille a été frappée en son honneur, avec cette devise : *L'accord d'un beau talent et d'un beau caractère*. Deux beaux portraits peints, l'un par M^me^ Guyard, l'autre par Gérard, ont été plusieurs fois gravés en divers formats. Ducis est peut-être celui de nos auteurs tragiques qui a vu le plus souvent ses pièces reprises, et celui dont le répertoire en conserve encore le plus grand nombre. V-VE.

DUCLOS (CHARLES PINEAU), membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, secrétaire perpétuel de l'Académie Française, né à Dinan, en Bretagne, en 1704, mourut à Paris, en 1772. Il eut l'honneur de remplacer Voltaire comme historiographe de France, et cette place ne fut pas pour lui un titre oiseux. Quoiqu'il résidât à Paris, il n'en fut pas moins nommé, en 1744, maire de Dinan. Il se montra très reconnaissant des suffrages de ses compatriotes et rendit des services au pays qui l'avait vu naître. La ville de Dinan lui doit les boulevards qui la ceignent. En 1755, Duclos fut ennobli par des lettres-patentes du roi, en récompense du zèle que les États de Bretagne, excités par lui, avaient montré pour le service de la patrie. Duclos fut chargé par le gouvernement d'aller auprès de son ami de La Chalotais (*voy.*) « pour tempérer, dit La Harpe, les fougues, tout au moins indiscrètes, de ce pétulant parlementaire, et ouvrir la voie à l'indulgence que l'on voulait avoir pour lui. » Le voyage de Duclos en Bretagne n'eut pas de grand succès, parce que La Chalotais avait trop de véritable grandeur d'âme pour transiger avec les événements et qu'il croyait devoir peu compter sur la sollicitude apparente de ceux qui voulaient sa tête.

Duclos, doué d'un esprit beaucoup plus fin que profond et d'un caractère énergique mais brusque, était, selon l'expression de J.-J. Rousseau, « un homme droit et adroit. » Il se permettait souvent des propos trop francs, qui devaient lui attirer l'inimitié des gens en place. Un jour, en parlant du lieutenant de police, il s'écria : « Je tirerai ce drole-là de la fange pour le pendre dans l'histoire. » Lorsqu'il était question des hommes puissants, il disait : « Ils nous craignent, comme les voleurs craignent les réverbères. »

Duclos ne voyait guère ses collègues qu'à l'Académie et s'éloigna tout-à-fait de ceux qui prirent le titre de *philosophes*, parce qu'il ne partageait pas leur manière de voir. Bien qu'il ne fût pas dévot, il était si révolté de leur impiété qu'il répéta plusieurs fois ce mot : « Ils en feront tant qu'ils me forceront d'aller à confesse. »

Duclos a laissé un grand nombre d'ouvrages parmi lesquels on remarque des observations profondes sur la grammaire de Port-Royal; l'*Histoire de Louis XI* (1745), qui, au jugement de Chénier, est le récit plutôt que le tableau du règne de ce prince, mais qui est un ouvrage

plat et insignifiant; des *Considérations sur l'Italie* (1791); un *Mémoire sur les Druides*; des *Mémoires secrets sur les règnes de Louis XIV et Louis XV* (1790-91); des mémoires qui font partie de ceux de l'Académie des Belles-Lettres. Mais l'ouvrage qui acquit à Duclos, de son vivant, le plus de célébrité, ce fut celui qui a pour titre : *Considérations sur les mœurs de ce siècle* (1751), ouvrage dont La Harpe dit « qu'il est rare qu'on ait rassemblé un plus grand nombre d'idées justes et fixes dans des cadres plus ingénieux. » L'auteur portait lui-même sur son œuvre un jugement qui serait peut-être plus applicable à l'époque actuelle. « Je ne sais, dit-il, si j'ai trop bonne opinion de mon siècle; mais il me semble qu'il y a une certaine fermentation de raison universelle qui tend à se développer, qu'on laissera peut-être se dissiper, et dont on pourrait assurément diriger et hâter le progrès par une éducation bien entendue. »

La collection des œuvres de Duclos forme dix volumes in-8°; Paris, 1806. Dans la collection des *Prosateurs français*, les mêmes œuvres, précédées d'une notice de M. Villenave, forment 3 gros vol. in-8°. P. D.-M.

DUCOS (le comte ROGER), né en 1754, fut successivement membre de la Convention nationale, du Conseil des Anciens, directeur, consul provisoire, sénateur de l'empire, et pair de France pendant les Cent-Jours. Avocat avant la révolution, Roger Ducos fut envoyé à la Convention par le département des Landes. Il entra au comité des secours publics, et ce fut dans ce poste modeste qu'il fournit toute sa carrière conventionnelle. Après avoir donné un gage à la révolution en votant la mort de Louis XVI, Roger Ducos, échappant au danger de la proscription à la faveur de son obscurité, prit rang parmi ces hommes de la *Plaine*, espèce de tiers-parti entre la Montagne et la Gironde, qui n'eurent ni l'énergie de provoquer les mesures acerbes du grand système révolutionnaire, ni la vertu de les repousser. Quelques rapports insignifiants trahirent seuls son salutaire incognito; il ne commença à en sortir qu'après la réaction qui suivit le 9 thermidor. Un échec le mit d'abord en évidence. La Convention discutant, dans la séance du 25 pluviôse an III, un projet de traité de paix avec le grand-duc de Toscane, Roger Ducos s'écria qu'une aussi petite puissance ne pouvait convenablement élever de prétentions à une indemnité; et cette étrange sortie, digne plutôt d'un corsaire que d'un publiciste, lui fit infliger le rappel à l'ordre. A la suite du 13 vendémiaire, il acquit une influence réelle, dont l'exercice fut constamment dirigé contre les auteurs de cette journée, les émigrés et les royalistes de l'intérieur. Il s'associa à toutes les mesures de rigueur qui furent prises alors contre cette classe d'hommes, et il en poursuivit sans relâche l'application pendant toute sa carrière législative, au conseil des Anciens, sous l'empire de la constitution de l'an III. La révocation des pouvoirs de Job Aimé ayant été proposée par le conseil de Cinq-Cents, pour cause d'adhésion de ce député au mouvement insurrectionnel de vendémiaire, Roger Ducos dit, à propos de cette question : « Dans les moments de danger, ma pro-« fession de foi sera toujours que j'aime « mieux sauver mon pays au préjudice « de quelque principe que de le tuer « par les principes; » déclaration qui explique la conduite de Roger Ducos dans le grand événement auquel il dut plus tard son élévation, et dans laquelle il faut peut-être voir le principe de cette élévation, si disproportionnée à ses titres réels.

Le 2 vendémiaire an V, Roger Ducos fut élu président du conseil des Anciens. Le 14 ventôse suivant, il fit une verbeuse apologie de la Convention, de son système et de ses œuvres; enfin il occupa le fauteuil pendant la trop fameuse séance du 18 fructidor. Lorsque, aux termes de la loi, la dernière fraction conventionnelle dut cesser de faire partie des conseils législatifs, l'assemblée séant à Paris, à l'Oratoire, choisit Roger Ducos pour l'un de ses députés; mais les élections de l'an VI (1798) ayant été soumises à la révision des conseils, celles de la section de l'Oratoire furent annulées, et Roger Ducos sortit du conseil des Anciens, le

22 floréal. Il prit congé de ses collègues en les engageant à s'armer de surveillance contre les machinations du royalisme; une place de juge de paix, dans le département des Landes, lui servit de retraite. Ce fut dans ces humbles fonctions que la quasi-révolution qui, au milieu de l'année 1799, fit tomber trois directeurs, alla le saisir, pour le faire monter au trône populaire, à la place de Merlin de Douai (*voy.* DIRECTOIRE). Nous avons déjà dit quelle part il prit à la chute du système directorial (*voy.* 18 BRUMAIRE et CONSULAT). Élu le 19 brumaire membre du consulat provisoire, après Sièyes et Bonaparte, lorsque, pour la première fois, ils se rassemblèrent au Luxembourg, Sièyes ayant demandé lequel des trois allait présider la séance : *Vous voyez bien*, dit Roger Ducos, *que c'est le général qui préside.* Effectivement, le général s'était, avant toute explication, emparé de la place d'honneur. Il devait incessamment s'emparer de bien d'autres choses. Ce fut, dit-on, dans cette même séance du 20 brumaire que, sous les yeux de Bonaparte, Sièyes et Roger Ducos se partagèrent le restant en caisse des fonds mis en réserve par le Directoire pour la sortie de chacun de ses membres. Les auteurs des Mémoires du temps varient sur le montant de ce reliquat. Les uns le portent à 900,000 fr., d'autres ne l'évaluent qu'à 800,000; ils ne sont pas tous d'accord non plus sur la part qui échut à chacun.

Cambacérès et Lebrun ayant remplacé au triumvirat consulaire Sièyes et Roger Ducos, ceux-ci, par un dernier privilége, choisirent les vingt-neuf premiers membres du sénat-conservateur, qui, réunis aux deux ex-consuls, sénateurs eux-mêmes, complétèrent l'élection des autres membres de ce corps; on sait que dans l'origine il n'en comptait que soixante.

L'importance du rôle politique que R. Ducos parut être appelé à jouer, comparée à l'exiguité de ses moyens, présente l'une de ces anomalies vraiment phénoménales, dont l'apparition accompagne toujours les grandes perturbations sociales. Législateur insignifiant sous la Convention, médiocre au conseil des Anciens, au Directoire, où il ne fit que passer, il ne fut, à la lettre, que le satellite de Sièyes. Consul éphémère, les honneurs et le loisir de la vie sénatoriale le rendirent à sa nullité primitive. Il n'en sortit point, pour avoir été, en 1804, fait comte de l'empire, grand-cordon de la Légion-d'Honneur, et titulaire de la sénatorerie d'Orléans. Il n'en adhéra par moins, en 1814, à l'acte en date du 1^er^ avril, par lequel le sénat prononça la déchéance de Napoléon. Appelé par lui, après le 20 mars, à la Chambre des pairs, il fut, à la seconde Restauration, compris dans l'ordonnance qui infligeait le bannissement aux régicides relaps. Au printemps de 1816, comme il se rendait en Autriche, sa voiture versa auprès d'Ulm; et, la roue lui ayant passé sur le corps, il mourut peu d'instants après. P. A. V.

DUCOS (JEAN-FRANÇOIS), né à Bordeaux et fils d'un négociant de cette ville, avait à peine 26 ans, lorsqu'il fut envoyé à l'Assemblée législative, qui, au mois de septembre 1791, remplaça la Constituante. Vergniaud, Guadet, Grangeneuve étaient les collègues de Ducos dans cette députation de la Gironde, pépinière d'illustres talents que la mort devait moissonner avant leur maturité. Moins âgé que ses collègues et doué de moins d'éloquence, Ducos n'exerça pas autant d'influence qu'eux, mais il marcha sur la même ligne. A l'ouverture de la session parlementaire, ce fut lui qui proposa d'ôter à Louis XVI ses titres de *sire* et de *majesté;* et ce jeune homme sans expérience se mit en état d'hostilité ouverte avec la royauté, dans l'existence de laquelle son parti croyait voir un obstacle au bonheur et à la grandeur de la France. Propriétaire dans les colonies, Ducos provoqua lui-même l'adoption de toutes les mesures qui devaient en amener la ruine; après la chute du trône, que ses efforts avaient contribué à renverser, Ducos fut appelé à siéger à la Convention. Juge de Louis XVI, il vota pour la mort, en s'exprimant ainsi : « Condamner un homme à mort est, de « tous les sacrifices que j'ai faits à ma « patrie, le seul qui mérite d'être comp- « té. » Ces regrets, qu'un sentiment d'humanité unissait à une déplorable conviction, furent bientôt imputés à crime

à Ducos et à ses amis politiques. Véritables fondateurs de la république, ils furent accusés d'en être les ennemis par ceux qui se préparaient à en devenir les bourreaux. Pour les combattre, le parti de la Montagne employa, dans la Convention, les mêmes moyens dont ils s'étaient servis, dans la Législative, contre les royalistes constitutionnels; et après huit mois de lutte, les montagnards, les jacobins et la commune de Paris firent contre eux, au 31 mai, ce qu'eux-mêmes, au 10 août, avaient fait contre la royauté. On sait que le résultat de cette journée fut l'expulsion et la mise en arrestation de 22 membres de l'assemblée. Marat lui-même proposa d'en excepter Ducos, *auquel*, dit-il, *on n'avait que quelques opinions à reprocher*. Ainsi Ducos, qui venait d'être élu secrétaire, demeura dans la Convention, où désormais son rôle se borna à demander justice pour ses amis qu'on voulait sacrifier. Mais tous ses efforts n'aboutirent qu'à le perdre avec eux. Dénoncé, le 8 août, à la Convention par la soi-disant veuve Marat, qui l'accusait de calomnier la mémoire de son vertueux mari, il fut, le 3 octobre, compris dans le décret rendu à la suite du rapport d'Amar, et qui renvoyait devant le tribunal révolutionnaire les députés signalés comme les chefs de la conspiration déjouée au 31 mai. Ducos parut donc au tribunal, le 24 octobre 1793, avec Vergniaud, Gensonné, Boyer-Fonfrède et Lacaze, tous députés de la Gironde: ils furent condamnés avec plusieurs autres girondins (*voy.* Brissot), et exécutés le 31 octobre, à dix heures du matin. L'arrêt fut prononcé à près de minuit: un banquet les *réunit tous* quelques heures avant leur supplice, et Ducos l'égaya par la composition d'un pot-pourri rempli de saillies, sur l'arrestation du représentant Bailleul. L'Almanach des prisons nous a conservé presque en entier ce joyeux chant de mort. P. A. V.

M. Théodore Ducos, l'un des députés de la Gironde et l'un des économistes distingués de la Chambre, est neveu du girondin dont on vient de parler et fils du sous-préfet actuel de la Réole. Négociant à Bordeaux et membre du conseil général de la Gironde, il fut élu en 1832 dans un collége d'arrondissement de sa ville natale. S.

DU COUËDIC de Kergoualer (Charles-Louis), capitaine de vaisseau, né au château de Kerguelenen le 17 juillet 1740, descendait d'une ancienne famille noble de Bretagne. Il avait à peine atteint sa 10e année, lorsqu'on l'envoya au collége de Quimper. Il y fit d'assez bonnes études et s'y distingua surtout par sa force et son adresse dans les luttes alors en usage parmi la jeunesse bretonne.

En 1756 il entra dans la marine en qualité de garde. *Le Diadème*, sur lequel il fut embarqué, fit partie de l'expédition du chevalier de Beauffremont à Saint-Domingue. Revenu de ces parages, il assista en 1759 au combat que le maréchal de Conflans livra aux Anglais non loin de Brest, à la hauteur de Belle-Isle; puis il fit une campagne à la Guadeloupe et fut envoyé ensuite dans les mers de l'Inde, où il croisa de 1767 à 1771. Le capitaine de la frégate qu'il montait étant mort vers cette époque, ce fut sous le commandement de Du Couëdic qu'elle opéra son retour en Europe, et il fut successivement promu aux grades d'enseigne et de lieutenant de vaisseau et décoré de la croix de Saint-Louis. En 1778 on lui confia le commandement de la frégate *la Surveillante*, et c'est à bord de ce bâtiment que le brave officier immortalisa son nom par un combat qu'il soutint, le 6 octobre 1779, contre *le Québec*, frégate anglaise, venue à peu de distance de Brest pour observer la flotte française et espagnole combinée qui, retirée dans ce port, était à la veille d'en sortir. Après une lutte acharnée de plusieurs heures, dans laquelle Du Couëdic reçut de graves blessures, le feu se déclara sur le bâtiment anglais. Aussitôt le combat cessa, et le capitaine français ne songea plus qu'à porter secours à ses ennemis; mais le danger auquel il exposait son propre navire lui fit renoncer à cette généreuse résolution. *Le Québec* sauta en l'air, et *la Surveillante*, démâtée et mise hors de service, fit son entrée triomphante dans le port de Brest, remorquée par un cutter et par des bateaux pêcheurs. Tous les bâtiments de la flotte

combinée hissèrent leur pavillon, et leurs épuipages, montés sur les haubans et sur les vergues, saluèrent d'un triple cri de *Vive le roi!* en témoignage d'admiration, le capitaine étendu sur un matelas. Les blessures de Du Couëdic donnèrent d'abord quelque espérance ; celles de la tête étaient presque guéries ; mais les chirurgiens n'ayant pu, malgré plusieurs opérations, extraire la balle qui était restée dans le ventre, il s'y forma un abcès qui occasionna samort le 7 janvier 1780. Le roi, qui venait d'élever Du Couëdic au grade de capitaine de vaisseau, accorda une pension à sa veuve et ordonna qu'un monument lui fût érigé à Brest ; détruit en 1793, il fut rétabli en 1814. — Plusieurs fils ou petits-fils de Du Couëdic ont servi depuis ou servent encore avec honneur dans les armées françaises. M. le chevalier de Lostanges a donné une relation du combat de *la Surveillante*, sur laquelle il était aussi embarqué, Paris, 1817, in-8°. J.F.G. H-N.

DUCTILITÉ, propriété qu'ont un grand nombre de corps de changer de forme par l'effet du déplacement de leurs molécules et d'obéir aux effets de la compression, de la percussion ou de la traction.

Les corps ductiles, qui ont avec les corps élastiques (*voy.* ÉLASTICITÉ) cette différence qu'ils ne reprennent, ni instantanément ni à la longue, la forme qu'ils avaient auparavant, doivent être de telle nature que leurs molécules puissent glisser les unes sur les autres sans rien perdre de leur cohésion.

Les corps ductiles le sont plus ou moins. On peut les diviser en trois classes : 1° Ceux qui le sont à la température ordinaire ; 2° ceux dont la température doit être élevée ; 3° ceux qu'il est nécessaire de mouiller.

Dans la première classe nous rangerons les métaux, en prenant l'or comme le plus ductile et l'arsenic comme celui qui l'est le moins. Les métaux de cette dernière sorte sont quelquefois appelés *aigres*.

Dans la deuxième classe se trouvent les corps gras, tels que les suifs, les cires, les résines, les ocres terreux.

Dans la troisième enfin les argiles, les plâtres, les gommes, les résines ou les cires qu'il faut combiner avec de l'alcool ou de l'huile.

De tous les corps, les plus ductiles sont sans contredit l'or et le verre. Réaumur a acquis par expérience la certitude qu'un simple grain d'or peut s'étendre d'une manière à occuper 36 pouces carrés $\frac{1}{2}$; et si l'on recouvre un lingot d'argent, long de 22 pouces et d'un pouce et demi environ de diamètre, d'une couche d'or épaisse à peu près d'un millième de pouce et pesant deux onces, l'or continuera à envelopper exactement le lingot d'argent, alors même que celui-ci, passé à la filière, est devenu tellement délié qu'il est arrivé à la longueur de 1,163,520 pieds. Si maintenant on aplatit le lingot devenu fil entre deux rouleaux d'acier excessivement poli, l'épaisseur de l'or sur ces petites lames est la 2,100,000^{e} partie d'un pouce, et ce n'est encore là qu'une limite imparfaite de la ductilité de l'or, que quelques-uns disent pouvoir arriver à être réduit à des couches égales à la 6,300,000^{e} partie d'un pouce*.

Tout le monde sait que le verre, si fragile à la température ordinaire, peut devenir excessivement ductile lorsqu'il est échauffé. Brisson prétend avoir vu une perruque de cette matière ; on en faisait des plumets pour orner la tête des enfants, et l'on en fait encore d'autres ouvrages beaucoup plus fins que les cheveux. Réaumur en conclut qu'en poussant plus loin la perfection du travail, on pourrait en faire du drap propre à s'habiller. Il s'appuie sur la ténuité des fils d'araignée, dont la matière est fragile en masse et lorsqu'elle est sèche. *Voir* sur la curieuse ductilité de ces fils et les travaux de Réaumur les Mémoires de l'Académie royale des Sciences, année 1703. R. D. P.

DU DEFFAND (MARIE DE VICHY CHAMROND, marquise), l'une des femmes

(*) Voici un autre calcul. Dans le fil d'or à broder, qui n'est que d'argent doré, une once d'or étendu sur ce fil d'argent prend l'extension de 111 lieues, à 2,000 toises chacune ; et comme ce fil aplati présente 2 surfaces, on a 222 lieues. Mais si l'on fait attention que ce fil présente une largeur d'un 8^{e} de ligne, facilement divisible en deux, on aura 444 lieues ; et si on voulait les réduire en toises, pieds, pouces, lignes, enfin en 16^{e} de ligne, on serait effrayé du nombre de petits carrés parfaitement appréciables que cette once d'or offre à l'œil. *Voy.* DIVISIBILITÉ. Y.

les plus spirituelles du XVIII^e siècle, était née en 1697, d'une famille noble de la Bourgogne. Placée comme pensionnaire, suivant l'usage du temps, dans un couvent de la capitale, elle y reçut une de ces éducations mystiques et superficielles qui ne préparaient de ressources à une jeune personne destinée à vivre dans le grand monde, ni contre les ennuis de l'oisiveté, ni contre les dangers des passions. Aussi, mariée de bonne heure à un homme d'un âge très disproportionné avec le sien, quèlques aventures galantes de la jeune marquise occasionnèrent une prompte séparation entre les deux époux. On compta, dit-on, le régent au nombre de ses amants; mais cette liaison fut de peu de durée. Elle en conserva une plus longue avec deux personnages connus, le président Hénault et Pont de Veyle, l'auteur du *Somnambule*, parce que de part et d'autre le caprice du moment se transforma en une amitié d'autant plus constante qu'elle avait toute la fixité du calme et toute la puissance de l'habitude.

Ces fautes de jeunesse furent aisément pardonnées à la jeunesse de M^me Du Deffand; elle avait plus d'un moyen de les faire oublier. Devenue veuve et maîtresse de sa fortune assez considérable, elle tenait un grand état de maison, et une gaîté passablement caustique la faisait à la fois craindre et rechercher dans la société la plus distinguée de l'époque. Les *philosophes*, entre autres d'Alembert, faisaient aussi partie de la sienne; et Voltaire, habile courtisan de toutes les puissances, qui en voyait une dans M^me Du Deffand, entretenait avec elle une correspondance où, des deux côtés, l'abandon et la franchise n'étaient pas certainement ce qui brillait le plus.

Atteinte, à 54 ans, d'un malheur irréparable, d'une cécité absolue, M^me Du Deffand sentit plus que jamais le besoin des distractions sociales: sa maison devint le rendez-vous de toutes les notabilités de la cour et de la ville, et de tous les étrangers de distinction. Toutefois sa brouillerie avec la fameuse M^lle de l'Espinasse, qu'elle s'était attachée comme lectrice et demoiselle de compagnie, lui enleva une partie de son cercle; d'Alembert et ses disciples se rangèrent sous la bannière de l'exilée. La marquise prit dès lors leur secte en aversion. Tout en maintenant politiquement ses relations avec leur patriarche retiré à Ferney, tout en conservant, pour son propre compte, une incrédulité railleuse qui s'exhala plus d'une fois en piquantes saillies*, elle en réserva aussi un bon nombre pour ce dogmatique scepticisme dont son esprit juste et fin lui faisait aisément saisir les travers et les ridicules.

M^me Du Deffand était presque septuagénaire quand un sentiment vrai et passionné se développa dans cette âme où l'égoïsme avait jusque-là plané sur toutes les affections. Horace Walpole, fils du célèbre ministre anglais, vint à Paris en 1765. Il fut présenté à M^me Du Deffand et éprouva bientôt de l'amitié pour cette femme dont la conversation était si séduisante, tandis qu'elle s'attachait plus vivement encore à cet étranger dont l'originalité, l'*excentricité* (pour employer le mot usité chez ses compatriotes), tranchaient avec les manières et les propos de sa société habituelle. A la suite de ce voyage, commença entre eux une correspondance où, plus d'une fois effrayé de l'exaltation de cette *amitié*, Walpole se voyait obligé de rappeler sa vieille amie à une affection plus paisible. Il lui était, du reste, sincèrement dévoué; il le prouva autrement que par des paroles et des protestations. En 1770, les mesures financières de l'abbé Terray ayant entamé la fortune de M^me Du Deffand, Horace voulut lui rendre sur la sienne la somme annuelle dont elle était privée : elle refusa cette offre généreuse faite avec une exquise délicatesse, et cette double circonstance fait honneur à tous deux.

Indifférente au fond du cœur pour toutes ses autres connaissances, pour ceux même, tels que les Choiseul, auxquels elle donnait les noms les plus tendres, M^me Du Deffand n'en ressentait pas moins, à mesure que son âge s'accroissait, le besoin de réunir autour d'elle ou d'aller chercher dans le monde une nom-

(*) On sait qu'elle répondit à un abbé, qui lui affirmait que saint Denis décapité avait porté sa tête dans ses mains pendant l'espace de deux lieues : « Je le crois aisément ; en pareil cas, il n'y a que le premier pas qui coûte. »

breuse compagnie : deux ou trois fois par semaine elle donnait chez elle de grands soupers (c'était alors le principal repas); les autres jours, et jusqu'à plus de 80 ans, elle-même allait souper en ville et ne se couchait guère qu'à trois ou quatre heures du matin. On voit, dans ses lettres à Walpole, seul plaisir véritable de sa vieillesse, qu'elle n'en ressentait pas moins un ennui, un vide insupportables. Cette femme dont on enviait sans doute la fortune, l'esprit, le brillant entourage, écrivait au confident de ses pensées : « Il « y a un malheur dont je ne me consolerai « jamais; c'est celui d'être née. »

Blasée sur tout, elle eut, dans ses dernières années, quelques velléités d'essayer de la dévotion, comme dernière ressource. A cet effet, il y eut plusieurs conférences entre elle et un pieux ecclésiastique, le père Lenfant, qui fut plus tard l'une des victimes du 2 septembre. Mais elle se borna à *lui trouver de l'esprit*, et sans doute la grâce n'opéra pas, puisqu'au lit de la mort le curé de Saint-Sulpice ne put tirer d'elle que ces paroles : « Mon- « sieur le curé, ni questions, ni raisons, « ni sermons! » Pendant sa dernière maladie, ses amies, ou du moins ses connaissances les plus intimes, la maréchale de Luxembourg, M^mes de Choiseul et de Cambis, vinrent s'établir dans son appartement, et, pour rendre ce sacrifice moins pénible, y jouèrent au loto, jusqu'à son dernier soupir *inclusivement*, s'il faut en croire la malicieuse chronique de ce temps. Ce fut le 24 septembre 1780 que se termina sa longue carrière.

M^me Du Deffand légua tous ses papiers à Horace Walpole, et un libraire de Londres, ayant acquis des héritiers de ce dernier le manuscrit des lettres qu'elle lui avait écrites pendant un espace de quatorze ans, fit paraître en 1810, cette curieuse collection. Une édition plus soignée et plus complète de cet ouvrage fut publiée à Paris en 1812 *. Ces lettres, où une foule d'hommes connus, de faits, d'écrits, etc., sont appréciés avec un tact et un jugement exquis, sauf un peu d'humorisme qui s'y mêle quelquefois, forment par leur intérêt anecdotique et littéraire un des plus remarquables legs que le dernier siècle ait fait au nôtre. Il fera passer plus sûrement le nom de M^me Du Deffand à la postérité que ces couplets malins, ces bons mots qu'elle improvisait, et qui, à une époque frivole, suffirent pour lui fonder une renommée dans les salons de Paris. M. O.

(*) *Lettres de M^me Du Deffand à Horace Walpole, de 1766 à 1780*; 4 vol. in-8°, avec portrait, chez Treuttel et Würtz.

DUDEVANT (MADAME), dite GEORGE SAND. Pour la première fois va figurer dans un recueil en partie consacré à la biographie éclective, ce nom, ignoré peut-être encore d'un certain nombre de lecteurs, mais auquel il est juste de restituer le renom que s'est acquis le célèbre pseudonyme *George Sand*. Si M^me Dudevant, la Ninon de la littérature, s'est faite homme dans ses ouvrages, le sexe auquel elle appartient n'en a pas moins le droit de revendiquer l'une des plus brillantes illustrations de notre époque.

AURORE DUPIN, petite-fille d'un fermier général qui fut cité comme un homme d'esprit, et fille d'un officier mort jeune au champ d'honneur, est née dans le Berry, vers la fin de 1803. Déjà orpheline à 18 ans, elle fut mariée à un propriétaire du même pays, M. Casimir-François, fils d'un baron Dudevant; elle lui apporta 500,000 francs de dot. Cette union, comme nous l'ont appris les débats du procès en séparation recueillis par la *Gazette des Tribunaux* du 30 juillet 1836, ne fut pas longtemps heureuse, sans doute parce qu'elle était peu assortie sous le rapport des caractères. M^me Dudevant, dont fermentait la jeune et vive imagination, rêvait un monde plus poétique que celui qui l'entourait, et s'élançait d'avance vers des triomphes dont elle avait le pressentiment. Son mari, au contraire, tout entier aux soins très prosaïques de la gestion et de la culture de ses biens, ne partageait point, ou plutôt ne concevait pas, les rêveries et les élans de sa compagne. Une séparation volontaire eut lieu entre les deux époux, et M^me Dudevant mit à profit cette liberté provisoire. Un voyage en Italie et dans plusieurs de nos provinces lui permit de développer ses idées et d'amasser les matériaux de ces fraîches et pittoresques descriptions qui devaient plus tard

prêter tant de charmes à ses récits.

En 1827 elle vint se fixer à Paris; mais elle ne commença que plus tard, dans la capitale des lettres, cette carrière de succès où nous allons la suivre.

Rose et Blanche, qui parut en 1831 sous le nom de *Sandeau*, fut son premier ouvrage. Ce n'était point un roman hors de ligne : il se trouvait dans ses 5 vol. in-12 des détails oiseux et du remplissage; mais les esprits exercés y reconnurent aussi le germe du talent; le contraste habile de la religieuse et de la comédienne, les portraits bien saisis de l'évêque et du grand-vicaire, et surtout la peinture mordante et vraie d'un pensionnat dévotement aristocratique, annonçaient à la fois un écrivain et un observateur.

Il y a loin toutefois de cette œuvre de début, qui n'était pas sans mérite, au chef-d'œuvre qui la suivit sous le titre d'*Indiana* (1832). Quelle originale et hardie conception! quel coup d'œil amèrement dérisoire jeté sur nos mœurs! quel acte d'accusation éloquent et incisif contre la société du XIX^e^ siècle! Ce livre stigmatisait en même temps dans le mari d'Indiana le *grognard* des camps devenu despote et bourru dans son ménage, et dans Raymond les lâches et pâles *roués* de notre temps; une belle physionomie féminine, Indiana, cette femme si forte dans sa faiblesse, la touchante figure épisodique de Noun, le caractère idéal de Ralph, tout concourt à l'effet profond de ce drame sombre et énergique.

C'est sous le nom de *George Sand*, adopté désormais pour toutes ses compositions, que M^me^ Dudevant publia ce livre, et peu de personnes mirent alors en doute le sexe de l'auteur. C'était bien là en effet une œuvre d'homme, et de quel homme! Au cri d'admiration qu'il excita, quel étonnement se fût joint, si l'on avait eu la certitude qu'une femme qui dépassait à peine sa vingt-septième année avait tracé ces pages empreintes d'une si éloquente amertume!

Valentine (1832, 2 vol. in-8°) était une seconde satire de la société et de l'hymen de nos jours, moins âpre cependant, moins rembrunie que la première. Ce n'est pas que Lansac ne soit, comme on l'a dit *, Raymond plus vil encore et que le mari de cette autre victime ne soit un tyran plus odieux; mais Valentine est plus douce, plus craintive; elle est en un mot plus femme qu'Indiana. Et puis quelles teintes suaves sont jetées sur ce second drame par la charmante et poétique création de Bénédict! Les *Confessions* et l'*Héloïse* n'offrent point de scènes auxquelles on ne puisse opposer, sans désavantage, sa promenade aux bords de l'Indre avec Valentine, Athénaïs et Louise. Là aussi le prétendu George Sand a su montrer qu'il n'était point le frondeur exclusif des mœurs de son temps; et, dans le personnage de la vieille marquise, il flétrit cette corruption dorée du siècle précédent avec des traits dont la finesse n'atténue pas la vigueur.

Ces deux chefs-d'œuvre du roman moderne, universellement appréciés sous le rapport littéraire, avaient, il faut le dire, sous le rapport moral, encouru plus d'une juste improbation. Bien que George Sand prêtât son nom masculin à ces attaques violentes livrées au principe même du mariage, on blâmait cette voix audacieuse qui, au lieu de réforme, semblait demander l'anéantissement d'une institution nécessaire. *Lélia* (1833) vint exciter une plus sévère, une plus générale réprobation, tout en ajoutant au renom de l'écrivain. Qui ne l'a pas lu en le condamnant, ce poème *byronien* (plus que *byronien* peut-être, car je ne sais si l'auteur de *Don Juan* eût voulu le signer), où, sauf l'aimable figure de Stenio, l'humanité est représentée, dans les deux sexes, par de si effroyables types? Il faut, je crois, se féliciter de ce qu'un pareil livre, armé de toute la puissance du style de George Sand, offre, dans la disposition du plan, des invraisemblances, des défauts d'art, et dans son dénouement une froide et vulgaire

(*) L'auteur de cet article paraît faire allusion ici à un excellent morceau de critique intitulé *George Sand* et inséré dans le n° 2 (1837) de la *Revue française et étrangère*. Nous devrions une mention expresse à cette fine et brillante appréciation d'un grand écrivain contemporain, quand même la signature de *Camille Baxton* ne cacherait pas le véritable nom de l'auteur, en réalité plus franchement féminin et moins ignoré de *nos* lecteurs que ce trop modeste pseudonyme. S.

horreur qui en affaiblit les dangereuses, les décourageantes impressions.

Ce n'est point *Jacques* (1834) qui pouvait obtenir l'absolution de ce tort. Attaqué avec des formes moins acerbes, l'hymen, néanmoins, est toujours l'ennemi contre lequel l'auteur y continue cette série de croisades littéraires si activement suivie*. La conception du plan est du reste assez bizarre. Jacques est un fou sérieux et systématique qu'on est peu tenté de plaindre; Sylvia, que, par suite d'une idée constante, M^me^ Dudevant a faite supérieure au *héros* de l'ouvrage, a un genre de raison et de philosophie qui n'est pas de nature à obtenir tous les suffrages. Mais si l'on peut critiquer l'ensemble du tableau, les détails ne méritent que des éloges. George Sand a obtenu dans *Jacques* un triomphe bien flatteur; il a fait lire, et lire avidement, un roman *épistolaire*, effroi habituel des lecteurs de nos jours.

Il faut glisser sur le *Secrétaire intime* et *Simon*, productions où, chez un autre, on signalerait quelques traits heureux, moments de sommeil ou de repos pour la plume déjà illustrée par quatre écrits si remarquables. Nous allons retrouver toute George Sand dans le genre de la *nouvelle*, dans *Mattéa*, *la Marquise*; dans ce *Leone-Leoni*, narration si pleine de vie, de passions, de mouvement; et surtout dans cette suave et délicieuse composition d'*André* (1836), *André* qui a pris son rang de suite parmi ces inspirations en un volume nommées *Manon Lescaut*, *Atala*, *Paul et Virginie*. Comme tout est pur, naturel et gracieux dans ce joli tableau! *André* est la véritable expiation de *Lélia*.

Ce fut après avoir ajouté ce nouveau titre à ceux qui avaient fondé sa renommée que M^me^ Dudevant se trouva rappelée pour quelque temps aux soins et aux soucis de la vie réelle. Elle vint demander aux tribunaux une séparation conjugale que lui parurent nécessiter son repos, sa vocation littéraire et l'intérêt de ses deux enfants. Prononcée d'abord par le tribunal de la Châtre (Indre), cette séparation fut attaquée en appel par son mari devant la cour royale de Bourges. La cause de l'épouse y fut plaidée très spirituellement par M^e^ Michel. Toutefois, il y eut partage dans l'opinion des magistrats, ce qui eût pu entraîner une prolongation du procès; mais en se désistant de son appel, M. Dudevant laissa à sa femme cette indépendance dont elle avait voulu s'assurer la possession légale.

Pour s'identifier de plus en plus avec ce nom masculin de George Sand, et sans doute aussi pour contempler des scènes et réunir des émotions qu'elle puisse transporter dans ses ouvrages, on a vu, plus d'une fois, M^me^ Dudevant, sous le costume de notre sexe, assister à des débats judiciaires, à de pénibles spectacles, interdits ordinairement à la faiblesse du sien. Si elle a pu y trouver de nouvelles ressources pour les attacher, ce n'est pas à ses lecteurs à lui en faire un reproche.

Depuis un an, deux nouvelles productions de ce talent fécond nous l'ont encore montré sous un nouveau jour. Dans *le Dieu inconnu* (1836), George Sand a chanté un hymne magnifique, qu'on n'attendait peut-être pas de l'auteur de *Lélia*, et dont la poésie religieuse a vivement ému ce siècle peu croyant. En même temps, dans les *Let-*

(*) *Lélia* et *Jacques* ont donné lieu à un autre morceau de critique intitulé *George Sand* (1837), dans lequel le comte Th. Walsh a dirigé une vigoureuse attaque contre l'auteur de ces romans du désespoir, en reconnaissant toutefois que, pour le style, il doit être placé immédiatement après les deux premiers écrivains de l'époque, l'auteur des *Paroles d'un Croyant* et celui de l'*Itinéraire*. L'ouvrage du comte Walsh est dédié à George Sand lui-même; mais pendant l'impression, celui-ci, devenu le champion des idées *humanitaires*, s'était associé à M. de La Mennais pour la rédaction du nouveau journal *le Monde* qu'ils ont l'un et l'autre abandonné depuis; il avait mis au jour *le Dieu inconnu* et les *Lettres à Marcie*; bien plus, il avait été annoncé que *Lélia*, seul de tous les romans de Sand, paraîtrait *refondu* dans les œuvres complètes dont il préparait la publication. De ces circonstances le critique prend occasion de dire dans cette épître dédicatoire: « Auteur de *Jacques* et de *Lélia*, je veux mettre à nu le scandale et la dégradante immoralité de vos doctrines désolantes et de vos négations sauvages. Auteur du *Dieu inconnu*, aspiration sublime, où vous semblez avoir déposé le secret de votre passé et peut-être celui de votre avenir, je veux vous montrer reprenant votre vol vers ces hautes et pures régions d'où vous vous êtes laissé déchoir et où vous vous replacerez un jour. Il ne sera pas dit que le génie est semblable à ces flambeaux qui jettent au loin d'éblouissantes clartés, et ne laissent dans les ténèbres que celui qui les porte. » J. H. S.

tres d'un voyageur, l'écrivain jetait à pleines mains son esprit original, ses descriptions si vraies, ses neuves et piquantes observations. C'est ainsi que, dans ces derniers mois, sa plume éloquente traçait à la fois, pour un journal dont elle s'était fait un des rédacteurs, ces *Lettres à Marcie*, où la métaphysique parlait un langage qui lui fut inconnu jusqu'à ce jour, et l'attachante nouvelle de *Mauprat* qui, de la *Revue des deux Mondes*, va bientôt passer dans toutes les mains.

M^me^ Dudevant entre à peine dans sa trente-quatrième année, et assurément bien des palmes lui sont réservées dans ce genre du roman dont elle a tant contribué, pour sa part, à faire une œuvre d'art et de poésie. On a pu blâmer la tendance morale des siens, on a pu trouver parfois ses plans défectueux : il n'est qu'une voix sur son admirable style, ce style si correct sans purisme, si élégant sans recherche, si énergique sans néologisme. Aussi un membre célèbre de la représentation nationale, M. Arago, a-t-il pu, dans une discussion récente, proclamer *George Sand*, à la tribune de la chambre élective, *l'un de nos premiers et peut-être notre premier prosateur actuel.*

M. O.

DUDLEY. La famille Dudley, l'une des plus anciennes de la noblesse anglaise, est d'origine normande et vint s'établir en Angleterre à la suite de Guillaume-le-Conquérant. Longtemps ses membres laissèrent dans l'obscurité ce nom emprunté à un bourg du comté anglais de Worcester (à quelques lieues de Birmingham), où ils avaient un château bâti, dit-on, l'an 700; mais sous le règne des Tudors plusieurs hommes de haute marque illustrèrent ce même nom.

Sir Edmond Dudley, né en 1462, fixa l'attention d'Henri VII par ses grandes connaissances dans les lois. Appelé par ce prince au ministère pour seconder Empson, les deux favoris acquirent rapidement, par leurs violentes exactions, et l'amitié du monarque et la haine du peuple anglais; mais après la mort de leur protecteur (1509), Henri VIII, son fils et son successeur, voulant commencer son règne d'une manière agréable à ses sujets, fit passer les deux ministres de son père devant une commission, et, malgré ses démarches secrètes, ils furent condamnés et exécutés sur un ordre arraché au monarque, le 18 août 1510.

John Dudley, né en 1502, se vit, à l'âge de huit ans, enlever son père par un jugement infamant; cependant Henri VIII, qui n'avait pu sauver ce dernier, voulut au moins reconnaître ses services en favorisant le fils. Il lui rendit ses biens. L'héritière de l'Isle lui apporta en mariage le titre de comte de l'Isle. Puis, élevé à la dignité d'amiral, c'est en cette qualité qu'à la tête d'une flotte anglaise il seconda l'armée qui, sous les ordres du comte d'Hereford, entra en Écosse. Peu après Henri VIII mourut; Dudley avait été nommé par lui l'un de ses exécuteurs testamentaires. Au milieu de toutes les grâces dont on combla les favoris du feu roi à l'avénement d'Édouard VI, Dudley ne fut pas oublié et reçut le titre de comte de Warwick; mais il perdit sa charge d'amiral, qui fut donnée par le protecteur *Sommerset à son frère lord Seymour.*

Après l'assassinat du cardinal Beaton (1546), les protestants d'Écosse implorèrent l'appui de leurs coréligionnaires anglais, et le duc de Sommerset entra en Écosse. Les deux armées se rencontrèrent à Pinkey, et le sang-froid de Dudley assura la victoire à l'Angleterre. Dévoré d'ambition et peu scrupuleux sur les moyens de la satisfaire, le comte de Warwick, qui convoitait la place du duc de Sommerset, perdit ce dernier dans l'esprit public en le portant, sur une accusation banale de lèse-majesté, à faire exécuter juridiquement son propre frère, lord Seymour. Aussitôt le conseil de régence, que ce crime épouvantait, prononça la déchéance du protecteur, et Dudley s'empara du timon des affaires. Son premier acte fut de s'enrichir, en s'appropriant les dépouilles de riches bénéfices ecclésiastiques, entre autres celles de l'archevêché de Durham, qu'il morcela; enfin, pour s'assurer l'influence du duc de Sommerset, il fit épouser à l'un de ses fils la fille de son rival. Cette alliance ne désarma pas Sommerset, qui, regrettant son pouvoir, conspira contre Warwick; mais celui-ci le fait arrêter et

mettre juridiquement à mort. Alors il se fait nommer duc de Northumberland, et, pour s'assurer du pouvoir, il fait déclarer héritière du royaume au préjudice des sœurs d'Édouard, Jeanne Gray, petite fille d'Henri VII, à laquelle il a marié son propre fils Guilford Dudley. Pour prix de sa condescendance, le père de la princesse reçoit le titre de duc de Suffolk. Édouard étant mort peu après (1553), le duc de Northumberland fait proclamer Jeanne reine d'Angleterre, l'enferme à la Tour avec son mari et le ministère, et à la tête de quelques troupes s'avance contre la princesse Marie qui est en marche sur Londres. Mais abandonné et arrêté par les siens à Edmond'sbury, il fut livré, malgré ses lâches prières, à Marie, qui le fit décapiter comme coupable de haute trahison. En mourant, il déclara être toujours resté fidèle catholique et exhorta les assistants à l'imiter. Son fils Guilford, coupable d'avoir trop obéi à son père en épousant Jeanne Gray et en se laissant couronner avec elle, partagea le sort de sa femme, et ne sortit de la Tour que pour être décapité avec elle le 12 février 1554. Ambroise, autre fils de John Dudley, resta en prison jusqu'à l'amnistie du 15 octobre 1554. Blessé en 1562 dans une campagne contre les Français, il mourut des suites de cette blessure en 1582.

Mais le plus célèbre de ses enfants fut sans contredit Robert Dudley, l'heureux favori d'Élisabeth : nous en parlerons au mot Leicester.

Son fils, qui portait le même nom de Robert Dudley, né en 1578 du mariage de Leicester avec lady Douglas-Howard, ne fut jamais reconnu par son père, qui cependant lui fit donner une éducation brillante. Au sortir des colléges d'Oxford, et ne pouvant obtenir l'envoi en possession des biens de son père, il s'embarqua pour l'Amérique, passa de là en Espagne et gagna ses éperons devant Cadix. Enfin, s'étant fermé pour toujours les portes de l'Angleterre, en faisant passer à Jacques I^er^ un projet dangereux sur les impôts, il voyagea par toute l'Europe, et se fixa à Florence, où il se livra à la culture des lettres. Créé, en 1620, duc du Saint-Empire, et fait noble romain par Urbain VIII, il reconnut les bienfaits du pape en faisant dessécher les marais de Pise et en faisant déclarer Livourne port franc. Il a fait un ouvrage italien sur la marine. Il mourut en septembre 1639 ; sa veuve retourna en Angleterre, où les biens de Robert Dudley lui furent restitués, et elle jouit de son rang de duchesse. H-LT.

Dans la suite, les Dudley eurent le titre de baron, et leur unique héritière, Françoise, fille d'Édouard Dudley, épousa Humble Ward, fils d'un riche orfèvre de Londres, qui fut créé, en 1644, baron Ward et pair du royaume par Charles I^er^. Les deux titres, d'abord réunis, passèrent ensuite sur deux têtes différentes ; en 1763, John, 6^e^ lord Ward, fut créé vicomte de *Dudley and Ward*, et le dernier titulaire de ce nom (*voy.* l'article suivant), fut créé en 1827 comte de Dudley de Dudley-Castle, comté de Stafford. Mais à sa mort ce dernier titre s'éteignit et l'héritier et cousin du dernier comte de Dudley de cette branche (William Humble Ward), ne porte plus aujourd'ui que le titre de baron de Ward. S.

DUDLEY AND WARD (John William Ward, comte de), 4^e^ vicomte *Dudley and Ward* et 9^e^ baron Ward de Birmingham. Des souvenirs de plus d'un genre se rattachent en Angleterre au nom de cet homme d'état. Une haute capacité politique et littéraire, une part glorieuse dans les travaux d'un ministère fameux, voilà les titres qui lui auraient assuré peut-être un des premiers rangs parmi les célébrités contemporaines, si l'*excentricité* de son caractère, comme parlent les Anglais, dégénérée plus tard en une véritable folie, n'avait arrêté l'essor de ses facultés éminentes et de sa brillante carrière. Né le 9 août 1781, une éducation solitaire et privée, hors du manoir paternel de Park-Lane, contribua de bonne heure à développer, avec son intelligence, la bizarrerie naturelle de son humeur. Il venait de prendre ses degrés à Oxford et avait à peine atteint l'âge de l'éligibilité, lorsque, aux élections générales de 1802, il fut nommé membre du parlement pour Downton. Mais l'année d'après, désirant être élu dans le comté

de Worcester, où la plupart de ses propriétés étaient situées, il accepta les *Chiltern Hundreds*, espèces de sinécures rétribuées 20 shellings par an et dont l'acceptation suffit pour motiver une réélection. A l'exception des années 1806 et 1818, il ne cessa de figurer avec distinction à la Chambre des communes jusqu'en 1823, où la mort de son père l'éleva aux honneurs de la pairie. Lors de la formation du ministère Canning (11 avril 1827), il fut nommé secrétaire d'état pour les affaires étrangères et membre du conseil privé, puis comte de Dudley le 24 septembre suivant. Après avoir rempli successivement ces importantes fonctions sous l'administration de Canning, de lord Goderich et pendant une partie de celle du duc de Wellington, il les résigna en mai 1828. Ses discours parlementaires et ses dépêches furent cités pour leur élégance toute classique. Il fournit au *Quarterly Review* plusieurs articles parmi lesquels on remarqua une notice sur Horne Tooke, dont il avait été l'ami intime dans sa jeunesse. Si l'on en croit les anecdotes qui circulèrent à Londres, sa carrière ministérielle, signalée du reste par une incontestable capacité, l'aurait été aussi par les distractions les plus singulières. Ainsi l'on veut que, peu de temps avant l'affaire de Navarin, il ait adressé à l'ambassadeur de Russie une lettre confidentielle destinée à celui de France. On ajoute que le prince de Lieven, s'obstinant à voir dans l'étourderie du ministre anglais une rouerie diplomatique des plus raffinées, se fit honneur auprès de sa cour d'une prudence peu commune pour avoir démêlé une ruse si bien ourdie. A partir des premières discussions sur la réforme parlementaire, plusieurs attaques de paralysie et les symptômes d'une affection mentale dès longtemps prévue éloignèrent lord Dudley de la scène politique. Depuis ce moment il donna à ses amis le triste spectacle d'une haute intelligence déchue et ne fit que languir dans un état d'enfance jusqu'à sa mort, arrivée le 6 mars 1833 à Norwood (Surrey). Il n'avait que 52 ans et n'était pas marié, bien que, dans sa folie, il ne cessât d'affirmer le contraire. Lady Lyndhurst, dont les soins assidus avaient entouré ses dernières années, éprouva les effets de la générosité qui avait toujours formé le fonds de son caractère. Il lui laissa la plus grande partie de sa fortune, qui était considérable. Quant à ses titres ils s'éteignirent avec lui, à l'exception de la baronie de Ward, qui fut dévolue, ainsi qu'on l'a dit dans l'art. précédent, au révérend Humble Ward, recteur de Himley, dans le comté de Stafford. R-Y.

DUÈGNE. C'est à la langue espagnole que nous avons emprunté ce mot (*dueña*); c'est aux mœurs de ce pays que l'on emprunta aussi chez nous le genre de fonctions, aujourd'hui fort rarement exercé en France, de ces vénérables dames.

En Espagne, la duègne, sorte de Cerbère ou d'Argus féminin, est principalement la gardienne de la vertu des épouses et des filles. Parfois aussi c'est une sorte d'intendante de la maison. Le roman si vrai de *Gil Blas* nous a fait connaître les duègnes sous ce double rapport; il nous a dit aussi comment les *señoras* ou leurs cavaliers servants savent, dans l'occasion, engager ces rigides matrones à une surveillance moins exacte.

Les duègnes furent importées chez nous dans le XVII^e^ siècle, lorsque deux reines espagnoles vinrent successivement partager le trône de nos monarques. Le théâtre, à son tour, s'empara de ce personnage, et son nom fut même donné à l'un des *emplois* dramatiques. Il y désigna, non-seulement les surveillantes de l'honneur du beau sexe, mais aussi toutes les vieilles femmes qui jouaient des rôles chargés ou ridicules. Cet emploi exigeait du mordant, du comique dans le jeu et la diction. A 45 ou 50 ans, la *soubrette* devenait *duègne*; c'était pour elle une transition à la retraite.

Nous avons eu au théâtre d'excellentes *duègnes* : aujourd'hui, à l'exception de M^me^ Desmousseaux, au Théâtre-Français, on ne trouve plus, dans nos spectacles, que des duègnes fort médiocres. Comme on ne fait plus que rarement des rôles pour ce personnage de convention et passé de mode, nos actrices donnent peu de soins et d'application à cette partie de leurs études dramatiques. M. O.

DUEL, mot dérivé de *duellum*, qui a

pour racine *duo*, deux, et dont la signification a quelquefois été confondue par les anciens avec celle de *bellum*. A l'article COMBAT SINGULIER nous avons traité du duel sous le point de vue historique : ici c'est sous celui de la philosophie que nous avons à l'envisager.

Tout le monde ne sait que trop ce que c'est que cette déplorable tyrannie de l'opinion qu'on appelle *point d'honneur*, et qui force deux hommes à s'égorger souvent de sang-froid pour des misères. Tout le monde sait quels malheurs et que de sang répandu sont résultés d'un préjugé contre lequel les lois de divers pays ont vainement lutté, et qui se soutient encore de nos jours malgré des dispositions pénales souvent très rigoureuses, malgré la douceur presque générale de nos mœurs, et en dépit des raisonnements les plus victorieux, des attaques les plus vives et les mieux dirigées des philosophes et des écrivains, en dépit de ces belles pages de la *Nouvelle Héloise*, où J.-J. Rousseau semble avoir épuisé tout ce que la raison peut offrir d'arguments contre ce barbare usage.

Le duel peut être considéré par rapport à l'offensé et par rapport à l'offensant. Ces deux points de vue principaux en font naître ensuite d'autres.

Par rapport à l'offensé, le duel n'est ni juste, ni sage, ni généreux, et s'il pouvait encore être considéré dans nos mœurs comme *jugement de Dieu* (*voy.*), il serait impie, car ce serait *tenter Dieu* que d'y avoir recours.

Le duel n'est pas juste, parce que l'offensé reste seul juge dans sa propre cause, au lieu que la société doit être investie par chaque individu du droit de vengeance, tant dans l'intérêt de l'offensé que dans celui de l'offensant; parce que dans ce système barbare il n'y a point d'échelle de pénalité, les moindres injustices étant ou pouvant être punies de mort comme les plus grands crimes; parce que ceux qui croient que l'honneur est en raison directe de la susceptibilité sont poussés au duel par une prétendue offense qui n'a véritablement rien de ce caractère; parce qu'enfin c'est le plus souvent la passion, le préjugé et la colère qui décident de la gravité de l'offense et non le sang-froid d'une saine raison.

Le duel n'est pas plus sage qu'il n'est juste, parce que l'offensé qui n'a point d'honneur, n'en peut acquérir par ce moyen; ou s'il peut lui revenir quelque chose d'analogue, ce n'est que la réputation d'un courage qu'on apprécie mieux maintenant et qu'on sait être même quelquefois le partage de l'homme le moins résolu, dans des circonstances où il faut visiblement s'exposer à la perte de la vie pour satisfaire au véritable honneur ou au devoir. Si l'offensé est honoré de ses concitoyens, si surtout il est connu par son courage physique, il est absurde que le premier venu puisse le déshonorer : notre honneur est entre nos mains, il est inattaquable au dehors. Le duel est absurde, puisque ce n'est pas une vengeance où le droit soit respecté, attendu que l'offensé court les mêmes chances que l'offensant, et quelquefois de plus grandes. L'assassinat serait moins déraisonnable, s'il n'était plus odieux, ce qui ne veut pas dire que le duelliste ne soit pas quelquefois un assassin. Le duel est absurde dans ses principes parce qu'il suppose que le courage physique puisse réparer une injustice, tandis qu'il n'y a rien de commun entre ces deux choses; il est absurde dans ses résultats, car si l'offensant succombe il est censé avoir réparé sa faute, tandis qu'il n'a été que maladroit ou impuissant, et si c'est l'offensé, le préjugé du duel suppose l'offense réparée quand au fait elle n'est qu'aggravée; il est absurde enfin parce qu'il suppose que le courage physique est la seule vertu, tandis que les faits prouvent tous les jours que le courage physique n'est pas toujours accompagné du courage moral, non plus que de la probité, de la bienfaisance, de la générosité, ni même de l'honneur; car les assassins et les voleurs de grands chemins ont aussi leur courage.

Ce dernier préjugé, sur lequel est fondé le duel, en fait voir l'origine. Il est évident en effet qu'il n'a pu prendre naissance que chez un peuple où l'impétuosité de la valeur militaire était estimée par-dessus tout, où elle tenait lieu de toutes les vertus, et où l'on croyait être assez vengé si l'on parvenait à rendre

méprisable son ennemi en prouvant qu'il n'avait pas de cœur. Aujourd'hui tout le monde convient qu'il y a de la générosité à pardonner une offense, et qu'il est plus beau d'oublier que de se venger.

Par rapport à l'offensant, il y a injustice à plusieurs égards. D'abord, toute offense exige satisfaction, et quiconque est honnête ne rougit pas de réparer une injustice. Il y a injustice ensuite, en ce que l'offensant se propose d'ajouter une seconde faute à la première en tuant l'offensé ou en s'en faisant tuer lui-même. Il y a de plus injustice envers la famille de l'offensé, injustice envers sa propre famille, injustice envers la société dont on méconnaît l'autorité et les droits en résistant à ses ordres et en s'exposant à la priver d'un de ses membres.

Il y a aussi dans l'offensant le même défaut de sagesse, la même absurdité, mais il ne peut pas y avoir défaut de générosité. J^h T.

Il nous reste à dire quelques mots sur la législation française relative au duel. On ne retrouve plus dans la nouvelle loi les peines rigoureuses destinées à réprimer un désordre que la raison publique et la morale peuvent seules détruire. Le Code pénal de 1791 est muet sur ce point. Un décret de l'Assemblée législative, du 17 septembre 1792, prononça même l'abolition des poursuites dirigées et des jugements rendus contre des citoyens, depuis le 14 juillet 1789, pour cause de duel. Le Code pénal de 1810 garde le même silence sur ce genre d'infraction. Les discours des orateurs du gouvernement ne contiennent pas un seul mot à cet égard ; néanmoins l'auteur du rapport fait au corps législatif, après la présentation du chap. 1 du tit. II du livre 3 de ce code, exprima l'opinion que les termes généraux de la loi comprenaient l'attentat connu sous le nom de duel. Depuis, la question s'étant présentée, la Cour de cassation, par ses arrêts des 8 janvier et 8 avril 1819 et 4 décembre 1824, a décidé que si le fait du duel blesse profondément la religion et la morale et porte une atteinte grave à l'ordre public, il n'est cependant qualifié crime par aucune des lois pénales en vigueur. Du reste, il faut remarquer que la même cour a jugé, le 21 septembre 1821, que si l'un des combattants, sans se trouver dans le cas de la défense légitime, a donné volontairement la mort à son adversaire, il peut alors être puni comme meurtrier ou assassin. Elle a pareillement décidé, le 29 juin 1827, que l'individu qui en tue un autre en duel est passible de dommages et intérêts envers la famille de celui qu'il a tué.

Le 14 février 1829, M. Courvoisier, alors garde-des-sceaux, présenta à la Chambre des pairs, sur le sujet qui nous occupe, un projet de loi conçu avec sagesse, mais qui ne put être discuté avant la fin de la session. E. R.

DU FRESNE, *voy.* DU CANGE.

DUFRESNOY (ADÉLAÏDE-GILLETTE BILLET), l'une de nos femmes de lettres les plus distinguées, née à Paris en 1765, fut mariée, dès l'âge de 15 ans, à M. Dufresnoy, procureur au Châtelet. Quelques pièces insérées dans l'*Almanach des Muses* révélèrent son talent poétique : *la Journée d'une amante* et *l'Anniversaire* furent surtout remarquées. La renommée naissante de cette jeune muse réunit autour d'elle une cour de littérateurs, parmi lesquels se trouvaient La Harpe et Fontanes ; plus tard elle eut l'avantage de compter Camille Jordan au nombre de ses amis.

La révolution ayant privé M. Dufresnoy de sa place, il obtint quelque temps après un emploi de greffier au tribunal de Turin, et les deux époux durent s'expatrier. Bientôt un nouveau malheur vint les atteindre : le mari fut frappé d'une cécité complète, et M^me^ Dufresnoy, au lieu de consacrer ses veilles à la poésie, les employa plus d'une fois à transcrire des rôles de procédures.

Revenue à Paris sous l'empire, elle y publia, en 1807, ce *Recueil d'élégies* qui la plaça au rang des Tibulle et des Parny. Jamais une femme n'avait encore parlé avec une sensibilité si vraie, une mélodie si touchante, cette langue que, suivant une expression de l'auteur, *Racine a conquise à l'amour ;* jamais aussi un écrivain de son sexe n'avait exprimé cette passion avec tant de feu et ne l'avait dépeinte avec des traits plus vifs. M^me^ Dufresnoy peut, à juste titre,

être surnommée *la Sapho française.*

Veuve en 1812, mais ayant à sa charge une mère âgée et infirme, M^me^ Dufresnoy, à la sollicitation de MM. de Ségur et Arnault, appuyée d'ailleurs de la puissante recommandation du *Journal des Débats* (*voy.* DUSSAULT), avait obtenu une pension du gouvernement impérial. Obligée, lors de la Restauration, de chercher dans sa plume d'autres ressources, elle composa un assez grand nombre d'ouvrages d'éducation, dont le style pur et élégant les fit distinguer parmi la foule de ces compilations élémentaires.

Douée de talents très variés, M^me^ Dufresnoy avait précédemment fait représenter plusieurs vaudevilles agréables, et fait paraître quelques traductions de romans anglais. Son poème de la *Mort de Bayard* fut couronné en 1815 par l'Académie-Française.

M^me^ Dufresnoy fut enlevée aux lettres le 7 mars 1825. M. Tissot prononça son éloge funèbre, et M. de Pongerville lui consacra une notice nécrologique dans la *Revue encyclopédique* du même mois. Deux nouvelles éditions ont confirmé le succès de ses tendres et brûlantes *Élégies*. La dernière a été publiée en 1821; elle est précédée d'une notice intéressante de M. Jay. M. O.

DUFRESNY (CHARLES-RIVIÈRE), poète comique, né à Paris en 1648, passait pour être arrière petit-fils d'Henri IV et d'une paysanne d'Anet, connue sous le nom de la *Belle jardinière*. Il fut valet de chambre de Louis XIV, qui l'aimait beaucoup et le combla de bienfaits. Doué d'un goût merveilleux pour les arts du dessin, Dufresny appliqua surtout cette heureuse disposition à l'embellissement des jardins, et c'est à lui qu'on doit l'introduction, en France, du genre anglais. Le roi lui donna le brevet de contrôleur des jardins royaux; il y ajouta le privilége d'une manufacture de glaces. Mais toujours pressé par le besoin d'argent, emporté par son penchant pour la dissipation, Dufresny céda, à vil prix, des avantages qui auraient dû l'enrichir. Aussi Louis XIV disait-il qu'il ne pourrait jamais venir à bout de faire sa fortune; de son côté, Dufresny disait au roi lui-même que si le Louvre eût appartenu aux religieux de quelque ordre mendiant, il eût été achevé depuis longtemps. Fatigué des devoirs que lui imposait sa résidence à la cour, Dufresny renonça à sa charge et vint à Paris vivre dans l'indépendance. Il usa tellement de la sienne, aux dépens de sa bourse, qu'au bout de quelque temps on le vit épouser sa blanchisseuse, faute de pouvoir la payer. Ce trait, consigné par Lesage dans son *Diable boiteux*, a fourni à M. Deschamps le sujet d'un fort joli vaudeville. Le même penchant pour les plaisirs et pour le théâtre rapprocha Dufresny et Regnard. Le premier avait conçu le projet de mettre en scène le caractère du *Joueur :* il en fit part à Regnard, qui ne s'était encore fait connaître que par quelques bagatelles; celui-ci s'empara de l'idée de son ami, et l'apparition de son chef-d'œuvre, qui est demeuré l'un de ceux de notre théâtre, devança de plusieurs mois la représentation du *Chevalier joueur*. Cette concurrence brouilla les deux amis; mais l'infériorité de la pièce de Dufresny fit dire au public que Regnard avait été *le bon larron*. Dufresny, en effet, ne pouvait lutter avec succès contre l'homme qui a mérité d'être appelé notre second comique. Son dialogue est semé de traits spirituels; mais cet esprit, toujours le même, est celui de l'auteur et non celui des personnages. Son style, trop serré, a quelque chose de tourmenté et de pénible, et l'on y trouve le germe du marivaudage. L'intrigue de ses pièces est en général forcée et obscure; dans les caractères comme dans les situations, il manque souvent l'effet comique, parce qu'il l'exagère. L'*Esprit de contradiction*, comédie en un acte, à peu près exempte de ces défauts, est le meilleur ouvrage de Dufresny. Il y a beaucoup à louer aussi dans la *Réconciliation normande*, en 5 actes et en vers, dans le *Mariage fait et rompu*, le *Double veuvage* et le *Jaloux honteux*, comédies en 3 actes. Ces deux dernières pièces, réduites en un acte, ont été transportées avec succès, par M. Vial, sur la scène de l'Opéra-Comique. Dans cette transformation, l'une a pris pour titre *Le grand deuil*, et l'autre *Les deux jaloux*. La musique de cette

dernière a fait la réputation de M^me^ Gail. Outre son théâtre, Dufresny a donné un volume d'œuvres mêlées, parmi lesquelles on remarque un *Parallèle burlesque entre Homère et Rabelais*, et les ingénieuses esquisses de mœurs intitulées *Amusements sérieux et comiques*. M. Auger a publié, en deux volumes, les *OEuvres choisies de Dufresny;* il y a joint une notice élégante sur cet auteur. P. A. V.

DUGALD STEWART, *voy.* STEWART.

DUGAS-MONTBEL (JEAN-BAPTISTE) naquit à Saint-Chamond en Forez, département de la Loire, le 10 mai 1776. Il fit ses études à Lyon, au collége des oratoriens, sans obtenir aucun de ces succès qui quelquefois présagent une brillante destinée littéraire. A sa sortie du collége, il entra forcément dans un bataillon de volontaires; mais il se retira du service dès qu'il en trouva l'occasion, ayant du moins appris dans la vie militaire de cette époque, toute de privation et de souffrance, à mieux comprendre le prix du bien-être et de l'aisance que donnent le travail et l'instruction. Le commerce était la profession de sa famille : il s'y livra avec ardeur, et en même temps il recommença toutes ses études. Il avait alors 20 ans. Comme ses affaires l'appelaient souvent à Paris, il y profitait de ses séjours pour assister aux leçons des plus célèbres professeurs, et pour se lier avec des hommes de lettres distingués. C'est en collaboration avec l'un d'eux qu'il fit jouer à Paris, en 1800, une comédie-vaudeville qui eut un grand succès, *la Femme en parachute ou le soupçon*. En 1803, l'Académie de Lyon réorganisée admit Dugas-Montbel parmi ses membres; mais devenu l'un des chefs de sa maison de commerce, il eut peu de loisir pour assister aux séances, et il en fut surtout empêché par les voyages qu'il était obligé de faire dans les départements, en Suisse et en Italie. Ces voyages, si utiles à son instruction, ne le furent pas moins à ses affaires, et à 30 ans il put renoncer au commerce pour se livrer tout entier à ses goûts de littérature et d'érudition. C'est alors seulement qu'il commença l'étude du grec; et, en 1810, lorsqu'il vint se fixer à Paris, sa profonde intelligence des textes et des scholiastes, son enthousiasme pour la langue de Platon et d'Homère, en avaient déjà fait un helléniste des plus distingués et un véritable Homéride. L'Iliade, l'Odyssée, en effet, étaient l'objet privilégié de ses études et de son culte : il les traduisit et les commenta avec la conscience de cette vérité que la forme est tout dans l'art; il s'étudia donc à conserver à Homère sa forme, c'est-à-dire sa simplicité, sa grâce et sa splendeur. L'Iliade, ainsi traduite, parut en 1815, et l'Odyssée, la Batrachomyomachie et les hymnes, en 1818. Après une révision scrupuleuse, Dugas-Montbel en donna une deuxième édition avec le texte en regard et des observations fort importantes (Paris, 1828-1833, 9 vol., in-8°). Cette traduction, la plus digne de l'original que l'on ait en France, et dont le mérite est rehaussé par le riche et judicieux commentaire qui l'accompagne, excellent résumé des observations de Knight, de Heyne, de Wolf, etc., est le titre glorieux qui fit admettre, le 26 novembre 1830, Dugas-Montbel à l'Institut de France, comme académicien libre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. C'est dans cette belle édition que se trouve, sous le titre d'*Histoire des poésies homériques*, le développement spirituel et savant des paradoxes de Vico et de Wolf, à l'imitation desquels M. Dugas-Montbel a remplacé l'individualité d'Homère par un Homère multiple et collectif, symbole du peuple grec racontant lui-même dans des poésies nationales ses origines et sa gloire. Le succès obtenu par ce grand travail sur Homère avait engagé Dugas-Montbel à tenter un autre travail dans le même genre sur les tragiques grecs; mais la révolution de 1830 vint l'arracher à ses études favorites pour le mêler à la politique comme député.

Trois fois, en 1830, 1831 et 1834, il reçut des Lyonnais le mandat de les représenter à la chambre, et il s'y est fait remarquer, surtout dans les commissions, par ses opinions austères, une noble indépendance et un grand zèle pour la cause de l'humanité et pour les intérêts du commerce et des manufactures.

Depuis longtemps sa santé déclinait; il fut enfin réduit à un repos absolu, et le 30 novembre 1834 il mourut dans les bras de ses amis. Par son testament il a légué sa riche bibliothèque à sa ville natale et 8000 fr. pour ses frais d'établissement. Dugas-Montbel a composé des dissertations, toutes fort curieuses, qu'on retrouvera dans le *Mercure de France* du 7 novembre 1812, dans le *Magasin encyclopédique* de novembre 1812, dans le *Bulletin des Sciences historiques* de novembre 1825, enfin il a fait insérer dans les *Annales biographiques* de 1826 deux très bonnes notices sur Lémontey et Wolf. F. D.

DUGAZON (Jean-Baptiste-Henri Gourgault, dit), comédien français, né à Marseille en 1743, était fils d'un acteur qui, n'ayant obtenu aucun succès au théâtre de la Comédie-Française à Paris, n'eut d'autre parti à suivre que de s'enrôler dans une troupe de province. Mais Jean-Baptiste, dont le jeu était plus assuré que celui de son père, et qui avait de l'ambition et des vues plus grandes, débuta sur la scène au mois d'avril 1771, et voulut remplir les rôles des premiers comiques et des Crispins. C'était le moment où le célèbre Préville faisait briller tout son talent et semblait éloigner toutes les rivalités. Dugazon, qui n'en fut point intimidé, sut cependant mériter quelques applaudissements; il fut reçu pensionnaire la même année, et sociétaire l'année suivante. Acteur intelligent, il joignait à une connaissance approfondie de l'art théâtral un masque excellent, une étonnante mobilité dans la physionomie; il avait de l'esprit, de la gaîté, et un talent supérieur pour imiter les caricatures et le langage burlesque. Les rôles où il excellait étaient ceux de Mascarille dans *l'Étourdi;* de Scapin, dans les *Fourberies;* de Jourdain, dans le *Bourgeois gentilhomme;* de Frontin, dans le *Muet;* de Sganarelle, dans le *Festin de Pierre*, etc. Mais quelques années après, Dugazon trouva un rival dans Dazincourt (*voy.*) qui obtint une grande réputation dans le rôle de Figaro et dans les valets de Destouches et de Marivaux, sans éclipser néanmoins celle de son camarade. L'habileté de ce dernier à la danse lui donnait beaucoup d'avantage. Avant la révolution de 1789, il paraissait souvent aux petits spectacles de la cour et jouait avec les plus grands seigneurs. Reçu comme bouffon dans la haute classe de la société, il y mit à la mode le genre des mystifications, dans lequel, de nos jours, il a eu un grand nombre d'imitateurs. Doué d'une grande présence d'esprit et de beaucoup de sang-froid, il avait en même temps une audace qui allait jusqu'à l'impudence.

Dugazon adopta les principes de la révolution avec une exagération très blâmable et devint aide-de-camp du fameux Santerre en 1793. Aussi, lorsqu'il reparut sur le théâtre après le 9 thermidor, le public fut pour lui sévère jusqu'à la dureté : il fallut tout son courage et sa présence d'esprit pour ne pas être accablé. Sur-le-champ il se dépouilla de son costume d'acteur, et, s'avançant vers le parterre irrité, il s'écria : « Je ne suis plus que citoyen ac- « tuellement; j'attends de pied ferme ce- « lui qui croit avoir des reproches à me « faire, et suis prêt à lui répondre sur « tous les tons. » Personne ne s'étant présenté, la paix fut aussitôt rétablie.

Dugazon a été, pendant plusieurs années, professeur de déclamation au Conservatoire : il a fait de bons élèves; ses conseils ont été utiles même à Talma et à Lafon. Après la mort de Molé, il voulait remplir les principaux rôles de *l'Optimiste* et du *Bourru bienfaisant;* mais son amour-propre fut déçu : il n'obtint aucun succès. Dugazon était lui-même littérateur : il nous reste de lui l'*Avénement de Mustapha au trône*, ou *le Bonnet de la vérité*, comédie en 3 actes, en vers (en société avec Riouffe); *l'Émigrante*, ou *le Père Jacobin,* comédie en 3 actes et en vers; *le Modéré* (1794), comédie en 3 actes et en vers; *les Originaux* (1802), comédie de Fagan remise au théâtre avec trois scènes nouvelles; toutes pièces jouées au théâtre alors dit de la République. Dugazon a fait aussi une fable dont Préville était l'objet, et qu'il répétait souvent sur la scène en province, comme une marque de sa reconnaissance envers cet acteur admirable. Sur la fin de sa carrière, Dugazon, ayant quelques

absences de raison, mit cette fable en action, en s'entourant de toutes sortes d'oiseaux. En quittant le théâtre en 1807, il se retira dans une propriété qu'il avait à Sandillon, près d'Orléans, où il mourut dans un état complet d'aliénation mentale, le 11 octobre 1809.

Sa femme, LOUISE-ROSALIE LEFÈVRE, depuis madame Dugazon, née à Berlin en 1755 et venue en France à l'âge de huit ans, a acquis une grande réputation sur le Théâtre-Italien et sur celui de l'Opéra-Comique. Après avoir débuté, à l'âge de 12 ans; sur le Théâtre-Italien, avec sa sœur, dans un pas de deux ajouté à la *Nouvelle École des Femmes*, Rose Lefèvre y fut attachée comme danseuse. Son intelligence, son ardeur et d'heureuses dispositions ayant été appréciées dans les petits airs qu'on lui fit chanter et dans les petits rôles qu'elle essaya, on lui confia, en 1774, celui de Pauline du *Sylvain*. Le succès qu'elle y obtint la fit recevoir pensionnaire, et quelque temps après sociétaire, au mois d'avril 1776. C'est à cette époque que Dugazon, qui se distinguait déjà lui-même sur la scène française, enthousiasmé des progrès de la nouvelle actrice et charmé de ses attraits, voulut l'épouser. Cette union ne fut pas heureuse et dura peu d'années : après une séparation de fait, son divorce fut légalement prononcé; on assure que l'un et l'autre n'en marquèrent aucun regret. Douée d'une figure piquante et d'une tournure pleine de grâces, M^me^ Dugazon avait beaucoup de finesse, de sensibilité, et une expression vive et entraînante : aussi brillait-elle également dans les rôles de jeunes amoureuses et de soubrettes. Comme elle avait aussi de l'expression dans son chant, elle fut particulièrement applaudie dans les rôles de Babet dans *Blaise et Babet*, de même que dans le *Droit du seigneur;* de Justine, dans *Alix et Justine*; de Colette, dans *la Dot*; de Nina, dans *la Folle par amour*, etc. Dans cette dernière pièce surtout on ne pouvait porter plus loin le délire de la passion. Mais sa taille ayant épaissi subitement, elle fut obligée de renoncer aux rôles d'amoureuses, et elle n'obtint pas moins de succès dans ceux qu'elle créa, tels que les rôles de Catherine dans *Pierre-le-Grand*, de Camille, dans le *Souterrain*, etc. Son nom fut donné à ces deux emplois que les comédiens appelèrent depuis les *jeunes Dugazon* et les *mères Dugazon*. De 1792 à 1795 elle ne parut point au théâtre, mais à son retour elle fut accueillie avec un vif plaisir par le public; elle fut applaudie comme auparavant dans le *Calife de Bagdad*, dans la *Pauvre femme*, dans *Marianne*, etc. Alternativement pathétique, affectueuse, fière, comique, colère, elle passait d'un de ces états à l'autre sans transitions suffisamment gnaduées, et entraînée souvent par la chaleur de son âme et par son extrême vivacité, elle dépassait quelquefois les bornes de la nature.

Madame Dugazon, qui n'était que pensionnaire depuis sa rentrée aux Italiens, devint sociétaire en 1801, après la réunion des deux opéras-comiques dans la salle Feydeau; elle fut l'un des membres du conseil d'administration. Retirée pour la seconde fois du théâtre vers l'année 1806, elle termina sa carrière à Paris, en 1821. M^me^ Dugazon avait un fils, Gustave, né en 1780, qui, élève de Berton au Conservatoire de musique, devint un habile pianiste. Il s'est fait connaître avantageusement par un grand nombre de jolies romances, mais il n'eut pas le même succès dans la composition dramatique. X.

DUGHET (GASPARD) dit LE GUASPRE ou GASPRE-POUSSIN, à cause de son alliance avec le célèbre peintre français, qui fut aussi son maître, était fils de Jacques Dughet, Parisien établi à Rome. Il naquit dans cette dernière ville en 1613. Poussin se plut à cultiver dans son jeune beau-frère d'heureuses dispositions pour la peinture; il les dirigea de préférence vers le paysage comme s'accordant mieux avec ses goûts démesurés pour la chasse et la pêche. Alors Dughet loua quatre maisons de campagne à la fois, deux sur les hauteurs de Rome, une à Tivoli, une à Frascati, afin d'avoir constamment devant les yeux des vues riches et variées et de pouvoir à toute heure du jour étudier à loisir les grands et beaux effets de la nature. Bientôt le Guaspre se plaça comme paysagiste à la hauteur du Poussin, son maître,

de Claude Lorrain et de Salvator Rosa, avec lequel il était capable de lutter de prestesse d'exécution; car il lui arriva souvent de commencer et de finir dans une même journée un paysage d'assez grande dimension, enrichi de figures. Ses ouvrages sont nombreux et d'une grande variété de composition et d'effets; ils représentent pour la plupart des sites pris sur nature, choisis avec goût, enrichis de détails de son invention ou puisés dans d'autres lieux; les personnages qui les animent sont toujours bien posés, bien en action, d'un style noble et en harmonie avec le caractère du paysage représenté. Si Dughet s'est rarement élevé jusqu'au sublime, et si, malgré son rare talent pour peindre les coups de vent, les orages mêlés d'éclairs, on n'éprouve pas devant ses ouvrages ces sentiments de surprise, d'effroi, d'admiration qui naissent de ces circonstances si bien trouvées, si bien exprimées par Salvator Rosa, du moins y trouve-t-on ordinairement cette heureuse combinaison de lignes et d'effets, cette grandeur, cette gravité de style, cette observation exacte de ce qu'on pourrait nommer le costume de la nature sous l'influence de tel ou tel phénomène, de telle ou telle circonstance, cette imitation fidèle d'une nature embellie par une imagination riche d'études et de souvenirs, qui constituent l'essence du *paysage historique* et sans lesquelles un tableau n'est plus qu'une copie servile ou triviale d'un site donné, ou une imitation plus ou moins intelligente d'une nature heureuse, peut-être embellie de quelques accessoires bien trouvés.

Comme la plupart des peintres, Dughet a changé plusieurs fois de manière. Formé par le Poussin, qui se plaisait à le voir travailler et qui peignit plus d'une fois les figures de ses tableaux, il lui ressemble souvent; d'autres fois il s'est rapproché de Claude Lorrain : alors il est plus vrai, plus étudié. Il sut le premier exprimer le mouvement des feuilles et celui des nuages. Son coloris est frais et harmonieux, mais peut-être un peu monotone par l'abus qu'il fit des tons verts; ses arbres, toujours admirablement groupés, d'un beau port, ont tous le caractère propre à leur espèce; enfin son exécution brille par une franchise peu commune.

Pour prendre une juste idée de sa haute capacité et de sa facilité, il faut voir à Rome ses grandes et belles peintures à l'huile et à fresque des palais Panfili, Doria et Colonna, et de l'église de San-Martino. Accueilli des princes et des seigneurs, ne pouvant suffire aux nombreuses demandes qui lui étaient faites dans l'étranger, le Guaspre devint riche de plus de 30,000 écus romains, somme alors très considérable; mais son peu d'économie et une longue maladie mirent fin à ce trésor : à peine, lorsqu'il mourut, à l'âge de 62 ans, sans avoir été marié, trouva-t-on la somme nécessaire à ses obsèques. Son œuvre, considérable, est très varié, comme on en peut juger par les gravures que Vivarès, Woollet, J. Brown, Th. Major, J.-B. Chatelain, P.-C. Canot, A. Pont, J. Wood et autres artistes anglais ont exécutées d'après les tableaux de sa main que possède la Grande-Bretagne, où ses productions sont au moins aussi recherchées qu'en Italie. Le Guaspre a gravé à l'eau-forte, d'après lui-même, huit sujets de paysage. Ses restes mortels reposent dans l'église Sainte-Suzanne à Rome, où ses amis lui ont élevé un mausolée.

Son frère cadet, Jean Dughet, comme lui élève du Poussin, quitta la peinture pour s'adonner exclusivement à la gravure. Les *Sept Sacrements* de la suite dite *del Pozzo*, *le Jugement de Salomon*, *le Parnasse*, *la Naissance de Bacchus*, qu'il a gravés à Rome sous la direction et d'après Nicolas Poussin, son beau-frère, sont les pièces capitales de son œuvre, presque uniquement composé de sujets empruntés au peintre des Andelys. Jean Dughet a laissé sur son maître et son parent des lettres et des mémoires d'un véritable intérêt. L. C. S,

DUGOMMIER (Jean-François Coquille), né en 1736, à la Basse-Terre, dans la Guadeloupe, d'un colon fort riche, embrassa dès l'âge de 13 ans la carrière militaire, où il se distingua et obtint bientôt la croix de Saint-Louis; mais atteint par une réforme qui le força de se retirer dans ses foyers, il se résigna à exploiter ses immenses propriétés jusqu'au moment où la révolution vint lui

offrir les moyens de sortir avec éclat du repos auquel on l'avait condamné malgré lui. Ses principes républicains, proclamés hautement, le firent nommer colonel général des gardes nationales de la Martinique. Une révolte conduite avec audace par un nommé Béhague mit la vie du colonel général dans le plus grand danger; il se distingua pourtant dans la défense du fort Saint-Pierre contre les partisans de Béhague; mais il fallut céder au nombre, car les rebelles, appuyés par les colons, étaient bien supérieurs en forces, et Dugommier ne put échapper à leurs projets de vengeance qu'en passant en France, où il arriva en 1792 comme député à la Convention, chargé de défendre les intérêts des patriotes de la Martinique. Il éleva énergiquement la voix en faveur des colonies, cherchant à attirer sur elles l'attention générale; mais de plus graves préoccupations s'étaient emparées de tous les esprits, et Dugommier dut suivre l'impulsion générale, en demandant du service au gouvernement républicain, qui l'envoya comme général de brigade à l'armée d'Italie, où ses talents le firent presque aussitôt nommer général de division. C'est en cette qualité qu'il vint à Toulon remplacer Barras, chargé de reprendre cette ville sur les Anglais. On sait que ce siége mémorable fut le point de départ de Napoléon, alors officier d'artillerie, et qui aida puissamment Dugommier dans son triomphe. Il faut dire à la louange du général en chef que les massacres qui souillèrent dans les premiers instants la victoire des républicains français furent désavoués par lui, trop faible pour s'opposer aux ordres tout-puissants des représentants du peuple. En 1794 il fut envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales, dont il dirigea les opérations avec succès, en s'emparant tour à tour de Saint-Elme, de Collioure, de Port-Vendre, de Bellegarde, et en chassant les Espagnols du territoire. Le 17 novembre il résolut de livrer une bataille décisive à Saint-Étienne, et il voyait déjà sa victoire assurée par les efforts de son lieutenant Augereau, lorsqu'un obus vint le frapper entre ses deux fils et le tua sur-le-champ.

Dugommier avait alors 58 ans. Il était plein d'audace et de sang-froid; doux et humain sur le champ de bataille, il osa résister à la Convention qui avait donné l'ordre barbare de ne plus faire de prisonniers. Ses soldats, qui l'avaient surnommé le *Libérateur du Midi*, le pleurèrent comme un père. Un décret de la Convention fit inscrire son nom sur une colonne du Panthéon. Son éloge, prononcé par A.-Esprit Gibelin, a été imprimé à Aix, in-4°, an III (1795). D. A. D.

DUGONG (*trichecus dugong*, Gmelin). Ce mammifère ressemble par sa forme générale aux autres cétacés : peau lisse, épaisse, semée de crins noirs; tête très petite proportionnellement au volume du corps et comparable à celle d'un jeune éléphant dont la trompe aurait été coupée obliquement d'en haut à quelques pouces du front. Un naturaliste anglais, sir Home, a fait récemment des recherches curieuses sur le dugong; mais ses observations, purement anatomiques, pourraient paraître déplacées ici : bornons-nous à dire que les dents molaires de ce mammifère ne ressemblent en rien à toutes les autres connues, tant par leur forme, que par l'absence de l'émail sur la croûte extérieure et leur forme extraordinaire; elles sont au nombre de douze. Les dents incisives sont remplacées par les surfaces dures et sillonnées du palais et des mâchoires, avec lesquelles l'animal broie les plantes marines dont il se nourrit. Il ne présente de nageoires ni pectorales ni ventrales; sous la peau des rames pectorales se trouvent tous les os dont se compose la main de l'homme, quoique extérieurement on ne trouve aucune ressemblance avec cet organe.

La conformation toute particulière de l'organe de l'ouïe chez le dugong a aussi fixé l'attention de l'observateur anglais : il en a déduit la conséquence que le cétacé en question, plus que tout autre animal, entend au moyen des vibrations qui se propagent par les os du crâne aux rameaux semi-circulaires.

Le dugong habite exclusivement les bas-fonds et les baies. C'est pendant la mousson d'hiver, vers l'embouchure de la rivière de Johose, dans la baie située entre l'île de Singapore et la haute mer, que l'on en fait une pêche plus abon-

dante; sa chair présente la saveur de celle du veau. Cet animal ne dépasse pas ordinairement 8 à 10 pieds de longueur; quelquefois il présente de plus grandes dimensions.

Ses habitudes sont les mêmes que celles des morses et des phoques (*voy.* ces mots), auprès desquels quelques naturalistes l'avaient rangé. L. D. C.

DUGUAY-TROUIN (René), lieutenant général des armées navales, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, naquit à Saint-Malo le 10 juin 1673. Son père, après avoir rempli avec distinction les fonctions de consul de France à Malaga, vint s'établir à Saint-Malo, où il se maria et se fit armateur. Duguay-Trouin, destiné par sa famille à l'état ecclésiastique, alla faire sa rhétorique à Rennes, y reçut la tonsure, puis se rendit à Caen pour y achever sa philosophie. Mais ne se sentant aucune vocation pour l'Église, il obtint de son père d'entrer dans la marine.

Ce fut en 1689 qu'il fit sa première campagne: il s'embarqua, comme volontaire, sur une petite frégate de 18 canons, armée en course. La France était alors en guerre avec l'Angleterre et la Hollande. La nature sembla vouloir éprouver Duguay-Trouin pendant cette campagne : il fut constamment incommodé du mal de mer, vit son bâtiment menacé de faire côte à la suite d'une tempête violente, et fut témoin d'un abordage des plus meurtriers; mais ces événements, qui eussent peut-être détourné de l'état de marin un homme moins fortement trempé que lui, ne firent, au contraire, que l'affermir dans sa résolution. Bientôt il signala sa valeur dans un combat que le capitaine de son navire engagea avec un corsaire anglais qu'on prit à l'abordage, et, embarqué l'année suivante sur un autre bâtiment armé de 28 canons, il décida le capitaine à attaquer un convoi anglais de quinze voiles, faiblement escorté. Le jeune volontaire joignit l'exemple aux conseils en sautant le premier à bord de l'un des plus forts bâtiments, qui resta en son pouvoir. Alors, pour le récompenser de sa bravoure, le père de Duguay-Trouin lui confia le commandement d'un de ses corsaires, armé de 14 canons, quoiqu'il ne fût alors âgé que de 18 ans. Jeté sur les côtes d'Irlande à la suite d'une tempête, il brûle deux bâtiments anglais qu'il trouve mouillés dans la rivière de Limerick, et s'empare d'un fort qu'il détruit, malgré la vive opposition des troupes chargées de le défendre. Il détruit dans les années suivantes un grand nombre de bâtiments du commerce anglais, et soutient divers combats dont il sort victorieux.

Pour se venger d'une machine infernale que le gouvernement britannique avait lancée contre le port de Saint-Malo dans le but de se débarrasser des nombreux corsaires qui en sortaient pour capturer les bâtiments de commerce anglais, Duguay-Trouin quitte le port, montant une frégate de 40 canons. Arrivé à la hauteur des Sorlingues, il tombe, par une brume épaisse, au milieu d'une escadre de six vaisseaux anglais. Il prend chasse, mais il est joint par *l'Aventure*, de 64 canons. Le combat, devenu inévitable, commence aussitôt. Il durait depuis près de quatre heures, lorsque, se voyant entièrement démâté, Duguay-Trouin forme le hardi projet d'aborder son adversaire. Cette manœuvre, toujours difficile et dangereuse, l'est bien davantage encore de frégate à vaisseau; mais le jeune officier n'hésita point à l'entreprendre. Déjà tout était prêt pour l'exécuter, lorsqu'un faux coup de barre l'éloigna tout à coup du vaisseau anglais. Duguay-Trouin, qui était alors sur le gaillard d'avant pour sauter le premier à l'abordage, court aussitôt au gouvernail et fait mettre la barre dessous; mais le vaisseau anglais, qui avait jugé sa manœuvre, revient au vent et le canonne vivement. Pour comble de malheur, le feu se déclare aux environs de la soute aux poudres. Les soldats et les matelots effrayés abandonnent leur poste et vont se cacher à fond de cale. Duguay-Trouin, indigné, court à eux l'épée et le pistolet au poing; mais ses efforts pour les ramener au combat sont inutiles. Après avoir fait éteindre le feu, il se fait apporter des barils de grenades et les lance sur les lâches qui l'avaient abandonné. Épouvantés, ils commençaient à rejoindre leurs postes, lorsqu'en remontant

sur le pont Duguay-Trouin voit son pavillon amené. Il le fait rehisser aussitôt et se dispose à recommencer le combat. Pendant ce temps, l'escadre anglaise l'avait joint, et il allait avoir affaire à six vaisseaux. Déjà son feu vif et soutenu avait fortement endommagé le bâtiment qui le combattait, lorsqu'un boulet mort vint frapper Duguay-Trouin et le renversa sans connaissance sur le pont. L'officier qui lui succéda fit alors amener le pavillon. Duguay-Trouin, transporté à bord du vaisseau amiral anglais, y reçut tous les secours qu'exigeait son état et tous les témoignages d'estime et d'intérêt que méritait la brillante valeur qu'il avait déployée. L'escadre ayant relâché à Plymouth, il eut d'abord la ville pour prison ; mais quelques jours après, sur un ordre de l'amirauté, il fut enfermé dans le château. Toutefois sa captivité ne fut pas de longue durée : Duguay-Trouin, aussi aimable que brave, sut plaire à la fille de son geôlier ; elle lui ouvrit les portes de sa prison, et l'amour rendit un héros à la France.

La fortune avait trahi Duguay-Trouin, mais elle ne l'avait point découragé. A peine arrivé à Saint-Malo, il prend le commandement du *François*, de 48 canons, et va établir une croisière sur les côtes d'Irlande, où, en peu de jours, il s'empare de cinq bâtiments anglais richement chargés. Apprenant de l'un des capitaines ses prisonniers qu'un convoi de soixante voiles, escorté par deux vaisseaux de guerre, est dans ses eaux, il court au-devant de lui, et, l'ayant rencontré, se met en devoir de l'attaquer. Il s'attache successivement aux deux vaisseaux de l'escorte, s'en rend maître et les fait prendre à la remorque; puis il se dirige sur les côtes de France. Mais une tempête qui survint le sépara de ses prises, et l'un des navires fut repris, en vue d'Ouessant, par quatre corsaires de Flessingue. Duguay-Trouin gagna à grand' peine le port de Brest, son vaisseau étant démâté de son grand mât de hune, de celui d'artimon, et ayant perdu près de la moitié de son équipage. Le roi, informé de la brillante valeur qu'il avait montrée dans cette circonstance, lui envoya une épée d'or.

Aussitôt que *le François* eut réparé ses avaries, il alla rejoindre l'escadre du marquis de Nesmond, qui croisait devant La Rochelle, et arriva assez à temps pour participer au combat à la suite duquel cette escadre s'empara de *l'Espérance*, vaisseau de 64 canons. En 1695, Duguay-Trouin sortit de Lorient avec M. de Beaubriant, qui commandait *le Fortuné*, et ils allèrent établir leur croisière sur les côtes du Spitzberg, pour y détruire les baleiniers hollandais. Après trois mois d'une campagne infructueuse, ils se rendirent sur les côtes d'Irlande, où ils rencontrèrent trois bâtiments de la Compagnie des Indes, dont ils s'emparèrent à la suite d'un engagement assez vif, et qu'ils firent entrer au Port-Louis.

A la suite de cette campagne, Duguay-Trouin fit un voyage à Paris. Le ministre de la marine le présenta à Louis XIV, et le monarque le reçut avec cette grâce et cette affabilité qui lui gagnaient tous les cœurs, et lui prodigua ces mots flatteurs qui excitent le courage et qui souvent en sont la récompense.

Au mois d'avril de l'année 1696, Duguay-Trouin, à la sollicitation de l'intendant de la marine, prit le commandement de trois bâtiments de guerre destinés à intercepter un convoi hollandais qu'on savait devoir sortir de Bilbao. Environ huit jours après sa sortie de Brest, il eut connaissance de ce convoi, escorté par trois vaisseaux de guerre sous le commandement du baron de Wassenaër, officier d'une grande réputation, qui devint depuis vice-amiral de Hollande. Il était sur le point de hasarder un combat fort inégal, quand, heureusement, il fut joint par deux frégates de Saint-Malo. Le combat fut vif et sanglant. Duguay-Trouin aborda *le Delft*, de 54 canons, à quatre reprises différentes, et ce ne fut qu'à la dernière, et avec l'aide d'une de ses frégates, qu'il parvint enfin à s'en rendre maître. Il y perdit plusieurs de ses officiers et près de la moitié de son équipage. A bord du *Delft* tous les officiers avaient été tués, et le baron de Wassenaër, lorsqu'il se rendit, avait reçu quatre blessures graves ; les deux autres vaisseaux furent pris après une vive ré-

sistance, et douze bâtiments du convoi furent amarinés. Une tempête qui s'éleva pendant la nuit après ce combat fit courir les plus grands dangers aux marins français; mais le second jour, le vent étant tombé, ils parvinrent à gagner le Port-Louis avec toutes leurs prises.

Ce fut sur le compte rendu au roi de cette action que Duguay-Trouin fut admis dans la marine militaire : il y entra, en 1697, avec le grade de capitaine de frégate. D'abord la paix de Ryswick, qui eut lieu cette année, lui laissa le repos dont il avait besoin et il l'employa à se perfectionner dans les sciences relatives à la marine. Mais bientôt (1702) la guerre de la Succession vint l'arracher à ces études. Il fut chargé d'armer en course les frégates *la Bellone* et *la Railleuse;* une troisième se rendit de Saint-Malo à Brest pour se ranger sous son commandement. Il alla établir sa croisière sur les Orcades, et à peine y fut-il rendu qu'il s'empara de trois bâtiments hollandais venant du Spitzberg; une frégate hollandaise de 38 canons eut peu de jours après le même sort.

En 1703, Duguay-Trouin commandant *l'Éclatant*, de 66, sort de Brest avec un autre vaisseau et trois frégates. Il avait pour mission d'aller détruire la pêche des Hollandais sur les côtes du Spitzberg. A la hauteur des Orcades il découvre une quinzaine de bâtiments que la brume qui régnait alors l'empêchait de distinguer. Il s'en approche de très près pour les reconnaître; mais quand le brouillard s'est dissipé, il se trouve en présence d'une escadre de vaisseaux hollandais. Alors il se couvre de voiles et prend chasse, en faisant signal à ses bâtiments d'imiter sa manœuvre. La marche supérieure de *l'Éclatant* avait déjà éloigné Duguay-Trouin de l'escadre ennemie, lorsqu'il s'aperçoit qu'un de ses vaisseaux et une frégate se trouvaient en danger d'être enveloppés par six des meilleurs voiliers de l'escadre hollandaise : carguant alors ses basses voiles, il se laisse culer pour couvrir ces deux bâtiments. En trois ou quatre volées il démâte complétement celui des vaisseaux ennemis qui le premier se trouve à sa portée; mais quatre autres s'avancent pour le combattre. Il les attend, et, à mesure qu'ils se présentent, il les reçoit avec le feu le plus vif et le mieux nourri. Pendant ce temps ses bâtiments s'éloignaient, et lorsqu'il les vit hors d'atteinte, il força de voiles de nouveau, perdit bientôt de vue ses adversaires et rejoignit sa division. Il citait sa manœuvre en cette circonstance comme une de celles qui étaient les plus honorables pour lui. Arrivé au Spitzberg, il y prit, rançonna ou brûla un grand nombre de baleiniers.

Les années 1704 et 1705 furent marquées par de nouveaux succès. Duguay-Trouin ravagea les côtes d'Angleterre, détruisit un grand nombre de bâtiments, et s'empara du *Coventry*, qu'il fit entrer à Brest avec douze prises richement chargées. Ce fut dans cette campagne qu'il éprouva le désagrément, si fréquent autrefois dans la marine, de se voir abandonné, au milieu du feu, par ceux dont le devoir était de le seconder. Le chagrin qu'il ressentit de cette défection fut tel qu'un moment il voulut quitter le service; mais son zèle et l'amour de la gloire l'emportèrent et lui firent bientôt abandonner ce projet.

En 1706, Duguay-Trouin fut nommé capitaine de vaisseau, et il reçut l'ordre de se rendre à Cadix, alors menacé d'un siége par les Anglais. Il appareilla de Brest sur *le Jason*, ayant sous ses ordres le vaisseau *l'Hercule* et la frégate *le Paon*. A la hauteur de Lisbonne, il eut connaissance d'un convoi portugais composé d'environ deux cents bâtiments, venant du Brésil et escorté par six vaisseaux de guerre. Malgré l'infériorité de ses forces, il n'hésita pas à l'attaquer. Deux jours entiers se passèrent en manœuvres et en combats de part et d'autre; jamais dispositions ne furent mieux concertées que celles de Duguay-Trouin, jamais il ne montra plus d'intrépidité; mais des circonstances malheureuses et qu'il n'avait pu prévoir déconcertèrent tous ses projets, et il ne put parvenir à s'emparer d'aucun des vaisseaux de l'escorte ni des bâtiments du convoi. Toutefois il courut des dangers personnels dans cet engagement opiniâtre : plusieurs boulets lui passèrent entre les jambes; ses habits, ainsi que son chapeau, furent

percés de balles, et il fut même légèrement blessé.

Duguay-Trouin était depuis quelques mois à Cadix, prenant toutes les dispositions pour en défendre l'entrée, lorsqu'on apprit que la flotte anglaise destinée à en faire le siége avait quitté les côtes d'Espagne. La présence de ses vaisseaux n'étant plus nécessaire à Cadix, il appareilla pour retourner à Brest. Chemin faisant, il rencontra un convoi anglais de quinze bâtiments escorté par une seule frégate : il s'en rendit maître à la suite d'un abordage, et neuf des bâtiments du convoi tombèrent en son pouvoir.

A la promotion de 1707, Duguay-Trouin fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Louis, et il se rendit à Versailles pour recevoir la décoration de la main même de Louis XIV, qui lui fit le plus aimable accueil. A cette époque, la bataille d'Almanza, gagnée par le maréchal de Berwick, venait de raffermir en Espagne le trône de Philippe V. Les conquêtes étaient aussi rapides que l'avaient été les défaites. Alors l'Angleterre qui, en haine de Louis XIV, soutenait le parti de l'archiduc compétiteur du duc d'Anjou, fit équiper dans ses ports un convoi de deux cents voiles, destiné à porter des troupes et des munitions en Portugal. Il était de la plus grande importance d'intercepter ce convoi: Duguay-Trouin et le comte de Forbin furent chargés de cette mission. Ils sortirent de Brest le 19 octobre, à la tête de douze bâtiments de guerre. Duguay-Trouin montait *le Lys*, de 74 canons.

Après avoir croisé pendant quelques jours à l'entrée de la Manche, ils découvrirent, près du cap Lézard, la flotte anglaise escortée par cinq vaisseaux. Duguay-Trouin, dont l'escadre, composée de quatre vaisseaux et deux frégates, se trouvait alors au vent, laissa de suite arriver sur les Anglais. Appelant à son bord ses capitaines, il leur assigna à chacun les vaisseaux qu'ils devaient attaquer, et se réserva *le Cumberland*, vaisseau amiral, de 82 canons, qu'il enleva en moins d'une demi-heure. Ses lieutenants ne furent pas moins heureux : la victoire leur resta, et le résultat de cette action, dans laquelle *le Lys* eut 300 hommes hors de combat et éprouva des avaries majeures, fut la prise de trois vaisseaux, l'incendie du *Devonshire*, et la capture d'environ soixante des bâtiments du convoi. Un seul vaisseau anglais parvint à se sauver, non sans avoir été très maltraité; mais aucun des bâtiments de ce convoi ne put gagner le Portugal, les autres furent la proie des nombreux corsaires qui croisaient dans ces parages.

A son retour à Brest, Duguay-Trouin fut appelé à Paris; M. de Pontchartrain le présenta au roi, qui lui accorda une pension de mille livres sur sa cassette, en ajoutant que c'était une bien faible récompense du service qu'il venait de lui rendre. Le héros, aussi désintéressé que brave, remercia le roi et lui demanda comme une grâce de faire tomber la pension de préférence sur le capitaine en second de son vaisseau, qui avait eu la cuisse emportée dans l'abordage du *Cumberland*. Louis XIV fut si satisfait de ce désintéressement qu'à quelque temps de là il lui accorda, ainsi qu'à son frère, des lettres de noblesse. Ces lettres étaient accompagnées pour lui d'une pension de 2,000 livres sur l'ordre de Saint-Louis.

Pendant le court séjour que Duguay-Trouin fit à la cour, Louis XIV se plaisait à entendre de sa bouche le récit de ses exploits. Un jour qu'il lui racontait les circonstances de son dernier combat : « *J'ordonnai,* dit-il, *à la Gloire* (c'était le nom d'une de ses frégates) *de me suivre.* — *Et elle vous fut fidèle,* » reprit le roi en l'interrompant.

De toutes les expéditions de Duguay-Trouin, la plus glorieuse fut celle contre Rio-Janeiro. L'Europe entière admira la hardiesse et la vigueur qui présidèrent à son exécution. En 1710, Duclerc, parti de Brest avec cinq vaisseaux portant environ mille hommes de troupes, avait échoué dans l'attaque de cette place. Obligé de capituler, Duclerc et plusieurs de ses officiers avaient été assassinés, et environ six ou sept cents hommes, faits prisonniers, périssaient de faim et de misère dans les cachots où ils avaient été jetés. Duguay-Trouin conçut le projet de les venger en détruisant Rio-Janeiro.

Mais cette expédition exigeait une dépense qui ne s'élevait pas à moins de 1,200,000 francs, et à cette époque l'état, épuisé par dix années de guerre, par la stérilité et la famine qui suivirent l'hiver de 1709, se trouvait dans l'impossibilité de lui donner aucun secours. On vit alors une compagnie de négociants et d'armateurs entreprendre ce que le gouvernement ne pouvait exécuter. Le comte de Toulouse, amiral de France, ne dédaigna pas de prendre un assez gros intérêt dans cette expédition.

Les plans de Duguay-Trouin ayant été approuvés, le roi ordonna qu'on mît à sa disposition les bâtiments et le nombre de troupes qu'il jugerait nécessaires. Le secret et l'activité étaient les éléments indispensables de cette expédition. Sept vaisseaux, cinq frégates et deux bombardes furent armés en moins de six semaines; 90 gardes de la marine sollicitèrent et obtinrent la faveur de s'y embarquer, et l'on répartit sur cette escadre environ 2,350 hommes de troupes. Ces bâtiments, réunis à La Rochelle, appareillèrent le 9 juin 1711. Duguay-Trouin montait *le Lys*, de 74 canons. Le 12 septembre suivant l'escadre arriva devant Rio-Janeiro. Depuis la dernière invasion, cette place avait été fortifiée sur tous les points accessibles; le roi de Portugal venait d'y envoyer 4 vaisseaux et 3 frégates chargés de munitions de toute espèce, et elle était défendue par une garnison de 12,000 hommes.

Les Portugais avaient placé plusieurs vaisseaux à l'entrée de la baie pour en défendre le passage, et le reste de leurs forces navales formait une ligne d'embossage au-delà des forts: favorisé par le vent, Duguay-Trouin força le passage malgré le feu des vaisseaux et des batteries, et s'avança sur les bâtiments embossés; mais ceux-ci, ayant filé leurs câbles par le bout, allèrent s'échouer sous la protection des batteries de la ville. Duguay-Trouin fit débarquer ses troupes, et, se mettant à leur tête, il s'empara des hauteurs qui dominent la campagne et une partie de la ville. Lorsque ses batteries furent prêtes, il fit sommer le gouverneur de se rendre à discrétion. Sur le refus de ce dernier, on fit, dans la nuit du 20 au 21, des dispositions pour livrer le lendemain un assaut général. A cet effet, des troupes furent transportées sur divers points. Dans ce moment un violent orage éclata : les Portugais, s'apercevant, à la lueur des éclairs, du mouvement qui s'opérait, firent sur les chaloupes un feu terrible, auquel répondirent vigoureusement les vaisseaux français qui étaient venus se placer à portée des forts. Le bruit du canon, joint à celui du tonnerre, effrayèrent tellement les habitants que, croyant la ville prise d'assaut, ils se sauvèrent dans les montagnes, et cette terreur s'étant communiquée aux milices et aux troupes de la garnison, elles suivirent le torrent. Lorsque, le lendemain, à la pointe du jour, Duguay-Trouin se disposait à se mettre en marche, on l'informa que la ville était abandonnée, mais que les Portugais, en se retirant, avaient brûlé les magasins les plus riches, miné plusieurs forts, et emporté avec eux leur or et leur argent. On somma sur-le-champ de se rendre les forts qui tenaient encore: ils ne firent aucune résistance, et l'on en prit possession.

Duguay-Trouin, maître de Rio-Janeiro, ne se dissimulait cependant point qu'il était dans l'impossibilité de garder sa conquête. D'un moment à l'autre cette ville pouvait être secourue, et il ne devait pas se mettre dans la nécessité d'être obligé de l'évacuer. Il fit en conséquence connaître au gouverneur que si on ne la rachetait par une forte contribution, il la réduirait en cendres. On lui fit offrir 600,000 crusades*, en demandant un assez long terme pour les payer. Cette proposition fut rejetée comme insuffisante, et l'on se mit en devoir de continuer les hostilités. Le gouverneur alors proposa d'ajouter 10,000 crusades, et offrit en outre de livrer 500 caisses de sucre, ainsi que tous les bestiaux dont les Français pourraient avoir besoin jusqu'à leur départ. Duguay-Trouin accepta ces dernières conditions, se fit donner des otages pour garantie de leur exécution. Le 4 nov., le dernier paiement de la contribution étant effectué, il fit rem-

(*) On sait que la crusade vaut plus de quarante sous de France. *Voy.* CRUZADA.

barquer les troupes. L'escadre appareilla de Rio-Janeiro le 13 nov., et le 12 février 1712 elle opéra son retour à Brest, après avoir essuyé, à la hauteur des Açores, une tempête violente. Cette expédition occasionna au Portugal une perte de plus de 25 millions.

Duguay-Trouin se vit alors l'objet de l'admiration générale. A la ville et à la cour, il n'était bruit que de ses exploits; les mères les racontaient à leurs enfants, en les excitant à l'imiter; partout la foule se portait sur son passage et le saluait par des applaudissements. En 1715, Louis XIV le nomma chef d'escadre. Ce fut le dernier bienfait que Duguay-Trouin reçut de lui, car le monarque mourut le 1er septembre de la même année. Le régent l'admit au conseil des Indes et le consulta souvent pour les affaires relatives à la marine. En 1728, il fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis et lieutenant général des armées navales. L'année suivante, il fut envoyé à Brest en qualité de commandant de la marine.

Pendant les longues guerres que la France avait eu à soutenir, les régences barbaresques avaient commis quelques déprédations sur le commerce. Louis XV, voulant rendre au pavillon français la considération qui lui était due, confia, en 1731, à Duguay-Trouin le commandement d'une escadre destinée à se montrer dans les mers du Levant. Il se rendit d'abord à Alger, de là à Tunis et à Tripoli: partout il obtint satisfaction des griefs commis envers les négociants et les capitaines français, et assura leur tranquillité pour l'avenir. Revenant ensuite par Chypre, Smyrne, Saint-Jean d'Acre, Alexandrette et Tripoli de Syrie, il assura dans ces différentes îles les relations de commerce avec la France et rendit à la nation une prépondérance qu'elle conserva longtemps.

Depuis plusieurs années la santé de Duguay-Trouin, minée par les fatigues, ne soutenait plus son dévouement: à son retour de Brest où il avait préparé une nouvelle expédition, il tomba malade, et il mourut le 27 septembre 1736, à l'âge de 63 ans. La France, qui venait de perdre Berwick et Villars, eut encore à pleurer le dernier des héros du siècle de Louis XIV.

En 1760, l'Académie Française mit au concours l'*Eloge de Duguay-Trouin*: ce fut Thomas qui remporta le prix.

J. F. G. H-N.

DU GUESCLIN (BERTRAND), comte DE LONGUEVILLE, connétable de France sous Charles V, issu d'une famille très ancienne, naquit en 1314, 1318 ou 20, au château de Lamotte-Broon, près de Rennes en Bretagne. Son enfance se passa dans les jeux et dans les exercices qui développent la force et l'adresse. Aux tournois donnés à Rennes en 1338, à l'occasion du mariage de la duchesse Jeanne-la-Boiteuse avec Charles de Blois, Bertrand, quoique bien jeune encore, osa combattre les plus illustres chevaliers de France et d'Angleterre. Il fut onze fois vainqueur, obtint le prix du tournoi, et alla en faire hommage à un gentilhomme qui lui avait prêté les armes et le cheval avec lesquels il avait combattu.

En 1342 éclata la guerre de la succession au duché de Bretagne, entre Jean de Montfort et Charles de Blois. Le jeune Du Guesclin, déjà fameux par maints exploits chevaleresques, alla se ranger sous les drapeaux de Charles de Blois.

Pendant le siége de Vannes, 3,000 Anglais ayant pénétré, à la faveur d'une nuit obscure, dans le camp de ce dernier, Bertrand, avec 20 hommes d'armes, arrêta leur marche et sauva l'armée.

Vers 1356, Bertrand, chef de partisans, toujours au service de Charles de Blois, attaque des convois, surprend des postes et des châteaux, et déploie partout un courage, une adresse et une activité incroyables. Déguisé en bûcheron, avec quelques-uns des siens, il s'introduit un jour dans le château de Fougeray, force la garnison à se rendre, après un combat opiniâtre, où il est blessé et court risque de la vie. Voulant ensuite entrer dans Rennes assiégée par le duc de Lancastre, il fond, à la tête de 100 hommes déterminés, sur le camp des Anglais, incendie leurs tentes, égorge tout ce qui ose lui résister, enlève un grand convoi de vivres destiné aux assiégeants, pénètre dans la place, et fait

payer aux voituriers le prix des vivres qu'il avait interceptés. Un assaut est donné à la ville: il en sort avec 500 arbalétriers, incendie une énorme tour de bois construite par les Anglais, disperse ceux qui la défendaient, bat le comte de Pembroke qui voulait lui couper la retraite, et Lancastre lui-même qui accourut pour venger la défaite de son lieutenant. Après six mois d'attaques inutiles, l'armée anglaise épuisée leva le siége (1357). Bertrand défendit avec le même succès, en 1359, Dinan contre Lancastre et Montfort.

Pendant qu'il s'illustrait sur un théâtre secondaire, la France était en grand danger. Le Prince noir (*voy.* Édouard, prince de Galles) avait vaincu et pris à Poitiers le roi Jean, et les Anglais occupaient les plus belles provinces du royaume. Jean, lorsqu'il revint à Paris pour traiter de sa rançon, voulant acquérir au régent son fils (depuis Charles V) l'épée de Du Guesclin, fit venir ce guerrier à la cour et lui donna le gouvernement de Pontorson, avec une compagnie de cent lances. Du Guesclin entra en Normandie et obtint les plus brillants succès contre les partisans anglais qui inondaient cette province.

En 1363, Du Guesclin, appelé par Charles de Blois au commandement de ses troupes, prit Carhaix, assiégea Bécherel et battit Montfort. Il eut sans doute conquis toute la Bretagne, si les deux prétendants, cédant aux instances des évêques et de la noblesse, n'eussent consenti au partage du duché. Mais Jeanne, duchesse de Bretagne, n'ayant pas voulu ratifier le traité, on courut de nouveau aux armes.

Du Guesclin, remis en otage à Montfort, parvint à s'échapper et alla joindre Charles, régent de France; il l'aida à prendre Melun, et partit pour la Normandie, afin de s'opposer aux progrès des Anglais réunis à Charles-le-Mauvais (*voy.*), roi de Navarre. Chemin faisant, il prit Mantes, Rolleboise, Meulan, et rendit libre la navigation de la Seine. Après avoir organisé son armée à Rouen, il marcha à la rencontre du célèbre J. de Grailly, captal de Buch (*voy.*), campé avec l'armée anglo-navarraise sur les hauteurs de Cocherel, derrière la rivière de l'Eure. Il chercha vainement à l'attirer dans la plaine. Le voyant immobile dans ses positions, il feignit de décamper: ce moyen n'aurait pas réussi sans l'ardeur inconsidérée de quelques chevaliers anglais. Ceux-ci, croyant qu'il fuyait, se mirent à sa poursuite et entraînèrent après eux une partie de l'armée du captal. Du Guesclin fit brusquement volte-face, et la bataille, devenue inévitable, s'engagea au double cri de Mont-Joie Saint-Denis et Notre-Dame Guesclin, que les Français répétaient avec enthousiasme! « Or avant, mes amis, criait Du « Guesclin aux siens; la journée sera à « nous. Souvenez-vous que nous avons « un nouveau roi de France: qu'aujour- « d'hui sa couronne soit étrennée par « nous! » La mêlée fut longue et sanglante et la victoire longtemps disputée; des deux côtés périrent beaucoup de chevaliers et de seigneurs; mais le captal ayant été fait prisonnier, son armée fut taillée en pièces (1364).

Charles V, affermi par cette victoire, fit Du Guesclin comte de Longueville et maréchal de Normandie.

Cependant la guerre de Bretagne continuait; Du Guesclin, dès qu'il le put, alla rejoindre Charles de Blois. Le 29 septembre 1364, les deux prétendants en vinrent aux mains dans les plaines d'Auray; mais Charles de Blois ayant été tué, son armée se dispersa. Du Guesclin, abandonné par les siens, combattait longtemps encore. Ses armes s'étant brisées dans cette lutte sans espoir, il ne lui restait plus que ses gantelets pour tout moyen de défense, lorsque Chandos (*voy.*) s'approcha de lui et lui dit: « Rendez-vous, messire Ber- « trand! cette journée n'est pas vôtre. » Du Guesclin subit donc sa mauvaise fortune.

Enfin la paix se rétablit entre la France et l'Angleterre. Mais, des armées devenues inactives, il se forma des bandes qui, sous des chefs renommés, parcoururent et ravagèrent longtemps les provinces du centre et du midi de la France (*voy. grandes* Compagnies). Charles V chargea Du Guesclin, devenu libre par la générosité de ses amis, de les déterminer à passer en Espagne avec lui, sous

le prétexte de combattre les Sarrazins, mais effectivement pour aller secourir le bâtard Henri de Transtamare, qui disputait à Don Pèdre-le-Cruel le trône de Castille.

Du Guesclin se rend à Châlons, où campaient les grandes compagnies : il en est accueilli avec enthousiasme. Ses discours réveillent dans ces vieux guerriers des sentiments généreux qu'une vie de désordre y avait presque étouffés. Tous embrassent les espérances de conquêtes et de gloire qui leur sont offertes, et Du Guesclin les détermine à le suivre, en leur assurant 200,000 florins pour les premiers frais du voyage, et en leur promettant pour la suite des sommes plus considérables encore. Les grandes compagnies, formées en armée régulière, augmentées d'un grand nombre de seigneurs et de gentilshommes jaloux de servir sous Du Guesclin, se mettent en marche. En passant près d'Avignon, elles demandent au pape 200,000 florins et la levée d'une excommunication autrefois lancée contre elles. Le pape répond d'abord par un refus et par une nouvelle excommunication; mais loin de plier sous l'anathème, les soldats irrités se répandent dans le comtat d'Avignon, envahissent même les faubourgs de la ville, et renouvellent partout les ravages qui les avaient rendus si longtemps la terreur de la France. Le pape, cédant enfin aux avis de Du Guesclin, se débarrasse de ces hôtes incommodes en leur donnant l'argent exigé et sa bénédiction.

Arrivé en Espagne (1365), Duguesclin rendit facilement vainqueur Henri de Transtamare. Ce prince le fit comte de Transtamare et de Soria, duc de Molinos, connétable de Castille et d'Aragon. D. Pèdre vaincu et dépouillé alla implorer à Bordeaux le secours du Prince noir. Édouard, fatigué de repos, jaloux des succès de la France, passa en Espagne, suivi de Chandos, du duc de Lancastre, du captal de Buch et d'une armée de 30,000 hommes.

Henri de Transtamare, exalté par la présence de Du Guesclin et de 10,000 Français et Bretons récemment arrivés dans son camp, s'avança sur l'Ebre, et, contre l'avis de son connétable, livra bataille à son rival, près du village de Navarrette (1367), un peu à l'ouest de Logroño. Les deux armées étaient chacune d'environ 100,000 hommes. D'abord Du Guesclin repoussa les attaques de Lancastre et de Chandos; mais l'armée de D. Henri, entamée sur d'autres points, fut mise en déroute. Du Guesclin resté presque seul faisait des prodiges de valeur. Le Prince noir vint le supplier de se rendre, mais D. Pèdre lui refusa tout quartier. Bertrand furieux s'élança sur lui, et d'un coup d'épée le renversa évanoui; puis il se rendit au Prince noir, en lui disant : « J'ai du moins la gloire « de ne remettre mon épée qu'au plus « vaillant prince de la terre. »

D. Henri se sauva en France. D. Pèdre ne sut point ennoblir sa victoire par la clémence : il tyrannisa ses sujets et se priva de l'appui du Prince noir en refusant de remplir ses engagements envers lui. Henri de Transtamare, aimé des Aragonais, appelé par les révoltés de Castille, soutenu par le pape et par la France, reparut en Espagne, où bientôt après Du Guesclin, dont la rançon avait été payée par la princesse de Galles et par quelques chevaliers bretons, vint le rejoindre avec bon nombre de ses compagnons d'armes. Henri et son connétable, n'ayant plus à lutter cette fois contre la fortune et le génie du Prince noir, remportèrent près de Cadix* sur D. Pèdre et ses alliés (les Maures d'Afrique) une victoire d'autant plus décisive que D. Pèdre y fut fait prisonnier par le Bègue de Villaines, chevalier breton. D. Henri et Du Guesclin se rendirent dans la tente où il était gardé. Transporté de fureur à l'aspect de son rival victorieux, D. Pèdre s'élança sur lui, une dague à la main : D. Henri le prévint, et d'un coup d'épée le renversa mourant à ses pieds.

En 1369, la Guienne, lasse du joug des Anglais, s'était révoltée. Charles V

(*) D'autres placent ce combat plus près de la Sierra-Morena, dans les campagnes de Montiel. *Voir* le savant article de M. de Stramberg dans l'Encyclopédie allemande d'Ersch et Gruber. On y trouve aussi le récit que l'historien espagnol Ayala fait de la tragique entrevue des deux compétiteurs à la couronne, récit qui diffère de ceux des historiens français. S.

rappela Du Guesclin d'Espagne pour le charger du commandement des troupes qu'il voulait envoyer dans cette province. Il le revêtit de la dignité de connétable, et en lui en remettant l'épée il lui dit ces paroles flatteuses : « J'avais un in- « stant confié cette épée au duc de Bour- « gogne mon frère, afin de la rendre plus « digne de vous. »

La présence de Du Guesclin à la tête des armées de Charles V fut le terme des succès de l'Angleterre, dont les drapeaux, qu'on avait vu flotter jusque sous les murs de Paris, reculèrent au-delà de la Normandie. Le nouveau connétable reconquit rapidement le Poitou, la Saintonge, le Rouergue, le Périgord, le Limousin, le Ponthieu, emportant d'assaut les villes et les châteaux qui résistaient, et livrant chaque jour des combats où éclataient à un même degré sa valeur, sa prudence et sa noble générosité. Les Anglais, chassés par lui de la Bretagne et poussés de postes en postes jusqu'à Bordeaux, y arrivèrent, à peine au nombre de 6,000, reste d'une armée qui avait compté plus de 60,000 hommes au commencement de cette campagne. Ces exploits mirent le comble à la gloire de Du Guesclin. Sa récompense fut la reconnaissance du roi, l'admiration de l'Europe, et par-dessus tout cela les bénédictions des populations des provinces qu'il venait d'affranchir du joug odieux de l'étranger.

Charles V avait fait confisquer par la cour des pairs le duché de Bretagne et voulait le réunir à la couronne. Du Guesclin fut chargé d'en faire la conquête; mais il se vit tout à coup abandonné par les soldats bretons et même par ses amis, qui ne voyaient plus en lui qu'un ennemi de la Bretagne. Sans argent, sans soldats, il n'obtint aucun succès. Des envieux le peignirent à Charles V comme traître envers lui, et Charles-le-Sage eut la faiblesse de soupçonner un instant le loyal guerrier qui avait sauvé son sceptre et la France.

Du Guesclin ne supporta point un pareil outrage. Il quitta l'armée pour aller chercher un asile auprès de D. Henri de Castille; mais près d'abandonner l'épée de connétable, il écrivit à Charles V pour se justifier. Le roi rougit de sa faiblesse. Les ducs de Bourbon et d'Anjou vont en son nom à Pontorson et supplient le bon chevalier de reprendre le commandement des armées. « Je n'ai « garde, dit Du Guesclin, de m'exposer « encore à pareille disgrâce. C'est trop « pour moi d'avoir été soupçonné une « fois. Je vais en Espagne, avec le dés- « espoir de n'être pas mort pour la « France. » Les deux princes le voyant inflexible se retirent, mais sans emporter l'épée de connétable.

Du Guesclin part; cependant voulant combattre encore une fois pour cette France qu'il avait tant aimée, il va joindre son ami le maréchal de Sancerre, qui assiégeait le château de Randam, dans le Gévaudan. Après plusieurs assauts, le gouverneur, réduit à la dernière extrémité, promet de se rendre dans le délai de quinze jours, s'il n'est point secouru. Dans cet intervalle, le héros breton tombe malade, et bientôt l'art des médecins devient impuissant contre un mal qui tue les grandes âmes, le chagrin.... Il sent la mort approcher : il prend dans ses mains affaiblies l'épée de connétable. « Avec « cette épée, dit-il en pleurant, j'ai vaincu « les ennemis du roi; mais elle m'en a « fait de bien cruels auprès de lui... « Maréchal de Sancerre, je vous la re- « mets, en protestant que, tant que je « l'ai portée, je n'ai jamais trahi ni le roi, « ni la France, ni l'honneur. » Après un dernier adieu à cette épée qu'il avait rendue si glorieuse, il embrassa les guerriers qui l'entouraient et leur recommanda de respecter toujours les prêtres, les femmes, les enfants et le pauvre peuple. Élevant ensuite son âme à Dieu, il pria une dernière fois pour le roi et pour sa patrie, dont la mort allait le séparer pour jamais. Tels furent les derniers moments de cette vie si noble et si pure. Le 13 juillet 1380, Du Guesclin, âgé de 66 ans, exhala son dernier soupir.

Le lendemain, le maréchal de Sancerre fit une nouvelle sommation au gouverneur de la place. « Je me rendrai à Du « Guesclin, » répondit-il. Et quand il apprit sa mort, il ajouta : « Eh bien! je « porterai les clefs de la ville à son tom- « beau. » Fidèle à sa parole, le gouver-

neur, suivi de sa garnison, se rend solennellement à la tente où gisaient les restes inanimés du héros. Il s'agenouille près de son cercueil, y dépose les clefs du château, et déclare en se retirant qu'il ne s'est soumis qu'à la mémoire de Du Guesclin...

A la nouvelle de la mort du bon connétable, la France consternée se couvrit de deuil. Le corps de Du Guesclin, porté du Gévaudan à Paris, couvert partout de bénédictions, escorté de regrets et de larmes, fut déposé à Saint-Denis, par ordre de Charles V, dans un tombeau placé à côté de celui que ce prince avait fait préparer pour lui-même. Pendant quatre siècles la France a contemplé les restes vénérables d'un de ses plus illustres guerriers reposant auprès de la cendre du plus sage de ses rois.

Du Guesclin, marié en premières noces à Thiphaine Raguenel et en deuxièmes noces à Jeanne de Laval, n'en eut point d'enfants. Un fils naturel, Michel Du Guesclin, et son frère Olivier Du Guesclin restèrent seuls héritiers de ce grand nom.

On a beaucoup écrit sur Du Guesclin, et l'on trouve dans la Bibliothèque historique de France la liste d'un grand nombre de romans, de mémoires et d'histoires où sont célébrés ses vertus et ses hauts faits; voici les principaux : *le Roumant de B. du Glaicquin; le Triomphe des neuf Preux* ou histoire de B. Du Guesclin, Abbeville, Gérard, 1487; *Prouesses de B. Du Guesclin*, Lyon, 1529, in-4°; le manuscrit écrit par ordre de J. d'Estouteville et traduit par Menard, sous le titre d'*Histoire de B. Du Guesclin*, connétable, etc., etc., *escrite en prose l'an* 1387 *et mise en lumière en* 1618, in-4°; *Histoire de B. Du Guesclin*, par Paul Hay, seigneur du Chastelet, Paris, 1666, in-fol. et 1693, in-4°; *Anciens mémoires du* XIV^e^ *siècle sur la vie de Du Guesclin*, traduits par Lefebvre, Douai, 1692, in-4°; *Histoire de B. Du Guesclin*, par Guyard de Berville, la plus mauvaise de toutes et néanmoins plusieurs fois réimprimée. On trouve aussi une vie de Du Guesclin dans les hommes illustres de France par d'Auvigny, tom. VIII, dans les Capitaines du moyen-âge récemment publiés par M. Mazas; et, parmi une foule d'autres écrits sur Du Guesclin, il faut surtout ne pas oublier les observations que D. Vaissaite et le père Griffet ont placées dans le 4^e^ volume de l'Histoire du Languedoc et dans le 8^e^ volume de l'Histoire de France du P. Daniel. J. L-T-A.

DUHAMEL (HENRI-LOUIS), surnommé DU MONCEAU, du nom d'une terre qu'il possédait près de Pithiviers, fut l'un des savants les plus laborieux du XVIII^e^ siècle, celui de tous qui contribua le plus peut-être à diriger les sciences naturelles vers l'utilité publique. Né à Paris, en 1700, au sein d'une famille originairement française, mais qui avait longtemps résidé en Hollande, il fit au collége d'Harcourt des études médiocres. Au sortir de ses classes, il alla visiter Orléans, où il eut occasion d'observer les procédés des arts qui y florissaient alors, et conçut un goût tout particulier pour les sciences physiques et expérimentales. De retour à Paris, il choisit sa demeure près du Jardin du Roi. Il n'avait songé pendant plusieurs années qu'à y satisfaire son désir d'instruction, sous la direction de Dufay, de Lémery, de Jussieu, lorsque l'Académie des Sciences, prévenue en sa faveur par des recommandations et des pressentiments justifiés amplement par la suite, le chargea de répondre à une question qui lui avait été proposée par le gouvernement, savoir : quelle était la cause de la mortalité du safran. Cette plante était surtout cultivée dans le Gâtinais où Duhamel du Monceau avait des propriétés, ainsi que son frère, qui portait le nom de sa terre de Denainvilliers, située à une demi-lieue de Pithiviers. Le travail que Duhamel rédigea sur ce sujet obtint, avec l'approbation universelle, l'honneur d'être imprimé dans les Mémoires de l'Académie, et son auteur fut reçu l'année même (1728) dans cette compagnie.

Depuis cette époque jusqu'à 1782, c'est-à-dire jusqu'à sa mort, Duhamel consacra à la culture des sciences tous les instants de sa vie, tous ses soins, une partie de sa fortune, et cela sans aucune espérance de gloire et sans autre but que celui d'être utile. Il s'était d'abord principalement occupé de physique et de

chimie; mais dans la suite, entraîné par son goût pour la pratique, il ne les étudia qu'en tant qu'elles fournissent des applications aux arts, à l'agriculture, à la physiologie végétale. C'est sur des points presque tous importants de ces sciences que roulent plus de soixante mémoires lus par lui à l'Académie et imprimés dans ses recueils. Parmi les expériences auxquelles son nom doit rester dorénavant plus particulièrement attaché sont celles qui ont pour but de faire voir les analogies existant entre les plantes et les animaux sous le rapport de la croissance et de ses lois. La collection des descriptions des arts, ce beau monument élevé par les sciences au XVIII^e^ siècle, en compte vingt de Duhamel, dont plusieurs ont eu une seconde édition, par exemple, en 1819, l'*Art du cirier* et l'*Art du chandelier*, et en 1820 l'*Art de l'amidonnier*, l'*Art du serrurier* et l'*Art du savonnier*. De 1740 jusqu'à sa mort, il publia tous les ans les observations météorologiques qu'il faisait faire à Denainvilliers par son frère et à Vrigny par Changy, son homme d'affaires; car tout ce qui tenait à lui de près ou de loin était au service de la science.— Nous n'entreprendrons pas de faire connaître, même par leurs titres, tous ses ouvrages proprement dits. Outre plusieurs traités sur la culture des céréales et des plantes herbacées, et entre autres un *Traité sur la culture des terres*, en 6 vol. in-12, 1753-61, outre trois vol. in-fol. sur les *Pêches maritimes et fluviatiles*, 1769, deux vol. in-4° sur l'*Architecture navale*, 1757, et un vol. in-4° sur la *Fabrique des manœuvres ou l'Art de la corderie perfectionnée*, 1747 et 1769, il composa seulement sur la culture des arbres et l'exploitation des bois dix vol. in-4°. Parmi les ouvrages de ce dernier genre, les plus connus, parce qu'ils sont d'une utilité plus générale, sont le *Traité des arbres et arbustes qui se cultivent en France en pleine terre*, 1755, 2 vol. in-4°, et le *Traité des arbres fruitiers*, 1768, 2 vol. grand in-4°. Le premier contient, rangés par ordre alphabétique et suivant la nomenclature de Tournefort, tous les arbres et arbustes, tant indigènes qu'exotiques, cultivés en France à cette époque. L'auteur y décrit chaque genre, en indique les espèces, la culture et les usages. Ils sont représentés la plupart par des figures en bois d'après les planches mêmes que le libraire Valgrisi avait fait exécuter à Venise pour l'édition latine de Mathiole. Un heureux hasard les fit découvrir à Duhamel chez le portier de l'Institut, qui les avait empilées près de son foyer et se disposait à s'en servir comme de bois de chauffage. M. de Fougeroux, son petit-neveu, possède encore ces planches, qu'on ne peut plus considérer que comme un monument, car elles sont toutes vermoulues; trois siècles ont bien suffi pour les réduire presque en poudre. Quant à l'ouvrage, il n'a point été réimprimé textuellement. M. Veillard et plusieurs autres botanistes, dont le dernier est M. Loiseleur Deslonchamps, ont travaillé successivement à un ouvrage analogue bien plus étendu et tout-à-fait nouveau quant à l'exécution et au plan. Il a été achevé et mis en vente en 1825, sous le nom de Duhamel, avec une légère modification dans le titre primitif. Les 83 livraisons dont il se compose forment 7 vol. in-fol., y compris le *Traité des arbres fruitiers* qui n'est en effet, et n'était dans l'idée de Duhamel, que le complément du premier. D'un autre côté, MM. Poiteau et Turpin ont donné de ce même *Traité des arbres fruitiers* une magnifique édition en 72 livraisons in-fol., dont la dernière a paru au mois de juillet 1836.

Tous les ouvrages de cet infatigable académicien sont écrits avec diffusion; mais, outre qu'ils se distinguent par une grande variété de connaissances, ils ont le mérite durable d'être, la plupart, des recueils de faits et d'observations positives. Ce n'est pas que Duhamel n'empruntât souvent sans façon, en se les appropriant toutefois, les idées de ses devanciers et celles de ses savants amis; il n'avait en vue, en composant ses traités, que le profit qui pourrait résulter de leur publication pour ses contemporains.

Jamais vie de savant ne fut mieux remplie que la sienne. Il rédigeait ses traités, dressait le plan des observations et des expériences que devait faire, en son absence, à Denainvilliers, son frère,

le plus modeste des collaborateurs; il était en correspondance avec la plupart des naturalistes d'alors en France et à l'étranger, et assistait régulièrement à toutes les séances de l'Académie. De plus, ayant été nommé par le ministre Maurepas, en considération de la spécialité de ses connaissances en économie végétale, inspecteur général de la marine, place d'autant plus honorable qu'elle n'existait point avant lui, il visita tous les ports de France, fit instituer une académie de marine à Toulon, indiqua des mesures utiles à prendre, et, par ses écrits sur la matière comme par ses conseils, il rendit à la science de la navigation des services non moins importants que ceux que lui doivent les arts et l'agriculture. Il avait formé à Denainvilliers l'un des cabinets de physique et de chimie les plus complets de l'époque. Ses plantations d'arbres exotiques existent encore : elles offrent l'aspect d'une admirable forêt où se trouvent réunis les arbres des pays les plus divers. On remarque dans cet autre jardin des plantes, où la végétation est plus belle parce qu'elle est plus libre, trois cèdres du Liban, dont chacun surpasse de 2 à 3 pieds en circonférence celui que planta Jussieu sur les bords de la Seine et qui jouit d'une fortune tout autrement brillante.

Duhamel se distingua toujours par sa bonté, sa franchise, la droiture de son cœur, la solidité de son caractère et sa piété. L'apôtre de l'utilité des sciences leur attribuait aussi l'inestimable avantage de nous faire reconnaître derrière les phénomènes du monde et leurs lois si parfaites la main régulatrice d'une Providence. Sa ferme croyance aux vérités fondamentales de la religion est une preuve, de nouveau confirmée depuis par l'exemple des Ampère et des Cuvier, que l'étude de la nature ne mène à de funestes conséquences en religion et en morale que des esprits étroits, qui, perdus dans les détails d'une science particulière, sont incapables de revenir à la vue de l'ensemble, de ressaisir l'harmonie du tout. L-F-E.

DUILIUS. Caius Duilius ou Duillius Nepos appartenait à une famille plébéienne très distinguée. Il fut consul avec C. Corn. Scipio Asina, l'an de Rome 493, le 5^e^ de la première guerre punique. Alors les Romains, qui disputaient aux Carthaginois la Sicile, avaient résolu de créer une flotte. Un vaisseau africain échoué sur les côtes d'Italie leur servit de modèle, et pendant qu'au rivage s'exerçaient des rameurs assis sur des bancs, comme à la chiourme, 120 vaisseaux ou 160, selon Florus (II, 1), furent, en deux mois, construits et lancés à la mer. Scipion, désigné par le sort au commandement de cette flotte, partit le premier avec 17 vaisseaux. Mais attiré dans une embuscade, il fut pris et envoyé à Carthage. Duilius alla le remplacer.

La flotte romaine rencontra celle des Carthaginois sur la côte septentrionale de la Sicile, à la hauteur de Myles : le combat s'engagea d'abord avec tous les désavantages prévus par les Romains. Ceux-ci, ne pouvant rivaliser d'habileté avec leurs ennemis, avaient armé leurs galères de crampons ou mains de fer appelés *corbeaux* (*corvi*). Quel dut être l'étonnement des Carthaginois, quand ces machines inconnues, s'abaissant tout à coup, accrochèrent leurs vaisseaux et les forcèrent à subir l'abordage?* Ils se défendirent mal dans une lutte si imprévue; leur flotte fut dispersée. Ils perdirent 9,000 hommes tués, 9,000 prisonniers; 13 ou 14 galères furent coulées à fond, 31 ou 80, selon quelques historiens, tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Duilius, ayant rejoint l'armée de terre, délivra Ségeste, sur la côte occidentale de l'île, battit les Carthaginois et prit dans l'intérieur du pays Macella, sans qu'Amilcar, leur général, osât s'y opposer.

Jamais victoire n'avait causé tant de joie aux Romains. Pour en perpétuer le souvenir, ils firent frapper des médailles et élever dans Rome une colonne rostrale, en marbre blanc, avec une inscription désignant le nombre des vaisseaux ennemis pris ou coulés à fond et les sommes acquises au trésor public.

Duilius obtint le triomphe naval : c'était la première fois qu'on l'accordait à Rome. Depuis, chaque fois qu'il soupait en ville, il revenait chez lui entouré

(*) *Coacti hostes quasi in solido decernere.* Flor., l. II, c. 1.

d'hommes portant des flambeaux et précédé par des joueurs de flûte. On ne peut assurer si cet honneur fut décerné ou toléré par le sénat: quoi qu'il en soit, Duilius, tant qu'il vécut, put en jouir sans obstacle; car tous les Romains voyaient avec orgueil se renouveler chaque jour le souvenir de la première victoire que la république eût remportée sur mer.

La *lex Duilia*, qui porte son nom, interdit l'inhumation des morts dans l'intérieur de la ville et n'excepte de cette défense que les vestales, exception qui, dans la suite, fut étendue aux empereurs. J. L-T-A.

DUJARDIN (CARLE), né à Amsterdam en 1665, ou, selon une opinion plus commune, en 1640, diffère des peintres de sa nation par le caractère, le style et la variété des sujets sortis de son pinceau; il leur ressemble par la fidélité d'imitation, la parfaite entente du clair-obscur, le fini et le précieux de l'exécution. Il peignit avec un égal succès l'histoire, les bambochades (*voy.*), le paysage et les animaux. Quelques biographes lui donnent pour maître Paul Potter, d'autres, Nicolas Berghem, et nous adopterions plus volontiers l'avis de ces derniers. Très jeune encore, Carle Dujardin voyagea: il vint en France, retourna dans son pays, puis partit pour Rome, où il partagea son temps entre le plaisir et l'étude. En Italie, il eut la satisfaction de voir ses ouvrages recherchés et préférés à la plupart de ceux de ses compatriotes. Mais, soit inconstance, soit désir de revoir son pays, Carle abandonna précipitamment l'Italie pour retourner à Amsterdam. En passant par Lyon, où sa réputation l'avait devancé, il saisit l'occasion d'y ajouter encore par des ouvrages nombreux et richement rétribués; mais, plus soigneux de ses plaisirs que de sa fortune, il dissipa en amusements futiles le produit de sa palette et s'endetta au point de se trouver heureux, pour sortir d'embarras, d'épouser la riche hôtesse chez laquelle il logeait. De retour à Amsterdam, il est fêté, admiré; les amateurs se disputent ses ouvrages et les paient des prix excessifs. Tout semble lui sourire; sa vieille femme seule met obstacle à son bonheur. Pour s'affranchir de sa mauvaise humeur, il la laisse à Amsterdam et va retrouver en Italie ses amis, ses anciens admirateurs et ses plaisirs. Il se rendit ensuite à Venise, y fut accueilli par un riche négociant de sa nation, ami des arts, mais aussi grand speculateur, et ce fut chez ce dernier qu'il mourut en 1678, dans la force de l'âge et du talent. Malgré sa croyance religieuse, il fut enterré dans une église catholique par considération pour son rare talent.

Le long séjour que Carle Dujardin fit en Italie, où la nature est riche, chaude et colorée, les rapports qu'il y entretenait avec les peintres d'histoire, et sa vie au milieu des chefs-d'œuvre de l'art, expliquent pourquoi la couleur de ce peintre est plus suave, pourquoi ses compositions sont d'une plus grande manière, d'un style plus relevé que celles de ses compatriotes. Carle Dujardin, en Italie, peignit plusieurs tableaux d'histoire d'une rare perfection sous le rapport de la couleur, de l'harmonie et du précieux de la touche; pour être parfaits, il ne leur manque guère qu'un peu plus de noblesse, d'expression et de correction de dessin. Cette observation s'applique à son célèbre *Calvaire* du Musée du Louvre. Dans le genre burlesque, son *Charlatan*, du même Musée, gravé avec tant d'esprit par Boissieu, et qui fut vendu 17,210 fr. à la vente Gagny et adjugé plus tard 20,000 fr., est un chef-d'œuvre de composition, d'expression et d'exécution. A lui seul, il justifie tous les éloges prodigués à ses nombreux et beaux ouvrages du même genre. Carle Dujardin est plus admirable encore dans ses paysages et dans ses représentations d'animaux. Toujours agrestes, toujours exacts, les premiers n'élèvent pas l'âme, il est vrai, comme ceux du Poussin, ils sont moins touchants que ceux de Claude Lorrain, moins amusants que ceux de Berghem et de Wouvermann; mais en les voyant on n'imagine pas que d'autres peintres aient pu porter leur art plus loin, tant l'esprit en est satisfait. Quant aux seconds, ils n'ont de rivaux que dans les ouvrages de Paul Potter. Ainsi que ce maître, Carle Dujardin sait donner à chaque animal le caractère de son espèce, le représenter dans

ses habitudes, lui conserver sa physionomie particulière, et cela avec cette correction de formes que donne la nature, choisie avec discernement et scrupuleusement imitée. Ce peintre a gravé à l'eau-forte et d'une pointe légère, spirituelle et savante, une suite de 52 sujets de paysages et animaux de sa composion, marqués tantôt K. D. L., tantôt K. D. V. I. *fecit,* avec l'année de leur exécution. L.C.S.

DULAURE (Jacques-Antoine) né, le 3 décembre 1755, à Clermont-Ferrand, fit ses premières études au collége de cette ville, et, désirant vivement d'entrer dans le corps des ingénieurs des ponts et chaussées, il s'appliqua avec passion au dessin et aux mathématiques. Mais quelques raisons étrangères à ses goûts le détournèrent de ce projet. Il se rendit à Paris en 1779 pour y suivre des cours d'architecture, et travailla sous M. Rondelet, célèbre comme continuateur de Soufflot, dans l'érection du beau temple de Sainte-Geneviève (Panthéon). Appelé par un ingénieur en chef à concourir à l'entreprise du canal projeté entre Bordeaux et Bayonne, il y exécuta plusieurs travaux; mais la guerre qui éclata entre la France et l'Angleterre empêcha le ministère de fournir les fonds nécessaires pour cette construction. Dulaure changea alors ses vues, se livra à la géographie, et publia quelques cartes, principalement celle d'Auvergne, qui fut très bien accueillie par l'intendant de cette province. Puis il fit paraître quelques écrits sur les monuments de Paris, particulièrement sur la nouvelle salle des Français, appelée depuis *Odéon*, et sur celle des Italiens. Nommé en septembre 1792 député à la Convention nationale par les électeurs du département de Puy-de-Dôme, il ne parut que rarement à la tribune, mais il vota la mort de Louis XVI sans sursis ni appel. Accusé ensuite de conspiration par le Comité de salut public, il dut se cacher, soit à Paris, soit à Saint-Denis, pendant deux mois; mais craignant de compromettre les personnes qui lui donnaient asile, il voulut s'exposer seul au péril et se réfugia en Suisse. Ce voyage ne fut pas sans danger : il se vit contraint de séjourner quelque temps dans les montagnes du Jura, dans un village où il fut arrêté par les officiers municipaux. Il put cependant continuer sa route, et habita successivement dans plusieurs cantons de la Suisse. Pendant près de huit mois, dans un pays dont il ignorait la langue, il ne dut son existence qu'au travail de ses mains : c'est le dessin qui fut sa principale ressource. Après le 9 thermidor, il écrivit à la Convention pour lui demander des juges. Le manufacturier chez lequel il travaillait, lui fournit tout ce qui lui était nécessaire pour retourner en France avec sécurité. En même temps Dulaure apprit par les journaux qu'un décret, rendu le 8 décembre 1794, le rappelait à la Convention et lui rendait tous ses droits. Rentré dans le sein de cette assemblée, il se rendit de suite au Comité de sûreté générale pour demander communication des pièces qui avaient servi de base à son accusation. On lui déclara qu'il n'en existait pas et qu'il n'en avait jamais existé. Par un décret du 20 germinal an III de la république (9 avril 1795), Dulaure fut nommé membre du Comité d'instruction publique, et, envoyé en mission dans les départements de la Corrèze et de la Dordogne, il n'employa l'autorité dont il était revêtu qu'à cicatriser des plaies et à réparer des malheurs. Le 1^er^ thermidor suivant (19 juillet), il fut, de même que tous les autres députés en mission, rappelé pour assister à la discussion de l'acte constitutionnel. Le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795), la Convention ayant terminé sa session, Dulaure fut nommé député par trois départements, le Puy-de-Dôme, la Corrèze et la Dordogne. Il opta pour le premier. Ayant moins de 40 ans, il fut classé dans le conseil des Cinq-Cents; en germinal an V, le sort le conserva membre de ce conseil. En l'an VI il fut, pour la troisième fois, nommé député au Corps-Législatif. Pendant tout le temps qu'il y siégea, il s'occupa principalement des travaux qui concernaient l'instruction publique et fit plusieurs rapports sur cette intéressante matière. Après le 18 brumaire, Dulaure ne fut pas réélu : rentré dans la vie privée, il renonça à la politique et reprit ses études favorites. Mais la faillite d'un notaire, qui avait

en dépôt toute sa fortune, l'obligea, en 1808, à solliciter un emploi dans une administration financière: c'est alors qu'il obtint une place de sous-chef de bureau. L'ayant perdue à la première Restauration, il n'eut plus de ressources que dans son talent littéraire, mais il y trouva des compensations suffisantes pour adoucir les rigueurs du sort. Dulaure termina sa longue et laborieuse carrière à Paris, le 19 août 1835.

Ses ouvrages sont nombreux; presque tous se rapportent à Paris, à la France et à la révolution. Le plus important est son *Histoire civile, physique et morale de Paris*, publiée à Paris depuis 1821 (7 vol. in-8°) et qui est aujourd'hui à sa 7e édition, ouvrage savant et curieux, mais trop passionné, et qui fit à son auteur un grand nombre d'ennemis. Les *Esquisses historiques des principaux événements de la Révolution française, depuis la convocation des États-Généraux jusqu'au rétablissement de la maison des Bourbons* (1823, 6 vol. avec gravures et le portrait de l'auteur), portent les traces de la précipitation avec laquelle elles furent écrites, et l'on en peut dire autant de l'*Histoire physique, civile et morale des environs de Paris, depuis les premiers temps historiques jusqu'à nos jours* (Paris, 1825, 6 vol. in-8°), qui devait former le pendant de son *Histoire de Paris*. Outre ces grands travaux, Dulaure a enrichi de plusieurs autres moins étendus les *Mémoires* de la Société des Antiquaires de France, dont il fut jusqu'à sa mort un des membres les plus actifs et les plus assidus; il a écrit une *Pogonologie* ou *Histoire de la barbe*, divers mémoires sur les cultes anciens, entre autres sur *le phallus*; enfin il a laissé plusieurs manuscrits qui n'ont pas encore vu le jour, notamment une *Histoire d'Auvergne*, et un mémoire sur l'*État géographique de la Gaule pendant la domination romaine*, qui reçut de l'Institut une mention honorable. On doit à M. A. Taillandier, son collègue à la Société des Antiquaires, une *Notice biographique sur M. J.-A. Dulaure*, à laquelle nous avons emprunté quelques-uns des faits renfermés dans cet article. F. R-D.

DULAURENS (Henri-Joseph), né à Douai en 1719, que la dévotion de ses parents avait fait entrer dans un couvent dès l'âge de 18 ans, jeta bientôt, suivant l'expression vulgaire, *le froc aux orties*, et se sauva en Hollande. Il y publia un assez grand nombre d'ouvrages libres ou irréligieux, qui lui firent une certaine réputation et lui valurent quelque aisance. Le plus remarquable fut le roman intitulé *le Compère Mathieu*, ou *les Bigarrures de l'esprit humain*. Pendant quelque temps on l'attribua à l'auteur de *Candide*, et à quelques égards, sauf le style du moins, on pouvait s'y tromper.

Doué de plus de facilité que de mesure et de correction, Dulaurens a aussi composé deux poèmes (*le Balai* et *la Chandelle d'Arras*) beaucoup trop diffus, répréhensibles sous plusieurs rapports, mais qui, à ne les considérer que littérairement, offrent parfois de la gaîté et de la verve.

Lors d'un voyage qu'il fit en Allemagne, la Chambre ecclésisatique de Mayence, inquisition au petit pied, le fit arrêter et le condamna, en réparation des divers scandales qu'il avait donnés, à une détention perpétuelle dans une maison d'asile pour les prêtres indigents, située près de Mayence. Dulaurens y est mort, dans un âge avancé, vers le milieu de l'année 1797. M. O.

DUMARSAIS (César Chesneau), philosophe grammairien, né à Marseille le 17 juillet 1676. Sa vie fut une longue suite de malheurs et de vicissitudes. Il avait perdu son père et sa mère de bonne heure, et le seul bien que deux de ses oncles lui avaient laissé, et qui consistait en une fort belle bibliothèque, avait été dispersé et vendu. Il entra chez les pères de l'Oratoire de sa ville natale, où il reçut une éducation solide; mais ne pouvant s'habituer à leur genre de vie, il prit la résolution de venir à Paris, où il se maria à 25 ans et se fit recevoir avocat en 1704. Divers embarras de fortune et d'intérieur de ménage forcèrent Dumarsais à quitter le barreau : il entra en qualité de précepteur chez le président de Maisons, et occupa successivement la même place chez le fameux contrôleur Law, puis chez le marquis de Beauffremont.

Mais ses élèves moururent ou le quittèrent, et il se vit forcé, pour vivre, d'aller ouvrir au faubourg Saint-Victor un pensionnat, dans lequel il trouva à grand' peine des moyens de subsistance. Enfin des infirmités de toute espèce achevèrent de l'accabler, et il mourut assez misérablement le 11 juin 1756, à l'âge de 80 ans. Dumarsais, comme beaucoup d'autres hommes de mérite, ne fut réellement apprécié qu'après sa mort. Homme honnête, pauvre, étranger à toutes les coteries et aux intrigues littéraires, il put à peine, pendant sa vie, vendre un seul de ses livres. Son meilleur ouvrage, *le Traité des Tropes* (*voy.*), qu'il avait composé pour un de ses élèves, resta plus de trente ans dans la boutique du libraire. Il ne put parvenir à faire adopter une méthode de son invention pour apprendre la langue latine, et qui a quelques rapports avec la méthode dont on a attribué de nos jours l'idée à M. Jacotot. Les œuvres de Dumarsais, réunies en sept volumes in-8°, ont été publiées par Duchosal et Millon (Paris, 1797, chez Pougin). On y remarque, outre les ouvrages déjà cités, sa *Logique*, ses *Principes de Grammaire*, divers mélanges de grammaire et de philosophie, et d'excellents articles faits pour l'Encyclopédie et insérés dans les premières lettres. En 1804, l'Académie Française mit au concours l'éloge de Dumarsais, et le prix offert fut remporté par M. de Gérando. Il existait déjà un éloge de lui, par d'Alembert, que ses éditeurs ont placé à la tête de ses œuvres. D. A. D.

DUMAS (le comte MATHIEU), lieutenant général, conseiller d'état en service ordinaire, pair de France et grand-cordon de la Légion-d'Honneur, naquit à Montpellier, le 23 novembre 1753, au sein d'une famille considérée, et dut aux soins d'un oncle, chanoine et grand-archidiacre du chapitre diocésain, une excellente éducation qui le dirigeait vers l'état ecclésiastique auquel cet oncle le destinait. Mais le jeune Mathieu Dumas, qui se sentit de bonne heure une vocation décidée pour la carrière des armes, obtint d'être envoyé à Paris, dès l'âge de 15 ans, pour y continuer ses études en mathématiques, et dans l'espérance de se faire admettre à l'école d'application du génie. Cette faveur, sa naissance, d'un père trésorier de France et d'une mère qui appartenait à une famille de magistrature, lui permettait d'y prétendre, et le résultat favorable de l'examen qu'il subit en 1770 le fit en effet recevoir parmi les 25 premiers candidats pour la plus prochaine promotion. Mais la suppression de 30 places d'élèves empêcha que cette promotion n'eût lieu, et le jeune aspirant, hors d'état de prolonger à Paris un séjour trop coûteux pour son père, qui avait eu treize enfants de sa femme déjà morte à cette époque, n'hésita pas à accepter un brevet de sous-lieutenant dans le régiment de Médoc, infanterie. Le service actif ne le détourna pas de ses études : en garnison à Briançon, il dessina, sous la direction du major de la place, les cartes d'un ouvrage sur les guerres des Alpes; et lorsque son régiment fut envoyé à Valenciennes, il s'exerça à faire des reconnaissances militaires et particulièrement celles des champs de bataille de Malplaquet, Fontenoy, etc. Ainsi ses études pratiques soutenaient et éclairaient déjà celles qu'il poursuivait dans les veilles du cabinet. Elles recommandèrent notre jeune officier à la bienveillance du maréchal de Castries et du comte de Puységur. Ce dernier, alors inspecteur général d'infanterie et qui fut depuis ministre de la guerre, devint son protecteur; il l'employa souvent près de lui en qualite d'aide-de-camp et le présenta au comte de Rochambeau qui commandait, au camp de Saint-Malo, l'avant-garde de l'armée rassemblée pour l'expédition d'Angleterre. M. Dumas s'était déjà trouvé sous les ordres de ce général au camp de Lisieux (1778), où le maréchal de Broglie faisait exécuter des essais de manœuvre dans les deux systèmes si controversés de l'ordre mince et de l'ordre profond. Ces manœuvres, entreprises au moment où la France déclarait la guerre à l'Angleterre pour soutenir l'insurrection des colonies américaines de cette puissante rivale, masquaient les préparatifs d'une descente au-delà de la Manche.

Mais la descente ne pouvait s'effectuer qu'à la condition que les flottes française et espagnole réunies sous le pavillon

amiral du comte d'Orvilliers resteraient maitresses de la Manche. Après une vaine démonstration contre Plymouth et les habiles manœuvres de l'amiral Hardy, d'Orvilliers fut obligé de rentrer à Brest et l'on renonça à l'expédition.

Alors un autre hémisphère offrit un vaste champ à l'ambition du jeune Dumas, depuis quelque temps capitaine de chasseurs. Nommé aide-de-camp de Rochambeau il le suit en Amérique : il débarque à Rhode-Island (17 juillet 1780) et prend part aussitôt à divers travaux de fortification et à des reconnaissances militaires. Dans les campagnes de 1781 et 1782, Rochambeau concertait avec Washington différentes opérations, et Dumas nommé aide-maréchal-général-des-logis, fut fréquemment employé dans les communications entre ces généraux. Dans la campagne de Virginie (1782), dont le plan fut concerté entre Washington, Rochambeau et l'amiral comte de Grasse et qui se termina par la capitulation de lord Cornwallis (*voy.*), ainsi que de la place d'Yorktown, M. Dumas, avec son ami et fidèle compagnon, le chevalier Charles de Lameth, ouvrait les marches, et il dirigea le passage de l'Hudson, de la Delaware et de la Susquehannah. Après le départ de Rochambeau, il fut nommé chef d'état-major du corps d'armée sous les ordres du général de Vioménil destiné à faire partie de l'expédition contre la Jamaïque. Cette division dont M. Dumas eut à disposer l'embarquement à bord de l'escadre de douze vaisseaux français commandée par l'amiral marquis de Vaudreuil, devait attendre au port de Porto-Cabello l'arrivée de la grande flotte réunie à Cadix et que le comte d'Estaing allait encore une fois conduire dans le Nouveau-Monde. Mais au lieu de cette flotte arriva la nouvelle de la paix de Versailles, conclue le 3 septembre 1783 et qui proclama l'indépendance des États-Unis. On se rendit donc à Saint-Domingue, et M. Dumas, quoique malade par suite de ses fatigues et de l'insalubrité du climat, continua ses fonctions pour l'embarquement et le débarquement des troupes et pour toutes les dispositions relatives au retour en Europe.

Il n'y trouva point le repos : à peine débarqué à Brest, il reçut l'ordre de se rendre à Paris, où il fut promu au grade de major. On l'envoya aussitôt à Toulon, s'embarquer avec le comte de Bonneval, capitaine de vaisseau avec qui il devait faire une reconnaissance détaillée des îles et des côtes de l'Archipel ; le but ostensible de cette mission était l'inspection générale des échelles du Levant. Bonneval et Dumas s'en acquittèrent à la satisfaction du maréchal de Castries ; mais le dernier ne revint à Paris que pour recevoir de nouveaux ordres et se rendre en Allemagne et dans les Pays-Bas, où l'Autriche semblait faire contre la France des préparatifs hostiles.

Pendant plusieurs années, le temps de M. Mathieu Dumas fut ainsi partagé entre les voyages et les travaux du cabinet ; on l'envoya d'une frontière à l'autre, on le chargea tantôt d'une mission de paix, tantôt d'une reconnaissance militaire ; on l'attacha à l'état-major, on le fit asseoir au conseil de la guerre, et ainsi employé sans relâche, il s'enrichit, jeune encore, d'une expérience précieuse qui multiplia ses services en les faisant rechercher par ses supérieurs.

Promu, en 1787, au grade de colonel et décoré de la croix de Saint-Louis, il devint, sous le ministère du comte de Puységur, membre titulaire et *rédacteur* du conseil, auquel il était attaché depuis plusieurs années, et directeur du dépôt de la guerre qu'il ne tarda pas à transférer de Versailles à Paris.

La révolution marchait à grands pas ; les ruines fumantes de la Bastille attestaient le triomphe du peuple et présageaient des événements encore plus graves. La population de Paris en armes allait recevoir une organisation régulière, quoique insuffisante pour préserver la France du cataclysme où l'entraînait la fougue révolutionnaire. Lafayette connaissait l'activité, l'expérience et le patriotisme de son ancien compagnon d'armes : il l'appela près de lui pour l'aider dans l'organisation des gardes nationales. Le colonel Mathieu Dumas ne voulut accepter d'autre place que celle de maréchal-général-des-logis, purement honorifique et dont le titre seul pouvait lui servir à se rendre utile. Saint-Marcel Du-

mas, l'un de ses frères, récemment arrivé de l'Inde, devint l'un des premiers majors des six légions. Malgré la grandeur de la tâche d'un service où tout était à créer, elle était loin pourtant d'absorber le zèle infatigable de l'homme dont la vie, à trente ans, était déjà si pleine, et qui semblait se multiplier pour suffire aux devoirs les plus variés. Des dissensions qui éclatèrent entre Bordeaux et Montauban ayant menacé de guerre civile nos provinces du Midi, M. Mathieu Dumas s'y rendit par ordre du roi et pacifia ces contrées (1790), comme il avait, l'année précédente, apaisé les troubles dont Rouen était devenu le théâtre; puis, après le grand jour de la fédération, il fut nommé commissaire du roi en Alsace avec des pouvoirs civils et militaires. Il rencontra à Strasbourg le jeune Desaix, alors lieutenant au régiment de Bretagne, qui lui servit d'aide-de-camp dans ces mêmes lieux où il devait s'illustrer plus tard par de hauts faits d'armes. Cette mission, qui avait pour but de prévenir l'effet des machinations de l'ancien évêque de Strasbourg contre la nouvelle constitution civile du clergé, ne fut pas moins heureusement terminée que la précédente et n'arrêta pas plus longtemps le colonel Dumas. En 1791, il fut appelé au comité militaire de l'Assemblée constituante, et lorsque le roi Louis XVI eut été arrêté à Varennes, la confiance de ce corps politique l'investit du commandement des gardes nationales accourues de toutes parts au-devant des fugitifs, que Barnave, Latour-Maubourg et Pétion devaient ramener à Paris sous la sauvegarde et sous la responsabilité de M. Dumas, qui s'acquitta avec succès de cette commission pénible et délicate. Nommé peu temps après maréchal-de-camp, il obtint le commandement de la place de Metz et de la subdivision de la division militaire; et pendant qu'il y organisait les deux premières compagnies d'artillerie légère, qu'il mobilisait la garde nationale, qu'il ramenait l'ordre et la paix dans la garnison, il fut élu député de Seine-et-Oise à l'Assemblée législative. Ainsi lancé contre son gré dans la carrière parlementaire, le général Mathieu Dumas s'y distingua constamment par son amour de la justice et par la modération de ses principes. Malgré les défauts de la constitution votée par l'assemblée précédente et jurée par le roi, il prit à tâche de la consolider, la regardant comme une ancre de salut pour la France. L'amnistie scandaleuse décrétée (le 19 mars 1792) en faveur de Jourdan *Coupe-tête* et de ses complices, dans les massacres d'Avignon, excita dans son cœur honnête une vive indignation. De concert avec Becquey, Hua, le marquis de Jaucourt, et tant d'autres amis de la vraie liberté, il s'opposa à ce que la guerre fût déclarée à l'Autriche, et il lutta énergiquement, mais en vain, contre l'anarchie qui fit tous les jours d'effrayants progrès. L'assemblée reconnut ses services en le nommant à la présidence; déjà elle tenait trop à ses conseils comme militaire pour ne pas le refuser au maréchal Rochambeau, lorsque ce vieux guerrier, chargé du commandement de l'armée du Nord, réclama l'assistance de son ancien aide-de-camp, qu'il avait élevé, disait-il, et qui maintenant devait un appui à sa vieillesse. Ce fut cette utilité dont il était à l'Assemblée nationale, surtout pour les levées de troupes et pour les travaux de défense, qui, à l'époque où l'anarchie allait croissant, où des journées néfastes se succédaient à peu d'intervalle, lui fit d'abord pardonner son *modérantisme*. Néanmoins sa vie fut bientôt en danger, et les assassins qu'on aposta contre lui le décidèrent, après avoir rempli son mandat de député jusqu'au dernier jour de la session, à rechercher un lieu sûr d'où il se sauva en Angleterre. Mais la loi sur l'émigration et la crainte que son beau-père, qu'on menaçait d'arrêter, ne fût rendu responsable de sa fuite, le firent revenir avec sa femme et ses enfants. Il n'en perdit pas moins tous ses titres et honneurs, fut rayé de la liste des généraux, décrété d'accusation, et il aurait sans doute partagé le sort de ses amis Barnave et Duport-Dutertre, si, après avoir couru de retraite en retraite, il n'eût trouvé un asile, d'abord aux environs de Paris et ensuite dans plusieurs cantons de la Suisse.

Lorsqu'il reparut à Paris, à l'époque du 13 vendémiaire, il n'y trouva pas

encore assez de sûreté. Mais quand la France fut enfin débarrassée de la Convention nationale, naguère si sanglante, après avoir reçu de ses mains impures, il est vrai, une nouvelle constitution, alors, réunissant encore une fois les suffrages de l'assemblée électorale du département de Seine-et-Oise, le général Dumas entra au Conseil des anciens, décidé à suivre la même ligne de conduite, luttant contre l'anarchie, et soutenant, avec la minorité du Directoire, le système de paix et de modération qui commençait à reprendre faveur dans le pays. Ses principes d'ordre et de justice étaient aussi ceux de Portalis, Tronçon-Ducoudray, Gilbert de Molière, Barbé-Marbois, Lebrun, Lanjuinais, Saint-Afrique, ses collègues et amis politiques, qui se concertaient entre eux pour conquérir le pouvoir à leur cause. Ils avaient l'espoir d'y réussir, lorsque le coup d'état du 18 fructidor (1797) vint couper court à leurs efforts et jeter sur la terre d'exil les principaux défenseurs d'une liberté sage et pure d'excès. On sait que le climat meurtrier de Sinnamary en dévora plusieurs : M. Dumas, plus heureux, se sauva à Hambourg, échappant à la déportation, et trouva la plus généreuse hospitalité dans le Holstein chez le noble comte de Stolberg. Ce fut dans cette retraite, où tout conviait au culte des lettres, qu'il composa les premiers chapitres de son *Précis des événements militaires*, qui, publiés sans nom d'auteur, à Hambourg, en 12 cahiers in-8°, fixèrent l'attention des hommes du métier.

La journée du 18 brumaire le ramena dans sa patrie, où il fut réintégré par le premier consul dans son rang à l'armée (1801). Son mariage avec la mère de ses enfants ayant été dissous par un divorce légal auquel leurs cœurs n'ont jamais souscrit, il se hâta de le refaire avant d'être entraîné de nouveau dans le tourbillon de la vie active. D'abord il forma ce corps de volontaires dans lequel, pour amener une fusion des partis, le chef de l'état attirait des jeunes gens appartenant à d'anciennes familles nobles; puis, lorsque Bonaparte se mit en route pour ouvrir la campagne de Marengo, il organisa à Dijon une armée de réserve dont il fut le chef d'état-major sous les ordres du général Brune, qui, destiné au commandement en chef, en Italie, y conduisit cette armée, après le retour du vainqueur. On confia au général Dumas le soin d'organiser une nouvelle réserve; et placé ensuite, sous les ordres du général Macdonald, à la tête de l'état-major de l'armée des Grisons, il déploya une rare activité, parcourut plusieurs cantons de la Suisse pour y préparer la marche et le séjour des troupes, se rendit avec son général en chef à l'armée du Rhin, où il retrouva ses deux frères, Saint-Marcel et Saint-Fulcran, puis à Paris, où il dut aller prendre les ordres du premier consul, et servit d'intermédiaire entre l'armée des Grisons et celle d'Italie lors du fameux passage du Splugen, dont il concerta les opérations avec Brune au nom du général Macdonald, pour établir ensuite le même concert entre ce dernier et Moreau, arrivé jusqu'à Salzbourg.

En 1802, dans l'intervalle de la paix de Lunéville et de celle d'Amiens, il fut appelé au conseil d'état, section de la guerre, à l'époque où Bonaparte s'occupait de l'institution de la Légion-d'Honneur. Membre de la commission chargée d'en préparer la loi, il eut à en soutenir la discussion dans les conférences au tribunat et devant le corps législatif; ce soin et la rédaction des statuts de l'ordre le rapprochaient de la personne du premier consul avec lequel il eut un travail direct. Compris dans la première promotion, il reçut le grade de commandeur au camp de Boulogne (1804), où il dirigeait l'état-major de l'armée du maréchal Davoust, et bientôt il fut avancé dans l'armée à celui de général de division.

Napoléon venait d'être proclamé empereur des Français, et le projet d'une descente en Angleterre fit place tout à coup à une nouvelle guerre continentale. Aide-major-général, maréchal-général-des-logis de la grande armée, M. Mathieu Dumas concourut de toutes ses forces à la prompte organisation de cette dernière, avec laquelle il fit la merveilleuse campagne d'Austerlitz. A dater de cette époque, les postes les plus éminents

dans l'administration militaire lui furent réservés, et plus tard il partagea avec Daru la confiance du premier homme de guerre de son temps dans cette spécialité. Après un assez long séjour en Dalmatie et en Italie, provinces que la paix de Presbourg avait cédées à la France, et dont il avait été envoyé prendre possession avec le général Lauriston, il fut appelé à Naples (1806), pour recevoir le portefeuille de ministre de la guerre, poste laborieux qui ouvrit un champ vaste à son esprit éminemment organisateur. Ce portefeuille passa dans les mains de Salicetti pendant un voyage du général Dumas en France, où il alla recueillir le dernier soupir d'une épouse chérie; mais le roi Joseph le nomma grand maréchal du palais, et lorsqu'il échangea le trône de Naples contre celui d'Espagne, il lui confia le soin de ramener en France la reine et ses deux filles.

L'empereur, d'abord mécontent que M. Dumas eût quitté Naples sans son ordre, se décida bientôt à le rétablir dans ses anciennes fonctions d'aide-major-général près de l'armée d'Espagne, où il arriva assez à temps pour envoyer au secours du maréchal Soult, dont l'avant-garde s'était repliée dans la province de Valladolid devant l'armée anglaise du général Moore, les divisions françaises que la capitulation de Cintra ramenait du Portugal et dont il prit sur lui de changer la marche, malgré les ordres réitérés du prince de Neufchâtel. Heureusement le succès vint justifier cette hardiesse, et l'empereur l'approuva. Après divers travaux, il le renvoya en France pour préparer une campagne au-delà du Rhin, car la guerre contre l'Autriche était résolue. Au début de cette campagne, le général Dumas, chargé de l'inspection des places fortes et des dépôts de tous les corps, parcourut les provinces rhénanes et la Belgique; mais il rejoignit à Esslingen le quartier-général de la grande armée et fut témoin de la bataille de Wagram (6 juillet 1809). Ce fut lui qui négocia l'amnistie après cette victoire, et, en repartant pour Paris, Napoléon le laissa à Vienne, où une convention militaire devait régler l'évacuation successive des provinces autrichiennes par les Français. Il le nomma en même temps grand-officier de la Légion-d'Honneur et lui permit d'accepter du roi de Bavière la décoration de grand dignitaire de son ordre militaire de Maximilien. La même distinction lui avait été décernée par le roi de Naples.

Pendant l'intervalle de paix qui fut marqué par le second mariage de Napoléon et par la naissance du roi de Rome, M. Mathieu Dumas, nommé comte de l'empire, reprit ses travaux au conseil d'état et y joignit les fonctions de directeur général des revues et de la conscription. Dans ses rapports directs avec lui, l'empereur avait de plus en plus reconnu sa haute capacité administrative: il lui donna une preuve éclatante de confiance, lors des apprêts de la campagne de Russie, en le nommant intendant général de la Grande-Armée et en le maintenant à ce poste malgré les honorables scrupules qu'une injuste défiance de lui-même lui fit exprimer. A des discussions épineuses avec le gouvernement prussien succédèrent bientôt les plus graves embarras. Déjà le Niémen était franchi, et l'armée russe, dans sa retraite sur Smolensk, détruisit toutes les ressources que la Lithuanie eût pu fournir à l'invasion; le soin de pourvoir aux subsistances de l'armée et de recueillir dans les ambulances ou dans les hôpitaux les blessés dont les batailles de Valoutina et de Borodino élevèrent le nombre à un chiffre considérable, puis la difficulté de leur transport après l'évacuation des hôpitaux de Moscou; ces fatigues allaient presque au-delà des forces d'un homme: elles attirèrent au comte Dumas une maladie dont les malheurs de la retraite et les froids cruels qui survinrent accrurent encore les dangers. Cependant, après le passage de la Bérésina, il avait dû monter à cheval pour sauver sa vie; tous les équipages étaient d'ailleurs abandonnés. A travers mille dangers, il arrive enfin à Vilna, et ce n'est qu'à Dantzig, après avoir repassé le Niémen, qu'il trouve le repos nécessaire à son rétablissement.

Pendant la maladie de l'intendant général, le comte Daru remplit pour lui les fonctions de cette place importante. Il était à craindre que le comte Dumas

ne fût longtemps sans pouvoir les reprendre, et dans cette idée l'empereur faisait préparer sa nomination au sénat; mais lorsqu'il fut informé que la santé du malade faisait tous les jours des progrès, au lieu de signer cette nomination, il rappela M. Dumas à l'intendance générale, Daru, son ministre secrétaire d'état, devant le suivre à Paris.

L'armée française poursuivait sa retraite; le commandement, d'abord confié par l'empereur au roi Murat, passa ensuite aux mains du vice-roi d'Italie, dont le quartier-général était à Poznân, d'où il fut bientôt porté à Francfort-sur-l'Oder et à Magdebourg. L'intendant général, qui s'était rendu dans la ville polonaise nommée la première, installa successivement l'administration de l'armée à Halberstadt, à Mersebourg et à Dresde, où bientôt l'empereur accourut avec une partie de l'armée et toute la réserve de la garde impériale. Après le désastre de Kulm, Napoléon quitta la capitale de la Saxe, mais en y laissant l'administration avec les corps d'armée du maréchal Saint-Cyr et du général comte de Lobau. Lui-même tenta encore une fois la fortune à Leipzig, 18 et 19 octobre 1813, journées funestes dont les suites ne tardèrent pas à se faire sentir aux troupes bloquées dans Dresde. Malgré les vigoureuses sorties du comte de Lobau, l'investissement de cette ville devint de jour en jour plus étroit, et toute l'activité du général Dumas ne suffit pas à pourvoir aux subsistances d'une si nombreuse garnison. Aussi fut-il chargé par le maréchal Saint-Cyr de négocier avec le marquis de Chasteler (*voy.*) une capitulation honorable qu'il réussit à faire signer, mais que les souverains coalisés ne voulurent point ratifier. Les colonnes françaises, déjà en marche pour retourner en France, se rendirent prisonnières en protestant contre cette violation flagrante de la foi jurée, et M. Mathieu Dumas, à qui l'on avait permis de prendre les devants, avec le général Durosnel, pour apporter à l'empereur la capitulation de Dresde, fut arrêté sur les bords du Rhin et conduit en Bohême, où il rejoignit le maréchal, puis de là en Hongrie.

Au sortir de la captivité, il courut en toute hâte à Paris (1814), où tout avait changé de face; cependant il y fut bien accueilli et ses services furent encore jugés utiles. Spécialement chargé de liquider l'arriéré des dépenses des armées avec le titre de directeur général, il fut de plus nommé membre d'une commission qui devait vérifier les titres et les réclamations des anciens officiers émigrés. Louis XVIII lui conféra la croix de commandeur de son ordre de Saint-Louis et le promut dans la Légion-d'Honneur à la dignité de grand-cordon. Ce fut lui donner une preuve de grande confiance que de l'envoyer au-devant de l'ancienne garde impériale sortie de Metz pour rejoindre l'empereur, avec ordre d'arrêter sa marche; et cette mission fut fidèlement accomplie. Elle influa naturellement sur l'accueil que Napoléon réservait à son ancien intendant général après le retour de l'île d'Elbe. Cependant on fit appel à son patriotisme et à son expérience en le chargeant de la direction générale des gardes nationales mobilisées. Le dévouement aux intérêts de la patrie, quel qu'en fût le souverain, qui avait fait accepter cet emploi au général Dumas, ne fut pas une recommandation pour lui sous la seconde Restauration. Mis à la retraite sur la proposition du duc de Feltre, il consacra ses loisirs au *Précis des événements militaires* dont il refondit les livraisons autrefois publiées, en même temps qu'il continuait ce travail d'une campagne à l'autre. Mais sa disgrâce dura peu : le maréchal Saint-Cyr obtint qu'il fût réintégré au conseil d'état (1818) et le fit nommer vice-président du comité de la guerre, membre du comité de défense du royaume, et commissaire du gouvernement pour soutenir le budget de la guerre devant les deux chambres. Il remplit toutes ces fonctions avec autant de zèle que d'habileté, mais sans renoncer à son indépendance comme citoyen. Son vote dans les élections de 1822 le fit rayer de la liste des conseillers d'état en service ordinaire, et, malgré sa vue considérablement affaiblie, le comte Dumas revint à son ouvrage et en termina le 19^{e} volume, qui mène le précis des événements jusqu'à la paix de Tilsitt, conclue en 1807. Alors, ne pouvant plus lire les cartes et moins

encore les manuscrits, l'écrivain déjà plus que septuagénaire fut obligé de s'arrêter. Les 19 volumes du *Précis* se subdivisent en 2, 3 et 4 volumes renfermant la narration des campagnes de 1799, de 1800, de 1801, de 1802, de 1803 et 1804, de 1805, de 1806, enfin de 1806 et 1807. Ils sont accompagnés d'atlas in-fol. Dans la pensée modeste de l'auteur, cette vaste composition devait être seulement une indication de matériaux préparés pour ceux qui voudraient un jour écrire l'histoire; mais il en a fait véritablement un tableau complet, clair, impartial et toujours mesuré, des dernières guerres de la république et des premières de l'empire, instructif pour les hommes de l'art et intéressant, par sa forme autant que par son contenu, pour toutes les classes de lecteurs. Historien militaire distingué, grand admirateur de Napoléon, le général Dumas s'y montre avant tout honnête homme et ami des lois; rien ne lui paraît au-dessus de la gloire de l'empire, « et cet empire a passé, dit-il, en moins de temps qu'il n'en faudrait pour recueillir tous les grands souvenirs qu'a laissés son existence; tant il est vrai que l'unique source du pouvoir et toutes les garanties de sa durée sont dans le respect des lois et dans l'affection des peuples. » Ajoutons que M. le comte Dumas a donné une suite à ce bel ouvrage, en publiant et accompagnant de notes la traduction de l'ouvrage anglais de Napier, dont 8 volumes, sur 10, ont déjà paru sous ce titre : *Histoire de la guerre de la Péninsule et dans le midi de la France, depuis l'année* 1807 *jusqu'en l'année* 1814, *écrite d'après les documents les plus authentiques*, Paris, in-8°, 1828 et années suivantes; publication remarquable et que les premiers hommes de guerre en Angleterre et en France ont enrichi de pièces diverses *.

De si longs et de si éclatants services pouvaient certes suffire pour acquitter la dette du citoyen envers sa patrie, mais ils ne suffisaient pas au dévouement infatigable de l'homme dont nous esquissons la laborieuse carrière. L'obstination du roi aveuglé sur ses véritables intérêts menaçait la France d'une nouvelle crise dans laquelle le vétéran de la révolution jugea lui devoir son appui. Aux élections de 1828, le général Dumas se mit sur les rangs dans le collége électoral du premier arrondissement de Paris. Nommé à une grande majorité, il alla s'asseoir au milieu de ses amis du centre gauche et il vota avec eux l'adresse des 221 (*voy.*). Fidèle aux principes de sa vie entière, il embrassa franchement la cause de la révolution de 1830 et doit être compté parmi ceux qui contribuèrent le plus à la cimenter. Membre de la députation des douze envoyés auprès du duc d'Orléans et de la commission des dix-huit nommée pour la rédaction définitive de la charte modifiée, il fut aussi l'un des quarante-cinq signataires de la déclaration de la vacance du trône, et, appelé à l'Hôtel-de-Ville par le général Lafayette, il l'aida, comme en 1789, à réorganiser la milice citoyenne. Il fut nommé inspecteur général des gardes nationales du royaume, et remplit ces importantes fonctions, malgré sa cécité presque complète, jusqu'au jour où la décision de la Chambre des députés, qui supprimait l'emploi de commandant général de toutes les gardes nationales de France, les fit également cesser. On sait que cela arriva pendant la discussion de la nouvelle loi d'organisation, préparée par une commission de dix-huit membres dont le général Dumas était président. Après qu'il eut donné sa démission du poste d'inspecteur général, il fut rappelé en service ordinaire au conseil d'état et nommé vice-président du comité de la guerre et de la marine. Parvenu aujourd'hui à l'âge de 84 ans, et plein de vigueur encore, mais presque aveugle, le noble vieillard, qui, après sa réélection à la Chambre des députés, en 1831, par le 1^er^ et le 4^e^ arrondissement de Paris, fut créé pair de France (le 19 novembre), continue son service avec un zèle et un patriotisme dignes de servir d'exemple aux jeunes collègues qui siégent avec lui, et qui s'honorent sans doute de prendre pour guide un homme dont la carrière honorable a traversé

(*) Ces deux ouvrages importants, le premier entièrement achevé et dont le second ne tardera pas à l'être, ont été publiés chez Treuttel et Würtz, à Paris et à Strasbourg.

toutes nos tourmentes révolutionnaires sans dévier un instant de la voie tracée par l'honneur et par la probité. J. H. S.

DUMAS (ALEXANDRE) est né le 24 juillet 1803 à Villers-Cotterets; son père, le général Alexandre Dumas, l'un de nos plus anciens officiers supérieurs, l'un des plus braves compagnons d'armes de Napoléon, ne lui laissa en mourant d'autre fortune et d'autre appui que son nom. M. Dumas, dans un récit plein d'intérêt placé en tête de l'édition de ses œuvres publiée en 1834, nous peint sa mère pauvre et triste, entrant dans sa chambre, comme il venait de prendre ses vingt ans, pour lui annoncer que la faible somme de 253 fr. est désormais tout ce qui leur reste au monde. Nous le suivons ensuite à Paris, où les anciens amis de son père, Sébastiani, Bellune, Jourdan, le reçoivent avec une froideur décourageante. Heureusement, il tenait de l'un des hommes influents de son département, M. Danré, une lettre de recommandation pour le général Foy, à l'élection duquel celui-ci avait fortement contribué l'année précédente : le général le prend sous sa protection, le recommande au duc d'Orléans, et le jeune homme entre au secrétariat de ce prince, avec le rang de surnuméraire et 1200 fr. d'appointements. On était loin alors de soupçonner les créations hardies, les inspirations brûlantes qui jailliraient un jour de ce cerveau; lui-même s'ignorait encore, seulement il s'était senti profondément humilié lorsqu'une exclamation du général Foy lui avait laissé voir que sa belle écriture était en ce moment le seul mérite qu'il eût à faire valoir. Au fait, son éducation avait été des plus négligées : sa mère, nous dit-il, l'avait si bien gâté par son excessive tendresse qu'*il était incapable de tout, hormis de se jeter dans le feu pour elle*; très peu de grec et de latin composait toute sa science. A l'interrogatoire que le général lui avait fait subir sur les parties les plus essentielles de l'instruction, les mathématiques, la physique, la chimie, le droit, il lui avait fallu répondre par un aveu d'ignorance absolue; mais à peine installé au Palais-Royal, il se mit, comme il l'avait promis au général, à refaire son éducation; il étudia sérieusement le latin dans Juvénal et dans Tacite; un jeune médecin de ses amis lui fit suivre un cours de physiologie et lui donna des notions de chimie et de physique. Son robuste tempérament lui permettait, après des journées entières consacrées au travail du bureau, de passer les nuits à étudier. Cependant, durant trois années encore, cet esprit, qui recevait si avidement tout ce qui pouvait l'améliorer et l'étendre, n'éprouva aucun besoin de produire; mais un jour des acteurs anglais vinrent jouer à Paris l'*Hamlet* de Shakspeare : le jeune surnuméraire assistait à cette représentation, où l'avait conduit la curiosité plutôt que le désir d'admirer; car il ne connaissait pas une seule pièce du théâtre étranger et n'avait nulle idée de ce qu'il allait voir. Au lieu de l'amusement d'une heure qu'il était venu chercher, il trouva de profondes émotions, le ravissement, l'enthousiasme; il trouva enfin l'étincelle à laquelle devait s'allumer l'inspiration qui dormait dans son sein. « Alors, dit-il, je pris les uns après les autres ces hommes de génie qui ont nom Shakspeare, Corneille, Molière, Calderon, Gœthe et Schiller. » (Hélas! pourquoi M. Dumas a-t-il omis Racine?) Enfin il se mit face à face de ces grands hommes, il vécut avec eux, il se pénétra de leur génie; et puis il prit la plume.

L'auteur dramatique ainsi révélé à lui-même, il lui fallut encore près de deux ans avant de se faire reconnaître par le public; pendant cet intervalle, il écrivit d'abord une tragédie des *Gracques* et une imitation du *Fiesque* de Schiller que lui-même se hâta de condamner au feu; puis, un bas-relief de M^lle^ de Fauveau lui donna l'idée de faire de l'assassinat de Monaldeschi par Christine de Suède le sujet d'une nouvelle tragédie. Cette fois, l'auteur fut content de son œuvre, ou, pour nous servir de ses propres expressions, le père trouva que son enfant avait l'air viable. Grâce à l'intérêt que MM. Charles Nodier et le baron Taylor prirent à lui, il put lire sa pièce devant le redoutable tribunal des sociétaires du Théâtre-Français *, qui la reçurent favorablement.

(*) C'est cependant à propos de cette pièce qu'ayant été faire une visite à Picard, celui-ci lui

Elle n'en languissait pas moins dans les cartons, lorsque M. Dumas, qui en trois mois venait de composer un nouveau drame intitulé *Henri III*, le présenta aux sociétaires, et, l'ayant fait recevoir, pressa la mise en répétition de l'un de ses deux ouvrages. *Henri III* fut préféré : ce drame, joué le 10 février 1829, eut un prodigieux succès, et désormais la carrière de M. Dumas fut aussi facile, aussi heureuse, aussi brillante, qu'elle s'était montrée rude et épineuse au début. Il est vrai qu'il ne laissa pas à l'intérêt du public le temps de se ralentir : *Christine* ne tarda pas à revendiquer son droit d'aînesse cédé à Henri III, et fut jouée sur le théâtre de l'Odéon le 30 mars 1830 ; l'année suivante, *Antony* fut représenté sur le théâtre de la Porte-Saint-Martin ; en 1832 parurent trois nouveaux drames, *Térésa*, *la Tour de Nesle*, *Richard d'Arlington*. Quoique M. Dumas n'ait pas été seul à composer ces deux dernières pièces*, on y retrouve, au moins autant que dans les autres, l'empreinte originale de son talent. *Angèle* est de 1834; *Catherine Howard*, *Napoléon Bonaparte*, appartiennent à la même année. Enfin, l'année dernière (1836) a vu l'enfantement de deux œuvres nouvelles, *Don Juan de Marana* et *Kean*. Durant ces six années si fécondes, M. Dumas a encore écrit les *Impressions de voyages*, qui parurent d'abord dans la *Revue des Deux Mondes*, et qui, réunies en 2 premiers vol. in-8°, ont été publiées en 1835; des chroniques insérées aussi dans la *Revue des Deux Mondes*, enfin ce volume d'études historiques intitulé *Gaule et France* (1834) qui essuya de si rudes attaques dans le *Journal des Débats* de la part de M. Granier de Cassagnac.

demanda s'il avait quelque autre moyen d'existence que le théâtre. « Une place de 1,500 fr. au secrétariat du Palais-Royal, répondit le jeune homme. — A la bonne heure; allez à votre bureau. »

(*) Le manuscrit original de *la Tour de Nesle* est de M. Gaillardet; mais les plus belles situations, et entre autres la scène de la prison, sont de M. Dumas. *Voir* à ce sujet l'article remarquable publié sur M. Dumas dans la *Revue des Deux Mondes* par M. H. Romand. Dans *Richard d'Arlington*, M. Dumas s'aida de la collaboration de M. Dinaux.

Assurément cette simple énumération témoigne d'une étonnante promptitude à produire : en féliciterons-nous M. Dumas? ou plutôt ne nous faudra-t-il pas reconnaître que cette facilité merveilleuse, que ce don d'une nature prodigue qui vous traite en enfant gâté, est souvent un don perfide? M. Dumas charpente bien ses drames et sait y jeter un intérêt qui s'empare du spectateur dès la première scène et l'entraîne palpitant d'émotion jusqu'à la dernière. La plupart de ses dénouements sont neufs et saisissants, ses personnages sont bien vivants, et il trouve souvent ces cris sublimes de naïveté et de passion qui ne vous étonnent pas d'abord, tant ils sont naturels, que nous n'admirons qu'en y réfléchissant, mais qui tout de suite ont fait monter les sanglots sur nos lèvres. Il nous suffira de rappeler le cri d'Angèle abîmée dans l'opprobre d'une fille déshonorée, et se relevant dans la touchante majesté d'une mère qui demande son enfant. Pourquoi des drames où brillent de semblables beautés ne nous offrent-ils pas cependant, lorsque nous les étudions loin des prestiges du théâtre, l'idée d'une existence victorieuse du temps, indépendante des caprices du public? Accusez-en la facilité trompeuse qui dégoûte des efforts pénibles, consciencieux, infatigables, avec lesquels se construisent les ouvrages parfaits qui, en assurant à un auteur, pour prix de deux ou trois veilles, les applaudissements de la chambrée du jour, lui fait négliger le travail nécessaire pour obtenir l'approbation éternelle de la postérité. C'est là un mal commun aujourd'hui.

On a fait à M. Dumas un reproche plus grave que celui d'écrire trop vite et de vouloir entasser trop rapidement succès sur succès : il a été accusé de fonder l'intérêt de ses drames sur le tableau d'une passion destructive de toute morale, de tout ordre, de toute société, l'amour adultère. *Henri III*, remarquable par des caractères bien tracés, par un dialogue rapide, par la manière piquante dont le langage de l'époque y est employé, dut peut-être encore plus sa vogue à l'émotion profonde que les douleurs de cette passion criminelle éveillaient dans

l'âme des spectateurs; cependant elle ne s'y montrait encore que timide et presque honteuse. *Antony* offrit un spectacle plus neuf et plus inattendu. Dans cette pièce étrange, peut-être la plus négligemment écrite de tout le théâtre de M. Dumas, et la seule où il n'ait pas fait grande dépense de personnages ni d'événements, l'adultère vint se poser en face du mariage pour lui dire qu'il valait mieux que lui; énorme sophisme soutenu pendant cinq actes par un intérêt assez entraînant pour ne pas vous laisser le temps de réfléchir; sophisme qui depuis a trouvé des échos plus éloquents encore que la voix qui la première entreprit de le défendre.

Dans *Térésa*, dans la *Tour de Nesle*,* nous retrouvons l'adultère joint à l'inceste. Malgré cette déplorable complication, nous faisons une très grande différence de ces deux pièces à *Antony*: là, du moins, le vice n'est pas prôné comme une vertu; on ne nous présente pas les criminels comme des idoles à encenser; il y a même certainement dans la scène de la prison de la tour de Nesle une haute moralité, malheureusement enveloppée d'images révoltantes. *Richard d'Arlington* nous offre le portrait d'un ambitieux de notre temps, flattant le peuple afin que ses faveurs lui donnent assez de prix pour qu'il puisse un jour se vendre cher au pouvoir. Aucun crime ne l'arrête, comme aucune lâcheté n'arrêtera, dans *Angèle*, Alfred Dalvimare, autre ambitieux d'un type moins grand et beaucoup moins actuel; car si de nos jours quelques-uns arrivent encore aux hautes places par les boudoirs des femmes, cette manière de parvenir est loin d'être un fait caractéristique de notre époque. Il y a d'admirables beautés dans le quatrième acte de ce drame d'*Angèle*.

Christine et *Charles VII*, joués tous deux à deux ans de distance sur le théâtre de l'Odéon, prouvent que M. Dumas peut, quand il le veut, manier notre alexandrin avec bonheur; le second de ces drames prouve de plus que la loi des unités ne l'empêche pas de faire agir les personnages avec puissance et liberté. Paula, dans la première pièce, Yakoub, dans la seconde, sont deux créations neuves et belles. M. Dumas se complaît dans la peinture de ces caractères composés d'amour et d'abnégation; il aime à les faire contraster dans ses drames avec la passion égoïste et brutale qu'il s'entend aussi merveilleusement à exprimer.

Quant aux drames de l'année dernière, *Don Juan de Marana* et *Kean*, le public a déjà prononcé sur eux en les mettant beaucoup au-dessous de leurs aînés. Il y a du mouvement et de la variété dans *Don Juan;* l'idée de l'ange qui devient femme est touchante et gracieuse; mais cette pièce est gâtée par un vice fondamental, par un contre-sens énorme : M. Dumas, en voulant faire un mystère catholique, a oublié que, pour accomplir une pareille œuvre, la première condition était la foi, la foi ardente, extatique, la foi de l'espagnol Calderon. Dans *Kean*, outre l'innovation peu goûtée dans un drame sérieux de faire envahir la salle par les acteurs, M. Dumas y a décidément trop sacrifié l'illustration de la naissance, la dignité du rang, au génie brut et grossier sorti de la boue et se ranimant chaque soir dans l'orgie.

Dans les *Chroniques*, dans *Gaule et France*, dans les *Impressions de voyages*, nous retrouvons ces qualités que la nature a si largement départies à M. Dumas, facilité, rapidité, animation; elles sont portées à leur plus haut degré dans les *Impressions*, livre plein de sans-façon, de verve, de coquetterie. L'auteur y pose sans cesse devant nous, ne nous parle guère que de lui, appelle à lui notre attention avec une vanité si naïve qu'on n'a pas le cœur de lui en faire un reproche. Pourquoi, au fait, lui en voudrions-nous? il nous amuse, il nous fait passer des heures charmantes en nous entraînant à sa suite à travers les glaciers, les lacs, les précipices, les avalanches. Si dans cette course étourdissante il lui arrive quelquefois de prendre pour des réalités les caprices de sa vive imagination, si quelques touristes pointilleux prétendent n'avoir jamais mangé de beefsteak d'ours à Martigny ni pêché des truites à la serpe dans un autre village,

(*) Il ne faut pas oublier que cette dernière est de toutes les pièces de notre époque celle qui a eu le plus de représentations.

n'allons-nous pas pour cela lui chercher querelle? Ce livre n'est pas évidemment un ouvrage sérieux, un supplément à la géographie de Malte-Brun, aux recherches scientifiques de M. de Saussure: il n'a d'autre prétention que d'être amusant, et il y réussit. M. Dumas est maintenant un des rédacteurs du journal quotidien *la Presse* et vient d'y publier des feuilletons intéressants sur la dernière entreprise et la mort du roi Murat.

L. L. O.

DUMAS (Jean-Baptiste), né à Alais (département du Gard) au mois de juillet 1800. Ayant terminé dès l'âge de 12 ans son éducation littéraire, il étudia la pharmacie dans sa ville natale, qu'il quitta deux ans après pour se rendre à Genève, dans l'espérance d'y perfectionner son instruction. Admis en qualité d'élève dans une pharmacie, il s'y livra à des recherches de chimie; mais il ne se borna point à cette étude principale, il s'occupa en même temps de botanique et de médecine, sciences sur lesquelles on lui doit des mémoires qui témoignent autant de variété dans ses connaissances que de fécondité dans son talent. A cette époque il publia, avec le concours de M. de Candolle, des observations tout-à-fait neuves et originales sur la botanique; mais ce qui lui attira l'attention du monde savant, ce furent ses belles recherches en physiologie animale, si connues aujourd'hui, et pour lesquelles il s'était associé avec M. Prévost.

Cependant la ville de Genève parut bientôt un terrain trop limité pour l'activité de M. Dumas. Il vint à Paris, en 1821, pour y continuer ses recherches et s'éclairer en même temps des lumières des hommes illustres de cette capitale. Là le mérite de M. Dumas ne tarda point à se faire jour. Il fut nommé répétiteur de chimie à l'École polytechnique et professeur de cette même science à l'Athénée. Cette position, qu'il s'était acquise à l'âge de 23 ans par ses découvertes scientifiques, fixa dès ce moment sa vocation: il se livra exclusivement à la chimie. Peu de savants, dans un espace de 12 années, ont publié, dans cette partie, des travaux aussi remarquables. Qui ne sait que M. Dumas est le premier qui ait jeté quelque jour sur la chimie organique, autrefois si diffuse et embarrassée d'un nombre infini de corps que personne jusqu'à lui n'avait su grouper? Par des lois que l'expérience confirme de plus en plus, il a simplifié l'étude de cette science. La théorie des éthers sulfuriques, celles des substitutions, de l'isomérie, et notamment son mémoire sur les poids atomiques, sont ses plus beaux titres de gloire; et si M. Dumas persévère dans ses nobles efforts, nul doute que la chimie organique, dès qu'elle aura reçu tous ses perfectionnements, ne lui soit redevable de ses principales lois. M. Dumas est aujourd'hui professeur de docimasie à l'école centrale, de chimie générale à l'École polytechnique et à la Faculté des lettres, et membre de l'Académie des Sciences.

A-é.

DUMÉRIL (André-Marie-Constant), né en 1774 à Amiens, et l'un des plus anciens professeurs de la Faculté de médecine, est aussi professeur au jardin du Roi, membre de l'Institut (Académie des Sciences), de l'Académie royale de médecine, chevalier de la Légion-d'Honneur et *médecin* des hôpitaux civils de Paris. M. Duméril entra dès sa jeunesse dans la carrière des sciences et débuta dans l'enseignement public à l'âge où tant d'autres sont encore au rang des élèves; car il n'était pas docteur encore que, depuis deux ans, il professait publiquement. Il avait d'ailleurs gagné au concours les places de prosecteur et de chef des travaux anatomiques de la Faculté. Nommé en 1800 professeur d'anatomie et de physiologie à l'école de médecine, il occupa cette chaire pendant 18 ans, au bout desquels il passa à l'enseignement de la pathologie interne; à la mort de Lacépède il remplaça ce savant, au Muséum d'histoire naturelle, dans des fonctions où il l'avait suppléé pendant de longues années.

En 1823, lors de la dissolution de la Faculté, M. Duméril fut le seul des professeurs qui proposa de protester contre cet acte de despotisme brutal. Cette circonstance n'est pas la seule où il ait montré le plus honorable caractère.

M. Duméril est un professeur exact et consciencieux et un écrivain correct;

comme praticien il est peu connu et sa clientèle est peu nombreuse. Ses travaux scientifiques sont la véritable base de sa réputation. Dès l'année 1799 il avait publié les Leçons d'anatomie comparée de M. Cuvier. Ses principaux ouvrages sont le *Traité élémentaire d'histoire naturelle*, dont la quatrième édition a paru en 1830; la *Zoologie analytique*, Paris, 1806; l'*Histoire complète des reptiles*, dont le quatorzième volume va paraître. On a en outre de lui un grand nombre de mémoires sur divers points des sciences naturelles. F. R.

DU MERSAN (MARION), ou plutôt *Marion du Mersan* (car *Marion* n'est pas un prénom; M du Mersan n'en a reçu aucun), est à la fois auteur dramatique, antiquaire, et attaché au cabinet des médailles de la bibliothèque royale de Paris. Sa famille, qui remonte, dit-on, au XIV^e^ siècle, est originaire des environs de Ploërmel, en Basse-Bretagne; il est né au château de Castelnau, en Berry, le 4 janvier 1780. Son grand-père, sénéchal du Catelan, son père, agent général de la nation française dans le Dekkan, jouirent tous deux d'une grande considération. Les études de M. du Mersan furent irrégulières, comme celles de presque tous ses contemporains, par suite de la révolution de 1789. Abandonné à ses propres directions, son esprit contracta l'allure indépendante qu'il a toujours conservée; les malheurs et les privations qui furent le partage de sa jeunesse lui inspirèrent le goût d'une vie simple et le mépris de l'ambition; il ne chercha le bonheur que dans des travaux variés et dans les soins que réclamait sa famille. En 1795 Millin le fit attacher au cabinet des médailles, dont lui-même était conservateur. M. du Mersan commença dès lors, avec son collègue Mionnet, la classification nouvelle du cabinet des médailles, par ordre chronologique et géographique, d'après l'excellent système d'Eckhel. La décoration de la Légion-d'Honneur, que M. du Mersan reçut en 1833, fut la récompense méritée de ses longs travaux et de l'habileté avec laquelle il sut, lors de l'invasion de la France, préserver de l'avidité des alliés plusieurs objets extrêmement précieux.

M. du Mersan s'est exercé dans presque tous les genres de littérature. On lui doit, en fait d'ouvrages d'archéologie, la *Numismatique du voyage d'Anacharsis* (Paris, 1818, 2 vol. in-8°), *la Notice des monuments du cabinet des médailles* (1808, 12^e^ édit., 1836), la *Description des médailles du cabinet de M. Allier de Hauteroche*, la *Description des médailles iconographiques de la bibliothèque classique de M. Panckouke*, la *Description du Zodiaque de Dendera*, des *Éléments de Numismatique*, et beaucoup d'articles insérés dans divers recueils scientifiques. L'*Éloge d'Enguerrand de Monstrelet* lui valut le prix à l'Académie de Cambrai. Il a publié un volume de poésies diverses, trois romans philosophiques, *le Soldat laboureur* (Paris, 1822, 3 vol. in-12), *l'Homme à deux têtes* (1825, 4 vol. in-12), *Nelly ou l'Orpheline américaine* (1829, 4 vol. in-12), et des contes et nouvelles, parmi lesquels il faut distinguer le conte charmant et moral de *Mistigris*, qui se trouve dans le *Livre des Cent-et-un*.

M. du Mersan manifesta dès son enfance sa passion pour l'art dramatique. On peut voir dans la *France littéraire* de M. Quérard le catalogue des pièces données par lui, seul ou en société, à tous les différents théâtres : leur nombre se monte à 238, dont plus de 50 sont de lui seul, depuis les *Têtes à la Titus* (1798) jusqu'à *Mélite, ou la première pièce de Corneille*, comédie en vers, jouée à Rouen en 1837. Une de ces pièces, *L'Ange et le Diable* (1799), drame en 5 actes, qu'il fit jouer au boulevard lorsqu'il avait à peine 18 ans, eut plus de cent représentations, et les couplets patriotiques du *Soldat laboureur* (1820) ont retenti d'un bout de la France à l'autre. Qui n'a point ri de bon cœur aux *Cuisinières* (1820), aux *Bonnes d'enfants*, à *M. Cagnard* (1830), à *Mesdames Gibou et Pochet* (1832), ces bouffonneries les plus gaies qu'un théâtre ait jamais jouées, et dont la morale cependant est aussi sévère que facile à saisir? M. du Mersan est demeuré fidèle au *Castigat ridendo mores*. Il a fait jouer au Théâtre-Français, le *Méchant malgré lui* (1824), comédie en 3 actes et en vers; ***Brusque et bonne***

(1826), comédie en 3 actes et en prose.

Il est assez curieux de remarquer que M. du Mersan, n'ayant eu de maître que lui-même, occupant une place qui l'oblige à des travaux réguliers, satisfaisant le penchant qui l'a toujours entraîné vers le théâtre, ait acquis, même dans les arts, assez de talents pour avoir dessiné plusieurs planches d'histoire naturelle dans les *Éléments* de Millin, des médailles et des monuments pour la *Troade* de M. Lechevalier, et les *Monuments inédits* de Millin; enfin pour avoir gravé à l'eau-forte des médailles, publiées dans le *Magasin encyclopédique*, lithographié des planches pour ses dissertations archéologiques et pour ses pièces, et composé la musique d'airs et de romances souvent employés dans les vaudevilles.

L'*Encyclopédie des gens du Monde* doit à M. du Mersan de bons articles de littérature et de numismatique : parmi les premiers nous citerons CHANSON et *pièces de* CIRCONSTANCE; parmi les autres, ARCHÉOLOGIE, ATHLÈTE, BRONZE, CHAR, etc. L. C. B.

DUMESNIL (MARIE-FRANÇOISE), célèbre tragédienne, née à Paris en 1713, dans une famille peu aisée, suppléa par son âme, par son instinct tragique, aux leçons et aux conseils des professeurs. Après avoir, suivant l'usage du temps, fait en province son noviciat dramatique, elle vint débuter à 24 ans, au Théâtre-Français, dans l'emploi des reines : ses succès furent prodigieux. Reçue sociétaire sur-le-champ (ce qui était alors presque sans exemple), elle fit oublier jusqu'à la célèbre Adrienne Lecouvreur, dont la perte était encore récente, et n'eut de rivale sur la scène que lorsque M^lle^ Clairon y parut à son tour.

Plus inégale dans son jeu, mais aussi plus entraînante que son émule, M^lle^ Dumesnil fut l'objet de plus d'un parallèle avec celle-ci. Un grand maître en pareille matière, Garrick, n'hésita point à lui décerner la palme, en disant de M^lle^ Clairon : *Elle est trop actrice.*

Plusieurs anecdoctes bien connues constatent en effet l'illusion complète que produisait M^lle^ Dumesnil dans ses *beaux momens*. C'était Athalie, Clytemnestre, Cléopâtre elles-mêmes, et le sentiment d'horreur qu'elle inspirait dans ce dernier rôle était l'hommage le plus flatteur que l'on pût rendre à son talent.

M^lle^ Dumesnil créa d'une manière admirable l'admirable rôle de *Mérope*. Elle osa la première manquer à l'étiquette de notre scène compassée, et *courir* sur le théâtre pour arracher son fils à la mort. On peut citer encore, parmi les personnages qu'elle joua d'original, et dans lesquels elle produisit le plus d'effet, Sémiramis, la Clytemnestre d'*Oreste*, et Marguerite d'Anjou, dans le *Warwick* de La Harpe. Ce poète, dans son reconnaissant enthousiasme, lui adressa l'épître où se trouvent ces vers qui caractérisent si bien la sublime tragédienne :

L'art ne t'a point prêté son secours et ses charmes;
A ses heureux efforts souvent on applaudit,
Mais avec toi l'on pleure, avec toi l'on frémit;
Ton désordre effrayant, tes fureurs, tes alarmes,
Et tes yeux répandant de véritables larmes,
Ces yeux, qui de ton âme expriment les combats,
L'involontaire oubli de l'art et de toi-même,
Voilà ta science suprême
Que tu n'as point acquise, et qu'on n'imite pas!

Une actrice aussi *vraie* que M^lle^ Dumesnil pouvait créer avec succès d'autres rôles encore que ceux de la tragédie: aussi fut-elle justement applaudie dans ceux de *la Gouvernante* et de M^me^ Vandirck, du *Philosophe sans le savoir.*

Restée sans contestation la reine de notre théâtre tragique lors de la retraite prématurée de la fière Clairon, M^lle^ Dumesnil ne se retira, en 1775, qu'après une carrière dramatique de 38 ans. Privée par la révolution de l'aisance qu'elle avait acquise, une représentation à son bénéfice fut donnée pour elle par M^lle^ Raucour sur le théâtre Louvois, dont une autre tragédienne était devenue la directrice. Le gouvernement consulaire disposa aussi de quelques secours pour l'actrice presque octogénaire: ils lui procurèrent les moyens d'aller habiter à Boulogne-sur-Mer une modeste retraite. La publication des Mémoires de son ancienne rivale vint troubler le calme dont elle y jouissait: à sa demande et avec ses

indications, on y répondit par d'autres Mémoires, censés les siens, mais qui étaient moins sa biographie qu'une réfutation assez diffuse de ceux de M^lle^ Clairon. Trois semaines après la mort de cette dernière, M^lle^ Dumesnil, âgée de plus de 90 ans, mais ayant conservé toutes ses facultés intellectuelles, s'éteignit à Boulogne le 20 février 1803.

Les *Mémoires de M^lle^ Dumesnil*, publiés en 1800 et réimprimés en 1823 dans la *Collection des Mémoires dramatiques*, sont précédés d'une notice de Dussault, où cette grande tragédienne est appréciée avec beaucoup de tact et de goût. M. O.

DUMOLARD (Joseph-Vincent), successivement membre de l'Assemblée législative, du conseil des Cinq-Cents, du Corps législatif impérial, de la Chambre des députés sous la première Restauration, de celle des Représentants pendant les Cent-Jours, naquit aux environs de Vizille (Isère) en 1766, et mourut en 1820 dans le département de l'Yonne, dont il avait été le représentant de 1811 à 1815. Dumolard fut l'un des chefs et des plus remarquables orateurs de l'Opposition dans la première Chambre des députés réunie en vertu de la Charte de 1814; il lutta vigoureusement contre le parti rétrograde, et rendit d'éminents services à la cause libérale, si compromise à cette époque.

Le nom de Dumolard eut un nouveau retentissement en France, à l'occasion de l'insurrection des ouvriers de Lyon, en novembre 1831. M. Bouvier-Dumolard, récemment nommé préfet du Rhône, transigea avec les mutins sur le prix de leur journée et se vit en butte, pour ce fait, à de graves reproches portés à la tribune nationale par Casimir Périer, ministre de l'intérieur et président du conseil, qui cependant ne l'avait pas destitué. M. Dumolard avait entendu le discours du ministre dans une tribune : il descendit et pénétra dans la salle des conférences pour trouver un député de l'Opposition qui voulût se charger de sa défense. Le hasard lui ayant fait rencontrer son chef hiérarchique, il lui parla avec emportement et rétorqua ses accusations (18 décembre 1831). En même temps il donna sa démission comme préfet; mais une ordonnance royale du 20 décembre le dépouilla en outre de son titre de conseiller d'état en service extraordinaire. S.

DUMONT (Pierre-Étienne-Louis), savant publiciste, naquit à Genève le 18 juillet 1759. Il perdit son père dans sa première enfance, et fut laissé avec trois sœurs à la charge d'une mère pauvre de biens, mais riche de talents et surtout de vertus. Le jeune Dumont se consacra à la carrière des études, et ne tarda pas à alléger le fardeau de sa mère en donnant des leçons à ses condisciples. Il fut reçu ministre de l'église protestante en 1781, et se fit bientôt connaître comme un prédicateur distingué. Cependant la politique captiva de bonne heure l'esprit du jeune ministre : il se lia intimement avec les partisans des idées démocratiques, et lorsque la médiation de la France, de la Savoie et de Berne, eut fait triompher le parti contraire et forcé ses amis à quitter Genève, Dumont s'en éloigna avec eux et se rendit à Pétersbourg, où il fut nommé pasteur de l'église française réformée. Après un séjour de dix-huit mois dans la capitale de la Russie, il fut invité par lord Shelburne (plus tard marquis de Lansdown) à passer en Angleterre pour y diriger l'éducation de ses fils. Ce fut dans la maison de cet homme d'état que Dumont se mit en relation avec Sheridan, Fox, lord Holland, et en particulier avec le célèbre jurisconsulte sir Samuel Romilly, qui lui resta toujours attaché. Dans les deux séjours qu'il fit à Paris en 1788 et en 1789, Dumont assista aux premières scènes de la révolution française, et ayant eu l'avantage de faire la connaissance de Mirabeau, il fut témoin oculaire de plusieurs événements intéressants de cette époque si féconde en souvenirs. Il se trouva en particulier placé de manière à étudier de près le génie, le caractère, la conduite publique, les vues politiques de ce personnage étonnant, et recueillit plus tard dans ses souvenirs les matériaux d'un ouvrage curieux et impartial tant sur lui que sur les deux premières assemblées législatives.

Au retour de ces voyages, et pour se

distraire du chagrin que lui causaient les tristes développements de la révolution française, il cultiva à Londres la société du publiciste Bentham (*voy.*); il s'occupa avec lui des moyens de contribuer au bien général de la société, se pénétra intimement du système *utilitaire*, et travailla à en faire valoir les heureuses applications dans le droit naturel et la législation. A Bentham appartient l'idée-mère du système et de ses principales conséquences ; mais l'exposé clair et simple des principes, la déduction logique, l'enchaînement des conséquences, le choix des exemples, en un mot le travail entier de la rédaction appartient à Dumont; et chacun sait combien tout cela est nécessaire à l'intelligence d'un système, et par conséquent à son succès même auprès du public éclairé.

Étienne Dumont revint à Genève en 1814, lorsque cette république eut recouvré son indépendance; il renonça alors au caractère ecclésiastique, et fut appelé par les suffrages de ses concitoyens à faire partie du conseil représentatif. Dès lors il prit une part active à l'amélioration des institutions civiles, pénales et politiques de sa patrie. On lui doit en premier lieu le réglement des délibérations du conseil représentatif, réglement qui est cité comme un modèle à suivre par les publicistes, et dont la pratique prouve tous les jours la sagesse; en deuxième lieu, l'établissement de la prison pénitentiaire, et en troisième un projet de code pénal conforme aux principes de Bentham. Dumont est mort le 27 septembre 1829 à Milan, où il était allé faire un voyage de plaisir; son corps fut transporté à Genève, où ses compatriotes, affligés d'une si grande perte, lui ont rendu en foule les derniers devoirs.

Il a publié de son vivant : *Traités de législation*, 3 vol. in-8°; *Théorie des peines et des récompenses*, 2 vol. in-8°; *Tactique des assemblées législatives*, suivie d'un *Traité des sophismes politiques*, 2 vol. in-8°; *Traité des preuves judiciaires*, 2 vol. in-8°; *De l'organisation judiciaire et de la codification*, 1 vol. in-8°. Ces divers ouvrages sont destinés à l'exposition et au développement du système de Bentham. Il a légué ses manuscrits à son neveu M. J.-L. Duval, actuellement procureur général de la république de Genève, qui a fait paraître, en 1831, les *Souvenirs sur Mirabeau et sur les deux premières assemblées législatives*, 1 vol. in-8°, et qui publiera successivement les divers ouvrages ou fragments qui lui paraîtront dignes de l'auteur et du public. L. V.

Un autre Dumont (André), né en 1764 à Oisemont (Somme), et successivement membre de la Convention nationale, qu'il fut appelé à présider, du Conseil des Cinq-Cents, préfet du Pas-de-Calais, etc., a figuré parmi les juges du malheureux Louis XVI, dont il a voté la mort. Ayant en outre accepté des fonctions pendant les Cent-Jours, il fut compris dans la loi de bannissement adoptée par les chambres après le retour des Bourbons, et son exil en Belgique dura jusqu'au moment de la révolution de juillet 1830, qui lui rouvrit les portes de la France, où il vit encore dans la retraite. S.

DUMONT-D'URVILLE (Jules-Sébastien-César), capitaine de vaisseau, chevalier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, l'un des navigateurs français les plus distingués, a pris rang depuis longtemps dans le monde savant par ses voyages et ses connaissances en hydrographie et en histoire naturelle; mais sa réputation date surtout de la grande et périlleuse expédition de *l'Astrolabe*.

M. d'Urville est né le 21 mai 1790 à Condé-sur-Noireau (département du Calvados). Dès son enfance il avait manifesté une passion ardente pour les voyages et les expéditions maritimes; il dévorait avec une avidité enthousiaste le récit des courses, des dangers et des découvertes de Bougainville, de Cook et de La Pérouse, ces grands navigateurs que plus tard il devait prendre pour modèles. Il fit ses études à Caen, dont l'école était encore célèbre à cette époque; il y déploya tant de zèle et d'aptitude, et profita si bien de l'instruction soignée qu'il reçut, qu'il promettait déjà d'être un homme distingué, dans quelque carrière qu'il dût entrer. La carrière mariti-

me répondait trop à ses goûts pour qu'il pût en choisir une autre.

Il l'embrassa en effet et fut attaché au port de Toulon. Dans ses loisirs, il suivit avec zèle des cours de botanique et d'entomologie, et cette application trouva sa récompense dans les avantages qu'il retira plus tard de ces études ; car c'est sans doute à ces connaissances qu'il dut en partie d'être choisi par le gouvernement pour les expéditions auxquelles il prit une part si active. En 1819 et 1820, M. Dumont-d'Urville prit part à l'expédition qui, sous le commandement du capitaine Gauthier, procéda au relèvement des côtes de l'Archipel grec et de la mer Noire, l'un des travaux les plus remarquables que la marine ait entrepris de nos jours. Il en rédigea la relation hydrographique, qu'on trouve dans le 9e volume du *Journal des Voyages* de M. Verneur; dans ce voyage il publia une *Flore latine* de l'Archipel grec et du littoral de la mer Noire, et une notice détaillée des galeries souterraines de Milo, pleine d'observations neuves et curieuses.

Pendant son séjour dans l'île de Milo, il découvrit la belle statue de Vénus, connue sous le nom de *Vénus de Milo* ; M. de Rivière, alors ambassadeur de France à Constantinople, enrichit le Musée du Louvre de ce trésor trouvé sous la bêche d'un paysan. L'Académie des Sciences accueillit avec le plus grand intérêt un rapport de M. d'Urville sur les observations d'histoire naturelle qu'il avait faites pendant l'expédition.

A peine de retour, M. Dumont-d'Urville fut désigné pour faire partie d'une expédition bien plus importante : le 11 août 1822, il s'embarqua à Toulon avec M. Duperrey (*voy.*) sur la corvette *la Coquille*, sous le ministère de M. de Clermont-Tonnerre, à qui les deux officiers avaient exposé leur plan dans l'intérêt des sciences et de la navigation. M. Duperrey commandait la corvette, M. d'Urville était commandant en second. Cette expédition dura 31 mois, pendant lesquels ils firent un trajet de 25,000 lieues, visitèrent les îles Malouines, les côtes du Chili et du Pérou, l'archipel Pomotou et divers autres groupes disséminés dans l'Océan-Pacifique, la Nouvelle-Irlande, les Moluques, la Nouvelle-Hollande et la Nouvelle-Zélande, l'archipel des Carolines, Java, les îles de France et de Bourbon. Durant tout ce voyage, M. d'Urville s'occupa activement de recueillir de riches matériaux pour l'histoire naturelle. Il rapporta au muséum de Paris une immense collection de plantes et d'insectes qui manquaient. MM. Arago et Cuvier lui décernèrent à ce sujet les plus beaux éloges dans l'analyse qu'ils firent de ce voyage, et l'Académie des Sciences décida que ses flores des îles Malouines, d'Ualan et de Taïti, dressées d'après les systèmes de MM. de Humboldt et de Candolle (sous le rapport du climat des plantes et de leur distribution géographique), seraient imprimées dans une section de ses mémoires. Outre les notions d'histoire naturelle, M. d'Urville rapporta encore des observations judicieuses sur les mœurs, les usages religieux, l'organisation, le langage et les caractères des peuplades que *la Coquille* avait visitées.

Après l'expédition de *la Coquille* vint celle de *l'Astrolabe*; mais cette fois le commandement en chef avait été confié à M. Dumont-d'Urville.

La plupart des archipels de la mer du Sud furent longtemps peu connus; les positions d'un grand nombre de leurs îles étaient douteuses, leurs contours tracés sans exactitude, et les détails recueillis sur elles nuls ou douteux. Ce n'est guère que dans les derniers temps que les navigateurs firent de bonnes observations et donnèrent des notions hydrographiques et géographiques. Ce fut dans le but d'ajouter à cette œuvre importante, de rectifier des reconnaissances incomplétement exposées, et d'en tirer tout le parti possible pour les sciences, que M. Dumont-d'Urville se prépara à tenter de nouvelles explorations dans les parages qu'il avait déjà parcourus ou côtoyés. Il fit part de son plan à M. le comte de Chabrol, alors ministre de la marine, et lui démontra quels avantages offrirait une connaissance exacte de la Nouvelle-Guinée, dont la colonisation serait des plus importantes.

Vers cette époque, d'ailleurs, tous les journaux de l'Europe répétèrent les nou-

velles répandues par l'amiral Manby concernant les traces de La Pérouse, rencontrées par un capitaine baleinier dans la Mélanésie (*voy.*), sur des îles entre la Louisiade et la Nouvelle-Calédonie. La France, qui avait déjà envoyé deux fois d'Entrecasteaux pour rechercher ces traces, persévéra dans ce noble dessein. Sur sa demande, M. d'Urville obtint donc le commandement de *la Coquille*, à laquelle on donna le nom de *l'Astrolabe*, qu'avait porté le bâtiment monté par l'illustre naufragé. Toutes les personnes destinées à faire partie de l'expédition furent désignées par lui-même. De ce nombre furent M. Jacquinot, son commandant en second, qui avait déjà accompagné M. de Freycinet, M. Lottin, officier, et M. Gaimard, médecin en chef et naturaliste, qui avait fait avec lui le dernier voyage de *la Coquille*.

Parti de Toulon le 25 avril 1826, *l'Astrolabe* rentra dans la Méditerranée le 17 mars 1829, et mouilla le 25 du même mois dans le port de Marseille, après une navigation des plus périlleuses et une absence de près de trois ans, après une course d'environ 25,000 lieues terrestres. Les nouveaux Argonautes de cette expédition, commandée et si bien dirigée par M. d'Urville, enrichirent le muséum d'histoire naturelle d'immenses collections, et le musée maritime de divers objets curieux de l'industrie, d'habillements, d'ustensiles polynésiens et mélanésiens, de lances, de casse-têtes, etc.

Les faibles renseignements sur lesquels se basait la mission de *l'Astrolabe*, l'incertitude dont ils étaient enveloppés, rendaient la tâche de M. d'Urville fort hasardeuse, et peut-être même impossible, quant à ce qui concernait la découverte des traces du naufrage de La Pérouse. Cependant, sur sa route il recueillit des données plus précises, et à travers les réticences qui se trouvaient mêlées à ces nouveaux indices, il put démêler la vérité.

A Tonga-Tabou, où les indigènes commirent des vols et des hostilités envers l'équipage, il apprit de la bouche même de la *tamaha* (reine) que la *Boussole* et l'*Astrolabe* avaient passé dix jours à Anamouka. Elle avait accompagné son récit de détails si précis que M. d'Urville pouvait enfin se croire sur la trace de la catastrophe arrivée à ses compatriotes. Cependant, à Port-Jackson, les nouveaux renseignements qu'il recueillit devaient le rejeter dans le doute et l'incertitude.

D'après un rapport adressé par le capitaine Dillon au gouverneur général de l'Inde britannique, la compagnie des Indes-Orientales avait donné à ce navigateur le commandement du *Research* et l'avait chargé d'explorer Vanikoro pour constater le naufrage de La Pérouse. M. Dillon avait abordé dans cette île et y avait recueilli de nombreux débris, parmi lesquels un morceau de sapin de 4 pieds de long sur 14 pouces de large, décoré d'une fleur de lis et de plusieurs autres ornements sculptés.

M. d'Urville apprit tous ces faits devant Hobart-Town, le 20 décembre 1827. Outre que les journaux en récusaient la véracité, un grave embarras se présentait encore : le capitaine anglais, qui du reste prouva plus tard sa découverte d'une manière précise, avait refusé d'indiquer la position géographique de Tikopia et de Vanikoro, qu'il nommait dans le rapport de son expédition. Lorsqu'il apprit la mission du capitaine de la nouvelle *Astrolabe*, il chercha même à augmenter son incertitude par des réticences et des contradictions. M. d'Urville parvint cependant à sortir de ce labyrinthe. Établissant alors ses calculs, il soupçonna que Tikopia pouvait bien être l'île désignée dans les cartes anglaises sous le nom de Barwel, et que Vanikoro était l'une des îles situées au sud-est de Santa-Cruz, ou le groupe découvert par Bligh au nord des Nouvelles-Hébrides.

Le 10 février 1828, *l'Astrolabe* se présenta devant Tikopia. Là M. Dumont d'Urville obtint des naturels des renseignements qui confirmaient ceux qu'il avait appris à Hobart-Town; il trouva en outre un Prussien, nommé Buchart, qui avait fait partie de la récente expédition du *Research*, mais il ne put le décider à lui servir de guide et d'interprète. Les naturels eux-mêmes, auxquels M. Dillon, dans des vues habilement égoïstes, avait persuadé que les Français venaient venger

La Pérouse dont ils connaissaient dans tous leurs détails la fin malheureuse, refusaient opiniâtrement cet office. M. d'Urville dut se contenter de deux matelots anglais, déserteurs de leur navire, qui vivaient depuis près d'un an à Tikopia, et dont l'un avait appris un peu la langue indigène.

Le 21, *l'Astrolabe*, après avoir prolongé tous les récifs de la côte sud de Vanikoro, put entrer dans un petit havre ouvert à la partie orientale et qui reçut le nom de havre d'Ocili. Il s'agissait alors de découvrir le lieu même de la catastrophe. Une première recherche n'eut aucun succès. Les naturels de Vanikoro, à l'exemple de ceux de Tikopia et pour les mêmes motifs, refusaient de donner aucune indication. Cependant une seconde tentative fut plus heureuse. Un sauvage, vaincu dans son obstination au silence par l'appât d'un morceau de drap rouge que lui montra M. Jacquinot, commandant en second, et dont la vive couleur l'avait séduit, le conduisit à l'endroit même contre lequel avait échoué l'un des bâtiments dont la perte avait excité en France tant de sympathie depuis plus de quarante ans. M. Jacquinot y découvrit en effet des canons, des boulets, des saumons en fer et en plomb, une grande quantité de plaques de ce métal, des ancres, etc., etc. Tout le bois avait disparu ; il n'était resté là que des débris de cuivre ou de fer rouillés et défigurés, pour attester un jour à d'autres navigateurs et à leurs concitoyens le naufrage qui avait englouti les savants et les navigateurs français de *l'Astrolabe* et de *la Boussole*. Après avoir recueilli une ancre de 1800 livres environ, un canon court en fonte du calibre de 8, à demi défigurés, un saumon de plomb et deux pierriers en cuivre assez bien conservés, dont l'examen et les renseignements donnés par les naturels, attestaient l'origine et le naufrage, M. d'Urville, complétement convaincu, ainsi que tout son équipage, que le tombeau de La Pérouse et de ses compagnons était enfin découvert, ne voulut point quitter Vanikoro sans élever à leur mémoire un témoignage de regrets et une preuve de son passage. Un pieux cénotaphe fut élevé en quelques jours dans une petite touffe de mangliers verdoyants, sur le récif qui s'avance en pointe basse et cerne en partie le havre de Mangadei. Des plateaux de corail contenus entre des pieux solidement fichés en terre, surmontés par une pyramide quadrangulaire et recouverte d'un chapiteau en planches, telle fut la forme donnée à ce modeste mausolée. On eut soin de n'employer aucune ferrure dans sa construction, de peur qu'un jour l'avidité des naturels n'y vînt porter une main profane et le détruire. Quand il fut achevé, on consacra son inauguration par trois décharges de mousqueterie et une salve de 21 coups de canon.

En même temps que l'expédition de *l'Astrolabe* avait dû rechercher les traces de nos compatriotes naufragés, sa mission principale avait été d'enrichir la science hydrographique, l'histoire naturelle et l'astronomie, par des découvertes et des travaux importants. Cette mission fut remplie également par M. d'Urville avec le plus grand succès.

Ainsi, il releva avec soin plusieurs îles du groupe des Canaries, fit le plan détaillé de l'île de la Trinité, courut par 27° 30′ de lat. S., avec un temps magnifique et une mer très belle, sur la position assignée à l'île encore problématique de Luxembourg où il n'aperçut rien (d'où l'on peut conclure que cette île n'existe pas), leva le plan complet du Port-du-Roi-George, du havre de la Princesse Royale et de celui aux Huîtres, du Port-Western et de la baie Jervis, en Australie, fixa avec précision les écueils redoutés du Crocodile, dressa la carte d'une partie du détroit de Bass et de 40 lieues de côtes de la Nouvelle-Galles du Sud. A la Nouvelle-Zélande, il explora, sans laisser la moindre lacune et dans les plus grands détails, un développement de côtes de plus de 450 lieues, du cap Foolwind jusqu'au cap Nord, et trouva une magnifique baie, des canaux, des mouillages et 10 à 12 îles que Cook n'avait point remarquées. Ses travaux sur le golfe Chouraki (rivière Tamise de Cook) offrent un intérêt particulier. Il y a fait de nombreuses découvertes et constaté qu'un isthme très étroit sépare presque en deux l'île nord de la Nouvelle-Zélande. Il a reconnu avec

soin l'archipel de Tonga, malgré les désastres de son séjour dans cet archipel; il a désigné avec précision les îles Viti (Fidgi), renfermant plus de cent îles ou îlots imparfaitement connus avant lui, et le groupe des îles Loyalty, au milieu duquel il détermina l'existence de trois grandes îles et de sept ou huit autres plus petites que nul n'avait aperçu; il reconnut la côte S.-E. de l'île Rossel, leva le plan du cap de la Délivrance de Bougainville et des îles Laughlan, explora dans un espace de 100 lieues la côte du sud de la Nouvelle-Bretagne, et, entre autres îles, il découvrit celles du duc d'Angoulême. Dans la Nouvelle-Guinée, M. d'Urville trouva sur la côte septentrionale une douzaine d'îles échappées à l'observation de ses devanciers; il opéra le relèvement de plus de 350 lieues de côtes, releva et détermina toutes les îles qui bordent cette terre et qu'on connaissait déjà, en découvrit quinze à vingt autres plus rapprochées et que personne n'avait vues, reconnut l'entrée occidentale de la baie de Geelvink, et, poursuivant sa route par le détroit à peine pratiqué de Jobie, il traça les contours de cette grande île, de celles de Mysore et de Bultig, et de l'île Longue; il termina son travail où d'Entrecasteaux avait commencé le sien et donna dans le havre Dory. Sur cette côte, M. d'Urville ne trouva qu'une seule baie remarquable, et qui lui parut susceptible de procurer un abri sûr en tout temps aux vaisseaux qui voudraient y relâcher et à laquelle il donna le nom de baie Humboldt; hommage auquel ont dû applaudir toutes les nations civilisées. Deux énormes montagnes semblables à deux sentinelles gigantesques en signalent l'approche aux navigateurs à plus de 20 lieues de distance; ils reçurent les noms de *Brogniart* et *Cordier*. De Dory l'expédition de *l'Astrolabe* détermina la position des petites îles Doïf, toucha à Amboine, sortit des Moluques par les détroits d'Ombaï, de Timor et de Simao, fit le tour de l'Australie, dirigea sa course vers la Tasmanie, mouilla sous les murs de la cité naissante de Hobart-Town qui en est le chef-lieu, et vit les rives du beau fleuve Derwent, qui n'avaient offert que des solitudes stériles à d'Entrecasteaux, couvertes de riantes habitations et de belles cultures, grâces à l'excellente méthode anglaise de colonisation. Avant d'arriver à Vanikoro, M. Dumont d'Urville vit les îles Norfolk et de Philippe, le volcan et l'île Matheus, reconnut Erronan, fixa la position de Fataka et Anouda, (Mitre et Cherry de la Pandora), et enfin il fixa à Vanikoro celle des récifs de Paiou et de Vanou.

Le but de son expédition étant alors rempli, l'intrépide navigateur se dirigea vers les îles Mariannes, relâcha à Gonam, reconnut la belle île d'Yap, mouilla à Cayeli, à Amboine, à Manado, à Batavia, à l'Ile-de-France, au Cap, à Sainte-Hélène, à l'Ascension, et entra enfin, le 25 mars 1829, dans le port de Marseille.

M. d'Urville a lié pour jamais son nom aux noms illustres de d'Entrecasteaux et de La Pérousé, moins par le succès de sa découverte que par les grands et importants travaux scientifiques accomplis par *l'Astrolabe*. Il semble que de nouvelles terres soient surgies devant lui dans son expédition à travers l'Océanie; et certes, quand la gloire se donne si facilement aux guerriers qui achètent souvent de faibles conquêtes au prix du sang national, à combien plus juste titre doit-elle être la récompense de tant de terres explorées ou reconnues, de tant de découvertes précieuses, de tant de richesses amassées pour la science, dont M. d'Urville a enrichi son pays et le monde savant!

En 1830, le gouvernement de juillet donna à ce brave officier le commandement du bâtiment de guerre qui transporta Charles X et sa famille en Angleterre.

Peu d'années après son retour à Paris (1830 et suivantes), M. d'Urville a publié son voyage de *l'Astrolabe* (composé d'un grand nombre de vol. in-8°, in-4° et in-fol.) et plusieurs articles remarquables dans diverses revues. On lui doit le *Voyage pittoresque autour du monde* (1834, 2 vol. in-4°), dont le héros, personnage fictif, espèce d'Anacharsis circumnavigateur, a cherché à faire passer la science sous l'enveloppe du roman. S'occupant en outre, de l'étude

de la linguistique M. d'Urville s'est chargé lui-même de l'enseigner à son jeune fils Jules, qui, à peine âgé de 10 ans, étudie avec fruit le grec et le chinois.

L'inaction dans laquelle le gouvernement laissa quelque temps M. d'Urville a profité aussi à l'*Encyclopédie des Gens du Monde*, qui s'est enrichie des articles BOUGAINVILLE et COOK, premiers fruits de sa collaboration à cet ouvrage. Depuis, il fut employé comme commandant de port dans la préfecture maritime de Toulon; et rappelé à Paris il y a très peu de temps, il préside dans ce moment aux préparatifs d'un nouveau voyage de découvertes qui doit être entrepris par ordre du roi et dont le commandement est confié à cet habile navigateur. Nos vœux les plus ardents le suivent dans ce troisième voyage autour du monde, grande et difficile expédition dans laquelle M. d'Urville doit reconnaître plusieurs îles importantes de l'Océanie, telles que l'archipel de Salomon, les îles Carolines, une partie des côtes de la Papouasie et de Borneo encore inconnues, traverser le dangereux détroit de Torrès et explorer, d'après l'invitation expresse de Louis-Philippe, les mers voisines du pôle austral. G. L. D. R.

DUMOULIN (CHARLES), célèbre jurisconsulte français, né à Paris l'an 1500, mort le 27 décembre 1566. Il signait *du Molin*, en latin *Molinœus*. Sa famille était alliée à Anne de Boulen, mère d'Élisabeth, reine d'Angleterre, qui ne désavouait pas cette alliance. Dumoulin fit ses premières études à Paris et son droit à Poitiers et à Orléans, où il professa en 1521. Reçu avocat en 1522, il réussit mal dans la plaidoirie, ce qui lui valut à l'audience, de la part du président de Thou, une apostrophe désobligeante, bientôt suivie d'une éclatante réparation.

Fatigué de l'entendre, ce magistrat lui dit un jour : « Taisez-vous, maître Dumoulin, vous êtes un ignorant. » L'ordre des avocats ressentit vivement cette injure, et il fut arrêté que le bâtonnier, avec une députation des anciens, irait s'en plaindre à M. le premier président. Admis à son audience, le bâtonnier lui dit avec toute la gravité du temps : *Lœsisti hominem doctiorem quàm unquàm eris.* « Cela est vrai, dit avec autant de franchise que de modestie M. de Thou, « j'ai eu tort; je ne connaissais pas tout le « mérite de maître Charles Dumoulin. »

Il se livra au travail avec une ardeur incroyable, et il eut bientôt porté ses études au point de devenir un des plus savants hommes de son temps. Il fut pour le droit français ce que Cujas était pour le droit romain, le premier de tous les interprètes. Son commentaire sur le titre des fiefs de la coutume de Paris fut accueilli comme un chef-d'œuvre de bon sens, de logique, de profondeur et d'érudition. Seulement il avait les défauts des commentaires : il était peu méthodique et diffus. M. Henrion de Pansey a dû sa première réputation à l'analyse qu'il en a faite, et en tête de laquelle il a placé un éloge de Dumoulin, où se trouve un magnifique portrait de l'avocat. « Libre des entraves qui captivent les autres hommes, trop fier pour avoir des protecteurs, trop obscur pour avoir des protégés, sans esclaves et sans maîtres, ce serait l'homme dans sa dignité originelle, si un tel homme existait encore sur la terre. » Ce que Henrion de Pansey fit pour les fiefs, Pothier l'avait fait sur le fameux traité *De dividuo et individuo*, dans lequel Dumoulin avait poussé au plus haut degré l'esprit d'analyse et la métaphysique du droit. Pothier en fit d'abord un abrégé en latin qui n'est pas venu jusqu'à nous, et il s'en est approprié ensuite la substance dans son *Traité des obligations*, qui est certainement le plus beau traité de droit français que nous ayons. Un génie comme celui de Dumoulin était trop à l'étroit dans les limites de la législation ordinaire. Déjà il avait porté ses regards sur l'ensemble de nos coutumes, avait cherché à les concilier, à les ramener à des principes fixes et uniformes; il avait le projet d'un seul code pour toute la France.

Sa femme était la compagne de ses travaux; sa vertu, sa douceur et l'attachement pour son ménage furent d'un grand soulagement pour Dumoulin au milieu des orages presque continuels dont il fut assailli. Le repos qu'il désirait avec tant d'ardeur sembla le fuir sans cesse. « Il avait une âme vive, ardente, passion-

née, incapable de dissimuler sur rien, surtout quand il croyait la justice ou la vérité compromises, ou qu'il s'agissait des intérêts de son pays, qu'il aimait au-delà de toute expression, » dit le président de Thou. Il n'avait garde de rester neutre au milieu des grandes questions qui, au XVI^e^ siècle, partageaient le monde chrétien et politique. Il ne disait pas comme Cujas : *Nil hoc ad edictum prætoris ;* loin de là, il se lança avec ardeur dans la dispute; il n'entendait pas prononcer de sang-froid les mots droit, usurpation, abus : il fallait qu'il en dît son sentiment.

Il consulta contre les jésuites, que le chancelier de L'Hospital protégeait au contraire, ne prévoyant pas tout ce que l'introduction de ce nouvel institut apporterait de conflit au sein de la religion et de l'état. Mais lorsqu'il s'agit du concile de Trente, ces deux grands hommes se trouvèrent d'accord pour s'opposer à sa réception et publication dans le royaume. Sollicité d'appuyer de son avis la décision du conseil où L'Hospital l'avait emporté sur le cardinal de Lorraine, Dumoulin publia son *Conseil sur le fait du concile de Trente,* Lyon, 1564, in-8°; c'est une consultation en cent articles, dans laquelle il examine en détail les décrets du concile, et en démontre l'abus, l'excès de pouvoir, l'illégalité qui avait dominé dans cette assemblée, et quel danger il y aurait pour les libertés du royaume à recevoir ses decrets comme loi de l'état. Son écrit contre l'édit des petites dates et les abus de la chancellerie romaine produisirent aussi le plus grand effet. « Sire, disait à ce propos le connétable de Montmorency en présentant Dumoulin au roi Henri II, ce que V. M. n'a pu faire avec 30,000 hommes, de forcer le pape Jules à lui demander la paix, ce petit homme (car Dumoulin était de petite stature) l'a achevé avec son petit livret. »

De tels combats, sur des sujets aussi ardents, lui attirèrent de nombreux et puissants ennemis. D'ailleurs il ne les ménageait pas, et la force de ses arguments était encore accrue par la rudesse de ses expressions. Ses ouvrages furent mis à l'*index* par le pape, et comme il ne manquait pas en France de gens qui étaient plus Romains que Français, l'autorité même du Parlement eut peine à le soustraire aux persécutions que lui suscitèrent ses adversaires. On n'avait pu le perdre légalement, on l'attaqua par la violence : une émeute fut dirigée contre sa maison; elle fut pillée et sa vie mise en danger. Réduit à fuir en Allemagne, alors le refuge de tous les hommes libres persécutés par l'intolérance, il y fut bien accueilli et y professa le droit au milieu d'un concours immense d'auditeurs et avec un applaudissement extraordinaire. Jusque-là il s'était intitulé *jurisconsulte parisien;* depuis il prit le titre de *jurisconsulte de France et de Germanie.*

Mais ce succès même ne tarda pas à lui susciter un autre genre d'ennemis : les professeurs de l'université de Tubingue, jaloux de sa supériorité, l'accusèrent de propagande!... Il fut obligé de quitter la contrée.

En s'acheminant vers la France, où il lui était permis de rentrer, il s'arrêta quelque temps à Dôle et y donna des leçons publiques de droit; elles furent aussi suivies que celles de Tubingue. Mais comme il refusa d'appuyer par une consultation une prétention injuste que soutenait le comte de Montbéliard, ce petit tyran le fit jeter en prison, dont il ne sortit que par les hardies et courageuses démarches de sa femme.

Plusieurs de ses contemporains furent ses émules et peut-être ses envieux. Jean Bodin (*voy.*) eut à se reprocher une sorte d'hostilités à l'encontre de Dumoulin. On a accusé d'Argentré de l'avoir quelquefois contredit moins par raison que par esprit de rivalité. Mais Dumoulin n'en reste pas moins supérieur à tous. Il le savait trop, et il eut le tort de le dire; car, dans les derniers temps, il mettait en tête de ses consultations cette formule pompeuse : *Ego qui nemini cedo, et à nemine doceri possum.* De Thou, l'historien, parlant de Dumoulin, en fait cet éloge : « Charles Dumoulin, grand et célèbre jurisconsulte, dont le nom fut en grande vénération, non-seulement par son jugement solide et sa profonde érudition, mais aussi par la probité et la sainteté de ses mœurs; homme consommé dans la science du droit français, ancien

et moderne, et très zélé pour sa patrie. »

On ne peut guère s'étonner que les ouvrages de Dumoulin aient été mis à l'index : ce qui surprend davantage, c'est que, pour éluder cette défense, les Italiens, qui connaissaient tout le mérite de ce grand jurisconsulte, et qui ne voulaient pas se priver du secours de sa science, firent réimprimer ses œuvres de droit sous le nom fantastique de *Gaspar Caballinus*. Ce n'est qu'à la faveur de ce déguisement qu'il fut permis de le citer en Italie.

La réputation de Dumoulin était européenne; son autorité dans les tribunaux était immense. « Le parlement de Paris, dit Brodeau, auteur de sa vie, placée en tête de ses œuvres (1654, in-4°), « fit une telle estime de sa vertu et de sa « suffisance, qu'il arrêta, toutes les cham- « bres assemblées, de le mettre sur le « rôle de ceux qui seraient nommés au « roi pour être pourvus des offices de « conseillers vacants. »

Dumoulin fut touché, comme il le devait, de l'honneur que lui faisait le Parlement, mais il répondit modestement qu'il trouvait plus de gloire à mériter la charge qu'on lui offrait par le jugement de la cour que de la posséder en effet; que d'ailleurs il croyait qu'il serait plus utile au public et à son pays en s'attachant plus que jamais à la composition de ses livres; qu'il ne pouvait vaquer à tout.

On peut appeler Dumoulin le plus grand de tous les jurisconsultes qui ont écrit sur le droit français, non-seulement par sa profonde dialectique et son immense érudition, mais aussi par l'élévation et la force de son caractère. Il fut, il est vrai, quelque temps calomnié et persécuté (calomnie et persécution sont les compagnes inséparables du génie); mais sa gloire, achetée même à ce prix, n'en est demeurée que plus éclatante aux yeux de la postérité. D.

DUMOURIEZ (Charles-François), l'une des hautes capacités militaires qu'improvisa l'élan patriotique de 1792, pour disputer les frontières de France à l'invasion étrangère, alors que l'émigration laissait en désorganisation et presque sans généraux les armées de ce pays, bientôt en lutte contre toute l'Europe. Né à Cambrai, en 1739, d'une famille parlementaire* de Provence, Dumouriez eut pour père un intendant aux armées du roi, qui lui-même s'est fait, dans le temps, une certaine célébrité par des compositions lyriques et dramatiques, et surtout par un ouvrage important sur l'administration militaire. C'est à lui que le jeune Dumouriez fut redevable d'une instruction aussi précoce qu'étendue et variée; compensation précieuse des disgrâces de son enfance, qui avait été des plus pénibles, étant resté noué jusqu'à six ans et demi, et tenu comme emmaillotté dans des lames de fer, par suite des barbares préjugés de l'époque.

Envoyé au collége Louis-le-Grand pour terminer ses études classiques, il y passa trois ans, et peu s'en fallut qu'en sortant de ce collége il n'entrât chez les jésuites, ainsi qu'on s'était attaché à lui en suggérer la résolution. Mais cette même ardeur d'imagination qui lui faisait concevoir du charme à parcourir en missionnaire des pays lointains, changea aisément de direction quand, en 1757, son père se trouva attaché comme intendant à l'armée qui, sous les ordres du maréchal d'Estrées, devait envahir le Hanovre. Agrégé à l'intendance, le jeune Dumouriez passa à Maubeuge, et y reçut le *baptême des armes* en se mêlant à quelque détachement des lignes avancées; enfin, à 19 ans, il fit sa première campagne comme cornette dans le régiment d'Escars.

Il était parvenu au grade de capitaine dans ce corps, lorsqu'à la paix de 1763 il se trouva compris dans une réforme nombreuse, n'ayant recueilli de sept années glorieusement remplies, et de vingt-deux blessures, qu'un brevet de pension de six cents livres et la croix de Saint-Louis. C'est alors que, par une nécessité de sa position, moins encore que par l'impulsion de cette activité inquiète qui le dominait, et peu scrupuleux d'ailleurs sur le choix des moyens propres à le conduire à la célébrité et à la fortune, il ob-

(*) Son nom était Dupérier. Le bisaïeul de Dumouriez avait épousé une demoiselle *Moriès* ou *Mauriès*, dont ensuite le nom fut adopté par quelques-uns des *trente-deux* enfants que leur fils eut de deux lits. C'est par corruption que ce nom s'est changé plus tard en celui de *Dumouries*.

tint, par l'entremise de Favier, l'agent diplomatique de M. d'Argenson, un rôle subalterne dans les missions secrètes. Voilà comment il se trouva mêlé dans les intrigues qui amenèrent la guerre de Corse, puis la cession de ce pays à la France.

Au retour d'un voyage qu'il avait fait en Italie, à pied et sans ressources pécuniaires, Dumouriez adressa au duc de Choiseul un mémoire en faveur des Corses, dont il le pressait d'embrasser la cause contre les Génois. Dans l'audience publique qu'il eut à ce sujet, il s'éleva entre lui et le ministre une altercation où tous deux oublièrent leur rôle, et à la suite de laquelle une lettre de cachet obligea le pauvre chevalier à sortir de France. Mais en le rappelant bientôt pour concourir à l'expédition qu'il avait conseillée et qui venait d'être résolue, Choiseul, non content de lui adresser une réparation publique aussi honorable pour celui qui la faisait que pour celui qui en était l'objet, nomma Dumouriez aide-maréchal-général-des-logis, et lui fit payer une forte gratification d'entrée en campagne.

L'intelligence, l'activité et la bravoure que Dumouriez déploya dans cette guerre de Corse répondirent à ce qu'on avait attendu de lui; elles furent appréciées par le marquis de Chauvelin et par le maréchal de Vaux, dont il eut à exécuter successivement les ordres.

Les conjonctures politiques continuèrent à offrir une carrière sans limites à son génie, et il ne manqua aucune occasion de déployer la fécondité de ses expédients diplomatiques en se mêlant à toutes les intrigues de l'époque. En 1770 il fut envoyé avec une mission secrète en Pologne, où, pour neutraliser les efforts de Catherine II en donnant plus de consistance au parti patriote, le duc de Choiseul voulait raviver la confédération de Bar (*voy.*) et rattacher à une vue commune ses membres divisés, dont la mésintelligence n'avait que trop compromis déjà le sort de la république. A la voix insinuante du jeune diplomate, dont les suggestions s'appuyaient d'ailleurs sur des secours considérables en hommes et en argent envoyés incessamment de France, la turbulence inquiète des palatins parut se calmer, leur fierté se radoucit; l'insurrection, en se centralisant, allait présenter enfin un point de résistance efficace *. Déjà l'habile Dumouriez était parvenu à rallier cinquante sénateurs à la cause de l'indépendance et à l'unité d'action des confédérés; déjà il avait discipliné leurs milices et la résurrection de la Pologne pouvait s'effectuer, quand Choiseul tomba sous la brigue du duc d'Aiguillon, secondé par la Du Barry.

Remplacé alors par le baron de Vioménil, Dumouriez fut ramené à Paris par le besoin d'assurer une nouvelle base à son crédit. Bientôt il en repartit chargé de l'exécution d'un projet qu'il avait conçu dans le but d'appuyer la révolution que voulait opérer Gustave III à son début sur le trône de Suède. Cette conception de Dumouriez était complétement en dehors de l'action du cabinet français; il s'agissait de lever à Hambourg et dans les autres villes anséatiques des côtes de la Baltique un corps de troupes que l'on enverrait de là pour menacer Stockholm. Le duc d'Aiguillon ayant eu vent de ce projet, sans en connaître le but, prit les devants pour arrêter son accomplissement. Dumouriez, saisi à Hambourg par voie diplomatique (octobre 1773), comme agent d'une prétendue intrigue du duc de Choiseul, fut amené à Paris et jeté à la Bastille, où il resta six mois. Au bout de ce temps on l'envoya au château de Caen.

Dégoûté ainsi de la carrière scabreuse dans laquelle il s'était lancé, il donna une autre direction à l'activité de son esprit. Un mémoire qu'il avait écrit sur la possibilité de donner une haute importance au port de Cherbourg lui valut, à l'avénement de Louis XVI, le commandement de cette place maritime; au mois de juin 1786 il y reçut ce monarque, venu pour assister à l'immersion du premier des cônes sur lesquels s'élevèrent plus tard les travaux de la rade.

(*) Il paraît certain que l'influence d'une comtesse de Mniszek, fille du comte de Bruhl et l'ennemie mortelle de Poniatowski, secondait puissamment Dumouriez dans l'accomplissement de ses vues.

Dumouriez fut promu au grade de maréchal-de-camp au tour d'ancienneté en 1788. Il se prononça pour les principes de la réforme politique, mais sans rompre les liens qui l'attachaient au patronage de divers personnages de la cour. Quoique affilié dès 1790 au club des jacobins, on assure qu'il n'en faisait pas moins pour le roi des plans de conduite dans un sens opposé aux idées libérales. Il faisait parvenir ces élucubrations à Louis XVI par l'intermédiaire de l'intendant de la liste civile Laporte, et c'est aussi par le crédit de ce dernier qu'il obobtint, en 1791, le commandement de la 12^{e} division militaire, comprenant le département où allait éclater l'insurrection dite vendéenne, dont il vit se révéler les premiers symptômes.

Les liaisons qu'il avait contractées pareillement avec des hommes influents du parti girondin lui procurèrent un brillant début dans la carrière politique; peu de temps après l'ouverture de la seconde législature il fut appelé (15 mars 1792) au ministère des affaires étrangères en remplacement de Delessart. Il ne devait conserver ce portefeuille que trois mois; mais ce court intervalle fut une période d'activité inimaginable. On a cité comme trait caractéristique de l'époque ce discours qu'il tint au roi dès sa première entrevue, et où il lui disait: « Homme de la nation en même temps que le *serviteur* de Votre Majesté, *je vous parlerai toujours le langage de la liberté et de la constitution.* Renfermé dans mes fonctions, je ne vous ferai point ma cour, et à cet égard je romprai toutes les étiquettes pour mieux vous servir; *je ne travaillerai qu'avec vous ou au conseil.* Presque tout votre corps diplomatique est contre-révolutionnaire *ouvertement;* on me pressera de vous engager à le changer : je contrarierai vos goûts dans les choix; je vous proposerai des sujets que vous ne connaîtrez pas du tout, d'autres qui vous déplairont. Quand votre répugnance sera trop forte et *motivée*, comme *vous êtes le maître*, j'obéirai; mais si vos choix sont suggérés par vos entours et visiblement dans le cas de vous compromettre, alors je vous supplierai de me laisser le maître ou de me donner un successeur, etc. »

Il faut voir aussi, dans les *Mémoires* où Dumouriez a retracé les actes de sa vie politique, comment il réussit à gagner la confiance de la reine, très défavorablement prévenue contre lui, et tout ce qu'il tenta pour faire comprendre à cette infortunée princesse le véritable caractère de la révolution, où jusqu'à la fin elle ne voulut apercevoir qu'une émeute populaire. L'effort constant de Dumouriez, pendant ces trois mois de luttes, de fatigues et de veilles, fut de tenir le roi, ostensiblement du moins, à la tête du mouvement révolutionnaire et de conserver tout à la fois son crédit en cour et sa popularité. De sa part tout était calculé dans ce but unique, jusqu'à ses saillies en apparence les plus abruptes. Il opéra des réformes dans son administration, en commençant par réduire ses propres appointements de 150,000 livres à 120,000. Il se prononça avec une grande vivacité, dans le conseil, pour le licenciement de la garde constitutionnelle, que son décret d'institution fixait à 1,800 hommes et que l'on avait portée jusqu'à 6,000. Ce fut lui qui rédigea le protocole de la déclaration de guerre au roi de Bohême et de Hongrie, cette première étincelle d'un incendie de trente années; mais il échoua dans ses instances pour déterminer Louis XVI à revêtir de sa sanction le décret prononçant la peine du bannissement contre les prêtres non assermentés. Il avait retenu et gardé un mois le portefeuille de la guerre après le renvoi de ses collègues Roland, Servan et Clavière (*voy.*), quand enfin sa propre démission fut acceptée (15 juillet). Le motif même de sa retraite suffit pour rétablir sa popularité, compromise par cela seul qu'il avait été ministre; il l'accrut en allant prendre, comme lieutenant général, un commandement à l'armée du Nord, sous le maréchal Luckner, alors que les troupes de la coalition s'avançaient à grands pas contre la France.

Appréciant toute l'importance de la position qu'il se trouvait chargé de défendre, celle de Maulde, il y établit un camp retranché, et quand, dans des vues opposées à l'intérêt de la cause nationale, le vieux Luckner (*voy.*) lui donna l'ordre d'évacuer ce camp, Dumouriez s'y refusa.

L'empire des circonstances ne permettait plus à personne de placer les chances de son salut dans une obséquieuse neutralité entre les partis contraires; la journée du 10 août était accomplie : Dumouriez adhéra à ses conséquences. Cependant l'invasion s'effectuait; Longwy avait capitulé après un simulacre de bombardement des Prussiens; Verdun était au moment de leur ouvrir ses portes. C'est dans ces conjonctures que Dumouriez fut appelé au commandement en chef de l'armée de la Moselle, devenu vacant par le départ de Lafayette. Du camp de Maulde il se rend en toute hâte à celui de Sedan; il s'y était déterminé contre l'avis du conseil de guerre qui, désespérant trop tôt des moyens qu'on avait encore d'arrêter la marche de l'ennemi, entendait jeter l'armée en retraite vers Châlons ou Reims, pour faire de la Marne sa ligne de défense. Appréciant mieux ses propres ressources, Dumouriez conçoit la pensée de porter ses forces sur la forêt de l'Argonne, quoiqu'il en fût séparé par douze heures de marche et que les Prussiens n'en fussent qu'à six lieues.

Dans les conjonctures où se trouvait la France au moment de l'invasion, toute la question de salut consistait à gagner du temps : c'est ce qu'avait admirablement compris Dumouriez, en venant s'adosser aux défilés de l'Argonne. L'ennemi, dont il eût aisément coupé les communications, n'osa pénétrer en le laissant sur ses derrières, et bientôt les deux armées réunies reçurent d'importants secours de tous les points de la France. Beurnonville (*voy.*) accourait de la frontière de Flandre à la tête de 9,000 hommes pour appuyer la gauche de Dumourjez à Rhetel, où il devait être rendu le 13 septembre; Duval, avec 7,000 hommes, devait pareillement occuper les postes du Chêne-Populeux, et, à la tête d'un corps de 22,000 hommes, Kellermann allait se diriger de Metz vers la droite du camp de Grand-Pré. On a vu au mot ARGONNE les détails de cette mémorable campagne, terminée par la bataille de Valmy (*voy.*).

Après en avoir fini d'un seul coup avec les Prussiens, Dumouriez, qui depuis longtemps avait un plan tout formé pour l'invasion de la Belgique, prit pour centre de ses opérations le camp de Famars, sous Valenciennes, et s'y concentra avec 40,000 hommes; le reste des forces mises à sa disposition se partageait en deux corps, dont l'un, de 28,000 hommes, destiné à tenir sa droite, sous les ordres des généraux Valence et Harville, occupait la ligne qui s'étend de Givet et Namur jusqu'à Maubeuge, et devait tenir en échec un corps d'Autrichiens campés vers Luxembourg, ainsi que les forces ramenées par le général autrichien Clairfayt, qui évacuait la Champagne; et l'autre, fort de 18,000 hommes, aux ordres du général Labourdonnaye, formant l'aile gauche, devait observer le principal corps de bataille de l'armée autrichienne, sous les ordres du duc de Saxe-Teschen, dont la droite s'appuyait au village de Jemmapes et la gauche à celui de Cuesmes. Dès le 28 octobre, Dumouriez, franchissant la frontière belge, s'était porté sur la route de Mons avec le centre de son armée, dont Beurnonville conduisait l'avant-garde; de savantes manœuvres, et plusieurs actes d'intrépidité de la part de ce dernier et des généraux Dampierre, Ferrand et Labourdonnaye, en démasquant son front d'attaque, accélérèrent le développement de la ligne française en face du camp du duc de Saxe-Teschen, défendu par de grosses redoutes et par plusieurs rangées de canon en amphithéâtre. Par les dispositions qui se trouvèrent ainsi préparées dans la soirée du 5 novembre pour un engagement général, tout le front des Autrichiens allait présenter aux têtes de colonnes françaises une formidable résistance; leurs flancs, il est vrai, pouvaient être débordés, mais aussi le feu de leurs batteries, plongeant dans l'épaisseur de nos bataillons, devait aisément balancer le désavantage du nombre. Quoi qu'il en soit, Dumouriez s'était résolu à affronter le péril d'une semblable attaque afin de rendre le résultat de l'action plus décisif. Sa confiance dans la valeur et l'intelligence de ses lieutenants et dans l'enthousiasme des jeunes volontaires français se trouva justifiée le lendemain par l'issue de la glorieuse bataille de Jemmapes (*voy.*) qui lui livra la Belgique. Comme à Valmy, le jeune duc de Chartres

(*voy.* LOUIS-PHILIPPE), alors lieutenant général et commandant en second le centre de l'armée sous Dumouriez, y avait combattu avec le plus grand éclat. Mons fut occupé le lendemain par les Français, qui, maîtres de la Meuse et de l'Escaut, après cette admirable campagne d'un mois, dont un seul revers devait sitôt leur enlever le fruit, prirent leurs quartiers d'hiver en-deçà de la Roër.

Cependant au sein de la république qu'il avait préservée des désastres de l'invasion étrangère, Dumouriez, en raison même de ses succès, voyait se soulever contre lui toutes les fureurs de l'envie. Résolu à ne rien épargner pour se maintenir au poste glissant où déjà la reconnaissance publique a cessé de lui prêter son appui, il accourt à Paris (7 janvier 1793), s'abouche en secret avec les partis opposés, leur offre des garanties peu glorieuses de son dévouement, et en vient jusqu'à prendre envers ceux qu'il croit le plus utile de ménager des engagements pour le moins équivoques. C'est ainsi qu'après s'être mêlé d'abord aux démarches concertées entre un petit nombre d'hommes politiques qui voulaient tout tenter pour enlever le roi durant l'instruction de son procès, il recula ensuite devant les moyens d'exécution proposés : en abandonnant l'entreprise il n'en resta pas moins compromis dans des menées qui allaient devenir plus tard le prétexte de sa ruine.

Il était allé rejoindre l'armée après la catastrophe du 21 janvier, et il préparait ses dispositions pour effectuer la conquête de la Hollande, lorsqu'un échec essuyé par Miranda, et qu'il fallait à tout prix réparer au plus tôt, l'entraîna dans une téméraire entreprise, la bataille de Neerwinde (*voy.*), qu'il livra aux Autrichiens forts de 52,000 hommes, n'en ayant lui-même que 32,000; bataille dont la perte entraîna l'évacuation de la Belgique.

Alors redoublèrent de violence les accusations qui s'élevaient contre lui au sein de la Convention, et enfin un décret lui enjoignit de comparaître à la barre de l'assemblée pour rendre compte de sa conduite : c'était lui signifier d'apporter sa tête sur l'échafaud. Dans cette alternative, n'attendant son salut que du renversement de l'odieux régime qui pesait sur la France, mais incapable d'entreprendre une attaque à main armée contre la Convention dans un moment où l'ennemi le refoulait sur la frontière, Dumouriez n'hésita plus à prêter l'oreille aux ouvertures qui lui étaient faites de la part des puissances coalisées et au nom des chefs de l'émigration par le colonel Mack, chef d'état-major de l'armée du prince de Saxe-Cobourg. Ces négociations se poursuivaient avec une juste méfiance de part et d'autre, lorsque tout à coup Dumouriez vit arriver à son quartier-général, aux boues de Saint-Amand, le ministre Beurnonville, accompagné de Camus, Lamarque, Bancal et Quinette, commissaires de la Convention. Ils venaient notifier le décret au général en chef, qui dès lors pouvait être considéré comme étant en état de défection. Ce dernier était entouré de son état-major : après quelques explications véhémentes et un échange d'arguments empruntés de l'histoire romaine et produits avec une ridicule emphase, Dumouriez fit arrêter le ministre et les quatre commissaires républicains par un détachement de hussards de Berchiny, auxquels il donna en allemand l'ordre de les transférer aux avant-postes de l'armée ennemie (*voy.* duchesse D'ANGOULÊME).

C'était mal prendre son temps pour frapper un coup d'état et entraîner à ses vues l'armée qu'il n'avait pu préserver de ce découragement qui marche à la suite d'un revers. Aussi, n'ayant plus le choix d'un autre parti, Dumouriez part pour le rendez-vous qui lui est assigné par le colonel Mack, et il n'y parvient, avec le petit groupe de domestiques et d'officiers qui l'accompagnent (de ce nombre étaient le duc de Chartres et son frère), qu'en essuyant la mousqueterie de plusieurs postes français lancés à leur poursuite. Pour accomplir les stipulations définitivement réglées au camp autrichien, il reparaît le lendemain au milieu de son armée : quelques corps semblent le revoir avec joie; mais le plus grand nombre ne l'accueille qu'avec une contenance réservée et un visage morne. On lui apprend que la veille, à la nouvelle de sa fuite, l'artillerie a quitté le camp, que toute

l'armée est dans le plus grand émoi, et que sa voix ne peut plus en être écoutée. Réduit alors à chercher un refuge dans les retranchements autrichiens, Dumouriez, n'étant en position ni d'exécuter les conditions stipulées, ni d'en exiger lui-même l'accomplissement, se vit bientôt éconduit par le prince de Cobourg, qui se borna à prendre à la solde de l'Autriche un corps de 1,500 hommes qui étaient venus rejoindre le général transfuge. On rend d'ailleurs à Dumouriez cette justice qu'il n'eût certainement jamais consenti à concourir en connaissance de cause aux funestes desseins que nourrissait alors l'étranger contre la France, sous prétexte d'y rétablir la monarchie des Bourbons.

Perdu sans retour du côté de sa patrie, Dumouriez erra longtemps d'exil en exil. Après avoir séjourné successivement à Bruxelles, à Cologne, en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, en Danemark, à Saint-Pétersbourg, il retourna en Angleterre, où les services importants qu'il rendit au gouvernement lui valurent de la munificence britannique une pension de 1200 livres sterling.

Ce fut surtout en haine de Napoléon que l'Angleterre s'attacha par des bienfaits Dumouriez, qui en était l'ennemi implacable. Au reste on usa amplement de la fertilité avec laquelle il bâtissait des plans d'intrigues et même de combinaisons stratégiques. Ce fut lui qui dirigea, à ce qu'on assure, la tactique de lord Wellington dans la guerre de la Péninsule, et on lui attribue la meilleure part des succès de Vittoria, ainsi que les plans suivis par les puissances coalisées dans l'invasion de la France en 1814. Ces assertions se trouvent appuyées de preuves produites par M. de Montgaillard, mais dans la vue de rendre odieuse la conduite du général français. C'est aussi dans cette intention, il ne faut pas l'oublier, que le même historien* avance sur le compte de Dumouriez d'autres faits moins vraisemblables, notamment que le général aurait sollicité de Napoléon, en 1804, le bâton de maréchal d'empire avec les titres de duc de Sainte-Menehould, de Grand-Pré, etc. On ne saurait ajouter foi à de pareilles allégations, mais ce qui ne peut plus être révoqué en doute c'est qu'en 1814 et 1815 il employa des pratiques secrètes pour obtenir du roi Louis XVIII le bâton de maréchal de France*.

Dumouriez ne trouva pas seulement en Angleterre une hospitalité honorable, il compta pour amis des hommes de distinction. Il résidait depuis quelque temps à Turville-Park, auprès de M. John Bowring, avec lequel il s'était lié intimement, lorsqu'il mourut dans cette retraite le 14 mars 1823, à 84 ans. Son lit de mort, sur cette terre étrangère, fut entouré par les regrets et les consolations de l'amitié, que lui eût peut-être refusées sa patrie.

Dumouriez est auteur de plusieurs écrits au nombre desquels on peut citer, outre ses *Mémoires*, dont la première édition parut en 1794, 2 vol. in-8°; *État présent du Portugal*, 1769-1797, in-8°; *Correspondance avec Pache pendant la campagne de la Belgique en* 1792, 1793, in-8°; *Examen important d'un écrit intitulé:* Déclaration de Louis XVIII, 1795, in-8°; *Campagnes du maréchal de Schomberg en Portugal, de* 1662 *à* 1668, Londres, 1807, in-12. On peut consulter, pour plus de détails, outre les *Mémoires* dont il a été fait plusieurs éditions, et dont la dernière est comprise dans la collection de MM. Berville et Barrière; la *Vie du général Dumouriez*, 1795, 3 vol. in-12; *Dumouriez et la révolution française*, par M. Ledieu, 1824, in-8°, etc. On a publié en 1835 : *Mémoires et correspondances inédits du général Dumouriez*, 2 vol. in-8°. P. C.

DUNA, fleuve de la Russie d'Europe, appelé improprement *Dvina occidentale*, naît dans le gouvernement de Tver, à quelques lieues du Volga, passe par le lac Okhvat-Jadémié, commence à porter bateau à sa sortie, baigne une portion des gouvernements de Smolensk et de Pskof, passe à Vitebsk, dans le

(*) Voy. *Histoire de France*, etc., édit. in-8°; t. VII, p. 244-252; t. XX, etc.

(*) Il résulte indubitablement de sa correspondance avec son aide-de-camp, M. Savalette de Fortair, que Dumouriez, en 1814 et 1815, chercha à rentrer en France avec un grade et un traitement qu'il n'obtint pas. Les originaux des lettres de Dumouriez à ce sujet sont entre les mains de M. Villenave père, notre savant collaborateur. S.

gouvernement de ce nom, prend ensuite une direction occidentale, puis se dirige au nord-ouest vers Polotsk, reçoit la Disna et longe la Courlande en la séparant de la Livonie. Elle traverse ensuite l'extrémité de cette dernière province, anime le commerce de Riga (*voy.*), et se jette dans le golfe de ce nom à peu de lieues au-dessous de la ville, et devant l'île sur laquelle est bâti le fort de *Dunamunde* (bouches de la Duna). Indépendamment de ce fort, le fleuve donne son nom à la ville de *Dunabourg*, dans le gouvernement de Vitebsk. Son cours, qui est d'environ mille verstes, est très utile pour le transport des radeaux de bois venant des forêts de l'intérieur de la Russie et des provinces avoisinant le fleuve, et destinés par les marchands de Riga à l'exportation. Tous les ans, la navigation est totalement interrompue par les glaces, depuis la fin de novembre jusqu'à celle de mars; en été elle offre des passages dangereux à cause des basses eaux et des écueils, surtout entre le confluent de la Duna et de l'Evst, et la ville d'Ixkul, cette partie du cours du fleuve étant hérissée de roches, tant sur les bords que dans le lit même. Les principaux transports de bois se font par cette raison au printemps. Il n'y a que de petites rivières qui se jettent dans la Duna : outre la Disna et l'Evst dont il a été parlé, on peut citer la Drissa et la Méjà. L'Aa confond son embouchure avec celle du fleuve. On pêche beaucoup de poisson dans la Duna, dont les eaux ont toujours une teinte foncée. D'après des relevés qu'on dit officiels, la navigation sur la Duna et ses affluents occupe plus de 82,000 personnes et emploie environ 4,350 bateaux et radeaux, sur lesquels on transporte des marchandises pour la valeur de 27,400,000 roubles en papier. La Duna est en communication avec le Dniéper; on s'occupe de l'unir aussi au Volga, au Niémen et aux grands lacs. D-G.

DUNBAR (William), célèbre poète écossais du xv^e^ siècle, connu surtout par son poème, *le Chardon et la Rose*. Ses contes et ses poésies sont de précieuses reliques des premiers temps de la littérature anglaise, encore à son berceau à cette époque. Il mourut en 1530. L'*Encyclopædia Britannica*, lui a consacré une notice très étendue. S.

DUNCAN, nom de deux rois d'Écosse, dont le premier, appelé aussi *Donald*, fut assassiné en 1040 par l'ambitieux Macbeth (*voy.*), et dont l'autre, qui se fit haïr par ses violences autant que Duncan I^er^ s'était fait estimer par ses vertus, périt d'une manière semblable, en 1095.

C'est aussi le nom d'un homme de mer écossais, connu par la prise de la flotte hollandaise au Texel, opérée en 1797 sous son commandement. Adam, vicomte Duncan de Camperdown, baron Duncan de Lundie, naquit à Dundee en Écosse en 1731, devint en 1761 capitaine de vaisseau, en 1789 contre-amiral, en 1793 vice-amiral, amiral et pair d'Angleterre en 1797, après la victoire de Camperdune qu'il remporta sur l'amiral de Winter, dont toute la flotte tomba entre ses mains. Il mourut le 4 août 1804, et laissa sa dignité de pair au second fils qu'il a eu de son mariage avec Henriette, fille de Robert Dundas, président de la cour d'Écosse et père du vicomte Melville. Cet héritier de ses titres, Robert Dundas Duncan-Haldane, né en 1785, a été créé comte de Camperdown en 1831. S.

DUNDAS (Henry), *voy.* Melville.

DUNDONALD (Thomas, comte de), *voy.* Cochrane. Le titre de baron *of Cochrane in Renfrew* et la pairie d'Écosse qui y est attachée appartiennent à la famille Cochrane depuis 1647, et elle est en possession de celui de *earl of Dundonald* depuis 1669. Le titulaire actuel est Thomas Barnes lord Cochrane, né en 1814. S.

DUNES, en anglais *downs*. L'étymologie de ce mot se trouve dans le langage des anciens Celtes : il vient de *dun*, qui signifie hauteur, colline. Tout le monde sait effectivement que l'on entend par *dunes* ces montagnes de sable mobiles qui se rencontrent en plusieurs endroits des côtes de l'Océan, en Écosse, en Hollande, en France, etc. La mer charrie continuellement sur ses côtes des sédiments ou débris de roches granitiques qui, une fois abandonnés sur le rivage, ne

rentrent plus au fond de la mer, et dont la quantité est au contraire augmentée par de nouveaux sédiments que les flots rapportent journellement. Il en résulte de véritables amas qui à la longue ont formé des monticules, et ces monticules, parvenus à une certaine hauteur, s'avancent dans les terres en une progression presque régulière. Ainsi réellement les dunes marchent, lentement il est vrai, mais invariablement, et « couvrent, dit Cuvier (*Discours sur les révolutions du globe*) les champs et les habitations, parce que le même vent qui élève le sable du rivage sur la dune, jette celui du sommet de la dune à son revers opposé. » On estime à plus de 72 pieds par an le terrain qu'elles gagnent. C'est au point que, dans les parties du littoral des continents où elles s'accroissent ainsi, elles menacent l'intérieur des terres, des contrées immenses et des villes considérables. Elles arriveront à Bordeaux avant 1500 ans. Aussi irrésistibles dans leurs progrès que les alluvions des fleuves, elles croissent avec une rapidité effrayante, comblant toutes les cavités, les étangs, les mares, les lacs, et engloutissant les villages. Nous pourrions citer nombre de faits à l'appui de ces assertions. Les dunes du golfe de Gascogne ont enseveli beaucoup de villages qui existaient dans le moyen-âge; elles en ont détruit depuis quelques années dix dans le seul département des Landes. Une ancienne chaussée romaine conduisant de Bayonne à Bordeaux, qu'on voyait encore il y a soixante ans, est maintenant couverte de sable. A partir de Boulogne, tout le long des côtes, jusqu'au Texel, il y a des dunes considérables qui font aussi de grands progrès. Près de La Haye, en Hollande, elles en ont fait de tels depuis 300 ans que la moitié du joli village de Scheveningue est envahie, et qui sait si dans 300 ans La Haye même ne le sera pas en partie. Il y a aussi une étendue considérable de dunes sur les côtes de la Bretagne, du côté de Nantes et des Sables d'Olonne. Elles ont fini par enterrer le village d'Escoublac, proche Saint-Nazaire, et s'avançant sur la droite, elles menacent Savenay qu'elles ensveliront un jour.

Les courants qui viennent s'engouffrer dans les golfes en échancrent continuellement le fond et rejettent par leurs remous sur les côtes les débris qu'ils en ont détachés, ainsi que les sables qu'ils avaient entraînés. C'est ainsi que se sont formées les dunes des côtes opposées de France et d'Angleterre, dans la partie de la Manche qui avoisine le détroit, avant même que l'irruption de la mer eût formé le Pas-de-Calais, et elles ont augmenté progressivement par l'action incessante de la mer de Hollande, poussée par les vents de nord-est, et des eaux de la Manche qui le sont par les vents de sud-ouest.

Nous citerons aussi les dunes de l'Égypte où elles ont envahi un grand nombre de villes et de villages, non-seulement depuis la plus haute antiquité, mais depuis la conquête des Musulmans. L'époque n'est pas très éloignée où elles rempliront les parties étroites de la grande vallée égyptienne, et où il ne restera plus rien entre le Nil et la chaîne libyque.

Cette marche des dunes est, suivant Cuvier, une preuve irrécusable du peu d'antiquité de la surface de notre globe, et du peu de temps qui s'est écoulé depuis la dernière catastrophe à laquelle il doit sa forme actuelle. Les dunes offrent un chronomètre certain des événements physiques, dont il n'y a plus qu'à observer la mesure exacte. On trouvera cette mesure un jour, comme Fourier a trouvé la progression précise du refroidissement du feu central. Si la Chine, l'Inde et l'Égypte avaient en effet les 150 ou 200,000 ans d'ancienneté que lui donnent des documents apocryphes ou des auteurs amis du merveilleux, les dunes auraient depuis longtemps couvert à plusieurs toises de hauteur les continents, et la race humaine serait réfugiée sur les plateaux du Thibet. LEP. D.

Après ces généralités sur les dunes, on nous permettra d'arrêter un instant l'attention du lecteur sur celles qui, en France, sont comprises entre l'embouchure de la Gironde et celle de l'Adour et qui sont appelées *dunes du golfe de Gascogne*.

Les sables que la mer rejette sans cesse

sur ses bords, incapables, sitôt qu'elle les abandonne, de résister aux efforts que font, pour les soulever, et les pousser vers la terre, les vents d'ouest si constants et si impétueux dans ces parages, s'amoncèlent ainsi peu à peu et donnent naissance à ces chaînes de hauteurs que l'on voit s'avancer chaque jour davantage vers un pays qu'elles menacent d'un envahissement total, en même temps qu'elles sont un obstacle invincible à l'écoulement de ses eaux vers leur pente naturelle.

Aussi variables dans la forme qu'elles adoptent que la cause qui les produit, on voit les dunes offrir aux yeux du voyageur, qui ne saurait les parcourir avec trop de précautions, à cause du peu de solidité qu'elles offrent sur certains points, tantôt, comme nous venons de le dire, des chaînes de hauteurs suivies et régulières, tantôt des plateaux d'une étendue immense que séparent entre eux des vallons, formant des prairies naturelles connues dans le pays sous le nom de *laites*, à cause de la grande quantité et de l'excellente qualité du lait que ces pâturages procurent aux vaches que l'on y conduit. Une nuit, une tempête accompagnée de vents d'ouest ou de sud-ouest, suffisent souvent pour imprimer à ce sol mobile un aspect tout différent de celui qu'il présentait vingt-quatre heures auparavant, pour donner naissance à de nouvelles hauteurs qui ne ressemblent en rien à celles qu'elles remplacent, et que l'on aurait cru capables, par leur masse imposante, de résister aux ouragans dont elles sont sans cesse le jouet; pour former des vallons là où s'élevaient des coteaux; pour pousser sur les champs cultivés, sur les villages même qu'elles ensevelissent sans les détruire, comme jadis les cendres du Vésuve ensevelirent Herculanum et Pompeï, ces masses de sables auxquelles rien n'est capable de résister. Dans quelques localités surtout un fait assez bizarre est le résultat du terrible phénomène que nous décrivons: on voit effectivement aux environs de la Teste, de Mimizan, de Vielle, la dune se couvrir d'une riche végétation qui n'est autre que l'extrémité branchue des grands pins prêts à disparaître pour toujours sous le sable, dans lequel leur tige est déjà enfoncée de 25 à 30 mètres.

L'étendue en longueur des dunes du golfe de Gascogne est d'environ 240 kilomètres ou 60 lieues, du nord au sud, et en largeur de 8 kilomètres ou 2 lieues, de l'ouest à l'est; le talus qu'elles offrent varie, du côté de la terre, entre 10 et 25° d'inclinaison, du côté de la mer entre 50 et 60°. Cette différence est assez facile à expliquer; sur quelques points cependant, par exemple au sud du bassin d'Arcachon, entre la pointe de l'Aiguillon et celle du Pilat, cette règle se trouve un peu modifiée par suite de la prédominance d'autres vents, et la pente la plus douce est au nord-ouest. Des observations les mieux faites sur cet important sujet et consignées dans l'ouvrage de Thore (*Promenades sur les bords du golfe de Gascogne*), il résulte que la partie la plus haute de la chaîne des dunes occupe le milieu de leur étendue en longueur et répond à peu près aux latitudes du Mont-de-Marsan et de Captieux. Là, leur crête s'élève jusqu'à 60 mètres environ; mais à mesure que, des deux côtés, on se rapproche des extrémités, cette élévation diminue sensiblement et finit par se réduire, terme moyen, à 4 ou 5 mètres.

Quant à ce qui regarde leur mode de formation, le même sans doute que celui des vastes landes qu'elles bornent à l'ouest, voici, selon l'ingénieur Brémontier, la règle mathématique à laquelle il est assujetti. La quantité de sable que la mer rejette sur ses bords, année commune, depuis l'embouchure de la Gironde jusqu'à celle de l'Adour, est de 10 mètres 649 millimètres par 2 mètres courants, ce qui fait, pour toute la longueur de 233,513 mètres, une masse totale égale à 1,245,405 mètres cubes. Et, relativement à leur marche, on s'est convaincu que, bien que très sensible sur toute la ligne, l'envahissement de ces sables était pourtant plus considérable, ainsi qu'il est facile de le concevoir, au point de leur plus grande hauteur, c'est-à-dire vers le milieu de leur étendue: là il peut être porté sans exagération à 20 mètres par année.

Malgré l'impossibilité dans laquelle on

se trouve d'assigner une époque fixe à la première apparition de ce redoutable phénomène sur les côtes du golfe de Gascogne, il paraît cependant constant que dès le principe il se montra bien moins dangereux et que d'abord ses ravages ne s'étendirent pas très loin, puisque, bien au-delà des bornes qu'il atteint maintenant, s'élevaient grand nombre d'habitations aujourd'hui totalement couvertes; des forts, tels que le fort Cantin, destinés à la défense de cette plage, jadis fréquentée par les bâtiments de commerce; des villes assez considérables, entre autres l'ancienne Mimizan et Soulac surtout, dont l'élégant clocher transformé en vigie, domine encore ces sables et peut être aperçu d'une distance fort éloignée.

De tels exemples, joints à l'impossibilité dans laquelle on était d'opposer aucun obstacle à une cause de destruction aussi puissante, étaient bien faits, il faut en convenir, pour inspirer aux habitants de ces malheureuses contrées les craintes les mieux fondées. Déjà même il était facile de calculer l'époque, très éloignée il est vrai, où, couvrant tout l'espace qui sépare Bordeaux des côtes de l'Océan, cette ville elle-même se verrait envahir par les sables de la mer, lorsque Brémontier, alors ingénieur en chef des ponts et chaussées du département de la Gironde et plus tard inspecteur général, signala un moyen propre à fixer les dunes, à les empêcher de *gagner pais*, ainsi que le dit Montaigne avec cette justesse d'expression qui lui est propre. Voici en quoi consiste ce moyen aussi simple dans son application qu'avantageux dans ses résultats: 1° couvrir la dune de branches couchées, pour donner de la stabilité au sable pendant 3 à 4 ans; 2° semer sur la dune, avant d'y placer cette couverture, un mélange de graine de pin maritime et de genêt ou ajonc; 3° enceindre la partie semée par une palissade en clayonnages opposés au vent régnant, pour la préserver des sables qui y seraient amenés pendant la croissance des plantes et les étoufferaient.

Or des travaux de ce genre, commencés sous la direction de Brémontier, ont donné lieu à de magnifiques forêts de pins qui ont pu être exploitées, pour la résine, quatorze ans après, tandis que dans les landes on est forcé d'attendre pour cela que le même arbre ait atteint 25 ans. A la vérité le terrain des dunes est d'une qualité bien supérieure à celui de ces tristes contrées, et l'expérience a prouvé que le chêne, l'aune, le saule, l'arbousier, le châtaignier, l'alizier, le prunier, etc., et même la vigne, y réussissaient parfaitement; cependant les arbres verts, à cause de la persistance de leur feuillage, ont dû être préférés : ils sont plus propres à faire obstacle aux vents qui charrient le sable.

Quoique l'époque soit encore éloignée, à cause des événements qui ont forcé à plusieurs reprises de suspendre ces travaux, où les dunes des départements de la Gironde et des Landes seront en totalité couvertes de forêts de pins, le voyageur que ces contrées intéressent peut néanmoins, en les visitant, se promener à l'ombre des plantations déjà faites, et ce n'est pas sans un vif sentiment d'intérêt qu'il lira sur la pierre du monument élevé en ce lieu à la mémoire de Brémontier, les mots suivants qu'y grava la reconnaissance publique: *L'an* 1786, *sous les auspices de Louis XVI, M. Brémontier, inspecteur général des ponts et chaussées, fixa le premier les dunes et les couvrit de forêts. En mémoire du bienfait, Louis XVIII, continuant les travaux de son frère, éleva ce monument. Antoine Lainé, ministre de l'intérieur; Camille, comte de Tournon, préfet du département de la Gironde.* 1818.

Parmi les actes administratifs provoqués par la fixation et l'ensemencement des dunes, il convient particulièrement de citer la circulaire ministérielle du 18 octobre 1808 et le réglement du 14 octobre 1810. A. P. L.

La fixation des dunes est une entreprise dont l'importance égale, sur plusieurs points de nos départements maritimes, le défrichement des landes, encore si vastes, et des marais nombreux qui stérilisent et infectent plusieurs de ceux du centre. Pour l'opérer avec succès, deux choses sont principalement à considérer : 1° le choix de végétaux qui

non-seulement puissent croître dans les positions les plus arides et vivre dans une atmosphère imprégnée d'émanations salines, même d'eau de mer dans les temps de tourmentes, mais encore dont les racines traçantes puissent s'étendre à de grandes distances en donnant naissance à des rejets, et dont les tiges puissent procurer le plus possible d'ombrage; 2° les choix de moyens les plus propres à arrêter l'effet des vents et par conséquent la mobilité du sol. Dans ce dernier but, on étend et on fixe à la surface du terrain, sur les semis ou les jeunes plantations, des branchages d'arbres verts, de genêts, d'ajoncs; on réunit en cordons des fascines qu'on dispose, à l'aide de piquets, de manière à former des cases plus ou moins régulières; et, pour ajouter à ces diverses chances de succès, on mêle aux graines de plantes vivaces et de végétaux ligneux qui doivent faire le fond des semis, une certaine quantité de plantes annuelles dont les frondes et plus tard les fanes persistantes produiront un abri salutaire.

Par de semblables moyens, ou en faisant des boutures lorsqu'on est à même de s'en procurer, en peu d'années on doit obtenir une première ligne extérieure de plantation à l'abri de laquelle d'autres cultures réussiront facilement. Peu à peu aux arundo, aux élymes et autres plantes analogues, succéderont les genêts, les rhamnoïdes, les tamarix, les saules des dunes, etc., etc. Enfin les pins, ressource la plus précieuse des terrains arénacés, étendront leurs verdoyants verticilles et leurs tiges résinifères sur un sol désormais consolidé pour toujours. O. L. T.

DUNES (BATAILLE DES). Les élévations qui, sous le nom de *dunes*, garantissent les côtes de Flandre, entre Dunkerque et Nieuport, sont de celles qu'on a décrites dans l'article précédent. Un fait historique s'y rattache. En 1658, Turenne entreprit le siége de Dunkerque. Don Juan d'Autriche et le marquis de Caracena s'avancèrent pour livrer bataille aux assiégeants. Le prince de Condé, qui combattait encore avec les Espagnols contre sa patrie, mais qui n'était pas maître de la disposition des troupes, voulut en vain engager ceux qui commandaient de son côté à changer de mesures : *Vous allez voir*, dit-il au duc d'York, *comme on perd une bataille.* Les Espagnols éprouvèrent, à la bataille des Dunes, la défaite prévue par Condé, et le soir même le vainqueur écrivit à sa femme : « Les ennemis sont venus à nous, « ils ont été battus; Dieu en soit loué! « J'ai un peu fatigué toute la journée; je « vous souhaite le bonsoir; je vais me « coucher. » Dunkerque (*voy.*) se rendit onze jours après. A. S-R.

DUNETTE, le plancher le plus élevé d'un navire. Il est situé à la poupe où il fait, au-dessus du pont, une élévation d'environ cinq pieds et demi, sur les vaisseaux de ligne du dernier rang, ce qui lui a valu le nom de *dunette* ou petite *dune*. L'espace compris entre le plancher de la dunette et le pont se divise en plusieurs compartiments ou chambres habitées par des officiers. La dunette, avec le nom de *bannum* ou *vannum*, d'où est venu le mot *banne*, tente, abri, a servi de dernier étage au château d'arrière, cette masse énorme des vaisseaux du XVI^e^ siècle. Au XVII^e^ siècle il y avait quelquefois dunette sur dunette, comme au XIII^e^ *bannum super bannum*: cette disposition doublait à peu près le logement des maîtres à l'arrière. D'autres fois, au lieu d'une seconde dunette, on établissait quelques chambrettes réunies à l'arrière du plancher de la première dunette; leur ensemble était appelé *tengue*. Mais cette nouvelle élévation sur la première nuisant aux qualités du bâtiment, on la supprima et on la remplaça par un *carrosse*, assemblage de petites chambres adossées les unes aux autres et établies sur le milieu de la dunette du vaisseau. Aujourd'hui les bâtiments de guerre de tous les rangs, jusqu'aux bricks de 20 canons, ont des dunettes, comme ils ont des gaillards d'avant, rétablis pour donner aux hommes de quart un abri contre la pluie et le vent. A. J-L.

DUNKERQUE (nom formé de deux mots flamands qui signifient *église des dunes*). C'est une ville du pays qu'on appelait autrefois *Flandre flamigante*; elle faisait jadis partie du diocèse d'Ypres,

était du ressort du parlement de Paris et de l'intendance de Lille. Elle est située sur la côte de la mer d'Allemagne, sur un terrain un peu élevé et fort sablonneux, à la jonction des canaux de Bergues, de Bourbourg et de Furnes. Grande, bien bâtie, possédant un port commode, que précède une des plus belles rades de l'Europe, elle compte aujourd'hui 24,937 habitants, et est une des sous-préfectures du département du Nord. La pauvre chapelle bâtie sur le bord de la mer, qui a donné son nom à cette ville, fut construite, suivant la tradition, par saint Éloi, vers l'an 646. Un havre naturel y ayant attiré des pêcheurs, Baudouin-le-Jeune, comte de Flandre, la fortifia vers 960. Il est certain que dans le XII^e^ siècle on y construisait des navires. Les comtes de Flandre lui accordèrent de beaux priviléges, entre autres celui de port franc. Les Dunkerquois se firent de bonne heure une réputation comme marins. Des comtes de Flandre, cette ville passa à la maison de Bardou, puis à celles de Luxembourg et de Bourbon. L'empereur Charles-Quint, en ayant toujours conservé le haut domaine en sa qualité de comte de Flandre, y établit, en 1535, l'amirauté de cette province. Cette ville fut prise par les Français en 1648, puis reprise par les Espagnols en 1652. Les Français la reconquirent en 1658, après la défaite des Espagnols au combat des Dunes (*voy.*). Ils la remirent aux Anglais, dont la flotte avait soutenu le siége; mais Louis XIV la racheta en 1660, au prix de 5 millions de livres. Il y fit faire des fortifications très importantes et la rendit presque imprenable. Malheureusement tous ces beaux ouvrages furent détruits et rasés par suite de la paix d'Utrecht. La ville resta à la France, mais le port fut comblé; les belles jetées en mer, le fameux risban, et beaucoup d'autres ouvrages qui avaient coûté des sommes prodigieuses, furent démolis. En 1793 Dunkerque fut assiégée sans succès par les Anglais. Le gouvernement de la Restauration a consacré des sommes considérables au rétablissement du port de Dunkerque.

Le *canal de Dunkerque* à Furnes, ouvert en 1635, est très fréquenté, parce qu'il facilite les relations avec la Belgique. Sa longueur, de Dunkerque à la frontière, est de 14,090 mètres, et, depuis la frontière jusqu'à Furnes, de 7,000 mètres environ.

Le *Dunkerquois* était un petit pays de Flandre, et un gouvernement général séparé et indépendant de celui de la Picardie. Il ne renfermait que six villages, et n'avait d'importance qu'à cause de la ville de Dunkerque, si cruellement maltraitée sous Louis XIV. A. S-R.

Nous ajouterons quelques mots sur le commerce de Dunkerque, surtout de transit, et qui atteindrait un bien plus haut degré de prospérité, si les capitaux dont les habitants disposent étaient en rapport avec leur esprit entreprenant, avec la hardiesse et l'habileté des marins de cette ville. On n'y fait plus guère d'armements pour la pêche de la baleine, ni même pour celle du hareng; mais la pêche à la morue est la principale branche du commerce de Dunkerque. On expédie d'ailleurs de ce port, auquel appartiennent plus de 200 navires, beaucoup de houille, d'huile d'œillette, de lin et de colza, du blé, du vin, et des objets fabriqués. C'est avec l'Angleterre que se fait le principal commerce de Dunkerque; mais on y fait aussi des affaires considérables avec la Norvège, la Russie, et d'autres contrées du Nord. S.

DUNOIS (COMTÉ DE), petit pays de l'Orléanais, qui faisait partie de la Beauce, entre le pays Chartrain et le Vendomois, et au couchant de l'Orléanais proprement dit. Cette contrée avait environ 12 lieues dans sa plus grande longueur et 9 dans sa plus grande largeur. Elle était arrosée par le Loir, l'Yère, la Connie et la Connie-Palue. Ses villes étaient : Châteaudun, capitale; Fréteval, Cloye, Marchenoir. On y comptait un pareil nombre de bourgs. Cette contrée appartenait tout entière à la généralité d'Orléans. Ses forêts étaient considérables. La plupart des hautes-justices de ce comté avaient leurs coutumes particulières. Le Dunois est maintenant compris dans le département d'Eure-et-Loir. A. S-R.

DUNOIS (JEAN, comte DE), comte DE LONGUEVILLE, etc., *bâtard d'Orléans*,

était, selon l'opinion la plus générale, fils de Louis, duc d'Orléans, et de Mariette d'Enghien, petite-fille d'Eustache d'Enghien, favori de Philippe-de-Valois et femme d'Aubert de Cani. Quelques écrivains ont voulu faire croire que Mariette d'Enghien avait couvert de son nom la faute d'une autre femme d'un rang très élevé, qui serait soit la reine Isabeau de Bavière, soit la duchesse de Bourgogne, femme de Jean-sans-Peur. Valentine de Milan, épouse de Louis, duc d'Orléans, ne parut point jalouse et fit élever le bâtard avec ses trois fils; les grâces de cet enfant la charmèrent tellement, qu'elle regrettait de ne pas être sa mère : *on me l'a volé*, disait-elle souvent.

La date de la naissance du bâtard d'Orléans n'est pas précise; nous ne croyons pas toutefois qu'il la faille rapporter à l'an 1404, comme le font beaucoup d'historiens, car il est reconnu qu'en 1407, à la mort de son père, il était âgé de 8 ans, et qu'il promit énergiquement à Valentine de Milan de venger le meurtre qui lui avait enlevé Louis. Cette princesse disait du jeune bâtard, en le comparant à ses propres fils : «*Lui seul est taillé pour punir les assassins de son père.* » On a cru, mais à tort sans doute, qu'il fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique. En 1421 il était écuyer banneret au service de Charles VII (encore dauphin), qui lui fit don de la seigneurie de Vaubonnois en Dauphiné. Charles, devenu roi l'année suivante, le nomma chambellan et lui donna plusieurs terres. En 1424 il prit les armes et le titre de sire de Mortaing. Éloigné quelque temps de la cour, il y revint sur l'invitation du connétable de Richemont, que sa réputation de bravoure et de prudence avait intéressé : on lui confia le Mont-Saint-Michel, qu'il sut défendre contre les Anglais. Bientôt ses exploits devant Montargis (1427), lui valurent une renommée telle que le connétable de Richemont en parut jaloux.

En 1428, le comte de Salisbury vint, à la tête des Anglais, assiéger Orléans, qu'on appelait alors le *cœur* de la France. Le bâtard que, par anticipation, nous appellerons Dunois, se jeta dans la place avec quelques guerriers illustres et 1,500 hommes de noblesse. Salisbury fut tué dans une reconnaissance; Gaucourt, qui commandait dans la ville avant l'arrivée de Dunois, fut mis hors de service : Dunois fut donc le maître des opérations. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans les détails de ce siége ni de la *journée des Harengs*, après laquelle la consternation fut extrême dans Orléans. Dunois blessé continua néanmoins à soutenir vaillamment les efforts des Anglais. Il sut jeter habilement la discorde entre eux et les Bourguignons. Ceux-ci venaient de quitter les alliés, lorsqu'un renfort de troupes royales arriva, sous la conduite de Jeanne d'Arc (*voy.*). Dunois, tout en profitant de l'influence qu'assuraient à l'héroïne le ton d'inspirée qu'elle prenait et sa bravoure toute masculine, ne lui accordait pas une confiance illimitée, et durant le reste du siége il agit plus d'une fois sans lui communiquer même ses projets. Il est certain que la plupart des autres capitaines français ne montrèrent pas envers la Pucelle une déférence plus réelle, lui laissant du reste toute l'action qu'elle pouvait exercer par ses *inspirations divines* sur les soldats et sur le peuple. Enfin le siége fut levé. « Si l'on en juge d'après les relations qui nous restent de cet épisode de notre histoire, dit M. Mazas (*Vie des grands capitaines français*, etc., t. VII), le Bâtard eut sans contredit la plus grande part de la gloire acquise par les Français dans cette circonstance; personne n'aurait déployé plus de sagesse et plus d'activité que ce guerrier. Aussi profond politique que général habile, il sut enflammer les Orléanais du plus pur patriotisme; il ne négligea aucun moyen, et s'occupa des moindres détails. Tour à tour gouverneur et soldat, il passait du conseil au rempart; on le voyait souvent partir avec une centaine de cavaliers pour protéger l'entrée de quelques chariots. En relevant, dans l'historien Guyon, toutes les sorties, on trouve plus de cent escarmouches auxquelles le Bâtard prit part. Sa conduite avec Jeanne fut admirable; tout autre, peut-être, aurait pu se montrer jaloux d'une femme qui venait lui enlever l'honneur d'une dé-

fense longue et sans exemple; jugeant que la coopération de Jeanne pouvait être utile à l'état, il la dirigea habilement, se montra docile à sa voix, et ne méprisa jamais son avis. »

Après la levée du siége, Dunois se rendit à Loches auprès du roi Charles VII, qui avait conçu pour lui une prédilection singulière. Il contribua au succès de la bataille de Patay. Charles voulut qu'il l'accompagnât à Reims, à la cérémonie du sacre. Après de nouveaux exploits, il fut adjoint comme lieutenant au comte de Vendôme, nommé gouverneur de l'Ile-de-France. Il ne démentit pas sa réputation dans la campagne de 1430, commencée sous de tristes auspices par la prise de la Pucelle, qui, l'année suivante, devait périr d'un odieux supplice, presque dans le même temps où Dunois, par un hardi coup de main, mettait la ville de Chartres au pouvoir de Charles VII. Bientôt le Bâtard contraignit le duc de Bedford à lever le siége de Lagny; mais alors même commençait sa jalousie et sa rivalité peu honorable avec Arthur de Richemont, connétable de France, devenu maître de la faveur et des conseils de Charles VII, après la disgrâce de La Trémouille. Cette jalousie n'éclata pas de suite pourtant; car Dunois passa deux années entières dans l'Ile-de-France ou dans la Beauce, livrant des combats journaliers, pendant que le comte de Richemont opérait sur les frontières de la Bretagne. Ces deux généraux ne se trouvèrent réunis qu'en 1434, à Vienne, où Charles VII tenait alors sa cour : malgré sa jalousie envers le connétable, le Bâtard se soumit à ses ordres, rendit des services signalés et augmenta sa réputation. Il enleva Saint-Denis, repoussa Talbot, réduisit, en 1435, Houdan, Pontoise, Beaumont, Melun et Pont-Saint-Maxence. Les Anglais avaient repris Saint-Denis, que Dunois leur arracha de nouveau; il prit ensuite Marcoussi, Montlhéri, mais échoua devant Creil, alla rejoindre le connétable et le roi au siége de Montereau, et fut nommé, après le succès, gouverneur de cette place. Dès ce moment, sa faveur ne connut plus de bornes; son autorité devint presque l'égale de celle du connétable; mais plus sa fortune s'élevait, plus sa jalousie augmentait à l'égard de Richemont, et cette rivalité divisa la cour en deux partis.

Charles VII était rentré dans Paris, qu'il n'avait pas vu depuis vingt ans. Dunois apprit alors la délivrance de son frère (Charles, duc d'Orléans), captif à Londres depuis vingt-cinq ans. Il s'empressa d'aller au-devant de lui à Calais, et ce prince, pour le remercier d'avoir défendu ses domaines contre les Anglais et contre les pillards, échangea avec lui la seigneurie de Vertus contre le comté de Dunois, possession bien plus importante. L'acte fut passé à Calais le 21 juillet 1439. Depuis cette époque, le Bâtard prit le titre de comte de Dunois, sous lequel il est plus généralement connu dans l'histoire. Cependant il continua à se faire appeler le *Bâtard d'Orléans*, et ne prit le titre de comte de Dunois que dans les actes publics. Il était, dès ce temps, l'un des personnages les plus considérables du royaume. Sa première femme, fille de Louvet, président de Provence, étant morte en 1438 sans lui avoir donné d'enfants, il épousa Marie d'Harcourt, fille de Jacques d'Harcourt, comte de Tancarville. Quelques difficultés au sujet d'un héritage contesté augmentèrent encore sa jalousie contre le connétable. Celui-ci prenait à tâche de mettre un frein à l'avidité des gens de guerre, et Dunois se distinguait parmi les plus avides; il s'indigna de la sévère justice de Richemont et brava ses ordres. Richemont se plaignit au roi, qui ne pouvait encore faire grand usage de son autorité. Une ligue se forma, après la prise de Meaux, entre beaucoup de seigneurs: Dunois y entra. La Praguerie (*voy.*) n'eut pas le succès que ses fauteurs en attendaient; Dunois se rendit à Poitiers et se jeta aux genoux du roi, implorant son pardon. Charles, après l'avoir accablé de reproches, consentit à oublier sa faute, à condition qu'il irait dans l'Ile-de-France arrêter les progrès des Anglais. Dunois se signala par de nouveaux faits d'armes et empêcha Talbot de faire aucune tentative sur Paris. La Praguerie fut entièrement étouffée, et Charles parut pardonner au Dauphin, son fils, qui fut de-

puis Louis XI. Pour éviter de nouvelles ruptures entre le connétable et Dunois, il les sépara. Le Bâtard alla porter la terreur parmi les Anglais qui, sous les ordres de Sommerset, occupaient la Normandie. Il y eut de brillants succès, dont il laissa l'honneur au Dauphin. Cette modestie accrut son crédit auprès du roi, qui lui donna, par lettre datée de Saumur le 20 septembre 1443, le comté de Longueville, qui avait appartenu à Du Guesclin. Dunois représenta le roi dans les conférences avec les Anglais qui amenèrent une trève, signée à Tours le 1er juin 1444, et qui fut prolongée ensuite jusqu'en 1449.

Charles ne sut jamais rien lui refuser: ce furent les vives et pressantes instances de Dunois qui obtinrent la grâce du comte d'Armagnac, condamné à mort pour cause de rébellion. Il ne fut pas étranger non plus au licenciement définitif des compagnies d'aventuriers; il se trouva mêlé aussi dans les négociations entamées par Charles VII pour mettre un terme au grand schisme d'Occident; puis il fut chargé d'une mission auprès de Henri VI, roi d'Angleterre, mais elle ne réussit pas quoiqu'on le comblât d'honneurs dans ce pays. A son retour il enleva le Mans aux Anglais (1447). Lorsqu'avec l'argent de Jacques Cœur et soutenu par le talent de Jean Bureau, maître de l'artillerie de France, Charles VII crut pouvoir entreprendre la conquête de la Normandie, il donna à Dunois le commandement de l'un des deux corps d'armée destinés à agir dans cette province, et le titre nouveau de *lieutenant général du roi en ses guerres*. Pendant que le connétable soumettait au roi la Basse-Normandie, le *Bâtard aux longues jambes* (comme on appelait quelquefois Dunois) faisait dans la Haute-Normandie de rapides progrès. Grâce à son adresse autant qu'à sa bravoure, le roi put entrer dans Rouen; toute la province ne tarda pas à être soumise. Depuis quelques années Dunois avait été grand-chambellan de France: le roi lui donna encore le gouvernement de Rouen. Charles VII lui confia aussi le commandement d'une expédition destinée à chasser les Anglais de la Guienne; une série de succès qu'il y remporta parut assurer l'entière soumission de cette province. Révoltée pourtant, elle fut une seconde fois réduite par lui. On sait que Talbot (*voy.*) périt dans ces combats. Pour récompenser Dunois de ses nouveaux services, Charles VII, par un décret, le déclara prince du sang légitime et apte, ainsi que sa lignée masculine, à succéder au trône, si toutes les autres branches de la famille royale s'éteignaient. Le monarque se plut encore à le décorer du titre pompeux de *restaurateur de la monarchie*. Vers ce même temps eut lieu le déplorable procès de Jacques Cœur (*voy.*), où furent compromis les noms de beaucoup de personnages illustres de l'époque; mais on n'y trouve pas celui de Dunois, quoique les persécuteurs de l'argentier fussent ou les amis ou les parents du comte de Longueville. On ignore s'il eut part aux dépouilles de Jacques Cœur, comme il avait eu part à celles de Xaincoings. Lors des querelles qui s'élevèrent entre Charles VII et le Dauphin Louis, Dunois dut marcher contre celui-ci, retiré dans le Dauphiné; c'est encore lui qui arrêta le duc d'Alençon, accusé de haute-trahison et de relations coupables avec les Anglais; il fut enfin désigné pour exécuter une descente en Angleterre, qui n'eut pas lieu, du moins d'une manière complète.

Après la mort de Charles VII, Dunois alla au-devant du nouveau roi, qui le reçut froidement. A son arrivée à Paris, Louis XI lui ôta le titre de lieutenant général, le priva du gouvernement de la Normandie, et supprima l'inspection des places de Guienne, qu'on avait donnée au Bâtard. Celui-ci se disposait à se rendre en Italie pour soutenir les droits de la maison d'Orléans à l'héritage de Valentine Visconti; mais le roi, cédant aux instances de Sforze, son allié, interdit cette entreprise au comte de Longueville, qui, pour se venger de tant de contrariétés, entra dans la *ligue du bien public* (*voy.*). Par le traité de Conflans, Louis XI lui rendit les domaines dont il l'avait dépouillé, et lui accorda d'autres grâces. Dunois partagea dès lors les travaux des premières années de Louis XI. Il fut nommé président d'un conseil formé pour la police et les

affaires du royaume, et dirigea encore quelques opérations militaires sans importance. Il mourut enfin à Saint-Germain-en-Laye, le 28 novembre 1468. D'après ses intentions, son corps fut enterré à Notre-Dame de Cléri, et son cœur porté à Châteaudun. A. S-R.

DUNOYER (ANNE-MARGUERITE PETIT, madame) était née à Nimes, en 1663, d'une famille protestante. Elle fit abjuration pour épouser un capitaine au régiment de Touraine ; mais, après avoir tourmenté son mari pendant dix années par son excessive jalousie, elle finit par l'abandonner et se sauver avec ses deux filles en Hollande, où elle revint au protestantisme.

M^me^ Dunoyer, qui écrivait avec assez de facilité, mit sa plume aux gages des libraires de Hollande. Ce fut pour eux qu'elle composa ses *Lettres historiques et galantes*, recueil de faits et d'anecdotes controuvées en grande partie, mais où l'on trouve parfois des récits qui ne sont pas sans intérêt et quelques particularités assez piquantes.

Voltaire qui, très jeune encore, avait fait un voyage en Hollande, y vit M^me^ Dunoyer, devint amoureux de sa fille cadette, que l'on nommait *Pimpette*, et voulut l'épouser. Le marquis de Châteauneuf, son parrain, ambassadeur de France, s'opposa à ce mariage et fit repartir Voltaire pour la France. Quelques-unes des lettres du jeune Arouet à sa chère *Pimpette* ont été insérées dans l'ouvrage de sa mère, qui mourut en 1720, sans avoir revu son pays.

Dans l'édition de 1757, on a joint aux *Lettres* de M^me^ Dunoyer ses *Mémoires* écrits par elle, ceux de son mari, où elle est assez mal traitée, et une assez plate satire dramatique contre l'un et l'autre jouée à Utrecht en 1713, sous le titre du *Mariage précipité*. M. O.

De nos jours, M. CHARLES-BARTHÉLEMY Dunoyer, avocat, s'est fait un nom comme publiciste. Il a rédigé *le Censeur* en société avec feu M. Comte, et il a publié différents ouvrages sur la morale et sur l'industrie. Après la révolution de juillet 1830, il fut nommé préfet du département de la Somme, et, quelque temps après, élu membre de l'Institut, Académie des Sciences morales et politiques. X.

DUNS SCOT (JOHN), un des plus grands philosophes du moyen-âge, a eu la gloire de créer une grande école qui a lutté avec beaucoup d'éclat contre celle de saint Thomas. On sait que les débats philosophiques des *Thomistes* et des *Scotistes* ont rempli toute la dernière période de la philosophie scolastique.

Jean Duns, surnommé Scot (*Scotus*), doit être né vers l'année 1270. On n'est d'accord ni sur l'époque ni sur le lieu de sa naissance. L'Irlande, l'Angleterre et l'Écosse se sont disputé la gloire de l'avoir vu naître ; suivant l'opinion la plus générale, il serait né à Dunstane, dans le Northumberland, et c'est de là que lui serait venu son nom de Duns Scot. Suivant Hugues Carll, il serait né en Irlande, dans le *tractus Dunsius*, et aurait été nommé Scot à cause de l'origine écossaise de sa famille.

Duns Scot entra très jeune dans l'ordre des franciscains ou minorites. Il passa plusieurs années à Oxford, d'abord comme élève, ensuite comme professeur. Ses succès déterminèrent les supérieurs de son ordre à l'envoyer, en 1304, à l'université de Paris, qui était, comme on sait, le centre du mouvement scientifique au moyen-âge. A cette époque les différences de nationalité s'effaçaient dans la grande unité de l'Église catholique ; on accueillait avec une grande joie les étrangers distingués dans toutes les universités de l'Europe, et les professeurs qui ont le plus illustré l'université de Paris étaient en partie nés au dehors du royaume.

A Paris, Duns Scot se trouva en présence de l'école de saint Thomas, dont il combattit les doctrines. Il était franciscain et saint Thomas dominicain : les deux ordres religieux prirent parti pour les deux philosophes qui les représentaient ; ce dissentiment jeta dès l'origine un grand éclat sur les discussions de saint Thomas et de Duns Scot et contribua à les perpétuer. En 1308, Scot reçut de Gondisalvus, général des franciscains, l'ordre de se rendre à Cologne pour y enseigner la philosophie. Il se trouvait par là arrêté dans les succès toujours croissants qu'il obtenait à Paris et

relégué sur un théâtre moins digne de son talent. Cependant il obéit sans murmurer, avec cette soumission monacale qui le distingua toujours. Il fut reçu à Cologne avec de très grands honneurs. Les habitants se portèrent à sa rencontre à plusieurs lieues de la ville, et il fit une entrée triomphante à Cologne. Dans l'année même de son arrivée, il fut atteint d'une maladie soudaine à laquelle il succomba, âgé de 38 ans suivant les uns, et de 42 suivant les autres.

Tous les historiens qui ont parlé de Duns Scot ont rendu hommage à son caractère; il faut excepter seulement le trop fameux chroniqueur Paul Jove, l'Arétin de l'histoire, dont les récits méritent en général peu de confiance. C'est Paul Jove qui a inventé sur la mort du philosophe une fable ridicule qui a été souvent répétée après lui. Il prétend que le tombeau de Duns Scot fut ouvert après sa mort et qu'on y trouva le cadavre déplacé et retourné, ce qui fit conjecturer qu'il avait été enseveli dans un état de léthargie, qu'il s'était réveillé ensuite et qu'il était mort dans cette situation.

Ce qui doit être principalement signalé dans la philosophie de Duns Scot, ce sont ses rapports avec celle de saint Thomas : la lutte de ces deux écoles est une des plus remarquables que présente l'histoire de la philosophie scolastique. Ce qui faisait le principal sujet du dissentiment des deux philosophes, c'était leur opinion au sujet de la liberté, soit dans la nature divine, soit dans la nature humaine. Saint Thomas définissait la liberté comme étant l'union de la pensée et de la volonté; il admettait la liberté en Dieu et dans l'homme, mais il la concevait comme étant nécessairement réglée par les lois de la pensée. On ne peut pas contester que saint Thomas ne soit tombé dans l'erreur qu'on a reprochée plus tard à l'école cartésienne, celle de donner trop d'importance à la pensée et pas assez à la volonté. Comme l'école de saint Thomas était soumise à l'orthodoxie catholique, cette tendance l'a conduite seulement à renouveler les idées de saint Augustin sur l'action absolue de la grâce ; dans l'école purement rationnelle de Descartes, cette même tendance a abouti à une doctrine beaucoup plus dangereuse, le spinozisme.

Scot fait une part plus grande au libre arbitre : il regarde la volonté comme étant une causalité libre, une spontanéité absolue; c'est de cette spontanéité que dérive, suivant lui, toute moralité. Par rapport à la nature divine, Scot n'admet pas, comme saint Thomas, que la liberté de l'Être-Suprême soit limitée par les lois de son intelligence et de sa sagesse; il lui attribue un libre arbitre absolu. Il en est de même par rapport à la nature humaine. Saint Thomas, attribuait les vertus des hommes à l'action de la grâce : Scot les attribue au libre arbitre. On sait que cette grande question métaphysique a divisé dans tous les temps les docteurs de l'Église catholique, qui a condamné quelques idées fausses émises sur ce sujet, mais qui a eu la sagesse de ne pas vouloir imposer aux chrétiens aucune solution absolue par rapport à ce mystérieux problème.

Dans la question du libre arbitre, Scot se rapprochait d'Aristote plus que saint Thomas; pour la nature des idées générales, c'est au contraire saint Thomas qui défend la doctrine d'Aristote, tandis que Scot, qui croit être aristotélique, défend en réalité la théorie de Platon. On sait que le problème de la nature des idées générales était regardé au moyen-âge comme le pivot de toute la philosophie. Le nominalisme, défendu au XI^e^ siècle par Roscelin, avait été anathématisé par l'Église. Au XIII^e^ siècle le réalisme triomphait, mais seulement en apparence; car si Duns Scot est réaliste, saint Thomas ne l'est pas. Il admet que les idées existent en dehors des choses, non pas en acte ni en réalité, mais seulement en puissance, ce qui détruit le principe fondamental du réalisme.

La discussion des thomistes et des scotistes sur les idées générales n'a pas beaucoup contribué aux progrès de la philosophie, non plus que toutes celles qui ont eu lieu dans le moyen-âge sur le même sujet. Cela provient surtout de ce qu'à cette époque on suivait encore la terminologie obscure de Platon et d'Aristote et on posait la question des idées d'une manière tout-à-fait inexacte. C'est

encore aujourd'hui une question débattue que de savoir ce qu'entend Platon lorsqu'il dit que les idées existent, χώριστα, indépendamment des choses particulières. Veut-il dire que les idées existent *séparées* des choses ou seulement *distinctes?* Aristote a fondé toute sa polémique sur la supposition que les idées platoniciennes existent séparées des choses, mais nous croyons qu'Aristote s'est trompé à cet égard. Sans doute Platon a donné lieu à cette interprétation de ses doctrines par sa terminologie inexacte, mais il nous semble cependant assez facile de reconnaître qu'il admettait les idées distinctes des choses, mais non pas séparées; c'est ce que prouve en particulier un passage du Phédon où il est question de la παρουσία des idées dans les choses.

Cette confusion et cette ambiguité de termes, qui existent dans la philosophie de Platon et d'Aristote, se trouvent bien plus grandes encore dans leurs commentateurs, Boèce, Cassiodore et les autres. Il n'y a eu aucun philosophe du moyen-âge qui ait démêlé les équivoques qui étaient au fond du grand débat des deux écoles: de là le peu de valeur et le peu d'influence durable de leur polémique sur ce sujet.

Les théories de Duns Scot sur le libre arbitre et sur les idées générales sont les deux parties les plus importantes de sa philosophie. Dans son système théologique, ce qui mérite le plus d'être remarqué, c'est son opinion sur la *conception immaculée de la Vierge*. Scot est un des premiers écrivains qui aient envisagé clairement cette doctrine. Après lui, elle devint générale parmi les théologiens de l'Église catholique, et en 1497 la Faculté de théologie de Paris statua que personne ne serait reçu au degré de docteur s'il ne s'engageait par serment à soutenir l'immaculée conception. *Voy.* ce mot.

Telles sont les doctrines les plus importantes de Duns Scot : elles ont fait sa gloire au XIII^e^ siècle et sont restées cependant peu importantes dans les jugements de la postérité. Une des causes du discrédit jeté sur Duns Scot a été le surnom de *docteur subtil* que ses contemporains lui avaient donné. On avait alors l'habitude de donner des surnoms semblables aux savants illustres, et de même que saint Thomas avait été surnommé le *docteur angélique* et saint Bonaventure le *docteur séraphique*, Duns Scot fut surnommé le docteur subtil. Mais ce mot de *subtil* n'avait point à cette époque le sens que nous lui donnons maintenant: alors c'était un éloge. Un écrivain du XVI^e^ siècle, Jérôme Cardan, dit que l'on peut mettre en question lequel est le plus subtil, Aristote, Euclide ou Duns Scot.

Duns Scot est un des écrivains qui se sont montrés le plus attachés aux formes et aux idées de la scolastique; cependant il a beaucoup contribué à les renverser. La division à laquelle il donna lieu, et qui montrait la scolastique en désaccord avec elle-même, ébranla la confiance qu'on avait dans l'autorité de cette dernière et contribua ainsi à l'émancipation de la pensée. Ce fut un disciple et un compatriote de Duns Scot, Jean d'Occany, qui, dans le siècle suivant, releva l'étendard abattu du nominalisme et porta à la scolastique des coups dont elle ne s'est jamais relevé. — Les œuvres de Duns Scot, imprimées à Lyon, 1639, forment 12 tomes reliés en 13 volumes in-fol. AM. P-ST.

DUNSTAN (SAINT), fameux archevêque de Cantorbéry auquel les croyances populaires et les légendes des moines ont attribué un grand nombre de miracles. Né l'an 924 d'une noble famille du comté de Wessex, il entra encore jeune dans les ordres, étudia la philosophie, la théologie, la peinture, la musique, l'art de travailler les métaux, etc., et fut présenté par son oncle Athelm à la cour du roi Athelstan, dont il devint le favori; mais bientôt, desservi par les courtisans, il se retira à Glastonbury, où il se consola avec le Créateur de la perfidie des créatures. C'est là que se place la fameuse légende qui a rendu son nom si populaire en Angleterre et en Écosse. Un jour qu'il travaillait à sa forge, le diable vint, sous un déguisement, lui demander quelque ouvrage : sur le refus de Dunstan, il lui échappa un jurement qui le trahit; alors celui-ci, prenant ses pinces rougies au feu, saisit le malin esprit par le nez, en le secouant

avec force, et lui fit pousser des cris qu'on entendit de plusieurs milles à la ronde. Ce qui est mieux avéré, c'est que Dunstan vint successivement à la cour des rois Edmond, Edwy et Edgar, où la hardiesse de ses leçons lui attira plus d'une disgrâce. Cependant il fut nommé évêque de Worcester en 957, abbé et archevêque de Glastonbury et archevêque de Cantorbéry en 961. L'ordre de saint Benoît trouva en lui un puissant protecteur. Il chassa de leurs abbayes tous les moines débauchés pour mettre à leur place des bénédictins. En 988, prêchant le jour de l'Ascension, il termina, comme Bossuet, par un pressentiment mélancolique de sa fin prochaine. Tous les auditeurs fondirent en larmes. Il mourut en effet cette année, à l'âge de 64 ans. Les moines l'ont exalté outre mesure. Son biographe Osbert affirme sérieusement qu'avant sa mort il fut transporté dans le ciel, où il assista au mariage de sa mère avec Dieu le père. Les historiens philosophes lui reprochent au contraire d'avoir, par l'abus des institutions monastiques, abruti les peuples devenus une proie facile pour les conquérants saxons et normands. On a de lui, sous le titre de *Concordia regularum*, un recueil d'anciennes constitutions monastiques, destiné à ramener les moines à l'ancienne rigueur des règles. R-Y.

DUO (en italien *duetto*), morceau de musique à deux parties concertantes, destiné à être chanté par deux voix ou exécuté sur deux instruments. Le *duo vocal* admet l'accompagnement, soit d'un orchestre complet, soit de plusieurs instruments ou d'un seul, tel que le piano, la harpe, la guitare, tandis que le *duo instrumental* ne se compose que des deux parties récitantes et cesserait de porter le nom de *duo* si d'autres instruments venaient s'y joindre. Quant à la forme, l'un et l'autre ont subi des changements suivant le progrès de l'art et le génie des compositeurs.

Dans l'origine, la coupe du duo vocal lyrique, se réglant sur celle des airs, était disposée d'une manière qui ne pouvait que nuire à l'effet dramatique. Il commençait par un mouvement lent qui se terminait dans le ton du morceau; puis venait un mouvement vif; après quoi l'on reprenait le premier mouvement qui était répété en entier pour finir le morceau. Cette forme stationnaire, indépendamment de la monotonie qui devait en résulter, avait le grave inconvénient de détruire assez souvent l'effet produit par l'*allegro*. Mais l'usage de cette coupe s'est longtemps perpétué, et c'est un des mérites de Piccinni d'y avoir porté une heureuse réforme. Aujourd'hui le compositeur, variant à l'infini les formes des duos, ne reconnaît pour guide que la situation dramatique des personnages qu'il fait chanter.

Dans l'opéra sérieux italien le rôle principal d'homme était autrefois, comme on sait, joué par un castrat (*voy.*). Il s'ensuivait naturellement que les plus beaux duos se composaient pour deux voix de dessus ou de *soprano*. Aujourd'hui le rôle du héros, de l'amoureux, étant chanté par un ténor, c'est pour cette voix et celle de dessus que sont écrits la plupart des duos passionnés. Si, comme le prétendent quelques auteurs, et nommément J.-J. Rousseau, les duos à voix égales, et surtout ceux pour deux dessus font le plus d'effet (ce que, du reste, nous ne saurions admettre sans restriction), il n'en est pas moins vrai que la vérité dramatique a beaucoup gagné à ce que l'usage de faire chanter des castrats ait été abandonné; car ces rôles d'hommes chantés par des voix féminines choquaient la raison. D'ailleurs la différence du timbre de deux voix ajoute au charme de l'harmonie; rien de plus délicieux qu'une belle voix de ténor s'unissant aux accents d'un beau dessus.

De même que le duo vocal lyrique se calquait, dans l'origine, sur l'air, le duo instrumental suivait la coupe de la sonate et n'était pour ainsi dire qu'une sonate dialoguée, se divisant, comme elle, ordinairement en trois morceaux d'un caractère différent, allegro, adagio ou andante, et rondo. Les compositeurs ne tardèrent pas à sentir le besoin d'introduire de la variété dans la disposition de ces morceaux, d'en ajouter, d'en retrancher, enfin de se mouvoir avec toute la liberté du génie dans une forme qui, sans cela, aurait fatigué par la monotonie.

Parmi les duos pour instruments égaux, ceux pour deux violons et ceux pour deux flûtes sont le plus en usage. Mais aucun instrument n'en manque complétement; il y en a pour deux trombones comme pour deux flageolets, et il ne se passera pas beaucoup de temps avant que l'on en écrive pour deux accordéons. Au reste la composition d'un bon duo est chose moins facile qu'on ne le pense: aussi y a-t-il tous les jours une plus grande abondance de mauvaises productions de ce genre, et tel compositeur se pare du titre de *duo*, lorsqu'il n'a véritablement écrit qu'un *solo* avec accompagnement d'un second instrument. G. E. A.

DUODÉCIMAL (SYSTÈME). C'est le système de numération (*voy.*) qui a pour base le nombre 12. Il exige deux caractères de plus que le système vulgaire. On a l'habitude de représenter les nombres 10 et 11 par les deux premières lettres de l'alphabet grec α et β. Pour écrire un nombre dans le système duodécimal, on le divise par 12 : le reste de la division représente les unités du premier ordre; on fait subir au quotient la même opération, et le nouveau reste que l'on obtient représente les unités du second ordre; on continue ainsi jusqu'à ce qu'on arrive à un quotient plus petit que 12 : ce quotient peut être considéré comme le reste qu'on obtiendrait en essayant une nouvelle division; il donne les unités de l'ordre le plus élevé. Il ne reste plus ensuite qu'à écrire les uns à la gauche des autres les caractères qui représentent dans ce système les différents restes successifs fournis par cette série d'opérations. En appliquant cette méthode au nombre 4290 (syst. déc.), on trouvera qu'il est représenté par 2596 dans le système duodécimal. Pour repasser de ce dernier nombre au premier, il suffirait d'ajouter tous ses chiffres après avoir multiplié le premier par 1 (12^0), le second par 12 (12^1), le troisième par 144 (12^2), le quatrième enfin par 1728 (12^3).

Dans le système duodécimal, les nombres 2 et 3 jouissent des propriétés correspondantes à celles des nombres 2 et 5 dans le système décimal, comme étant les seuls facteurs premiers de la base. Les caractères de divisibilité par les nombres 11 et 13, entre lesquels la base est comprise, sont les mêmes que ceux des nombres 9 et 11 dans le système ordinaire: ainsi le nombre 2596 (syst. duod.) est divisible par 11, parce que la somme de ses chiffres est divisible par 11; il est divisible par 13, parce que la différence entre la somme des chiffres de rangs pairs et celle de chiffres de rangs impairs est égale à zéro. Il faut bien remarquer que les propriétés qui tiennent aux rapports de grandeurs des nombres ne changent pas avec les systèmes : un nombre qui est divisible par 11, ou qui est un carré parfait dans un système, sera divisible par 11, ou carré parfait, dans tous les systèmes possibles; seulement les caractères au moyen desquels on pourra reconnaître immédiatement l'existence de ces propriétés varieront d'un système à l'autre. L-L.

DUODENUM, portion du canal digestif qui succède immédiatement à l'estomac chez les animaux supérieurs et dans lequel s'accomplit la conversion du chyme en chyle (*voy.* ces mots). Il a reçu son nom de sa longueur d'environ douze travers de doigt; les anciens le nommaient aussi *ventriculus succenturiatus* ou estomac secondaire. Dans sa cavité viennent se rendre le canal cholédoque, qui y verse la bile du foie et de la vésicule, et le canal pancréatique, qui amène le liquide sécrété par le pancréas. Situé au-devant de la colonne vertébrale, le duodénum communique avec l'estomac par le pylore et se continue par son autre extrémité avec l'intestin grêle; sa structure est analogue à celle des intestins; seulement il présente à l'intérieur un grand nombre de replis connus sous le nom de valvules conniventes, lesquels sont destinés à multiplier les points de contact de l'intestin avec les substances qui y sont renfermées.

C'est à l'inflammation du duodénum que M. Broussais et son école rapportent, non sans quelque raison, beaucoup d'affections chroniques signalées par le désordre de la digestion. F. R.

DUPATY (CHARLES-MARGUERITE-JEAN-BAPTISTE MERCIER), né à La Rochelle en 1744, mort à Paris en 1788, a laissé une mémoire honorée à la fois

par de nobles résistances au pouvoir absolu, par des actions d'une haute philanthropie et par des travaux utiles à l'humanité.

Avocat général, à 23 ans, près le parlement de Bordeaux, d'éloquents réquisitoires y avaient déjà fondé sa renommée. Elle s'y accrut encore quand il prononça l'énergique discours dans lequel il s'éleva contre les lettres-patentes par lesquelles le courageux La Chalotais était soustrait à ses juges naturels. Cette généreuse conduite fut punie par une détention à Pierre-en-Cise, et ensuite par un exil qui ne se termina qu'à la mort de Louis XV.

Réintégré alors dans ses fonctions, Dupaty fut bientôt présenté pour une charge de président-à-mortier au parlement de Bordeaux. Une majorité composée de vieilles têtes parlementaires s'opposa à son admission; deux grands torts lui furent reprochés : il était trop peu noble et trop philosophe. Mais Louis XVI régnait alors; Malesherbes et Turgot étaient ses ministres; on savait mieux apprécier la vertu et le talent, et Dupaty fut nommé par ordre du roi, malgré les cabales et les pamphlets.

Ce fut en 1786 que la fameuse affaire des *trois roués*, dans laquelle il démontra l'innocence de trois hommes condamnés à ce supplice atroce par le bailliage de Chaumont, vint ajouter à sa réputation; son temps, son argent, son talent, tout fut prodigué par lui pour la cause de ces infortunés. Toute la France lut avec un vif intérêt et ses mémoires pleins de force et de logique et son admirable plaidoyer. Cette circonstance lui inspira aussi ses *Réflexions historiques sur les lois criminelles* (1788), où il fit si bien ressortir les abus de l'instruction secrète et les dangers de la barbarie de nos codes.

Fatigué des tracasseries qu'on lui suscitait à Bordeaux, le président Dupaty était venu habiter la capitale, où l'appelaient d'ailleurs d'illustres amitiés, entre autres celle de d'Alembert. Il y épousa la fille de Fréteau, nom célèbre dans la magistrature. Un voyage à l'étranger lui donna l'occasion de publier, comme délassement de ses travaux judiciaires, ces spirituelles *Lettres sur l'Italie* (1788 et 1796, 2 vol. in-8°, puis souvent réimprimeés) que loua La Harpe lui-même, ce sévère critique, tout en y signalant *de brillants défauts*. Des succès de plus d'un genre le recommandaient au choix de l'Académie Française quand il se mit sur les rangs en 1787 ; mais sa modestie l'engagea à se retirer devant la concurrence du chevalier de Bouflers, et il renonça à un honneur qui, sans doute, lui eût été décerné plus tard.

Dupaty fut enlevé à 44 ans à la magistrature et aux lettres, presqu'à la veille de cette révolution qui allait accomplir les importantes réformes qu'il avait demandées et prévues; il n'a point joui du bonheur de voir, ce qui est bien rare, trois fils continuer, dans diverses carrières, l'illustration de son nom, et recueillir comme lui l'estime et les suffrages publics. M. O.

DUPATY (Louis-Marie-Charles-Henri Mercier), statuaire, fils aîné du précédent, naquit à Bordeaux le 29 septembre 1771. L'auteur des célèbres *Lettres sur l'Italie* fut d'abord son seul maître, puis le directeur de ses études. Les beaux-arts et notamment le dessin entrèrent dans le plan d'une éducation à laquelle sa famille attachait une grande importance. A 19 ans, le jeune Dupaty fut reçu avocat; mais l'appel aux armes de tous les Français de 18 à 25 ans disposa autrement de son avenir. Il servit d'abord comme dragon dans les armées de la république, ensuite comme ingénieur-géographe. Rendu à la vie civile vers 1795, il suivit son goût pour les arts, abandonna le paysage qu'il avait étudié chez Valenciennes, et s'adonna à la peinture historique sous la direction de Vincent. Peu satisfait de ses essais, reconnaissant que le sentiment de la couleur lui avait été refusé par la nature, il voulut quitter les arts, qui paraissaient ne devoir lui procurer ni gloire ni fortune, pour reprendre la carrière de la magistrature, lorsque Lemot, qui avait reconnu en lui les qualités qui constituent le statuaire, lui révéla sa véritable vocation, l'attira dans son atelier, et, après trois ans d'études fortes, secondées par une volonté ferme, le mit en état de concourir au grand prix et d'emporter la palme. Le sujet du concours était *Péri-*

clès visitant Anaxagore. Malheureusement l'interdit jeté alors sur l'école fondée à Rome par Louis XIV ferma à Dupaty la route de l'Italie. Il lui fallut attendre, comme les autres lauréats de l'époque, qu'un temps plus prospère rouvrît les portes de l'Académie. Aussi avait-il 33 ans lorsqu'il fut envoyé à Rome, et il commença ainsi ses études à l'âge où d'autres les terminent. Cette pensée, que le public n'aurait pas pour lui l'indulgence qu'on doit à un jeune débutant, le rendit extrêmement difficile sur ses productions ; on le vit recommencer à plusieurs reprises le modèle de la plupart de ses premiers ouvrages, et en particulier de sa statue de *Philoctète*, d'abord traitée de bas-relief, puis de ronde-bosse (cette dernière est à Compiègne); de sa *Biblis mourante changée en fontaine* (au Louvre), de sa *Vénus génitrix* (galerie du jardin du roi); de sa *Vénus devant Páris* (galerie du Luxembourg), ouvrages capitaux qui fondèrent sa réputation, et dont les marbres, pour la plupart, ont été exécutés en France sur les modèles rapportés d'Italie. A son retour à Paris, en 1811, Dupaty voulut se signaler par l'un de ces magnifiques sujets qui réclament toutes les ressources de la poésie et de l'art : *Ajax bravant les dieux* (galerie d'Orléans), exposé en modèle en 1812 et en marbre en 1817, fut cet ouvrage par excellence; on loua généralement la grandeur et la simplicité de sa conception, son caractère vraiment homérique; on y reconnut cette science profonde, cette érudition que donne la méditation des chefs-d'œuvre de l'antiquité. Son groupe de *Cadmus vainqueur du dragon de Castalie* (au Louvre), exécuté en marbre avec une adresse admirable d'après un modèle fait en Italie, est, après l'Ajax furieux, le morceau le plus capital de son œuvre ; mais il demande à être vu sous un certain aspect, ayant été composé plutôt dans le sens du bas-relief que dans le sentiment de la ronde-bosse.

Tout homme initié aux secrets de l'art sait quels écueils attendent le sculpteur qui entreprend certains sujets traités par les statuaires anciens avec une perfection désespérante pour leurs successeurs, et combien il faut être imbu des principes auxquels ces immortels chefs-d'œuvre ont dû leur naissance pour ne pas s'en faire le simple copiste ou devenir novateur téméraire. Dupaty, dans sa *Vénus devant Páris*, déjà citée, en consultant la nature, cette source intarissable de beautés toujours variées, toujours nouvelles, a montré qu'il était possible de répéter sans les reproduire servilement les formes divines que nous admirons dans les ouvrages des Grecs. Mais si cet artiste a constamment réussi dans les sujets empruntés aux poètes de l'antiquité, il n'en est pas de même de ceux qu'un autre ordre d'idées lui a suggérés; du moins devons-nous convenir que sa *Vierge* de l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris, le dernier de ses ouvrages en marbre, se rapproche davantage du style païen que de ce caractère virginal et angélique donné par Raphaël à la mère du Christ.

Nous ne pouvons passer en revue toutes les productions qui ont assuré à Dupaty un rang honorable parmi le petit nombre de sculpteurs modernes qui ont compris la noble destination de leur art; rappelons seulement ses modèles des statues de la *Religion* et de *la Ville de Paris pleurant sur l'urne du duc de Berry*, destinées au monument expiatoire de la rue de Richelieu ; celui de la statue équestre de Louis XIII pour la place Royale à Paris, dont les marbres, sur son désir, furent exécutés après sa mort par son ami Cortot (*voy.*); *Ajax foudroyé*, pendant de son Ajax menaçant; le groupe d'*Oreste tourmenté par une Euménide*, au moment où il vient d'immoler sa mère qui expire à ses pieds, groupe dénué d'unité de style et composé, comme son *Cadmus*, pour être appliqué contre un mur, ou vu sous un seul aspect, et un *Jeune Berger* jouant avec un chevreau, figure admirable par une naïveté de nature qu'on rencontre rarement dans les autres productions du même artiste. Avant son départ pour l'Italie, Dupaty avait exposé un *Amour adolescent* présentant des fleurs et cachant des chaînes, espèce de madrigal peu propre à être traité en sculpture. David, en critiquant cette figure comme elle le méritait, eut la gloire de donner

une direction plus élevée au talent de son auteur. Dès ce moment il ne vit plus que l'antique, et il y puisa ce sentiment de noblesse, d'élévation, de force, qui est devenu le cachet de ses productions.

Honoré de tous ses confrères, aimé de tous ses rivaux, estimé de tous ceux qui le connaissaient, Dupaty fut successivement nommé membre de l'Institut (Académie des Beaux-Arts), lors de sa réorganisation, membre et depuis officier de la Légion-d'Honneur, de la commission d'artistes près la préfecture de la Seine, professeur de l'École royale des Beaux-Arts, etc. Il était depuis deux ans uni à la fille de Cabanis, lorsqu'il mourut le 12 novembre 1835. L. C. S.

DUPATY (Louis-Emmanuel-Félicité-Charles Mercier), frère du précédent et second fils du célèbre magistrat dont il porte le nom, est né à Blanquefort (Gironde) le 30 juillet 1775. Après quelques campagnes maritimes, où il se distingua principalement au combat du 4 juin 1794, et un court exercice de quelques fonctions, soit civiles, soit militaires, il vint dans la capitale pour y suivre la nouvelle carrière à laquelle l'appelaient ses goûts et ses talents.

Le jeune auteur obtint d'abord de nombreux succès au Vaudeville: *la Leçon de botanique*, *la Jeune Mère*, *le Jaloux malade*, etc., y furent remarqués comme des ouvrages remplis d'esprit, de fraîcheur et de grâce, auxquels on pouvait seulement reprocher quelques *concetti*, quelques madrigaux un peu trop *doratiques*.

M. Emmanuël Dupaty montra bientôt qu'il pouvait réussir dans un genre plus élevé, par sa grande comédie de la *Prison militaire* (1803), l'une des plus fortement intriguées du théâtre moderne. Il composa ensuite ces charmants opéras-comiques parmi lesquels on distingua, outre celui qui porte ce titre même, *Ninon chez Mme de Sévigné*, *la Jeune Prude*, *le Chapitre second*, etc., etc. Alors il était permis aux auteurs de ce théâtre de ne pas se borner à des *libretti*, et d'être pour quelque chose dans les drames lyriques : l'ingénieux écrivain y fut pour beaucoup.

On sait qu'un de ses opéras, *l'Antichambre*, devint, sous le consulat, le sujet d'une injuste persécution contre le poète: heureusement, des représentations, parmi lesquelles les plus puissantes furent, dit-on, celles de la bonne Joséphine, firent révoquer les ordres rigoureux de son époux. L'auteur, envoyé à Brest pour être embarqué comme réquisitionnaire, put revenir à Paris. *L'Antichambre* elle-même fut amnistiée à la condition de changer de nom, et, sous celui de *Picaros et Diégo*, cet opéra bouffon excite encore aujourd'hui la plus franche gaîté.

Sous la Restauration, M. Dupaty prouva qu'il avait à sa lyre des cordes plus graves, et qu'il savait les toucher avec le même talent. Inspiré par une noble indignation, son poème des *Délateurs ou trois années du* XIXe *siècle* (1819) fut à la fois un bel ouvrage et une bonne action.

Ce n'est pas seulement cette variété de succès et surtout le mérite de ce dernier écrit qui, en 1835, ont ouvert à l'auteur les portes de l'Académie Française: plusieurs de ses membres et beaucoup de gens de lettres ont déjà entendu la lecture d'une tragédie sur l'époque des croisades, à laquelle M. Dupaty met la dernière main. On assure que ce poème dramatique, rempli d'intérêt et de beaux vers, offre l'heureuse alliance et comme une sorte de fusion des deux écoles, une action vive, féconde en incidents, dégagée de confidences, de récits, en un mot de tout le vieux bagage *classique*, mais en même temps écrit dans la langue de Racine et de Voltaire. Il y a loin d'*Arlequin tout seul* à une œuvre de cette portée; mais il y avait loin aussi des vaudevilles de Piron à la *Métromanie*. M. O.

DUPERRÉ (Victor-Guy, baron), amiral, pair de France, ancien ministre de la marine, grand'-croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, de ceux de Charles III d'Espagne et du Danebrog de Danemark, naquit le 20 février 1775 à La Rochelle, où sa famille tenait un rang distingué. Son goût le portait vers la marine, et après avoir étudié pendant quelques années au collége de Juilly, il obtint de son père la permission de s'embarquer, comme pilotin, à bord d'un navire de commerce. Pour son début, il fit un voyage dans l'Inde, qui dura dix-huit mois.

A son retour, la France étant en guerre, il passa au service de l'état. Un jeune homme d'un caractère aussi ardent et d'une activité aussi extraordinaire que l'était Duperré ne devait pas rester longtemps dans les grades subalternes : il fut nommé enseigne de vaisseau en 1795 et embarqué sur une frégate qui, rencontrée le 22 avril 1796 par une division anglaise, soutint un combat de trois heures et demie contre un vaisseau de guerre. Enfin cette frégate, *la Virginie*, fut obligée d'amener son pavillon; Duperré, conduit en Angleterre, ne revit la France qu'après une assez longue captivité. Peu de temps après son retour, en 1800, il eut le commandement de la corvette *la Pélagie*, d'abord comme enseigne et ensuite comme lieutenant de vaisseau, et fut chargé de la protection des convois sur les côtes, puis envoyé à la côte d'Afrique et aux Antilles.

Après avoir été attaché, comme adjudant, à l'état-major de la flottille de Boulogne et à celui du préfet maritime de ce port, pendant deux ans, Duperré fut désigné pour faire partie de l'état-major du vaisseau *le Vétéran*, que commandait Jérôme Bonaparte, et avec lequel il fit une campagne dans les mers du cap de Bonne-Espérance, au Brésil et aux Antilles. Nommé capitaine de frégate au mois de septembre 1806, il prit le commandement de *la Syrène*. Cette frégate, après avoir rempli une mission aux Antilles, vint, de concert avec l'*Italienne*, attérir sur les côtes de Bretagne. Elles faisaient route pour le port de Lorient, lorsque, le 22 mars 1808, elles se virent chassées par une division de deux vaisseaux et trois frégates, qui leur coupaient le chemin. Obligées l'une et l'autre de chercher protection sous les forts de Groix, *l'Italienne* y parvint facilement; mais il n'en fut pas de même de *la Syrène*, qui ne put rallier la côte qu'en se battant des deux bords pendant cinq quarts d'heure, avec un vaisseau et une frégate. Sommé à trois reprises différentes de se rendre par ces mots : *Amène ou je te coule!* Duperré répondit : *Coule, mais je n'amène pas; feu partout!* Forcé enfin de s'échouer pour ne pas tomber au pouvoir de ses adversaires, Duperré mit tant d'habileté dans sa manœuvre que trois jours après il avait renfloué sa frégate, et rentrait à Lorient, en passant à travers les nombreux croiseurs anglais qui bloquaient ce port. Cet acte de courage et d'habileté fixa sur Duperré l'attention de l'empereur Napoléon, qui, en lui faisant témoigner sa satisfaction, le récompensa par le grade de capitaine de vaisseau.

Au mois de juillet 1808, le capitaine Duperré prit le commandement de la frégate *la Bellone*. Il appareilla de Saint-Malo dans les premiers jours de janvier de l'année suivante, se dirigeant sur l'Ile-de-France, dont il allait renforcer la station. Chemin faisant, il prit et brûla quatre bâtiments anglais et un portugais tous richement chargés. A l'attérage, il trouva l'Ile-de-France étroitement bloquée par de nombreux croiseurs, et il se vit chassé par les meilleurs marcheurs; toutefois il sut leur échapper par de savantes manœuvres, et il parvint à se rendre à sa destination.

Après avoir débarqué les munitions dont il était chargé pour la colonie et avoir fait faire à *la Bellone* les réparations qui lui étaient nécessaires, le capitaine Duperré appareilla en présence d'un vaisseau, d'une frégate et d'une corvette qui croisaient à l'entrée du port, et qui le chassèrent pendant plusieurs jours sans pouvoir l'atteindre. Débarrassé de leur poursuite, il touche d'abord à Madagascar, où il avait mission de former un établissement pour approvisionner l'Ile-de-France en salaisons; il se dirige ensuite vers le golfe du Bengale, et établit sa croisière à l'embouchure du Gange. A peine arrivé, il s'empare, à la suite d'une courte mais vive défense, de la corvette *le Victor*, de 20 canons et de cent hommes d'équipage. Peu de jours après, il capture successivement deux bâtiments anglais qu'il expédie pour l'Ile-de-France. Le 22 novembre 1809, *la Bellone* a connaissance d'une frégate sous pavillon portugais : elle se met à sa poursuite. Après une chasse d'environ vingt-quatre heures, elle la joint et engage avec elle, à portée de pistolet, un combat qui dure deux heures, et à la suite duquel cette frégate est forcée d'amener.

C'était *la Minerve*, de 48 canons et de 360 hommes d'équipage; elle venait du Bengale et retournait au Brésil.

Maître de deux bâtiments de guerre ennemis criblés de boulets et dont il ne pouvait réparer les avaries à la mer, ayant à bord près de cinq cents prisonniers qui l'encombraient, le capitaine Duperré, après avoir renvoyé ces prisonniers sur un des bâtiments capturés qu'il expédia en cartel, crut devoir lever sa croisière, et fit route pour l'Ile-de-France où il arriva le 1er janvier 1810.

Deux mois suffirent pour faire à *la Minerve* et au *Victor* les réparations qui leur étaient nécessaires, et le 14 mars suivant ces deux bâtiments réunis à *la Bellone*, sous le commandement de Duperré, mirent sous voiles pour une croisière; la division se porta d'abord au sud de Madagascar dans le canal de Mozambique, etc. Cette croisière fut signalée par de nouvelles captures et par des combats multipliés, parmi lesquels nous citerons celui que Duperré fut obligé de livrer à une division anglaise embossée avec la sienne dans la baie de l'île de la Passe où il s'était rendu de l'Ile-de-France, en pleine sécurité, ne croyant pas l'ennemi en possession de cette île et de l'île Bonaparte. Dans ce combat qui dura du 22 au 27 août 1810, il fut frappé au visage par une mitraille, renversé de dessus le pont dans la batterie et emporté sans connaissance. Le capitaine Bouvet, prit le commandement à sa place, et la lutte continua encore plusieurs jours jusqu'à l'arrivée d'une division commandée par le capitaine Hamelin. Alors l'issue des événements qui se passaient depuis cinq jours ne fut plus douteuse.

Les réparations s'avançaient, sa blessure se cicatrisait promptement, et le commandant Duperré entrevoyait avec joie le moment de pouvoir reprendre la mer, lorsque l'apparition de forces navales anglaises très supérieures donnèrent la certitude d'une attaque prochaine. Alors *la Bellone* et *la Minerve*, quoique encore dégréées, se réunirent à *l'Astrée* et à *la Manche*, et ces quatre frégates formèrent une ligne d'embossage, beaupré sur poupe, faisant front à l'ouverture du port, et en arrière d'une chaîne avancée qui en défendait l'entrée. Ces mesures paraissant de nature à déjouer toutes les tentatives de l'ennemi sur ce point, de nombreux détachements des équipages des frégates furent envoyés à terre à la disposition du capitaine général pour augmenter ses forces.

En effet, une expédition partie du cap de Bonne-Espérance, de Madras, de Ceylan et de Calcutta, et composée de soixante-quatorze bâtiments, au nombre desquels on comptait un vaisseau, douze frégates et plusieurs corvettes, se présenta devant l'Ile-de-France le 29 novembre 1810, et mit à terre dans la grande baie, à neuf lieues du Port-Napoléon, environ vingt mille hommes de troupes de débarquement. Le lendemain elles se portèrent en avant, et le 1er décembre elles marchèrent sur les lignes du port. La flotte anglaise vint prendre mouillage dans la baie du Tombeau, et elle y fut jointe par un nouveau convoi portant des troupes. Le 2, à la pointe du jour, toutes les frégates ennemies étaient sous voiles et paraissaient menacer le port d'une attaque. Les frégates françaises embossées se préparaient à une vigoureuse défense, lorsque leurs commandants furent instruits que le capitaine général envoyait des propositions au général commandant l'expédition anglaise. L'île se rendit, par capitulation, le 4 décembre. Les Anglais prirent possession de la rade et du port, où ils trouvèrent, outre les quatre frégates françaises, celles qui leur avaient été prises, ainsi qu'un assez grand nombre de bâtiments du commerce.

A son retour en France, Duperré reçut la récompense des services qu'il venait de rendre. Pendant son absence il avait été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur le 1er juin 1810 : il fut créé baron de l'empire le 20 août suivant, et, par une exception honorable, peut-être unique dans l'ordre, nommé commandant de la Légion le 20 décembre de la même année.

Au mois de septembre 1811, Duperré fut fait contre-amiral, et chargé du commandement de l'escadre légère de l'armée navale de la Méditerranée aux ordres du vice-amiral Émériau. Au com-

mencement de 1812, il fut nommé au commandement des forces navales françaises et italiennes dans l'Adriatique, et il y porta son activité ordinaire. Des travaux immenses s'exécutèrent à Venise, des chantiers de construction s'y élevèrent, et bientôt il se vit à la tête d'une escadre de trois vaisseaux, deux frégates et plusieurs corvettes armés par ses soins et montés par un personnel d'excellents officiers et marins qu'il avait organisé. Lors du blocus de Venise par l'armée autrichienne (1813 et 1814), le contre-amiral Duperré fut chargé par le vice-roi d'Italie de la défense des lagunes. Le système qu'il créa pour cette partie fut si bien combiné que l'ennemi n'osa rien entreprendre de ce côté.

Par suite des événements de 1814 et en exécution d'une convention passée entre le vice-roi et le général en chef autrichien, la place de Venise dut être remise. Cette convention ne faisant aucune mention des forces navales, le contre-amiral Duperré crut devoir se refuser à livrer celles qui se trouvaient sous son commandement; mais un article supplémentaire et spécial y ayant été ajouté, il se vit, à son grand regret, obligé de les remettre aux Autrichiens. L'Italie devant être évacuée par les Français, Duperré rentra en France à la tête d'une colonne composée des officiers et marins sous son commandement.

Les premiers moments de la Restauration ne lui furent pas favorables: sa gloire militaire et la haute réputation qu'il s'était acquise avaient suscité contre lui des jalousies qui le tinrent d'abord dans l'oubli; mais bientôt ces préventions s'éclipsèrent devant l'éclat de ses services, et au mois de juillet 1814 le roi Louis XVIII le créa chevalier de Saint-Louis.

En 1815, au retour en France de l'empereur Napoléon, nommé préfet maritime à Toulon dans un moment où un corps de troupes anglo-siciliennes débarqué à Marseille menaçait ce port, il parvint à le préserver de toute attaque, et conserva ainsi à la France l'un de ses principaux arsenaux et la flotte qui y était réunie.

A la fin de l'année 1818, Duperré fut appelé au commandement de la station navale des Antilles. Il porta son pavillon sur la frégate *la Gloire*, et pendant les trente-trois mois qu'il exerça ce commandement, il se fit remarquer par la prodigieuse activité qu'il mit à porter les forces sous ses ordres partout où elles étaient nécessaires pour protéger les bâtiments du commerce français contre les entreprises des pirates qui, depuis la révolution de l'Amérique espagnole, infestaient ces mers sous divers pavillons. Il en détruisit un grand nombre, et son nom devint pour eux un tel épouvantail que l'annonce de son arrivée suffisait pour rendre ces parages libres et sûrs.

Pendant cette campagne, le contre-amiral Duperré fut nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur par une ordonnance du 23 août 1820.

A son retour (1822), il fut chargé de l'inspection des quartiers de l'inscription maritime compris dans le 5^{e} arrondissement; puis, dans les premiers jours du mois de septembre 1823, il reçut l'ordre de se rendre le plus promptement possible devant Cadix, pour y prendre le commandement de l'escadre et hâter la reddition de cette place. Sorti de Brest le 8 septembre sur la frégate *l'Hermione*, il était le 17 devant Cadix. Sans s'y arrêter, il se porte sous le fort Santi-Petri, qui commande l'entrée de la rivière de ce nom, en détermine l'attaque par une division de l'escadre sous le commandement du contre-amiral Desrotours, et revient immédiatement devant Cadix pour en disposer le bombardement. Il quitte alors sa frégate et porte son pavillon sur le vaisseau *le Colosse*. Le 20, le fort de Santi-Petri est attaqué et pris, et le 23 on commence à bombarder Cadix. Pendant ce temps, une division de la garde royale, forte d'environ 5,000 hommes, s'embarque sur l'escadre pour opérer une descente dans l'île de Léon; mais à peine était-elle à bord qu'un coup de vent qui survint força l'escadre de prendre le large. Toutefois ces diverses opérations connues des partisans de la constitution jetèrent le découragement parmi eux et amenèrent la reddition de Cadix, qui eut lieu le 30 septembre, au moment où, le coup de vent ayant cessé, l'escadre reportait sur la terre pour exécuter le projet

qu'elle s'était vue forcée d'ajourner. Le 28 octobre suivant, le contre-amiral Duperré rentrait à Brest avec une partie de son escadre, ayant à bord la division de la garde royale qui avait été envoyée à Cadix. Cinquante-cinq jours lui avaient suffi pour remplir la mission dont il avait été chargé. Il en fut récompensé par le grade de vice-amiral, et le roi d'Espagne lui fit remettre la décoration de grand'-croix de l'ordre de Charles III.

Au commencement de l'année 1826, il fut nommé au commandement en chef des forces navales réunies dans les Antilles. L'un des points importants de sa mission était l'introduction d'agents du commerce auprès des nouveaux gouvernements du Mexique et de la Colombie. Les troubles qui existaient, à cette époque, dans les provinces de Venezuela et de Caraccas rendaient ces opérations extrêmement difficiles; cependant, au moyen des négociations qu'il entama avec les chefs de ces gouvernements, les agents débarqués sur les divers points assignés pour leur résidence furent tous accueillis. Après une campagne d'environ dix mois il opéra son retour à Brest.

Le vice-amiral Duperré exerçait les fonctions de préfet maritime à Brest, lorsqu'au mois de février 1830 il fut appelé à Paris. La question d'une expédition contre Alger avait été traitée depuis longtemps par une commission composée d'officiers supérieurs de la marine et de l'armée de terre, et elle était encore indécise, quand le gouvernement résolut de s'éclairer sur ce projet des lumières et de l'expérience de l'amiral. Dans les conférences qui eurent lieu à ce sujet chez le ministre de la guerre, Duperré ne dissimula point les difficultés de toute espèce dont cette expédition serait hérissée, et il représenta surtout avec force que la non-réussite de cette entreprise pouvait compromettre les forces navales qui y seraient employées. Cependant, lorsque l'expédition fut résolue et que le commandement lui en eut été confié, il n'écouta plus que le devoir, et il s'occupa dès lors, avec l'activité qui lui était naturelle, des moyens de remplir une mission dont le succès devait, en grande partie, dépendre de lui.

Muni de ses instructions, Duperré arriva à Toulon le 1^er^ avril 1830. A aucune époque la marine ne montra plus de dévouement et d'activité. Le 18, le général en chef comte de Bourmont s'embarqua avec lui sur le vaisseau *la Provence;* mais l'armée navale, retenue au mouillage par les calmes et les vents contraires, ne put mettre à la voile que le 25 mai. Elle se composait de 103 bâtiments du roi et de 572 navires du commerce et autres, ayant à bord 37,331 hommes et 4,008 chevaux*.

La flotte avait appareillé à la naissance d'une brise d'O.-N.-O. et elle faisait route en bon ordre, lorsque, dans la nuit du 27 au 28, elle fut assaillie par un fort vent d'E.-S.-E. à la hauteur de Minorque et de Maïorque. L'amiral la conduisit sous le vent des îles, où elle trouva un abri. Le temps étant devenu beau, après avoir rallié l'armée et le convoi et pourvu au départ de la baie de Palma de la flottille de débarquement, qui y avait relâché, il se dirigea sur la côte d'Alger. Le lendemain 29, au soir, on en eut connaissance à toute vue; le vent était à l'Est un peu frais. La flotte manœuvra pendant la nuit de manière à se trouver le lendemain, à la pointe du jour, à petite distance de terre. Effectivement, le 30, à quatre heures du matin, elle était dans le nord du cap Caxine, à cinq ou six lieues au plus. Mais la côte était couverte de nuages, l'horizon était chargé, la force du vent augmentait graduellement; la mer était très grosse, et tout annonçait un coup de vent. Alors la flotte, sur le bord du nord, s'éloigna de la côte avec des vents d'E. et d'E.-S.-E.

L'obligation où se trouvait l'amiral de tenir ralliée et en bonne route une masse de bâtiments de tant d'espèces et de quantités différentes, naviguant au plus près du vent, devenait presque impossible : aussi ne put-il se maintenir sur le méridien d'Alger. Trois jours consécutifs de forts vents d'E.-S.-E. ne laissant plus à l'amiral l'espoir de remordre sur la côte

(*) Cet article offre au lecteur le moyen de rectifier quelques inexactitudes contenues dans celui que nous avons consacré à Alger dans le tome I^er^, malheureusement très inférieur à tous les suivants. S.

au point arrêté pour la descente, le seul parti qui lui restât à prendre était de rallier, dans la baie de Palma, la réserve, ainsi que le convoi, et de maintenir l'armée sous le vent des îles, en attendant le beau temps.

La flotte mouilla dans cette baie le 2 juin. Elle en partit le 10, et le 12 elle aborda de nouveau la côte d'Afrique. Le 13, à huit heures du matin, elle défilait le long des forts et batteries de la ville d'Alger, et à sept heures du soir elle mouillait dans la baie de Sidi-Ferruch ou Torre-Chica, à l'ouest de la ville. La journée était trop avancée pour opérer le débarquement; mais l'amiral ordonna toutes les dispositions pour qu'il eût lieu le lendemain, à la pointe du jour. Effectivement, le 14, à quatre heures, la première division de l'armée, avec huit pièces de campagne, débarqua sous le feu des batteries de l'ennemi. A six heures la seconde division et toute l'artillerie de campagne étaient à terre. A six heures et demie le général en chef et son état-major débarquèrent, et à midi l'armée entière avait quitté les bâtiments qui l'avaient transportée. Le soir, après avoir enlevé les batteries ennemies, elle occupait les hauteurs en avant de la presqu'île de Sidi-Ferruch.

Il restait à l'amiral à appuyer par ses bâtiments de guerre les opérations de l'armée de terre sur les divers points de la côte, et à faire opérer le déchargement et la mise à terre de l'immense matériel embarqué. On y travailla sans relâche; mais cette opération pénible, à laquelle les officiers et marins apportaient un zèle extraordinaire, se trouvant souvent retardée par les mauvais temps qui survinrent et qui se renouvelèrent fréquemment, ne put être entièrement terminée que le 28 juin. *Voy.* BOURMONT.

Pendant ce temps, l'armée de terre était aux prises avec l'ennemi, et le 29 elle était maîtresse des positions qui dominaient le fort de l'Empereur. L'amiral, de son côté, contribuait au succès de ses opérations; ses bâtiments légers se portaient partout où leur présence était jugée nécessaire, et trois équipages de ligne, formant un total de 2,100 hommes, sous le commandement d'un capitaine de vaisseau, renforçaient la garnison du camp retranché établi à Sidi-Ferruch.

Pour seconder davantage encore les opérations de l'armée de siége, l'amiral avait ordonné une fausse attaque sur les batteries de mer de l'ennemi. Le 1^er^ juillet, une de ses divisions, favorisée par une brise maniable de l'ouest, défila sous les batteries depuis la pointe Pescade jusqu'au môle, à grande portée de canon, en ripostant de son feu à celui de l'ennemi. Cette division, parvenue à la portée des forts du môle, échangea ses boulets avec eux et continua sa route pour la baie.

De son côté, l'amiral, parti de la baie de Sidi-Ferruch avec le calme, faisait remorquer son vaisseau par un bateau à vapeur. En même temps sept de ses vaisseaux croisaient à l'ouvert de la baie, en communication avec elle et la partie de l'armée réunie devant Alger. Cette disposition était urgente pour la conservation et la sûreté de l'armée, qui déjà, dans trois coups de vent reçus du 13 au 26, avait été compromise.

Parvenu à la hauteur d'Alger le 2 juillet, l'amiral fit signal à la seconde escadre de le rallier, mais la faible brise qui régna toute la journée rendit ce mouvement très difficile. Le lendemain, toute l'armée étant presque ralliée, à dix heures et demie, l'amiral signala de serrer le vent, de se ranger en ligne de bataille sans observer d'ordre, et de se tenir prêt à combattre les forts. A deux heures et demie, l'armée navale, le vaisseau amiral en tête, commença à canonner la ville et les forts d'Alger; tous les vaisseaux, frégates, et même les bricks défilèrent sous le feu de toutes les batteries, depuis celle des Anglais jusqu'à celle du môle inclusivement. Les bombardes ripostèrent, sous voiles, aux bombes nombreuses lancées par les Algériens. A cinq heures l'amiral fit cesser le feu. Ainsi, pendant deux heures et demie, l'armée navale fut exposée, à demi-portée de canon, au feu de plus de 500 pièces d'artillerie, et ce mouvement, en opérant une puissante diversion aux forces de l'ennemi, ne contribua sans doute pas peu, par l'effet moral qu'il dut produire, aux événements qui succédèrent.

Le 4 juillet, à dix heures du matin, l'amiral fit signal à l'armée de se former sur une ligne de bataille, et de se tenir de nouveau prête à combattre les forts; mais vingt minutes après, au moment où elle allait commencer le feu, une explosion très forte se fit entendre, et une partie du fort de l'Empereur sauta en l'air. Cet événement avait fait suspendre l'exécution du projet de l'amiral, lorsque, quelques moments après, un canot parlementaire, ayant à bord l'amiral de la flotte algérienne, accosta le vaisseau *la Provence*. Cet envoyé venait réclamer, au nom du dey (*voy.*), la cessation des hostilités et demander la paix. A ce moment les batteries de l'armée de terre et celles des Algériens avaient aussi suspendu leur feu. L'amiral chargea l'envoyé de dire à son maître que les dispositions de l'armée navale étant subordonnées à celles de l'armée de terre, il devait s'entendre à ce sujet avec le général en chef. La soirée et la nuit se passèrent sans hostilités.

Le lendemain, à cinq heures du matin, le même envoyé vint renouveler ses sollicitations : l'amiral alors lui remit une note pour le dey, dans laquelle il lui signifiait qu'il ne recevrait plus aucune communication et qu'il ne cesserait les hostilités que lorsque le pavillon de France serait arboré sur les forts et batteries d'Alger.

Dès midi le pavillon algérien ne flottait plus sur le palais du dey et, à deux heures quarante minutes, le pavillon français était hissé sur la Casauba (Kasbah) et successivement arboré sur tous les forts et batteries. L'armée navale le salua de 21 coups de canon et des cris mille fois répétés de *Vive le roi!* Ainsi, en moins de trois semaines de siége, cette cité, considérée comme inexpugnable, et dont l'abaissement était, depuis tant de siècles, l'objet des vœux de l'Europe entière (*voy.* CHARLES-QUINT, DUQUESNE, EXMOUTH), se trouvait enfin au pouvoir des Français.

Cette conquête, à laquelle la marine a pris une part si grande et si glorieuse, a porté la réputation du baron Duperré au plus haut point de gloire. Élevé à la dignité de pair de France par ordonnance du 16 juillet 1830, il se vit compris dans la mesure générale qui annula les nominations faites par le roi Charles X; toutefois il ne tarda pas à recevoir un témoignage flatteur de l'estime et de la confiance du monarque que la nation venait de placer à sa tête : une ordonnance du 13 août 1830 le nomma pair de France et amiral.

Au mois d'octobre 1830, l'amiral Duperré fut nommé président du conseil d'amirauté, et par une ordonnance du 22 novembre 1834 il fut appelé par le roi aux fonctions de ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, qu'il a remplies jusqu'à l'époque du 22 février 1836. J. F. G. H-N.

DUPERREY (LOUIS-ISIDORE), capitaine de vaisseau, officier de la Légion-d'Honneur et chevalier de Saint-Louis, né à Mantes en 1784, entra dans la marine à l'âge de seize ans. Il avait été élève de Lacroix, à l'École normale de Paris. Il fut reçu aspirant de première classe en 1808, et il se trouva sur le vaisseau amiral *l'Océan*, dans l'affaire des brûlots de l'île d'Aix. De là il passa sur le vaisseau amiral *l'Austerlitz*, dans l'armée navale de Toulon. Enseigne de vaisseau au mois de juin 1811, il fit partie de l'état-major du vaisseau *le Suffren*. A la Restauration, en 1814, il fut embarqué sur l'un des bâtiments de la première station envoyée au Levant; mis en non activité en 1815, on le rappela au service l'année suivante, et il fut désigné pour être l'un des officiers de *l'Uranie*, sous les ordres de M. Freycinet (*voy.*). Dans cette campagne il prit une part très active aux travaux hydrographiques, et fut nommé lieutenant de vaisseau au retour, dans le mois de mars 1821. Alors il travailla, à Paris, à rédiger les cartes levées durant le cours du voyage. Il se réunit à son ancien collègue du *Suffren*, M. Dumont-d'Urville (*voy.*), et ces deux officiers présentèrent en commun le plan d'une nouvelle campagne d'exploration autour du monde. Le ministre Portal accueillit favorablement ce projet, mais il ne fut exécuté que sous M. de Clermont-Tonnerre, son successeur. En conséquence, M. Duperrey, chargé du commandement comme le plus ancien, mit à la voile sur *la Coquille*, le 11 août 1822.

La Coquille rentra dans les ports de

France au mois de mars 1825. Peu de temps après, M. Duperrey fut nommé capitaine de frégate et chargé par le ministre de la publication de son voyage.

Les travaux les plus remarquables du voyage de la *Coquille* sont la découverte de deux îles dans l'archipel Dangereux, l'exploration de l'île Oualan, jusqu'alors vaguement indiquée, et la reconnaissance de plusieurs des îles Carolines. Une immense quantité d'objets d'histoire naturelle furent recueillis et rapportés par les naturalistes de l'expédition. Enfin, diverses observations du magnétisme, du pendule et de météorologie, furent exécutées pendant la campagne.

Malgré le long espace de temps écoulé depuis le retour de l'expédition de *la Coquille*, la relation de cette expédition et des découvertes qu'elle a amenées n'est point encore terminée. Cet ouvrage, intitulé : *Voyage autour du monde exécuté par ordre du Roi sur la corvette de S. M.* la Coquille, *pendant les années* 1822, 1823, 1824 *et* 1825, se compose de quatre divisions : la Zoologie, la Botanique, l'Histoire et l'Hydrographie, et devait former environ 6 vol. in-4° avec 4 atlas de 352 planches. Un travail extrêmement étendu sur le magnétisme terrestre avait jusqu'ici absorbé tous les instants de l'auteur. Ce travail sur le magnétisme, auquel il attache une grande importance et qui doit placer son nom parmi les savants distingués de notre époque, est enfin terminé; il est fondé sur une théorie nouvelle qui paraît séduire tous les esprits. Nous avons déjà vu deux grandes cartes du globe terrestre, dans lesquelles plus de 20,000 observations de la déclinaison de l'aiguille aimantée, recueillies dans tous les voyages qui ont paru de 1300 jusqu'en 1836, sont représentées de la manière la plus naturelle, c'est-à-dire que la déclinaison en chaque lieu du globe y est indiquée par une petite flèche faisant avec le méridien terrestre un angle égal à sa propre valeur. C'est ainsi que le capitaine Duperrey semble être parvenu à tracer sur le globe la vraie figure des méridiens magnétiques qui leur sont perpendiculaires et qui sont en même temps des lignes isodynamiques déterminées avec une exactitude à laquelle il était impossible d'arriver en faisant usage seulement des observations d'intensité magnétique que l'on ne peut pas rendre comparables entre elles dans les longs voyages.

Entièrement livré à ces travaux scientifiques et éloigné depuis longtemps du service de mer, M. Duperrey a été mis en retraite par ordonnance du 17 janvier 1837, au moment où il venait d'atteindre la douzième année de grade de capitaine de frégate. L'année précédente il avait été nommé officier de la Légion-d'Honneur, sur la proposition de l'amiral Duperré. Le *Journal de la marine*, les bulletins des Sociétés de géologie et de géographie dont il est membre, et divers volumes de la *Connaissance des Temps*, contiennent des articles de cet officier*. C'est dans ce dernier ouvrage que se trouve le mémoire qu'il a publié sur les opérations géographiques faites dans la campagne de *la Coquille*. De M.

DU PERRON (Jacques Davy, cardinal) naquit dans le canton de Berne, en 1556, de parents réfugiés en Suisse pour cause de religion. Son père, Julien Davy, lui enseigna le latin et les mathématiques; puis, sans le secours d'aucun maître, Jacques apprit le grec, l'hébreu et la philosophie. Doué d'une mémoire prodigieuse, il acquit en peu de temps une foule de connaissances qui lui firent une grande réputation. Il vint à Paris, où il donna des leçons de langue latine. Du Perron était fort bel homme et s'exprimait avec éloquence et facilité; mais, suivant Tallemant des Réaux, il était fort colère et vindicatif. S'il faut en croire l'auteur des *Historiettes*, Du Perron, dans sa jeunesse, poignarda un homme avec lequel il s'était pris de querelle; heureusement que le grand crédit du poète Philippe Desportes, abbé de Tyron, qui le goûtait fort à cause de son esprit, le tira de cette mauvaise affaire. Du Perron en fut quitte pour deux mille écus qu'il donna aux parents du mort et que son ami lui prêta. Ce ne fut pas le seul service que l'abbé de Tyron lui rendit : après l'avoir fait rentrer dans le sein de l'Église catho-

(*) Au mot Courants marins, nous avons parlé des observations intéressantes qu'il a faites sur ce phénomène. S.

lique, il lui procura la place de lecteur d'Henri III, avec une pension de 1,200 écus. Du Perron embrassa l'état ecclésiastique, obtint plusieurs bénéfices, traduisit en vers français deux livres de l'Énéide, que Desportes et Bertaut vantèrent beaucoup. Mais ce qui accrut sa fortune et sa réputation, ce fut l'oraison funèbre de Marie Stuart, reine d'Écosse. Il s'attacha au cardinal de Bourbon, que les ligueurs firent un moment roi; puis il eut pour Gabrielle d'Estrées des complaisances qui lui valurent les bonnes grâces de Henri IV et l'évêché d'Évreux, en 1591. Du Perron, que Desportes avait ramené à l'Église catholique, essaya à son tour d'y ramener le roi. Il lui persuada que c'était l'unique moyen de rendre la tranquillité au royaume; il l'instruisit secrètement et assista à son abjuration. Envoyé à Rome avec le cardinal d'Ossat pour solliciter la levée de l'interdit lancé sur la France, il réussit dans sa mission et fut approuvé du roi, quoiqu'il se fût, dit-on, soumis à des conditions humiliantes. De retour dans son diocèse, il obtint des succès éclatants par ses prédications et fit rentrer une foule de calvinistes dans le sein de l'Église. Sponde, depuis évêque de Pamiers, et Sancy, général des Suisses, furent du nombre. Les calvinistes pour se venger de ces défections, lancèrent contre lui de sanglantes épigrammes auxquelles sa conduite privée ne donnait que trop beau champ. Sa fameuse conférence de Fontainebleau, en 1600, imprimée en un gros volume in-8°, accrut encore la réputation de Du Perron. Duplessis-Mornay, son adversaire, ou s'y défendit mal ou céda trop tôt la victoire. Mais Du Perron ne fut pas aussi heureux en combattant d'Aubigné, ni dans ses efforts pour ramener la sœur du roi (duchesse de Bar) à la religion catholique. Cependant le rituel qu'il publia dans son diocèse, et dans lequel il inséra la bulle *In cœnâ Domini*, que les parlements rejetaient comme contraire aux libertés de l'Église gallicane, lui valut le chapeau de cardinal, qui faisait l'objet de son ambition. Renvoyé à Rome en 1604, il obtint du pape qu'il ne prendrait aucun parti dans les disputes sur la grâce; il contribua encore à rétablir la paix entre le Saint-Siége et les Vénitiens. Nommé à l'archevêché de Sens, Du Perron revint à la cour remplir la charge de grand-aumônier et prit une part active aux disputes théologiques. Il défendit le livre de Bellarmin sur le pouvoir du pape; il provoqua la disgrâce de Richer, syndic de Sorbonne; il s'opposa, aux États-Généraux de 1614, à la signature du formulaire présenté par les députés du Tiers, et mourut d'une rétention d'urine.—On a de Du Perron le *Traité de l'Eucharistie contre Duplessis-Mornay;* la *Réfutation de toutes les observations des hérétiques sur des passages de saint Augustin;* le *Traité de la rhétorique*, l'*Oraison funèbre de Ronsard*, les *Ambassades*, et des vers fort médiocres. Ses œuvres complètes forment 3 vol. in-fol., et l'on a réuni dans un vol. in-12, intitulé *Perroniana*, des traits comiques et des mots scandaleux qu'on attribuait au cardinal. TH. D.

DUPES (JOURNÉE DES). C'est ainsi qu'on appelle dans l'histoire le 11 novembre 1630. Marie de Médicis et Gaston d'Orléans avaient arraché à Louis XIII, malade à Lyon, tandis que le cardinal de Richelieu était devant Casal, la promesse de destituer le ministre de toutes ses places : le cardinal, instruit de ces intrigues, vole à Versailles auprès du roi, et le décide sans peine à lui livrer ses ennemis. Ces derniers, qui avaient compté au moins sur la discrétion du roi, furent ainsi *dupes*. Richelieu se vengea sur la mère et le frère du roi, et sur leurs adhérents, avec une excessive rigueur. *Voy.* RICHELIEU. A. S-R.

DUPETIT-THOUARS (ARISTIDE-AUBERT), chevalier de Saint-Louis, chef de division des armées navales, naquit au château de Boumois, près Saumur, le 31 août 1760. Il avait à peine quatre ans que son grand-père, présageant déjà pour lui des destinées qui pourraient un jour servir à l'illustration de sa famille, voulut qu'il joignît à son nom celui de SAINT-GEORGES, qui jusque-là n'avait été affecté qu'aux aînés de sa maison, nom qu'il porta jusqu'à son entrée dans la marine. Aristide avait neuf ans révolus lorsqu'il alla s'asseoir sur les bancs de

La Flèche. Le régime de cette école était austère et méthodique : aussi eut-il beaucoup de peine à s'y plier. Il y était depuis quatre ans, lorsqu'enfin las d'être régenté, il conçut le projet de s'évader. L'entreprise était difficile, car non-seulement il fallait traverser un large canal rempli d'eau qui séparait la maison du parc, mais encore franchir les murs très élevés de l'enceinte. Son plan bien arrêté, il fait part de sa résolution à deux de ses camarades, qui, loin de l'en détourner, lui proposent de s'associer à son entreprise. Au jour fixé, nos trois étourdis, échappés à la surveillance de leurs maîtres, se jettent dans un batelet qu'ils trouvent attaché au bord du canal, gravissent le mur, et bientôt ils sont de l'autre côté. Mais à peine se sont-ils mis en route qu'on les saisit et que tous trois sont ramenés à l'école militaire, où l'on pense bien qu'une punition sévère leur fut infligée.

On sera peut-être curieux de connaître ce qui avait pu porter un enfant de treize ans à une entreprise aussi hasardeuse. Un volume de *Robinson Crusoé* était tombé entre les mains d'Aristide et il l'avait dévoré. Depuis ce moment son imagination ardente ne rêvait plus que voyages, navigation, îles désertes à découvrir, sauvages à policer, etc., etc., et il lui tardait de franchir l'enceinte de son collége, de se débarrasser du grec et du latin, pour devenir un nouveau Robinson.

A peine sorti de prison, il s'échappe de nouveau; mais cette seconde évasion ne lui réussit pas mieux que l'autre. Rattrapé et ramené au collége, il fut condamné à trois mois de détention, et l'on agita même la question de le renvoyer à sa famille comme un sujet incorrigible.

Un an après, Dupetit-Thouars sortit du collége de La Flèche pour entrer à l'École militaire de Paris.

Là il s'efforça par son application de justifier la bonne opinion qu'on avait de lui; mais toujours tourmenté par sa passion pour la marine, il s'attacha plus particulièrement à l'étude des mathématiques, qui seules pouvaient lui en faciliter l'entrée. Il y faisait déjà de rapides progrès, lorsque la réforme de l'école militaire vint, au commencement de l'année 1776, interrompre le cours de ses études.

Son admission comme cadet-gentilhomme dans un régiment d'infanterie, où bientôt il devint sous-lieutenant, ne détourna pas ses idées de la marine. En 1778, tout présageant une guerre prochaine entre la France et l'Angleterre, il écrivit au ministre de ce département pour lui demander à passer de l'armée de terre dans l'armée navale. Il reçut l'ordre de se rendre à Rochefort pour y subir son examen. Au comble de la joie, il quitte Metz, où il était en garnison, et arrive à sa destination. Il subit son examen avec un tel succès qu'il fut reçu le second au concours; sa nomination data du 1^er^ mars 1778 : il avait alors dix-sept ans et demi. *Je me crus maréchal de France*, écrivait-il depuis, *lorsqu'on me fit garde de la marine.*

Embarqué sur *le Fendant*, qui faisait partie de l'armée navale aux ordres du comte d'Orvilliers, il assista au combat que cette armée livra sous Ouessant, le 27 janvier 1778, à celle de l'amiral Keppel, et auquel ce vaisseau prit une part si glorieuse. L'année suivante, il assistait à la prise du fort Saint-Louis, du Sénégal, au siége de la Grenade, au combat du 6 juillet 1779, et aux trois combats que l'armée navale du comte de Guichen soutint contre celle de l'amiral Rodney, en 1780.

Toujours avide de ces hasards dont on court plus les chances à bord des frégates que sur les vaisseaux, Dupetit-Thouars obtint de s'embarquer sur *l'Amazone*, qui était destinée à croiser sur les côtes d'Espagne. Il visita avec cette frégate les ports des États-Unis, Porto-Ricco, Porto-Cabello, Curaçao, etc., et deux tempêtes successives lui firent connaître les douceurs du métier pour lequel il était si passionné.

Après la paix de 1783, Dupetit-Thouars, qui avait été nommé enseigne de vaisseau, passa sur *le Téméraire*, commandé par un ami de sa famille et dont la mission était de tenir station à Saint-Domingue : il y passa trois années consécutives. Dupetit-Thouars employa une partie de ce temps à étudier les mœurs et les usages de ce pays, et l'esprit d'observation philosophi-

que dont il était doué le servit merveilleusement dans ses observations. Son commandant lui ayant confié une goëlette, il explora les côtes de Saint-Domingue et en fit de nombreux relèvements. Les fatigues qu'il avait essuyées nécessitèrent son retour en Europe.

Après un premier voyage fort aventureux en Angleterre, où il espérait recevoir une mission de son gouvernement, Dupetit-Thouars y était retourné, lorsque le bruit du naufrage de La Pérouse et de ses compagnons parvint jusqu'à lui. Aussitôt son imagination s'enflamme, et il n'est plus occupé que du désir d'aller à la recherche de ce navigateur. Il écrit au ministre de la marine pour lui demander le commandement d'un bâtiment pour cette destination. Ne recevant point de réponse, il arrive à Paris, et là il publie le prospectus d'un armement particulier dont le but principal sera la recherche de *la Boussole* et de *l'Astrolabe*, et qui se terminera par la traite des pelleteries à la côte N.-O. de l'Amérique septentrionale.

Les souscriptions n'ayant pas produit la somme nécessaire pour subvenir aux frais de l'armement, il engagea son frère, officier au régiment de la Couronne, qui s'était déterminé à partager avec lui les dangers de son entreprise, à vendre ce qui restait de leur patrimoine, afin de la compléter. Louis XVI, dont l'âme généreuse accueillait avec intérêt tous les projets qui avaient pour but le soulagement de l'humanité, applaudit à celui de Dupetit-Thouars, et voulut que son nom fût placé sur la liste des souscripteurs. En outre il décida que lui, et les officiers qui l'accompagneraient, conserveraient leur grade en activité dans la marine, et qu'il leur serait payé deux années d'appointements à l'avance. L'Assemblée nationale voulut aussi y contribuer, et, le 22 décembre 1791, elle rendit un décret portant « qu'il sera délivré à M. Dupetit-Thouars, par la caisse de la trésorerie nationale, à titre de gratification, pour subvenir aux frais de son armement, une somme de 17,000 francs, et que le présent décret sera porté dans le jour à la sanction du Roi. » En arrivant à Brest, Dupetit-Thouars apprit qu'il avait été nommé lieutenant de vaisseau, à la date du 1er janvier 1792.

Ce fut seulement le 22 août que *le Diligent* put mettre à la voile; mais au moment de son départ Dupetit-Thouars se vit tout à coup séparé de son frère, dont on venait d'ordonner l'arrestation. Présumant tous deux que cette mesure n'était que préventive, ils se donnèrent rendez-vous à l'Ile-de-France : ils ne devaient plus se revoir.

La navigation du *Diligent* fut assez heureuse. Ayant relâché à l'île de Sel (l'une des îles du Cap-Vert) pour faire de l'eau, Dupetit-Thouars y trouva quarante marins portugais qui y avaient été oubliés à la suite de leur pêche. Ils mouraient de faim, leurs vêtements étaient en lambeaux, et ils n'attendaient plus que la mort. Il les prit à son bord et les transporta à Saint-Nicolas. A son arrivée dans cette île il la trouve livrée à la plus grande disette. Lui, qui ne savait résister à aucun mouvement généreux, fait débarquer une grande partie des vivres de son bâtiment et les fait transporter dans les magasins de la ville. A son départ les habitants, ayant l'évêque à leur tête, l'accompagnèrent jusqu'au rivage, en le comblant de bénédictions.

En quittant Saint-Nicolas, Dupetit-Thouars se dirigea sur Saint-Iago pour y renouveler ses vivres. Il y resta peu de temps, mais son équipage y avait pris le germe d'une maladie qui se développa à la mer, et qui, en peu de jours, lui enleva le tiers de ses marins. Cette circonstance le força de relâcher à l'île de Fernando de Noronha, qui était la plus proche du point où il se trouvait. La relâche d'un bâtiment français dans une île du Brésil à cette époque (fin de 1792) donna de l'ombrage aux Portugais, déjà instruits des événements qui se passaient en France. Dupetit-Thouars essaie de détruire les soupçons qui s'élèvent contre lui, il expose au gouverneur portugais l'objet de sa mission; mais celui-ci, sans égard pour ses réclamations, lui déclare que lui et son équipage sont prisonniers, que son navire est saisi et va être conduit à Fernambouc. On met à bord un capitaine portugais qui échoue le bâtiment en entrant dans le port. Ce

fut ainsi que Dupetit-Thouars vit se détruire sans espoir le généreux projet pour lequel il avait fait tant de sacrifices.

De Fernambouc il fut conduit à Lisbonne, ainsi que son état-major et son équipage : ils y éprouvèrent une assez longue captivité. Rendu enfin à la liberté au mois d'août 1793, Dupetit-Thouars, qui ne se souciait point de revenir en France à cette époque, forme, avec quatre de ses compagnons, le projet de se rendre aux États-Unis, et à cet effet ils s'embarquent sur un bâtiment de commerce qui avait cette destination. Toutefois avant de quitter Lisbonne il distribue à ses officiers et à son équipage 6,000 francs que le gouvernement portugais lui avait fait remettre comme produit de la vente des débris de son bâtiment.

Le séjour de Dupetit-Thouars dans l'Amérique du Nord fut d'environ trois ans. Pendant ce laps de temps il fit deux tentatives infructueuses pour gagner par terre la côte nord-ouest. Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, qui se trouvait alors aux États-Unis, lui ayant proposé de l'accompagner à Niagara, ils visitèrent ensemble la cataracte du fleuve de ce nom, laquelle passe pour la plus belle du globe.

En 1796, Dupetit-Thouars se décida à revenir dans sa patrie. Pendant son absence il avait été destitué, comme noble, de son grade dans la marine : à son retour on lui proposa d'y rentrer : il accepta, et il fut rétabli sur les listes dans le grade de capitaine de vaisseau au mois de mars 1796.

Lorsqu'au commencement de l'année 1798 l'expédition d'Égypte fut résolue, Dupetit-Thouars, qui était alors à Toulon, reçut le commandement du *Franklin*, destiné à faire partie de l'armée navale aux ordres du vice-amiral Brueys (*voy.*). Déjà il en avait fait l'armement, lorsqu'il reçut l'ordre de passer sur *le Tonnant*, de 80. Cette armée appareilla de Toulon le 19 mai 1798 ; le 9 juin suivant elle parut devant Malte, et, après avoir coopéré à la prise de cette île, elle se dirigea sur Alexandrie, et mouilla devant ce port le 1er juillet. Après le débarquement des troupes qu'elle avait à bord, elle alla mouiller le 3 dans la rade d'Aboukir, où elle s'embossa.

Au funeste combat que cette armée soutint, le 1er août suivant, contre celle de l'amiral Nelson, *le Tonnant* était le matelot d'arrière de *l'Orient* que montait l'amiral Brueys. Il le soutint vaillamment, et ce fut sous son feu que *le Bellérophon* amena son pavillon. *Le Majestic*, qui, en venant de prendre poste le long du *Tonnant*, avait engagé son bout dehors de beaupré dans le gréement du grand mât de ce vaisseau, reçut dans cette position tous les coups du *Tonnant*, qui, l'enfilant de l'avant à l'arrière, lui firent le plus grand mal. Son capitaine fut tué, presque tous les officiers furent blessés, et deux cents matelots environ se trouvèrent hors de combat. Ce ne fut qu'avec une peine infinie que ce vaisseau parvint à se dégager du feu meurtrier du *Tonnant* et réussit à s'établir en travers d'un des vaisseaux plus en arrière, qui probablement le reçut aussi chaudement.

Au moment où le feu se déclara à bord de *l'Orient*, les vaisseaux anglais qui le combattaient cessèrent de tirer sur lui, et réunirent leurs efforts contre *le Franklin* et *le Tonnant*. Ces deux vaisseaux soutinrent leur attaque avec une fermeté digne des plus grands éloges. En un moment ce dernier fut couvert de feu : Dupetit-Thouars, qui avait déjà reçu plusieurs blessures assez graves aux pieds et aux mains, eut les deux bras et une jambe emportés par une volée tirée à bout portant. Ainsi finit, à l'âge de 38 ans, cet officier à qui il n'a manqué qu'une plus longue existence, pour se placer au rang des hommes les plus célèbres de la marine française. J.-F.-G. H-N.

DUPHOT (Léonard), général de brigade, né à Lyon vers 1770, entra de bonne heure au service, en qualité de simple soldat. Il était encore sous-officier lorsque la révolution vint à éclater et fit de lui un adjudant-major d'un bataillon des volontaires du Cantal. Envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales, il y reçut, le 24 novembre 1794, le grade d'adjudant général chef de brigade, et en cette qualité il assista à la prise du fort de Figuières, où il se signala par un combat singulier qu'il eut à soutenir,

ainsi que le chef de brigade Lannes, contre un général espagnol. Les adversaires des deux officiers français furent blessés à mort, et cette circonstance assura la capitulation du fort. Réformé par le conventionnel Aubry, il fut presque aussitôt envoyé par Carnot à l'armée d'Italie, où de nouveaux exploits l'attendaient. Chargé de l'avant-garde du général Augereau, il tint en échec, le 7 janvier 1797, avec des forces très inférieures, à Bellivacqua, le comte de Hohenzollern; le 30 mars suivant, il fut nommé général de brigade, à la suite d'une brillante reconnaissance opérée, d'après les ordres de Bonaparte, à la tête de la vingt-cinquième demi-brigade.

La même année, le général Duphot consentit à accompagner Joseph Bonaparte dans son ambassade à Rome. Le plus bel avenir s'ouvrait alors devant lui: il était sur le point d'épouser la belle-sœur de l'ambassadeur, M^lle^ Clary, aujourd'hui reine de Suède. Il venait d'être nommé commandant des grenadiers de l'armée d'Angleterre lorsqu'un événement fatal vint tout d'un coup l'enlever à ces brillantes espérances d'avenir. L'arrivée d'un ambassadeur de la république française était devenu le signal de mouvements populaires ayant pour but l'établissement d'un gouvernement républicain à Rome. Des attroupements séditieux se formaient chaque jour dans le voisinage du palais de l'ambassade. Enfin l'autorité papale crut devoir sévir, et des soldats furent envoyés pour dissiper l'insurrection (27 décembre). De son côté, Joseph Bonaparte sortit du palais, accompagné du général Duphot et de l'adjudant général Sherlock. Duphot, n'écoutant que son courage, se jette entre les troupes et les séditieux; mais entraîné par les soldats jusque vers la porte *Septimiana*, il reçoit un coup de mousquet dans la poitrine, se relève aussitôt à la voix de l'ambassadeur et retombe percé de cinquante coups de baïonnettes. Joseph Bonaparte n'avait eu que le temps de rentrer au palais, avec l'adjudant Sherlock. Le corps de Duphot, arraché à la fureur de la populace par quelques serviteurs dévoués, fut porté à l'ambassade. Quelque temps après, le gouvernement français vengea ce lâche assassinat par le renversement du gouvernement papal. Le 15 février 1798, le général Berthier entra à Rome en vainqueur, et le 23 du même mois il fit faire une cérémonie en l'honneur de Duphot, dont les cendres placées dans une urne, furent déposées au sommet d'une colonne antique, sur la place du Capitole. De plus, la république romaine s'engagea à payer une indemnité de 150,000 francs à la famille du jeune général. Mais au mois de novembre suivant, le général Championnet, forcé de se retirer momentanément devant le roi de Naples, laissa Rome à la merci du peuple, dont le premier acte fut la destruction du monument élevé à la mémoire de Duphot.

Indépendamment de ses qualités militaires, le général Duphot s'est fait un nom à l'armée comme poète. Laïs a mis en musique son ode *Aux mânes des héros morts pour la liberté*, et les soldats la chantaient dans les marches ou dans les camps. D. A. D.

DU PIN (Louis-Ellies), docteur en Sorbonne, professeur de philosophie au collége royal, naquit le 17 juin 1657 en Normandie, et mourut à Paris le 6 juin 1719. Il fut un savant canoniste et l'un des auteurs les plus féconds et les plus laborieux de son temps. Le grand Arnauld, Racine et Rollin le comptaient au nombre de ses amis. Son *Traité de la puissance ecclésiastique et temporelle* (1707) a joui d'une assez haute réputation, mais le plus important de ses nombreux ouvrages est la *Bibliothèque des auteurs ecclésiastiques*, Paris, 1686 et ann. suiv., 58 vol. in-8°, réimprimés en Hollande en 19 vol. in-4°, format que Du Pin lui-même avait d'abord adopté. S.

DUPIN (André-Marie-Jean-Jacques), président de la Chambre des députés, grand'croix de la Légion-d'Honneur, procureur général près la Cour de cassation, membre de l'Académie Française et de celle des Sciences morales et politiques, né à Varzi (Nièvre) le 1^er^ février 1783, est l'aîné des trois frères qui ont par des titres divers acquis la considération et mérité la reconnaissance de leurs concitoyens. Déjà le nom de cette ancienne famille du Nivernais avait été si-

gnalé à l'estime publique par des services moins éclatants sans doute, mais dignes encore toutefois de quelque mention dans cette notice. Le père de celui à qui elle est consacrée, M. CHARLES-ANDRÉ Dupin, né à Clamecy en 1758, ancien avocat au parlement de Paris, a siégé honorablement à l'Assemblée législative et au conseil des Anciens; puis après avoir longtemps administré comme sous-préfet l'arrondissement qui l'a vu naître, il achève aujourd'hui, entouré de l'affection et du respect des siens, sa longue et utile carrière.

Ce furent de tels exemples qui se placèrent d'abord sous les yeux du jeune Jean-Jacques Dupin. Il n'eut de maître que son père pour toutes les études classiques. Il apprit par ses leçons le latin, l'histoire, la philosophie, les belles-lettres et les éléments des sciences exactes; puis, parvenu à l'adolescence, il vint à Paris pour y faire son droit. Ses premières années avaient décelé cette sorte de ténacité patiente dans le travail qui est le gage le plus certain des succès futurs : l'étudiant réalisa les promesses faites par l'écolier. A peine reçu avocat, il sortit sur-le-champ de ligne par quelques plaidoiries où se découvraient en germe des qualités qu'une constante application devait rendre plus tard si éminentes. Bientôt quelques ouvrages élémentaires qui attestaient des études consciencieuses et approfondies dans la science du droit, non moins qu'une sagacité bien rare à l'âge qu'avait alors l'auteur, vinrent ajouter à sa réputation naissante; en 1806, il soutint avec éclat la thèse pour le doctorat, et il concourut en 1810 pour une place de professeur. Peut-être qu'une justice plus exacte eût dû lui assurer le suffrage des juges du concours; mais dans ce cas, il faut rendre grâce à cette partialité qui l'écarta alors du professorat : sans elle M. Dupin aurait, selon toute apparence, enfoui dans l'école des talents précieux, et la France compterait peut-être aujourd'hui un grand orateur de moins.

Jusqu'en 1815 nous voyons M. Dupin continuer à suivre avec distinction, sous les auspices de Lacroix-Frainville, la carrière du barreau. A cette époque l'homme politique commence. Les électeurs de la Nièvre le nommèrent, en cette année mémorable, leur mandataire dans la Chambre des représentants. Là M. Dupin eut occasion de déployer sur-le-champ ce caractère d'indépendance et de ferme attachement aux libertés publiques qui ne s'est jamais démenti depuis. On proposait d'élever une statue à Napoléon, sur la place même où s'était effectué ce prodigieux débarquement qui venait de lui livrer une seconde fois la France. « Quoi donc! s'écria énergiquement le jeune député de la Nièvre, le poison de la flatterie chercherait déjà à se glisser dans cette enceinte! » Au moment du départ de l'empereur pour l'armée, M. Dupin demanda la formation d'une commission chargée d'extraire des constitutions et des lois de l'empire toutes les dispositions compatibles avec l'organisation d'un gouvernement représentatif; la Chambre, en effet, se flattait de doter le pays d'institutions véritables, au lieu du vain simulacre d'ordre constitutionnel qu'avait présenté le premier règne de Napoléon. La catastrophe de Waterloo vint rendre impossible une entreprise qui n'eût probablement pas été plus facile à réaliser si la fortune des armes se fût de nouveau prononcée pour l'empereur. Quoi qu'il en soit, M. Dupin unit ses efforts dans cette mémorable circonstance à ceux des membres qui provoquèrent une nouvelle abdication de la part du chef de l'empire et refusèrent de sanctionner le principe d'hérédité dans sa famille. Un juste discernement de la déplorable situation où se trouvait alors le pays révélait à M. Dupin que nos malheurs ne pouvaient plus qu'être aggravés par une aveugle obstination à maintenir ce trône impérial dont l'Europe en armes exigeait le renversement.

Après la seconde Restauration, M. Dupin, qui n'avait pas encore atteint l'âge requis pour la députation par la Charte de 1814, se vit rendu au barreau; et bientôt se présenta pour lui une occasion de faire paraître au grand jour des talents oratoires qui n'avaient eu encore qu'un éclat secondaire. Choisi par M. Berryer père pour le seconder dans la défense du maréchal Ney devant la Cham-

bre des pairs, il se montra digne de cette noble mission. Les efforts des deux avocats ne purent préserver une tête illustre vouée d'avance à la mort par l'esprit de réaction qui, à cette époque, se signala un instant par tant de fureurs; mais ils accomplirent consciencieusement le mandat qui leur était confié, et M. Dupin mérita par son zèle courageux d'associer son nom à la mémoire du *brave des braves*. On sait avec quelle honorable constance il en a poursuivi plus tard la réhabilitation. *Voy.* NEY.

Placé dès lors aux premiers rangs du barreau de Paris, M. Dupin se trouva naturellement appelé à figurer dans les plus importantes causes politiques qui marquèrent cette fatale période de la Restauration; l'honneur outragé d'une autre grande victime de l'époque, du maréchal Brune, trouva dans son éloquence un appui victorieux. Il défendit successivement, avec le même succès, plusieurs généraux menacés du sort de Ney, ainsi que ces trois Anglais dont le noble dévouement parvint à soustraire au bourreau la tête proscrite de Lavalette. Bientôt, quand le gouvernement se mit en hostilité ouverte avec la presse quotidienne et périodique, sentinelle vigilante, toujours occupée à dévoiler ses vues secrètes, M. Dupin monta sur la brèche avec elle, et sa réputation grandit encore dans ces luttes nouvelles, mieux appropriées encore peut-être à la nature de son talent. On n'a pas oublié ses vives et spirituelles plaidoiries pour MM. de Pradt, de Béranger, de Jouy, de Montlosier, et tant d'autres encore que poursuivit le zèle aveugle du parquet. Ce fut en défendant *le Constitutionnel*, dans le fameux procès de tendance en 1827, qu'il caractérisa avec tant d'énergie l'institut des jésuites, en le comparant à une épée dont *la poignée est à Rome et la pointe partout*, trait heureux qui fit à la célèbre société une plus profonde blessure qu'un long factum.

Dans cette même année, les électeurs de Mamers ramenèrent M. Dupin sur la scène politique qu'il n'a plus quittée depuis. Il figura avec distinction jusqu'en 1830 dans les rangs de cette opposition constitutionnelle qui acceptait la Restauration sans être acceptée par elle, et se préparait en silence pour le combat que la contre-révolution voulait si visiblement engager avec le pays. Le premier acte solennel de résistance à des projets à peine déguisés, l'adresse des 221 (*voy.* l'article), fut rédigé par M. Dupin. Les événements subséquents sont connus.

A partir de la révolution de juillet, à laquelle M. Dupin a eu une part importante, sa conduite politique prend une direction nouvelle qui a dû nécessairement rencontrer des appréciations très diverses. Il ne s'agit point ici de présenter l'apologie étudiée du caractère public d'un personnage vivant : nous n'avons qu'à offrir un exposé sincère et soustrait à l'influence des passions contemporaines; mais quiconque examinera avec attention l'ensemble des actes de M. Dupin dans cette période de sa carrière y reconnaîtra constamment une droiture qui en politique ne triomphe pas sans doute de toutes les difficultés de position, mais qui est toutefois bien plus habile que ne le pensent les esprits vulgaires. Dans un temps où la puissance des lois se trouvait ébranlée de toutes parts, M. Dupin s'est fait l'homme légal par excellence et il a rendu ainsi un éminent service à son pays; c'est à lui plus qu'à tout autre qu'on doit de voir graduellement renaître dans les cœurs ce sentiment du droit qui est la vie même de la société; à mesure que nous nous éloignerons davantage de cette époque où tous les principes ont été si souvent foulés aux pieds, celui qui semble avoir servi de règle immuable aux actes de M. Dupin reprendra toute sa puissance, et il ne sera peut-être pas fort difficile d'y trouver l'explication de ces apparentes variations qui ont été si amèrement reprochées au caractère public de cet homme d'état.

Ainsi, quand Charles X se détermine enfin à briser lui-même le pacte fondamental en signant les trop célèbres ordonnances, M. Dupin n'hésite pas à déclarer aux rédacteurs des principales feuilles politiques réunis chez lui que « ces ordonnances ne doivent pas être exécutées; que s'il était journaliste il résisterait par tous les moyens de fait

et de droit, et que, dans son opinion, tout journal qui se soumettrait à demander l'autorisation ne mériterait pas de conserver en France un seul abonné. » Puis, les personnes présentes voulant délibérer devant lui sur les mesures à prendre, il s'y opposa en disant : « Vous avez voulu une consultation, vous l'avez. Faites maintenant ce que vous voudrez. *Ici je suis avocat, et point député.* »

Ce fut conformément aux mêmes règles de conduite qu'après le renversement du trône il refusa les sceaux des mains du gouvernement provisoire improvisé par l'insurrection, et auquel il ne reconnaissait pas le pouvoir de les conférer.

Rallié à l'établissement monarchique du 9 août par conviction autant que par un attachement personnel déjà de longue date pour le prince élu, M. Dupin contribua puissamment, comme rapporteur de la commission chargée de réviser la Charte (*voy.* Aout), à poser les bases du régime qu'il s'agissait de substituer à celui que la branche aînée avait vainement tenté de fonder. M. Dupin paraît avoir eu une grande influence dans ce qui fut fait alors pour constituer ce qu'on appela plus tard le *juste-milieu* (*voy.*), c'est-à-dire pour opérer une rupture définitive entre le nouveau règne et le précédent, tout en restreignant dans de certaines limites une réforme qu'un engouement démocratique peu réfléchi voulait rendre bien plus radicale. Personne n'a mieux compris peut-être cette monarchie dégagée de tout alliage aristocratique, cette monarchie bourgeoise, accommodée aux formes de la société actuelle, mais dont quelques esprits nient encore la possibilité durable, parce qu'elle est, dans le fait, une grande innovation. M. Dupin s'est montré le plus chaud partisan de cette sorte de monarchie ; il en a plusieurs fois exposé les principes, soit à la tribune, soit dans de petits écrits toujours remarquables par la netteté de la pensée et l'originalité de l'expression. C'est dans l'un de ces écrits que se trouve le fameux *quoique Bourbon*, tant répété depuis; formule ingénieuse, mais subtile, à laquelle on a attaché une importance sans doute exagérée dans les idées mêmes de l'auteur. *Voy.* Louis-Philippe.

Après avoir contribué à fonder le trône de juillet, M. Dupin se voua avec ardeur à sa défense contre les opinions extrêmes qui tendaient à son renversement ; l'orateur vint avec sa parole énergique à l'appui de l'œuvre chancelante encore du législateur. Il eut alors un genre de courage qui souvent a manqué, dans les temps de révolution, à des hommes fort distingués du reste : celui de pouvoir sacrifier à ses convictions, à ce qu'il croyait être le bien du pays, une popularité si chère aux hommes publics*. Devenu l'ardent adversaire des clubs et des associations démagogiques issus des barricades, il se vit en butte aux menaces violentes de ceux qui l'avaient autrefois exalté comme un des plus zélés soutiens de la cause populaire; un moment même sa sécurité put être menacée par l'émeute, sa fermeté n'en fut point ébranlée.

Nommé en 1830 procureur général près la Cour de cassation, M. Dupin en s'éloignant du barreau, théâtre de ses premiers succès, y laissa un successeur dans la personne de son plus jeune frère, M. Philippe Dupin, né à Varzi en 1795, et qui s'est montré digne, par son talent, de recueillir ce difficile héritage. Dans l'exercice de ses nouvelles fonctions magistrales, M. Dupin aîné a apporté ce savoir éclairé par la raison qui constitue le véritable légiste; quelques points de jurisprudence encore indécis ont été fixés par des arrêts conformes à ses réquisitoires. Des habitudes de travail, auxquelles il est toujours resté fidèle lui ont permis de concilier rigoureusement les devoirs respectifs de ses fonctions judiciaires et législatives. Depuis 1832, investi chaque année par le choix de ses collègues de la présidence de la Chambre des députés, il a su conserver à cette position élevée toute sa dignité,

(*) *Voir* son discours prononcé dans la séance du 30 août 1830 de la Chambre des députés ; ceux du 25 et du 30 septembre méritent également d'être rappelés. A cette époque M. Dupin était membre du conseil des ministres : il en sortit le 2 novembre. S.

et il s'est élevé au-dessus de ses prédécesseurs par son intelligence prompte à saisir les difficultés des débats les plus confus, par sa haute et ferme impartialité envers les opinions diverses qui se partagent la Chambre, même par cet esprit d'à-propos qui lui a si souvent inspiré de ces vives saillies dont l'effet fut toujours immanquable en France. On sait avec quelle franche urbanité M. Dupin fait les honneurs des salons de la présidence, *terrain neutre*, comme il a dit spirituellement lui-même, où viennent se confondre, sans distinction de partis, tout ce qu'offrent d'hommes notables la politique, la science et les lettres.

M. Dupin a eu plus d'une occasion de passer dans une sphère plus élevée encore. Il a pu dire à la tribune, il y a déjà quelques années, qu'il avait refusé sept fois le ministère. La condition du gouvernement représentatif, l'action parfaitement libre du conseil sous la responsabilité collective et individuelle de ses membres, ne lui a pas paru toujours établie d'une manière assez nette pour qu'il consentît à y entrer; peut-être aussi cette position indépendante du pouvoir comme des partis, dans laquelle il se trouve placé comme président de la Chambre, s'accommode-t-elle mieux à ses goûts et à ses habitudes; peut-être se croit-il lui-même plus appelé à conseiller, à surveiller ceux qui gouvernent qu'à gouverner lui-même. Quoi qu'il en soit, dans cette position si utile et si honorable, M. Dupin a exercé une haute influence sur plusieurs résolutions des divers cabinets qui se sont succédé depuis la révolution de juillet.

Entre les nombreux ouvrages qui ont en grande partie absorbé les moments laissés à M. Dupin par les affaires publiques et le barreau, signalons plus particulièrement les suivants : *Précis historique du droit romain*, 1809, in-18, qui a eu de nombreuses éditions; *Dictionnaire des arrêtés modernes*, 1812, 2 vol. in-4°; *Du magistrat d'autrefois, du magistrat de la révolution, du magistrat à venir*, 1814, in-8°; *De la libre défense des accusés*, 1815, in-8°; *Code du commerce des bois et charbons*, 1817, 2 vol. in-8°; *Lettres sur la profession d'avocat et bibliothèque choisie des livres de droit*, 1818, 2 vol. in-8°; *Observations sur plusieurs points importants de notre législation criminelle*, 1821, in-8°; *De la jurisprudence des arrêts à l'usage de ceux qui les font et de ceux qui les citent*, 1822, in-18; *Lois des communes*, 1823, 2 vol. in-8°; *Examen des actes de la commission militaire instituée pour juger le duc d'Enghien*, 1823, in-8°; *Les libertés de l'Église gallicane*, 1824, in-12; *Consultation pour le comte de Montlosier contre l'illégalité des jésuites*, 1826, in-8°; *Notions élémentaires sur la justice, le droit et les lois*, professées à S. A. R. le duc de Chartres, 1827, in-18; *Révolution de juillet* 1830; *caractère légal et politique du nouvel établissement*, etc., 1832, in-8°; *Manuel des étudiants en droit et des jeunes avocats; recueil d'opuscules de jurisprudence*, 1835, in-12. M. Dupin a publié en outre dans divers recueils, et notamment dans l'*Encyclopédie des Gens du monde* (*voy.* Camus, Cujas, Dumoulin, etc.), d'intéressantes notices sur quelques-uns de nos plus célèbres magistrats, dont il a toujours devant les yeux les grandes figures et les illustres exemples. P. A. D.

DUPIN (Charles, baron), député, conseiller d'état, membre du conseil d'amirauté, de l'Académie des Sciences et de celle des Sciences morales et politiques, commandeur de la Légion-d'Honneur, etc., etc., est le frère puîné du précédent. Né à Varzi (Nièvre) le 6 octobre 1784, il se distingua dès ses plus jeunes ans par une aptitude spéciale pour l'étude des mathématiques. Admis à l'École polytechnique en 1801, il composa, encore sur les bancs, des essais de géométrie descriptive qui lui valurent la protection et l'amitié de l'illustre Monge. A sa sortie de l'école, de 1803 à 1807, il fut successivement employé, en qualité d'ingénieur de la marine, en Hollande, en Belgique, en Italie et en Provence. En 1808 il s'embarqua avec l'amiral Ganteaume pour les îles Ioniennes; là, pendant quelques années de séjour, il chercha à ranimer le goût des lettres et des arts antiques parmi cette population à qui un long despotisme a fait presque oublier sa noble origine. Il devint le secré-

taire d'une académie récemment fondée à Corfou, et pour donner lui-même de salutaires exemples à ses confrères, il s'occupa d'une traduction des *Olynthiennes* du grand orateur athénien.

Appelé en 1811 en Italie, M. Charles Dupin y consacra deux ans à des travaux divers et revint dans sa patrie au moment où l'empire s'écroulait sur ses vastes fondements. Laissé quelques instants sans destination fixe, il profita de ce loisir pour obtenir un congé et se rendre en Angleterre. Le but de cette nouvelle excursion était l'observation et l'étude des améliorations introduites, depuis la révolution, par le gouvernement anglais, dans le service de la marine, objet de sa sollicitude constante et éclairée. C'est dans ce voyage, qui dura vingt mois et fut suivi de quelques autres, que M. Charles Dupin a recueilli les éléments de son grand travail sur les *Forces maritimes et navales de la Grande-Bretagne*, qui est un de ses principaux titres à la célébrité et qui a contribué, avec quelques savants mémoires, à le faire admettre dans le sein de l'Académie des Sciences. Cet ouvrage fut un véritable service rendu au pays par l'auteur, car sa publication amena dans notre système de construction et d'organisation maritime d'importantes modifications dont l'expérience a suffisamment démontré depuis l'avantage.

Chargé dès 1820 du cours de mécanique au Conservatoire des arts et métiers, M. Charles Dupin s'était surtout appliqué à mettre la science à la portée d'auditeurs appartenant exclusivement à la classe ouvrière. De retour d'Angleterre en 1824, le zélé professeur conçut l'heureuse idée de généraliser pour cette classe, dans toute l'étendue du royaume, un enseignement dont il avait constaté les bienfaisants résultats de l'autre côté du détroit; démarches, publications, soins de tous genres, rien ne fut épargné par M. Dupin pour réaliser cette pensée généreuse. Ses efforts furent couronnés par le succès : des cours pour l'enseignement de la géométrie et de la mécanique appliquées aux arts s'ouvrirent successivement dans 70 villes. Cet enseignement, développé encore depuis, accompagné des notions élémentaires de physique et de chimie, du dessin des machines, etc., est sans contredit une des plus importantes améliorations introduites dans ces derniers temps. Il est honorable pour M. Charles Dupin d'en avoir été le promoteur.

Comme homme politique, M. Charles Dupin a constamment figuré à la Chambre, où il siége depuis son élection à Castres, en 1827, dans le parti libéral modéré. Rallié au gouvernement de la Restauration, sous lequel il était revêtu de fonctions importantes dans l'administration de la marine et qui l'avait récompensé de ses services par le titre de baron et le grade d'officier de la Légion-d'Honneur (août 1824), il s'est montré, comme son frère, dévoué au maintien du pouvoir politique institué après juillet par le vœu national. Il a pris, dans l'exercice de ce long mandat législatif, une part importante à la confection d'un grand nombre de lois. Les questions d'utilité publique, telles que l'abolition de la loterie, l'établissement des caisses d'épargnes, le développement de l'instruction populaire, ont toujours trouvé dans M. Charles Dupin un défenseur plein de zèle et habile à en appuyer la discussion sur des calculs statistiques qui ont eu l'heureux effet de propager en France le goût de ces sortes de recherches, aujourd'hui considérées comme d'un haut intérêt pour éclairer la marche progressive de la civilisation*.

En novembre 1834, M. Charles Dupin a fait partie, comme secrétaire d'état au département de la marine, du ministère dit *des trois jours*, formé sous les auspices de M. le duc de Bassano, et dont un défaut d'harmonie entre ses membres amena sur-le-champ la dissolution.

Nous remarquerons, parmi les nombreux écrits dus à M. Charles Dupin : 1° *Développements de Géométrie*, pour faire suite à la géométrie pratique de Monge, 1813, in-4°; 2° *Essai sur Démosthène*, 1814, in-8°; 3° *Mémoire sur la marine et les ponts et chaussées*

(*) On n'a pas oublié la fameuse carte de France de M. Charles Dupin, sur laquelle des teintes plus ou moins claires, plus ou moins foncées, indiquaient le degré d'instruction ou d'ignorance, régnant dans chacun de nos départements.

de France et d'Angleterre, 1818, in-8°; 4° *Essai historique sur G. Monge*, 1819, in-8°; 5° *Voyages dans la Grande-Bretagne*, 1820-1824, 6 vol. in-4° avec atlas; 6° *Applications de géométrie à la marine*, 1822, in-8°; 7° *Discours et leçons sur l'industrie, le commerce*, etc., 1825, 2 vol. in-8°; 8° *Géométrie et mécanique des arts et métiers*, 1825-1827, 3 vol. in-8°; 9° *Le petit Producteur français*, collection de petits ouvrages destinés à éclairer les classes laborieuses, 1827 et années suivantes, 7 vol. in-18; 10° *Forces commerciales et productives de la France*, 1827, 2 vol. in-4°, etc. P. A. D.

DUPLESSIS-MORNAY, *voy.* MORNAY.

DUPLICATA, mot emprunté à la langue latine et qui s'est introduit dans la nôtre à l'époque où les jugements et les actes étaient rédigés en latin. Il désigne le double d'une quittance, d'un brevet, d'un diplôme, d'un écrit quelconque.

On délivre un *duplicata* d'un acte, soit pour assurer d'autant plus la preuve de certains faits, soit pour suppléer à l'original, lorsqu'il se trouve égaré ou détruit. Il importe presque toujours de mentionner sur le double qu'il n'est fait que *pour duplicata*, surtout dans le cas où ce double constate un paiement, un prêt, etc. L'usage des duplicata est très fréquent dans les rapports d'un gouvernement avec ses colonies lointaines et avec ses agents diplomatiques. C'est, comme on le sent, un moyen de parer aux accidents de la mer, et de faire tourner au profit de la rapidité de la transmission des dépêches les inégalités de la navigation entre vaisseaux partis d'un même point.

Dans notre ancien droit, on entendait quelquefois par *duplicata* le parchemin qui était double en certains actes de chancellerie, et sur lequel on écrivait les arrêts d'enregistrement, de prestation de serment, etc. E. R.

DUPLICITÉ. Au sens propre, ce mot s'emploie en parlant des choses qui sont doubles, et qui devraient être simples. Ainsi l'on dit : il y a *duplicité d'action dans cette pièce de théâtre*. Au sens figuré, le même mot exprime l'habitude ou la faculté de se contrefaire, de paraître autre que l'on est en effet. La duplicité est un vice de même famille que le mensonge et l'hypocrisie. Presque toujours l'intérêt en est le but et souvent la trahison en est le moyen. Ses apologistes la décorent du nom de *finesse*. C'est ainsi, par exemple, qu'on la qualifie dans la politique, et surtout dans la diplomatie. La sagesse ancienne avait dit : « *Omnis homo mendax*, tout homme est menteur. » Le savoir-faire moderne a été plus loin, en disant : *La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée*. La duplicité passait pour être le trait caractéristique des Grecs, et parmi eux Ulysse en était le type le plus complet. Il est certains peuples modernes auxquels on attribue, sous ce rapport, la survivance des Grecs.

Ce vice odieux a trouvé dans le nom de *Judas* un symbole à jamais exécrable aux yeux de la religion et de l'humanité. Parmi les mauvais princes, Denys-l'Ancien, Jugurtha, Tibère, Louis XI, Richard III et Philippe II ont été d'effrayants modèles de duplicité. Ce vice était aussi la base du caractère de Cromwell et de celui de Robespierre, flatteurs du peuple avant d'en être les tyrans. Dans la littérature, Virgile, en peignant Sinon ; Racine, en traçant les figures de Narcisse et de Mathan, et Molière, en burinant celle de Tartuffe, ont marqué du sceau de leur immortel génie ces fictions, images vivantes d'un vice trop réel. Shakspeare et Fielding ont fait aussi des chefs-d'œuvre de duplicité, le premier du personnage de Jago, dans *Othello*, le second de celui de Blifil, dans son admirable *Tom Jones*. P. A. V.

DUPONT (PIERRE-SAMUEL), dit DE NEMOURS, philosophe et naturaliste, naquit à Paris en 1739. Disciple de Turgot, dont il était l'ami, et comme lui membre de la Société des économistes, il le seconda dans les travaux de son ministère et le suivit dans sa disgrâce. Dupont occupait déjà un rang distingué comme publiciste lorsqu'éclata la révolution de 1789. Il fit partie de l'Assemblée constituante comme député du bailliage de Nemours, vota pour le *veto* suspensif et pour que l'assemblée s'abstînt d'intervenir dans la police de l'état, et accompagna, au 10 août, l'infortuné

Louis XVI, lorsque ce prince se rendit à l'Assemblée législative. Obligé de se cacher durant le régime de la terreur, Dupont composa dans sa retraite sa *Philosophie de l'Univers* (Paris, 1797, in-8°), ouvrage remarquable par les sentiments de philanthropie qui y règnent et qui contrastent si vivement avec l'esprit de cette odieuse époque. Rendu à la liberté par les événements du 9 thermidor, Dupont reparut sur la scène politique comme membre du conseil des Cinq-Cents; mais la hardiesse de ses opinions le rendit encore suspect aux terroristes, et il n'évita de nouvelles persécutions qu'en se retirant aux États-Unis, pays dont la géographie, l'histoire naturelle et les mœurs lui inspirèrent une foule d'observations précieuses et intéressantes. A son retour en France, Dupont fut admis dans la classe des Inscriptions et Belles-Lettres de l'Institut, et développa avec plus d'étendue qu'il ne l'avait fait jusqu'alors son système sur le caractère, les habitudes et les institutions des animaux; système souvent critiqué, mais qu'il sut défendre avec beaucoup de talent et toujours de manière à intéresser les nombreux sceptiques qu'il ne pouvait réussir à convaincre. A la Restauration, Dupont fut nommé conseiller d'état. Il garda ce poste jusqu'au 20 mars et s'enfuit de nouveau, presque octogénaire, aux États-Unis, où résidaient deux fils qu'il avait eus d'un premier mariage. Il y mourut au mois d'août 1817, des suites d'une goutte remontée.

Les ouvrages de Dupont de Nemours, qui n'ont pas tous joui d'une égale célébrité, se distinguent en général par une grande vivacité d'imagination et par une multitude d'aperçus profonds et délicats. Économiste habile, observateur ingénieux, Dupont était encore poète, et a laissé une traduction en vers de plusieurs chants du *Roland furieux* (Paris, 1812, in-8°). Il avait épousé en secondes noces la veuve d'un homme également célèbre, de Poivre, dont la mémoire sera toujours chère au commerce français, et particulièrement aux habitants des îles de France et de Bourbon, contrées qu'il administra pendant plusieurs années avec tant de prudence et d'intégrité. A. B-E.

DUPONT (JACQUES-CHARLES), dit DE L'EURE, ancien garde-des-sceaux, ministre de la justice, citoyen honorable, homme intègre, est né à Neubourg (Eure), le 27 février 1767. Après avoir fait de solides études, il embrassa de bonne heure la carrière du barreau, et fut reçu avocat au parlement de Normandie en 1789. Ses opinions, favorables à la révolution, le firent nommer, en 1792, maire de sa commune, le jour même où il atteignait sa vingt-cinquième année, qui constituait alors la majorité. Il montra dans ce poste honorable cette droiture et cette probité qui ne l'ont jamais abandonné depuis, et qui lui ont valu le surnom d'*Aristide de la tribune française*, dans un temps de corruption où l'égoïsme et l'intérêt personnel sont la plaie de notre société. Peu de temps après, il devint administrateur du district de Louviers, et puis juge au tribunal de cette ville. Il fut ensuite nommé, en l'an V, substitut du commissaire du Directoire exécutif près le tribunal civil du département de l'Eure; en l'an VI, accusateur public près le tribunal criminel du même département. Membre du conseil des Cinq-Cents (1797), il fut, deux ans après son élection, nommé conseiller à la cour d'appel de Rouen, et, la même année, le gouvernement consulaire lui confia la présidence du tribunal criminel d'Évreux.

Une affaire grave, dont la police de Fouché espérait un grand triomphe, y fut portée : M. Dupont, sourd à toutes les sollicitations, à toutes les intrigues du pouvoir, n'écoutant que les inspirations de sa conscience dans l'examen des faits qui lui furent soumis, et ne trouvant pas la culpabilité des accusés bien établie, il n'hésita pas à prononcer leur acquittement et à placer sa rigoureuse et inébranlable équité entre des têtes innocentes et les poursuites ou les vexations d'une administration ombrageuse.

Lors de la réorganisation de l'ordre judiciaire, en 1811, M. Dupont revint à Rouen en qualité de conseiller, et fut nommé, bientôt après, à une présidence de chambre de la cour impériale. Présenté deux fois, en 1806 et en 1812, comme candidat au Corps législatif par le collége électoral de l'Eure, il ne fut nommé dé-

puté par le sénat qu'en 1813. Un an après, il siégea dans la Chambre des députés organisée conformément aux dispositions de la Charte royale, et fut élu premier vice-président presque à l'unanimité, bien qu'il ne cachât point son opposition aux vues illibérales et aux intentions réactionnaires du gouvernement. Ce fut dans cette occasion qu'il proposa un projet de résolution tendant à faire consacrer par la loi la formule du serment à prêter par tous les fonctionnaires, et à substituer aux diverses formules prescrites par de simples ordonnances celle de fidélité au roi et d'obéissance à la Charte constitutionnelle. Cette résolution, combattue par les amis du ministère, fut adoptée par la Chambre des députés ; mais dans la Chambre des pairs elle ne put être votée à cause de la clôture de la session. En 1815, le serment exigé des pairs, des députés et puis des fonctionnaires, fut tel que l'avait demandé M. Dupont. Le 28 décembre 1814 M. Dupont fut nommé officier de la Légion-d'Honneur.

Réélu pendant les Cent-Jours, il obtint de nouveau les honneurs de la vice-présidence à la Chambre des représentants, où il figura parmi les chefs de l'opposition que firent naître les arrière-pensées de Napoléon et sa tendance à gouverner par lui-même. Après les funestes événements militaires de la campagne de Waterloo et la seconde abdication de l'empereur, M. Dupont fut chargé de rédiger l'énergique déclaration que l'assemblée, impuissante contre les armées de la coalition, opposa aux violences des envahissements en faisant un appel aux générations futures. Cette protestation portait que la France ne reconnaîtrait d'autre gouvernement que celui qui lui garantirait, par des institutions librement consenties, l'égalité devant les lois, la liberté individuelle, la liberté de la presse et des cultes, le gouvernement représentatif, le jury, l'abolition de toute noblesse héréditaire, l'inviolabilité des domaines nationaux, et tous les grands résultats de la révolution.

Le mouvement réactionnaire qui suivit la seconde Restauration ne put empêcher M. Dupont d'être élu candidat à la chambre des députés par les arrondissements de Rouen et de Louviers, au moment même où les ordres du ministre de l'intérieur (comte de Vaublanc) l'excluaient du conseil général de son département. En 1817, il fut nommé député à Évreux, et vint prendre place à l'extrême gauche de la chambre, où il a toujours siégé depuis. Il dénonça à la tribune des actes arbitraires, plaida avec chaleur la cause des membres de la Légion-d'Honneur privés de la moitié de leur traitement, et proposa constamment, dans toutes les discussions financières, d'alléger le poids des charges publiques en réduisant les gros traitements, à commencer par les ministres.

Cette conduite lui attira la disgrâce ministérielle. Magistrat depuis vingt-sept ans, il fut destitué en 1818 de ses fonctions et privé même d'une pension de retraite qu'une fortune plus que modeste lui rendait cependant bien nécessaire. L'estime publique et la bienveillance de ses concitoyens consolèrent M. Dupont de sa disgrâce, et l'honorable député de l'Eure ne continua pas moins de parler et de voter sans faiblesse, sans crainte et sans se plaindre, toujours soumis exclusivement à l'impulsion de sa conscience.

En 1818 il combattit la proposition du marquis Barthélemy, relativement à la loi électorale du 5 février 1817, et dans différentes circonstances, en 1819, il défendit de toutes ses forces cette même loi, dont le maintien était demandé par 450 pétitions. Réélu en 1820 par le collége de Pont-Audemer, il combattit, dans cette session, le projet de loi qui tendait à modifier l'art. 351 du Code d'instruction criminelle sur le jury et celui relatif aux journaux, et persista dans l'opinion qu'il avait développée en 1819 pour faire juger les délits de la presse par les cours d'assises.

Dans les sessions subséquentes, il continua à s'opposer de toute son énergie à l'envahissement d'un parti qui gagnait tous les jours du terrain. Rendu un instant à la vie privée par la dissolution de la chambre de 1824, il fut réélu de nouveau par un des colléges électoraux de la capitale.

Lorsque les ordonnances de juillet eu-

rent été rendues, M. Dupont de l'Eure, qui, à cette époque, se trouvait dans ses foyers, partit aussitôt pour Paris, où il arriva le 30 juillet. Les négociations avec le duc d'Orléans étaient déjà fort avancées. M. Laffitte avait enrôlé sous cette bannière presque tous les députés patriotes qui étaient à Paris; le nom populaire de M. Dupont rendait sa conquête extrêmement désirable : aussi s'empressa-t-on de faire un appel à son dévouement aux intérêts de la patrie. Sur l'invitation pressante de la commission municipale et du prince lieutenant général du royaume, M. Dupont, après quelque hésitation, accepta le portefeuille de la justice, et il donna l'exemple du refus d'accepter la somme ordinairement allouée aux ministres pour frais de premier établissement. Sa bonne foi, sa parole franche et désintéressée donnèrent de la confiance et de la sécurité aux hommes du mouvement, aux partisans les plus exaltés de la révolution. Ce fut dans ses mains qu'à la séance du 9 août suivant Louis-Philippe prêta son serment, dont copie fut déposée par les soins du garde-des-sceaux à la chancellerie.

Le premier acte important du ministère fut la nomination de M. de Talleyrand à l'ambassade de Londres. Ce choix déplut à M. Dupont et il s'en expliqua franchement dans le conseil, où son opinion fut en minorité. Peu d'accord avec ses collègues sur la direction à imprimer au nouveau cabinet du Palais-Royal, M. Dupont chercha à faire prévaloir au moins ses vues dans le département dont le portefeuille lui était confié. Il prit à tâche de destituer tous les magistrats amovibles de la Restauration qui n'offraient pas au nouvel état de choses une garantie suffisante, et de les remplacer par des hommes qu'il regardait comme bons patriotes. On n'eut pas à se louer d'abord de tous ces choix faits en masse et à la hâte, en remplacement d'hommes, sans doute d'une opinion différente de celle du chef de la justice en France, mais dont un grand nombre se recommandaient par leur longue expérience, par leurs lumières et par un profond savoir. M. Dupont ne tarda pas à gémir lui-même des mauvais choix qu'on lui fit faire, mais bientôt d'autres nominations plus honorables vinrent relever la magistrature.

Le 2 novembre donna à M. Dupont des collègues plus rapprochés de lui par les principes : cependant dans la discussion du projet de loi sur les journaux (séance du 9 nov.) il vota pour la réduction du droit du timbre, bien que M. Laffitte, président du conseil, eût soutenu la nécessité du maintien de ce droit.

Lors de la démission de M. de Lafayette, amenée par la suppression du grade de commandant en chef des gardes nationales du royaume, M. Dupont crut devoir se retirer avec lui : il envoya sa démission au roi par une lettre datée du 17 décembre 1830, où il exprima vivement sa désapprobation de la mesure prise à l'égard du général, ainsi que de plusieurs autres contre lesquelles il avait en vain, disait-il, élevé la voix.

Ces autres mesures prises contrairement à ses conseils par le cabinet dont il faisait partie étaient surtout la loi sur la liste civile, que, dans la même lettre, M. Dupont qualifie de mauvaise, et l'ajournement de la présentation d'une loi électorale. D'ailleurs, la marche incertaine du ministère lui avait, ajoutait-il, fait éprouver le besoin d'en sortir, ce qu'il aurait fait, sans la crainte de susciter un nouvel embarras au milieu des dangers que pouvait faire naître le procès des ministres. « Aujourd'hui, Sire, « les dangers n'existent plus, écrivait-il « en terminant, et je suis libre de dépo- « ser un fardeau que je ne me sens plus « la force de porter, convaincu, comme « je le suis, que ma présence au conseil « ne serait utile ni au roi ni au pays, et « que par cela même je ne puis plus con- « sciencieusement en faire partie, etc. »

Dès ce moment, M. Dupont, dont les susceptibilités démocratiques avaient été en effet un embarras pour le conseil, rentra dans les rangs de l'Opposition. Le ministère du 13 mars a plusieurs fois cherché à le rattacher à son système : M. Dupont s'y est constamment refusé, conservant toute son indépendance.

Le 23 novembre 1831 il proposa à la Chambre des députés une adresse au roi sur l'état du pays; mais la majorité ne permit pas que cette adresse fût lue à la

tribune. Quelques temps après, une vive douleur vint frapper l'honorable représentant de l'Eure. Le 30 janvier 1834 un jeune député, auquel il était uni par une amitié si tendre que les liens du sang les plus étroits semblaient seuls pouvoir l'expliquer, M. Dulong, tomba frappé d'une balle sous la main du général Bugeaud, son collègue. M. Dupont était absent de Paris : ses amis de l'Opposition se réunirent aussitôt pour lui exprimer la douleur que leur faisait éprouver la fin tragique de leur collègue, et pour lui offrir les consolations de l'amitié et l'engager à revenir au milieu d'eux. Par une lettre en date du 2 février, M. Dupont donna sa démission de membre de la chambre; mais les électeurs de l'Eure, loin de la ratifier, lui renouvelèrent leur mandat dans la même année. Vaincu enfin par les instances de ses amis, M. Dupont est venu reprendre sa place accoutumée dans l'assemblée, où il a continué son opposition contre les ministères qui se sont succédé. Les opinions sans doute trop exclusives de cet honorable député n'ont pu altérer en rien la juste considération dont il jouit, comme étant un des caractères les plus probes et les plus honorables de notre époque. M. et S.

DUPONT (le comte PIERRE), dit DE L'ÉTANG, lieutenant général, grand'croix de la Légion-d'Honneur, etc., né le 14 juillet 1765 à Chabannais (Angoumois), est aujourd'hui moins connu pour les beaux faits d'armes qui ont illustré le commencement de sa carrière militaire que par sa funeste capitulation de Baylen (*voy.*) qui l'a terminée. Quoiqu'il ait aussi recherché, comme poète, les palmes plus douces de la célébrité littéraire, quoiqu'il ait tenu dans la politique un rang éminent sous la Restauration, tant en qualité de ministre du roi que comme député, néanmoins cet officier général n'a pu être assez heureux pour effacer, par de nouveaux succès dans d'autres genres de gloire, le fâcheux souvenir qu'a attaché à son nom le malheur d'avoir cédé à la supériorité numérique des forces de l'ennemi, à une époque où rien ne paraissait impossible à l'héroïsme des soldats de Napoléon.

C'est en Hollande et dans la légion française de Maillebois que M. Dupont fit ses premières armes en qualité de sous-lieutenant. Après le licenciement de ce corps il passa dans l'artillerie hollandaise, et fut rappelé en France en 1791, par suite des décrets rendus au nom de Louis XVI (3 et 22 juillet) pour organiser l'armée sur le pied de guerre. Successivement capitaine au régiment d'Auxerrois, aide-de-camp du général Théobald Dillon (*voy.*), et, après la déplorable fin de ce dernier, dont il partagea les périls à la déroute de Tournay, attaché en la même qualité à Arthur Dillon, son frère, qu'il suivit à l'armée du Nord (juin 1792), M. Dupont combattit à Valmy, aux Islettes, et passa comme chef d'état-major à l'armée de Belgique. La hardiesse et la précision de vues qu'il fit adopter pour neutraliser la menace du duc d'York contre Dunkerque amenèrent la retraite de ce dernier et la victoire d'Hondscoote. Quelques jours après un trait de bravoure personnelle, devant le camp de Menin, où il fit mettre bas les armes à un bataillon de grenadiers, lui valut le titre de général de brigade.

Il resta sans emploi en 1793, et échappa ainsi, dans la retraite, aux proscriptions de la Terreur; mais il reprit de l'activité sous le Directoire, et fut employé par Carnot à la direction du cabinet topographique, où s'élaboraient les combinaisons stratégiques et les plans et instructions transmis aux chefs d'armées.

M. Dupont de l'Étang, que ses sentiments intimes associaient à la réaction qui s'était opérée après le 9 thermidor dans le sens des idées monarchiques, fut nommé, en mai 1797, général de division et directeur du dépôt de la guerre. Écarté un moment de ce haut emploi après le 18 fructidor, il le recouvra bientôt, prit part à la journée du 18 brumaire, et devint chef d'état-major de l'armée de réserve réunie au pied des Alpes. Après la bataille de Marengo, où il eut sa part de gloire, il fut chargé par le premier consul d'organiser en Piémont un gouvernement modelé sur celui de la France; et la direction qu'il sut lui donner fit le plus grand honneur à ses talents administratifs.

Il ajouta encore à sa réputation mili-

taire par l'expédition qu'il fit bientôt après en Toscane. Maître de Florence, il y organisa un gouvernement provisoire ; puis traversant le Mincio, à la tête de 14,000 hommes, il remporta sur les Autrichiens, au nombre de 45,000 combattants, une victoire éclatante devant Pozzolo.

Le théâtre de la guerre était changé à l'ouverture de la campagne de 1805, mais à la grande armée d'Allemagne M. Dupont se trouva encore en face du même ennemi. N'ayant à ses ordres que six bataillons d'infanterie et trois régiments de cavalerie, il battit 30,000 Autrichiens devant Ulm, leur fit 4,000 prisonniers, et, deux jours après, tint tête encore, malgré la même infériorité numérique, au prince Ferdinand, qui ne put réussir à le déloger de sa position d'Albeck. Ayant reçu quelques renforts, il reprend bientôt l'offensive, et, dans la retraite de l'ennemi sur la Bohême, lui enlève 2,000 hommes; puis, par une manœuvre qui doit terminer la campagne, il attire à sa rencontre le général en chef Koutousof, à la tête de 10,000 Russes, le rompt et dégage ainsi le corps du général Mortier, que le premier tenait en échec, et prêt à s'en rendre maître, dans un défilé, en avant de Diernstein (Basse-Autriche), sur la rive gauche du Danube.

La campagne de Prusse (1807) devait porter à son apogée la réputation militaire du général Dupont de l'Étang: en effet, la victoire de Bartenstein, la prise de Halle, celle de Lubeck, à laquelle il eut une part si importante, ainsi qu'à la journée de Friedland, l'avaient classé au rang des tacticiens les plus habiles. C'est sur le dernier de ces champs de bataille que Napoléon le décora du grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Déjà il lui avait conféré le titre de comte de l'empire; mais c'est alors aussi qu'il fut envoyé en Espagne. Nous n'avons rien à ajouter au précis que nous avons tracé de cette campagne à l'article Baylen.

Le comte Dupont de l'Étang fut arrêté à son retour en France pour être livré à un conseil de guerre, sous l'accusation de trahison, et cette affaire n'était pas encore instruite quand survinrent les événements de 1814. Alors son malheur même devint le titre qui le recommanda au choix que fit de lui le gouvernement provisoire en qualité de commissaire au département de la guerre, et, comme le baron Malouet, il s'affranchit des scrupules de ses collègues, en signant, le 13 avril, le décret qui imposa la cocarde blanche à l'armée. Louis XVIII ne put conserver le général Dupont dans ce poste, à cause de la vivacité des réclamations que soulevaient déjà plusieurs actes de sa courte administration, à laquelle on a reproché surtout l'introduction de l'arriéré et de la confusion dans toutes les branches du service de la guerre. Remplacé par le maréchal Soult, le comte Dupont de l'Étang fut nommé commandeur de l'ordre de Saint-Louis, et envoyé à Angers comme commandant de la 22e division militaire. Destitué au 20 mars, puis réintégré après les Cent-Jours et appelé au conseil privé du roi, il présida le collége électoral de la Charente, qui le nomma son député à la chambre de 1815; il y vota avec la minorité. Le même collége le réélut à toutes les législatures successives jusqu'à celle que termina l'adresse des 221, dont le comte Dupont ne fit point partie, quoique habituellement il siégeât au centre gauche.

Une ordonnance royale en date du 13 août 1832 a admis à la retraite de son grade de lieutenant général le comte Dupont de l'Étang, qui, depuis, a toujours résidé à Paris, où il vit fort retiré, continuant sans doute à faire son délassement de la poésie, qu'il a cultivée autrefois avec passion. On cite de lui, entre autres productions, un poème intitulé *la Liberté*, in-8°, 1799, qui a obtenu la première mention honorable de l'Institut. Sa *Lettre* apologétique sur l'événement de Baylen, d'abord imprimée isolément en 1823, a paru de nouveau en 1827, à la suite d'une brochure intitulée: *Observations de M. le lieutenant général comte Dupont sur l'Histoire de France* (de Montgaillard), in-8°.

La désignation *de l'Étang*, qu'il joignit à son nom, avait pour objet de le distinguer de son frère le comte Dupont-Chaumont (Pierre-Antoine), aussi lieutenant général, et né comme lui à Chabannais, en Angoumois, mais son

aîné de six ans. Le comte Pierre-Antoine, né le 27 décembre 1759, vit également dans la retraite, à Chaillot, faubourg de Paris; il a été rayé jusqu'à cinq fois des cadres d'activité de l'armée: la dernière, en 1821, par ordonnance du 18 avril qui l'a admis à la retraite. Voici la rapide analyse de ses états de service: aide-de-camp du marquis de Lafayette au commencement de la révolution, il combattit à Jemmapes en qualité d'adjudant général, commanda le camp de Marly, proche Paris, en 1794, fut envoyé l'année suivante dans l'Ouest avec le grade de général divisionnaire, et appelé ensuite aux fonctions d'inspecteur général. Du poste de commandant de la 14^{e} division militaire, il passa à celui de ministre plénipotentiaire de France près la cour de La Haye, lors de l'avénement de Louis Bonaparte au trône de Hollande, et, mis à la retraite à cette époque, il dut au crédit de son frère, en 1814, son rappel aux fonctions d'inspecteur général, puis le gouvernement de l'école de Saint-Cyr et l'inspection de celle de La Flèche. Louis XVIII le créa comte et commandeur de l'ordre de Saint-Louis. P. C.

DUPONT (Louis-Pierre Henriquel, dit), graveur en taille-douce, à l'eau-forte, et à l'*acqua tinta*, et dessinateur de portraits, né à Paris en juin 1797. Son père, dont le véritable nom était *Henriquel*, avait pris celui de *Dupont* qui lui est resté, et le graveur est désormais connu sous le double nom de *Henriquel-Dupont*. La curiosité qui, dans les premiers essais des grands talents, ne manque pas de tirer après coup le facile horoscope de leur destinée future, serait ici bien en défaut, car rien de moins prophétique que les premiers pas de Dupont dans les arts. Son enfance fut vive et intelligente; mais elle montra plutôt une heureuse aptitude générale pour tous les exercices de l'esprit qu'un entraînement invincible vers la carrière qui devait un jour assurer sa renommée. Entré à 14 ans chez le peintre Pierre Guérin, il y travailla trois années sans succès marqués, et se mit ensuite sous la direction du célèbre Bervic, qui tenait alors le sceptre de la gravure en France. Il demeura quatre ans à cette nouvelle école. Le style de Guérin était froid, formel, académique; toujours un perfide souvenir de la bosse venait s'interposer entre le peintre et la nature; mais Dupont, tout en s'évertuant, comme ses camarades, à reproduire les héros de la Grèce et de Rome d'après quelque plâtre antique, ou quelque Romulus moderne improvisé à cinq francs la séance, trouva dans son sens droit et délicat des ressources contre les écueils de son école; il sut garder de ses études, en apparence stériles, un sentiment élevé de dessin qui, depuis lors, s'est reproduit dans tous ses ouvrages. Bervic, son maître, à l'exemple de Wille, dont il avait été l'élève, sacrifiait trop au métier: comptant avec un puéril scrupule ses traits et ses points burinés, il était en lutte continuelle entre ses souvenirs d'école et son goût intime; et cependant, grâce à son heureuse nature, le sentiment se faisait jour enfin à travers le réseau péniblement brodé de ses tailles. Quand la paix rouvrit le continent et que la gravure triomphante y fit son entrée avec les merveilles du burin anglais, si déplorablement dégénéré depuis, Henriquel apprit de Bervic tout ce qu'on pouvait puiser dans ces œuvres brillantes en sachant négliger ce qu'elles avaient de trop coquet. Sans cesse il entendait dire à son maître que, s'il recommençait sa vie d'artiste, il adopterait un travail plus simple, moins arrangé, moins pénible.

Eh bien! cette révolution qu'avait rêvée trop tard Bervic, Dupont l'accomplit. Après s'être fait jour dans le monde des arts à l'aide de quelques bonnes vignettes, premier et habituel essai des jeunes graveurs, comme le vaudeville et la tragédie pour les débutants en littérature, il fournit au musée Laurent un grand portrait de femme d'après Van Dyck, et orna d'une belle planche d'après Gérard l'édition petit in-folio que l'imprimeur Firmin Didot publia de la Henriade; et ces œuvres diverses révélèrent un artiste pur, correct, consciencieux, chez qui de sévères et profondes études mettaient en lumière les trésors de la plus heureuse organisation. Mais ce qui vint asseoir d'une manière solide et définitive sa réputation croissante fut la publication (1831) de son *Gustave*

Wasa, d'après le beau tableau d'Hersent. Cette peinture elle-même avait été, dans son temps, une sorte de hardiesse au milieu des productions guindées du classicisme tout-puissant alors; elle nous délivrait enfin des Grecs et des Romains, et ce mérite accessoire, joint à la belle et savante ordonnance de la scène, à l'admirable finesse et au caractère des figures, à l'heureuse distribution de lumière qui fait oublier que le groupe principal n'occupe qu'un second plan, valut au Wasa un brillant succès que tant de beautés réunies devaient rendre durable. La planche de Dupont fut accueillie par des suffrages universels; il avait mis dans ses vignettes je ne sais quel fini et à la fois quelle finesse, deux choses si parfaitement distinctes dans les arts; je ne sais quelle délicatesse de goût si rarement associée chez un même artiste. En ses autres ouvrages il avait été en même temps coloriste et dessinateur; dans son Wasa il se montra un artiste consommé. Ce n'est point un de ces burins qui s'inquiètent avant tout de plaire à l'œil, de donner à leurs tailles une vaine propreté, un éclat factice: il ne songe qu'à faire palpiter la chair, à peindre l'âme sur les traits de ses personnages, à les faire mouvoir, parler et sentir, à passionner tous les détails et faire tout concourir à un ensemble saisissant et poétique. Le graveur Dupont est un peintre, son burin est un pinceau. Avec les planches de Desnoyers (*voy.*), celle du Gustave Wasa est sans contredit la plus belle production chalcographique des temps modernes, et, dans la gravure sévère, pittoresque et colorée, ce que nous avons de mieux à opposer aux Anglais. Elle a placé Dupont au premier rang des maîtres de l'école française.

Mais cette belle œuvre paraissait à une époque agitée, dans laquelle l'art désorienté ne savait plus où se prendre. La lithographie et la manière noire, par leurs moyens plus rapides d'exécution et par conséquent moins dispendieux, avaient porté à la gravure de haut style un coup funeste, et c'est au moment où notre graveur s'apprêtait à graver au burin une planche du célèbre tableau des Noces de Cana, de Paul Véronèse, que les circonstances vinrent briser son courage. Alors, forcé d'abandonner sa pensée favorite, la pensée de sa vie entière, on le vit éparpiller son talent inimitable en gravures à la manière noire, en portraits au pastel, en eaux-fortes, lui que la nature même de ses études et de ses goûts avait rendu si propre à faire un chef-d'œuvre du grand travail devant lequel tant de beaux talents avaient reculé en des temps meilleurs. Mais, il faut le dire, tous les genres qu'il a touchés depuis, il y a porté sa supériorité, il les a fait marcher vers des progrès incontestables. Ainsi, ce genre de gravure expéditif qui pouvait, à notre époque si pressée de jouir, rendre des services presque aussi prompts et toujours plus sûrs que la lithographie, l'*acqua tinta*, n'avait pu jusqu'ici, dans les mains les plus habiles, échapper à une sorte de mollesse caractéristique. Dupont, par un mélange adroit et inventé de travaux divers, par des combinaisons savantes et ingénieuses, sut lui donner une fermeté inconnue, presque rivale des effets du burin. C'est ainsi qu'il a exécuté le portrait d'Husseïn-Pacha, d'après Champmartin; celui de madame Pasta, d'après son propre dessin; celui du graveur Le Normand. On lui en doit nombre d'autres encore, soit à l'*acqua tinta*, soit au burin, productions qui forment une galerie contemporaine vraiment précieuse dans laquelle se distingue surtout un portrait en pied du cardinal de Latil, d'après Ingres. L'œuvre la plus capitale de M. Dupont, depuis le Wasa, est le *Cromwell*, d'après Delaroche, exécuté à l'*acqua tinta*, et le portrait de l'historien de la campagne de Moscou, M. le comte Philippe de Ségur, exécuté en taille-douce sur son propre dessin. Aujourd'hui il grave un grand portrait en pied du roi, peint par Gérard, et il fait marcher à la fois de front la gravure en taille-douce des derniers moments de *Strafford*, d'après Paul Delaroche, et celle du *Christ délivrant les captifs et consolant ceux qui souffrent*, d'après Arry Scheffer. Cependant, au milieu de tant de laborieuses veilles, il trouve encore le temps de crayonner au pastel des portraits, prodiges de vérité et de ressemblance, et qui, à ce pre-

mier mérite, joignent un mérite plus élevé, celui d'un beau dessin et d'un beau caractère.

En résumé, ce qui fait surtout le propre du talent de Henriquel-Dupont, c'est une puissance de dessin vraiment saisissante; c'est une intelligence nette, sûre et précise de l'effet et de l'harmonie; c'est une grâce, une fleur délicate de sentiment répandue sur l'œuvre entière sortie de ses mains; c'est une mesure parfaite, un goût exquis, une disposition savante des travaux combinés de son burin. Mais, peintre avant tout, comme nous l'avons dit, chez lui le graveur semble disparaître pour ne plus laisser apercevoir que le coloriste. Ce sont des traits toujours noirs, et cependant vous avez sous les yeux le jeu des reflets et des couleurs. Au contraire de ces imaginations paresseuses et stériles qui cherchent partout des supériorités pour se mouler sur elles, Dupont semble n'avoir cherché, n'avoir trouvé qu'en lui les réssources du beau talent dont nous avons aujourd'hui les pages; artiste original dans sa nature, nouveau dans chacun de ses essais, heureux dans toutes ses innovations.

Son portrait a été exécuté en médaille par M. David d'Angers; il l'a été aussi aux deux crayons par M. Paul Delaroche (*voy.* leurs articles). F. D. C.

DUPORT (JEAN-LOUIS), célèbre violoncelliste, naquit à Paris le 4 octobre 1749. Son père était musicien et avait l'entreprise des bals de l'Opéra. De bonne heure Duport étudia le violon; mais il fut forcé de renoncer à cet instrument, s'étant fait à l'index de la main gauche une blessure tellement grave qu'il en perdit le libre usage de la première phalange, et qu'il lui devint impossible de faire le demi-ton contigu au sillet. Il reporta ses études musicales vers le violoncelle, instrument sur lequel son frère aîné, JEAN-BAPTISTE Duport, élève de Berthaud, avait déjà de la réputation. Il fut placé sous la direction du même maître; peu de temps après, il n'eut plus d'autre maître que son frère.

Duport l'aîné avait dans le jeu une vigueur extraordinaire, attaquant les cordes avec la plus grande énergie et les faisant résonner comme si elles eussent été de métal. Duport le jeune fut d'abord subjugué par l'effet grandiose de cette manière; mais comme il avait autant de raison que de sentiment, il ne tarda pas à se juger et à reconnaître qu'il pouvait avoir un style à lui. Il suivit donc l'inspiration de la nature, et toujours guidé par la réflexion, il acquit cette pureté, cette chaleur et ce charme qui furent les principaux caractères de son talent, tout en conservant le nerf dont il était redevable à sa première manière.

En 1773, Duport l'aîné avait fait un voyage à Berlin; il plut au grand Frédéric, qui l'invita à donner des leçons de musique au prince royal, le nomma son premier violoncelle et lui confia la direction de l'Opéra. Ces avantages fixèrent en Prusse le musicien français. Duport le jeune, resté à Paris, n'y avait de rival que Janson; bientôt il n'eut plus de rival.

La réputation du jeune virtuose commençant à se répandre au loin, il voyagea. Genève avait alors un concert renommé: Duport y obtint un brillant succès. De là il se rendit à Ferney, où il fut présenté à Voltaire: c'était une faveur recherchée de toutes les célébrités contemporaines. Le philosophe lui fit un accueil aimable et le pria de jouer devant lui. Plus frappé du contraste entre la grosseur de l'instrument et la délicatesse des sons que sensible au charme de la mélodie, il adressa à l'artiste ce singulier compliment: « M. Duport, vous me faites croire aux miracles; vous faites d'un bœuf un rossignol. »

A Paris, le Concert spirituel et le concert de la Loge olympique étaient les deux réunions musicales par excellence (*voy.* CONCERT): Duport figura au premier rang parmi les exécutants qui en ont fait la gloire. Attaché à la musique du prince de Guémené, il était un des concertants qui en composaient le quatuor; Jarnowick, Guérin et Guénin étaient les trois autres. Mais son rendez-vous de prédilection était la Société académique des Enfants d'Apollon: il trouvait dans cette réunion de famille des émules, des appréciateurs et des amis. Il ne voulut jamais s'engager dans un orchestre de spectacle, où il disait que le talent s'en-

terrait avec la liberté; comme professeur il eut une vogue sans égale.

La banqueroute du prince de Guémené ayant entraîné la suppression de sa musique, puis la révolution française ayant éclaté et fermé les concerts, Duport, *qui avait presque perdu toute* sa clientelle par l'effet de cette terrible catastrophe, se décida à quitter la France. Il était appelé avec instance en Angleterre, où il avait laissé, dans un voyage antérieur, les plus honorables souvenirs: il préféra rejoindre son frère à Berlin. Frédéric-Guillaume le reçut avec distinction et le nomma son premier violoncelle à la place de Duport l'aîné, qu'il fit surintendant de sa musique. On accourait de toutes les parties de l'Allemagne pour entendre ensemble les deux coryphées de l'instrument.

La situation de Duport en Prusse était devenue prospère; mais il devait y être atteint par le contre-coup de la secousse révolutionnaire. L'invasion de la Prusse en 1806, la retraite de la cour à Kœnigsberg, la cessation du paiement des musiciens, firent une brèche notable à sa fortune, et la spoliation des états prussiens ayant tari les sources qui alimentaient les arts, il revint en France. L'entrée des étrangers était très surveillée; celle des Français *établis dans l'étranger* l'était encore plus. Parvenu à la première ville française, Duport avait besoin d'une autorisation spéciale pour passer outre, et il fallait écrire à Paris pour l'obtenir, ce qui demandait du temps; mais son nom était connu du magistrat. Celui-ci, s'attachant plus à l'esprit qu'à la lettre des instructions, invita l'artiste à prouver son identité par un échantillon de son talent. La formalité musicale ne se fit pas attendre, et le visa du passeport n'éprouva plus de difficultés.

L'arrivée de Duport à Paris fut un événement dans l'art. Il y donna un concert en 1807, dans la salle Chantereine, avec M^me^ Constantini, sa fille d'adoption, pianiste supérieure, et dont la réputation en Allemagne s'est continuée en France. L'effet de ce concert ne s'effacera jamais de la mémoire des contemporains. La nouvelle génération d'artistes n'avait nulle idée de cette puissance d'exécution, ni de cette grandeur de style. Ce furent des transports universels.

Cependant Duport avait à refaire une épargne pour ses enfants, un fils et deux filles. A Paris, toutes les places utiles étaient occupées; mais le roi d'Espagne, Charles IV, exilé à Marseille, s'étant formé une musique, Duport accepta les propositions qui lui furent faites au nom de ce monarque, près de qui il retrouva son ami Guénin. Jeunes, ils avaient figuré ensemble dans le concert d'un prince tombé en faillite; vieux, ils faisaient encore ensemble des quatuors devant un roi détrôné.

Charles IV ayant quitté le séjour de Marseille pour celui de Rome, Duport se rendit à Paris; il était âgé de 64 ans. Il se fit entendre trois fois de suite aux concerts de l'Odéon en 1812; chaque fois il étonna par la vigueur, l'élégance et la grâce, disons le mot, par la jeunesse de son talent. Ferdinand Paër dirigeait la musique particulière de Napoléon: il y fit admettre Duport, qui, bientôt après, entra à la chapelle impériale comme violoncelliste récitant, puis au Conservatoire de musique (*voy.*) en qualité de professeur. Après la Restauration il resta attaché à la chapelle et à la musique particulière de Louis XVIII; mais le Conservatoire ayant été supprimé en 1815, il ne fut pas compris dans l'organisation de l'École royale de Musique. Néanmoins il était parvenu à rétablir ses affaires, deux fois ruinées par les événements politiques. Sa famille était en bonne position: son fils, excellent musicien, aujourd'hui l'un de nos meilleurs facteurs de pianos, soutenait l'honneur du nom paternel; mais la mort de son frère, arrivé en 1819, l'affecta vivement. Attaqué lui-même d'une *maladie bilieuse, qui fut d'abord* traitée trop légèrement et qui ne tarda pas à prendre un caractère sérieux, il y succomba le 6 septembre de la même année, à l'âge 70 ans, encore plein de force et de vivacité.

Comme artiste, aucune organisation ne fut plus parfaite que celle de Duport: personne n'eut plus de justesse dans l'intonation; il disait que, pour jouer juste, il fallait que la moindre incertitude dans le ton vous fît mal. Sa manière de chan-

ter était exquise; le goût, l'expression, le fini ne pouvaient aller plus loin, et telle était la beauté de ce chant instrumental que la célèbre Grassini, dans les petits concerts de la cour, préférait Duport à un chanteur pour exécuter des duos. Selon lui, les instruments devaient s'efforcer d'imiter la voix humaine, le plus beau des instruments. Accompagnateur délicat, il n'aimait pas à fréquenter certains théâtres lyriques, « parce que « les sons, disait-il, y retentissaient à son « oreille avec les noms des notes. » Convaincu avec tous les grands artistes que l'écueil le plus dangereux pour l'art est la confusion des genres, il conserva religieusement au violoncelle son caractère propre. Il ne s'exerçait chez lui aux choses les plus difficiles que pour faire les plus simples avec aisance devant le public. La sûreté de son mécanisme tenait du prodige; sur l'observation qu'on lui en faisait un jour, il répondit : « Toutes « les qualités de l'exécution s'acquièrent « par le travail; quant à la sûreté, c'est « la nature seule que j'en remercie. » Là-dessus il verse de l'eau dans un verre à pleins bords et fait le tour de la chambre, le bras tendu, sans en répandre une seule goutte; il était presque septuagénaire.

La musique de Duport est classique pour l'instrument; elle consiste en concertos qui sont au violoncelle ce que ceux de Viotti sont au violon, c'est-à-dire les premiers du genre; en nocturnes charmants pour le violoncelle, associé tantôt au piano ou à la harpe, tantôt au violon ou au cor; en duos, trios et morceaux d'étude pleins d'intérêt et d'agrément. Mais son principal ouvrage est l'*Essai sur le doigté du violoncelle et sur la conduite de l'archet*, suivi d'*Exercices* dans tous les tons, méthode complète qui est un chef-d'œuvre de clarté et d'analyse, de discussion raisonnée et de progression didactique. Quand les élèves allaient prier l'auteur de leur jouer un de ses *Exercices*, il y consentait avec plaisir; mais d'ordinaire il demandait deux ou trois jours pour travailler le morceau, afin que la leçon fût tout ce qu'elle pouvait être, et le rendez-vous n'avait lieu qu'après cette préparation; tant était grand son respect pour l'art!

Comme homme, Duport fut simple, mais digne, modeste, généreux, bienfaisant. Il conserva au sein de la haute société une parfaite mesure de tenue et toute son indépendance. Successivement attaché à cinq monarques, ayant passé une grande partie de sa vie dans les cours, il ne fut jamais courtisan. Dans l'intimité il avait de l'abandon, de l'enjouement, contait bien, et comme il avait beaucoup vu, sa conversation était pleine de charme. Le dévouement à l'amitié était chez Dupont un besoin. Le violoniste Guérin, mort sans fortune, lui légua sa fille encore enfant : Dupont accepta le legs, éleva la fille de son ami comme la sienne propre, l'emmena en Prusse, cultiva avec sollicitude les heureuses dispositions dont elle était douée pour la musique; puis, quand elle fut en âge d'être établie, il la dota et la maria avantageusement à Berlin: c'est M^me^ Constantini, dont nous avons parlé plus haut. Quand il s'agissait de rendre service, le premier mouvement de Duport était toujours un élan de générosité. Bohrer, arrivé à Paris depuis peu, doit donner concert; mais sa basse, dérangée par le voyage, a besoin d'une réparation; il est inquiet. Duport l'apprend : possesseur du plus beau *stradivarius* connu, il l'envoie sur-le-champ à Bohrer, qui le lendemain débute à Paris sur l'instrument de son noble émule. Instruit qu'un de ses amis a éprouvé des malheurs dont les suites peuvent devenir funestes, il se hâte de venir à son secours. On lui fait des représentations : voici sa réponse écrite qui a été conservée par la reconnaissance : « Je ne me connais pas en affaires, mais je me connais en amitié. Si quelques inscriptions sur le grand-livre peuvent être utiles, disposez-en, en ménageant autant que possible les fonds d'un père de famille. » Les créanciers, touchés de ce procédé généreux, accordèrent des facilités; tout s'arrangea, et l'ami fut sauvé.

Après une vie remplie d'épreuves, de gloire et de bonnes actions, la dépouille mortelle de Duport repose en paix au cimetière de l'Est, à quelques pas de Méhul et de Grétry. M-L.

DUPORT (ADRIEN), l'un des membres les plus estimables et les plus influens

de l'Assemblée constituante, naquit à Paris en 1759, y étudia le droit, et, nommé conseiller au Parlement de cette ville, acquit bientôt, par sa science et par sa grande activité, une véritable autorité dans sa compagnie dont il soutint le courage dans sa lutte contre les administrateurs du trésor public. Il fut élu député de la noblesse aux États-Généraux, et, ardent promoteur des réformes, il fit partie de la minorité de cet ordre qui se réunit au Tiers. D'abord il combattit tous les abus, plaida avec chaleur la cause de la liberté et de l'égalité civile, et contribua fortement à renfermer dans de justes limites l'exercice du pouvoir suprême; puis, craignant la destruction totale de ce pouvoir qu'il vit bientôt désarmé en face des partis les plus violents, il travailla à le relever et à concilier les intérêts du trône avec ceux de la nation. Il forma avec ses amis Barnave et Lameth ce fameux *triumvirat* dont nous avons déjà parlé (*voy.* BARNAVE), et qui eut une part si importante à toutes les délibérations de l'assemblée. Savant jurisconsulte, A. Duport présenta le 29 mars 1790 son beau travail sur l'organisation du pouvoir judiciaire; et ce fut lui surtout qui, discutant avec chaleur et avec un admirable talent la salutaire institution du jury, la fit introduire dans la législation française. Chargé avec Tronchet et Dandré de recevoir les déclarations de Louis XVI après son retour de Varennes, il s'acquitta de cette tâche avec convenance et témoigna au malheureux roi un intérêt sincère. Ses efforts en sa faveur firent prévaloir au sein de l'assemblée les mesures modérées qu'elle adopta, mais que Robespierre et d'autres avaient vivement combattues. Louis XVI, dans la suite, lui demanda quelquefois des conseils, de même qu'à Barnave et à d'autres membres de la Constituante. Lorsqu'elle eut été dissoute, Duport devint président du tribunal criminel de Paris; mais après le 10 août 1792, voyant sa vie en péril, il crut devoir prendre la fuite. Arrêté à Melun, il fut incarcéré et aurait sans doute porté sa tête sur l'échafaud comme monarchiste, si Danton, se souvenant de quelques services qui lui avaient été rendus par Duport, n'avait favorisé son évasion en organisant une émeute. Alors il se réfugia hors du territoire français et n'y revint qu'après le 9 thermidor. Mais les événements du 18 fructidor le jetèrent encore une fois sur la terre étrangère; sa santé était dès lors très affaiblie, et il mourut à Appenzell, en Suisse, au mois d'août 1798. S.

DUPORT DU TERTRE (MARGUERITE-LOUIS-FRANÇOIS), naquit à Paris le 6 mai 1754. Ce fut un de ces hommes que la révolution tira de la médiocrité pour les élever aux premiers honneurs et les faire mourir presque aussitôt sur l'échafaud.

Né sans fortune, il cultiva d'abord la littérature, qui ne l'enrichit guère; puis se fit recevoir avocat en 1777, et exerça cette profession, non sans quelques succès, jusqu'en 1789. D'un esprit doux et modéré, mais juste et droit, il embrassa avec enthousiasme les principes d'égalité et de liberté proclamés hautement par la philosophie du siècle et reçus avidement par ce tiers-état qui, sentant en lui tous les talents, tous les courages, s'étonnait de rencontrer partout des obstacles. Il avait été nommé membre du collége électoral de Paris, puis lieutenant du maire lors de l'organisation de la première municipalité, quand, sur la désignation de Lafayette, il fut appelé au ministère en remplacement de Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux (20 novembre 1790). Il quitta son troisième étage de la rue de la Sourdière pour devenir chef de la justice, poste élevé, autrefois l'apanage des noms les plus anciens de la magistrature; mais il ne succéda point à l'office de garde-des-sceaux, tel qu'il avait été créé en 1774, avec la survivance de l'office de chancelier de France: il n'eut d'autres fonctions que celles de faire sanctionner par le roi les décrets de l'Assemblée constituante, et de présider le conseil privé jusqu'à son remplacement par le nouveau tribunal de cassation. « Il fut laborieux, dit Bertrand de Molleville (dont le témoignage ici n'est pas suspect), actif et honnête homme. Il joignait à ces qualités un commerce agréable et une spirituelle amabilité. Son extrême douceur lui concilia la bienveillance du roi, qui, comme chacun sait,

n'avait malheureusement que trop d'éloignement pour ses nouveaux ministres; et cette modération même de caractère lui fit souhaiter un terme à cette révolution qui semblait vouloir tout dévorer et anéantir. Il se rallia avec ardeur aux principes constitutionnels des Malouet, Lechapelier, Adrien Duport, Lally-Tollendal; vertueux et infortuné parti qui ne pouvait s'appuyer sur rien, ni sur le peuple qui ne l'aimait plus, ni sur la cour qui ne l'avait jamais aimé. Aucune position de ministre ne fut plus difficile, et ces difficultés furent doublées par la fuite du roi à Montmédy. En ces malheureuses circonstances Duport-Dutertre vint remettre à l'assemblée le sceau de l'état d'après l'ordre même de Louis XVI. On ordonna qu'il le reprît et continuât d'en sceller les propres décrets de l'assemblée. Ainsi il fut obligé de signer lui-même l'ordre d'arrestation de ce monarque; mais il tâcha de sauver au moins les derniers restes de la dignité royale, en obtenant, contre l'avis de Robespierre et de Brissot (22 juin 1791), que ce seraient des commissaires pris au sein de la Constituante, et non des juges ordinaires, qui interrogeraient le roi et la reine sur leur fuite. Il resta encore ministre au milieu des obstacles de tout genre, et pressé entre deux partis également furieux, également hostiles, jusqu'aux premiers mois de 1792. Dénoncé à cette époque par Brissot et Saladin pour s'être opposé à la guerre contre l'Allemagne, de concert avec son collègue et son ami de Lessart, il fut défendu avec chaleur par Beugnot et Quatremère de Quincy, et de Lessart seul fut déporté à Orléans.

Rentré dans la vie privée, il s'ensevelit en une profonde obscurité, d'où il fut cruellement arraché par un décret lancé contre sa personne le 10 août. Sa résignation, son courage pendant sa courte captivité à la Conciergerie, excitèrent hautement l'admiration de ses compagnons d'infortune. Il se montra calme, sans faiblesse, sans crainte aucune, quoiqu'il ne vît nul espoir de salut ou de justice. Sa femme venait le voir presque tous les jours, et sa tendresse témoignée par ses larmes et son désespoir parut seule laisser en son âme quelque regret de la vie. Accusé devant un sanglant tribunal d'avoir mis des entraves à la liberté de la presse, il fut, malgré le témoignage favorable de Marat lui-même, condamné au dernier supplice, et exécuté en même temps que Barnave (28 novembre 1793), avant d'avoir atteint sa 39^{e} année. En entendant son arrêt il s'était écrié : « Les ré- « volutions tuent les hommes, la postérité « les juge. »

Auteur de quelques ouvrages sur l'ordre judiciaire, Duport-Dutertre avait travaillé au *Journal des Deux-Ponts* et il passe pour l'un des auteurs de l'*Histoire de la Révolution, par deux amis de la liberté* (1790-1802, 20 vol. in-8°).

Il ne faut pas confondre avec cet homme politique François-Joachim Duport-Dutertre, né à Saint-Malo en 1715, mort en 1759, et qui n'est connu que par des ouvrages assez nombreux, mais la plupart oubliés aujourd'hui, dont nous ne citerons que l'*Histoire des conjurations, conspirations et révolutions célèbres* (Paris 1754, 8 volumes in-12), continuée par Désormeaux. A. D. T-N.

DUPRAT (Antoine, cardinal), naquit à Issoire, en Auvergne, le 14 janvier 1463, d'Antoine Duprat, seigneur de Verrières. Les dignités auxquelles il parvint de bonne heure prouvent qu'il ne fut pas sans instruction, comme ses ennemis l'en ont accusé. Il était lieutenant d'un bailliage en 1497 et premier président du parlement de Paris en 1507. Duprat s'attacha à la comtesse d'Angoulême, Louise de Savoie, et sut gagner la faveur du jeune François I^{er}. Ce prince, en montant sur le trône, ôta les sceaux à Étienne Poncher, magistrat plein d'intégrité, pour les remettre à Duprat, dont il voulut, dit-on, récompenser les conseils ou la prévoyance. Après la bataille de Marignan, le pape, s'étant détaché de la ligue formée contre le roi de France, demanda une entrevue au vainqueur; cette entrevue eut lieu à Bologne. Le roi s'y rendit avec Duprat, qu'il venait de créer chancelier; il n'y resta que quelques jours et laissa son ministre suivre les négociations qui s'ouvrirent pour l'abolition de la pragmatique-sanction. Il s'agissait d'enlever aux églises et aux chapitres la nomination

aux évêchés et aux bénéfices pour la remettre au roi. De grands abus se commettaient dans les élections; souvent la liberté des suffrages y était opprimée par des cabales et par des scènes scandaleuses; d'un autre côté, les deux contractants ne pouvaient que gagner à cette prétendue spoliation. Elle fut donc résolue par un acte qui fut connu sous le nom de *concordat*. Le parlement, les magistrats, le clergé, l'université s'élevèrent avec force contre la bulle qui le proclama; mais le chancelier lutta courageusement contre l'opposition générale, et, après plusieurs années de débats et de résistance, parvint à la faire enregistrer et exécuter. La guerre que François I^er^ soutint pendant tout son règne contre son ambitieux rival Charles-Quint épuisait les finances : Duprat créa des ressources en vendant les offices judiciaires et en instituant des rentes sur l'Hôtel-de-Ville. Cette vente des charges, contre laquelle on a tant crié, fut cependant un double bienfait: elle servit à pourvoir aux besoins de l'état, et elle fut la source d'où s'éleva ce corps de magistrature dont la France n'a cessé de se glorifier. Le prix des offices n'ayant pas été remboursé, ils devinrent la propriété des titulaires et de leurs descendants. Cette hérédité favorisa ou nécessita l'instruction des magistrats, assura leur indépendance et devint un garant de leur intégrité.

Cependant la perte de la bataille de Pavie et la captivité du roi, en plongeant la France dans le deuil, excitèrent l'indignation publique contre le chancelier. Il fut dénoncé dans la chaire, déchiré dans des écrits, menacé par le parlement, qui était prêt à lancer contre lui une accusation. Duprat fit tête à l'orage; il dirigea les négociations qui devaient amener la délivrance du monarque et lui dicta presque à lui-même la conduite qu'il devait tenir. François I^er^, de retour à Paris, soutint son ministre contre le parlement; il fit annuler toutes les procédures commencées contre lui. Duprat, devenu veuf, entra dans la carrière ecclésiastique, devint archevêque de Sens, fut pourvu d'une riche abbaye, et obtint en 1527 le chapeau de cardinal. Les livres et les publications de Calvin propageaient alors en France les principes de la réforme; le cardinal, nommé légat *a latere* dans sa patrie, poursuivit les nouveaux sectaires avec un acharnement et une cruauté que ne pouvait justifier la politique qui le guidait ou le zèle qui l'animait. Ce fut au milieu de cette persécution sauvage qu'il mourut, en 1535, de la maladie pédiculaire, dévoré par les vers, juste punition de sa barbarie.

TH. D.

DUPRÉ (LOUIS), peintre d'histoire, naquit à Versailles le 9 janvier 1789. Il était à peine âgé de treize ans lorsque, dessinant d'après le tableau des *Horaces* dans le palais du Luxembourg, il fut remarqué par Joseph Bonaparte. Frappé du contraste entre ce qu'il y avait d'enfantin dans la figure et de viril dans le talent du dessinateur, Joseph le recommanda à David, chez qui le jeune homme étudiait. Le cardinal Fesch s'intéressa également à lui et le présenta à son neveu Jérôme, alors roi de Westphalie, dont il devint le peintre à Cassel. Il fit plusieurs bons portraits dans la nouvelle cour. Un tableau, où était représenté *le Roi sauvant un de ses gardes-du-corps qui se noyait*, fit obtenir à l'auteur, en 1813, le pensionnat de Rome. L'année suivante, lorsque les événements eurent éloigné de cette ville l'administration française et rétabli l'autorité pontificale, M. Dupré courut des dangers personnels: la haute protection dont il avait été l'objet se changeant en une cause de disgrâce, il fut arrêté, mis en prison et traité avec la même rigueur qu'un prisonnier politique. Rendu à la liberté, il partit pour Naples et peignit, sur la demande de la reine Murat, *Homère au tombeau d'Achille*. Il visita en artiste les poétiques environs de l'antique Parthénope; puis, la capitale des arts étant redevenue hospitalière aux Français, il s'y rendit de nouveau et exécuta pour l'église de la Trinité-du-Mont plusieurs sujets, dont l'un, *Daniel dans la fosse aux lions*, fut distingué. C'est pendant son séjour en Italie qu'il projeta son voyage en Grèce et qu'il s'associa avec trois Anglais pour l'exécuter. Il partit de Naples, le 17 février 1819, pour Athènes et Constantino-

ple ; et passa sept mois dans le Levant, le crayon ou le pinceau à la main ; personnages historiques, costumes, édifices, paysages ; vues diverses, il dessina tout avec une fidélité scrupuleuse. Après avoir traversé la Hongrie, l'Allemagne, la Suisse, la Lombardie, il revint encore une fois à Rome. La collection de ses dessins, envoyée à Paris et exposée au salon du Louvre en 1824, montra au public parisien les physionomies de l'Orient telles qu'il ne les avait pas encore vues. Ce portefeuille était accompagné d'un grand tableau, dont le sujet était *Camille ordonnant aux Romains de recouvrer leur patrie avec le fer et non avec l'or*, tableau qu'il avait composé à l'époque où l'étranger levait sur la France des tributs excessifs. Louis XVIII en fit l'acquisition pour le musée de Versailles et décerna au peintre une médaille d'or. Cette peinture est aujourd'hui dans la galerie du Luxembourg. *Un guerrier grec plantant l'étendard de la croix sur les remparts de Salone* se produisit en 1827 au milieu des sympathies universelles que la cause des Hellènes inspirait. *Saint Médard instituant la fête de la Rosière à Salency* a occupé une place honorable au salon de 1837 et prouvé que les traditions classiques triomphent de toutes les erreurs, comme elles survivent à toutes les attaques. Pendant l'intervalle de dix années entre ces deux expositions, M. Dupré a publié, seul et sans aide, dans une suite de lithographies que recommande un talent de peintre d'histoire, son *Voyage à Athènes et à Constantinople*. Le mérite du texte n'est pas inférieur à celui des dessins, et ce recueil deviendra d'autant plus précieux que les mœurs orientales tendent de jour en jour à se fondre dans la civilisation européenne. M-L.

DUPUIS (Charles-François) naquit le 16 octobre 1742 à Trie-Château, entre Gisors et Chaumont (Oise). Son père, qui exerçait dans ce village les fonctions d'instituteur, donna les premiers soins à son éducation, et dès l'âge de dix ans l'élève avait déjà épuisé tout ce que le maître était capable de lui enseigner. Ce cours d'études s'était borné aux premières notions de la géométrie appliquée à l'arpentage. Il ne restait donc au jeune Dupuis d'autre expectative que de remplir, comme son père, les modestes fonctions de maître des petites écoles ; mais une circonstance insignifiante en apparence décida autrement de son avenir. Son père se retira à la Roche-Guyon, près de Mantes, où il fut appelé pour y tenir les écoles. Là s'élevait une tour antique située sur le point culminant d'une colline qui domine cette contrée : elle frappa les regards du jeune Dupuis ; il s'empressa d'appliquer les leçons de son maître pour en mesurer la hauteur. Pendant ce travail un étranger l'aborde, le questionne, est étonné de la précision de ses réponses, et conçoit la généreuse idée d'aider au développement d'une intelligence si précoce. Le duc de La Rochefoucauld, seigneur de cette terre (car c'était lui qui venait de converser avec Dupuis), offre à son père les moyens de compléter le cours de son fils en lui promettant une bourse au collége d'Harcourt, dès qu'il pourra y être admis. Après s'être livré à l'étude de la langue latine d'abord à la Roche-Guyon puis au collége de Vernon, il fut reçu en peu de temps au collége d'Harcourt, où il entra en troisième. Des progrès rapides et brillants lui valurent les prix décernés par le collége et par l'Université, une seconde bourse de la part de son bienfaiteur, et de celle du proviseur d'Harcourt la dispense de payer sa pension, faveur qui lui permit d'aider sa famille que la mort du père laissait dans la détresse. Ce malheureux père avait été englouti dans les eaux en allant à la rencontre de son fils, qui venait faire à ses parents l'hommage des lauriers qu'il avait cueillis.

Depuis cette époque, il remporta encore cinq prix à la distribution solennelle de l'Université. Son cours de philosophie terminé, il fut reçu maître-ès-arts, puis, agrégé à l'Université comme licencié en théologie, et nommé à l'âge de 24 ans professeur de rhétorique au collége de Lisieux. Malgré les travaux de son professorat, il étudia le droit et se fit recevoir avocat en 1770. Il débuta dans la carrière des lettres par le discours latin qu'en 1775 l'Université le

chargea de prononcer en présence du parlement à l'occasion de la distribution des prix. De là date sa réputation littéraire, de là le puissant crédit qu'il acquit auprès de cette magistrature, rétablie après la mort de Louis XV. Dans l'oraison funèbre de Marie-Thérèse qu'au nom de l'Université il prononça en 1780, Dupuis développa un talent qui le signala à la république des lettres, comme un citoyen qui un jour contribuerait à sa gloire.

Il passait à Belleville, dans la solitude, les rares moments de loisir que lui laissaient ses devoirs, préparant ses discours d'apparat, ses grands travaux sur les mystères mythologiques, sur l'origine des noms et des figures des constellations, goût qu'avait fait naître l'étude de l'astronomie, dont il s'occupa pendant quatre ans sous Lalande. Ce fut là aussi que, pour correspondre avec un de ses amis qui habitait Bagneux, il inventa une espèce de télégraphe dont celui de nos jours n'est que le perfectionnement, et que plus tard il fut forcé de détruire, pour ne pas porter ombrage au gouvernement.

En 1779 et 1780 parurent ses mémoires exposant son système mythologique, dont il fit hommage à l'Académie des Belles-Lettres, et qui, en 1781, furent insérés dans le traité d'astronomie publié par de Lalande, et un autre mémoire sur les douze travaux d'Hercule, opuscules qui préludaient à son ouvrage sur l'origine des cultes. Le grand Frédéric, qui en connaissait le plan et désirait qu'il fût imprimé dans ses états, fit offrir à l'auteur, par Condorcet, une chaire de littérature vacante à Berlin et son admission à l'académie de cette capitale, offres que Dupuis accepta, mais que la mort inopinée du monarque ne permit pas de réaliser. Dupuis communiqua le plan de cet ouvrage à quelques membres de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres qui, effrayés de la hardiesse de ses vues, de sa facilité à se laisser entraîner par le charme des combinaisons, des analogies, au risque de faire fléchir devant son système toutes les idées reçues jusqu'alors, écartèrent l'auteur de la place vacante en 1787, et ne l'admirent qu'en 1788 en remplacement de Rochefort, le traducteur de l'Iliade, et à la condition de se renfermer dans les bornes assignées par la prudence. L'année précédente il avait obtenu une chaire d'éloquence latine au collége de France, vacante par le décès de Bejot.

Bientôt éclata la crise révolutionnaire. Le caractère, les goûts de Dupuis, la mort sinistre du duc de La Rochefoucauld le déterminèrent à quitter Paris : il se retira à Évreux ; mais le vœu de son département le rappela bientôt dans la capitale en le portant à la Convention nationale. Forcé d'accepter cette mission, il s'en montra digne par la sagesse de sa conduite politique et par son éloignement de tous les partis. On le vit monter à la tribune pour s'élever contre le désarmement arbitraire, l'abus des dénonciations ; pour demander la reddition des comptes de tous les agents de la république, la mise en accusation du cruel Carrier, la liberté des 71 députés mis injustement en état d'accusation. Chargé de l'examen des lois relatives à l'instruction publique et envoyé dans les départements méridionaux pour y établir les écoles centrales et primaires, il fit preuve d'un zèle égal à son discernement. Lors du procès de Louis XVI, il vota pour la détention comme mesure de sûreté; mais la majorité des suffrages ayant placé ce malheureux monarque sous la hache du bourreau, Dupuis vota pour le sursis en appuyant son vote de ces paroles énergiques : « *Je souhaite que l'opinion de la « majorité fasse le bonheur de mes con- « citoyens, et elle le fera si elle peut sou- « tenir le sévère examen de l'Europe et « de la postérité qui jugeront le roi et « ses juges* ». Sous le règne de la terreur il sut arracher un certain nombre de victimes vouées à la mort, au risque d'être accusé de modérantisme et de payer de sa tête son noble dévouement. Après la session conventionnelle, il fut nommé au conseil des Cinq-Cents où il développa des idées lumineuses sur le placement des écoles centrales, la liberté de la presse, la publicité des discussions sur les finances. En l'an VII il fut porté sur la liste des candidats au Directoire exécutif, puis il fit partie des 48 membres qui

formèrent le noyau de l'Institut national. Après le 18 brumaire, élu par son département pour le Corps législatif, il en devint le président et fut proposé par le Corps législatif et le Tribunat comme candidat pour le Sénat conservateur; peu après il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur.

Ici se termine sa carrière politique, durant laquelle il demeura irréprochable.

Ce fut au milieu des orages de la Convention nationale que Dupuis mit la dernière main à son grand ouvrage sur l'origine des cultes*, dont il fit hommage à l'assemblée. Profitant de l'époque où il était permis de tout penser et de tout dire, il le mit au jour en 1794, après avoir un instant balancé s'il ne ferait pas mieux de jeter dans les flammes une œuvre qui allait soulever contre l'auteur l'opinion générale. Dans ce traité il se propose d'expliquer les énigmes de la religion grecque et de toutes les autres religions de l'antiquité, d'en dévoiler les mystères et de remonter à l'origine des traditions sur lesquelles reposent les religions du monde actuel. Cet ouvrage singulier trouva moins de lecteurs que Dupuis ne l'avait espéré; on lui reprocha des détails scientifiques au-delà de la portée du grand nombre et la sécheresse de son style, ce qui détermina l'auteur à publier en 1798 un abrégé dégagé de ses obscurités et qui fut mieux accueilli**. A son apparition, ce système fut censuré, réfuté en France, en Hollande, en Italie, et spécialement dans l'ouvrage du P. Brunet, intitulé *Parallèle des religions*. Sans entrer dans les débats qu'il fit naître ni dans le développement de son système, on peut dire que si, d'une part, Dupuis déploie une érudition brillante, une pénétration profonde, d'un autre côté, au moyen de sa méthode de l'allégorie explicative, on peut trouver des fables dans les faits, des faits dans les fables, et placer tout le passé sous l'influence d'un profond scepticisme historique; que sous le rapport moral, cet ouvrage sape les bases de la société, non-seulement en anathématisant le christianisme, mais en considérant toute religion comme le plus cruel fléau de l'humanité.

Lors de la création des académies et de leur réunion sous le titre d'Institut, Dupuis, nommé membre de la classe de littérature et des beaux-arts, lut devant cette compagnie deux mémoires explicatifs de l'origine des Pélages. En l'an II il passa dans la classe d'histoire et de littérature ancienne. En 1806 parut dans la *Revue philosophique* son explication du *Zodiaque de Tentyra*, à l'appui des opinions émises dans l'origine des cultes dont ce mémoire est le complément et le corollaire, et dans la même année son mémoire sur le *Zodiaque chronologique et mythologique*, dans lequel il soutient les mêmes opinions. On a encore de lui plusieurs traités de cosmogonie et de théogonie des peuples anciens et modernes, rédigés d'après le même système; enfin son mémoire explicatif du symbole du phénix qu'il lut à l'Institut.

Dégagé du fardeau de ses fonctions politiques, Dupuis se retira en 1809 dans un petit domaine qu'il avait acquis près de Dijon. La simplicité de ses goûts, une modeste aisance, ses livres et ses manuscrits lui promettaient au sein de sa famille les jouissances du repos; mais il ne devait pas les goûter. Quelques jours après son arrivée, il fut atteint d'une fièvre pernicieuse à laquelle il succomba le 29 septembre 1809, dans sa 67e année. Tous ceux qui l'avaient connu payèrent le tribut de leurs regrets à la générosité de son cœur, à la douceur de ses mœurs, à sa modestie sans affectation, à son immense savoir sans pédantisme, à son inaltérable probité. L. D. C.

DUPUYTREN (Guillaume, baron), le plus célèbre des chirurgiens français contemporains, né à Pierre-Buffière, village du Limousin, le 6 octobre 1777, et mort à Paris le 8 février 1835, présenta une carrière qui, dans sa courte durée, fut pleine de travaux et de gloire, bien plus que de bonheur. Une extrême ambition en fut l'unique et constant mobile, et elle produisit de grandes choses. Son enfance obscure et presque abandonnée reçut cependant quelque appui

(*) *Origine de tous les cultes, ou la Religion universelle*, 3 vol. in-4° ou 12 vol. in-8° avec atlas.

(**) *Abrégé de l'origine des cultes*, Paris, an VII, 1 vol. in-8°, plusieurs fois réimprimé.

de personnes charitables qui lui fournirent les moyens de recevoir une éducation première médiocre, puis d'entreprendre l'étude de la médecine à laquelle il se voua avec une ardeur indicible. Prosecteur de la Faculté à 18 ans et chef des travaux anatomiques à 24, il dut au concours et à de puissants appuis les places qu'il occupa, celle de professeur de médecine opératoire à la Faculté, celle de chirurgien-en-chef de l'Hôtel-Dieu, etc.; en même temps il devint inspecteur de l'Université, chevalier et plus tard officier de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Michel, baron, membre de l'Institut, premier chirurgien du roi, etc.

Assidu et infatigable, Dupuytren peut assurément être présenté comme le type du chirurgien et du professeur. Placé à la tête du plus grand hôpital qui existe, il le fit servir pendant 25 ans aux progrès de la chirurgie et à l'instruction d'un nombre incalculable d'élèves qui sont répandus dans le monde entier. Il fut un opérateur plein de prudence, de hardiesse et de dextérité, sachant au moment du besoin improviser des ressources et surmonter toutes les difficultés. Toutes les opérations de la chirurgie ont été pratiquées par lui, à sa manière et suivant l'exigence du cas, plutôt que d'après des règles établies à l'avance; et si, à proprement parler, il n'a point inventé, il s'est approprié, en les modifiant, les travaux de tous ses prédécesseurs et de ses contemporains. Néanmoins le traitement de l'anus contre nature (*voy.*) lui appartient tout entier.

Dupuytren était un professeur admirable, avec qui l'on était, pour ainsi dire, forcé d'être attentif et intelligent. Ses leçons cliniques, dont il trouvait la substance dans une pratique vaste autant que savante, étaient claires, précises et souvent éloquentes. Dans les dernières années de sa vie, des sténographes en ont recueilli plusieurs. Quant à lui, il écrivit peu, si ce n'est ses rapports à l'Académie des Sciences; encore pour la plupart du temps empruntait-il une plume étrangère, qu'à la vérité il dirigeait conformément à ses vues et à ses doctrines : c'est ce qu'il fit pour divers mémoires et pour le Dictionnaire de médecine et de chirurgie pratiques.

Une immense fortune (7 millions de francs) et une position sociale et scientifique des plus élevées furent le prix des travaux de Dupuytren. L'ambition qui le dévorait ne lui laissa ni paix ni trève; elle suscita la maladie qui vint terminer prématurément sa vie. Il mourut comme il avait vécu, calme et impassible; il voulut laisser un monument de son zèle pour la science et donna par son testament 200,000 francs pour fonder une chaire d'anatomie pathologique, en désignant pour la remplir M. Cruveilhier. Ses intentions ont été remplies et dépassées par les soins de M. Orfila, qui a en outre créé le *Musée Dupuytren*.

Les funérailles du grand chirurgien furent somptueuses; les élèves voulurent porter au champ du repos ses dépouilles mortelles, rendant ainsi hommage à l'un des plus vastes génies de notre époque. Dupuytren était froid et réservé; son front sillonné de rides indiquait assez les soucis de son âme, et rarement un sourire, si ce n'est celui du dédain ou de l'ironie, venait effleurer ses lèvres. Il vivait seul, donnant tout son temps au travail, et dans des habitudes d'extrême simplicité. Quoi qu'on ait pu dire, il ne manquait ni de douceur envers les malades ni de désintéressement, et il eut quelques vrais amis. F. R.

DUQUESNE (Abraham, marquis), seigneur du Bouchet, lieutenant général des armées navales, naquit à Dieppe en 1610. Son père, habile navigateur, qui avait contribué sous Louis XIII à la gloire de la marine, alors naissante en France, et était parvenu par son mérite au grade de capitaine de vaisseau, fut l'instituteur et le modèle de son fils, et s'appliqua à développer en lui les dispositions qu'il montra de bonne heure pour le métier de la mer, en lui donnant une éducation conforme à sa destination future. Le jeune Abraham répondit aux soins de son maître. Dieppe était alors l'école où venaient se former les marins: Duquesne, avide de connaissances, fréquentait les chantiers, les ateliers divers, et, malgré la disproportion d'âge, il se lia d'amitié avec le célèbre constructeur

Morieu, qui l'initia dans les secrets d'un art qu'il exerçait alors avec distinction. Mais Duquesne, sentant que la théorie ne suffisait pas pour la carrière à laquelle il se destinait, voulut y joindre la pratique. Il parcourut les ports de France, et, dans ses conversations avec les marins les plus célèbres de cette époque, il recueillit une foule de notions utiles. Duquesne avait 17 ans lorsqu'il s'embarqua pour la première fois. Il fit plusieurs voyages sur des bâtiments marchands, et il y acquit cette connaissance des détails et cette habitude d'opérer soi-même qui donnent tant d'avantages dans le commandement.

Pendant les troubles de la Ligue, les Espagnols s'étaient emparés des îles de Lerins, dans la Méditerranée. En 1637, Louis XIII, ou plutôt le cardinal de Richelieu, résolut de les reprendre. Le comte d'Harcourt fut choisi pour commander les troupes de terre destinées à cette expédition, et le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, eut le commandement de la flotte qui devait faire rentrer ces îles sous la domination française. Le père de Duquesne, sans avoir le titre de général, fut chargé de diriger les mouvements de l'armée navale; son fils, déjà connu dans la marine comme officier de mérite, eut le commandement d'une galère. Les îles de Lerins furent reprises, et Duquesne se signala dans cette circonstance, sous les yeux de son père, par plusieurs traits de courage et d'audace. Le succès encouragea la marine française, et bientôt la mer fut couverte de ses galères et de ses vaisseaux. Au commencement de l'année 1638, on résolut d'aller détruire une flotte espagnole qui était réunie dans le havre de Gattari. Le commandement de l'armée de terre fut confié au prince de Condé, et celui des forces navales, qui se composaient d'environ soixante bâtiments de guerre, fut encore donné à l'archevêque de Bordeaux, qui voulut avoir sous ses ordres les deux Duquesne. Abraham commandait un brûlot et faisait partie de l'avant-garde chargée de commencer l'attaque de la flotte espagnole. Il se dirige sur le vaisseau amiral, lui jette ses grapins, et ne se décide à descendre dans sa chaloupe que lorsqu'il est certain que le vaisseau est la proie des flammes qu'il y a allumées. Ce trait d'audace décida de la victoire; les Espagnols, quoiqu'ils se fussent défendus vaillamment, furent obligés de céder à la valeur française. En moins de trois heures de combat, 14 vaisseaux et 4 frégates furent brûlés ou coulés à fond, et 4000 hommes environ périrent par le fer, par la flamme ou dans les flots. Depuis ce moment la carrière de Duquesne ne fut qu'une suite non interrompue de succès.

En 1638, l'archevêque de Bordeaux, nommé lieutenant général des armées navales, sortit de Toulon à la tête de 40 bâtiments de guerre, 12 flûtes et quelques brûlots. Son projet était de détruire une flotte espagnole mouillée dans la baie de la Corogne. Duquesne, qui venait d'être élevé au grade de capitaine de vaisseau, commandait l'avant-garde dans cette expédition. Ayant devancé l'armée, il se présenta devant la Corogne, mais il trouva la flotte espagnole si bien embossée et si bien protégée par les batteries de terre qu'il ne put rien entreprendre contre elle.

Après plusieurs combats partiels de peu d'importance qui signalèrent l'activité de Duquesne, la flotte française rencontra enfin celle d'Espagne devant le port d'Alfagues, à l'embouchure de l'Ebre. L'action s'engagea avec acharnement de part et d'autre; des 41 galères dont se composait la dernière, 5 furent coulées, 3 furent brûlées, et 3 s'échouèrent. Duquesne eut une grande part à ce succès. Les historiens disent que dans cet engagement il y eut environ 3,000 coups de canon tirés de part et d'autre.

Le duc de Brézé, qui succéda au cardinal archevêque de Bordeaux dans le commandement des forces navales de la Méditerranée, eut dans Duquesne la même confiance que son prédécesseur, et il tint à honneur de le voir servir sous ses ordres. Sorti de Toulon en 1643 à la tête d'une escadre, le duc alla chercher les Espagnols sur leurs côtes. Le 9 août il les rencontra devant Barcelonne. L'engagement qui eut lieu ne fut point décisif. Duquesne s'empara d'un vaisseau de 40 canons qui lui opposa une résis-

tance opiniâtre. La nuit avait séparé les combattants, mais le lendemain matin l'action recommença avec une nouvelle vigueur. Dans ce combat, les Français s'emparèrent de 6 vaisseaux, et Duquesne fit des prodiges de valeur. Le 3 septembre suivant un nouveau combat eut lieu sous le cap de Gates. Cette fois, malgré la supériorité numérique de l'escadre espagnole, elle fut complétement battue; l'amiral de Naples et le vice-amiral espagnol furent pris, ainsi que quatre autres vaisseaux, et le reste de l'escadre profita de la nuit pour se réfugier à Carthagène, où, protégée par les forts, l'amiral français ne jugea pas prudent de l'attaquer. Dans cet engagement, où Duquesne fut blessé, il coula bas plusieurs bâtiments et contribua puissamment à la victoire par sa brillante valeur.

A la mort du cardinal de Richelieu (décembre 1642), la marine française retomba dans le néant d'où ce puissant génie l'avait tirée. Les troubles de la minorité de Louis XIV ayant allumé la guerre sur les frontières, l'attention du gouvernement se porta tout entière sur l'armée de terre, et les officiers de la marine négligés allèrent chercher du service à l'étranger. Duquesne, que son inactivité fatiguait aussi, sollicita et obtint la permission d'aller servir en Suède. Christine était alors (1644) en guerre avec Christian IV, roi de Danemark. Duquesne, nommé major de l'armée navale suédoise, sortit à la tête d'une escadre et rencontra la flotte danoise à la hauteur de Fehmern, sur les côtes du Holstein : Christian la commandait en personne. Le combat qui s'engagea dura deux jours entiers, à plusieurs reprises. Duquesne s'attacha principalement à combattre le vaisseau que montait Christian, fier d'avoir un roi pour adversaire. Après des prodiges de valeur, de part et d'autre, ce vaisseau tomba en son pouvoir vers la fin de l'engagement, mais Christian n'était point à bord: blessé à la tête par un éclat de bois le premier jour du combat, il s'était fait transporter à terre. La flotte danoise, battue et dispersée, se retira dans ses ports. Duquesne, en récompense de ce service, fut élevé au grade de vice-amiral. Mais la paix qui, par la médiation de la France, fut signée en 1645 entre la Suède et le Danemark rendant ses services désormais inutiles, il obtint l'assentiment de la reine pour retourner en France.

Lorsqu'en 1650 Bordeaux se révolta contre le gouvernement du roi, l'Espagne arma une escadre pour appuyer cette rébellion et propager la guerre civile. La France, dont la marine était presque anéantie, ne pouvait opposer aucune flotte à celle des Espagnols. Duquesne arme à ses frais quelques bâtiments de guerre : c'est à qui des officiers et des marins viendra servir sous ses ordres. Bientôt son escadre est prête, et devançant les Espagnols, il leur ferme l'entrée de la Gironde. Les Bordelais, privés du secours qu'ils attendaient, se soumirent par une capitulation.

Anne d'Autriche l'éleva au grade de chef d'escadre et lui fit don de l'île et du château d'Indret, près de Nantes. Elle lui donna en outre l'assurance qu'il serait remboursé des frais de son armement aussitôt que l'état des finances le permettrait.

Jusqu'en 1672 Duquesne n'eut aucune occasion de signaler son courage; mais à cette époque il contribua puissamment aux victoires remportées dans la Manche sur l'amiral Ruyter par les flottes française et anglaise réunies, et dans les années suivantes, placé sous les ordres du duc de Vivonne, il se distingua dans la Méditerranée et surtout devant Messine, pénétrant courageusement dans le port de cette ville sicilienne au moment où elle allait capituler faute des munitions que lui apportait l'armée française. Louis XIV, informé des exploits de Duquesne et de son habile manœuvre, lui écrivit de sa main pour l'en féliciter.

En vain les Espagnols débarquèrent 4000 hommes pour attaquer Messine par terre. Ils résolurent de faire le siége d'Augusta. Duquesne, informé de ce projet, sortit de Messine à la tête de 30 vaisseaux et se porta à la rencontre de l'armée alliée. Il la découvrit, le 22 avril 1676, à la hauteur de Catane. Elle se composait de 29 vaisseaux, 9 frégates et quelques brûlots. L'engagement eut lieu immédiatement. Ruyter, qui était à la tête

de l'avant-garde, attaqua celle des Français, qui lui opposa la plus vigoureuse résistance. Quatre de ses vaisseaux furent mis hors de combat en moins d'une demi-heure. Ruyter, se trouvant ainsi affaibli, manœuvra pour se rapprocher de son corps de bataille; mais ce mouvement l'ayant fait tomber sous le vent, Duquesne, qui jusque-là n'avait point pris part à l'action, dirigea sur lui le feu le plus terrible. Les deux amiraux déployèrent dans cette circonstance toute la science des manœuvres et toutes les ressources de l'art; mais enfin la valeur des Français et l'habileté de Duquesne fixèrent la victoire de leur côté. La nuit mit fin au combat. L'armée combinée se réfugia à Syracuse dans le plus grand désordre, et celle des Français rentra victorieuse dans Messine.

Ruyter, qui avait été blessé dans ce combat, mourut sept jours après. Son cœur, enfermé dans une boîte d'argent, fut mis à bord d'une frégate pour être transporté en Hollande. Ce bâtiment étant tombé au pouvoir des Français, le capitaine fut conduit à Duquesne, à qui il rendit compte de la mission dont il était chargé. L'amiral alors, passant sur la frégate hollandaise, se fit conduire à la chambre où était le cœur de Ruyter, et s'inclinant devant le vase qui le renfermait : « Voilà, dit-il, les restes d'un « grand homme qui a trouvé la mort au « milieu des hasards qu'il a tant de fois « bravés. » Puis, s'adressant au capitaine hollandais, il lui dit : « Monsieur, votre « mission est trop respectable pour qu'on « vous arrête. » Et il lui donna un sauf-conduit. Ruyter méritait cet hommage à sa mémoire de la part d'un homme dont il disait : « De tous les ennemis de ma « patrie, Duquesne est le seul qui me « paraisse redoutable. »

Cependant l'armée combinée espagnole et hollandaise, après avoir réparé ses pertes, était sortie de Syracuse et était allée s'embosser à Palerme. Le duc de Vivonne résolut de l'attaquer dans cette position. L'armée sous ses ordres se composait de 28 vaisseaux, 25 galères et 9 brûlots. Elle se présenta devant Palerme le 2 juin 1676; 27 vaisseaux, 19 galères et 4 brûlots y étaient mouillés sur une seule ligne, et sous la protection des forts. Malgré l'avantage que présentait cette position, le duc de Vivonne n'hésita point à les combattre. Duquesne commandait l'avant-garde; suivant ses instructions, il se dirigea sur la tête de la ligne ennemie, et toute l'armée le suivit. Dès qu'il fut à la portée du canon, on fit sur lui un feu très vif, auquel il ne répondit point. Ce ne fut qu'arrivé à une encâblure de l'armée alliée et lorsqu'il eut mouillé sur la bouée de ses ancres qu'il riposta. Tant d'audace et de résolution intimidèrent les ennemis qui, effrayés, coupaient leurs câbles et allaient s'échouer sous le môle. Les brûlots français, profitant de ce désordre, abordèrent trois vaisseaux hollandais qu'ils incendièrent. En même temps le reste de l'armée était tombé sur le corps de bataille de l'armée combinée, ainsi que sur leur arrière-garde. Le combat durait depuis une heure, lorsque l'amiral espagnol sauta avec un fracas épouvantable. Cet événement répandit la terreur dans toute l'armée ennemie. L'amiral de Hollande coupa ses câbles et alla s'échouer à la côte. Les brûlots français le suivirent et l'incendièrent, ainsi que 4 autres vaisseaux qui avaient imité sa manœuvre. Dans cette action, les alliés perdirent 12 vaisseaux, 6 galères et 4 brûlots. Leur perte en hommes fut évaluée à environ 3,000, tués ou blessés. Cette bataille eut pour résultat de donner aux Français l'empire de la Méditerranée, qu'ils conservèrent pendant toute la durée de la guerre.

La paix, qui fut conclue en 1678 entre la France, l'Espagne et la Hollande, procura quelque repos à Duquesne, et il en profita pour se rendre à Versailles. Présenté à Louis XIV par Colbert, le roi lui dit : « Je voudrais bien, monsieur, « que vous ne m'empêchassiez pas de ré-« compenser les services que vous m'a-« vez rendus comme ils méritent de l'être; « mais vous êtes protestant, et vous savez « quelles sont là-dessus mes intentions. » En effet, Duquesne avait plus qu'aucun autre des droits au bâton de maréchal, dont la valeur plus d'une fois malheureuse de ses rivaux de gloire avait été justement honorée. Toutefois le monar-

que ne se montra point ingrat envers Duquesne : il lui donna la terre de Bouchet, près d'Étampes, qu'il érigea en marquisat sous son nom.

A cette époque, l'art de la construction des vaisseaux était encore dans l'enfance. Colbert résolut de donner au matériel et au personnel de la marine une complète organisation, et l'on vit bientôt paraître ces belles ordonnances qui sont encore aujourd'hui la base des institutions de cette arme. Les officiers de mer les plus expérimentés furent appelés à la cour, et Duquesne fit partie des conseils chargés d'organiser le personnel et de donner aux constructions navales les perfectionnements dont elles avaient si grand besoin. Il porta dans ces réunions la modestie et la simplicité qui conviennent aux hommes supérieurs. Il avait formé des projets d'amélioration dans diverses parties de l'art du constructeur : un jeune officier (Renau d'Éliçagaray) en proposa d'autres ; Duquesne, les jugeant meilleurs que les siens, devint leur apologiste et mit tous ses soins à les faire adopter.

En 1681, les corsaires de Tripoli ayant enlevé des bâtiments du commerce français sur les côtes de la Provence, le roi ordonna l'armement, à Toulon, d'une escadre destinée à réprimer leurs déprédations. Duquesne, alors âgé de 71 ans, en prit le commandement. En sortant du port, il en rencontra huit, à qui il donna la chasse. Ces corsaires se réfugièrent dans le port de Chio, espérant y être en sûreté sous la protection du pavillon du grand-seigneur; mais Duquesne les y poursuivit et les coula tous. Le pacha de Tripoli effrayé se hâta de demander la paix; Duquesne, chargé d'en régler les conditions, se fit rendre les bâtiments enlevés par les corsaires, ainsi que les Français qu'ils avaient fait esclaves.

L'exemple des Tripolitains humiliés et punis ne servit point aux Algériens. Louis XIV, voulant mettre fin à leurs continuelles entreprises sur les bâtiments français, chargea Duquesne d'aller les châtier. Il sortit de Toulon au mois de juin 1682, à la tête de 11 vaisseaux de guerre, 15 galères, 5 galiotes à bombes, 3 brûlots et quelques tartanes. Duquesne, en arrivant devant Alger, commença par brûler un bâtiment mouillé sous le canon de la forteresse. Ce coup de main hardi fut exécuté par des chaloupes à bord desquelles on avait embarqué des artificiers. Il se disposa ensuite à bombarder la ville; mais le mauvais temps qui survint le força de gagner le large, et ce ne fut que le 21 août qu'il revint devant Alger. Le soir même il y fit jeter une centaine de bombes qui renversèrent plusieurs maisons et tuèrent beaucoup de monde. Les Algériens ripostèrent par un feu très vif, mais qui, mal dirigé, ne nuisit point à l'escadre. Le lendemain matin le bombardement continua. Une galère et quelques brigantins sortirent du port et s'approchèrent des galiotes à bombes dans l'intention de les enlever; mais ils furent si rudement accueillis qu'ils se virent bientôt obligés de se retirer, non sans avoir été très maltraités. La nuit suivante on lança encore environ cent bombes sur la ville, et cette fois elles y causèrent un tel ravage que les Algériens, effrayés de ce genre de destruction nouveau pour eux, demandèrent la paix en envoyant à bord de l'amiral environ 400 esclaves français, comme préliminaires de leur soumission. Toutefois les conditions que leur imposa Duquesne furent si rigoureuses qu'ils les refusèrent. Le bombardement fut donc poussé avec une nouvelle vigueur; mais la mauvaise saison approchait, et Duquesne, ne voulant pas s'exposer à être surpris sur cette côte par les vents d'équinoxe, fit route pour Toulon, laissant Alger presque entièrement détruit. Cependant cette leçon donnée aux Algériens n'ayant pu arracher ces forbans à leurs habitudes de déprédations, un second armement fut ordonné, et Duquesne, qui en prit le commandement, se présenta devant Alger, le 20 juin 1683, avec 10 vaisseaux, 7 galiotes à bombes, quelques galères et plusieurs bâtiments de transport. Le bombardement commença dans la nuit du 26 au 27 juin; les Algériens y répondirent par une forte canonnade. Le lendemain, dans l'espace de deux heures, 127 bombes lancées sur la ville renversèrent le palais du dey,

détruisirent une grande quantité de riches magasins et de maisons qui ensevelirent environ 800 personnes sous leurs ruines. La consternation fut générale dans Alger; la population entière demandait la paix à grands cris et menaçait de se soulever si elle n'était pas promptement conclue: le dey, Baba-Hassan, envoya alors à l'amiral français des députés chargés d'implorer la paix. Duquesne exigea, comme préliminaires, qu'on lui remît non-seulement tous les Français esclaves à Alger, mais encore tous ceux qui avaient été pris sous le pavillon de France, de quelque nation qu'ils fussent: le dey acquiesça à tout, et dans l'espace de quelques jours il envoya à bord de l'escadre 546 esclaves. Il fut ensuite question de rédiger le traité, et le dey chargea de cette négociation Mezzo-Morto, commandant de la flotte algérienne. L'amiral demande la restitution de tous les bâtiments pris sur le commerce français, ainsi que leurs cargaisons, en stipulant que, dans le cas où l'on ne pourrait les rendre en nature, la valeur en serait payée. Mezzo-Morto assure à Duquesne que ces conditions seront acceptées; mais arrivé à terre, il court au divan, lui fait part des demandes de l'amiral français, les représente comme exorbitantes et lui fait promettre de s'y refuser. Il se rend ensuite sur la place principale d'Alger, ameute la populace, lui dénonce Baba-Hassan comme un traître qui déshonore son rang en vendant sa patrie à la France et dont le sang peut seul laver l'infamie. En effet, le dey est bientôt assassiné et Mezzo-Morto élu à sa place. Le barbare alors prévient Duquesne de ce qui vient de se passer, en lui annonçant qu'il a résolu de n'acquiescer à aucune des conditions exigées.

Le bombardement recommence immédiatement, et depuis le 21 juillet jusqu'au 17 août, on jeta environ 2,000 bombes dans la ville. Mezzo-Morto, furieux de la dévastation occasionnée par le feu des Français, fait mettre le consul de France, le père Levacher, dans un de ses plus gros canons, qui crève lorsqu'on y met le feu; plusieurs officiers français sont ensuite placés à la bouche des canons, et leurs membres épars vont tomber à bord de leurs compatriotes. Ce fut en cette circonstance que M. de Choiseul, alors prisonnier à Alger, fut arraché à la mort par le généreux dévouement d'un corsaire algérien qui, autrefois pris par lui, en avait été honorablement traité et délivré sans rançon.

Cependant le bombardement continuait et la ville n'était plus qu'un amas immense de ruines et de décombres. Mezzo-Morto lui-même, blessé d'un éclat de bombe, allait être réduit à la nécessité de subir la loi du vainqueur, lorsque Duquesne, dont les munitions étaient entièrement épuisées, se vit obligé d'abandonner le siége d'Alger et de rentrer à Toulon; toutefois il laissa devant le port trois de ses vaisseaux chargés de le bloquer étroitement. Les Algériens, convaincus que Louis XIV était décidé à les réduire et craignant qu'une nouvelle expédition ne vînt l'année suivante les exposer aux calamités qu'ils avaient subies, envoyèrent en France un ambassadeur pour demander la paix, que le roi consentit à leur accorder.

Pendant la dernière guerre entre la France et l'Espagne, la république de Gênes avait, quoique en secret, soutenu de tout son pouvoir les ennemis de Louis XIV, et c'était chez elle que les Algériens trouvaient les munitions qui leur étaient nécessaires pour lui résister.

Après avoir inutilement demandé satisfaction de toutes ces offenses, Louis XIV chargea Duquesne du commandement d'une flotte qui devait la lui obtenir à main armée. Duquesne sortit de Toulon le 5 mai 1684, et, après quelques nouvelles tentatives de négociation, le bombardement de Gênes commença. Le feu des galiotes fut si habilement dirigé que, deux heures après, on vit les flammes s'élever de plusieurs édifices. Cette opération dura pendant dix jours consécutifs. Trois cents maisons et édifices publics furent brûlés ou détruits, entre autres le palais du doge, celui de Saint-Georges, où était le trésor de la ville, l'arsenal et le magasin général; puis, laissant le comte de Tourville devant Gênes avec quelques vaisseaux pour bloquer le port, Duquesne se rendit sur les côtes de Catalogne avec le reste de son armée.

L'année suivante, les Génois, humiliés et repentants, demandèrent la paix, qui leur fut accordée à certaines conditions, dont une portait que le doge se rendrait à Versailles, accompagné de quatre sénateurs qui viendraient en personne demander pardon au roi, au nom du sénat. On sait la réponse que ce doge (*voy*). fit au marquis de Seignelay qui lui demandait ce qu'il trouvait de plus extraordinaire à Versailles: *C'est de m'y voir,* répondit-il.

Le bombardement de Gênes fut l'expédition qui termina la carrière maritime de Duquesne. Il avait alors 75 ans. Retiré dans le sein de sa famille, il y mourut trois ans après, le 2 février 1688.

Duquesne fut le seul calviniste auquel on permit de demeurer en France après la révocation de l'édit de Nantes, et l'on ne doit sans doute attribuer cette exception qu'à l'utilité de ses services. Toutefois il est regrettable que Louis XIV ait cru sa conscience intéressée à ne pas élever Duquesne à la seule dignité qui lui manquait, et que ce même préjugé se soit opposé à ce que l'on élevât, en France, un tombeau à celui qui avait contribué à porter la gloire de son pays à un si haut degré. J.-F.-G. H-N.

DURANTE (François), célèbre compositeur de musique sacrée, naquit à Naples en 1693. A l'âge de sept ans, il entra au conservatoire de Santo-Onofrio, où il reçut des leçons d'Alexandre Scarlatti. Après un séjour peu prolongé, il quitta cet établissement pour se rendre à Rome, où Pittoni et B. Pasquini jouissaient d'une grande célébrité. Il devint l'élève de ces deux maitres, dont l'un lui enseigna le chant, l'autre le contrepoint. Ayant, dans l'espace de cinq ans, fini ses études, Durante retourna à Naples et se livra à la composition. Ses œuvres le firent bientôt remarquer, et il obtint, en 1715, la place de maître d'accompagnement au même conservatoire où il avait reçu sa première instruction. Trois ans après, il passa à celui *Dei poveri di Giesù Christo*, dont on lui confia la direction en qualité de maître de chapelle, poste qu'il occupa d'une manière très distinguée pendant plus de vingt ans. Le cardinal Spinello, archevêque de Naples, ayant, en 1740, supprimé ce conservatoire, Durante se trouva momentanément sans emploi et fut obligé d'avoir recours à sa plume de compositeur pour vivre du produit de son génie en écrivant des messes et des motets pour quelques couvents de Naples. Après la mort du célèbre Leo, arrivée en 1743 (d'après d'autres en 1745), Durante fut nommé maître de chapelle au conservatoire de Santo-Onofrio. Il mourut en possession de cet emploi en 1755.

Nous avons rapporté les principaux faits de la vie de Durante d'après les données les plus généralement reçues, mais il est à remarquer qu'il existe des variantes plus ou moins importantes. L'article *Durante*, dans la *Biografia degli uomini illustri del regno di Napoli* (Naples, 1819, in-4°), diffère surtout des dictionnaires biographiques relativement à quelques époques et à quelques circonstances de la vie du célèbre musicien. D'après cet article, Durante serait né en 1686, à Fratta-Maggiore, village non loin de Naples; il serait mort en 1756, âgé de 70 ans, et aurait été inhumé dans le lieu de sa naissance. Selon d'autres, c'est à Grumo, village également près de Naples, que Durante aurait vu le jour. On parle aussi d'un séjour qu'aurait fait Durante en Allemagne; mais loin d'être d'accord sur ce point, on varie sur le pays et la ville qu'il y aurait illustrés par sa présence.

Quoi qu'il en soit, Durante occupe une des premières places parmi les grands musiciens d'Italie. Il se voua presque exclusivement à la musique d'église, qu'il préférait à tout autre genre de compositions; à l'exception d'un petit nombre de morceaux pour la chambre, il n'a fait que de la musique sacrée, et il n'a jamais voulu écrire pour le théâtre. Son style solennel et énergique, profondément empreint du sentiment religieux, ne convenait guère qu'au genre qu'il choisit, et les chefs-d'œuvre qu'il a laissés serviront à jamais de modèle à tout compositeur jaloux de réussir dans une carrière aujourd'hui trop délaissée. Si Durante n'excelle pas toujours par l'invention des motifs,

dont on lui a quelquefois reproché la trop grande simplicité, la manière dont il sait les développer et en tirer parti, au moyen des ressources du contrepoint, rachète amplement ce prétendu défaut. A l'art de conduire la modulation et d'établir une harmonie toujours choisie, il ajoute le mérite de donner à toutes les parties des formes chantantes et faciles.

Comme professeur, Durante a joui d'une non moins grande célébrité. C'est lui qui a donné le plus haut éclat à l'école de Naples, et c'est de son enseignement que sont sortis les plus grands compositeurs dont le XVIII^e^ siècle s'honore. De ce nombre sont Pergolèse, Duni, Traetta, Vinci, Terradeglias, Jomelli, Piccinni, Sacchini, Guglielmi et Paisiello.

Durante ne se distinguait pas moins par la bonté de son cœur et par les qualités aimables de son caractère. Il était plutôt le père que le maître de ses élèves. Marié trois fois, il eut le malheur de trouver dans sa première femme une vraie Xantippe, dont il supporta les vexations avec une résignation toute stoïcienne. On raconte que cette femme, passionnée pour la loterie, vendait clandestinement, pour y jouer, les partitions qu'elle dérobait à son mari, et Durante, doué d'une patience à toute épreuve, aidé de sa vaste mémoire, se contentait de recomposer et d'écrire de nouveau plusieurs de ses chefs-d'œuvre, qui sans cela eussent été immanquablement perdus pour lui et peut-être à jamais pour les amis de l'art.

Les œuvres de Durante, restées pour la plupart manuscrites, sont peu répandues. Une des plus belles collections connues, incomplète toutefois, se trouve à la bibliothèque du Conservatoire de musique de Paris; elle a été copiée sur celle qu'un musicien distingué, M. Selvaggi, avait apportée de Naples. Elle se compose de 10 messes, 2 credo, 15 psaumes, 6 antiennes, 3 hymnes 12 motets, 1 *Te Deum*, des litanies de la Vierge, 1 cantate, 12 madrigaux, 11 solfeggi, de *partimenti per cembalo*, ou basses chiffrées pour s'exercer à l'accompagnement, et enfin de quelques pièces pour le clavecin. G. E. A.

DURAS (*famille* DURFORT DE). L'une des plus anciennes de France, cette famille est originaire de Guienne. Depuis le XV^e^ siècle, elle a compté parmi ses membres un grand nombre d'illustrations militaires. Pendant les longues guerres où l'Angleterre et la France se disputaient la possession de plusieurs de nos provinces méridionales, les seigneurs de Duras suivirent les bannières anglaises jusqu'au triomphe définitif des armes de Charles VII. Nous citerons, parmi les hommes les plus remarquables de cette maison, GALHARD OU GAILLARD de Durfort, comte de Duras, signataire principal de la capitulation qui, en 1452, remit sous l'obéissance de Charles VII la ville de Bordeaux; chevalier de l'ordre de la Jarretière et gouverneur de Calais pour Henri VI et Édouard IV, il rentra en grâce auprès de Louis XI, et fut tué en combattant pour lui contre le duc de Bourgogne, en 1487. — GEORGE de Durfort, surnommé *à la longue barbe*, contribua au gain des batailles d'Agnadel et de Ravenne, fut gouverneur de Henri d'Albret, roi de Navarre, et mourut en 1525. — JACQUES-HENRI de Durfort, duc de Duras, neveu du maréchal de Turenne, fit sous ce grand capitaine l'apprentissage des armes; il eut une grande part à la conquête des Pays-Bas et à celle de la Franche-Comté. Capitaine des gardes en 1672, maréchal de France en 1675, pair en 1689, il mourut en 1704, doyen des maréchaux de France. — GUY ALPHONSE de Durfort, duc DE LORGES, frère du précédent, était lieutenant général dans l'armée de son oncle Turenne et la sauva de la défaite après la perte de son chef. Maréchal de France en 1676, il gagna en 1692 la bataille de Pfortzheim, et l'année suivante garantit l'Alsace de l'invasion de Montecuculli. Il fut aussi capitaine des gardes et pair de France; mort en 1703. Saint-Simon et Hume en font un grand éloge. — LOUIS, comte de Durfort, frère des deux précédents, servit d'abord en France et ensuite en Angleterre, sous Charles II, qui le fit lord sous le nom de baron de Duras, puis de comte DE FEVERSHAM. Successivement ambassadeur britannique en France, à l'époque de la paix de Nimègue, vice-roi d'Irlande, généralissime des armées de Jacques II, il fut le second de son nom qui obtint l'ordre

de la Jarretière. Le célèbre Churchill, duc de Marlborough, fit sous lui ses premières armes. — JEAN-BAPTISTE de Durfort, duc de Duras, fils de Jacques-Henri, né le 28 janvier 1684, servit avec la plus grande distinction pendant les guerres d'Allemagne, de Flandre et d'Espagne, sous les maréchaux de Boufflers et de Berwick. Maréchal de France en 1741, gouverneur de Franche-Comté en 1755, il mourut à Paris, le 8 juillet 1770, âgé de 87 ans. — Son fils EMMANUEL-FÉLICITÉ de Durfort, duc de Duras, né le 19 décembre 1715, fit toutes les guerres du règne de Louis XV, auprès duquel il se trouvait comme aide-de-camp à la bataille de Fontenoy. Ambassadeur en Espagne (1752), il fut encore pair et maréchal de France, premier gentilhomme de la chambre du roi et membre de l'Académie Française. C'était un homme d'un mérite distingué; il mourut le 6 septembre 1789. — M. le duc de Duras aujourd'hui vivant (AMÉDÉ-BRETAGNE-MALO), ancien maréchal-de-camp et ancien pair de France, est son fils.

Sa femme s'est fait connaître avantageusement comme écrivain. CLAIRE DE KERSAINT, duchesse de Duras, née à Brest en 1778, morte à Nice en janvier 1829, était fille du comte de Kersaint, capitaine de vaisseau et l'un des officiers les plus distingués de la marine française. Kersaint suivit le mouvement de la révolution jusqu'après la chute du trône. Élu député à la Convention nationale, il y prit, avec un zèle aussi honorable que périlleux, la défense de Louis XVI; et n'ayant pu réussir à le sauver, il ne voulut plus siéger dans l'assemblée qui venait de le proscrire. L'éclat de la démission qu'il donna le 20 janvier 1793 fixa sur lui l'attention haineuse des fougueux apôtres de la cause qu'il avait répudiée. Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, il périt le 5 décembre 1793. Ces deux catastrophes agirent avec une force presque égale sur sa sensibilité. Elle quitta la France avec sa mère, en qui la douleur avait affaibli l'intelligence. Des États-Unis elles passèrent à la Martinique, où sa mère avait de riches possessions, dans la gestion desquelles elle la remplaça avec tout le succès qu'on aurait pu attendre de l'expérience la plus consommée. Devenue orpheline et fort riche encore, malgré la confiscation des biens de son père, Claire de Kersaint revint en Europe et se fixa à Londres, où elle épousa M. le duc de Duras. Tous deux rentrèrent en France après le 18 brumaire; mais retirés en Touraine, dans un château qui appartenait à M. de Duras, ils ne parurent que rarement à Paris et demeurèrent étrangers à toutes les intrigues politiques de cette époque. L'absence de toute prétention était le trait dominant du caractère de la duchesse, et elle racontait souvent que l'on disait d'elle dans son enfance : « Claire est très bien; « c'est dommage qu'elle ait si peu d'es- « prit. » Cependant M^me de Staël et M. de Châteaubriand surent reconnaître cet esprit si distingué sous le voile modeste dont il se couvrait, et leur amitié alla chercher M^me de Duras au sein de sa retraite.

La Restauration la ramena enfin à Paris. M. le duc de Duras, qui avait constamment repoussé les avances du pouvoir déchu, fut alors créé pair du royaume et reprit à la cour de Louis XVIII les fonctions de premier gentilhomme de la chambre, qui n'étaient pas sorties de sa famille sous les deux derniers règnes. Ce changement de fortune apporta peu de changement dans les habitudes de M^me de Duras. Son cercle, où rarement la politique empiétait sur la littérature, et où les questions littéraires n'étaient pas envisagées à travers l'esprit de coterie, rappelait, dans ce qu'elles avaient eu de meilleur, ces réunions qui, au XVII^e siècle, avaient illustré la maison de Ninon de l'Enclos, et au XVIII^e celles de M^mes du Deffand et Geoffrin. Ce fut dans un de ces passe-temps de spirituelle causerie, qu'une anecdote racontée par M^me de Duras ayant excité au plus haut degré l'intérêt de son auditoire, on l'engagea à l'écrire autant que possible dans les mêmes termes où elle venait de la narrer. Cette circonstance, qui eut lieu en 1823, fit un auteur de la femme de société, et l'apparition d'*Ourika* (1823) révéla au public l'existence d'un talent qui jusque-là s'était ignoré lui-même. *Ourika* est

une nouvelle plutôt qu'un roman; mais cette nouvelle est une de ces productions d'élite, comme le *Voyage sentimental*, *Simple histoire*, *Manon Lescaut*, *Adèle de Sénanges*, *Paul et Virginie* et *René*, qui, au moyen d'un petit nombre de pages, suffisent à établir la réputation d'un auteur, et de prime abord l'établissent si bien que tout ce qui vient ensuite, fût-il même d'un ordre supérieur, n'y saurait rien ajouter. M^me^ de Duras en fit l'épreuve. Son second ouvrage, *Edouard* (1825), égal au premier quant au style, préférable par le choix d'un sujet mieux approprié à nos habitudes sociales et par un développement de passion étudiée avec plus de finesse et analysée dans ses nuances les plus délicates, *Édouard* n'obtint pas à beaucoup près autant de succès qu'*Ourika*. Dans ces deux ouvrages, l'auteur avait décrit des situations où le bonheur est impossible. Ce cadre, dont elle paraissait ne pas vouloir sortir, était encore celui d'une troisième production, où l'obstacle au bonheur était d'une nature toute matérielle. Un homme de beaucoup d'esprit, habitué à exploiter ce thème sous la forme du drame et sous celle du roman, publia sous le titre d'*Olivier*, adopté par M^me^ de Duras, un ouvrage dont le sujet était le même que celui de cette dame; et le public, trompé par l'anonyme et le talent de l'auteur, n'hésita point à attribuer à cette nouvelle œuvre la noble extraction d'*Édouard* et d'*Ourika*. Par malheur, M^me^ de Duras ne rectifia point cette méprise : son *Olivier* demeura inédit, ainsi que plusieurs autres opuscules, parmi lesquels on cite des *Réflexions chrétiennes*, inspirées par la résignation de l'âme aux souffrances du corps, à l'approche d'une fin dont nous avons donné la date en commençant cet article. P. A. V.

DUREAU DE LA MALLE (JEAN-BAPTISTE-JOSEPH-RENÉ) naquit le 21 novembre 1742 à Saint-Domingue, dont son grand-père avait été nommé gouverneur par Louis XIV, en récompense de ses services militaires. Orphelin à sept ans, il fut envoyé seul, à cet âge, de Saint-Domingue en France. On le recommanda au capitaine du vaisseau, qui, en débarquant, le confia au conducteur de la diligence pour le mettre au collége du Plessis à Paris. Pendant sa traversée, le vaisseau avait soutenu un combat et essuyé une forte tempête; ces deux scènes, jointes aux souvenirs d'une nature aux grands contrastes comme celle de la contrée équatoriale où il était né et où il ne retourna jamais, firent sur l'imagination du jeune enfant une impression ineffaçable. Aussi y puisa-t-il son premier ouvrage, *Tourville*, tragédie en prose, où la scène est sur un vaisseau. Le collége du Plessis, où il fut ainsi remis à sept ans, le vit en rhétorique à douze ans, et remportant cinq premiers prix à l'Université. Il remporta le prix d'éloquence sur La Harpe, et celui de poésie latine sur Delille. C'est avec ce dernier qu'il contracta une de ces amitiés qui, prenant leur source au collége, embellissent tout le cours de la vie. Au moment de publier sa traduction des *Géorgiques*, qui est restée peut-être son plus beau titre, Delille la lut à Saint-Lambert, à qui son poème des *Saisons* donnait alors un rang distingué sur notre Parnasse. Celui-ci le détourna de cette publication, par le motif (assez significatif de sa part) que Delille n'était pas propre au genre descriptif. Découragé par cette décision sévère, Delille fut rassuré par son ami, qui, en lui faisant apercevoir la partialité de Saint-Lambert, ajouta : « Ta traduction sera immortelle, les *Géorgiques* verront mourir les *Saisons*. » Dureau de la Malle est l'auteur du discours préliminaire et des notes de cette traduction, et l'intérêt qu'il prit à l'ouvrage de son ami est ce qui l'engagea à traduire les historiens latins. C'est par là surtout qu'il s'est fait connaître du public, et si des travaux plus récents, profitant des progrès de la philologie et de la critique historique, paraissent avoir porté plus loin la perfection dans la manière de comprendre et de rendre Tacite, certainement c'est à la traduction de Dureau de la Malle qu'il faut reporter encore le mérite de cette perfection, puisqu'elle a présenté pour la première fois en français ce grand historien sous une forme digne de lui. La première édition de cette traduction parut en 1790. Dureau de la Malle avait

donné, dès 1776, une traduction du traité *Des bienfaits*, de Sénèque. A cette époque, sa grande fortune et sa noble passion pour toutes les sources d'instruction faisaient de sa maison le rendez-vous de tous les écrivains les plus distingués. Delille s'y rencontrait chaque jour avec des hommes tels que d'Alembert, La Harpe, Marmontel, Champfort, Suard.

La révolution et les désastres de Saint-Domingue détruisirent en grande partie l'opulent héritage de Dureau de la Malle. A l'émigration de son fils aîné se joignit l'accusation d'avoir marché lui-même contre la Convention nationale, le 13 vendémiaire an III. Ses biens furent séquestrés et sa tête menacée; la plupart de ses parents périrent sur l'échafaud, lui-même fut réduit pendant deux ans à vivre de la vente de quelques objets précieux dont il se défaisait pièce à pièce. Rentré dans une partie de ses biens, il reprit, avec la sécurité de l'existence, le goût de ses travaux littéraires. A la traduction de Tacite succéda celle de Salluste, œuvre posthume comme celle de Tite-Live, que la mort l'empêcha même de terminer, et qui a été continuée par M. Noël. Ces honorables travaux lui ouvrirent, en 1804, les portes de l'Académie Française, où il remplaça M. de Boisgelin, archevêque d'Aix. Dès le retour de l'ordre en France, il avait été distingué par le gouvernement, et après avoir présidé le conseil général de son département, il était venu s'asseoir en 1802 au Corps législatif. Il mourut le 19 septembre 1807 dans sa terre du Perche, et fut remplacé à l'Académie par Picard.

ADOLPHE-JULES-CÉSAR-AUGUSTE Dureau de la Malle, *fils du précédent*, est né à Paris le 2 mars 1777. Un père comme le sien devait lui donner une éducation très soignée: aussi rien ne fut négligé pour celle de M. Dureau de la Malle. A cinq ans il expliquait Horace. Le goût qu'il avait pour le dessin lui fit entreprendre, en 1792, avec trois artistes, le long des côtes de Flandre, de Normandie et de Bretagne, un voyage de paysagiste, à pied et le sac sur le dos. Mais l'époque était peu favorable à ces studieuses excursions. Pris pour des émigrés et des ingénieurs anglais qui levaient le plan des côtes, nos artistes voyageurs furent tout près d'être mis à la lanterne, à Touques; déjà même ils avaient la corde au cou, et c'en était fait d'eux, si le jeune Dureau de la Malle, avec son éloquence de quinze ans, n'eût obtenu un sursis. Garrotté avec ses compagnons, et conduit, à travers les malédictions de la populace, jusqu'au tribunal du district, ils eurent le bonheur d'y être délivrés. Cet art, dont le goût avait ainsi failli lui coûter la vie, lui fournit les moyens d'exister pendant les deux années du séquestre des biens de son père. Il connut alors jusqu'aux privations de la misère; mais il se consolait en lisant avec son père Tacite et Salluste, Virgile et le Tasse, Lucrèce et Milton. Lors de la réquisition de 1794, les mathématiques, dont M. Dureau de la Malle avait joint l'étude à celle du dessin, parurent à son père un moyen de le faire entrer dans un corps savant, comme le génie ou l'artillerie, s'il ne pouvait échapper à cette réquisition. L'École polytechnique ayant été établie sur ces entrefaites, il s'y présenta et fut jugé digne de l'admission; mais le danger de la réquisition étant passé, son père ne le fit pas entrer à l'école et continua à le diriger lui-même dans la littérature. Une éducation aussi variée, par les soins paternels et par les circonstances, développa chez M. Dureau de la Malle une véritable avidité d'instruction. Regardant tout ce qu'il savait déjà comme une simple préparation au savoir, il se traça à lui-même un vaste plan d'études qui embrassait les sciences d'observation, l'érudition et la poésie. Ses essais poétiques étaient encouragés par Delille; l'épisode de Françoise de Rimini, traduit du Dante, fut le premier morceau de poésie que M. Dureau de la Malle livra au public: il fut inséré dans le journal *la Décade*, en 1798. Le succès de ce début lui fit bientôt prendre un essor plus hardi. Il voulait, d'après le conseil de Delille, traduire en vers l'Odyssée; mais son père, frappé des beautés de l'*Argonautique* de Valerius Flaccus, regarda comme plus glorieuse une traduction qui appellerait

l'attention sur ce poète trop peu connu, et il imposa, en quelque sorte, ce travail à son fils. Celui-ci s'en tira à son honneur, et joignit même à ses vers élégants et corrects un commentaire dont l'érudition fit apercevoir aux savants l'importance des services que ce jeune écrivain devait rendre à la critique historique. Cet ouvrage ne fut publié qu'en 1811, 2 vol. in-8°. Dès 1803, le *Magasin encyclopédique* de Millin avait reçu de notre jeune savant un mémoire *Sur la position des villes et des pays qu'habitait Phinée, fils d'Agénor;* et en 1807 avait paru, sous le titre de *Géographie physique de la mer Noire, de l'intérieur de l'Afrique et de la Méditerranée*, le livre qui doit être considéré comme le premier ouvrage de M. Dureau de la Malle.

Les recherches géographiques auxquelles ce travail l'avait livré engagèrent M. Dureau de la Malle dans une nouvelle étude, celle du portugais et de l'espagnol. En même temps il se perfectionnait dans les sciences d'observation et suivait avec assiduité l'enseignement des maîtres tels que Desfontaines, Haüy, Dolomieu, Fourcroy, Vauquelin, Cuvier, Lacépède, Geoffroy, Duméril. En s'initiant aux secrets de la langue grecque ancienne et moderne par les leçons de D'Ansse de Villoison, il contracta avec le principal disciple, aujourd'hui successeur, de ce professeur célèbre une étroite liaison qui s'est continuée avec constance au milieu de leurs honneurs littéraires.

Un voyage dans les Pyrénées pendant l'été de 1807 fut l'occasion du petit poème intitulé *les Pyrénées* (1808, in-18), que M. Dureau de la Malle fit précéder du récit en prose de son voyage et de la traduction littérale de deux chansons languedociennes. Ce petit ouvrage n'était qu'un prélude à la composition plus importante qu'il publia en 1823 (2 vol. in-18) sous le titre de *Bayard ou la conquête du Milanais*, poème en douze chants et de neuf à dix mille vers, précédé d'une préface où l'auteur expose son système de poétique: c'est à peu près le même que celui de la Henriade, quoique celui de *Bayard* s'étende à un plus grand espace et présente plus de mouvement et de variété. L'époque choisie, la fin du moyen-âge, ce dernier reflet des mœurs de la chevalerie, cette brillante aurore de la renaissance, offrait sans doute de grands éléments de poésie, mais peut-être la simplicité qui ne caractérise pas moins le héros sans peur et sans reproche que son courage chevaleresque livre-t-elle avec peine ce noble personnage aux ornements somptueux de la muse épique.

En plaçant l'une après l'autre les deux compositions poétiques de M. Dureau de la Malle, nous avons un peu interverti l'ordre chronologique de ses ouvrages, afin de présenter sans interruption la suite de ses travaux de science et d'érudition comme membre de l'Institut. Nommé d'abord correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il y lut en 1816 deux mémoires, l'un sur la topographie du mont Capitolin, qui fut imprimé sous le titre de *Mémoire sur la position de la roche Tarpéienne* (in-8°, accompagné d'une carte), et l'autre sur la prononciation ancienne du grec et du latin. Admis au nombre des membres de l'Académie en remplacement de Millin, le 16 octobre 1818, il ne tarda pas à prouver la persévérance de son activité laborieuse en publiant sur la *Poliorcétique des Anciens* (1819, in-8°) un volume qui n'est encore que le commencement d'un grand ouvrage où M. Dureau de la Malle compte examiner successivement la poliorcétique des différents peuples de l'antiquité, ainsi qu'il l'expose dans le discours préliminaire en tête de ce volume, où il n'est traité que de celle des Égyptiens et des Hébreux. Dans ses lectures faites à l'Académie en 1821 et 1822, M. Dureau de la Malle a ensuite continué le même sujet en ce qui concerne les Grecs et les Romains. Il a enrichi les Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres d'un grand nombre d'autres travaux la plupart relatifs à l'archéologie, mais dont quelques-uns aussi, comme le *Mémoire sur la population de la France au* XIV^e^ *siècle* (1827), etc., appartiennent à l'histoire et à la statistique.

Ces travaux archéologiques ont marché de front avec l'étude des sciences, ainsi que le prouvent le *Mémoire sur l'e-*

rigine et la patrie des céréales, lu en 1819 et publié en 1826 dans les *Annales des sciences naturelles*; la *Description du Bocage Percheron et de l'agriculture de M. de Beaujeu*, 1823, in-8°; une *Note pour prouver que le chameau n'a dû être établi en Afrique que du* IV^e^ *au* V^e^ *siècle*, lue à l'Institut en 1823; puis en 1825 des *Recherches sur la patrie et l'origine des animaux domestiques et des plantes usuelles*; un *Mémoire sur la patrie du chat et sur l'époque où il a été réduit en domesticité*, etc., etc.

Nous arrivons à la série des importantes dissertations qui ont jeté un si grand jour sur la plupart des points de l'ancienne civilisation romaine et qui ont été insérées dans les tomes X et XII des Mémoires de l'Académie des Inscriptions. En 1825 fut lu un *Mémoire sur les progrès et la décadence du luxe chez les patriciens romains et sur la diminution des produits et de la population de l'Italie dans les derniers siècles qui ont suivi l'époque de notre ère*, et un autre *Sur l'étendue et la population de Rome*, qui rectifia de graves erreurs émises sur cette question; en 1826, également deux mémoires, l'un *Sur la population libre de l'Italie sous la domination romaine*, l'autre *Sur les produits de l'Italie pendant les huit premiers siècles de Rome*; en 1827, deux mémoires, l'un *Sur l'agriculture romaine depuis Caton-le-Censeur jusqu'à Columelle*, l'autre *Sur le système des poids et mesures des Romains*; en 1828, *Sur les lois agraires et les lois sur les céréales*; puis, *De l'administration romaine en Italie et dans les provinces pendant les deux premiers siècles de la république*, et de *Nouveaux éclaircissements sur la question relative à l'intérêt de l'argent chez les Romains*; en 1829, un troisième *Mémoire sur l'état de l'agriculture chez les Romains*; en 1832, l'*Examen des causes générales qui, chez les Grecs et les Romains, durent s'opposer au développement de la population et en favoriser l'accroissement dans l'empire persan*, imprimé dans le dernier volume des Mémoires de l'Académie de Turin; en 1833, deux mémoires, l'un *Sur les finances de la république romaine et de l'empire*, l'autre *Sur l'extension du droit de cité, depuis Jules-César jusqu'à Auguste*.

Deux dissertations sur la *Topographie de Carthage*, lues en 1834, ont donné lieu à l'ouvrage complet que M. Dureau de la Malle a publié en 1835, in-8°, sur cette intéressante question, avec des notes de M. Dusgate et quatre cartes gravées.

En 1833, le ministre de la guerre ayant demandé à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres des renseignements sur la colonisation de l'Afrique par les Romains, l'Académie, après avoir arrêté le plan de ce travail, nomma en 1834, pour son exécution, une commission composée de MM. Walkenaër, Hase, Dureau de la Malle, auxquels on adjoignit en 1835 MM. Étienne Quatremère et Amédée Jaubert. M. Dureau de la Malle, chargé de rédiger la première partie relative à la détermination géographique, vit dans le grand travail dont le début lui était ainsi confié un moyen d'appeler l'intérêt national sur les recherches de la compagnie, recherches qui, par leur nature, offrent rarement une application d'utilité aussi immédiate. Cette considération augmenta son zèle; toutes les sources directes ou indirectes, dont son érudition et sa longue expérience des travaux historiques purent lui suggérer l'emploi, furent consultées par lui avec une rare persévérance, et il publia, à la fin de cette même année, comme début des recherches de la commission dont il est ici l'organe, l'ouvrage intitulé : *Recherches sur l'histoire de la partie de l'Afrique septentrionale connue sous le nom de Régence d'Alger et sur l'administration et la colonisation de ce pays à l'époque de la domination romaine, par une commission de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; publiées par ordre du ministre de la guerre.* T. I^er^, Paris, Imprimerie royale, 1837, in-8°. Ce volume, qui contient l'exposé géographique, va être suivi de la partie de la colonisation romaine proprement dite, également confiée à M. Dureau de la Malle.

J. B. X.

DURÉE, *voy.* TEMPS.

DURE-MÈRE, *voy.* MÉNINGES.

DURER (ALBERT), célèbre fondateur d'une nombreuse école de peintres allemands, naquit à Nuremberg le 20 mai 1471, fils d'un habile orfèvre de Hongrie, qui, ayant remarqué ses heureuses dispositions, l'instruisit dans son art. A l'âge de 15 ans il avait déjà fait de grands progrès, lorsque, entraîné par son goût pour la peinture, il entra en apprentissage chez Michel Wohlgemuth, le meilleur peintre de ce temps à Nuremberg. Après avoir fini son apprentissage, il fit, en 1490 le tour de l'Allemagne; l'Alsace, à cette époque, en faisait partie : le jeune Durer la visita en dernier lieu, et il retourna par Colmar et Bâle dans sa ville natale, où il arriva en 1494. C'est à cette période de la vie du peintre nurembergeois qu'appartient le fameux dessin d'*Orphée*, qui passe pour son chef-d'œuvre. Son père lui fit épouser la fille du mécanicien Jean Frey, qu'il n'aimait pas, et qui, par son humeur acariâtre, l'abreuva de chagrins et contribua sans doute à abréger ses jours. Parmi ses premiers travaux dont nous avons connaissance, il faut citer son propre portrait, où il est encore sans barbe (1500), puis *saint Jean-Baptiste*, *saint Onuphre*, *les trois Rois mages* (1504), et une *sainte Vierge;* de plus quelques gravures. En 1505, un patricien de Nuremberg, Willibald Pirkheimer, lui ayant avancé une somme d'argent, Albert Durer alla à Venise pour se perfectionner dans son art; son talent y excita l'envie en même temps que l'admiration. Il peignit à Venise pour l'église de Saint-Marc le *Martyre de saint Barthélemy*, que l'empereur Rodolphe acheta et fit transporter à Prague. Durer se rendit aussi à Bologne, surtout pour approfondir l'art de la perspective, et sans que ce voyage influât d'une manière notable sur son style. C'est de son retour, en 1507, que date principalement la gloire de ce grand maître. Il visita encore une fois les Pays-Bas en 1520, probablement pour se délasser de ses études, et bientôt son nom se répandit au loin. Maximilien lui conféra le titre de peintre de la cour impériale; Charles-Quint le confirma dans cette dignité et lui accorda en outre les armoiries propres aux peintres, un champ d'azur à trois billettes d'argent. Durer jouit de l'estime des grands et des petits, et fut honoré et aimé de tous les savants et artistes de son temps. Il mourut dans la force de son âge, le dimanche de Pâques (6 avril) 1528; mais plus tard l'anniversaire de sa mort fut célébré le 7 avril.

Ce qui caractérise particulièrement ce grand artiste, c'est un soin et une habileté extrêmes dans tout ce qui tient aux choses mécaniques et un remarquable talent de rendre un sujet conformément à la nature. Il donna à l'art allemand une nouvelle direction, en mêlant un peu de manière au style simple de l'école de Van Eyck (Jean de Bruges), à laquelle appartenait son maître Wohlgemuth; et il faut même convenir qu'il se montra moins noble dans le choix des caractères, ce qui ne tarda pas à produire des suites fâcheuses parmi ses élèves. Pour la gravure, non-seulement il se servit du burin comme son devancier, mais, le premier, il fit usage de l'eau-forte et de l'aiguille. Il avança considérablement l'art de graver. Il inventa un moyen pour imprimer en deux couleurs différentes les gravures sur bois et imagina une machine à copier en verre. Durer, à qui tous les arts étaient familiers et qui fut un travailleur infatigable, se distingua aussi comme mathématicien, profond même dans la pratique. Son ouvrage allemand ayant pour titre *Instruction sur la manière de mesurer avec le compas et l'équerre*, etc. (Nuremberg, 1525, in-fol.), donne d'excellents préceptes sur la perspective, surtout pour marquer l'ombre des corps; et il proposa même à cet effet une machine fort ingénieuse. Dans la peinture, il chercha à réduire tout ce qui concerne le dessin à des principes géométriques. Son autre ouvrage, écrit dans la même langue, *De la proportion humaine* (Nuremberg, 1528, in-fol.), renferme beaucoup d'excellentes choses. Durer fut le premier en Allemagne qui écrivit sur l'art des fortifications; son livre a paru sous ce titre : *Quelques instructions pour fortifier les villes, châteaux et camps* (Nuremberg, 1527, in-fol.).

Mais ce fut comme peintre de portraits que Durer brilla avec le plus d'éclat, par la ressemblance frappante qu'il savait

donner à ses personnages et par son talent de représenter toutes les passions et émotions de l'âme. Après les portraits, on admire particulièrement ses paysages. Parmi ses meilleures gravures, on cite *la Fortune*, *la Mélancolie*, *Adam et Ève dans le Paradis*, *la Mort et le Diable chevaliers*, *la Modération*, *saint Hubert*, *saint Jérôme* et la *petite Passion* en 16 planches; et parmi les gravures sur bois qu'on lui attribue, les plus curieuses sont: la *grande Passion*, en 13 planches (Nuremberg, 1511, in-fol.); la *petite Passion*, 37 pièces avec le titre (Nuremberg, 1511, in-4°); *l'Apocalypse*, 15 feuilles avec le titre; la *Vie de la sainte Vierge Marie*, deux feuilles avec le titre. Cependant Bartsch a presque réussi à accréditer l'opinion que Durer ne gravait pas lui-même sur le bois; il n'aurait fait que les dessins sur des tablettes en bois, que taillaient ensuite les graveurs sur bois, et il en existait alors de fort habiles. Cet artiste allemand vraiment national fut en même temps un homme pieux. Comme écrivain, il s'efforça d'ennoblir et de purger la langue allemande, tâche dans laquelle il fut assisté par son ami Willibald Pirkheimer. Les *Opera Alb. Dureri* (Arnheim, 1603, in-fol.) ne contiennent que les deux écrits cités sur les mathématiques et sur l'art des fortifications. Les dessins religieux de Durer furent publiés à Munich en lithographies (1808, in-fol.). — Lors de la célébration séculaire de sa mort, à Nuremberg, le 7 avril 1828, on posa la première pierre du piédestal de sa statue, confiée au ciseau de M Rauch à Berlin, et exécutée en bronze par le sculpteur Burgschmidt. — On a des vies de Durer, avec ou sans le recueil de ses écrits, par Heller, Roth et Campe. *C. L.*

DURETÉ, vice de l'âme qui porte à être insensible aux fatigues, aux peines ou aux souffrances d'autrui. Le manque d'éducation et d'usage du monde laisse ordinairement de la dureté dans le caractère; l'égoïsme l'a fait naître, l'habitude de punir l'entretient. Il est quelquefois nécessaire d'être sévère, il ne l'est jamais d'être dur. Il est rare que la femme ait de la dureté, et cependant elle a souvent été cruelle. D'où peut venir cette bizarrerie? X. B-T.

DURHAM (Jean-George Lambton, comte de), pair d'Angleterre, grand'croix de l'ordre de Bath, naquit au château de Lambton le 12 avril 1792, d'une ancienne famille connue pour son attachement aux libertés publiques et en possession depuis plusieurs siècles de représenter au parlement le comté de Durham, situé dans la province d'York, dans la partie nord-est de l'Angleterre, sur la mer d'Allemagne*. Son père se fit remarquer à la Chambre des communes par son zèle pour la cause de la réforme parlementaire, à laquelle le fils devait attacher son nom. Signataire d'une adresse de la *Société des amis du peuple*, dont il était président, il la défendit en ces termes à la tribune: « Dans une révolution, j'aurais tout à craindre et rien à gagner, et je n'ai pas, je pense, la tête assez faible ni le cœur assez pervers pour chercher le malheur d'autrui au prix d'un si grand danger pour moi-même. Tout ce que je désire, c'est de voir notre constitution réformée d'après ses principes; je veux une réparation, mais à la charge de conserver le style primitif de l'édifice. »

Sorti des universités d'Eton et de Cambridge, le jeune Lambton fut nommé, dès qu'il eut l'âge requis, membre de la Chambre des communes, dont il devint bientôt l'un des orateurs les plus populaires. On le vit, en février 1815, s'élever contre le projet de livrer Gênes au roi de Sardaigne; en mai 1817, s'opposer à l'envoi de George Canning comme ambassadeur à Lisbonne, avec un traitement considérable. Dans sa philippique contre l'administration, à l'occasion du bill d'indemnité présenté par l'avocat général Shepherd, en 1818, on remarque ce vigoureux passage: « Nos ministres ressemblent à Robespierre sous plusieurs rapports, mais ils diffèrent de lui en un point: Robespierre s'attaquait aux puissants, aux heureux du siècle; eux se prennent au pauvre qui meurt de faim, comme pour montrer à tous qu'ils sont sans pitié, comme pour apprendre au peuple qu'il y aurait folie de sa part à attendre de cette chambre le redressement de ses griefs! » Lors du fameux pro-

(*) Le comté tire son nom du chef-lieu qui est une ville de 10,000 âmes et le siége d'un évêché anglican. 6.

cès de la reine Caroline (*voy.*), il défendit avec chaleur cette princesse, qu'il croyait plus malheureuse que coupable, et appuya dans un discours remarquable la motion du marquis de Tavistock pour censurer par un vote la conduite des ministres. Sa sollicitude constante pour la cause de la réforme parlementaire se révéla en 1821 par un projet qu'il présenta le 8 avril; il ne différait guère de celui qui fut adopté depuis qu'en ce qu'il proposait l'abolition de la septennalité et le rétablissement des parlements triennaux. Ainsi l'Angleterre, grâce à M. Lambton, eût pu être dotée dix ans plus tôt de cet immense bienfait, sans une tactique ministérielle qui fit repousser alors la proposition. Le premier jour du débat, les bancs de l'Opposition étaient au grand complet, les autres au contraire étaient presque vides. M. Vansittart, alléguant l'importance de la question, demanda que la chambre s'ajournât au lendemain soir; le lendemain, le rejet fut enlevé par un vote précipité, tandis que M. Lambton et ses amis prenaient quelques aliments dans un lieu voisin. En 1826, quoique dangereusement malade, il fut réélu, pour la quatrième fois, comme représentant du comté de Durham. Un incident, qui fit alors beaucoup de bruit en Angleterre, prouva son extrême popularité : des démentis échangés aux *hustings* d'Alnwick avec le capitaine Beaumont, concurrent de son beau-frère, lord Howick (*voy.* GREY*), amenèrent entre eux une rencontre qui n'eut pas de suite fâcheuse, mais qui donna lieu aux démonstrations les plus vives de sympathie et d'intérêt en sa faveur de la part des populations du comté.

Le 17 janvier 1828, le roi éleva M. Lambton à la dignité de pair d'Angleterre, avec le titre de baron Durham. Sur ce nouveau théâtre ses talents ne brillèrent pas d'un moins vif éclat; il déploya dans la chambre des lords le même zèle pour la cause des libertés publiques, la même haine pour l'arbitraire, et déjà le moment approchait où lord Durham devait être mis à même de réaliser ces réformes, le rêve de toute sa vie. Les grands événements, qui signalèrent la seconde moitié de l'année 1830, la mort du roi d'Angleterre George IV, la dissolution du parlement qui en fut la suite, les révolutions de France et de Belgique, amenèrent les whigs au pouvoir. Le beau-père de lord Durham, le comte Grey, chargé de composer un ministère, n'accepta qu'à la condition de faire de la réforme une mesure de cabinet. Dans cet état de choses, les antécédents politiques de lord Durham l'auraient désigné à son choix, quand même ses affections de famille n'eussent pas déterminé lord Grey. Son gendre entra dans le ministère comme lord du sceau privé (novembre 1830). On sait les efforts de cette administration pour faire triompher la grande mesure à laquelle son nom restera associé, la résistance des lords, l'éclatante adhésion de la couronne et de la nation. Dans cette circonstance solennelle, celui qu'on avait surnommé *le réformateur du Nord* ne resta point au-dessous de sa haute mission. Orateur infatigable, on le vit toujours sur la brèche, toujours prêt à combattre les ennemis du bill. Ses discours resteront parmi les plus éloquents qu'ait fait éclore ce débat mémorable, si fécond en éloquents discours. On cite particulièrement son allocution à la Chambre des lords, après la seconde lecture du second bill de réforme : « Mylords, s'écria-t-il, nous vous offrons l'occasion d'exercer votre haute prérogative d'une manière conforme aux droits du peuple et aux intérêts de l'état. Nous ne permettrons pas qu'on touche à un seul des fleurons de la couronne : nous voulons seulement en rehausser la splendeur. En même temps nous conférons à la nation le plus grand bienfait dont puissent jouir des hommes libres, c'est-à-dire une voix dans la représentation, pour prononcer sur ses droits, ses propriétés, tout ce qu'elle a de plus cher au monde. » On a su depuis, par un discours que prononça lord Durham à un banquet qui lui fut donné à Gateshead, le 23 octobre 1833, que c'était à lui que lord Grey avait confié la préparation du projet de réforme, immédiatement après la formation du

(*) M. Lambton avait épousé en secondes noces (1816) Louise-Élisabeth Grey, fille du noble comte de ce nom dont nous retracerons ailleurs l'honorable carrière. S.

ministère, et qu'il avait rédigé, de concert avec trois de ses collègues, lord John Russell, sir James Graham et lord Duncannon, ce premier bill, soumis au cabinet et au roi, et exempt, comme on le sait, de la plupart des imperfections qui déparent encore le second. Vers le milieu de l'année 1832, lord Durham fut chargé d'une mission spéciale à la cour de Russie, et dans le mois de mars de l'année suivante, ses services furent récompensés par le titre de comte de Durham, vicomte Lambton. Non moins cher à la nation qu'estimé du monarque, lord Durham, depuis la dissolution du ministère Grey (juillet 1834), n'a pas cessé de jouir, surtout dans le comté qu'il a représenté et où sont situés ses biens héréditaires, d'une grande et légitime popularité.

Nommé, sous le ministère Melbourne (1836), ambassadeur britannique à la cour de Russie, il se rendit à son poste par le chemin de Constantinople et de la mer Noire; il fut chargé de négociations difficiles avec ce cabinet relativement à la prépondérance russe en Orient et aux droits contestés de cet empire sur la Circassie (*voy.* Tcherkesses) : il les conduisit avec autant de convenance que de fermeté, et en même temps qu'il recueillit les témoignages de reconnaissance des négociants anglais établis à Saint-Pétersbourg, il se concilia l'estime du souverain près duquel il représentait si dignement son pays. Peu de temps avant son départ, l'empereur lui remit son ordre de Saint-André, accompagné de l'autorisation d'en porter les insignes que Nicolas I^er^ avait fait secrètement demander pour lui au gouvernement anglais.

Le retour du comte Durham coïncida avec la mort du roi Guillaume IV qui venait de le nommer grand'croix de l'ordre du Bain. Il en reçut les insignes, le 25 juin 1837, des mains de la reine Alexandrine-Victoria I^re^, à laquelle l'opinion publique et ses propres tendances politiques semblent le signaler comme devant prendre place au nombre de ses principaux conseillers. Son nom et sa popularité offriraient au ministère Melbourne, qui reste à la tête des affaires, un puissant appui, de même que son patriotisme et son expérience le recommandent à la jeune reine comme un guide sûr pour la diriger à l'entrée de la difficile et brillante carrière que la Providence a ouverte devant elle.

Deux événements douloureux ont affecté la vie privée du comte, la mort d'une fille, et surtout celle de son fils aîné, Charles-William, dont le pinceau de Lawrence a immortalisé les traits. Il lui reste deux filles de sa première femme, miss Cholmondeley, morte en 1815, et de sa seconde, Louise-Élisabeth Grey, trois filles et un fils, Georges-Frédéric d'Arcy, vicomte Lambton, né le 5 septembre 1828. R-y et S.

DURILLON. Lorsqu'une partie quelconque de la peau subit des frottements réitérés, d'abord elle s'échauffe et s'enflamme, l'épiderme est soulevé, et il se forme des phlyctènes (cloches). Mais peu à peu l'habitude émousse la douleur, l'épiderme devient épais et dur, et forme comme une sorte de bouclier qui protége les parties sous-jacentes. Cela se voit aux pieds, aux mains des gens employés à de rudes travaux; aux genoux, chez les couvreurs et les carreleurs; aux extrémités des doigts des personnes qui jouent du violon ou de la guitare. Si les causes viennent à cesser, les durillons s'exfolient et disparaissent; si elles continuent, on voit ces tumeurs grossir au point de devenir incommodes. Quelquefois au-dessous d'elles se manifestent des abcès fort douloureux. Il est à peine nécessaire de dire que les durillons sont un obstacle à l'exercice de la sensibilité tactile et que, quand on veut s'en débarrasser, il faut d'abord faire cesser l'action des causes qui les ont produits et ensuite employer des émollients ou des substances alcalines qui dissolvent l'épiderme endurci. F. R.

DUROC (Gérard-Christophe-Michel), duc de Frioul, grand-maréchal du palais sous Napoléon, naquit à Pont-à-Mousson le 25 octobre 1772. Son père, d'une honorable famille d'Auvergne, était entré jeune au service; devenu capitaine et chevalier de Saint-Louis, il s'était retiré en Lorraine, et s'y était marié. Le jeune Duroc fit d'assez bonnes études militaires à l'école spéciale de Pont-à-Mousson; quand elle se trouva

dissoute, il entra à celle de Brienne comme élève sous-lieutenant d'artillerie; il fut fait lieutenant en 1792, et quelque temps après pris pour aide-de-camp par le général L'Espinasse. Bonaparte, alors général en chef de l'armée d'Italie, ayant connu Duroc, conçut bientôt pour lui cette vive affection qui devait élever si haut le jeune officier. Duroc devint son aide-de-camp, et fit sous ses ordres la brillante campagne d'Italie. Les bulletins de l'armée retentirent souvent de son nom. Remarqué à Sismone et au combat de Grimolano, il fut blessé au passage de l'Isonzo. Il suivit son protecteur en Égypte, fut mis à l'ordre du jour à Salahié, et, au milieu de tant d'actions d'éclat, parvint à attirer les regards sur lui au siége de Jaffa. Duroc, à la tête de quelques troupes, attaquait une tour défendue avec acharnement. Tout d'un coup, au milieu du feu le plus vif, il disparaît : on le croit mort; mais il reparaît aussitôt aux yeux des soldats, vainqueur et maître de la tour. Blessé une seconde fois au siége de Saint-Jean-d'Acre, il fut fait chef de brigade après la bataille d'Aboukir, où il s'était également distingué. Ainsi sa fortune croissait avec celle de Bonaparte, et quand celui-ci revint à Paris, il fut accompagné de Duroc qui prit part au 18 brumaire (*voy.*).

Après cette journée, devenu maître du pouvoir, Bonaparte prit Duroc pour un de ses secrétaires; Bourrienne (*voy.*) était l'autre. Le premier consul possédait au plus haut degré cette parfaite connaissance des hommes, nécessaire à quiconque veut commander. Il avait de plus ce tact précieux qui sait les employer utilement, et ne pas les user aux choses auxquelles ils ne sauraient être propres. A un air profond, réservé, Duroc joignait un esprit sûr, discret, impénétrable, sous des manières polies et gracieuses. Bonaparte reconnut en lui un homme fait pour conduire habilement une négociation diplomatique, et quoiqu'il n'eût encore que des preuves de sa bravoure sur le champ de bataille, il l'employa aussitôt à plusieurs missions importantes. D'abord envoyé à Berlin pour y faire agréer le 18 brumaire, Duroc y fut parfaitement accueilli, charma le roi et la reine par ses manières, et revint avec l'assurance que la Prusse, quoique pressée tantôt par les menaces, tantôt par les caresses de la Russie, garderait sa neutralité. Une nouvelle mission le fit partir bientôt après pour Saint-Pétersbourg : il alla complimenter le nouvel empereur, Alexandre Ier, sur son avénement à la couronne. Le général Duroc fut aussi chargé de faire ratifier à Vienne les préliminaires de la paix. Après la bataille de Marengo, un armistice avait été signé, puis rompu, et repris par l'Autriche. La cour de Vienne hésitait et n'osait conclure définitivement sans l'Angleterre, avec laquelle elle était engagée de 2 millions sterling. Les préliminaires signés à Paris par M. de Saint-Julien furent désavoués. Duroc ne put franchir les avant-postes autrichiens, et il fallut de nouvelles défaites pour forcer à la paix l'empereur d'Allemagne.

Il entreprit encore plusieurs négociations importantes : d'abord à Stockholm, puis deux fois auprès du roi de Prusse. La première, en 1805, alors que Bernadotte avait été forcé, au mépris de la neutralité, de violer le territoire prussien en quittant les rives de l'Elbe et du Weser pour aller rejoindre la grande armée qui marchait sur Vienne : il fut reçu très froidement; la seconde fois, au moment où la Prusse, entraînée à la guerre, en avait été si cruellement punie par l'empereur des Français. Duroc rejoignit le roi à Osterode et en reçut pour toute réponse ces seuls mots : « Il n'est plus temps. » En effet, il n'avait plus rien à perdre.

La faveur de Duroc était au comble; l'empereur ne pouvait plus se passer de sa personne. Grand-maréchal du palais, duc de Frioul, sénateur, général de division, président à vie du collége électoral de la Meuse, il était décoré de tous les principaux ordres des états de l'Europe. Il avait commandé un instant les grenadiers de la garde impériale, en remplacement du maréchal Oudinot, blessé; et, si l'on en croit Bourrienne, il fut sur le point de s'allier à l'empereur lui-même en épousant Hortense Beauharnais qui l'aimait. Napoléon ne s'opposait point à ce mariage : s'il manqua, ce fut par la ré-

sistance de Joséphine et, ce qui toutefois est moins croyable, par l'indifférence même de Duroc. Il continua de vivre dans l'intimité de l'empereur et de lui être extrêmement utile en toute occasion. Ce fut lui qui réorganisa l'armée après les désastres de Russie; mais il succomba tout à coup au milieu de sa brillante existence. Après la bataille de Bautzen, le 22 mai 1813, à Wurschen, le dernier boulet tiré, tuant raide le général Kirchner avec lequel il s'entretenait, le blessa lui-même mortellement. Le bulletin de l'armée raconte une entrevue touchante qui eut lieu entre Duroc expirant et l'empereur; mais plusieurs personnes ont regardé les paroles mises dans la bouche du duc de Frioul comme une invention de Napoléon lui-même.

Quoi qu'il en soit, l'empereur ressentit vivement cette perte. Il aimait véritablement Duroc, et rien ne doit faire supposer dans celui-ci qu'il ne le payât pas de retour. Le duc de Frioul s'était surtout rendu nécessaire à l'empereur par l'ordre admirable qu'il avait introduit dans sa maison. Lui seul organisait tout, fêtes, cérémonies, voyages, et s'en acquittait toujours bien. Aussi, après sa mort, toutes les fois que l'empereur trouvait quelque chose mal fait il s'écriait aussitôt : « Duroc! Duroc! » D'ailleurs celui-ci, avec beaucoup de droiture et d'honnêteté, possédait un grand fonds de retenue qui l'empêchait d'importuner Napoléon pour en obtenir des faveurs soit pour lui, soit pour les autres. Cette extrême discrétion plaisait d'autant plus à Napoléon qu'il était obsédé des demandes de ses généraux, de ses anciens camarades et des membres de sa famille.

Il fit faire à Duroc de magnifiques funérailles, et parlait encore à Sainte-Hélène du chagrin que lui avait causé sa mort. Il songea aussi à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, pour lui faire un legs considérable. A. D. T-N.

DU RYER (Pierre), né à Paris en 1605 et mort en 1658, fut un de nos auteurs les plus féconds, et cependant l'un des moins bien traités par la fortune. Dix-neuf pièces; tant comédies que tragi-comédies et tragédies, composèrent son théâtre. *Scévola*, l'une de ses dernières, est regardée comme la meilleure. C'était une œuvre remarquable pour le temps par son style nerveux et par ses situations énergiques.

Tour à tour secrétaire du roi, puis de César, duc de Vendôme, emplois fort peu rétribués, Du Ryer, dont un mariage d'inclination avait augmenté la gêne, traduisit à l'entreprise, pour se procurer des ressources, presque tous les auteurs latins. On lui payait sa prose à 30 sous la feuille et les grands vers à 4 francs le cent. Hérodote, Tite-Live, Cicéron, etc., etc., passèrent ainsi successivement sous ses mains expéditives. On eût pu le nommer le Scudéry des traducteurs.

En 1646, l'Académie Française appela dans son sein Pierre Du Ryer de préférence à Pierre Corneille, son concurrent. Il se peut que ce choix ait été déterminé par la résidence de Du Ryer dans la capitale (condition exigée par le réglement), tandis que Corneille habitait encore Rouen à cette époque. *Voy.* Corneille (t. VII, p. 12).

Nommé sur la fin de ses jours historiographe de France, avec une pension assignée sur le sceau, Du Ryer profita peu de cette faveur tardive, et sa fin prématurée ne lui laissa pas le temps d'entrer, par quelque ouvrage nouveau, en exercice de ses fonctions historiques. M. O.

DUSSAULT (Jean-Joseph), un des plus habiles critiques contemporains, naquit à Paris le 1er juillet 1769, fit d'excellentes études au collége de Sainte-Barbe, devint admirateur enthousiaste de l'antiquité, et ne sut pas toujours rendre assez de justice aux génies qui ont illustré l'Italie, la France, l'Angleterre et l'Allemagne. S'il eût vécu dans le temps où s'éleva la grande querelle entre les partisans des anciens et ceux qui préféraient les modernes, il eût pris la lance des mains de Mme Dacier pour s'escrimer contre Perrault et la Motte-Houdart.

Dès les premiers temps de la révolution, Dussault l'embrassa avec ardeur; après le 9 thermidor, il se fit le collaborateur de Fréron dans l'*Orateur du peuple*. Jeune alors, il avait de l'exaltation dans le style et dans les idées. Il publia en l'an III (1795) de curieux *Fragments pour servir à l'histoire de la*

Convention nationale. La même année, il fit imprimer une *Lettre au citoyen Rœderer sur la religion*, et une *Lettre au citoyen Louvet sur son journal* (*la Sentinelle*). Il avait, l'année précédente, composé, sur l'air d'une romance de J.-J. Rousseau, une complainte facétieuse et dans le style du temps, sur la fin tragique du *fameux marchand de fourneaux*, Hébert, dit *le père Duchêne*. Il concourait à la rédaction du *Véridique* lors de la révolution du 18 fructidor; condamné à être déporté avec un grand nombre d'autres journalistes, il eut le bonheur d'échapper à la proscription.

Ami de La Harpe, dont il était, ainsi que Fontanes, comme le disciple, il fut admis, en 1800, parmi les rédacteurs du *Journal des Débats* (*voy.*), où, pendant près de vingt ans, il acquit et garda la réputation d'un critique éclairé, inflexible, judicieux, quand son enthousiasme pour les anciens ou d'autres préventions ne venaient point égarer et fausser ses jugements. Grand ennemi des traducteurs, il eût voulu qu'on n'eût jamais traduit les classiques anciens. Il signait ses articles de la dernière lettre de l'alphabet, tandis que M. de Féletz signait les siens de la première.

Admirateur du gouvernement impérial, il se fit plus d'une fois rappeler ses phrases du temps de la république; car il s'était fait des ennemis par la sévérité et même par la passion de sa critique, lorsqu'il dépeçait, soulignait, montrait les défauts d'un ouvrage et glissait sur ses beautés.

En 1818, Dussault fut décoré de la croix de la Légion-d'Honneur, et peu après il obtint une place de conservateur de la bibliothèque de Sainte-Geneviève; déjà une pension lui avait été assignée sur la caisse du journal dont il avait, pour sa part, agrandi la fortune.

Un écrivain estimable, M. Eckard, conçut en 1818 le projet de publier un choix des articles que, pendant dix-huit ans, Dussault avait publiés dans le *Journal des Débats;* il en recueillit près de 300, et ce n'était pas la moitié de ceux que le critique avait composés. Une longue lettre d'autorisation que l'éditeur reçut de Dussault sert de préface à ce recueil publié en 4 vol. in-8°, sous le titre un peu solennel d'*Annales littéraires*. Dussault opposa au mauvais goût une barrière; mais si presque toujours il flétrit la médiocrité, plus d'une fois il découragea le talent. Au surplus, ces recueils d'articles et de feuilletons, s'ils ne sont plus *ludibria ventis*, sont loin aussi de conserver l'intérêt qu'ils offraient au moment de leur apparition. L'année même de sa mort, qui arriva le 14 juillet 1824, Dussault fit publier, par les soins de M. Massabiau, un cinquième volume sous le même titre d'*Annales littéraires*, et il annonçait un sixième volume qui n'a point paru.

Les autres travaux littéraires de Dussault sont: *Lettre à M. Chénier* dont il attaquait le cours à l'Athénée; une *Lettre au citoyen La Harpe;* une bonne édition de Quintilien avec des notes, 5 vol. in-8° (1821-23), dans la collection des classiques latins publiée par Lemaire; une édition des *Oraisons funèbres* de Bossuet, Fléchier, Massillon, etc., avec un discours sur l'oraison funèbre et des notices biographiques (1820-24), 4 vol. in-8°; une nouvelle édition des *Helviennes* de l'abbé Barruel, précédée d'une notice sur l'auteur, 1823, in-8°; les *Mémoires de Mlle Dumesnil, précédés d'une notice sur cette comédienne*, 1823, in-8°. Toutes ces notices, au nombre de sept, ont été réunies dans le cinquième volume des *Annales littéraires*. On a aussi de Dussault quelques petites pièces de vers dont nous avons cité la plus singulière, celle où l'on voit le père Duchêne *siffler la linotte* et puis mettre sur l'échafaud *la tête à la fenêtre*. V-ve.

DUSSAULX (Jean), petit-neveu de Nicole, naquit d'une famille de robe, à Chartres, le 28 décembre 1728, fit au collége de La Flèche de bonnes études qu'il vint terminer à Paris dans les colléges du Plessis et de Louis-le-Grand. Ses parents le destinaient au barreau, mais sa vocation l'appelait dans une autre carrière. Il acheta une charge de commissaire de la gendarmerie, et fit, avec ce corps, sous le maréchal de Richelieu, la campagne de Hanovre dans la guerre de Sept-Ans. Porté par son goût vers les lettres, mais fatalement entraîné par sa passion vers le jeu, il revint, jeune encore,

de son égarement, et ne tarda pas de publier, sous les titres de *Lettres,* de *Réflexions* et de *Discours* (1775, 1777, 1779), contre *la passion du jeu* dans les différents siècles, plusieurs écrits qui, retravaillés et refondus en un seul, sont devenus son meilleur ouvrage (Paris, 1779, in-8°). Il y a dans ce livre utile, et qui a été traduit en hollandais, un style haché, souvent déclamatoire, et un trop grand étalage d'érudition.

Le service militaire ayant appelé Dussaulx à Lunéville, il plut au bon roi Stanislas, qui le fit admettre à son académie de Nancy. De retour à Paris, il publia, en 1770, sa traduction de Juvénal, qui conserve encore une réputation méritée, et qui, ayant eu plusieurs éditions, a été revue par M. Jules Pierrot, proviseur du lycée de Louis-le-Grand, et reproduite dans la Bibliothèque latine-française de M. Panckouke. Le travail des notes est savant. Dussaulx y a joint un *Discours* estimé *sur les satiriques latins*, où se trouve un parallèle entre Horace et Juvénal, que La Harpe a inséré dans son cours de littérature.

Dussaulx, admis en 1776 à l'Académie des Belles-Lettres, obtint sa retraite du service militaire et fut attaché au duc d'Orléans en qualité de secrétaire. Il était plus que sexagénaire quand éclata la révolution de 1789. Traducteur d'un poète qui fut grand ennemi de l'aristocratie, il entra dans le mouvement de l'époque avec l'ardeur du jeune âge; mais il eût voulu la liberté sans désordre, sans crimes et sans orages populaires. Le 14 juillet, il était électeur et membre de la Commune de Paris; il fut nommé l'un des commissaires du comité de la Bastille. C'est en cette qualité que, le 6 février 1790, il présenta les vainqueurs de la Bastille à l'Assemblée nationale et prononça, par extrait, à la séance du soir, un *Discours historique* sur la prise de cette forteresse. Peu de jours avant la fédération, il fit paraître, sous le titre *De l'insurrection parisienne,* un volume in-8° dédié *aux soldats patriotes*, et qui contient ce *Discours historique*, précédé de l'*OEuvre des sept jours* (12-18 juillet), et suivi de *Considérations morales sur la révolution de* 1789.

Nommé membre de l'Assemblée législative, il fit un discours contre la destruction des chefs-d'œuvre des arts et se prononça, avec une courageuse énergie, contre les affreux événements de septembre. Il fut un des six commissaires envoyés par l'assemblée pour arrêter la fureur des assassins, et proposa des mesures fortement répressives que Chabot et Bazire firent rejeter.

Député, par le département de Paris, à la Convention nationale, il demanda la suppression des loteries, fit suspendre le transport des monuments de Versailles à Paris, vota, dans le procès de Louis XVI, la détention pendant la guerre et le bannissement après la paix. Bientôt il fut compris dans la catégorie des modérés; il avait offert sa démission après le 31 mai : Billaud-Varennes demanda sa mise en accusation, et l'on vit Marat prendre sa défense en le signalant comme un vieux radoteur qui ne pouvait être dangereux. Il fut enfermé avec le dramaturge Mercier, M. Daunou et neuf autres de ses collègues, dans la maison d'arrêt dite de *Port-Libre*. Après le 9 thermidor, il rédigea et signa avec eux un mémoire justificatif sous ce titre : *Les douze représentants du peuple détenus à Port-Libre à leurs collègues siégeant à la Convention nationale et à tous les citoyens français*. Ce mémoire fut imprimé in-8°. Le jour du rappel et de la rentrée des 71 conventionnels, détenus depuis 13 mois, Dussaulx fit à la tribune un discours dans lequel il protesta que lui et ses collègues avaient laissé tous leurs ressentiments au fond de leurs cachots. Il demanda l'érection d'un autel expiatoire du sang injustement répandu et fit décréter un monument à la mémoire du représentant Féraud; plus tard, devenu membre du Conseil des Anciens dont il fut un des présidents, il proposa d'ajouter au serment de *Haine à la royauté* ces mots d'une sage politique : *en France*. Il s'éleva encore plusieurs fois avec force contre les loteries, les tripots et les jeux de hasard, fit l'éloge de l'abbé Barthélemy, et demanda pour Mably les honneurs du Panthéon.

En 1796, Dussaulx fit hommage aux Anciens de sa curieuse brochure inti-

tulée : *De mes rapports avec J.-J. Rousseau et de notre correspondance.* Il y montre l'homme moins grand que l'écrivain. Le 24 avril 1797, Dussaulx put se rendre à la tribune ce témoignage : « Je « déclare que depuis que mes concitoyens « m'ont donné la qualité de législateur, « j'ai sauvé des hommes et n'ai pas voté « la mort d'un seul. »

Dès la formation de l'Institut, il avait été nommé membre de la classe des Langues anciennes. Rentré dans la vie privée en mai 1798, il mourut à Paris le 16 mars 1799. On a encoré de Dussaulx un *Voyage à Barèges et dans les Hautes-Pyrénées, fait en* 1788, Paris, 1796, in-8°. L'auteur voulut imiter la manière de Sterne, mais cet essai ne fut pas heureux; une *Lettre au citoyen Fréron*, 1796, in-8°; une *Vie de l'abbé Blanchet*, en tête des *Apologues et contes orientaux* de cet écrivain.

En 1801, Marie-Jeanne Lieutau, veuve de Dussaulx, fit imprimer, in-8°, chez Didot, des *Mémoires sur la vie* de son mari qui n'ont pas été mis dans le commerce, mais qui, pleins d'intérêt, sont également honorables pour la mémoire des deux époux. V-ve.

DUSSEK (Jean-Louis ou Ladislaw), issu d'une famille d'organistes, dont son père, Jean Dussek, ne fut pas le moins distingué, naquit à Czaslau en Bohême, l'an 1762. Élevé en quelque sorte dans les buffets d'orgue, familiarisé dès sa plus tendre enfance avec tout ce que l'art et la science avaient produit de plus grand et de plus profond, comment Louis Dussek eût-il échappé à la destinée de ses ancêtres? Son intelligence naissante se façonna avec docilité et promptitude aux impressions que sa famille se plut à y produire. Placé de bonne heure dans l'un des premiers colléges de l'université de Prague, aux frais d'une maison noble unie à ses parents par des liens d'affection, il cultiva avec succès jusqu'à sa dix-septième année la littérature ancienne et moderne, la musique, et (chose bizarre) travailla assidûment, sous les auspices d'un bénédictin, la science du haut contre-point, qu'il ne semble pourtant avoir connue que fort imparfaitement. Présenté à Bruxelles à la princesse d'Orange, il débuta à La Haye devant le stathouder et sa famille avec un prodigieux succès: l'expression mélancolique de son toucher, jointe au brillant et à l'éclat de sa manière de phraser, lui acquit une vive admiration. Dans une tournée qu'il fit dans les principaux états du Nord, le hasard le rapprocha d'Emmanuël Bach (*voy.*). Quelques heures de conversation suffirent pour bouleverser ses idées et ouvrir à ses yeux un monde nouveau. De ce jour il s'attacha à modifier son individualité, à s'effacer lui-même pour imiter le style des grands maîtres, ses prédécesseurs; et peut être Dussek fût-il devenu autre chose qu'un habile pianiste, si une admiration mal entendue pour de beaux modèles n'avait pas enchaîné son imagination par une imitation servile. Les œuvres de Dussek offrent en effet à toutes les pages la lutte d'un génie original qui se débat contre le préjugé; on y sent que chacune de ses idées a passé sous le niveau d'une prévention et d'un système aveugles. De tous les compositeurs, Dussek est sans contredit celui qui a le moins osé tout ce qu'il pouvait. Les positions successives qu'il occupa auprès du prince Charles Radziwill en Lithuanie, à Londres, sous la protection du roi d'Angleterre, et dans l'intimité du prince de Bénévent, lui assurèrent d'assez grands avantages pour travailler selon son instinct et ne pas se réduire au rôle vulgaire de flatter le public dans son esprit de routine. Il a laissé à peu près 80 œuvres de musique instrumentale, dont un bon nombre sont recommandables par la mélodie et le choix de l'harmonie, deux opéras donnés au théâtre d'Haymarket, à Londres, quelques messes, plusieurs oratorios, parmi lesquels on distingue la *Résurrection de Klopstock.* Mce B.

* **DUSSELDORF**, chef-lieu de la régence prussienne du même nom, dans la province de Juliers, Clèves et Berg, qui est la plus peuplée de la Prusse et compte 710,000 habitants sur 97 milles carrés géogr., c'est-à-dire plus de 7,200 par mille carré. Dusseldorf, l'ancienne capitale du duché de Berg, est située dans une belle plaine, sur la rive droite du Rhin et au confluent de la Dussel avec ce fleuve. On y compte plus de 30,000 habitants, parmi

lesquels se trouvent 400 Juifs. Bombardée en 1794 par les Français, cette jolie ville eut ses principaux édifices ruinés, ainsi que le château qui est encore aujourd'hui en ruines. Les rues sont en partie régulières et les maisons construites généralement en briques. Dusseldorf se divise en *Altstadt* (ancienne ville), *Neustadt* (ville neuve) et *Karlsstadt* (ville de Charles). La ville neuve, riche en palais, fut élevée de 1690 à 1716 par l'électeur palatin Jean-Guillaume. La ville de Charles, commencée en 1787, doit son origine et son nom à l'électeur Charles-Théodore, et a été considérablement agrandie dans les derniers temps. Elle se compose de plusieurs carrés qui enferment une grande place. Parmi les monuments publics il faut distinguer la cathédrale, avec les tombeaux des anciens ducs de Juliers, de Clèves et Berg*, et surtout le mausolée en marbre du duc Jean; l'église des Jésuites, qui est cependant trop chargée d'ornements; deux statues équestres de l'électeur palatin Jean-Guillaume, par Crepello : celle qui est sur le marché est en bronze, celle qui se trouve au milieu de la cour du château est en marbre; l'observatoire et le cabinet de physique dans l'ancien collége des jésuites. La célèbre galerie de tableaux, fondée en 1690, et qui était riche surtout en productions de l'école flamande, au milieu desquelles on remarquait le dernier jugement de Rubens, fut transférée en 1805 à Munich. La collection précieuse d'environ 14,300 dessins originaux et de 23,500 gravures et plâtres a seule été conservée à l'Académie des arts de Dusseldorf. Cette ville a une école d'arts et d'architecture, un gymnase et beaucoup d'établissements de bienfaisance. Depuis 1828 il y existe une Société des arts de la Prusse rhénane.

Dusseldorf est une ville très industrieuse et très commerçante; il y a des teintureries importantes, des fabriques de tabac, de savon, de vinaigre, de voitures, des filatures de coton, des manufactures de draps et de cotonnades. La fabrication des tissus de soie et de laine a pris depuis quelques années un accroissement considérable dans la régence de Dusseldorf. On y cultive beaucoup de légumes, et la moutarde qu'on envoie en beaucoup de pays jouit d'une grande réputation. La ville fait un commerce considérable sur le Rhin. Son port, libre depuis 1829, en est le plus fréquenté. La navigation forme une espèce de monopole auquel neuf bateliers prennent part; cinq bateliers transportent les marchandises à Amsterdam, et quatre autres vont à Dordrecht.

Sur l'école de peinture de Dusseldorf, *voy.* les articles Cornelius, Overbeck, etc. *C. L.*

DUTENS (Joseph-Michel), officier de la Légion-d'Honneur, inspecteur général des ponts et chaussées, membre honoraire ou correspondant de plusieurs sociétés savantes, naquit à Tours le 15 octobre 1765, d'une famille protestante. Il est neveu de Louis Dutens, qui, après avoir débuté dans sa patrie comme poète dramatique, passa en Angleterre, où il devint successivement instituteur, secrétaire d'ambassade sous Pitt, et chargé d'affaires, et qui mourut à Londres en mai 1812, membre de la Société royale de cette ville, historiographe du roi de la Grande-Bretagne et auteur de plusieurs ouvrages estimés.

Le jeune Dutens, après avoir fait ses premières études chez son père, commerçant à Tours, entra à l'âge de 18 ans à l'école des ponts et chaussées, d'où il sortit ingénieur à 22. En l'an VIII (1800) il fit paraître à Évreux un aperçu sur les moyens de nationaliser l'instruction en France, et ce premier début fut suivi, dès l'an XI, d'un travail important de statistique sous le titre : *Description topographique de l'arrondissement de Louviers (Eure) avec carte* (1 vol. in-8°, Évreux 1801). Trois années après, et tandis que pour la seconde fois s'imprimait à Tours l'excellent opuscule de son père sur les *Principes de la*

(*) Le dernier de ces ducs, Jean-Guillaume III, mourut privé de sa raison le 25 mars 1609, et sa succession fut vivement disputée par l'Autriche, le Brandebourg, la Saxe, etc. Sa première femme, Jacobée, née margrave de Bade-Bade, fut convaincue d'adultère, et sa mort subite en 1597 a fait croire qu'elle aurait eu la tête tranchée par sentence de l'empereur Rodolphe II. Mais l'inspection des cercueils du caveau dont on parle ci-dessus a prouvé la fausseté de cette version. J. H. S.

peinture, de l'architecture et de la sculpture, M. Dutens publia à Paris l'*Analyse raisonnée des principes fondamentaux de l'économie politique* (1 vol. in-8°), son premier ouvrage sur une science que nous verrons plus tard M. Dutens enrichir d'un traité complet. La classe de la langue et de la littérature française de l'Institut avait mis au concours, en 1811, l'éloge de Montaigne déjà proposé l'année précédente : M. Dutens se rendit concurrent, et son discours, qui ne fut livré à la publicité qu'en 1818 (Paris, 1 vol. in-8°), obtint une mention honorable. En 1818, chargé par le gouvernement d'aller recueillir en Angleterre des données précises et des faits positifs sur les travaux exécutés dans ce pays, M. Dutens publia en 1819 ses *Mémoires sur les travaux publics de l'Angleterre* (Paris, 1 vol. in-4°, avec une grande carte et 15 planches), et l'assentiment général qu'ils obtinrent prouva que l'auteur avait su remplir dignement sa mission. Dans la première partie, après des indications générales sur les canaux de grande et petite navigation, les dimensions des écluses, la largeur et profondeur des *biefs* selon les divers cas, on trouve l'énumération des ouvrages les plus remarquables exécutés sur les canaux de l'Angleterre, les plans inclinés destinés à remplacer les écluses; on trouve, de plus, la description succincte de plusieurs ponts, aqueducs, chemins de fer, etc.... La seconde partie, qui s'adresse plutôt aux administrateurs qu'aux ingénieurs, traite du mode de concession des travaux, des avantages qui en ressortent, tant pour le gouvernement que pour les compagnies d'actionnaires, de la législation qui y préside, etc. L'auteur s'y livre aussi aux considérations les plus élevées sur l'esprit d'association en Angleterre, auquel il rapporte en grande partie la prospérité de ce royaume.

Pour contribuer ensuite au développement de l'industrie en France, M. Dutens imprima en 1829 (Paris, 2 vol. in-4°) l'*Histoire de la navigation intérieure de la France, avec une exposition des canaux à entreprendre pour en compléter le système*, ouvrage remarquable qui devint la même année l'objet d'un rapport fait à l'Académie des Sciences par M. Girard et qui fut très favorable à l'auteur (voir *Journal du génie civil*, octobre 1829). Après un coup d'œil rapide sur la position géographique de la France, les chaînes de montagnes qui se ramifient à sa surface, la direction des bassins dont se composent les deux grands versants qui se divisent son territoire, la variété du sol et de ses produits, l'auteur a donné la description des fleuves et rivières navigables et l'histoire des canaux existants déjà et de ceux qui sont commencés. Puis, dans le deuxième volume, il recherche quelle est la masse totale des produits de la France, quel serait le produit du droit de navigation qui résulterait d'un grand mouvement de navigation intérieure; et, après avoir tracé le tableau des nouvelles lignes de navigation à établir, il termine par un essai sur les causes qui ont retardé l'établissement des canaux en France, sur les moyens qui peuvent en favoriser l'exécution, le droit de passe sur les routes, les modes de concession, l'intervention et la surveillance que l'administration doit exercer sur les canaux, soit au moment où il en approuve le projet, soit durant et après leur exécution. Enfin M. Dutens, en dotant, il n'y a pas longtemps, les lettres de sa *Philosophie de l'économie politique, ou nouvelle exposition des principes de cette science* (Paris, 1835, 2 vol. in-8°) a acquis un nouveau titre aux honneurs académiques pour lesquels un premier scrutin, resté sans résultat, de l'Académie des Sciences morales et politiques, vient de le désigner (mai 1837). Reproduisant en partie les arguments de Quesnay contre cette opinion que l'or et l'argent constituaient seuls la richesse, il s'est efforcé de démontrer que le travail de la terre est la synthèse de tous les autres, que tous viennent de lui et retournent à lui. L'ouvrage est divisé en quatre livres : le premier traite de la production des richesses en général, le deuxième de leur distribution, le troisième des échanges et des divers genres de commerce, et enfin le dernier de la consommation des richesses. Comme M. Duchâtel (*voy.*), M. Dutens accepte sur les questions qui regardent la population, son accroissement, etc., les

tristes doctrines de Malthus, et l'on remarque entre eux une analogie frappante. Du reste on ne peut méconnaître dans la Philosophie de l'économie politique une tendance éminemment progressive, ainsi qu'un esprit conciliateur que l'on cherche souvent en vain dans les discussions scientifiques. Si M. Dutens est de l'avis de Quesnay par rapport au produit net et au revenu national, il n'en professe pas moins l'estime la plus haute pour A. Smith; et s'il combat les objections de M. de Sismondi contre l'emploi des machines, il applaudit aussi à ses vues philanthropiques. Il rend également cet hommage à Say d'avoir le premier placé les facultés intellectuelles au nombre des capitaux qui augmentent la richesse du pays. Il ne touche aux fondements même de la société que pour les consolider. Enfin, M. Dutens vient de publier un nouvel ouvrage sous le titre de *Défense de la philosophie de l'économie politique* (Paris, 1837, 1 vol. in-8°), en réponse aux attaques dont cet ouvrage a été l'objet et où il développe de nouveau ses idées d'une manière très instructive.

C'est à la révolution de juillet 1830 qu'il a été promu au grade d'inspecteur général et d'officier de la Légion-d'Honneur. E. P-C-T.

DUTTCHEN, monnaie de billon prussienne de la valeur d'environ trois gros et très en usage encore dans les villes de Dantzig, Elbingen et Thorn. Autrefois des monnaies de ce nom avaient cours dans tout le nord-est de l'Allemagne, dans la partie adjacente de la Pologne et dans la Lithuanie, avec une valeur variable suivant les lieux, autre à Brême et à Lubeck, autre à Thorn et à Dantzig. S.

DUTTLINGER (Jean-Georges), docteur en droit, conseiller intime de Bade, professeur à la faculté de droit de l'université de Fribourg (Brisgau), et l'un des chefs de l'ancienne Opposition à la Chambre des députés de Bade, naquit le 13 avril 1788 à Lembach, dans la Forêt-Noire. Après avoir terminé ses études à Fribourg et à Heidelberg, il fit un voyage en France, pour voir de près l'organisation des tribunaux et étudier nos formes de procédure. De retour dans sa patrie, il entra au barreau (1812), et fut successivement avocat à la cour criminelle du margraviat de Hochberg, à Emmendingen, et à la cour de justice de Mœrsbourg; puis, en 1817, il fut appelé comme professeur de droit à l'université de Fribourg.

Sa carrière politique date de l'introduction du système constitutionnel dans le grand-duché. Nommé député à la première assemblée des États, M. Duttlinger, pendant les sessions de 1819 et 1820, prit, comme orateur, la part la plus active aux travaux de la chambre, dans laquelle il eut à remplir, en qualité du plus jeune de ses membres, les fonctions de secrétaire. Averti par l'opinion publique, le gouvernement s'empressa de distinguer les talents qui avaient surgi dans ces premières luttes parlementaires, et M. Duttlinger reçut en 1821 le titre purement honorifique de conseiller de cour. A la session de 1822, où la scission entre les États et le gouvernement se manifesta d'une manière éclatante, M. Duttlinger fut porté par l'Opposition à la dignité de vice-président, qu'il conserva depuis dans toutes les autres sessions. Malgré tous les moyens employés alors pour écarter par des menaces, par des persécutions et par toutes sortes de corruptions, les hommes hostiles au système toujours un peu rétrograde du pouvoir, M. Duttlinger fut réélu par le cercle de Bonndorf; il forma avec MM. Fœhrenbach et Grimm, aux sessions de 1825 et 1828, une opposition impuissante, mais courageuse, qui mérita les remercîments de la Chambre de 1831. Le gouvernement badois n'était peut-être pas fâché de rencontrer une certaine opposition qui, sans pouvoir empêcher l'adoption de certaines mesures anti-libérales, laissait néanmoins subsister l'ombre de la liberté constitutionnelle et servait ainsi à tranquilliser les esprits. Aussi M. Duttlinger reçut-il, à la fin de la session de 1828, la croix de l'ordre du Lion de Zæhringen. Il dut en partie cette faveur, qui compromettait gravement sa popularité et sa réputation politique, à un passage de l'adresse des États, rédigée par lui, où l'on faisait dire à l'assemblée, au sujet de la fameuse contestation alors pendante entre le grand-

duché de Bade et la Bavière, que les Badois étaient disposés aux plus grands sacrifices pour repousser des prétentions injustes.

A partir de 1827, ce député fut membre de la commission législative, et c'est à lui qu'on doit la procédure civile adoptée par la Chambre de 1831, et fondée sur la publicité, sur le débat oral, sur l'entière séparation du pouvoir judiciaire et de l'administration. Ce beau travail lui valut, le 31 décembre 1830, de la part du grand-duc Léopold, actuellement régnant, le titre de conseiller intime de seconde classe. Dans la session de 1831, M. Duttlinger présenta un rapport sur la motion du député Welcker (*voy.*) relative à la liberté de la presse; il proposa aussi de compléter la mesure législative sur la responsabilité des ministres. Redouté des ennemis du progrès par son éloquence ferme et incisive, M. Duttlinger ne s'attacha pas seulement aux affaires du petit pays de Bade, sa patrie directe, mais il embrassa la cause de la liberté politique des États allemands en général. Il osa appeler la *commission centrale* de Mayence un *monument de honte pour l'Allemagne*. Il protesta, avec son collègue M. de Rotteck (*voy.*), contre les ordonnances des grandes puissances fédérales du 10 novembre 1831. La liberté de la presse étant entrée en vigueur dans le grand-duché de Bade, il prit part à la fondation et plus tard à la rédaction du journal intitulé *der Freisinnige* (le Libéral). Ce journal succomba avec la liberté de la presse; M. Duttlinger subit aussi différentes persécutions et eut entre autres à se justifier d'un discours prononcé deux mois auparavant à la fête patriotique de Badenweiler. Cet éloquent député est encore le principal rédacteur d'un écrit périodique intitulé : *Archiv fur Rechtspflege und Gesetzgebung im Grossherzogthum Baden* (Archives de l'administration de la justice et de la législation dans le grand-duché de Bade), qui paraît depuis 1830 à Fribourg et qui trouve un grand nombre de lecteurs. *C. L.*

DUUMVIR, nom générique qui se donnait chez les anciens Romains aux magistrats, commissaires ou officiers qui étaient deux pour la même fonction. C'était le peuple qui les nommait. Tarquin en avait créé pour faire des sacrifices et pour la garde des livres des sibylles. Les *duumvirs municipaux* tenaient dans les colonies le même rang que les consuls à Rome. Les duumvirs *quinquennaux* étaient ceux que l'on renouvelait tous les cinq ans. Les duumvirs *capitaux* (*capitales*) étaient ceux qui connaissaient des crimes d'état. Le titres de *navales* indique assez ceux qui s'occupaient de la marine et des flottes.

Il fallait que les fonctions des magistrats préposés à la monnaie fussent jugées des plus importantes, puisque ceux qui y présidaient étaient au nombre de trois, *triumviri*, et que Jules-César les porta à quatre.

Les duumvirs, dans la ville de Capoue, étaient des préteurs qui, contre l'usage des autres municipes, avaient le droit de faire porter devant eux les faisceaux.

Caligula ne jugea pas indigne de lui d'accepter le titre de *duumvir* sur une monnaie de Carthage, et Juba II, roi de Mauritanie, façonné aux coutumes des Romains, prit le même titre, qui lui est donné sur une monnaie de bronze conservée dans le cabinet de France. D. M.

DUVAL (VALENTIN-JAMERAY), bibliothécaire de l'empereur François I^er^, un des savants les plus remarquables par le courage avec lequel il lutta, dans sa jeunesse, contre la mauvaise destinée, pour satisfaire son désir d'apprendre et se donner lui-même l'éducation que l'humble sort de ses parents lui avait refusé. Duval naquit en 1695, d'un pauvre laboureur, au village d'Artonay, en Champagne. Orphelin à l'âge de 10 ans, il n'en avait pas encore 14 quand, privé d'asile et de pain, il se vit obligé de chercher l'un et l'autre au dehors. En proie à la faim, et, pour comble de malheur, attaqué de la petite vérole, il erra au hasard sur les routes couvertes de neige pendant le rigoureux hiver de 1709. Ce sont les malheureux qui compatissent le plus volontiers à l'infortune des autres : un pauvre fermier, dépouillé de tout son bien par un créancier impitoyable, ouvre sa porte au jeune Valentin, mais sans avoir d'autre refuge à lui offrir qu'une

étable. L'enfant malade va s'ensevelir dans un tas de fumier pour y retrouver un peu de chaleur. Cette chaleur le dégourdit insensiblement, pénètre tout son corps et favorise l'éruption de la petite vérole. Mais le malheureux fermier, ayant à peine de quoi suffire à ses propres besoins, ne put continuer longtemps même les plus chétifs secours. Couvert de haillons et de foin, on transporta le moribond chez un curé du voisinage. Enfin il guérit, mais la famine désolait toujours la contrée. C'est en vain que le petit paysan passe de canton en canton, offrant partout ses services. Il s'informe s'il n'est pas quelque pays que le fléau ait respecté : on lui parle du midi, de l'orient. Le midi, l'orient! ces mots nouveaux pour lui font naître dans sa tête des idées nouvelles. Il marche vers le point où le soleil lui paraît se lever. Il traverse la Champagne, et partout la disette lui présente un spectacle affreux; partout il n'obtient qu'avec peine le pain de l'aumône. Ce ne fut qu'en entrant dans la Lorraine qu'il retrouva des subsistances plus assurées et l'espoir d'un avenir plus heureux.

Le ciel ayant guidé ses pas vers un ermitage, il y demande l'hospitalité. Le solitaire l'accueille avec bonté et partage avec lui son frugal repas. L'esprit et le caractère du jeune homme lui plaisent, il l'engage à rester avec lui. Valentin ne se fait pas beaucoup prier; le bon ermite prend plaisir à montrer à lire et à écrire à son jeune disciple. Ces premières connaissances excitent en lui le plus vif désir de s'instruire; mais les moyens lui manquent: toute la bibliothèque de l'ermite se réduisait à quelques livres de dévotion.

Bientôt Valentin passa de l'ermitage de la Rochette à celui de Sainte-Anne, auprès de Lunéville. Chargé de la garde de six vaches et ayant à servir quatre ermites de la plus grossière ignorance, il eut cependant quelques loisirs qu'il employa à déchiffrer les volumes de la *Bibliothèque bleue* qu'il trouva dans l'ermitage, et il parvint seul à perfectionner son écriture. Un abrégé d'arithmétique qui tomba ensuite entre ses mains le conduisit à des études plus sérieuses. Dans le silence des bois il s'appropria les premières notions d'astronomie et de géographie à l'aide de quelques cartes et d'un tube de roseau placé sur un chêne élevé, dont il avait fait son observatoire. Il eut bientôt appris par cœur tous ses livres : pour s'en procurer d'autres, il déclara la guerre aux hôtes des bois. C'est avec le prix de leur fourrure qu'il réalisa au bout de quelques mois la somme de 100 francs, trésor immense pour le pauvre paysan qui, transporté de joie, court à Nancy, entre chez un libraire, choisit, paie et retourne à sa solitude, chargé d'un gros paquet de livres, mais la bourse absolument vide d'argent.

Cependant un hasard heureux vient lui créer de nouvelles ressources. Ayant trouvé un cachet d'or armoirié, il le fait annoncer au prône. Un Anglais nommé Forster se présente et le réclame; mais, pour le ravoir, il faut qu'il explique à Valentin les figures du cachet. Frappé de rencontrer dans un jeune pâtre une telle ardeur de s'instruire, Forster l'invite à venir le voir. Grâce à la générosité de l'Anglais, la bibliothèque de Valentin s'éleva jusqu'à 200 volumes, tandis que sa garde-robe restait toujours la même; et il faut bien aussi le dire, si Valentin formait son esprit par l'étude, il n'oubliait que trop souvent le troupeau confié à sa garde. Aussi les ermites, médiocrement édifiés de son ardeur pour la science, lui firent-ils de vifs reproches; l'un d'eux alla même jusqu'à le menacer de brûler tous ses livres et joignit un geste outrageant à cette menace. Valentin était né sensible, ardent : indigné d'une telle conduite, il ose saisir une pelle et mettre le frère à la porte de sa propre demeure; il en arrive autant aux autres qui accourent au bruit, et puis le vainqueur s'enferme seul à double tour. Le supérieur accourt et demande la cause de ce tumulte : Valentin, placé à la fenêtre, explique les torts du frère et les siens propres, et n'ouvre la porte qu'après avoir fait accepter une capitulation. Les deux principales clauses du traité furent l'oubli de tout le passé et deux heures par jour qui seraient accordées à l'avenir au jeune homme pour vaquer à ses études. A ces conditions il s'engagea à servir

l'ermitage pendant dix ans pour la nourriture et les vêtements. Ce qu'il y a de plus plaisant, observe-t-il lui-même dans ses mémoires, c'est que cet acte fut ratifié chez un notaire de Lunéville.

Le bois où Valentin menait paître ses vaches était son cabinet d'étude le plus ordinaire. Un jour qu'il y était entouré, selon son habitude, de ses livres et de ses cartes, il fut abordé par un homme de bonne mine et richement vêtu, qui lui demanda ce qu'il faisait là. « J'étudie la géographie, répondit Valentin. — Est-ce que vous y entendez quelque chose? reprit l'inconnu. — Eh! mais, je ne m'occupe apparemment que de ce que j'entends, répliqua le jeune homme. — C'est très bien, dit l'étranger; mais où en êtes-vous? — Je cherche la route de Québec, pour aller continuer mes études à l'université de cette ville. — Il y a, reprit l'inconnu, des universités plus à votre portée; je puis vous en indiquer. » Au milieu de ce dialogue un nombreux cortége s'approche à travers les arbres, et entoure avec beaucoup de respect le personnage qui questionnait Valentin. Celui-ci reconnaît alors qu'il est en présence d'un grand seigneur, et veut excuser la liberté de ses réponses. Le prince de Lorraine, car c'était lui, le rassure et lui dit qu'il se chargeait de son sort. Enfin Valentin se vit au comble de ses vœux. On le plaça au séminaire des jésuites à Pont-à-Mousson: il y fit des progrès si rapides que le prince Léopold l'emmena en 1718 à Paris, pour observer quelle impression ferait ce monde tout nouveau sur Valentin. Mais cette ville pleine de merveilles ne l'éblouit pas, et lorsque le prince lui demanda ce qu'il en pensait, il dit avec sa franchise ordinaire que sa magnificence et celle des opéras était bien au-dessous de la majesté du lever et du coucher du soleil. Le prince fit faire plusieurs autres voyages au jeune Duval, et à son retour le nomma son bibliothécaire et professeur d'histoire à l'académie de Lunéville. Cette place et les leçons qu'il donnait à de riches Anglais, parmi lesquels se trouva lord Chatam, devenu si célèbre dans la suite, lui procurèrent les moyens de rebâtir à neuf son ancien ermitage de Sainte-Anne.

Lorsque la Lorraine fut cédée à la France, Duval refusa toutes les propositions qui lui furent faites pour rester, et suivit la bibliothèque de son bienfaiteur à Florence, où il demeura dix ans. La réputation que son savoir lui avait acquise le fit appeler à Vienne par l'empereur François I^er^, pour lui former un cabinet de médailles. C'est là que Duval, modeste dans une si haute fortune et malgré toute son érudition, vécut aimé et considéré de toute la famille impériale, et qu'il mourut en 1775, âgé de près de 80 ans. Les *OEuvres de Duval, précédées de Mémoires sur sa vie*, publiées par les soins du chevalier A. de Koch, parurent en français, à Saint-Pétersbourg et à Strasbourg, en 1784, 12 vol. in-4°, chez Treuttel et Würtz. On y remarque la correspondance naïve et pleine de charmes de Duval avec Anastasie Sokolof, dame d'honneur de l'impératrice de Russie; mais ces œuvres consistent surtout en mémoires archéologiques et sur la numismatique. On a aussi une vie de Duval, par Kaiser, Nuremberg, 1788, 2^e^ édition. W. S.

DUVAL (Amaury Pineux) est né le 28 janvier 1760 à Rennes en Bretagne. Avocat au parlement de cette ville, il avait déjà gagné plusieurs causes avant l'âge de 22 ans, et, quoique livré aux études les plus graves, il faisait, dans l'*Almanach des Muses*, remarquer la correction et l'élégance de ses vers. En 1785, il devint secrétaire de l'ambassadeur de France à Naples et étudia l'antiquité. Cet ambassadeur ayant donné sa démission en 1792, M. Am. Duval, que ses recherches attachaient à l'Italie, y demeura. L'envoyé de la république française à Rome, Basseville, le fit nommer secrétaire de sa légation, et M. Am. Duval manqua subir le même sort que Basseville dans l'émeute populaire où celui-ci fut massacré. Sauvé par quelques soldats, il fut mis en prison, et le gouvernement papal le fit conduire et escorter jusqu'à Naples, d'où il revint à Paris pour être, comme secrétaire de légation, envoyé à Malte. Mais le grand-maître, à l'instar de tous les souverains d'Europe, ne recevait plus les agents de la république française.

M. Am. Duval quitta alors la carrière diplomatique pour ne plus s'occuper que de science et de littérature. Avec Ginguené et quelques autres hommes de lettres, il entreprit la *Décade philosophique*, qui parut ensuite sous le titre de *Revue* et finit par être réunie au *Mercure*, que M. Am. Duval rédigea jusqu'en 1814, ce qui ne l'empêchait point d'occuper la place de chef du bureau des sciences et beaux-arts au ministère de l'intérieur, charge dont il n'a été dépossédé qu'en 1815. Pendant trois années consécutives il a remporté les prix sur des questions de morale et de science proposées par l'Institut, dont il devint membre en 1811. Il est aujourd'hui membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Les ouvrages de M. Am. Duval, un de nos savants archéologues et l'un des hommes qui joignent à des connaissances très étendues une véritable modestie, sont : la *Traduction des voyages de Spallanzani dans les Deux-Siciles*, 1800; *Des sépultures chez les anciens et les modernes* (Paris, 1801, in-8°), ouvrage couronné par l'Institut; *Paris et ses monuments* (Paris, 1803); *les Fontaines de Paris anciennes et modernes* (Paris, 1813); le *Mercure étranger*, ou *Annales de la littérature; les Moralistes français; Dissertations et notes sur le théâtre des Latins*, en société avec son frère Alexandre; *Notes et additions aux mémoires sur Naples du comte Orloff; la Cession de Parga*, et *Monuments des arts du dessin chez les peuples tant anciens que modernes, recueillis par Denon, décrits et expliqués par A. D.*, Paris, 1829, 4 vol. in-fol.

Depuis très longtemps, M. Am. Duval s'occupe, avec M. Daunou et d'autres membres d'une commission de l'Académie des Inscriptions, de la *Continuation de l'histoire littéraire de la France*, commencée par les bénédictins, dont on attend l'achèvement avec une impatience que ne paraît point partager cette commission. L. C. B.

DUVAL (Alexandre-Vincent Pineux), frère du précédent, né à Rennes en 1767, auteur dramatique, et un de ceux dont le succès a le mieux constaté les talents. Après avoir été successivement marin, militaire, ingénieur, architecte, secrétaire aux États de Bretagne, la révolution, qui lui fit perdre ce dernier emploi (et aussi ses goûts), en fit un acteur d'abord, un auteur ensuite. Comme presque tout ce qui était jeune en France, il s'enthousiasma pour la révolution de 1789, et ses premiers essais furent des pièces patriotiques qu'il a dédaignées de faire réimprimer; mais, comme toute âme honnête, il eut horreur des excès commis à cette époque, le témoigna et fut incarcéré aux Madelonnettes avec ses camarades de la Comédie Française. Forcé par sa santé de renoncer à paraître sur la scène, il ne lui en consacra pas moins tout son temps. Deux ou trois pièces, faites en société avec Picard et M. de Corbigny, ne firent que préluder à plus de cinquante autres qui eurent toutes plus ou moins de succès, et dont plusieurs sont restées au théâtre. M. Al. Duval fut le premier qui mit en scène les mœurs françaises de son temps et redonna à l'art dramatique une décence et une dignité que lui avaient ravies les auteurs révolutionnaires: aussi les contemporains de M. Duval se rappellent-ils avec quels transports on accueillit *le Prisonnier* (1798), charmant opéra-comique qui fit la réputation du compositeur Della Maria (*voy.*); *les Projets de mariage* (1798), *les Héritiers* (1801), et les autres pièces représentées alors. Les différentes professions qu'avait exercées M. Al. Duval lui servirent à varier le caractère de ses personnages et les circonstances dans lesquelles il les représentait. *La Fille d'honneur*, en 5 actes, *la Jeunesse de Henri V*, en 3 actes, *la Manie des grandeurs*, en 5 actes, *le Tyran domestique*, en 5 actes, *Édouard en Écosse*, en 3 actes, *le Chevalier d'industrie*, ces excellentes comédies sont d'un genre absolument différent. Le *Lovelace français*, ou *la Jeunesse de Richelieu*, que Geoffroy critiqua si injustement, ne méritait pas moins de rester au théâtre que les comédies en vers dont on vient de lire les titres; jamais, en conservant au vice les grâces sous lesquelles il peut apparaître, on ne le flétrit davantage et on ne le montra plus hideux; jamais on ne peignit de couleurs plus vives les affreux travers

d'un temps où la séduction et la perfidie étaient une mode. Mais M. Duval eut le tort de faire souvent criminels les gens d'un rang élevé et seulement ridicules ceux des classes inférieures : il a en cela sacrifié la justice à ses opinions sur la liberté et l'égalité. Au reste, il est demeuré fidèle à ses principes et a pu, sans que l'on osât lui répondre, adresser à plus d'un parvenu, ami de sa jeunesse, cette fâcheuse comparaison : « Les gens « que l'intérêt fait changer de parti « ressemblent aux femmes galantes qui, « n'ayant plus de réputation à conserver, « forcent par leur impudence les honnêtes « femmes à baisser les yeux. » Il ne se vante pas cependant d'avoir sacrifié uniquement à ses principes républicains les occasions de s'élever. » Si j'ai plus d'une « fois, dit-il, dédaigné de m'enchaîner aux « pieds des idoles de la grandeur, c'est « que je croyais avoir plus d'intérêt à les « peindre qu'à prendre un rôle dans des « pièces qui ont souvent si peu de durée. » Ainsi pense l'homme que la nature a destiné aux lettres ou aux arts. Que l'on ne s'attende donc à trouver dans les œuvres de M. Duval que des situations, des caractères, un dialogue vrai. Si dans son drame de *Montoni* (1798) il a prouvé qu'il pouvait exagérer mieux que personne, son bon esprit l'a bientôt ramené au bon goût. Nommé à la direction du théâtre de l'Odéon (1807), il composa pour ce théâtre deux excellentes comédies : *le faux Stanislas* et *le Menuisier de Livonie*, ainsi que *le Retour du Croisé*, gaie et charmante pièce qui a servi de modèle aux parodies de tant de mélodrames. Écrivant avec autant de facilité en vers qu'en prose, Méhul, Catel, Tarchi, Dalayrac, compositeurs célèbres, lui demandèrent des opéras-comiques; ce fut pour ce dernier qu'il écrivit *Maison à vendre* dont le succès n'a point dépassé le mérite et que l'on regretta de ne pas voir jouer à la Comédie-Française; mais l'Opéra-Comique possédait alors dans M^mes^ Dugazon et Saint-Aubin, dans Martin, Elleviou, Juliet, Dozonville, des acteurs si parfaits et chéris du public à tant de titres que l'auteur, qui les comptait parmi ses amis, ne pouvait trop se féliciter de leur confier le soin de faire valoir son ouvrage. Dans les notices qui précèdent ses pièces, M. Duval, loin de dissimuler ce qu'il croit devoir à ces acteurs ainsi qu'à M^lle^ Mars, à Fleury, à Michot et aux autres acteurs de la Comédie-Française, leur rend les plus sincères hommages et parle beaucoup trop modestement des rôles dans lesquels il leur donnait une si brillante occasion de montrer leurs talents. En général, ces notices, quoique écrites avec une franchise bretonne, montrent le caractère de M. Duval sous le jour le plus favorable. Elles ont été reproduites dans les œuvres de M. Duval imprimées en 9 vol. (Paris, 1832), et augmentées depuis cette époque de *Charles II* et du *Testament*. Il est curieux de voir l'auteur, réuni à Gérard, à Girodet, à Gros, faire, à six francs la pièce, dans un petit cabinet près de la salle où l'Assemblée constituante tenait ses séances, le portrait des députés; il est curieux de suivre ce même auteur dans ses voyages à Pétersbourg, Baden, etc., et surtout il est intéressant de lire l'expression de ses sentiments comme fils, comme frère, comme ami; enfin, en lisant ces œuvres qui, la plupart, ont été applaudies du public, on se convaincra de la vérité de ces paroles de leur auteur : « Mon but, en écrivant, a toujours été « d'amuser, d'instruire et de rendre les « hommes meilleurs. » — M. Alexandre Duval remplaça Legouvé à l'Institut en 1812 et, par ordonnance du 21 mars 1816, il eut son fauteuil à l'Académie Française. Conservateur de la bibliothèque de l'Arsenal, M. Duval remplit ses fonctions de la manière la plus agréable pour les savants et les curieux : il applaudit aux travaux des uns, encourage la timidité des autres, et l'on trouve ainsi autant de plaisir que de profit à visiter une des plus riches bibliothèques de France.

L. C. B.

DUVET, *voy.* PLUMES.

DVINA. Ce grand fleuve de la Russie d'Europe doit son existence à la réunion de deux rivières assez considérables, la Soukhonia et l'Ioug, qui ont leurs sources dans le gouvernement de Vologda. Il arrose, dans son cours, un pays plat, sur lequel il déborde après les grandes pluies et les fontes des neiges. Après avoir

arrosé Krasnoborsk et d'autres petites villes, la Dvina entre dans le vaste gouvernement d'Arkhangel, y baigne plusieurs villes peu importantes, s'élargit considérablement après avoir reçu la Vaga et la Pinéga, et se jette dans un golfe de la mer Blanche qui porte son nom et sur lequel est bâtie la ville d'Arkhangel. La navigation de la Dvina serait plus importante si elle n'était gênée par les atterrissements accumulés à son embouchure et par les îles qui remplissent son lit; il se fait d'ailleurs peu de commerce dans les villes situées sur ses bords, si l'on excepte celle d'Arkhangel. Un grand nombre de petites rivières grossissent ses eaux profondes. D-G.

DWERNICKI (Joseph), né en 1779, vivait dans ses terres, en Podolie, lorsque les troupes victorieuses du grand-duché de Varsovie parurent, en 1809, sur les bords du Dniester. Il arma aussitôt 80 hommes, et ayant rejoint, à leur tête, le corps libérateur, il participa avec distinction aux derniers combats de cette mémorable campagne. Nommé chef d'escadron du 15e de lanciers, il fit dans ce grade la guerre de 1812, pendant laquelle il eut l'occasion d'exécuter plusieurs charges brillantes, particulièrement dans la malheureuse affaire de Mir et sur la Bérésina. En 1813, il se distingua plusieurs fois dans la campagne de Saxe et reçut la croix d'officier de la Légion-d'Honneur de la main de Napoléon lui-même; il gagna également par sa bravoure celle de *virtuti militari*, ainsi que les épaulettes de colonel. A la tête de trois escadrons de Krakouses, Dwerniçki chargea, en 1814, à Claye, l'avant-garde prussienne du général York, la culbuta et lui enleva un bataillon de chasseurs et plus de cent hussards. La charge contre la cavalerie prussienne à la barrière de Pantin ne fut pas moins brillante.

De retour en Pologne, Dwerniçki obtint de l'empereur Alexandre le commandement du 2e de lanciers, et lors du couronnement de Nicolas à Varsovie, il fut promu au grade de général de brigade. Le gouvernement révolutionnaire, en 1830, connaissant son caractère entreprenant, lui confia un corps séparé, fort de 5,000 hommes, avec la double mission de défendre la rive gauche de la Vistule et de se porter ensuite, sur les derrières de l'ennemi, en Volhynie, pour opérer le soulèvement de cette ancienne province polonaise. Dwerniçki livra, le 14 février, au général Geismar, le fameux combat de Stoczek, où le corps russe, complétement battu, perdit 11 pièces de canon; cinq jours après, il attaqua le général Kreutz, à Nova-Wies, et lui enleva 4 canons. Ces brillants faits d'armes valurent à Dwerniçki le grade de général de division. Il se mit ensuite à poursuivre le corps de Kreutz, et après l'avoir rejeté d'abord sur la rive droite de la Vistule, puis sur l'autre bord du Vieprz, il s'avança jusqu'au fort de Zamosc, qu'il ravitailla et renforça par de nouvelles levées. Ainsi la première partie de sa mission difficile fut d'autant plus glorieusement remplie par Dwerniçki qu'il n'avait sous son commandement que des troupes pour la plupart irrégulières et mal montées. Il ne fut pas aussi heureux dans l'accomplissement de la seconde partie.

Après avoir fait une fausse démonstration vers la Vistule, le 3 avril, Dwerniçki changea brusquement de direction, et le 11 du même mois, il avait déjà traversé le Bug à Krylov et enlevé un escadron de Cosaques, qui gardait les frontières de la Volhynie. Dans la même journée il tailla en pièces, à Poryçk, un régiment de dragons russes, et le 16, il livra à Boremel un combat au général Rudiger, dont le corps était quatre fois plus fort que le sien; 1,000 Russes laissés sur le champ de bataille, 4 pièces démontées, 8 prises, furent les trophées de cette victoire, qui malheureusement fut la dernière. Les divisions de Roth et Krassowski vinrent renforcer le corps de Rudiger, et ce général se trouva ainsi à la tête de 30,000 hommes, tandis que Dwerniçki, affaibli par ses victoires mêmes, n'en comptait sous son commandement que 3,500. Cerné de tous les côtés et s'étant aperçu que les Russes avaient violé le territoire autrichien pour le tourner et empêcher qu'il n'échappât de leurs mains, il se décida, le 27 avril 1831, d'entrer en Galicie, où les Autrichiens le forcèrent

de déposer les armes. C'était un funeste exemple. Quelques mois après, d'autres généraux, qui n'avaient point rendu des services aussi éclatants que ceux de Dwernicki, voyant que la Pologne et l'Europe, pleines d'admiration pour les beaux faits d'armes de celui-ci, s'intéressaient généralement à son malheureux sort et excusaient sa retraite en Autriche, crurent pouvoir comme lui déposer leurs armes sur un territoire neutre, au lieu de se défendre jusqu'à l'extrémité.

Surveillé par les Autrichiens, Dwernicki ne recouvra sa liberté qu'après l'assaut de Varsovie. Il rejoignit alors ses malheureux compatriotes en France, qu'il a récemment quittés pour habiter Londres. TH. M-KI.

DYADIQUE (SYSTÈME). C'est le nom dérivé du grec (ἡ δυάς, gén. δυάδος, le nombre *deux*, le nombre binaire, et δυαδικὸς, qui concerne le nombre deux) d'un système de numération, dont nous avons déjà parlé au mot BINAIRE, mais dont nous offrirons ici l'explication à nos lecteurs.

Leibnitz, ayant étudié la plus simple et la plus courte de toutes les progressions possibles, qui est celle qui se termine à deux, la trouva si riche en propriétés accidentelles, qu'il fonda sur cette progression un nouveau système d'arithmétique. Il le communiqua à l'Académie des Sciences en 1702. Il prétendit que ce système serait d'un grand secours pour les sciences; cependant il ne voulut pas en donner la clef et pria même qu'il ne fût pas parlé de cette découverte dans l'histoire annuelle de cette compagnie, attendant, pour lui donner de la publicité, qu'elle fût accompagnée de quelques cas remarquables d'application. Leibnitz fit part de son système au père Bouvet, célèbre missionnaire à la Chine, qui écrivit de Péking à son auteur qu'à l'aide de cette progression il avait deviné la fameuse énigme appelée *Cova*, donnée par l'empereur Fo-Hi, qui est, selon les Chinois, le fondateur de leur empire et des sciences. Fier de ce résultat, Leibnitz, en 1703, décrivit son nouveau système dans un mémoire adressé à l'Académie des Sciences. Au lieu des dix signes usités dans l'arithmétique ordinaire, Leibnitz n'employait que deux signes, le *un* et le *zéro*, qui avait la puissance de multiplier tout par *deux*, comme dans le système vulgaire il multiplie tout par *dix*; et au lieu d'une progression de 10 en 10, il n'admettait qu'une progression de 2 en 2. Ainsi, 1 est *un*, 10 est *deux*, 11 est *trois*, 100 *quatre*, 101 *cinq*, 110 *six*, 111 *sept*, 1000 *huit*, 1001 *neuf*, 1010 *dix*, et ainsi de suite, cette progression étant basée sur les mêmes principes que ceux de l'arithmétique ordinaire.

Cette manière d'exprimer les quantités une fois bien établie, toutes les opérations sont aisées. Dans la multiplication, par exemple, on n'a pas besoin de table.

Pour l'Addition.

110	6	101	5	1110	14
111	7	1011	11	10001	17
1101	13	10000	16	11111	31

Pour la Soustraction.

1101	13	10000	16	11111	31
111	7	1011	11	10001	17
110	6	101	5	1110	14

Pour la Multiplication.

11	3	101	5	101	5
11	3	11	3	101	5
11		101		101	
11		101		1010	
1001	9	1111	15	11001	25

Pour la Division.

15	1111	101	5
3	1111		
	11		

Mais Leibnitz reconnaît lui-même combien le système dyadique serait embarrassant dans l'emploi habituel, à cause de la grande quantité de caractères dont on a besoin pour exprimer un nombre, quand l'arithmétique ordinaire n'emploie que deux signes : aussi n'en conseille-t-il l'emploi que pour les calculs scientifiques.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans ce système dyadique, c'est qu'il paraît prouvé, d'après le père Bouvet, qu'il a été en usage pendant 4000 ans parmi les

Chinois, et qu'il y a plus de 2000 ans qu'il est perdu.

Avant Leibnitz, Jean Caramuel, évêque de Campagna, avait imaginé le système binaire ou dyadique ; il en parle dans sa *Mathesis biceps* de 1670.

Joseph Pelican, de Prague, a expliqué avec beaucoup d'étendue les principes et l'emploi de l'arithmétique dyadique dans un ouvrage intitulé : *Arithmeticus perfectus, qui tria numerare nescit*, 1712. M. Lagny, professeur d'hydrographie, a proposé un nouveau système de logarithmes sur le plan du système dyadique ; il croit sa découverte plus courte, plus facile et plus naturelle que la méthode que l'on suit ordinairement. A. P-T.

DYCK, *voy.* VAN DYCK.

DYNAMIQUE, mot dérivé du grec δύναμις, force, puissance. La dynamique est la science du mouvement dans ses rapports avec les forces qui le produisent. Tantôt elle apprend à déterminer les mouvements d'un corps ou système de corps soumis à des forces connues, tantôt à remonter des mouvements observés aux forces qui les ont fait naître. C'est au mot MOUVEMENT que les principes de cette science devront être exposés.

Le calcul des éclipses n'appartient pas à la dynamique, car il se borne à déterminer les époques auxquelles le soleil, la terre et la lune se trouvent dans certaines positions relatives, en vertu des mouvements combinés de ces deux derniers corps, mais abstraction faite de leur cause. Ce fut au contraire à l'aide de la dynamique que Newton parvint à déduire, comme conséquence rigoureuse des lois de Keppler, le grand principe de la gravitation universelle.

On fait remonter l'origine de la statique, cette autre branche de la mécanique, à Archimède, qui posa les lois de l'équilibre du levier : celle de la dynamique est beaucoup moins ancienne. On peut dire que c'est Galilée qui lui a donné naissance, en découvrant les lois de la chute des graves. Leibnitz fit usage du mot et d'Alembert posa les principes de la science (1743).

Pris comme adjectif, *dynamique* signifie ce qui suppose un mouvement, un effort : on dit *les causes dynamiques* de l'existence d'un corps. Kant a opposé le *système dynamique*, qui explique les phénomènes corporels par des forces opérant des modifications à l'intérieur même des corps, au système atomistique qui se borne à les déplacer, à modifier la manière dont ils apparaissent dans l'espace. Son explication des causes du mouvement des corps par l'attraction et la répulsion a été appelée en Allemagne théorie dynamique de la nature (*Dynamische Naturlehre*). L-L.

DYNAMOMÈTRE, mot composé de δύναμις, force, et de μέτρον, mesure. L'instrument de ce nom, imaginé par M. Regnier, est destiné à mesurer d'une manière précise les forces musculaires. C'est un ressort elliptique dont la pression ou la traction tend à rapprocher les lames, et qui est garni d'un cadran sur lequel une aiguille marque les divers degrés de force employée. Au moyen de cet appareil diversement mis en œuvre peuvent s'apprécier les forces de pression, de traction, d'impulsion, de support, etc., et c'est ainsi qu'on a pu faire sur les forces des hommes et des animaux des expériences curieuses et utiles. Un homme de 25 à 30 ans a une force de pression égale à 100 livres et peut soulever 265 livres. On se sert du dynamomètre dans les gymnases pour constater l'énergie musculaire des élèves qui débutent, afin de juger l'accroissement remarquable qui résulte d'exercices bien dirigés. F. R.

DYNASTE, terme emprunté au grec δυναστὴς, et qui, suivant son étymologie, signifie un homme puissant ; mais dans un sens plus restreint, il fut, chez les anciens, synonyme de despote (*voy.*). Au moyen-âge il servait à désigner tout baron de l'empire jouissant dans son territoire des droits de souveraineté, et ayant siége et voix à la diète, et en général tout prince et roi. De là le mot *dynastie* qui, à proprement parler, signifie puissance, et par lequel on désigne une suite de souverains d'une même famille. On parlera des dynasties à l'article suivant, cependant nous ajouterons ici qu'on trouve des données intéressantes sur les dynasties allemandes en général dans l'ouvrage de M. Schrader, intitulé : *Les anciennes Dynasties entre la Leine, le Weser et*

le Diemel, dans les XI^e^ *et* XII^e^ *siècles*, t. I, Gœttingue, 1832. *C. L.*

DYNASTIE. On vient de voir que ce mot désigne une suite de souverains de même race qui ont régné sur le même pays l'un après l'autre. On a remarqué qu'à un petit nombre de dynasties près toutes celles que l'histoire nous fait connaître ont commencé par l'usurpation; mais elles n'en ont pas moins fait valoir ensuite le principe de la légitimité héréditaire. Les dynasties les plus fameuses dans l'histoire par leur haute antiquité sont celles de l'Égypte (*voy.*); les annales des Chinois nous offrent le pendant de cette longue filiation de rois dans des temps antérieurs à l'histoire. Quant à la Grèce, nous renvoyons aux articles INACHUS, INACHIDES, HÉRACLIDES, LYDIE, ACHÉMÉNIDES, SÉLEUCIDES, LAGIDES; puis, pour l'histoire des autres peuples d'Orient, aux mots SASSANIDES, OMMIADES, ABASSIDES, etc., etc. Pour la France, où cependant le nom de *race* a prévalu dans ce sens, on devra recourir aux articles MÉROVINGIENS, CARLOVINGIENS, CAPÉTIENS, etc.; pour l'Allemagne, à SALIQUE, HOHENSTAUFEN, etc.; pour l'Angleterre, à PLANTAGENET, TUDOR, etc., etc. A. S-R.

DYSENTERIE (de δὺς, difficile, et ἔντερον, entraille). Ce nom ainsi écrit, ou *dyssenterie*, suivant l'orthographe contraire à l'étymologie adoptée par l'Académie Française, est incorrect, mais consacré: on s'en sert pour désigner l'inflammation de la membrane interne ou muqueuse du gros intestin (cœcum, colon et rectum); les modernes ont proposé le nom de *colite* qui n'est pas préférable. Quoi qu'il en soit, cette maladie se manifeste par des douleurs assez vives dans le bas-ventre (coliques), suivies bientôt d'évacuations muqueuses mêlées de sang, peu abondantes, mais qui se renouvellent fréquemment, et sont accompagnées d'épreintes douloureuses. Le plus souvent elle attaque des individus isolés, et soumis aux fatigues, au froid humide et à une alimentation malsaine; mais quand des causes semblables viennent à s'exercer sur de grandes réunions, alors paraît la dysenterie épidémique, qui, par la rapidité avec laquelle elle se propage, a souvent été considérée comme contagieuse. On connaît beaucoup d'histoires de dysenteries épidémiques très meurtrières; elles ont été toujours observées dans les villes assiégées, dans les camps, dans les prisons, etc.; probablement aussi elles ont été confondues avec les épidémies de typhus (*voy.*).

La dysenterie affecte sans distinction tous les âges de la vie; elle est plus commune dans les temps et les climats froids, quoiqu'elle se manifeste aussi dans des conditions opposées; elle est précédée et accompagnée d'une fièvre plus ou moins vive et d'autres symptômes inflammatoires, lorsqu'elle est aiguë; on voit disparaître ces phénomènes lorsqu'elle passe à l'état chronique, ce qui est le cas le plus rare. Huit à dix jours sont la durée la plus ordinaire de cette affection, qui, sauf les cas d'épidémie et ceux où elle saisit des sujets déjà malades, se termine par le retour à la santé. Lorsque la mort est survenue, on trouve dans les intestins des rougeurs plus ou moins vives, avec gonflement des follicules muqueux de la membrane interne des gros intestins, laquelle est souvent aussi parsemée d'ulcérations.

Dans la dysenterie sporadique on s'accorde généralement sur les bases du traitement : soustraire les intestins, par une abstinence complète, à l'action des causes excitantes; agir directement sur eux au moyen de lavements adoucissants et narcotiques. Quelques gouttes de laudanum réussissent fort bien, administrées trois ou quatre fois par jour dans des quarts de lavements qui doivent être gardés autant que possible. Quand l'inflammation est très aiguë, la saignée générale ou l'application des sangsues au siége peut devenir nécessaire. Toujours le repos, la chaleur douce du lit et les boissons gommeuses et amylacées forment un accessoire utile. Quelques médecins ont réussi à guérir la dysenterie par le traitement perturbateur, c'est-à-dire par les vomitifs et les purgatifs. Ils partaient de cette opinion que la maladie dépendait de la présence dans les voies digestives de matières nuisibles dont on devait provoquer au plus tôt l'expulsion.

Dans la dysenterie chronique, les mêmes moyens sont applicables avec quel-

ques modifications. Ils ne sont pas moins utiles dans la dysenterie épidémique; mais ce qu'il faut alors avoir surtout en vue, c'est de prévenir la propagation et le retour de la maladie par des précautions d'hygiène bien entendues. *Voy.* Epidémie. F. R.

DYSMENORRHÉE, *voy.* Amenorrhée et Menstruation.

DYSPHAGIE (de δὺς, difficilement, et φαγεῖν manger), mot par lequel on exprime la difficulté d'avaler. Les parties qui servent à la déglutition peuvent être affectées d'un engorgement inflammatoire squirreux ou cancéreux; elles peuvent être gênées dans leurs mouvements par des tumeurs de diverse nature développées dans leur voisinage; enfin, et c'est le cas qui a reçu particulièrement le nom de dysphagie, elles sont quelquefois atteintes d'un spasme nerveux, sans lésion locale. Ce phénomène est très commun et se manifeste tantôt isolément, tantôt comme symptôme d'une autre maladie. Il n'a pas de gravité et cède ordinairement aux bains et à quelques antispasmodiques. *Voy.* Angine. F. R.

DYSPNÉE (de δὺς et πνέω, je souffle, je respire), gêne de la respiration, maladie ou plutôt phénomène morbide qui peut tenir à des causes très différentes. Tantôt en effet une lésion des voies aériennes, tantôt une altération du cœur, des gros vaisseaux ou des poumons, un épanchement dans les cavités séreuses, peuvent rendre la respiration difficile, ou bien une névrose (asthme) produit le même résultat, sans que rien apparaisse aux regards de l'observateur. Suivant les causes qui la suscitent, la dyspnée est permanente ou intermittente; elle offre également des degrés divers suivant qu'il existe seulement gêne de la respiration, ou bien que le sujet est menacé de suffocation et même d'asphyxie. On appelle *orthopnée* l'état d'une personne qui ne peut respirer que dans la position verticale. C'est l'extrême de la dyspnée.

Aucun traitement absolu ne peut remédier à un accident dont l'origine est si variable: il faut donc rechercher d'abord cette origine. Quelquefois la saignée et les révulsifs font cesser pour quelque temps la dyspnée, quoique la cause en soit permanente. *Voy.* Asthme, Coeur (*maladies du*), Respiration, etc. F. R.

DYSURIE, *voy.* Rétention d'urine.

DYTIQUE (*dytiscus*), genre d'insectes coléoptères, de la section des pentamères, famille des carnassiers, tribu des hydrocanthares (nageurs). Les entomologistes lui assignent pour caractères: des tarses à cinq articles très distincts, et dont les deux antérieurs sont élargis en forme de palette, dans les trois premiers articles seulement; des antennes sétacées, plus longues que la tête, et à onze articles; les pattes de derrière éloignées des autres et terminées par un tarse comprimé en pointe. Pour celui qui cherche à les connaître par leurs attributs les plus saillants, et sans entrer dans des détails de fine anatomie, dont l'intelligence suppose des études spéciales, ce sont des insectes de grande taille (1 à 2 pouces), de forme ovale, à dos bombé, à tête plus large que longue, et portant deux yeux ronds, saillants, à élytres polies et d'un aspect huileux, sillonnées dans quelques femelles de stries assez profondes, ce qui permet au mâle de se cramponner plus facilement dans l'accouplement. Les deux pattes de devant sont disposées pour la marche, tandis que celles de derrière, aplaties en lame et ciliées (ou garnies de poils), sont évidemment appropriées à la natation. Les dytiques nagent, en effet, avec beaucoup de vitesse, et s'éloignent rarement de l'eau, dans laquelle ils font la chasse aux autres insectes dont ils se nourrissent. Leurs larves ont le corps composé de 11 à 12 anneaux ou segments, dont les trois premiers donnent attache à une paire de pattes, tandis que le dernier, de forme conique, se termine par deux appendices velus en forme de queue, et au moyen desquels ces animaux frappent brusquement l'eau quand ils veulent changer de place. Pendant cette période de leur existence, les dytiques montrent une grande voracité. Quand est venue l'époque de sa transformation, la larve sort de l'eau et cherche sur le rivage une terre humide dans laquelle elle se pratique une cavité ovale, d'où elle ne sortira plus qu'à l'état d'insecte parfait. Pendant les grandes chaleurs, ces insectes peuvent acquérir tout

leur développement en quelques semaines; mais il leur faut, en général, beaucoup plus de temps. On en distingue un assez grand nombre d'espèces, dont les plus connues sont : le *dytique très large*, de couleur brune, et le *dytique bordé*, brun aussi, mais dont le pourtour des élytres et du corselet est marqué d'une raie fauve. C. S-TE.

DZWINA, *voy.* DUNA.

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE DU TOME HUITIÈME.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME HUITIÈME.

	Pag.
Départ (chimie).	1
Département.	1
Dépêche.	5
Dépens.	5
Dépense.	6
Dépilation.	7
Dépiquage.	8
Dépolissage, *voy.* Poli et Verre.	
Déponent.	9
Déportation.	9
Déposition (pol.).	10
Déposition (droit), *voy.* Témoins.	
Dépôt (chimie).	11
Dépôt (chir.), *voy.* Abcès et Tumeur.	
Dépôt (adm. mil.).	11
Dépôt général de la guerre, *voy.* Guerre.	
Dépôt de la marine, *voy.* Ingénieurs-hydrographes.	
Dépôt des Fortifications, *voy.* Fortification.	
Dépôt (droit).	11
Depping.	14
De profundis.	15
Dépuratifs.	15
Députation.	16
Député.	16
Déraison.	20
Derbend, *voy.* Daghestan.	
Derceto.	21
Dercyllidas.	21
Dérivatifs.	22
Dérivation, *voy.* Étymologie.	
Dérivations (calcul des).	22
Derjavine.	23
Derme, *voy.* Peau.	
Dermestes.	23
Dérogation à la loi.	23
Déroute.	24
Dervis.	24
Désaitine, *voy.* Déciatine	
Desaix.	26
Désarmement (adm. mil.).	28
Désarmement (politique).	28
Désastre, *voy.* Défaite, Naufrage, Tremblement de Terre, Déluge, etc.	
Désatir.	29
Désaugiers (les frères).	30
Desault.	31
Désaveu.	32
Descamisados.	33
Descartes.	33
Descente (art milit. et marine).	43
Descente (chir.), *voy.* Hernie	
Deschamps (Eustache, Émile, Anthoni).	45
Description.	47
Descriptive (poésie).	48
Désenchantement.	49
Deserre, *voy.* Serre.	
Désert.	49
Désertion.	51
Désespoir.	53
Desèze (comte).	53
Desfontaines (Guyot).	55
Desfontaines-Lavallée.	56
Desfontaines (René-Louiche).	56
Desforges.	57
Des Genettes (baron).	57
Déshérence.	59
Deshoulières (madame)	60
Désinence, *voy.* Terminaison.	
Désinfection.	61
Désir.	62
Désirade.	62
Désistement.	63
Desmahis.	63
Desmans.	63
Desmologie, *voy.* Ligaments.	
Desmoulins (Camille).	64
Desnoyers.	66
Désorganisation.	67
Desportes.	67
Despote.	68
Despotisme.	68
Despréaux, *voy.* Boileau.	
Desquammation, *voy.* Peau (maladies de la), Rougeole, Scarlatine, Érysipèle.	
Dessalines.	70
Dessau (Anhalt-).	71
Dessau (prince Léopold Ier d'Anhalt-).	71
Dessèchement.	72
Dessert.	74
Desservant.	75
Dessin.	75
Dessin (arts du).	77
Dessin géométrique.	78
Dessolles (marquis).	79
Dessuintage.	81
Destin, Destinée.	81
Destination, *voy.* Homme, Déontologie, Bien.	
Destitution, *voy.* Déchéance, Fonctions, Inamovibilité.	
Destouches.	83
Destutt de Tracy, *voy.* Tracy.	
Désuétude.	84
Détail (commerce de).	85
Détention.	85
Déterminatif, *voy.* Adjectif.	
Détermination.	86
Déterminisme.	86
Detmold, *voy.* Lippé.	
Détonation.	86
Détrempe (couleurs en).	86
Detritus.	87
Détroit.	87
Dette (écon. pol.).	87
Dette (droit).	90
Dette (prison de la).	92
Dettingen (bataille de).	93
Deucalion.	94
Deuil.	94
Deus ex machinâ.	98
Deutéronome, *voy.* Pentateuque.	
Deux-cent-vingt-et-un (les).	98
Deux-Ponts (maison et principauté de).	100
Deux-Siciles, *voy.* Na-	

	Pag.
ples et Sicile.	
Développement, *voy.* Corps, Accroissement, Intelligence, Perfectibilité, etc.	
Dévéria (les frères).	100
Déversoir.	101
Déviation.	102
Devin, *voy.* Divination.	
Devis (archit.).	102
Devis (droit).	103
Devise.	104
Devoir.	104
Dévolution (droit de).	107
Devon (comtes de).	108
Devonshire (ducs de).	109
Dévotion.	110
Dévouement.	112
Devrient (les).	113
Dewette, *voy.* Wette.	
Dews.	115
Dextrine.	115
Dey.	116
Dezède.	117
Diabètes.	118
Diable.	118
Diable (avocat du), *voy.* Avocat et Saints.	
Diable (pont du).	120
Diables (phys., technol.).	121
Diacode.	121
Diaconat, *voy.* Diacre.	
Diacoustique.	121
Diacre.	121
Diadème.	123
Diagnostic.	124
Diagomètre.	125
Diagonale.	125
Diagoras.	126
Diagramme.	126
Diagraphe.	126
Dialecte.	128
Dialectique.	129
Dialogue.	130
Diamant.	135
Diamètre.	140
Diane.	140
Diane (arbre de).	142
Diane de Poitiers.	142
Diapason.	144
Diaphanéité, *v.* Transparence et Translucidité.	
Diaphorèse, *voy.* Sueur, Transpiration.	
Diaphorétiques, *voy.* Sudorifiques.	
Diaphragme.	144
Diarrhée.	144
Diastase.	145
Diastole et Systole.	146
Diathèse.	146
Diatonique.	146
Diatribe.	146
Diaz.	147
Dibdin.	148
Dicéarque.	149
Dictateur.	149
Dictature.	151
Diction.	151
Dictionnaire.	153
Dicton.	160
Dictys.	160
Didactique.	161
Didascalies.	163
Didelphes.	163
Diderot.	164
Didier, *voy.* Lombards.	
Didon.	169
Didot.	170
Didyme.	173
Diebitsch-Zabalkanski.	174
Dieppe.	177
Diesbach (famille de).	178
Dièse.	180
Dies iræ.	181
Diète (droit publ.).	181
Diète, Diététique.	190
Dietrichstein (famille de).	191
Dieu.	192
Dieux, Demi-Dieux.	201
Diffamation, *voy.* Injure publique.	
Différentiel (calcul), *v.* Calcul.	
Difformités, *voy.* Orthopédie, Gibbosité, Pieds bots, etc.	
Diffraction.	207
Digamma.	208
Digestes, *voy.* Pandectes et Codification.	
Digesteur, *voy.* Marmite de Papin et Autoclave.	
Digestion.	208
Digitale.	210
Dignité.	210
Digression.	211
Digue.	211
Dijon et Dijonnais.	213
Dilatation, Dilatabilité.	215
Dilatoire, *voy.* Délai.	
Dilemme.	217
Dilettante.	218
Diligence, *voy.* Messageries.	
Dillon (Théob. et Arthur).	218
Dimanche et Écoles du dimanche.	219
Dimaques.	221
Dime.	222
Dimension.	227
Diminué.	227
Diminutif.	227
Dimitri (les).	228
Dinarque.	230
Dindon.	231
Dîner.	232
Dino (duchesse de), *voy.* Courlande (duchesse de) et Talleyrand-Périgord.	
Dinter.	234
Diocèse.	235
Dioclétien.	237
Diodore de Sicile.	239
Diogène d'Apollonie.	247
Diogène le Cynique.	248
Diogène Laërce.	250
Diois, *voy.* Dauphiné.	
Dioliba, *voy.* Niger.	
Diomède.	251
Dion.	252
Dion Cassius.	253
Dion Chrysostôme.	254
Dionée.	255
Dionysiaques.	256
Dionysienne (période).	257
Diophante.	257
Dioptrique.	257
Diorama.	258
Diorite.	259
Dioscoride.	259
Dioscures.	261
Diphthongue.	262
Diplomatie.	263
Diplomatique.	274
Diplômes.	275
Dipodie.	277
Dippel.	277
Diptères.	278
Diptyques.	279
Directeur de théâtres et autres.	279
Directoire.	280
Directoire de la confession d'Augsbourg.	284
Dirimant, *voy.* Empêchements	
Discernement.	286
Disciple, *voy.* École et Adepte.	
Disciplinaire (pouvoir).	286
Discipline (éducation).	287
Discipline (conseils de).	289
Discipline ecclésiastique.	291
Discipline militaire.	291
Disciplines (les).	294
Discobole, *voy.* Disque.	
Discorde.	294
Discours.	295
Discrétion.	296
Discrétionnaire (pouvoir).	297
Discussion.	297

	Pag.
Disette.	298
Disjonctif.	302
Disjonction.	302
Dislocation, *voy.* Luxation.	
Dispache.	303
Dispensaire.	303
Dispense.	303
Dispersion (hist.).	304
Dispersion (phys.).	305
Disponibilité.	305
Dispositif.	305
Disposition (psych.), *voy.* Humeur.	
Dispositions (au plur.), *voy.* Facultés.	
Disposition (rhét.).	305
Dispositions (droit), *voy.* Testament.	
Dispute.	307
Disque (astron.).	307
Disque, Discoboles.	308
Dissection.	308
Dissenters, *voy.* Dissidents.	
Dissertation.	310
Dissidents.	310
Dissimulation.	312
Dissipation, *voy.* Prodigalité.	
Dissolution, Dissolvant, *voy.* Solution et Solubilité.	
Dissolution (mor.), *voy.* Mœurs.	
Dissolution (droit parl.), *voy.* Chambres législatives.	
Dissonance.	312
Dissyllabe.	313
Distance.	313
Distillation.	314
Distinctions sociales.	316
Distique.	318
Distraction.	318
Distribution (rhétor.).	319
Distribution (archit.).	320
District.	321
Dithmarschen, *v.* Holstein.	
Dithyrambe.	321
Ditmar de Mersebourg.	321
Ditters de Dittersdorf.	322
Diurétiques.	323
Diurnal romain.	323
Diurne.	323
Divan.	324
Divergence.	324
Diversion.	324
Divertissement.	325
Dives, *voy.* Dews.	
Dividende.	326
Divination, Devins.	326
Divisibilité.	337
Division (logique).	338
Division (arithm.).	339
Division (droit parlem.).	340
Division (art milit.).	341
Division navale, *v.* Flotte et Escadre.	
Division (bénéfice de), *voy.* Bénéfice.	
Divorce.	342
Dix (conseil des).	345
Dix-mille (retraite des).	347
Djaggataï.	349
Djâmy.	349
Djemjid, *voy.* Perse et Persépolis.	
Djezzar (Achmet).	351
Djinghiz-khan, *v.* Tchinghiz-khan.	
Djinns.	351
Djoliba, *voy.* Niger.	
Dlugosz.	352
Dmitri, *voy.* Dimitri.	
Dnieper ou Dniepr.	352
Dobberan (eaux de).	353
Dobrowsky (abbé).	353
Docimasie.	355
Docimasie pulmonaire.	355
Dock.	356
Docteur, Doctorat.	358
Doctrinaires.	359
Doctrine.	366
Doctrine chrétienne (prêtres de la).	368
Document.	368
Dodécaèdre, *voy.* Polyèdre.	
Dodécagone, *voy.* Polygone.	
Dodécarchie.	368
Dodone.	369
Dodwell (Henri).	369
Dodwell (Édouard).	370
Dœbereiner.	370
Dœderlein.	371
Dœring.	371
Dœrnberg.	372
Doge, Dogat.	372
Dogmatisme.	374
Dogme, Dogmatique et histoire du dogme.	375
Dogre, *voy.* Brick.	
Dogue, *voy.* Chien.	
Dohm.	382
Dohna (comtes de).	383
Doigté.	384
Doigts.	385
Dol.	385
Dolce ou Dolci (Carlo).	386
Doléances.	387
Dolgoroukoï (princes).	387
Dollar.	390
Dollart.	390
Dollond.	390
Dolman.	390
Dolomie, *voy.* Roches et Terres.	
Dolomieu.	391
D. O. M.	393
Dom et Don.	393
Domaine.	393
Domaine public.	399
Domat.	399
Dombasle (Mathieu de).	400
Dombrowski.	401
Dôme.	403
Dômerie.	403
Domesday-book.	404
Domesticité.	404
Domestique (Grand-).	406
Domicile.	407
Dominante.	408
Domination, *voy.* Empire.	
Dominations (les).	408
Dominicains et Dominicaines.	408
Dominicale.	409
Dominique (saint).	409
Dominique (Biancolelli, dit).	410
Dominique (île).	411
Dominiquin (Zampieri, dit le).	411
Domino.	413
Domino (jeu de).	413
Domitien.	414
Dommages et Intérêts.	416
Don (fleuve).	416
Don, Don gratuit.	417
Don, Donna, *voy.* Dom.	
Donald I-VIII, rois d'Écosse, *voy.* Écosse.	
Donat, Donatistes.	418
Donatello.	420
Donation.	421
Donatistes, *voy.* Donat.	
Donatus (Ælius et Tiberius Claudius).	422
Dongolah.	425
Donjon.	423
Donnée.	423
Donon (antiquités du).	423
Donzelle.	424
Dorat.	424
Dordogne (département de la).	428
Dordrecht (synode de).	431
Doreur.	432

Pag.

Doria (famille des). 433
Doriens et Doride. 434
Dorique (ordre), *voy.* Ordres d'architecture.
Doris, *voy.* Néréides.
Dorothée, duchesse de Courlande, *voy.* Courlande.
Dorow. 436
Dorpat (université de). 437
Dorset (comtes et ducs de). 438
Dorure. 440
Dorval (Mme). 442
Dorvigny. 443
D'Orville, *voy.* Orville.
Dos. 443
Dosithée. 444
Dossi (les frères). 444
Dossier. 445
Dot, Régime dotal. 445
Dotation. 446
Dothinentérite, *v.* Fièvre typhoïde et Typhus.
Douai (ville et canal de). 450
Douaire. 450
Douanes et Association allem. de Douanes. 514
Doublage des navires. 464
Double. 464
Doublé, *voy.* Plaqué et Billard.
Double sens, *voy.* Équivoque
Doublon. 464
Doublures. 464
Doubs (département du). 465
Douce-amère. 468
Douceur. 468
Douche. 468
Doudeauville (duc de). 469
Douglas (famille). 471
Doukhobortses. 472
Douleur (physiologie). 472
Douleur morale. 474
Douro. 475
Doute. 475
Douvres ou Dover. 476
Douze Tables (loi des), *voy.* Tables.
Dow ou Douw. 477
Doxologie. 478
Doyen (titre). 478
Doyen (François). 479
Doyen (Théâtre). 480
Drachme. 480
Dracon. 480
Dræseke. 481
Dragage, *voy.* Drague.
Dragoman, *voy.* Drogman.

Pag.

Dragon (hist. nat.). 482
Dragon (mythol., blason, etc.). 483
Dragonnades. 484
Dragonneau. 484
Dragons (art. milit.). 485
Drague, Machines à draguer. 486
Draisines et Drais (baron de). 487
Drake (sir Francis). 488
Drakenborch. 491
Dramatique (art). 492
Dramaturgie. 498
Drame. 498
Drame lyrique. 501
Drap, Draperie. 503
Drapeau. 506
Draperies (beaux-arts). 507
Drap d'or, *voy.* Camp du drap d'or.
Drapier, *voy.* Drap.
Drastique, *voy.* Purgatifs.
Drave ou Drau. 508
Drawback. 508
Drèche. 509
Dresde (ville et bataille de). 509
Dreux (comtes de). 519
Dreux-Brézé (famille de) 521
Drogman. 525
Drogues, Droguiste. 526
Droit (en général), droit philosophique, droit positif, divisions du droit, etc., etc. 526
Droit administratif. 533
Droit allemand. 546
Droit canon ou ecclésiastique. 547
Droit civil. 549
Droit commercial et maritime. 552
Droit constitutionnel, *v.* Droit public et Constitution.
Droit coutumier, *voy.* Coutume.
Droit criminel. 556
Droit féodal. 561
Droit français. 568
Droit germanique, *voy.* Droit allemand et Saint-Empire.
Droit international ou droit des gens. 572
Droit maritime, *voy.* Droit commercial.
Droit militaire, *voy.* Militaire.

Pag.

Droit municipal, *voy.* Municipal.
Droit naturel. 577
Droit pénal, *voy.* Peines.
Droit politique, *v.* Droit public, Constitution, Gouvernement, Aristocratie, Démocratie, etc.
Droit positif, *voy.* Droit et Droit naturel.
Droit public. 581
Droit romain. 586
Droit social, *voy.* Société, État, Droit public et Droit criminel.
Droits (civils, publics et politiques), *voy.* Droit public.
Droits, *voy.* Impôts et Taxes.
Droits civils, *voy.* Cité (droit de).
Droits de l'Homme (déclaration des). 590
Droits de l'Homme (Société des). 591
Droits féodaux. 593
Droits politiques, *voy.* Droits de l'homme, Constitution, Charte, Droit public.
Droits réunis, *voy.* Impôts.
Droits royaux. 594
Drolling (père et fils). 594
Dromadaire, *voy.* Chameau.
Drôme (départ. de la). 595
Dronte. 597
Droschki. 598
Drouais. 599
Drouet. 601
Drouet d'Erlon, *voy.* Erlon.
Drouot (comte). 602
Droussage, *voy.* Drap.
Droz. 604
Druides, Druidisme. 605
Druidiques (monuments). 609
Drury-Lane (théâtre de). 611
Druses. 611
Drusilla. 614
Drusus (famille des). 614
Dryades, *voy.* Nymphes.
Dryden. 617
Dualisme. 618
Duban. 619
Dubartas, *voy.* Bartas.
Du Barry. 620
Du Bellay (Guillaume,

	Pag.
Jean et Martin).	623
Du Bellay (Joachim).	625
Dublin.	626
Duboccage, *v.* Boccage.	
Du Bois (Guillaume).	627
Dubois (Antoine, baron).	630
Dubois de Crancé.	631
Dubos.	631
Dubourg.	631
Duc, Duché.	632
Duc (h. n.), *v.* Chouette.	
Du Cange (Ch. du Fresne, seigneur).	634
Du Cange (Victor).	636
Ducas (Michel).	637
Ducasse.	637
Ducat.	639
Du Cerceau, *voy.* Cerceau.	
Du Châtel (Tannegui).	640
Du Châtel (Pierre).	640
Du Châtel (père et fils).	640
Du Châtelet (marquise).	645
Duché de Vancy.	640
Duché-Pairie, *voy.* Duc et Pairie.	
Duchêne (le père), *voy.* Hébert.	
Duchesne.	646
Duchesnois (Mlle).	647
Ducis.	648
Duclos.	652
Ducos (le comte Roger).	653
Ducos (Jean-François).	654
Du Couëdic.	655
Ductilité.	656
Du Deffand (marquise).	656
Dudevant (Mme), *George Sand.*	658
Dudley (famille).	661
Dudley and Ward.	662
Duègne.	663
Duel (*voir* les Add.).	663
Du Fresne, *v.* Du Cange.	
Dufresnoy (Mme).	665
Dufresny.	666
Dugald Stewart, *v.* Stewart.	
Dugas-Montbel.	667
Dugazon (M. et Mme).	668
Dughet (le Gaspre).	669
Dugommier.	670
Dugong.	671
Duguay-Trouin.	672
Du Guesclin.	677
Duhamel du Monceau.	681
Duilius.	683
Dujardin (Carle).	684
Dulaure.	685
Dulaurens.	686
Dumarsais.	686
Dumas (le comte Math.).	687
Dumas (Alexandre).	694
Dumas (Jean-Baptiste).	697
Duméril.	697
Du Mersan.	698
Dumesnil (Mlle).	699
Dumolard, Bouvier-Dumolard.	700
Dumont-d'Urville.	701
Dumoulin (Charles).	706
Dumouriez.	708
Duna.	713
Dunbar.	714
Duncan (rois et amiral).	714
Dundas (Henry), *voy.* Melville.	
Dundonald (comtes de).	714
Dunes.	714
Dunes (bataille des).	718
Dunette.	718
Dunkerque.	718
Dunois (comté de).	719
Dunois (comte de).	719
Dunoyer (Mme).	723
Duns Scot.	723
Dunstan (saint).	725
Duo.	726
Duodécimal (système).	727
Duodénum.	727
Dupaty (le président).	727
Dupaty (le statuaire).	728
Dupaty (Emmanuel).	730
Duperré (l'amiral).	730
Duperrey (le capitaine).	736
Du Perron.	737
Dupes.	738
Dupetit-Thouars.	738
Duphot.	741
Dupin (Louis-Ellies).	742
Dupin (aîné, et sa famille).	745
Dupin (Charles, baron).	746
Duplessis-Mornay, *voy.* Mornay.	
Duplicata.	748
Duplicité.	748
Dupont de Nemours.	748
Dupont de l'Eure.	749
Dupont de l'Étang.	752
Dupont (Henriquel-).	754
Duport (Jean-Louis).	756
Duport (Adrien).	758
Duport du Tertre.	759
Duprat.	760
Dupré.	761
Dupuis.	762
Dupuytren.	764
Duquesne.	765
Durante.	771
Duras (famille et duchesse de).	772
Dureau de la Malle (père et fils).	774
Durée, *voy.* Temps.	
Dure-mère, *v.* Méninges.	
Durer (Albert).	778
Dureté.	779
Durham (*lord*).	779
Durillon.	781
Duroc, duc de Frioul.	781
Du Ryer.	783
Dussault.	783
Dussaulx.	784
Dussek.	786
Dusseldorf.	786
Dutens.	789
Duttchen.	789
Duttlinger.	789
Duumvir.	790
Duval (Valentin-Jameray).	790
Duval (Amaury Pineux).	792
Duval (Alexandre Pineux).	793
Duvet, *voy.* Plumes.	794
Dvina.	794
Dwerniçki.	795
Dyadique (système).	796
Dyck, *voy.* Van Dyck.	797
Dynamique.	797
Dynamomètre.	797
Dynaste.	797
Dynastie.	798
Dysenterie.	798
Dysmenorrhée, *v.* Amenorrhée et Menstruation.	
Dysphagie.	799
Dyspnée.	799
Dysurie, *voy.* Rétention d'urine.	
Dytique.	799
Dzwina, *voy.* Duna.	

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME HUITIÈME.

ERRATA ET ADDITIONS.

TOME VIII^e^, PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIE.

Pag. 6, col. 1, ligne 16, *au lieu de* il n'y avait pas de condamnation en cour laie, *lisez* condamnation de dépens en cour laie.

p. 43, col. 1, ligne 34, les *OEuvres complètes de Descartes* publiées sur les textes originaux, avec des notices et des éclaircissements par M. Ad. Garnier, forment 4 volumes in-8° et font partie de la *Bibliothèque philosophique des temps modernes*.

p. 135, col. 2, ligne 34, *au lieu de* ne réunissent pas quelquefois, *lisez* ne réunissaient pas quelquefois.

p. 261, col. 2, ligne 18, *au lieu de* Ce signe était *lisez* Ce cygne était.

p. 358, col. 2, ligne 44, *au lieu de* dans les cinq facultés, *lisez* dans quatre de nos Facultés ; car dans la Faculté de médecine le grade de licencié n'existe point.

p. 367, col. 2, ligne 15, *au lieu de* alors même ils n'étaient pas supposés, *lisez* alors même qu'ils n'étaient pas supposés.

p. 396, col. 1, ligne 47, *au lieu de* la disposition disponible, *lisez* la portion disponible.

— — ligne 52, *au lieu de* la quotité de disponible, *lisez* la quotité disponible.

— col. 2, ligne 25, *au lieu de* l'adjudication peut aliéner, *lisez* l'administration peut aliéner.

p. 665, col. 2, *ajoutez* à l'article DUEL ce qui suit :

Depuis l'impression de cet article, la cour suprême appelée de nouveau à prononcer sur l'importante question du duel, a réformé son ancienne jurisprudence en décidant, le 22 juin 1837, que les dispositions du Code pénal relatives au meurtre et à l'assassinat sont absolues et ne comportent aucune exception ; que la loi ne place pas les circonstances qui préparent ou accompagnent le duel au nombre de celles qui rendent excusables le meurtre, l'homicide et les coups, et que la convention qui précède le combat singulier, étant nulle comme contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public, ne saurait dès lors paralyser le cours de la justice et suppléer au silence de la loi pour excuser une action qualifiée crime par elle et condamnée par la morale et le droit naturel. On assure que cet arrêt a été rendu à l'unanimité.